



Bulletin

de l'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Volume 17 - Numéro 23

11 juin 2020



AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Bulletin de l'Autorité des marchés financiers

Autorité des marchés financiers

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2020

ISSN 1710-4149

Table des matières

1. Gouvernance de l'Autorité des marchés financiers	5
1.1 Avis et communiqués	
1.2 Réglementation	
1.3 Autres décisions	
2. Tribunal administratif des marchés financiers	9
2.1 Rôle des audiences, décisions et autres publications du TMF	
2.2 Avis légaux de l'Autorité	
3. Distribution de produits et services financiers	28
3.1 Avis et communiqués	
3.2 Réglementation	
3.3 Autres consultations	
3.4 Retraits aux registres des représentants	
3.5 Modifications aux registres des inscrits	
3.6 Avis d'audiences	
3.7 Décisions administratives et disciplinaires	
3.8 Autres décisions	
4. Indemnisation	83
4.1 Avis et communiqués	
4.2 Réglementation	
4.3 Autres consultations	
4.4 Fonds d'indemnisation des services financiers	

4.5 Autres décisions	
5. Institutions financières	89
5.1 Avis et communiqués	
5.2 Réglementation et lignes directrices	
5.3 Autres consultations	
5.4 Avis d'intention des assujettis et autres avis	
5.5 Sanctions administratives	
5.6 Protection des dépôts	
5.7 Autres décisions	
6. Marchés de valeurs et des instruments dérivés	97
6.1 Avis et communiqués	
6.2 Réglementation et instructions générales	
6.3 Autres consultations	
6.4 Sanctions administratives pécuniaires	
6.5 Interdictions	
6.6 Placements	
6.7 Agréments, autorisations et opérations sur dérivés de gré à gré	
6.8 Offres publiques	
6.9 Information sur les valeurs en circulation	
6.10 Autres décisions	
6.11 Annexes et autres renseignements	
7. Bourses, chambres de compensation, organismes d'autorégulation et autres entités réglementées	191
7.1 Avis et communiqués	
7.2 Réglementation de l'Autorité	
7.3 Réglementation des bourses, des chambres de compensation, des OAR et d'autres entités réglementées	
7.4 Autres consultations	
7.5 Autres décisions	
8. Entreprises de services monétaires	908
8.1 Avis et communiqués	
8.2 Réglementation	
8.3 Permis d'exploitation d'entreprises de services monétaires	
8.4 Autres décisions	
9. Régimes volontaires d'épargne-retraite	913
9.1 Avis et communiqués	
9.2 Réglementation	
9.3 Autorisation d'agir comme administrateur d'un régime volontaire d'épargne-retraite	
9.4 Autres décisions	

Liste des acronymes et abréviation :

- Autorité : Autorité des marchés financiers
instituée en vertu de la LESF
- TMF : Tribunal administratif des marchés financiers
- CSF : Chambre de la sécurité financière
- ChAD : Chambre de l'assurance de dommages
instituée en vertu de la LDPSF
- OAR : Organismes d'autoréglementation et
organismes dispensés de reconnaissance
à titre d'OAR mais qui sont assujettis à la
surveillance de l'Autorité
- OCRCVM : Organisme canadien de réglementation
du commerce des valeurs mobilières

1.

Gouvernance de l'Autorité des marchés financiers

- 1.1 Avis et communiqués
 - 1.2 Réglementation
 - 1.3 Autres décisions
-

1.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

1.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

1.3 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

2.

Tribunal administratif des marchés financiers

2.1 Rôle des audiences, décisions et autres publications du TMF

2.2 Avis légaux de l'Autorité

2.1 RÔLE DES AUDIENCES ET DÉCISIONS DU TMF

2.1.1 Rôle des audiences



RÔLE DES AUDIENCES

NO DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
11 juin 2020 – 9 h 30					
2020-003	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse David Ben-David Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative	Audience au fond Par visioconférence
17 juin 2020 – 9 h 30					
2019-014	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Mieux Planifier inc., Patrick Genest et Marc-André Camirand-Simard Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de révocation de permis	Audience au fond

No DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
18 juin 2020 – 9 h 30					
2019-014	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Mieux Planifier inc., Patrick Genest et Marc-André Camirand-Simard Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de révocation de permis	Audience au fond
18 juin 2020 – 14 h 00					
2017-008	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Michel Plante Partie intimée SOLO International Inc. Partie intimée Frederick Langford Sharp Partie intimée Shawn Van Damme, Vincenzo Antonio Carnovale et Pasquale Antonio Rocca Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Me Marc R. Labrosse Langlois Avocats s.e.n.c.r.l. LCM Avocats inc.	Lise Girard	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et d'interdiction d'opérations sur valeurs	Audience pro forma Par visioconférence
2016-009	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Mario Langlais et 9183-6643 Québec inc. Parties intimées Banque de Montréal Partie mise en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard	Demande de prolongation des ordonnances de blocage	Audience pro forma Par visioconférence

No DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
19 juin 2020 – 9 h 30					
2019-014	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Mieux Planifier inc., Patrick Genest et Marc-André Camirand-Simard Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de révocation de permis	Audience au fond
22 juin 2020 – 9 h 30					
2018-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Nicolas De Smet Partie intimée Daniel Kaufmann Partie intimée Carol Hudson Parties intimées Procureure générale du Québec Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers M ^e Michel Pelletier Desmarais Desvignes Crespo s.e.n.c.r.l. Bernard, Roy (justice - Québec)	Elyse Turgeon	Demande de pénalité administrative, d'interdiction d'opérations sur valeurs et d'interdiction d'exercer	Audience pro forma Par visioconférence

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
23 juin 2020 – 9 h 30					
2017-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Dominic Lacroix, DL Innov inc., Gap Transit et Micro-Prêts inc. Parties intimées Banque royale du Canada, et Lemieux Nolet syndics autorisés en insolvabilité Parties mises en cause Raymond Chabot administrateur provisoire inc. Partie mise en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Sarah Desabrais, avocate Borden Ladner Gervais s.e.n.c.r.l.		Contestation de la prolongation de blocage	Audience au fond Par visioconférence

No DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
23 juin 2020 – 9 h 30					
2017-023	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers		Contestation de la prolongation de blocage	Audience au fond
	Dominic Lacroix et DL Innov inc., Parties intimées	Sarah Desabrais, avocate			Par visioconférence
	Sabrina Paradis Royer Partie intimée	Levasseur, Gagnon, Lanthier Avocats			
	Shopify inc. et Shopify Payments Canada inc. Parties mises en cause	Stikeman Elliott s.e.n.c.r.l., s.r.l.			
	Wells Fargo Canada Corporation Partie mise en cause	Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L.,s.r.l.			
	Banque royale du Canada, et Lemieux Nolet syndics autorisés en insolvabilité Parties mises en cause				
	Raymond Chabot administrateur provisoire inc. Partie mise en cause	Borden Ladner Gervais s.e.n.c.r.l.			

No DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
23 juin 2020 – 9 h 30					
2017-015 2017-023	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers		Contestation de la prolongation de blocage	Audience au fond
	Dominic Lacroix, DL Innov inc., Gap Transit et Interaxe inc. Parties intimées	Sarah Desabrais, avocate			Par visioconférence
	Sabrina Paradis Royer Partie intimée	Levasseur, Gagnon, Lanthier Avocats			
	Yan Ouellet, Pascal Lacroix Parties intimées				
	Micro-Prêts inc. Partie mise en cause	Sarah Desabrais, avocate			
	Shopify inc. et Shopify Payments Canada inc. Parties mises en cause	Stikeman Elliott s.e.n.c.r.l., s.r.l.			
	Wells Fargo Canada Corporation Partie mise en cause	Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L.,s.r.l.			
	BMO, Tangerine, CIBC, Caisse populaire Desjardins de Charlesbourg, Satoshi Portal inc. – Bylls, Lemieux Nolet syndics autorisés inc. et Officier responsable du bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Québec Parties mise en cause				
	Raymond Chabot administrateur provisoire inc. Partie mise en cause	Borden Ladner Gervais s.e.n.c.r.l.			

No DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
25 juin 2020 – 14 h 00					
2018-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse 4xProTrader inc. Partie intimée Banque de Montréal, Banque nationale du Canada et Caisse Desjardins de Lévis Partie mise en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, de mesures de redressement, de modalités de distribution, de levée de blocage et de mesures propres au respect de la loi	Audience pro forma Par visioconférence
2017-020	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Xavier Gervais et X Capital Services Financier Inc. Parties intimées Banque nationale du Canada et Financière Banque nationale inc., Parties mises en cause Samuel Gervais, Banque de Nouvelle-Écosse et Caisse Desjardins des Hauts-Boisés Parties mises en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Monterosso Giroux Lamoureux Avocats Langlois avocats, S.E.N.C.R.L.	Jean-Pierre Cristel	Demande de levée des ordonnances de blocage	Audience pro forma Par visioconférence

No DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
29 juin 2020 – 9 h 30					
2020-002	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Antonietta Melchiorre	Demande de suspension d'inscription, mesures de redressement, nomination d'un dirigeant responsable, interdiction d'opérations sur valeurs, mesure propre au respect de la loi	Audience au fond Par visioconférence
	François Baillargeon-Bouchard et 9347-6760 Québec inc. Parties intimées	LLB Avocats, s.e.n.c.r.l.			
	Chambre de la sécurité financière	Me Julie Piché			
	Fédération des caisses Desjardins du Québec Parties intervenantes	Borden Ladner Gervais s.e.n.c.r.l., s.r.l.			
30 juin 2020 – 9 h 30					
2020-002	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Antonietta Melchiorre	Demande de suspension d'inscription, mesures de redressement, nomination d'un dirigeant responsable, interdiction d'opérations sur valeurs, mesure propre au respect de la loi	Audience au fond Par visioconférence
	François Baillargeon-Bouchard et 9347-6760 Québec inc. Parties intimées	LLB Avocats, s.e.n.c.r.l.			
	Chambre de la sécurité financière	Me Julie Piché			
	Fédération des caisses Desjardins du Québec Parties intervenantes	Borden Ladner Gervais s.e.n.c.r.l., s.r.l.			

No DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
9 juillet 2020 – 14 h 00					
2020-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse 9379-4899 Québec inc., Parties intimées Steeve Perreault Parties intimées Pierre Deshaies Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Langlois Avocats s.e.n.c.r.l. Dupuis Paquin avocat & conseillers d'affaires inc.	Lise Girard	Demande de pénalité administrative, de conditions à l'inscription, de suspension d'inscription, d'interdiction d'agir à titre de dirigeant, de nomination d'un dirigeant responsable, de mesure de redressement et de mesure propre au respect de la loi	Audience pro forma
14 septembre 2020 – 9 h 30					
2017-015	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Riad Antoine Katach Halabi Partie requérante Dominic Lacroix et Micro-Prêts Inc. Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers M ^e Sarah Desabrais		Demande de levée partielle des ordonnances de blocage	Audience au fond
19 octobre 2020 – 9 h 30					
2019-002	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Agronomix Canada inc., Ghislain Dja Parties intimées Félix Fini Partie intimée Adam Bakary Diawara Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers M ^e Mawa Fofana MTLex Boutique juridique	Antonietta Melchiorre	Demande de pénalités administratives et d'interdictions d'opérations sur valeurs	Audience au fond

No DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
20 octobre 2020 – 9 h 30					
2019-002	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Agronomix Canada inc., Ghislain Dja Parties intimées Félix Fini Partie intimée Adam Bakary Diawara Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers M ^e Mawa Fofana MTLex Boutique juridique	Antonietta Melchiorre	Demande de pénalités administratives et d'interdictions d'opérations sur valeurs	Audience au fond
21 octobre 2020 – 9 h 30					
2019-002	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Agronomix Canada inc., Ghislain Dja Parties intimées Félix Fini Partie intimée Adam Bakary Diawara Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers M ^e Mawa Fofana MTLex Boutique juridique	Antonietta Melchiorre	Demande de pénalités administratives et d'interdictions d'opérations sur valeurs	Audience au fond

No DU DOSSIER	PARTIES	PROCEUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
22 octobre 2020 – 9 h 30					
2019-002	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Agronomix Canada inc., Ghislain Dja Parties intimées Félix Fini Partie intimée Adam Bakary Diawara Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers M ^e Mawa Fofana MTLex Boutique juridique	Antonietta Melchiorre	Demande de pénalités administratives et d'interdictions d'opérations sur valeurs	Audience au fond
23 octobre 2020 – 9 h 30					
2019-002	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Agronomix Canada inc., Ghislain Dja Parties intimées Félix Fini Partie intimée Adam Bakary Diawara Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers M ^e Mawa Fofana MTLex Boutique juridique	Antonietta Melchiorre	Demande de pénalités administratives et d'interdictions d'opérations sur valeurs	Audience au fond

No DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
26 octobre 2020 – 9 h 30					
2019-002	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Agronomix Canada inc., Ghislain Dja Parties intimées Félix Fini Partie intimée Adam Bakary Diawara Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers M ^e Mawa Fofana MTLex Boutique juridique	Antonietta Melchiorre	Demande de pénalités administratives et d'interdictions d'opérations sur valeurs	Audience au fond
27 octobre 2020 – 9 h 30					
2019-002	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Agronomix Canada inc., Ghislain Dja Parties intimées Félix Fini Partie intimée Adam Bakary Diawara Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers M ^e Mawa Fofana MTLex Boutique juridique	Antonietta Melchiorre	Demande de pénalités administratives et d'interdictions d'opérations sur valeurs	Audience au fond
1er décembre 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jean-François Lemay Partie intimée Louis Graton Partie intimée Martin Tremblay Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Delegatus Services juridiques inc. Séguin Racine, Avocats Hudon Avocat inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond

No DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
2 décembre 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Séguin Racine, Avocats			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			
3 décembre 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Séguin Racine, Avocats			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			
4 décembre 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Séguin Racine, Avocats			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			

No DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
7 décembre 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Séguin Racine, Avocats			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			
8 décembre 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Séguin Racine, Avocats			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			
9 décembre 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Séguin Racine, Avocats			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			

No DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
10 décembre 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Séguin Racine, Avocats			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			
11 décembre 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Séguin Racine, Avocats			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			
14 décembre 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Séguin Racine, Avocats			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			

No DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
15 décembre 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Séguin Racine, Avocats			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			
16 décembre 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Séguin Racine, Avocats			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			
17 décembre 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Séguin Racine, Avocats			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			

No DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
18 décembre 2020 – 9 h 30					
2019-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande de pénalités administratives, d'interdictions d'opérations sur valeurs, d'interdictions d'exercer l'activité de conseiller ou de gestionnaire de fonds d'investissement	Audience au fond
	Jean-François Lemay Partie intimée	Delegatus Services juridiques inc.			
	Louis Graton Partie intimée	Séguin Racine, Avocats			
	Martin Tremblay Partie intimée	Hudon Avocat inc.			

10 juin 2020

2.2 AVIS LÉGAUX DE L'AUTORITÉ

Aucune information.

3.

Distribution de produits et services financiers

- 3.1 Avis et communiqués
 - 3.2 Réglementation
 - 3.3 Autres consultations
 - 3.4 Retraits aux registres des représentants
 - 3.5 Modifications aux registres des inscrits
 - 3.6 Avis d'audiences
 - 3.7 Décisions administratives et disciplinaires
 - 3.8 Autres décisions
-

3.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Protocole d'entente en matière de coopération et d'échange d'information concernant les fintechs (Innovation Functions Co-operation Agreement)

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité »), les régulateurs provinciaux membres du bac à sable des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et la Financial Supervisory Commission, Taiwan (la « FSC »), l'organisme de supervision et de surveillance des marchés financiers de Taiwan, ont conclu un protocole d'entente en matière de coopération et d'échange d'information concernant les fintechs.

Par le biais du protocole, l'Autorité exprime sa volonté d'établir un cadre pour la coopération et l'échange d'information avec la FSC à l'égard de l'industrie des fintechs.

Dans le cadre du protocole, l'Autorité échangera notamment de l'information sur les tendances de l'innovation financière, sur les enjeux de réglementation liés aux nouveaux modèles d'affaires qui émergent ainsi que sur d'éventuels projets innovants communs entre l'Autorité et la FSC. Ce protocole permettra également aux fintechs autorisées de disposer d'un soutien personnalisé et d'un accompagnement si elles désirent offrir leurs produits et services à Taiwan (et vice versa).

Le protocole a pris effet le 5 juin 2020.

Le protocole d'entente a été signé en anglais. Nous publions ci-après une version administrative française du protocole d'entente.

Le 11 juin 2020

Accord de coopération sur les fonctions d'innovation

entre

la Financial Supervisory Commission, Taïwan

et

**la Commission des valeurs
mobilières de l'Ontario**

**l'Autorité des marchés
financiers (Québec)**

**la British Columbia Securities
Commission**

**l'Alberta Securities
Commission**

**la Financial and Consumer
Affairs Authority of
Saskatchewan**

**la Commission des valeurs
mobilières du Manitoba**

**la Commission des services
financiers et des services aux
consommateurs (Nouveau-
Brunswick)**

**la Nova Scotia Securities
Commission**

Table des matières

1	Définitions	3
2	Introduction.....	4
3	Objet	4
4	Principes	5
5	Étendue	5
6	Confidentialité et utilisation autorisée	6
7	Durée.....	7
8	Modification	7
9	Autres parties à l'accord.....	7
	Annexe A : Personnes-ressources - Fonctions d'innovation désignées	9

Accord de coopération sur les fonctions d'innovation

1 Définitions

Pour l'application du présent accord de coopération et à moins d'indication contraire du contexte, on entend par :

- « **autorisation** » : le processus d'inscription, d'enregistrement ou d'autorisation d'une entité, d'octroi de permis, de licence ou de dispense à l'entité ou de soumission de l'entité à la compétence d'une autorité, de façon à lui permettre d'exercer ses activités de prestation de services financiers ou de fourniture de produits financiers dans le territoire de compétence de l'autorité, et l'expression « autorisé » a un sens correspondant;
- « **autorité** » : la Financial Supervisory Commission de Taïwan ou une autorité canadienne (collectivement, les « autorités »);
- « **autorité canadienne** » : toute autorité en valeurs mobilières établie au Canada sous le régime d'une loi provinciale ou territoriale qui est signataire du présent accord de coopération ou qui y a adhéré conformément à l'article 9 et qui figure dans la liste de l'Annexe A;
- « **autorité requérante** » : l'autorité qui recommande une entreprise novatrice à l'autorité sollicitée;
- « **autorité sollicitée** » :
 - a) si l'autorité requérante est la Financial Supervisory Commission de Taïwan, toute autorité canadienne à laquelle une recommandation est faite en vertu du présent accord de coopération;
 - b) si l'autorité requérante est une autorité canadienne, la Financial Supervisory Commission de Taïwan;
- « **critères d'admissibilité au soutien** » : les critères fixés par l'autorité requérante auxquels l'entreprise novatrice est tenue de répondre avant que cette autorité la recommande à l'autorité sollicitée;
- « **entreprise novatrice** » : toute entreprise financière innovante s'étant fait offrir le soutien d'une autorité par l'intermédiaire de sa fonction d'innovation, ou qui y serait admissible;
- « **fonction d'innovation** » : la fonction spécialisée établie par une autorité afin de soutenir l'innovation des entreprises de services financiers dans leurs marchés respectifs;
- « **réglementation** » : toute loi, tout règlement, toute obligation réglementaire ou toute ligne directrice en valeurs mobilières applicable dans le territoire d'une autorité.

2 Introduction

- 2.1 Les autorités partagent le souhait de favoriser l'innovation des entreprises de services financiers dans leurs marchés respectifs. Elles ont établi les fonctions d'innovation dans ce but. Elles estiment que, par leur collaboration, elles seront davantage en mesure de promouvoir l'innovation dans leurs marchés respectifs.
- 2.2 Le 23 février 2017, les autorités en valeurs mobilières du Canada ont lancé le bac à sable réglementaire des ACVM, dont l'objectif est d'appuyer les entreprises innovantes partout au Canada. Il permet d'acquérir une compréhension approfondie des nouveaux modèles d'entreprise liés aux valeurs mobilières qui utilisent des solutions technologiques.
- 2.3 Le 30 avril 2018, la Financial Supervisory Commission de Taïwan a lancé le bac à sable réglementaire destiné aux entreprises de technologie financière (fintechs), soit un mécanisme expérimental pour soutenir l'innovation en matière de fintechs, afin d'appuyer les entreprises novatrices dans ce domaine à mettre à l'essai et à appliquer leurs nouvelles idées ainsi que d'accélérer le lancement de produits ou de services financiers novateurs à Taïwan.

Soutien offert par l'intermédiaire des fonctions d'innovation

- 2.4 Le soutien offert par les autorités aux entreprises novatrices par l'intermédiaire de leurs fonctions d'innovation peut prendre les formes suivantes :
- 2.4.1 l'attribution d'une équipe ou d'un point de contact à chaque entreprise novatrice;
- 2.4.2 de l'aide à l'entreprise novatrice pour comprendre la réglementation du territoire de l'autorité compétente ainsi que la façon dont elle s'applique à ses activités et à elle-même;
- 2.4.3 de l'assistance pendant la phase préalable à la demande d'autorisation aux fins suivantes :
- 2.4.3.1 traiter du processus de demande d'autorisation et de toute autre question touchant la réglementation abordée par l'entreprise novatrice;
- 2.4.3.2 s'assurer que l'entreprise novatrice comprend la réglementation de l'autorité compétente et ses implications pour elle;
- 2.4.4 de l'aide au cours du processus d'autorisation, notamment sous la forme d'affectation de personnel responsable de l'autorité possédant une connaissance de l'innovation financière dans son marché respectif, afin d'examiner la demande;
- 2.4.5 l'affectation d'une personne-ressource à l'entreprise novatrice ayant obtenu une autorisation.

3 Objet

L'objet du présent accord de coopération consiste à prévoir un cadre de coopération et de recommandation entre les fonctions d'innovation de la Financial Supervisory Commission de Taïwan et celles des autorités canadiennes. Le cadre s'articule sur un mécanisme de recommandation permettant aux autorités de recommander des

entreprises novatrices à leurs fonctions d'innovation respectives. Il consiste en outre à établir les modalités selon lesquelles les autorités échangeront et utiliseront l'information sur l'innovation dans leurs marchés respectifs.

4 Principes

- 4.1 Les autorités entendent se prêter mutuellement toute l'assistance possible dans le cadre du présent accord de coopération. Le présent accord de coopération est subordonné aux lois et à la réglementation du territoire de chaque autorité et ne modifie ni ne remplace les lois et la réglementation applicables en vigueur dans ce territoire. Il est une déclaration d'intention des autorités et, par conséquent, ne crée aucun droit exécutoire ni n'impose quelque obligation en droit. Il s'ajoute, sans les modifier, aux modalités de toute obligation prévue dans tout autre accord multilatéral ou bilatéral conclu entre les autorités ou entre elles et des tiers.
- 4.2 Le présent accord de coopération est un accord bilatéral entre chaque autorité canadienne et la Financial Supervisory Commission de Taïwan et ne saurait être assimilé à un accord bilatéral entre les autorités canadiennes.

5 Étendue

Mécanisme de recommandation

- 5.1 Les autorités, par l'intermédiaire de leurs fonctions d'innovation, recommandent l'une à l'autre les entreprises novatrices qui souhaiteraient exercer leurs activités dans l'autre territoire.
- 5.2 Les recommandations se font par écrit et incluent de l'information démontrant que l'entreprise novatrice souhaitant exercer ses activités dans le territoire de l'autorité sollicitée répond ou répondrait aux critères d'admissibilité au soutien de l'autorité requérante.
- 5.3 Les critères d'admissibilité au soutien devraient comprendre notamment les suivants :
- 5.3.1 l'entreprise novatrice offre des produits ou services financiers novateurs avantageux pour les consommateurs, les investisseurs ou le secteur;
- 5.3.2 l'entreprise novatrice démontre qu'elle s'est suffisamment renseignée sur la réglementation de l'autorité sollicitée à laquelle elle pourrait être assujettie.
- 5.4 Après recommandation, et sous réserve que l'entreprise novatrice réponde aux critères d'admissibilité au soutien, la fonction d'innovation de la société sollicitée peut lui offrir son soutien conformément au paragraphe 2.4.
- 5.5 L'autorité requérante reconnaît que l'autorité sollicitée fournissant de l'aide à une entreprise novatrice n'affirme pas, de ce fait, que cette entreprise novatrice répondra aux conditions de l'autorisation dans son territoire.

Échange d'information

- 5.6 Sous réserve des lois et de la réglementation applicables des territoires concernés, les autorités prennent les engagements suivants :
- 5.6.1 échanger de l'information sur les innovations des entreprises de services financiers dans leurs marchés respectifs, s'il y a lieu, et notamment sur ce qui suit :
- 5.6.1.1 les tendances émergentes et les faits nouveaux (y compris l'utilisation de nouvelles technologies);
- 5.6.1.2 les questions réglementaires relatives à l'innovation dans les services financiers;
- 5.6.2 échanger de l'information additionnelle sur les entreprises novatrices recommandées par l'autorité requérante à l'autorité sollicitée afin de recevoir le soutien de sa fonction d'innovation (y compris la nature du soutien apporté par l'autorité requérante);
- 5.6.3 aviser les autres autorités de tout changement important dans les critères d'admissibilité au soutien.

6 Confidentialité et utilisation autorisée

- 6.1 Toute information communiquée par la Financial Supervisory Commission de Taïwan à une autorité canadienne, et inversement, en vertu des paragraphes 5.1 à 5.6 devrait être considérée par l'autre autorité comme confidentielle.
- 6.2 L'information relative à une entreprise novatrice incluse dans une recommandation en vertu des paragraphes 5.1 à 5.4 et échangée conformément au paragraphe 5.6 ne devrait être envoyée à l'autorité sollicitée que si l'entreprise novatrice y a consenti par écrit et a transmis son consentement à la Financial Supervisory Commission de Taïwan et à l'autorité canadienne. Si l'autorité sollicitée est une autorité canadienne, le consentement devrait également comprendre le consentement à ce que cette dernière échange de l'information avec les autres autorités canadiennes, notamment par l'entremise du bac à sable réglementaire des ACVM, pourvu que l'échange s'effectue dans le même but que celui de l'échange d'information de l'autorité requérante avec l'autorité sollicitée. L'entreprise novatrice peut retirer son consentement en tout temps.
- 6.3 L'autorité sollicitée ne devrait utiliser l'information que lui a communiquée une autorité requérante aux termes du présent accord de coopération que dans le but pour lequel l'information a été communiquée, sauf si l'entreprise novatrice et l'autorité requérante consentent à une autre utilisation. Il est entendu qu'une autorité sollicitée peut utiliser de l'information sur une entreprise novatrice recommandée afin de lui fournir du soutien par l'intermédiaire de sa fonction d'innovation et de s'assurer du respect des lois et de la réglementation de son territoire.
- 6.4 Toute autorité canadienne qui est tenue de divulguer de l'information lui ayant été fournie par la Financial Supervisory Commission de Taïwan, et inversement, en vertu de la loi devrait en aviser l'autre autorité avant de remplir cette obligation et faire valoir l'ensemble des dispenses ou des privilèges dont elle dispose à l'égard de cette information.

7 Durée

- 7.1 Le présent accord de coopération prend effet à la date de sa signature pour toutes les parties, ou à la date fixée conformément à la législation applicable de chacune des autorités.
- 7.2 La Financial Supervisory Commission de Taïwan ou toute autorité canadienne peut résilier le présent accord moyennant un avis écrit d'au moins 30 jours donné aux autres autorités. Si le présent accord de coopération est résilié par une ou plusieurs autorités canadiennes, il cessera de s'appliquer entre celles-ci et la Financial Supervisory Commission de Taïwan, mais il sera maintenu entre la Financial Supervisory Commission de Taïwan et les autres autorités canadiennes.
- 7.3 En cas de résiliation du présent accord de coopération, l'information obtenue en vertu des présentes demeure traitée de la manière prévue à l'article 6.

8 Modification

- 8.1 Les autorités réviseront l'application du présent accord de coopération et mettront ses dispositions à jour au besoin. Les autorités reconnaissent qu'une telle révision peut être nécessaire si un changement important se produit dans le soutien offert aux entreprises novatrices par la fonction d'innovation de l'autorité sollicitée conformément au paragraphe 5.1, ou dans les critères d'admissibilité au soutien.
- 8.2 Le présent accord de coopération peut être modifié moyennant le consentement écrit des autorités.

9 Autres parties à l'accord

Toute autre autorité canadienne en valeurs mobilières peut devenir partie au présent accord de coopération moyennant la signature, avec la Financial Supervisory Commission de Taïwan, d'un exemplaire des présentes et la notification des autres signataires, après quoi leurs coordonnées seront ajoutées à l'Annexe A.

Signature des autorités :

Le présent accord de coopération prend effet à la date de sa signature par les autorités ou à la date fixée conformément à la législation applicable de chacune des autorités.

Pour la Financial Supervisory Commission,
Taiwan

Pour la Commission des valeurs mobilières
de l'Ontario

Wellington L. Koo
Chairman

Grant Vingo
Acting Chair and CEO

Date

Date

Pour l'Autorité des marchés financiers
(Québec)

Pour la British Columbia Securities
Commission

Louis Morisset
Président-directeur général

Brenda Leong
Chair and CEO

Date

Date

Pour l'Alberta Securities Commission

Pour la Financial and Consumer Affairs
Authority of Saskatchewan

Stan Magidson
Chair and CEO

Roger Sobotkiewicz
Chair and CEO

Date

Date

Pour la Commission des valeurs mobilières
du Manitoba

Pour la Commission des services financiers
et des services aux consommateurs
(Nouveau-Brunswick)

David Cheop
Chair and CEO

Kevin Hoyt
Chef de la direction

Date

Date

Pour la Nova Scotia Securities Commission

Paul Radford
Chair

Date

Annexe A : Personnes-ressources – Fonctions d'innovation désignées

Financial Supervisory Commission, Taïwan

Financial Technology Development and
Innovation Center
18F, No.7, Sec.2, Xianmin Blvd., Banqiao
Dist., Nouveau Taipei 22041
Taïwan
Courriel : fintechcenter@fsc.gov.tw

Commission des valeurs mobilières de l'Ontario

Demandes de coopération – Rampe de
lancement de la CVMO
20 Queen Street West, 20th Floor
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Courriel : osclaunchpad@osc.gov.on.ca
Tél. : 416 596-4266

Autorité des marchés financiers (Québec)

Directeur Fintech et innovation
800, rue du Square-Victoria, 22^e étage
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Courriel : fintech@lautorite.qc.ca
Une copie de tout avis de résiliation
(paragraphe 7.2) doit être envoyée au
secrétaire et directeur général des affaires
juridiques
Courriel : secretariat@lautorite.qc.ca

British Columbia Securities Commission

BCSC Tech Team
701 West Georgia Street
P.O. Box 10142, Pacific Centre
Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1L2
Tél. : 604 899-6854
Courriel : TechTeam@bcsc.bc.ca
Copie à : COMMSEC@bcsc.bc.ca

Alberta Securities Commission

Denise Weeres
Director, New Economy
Alberta Securities Commission
Suite 600, 250-5th Street SW
Calgary (Alberta) T2P 0R4
Tél. : 403 297-2930
Télec. : 403 297-2082
Courriel : Denise.Weeres@asc.ca

Financial and Consumer Affairs Authority of Saskatchewan

Sonne Udemgba
Deputy Director
601-1919 Saskatchewan Drive
Regina (Saskatchewan) S4P 4H2
Bureau : 306 787-5879
Télec. : 306 787-5899
Courriel : sonne.udemgba@gov.sk.ca

Commission des valeurs mobilières du Manitoba

Chris Besko
Director, General Counsel
500-400 St. Mary Avenue
Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5
Tél. : 204 945-2561
Télec. : 204 945-0330
Sans frais : 1 800 655-5244
Courriel : Chris.Besko@gov.mb.ca

Commission des services financiers et des services aux consommateurs (Nouveau- Brunswick)

Directeur adjoint, Politiques, Division des
valeurs mobilières
85, rue Charlotte, bureau 300
Saint John (Nouveau-Brunswick) E2L 2J2
Courriel : Registration-inscription@fcnb.ca
Tél. : 506 658-3060

Nova Scotia Securities Commission

Executive Director
Suite 400, Duke Tower
5251 Duke Street
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 1P3
Tél. : 902 424-7768
Courriel : nsscxemptions@novascotia.ca

3.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

3.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

3.4 RETRAITS AUX REGISTRES DES REPRÉSENTANTS

Courtiers

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
ALAN	MATHIEU	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2020-05-28
ASSAL	CHRISTOPHE	CIBC SECURITIES INC./PLACEMENTS CIBC INC.	2020-06-03
BELANGER	DIANE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-04-03
BÉLANGER	ROBERT	DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE INVESTISSEMENTS INC..	2020-05-30
BENCHETRIT	CEDRIC	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2020-05-31
BERGERON-BLAIS	SARAH	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-06-04
BIRON	SAMUEL	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-05-22
BOISSINOT	SHAN	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2020-04-17
BOUCHARD	JOSÉE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2020-06-01
BOUCHARD	DIANA	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-06-01
BOURDEAU	JULIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-06-05
BOUTIN	MARIE-CLAUDE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2020-05-28
BRETON	PIERRE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-05-29
BUSSIÈRES	RENÉE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-05-14
CHARTRAND	MÉLANIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-05-29
CORRIVEAU-LEDUC	FRÉDÉRIQUE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-06-01
COUTURE	ÉMILIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-06-01
CZYZOWICZ	PIOTR	GESTION DES PLACEMENTS UBS CANADA INC.	2020-05-29
DERAS RIVAS	JORGE ALFREDO	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2020-05-31

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
DESJARDINS	MARIE-CLAUDE	PLACEMENTS FINANCIERE SUN LIFE (CANADA) INC.	2020-06-01
DOMPIERRE	HÉLÈNE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-05-29
DUBREUIL	MARTIN	MICA CAPITAL INC.	2020-06-05
ELESSO O EDOU	NORA	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2020-05-29
FANIEL	VÉRONICA	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2020-06-05
FAROOKHI	WILLIAM	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2020-06-01
FORTIN	RÉMI	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2020-05-31
FRANCOEUR	MARIE-ÈVE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-05-01
FROMENT	CHANTAL	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-06-01
GAGNÉ	LYNE	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2020-06-05
GAGNON	RENÉE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-05-29
GÉLINAS	DAVE CLAUDE	DESJARDINS SECURITIES INC./VALEURS MOBILIERES DESJARDINS INC.	2020-05-21
GIRARD	MICHELINE MARQUES	RBC DOMINION SECURITIES INC./RBC DOMINION VALEURS MOBILIERES INC.	2020-05-31
GIROUX	JEAN-PHILIPPE	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2020-06-03
GODBOUT	GILLES	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-03-27
GROULX	ALEXANDRA	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2020-05-29
HALABI	ROGER	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2020-05-27
HAUPTMAN	CHRISTOPHER	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2020-06-02
IVANOV	BOYAN	BMO INVESTMENTS INC./BMO INVESTISSEMENTS INC.	2020-06-05
JÉAN	MARTIN	CIBC SECURITIES INC./PLACEMENTS CIBC INC.	2020-05-27
LAFRANCE	SOPHIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-05-29
LAMB	ALAN	RBC DOMINION SECURITIES INC./RBC DOMINION VALEURS MOBILIERES INC.	2020-05-29

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
LAMONTAGNE	MARIE-ÈVE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-06-01
LAPIERRE	FRANCE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-06-02
LATOURE	BENOIT	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-06-05
LAUZON	JOSÉE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-06-05
LEGAULT	SAMUEL	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-06-05
LEGRIS-SYLVESTRE	PHILIPPE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-06-06
LEPERS	RÉMI YVES GILBE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-06-01
LESSARD	TANIA-VALESKA	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-05-29
LIU	XING	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2020-05-31
MERCIER	JESSICA	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2020-06-05
MESSIER	FRANCE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-03-27
MICHAUD	CHARLES	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2020-06-08
MIRON	ALEXANDRE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-06-05
MIRON	CHANTAL	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-06-03
NANTEL	DENYSE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-05-31
NGUEUMDJEU CHEKEM	DANIELLE VANESSA	CIBC SECURITIES INC./PLACEMENTS CIBC INC.	2020-06-02
OUARRAK	HAMZA	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-06-03
OUELLET	SOPHIE	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2020-05-04
PAQUIN	FLAVIE	VALEURS MOBILIERES BANQUE LAURENTIENNE INC.	2020-06-02
PARE	SYLVIE	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2020-05-15
PAULIN	ROXANNE	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2020-05-15

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
PELLERIN	GILLES	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-06-02
PELLETIER	JOHANNE	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2020-05-29
POIRIER	JUDITH	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2020-05-27
RAYMOND	ALEXANDRE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-06-05
RIVEROS	LUZ HELENA	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-05-28
RIZK	GEORGES	SCOTIA SECURITIES INC./PLACEMENTS SCOTIA INC.	2020-05-21
ROBERGE	COLETTE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-06-05
ROBERT	ANDRÉE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2020-05-14
ROUILLIER	SYLVIE	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2020-06-01
ROUX	SUZIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-06-01
SHEEN	GARY	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2020-06-04
THÉRIAULT	CHRISTINE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-05-28
TREMBLAY	JULIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2020-05-29
TSAPEKIS	ANTONIOS ALEXANDROS	MARCHES MONDIAUX CIBC INC.	2020-05-29
VILLENEUVE	MARC	PLACEMENTS FINANCIERE SUN LIFE (CANADA) INC.	2020-05-28

Cabinets de services financiers

Sans mode d'exercice

Liste des représentants qui ne sont plus autorisés à agir dans une ou plusieurs disciplines

Vous trouverez ci-dessous la liste des représentants dont au moins l'une des disciplines mentionnées à leur certificat de l'Autorité est sans mode d'exercice. Par conséquent, ces individus ne sont plus autorisés à exercer leurs activités dans la ou les disciplines mentionnées dans cette liste et ce, depuis la date qui y est indiquée.

Représentants ayant régularisé leur situation

Il se peut que certains représentants figurant sur cette liste aient régularisé leur situation depuis la date de sans mode d'exercice de leur droit de pratique pour la ou les disciplines mentionnées. En effet, certains pourraient avoir procédé à une demande de rattachement et avoir récupéré leur droit de pratique dans l'une ou l'autre de ces disciplines. Dans de tels cas, il est possible de vérifier ces renseignements auprès d'un agent du centre de renseignements au :

Québec : (418) 525-0337
 Montréal : (514) 395-0337
 Sans frais : 1 877 525-0337.

Veuillez-vous référer à la légende suivante pour consulter la liste de représentants. Cette légende indique les disciplines et catégories identifiées de 1a à 6a, et les mentions spéciales, de C et E.

Disciplines et catégories de disciplines	Mentions spéciales
1a Assurance de personnes	C Courtage spécial
1b Assurance contre les accidents ou la maladie	E Expertise en règlement de sinistre à l'égard des polices souscrites par l'entremise du cabinet auquel il rattaché
2a Assurance collective de personnes	
2b Régime d'assurance collective	
2c Régime de rentes collectives	
3a Assurance de dommages (Agent)	
3b Assurance de dommages des particuliers (Agent)	
3c Assurance de dommages des entreprises (Agent)	
4a Assurance de dommages (Courtier)	
4b Assurance de dommages des particuliers (Courtier)	
4c Assurance de dommages des entreprises (Courtier)	
5a Expertise en règlement de sinistres	
5b Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des particuliers	
5c Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des entreprises	
6a Planification financière	

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
105123	BRETON, PIERRE	6a	2020-06-03
110119	DI CESARE, NICOLA	6a	2020-06-01
110901	DUBOIS, DIANE	4a	2020-05-28
112714	FORTIN, RÉMI	1a	2020-06-03
112873	FOX, CHARLES	1a	2020-06-05
117380	JUTRAS, SYLVAIN	3a	2020-06-04
119781	LATULIPPE, MARC	2a	2020-04-27
119781	LATULIPPE, MARC	1a	2020-04-27
119902	LAVALLÉE, FRANCINE	6a	2020-06-09
121518	LESSARD, YVAN	1a	2020-05-06
123554	MELCHERS, PIERRE	2a	2020-06-03
124133	MONETTE, NATHALIE	2a	2020-06-04
124448	MORIN, JOHANNE	3a	2020-06-09
124878	NANTEL, DENYSE	6a	2020-06-02
126314	PELLERIN, GILLES	6a	2020-06-04
126808	PETTIGREW, LOUISE	3a	2020-06-09
127643	POULIN, FRANCINE	3b	2020-06-04
129664	ROUX, SUZIE	6a	2020-06-03
131805	TACHÉ, MICHEL	4a	2020-05-29
132998	TREMBLAY, JULIE	6a	2020-06-03
133875	VANIER, MICHEL	3a	2020-06-01
135246	LANDREVILLE, SYLVAIN	1a	2020-05-29
135246	LANDREVILLE, SYLVAIN	2a	2020-05-29
135398	VAILLANCOURT, MARIE	1a	2020-06-02
137590	GUÉRIN, ÉDITH	5a	2020-06-03
137640	BOULAY, CHANTAL	5a	2020-06-01
138957	PINSONNEAULT, CLAUDE	5a	2020-05-28
140099	PAIEMENT, RICHARD	4c	2020-06-01
142608	NANTEL, PATRICIA	6a	2020-06-02
144978	GUIDOUM, SADREDINE	6a	2020-06-03
146202	YERGEAU, CARL	1a	2020-06-08
146202	YERGEAU, CARL	6a	2020-06-08
146202	YERGEAU, CARL	2a	2020-06-08
148566	POTVIN, CARL	4a	2020-05-29
150051	GAGNON, MARTIN	6a	2020-06-01
150429	MEUNIER, NOËL	1a	2020-06-09
151223	LAMONTAGNE, HÉLÈNE	3b	2020-05-29
152612	LEGAULT, CLAUDINE	4a	2020-05-27

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
153284	POULIN, PATRICK	6a	2020-06-09
156953	MÉLANÇON, JOSÉE	4a	2020-06-09
156977	BOLDUC, ALEXANDRE	4b	2020-06-03
159414	LAUZON, FRANCE	4a	2020-06-07
162060	BEAUPRÉ, ANNIE	3b	2020-06-04
163298	MCINNIS, ALINE	4b	2020-05-27
168229	LAUZIER, VINCENT	1a	2020-06-02
168573	FLEURENT, STEVE	4a	2020-06-07
168700	VILLENEUVE, MARC	1a	2020-06-03
169572	VASSOR, EDMA	3a	2020-06-08
171843	PÉLOQUIN, JOSÉE	4b	2020-05-27
173375	GUERTIN, SOPHIE V	2b	2020-06-03
173460	MARTIN, MARIE-CLAUDE	4a	2020-06-09
176646	LAFLEUR, MICHAËL	4b	2020-06-09
177035	POIRIER-BÉLANGER, VIRGINIE	4a	2020-06-09
180055	DEMERS, MARJORIE	1a	2020-06-08
183691	CARLI, FRÉDÉRIC	1a	2020-06-08
185004	CHARETTE, JEAN-PAUL	5a	2020-05-27
185168	SAINT-PIERRE, DAVID	4b	2020-06-01
186003	JEAN, BESNHAR-MARTIN	4b	2020-06-09
189231	SIMARD, SONIA	4a	2020-06-08
189921	LEFEBVRE, MARIE-EVE	5b	2020-06-03
193274	CUSTEAU, YVAN	3a	2020-06-09
197783	ARPIN, MARCO	4a	2020-06-04
197930	GARNEAU, ANDRÉ	4b	2020-06-08
198673	IVANOV, BOYAN	6a	2020-06-08
199166	MICHAUD, STEEVE	1a	2020-06-01
199406	EVRAIRE, CHRISTIAN	2b	2020-06-09
199406	EVRAIRE, CHRISTIAN	2b	2020-06-09
207230	COUTURE, ÉMILIE	6a	2020-06-03
208020	LEMAY, JOHANE	4b	2020-05-27
212846	ST-GERMAIN, STÉPHANE	3b	2020-05-27
213287	BELANGER-VAILLANCOURT, FRANCYS	5a	2020-06-03
213975	LAFONTAINE, LIANA	1a	2019-09-03
214613	LAFORST, CAROLINE	4b	2020-05-27
215043	BOUCHARD, JEREMY	1a	2020-06-08
215481	GIDDINGS, PAUL	1b	2020-06-08

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
215954	HAUPTMAN, CHRISTOPHER	1a	2020-06-04
216630	AUGER, MARIE-PIER	1a	2020-06-01
216914	A. SOUCY, JESSYCA	1a	2020-06-01
216914	A. SOUCY, JESSYCA	1a	2020-06-01
216943	BERGOLA, ALEXANDRE	1a	2020-06-09
217225	RENAUD, MARC-ANDRE	4b	2020-06-08
218932	ZAGORULKO, RUSLAN	1a	2020-05-28
219173	NALBANDIAN, MARLYNA ANN	3b	2020-06-09
219244	YOUNG, MELISSA	4c	2020-06-09
221044	COUTURIER, DAPHNEE	3b	2020-06-04
221419	LE PAILLEUR, RAPHAËL	4a	2020-05-27
221639	MEFTAH, ABDESSAMAD	3b	2020-06-08
222732	MARTIN, ARIANE	3b	2020-06-04
232467	LACERTE, NADIA	1b	2020-05-27
232477	BOUVETTE, MARIE-EVE	4b	2020-06-04
232876	BÉLEC, SIMON	4b	2020-05-27
233260	LADO ZOWA, CLOTAIRE	1a	2020-06-08
233436	ZHAO, HONGYU	1a	2020-06-01
233464	PELLETIER, ETIENNE	1a	2020-06-01
233553	DOIRE DAOUST, MELISSA	4b	2020-06-08
239328	CÔTÉ BOILEAU, DOMINIC	1a	2020-06-08

Non-renouvellement

Liste des représentants qui ne sont plus autorisés à agir dans une ou plusieurs disciplines

Vous trouverez ci-dessous la liste des représentants dont au moins l'une des disciplines mentionnées à leur certificat de l'Autorité n'a pas été renouvelée à la date d'échéance. Par conséquent, ces individus ne sont plus autorisés à exercer leurs activités dans la ou les disciplines mentionnées dans cette liste et ce, depuis la date qui y est indiquée.

Représentants ayant régularisé leur situation

Il se peut que certains représentants figurant sur cette liste aient régularisé leur situation depuis la date d'annulation de leur droit de pratique pour la ou les disciplines mentionnées. En effet, certains pourraient avoir procédé à une remise en vigueur et avoir récupéré leur droit de pratique dans l'une ou l'autre de ces disciplines. Dans de tels cas, il est possible de vérifier ces renseignements auprès d'un agent du centre de renseignements au :

Québec : (418) 525-0337
Montréal : (514) 395-0337

Sans frais :1 877 525-0337.

Veillez vous référer à la légende mentionnée ci-dessous pour consulter la liste de représentants. Cette légende indique les disciplines et catégories identifiées de 1a à 6, et les mentions spéciales, C et E.

Disciplines et catégories de disciplines	Mentions spéciales
1a Assurance de personnes	C Courtage spécial
1b Assurance contre les accidents ou la maladie	E Expertise en règlement de sinistre à l'égard des polices souscrites par l'entremise du cabinet auquel il rattaché
2a Assurance collective de personnes	
2b Régime d'assurance collective	
2c Régime de rentes collectives	
3a Assurance de dommages (Agent)	
3b Assurance de dommages des particuliers (Agent)	
3c Assurance de dommages des entreprises (Agent)	
4a Assurance de dommages (Courtier)	
4b Assurance de dommages des particuliers (Courtier)	
4c Assurance de dommages des entreprises (Courtier)	
5a Expertise en règlement de sinistres	
5b Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des particuliers	
5c Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des entreprises	
6a Planification financière	

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date d'annulation
108712	DAIGLE, DENYSE	2a	2011-01-01
108712	DAIGLE, DENYSE	1a	2011-01-01
108786	DALLAIRE, MARIE LUCILLE	1b	2011-01-01
108873	DANIEL, JEAN-GUY	6a	2011-01-01
108920	DAOUST, GHISLAINE	4a	2011-01-01

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date d'annulation
109291	DELISLE, YVAN	3a	2011-01-01
109617	DESCHATELETS, MARIO	2a	2011-01-01
109617	DESCHATELETS, MARIO	1a	2011-01-01
109728	DESHAIES, JOSÉE	6a	2011-01-01
109817	DESJARDINS, PIERRE A.	4a	2011-01-01
109938	DESOURDY, FRANCE	6a	2011-01-01
109993	DESROCHERS, RICHARD	1a	2011-01-01
110001	DESROCHES, DENIS	6a	2011-01-01
110207	DICKEY, CAROLE	1a	2011-01-01
110207	DICKEY, CAROLE	2a	2011-01-01
110314	DIONNE, CARMEL	4a	2011-01-01
110373	DIONNE, URBAIN	1a	2011-01-01
110464	DONVITO, GILLIAN	1a	2011-01-01
110464	DONVITO, GILLIAN	2a	2011-01-01
110592	DOYON, CLAUDE	3a	2011-01-01
110629	DOYON, GUYLAINE	6a	2011-01-01
110822	DUBÉ, JACQUES	1a	2011-01-01
111006	DUCHARME, BERNARD	1a	2011-01-01
111006	DUCHARME, BERNARD	4a	2011-01-01
111073	DUCLOS, DANIELLE	3b	2011-01-01
111084	DUCLOS, PIERRE	4a	2011-01-01
111161	DUFOUR, SERGE	1a	2011-01-01
111209	DUFRESNE, YVES	5a	2011-01-01
111215	DUGAL, MICHEL	6a	2011-01-01
111215	DUGAL, MICHEL	2c	2011-01-01
111228	DUGAS, REINA	1a	2011-01-01
111387	DUMOULIN, JOHANNE	4a	2011-01-01
111456	DUPONT, LUC	2a	2011-01-01
111509	DUPUIS, JEAN-JACQUES	1a	2011-01-01
111527	DUPUIS, MARIE-CLAUDE	3b	2011-01-01
111674	DUVAL, CÉLINE	4a	2011-01-01
116035	HAMEL, GINETTE	4a	2011-01-01
116087	HAMELIN, JOHANNE	2a	2011-01-01
116087	HAMELIN, JOHANNE	1a	2011-01-01
116115	HANKINS, DENNIS ERNEST	4a	2011-01-01
116140	HARDY, MARTIN	1a	2011-01-01
116140	HARDY, MARTIN	4c	2011-01-01
116168	HARRISSON, NORMAND	1a	2011-01-01

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date d'annulation
116263	HÉBERT, DIANE	2a	2011-01-01
116284	HÉBERT, LINE	3a	2011-01-01
116329	HENault, JEAN	1a	2011-01-01
116378	HÉON, PIERRE	1a	2011-01-01
116378	HÉON, PIERRE	2a	2011-01-01
116400	HERT, BOB	1a	2011-01-01
116591	HOULE, MICHEL	1a	2011-01-01
116611	HOVINGTON, FABIEN	2a	2011-01-01
116611	HOVINGTON, FABIEN	1a	2011-01-01
116617	HOWSON, JOSÉE	4a	2011-01-01
116629	HUARD, CHANTAL	4b	2011-01-01
116677	HUDON, RICHARD	1a	2011-01-01
116692	HUGHES, IVON	1a	2011-01-01
116898	JACQUES, DANIEL	6a	2011-01-01
116962	JANELLE, DENIS	1a	2011-01-01
116991	JASMIN, ALAIN	4a	2011-01-01
117006	JEAN, ANDRÉA	3a	2011-01-01
117056	JEANNEAULT, ROBERT	1a	2011-01-01
117056	JEANNEAULT, ROBERT	2a	2011-01-01
117070	JEFFREY, PATRICK	6a	2011-01-01
117118	JOBIN, ALAIN	4a	2011-01-01
117145	JOBIN, SYLVIE	4a	2011-01-01
117160	JOHNSON, DENISE	4a	2011-01-01
117248	JONCAS, SERGE	2b	2011-01-01
117248	JONCAS, SERGE	1a	2011-01-01
117267	JORDAN, FRANCIS	1a	2011-01-01
117269	JORDAN, JOSE MAURICIO	1a	2011-01-01
117300	JOYAL, ANNE-MARIE	6a	2011-01-01
117337	JULIEN, SÉBASTIEN	1a	2011-01-01
117360	JUTRAS, BERNARD	E	2011-01-01
117360	JUTRAS, BERNARD	4a	2011-01-01
117375	JUTRAS, MICHEL	4a	2011-01-01
117473	KELLY, SEAN PATRICK	6a	2011-01-01
117513	KILGALLEN, CLAIRE	1a	2011-01-01
117584	KONCEVICH, STEVE	1a	2011-01-01
117592	KOROVILAS, STELLA	3b	2011-01-01
136613	JOHNSTON, MARC	1a	2011-01-01
137531	HÉBERT, GILLES	5a	2011-01-01

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date d'annulation
137586	DESROCHERS, CAROLE	5a	2011-01-01
137977	DOMINGO, ESTELA	1a	2011-01-01
138006	DUCHARME, PATRICK	1a	2011-01-01
139265	DUBUC, LORRAINE	5a	2011-01-01
139831	HARRINGTON, DAVE	4a	2011-01-01
140137	D'ASTOUS, JACINTHE	5a	2011-01-01
140144	DÉPATIE, PIERRE	5a	2011-01-01
140154	DROUIN, SERGE	5a	2011-01-01
140315	JUTRAS, SERGE	5a	2011-01-01
140341	HUNEULT, PASCALE	5a	2011-01-01
140563	DUSABLON, LINE	6a	2011-01-01
143818	HUBER, DAN	1a	2011-01-01
143818	HUBER, DAN	6a	2011-01-01
144186	JOSEPH, BALKIS	4b	2011-01-01
144687	KYPRIANOU, AGATHA	2b	2011-01-01
145810	DUSSAULT, ISABELLE	3b	2011-01-01
145898	HUARD, CAROL	1a	2011-01-01
146114	JENNINGS, MARK	6a	2011-01-01
146741	DUBÉ, MARIO	1a	2011-01-01
146741	DUBÉ, MARIO	6a	2011-01-01
147646	KATAROYAN, NATALIE	1a	2011-01-01
150165	DROLET, JOCELYN	1a	2011-01-01
150165	DROLET, JOCELYN	2a	2011-01-01
150467	DEMERS, DANIELLE	3b	2011-01-01
153132	DUBORD, GILLES	1a	2011-01-01
154223	DEMERS, MÉLANIE	1a	2011-01-01
156533	DELORME, ÉLISE	4a	2011-01-01
156786	JOLIN, THOMAS	1a	2011-01-01
157686	DURAND, SUZANNE	4a	2011-01-01
159341	JACQUES, SUZANNE	3b	2011-01-01
160536	KAIROUZ, MIKE	6a	2011-01-01
161076	KASSASSI, HICHEM	6a	2011-01-01
161280	HAMAOU, LYDIA	5a	2011-01-01
161738	DUPUIS, LYNDA	4b	2011-01-01
162266	JOBIN, MARIE-CHRISTINE	4a	2011-01-01
164216	JOBIN, GUILLAUME	5a	2011-01-01
165318	HAMEL, OLIVIER	5a	2011-01-01
165735	DUBOIS, FRANÇOIS	4b	2011-01-01

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date d'annulation
166476	HURBAIN, ÉLIANE	1a	2011-01-01
166643	DESPRÉS, FRANCINE	E	2011-01-01
166643	DESPRÉS, FRANCINE	3c	2011-01-01
167828	JEAN, MARTINE	3b	2011-01-01
171522	DÉRAGON, GENEVIÈVE	1a	2011-01-01
171551	JACQUES, MARTIN	1a	2011-01-01
173182	DUCHESNE, MARIE-EVE	6a	2011-01-01
174568	DOS SANTOS, MARTA ALEXANDRA	5a	2011-01-01
175478	HARBEC, HUGO	2a	2011-01-01
175478	HARBEC, HUGO	6a	2011-01-01
175478	HARBEC, HUGO	1a	2011-01-01
175572	DROUIN, ELIE	1a	2011-01-01
176392	KOS, DENIS	1a	2011-01-01
177032	HÉTU, FRANÇOIS	4a	2011-01-01
177356	DUBÉ, BIBIANE	1a	2011-01-01
178214	DUTIL, DANIEL	5b	2011-01-01
179267	DUPONT, ISABELLE	3a	2011-01-01
179311	KUHL, ANDREW	1a	2011-01-01
179311	KUHL, ANDREW	2c	2011-01-01
179571	INFANTE LEON, IRIS-SOL	1a	2011-01-01
179675	JEAN-NOËL, MARC	1a	2011-01-01
180691	JACQUES, KARL	5a	2011-01-01
180856	HERBERT, THOMAS	6a	2011-01-01
181003	DUBOIS, YVES	4c	2011-01-01
181729	KÉNOL, HENRI GÉRARD	1a	2011-01-01
182580	IONESCU, ANDREI-LUCIAN	3b	2011-01-01
182802	JHAGROO, HORACE	1a	2011-01-01
183634	KHOURY, MARIO	6a	2011-01-01
184835	DUGAS, GUYLAINE	1a	2011-01-01
185746	DOMINGUE, DENIS	4a	2011-01-01
186920	HAMEL PAQUETTE, MARIE EVE	4b	2011-01-01
186936	ISMAÏL, MOHAMED	1a	2011-01-01
187161	DI IORIO, CHRISTIAN	3b	2011-01-01
187397	DURAND, SYLVAIN	4a	2011-01-01
187414	HABIB, MICHAEL	2a	2011-01-01
187414	HABIB, MICHAEL	1a	2011-01-01
187452	JACQUES, MÉLANIE	1a	2011-01-01
188046	DELISLE, AMÉLIE	3b	2011-01-01

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date d'annulation
189199	JEROME, DIEUSEUL	1a	2011-01-01
189992	HALABI, EDDIE	1a	2011-01-01
190259	HALSEY, MICHAEL	1b	2011-01-01
190735	JOBIN, JONATHAN	4a	2011-01-01
191488	DIGNARD, ANN	3a	2011-01-01
192255	HÉBERT, DANIEL	4c	2011-01-01
192795	HOLMAN, PAUL	4a	2011-01-01
193202	KUBICKI, OLIVIA	6a	2011-01-01
193416	DUBREUIL, JULIEN	1a	2011-01-01
193662	DUBÉ, STÉPHANIE	5b	2011-01-01
194594	DELAIRE, JIMMY	1a	2011-01-01
194729	DESLONGCHAMPS, CATHERINE	6a	2011-01-01
194753	DEROSE, ROSE-MYRLANDE	1a	2011-01-01
195069	KAGUBARI, THIERRY	4a	2011-01-01
195974	DAVIS, LINE	3b	2011-01-01
196440	HAREL, DALIA	2b	2011-01-01
196627	IBRAHIM, JAMAL	6a	2011-01-01
197174	KWEMI, ALINE	3b	2011-01-01
197530	HOUIDI, HILENE	6a	2011-01-01
198107	HAGUYAYAP, CORNELIA	1a	2011-01-01
199108	JANELLE, PIERRE-OLIVIER	1a	2011-01-01
199585	JUNEAU, ALEXANDRE	5a	2011-01-01
200040	JACQUES, GENEVIÈVE	2a	2011-01-01
200040	JACQUES, GENEVIÈVE	1a	2011-01-01
201412	HINSE, ISABELLE	3b	2011-01-01
201601	IANCU, RALUCA	1a	2011-01-01
202271	HENRY, WINSTON	1a	2011-01-01
202271	HENRY, WINSTON	6a	2011-01-01
202293	DUMONT, LYNE	3b	2011-01-01
202837	KIROUAC FISET, STEVE	4a	2011-01-01
202839	HUOT, CAROLINE	3b	2011-01-01
202951	DUCHARME VACHON, GENEVIÈVE	1a	2011-01-01
203088	JASSIM, SADIA	4b	2011-01-01
203812	HAMEL, HUGO	3b	2011-01-01
203845	KISASU, MULIKI	1a	2011-01-01
203948	DORILAS, JEAN DANIEL	1a	2011-01-01
204010	HUYNH, NGOC-HAN ELIZABETH	4b	2011-01-01
204013	KACED, LOTFI	1a	2011-01-01

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date d'annulation
204037	KHUBAR, SUNENA	1a	2011-01-01
205254	JALBERT, JEAN-FRANCOIS	1a	2011-01-01
205363	DAGENAIS, BRIAN	1a	2011-01-01
205827	DENIS, CAROLANE	6a	2011-01-01
206347	DUBUC-KEAN, GENEVIEVE	1b	2011-01-01
206436	DORÉ, GUY	1a	2011-01-01
206479	DORFEUILLE, LORNA	1a	2011-01-01
206664	DUGUAY-BLAIS, MARC-ANDRÉ	1a	2011-01-01
206664	DUGUAY-BLAIS, MARC-ANDRÉ	2a	2011-01-01
207023	KOUO, YVES EMMANUEL	3b	2011-01-01
207474	KIJOWSKI, DANIEL	4b	2011-01-01
207820	KABORE, MICHEL	1a	2011-01-01
207825	DOYLE, SHANE	4b	2011-01-01
208163	JOUIDRI, MOHAMMED	3b	2011-01-01
208280	DOGNIN, JÉRÔME	3c	2011-01-01
208835	KERMELLY, KEVEN	1a	2011-01-01
208970	KOUKLAS, SABRINA	4b	2011-01-01
209145	JONCAS, DANIEL	1a	2011-01-01
209301	DAUPHINAIS, STÉPHANE	1b	2011-01-01
209448	KARMOUNI, AMINE	1b	2011-01-01
209448	KARMOUNI, AMINE	3a	2011-01-01
209636	JEAN, SOPHIE	1a	2011-01-01
210252	DE LIMA, BRYAN	4c	2011-01-01
210392	DUBOIS, JEAN	1a	2011-01-01
210453	HARBEC, VINCENT	1a	2011-01-01
210723	HAMZAOUI, NABILA	1a	2011-01-01
210815	DESMARAIS, MARIE-PIER	4b	2011-01-01
211347	KYRIACOU, LIZA	1a	2011-01-01
211613	HAINS, SOPHIE	4b	2011-01-01
211675	DUFAULT, ROBERT	1b	2011-01-01
211692	DUFOUR, MÉLANIE	1a	2011-01-01
211887	DUROCHER, JEAN-FRANCOIS	3a	2011-01-01
211949	HASHEMI, CHLOÉ	4b	2011-01-01
212199	JETTÉ, CHARLES	1a	2011-01-01
212478	HRISTOZOV, ATANAS	1a	2011-01-01
212522	KARAKI, ALI	1a	2011-01-01
213181	HYPOLITE, YVES-JEAN-MARIE	1a	2011-01-01
213670	DION, SEBASTIEN	3b	2011-01-01

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date d'annulation
213800	DAGENAIS, MAURICE	5a	2011-01-01
213873	HAKIMI, ABDERRAHMANE AMAR	1a	2011-01-01
214457	JIANG, HAI YING	1a	2011-01-01
214572	DUBÉ, VALÉRYE	1a	2011-01-01
214828	DORION, PAUL	1a	2011-01-01
214944	JACOB-SETLAKWE, VALERIE	1a	2011-01-01
215064	JEAN-BERNARD, JESSICA	3b	2011-01-01
215217	DECHAMPLAIN, KEVEN	1a	2011-01-01
215221	JULIEN, SIMON	4c	2011-01-01
215631	HUSSAINI, UMAID	1a	2011-01-01
215672	DIAZ PENUELA, ANDRÉS	1a	2011-01-01
215685	KHERDOUCI, RADIA	4b	2011-01-01
215799	JACQUES, ETIENNE	1a	2011-01-01
215799	JACQUES, ETIENNE	2a	2011-01-01
215874	KWENGA, GABRIEL	1a	2011-01-01
216085	JOSEPH, DAVID	1a	2011-01-01
216271	JULIEN, MELIKA	1a	2011-01-01
216698	DOMINIQUE, MAXIME	1b	2011-01-01
217674	JEUNE, FRANCIS	1a	2011-01-01
217676	DELISLE, SYLVAIN	1a	2011-01-01
217677	KOUADIO, DIDIER WILSON	1b	2011-01-01
217922	DESBIENS, MARC	1a	2011-01-01
217927	DOUMBIA, IDRISSE	1a	2011-01-01
217983	HUOT, MATHIEU	1a	2011-01-01
218309	JEAN PIERRE, ELSIE	1a	2011-01-01
218398	KASIMATIS, POLIZOIS	1a	2011-01-01
218502	HADJ SAID, IBRAHIM EL AMINE	3b	2011-01-01
218759	JOLICOEUR, NICOLAS	1a	2011-01-01
218761	KAPINGA-TSHIPAMBA, CHRISTINE	1a	2011-01-01
218889	JOMPHE, SHANNELY	1b	2011-01-01
219048	DRANIAS, VASILIKI	1a	2011-01-01
219150	DIENE, JEAN MICHEL THILAW	4c	2011-01-01
219343	DE BELLEFEUILLE, SIMON	4c	2011-01-01
219456	JOSEPH, WEDSONLEY	1a	2011-01-01
219897	ILBOUDO - OUEDRAOGO, TRAORE KADIDIA	1a	2011-01-01
219959	HABINSHUTI, SERGE	1a	2011-01-01
220165	DIOUME, FATOU BOURY	1a	2011-01-01
220736	DONELLE, MICHEL ANDRÉ	3b	2011-01-01

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date d'annulation
220867	JOLIN, JONATHAN	1a	2011-01-01
220906	JANSSEN, HOLLY ANN	1b	2011-01-01
221307	KOUASSI, ASSOUMOU ALEXANDRA	4b	2011-01-01
221317	KADY, BHERTY RAVEN GABRIEL	4b	2011-01-01
221679	HAMIHAM, ATHMANE	1a	2011-01-01
221724	DESCHAMPS, PIERRE	1b	2011-01-01
221771	KHALDI, HALIMA	4b	2011-01-01
222074	DAOUST, GABRIELLE	4b	2011-01-01
222122	HAWEY, PIERRE-LOUIS	3b	2011-01-01
222287	IVASCHESCU, SORIN	1a	2011-01-01
222648	DUSSEAULT, MICHAËL	1a	2011-01-01
222890	KAOULA, NOUFEL	1a	2011-01-01
222938	HAMEL, JULIE	4b	2011-01-01
223176	DIONNE, MYLENE	1a	2011-01-01
223220	KINDEN, DANIEL	4b	2011-01-01
223310	DARRAH, JOANNE	1a	2011-01-01
223352	DUMITRESCU, CRISTINA	1a	2011-01-01
223541	DUMONT, JOEY	4b	2011-01-01
223594	DUBÉ, ALEXANDRE	1a	2011-01-01
223768	DUCHESNEAU, NICOLAS	1a	2011-01-01
223846	JEROME, ERNST	1a	2011-01-01
223928	DESMARAIS, JAMES	1b	2011-01-01
224091	DUPLANTIE, VÉRONIQUE	3b	2011-01-01
224092	HADWAANS, PARAMJEET SINGH	1a	2011-01-01
224108	KAMENI NJENGOUE, GABRIEL STEVE	4b	2011-01-01
224225	DUROCHER, NICOLAS	2a	2011-01-01
224225	DUROCHER, NICOLAS	1a	2011-01-01
224249	KARMALI, NEELAM	3b	2011-01-01
224286	DUCHARME, JEAN-DANIEL	4b	2011-01-01
224303	HAYES, MARIA	4a	2011-01-01
224309	DJINTCHARADZE, ANNA	1b	2011-01-01
224369	HOUDE, KEVIN	1a	2011-01-01
224377	DUCHESNEAU, CLAUDE	1a	2011-01-01
224485	KONÉ, EUGÉNIE	1a	2011-01-01
224488	HÉBERT, SAMUEL-OLIVIER	3b	2011-01-01
224603	HADWAANS, INDERJEET	1a	2011-01-01
224687	KAMAKO, SANDRINE	4b	2011-01-01
224717	DUCHESNE, DANIEL	1a	2011-01-01

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date d'annulation
224729	DYER, PHILIP	4b	2011-01-01
224871	DAVIS-BOLDUC, GENOVEVA	1a	2011-01-01
224958	DAIGNEAULT, ISABELLE	3b	2011-01-01
224994	KHAN, MUHAMMAD IMRAN	1a	2011-01-01
225007	KANYANGE, IMELDA	1a	2011-01-01
225185	KENNEDY, CYRIL JOSEPH	1a	2011-01-01
225228	DUMONT-MARCEL, PHILIPPE	4b	2011-01-01
225246	JEAN-LOUIS, VANESSA	4a	2011-01-01
225365	DUFOUR, ROGER	1b	2011-01-01
225422	HAMEL, FÉLIX	1a	2011-01-01
225464	DESLAURIERS, FRANCIS	1a	2011-01-01
225624	DROLET, CATHERINE	3b	2011-01-01
225693	DALPÉ, STEVEN	1a	2011-01-01
225707	DURÉ, RIVALDINE	1a	2011-01-01
225742	HUPE-LABELLE, ALEX	1a	2011-01-01
225765	JOHAL, BAVNIT	1b	2011-01-01
225808	HEBERT, LAURA NANCY	3b	2011-01-01
225903	KAMGUE DISSOCK, BERTOLD	1b	2011-01-01
226014	DIARRA, ABDOULAYE	1a	2011-01-01
226056	JOUBERT MARTIN, FANNY	1b	2011-01-01
226153	DIAZ, RODOLFO GABRIEL	1a	2011-01-01
226199	HERRERA SEGOVIA, LUIS	1a	2011-01-01
226204	KADJO, AXELLE MARIE COLOMBE	4b	2011-01-01
226235	DE MEDEIROS, PERTINE NIRINE	3b	2011-01-01
226286	KABORE, ANGE KEVIN WENDYAM	1a	2011-01-01
226314	KARIMI-DERMANI, ROYA	1a	2011-01-01
226444	JAZIC, GORAN	1b	2011-01-01
226454	DAGODI GARBA, LEILATOU	1a	2011-01-01
226483	DJASSY, VANESSA URSULA	1b	2011-01-01
226599	DANHO, ASHLEY	1a	2011-01-01
226722	JOUVET, CLAUDE-EMMANUEL	1a	2011-01-01
226769	DECHAMPLAIN, JESSICA	1a	2011-01-01
227387	KWIZERA, GODEFROID	1a	2011-01-01
227439	JEANSON, JULIE	1a	2011-01-01
227603	DUFRESNE-VIAU, LOUIS PHILIPPE	1a	2011-01-01
227616	JAHAN, MARINA	1a	2011-01-01
227716	DUBÉ, JESSICA	1a	2011-01-01
227814	DAGENAIS-LAVOIE, JOSUÉ	1a	2011-01-01

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date d'annulation
227938	DÉSILETS, LIDIA	1b	2011-01-01
227981	HAITI, ADAM	4b	2011-01-01
227982	DESAI, NATHANIEL	1b	2011-01-01
228008	DROCOURT, ALEXANDRA	1a	2011-01-01
228093	HOUAYEK, NADINE	5a	2011-01-01
228180	HARRER, VÉRONIQUE	3b	2011-01-01
228243	JACQUES, VÉRONIQUE	3b	2011-01-01
228466	JEAN-PAUL, YOURI	4a	2011-01-01
228557	HAPPY NGASSA, FRANCK	3b	2011-01-01
228600	DURETTE, ISABELLE	3b	2011-01-01
228620	JEAN, FABRICE	3b	2011-01-01
228639	DESROCHERS, CAROLINE	1a	2011-01-01
228657	HEROUX, PASCALE	3b	2011-01-01
228698	DEROSE, MARCELY	1a	2011-01-01
228712	JAEN-BENITEZ, SONIA	4b	2011-01-01
228831	DAGENAIS, ALEXANDRE	1a	2011-01-01
228940	HOULE, KORALIE	1b	2011-01-01
228947	KIPUNI MUAKA, MERVEILLES	3b	2011-01-01
229098	INELUS CHERY, ROSE MYRIANE	3b	2011-01-01
229249	KOKER, ISTER MELODIE	3b	2011-01-01
229295	HAMEL, BROOKE	3b	2011-01-01
229321	HARVEY, CATHERINE	3b	2011-01-01
229340	KONE, OUMOU	1a	2011-01-01
229432	DIOMANDE, LACINA	1a	2011-01-01
229550	DIZOE, ACHIL	1a	2011-01-01
229556	KUMAR, MANOJ	1a	2011-01-01
229565	DORÉ, LOUIS-MATHIEU	3b	2011-01-01
229599	JEAN-BAPTISTE, LOUDJINA	1a	2011-01-01
229619	DESMEULES, ANTHONY	1b	2011-01-01
229631	KAABACH, FATIMETOU	4b	2011-01-01
229658	HERNANDEZ-GONZALEZ, JEFFREY	1a	2011-01-01
229673	KARFA, SALIMA	1a	2011-01-01
229692	DE SOUZA, CORINNE	1b	2011-01-01
229722	KOUASSI, YAO ULRICH FIDE	1a	2011-01-01
229741	DAMAR, SERIF	1a	2011-01-01
229775	HUOT, MARIE-PHILIPPE	3b	2011-01-01
229779	DENIS, JEREMIE	3b	2011-01-01
229864	HAMMOUD, SHAZA	4b	2011-01-01

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date d'annulation
229895	JURADO, SEBASTIAN	3b	2011-01-01
229926	HUSSEIN, RAMA	1b	2011-01-01
229945	ISABEL, HUGO	1b	2011-01-01
229956	KO, MAXIM	3b	2011-01-01
229964	JOBIDON GUILLOT, THOMAS	3b	2011-01-01
229972	JULIEN, FRANCIS	1a	2011-01-01
229977	HECKMANN, STEPHANIE MAUDE	3b	2011-01-01
230003	KADDOURI, HICHAM	3b	2011-01-01
230045	DUCHESNE, STEVEN	3b	2011-01-01
230089	DESMARAIS, MAUDE	3b	2011-01-01
230238	KABBARA, ALI	1a	2011-01-01
230247	HOULE, RENAUD	1a	2011-01-01
230381	HASSANE, SALIM	1a	2011-01-01
230699	HOURANIEH, SALWA	1a	2011-01-01
230737	DIONNE, CHANTAL	1a	2011-01-01
230823	DAIGLE, LOUIS-PHILIPPE	1a	2011-01-01
230879	HAJJI, MOHAMMED EL MEHDI	3b	2011-01-01
230975	KISSERLI, AHMED	3b	2011-01-01
231004	JANZEN, DAVID W	1b	2011-01-01
231287	HARVEY, HUBERT	1a	2011-01-01
231541	DAGENAIS, VINCENT	1a	2011-01-01
231560	HE, JING	4b	2011-01-01
232105	KOSTINA, IRINA	1a	2011-01-01
232110	HÉBERT, MYLÈNE	4b	2011-01-01
232112	IBNZIAT, TAOUFIK	1a	2011-01-01
232195	DIONNE-PAQUIN, JUNIOR JOCELYN	1b	2011-01-01
232548	HAINZELIN, REMI	1a	2011-01-01
232550	JUTRAS, VINH	1a	2011-01-01
232779	HISAMI, SAHAR	1a	2011-01-01
233403	IRVINE, JOHN	1b	2011-01-01

3.5 MODIFICATION AUX REGISTRES DES INSCRITS

3.5.1 Les cessations de fonctions d'une personne physique autorisée, d'une personne désignée responsable, d'un chef de la conformité ou d'un dirigeant responsable

Courtiers

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de cessation
FINANCIÈRE BANQUE NATIONALE INC.	LAVIGNE	MARTIN	2020-05-08

Conseillers

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de cessation
EVOVEST INC.	DUSSAULT	CARL	2020-06-04

3.5.2 Les cessations d'activités

Aucune information

3.5.3 Les ajouts concernant les personnes physiques autorisées, les personnes désignées responsables, d'un chef de la conformité ou d'un dirigeant responsable

Conseillers

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date
EVOVEST INC.	TREMBLAY	MICHEL	2020-06-04

3.5.4 Les nouvelles inscriptions

Cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet	Nom du dirigeant responsable	Disciplines	Date d'émission
-------------	----------------	------------------------------	-------------	-----------------

Inscription	Nom du cabinet	Nom du dirigeant responsable	Disciplines	Date d'émission
606319	ALEX DESROCHERS SERVICES FINANCIERS INC.	ALEX DESROCHERS	ASSURANCE DE PERSONNES	2020-06-04
606320	GESTION ANMA INC.	ANNE MARTEL	ASSURANCE DE DOMMAGES (COURTIER)	2020-06-04
606322	SERVICES HYPOTHÉCAIRES PREMIUM INC.	ANDY PELLETIER	COURTAGE HYPOTHÉCAIRE	2020-06-09

3.6 AVIS D'AUDIENCES

Aucune information.

3.7 DÉCISIONS ADMINISTRATIVES ET DISCIPLINAIRES

DÉCISION N° 2020-OED-1025267

MONSIEUR DIMITRIOS PLATANITIS
[...]
[...] (QUÉBEC) [...]

Dossier n° 2000272802

Décision

(Articles 79, 146, et 218 (2) de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, RLRQ, c. D-9.2 et article 151 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1)

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») est l'organisme qui administre l'ensemble des lois régissant l'encadrement du secteur financier au Québec, notamment la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*, RLRQ, c. D-9.2 (la « LDPSF ») et la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1 (la « LVM »).

FAITS CONSTATÉS

1. Le 25 octobre 2016, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») a intenté une poursuite pénale dans le dossier n° 500-61-447959-165. L'Autorité a déposé huit (8) chefs d'accusation à l'endroit de Dimitrios Platanitis (le « Représentant »), soit quatre chefs d'exercice illégal de l'activité de courtier en valeurs et quatre chefs d'aide au placement sans prospectus.
2. Ces infractions sont survenues entre le 14 février 2012 et le 30 juin 2012.
3. Le 15 octobre 2019, le Représentant a plaidé coupable aux huit (8) chefs d'accusation portés contre lui et des amendes totalisant 45 000 \$ lui ont été imposées.
4. Le 4 novembre 2019, le comité de discipline de la Chambre de la sécurité financière (le « CDCSF ») a rendu une décision sur culpabilité et sanction à l'endroit du Représentant dans le dossier n° CD00-1192.
5. En vertu de cette décision, le CDCSF a pris acte du plaidoyer de culpabilité du Représentant sur le chef d'accusation n° 3 porté contre lui, lequel se résume comme suit :
 - Avoir fait signer en blanc ou partiellement en blanc environ vingt-six (26) documents à cinq (5) de ses clients.

6. Cette infraction est survenue durant une période qui s'est terminée le ou vers le 16 février 2015.
7. Le CDCSF a également accueilli la demande de retrait des chefs d'accusation n^{os} 1 & 2 (avoir fait souscrire à huit (8) de ses clients des parts dans une société en commandite dans laquelle il avait un intérêt).
8. Le 8 novembre 2019, Excel Private Wealth inc. transmettait à l'Autorité un avis de cessation de relation avec une personne physique inscrite ou autorisée dans la catégorie de représentant de courtier en épargne collective à l'égard du Représentant.
9. Le motif de la cessation est [...] à la demande de la société en date du 30 octobre 2019.
10. Le 2 décembre 2019, l'Autorité recevait le formulaire de retrait de représentant dans la discipline de l'assurance de personnes, par le cabinet Financial Horizons Incorporated, dont le motif est [...].
11. Le 5 décembre 2019, l'Autorité recevait une demande de réactivation et d'acceptation de l'inscription dans la catégorie de représentant de courtier en épargne collective.
12. Le 11 décembre 2019, l'Autorité recevait une demande d'inscription à titre de représentant autonome dans la discipline de l'assurance de personnes.

PRÉAVIS ET OBSERVATIONS REÇUES

13. Dans ce contexte, le 28 février 2020, l'Autorité transmettait au Représentant un préavis à une décision en vertu des articles 5 de la *Loi sur la justice administrative*, RLRQ, c. J-3 (la « LJA ») et 318 de la LVM.
14. Dans son préavis, l'Autorité donnait au Représentant l'opportunité de lui transmettre ses observations par écrit, au plus tard le 16 mars 2020.
15. Un délai additionnel a été accordé au Représentant jusqu'au 28 mars 2020.
16. L'Autorité a reçu les observations du Représentant le 26 mars 2020, par le biais de sa procureure, et en a tenu compte pour prendre sa décision.
17. La procureure du Représentant mentionne notamment les éléments suivants :
 - Le Représentant travaille dans le domaine depuis 1990. Bien qu'il ait récemment plaidé coupable à des infractions reliées à sa profession et qu'une décision disciplinaire a été rendue, de nombreuses circonstances atténuantes doivent être prises en considération pour déterminer si son certificat doit être révoqué.

Poursuite pénale

- Cette poursuite pénale concerne des événements qui sont survenus en 2012.
- Au moment des événements, le Représentant croyait qu'il était dispensé de prospectus, en raison de sa relation avec les clients concernés.
- Considérant que la santé du Représentant était précaire et de son désir d'aller de l'avant, il a accepté de régler cette affaire à l'amiable, évitant ainsi la nécessité de faire témoigner ses clients et la tenue d'un procès.
- Le Représentant n'a fait l'objet d'aucune procédure pénale ou criminelle depuis 2016.
- En raison du montant de l'amende imposée dans le cadre de cette procédure, le Représentant représente un faible risque de récidive.

Décision du comité de discipline

- Cette décision a été rendue à la suite de la présentation d'une recommandation commune et sans audience sur l'affaire au fond. Il est important de souligner que le CDCSF était en accord avec la recommandation commune et que dans les circonstances, l'imposition d'une amende était justifiée et que les faits à ce dossier ne méritaient pas la suspension du droit d'exercice du Représentant.
- Les événements mentionnés dans cette décision datent d'avant 2015, soit avoir été en possession de 24 formulaires signés en blanc.
- À ce moment, le Représentant vivait une situation personnelle difficile.
- Le Représentant avait été informé par son employeur qu'il ne pouvait pas avoir en sa possession des formulaires signés en blanc et on lui a demandé de détruire ces derniers.
- En raison des circonstances, le Représentant n'a pas été en mesure de procéder à la destruction de ceux-ci avant une inspection, n'avait pas l'intention d'utiliser l'un de ces formulaires et avait l'intention de les détruire.
- Le Représentant a pleinement coopéré à l'inspection. Il a confirmé qu'il avait déjà cessé cette pratique et il a admis son erreur. Aucun client n'a subi de dommages à la suite de cette pratique et il n'a jamais eu de plainte déposée contre lui par l'un de ses clients.
- Le Représentant avait cessé cette pratique avant l'inspection et ne présente donc aucun risque de récidive.

Autres observations

- À aucun moment il n'y a eu de la malveillance ou d'intentions frauduleuses de la part du Représentant.
- Comme cela a été souligné au cours du processus pénal et disciplinaire, le plus grand désir du Représentant est de retourner travailler. Le montant des amendes imposées au Représentant est suffisamment élevé pour avoir un impact dissuasif, pour maintenir l'opinion du public que ces infractions sont prises au sérieux et pour assurer la protection de l'image de la profession.
- Puisque ces événements remontent à plus de cinq (5) ans, que de lourdes amendes ont été imposées au Représentant, qu'aucun client n'a subi de perte financière et que le Représentant présente un faible risque de récurrence, les circonstances ne justifient pas la révocation du certificat du Représentant.
- Enfin, pendant la période difficile et incertaine résultant de la pandémie mondiale de COVID-19, il est dans l'intérêt des clients du Représentant que ce dernier soit autorisé à continuer d'exercer sa profession, afin de maintenir la stabilité et d'assurer une continuité à l'avenir.

COMMENTAIRES DE L'AUTORITÉ

18. L'Autorité a étudié attentivement les observations présentées par le Représentant.
19. Les diverses infractions pour lesquelles le Représentant a été reconnu coupable sont graves.
20. Le Représentant a plaidé coupable à des infractions d'exercice illégal de l'activité de courtier en valeurs et d'aide au placement sans prospectus.
21. Dans son communiqué de presse émis le 23 octobre 2019, l'Autorité précise que son enquête a démontré qu'entre les mois de février et juin 2012, le Représentant a proposé à trois de ses clients et amis d'effectuer des placements par l'entremise de Taylor Série 1, s.e.c.
22. Il appert que Taylor Série 1, s.e.c. était une société en commandite dans laquelle le Représentant avait des intérêts.
23. De plus, en proposant ces investissements à des clients et amis, le Représentant s'est placé dans une situation de conflit d'intérêts.
24. Les agissements du Représentant représentent un risque pour les clients puisqu'il ne détenait pas le droit d'exercice requis pour offrir ces investissements.

25. L'Autorité est d'avis que les observations du Représentant ne peuvent pas être considérées comme une justification aux infractions commises. Malgré celles-ci, il demeure que le Représentant s'est livré à des activités illégales en valeurs mobilières.
26. De plus, il s'agit d'une seconde poursuite pénale intentée par l'Autorité à l'endroit du Représentant pour avoir contrevenu à la LVM.
27. En 2013, le Représentant a fait l'objet d'une première poursuite pénale pour avoir fourni un faux renseignement à l'Autorité (dossier n° 500-61-369171-138). Le 7 juillet 2015, le Représentant a été reconnu coupable de cette infraction.
28. Cette infraction est survenue le 23 février 2012.
29. La décision n° 2013-OED-0098 a été rendue le 18 octobre 2013 à l'égard de la poursuite pénale n° 500-61-369171-138. L'Autorité avait notamment assorti d'une condition de supervision le certificat et l'inscription du Représentant (assurance de personnes et représentant de courtier en épargne collective). Ce dernier a fait l'objet d'une condition de supervision de 2013 à 2015.
30. Par ailleurs, le Représentant a plaidé coupable devant le CDCSF à un chef d'accusation pour avoir fait signer vingt-six (26) documents en blanc à ses clients.
31. Avoir fait signer un document en blanc à un client est une infraction grave. La signature atteste de la compréhension et de l'acceptation par le client du document soumis. Un client ne peut pas valider d'avance un document comportant des informations qu'il n'a pas vues.
32. Il est indiqué dans la décision du CDCSF et dans les observations du Représentant que ce dernier a cessé cette pratique et que ses clients n'ont subi aucun préjudice. Malgré ces explications, l'Autorité tient à souligner qu'il s'agit d'une pratique comportant des risques pour les clients. Un client pourrait se retrouver avec une transaction qu'il n'a pas souhaitée et subir ainsi des conséquences importantes.
33. De plus, le nombre élevé de documents signés en blanc tend à démontrer de sérieuses lacunes dans la pratique du Représentant.
34. Obtenir la signature de son client après lui avoir présenté les documents et/ou informations est à la base de toute transaction. À titre de représentant certifié dans le domaine des services financiers, le Représentant devait connaître ce principe de base.
35. Pour toutes ces raisons, l'Autorité considère que la gravité de cette infraction ne doit pas être minimisée.

36. Conformément à la décision du CDCSF, soulignons que la Chambre de la sécurité financière (la « CSF ») a demandé le retrait des chefs d'accusation n^{os} 1 & 2 à la plainte disciplinaire notamment puisque la poursuite pénale dans le dossier n° 500-61-447959-165 visait la sanction des mêmes faits que ceux à la base de ces chefs d'accusation. Pour des raisons stratégiques, la CSF préférerait laisser l'Autorité poursuivre le dossier pénal plutôt que de procéder devant le CDCSF.
37. Bien que le CDCSF ait considéré que l'infraction d'avoir fait signer des documents en blanc, jumelée aux observations du Représentant, ne justifiait pas à elle seule la suspension de son droit d'exercice, l'Autorité doit rendre une décision à la lumière de l'ensemble du dossier du Représentant.
38. Par ailleurs, en enregistrant un plaidoyer de culpabilité aux huit (8) chefs d'accusation pénaux dans le dossier n° 500-61-447959-165, le Représentant a été dûment avisé que l'Autorité pourrait radier, révoquer, suspendre ou assortir de restrictions son certificat dans la discipline de l'assurance de personnes et/ou son inscription à titre de représentant de courtier en épargne collective.
39. L'Autorité rappelle qu'elle a pour mission de protéger le public et les consommateurs et que, dans le cadre de sa mission, elle doit favoriser la confiance des personnes et des entreprises à l'égard notamment, des représentants et autres intervenants qui œuvrent dans le secteur financier.
40. L'Autorité est d'opinion que les nombreux manquements commis par le Représentant ainsi que les jugements et décisions rendus à son égard ne favorisent pas cette confiance.
41. Par ailleurs, considérant tous les antécédents du Représentant et malgré les observations reçues à ce sujet, l'Autorité croit qu'il y a un risque réel de récidive.
42. Compte tenu de ce qui précède, l'Autorité estime nécessaire de protéger le public, et est d'avis que le Représentant ne possède pas d'une part la probité requise pour agir comme représentant dans la catégorie de représentant de courtier en épargne collective et d'autre part, l'honnêteté et la compétence requises pour agir comme représentant autonome.

DÉCISION

Considérant l'article 184 de la LDPSF;

Considérant les articles 79, 146 et 218 (2) de la LDPSF;

Considérant les articles 151 et 318 de la LVM;

Considérant l'article 5 de la LJA;

Décision n° 2020-OED-1025267

/7

Considérant l'ensemble des faits et les observations reçues du Représentant;

Considérant la délégation de pouvoirs faite par le président-directeur général conformément au premier alinéa de l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

Pour ces motifs, il convient pour l'Autorité :

De révoquer le certificat dans la discipline de l'assurance de personnes.

De refuser l'inscription de représentant autonome dans la discipline de l'assurance de personnes.

De refuser la demande de réactivation d'inscription dans la catégorie de représentant de courtier en épargne collective.

La décision quant à la révocation prend effet dès signification et est exécutoire malgré toute demande de révision éventuelle.

La décision quant aux refus prend effet immédiatement et est exécutoire malgré toute demande de révision éventuelle.

Fait le 21 mai 2020.

Original signé

Antoine Bédard
Directeur principal des opérations d'encadrement de la distribution

3.7.1 Autorité

Aucune information.

3.7.2 TMF

Les décisions prononcées par le Tribunal administratif des marchés financiers (anciennement « Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières » et « Bureau de décision et de révision ») sont publiées à la section 2.2 du Bulletin.

3.7.3 OAR

Veillez noter que les décisions rapportées ci-dessous peuvent faire l'objet d'un appel, selon les règles qui leur sont applicables.

3.7.3.1 Comité de discipline de la CSF

Aucune information.

3.7.3.2 Comité de discipline de la ChAD

Aucune information.

3.7.3.3 OCRCVM

Re Desmarais

AFFAIRE INTÉRESSANT :

Les Règles de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières

et

Christian Desmarais

2020 OCRCVM 13

Formation d'instruction de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (section du Québec)

Audience tenue le 28 avril 2020 à Montréal, Québec par téléconférence

Décision rendue le 28 avril 2020

Motifs de décision rendue le 19 mai 2020

Formation d'instruction

Robert Monette, président, Danielle Le May et Jean Morin

Comparutions

Me Francis Larin, avocat de la mise en application de l'OCRCVM

Me Marie-Geneviève Masson, pour l'intimé

Christian Desmarais (présent)

DÉCISION RELATIVE À L'ACCEPTATION DE L'ENTENTE DE RÈGLEMENT

1 En date du 20 janvier 2020, les parties conviennent d'une entente de règlement.¹ La formation entend les représentations des procureurs des parties qui demandent la ratification de leur entente de règlement.²

2 Ayant considéré l'argumentation des procureurs et après délibéré, la formation accepte l'entente de règlement, se réservant le droit de déposer ses motifs à une date ultérieure.

3 La présente décision explique les motifs à l'appui de l'acceptation de l'entente de règlement.

Les Contraventions et les faits pertinents

4 Durant la période se situant entre le 28 janvier 2016 et le 2 février 2016, l'intimé contrevient à la Règle 29 des courtiers membres de l'OCRCVM sous deux chefs.

5 La première contravention de l'intimé est sa recommandation d'achat d'un titre à trois de ses clients alors qu'il disposait à l'égard de ce titre d'une information encore inconnue du public et susceptible d'affecter

¹ Entente annexée à la fin de la présente décision pour en faire intégralement partie

² Règle 8215 des Procédures de mise en application et article 8428 des Règles de pratique et de procédure des Règles consolidées de mise en application, d'examen et d'autorisation de l'OCRCVM (les Règles consolidées)

la décision d'un investisseur raisonnable.

6 La seconde contravention de l'intimé est d'avoir manqué à son rôle de protection des marchés en ne prenant pas les mesures correctrices nécessaires après avoir procédé à l'achat d'un titre pour son propre compte et celui d'un client alors qu'il disposait à l'égard de ce titre d'une information encore inconnue du public et susceptible d'affecter la décision d'un investisseur raisonnable.

7 Les faits admis par les parties se déroulent sur une période de temps qui se situe au moment de l'annonce publique du 3 février 2016 confirmant l'offre d'achat de la compagnie Rona inc. (Rona) par la compagnie américaine Lowe's inc (Lowe's).

8 Dans les jours précédant la transaction, l'intimé obtient d'un de ses clients une information privilégiée concernant la compagnie Rona. L'intimé ainsi que quatre autres de ses clients bénéficieront personnellement de cette information.

9 Ainsi, tirant profit de l'information privilégiée transmise, chacun des intervenants obtiendra, en une semaine, un taux de rendement de tout près de 100% sur les transactions effectuées sur le titre Rona.

10 Suite à une enquête interne menée par son employeur, l'intimé est congédié le 24 février 2016.

Les Sanctions

11 Les parties suggèrent les sanctions et les frais suivants :

- a. Une amende de 25,000\$ pour le chef 1;
- b. Une amende de 15,000\$ pour le chef 2;
- c. La remise de l'avantage net, après impôt, retiré par l'intimé au terme des transactions en cause, soit un montant de 30,000\$;
- d. Une interdiction d'inscription à un titre quelconque auprès de l'OCRCVM pour une durée de cinq (5) ans, à compter du 24 février 2016;
- e. Une période de surveillance stricte de douze (12) mois, advenant réinscription;
- f. Un montant additionnel de 2,500\$ au titre des frais de l'OCRCVM.

12 L'intimé s'engage à payer les montants mentionnés plus haut dans un délai de trente (30) jours de l'acceptation de l'entente ou dans tout autre délai fixé par les parties.

Le rôle de la formation et les questions soulevées

13 La formation rappelle que son rôle, dans le cadre d'une audience de règlement, est d'accepter ou de refuser l'entente de règlement. Aucune discrétion n'a été prévue autorisant la formation à modifier de son seul gré ladite entente de règlement.

14 Il faut reconnaître que dans un processus de règlement, les parties tentent au suivi de leurs pourparlers d'arriver à une proposition commune où chacune d'elles convient que la ou les sanctions proposées leur sont respectivement acceptables. Les motivations diffèrent selon les intérêts particuliers, mais le but est identique.

15 Il serait contreproductif au processus de règlement que l'entente conclue et présentée à la formation soit soumise au critère de la justesse des sanctions; ceci paralyserait évidemment les échanges entre les parties et limiterait le nombre de règlements. Il ne faut pas oublier que toute entente est bénéfique aux parties en mettant fin au litige rapidement et économiquement; ceci vaut également pour le processus disciplinaire.

16 La jurisprudence veut que, lors d'une audience de règlement, la formation ne doive apprécier que le seul caractère raisonnable des sanctions soumises. La formation ne pourra intervenir simplement parce qu'elle juge les sanctions trop clémentes ou encore trop sévères; là n'est pas sa mission.³ La formation ne pourra refuser une entente de règlement que si celle-ci est déraisonnable et contraire à l'intérêt public; ce critère est élevé et son occurrence sera certes exceptionnelle.

Discussion

17 Pour évaluer le caractère raisonnable de l'entente de règlement, la formation procède à deux tâches : vérifier que les sanctions proposées se situent dans une fourchette de sanctions rendues en semblable matière et s'assurer du respect des facteurs clés des lignes directrices.

18 Le procureur de l'OCRCVM a proposé une série de décisions établissant la fourchette raisonnable d'adéquation.⁴

19 Dans les affaires *Re Mackie*⁵ et *Re Mendelman*⁶ certaines des infractions identifiées relèvent de la nature de communication d'informations privilégiées. Quant aux sanctions, elles consistent en des amendes de l'ordre de 100,000\$ ainsi que des suspensions respectives de 1 an et 3 ans. Dans notre présent dossier, les amendes sont moindres, mais la période d'interdiction est de 5 ans.

20 Les affaires *Re Azeff et Bobrow*⁷, *Re Béland*⁸ et *Métivier c. ACCOVAM*⁹ se caractérisent par la nature et le nombre élevé des infractions reliées à des communications d'informations privilégiées, la conduite fautive sérieuse des contrevenants de même que l'atteinte grave au public investisseur et à l'intégrité du marché. De très fortes et multiples amendes (de l'ordre 250,000\$), des suspensions de longue durée (10 ans) et une radiation permanente caractérisent les sanctions adoptées dans ces affaires.

21 Il faut souligner que le présent dossier n'a certes pas l'ampleur des causes citées précédemment alors qu'ici les infractions surviennent sur une très courte période de temps sans impact économique majeur. Quoique le montant des amendes se situe dans le bas de la fourchette d'adéquation, la sanction d'interdiction d'inscription de 5 ans se place plutôt dans le haut de la même fourchette et elle apparaît très sévère.

22 À ce chapitre, les membres de la formation ont discuté avec le procureur de l'OCRCVM des sanctions imposées en général et plus particulièrement sur l'interdiction d'inscription pour une durée de 5 ans.

23 Malgré ses interrogations, la formation ne peut qualifier de déraisonnable la sanction d'interdiction de 5 ans considérant au surplus que l'infraction reliée à la communication d'informations privilégiées est une des atteintes les plus graves à l'intégrité du marché.

24 Tenant compte des particularités du dossier, la formation est satisfaite que les sanctions proposées se situent dans une fourchette raisonnable d'adéquation.

25 Quant aux lignes directrices sur les sanctions, les parties ont bien identifié les facteurs pertinents. Entre

³ *Re Jacob* 2017 OCRCVM 17, le 6 mars 2017; *Poulin c. R.* 2010 QCCA 1854, le 13 octobre 2010

⁴ *Re Milewski* 1999 I.D.A.C.D No 17, le 28 juillet 1999

⁵ *Re Mackie Recherche & Mcarthy* 2019 OCRCVM 28, le 3 octobre 2019

⁶ *Re Mendelman* 2016 OCRCVM 14, le 29 mars 2016

⁷ *Re Azeff & Bobrow* 2015 ONSEC 29, le 24 août 2015

⁸ *Re Béland* 2010 OCRCVM 53, le 18 novembre 2010

⁹ *Métivier c. ACCOVAM* 2005 QCBDRVM 6, le 17 février 2005

autres facteurs, aucun préjudice financier n'a été subi par les clients, l'intimé n'a aucun antécédent disciplinaire sur une carrière de tout près de vingt ans et il ne représente aucun risque de récidive.

26 La formation conclut donc que les parties se sont acquittées de leur mandat. Les sanctions imposées à l'intimé comportent un effet dissuasif qui assure la protection de l'intégrité du marché.

Conclusion

27 Pour les motifs ici rendus et comme décidé lors de l'audience, la formation ratifie l'entente déposée par les parties.

Fait à Montréal, le 19 mai 2020.

Robert Monette

Danielle Le May

Jean Morin

ENTENTE DE RÈGLEMENT

PARTIE I – INTRODUCTION

1. L'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) délivrera un avis de demande pour annoncer qu'une formation d'instruction (la formation d'instruction) tiendra une audience de règlement en vue de considérer si, en vertu de l'article 8215 des Règles de mise en application, d'examen et d'autorisation de l'OCRCVM, elle devrait accepter l'entente de règlement (l'entente de règlement) conclue entre le personnel de l'OCRCVM (le personnel) et Christian Desmarais (l'intimé).

PARTIE II – RECOMMANDATION CONJOINTE DE RÈGLEMENT

2. Le personnel et l'intimé recommandent conjointement que la formation d'instruction accepte l'entente de règlement selon les modalités exposées ci-dessous.

PARTIE III – FAITS CONVENUS

3. Pour les besoins de l'entente de règlement, l'intimé convient des faits exposés dans la partie III.

Historique d'inscription

4. L'intimé fut inscrit du 10 février 1998 au 24 février 2016 à titre de représentant, auprès de l'OCRCVM;
5. Durant cette période, l'intimé a notamment été à l'emploi de Valeurs mobilières Desjardins inc. (VMD) jusqu'à son congédiement, le 24 février 2016;
6. Depuis le 24 février 2016, l'intimé n'est plus employé par un courtier membre de l'OCRCVM.

Faits pertinents

Le client LC et l'intimé

7. Le 28 janvier 2016, le client LC contacte l'intimé par téléphone afin que ce dernier procède à l'achat d'actions de la compagnie Rona inc. (Rona) pour son compte, pour une valeur de 30 000 \$;
8. Vers 13 : 10 ce même jour, l'intimé procède donc à l'achat de 2 500 actions de Rona pour le compte de

son client LC, à un coût moyen de 11,81 \$ l'action;

9. Vers 13 : 20, l'intimé procède à l'achat de 5 000 actions de Rona pour son propre compte, à un coût moyen de 11,81 \$ l'action;
10. Vers 14 : 15, l'intimé a une discussion avec son client LC, lors de laquelle ce dernier lui aurait fait part des raisons pour lesquelles il avait alors décidé d'acheter des actions de Rona;
11. En plus des explications sur les vérifications et analyses effectuées par le client LC sur Rona, une des raisons invoquées par celui-ci était qu'il avait appris qu'une vérification diligente aurait été effectuée récemment à l'égard de Rona;
12. Jusqu'à ce moment, l'intimé n'avait jamais acheté d'actions de Rona pour son propre compte, ni recommandé l'achat de ce titre à ses clients depuis 2015.

Le client DB

13. Le 29 janvier 2016, lors d'une rencontre déjà prévue avec son client DB, l'intimé recommande à ce dernier de procéder à l'achat d'actions de Rona;
14. Durant cette rencontre, l'intimé et DB communiquent avec LC, afin que celui-ci puisse mieux répondre à certaines questions de DB sur l'opportunité d'acheter ce titre;
15. Au cours de cette discussion, LC mentionne qu'il y aurait certaines rumeurs entourant l'émetteur Rona;
16. DB accepte finalement la recommandation de l'intimé, qui procède le même jour à l'achat de 4 000 actions à un coût moyen de 11,99 \$ l'action.

Les clients MB et GO

17. Toujours le 29 janvier 2016, l'intimé rencontre à ses bureaux son client GO;
18. GO est le conjoint de MB et détient une autorisation de transiger dans le compte de cette dernière;
19. Lors de cette rencontre déjà prévue, l'intimé recommande à GO l'achat d'actions de Rona;
20. L'intimé procède le même jour à l'achat de 1 700 actions dans le compte CELI de GO, à un coût moyen de 12,29 \$ l'action;
21. L'intimé procède également à l'achat de 1 700 actions dans le compte CELI de MB, à un coût moyen de 12,30 \$ l'action, suite à l'instruction donnée en ce sens par GO conformément à son autorisation de transiger dans le compte de sa conjointe;
22. Tant pour GO que MB, le coût d'achat de ces actions de Rona représente alors la contribution maximale permise dans leurs comptes CELI respectifs.

Le client DG

23. Le 2 février 2016, l'intimé rencontre son client DG au domicile de ce dernier;
24. Lors de cette rencontre déjà prévue, l'intimé recommande à DG l'achat d'actions de Rona;
25. L'intimé procède le même jour à l'achat de 2 000 actions, à un coût moyen de 11,67 \$ l'action.

L'annonce du 3 février 2016

26. Le matin du 3 février 2016, l'offre d'achat de Rona par Lowe's Inc. est annoncée publiquement;
27. Le cours de l'action de Rona, qui avait clôturé à 11,77 \$ la veille, s'établit à 23,44 \$ dès l'ouverture des marchés le 3 février 2016;

28. Ce même jour, après une vérification auprès de la conformité de VMD, l'intimé procède à la vente des actions de Rona achetées précédemment par lui-même et par ses clients LC, DB, GO, MB et DG.
29. Les gains bruts ainsi générés au terme de ces opérations sont plus amplement décrits au tableau suivant :

Date d'achat	Client	Nombre d'actions	Coût moyen (\$)	Coût (\$)	Date de vente	Prix de vente (\$)	Gain (\$)	% (taux de rendement simple)
28-janv-16	LC	2500	11,81	29 522,00	03-févr-16	58 450,00	28 928,00	97,99%
28-janv-16	Christian Desmarais	5000	11,81	59 072,00	03-févr-16	116 900,00	57 828,00	97,89%
29-janv-16	DB	4000	11,99	47 951,00	03-févr-16	93 520,00	45 569,00	95,03%
29-janv-16	MB	1700	12,30	20 909,00	03-févr-16	39 746,00	18 837,00	90,09%
29-janv-16	GO	1700	12,29	20 894,00	03-févr-16	39 746,00	18 852,00	90,23%
02-févr-16	DG	2000	11,67	23 334,00	03-févr-16	46 760,00	23 426,00	100,39%
		16 900		201 682,00		395 122,00	193 440,00	

30. Suite à une enquête interne menée par VMD, l'intimé est congédié le 24 février 2016;
31. Le gain net retiré par l'intimé au terme de ces opérations, après impôt, s'établit à la somme de 30 000 \$.

PARTIE IV – CONTRAVENTIONS

32. Du fait de la conduite décrite ci-dessus, l'intimé a contrevenu à la Règle 29 des courtiers membres de l'OCRCVM :

Chef 1

Entre le 29 janvier et le 2 février 2016, l'intimé a recommandé l'achat d'un titre à trois de ses clients, alors qu'il disposait d'une information à l'égard de ce titre encore inconnue du public et qu'il aurait dû savoir susceptible d'affecter la décision d'un investisseur raisonnable, contrevenant ainsi à l'article 1 de la Règle 29 des courtiers membres de l'OCRCVM.

Chef 2

Le ou vers le 28 janvier 2016, l'intimé a manqué à son rôle de protection des marchés financiers en ne prenant pas les mesures qui s'imposaient dans les circonstances lorsque, après avoir procédé à une opération d'achat sur un titre pour son propre compte ainsi que pour le compte d'un client, il a appris une information à l'égard de ce titre encore inconnue du public et qu'il aurait dû savoir susceptible d'affecter la décision d'un investisseur raisonnable, contrevenant ainsi à l'article 1 de la Règle 29 des courtiers membres de l'OCRCVM.

PARTIE V – MODALITÉS DE RÈGLEMENT

33. L'intimé accepte les sanctions et les frais suivants :
- Une amende de 25 000 \$ pour le chef 1;
 - Une amende de 15 000 \$ pour le chef 2;
 - La remise de l'avantage net, après impôt, retiré par l'intimé au terme des transactions en cause, soit un montant de 30 000 \$;

- d) Une interdiction d'inscription à un titre quelconque auprès de l'OCRCVM pour une durée de cinq (5) ans, à compter du 24 février 2016;
 - e) Une période de surveillance stricte de douze (12) mois, advenant réinscription;
 - f) Une montant additionnel de 2 500 \$ au titre des frais de l'OCRCVM.
34. Si la formation d'instruction accepte l'entente de règlement, l'intimé s'engage à payer les montants mentionnés ci-dessus, soit une somme totale de 72 500 \$, dans un délai de trente (30) jours suivant cette acceptation à moins que le personnel et l'intimé ne conviennent d'un autre délai.

PARTIE VI – ENGAGEMENT DU PERSONNEL

35. Si la formation d'instruction accepte l'entente de règlement, le personnel n'engagera pas d'autre mesure contre l'intimé à l'égard des faits exposés dans la partie III et des contraventions de la partie IV, sous réserve des dispositions du paragraphe ci-dessous;
36. Si la formation d'instruction accepte l'entente de règlement et que l'intimé ne se conforme pas aux modalités de celle-ci, le personnel peut engager une procédure en vertu de la Règle 8200 contre l'intimé. Cette procédure peut se fonder en partie sur les faits exposés dans la partie III.

PARTIE VII – PROCÉDURE D'ACCEPTATION DU RÈGLEMENT

37. L'entente de règlement est conditionnelle à son acceptation par la formation d'instruction;
38. L'entente de règlement doit être présentée à une formation d'instruction dans le cadre d'une audience de règlement tenue conformément à la procédure exposée aux articles 8215 et 8428, ainsi qu'à toute autre procédure dont les parties peuvent convenir;
39. Le personnel et l'intimé conviennent que l'entente de règlement constituera la totalité des faits convenus présentés à l'audience de règlement, à moins que les parties ne conviennent que des faits additionnels devraient y être présentés. Si l'intimé ne comparaît pas à l'audience de règlement, le personnel peut communiquer des faits pertinents additionnels, sur demande de la formation d'instruction;
40. Si la formation d'instruction accepte l'entente de règlement, l'intimé convient de renoncer aux droits qu'il peut avoir, en vertu des règles de l'OCRCVM et de toute loi applicable, à une autre audience, à un appel ou à une révision;
41. Si la formation d'instruction rejette l'entente de règlement, le personnel et l'intimé peuvent conclure une autre entente de règlement ou le personnel peut demander la tenue d'une audience disciplinaire sur le fondement des mêmes allégations ou d'allégations connexes;
42. Les modalités de l'entente de règlement sont confidentielles jusqu'à leur acceptation par la formation d'instruction;
43. L'entente de règlement sera mise à la disposition du public lorsqu'elle aura été acceptée par la formation d'instruction et l'OCRCVM en publiera le texte intégral sur son site Internet. L'OCRCVM publiera aussi un sommaire des faits, des contraventions et des sanctions convenues dans l'entente de règlement;
44. Si l'entente de règlement est acceptée, l'intimé convient qu'il ne fera pas personnellement et que personne ne fera non plus en son nom de déclaration publique incompatible avec celle-ci;
45. L'entente de règlement prendra effet et deviendra obligatoire pour l'intimé et le personnel à la date de son acceptation par la formation d'instruction.

PARTIE VIII – SIGNATURE DE L'ENTENTE DE RÈGLEMENT

46. L'entente de règlement peut être signée en plusieurs exemplaires, tous les exemplaires constituant ensemble une entente liant les parties;
47. La télécopie ou la copie électronique d'une signature sera traitée comme une signature originale.

SIGNÉE le 20 janvier 2020.

Témoin

(s) Christian Desmarais

Christian Desmarais

Intimé

SIGNÉE le 22 janvier 2020.

(S) Linda Vachet

Témoin

(s) Francis Larin

Francis Larin

Avocat principal de la mise en application, au nom
du personnel de la mise en application de
l'OCRCVM

Tous droits réservés © 2020 Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières.

3.7.3.4 Bourse de Montréal Inc.

Aucune information.

3.8 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

4.

Indemnisation

- 4.1 Avis et communiqués
 - 4.2 Réglementation
 - 4.3 Autres consultations
 - 4.4 Fonds d'indemnisation des services financiers
 - 4.5 Autres décisions
-

4.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

4.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

4.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

4.4 FONDS D'INDEMNISATION DES SERVICES FINANCIERS

Aucune information.

4.5 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

5.

Institutions financières

- 5.1 Avis et communiqués
 - 5.2 Réglementation et lignes directrices
 - 5.3 Autres consultations
 - 5.4 Avis d'intention des assujettis et autres avis
 - 5.5 Sanctions administratives
 - 5.6 Protection des dépôts
 - 5.7 Autres décisions
-

5.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

5.2 RÉGLEMENTATION ET LIGNES DIRECTRICES

Aucune information.

5.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

5.4 AVIS D'INTENTION DES ASSUJETTIS ET AUTRES AVIS

Aucune information.

5.5 SANCTIONS ADMINISTRATIVES

Aucune information.

5.6 PROTECTION DES DÉPÔTS

Aucune information.

5.7 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

6.

Marchés de valeurs et des instruments dérivés

- 6.1 Avis et communiqués
 - 6.2 Réglementation et instructions générales
 - 6.3 Autres consultations
 - 6.4 Sanctions administratives pécuniaires
 - 6.5 Interdictions
 - 6.6 Placements
 - 6.7 Agréments, autorisations et opérations sur dérivés de gré à gré
 - 6.8 Offres publiques
 - 6.9 Information sur les valeurs en circulation
 - 6.10 Autres décisions
 - 6.11 Annexes et autres renseignements
-

6.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Avis de publication

Protocole d'entente en matière de coopération et d'échange d'information concernant les fintechs (Innovation Functions Co-operation Agreement)

(Voir la section 3.1 du présent bulletin)

6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

Aucune information.

6.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

6.4 SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES

Aucune information.

6.5 INTERDICTIONS

6.5.1 Interdictions d'effectuer une opération sur valeurs

Aucune information.

6.5.2 Révocations d'interdiction

Aucune information.

6.6 PLACEMENTS

6.6.1 Visas de prospectus

6.6.1.1 Prospectus provisoires

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé un prospectus provisoire pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de prospectus provisoires sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du premier paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Groupe WSP Global Inc.	3 juin 2020	Québec <ul style="list-style-type: none"> - Colombie-Britannique - Alberta - Saskatchewan - Manitoba - Ontario - Nouveau-Brunswick - Nouvelle-Écosse - Île-du-Prince-Édouard - Terre-Neuve et Labrador - Territoires du Nord-Ouest - Yukon - Nunavut
Ballard Power Systems Inc.	8 juin 2020	Colombie-Britannique
FNB de croissance mondial CIBC	5 juin 2020	Ontario
FNB Marchés boursiers ciblés Guardian	8 juin 2020	Ontario
FNB Rendement supérieur ciblé Guardian		
FNB Croissance mondiale de qualité Guardian i3		
FNB Croissance américaine de qualité Guardian i3		
FNB FPI mondiaux Guardian i3		
Fonds alternatif fortifié acheteur/vendeur Picton Mahoney	4 juin 2020	Ontario
Fonds d'actions mondiales à faible volatilité Macken	3 juin 2020	Ontario

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Fonds d'actions mondiales axées sur la croissance Munro Fonds de revenu mensuel Cambridge Catégorie de société de revenu mensuel Cambridge Catégorie de société à court terme en dollars US CI	9 juin 2020	Ontario
Le Fonds Bitcoin	4 juin 2020	Ontario
Pretium Resources Inc.	5 juin 2020	Colombie-Britannique
Troilus Gold Corp.	9 juin 2020	Ontario

¹ Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.2 Prospectus définitifs

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé un prospectus pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de prospectus sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du deuxième paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
FINB du secteur financier des États-Unis AlphaDEXMC First Trust	9 juin 2020	Ontario
FINB du secteur de l'énergie des États-Unis AlphaDEXMC First Trust		
FINB du secteur des biens de consommation discrétionnaire des États-Unis AlphaDEXMC First Trust		
FINB du secteur des biens essentiels des États-Unis AlphaDEXMC First Trust		
FINB du secteur de la santé des États-Unis AlphaDEXMC First Trust		
FINB du secteur des matières premières		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
des États-Unis AlphaDEXMC First Trust FINB du secteur des produits industriels des États-Unis AlphaDEXMC First Trust FINB du secteur technologique des États-Unis AlphaDEXMC First Trust FINB du secteur des services publics des États-Unis AlphaDEXMC First Trust FINB First Trust AlphaDEXMC dividendes européens (couvert en dollars canadiens) FINB de revenu mondial géré en fonction du risque First Trust FINB obligataire tactique First Trust FINB First Trust à secteurs tournants des États-Unis Dorsey Wright (couvert en dollars canadiens)		
FNB Horizons Indice S&P obligations vertes (« Horizons HGGB ») FNB Horizons dollar américain (« Horizons DLR ») FNB Horizons Indice pipelines et services énergétiques ¹ (« Horizons HOG ») FNB Horizons Indice d'initiés canadiens (« Horizons HII ») FNB Horizons Indice marijuana sciences de la vie (« Horizons HMMJ ») FNB Horizons Indice d'actions canadiennes Inovestor (« Horizons INOC ») FNB Horizons Indice de robotique et d'automatisation (« Horizons RBOT ») FNB Horizons Indice mégadonnées et matériel ² (« Horizons HBGD ») FNB Horizons Indice chefs de file mondiaux en matière de durabilité (« Horizons ETHI ») FNB Horizons Indice industrie 4.0 (« Horizons FOUR ») FNB Horizons Indice Chine dividendes à rendement élevé (« Horizons HCN »)	4 juin 2020	Ontario
Fonds alternatif à positions acheteur et	8 juin 2020	Ontario

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
vendeur Forge First		
Fonds alternatif conservateur Forge First		
Fonds canadien équilibré de croissance, Précision MD	4 juin 2020	Ontario
Fonds d'obligations MD		
Fonds d'obligations à court terme MD		
Fonds canadien de croissance modérée, Précision MD		
Fonds d'actions MD		
Placements d'avenir MD Limitée		
Fonds croissance de dividendes MD		
Fonds international de croissance MD		
Fonds international de valeur MD		
Fonds monétaire MD		
Fonds d'actions canadiennes MD (auparavant, Fonds sélectif MD)		
Fonds américain de croissance MD		
Fonds américain de valeur MD		
Fonds stratégique de rendement MD		
Fonds d'occasions stratégiques MD		
Fonds d'obligations sans combustibles fossiles MD		
Fonds d'actions sans combustibles fossiles MD		
Portefeuille conservateur, Précision MD		
Portefeuille de revenu équilibré, Précision MD		
Portefeuille équilibré modéré, Précision MD		
Portefeuille de croissance modérée, Précision MD		
Portefeuille équilibré de croissance, Précision MD		
Portefeuille de croissance maximale, Précision MD		
Fonds collectif d'actions canadiennes GPPMD		
Fonds collectif d'actions américaines		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
GPPMD		
Fonds collectif d'obligations à court terme GPPMD (<i>auparavant, Fonds collectif d'obligations canadiennes GPPMD</i>)	4 juin 2020	Ontario
Fonds collectif d'obligations GPPMD (<i>auparavant, Fonds collectif d'obligations canadiennes à long terme GPPMD</i>)		
Fonds collectif de dividendes GPPMD		
Fonds collectif stratégique de rendement GPPMD		
Fonds collectif d'actions canadiennes GPPMD		
Fonds collectif d'actions américaines GPPMD		
Fonds collectif d'actions internationales GPPMD		
Fonds collectif d'occasions stratégiques GPPMD		
Fonds collectif d'actions de marchés émergents GPPMD		
Fonds collectif indice composé plafonné S&P/TSX GPPMD		
Fonds collectif indice S&P 500 GPPMD		
Fonds collectif indiciel d'actions internationales GPPMD		
Fonds de dividendes de base Purpose)	9 juin 2020	Ontario
Fonds tactique d'actions couvert Purpose)		
Fonds de revenu mensuel Purpose)		
Fonds d'obligations de rendement global Purpose)		
Fonds meilleures idées Purpose)		
Fonds immobilier à durée couverte Purpose)		
Fonds canadien d'actions de croissance Purpose)		
Fonds canadien croissance du revenu Purpose)		
Fonds de répartition tactique de l'actif Purpose)		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Fonds de revenu d'actions de base Purpose)		
Fonds canadien d'actions privilégiées Purpose		
Fonds d'occasions liées à la marijuana Purpose		
Fonds de rendement stratégique Purpose		
Fonds de revenu multiactif Purpose		
Fonds de lingots d'argent Purpose	8 juin 2020	Ontario
LDIC North American Small Business Fund	3 juin 2020	Ontario
Portefeuille équilibré de revenu fixe mondial Profil	5 juin 2020	Manitoba
Portefeuille équilibré mondial neutre Profil		
Portefeuille équilibré d'actions mondiales Profil		
Portefeuille d'actions mondiales Profil		

¹ Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.3 Modifications de prospectus

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé une modification du prospectus pour laquelle un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de modifications du prospectus sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du deuxième paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Catégorie Fidelity Revenu à court terme Canada	4 juin 2020	Ontario
FNB actif Crédit CI First Asset	3 juin 2020	Ontario

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Fonds canadien petite/moyenne capitalisation CI	4 juin 2020	Ontario
Fonds de répartition Invesco	4 juin 2020	Ontario
Fonds du marché monétaire canadien Invesco		
Fonds d'intérêt canadien Invesco		
Catégorie revenu à court terme Invesco		
Catégorie obligations canadiennes de base plus Invesco		
Fonds de revenu diversifié mondial Invesco		
Fonds FNB mondiaux+ FTSE RAFI Invesco		
Fonds de sociétés mondiales Invesco		
Catégorie mondiale dividendes Invesco		
Catégorie marchés émergents Invesco		
Fonds en gestion commune de marchés émergents Sélect Invesco		
Fonds Europlus Invesco		
Fonds Indo-Pacifique Invesco		
Catégorie énergie Invesco		
Fonds de ressources Invesco		
Fonds Fidelity Marché monétaire Canada	4 juin 2020	Ontario
Fonds Fidelity Marché monétaire É.-U.		
Mandat privé Fidelity Marché monétaire – Plus		
Fonds marché monétaire canadien Mawer	9 juin 2020	Alberta
Fonds canadien d'obligations Mawer Fonds d'obligations mondiales Mawer		

¹ Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.4 Dépôt de suppléments

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers un supplément de prospectus qui complète l'information contenue au prospectus préalable

ou simplifié de ces émetteurs pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières :

Aucune information.

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces suppléments, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.2 Dispenses de prospectus

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

6.6.3 Déclarations de placement avec dispense

L'Autorité publie ci-dessous l'information concernant les placements effectués sous le bénéfice des dispenses prévues au *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus* (« Règlement 45-106 ») et au *Règlement 45-513 sur la dispense de prospectus pour placement de titres auprès de porteurs existants* (« Règlement 45-513 »).

Nous rappelons qu'il est de la responsabilité des émetteurs de s'assurer qu'ils bénéficient des dispenses prévues au Règlement 45-106 ou au Règlement 45-513, selon le cas, avant d'effectuer un placement. Les émetteurs doivent aussi s'assurer du respect des délais impartis pour déclarer les placements et fournir une information exacte. Toute contravention aux dispositions législatives et réglementaires pertinentes constitue une infraction.

L'information contenue aux déclarations de placement avec dispense déposées conformément au Règlement 45-106 ou au Règlement 45-513 est publiée ci-dessous tel qu'elle est fournie par les émetteurs concernés. L'Autorité ne saurait être tenue responsable de quelque lacune ou erreur que ce soit dans ces déclarations.

Depuis le 1^{er} octobre 2015, l'information sur les placements avec dispense est présentée sous un nouveau format.

SECTION RELATIVE AUX SOCIÉTÉS

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
Aggregate Investment Limited Partnership	2019-12-10	34 990 047 \$
Alignvest Student Housing Real Estate Investment Trust	2020-01-02 au 2020-01-09	12 266 086 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
AngelList Advisors, LLC	2020-01-24	3 285 \$
Appia Energy Corp.	2019-12-31	478 640 \$
Arctic Star Exploration Corp.	2020-02-03	20 000 \$
ARHT Media Inc.	2020-01-29	1 600 000 \$
Avivagen Inc.	2020-01-02	1 250 000 \$
Avivagen Inc.	2020-01-27	1 750 00 \$
Banque Nationale du Canada	2019-12-27	9 895 140 \$
Banque Nationale du Canada	2019-12-30	10 500 000 \$
Banque Nationale du Canada	2020-01-10	1 120 000 \$
Banque Nationale du Canada	2020-01-10	15 701 984 \$
Banque Nationale du Canada	2020-01-28	1 170 000 \$
Banque Nationale du Canada	2020-01-28	3 900 000 \$
Banque Royale du Canada	2019-12-16	3 960 875 \$
Banque Royale du Canada	2019-12-20	397 891 \$
Banque Royale du Canada	2019-12-20	260 312 \$
Banque Royale du Canada	2020-01-07	2 000 000 \$
Banque Royale du Canada	2020-01-07	2 000 000 \$
Banque Royale du Canada	2020-01-07	2 000 000 \$
Banque Royale du Canada	2020-01-16	125 312 500 \$
Banque Royale du Canada	2020-01-20	1 500 000 \$
Banque Royale du Canada	2020-01-22	645 007 \$
Barclays PLC	2019-05-01	50 000 \$
Bausch Health Companies Inc.	2019-12-30	84 602 732 \$
BendaRx Corp.	2020-01-20	261 060 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
Bentall Kennedy Prime Canadian Property Fund Ltd.	2020-01-31	4 649 984 \$
Bentall Kennedy Prime Canadian Property Fund Ltd.	2019-07-31	7 999 984 \$
Bentall Kennedy Prime Canadian Property Fund Ltd.	2019-10-31	3 999 994 \$
Berkwood Resources Ltd.	2019-12-30	30 000 \$
Black Tusk Resources Inc.	2019-12-30	46 475 \$
Bonterra Resources Inc.	2019-12-13	5 292 898 \$
Bow Water & Land Trust	2019-12-15	1 193 650 \$
Bridge Debt Strategies Fund III International LP	2019-11-25	13 307 000 \$
Bridging Mid-Market Debt Fund LP	2020-01-02	26 810 122 \$
Bridging Mid-Market Debt RSP Fund	2019-12-02	4 662 671 \$
Bridging Mid-Market Debt RSP Fund	2020-01-02	3 773 019 \$
Brixton Metals Corporation	2019-12-12	512 324 \$
Brookfield Real Assets Hybrid Fund (Canada) L.P.	2020-01-02	24 786 500 \$
CAE Inc.	2019-12-06	132 550 000 \$
Canivate Growing Systems Ltd.	2019-05-02	6 516 000 \$
Canivate Growing Systems Ltd.	2019-05-10	3 702 500 \$
City View Green Holdings Inc.	2019-12-16	375 000 \$
Corporation d'Amusement Parc Mosport	2020-02-06	328 745 \$
Corporation Financière All-Star inc.	2019-12-12	300 000 \$
Corporation financière All-Star inc.	2019-08-09	284 000 \$
Corporation financière All-Star inc.	2019-08-22	715 000 \$
Corporation financière All-Star inc.	2019-09-27	432 000 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
Corporation financière All-Star inc.	2019-10-09	568 000 \$
Corporation financière All-Star inc.	2020-04-23	400 000 \$
Corporation Métaux Précieux du Québec	2019-12-09	500 000 \$
Corporation Ressources Pershimex	2019-12-30	400 000 \$
Crestpoint Institutional Real Estate Trust	2019-12-18	52 777 907 \$
Defense Metals Corp.	2019-12-31	35 000 \$
Dentalcorp Overbite Ltd.	2019-12-23	99 980 \$
DionyMed Brands Inc.	2019-05-07	10 510 651 \$
D-Wave Systems Inc.	2019-12-09	2 272 226 \$
Edesa Biotech, Inc.	2020-01-08	1 492 102 \$
Enhanced Pet Sciences Corp.	2019-04-24	2 679 900 \$
Envest Corp.	2019-12-23	2 738 955 \$
EquiGenesis Van Arbor Trust	2019-12-18	131 250 \$
Espresso Fund V LP	2020-01-02	401 000 \$
Espresso Income Trust	2019-05-01	3 383 976 \$
Espresso Income Trust	2019-06-03	2 963 117 \$
Espresso Income Trust	2019-07-01	1 258 000 \$
Espresso Income Trust	2019-08-01	1 369 300 \$
Espresso Income Trust	2019-09-03	2 203 786 \$
Espresso Income Trust	2019-11-01	1 102 754 \$
Espresso Income Trust	2019-12-02	695 551 \$
Exploration Amex Inc.	2019-12-19 au 2019-12-20	4 040 000 \$
Exploration Minière MacDonald Ltée	2019-12-19	185 000 \$
Exploration Typhon Inc.	2019-12-30	290 000 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
Fiducie MBAF	2019-12-31	11 955 340 \$
Fiera Real Estate CORE Fund LP	2019-11-22	43 490 000 \$
Fiera Real Estate Small Cap Industrial Fund LP	2019-12-10	300 000 \$
Finance Silvermont inc.	2019-04-30	456 300 \$
Finance Silvermont inc.	2019-05-31	292 000 \$
Finance Silvermont inc.	2019-06-30	124 000 \$
Finance Silvermont inc.	2019-07-31	381 400 \$
Finance Silvermont inc.	2019-09-15	100 000 \$
Finance Silvermont inc.	2019-09-30	884 800 \$
Finance Silvermont inc.	2019-11-30	157 000 \$
First Quantum Minerals Ltd.	2020-01-13	62 547 260 \$
Flora Growth Corp.	2020-01-23	91 500 \$
Flow Water Inc.	2020-01-17	1 611 380 \$
Flow Water Inc.	2019-12-23 au 2019-12-30	804 978 \$
Flow Water Inc.	2020-01-27 au 2020-02-05	1 235 601 \$
Fonds de revenu Transition Innovation	2019-04-23	397 500 \$
Fonds de revenu Transition Innovation	2019-06-14	61 100 \$
Galleon Gold Corp.	2019-12-30	1 000 000 \$
Galway Metals Inc.	2020-01-21	556 000 \$
Garage Capital Fund III LP	2019-12-20	12 335 529 \$
Georgian Partners Growth Fund V, LP	2019-12-11 au 2019-12-20	43 255 907 \$
GMF Series III, Inc.	2019-12-16	15 000 930 \$
Goliath Resources Limited	2019-12-24	50 000 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
good natured Products Inc.	2020-01-23	1 190 000 \$
Green Sky Labs Inc.	2020-01-10	121 248 \$
Greystone Infrastructure Fund (Canada) L.P.	2019-11-05	3 613 103 \$
Group RMC Realty Limited Partnership	2019-12-19	3 686 713 \$
Group RMC Steady Income Trust	2019-12-19	1 520 000 \$
Groupe Alithya inc.	2019-12-13	7 722 585 \$
Guardian Capital Real Estate Fund LP	2020-01-13 au 2020-01-16	9 213 000 \$
Hudson Resources Inc.	2019-12-17	0 \$
Imperial Mining Group Ltd.	2019-12-30	341 210 \$
Inflection Resources Ltd.	2019-12-19	1 269 100 \$
Intelife Income Trust	2019-12-18	174 900 \$
Inventys Thermal technologies Inc. (DBA Svante)	2019-12-13	3 130 963 \$
InvestX SI-1 Trust	2019-11-04	3 713 000 \$
InvestX SI-1 Trust	2019-11-27	311 500 \$
InvestX SI-1 Trust	2020-01-28	662 980 \$
Invico Diversified Income Limited Partnership	2019-12-05	353 000 \$
KingSett Canadian Real Estate Income Fund LP	2019-12-17	24 492 364 \$
Laurent Pharmaceuticals Inc.	2020-01-23	357 055 \$
Les Métaux Niobay inc.	2020-01-22	115 000 \$
Les Ressources Yorbeau Inc.	2019-12-31	703 000 \$
Les technologies Peak Positioning inc.	2019-12-20	0 \$
Les technologies Peak Positioning inc.	2020-01-15	160 000 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
Lodge Resources Inc.	2019-12-17	1 200 000 \$
Manitou Gold Inc.	2019-12-31	3 000 000 \$
Maple Gold Mines Ltd.	2019-12-23 au 2019-12-30	1 462 000 \$
mCloud Technologies Corp.	2020-01-14	11 500 000 \$
mCloud Technologies Corp.	2019-06-08	1 740 000 \$
mCloud Technologies Corp.	2019-06-21	16 659 000 \$
mCloud Technologies Corp.	2019-07-10	5 188 500 \$
mCloud Technologies Corp.	2020-01-23 au 2020-01-27	1 831 500 \$
Metals Creek Resources Corp.	2019-12-31	242 250 \$
Metamaterial Technologies Incorporated	2020-01-28	495 401 \$
Métaux Genius Inc.	2019-12-30 au 2019-12-31	215 000 \$
Métaux Osisko Incorporée	2019-12-12	7 000 000 \$
Mind Medecine Inc.	2019-12-19	2 077 540 \$
Minera Alamos Inc.	2020-01-10	6 000 000 \$
MIP Investment Limited Partnership	2019-12-10	49 212 931 \$
MustGrow Biologics Corp.	2019-12-10	3 898 958 \$
NADG NNN Property Fund (Canadian) Limited Partnership	2020-01-08	19 394 411 \$
NeWScope Capital Corporation	2020-01-27	195 000 \$
Ninepoint Trade Finance Fund	2019-12-31	1 833 833 \$
Northern Superior Resources Inc.	2020-01-20	437 000 \$
Novelis Corporation	2020-01-16	15 532 682 \$
Opus One Resources Inc.	2019-12-30	460 000 \$
Pistil Partners Inc.	2019-12-06	132 074 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
Plexus Intelligence inc.	2019-04-23	43 000 \$
Plexus Intelligence inc.	2019-07-19	25 000 \$
Plexus Intelligence inc.	2019-08-15 au 2019-08-23	165 000 \$
Power Ore Inc.	2020-01-24	150 000 \$
PowerOre Inc.	2019-12-20	643 550 \$
Probe Metals Inc.	2019-12-10	14 465 500 \$
Qwest Productivity Media Income Trust	2019-12-20	1 160 764 \$
Qwest Productivity Media Income Trust	2020-01-22	1 151 848 \$
Red Pine Exploration Inc.	2019-12-31	3 615 597 \$
Ressources Cartier Inc.	2019-12-19	78 386 \$
RiverRock Mortgage Investment Corporation	2020-01-02	1 391 059 \$
Romspen Mortgage Investment Fund	2020-01-02	46 904 250 \$
Romspen Mortgage Investment Fund	2019-12-02	51 188 830 \$
Romspen US Mortgage Investment Fund	2020-01-02	2 261 455 \$
Seahawk Ventures Inc.	2019-12-30	115 900 \$
Seven Leaf Ventures Corp.	2019-05-03	3 410 000 \$
Silver Lake Partners VI, L.P.	2020-06-04	776 710 000 \$
Siyata Mobile Inc.	2019-12-23	7 423 300 \$
Sokoman Minerals Corp.	2019-12-30	535 000 \$
Soleus Capital, L.P.	2019-12-01	132 970 \$
Solutions Globales Mobi724 inc.	2019-05-01	12 500 \$
StageZero Life Sciences Ltd.	2020-01-24	614 300 \$
Star Diamond Corporation	2019-12-04 au 2019-12-05	5 096 357 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
Sulliden Mining Capital Inc.	2019-12-30	1 000 000 \$
TD Greystone Infrastructure Fund (Canada) L.P.	2019-12-04	58 840 883 \$
TD Greystone Infrastructure Fund (Canada) L.P.	2020-01-06	14 901 626 \$
Tempbridge Inc.	2019-12-13	1 300 000 \$
TerraX Minerals Inc.	2019-12-27	80 000 \$
Timbercreek Four Quadrant Global Real Estate Partners	2019-05-03	13 062 107 \$
Timbercreek Four Quadrant Global Real Estate Partners	2019-07-04	27 393 319 \$
Timbercreek Four Quadrant Global Real Estate Partners	2019-08-06	13 930 284 \$
Timbercreek Four Quadrant Global Real Estate Partners	2019-09-05	11 658 350 \$
Timbercreek Four Quadrant Global Real Estate Partners	2019-10-03	25 489 475 \$
Timbercreek Four Quadrant Global Real Estate Partners	2019-11-05	21 012 207 \$
Timbercreek Four Quadrant Global Real Estate Partners	2019-12-04	19 496 270 \$
Timbercreek Four Quadrant Global Real Estate Partners	2020-01-06	21 520 294 \$
Timbercreek Four Quadrant Global Real Estate Partners	2020-02-06	24 809 188 \$
Timbercreek Four Quadrant Global Real Estate Partners	2020-03-04	22 720 000 \$
Timbercreek Four Quadrant Global Real Estate Partners	2020-04-03	2 945 842 \$
Timbercreek Four Quadrant Global Real Estate Partners	2020-05-05	60 180 798 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
Trez Capital Prime Trust	2019-10-21 au 2019-10-25	2 304 385 \$
Trez Capital Prime Trust	2019-10-28 au 2019-11-01	4 253 872 \$
Trez Capital Prime Trust	2019-11-04 au 2019-11-08	6 987 736 \$
Trez Capital Prime Trust	2019-11-12 au 2019-11-15	2 253 734 \$
Trez Capital Prime Trust	2019-11-18 au 2019-11-22	1 515 167 \$
Trez Capital Prime Trust	2019-11-25 au 2019-11-29	2 187 384 \$
Trez Capital Prime Trust	2019-12-02 au 2019-12-06	3 539 088 \$
Trez Capital Prime Trust	2019-12-09 au 2019-12-17	7 211 464 \$
Trez Capital Prime Trust	2020-02-03 au 2020-02-07	17 819 793 \$
Trez Capital Prime Trust	2020-02-10 au 2020-02-13	1 853 461 \$
Trez Capital Prime Trust	2020-02-24 au 2020-02-28	1 755 662 \$
Trez Capital Yield Trust	2019-04-29 au 2019-05-03	12 035 115 \$
Trez Capital Yield Trust	2019-05-01 au 2019-05-03	250 000 \$
Trez Capital Yield Trust	2019-05-06 au 2019-05-13	8 383 413 \$
Trez Capital Yield Trust	2019-04-14 au 2019-05-21	4 336 220 \$
Trez Capital Yield Trust	2019-05-21 au 2019-05-27	16 494 016 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
Trez Capital Yield Trust	2019-05-27 au 2019-05-31	4 374 711 \$
Trez Capital Yield Trust	2019-06-03 au 2019-06-10	2 913 385 \$
Trez Capital Yield Trust	2019-06-10 au 2019-06-14	19 660 600 \$
Trez Capital Yield Trust	2019-06-17 au 2019-06-24	12 081 202 \$
Trez Capital Yield Trust	2019-06-04 au 2019-06-26	1 469 439 \$
Trez Capital Yield Trust	2019-06-26 au 2019-06-28	1 753 814 \$
Trez Capital Yield Trust	2019-07-02 au 2019-07-03	10 307 324 \$
Trez Capital Yield Trust	2019-09-05 au 2019-09-06	14 887 351 \$
Trez Capital Yield Trust	2019-09-09 au 2019-09-13	9 223 004 \$
Trez Capital Yield Trust	2019-09-16 au 2019-09-20	2 569 876 \$
Trez Capital Yield Trust	2019-09-23 au 2019-09-27	8 166 096 \$
Trez Capital Yield Trust	2019-09-30 au 2019-10-04	4 668 399 \$
Trez Capital Yield Trust	2019-10-07 au 2019-10-08	4 753 567 \$
Trez Capital Yield Trust	2019-10-09 au 2019-10-11	3 749 115 \$
Trez Capital Yield Trust	2019-10-15 au 2019-10-18	1 231 190 \$
Trez Capital Yield Trust	2019-10-21 au 2019-10-25	2 443 453 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
Trez Capital Yield Trust	2019-10-28 au 2019-11-01	9 758 090 \$
Trez Capital Yield Trust	2019-11-04 au 2019-11-08	24 595 201 \$
Trez Capital Yield Trust	2019-11-12 au 2019-11-15	4 030 218 \$
Trez Capital Yield Trust	2019-11-18 au 2019-11-22	3 134 461 \$
Trez Capital Yield Trust	2019-11-25 au 2019-11-29	2 732 566 \$
Trez Capital Yield Trust	2019-12-02 au 2019-12-06	19 603 136 \$
Trez Capital Yield Trust	2019-12-09 au 2019-12-17	2 454 735 \$
Trez Capital Yield Trust	2019-12-11 au 2019-12-19	1 705 202 \$
Trez Capital Yield Trust	2020-02-10 au 2020-02-14	2 793 587 \$
Trez Capital Yield Trust US	2019-12-17	72 039 \$
TriStar Gold Inc.	2019-12-12	2 240 000 \$
Tucker Acquisitions Inc.	2019-12-31	175 000 \$
Uni-Sélect Inc.	2019-12-18	125 000 000 \$
Venzee Technologies Inc.	2020-01-31	915 000 \$
Vision Lithium Inc.	2019-12-30 au 2019-12-31	503 000 \$
Voyageur Pharmaceuticals Ltd.	2019-12-23	95 100 \$
Wallbridge Mining Company Limited	2019-12-18	7 858 785 \$
Westboro Mortgage Investment Corp.	2019-12-31	775 500 \$
Westboro Mortgage Investment Corp.	2019-11-29	611 595 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
Western Wealth Capital LII Limited Partnership	2020-01-06 au 2020-01-13	991 116 \$
Western Wealth Capital LII Limited Partnership	2020-01-13 au 2020-01-22	2 355 823 \$
Western Wealth Capital LIII Limited Partnership	2020-01-20 au 2020-01-29	705 825 \$
Western Wealth Capital LIII Limited Partnership	2020-01-15 au 2020-01-17	769 832 \$
Ximen Mining Corp.	2019-01-02	51 700 \$
ZincX Resources Corp.	2019-12-20	152 500 \$
Zoom Video Communications, Inc.	2019-04-23	507 314 \$
Zyus Life Sciences Inc.	2019-05-03	6 908 053 \$

SECTION RELATIVE AUX FONDS D'INVESTISSEMENT

Aucune information.

Pour de plus amples renseignements relativement aux placements énumérés ci-dessus, veuillez consulter les dossiers disponibles à la salle des dossiers de l'Autorité.

6.6.4 Refus

Aucune information.

6.6.5 Divers

Ballard Power Systems Inc.

Vu la demande présentée par Ballard Power Systems Inc. (l'« émetteur ») auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») le 28 mai 2020 (la « demande »);

Vu les articles 40.1 et 263 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V -1.1 (la « Loi »);

Vu le paragraphe 2.2(2) et l'article 19.1 du *Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus*, RLRQ, c. V -1.1, r. 14 (le « Règlement 41-101 »);

Vu la Loi, le *Règlement 14-101 sur les définitions*, RLRQ, c. V -1.1, r. 3, le Règlement 41-101, le Règlement 44-102 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus préalable, RLRQ, c. V -1.1, r. 17 et les termes définis suivants :

« dispense permanente » : la dispense de l'obligation prévue à l'article 40.1 de la Loi et au paragraphe 2.2(2) du Règlement 41-101 d'établir une version française du prospectus et du supplément établissant le placement au cours du marché;

« prospectus » : le prospectus préalable de base provisoire que l'émetteur prévoit déposer auprès de l'Autorité le ou vers le 4 juin 2020, le prospectus préalable de base définitif, ainsi que toute version modifiée de ceux-ci;

« supplément établissant le placement au cours du marché » : le supplément relatif au prospectus qui établira le placement au cours du marché;

Vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

Vu la demande visant à obtenir la dispense permanente;

Vu les considérations suivantes :

1. L'émetteur est un émetteur assujéti dans toutes les provinces du Canada;
2. L'émetteur compte effectuer un placement au cours du marché;
3. Dans le cadre d'un placement au cours du marché, l'émetteur peut placer ses titres auprès de souscripteurs québécois;
4. Un émetteur qui entend procéder au placement de ses titres au Québec est tenu d'établir un prospectus;
5. Dans le cadre d'un placement au cours du marché, les souscripteurs acquièrent leurs titres directement sur le marché et l'émetteur est dispensé de leur remettre le prospectus;
6. La version anglaise du prospectus et du supplément établissant le placement au cours du marché sera déposée auprès de l'Autorité;

Vu les déclarations faites par l'émetteur.

En conséquence, l'Autorité accorde la dispense permanente à la condition que le prospectus et tout supplément relatif au prospectus autre que le supplément établissant le placement au cours du marché soient établis en français et déposés auprès de l'Autorité avant que l'émetteur place des titres auprès de souscripteurs québécois dans le cadre d'un placement autre qu'au cours du marché.

Fait le 2 juin 2020.

Hugo Lacroix
Surintendant des marchés de valeurs

Décision n° : 2020-SMV-0031

Pretium Resources inc.

Vu la demande présentée par Pretium Resources inc. (l'« émetteur ») auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») le 20 mai 2020 (la « demande »);

Vu les articles 40.1 et 263 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V -1.1 (la « Loi »);

Vu le paragraphe 2.2(2) et l'article 19.1 du *Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus*, RLRQ, c. V -1.1, r. 14 (le « Règlement 41-101 »);

Vu la Loi, le *Règlement 14-101 sur les définitions*, RLRQ, c. V -1.1, r. 3, le Règlement 41-101, le *Règlement 44-102 sur le placement de titres au moyen d'un prospectus préalable*, RLRQ, c. V -1.1, r. 17 et les termes définis suivants :

« dispense permanente » : la dispense de l'obligation prévue à l'article 40.1 de la Loi et au paragraphe 2.2(2) du Règlement 41-101 d'établir une version française du prospectus et du supplément établissant le placement au cours du marché;

« prospectus » : le prospectus préalable de base provisoire que l'émetteur prévoit déposer auprès de l'Autorité le ou vers le 4 juin 2020, le prospectus préalable de base définitif, ainsi que toute version modifiée de ceux-ci;

« supplément établissant le placement au cours du marché » : le supplément relatif au prospectus qui établira le placement au cours du marché;

Vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

Vu la demande visant à obtenir la dispense permanente;

Vu les considérations suivantes :

1. L'émetteur est un émetteur assujéti dans toutes les provinces du Canada, à l'exception du Québec;
2. L'émetteur compte effectuer un placement au cours du marché;
3. Dans le cadre d'un placement au cours du marché, l'émetteur peut placer ses titres auprès de souscripteurs québécois;
4. Un émetteur qui entend procéder au placement de ses titres au Québec est tenu d'établir un prospectus;
5. Dans le cadre d'un placement au cours du marché, les souscripteurs acquièrent leurs titres directement sur le marché et l'émetteur est dispensé de leur remettre le prospectus;
6. La version anglaise du prospectus et du supplément établissant le placement au cours du marché sera déposée auprès de l'Autorité;

Vu les déclarations faites par l'émetteur.

En conséquence, l'Autorité accorde la dispense permanente à la condition que le prospectus et tout supplément relatif au prospectus autre que le supplément établissant le placement au cours du marché soient établis en français et déposés auprès de l'Autorité avant que l'émetteur place des titres auprès de souscripteurs québécois dans le cadre d'un placement autre qu'au cours du marché.

Fait le 3 juin 2020.

Hugo Lacroix
Surintendant des marchés de valeurs

Décision n° : 2020-SMV-0029

Troilus Gold Corp.

Vu la demande présentée par Troilus Gold Corp. (l'« émetteur ») auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») le 3 juin 2020 (la « demande »);

Vu les articles 40.1 et 263 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V -1.1 (la « Loi »);

Vu le paragraphe 2.2(2) et l'article 19.1 du *Règlement 41-101 sur les obligations générales relatives au prospectus*, RLRQ, c. V -1.1, r. 14 (le « Règlement 41-101 »);

Vu la Loi, le *Règlement 14-101 sur les définitions*, RLRQ, c. V -1.1, r. 3, le Règlement 41-101 et les termes définis suivants :

« annexes » : les annexes de la circulaire intitulées « Schedule "A" Stock Option Plan of Troilus Gold Corp. » et « Schedule "B" Troilus Gold Corp. Restricted Share Unit Plan »;

« circulaire » : la circulaire de sollicitation de procurations datée du 8 novembre 2019;

« dispense permanente » : la dispense de l'obligation prévue à l'article 40.1 de la Loi et au paragraphe 2.2(2) du Règlement 41-101 d'établir une version française des annexes;

« dispense temporaire » : la dispense temporaire de l'obligation prévue à l'article 40.1 de la Loi et au paragraphe 2.2(2) du Règlement 41-101 d'établir une version française des documents visés;

« documents visés » : les états financiers annuels consolidés audités pour l'exercice terminé le 31 juillet 2019 ainsi que le rapport de gestion annuel correspondant et le rapport financier intermédiaire consolidé condensé pour la période intermédiaire terminée le 30 avril 2020 ainsi que le rapport de gestion intermédiaire correspondant;

Vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'encadrement du secteur financier*, RLRQ, c. E-6.1;

Vu la demande visant à obtenir la dispense temporaire et la dispense permanente;

Vu les considérations suivantes :

1. L'émetteur est un émetteur assujéti dans toutes les provinces du Canada;
2. L'émetteur compte déposer un prospectus simplifié provisoire dans toutes les provinces du Canada le ou vers le 8 juin 2020;
3. L'émetteur intégrera par renvoi les documents visés et la circulaire dans le prospectus;
4. Les annexes n'ont été jointes à la circulaire que pour des motifs de convenance et de clarté afin d'éviter des répétitions indues dans celle-ci;
5. Les annexes sont des documents qui font l'objet d'un résumé dans la circulaire;
6. L'inclusion des annexes dans la circulaire n'est pas exigée par la législation en valeurs mobilières du Québec;
7. Tout document intégré par renvoi dans un prospectus fait partie intégrante de celui-ci;

8. Du fait de leur intégration par renvoi dans le prospectus, les annexes doivent être établies en français ou en français et en anglais;
9. Tous les documents pour lesquels une version française est exigée par la législation en valeurs mobilières du Québec seront traduits;

Vu les déclarations faites par l'émetteur.

En conséquence, l'Autorité accorde :

1. la dispense temporaire à la condition que les documents visés soient établis en français et que la version française de ces documents soit déposée auprès de l'Autorité dans les meilleurs délais, mais au plus tard au moment du dépôt du prospectus simplifié définitif;
2. la dispense permanente.

Fait le 5 juin 2020.

Hugo Lacroix
Surintendant des marchés de valeurs

Décision n° : 2020-SMV-0032

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

6.7 AGRÉMENTS, AUTORISATIONS ET OPÉRATIONS SUR DÉRIVÉS DE GRÉ À GRÉ

Aucune information.

6.8 OFFRES PUBLIQUES

6.8.1 Avis

Aucune information.

6.8.2 Dispenses

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

6.8.3 Refus

Aucune information.

6.8.4 Divers

Aucune information.

6.9 INFORMATION SUR LES VALEURS EN CIRCULATION

6.9.1 Actions déposées entre les mains d'un tiers

Aucune information.

6.9.2 Dispenses

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

6.9.3 Refus

Aucune information.

6.9.4 Révocations de l'état d'émetteur assujetti

Aucune information.

6.9.5 Divers

Aucune information.

6.10 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

6.11 ANNEXES ET AUTRES RENSEIGNEMENTS

ANNEXE 1 DÉPÔTS DE DOCUMENTS D'INFORMATION*RAPPORTS TRIMESTRIELS*

	Date du document
EASTMAIN RESOURCES INC.	2020-04-30
GROUPE ADF INC.	2020-04-30
HP INC.	2020-04-30
HPQ-SILICON RESOURCES INC.	2020-03-31
MAV BEAUTY BRANDS INC.	2020-03-31
NORTH WEST COMPANY INC. (THE)	2020-04-30
PULSE SEISMIC INC.	2020-03-31
SYSTEMES ENGHOUSE LTEE.	2020-04-30
TRANSAT A.T. INC.	2020-04-30
TROILUS GOLD CORP.	2020-04-30
ULTRA PETROLEUM CORP.	2020-03-31
VAIL RESORTS, INC.	2020-04-30
WESTPORT FUEL SYSTEMS INC.	2020-03-31

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

	Date du document
ANDREW PELLER LIMITEE	2020-03-31
DIAGNOS INC.	2020-03-31
GESTION DES COMMUNICATIONS DATA CORP.	2019-12-31
MAJOR DRILLING GROUP INTERNATIONAL INC.	2020-04-30
NATIONWIDE II SELF STORAGE AND AUTO WASH TRUST	2019-12-31
NEPTUNE SOLUTIONS BIEN-ETRE INC.	2020-03-31
RAMBLER METALS AND MINING PLC	2019-12-31
SAPUTO INC.	2020-03-31

RAPPORTS ANNUELS

	Date du document
ANDREW PELLER LIMITEE	2020-03-31
DIAGNOS INC.	2020-03-31
GESTION DES COMMUNICATIONS DATA CORP.	2019-12-31
MAJOR DRILLING GROUP INTERNATIONAL INC.	2020-04-30
NEPTUNE SOLUTIONS BIEN-ETRE INC.	2020-03-31
SAPUTO INC.	2020-03-31

CIRCULAIRES EN VUE DE LA SOLLICITATION DE PROCURATION

	Date du document
AUTOMOTIVE FINCO CORP.	

CIRCULAIRES EN VUE DE LA SOLLICITATION DE PROCURATION

	Date du document
AUTOMOTIVE PROPERTIES REAL ESTATE INVESTMENT TRUST	
AYLEN CAPITAL INC.	
BRIQUE BRAMPTON LIMITEE	
CANUC RESOURCES CORPORATION	
CRESCO LABS INC.	
EARTH ALIVE CLEAN TECHNOLOGIES INC.	
FUSE COBALT INC.	
JURA ENERGY CORPORATION	
LXRANDCO, INC.	
MEDICURE INC.	
SAPUTO INC.	
SPACKMAN EQUITIES GROUP INC.	
TECHNOLOGIES PEAK POSITIONING INC. (LES)	
THERAPEUTIQUE KNIGHT INC.	
TREZ CAPITAL SENIOR MORTGAGE INVESTMENT CORPORATION	
TRICON CAPITAL GROUP INC.	
XEBEC ADSORPTION INC.	

NOTICE ANNUELLE

	Date du document
ANDREW PELLER LIMITEE	2020-03-31
GESTION DES COMMUNICATIONS DATA CORP.	2019-12-31
NEPTUNE SOLUTIONS BIEN-ETRE INC.	2020-03-31
SAPUTO INC.	2020-03-31
AVIS SUR L'EMPLOI DU PRODUIT	
NATIONWIDE II SELF STORAGE AND AUTO WASH TRUST	2019-12-31
NATIONWIDE SELF STORAGE TRUST	2019-12-31

ANNEXE 2 DÉCLARATIONS D'INITIÉS (FORMAT ÉLECTRONIQUE - SEDI)

Liste des symboles employés pour les déclarations en format SEDI (Système électronique de déclaration des initiés)

RELATIONS AVEC L'ÉMETTEUR ASSUJETTI	45 : Contrepartie d'un bien	AVIS
1 : Émetteur assujetti ayant acquis ses propres titres	46 : Contrepartie de services	L'information publiée dans cette annexe provient du
2 : Filiale de l'émetteur assujetti	47 : Acquisition ou aliénation par don	Système électronique de déclaration des initiés (SEDI).
3 : Porteur de titres qui détient en propriété véritable ou contrôle plus de 10 % des titres d'un émetteur assujetti (<i>Loi sur les valeurs mobilières</i> du Québec – 10 % d'une catégorie d'actions) comportant le droit de vote ou droit de participer, sans limite, au bénéfice et au partage en cas de liquidation	48 : Acquisition par héritage ou aliénation par legs	Les initiés assujettis doivent déclarer leur emprise ou une modification à leur emprise sur les titres d'un émetteur assujetti dans un délai de cinq jours , sauf dans certains cas précis.
4 : Administrateur d'un émetteur assujetti	Dérivés émis par l'émetteur	
5 : Dirigeant d'un émetteur assujetti	50 : Attribution d'options	
6 : Administrateur ou dirigeant d'un porteur de titres visé en 3	51 : Levée d'options	
7 : Administrateur ou dirigeant d'un initié à l'égard de l'émetteur assujetti ou d'une filiale de l'émetteur assujetti, autre que 4, 5 et 6	52 : Expiration d'options	
8 : Initié présumé – six mois avant de devenir initié	53 : Attribution de bons de souscription	
NATURE DE L'OPÉRATION	54 : Exercice de bons de souscription	
Généralités	55 : Expiration de bons de souscription	
00 : Solde d'ouverture – Déclaration initiale format SEDI	56 : Attribution de droits de souscription	
10 : Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	57 : Exercice de droits de souscription	
11 : Acquisition ou aliénation effectuée privément	58 : Expiration de droits de souscription	
15 : Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	59 : Exercice au comptant	
16 : Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	Dérivés émis par un tiers	
22 : Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, un regroupement ou une acquisition	70 : Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	
30 : Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	71 : Exercice d'un dérivé émis par un tiers	
35 : Dividende en actions	72 : Autre règlement d'un dérivé émis par un tiers	
36 : Conversion ou échange	73 : Expiration d'un dérivé émis par un tiers	
37 : Division ou regroupement d'actions	Divers	
38 : Rachat – annulation	90 : Changements relatifs à la propriété	
40 : Vente à découvert	97 : Autres	
	99 : Correction d'information	
	NATURE DE L'EMPRISE	
	D : Propriété directe	
	I : Propriété indirecte	
	C : Contrôle	
	AUTRES MENTIONS	
	O : Opération originale	
	M : Première modification	
	M' : Deuxième modification	
	M'' : Troisième modification, etc.	
	R : Opération déclarée hors délai (en retard).	

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
01 Communique Laboratory Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Cheung, Andrew	4	O	2020-05-29	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	500 000	0.1200	ON
<i>Bons de souscription</i>								
Cheung, Andrew	4	O	2020-05-29	D	53 - Attribution de bons de souscription	250 000	0.1500	ON
5N Plus Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
5N Plus Inc.	1	O	2020-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	6 800	1.7996	QC
		O	2020-06-02	D	38 - Rachat ou annulation	300	1.7600	QC
		O	2020-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	6 600	1.8505	QC
		O	2020-06-04	D	38 - Rachat ou annulation	6 800	2.0104	QC
		O	2020-06-05	D	38 - Rachat ou annulation	4 300	2.0002	QC
		O	2020-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	(1 400)		QC
		O	2020-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	(6 200)		QC
		O	2020-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	(6 800)		QC
		O	2020-06-04	D	38 - Rachat ou annulation	(300)		QC
		O	2020-06-05	D	38 - Rachat ou annulation	(6 600)		QC
<i>Options</i>								
Perron, Richard	5	O	2020-06-05	D	52 - Expiration d'options	(100 000)		QC
Abitibi Royalties Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Ball, Ian	4, 5							
RRSP	PI	O	2020-06-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	21.4970	QC
Absolute Software Corporation								
<i>Droits Performance Share Unit</i>								
Grace, Mark	5	O	2020-05-29	D	50 - Attribution d'options	184		BC
<i>Droits Restricted Share Unit</i>								
Grace, Mark	5	O	2020-05-29	D	50 - Attribution d'options	353		BC
Accord Financial Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Eddy, Irene	5	O	2020-06-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Hitzig, Simon Jonathan	4	O	2020-06-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	6.4900	ON
		O	2020-06-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 700	6.5000	ON
Jang, James Chadwick	7							
J & L Jang Holdings Ltd.	PI	O	2020-06-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	154	6.3400	ON
Moss, Frederick Alan	2	O	2020-06-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	6.5000	ON
Advantage Oil & Gas Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
McIntosh, Ronald A	4	O	2020-06-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	2.0800	AB
AgJunction Inc. (formerly Hemisphere GPS Inc.)								
<i>Restricted Shares</i>								
Ell, Lori Susan	4	O	2020-05-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	109 756		AB
Aimia Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Mittleman Investment Management, LLC	3							
Mittleman Investment Management, LLC	PI	O	2020-06-08	C	97 - Autre	(21 000)		QC
AIRBOSS OF AMERICA CORP.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Matthews, Mary	4	O	2020-06-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	16.3800	ON
		O	2020-06-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	16.3900	ON
		O	2020-06-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 200	16.4900	ON
<i>Droits - Performance Share Units</i>								
Ientile, Franco	5	O	2020-06-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-06-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 000	16.3000	ON
<i>Options</i>								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
lentile, Franco	5	O	2020-06-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-06-02	D	50 - Attribution d'options	25 000	16.3000	ON
AirlQ Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Vecima Networks Inc.	3	O	2020-06-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(16 000)	0.2200	ON
		O	2020-06-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 000)	0.2200	ON
Akita Drilling Ltd.								
<i>Actions sans droit de vote</i>								
Dease, Colin	5	O	2020-06-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 833	0.3400	AB
Reynolds, Darcy	5	O	2020-06-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 291	0.3400	AB
Algonquin Power & Utilities Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Bronicheski, David John	5	O	2020-05-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(13 500)	19.5079	ON
		O	2020-06-03	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(19 840)	19.5006	ON
Allied Properties Real Estate Investment Trust								
<i>Parts</i>								
Emory, Michael R. Family Members	4, 5 PI	O	2020-06-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	40.3366	ON
AltaGas Ltd.								
<i>Droits Performance Units (PU)</i>								
Amirali, Shaheen	5	O	2020-06-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(1 077)	14.5800	AB
		O	2020-06-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(780)		AB
		O	2020-06-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	357		AB
Bushfield, Corine Renae Knight	5	O	2020-06-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 786		AB
		O	2020-06-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(5 386)	14.5800	AB
		O	2020-06-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(3 900)		AB
Grant, Bradley, Bertram	5	O	2020-06-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 786		AB
		O	2020-06-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(5 386)	14.5800	AB
		O	2020-06-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(3 900)		AB
Altius Minerals Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Altius Minerals Corporation	1	O	2020-05-01	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	8.6900	NF
		O	2020-05-04	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	8.6300	NF
		O	2020-05-05	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	8.8700	NF
		O	2020-05-06	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	8.6700	NF
		O	2020-05-07	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	8.7900	NF
		O	2020-05-08	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	8.9100	NF
		O	2020-05-11	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	8.8300	NF
		O	2020-05-12	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	9.1200	NF
		O	2020-05-13	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	9.2500	NF
		O	2020-05-14	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	9.0100	NF
		O	2020-05-15	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	9.3100	NF
		O	2020-05-19	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	9.6800	NF
		O	2020-05-20	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	9.9500	NF
		O	2020-05-21	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	9.8100	NF
		O	2020-05-22	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	9.8000	NF
		O	2020-05-26	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	10.0000	NF
		O	2020-05-29	D	38 - Rachat ou annulation	(160 000)		NF
Altus Group Limited								
<i>Actions ordinaires</i>								
ORLIK, EDWARD CHARLES	5	O	2020-06-03	D	51 - Exercice d'options	2 344	43.1500	ON
		M	2020-06-03	D	51 - Exercice d'options	2 344	31.5900	ON
		O	2020-06-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 344)	43.1500	ON
<i>Options</i>								
ORLIK, EDWARD CHARLES	5	O	2020-06-03	D	51 - Exercice d'options	(2 344)	31.5900	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
American Hotel Income Properties REIT LP								
<i>Parts</i>								
O'Neill, John Christopher	5	O	2020-06-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 366		BC
<i>Restricted Stock</i>								
O'Neill, John Christopher	5	O	2020-06-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	96 029		BC
		O	2020-06-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 366)		BC
AMP German Cannabis Group Inc. (formerly Chinook Tyee Industry Limited)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Morandi, Claudio	4	O	2020-04-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(35 000)	0.3300	BC
		O	2020-04-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 000)	0.2800	BC
<i>Options</i>								
Feuerstein, Stefan	4, 5	O	2020-06-08	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.5000	BC
Aphria Inc. (formerly, Black Sparrow Capital Corp.)								
<i>Options</i>								
Gedeon, Christelle	5	O	2020-06-01	D	50 - Attribution d'options	50 000		ON
Appili Therapeutics Inc.								
<i>Bons de souscription</i>								
Bloom, Brian Matthew	4, 6							
Bloom Burton Securities Inc.	PI	O	2020-06-10	C	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	280 777		NS
Burton, Jolyon	6							
Bloom Burton Securities Inc.	PI	O	2020-06-10	C	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	280 777		NS
Aritzia Inc.								
<i>Droits Deferred Share Unit</i>								
Bensadoun, Aldo	4	O	2020-06-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 653		BC
Currie, John Edward	4	O	2020-06-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 653		BC
Holmes, Ryan	4	O	2020-06-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 653		BC
Labistour, David Barrie	4	O	2020-06-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 653		BC
Montalbano, John	4	O	2020-06-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 653		BC
Payne, Marni Fox	4	O	2020-06-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 653		BC
Senk, Glen Todd	4	O	2020-06-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 653		BC
Smith, Marcia	4	O	2020-06-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 653		BC
ATCO LTD.								
<i>Actions sans droit de vote Class I</i>								
DeChamplain, Dennis A	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 749	46.3100	AB
		M	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	257	49.5200	AB
Kiefer, Siegfried W.	7, 5	O	2019-12-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 425	45.2600	AB
		M	2019-12-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 426	45.2600	AB
ATS Automation Tooling Systems Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Perrella, Maria	5	O	2020-06-04	D	51 - Exercice d'options	50 000	10.4600	ON
		O	2020-06-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 000)	19.3036	ON
<i>Options</i>								
Perrella, Maria	5	O	2020-06-04	D	51 - Exercice d'options	(50 000)	10.4600	ON
Aurinia Pharmaceuticals Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Leversage, Jill Diane	4	O	2020-06-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	21.2400	BC
<i>Options</i>								
Hagan, Joseph Patrick	4	O	2020-06-02	D	50 - Attribution d'options	30 000	21.4100	BC
Hayden, Michael Reuben	4	O	2020-06-02	D	50 - Attribution d'options	30 000	21.4100	BC
Leversage, Jill Diane	4	O	2020-06-02	D	50 - Attribution d'options	30 000	21.4100	BC
MacKay-Dunn, R. Hector	4	O	2020-06-02	D	50 - Attribution d'options	30 000		BC
Aurora Cannabis Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Booth, Terry	4							

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Lola Ventures Inc.	PI	O	2020-06-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(39 750)	19.0470	AB
		M	2020-06-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(39 750)	19.0470	AB
Dyck, Jason Ronald Bradley	4	O	2019-12-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 792)	36.1560	AB
<i>Droits Deferred Share Units</i>								
Szweras, Adam Kelley	4	O	2020-05-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	681		AB
<i>Options</i>								
Szweras, Adam Kelley	4	O	2020-05-31	D	50 - Attribution d'options	2 131		AB
		M	2020-05-31	D	50 - Attribution d'options	2 131		AB
B2Gold Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Reichert, Randy	5	O	2020-06-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	28 653		BC
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(28 653)	6.7900	BC
<i>Droits (RSU)</i>								
Reichert, Randy	5	O	2020-06-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(28 653)	7.0500	BC
Ballard Power Systems Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
COLBOW, KEVIN MICHAEL	5	O	2020-06-09	D	51 - Exercice d'options	40 000	3.7300	BC
		O	2020-06-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(40 000)	16.2300	BC
HILLIER, KERRY BRENT	5	O	2020-06-09	D	51 - Exercice d'options	6 667	2.6700	BC
		O	2020-06-09	D	51 - Exercice d'options	3 000	4.8200	BC
		O	2020-06-09	D	51 - Exercice d'options	3 000	4.0800	BC
Murray, Jay Francis	5	O	2020-06-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(12 667)	16.5700	BC
		O	2020-06-09	D	51 - Exercice d'options	6 667	4.8200	BC
		O	2020-06-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 667)	16.5000	BC
<i>Options</i>								
COLBOW, KEVIN MICHAEL	5	O	2020-06-09	D	51 - Exercice d'options	(40 000)	3.7300	BC
HILLIER, KERRY BRENT	5	O	2020-06-09	D	51 - Exercice d'options	(6 667)	2.6700	BC
		O	2020-06-09	D	51 - Exercice d'options	(3 000)	4.8200	BC
		O	2020-06-09	D	51 - Exercice d'options	(3 000)	4.0800	BC
Murray, Jay Francis	5	O	2020-06-09	D	51 - Exercice d'options	(6 667)	4.8200	BC
Banque de Montréal								
<i>Actions ordinaires</i>								
Cope, George	4	O	2020-06-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 300	76.8500	QC
		O	2020-06-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	76.8050	QC
		O	2020-06-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 900	76.8000	QC
		O	2020-06-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	76.7850	QC
		O	2020-06-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 900	76.7800	QC
		O	2020-06-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	76.7700	QC
		O	2020-06-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	76.7550	QC
		O	2020-06-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	76.7500	QC
		O	2020-06-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 300	76.7450	QC
		O	2020-06-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	76.7400	QC
		O	2020-06-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	76.7350	QC
BANQUE LAURENTIENNE DU CANADA								
<i>Unités d'actions différées</i>								
Bastarache, Lise	4	O	2020-06-01	D	35 - Dividende en actions	187	30.1575	QC
		O	2020-06-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	455	30.1910	QC
Baxendale, Sonia	4	O	2020-06-01	D	35 - Dividende en actions	193	30.1575	QC
		O	2020-06-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	828	30.1910	QC
Bolger, Andrea Elaine	4	O	2020-06-01	D	35 - Dividende en actions	30	30.1575	QC
		O	2020-06-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	736	30.1910	QC
Boychuk, Michael T.	4	O	2020-06-01	D	35 - Dividende en actions	295	30.1575	QC
		O	2020-06-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	828	30.1910	QC
Morris, David Dyson	4	O	2020-06-01	D	35 - Dividende en actions	123	30.1575	QC
		O	2020-06-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	714	30.1910	QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Mowat, David Lawrence	4	O	2020-06-01	D	35 - Dividende en actions	22	30.1575	QC
		O	2020-06-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	455	30.1910	QC
Mueller, Mike	4	O	2020-06-01	D	35 - Dividende en actions	181	30.1575	QC
		O	2020-06-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 319	30.1910	QC
Savoy, Michelle Renee	4	O	2020-06-01	D	35 - Dividende en actions	220	30.1575	QC
		O	2020-06-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	631	30.1910	QC
Wolburgh Jenah, Susan	4	O	2020-06-01	D	35 - Dividende en actions	243	30.1575	QC
		O	2020-06-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	745	30.1910	QC
Zelenczuk, Nicholas	4	O	2020-05-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-06-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	438	30.1910	QC
Banque Nationale du Canada								
<i>Actions ordinaires</i>								
Levesque, Julie	5	O	2020-06-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Birchcliff Energy Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Surbey, James William	4							
HSBC Securities (Canada) Inc.	PI	O	2020-06-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 200	1.3800	AB
		O	2020-06-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	450	1.3800	AB
BlackBerry Limited (formerly Research In Motion Limited)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Fairfax Financial Holdings Limited	3							
RiverStone Insurance UK	PI	O	2013-11-13	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-06-08	I	90 - Changements relatifs à la propriété	906 844	5.7900USD	ON
TIG Insurance (Barbados) Limited	PI	O	2020-06-08	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(906 844)	5.7900USD	ON
Borex inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Kernaghan, Edward Hume	4							
Kernwood Limited	PI	O	2020-05-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	28.8800	QC
		O	2020-05-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	28.8600	QC
		O	2020-05-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	28.8400	QC
		O	2020-05-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	28.8200	QC
		O	2020-05-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	28.8000	QC
		O	2020-05-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	28.7600	QC
		O	2020-05-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	28.7500	QC
		O	2020-05-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	28.7400	QC
		O	2020-05-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	28.7200	QC
		O	2020-05-29	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 900)	28.6500	QC
		O	2020-06-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	28.7500	QC
		O	2020-06-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 200)	27.8400	QC
		O	2020-06-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	28.5000	QC
		O	2020-06-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	28.5600	QC
		O	2020-06-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 700)	28.5800	QC
		O	2020-06-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	28.5900	QC
		O	2020-06-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	28.6000	QC
		O	2020-06-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	28.6150	QC
		O	2020-06-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	28.7500	QC
		O	2020-06-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 200)	28.8000	QC
		O	2020-06-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	28.8100	QC
		O	2020-06-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	28.8250	QC
		O	2020-06-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	28.8500	QC
		O	2020-06-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 800)	29.0500	QC
		O	2020-06-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	29.0700	QC
		O	2020-06-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	29.0900	QC
		O	2020-06-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	29.1050	QC
		O	2020-06-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 300)	29.1100	QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale	
Titre Initié Porteur inscrit		O	2020-06-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	29.2500	QC	
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 700)	29.2500	QC	
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	29.1600	QC	
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 600)	29.1500	QC	
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	29.0750	QC	
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	29.0700	QC	
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	29.0600	QC	
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	29.0500	QC	
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 800)	29.0400	QC	
		O	2020-06-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	29.2500	QC	
		O	2020-06-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	29.1500	QC	
		O	2020-06-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	29.1400	QC	
		O	2020-06-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 800)	29.1000	QC	
	<i>Options Options d'achat d'actions ordinaires</i>								
	Arsenault, Marie-Josée	5	O	2020-05-05	D	50 - Attribution d'options	1 448	9.6700	QC
		M	2020-05-05	D	50 - Attribution d'options	1 828	27.2600	QC	
		M'	2020-05-14	D	50 - Attribution d'options	1 795	29.4100	QC	
Cusson, Julie	5	O	2020-05-05	D	50 - Attribution d'options	1 551	9.6700	QC	
		M	2020-05-05	D	50 - Attribution d'options	1 958	27.2600	QC	
		M'	2020-05-14	D	50 - Attribution d'options	1 923	29.4100	QC	
D'Aoust, Guy	5	O	2020-05-05	D	50 - Attribution d'options	1 965	9.6700	QC	
		M	2020-05-05	D	50 - Attribution d'options	2 480	27.2600	QC	
		M'	2020-05-14	D	50 - Attribution d'options	2 436	29.4100	QC	
Decostre, Patrick	7, 5	O	2020-05-05	D	50 - Attribution d'options	5 584	9.6700	QC	
		M	2020-05-05	D	50 - Attribution d'options	7 050	27.2600	QC	
		M'	2020-05-14	D	50 - Attribution d'options	6 923	29.4100	QC	
		M''	2020-05-14	D	50 - Attribution d'options	6 923	29.4100	QC	
Girardin, Hugues	5	O	2020-05-05	D	50 - Attribution d'options	2 689	9.6700	QC	
		M	2020-05-05	D	50 - Attribution d'options	3 394	27.2600	QC	
		M'	2020-05-14	D	50 - Attribution d'options	3 333	29.4100	QC	
Guilmette, Bruno	5	O	2020-05-05	D	50 - Attribution d'options	4 240	9.6700	QC	
		M	2020-05-05	D	50 - Attribution d'options	5 352	27.2600	QC	
		M'	2020-05-05	D	50 - Attribution d'options	5 256	29.4100	QC	
		M''	2020-05-14	D	50 - Attribution d'options	5 256	29.4100	QC	
Hurtubise, Pascal	5	O	2020-05-05	D	50 - Attribution d'options	3 206	9.6700	QC	
		M	2020-05-05	D	50 - Attribution d'options	4 047	27.2600	QC	
		M'	2020-05-14	D	50 - Attribution d'options	3 974	29.4100	QC	
Lemaire, Patrick	4, 7, 5	O	2020-05-05	D	50 - Attribution d'options	9 824	9.6700	QC	
		M	2020-05-05	D	50 - Attribution d'options	12 402	27.2600	QC	
		M'	2020-05-14	D	50 - Attribution d'options	12 179	29.4100	QC	
Wolff, Nicolas	5	O	2020-05-05	D	50 - Attribution d'options	3 772	9.6700	QC	
		M	2020-05-05	D	50 - Attribution d'options	4 762	27.2600	QC	
		M'	2020-05-14	D	50 - Attribution d'options	4 677	29.4100	QC	
<i>Unités d'action liées au rendement / Performance share units</i>									
Arsenault, Marie-Josée	5	O	2020-05-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 687	27.2600	QC	
		M	2020-05-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 564	29.4100	QC	
Cusson, Julie	5	O	2020-05-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 798	27.2600	QC	
		M	2020-05-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 666	29.4100	QC	
		M'	2020-05-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 666	29.4100	QC	
D'Aoust, Guy	5	O	2020-05-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 027	27.2600	QC	
		M	2020-05-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	952	29.4100	QC	
Decostre, Patrick	7, 5	O	2020-05-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 282	27.2600	QC	
		M	2020-05-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 896	29.4100	QC	
Girardin, Hugues	5	O	2020-05-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 265	27.2600	QC	
		M	2020-05-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 026	29.4100	QC	

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Guilmette, Bruno	5	O	2020-05-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 109	27.2600	QC
		M	2020-05-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 808	29.4100	QC
Hurtubise, Pascal	5	O	2020-05-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 595	27.2600	QC
		M	2020-05-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 332	29.4100	QC
Lemaire, Patrick	4, 7, 5	O	2020-05-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 492	27.2600	QC
		M	2020-05-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 725	29.4100	QC
Wolff, Nicolas	5	O	2020-05-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 290	27.2600	QC
		M	2020-05-14	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 049	29.4100	QC
Brompton Split Banc Corp.								
Class A Shares								
Caranci, Mark A.	4, 5							
Eric Caranci	PI	O	2020-06-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50	8.2500	ON
Brookfield Asset Management Inc.								
Actions ordinaires Class A Limited Voting								
Brookfield Asset Management Inc.	1	O	2020-05-08	D	38 - Rachat ou annulation	37 500	33.3848USD	ON
		O	2020-05-08	D	38 - Rachat ou annulation	(37 500)		ON
		O	2020-05-11	D	38 - Rachat ou annulation	37 500	33.3633USD	ON
		O	2020-05-11	D	38 - Rachat ou annulation	(37 500)		ON
		O	2020-05-12	D	38 - Rachat ou annulation	37 500	33.5236USD	ON
		O	2020-05-12	D	38 - Rachat ou annulation	(37 500)		ON
		O	2020-05-13	D	38 - Rachat ou annulation	37 500	31.7143USD	ON
		O	2020-05-13	D	38 - Rachat ou annulation	(37 500)		ON
		O	2020-05-14	D	38 - Rachat ou annulation	51 318	30.1501USD	ON
		O	2020-05-14	D	38 - Rachat ou annulation	(51 318)		ON
		O	2020-05-15	D	38 - Rachat ou annulation	6 400	42.2623	ON
		O	2020-05-15	D	38 - Rachat ou annulation	(6 400)		ON
		O	2020-05-15	D	38 - Rachat ou annulation	9 600	29.9643USD	ON
		O	2020-05-15	D	38 - Rachat ou annulation	(9 600)		ON
		O	2020-05-19	D	38 - Rachat ou annulation	6 400	42.1100	ON
		O	2020-05-19	D	38 - Rachat ou annulation	(6 400)		ON
		O	2020-05-19	D	38 - Rachat ou annulation	9 600	30.3305USD	ON
		O	2020-05-19	D	38 - Rachat ou annulation	(9 600)		ON
		O	2020-05-20	D	38 - Rachat ou annulation	6 400	41.4142	ON
		O	2020-05-20	D	38 - Rachat ou annulation	(6 400)		ON
		O	2020-05-20	D	38 - Rachat ou annulation	9 600	29.8155USD	ON
		O	2020-05-20	D	38 - Rachat ou annulation	(9 600)		ON
		O	2020-05-21	D	38 - Rachat ou annulation	6 400	42.0928	ON
		O	2020-05-21	D	38 - Rachat ou annulation	(6 400)		ON
		O	2020-05-21	D	38 - Rachat ou annulation	9 600	30.2095USD	ON
		O	2020-05-21	D	38 - Rachat ou annulation	(9 600)		ON
		O	2020-05-22	D	38 - Rachat ou annulation	6 400	42.2155	ON
		O	2020-05-22	D	38 - Rachat ou annulation	(6 400)		ON
		O	2020-05-22	D	38 - Rachat ou annulation	9 600	30.1063USD	ON
		O	2020-05-22	D	38 - Rachat ou annulation	(9 600)		ON
		O	2020-05-25	D	38 - Rachat ou annulation	16 000	43.5034	ON
		O	2020-05-25	D	38 - Rachat ou annulation	(16 000)		ON
		O	2020-05-26	D	38 - Rachat ou annulation	6 400	44.0833	ON
		O	2020-05-26	D	38 - Rachat ou annulation	(6 400)		ON
		O	2020-05-26	D	38 - Rachat ou annulation	9 600	31.9372USD	ON
		O	2020-05-26	D	38 - Rachat ou annulation	(9 600)		ON
		O	2020-05-27	D	38 - Rachat ou annulation	6 400	44.0259	ON
		O	2020-05-27	D	38 - Rachat ou annulation	(6 400)		ON
		O	2020-05-27	D	38 - Rachat ou annulation	9 600	31.9365USD	ON
		O	2020-05-27	D	38 - Rachat ou annulation	(9 600)		ON
		O	2020-05-28	D	38 - Rachat ou annulation	6 400	44.0263	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit		O	2020-05-28	D	38 - Rachat ou annulation	(6 400)		ON
		O	2020-05-28	D	38 - Rachat ou annulation	9 600	31.9843USD	ON
		O	2020-05-28	D	38 - Rachat ou annulation	(9 600)		ON
		O	2020-05-29	D	38 - Rachat ou annulation	6 400	43.4420	ON
		O	2020-05-29	D	38 - Rachat ou annulation	(6 400)		ON
		O	2020-05-29	D	38 - Rachat ou annulation	9 600	31.4841USD	ON
		O	2020-05-29	D	38 - Rachat ou annulation	(9 600)		ON
		O	2020-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	6 400	43.4077	ON
		O	2020-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	(6 400)		ON
		O	2020-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	9 600	31.9424USD	ON
		O	2020-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	(9 600)		ON
		O	2020-06-02	D	38 - Rachat ou annulation	6 400	43.8978	ON
		O	2020-06-02	D	38 - Rachat ou annulation	(6 400)		ON
		O	2020-06-02	D	38 - Rachat ou annulation	9 600	32.4893USD	ON
		O	2020-06-02	D	38 - Rachat ou annulation	(9 600)		ON
Noble, Craig	5	O	2020-05-28	D	57 - Exercice de droits de souscription	7 506		ON
		O	2020-05-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(7 506)	29.9100USD	ON
<i>Restricted Shares</i>								
Noble, Craig	5	O	2020-04-01	D	35 - Dividende en actions	25 090		ON
		M	2020-04-01	D	35 - Dividende en actions	25 110		ON
		O	2020-05-28	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 506)		ON
Brookfield Business Partners L.P.								
<i>Parts de société en commandite</i>								
Brookfield Business Partners L.P.	1	O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	31.8000	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	31.8000	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	31.8900	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	31.8900	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	200	31.9200	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	31.9200	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	200	31.9300	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	31.9300	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	300	31.9900	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(300)	31.9900	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	200	32.0000	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	32.0000	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	32.0500	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	32.0500	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	200	32.0600	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	32.0600	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	200	32.0900	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	32.0900	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	32.1000	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	32.1000	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	500	32.1300	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	32.1300	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	32.1800	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	32.1800	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	200	32.1900	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	32.2200	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	32.1900	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	32.2200	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	32.2400	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	32.2400	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	32.2500	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	32.2500	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	32.3400	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	32.3400	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	200	32.3900	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	32.3900	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	32.4000	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	32.4000	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	32.4300	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	32.4300	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	200	32.4400	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	32.4400	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	32.4500	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	32.4500	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	200	32.5200	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	32.5200	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	32.5600	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	32.5600	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	400	32.7300	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(400)	32.7300	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	32.7700	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	32.7700	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	32.8300	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	32.8300	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	300	33.0000	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(300)	33.0000	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	300	33.0100	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(300)	33.0100	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	33.0300	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	33.0300	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	33.1000	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	33.1000	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	33.2200	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	33.2200	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	33.3000	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	33.3000	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	300	33.3200	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(300)	33.3200	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	33.3300	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	33.3300	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	33.3400	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	33.3400	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	33.4000	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	33.4000	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	33.5000	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	33.5000	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	33.5600	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	33.5600	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	33.5600	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	33.5600	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	33.6500	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	33.6500	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	33.6800	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	33.6800	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	33.7000	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	33.7000	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	33.7300	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	33.7300	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	200	33.7400	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit								
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	33.7400	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	33.7600	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	33.7600	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	33.7700	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	33.7700	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	300	33.8400	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(300)	33.8400	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	200	33.8500	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	33.8500	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	34.0400	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	34.0400	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	34.2200	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	34.2200	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	200	34.2300	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	34.2300	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	34.2400	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	34.2400	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	34.2800	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	34.2800	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	34.3200	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	34.3200	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	200	34.4100	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	34.4100	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	200	34.5900	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	34.5900	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	200	33.5300	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	33.5300	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	100	33.5400	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	33.5400	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	300	34.0800	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(300)	34.0800	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	300	34.9800	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(300)	34.9800	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	800	35.0000	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(800)	35.0000	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	900	35.0100	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(900)	35.0100	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	300	35.0900	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(300)	35.0900	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	800	35.1000	ON
		O	2020-04-03	D	38 - Rachat ou annulation	(800)	35.1000	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	35.1100	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	(1 300)	35.1100	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	400	35.1500	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	(400)	35.1500	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	35.1600	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	35.1600	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	200	35.2100	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	35.2100	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	35.2500	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	35.2500	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	400	35.4900	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	(400)	35.4900	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	200	35.6200	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	35.6200	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	700	35.8200	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	(700)	35.8200	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	36.1000	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	36.1000	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	700	36.1900	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	(700)	36.1900	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	36.2100	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	36.2100	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	600	36.3000	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	(600)	36.3000	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	300	36.3100	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	(300)	36.3100	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	36.3300	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	36.3300	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	300	36.3700	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	(300)	36.3700	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	400	36.3800	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	(400)	36.3800	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	36.3900	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)	36.3900	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	300	36.4100	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	(300)	36.4100	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	36.4600	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	36.4600	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	800	36.4900	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	(800)	36.4900	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	600	36.5700	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	(600)	36.5700	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	36.5800	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	36.5800	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	36.7400	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	(1 300)	36.7400	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	400	36.7500	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	(400)	36.7500	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	36.7800	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	36.7800	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	36.7900	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	36.7900	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	500	36.8700	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	36.8700	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	36.9100	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	36.9100	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	36.9600	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	36.9600	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	37.0000	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	37.0000	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	37.0300	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	37.0300	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	500	37.0600	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	37.0600	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	600	37.2200	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	(600)	37.2200	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	37.2300	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	(1 400)	37.2300	ON
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	100	37.6000	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2020-04-06	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	37.6000	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	36.1600	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	36.1600	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	36.4900	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	36.4900	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	200	36.5000	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	36.5000	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	200	36.6300	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	36.6300	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	200	36.6800	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	36.6800	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	36.6900	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	36.6900	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	36.7900	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	36.7900	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	300	36.9200	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	(300)	36.9200	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	36.9800	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	36.9800	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	37.0000	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	37.0000	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	300	37.0700	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	(300)	37.0700	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	200	37.1300	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	37.1300	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	300	37.1600	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	(300)	37.1600	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	37.2800	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	37.2800	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	37.3500	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	37.3500	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	37.4400	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	37.4400	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	37.4500	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	37.4500	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	200	37.4900	ON
		M	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	200	37.4900	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	37.4900	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	500	37.5000	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	37.5000	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	37.5700	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	37.5700	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	37.6100	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	37.6100	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	37.6500	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	37.6500	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	600	37.6600	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	(600)	37.6600	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	300	37.6800	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	(300)	37.6800	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	37.7400	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	37.7400	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	100	37.7600	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	37.7600	ON
		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	500	37.7800	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit		O	2020-04-07	D	38 - Rachat ou annulation	(500)	37.7800	ON
		O	2020-04-08	D	38 - Rachat ou annulation	200	37.2400	ON
		O	2020-04-08	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	37.2400	ON
		O	2020-04-08	D	38 - Rachat ou annulation	200	37.3000	ON
		O	2020-04-08	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	37.3000	ON
		O	2020-04-08	D	38 - Rachat ou annulation	100	37.4200	ON
		O	2020-04-08	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	37.4200	ON
		O	2020-04-08	D	38 - Rachat ou annulation	100	37.4800	ON
		O	2020-04-08	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	37.4800	ON
		O	2020-04-08	D	38 - Rachat ou annulation	300	37.5400	ON
		O	2020-04-08	D	38 - Rachat ou annulation	(300)	37.5400	ON
		O	2020-04-08	D	38 - Rachat ou annulation	200	37.5500	ON
		O	2020-04-08	D	38 - Rachat ou annulation	(200)	37.5500	ON
		O	2020-04-08	D	38 - Rachat ou annulation	300	37.6000	ON
		O	2020-04-08	D	38 - Rachat ou annulation	(300)	37.6000	ON
		O	2020-04-08	D	38 - Rachat ou annulation	100	37.6400	ON
		O	2020-04-08	D	38 - Rachat ou annulation	(100)	37.6400	ON
	O	2020-04-08	D	38 - Rachat ou annulation	300	37.6700	ON	
	O	2020-04-08	D	38 - Rachat ou annulation	(300)	37.6700	ON	
Lacey, John Stewart	4	O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	36.1226USD	ON
Brookfield Infrastructure Corporation								
<i>Actions à droit de vote subalterne Class A Exchangeable</i>								
Vasudeva, Rajeev	4	O	2020-03-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-06-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	43.6500USD	ON
Brookfield Investments Corporation (Formerly Brascade Corporation)								
<i>Actions privilégiées Class 2 Junior, Series B</i>								
Brookfield Asset Management Inc.	3							
Brookfield Holdings Canada Inc.	PI	O	1995-01-03	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-05-29	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	6 795 460		ON
		O	2020-05-29	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(6 795 460)		ON
Brookfield Renewable Power Inc.	PI	O	1995-01-03	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-05-29	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	6 795 460		ON
		O	2020-05-29	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(6 795 460)		ON
Brookfield US Holdings Inc.	PI	O	1995-01-03	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-05-29	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	6 795 460		ON
<i>Actions privilégiées Class 2 Junior, Series C</i>								
Brookfield Asset Management Inc.	3							
Brookfield Holdings Canada Inc.	PI	O	1995-01-03	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-05-29	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	11 725 561		ON
		O	2020-05-29	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(11 725 561)		ON
Brookfield Renewable Power Inc.	PI	O	2020-05-29	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(11 725 561)		ON
Brookfield US Holdings Inc.	PI	O	1995-01-03	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-05-29	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	11 725 561		ON
Brookfield Renewable Partners L.P.								
<i>Parts de société en commandite</i>								
Brookfield Renewable Power Inc.	3							
Brookfield Holdings (Alberta) Limited	PI	O	2020-06-03	I	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	(5 600 000)	48.8500USD	ON
Brookfield Investments Corporation	PI	O	2020-06-03	I	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	(4 636 000)	48.8500USD	ON
BRP Inc.								
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
Scullion, Sandy	5	O	2020-06-08	D	51 - Exercice d'options	4 700	26.3000	QC
		O	2020-06-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 700)	55.0000	QC
		O	2020-06-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 600	20.3300	QC
		O	2020-06-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(12 600)	55.0000	QC
<i>Options</i>								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Scullion, Sandy	5	O	2020-06-08	D	51 - Exercice d'options	(4 700)	26.3000	QC
		O	2020-06-08	D	51 - Exercice d'options	(12 600)	20.3300	QC
BSR Real Estate Investment Trust								
<i>Class B Units of LLC</i>								
Bailey, John Stanley	4, 5, 3							
J&P Unit Holding, LLC	PI	O	2020-04-29	C	90 - Changements relatifs à la propriété	6 155		ON
The John S. Bailey Trust	PI	O	2020-05-29	C	90 - Changements relatifs à la propriété	(6 155)		ON
J&P Unit Holding, LLC	3	O	2020-05-29	D	90 - Changements relatifs à la propriété	6 155		ON
CAE Inc.								
<i>Options Employee Stock Option Plan</i>								
Arnovitz, Andrew	5	O	2020-06-02	D	50 - Attribution d'options	54 600	20.5700	QC
Branco, Sonya	5	O	2020-06-02	D	50 - Attribution d'options	141 200	20.5700	QC
Gagnon, Hélène Violaine	5	O	2020-06-02	D	50 - Attribution d'options	49 900	20.5700	QC
Grenier, Pascal	5	O	2020-06-02	D	50 - Attribution d'options	62 000	20.5700	QC
Hounsell, Mark	5	O	2020-06-02	D	50 - Attribution d'options	68 300	20.5700	QC
Leontidis, Nick	5	O	2020-06-02	D	50 - Attribution d'options	144 200	20.5700	QC
Parent, Marc	4, 5	O	2020-06-02	D	50 - Attribution d'options	482 300	20.5700	QC
Probert, Todd	5	O	2020-06-02	D	50 - Attribution d'options	143 000	20.5700	QC
Rangenathan, Rekha	5	O	2020-06-02	D	50 - Attribution d'options	66 000	20.5700	QC
Sharkey, Dan	5	O	2020-06-02	D	50 - Attribution d'options	55 200	20.5700	QC
Wood, Heidi	5	O	2020-04-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-06-02	D	50 - Attribution d'options	103 700	20.5700	QC
<i>Performance Share Units (PSU)</i>								
Arnovitz, Andrew	5	O	2020-06-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 610	20.5700	QC
Branco, Sonya	5	O	2020-06-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	11 920	20.5700	QC
Gagnon, Hélène Violaine	5	O	2020-06-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 210	20.5700	QC
Grenier, Pascal	5	O	2020-06-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 230	20.5700	QC
Hounsell, Mark	5	O	2020-06-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 760	20.5700	QC
Leontidis, Nick	5	O	2020-06-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 170	20.5700	QC
Parent, Marc	4, 5	O	2020-06-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	40 700	20.5700	QC
Probert, Todd	5	O	2020-01-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-06-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 070	20.5700	QC
Rangenathan, Rekha	5	O	2020-06-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 570	20.5700	QC
Sharkey, Dan	5	O	2020-06-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 660	20.5700	QC
Wood, Heidi	5	O	2020-04-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-06-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 760	20.5700	QC
<i>Restricted Share Units-time vested</i>								
Arnovitz, Andrew	5	O	2020-06-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 610	20.5700	QC
Branco, Sonya	5	O	2020-06-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	11 920	20.5700	QC
Gagnon, Hélène Violaine	5	O	2020-06-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 210	20.5700	QC
Grenier, Pascal	5	O	2020-06-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 230	20.5700	QC
Hounsell, Mark	5	O	2020-06-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 760	20.5700	QC
Leontidis, Nick	5	O	2020-06-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 170	20.5700	QC
Parent, Marc	4, 5	O	2020-06-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	40 700	20.5700	QC
Probert, Todd	5	O	2020-06-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 070	20.5700	QC
Rangenathan, Rekha	5	O	2020-06-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 570	20.5700	QC
Sharkey, Dan	5	O	2020-06-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 660	20.5700	QC
Wood, Heidi	5	O	2020-04-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-06-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 760	20.5700	QC
Calian Group Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Gauthier, Jacqueline	5	O	2020-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	64	51.1900	ON
Canaccord Genuity Group Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Barlow, Jeffrey Griffin	7							

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
First Republic Securities	PI	O	2020-06-03	I	57 - Exercice de droits de souscription	208 244		BC
		O	2020-06-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(62 091)	5.1000	BC
Bralver, Charles Norman	4							
Charles N. Bralver IRA	PI	O	2019-06-12	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	4.2200	BC
Burke, Patrick	7							
Canaccord Genuity Corp.	PI	O	2020-06-04	I	90 - Changements relatifs à la propriété	37		BC
HSBC InvestDirect	PI	O	2020-06-03	I	57 - Exercice de droits de souscription	16 100		BC
		O	2020-06-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 755)	5.1000	BC
		O	2020-06-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300 000)	5.1000	BC
		M	2020-06-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300 013)	5.1000	BC
		O	2020-06-04	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(37)		BC
Daviau, Daniel Joseph	7							
Canaccord Genuity Corp.	PI	O	2020-06-03	I	57 - Exercice de droits de souscription	34 860		BC
Esfandi, David	7							
HSBC InvestDirect	PI	O	2020-06-03	I	57 - Exercice de droits de souscription	34 345		BC
		O	2020-06-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(16 399)	5.1000	BC
Freeman, Marcus Geoffrey John	7							
Shareworks	PI	O	2014-03-07	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2020-06-03	I	57 - Exercice de droits de souscription	339 928	339928.0000	BC
		O	2020-06-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(162 300)	5.1000	BC
Kassie, David Jonathan	4							
Canaccord Genuity Corp.	PI	O	2020-06-03	I	57 - Exercice de droits de souscription	36 400		BC
MacFayden, Donald Duncan	7							
Canaccord Capital Corporation	PI	O	2020-06-03	I	57 - Exercice de droits de souscription	18 567		BC
		O	2020-06-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 092)	5.1000	BC
MacLachlan, Martin Lachlan	5							
Raymond James	PI	O	2020-06-03	I	57 - Exercice de droits de souscription	1 812		BC
		O	2020-06-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(986)	5.1000	BC
Pelosi, Adrian John Ugo	7							
Qtrade Investor	PI	O	2020-06-03	I	57 - Exercice de droits de souscription	3 944		BC
Raftus, Stuart	7							
Canaccord Genuity Corp.	PI	O	2020-06-03	I	57 - Exercice de droits de souscription	21 152		BC
Russell, Nicholas Brian	7							
HSBC InvestDirect	PI	O	2020-06-03	I	57 - Exercice de droits de souscription	12 182		BC
		O	2020-06-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 818)	5.1000	BC
Viles, Andrew Foster	5							
HSBC InvestDirect	PI	O	2020-06-03	I	57 - Exercice de droits de souscription	36 780		BC
		O	2020-06-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(11 267)	5.1000	BC
Whaling, Mark Driscoll	7							
Merrill	PI	O	2020-06-03	I	57 - Exercice de droits de souscription	48 510		BC
		O	2020-06-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 688)	5.1000	BC
<i>Droits Performance Share Units (PSUs)</i>								
Barlow, Jeffrey Griffin	7	O	2020-06-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	293 666	3.9071	BC
Burke, Patrick	7	O	2020-06-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	179 161	3.9071	BC
Daviau, Daniel Joseph	7	O	2020-06-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	752 681	3.9071	BC
Esfandi, David	7	O	2020-06-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	189 146	3.9071	BC
Freeman, Marcus Geoffrey John	7	O	2020-06-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	70 756	3.9071	BC
Kassie, David Jonathan	4	O	2020-06-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	341 839	3.9071	BC
MacFayden, Donald Duncan	7	O	2020-06-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	95 979	3.0971	BC
Raftus, Stuart	7	O	2020-06-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	291 777	3.9071	BC
Russell, Nicholas Brian	7	O	2017-06-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2020-06-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	75 745	3.9071	BC
Viles, Andrew Foster	5	O	2019-02-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2020-06-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	80 013	3.9071	BC
Whaling, Mark Driscoll	7	O	2020-06-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	170 241	3.9071	BC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Droits Restricted Share Units								
Barlow, Jeffrey Griffin	7	O	2020-06-03	D	57 - Exercice de droits de souscription	(208 244)		BC
Burke, Patrick	7	O	2020-06-03	D	57 - Exercice de droits de souscription	(16 100)		BC
Daviau, Daniel Joseph	7	O	2020-06-03	D	57 - Exercice de droits de souscription	(34 860)		BC
Esfandi, David	7	O	2020-06-03	D	57 - Exercice de droits de souscription	(34 345)		BC
Freeman, Marcus Geoffrey John	7	O	2019-06-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	16 187	5.0400	BC
		O	2020-06-03	D	57 - Exercice de droits de souscription	(339 928)		BC
Kassie, David Jonathan	4	O	2020-06-03	D	57 - Exercice de droits de souscription	(36 400)		BC
MacFayden, Donald Duncan	7	O	2020-06-03	D	57 - Exercice de droits de souscription	(18 567)		BC
MacLachlan, Martin Lachlan	5	O	2020-06-03	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 812)		BC
Pelosi, Adrian John Ugo	7	O	2020-06-03	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 944)		BC
Raftus, Stuart	7	O	2020-06-03	D	57 - Exercice de droits de souscription	(21 152)		BC
Russell, Nicholas Brian	7	O	2020-06-03	D	57 - Exercice de droits de souscription	(12 182)		BC
Viles, Andrew Foster	5	O	2020-06-03	D	57 - Exercice de droits de souscription	(36 780)		BC
Whaling, Mark Driscoll	7	O	2020-06-03	D	57 - Exercice de droits de souscription	(48 510)		BC
Canada Goose Holdings Inc.								
Actions à droit de vote subalterne								
Baker, Carrie	5	O	2020-06-05	D	51 - Exercice d'options	16 084	0.0190	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(16 084)	35.0000	ON
Options								
Baker, Carrie	5	O	2020-06-05	D	51 - Exercice d'options	(16 084)	0.0190	ON
Canadian Natural Resources Limited								
Actions ordinaires								
Laing, Ronald Keith Solum	5 PI	O	2020-06-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 447)	26.4800	AB
Canadian Utilities Limited								
Actions sans droit de vote Class A								
DeChamplain, Dennis A	7	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 088	37.1300	AB
		M	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	316	39.2900	AB
Kiefer, Siegfried W.	7, 5	O	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	129	39.0600	AB
		M	2019-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	130	39.0600	AB
Canadian Western Bank								
Actions ordinaires								
Graham, Carolyn Joan Canadian Western Trust Company	5 PI	O	2020-06-08	D I	90 - Changements relatifs à la propriété	(1 010)	27.1800	AB
		O	2020-06-08	I	90 - Changements relatifs à la propriété	1 010	27.1800	AB
Cardinal Energy Ltd.								
Déventures								
Brussa, John Albert	4	O	2020-06-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 260.00	53.0000	AB
		O	2020-06-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 320.00	57.0000	AB
Cargojet Inc.								
Common Voting Shares								
Dhillon, Pauline	5	O	2019-12-31	D	36 - Conversion ou échange	1 705	58.6500	ON
Déventures convertibles								
Dhillon, Pauline	5	O	2018-03-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2019-12-31	D	36 - Conversion ou échange	(\$ 100 000.00)	58.6500	ON
Cascades inc.								
Actions ordinaires								
Hall, Robert F.	5	O	2020-06-04	D	51 - Exercice d'options	30 473	6.2600	QC
		O	2020-06-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(30 473)	14.1400	QC
Hogg, Allan	5	O	2020-06-03	D	51 - Exercice d'options	100	4.4600	QC
		O	2020-06-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	14.2500	QC
		O	2020-06-04	D	51 - Exercice d'options	31 694	4.4600	QC
		O	2020-06-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(31 694)	14.2500	QC
Lemaire, Laurent	3	O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	625	14.2100	QC
Gestion Laurent Lemaire inc.	PI	O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	80	14.2100	QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	14.1000	QC
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 700	14.2000	QC
Marineau, Léon	5	O	2020-06-08	D	51 - Exercice d'options	2 653	4.4600	QC
		O	2020-06-08	D	51 - Exercice d'options	4 692	5.1800	QC
		O	2020-06-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 653)	14.4300	QC
		O	2020-06-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 692)	14.3800	QC
Plourde, Mario	4, 5	O	2020-06-02	D	51 - Exercice d'options	150 643	4.4600	QC
		O	2020-06-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(150 643)	13.9500	QC
		O	2020-06-03	D	51 - Exercice d'options	15 500	4.4600	QC
		O	2020-06-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 500)	13.9000	QC
<i>Options options d'achat d'actions ordinaires</i>								
Hall, Robert F.	5	O	2020-06-04	D	51 - Exercice d'options	(30 473)		QC
Hogg, Allan	5	O	2020-06-03	D	51 - Exercice d'options	(100)		QC
		O	2020-06-04	D	51 - Exercice d'options	(31 694)		QC
Marineau, Léon	5	O	2020-06-08	D	51 - Exercice d'options	(2 653)		QC
		O	2020-06-08	D	51 - Exercice d'options	(4 692)		QC
Plourde, Mario	4, 5	O	2020-06-02	D	51 - Exercice d'options	(150 643)		QC
		O	2020-06-03	D	51 - Exercice d'options	(15 500)		QC
CCL Industries Inc.								
<i>Actions sans droit de vote Class B</i>								
Rubino, Sebastian	7	O	2020-06-05	D	51 - Exercice d'options	70 000	43.9000	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	45.4900	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	45.5100	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 300)	45.5200	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	45.5300	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	45.5400	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 300)	45.5500	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	45.5600	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 300)	45.5700	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	45.5800	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 200)	45.5900	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	45.6000	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	45.6100	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	45.6150	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	45.6200	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	45.6300	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	45.6400	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	45.6500	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	45.6600	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	45.6700	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	45.6800	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	45.6900	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	45.7000	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 200)	45.7100	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 300)	45.7200	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	45.7300	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	45.7350	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 400)	45.7400	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	45.7500	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	45.7600	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	45.7650	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	45.7700	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	45.7800	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	45.7900	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 200)	45.8000	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit								
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 800)	45.8100	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	45.8200	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	45.8300	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	45.8400	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	45.8500	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	45.8600	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 700)	45.8700	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	45.8800	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	45.8900	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	45.9000	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	45.9100	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	45.9200	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	45.9400	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	45.9600	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	45.9700	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	45.9800	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	45.9900	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	45.9950	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	46.0000	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	46.0100	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	46.0150	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	46.0250	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	46.0300	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	46.0350	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	46.0400	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 100)	46.0500	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	46.0550	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	46.0600	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 900)	46.0700	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 900)	46.0800	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	46.0850	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 400)	46.0900	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	46.1000	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	46.1100	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	46.1150	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	46.1200	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	46.1300	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	46.1500	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	46.1600	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	46.1700	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	46.1800	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	46.1850	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	46.1900	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	46.2200	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	46.2300	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	46.2500	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	46.2700	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	46.2800	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	46.2950	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	46.3000	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 300)	46.3100	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	46.3200	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	46.3300	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	46.3400	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	46.3500	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	46.3650	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	46.3700	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	46.3800	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	46.3900	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	46.4000	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	46.4100	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	46.4200	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	46.4300	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	46.4400	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	46.4600	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	46.4900	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	46.5000	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	46.5400	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	46.5750	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200)	46.5900	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(600)	46.6000	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 100)	46.6100	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 900)	46.6200	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	46.6250	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	46.6300	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 600)	46.6400	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	46.6500	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	46.6550	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	46.6600	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	46.6900	ON
<i>Options</i>								
Rubino, Sebastian	7	O	2020-06-05	D	51 - Exercice d'options	(70 000)	43.9000	ON
Centerra Gold Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Pearson, John William	5	O	2020-06-01	D	51 - Exercice d'options	22 210	7.3200	ON
		O	2020-06-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(22 210)	14.0000	ON
<i>Options</i>								
Pearson, John William	5	O	2020-06-01	D	51 - Exercice d'options	(22 210)	7.3200	ON
Centric Health Corporation (formerly Alegro Health Corp.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Featherstone, Travis	7	O	2020-06-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Grewal, Alpinder	7	O	2020-06-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
MAY, JEFFREY GORDON	5	O	2020-05-08	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Stempfle, Ryan	7	O	2020-06-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
<i>Restricted Stock Units</i>								
Featherstone, Travis	7	O	2020-06-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Grewal, Alpinder	7	O	2020-06-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Stempfle, Ryan	7	O	2020-06-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Ceres Global Ag Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Day, Robert William	5	O	2020-06-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	1.8000USD	ON
		O	2020-06-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	2.3000USD	ON
Champion Iron Limited								
<i>Actions ordinaires Ordinary Shares (as per Australian securities law)</i>								
CORMIER, MICHELLE ANN	4	O	2020-06-03	D	51 - Exercice d'options	500 000	1.0000	ON
		O	2020-06-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(63 500)	2.6800	ON
<i>Droits Performance Share Units (PSU)</i>								
Boucratie, Steve	5	O	2020-05-28	D	56 - Attribution de droits de souscription	58 712		ON
<i>Options</i>								
CORMIER, MICHELLE ANN	4	O	2020-06-03	D	51 - Exercice d'options	(500 000)	1.0000	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Chemin de Fer Canadien Pacifique Limitée								
<i>Actions ordinaires</i>								
Ellis, Jeffrey	5	O	2020-06-05	D	51 - Exercice d'options	900	165.7400	AB
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(900)	359.4200	AB
<i>Options</i>								
Ellis, Jeffrey	5	O	2020-06-05	D	51 - Exercice d'options	(900)	165.7400	AB
Chesswood Group Limited								
<i>- Restricted Share Units</i>								
Day, Robert	4	O	2020-06-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 000)	4.0000	ON
Leeper, Samuel L.	4	O	2020-06-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 000)	3.7500	ON
<i>Actions ordinaires</i>								
Day, Robert	4	O	2020-06-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	7 000	4.0000	ON
Leeper, Samuel L.	4	O	2020-06-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	7 000	3.7500	ON
CI Financial Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
CI Financial Corp.	1	O	2020-05-22	D	38 - Rachat ou annulation	42 300	15.3700	ON
		O	2020-05-22	D	38 - Rachat ou annulation	(42 300)		ON
		O	2020-05-25	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	15.6300	ON
		O	2020-05-25	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		ON
		O	2020-05-26	D	38 - Rachat ou annulation	56 400	16.5200	ON
		O	2020-05-26	D	38 - Rachat ou annulation	(56 400)		ON
		O	2020-05-27	D	38 - Rachat ou annulation	49 400	16.5600	ON
		O	2020-05-27	D	38 - Rachat ou annulation	(49 400)		ON
		O	2020-05-28	D	38 - Rachat ou annulation	43 100	16.3900	ON
		O	2020-05-28	D	38 - Rachat ou annulation	(43 100)		ON
		O	2020-05-29	D	38 - Rachat ou annulation	59 200	16.2200	ON
		O	2020-05-29	D	38 - Rachat ou annulation	(59 200)		ON
		O	2020-05-22	D	38 - Rachat ou annulation	17 700	15.4200	ON
		O	2020-05-22	D	38 - Rachat ou annulation	(17 700)		ON
		O	2020-05-25	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	15.6500	ON
		O	2020-05-25	D	38 - Rachat ou annulation	(10 000)		ON
		O	2020-05-26	D	38 - Rachat ou annulation	3 600	16.5000	ON
		O	2020-05-26	D	38 - Rachat ou annulation	(3 600)		ON
		O	2020-05-27	D	38 - Rachat ou annulation	10 600	16.5500	ON
		O	2020-05-27	D	38 - Rachat ou annulation	(10 600)		ON
		O	2020-05-28	D	38 - Rachat ou annulation	16 900	16.4100	ON
		O	2020-05-28	D	38 - Rachat ou annulation	(16 900)		ON
		O	2020-05-29	D	38 - Rachat ou annulation	20 800	16.2600	ON
		O	2020-05-29	D	38 - Rachat ou annulation	(20 800)		ON
Cogeco Communications Inc.								
<i>Actions à droit de vote subalterne actions subalternes à droit de vote</i>								
Cogeco Communications Inc.	1	O	2020-05-01	D	38 - Rachat ou annulation	2 900	102.3362	QC
		O	2020-05-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	103.1440	QC
		O	2020-05-05	D	38 - Rachat ou annulation	4 300	103.2314	QC
		O	2020-05-06	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	101.2573	QC
		O	2020-05-07	D	38 - Rachat ou annulation	2 400	101.0896	QC
		O	2020-05-08	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	101.5535	QC
		O	2020-05-11	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	101.5350	QC
		O	2020-05-12	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	103.0414	QC
		O	2020-05-13	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	100.6056	QC
		O	2020-05-14	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	99.7243	QC
		O	2020-05-15	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	100.8131	QC
		O	2020-05-19	D	38 - Rachat ou annulation	2 400	100.0633	QC
		O	2020-05-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	99.3979	QC
		O	2020-05-21	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	99.9581	QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2020-05-22	D	38 - Rachat ou annulation	2 900	100.6679	QC
		O	2020-05-25	D	38 - Rachat ou annulation	100	99.5700	QC
		O	2020-05-25	D	38 - Rachat ou annulation	100	99.9600	QC
		O	2020-05-25	D	38 - Rachat ou annulation	100	99.9800	QC
		O	2020-05-25	D	38 - Rachat ou annulation	100	100.0500	QC
		O	2020-05-25	D	38 - Rachat ou annulation	100	100.0600	QC
		O	2020-05-25	D	38 - Rachat ou annulation	100	100.1200	QC
		O	2020-05-25	D	38 - Rachat ou annulation	100	100.1700	QC
		O	2020-05-25	D	38 - Rachat ou annulation	100	100.4600	QC
		O	2020-05-25	D	38 - Rachat ou annulation	100	101.1700	QC
		O	2020-05-26	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	100.6435	QC
		O	2020-05-27	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	99.1400	QC
		O	2020-05-29	D	38 - Rachat ou annulation	(37 800)		QC
COLLIERS INTERNATIONAL GROUP INC.								
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
Lee, Katherine M	4	O	2020-06-08	D	51 - Exercice d'options	10 000	38.7100USD	ON
		O	2020-06-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 500)	86.8500	ON
		O	2020-06-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 700)	86.8400	ON
		O	2020-06-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(800)	86.8450	ON
Wolf, Andrea	5	O	2020-02-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-06-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	24	82.4800	ON
<i>Options</i>								
Lee, Katherine M	4	O	2020-06-08	D	51 - Exercice d'options	(10 000)	38.7100USD	ON
		M	2020-06-08	D	51 - Exercice d'options	(10 000)	38.7100USD	ON
Condor Petroleum Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Streu, Donald James	4, 5	O	2020-06-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.4600	AB
Corporation Financière Power								
<i>PFC Performance Share Units</i>								
Desmarais, Olivier	7	O	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	4 643		QC
		M	2020-02-13	D	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	4 642		QC
		O	2020-06-04	D	59 - Exercice au comptant	(6 919)	21.5840	QC
		M	2020-06-04	D	59 - Exercice au comptant	(6 918)	21.5840	QC
Desmarais, Paul III	7	O	2020-06-04	D	59 - Exercice au comptant	(6 918)	21.5840	QC
Orr, Robert Jeffrey	4, 7, 6, 5	O	2020-06-04	D	59 - Exercice au comptant	(30 890)	21.5840	QC
Corporation TC Énergie								
<i>Actions ordinaires</i>								
DAVIS, MARY CATHARINE Spouse's Account	7 PI	O	2020-06-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	150	64.2700	AB
Correvio Pharma Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
ADVANZ PHARMA Corp. Limited Mercury Pharma Group Limited	3 PI	O	2020-05-27	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
Corus Entertainment Inc.								
<i>Deferred Share Units (DSUs) - Director Plan</i>								
Belisle, Fernand	4	O	2020-05-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	892	2.5100	ON
		O	2020-05-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 933	3.2300	ON
Boychuk, Michael T.	4	O	2020-05-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	537	2.5100	ON
		O	2020-05-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 546	3.2300	ON
Carloss, Alexander Charles	4	O	2020-05-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 327	3.2300	ON
Coyles, Stephanie	4	O	2020-05-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 772	3.2300	ON
D'Avella, Michael	4	O	2020-05-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	459	2.5100	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Crew Energy Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Deen, Sameer	4	O	2020-05-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 546	3.2300	ON
Hollinger, Mark Gehr	4	O	2020-05-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 327	3.2300	ON
		O	2014-07-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
James, Barry Lee	4	O	2020-05-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 767	3.2300	ON
		O	2014-01-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Roozen, Catherine M.	4	O	2020-05-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 933	3.2300	ON
		O	2020-05-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 315	2.5100	ON
Shaw, Julie Marie	4	O	2020-05-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 933	3.2300	ON
		O	2020-05-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	758	2.5100	ON
		O	2020-05-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 933	3.2300	ON
Crew Energy Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Nielsen, Karen Ann	4	O	2020-06-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	12 854	0.3550	AB
Shay, Ryan	4	O	2020-06-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	12 854	0.3550	AB
Shay Family Trust (2018)	PI	O	2020-06-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200 000	0.3448	AB
		O	2020-06-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.3704	AB
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	75 000	0.4000	AB
Taylor, James A	5	O	2020-06-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	0.4100	AB
		O	2020-06-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	0.4150	AB
<i>Billets 6.5 Senior Unsecured Notes due 2024</i>								
Brussa, John Albert	4	O	2017-03-14	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	\$ 250 000.00	1000.0000	AB
		M	2017-03-14	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	\$ 250.00	1000.0000	AB
		O	2020-06-08	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	\$ 100.00	690.0000	AB
<i>Restricted Awards</i>								
Nielsen, Karen Ann	4	O	2020-06-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(12 854)		AB
Shay, Ryan	4	O	2020-06-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(12 854)	0.3550	AB
Crown Capital Partners Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Brussa, John Albert	4	O	2020-06-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	3.6000	AB
RRSP	PI	O	2020-05-05	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-06-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	3.6000	AB
		O	2020-06-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	3.6000	AB
Crystallex International Corporation								
<i>Options</i>								
Brown, Michael John Howard	4	O	2020-06-10	D	52 - Expiration d'options	(370 000)	0.4500	ON
Diagnos Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Coffin, Tristram	3	O	2020-06-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	60 000	0.1640	QC
		O	2020-06-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	0.1750	QC
		O	2020-06-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.1720	QC
Diversified Royalty Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Elwin, Bryan Christopher	7	O	2020-06-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	2.1500	BC
Docebo Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Erba, Claudio	4	O	2020-06-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(52 403)	25.2500	ON
Gresilent Holding Srl	PI	O	2020-06-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 533)	25.2500	ON
Pirovano, Fabio	5	O	2019-10-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-06-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 000)	25.2500	ON
		O	2020-06-04	D	51 - Exercice d'options	50 000	0.8056USD	ON
<i>Options</i>								
Bossi, Francesca	7	O	2020-06-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Pirovano, Fabio	5	O	2020-06-04	D	51 - Exercice d'options	(50 000)	0.8056USD	ON
Reburn, Samantha	5	O	2020-06-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
<i>Parts (Deferred Share Units)</i>								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit Klass, Daniel Robert	4	O	2020-06-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	378	26.4300	ON
Dundee Corporation								
<i>Actions à droit de vote subalterne Class A</i>								
Sinclair, Alistair Murray Earlston Investments Corp.	4 PI	O	2020-06-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	104 600	1.2099	ON
		O	2020-06-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 900	1.2600	ON
		O	2020-06-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	60 000	1.2391	ON
		O	2020-06-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	64 200	1.2455	ON
		O	2020-06-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	71 800	1.2364	ON
<i>Actions privilégiées 5-Year Rate Reset First Pref. Shares, Series 2</i>								
Sinclair, Alistair Murray Earlston Investments Corp.	4 PI	O	2020-06-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	16 100	15.9508	ON
<i>Actions privilégiées Cumulative Floating Rate First Preference Shares, Series 3</i>								
Sinclair, Alistair Murray Earlston Investments Corp.	4 PI	O	2020-06-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 300	15.9706	ON
		O	2020-06-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	15.9900	ON
<i>Droits Deferred Share Units</i>								
Goodman, Jonathan Carter	4, 5	O	2018-01-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-06-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	541 667	1.2000	ON
<i>Restricted Share Awards</i>								
Sellars, Robert	7, 5	O	2020-05-31	D	58 - Expiration de droits de souscription	(30 000)		ON
		O	2020-06-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	304 167	1.2000	ON
E Split Corp.								
<i>Actions privilégiées</i>								
Brasseur, Jeremy Middlefield Financial Services Limited	6 PI	O	2020-06-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	10.0500	AB
EarthRenew Inc. (Formerly known as Valencia Ventures Inc.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Driver, Keith Seven Hours Holding Company Inc.	5 PI	O	2020-06-08	I	37 - Division ou regroupement d'actions	(3 090 910)		ON
Leigh, Frederic	4, 3	O	2020-06-08	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(9 133 708)		ON
Ptolemy, Ryan Jeffery 1809276 Ontario Inc	5 PI	O	2020-06-08	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(3 334)		ON
		O	2020-06-08	I	37 - Division ou regroupement d'actions	(1 000 000)		ON
Stretch, Catherine	4	O	2020-06-08	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(3 592 601)		ON
<i>Options</i>								
Atin, Aaron	5	O	2020-06-05	D	50 - Attribution d'options	200 000	0.1100	ON
		O	2020-06-08	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(66 667)		ON
		O	2020-06-08	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(133 334)		ON
		O	2020-06-08	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(133 334)		ON
Best, Christopher William	4	O	2020-06-05	D	50 - Attribution d'options	500 000	0.1100	ON
		O	2020-06-08	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(133 334)		ON
		O	2020-06-08	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(66 667)		ON
		O	2020-06-08	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(333 334)		ON
Driver, Keith	5	O	2018-12-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		M	2018-12-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-06-05	D	50 - Attribution d'options	500 000	0.1100	ON
		O	2020-06-08	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(393 334)		ON
		O	2020-06-08	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(133 334)		ON
		O	2020-06-08	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(266 667)		ON
		O	2020-06-08	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(333 334)		ON
Ptolemy, Ryan Jeffery	5	O	2020-06-05	D	50 - Attribution d'options	500 000	0.1100	ON
		O	2020-06-08	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(200 000)		ON
		O	2020-06-08	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(66 667)		ON
		O	2020-06-08	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(200 000)		ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Stretch, Catherine	4	O	2020-06-08	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(333 334)		ON
		O	2020-06-05	D	50 - Attribution d'options	500 000	0.1100	ON
		O	2020-06-08	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(1 126 667)		ON
EcoSynthetix Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Lions Investment Ltd	3							
1614216 Ontario Inc.	PI	O	2020-05-13	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(109 100)	1.9400	ON
		O	2020-05-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(75 900)	1.9500	ON
E-L Financial Corporation Limited								
<i>Actions ordinaires</i>								
Canadian & Foreign Securities Co. Limited	3	O	2020-06-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 815	670.0000	ON
E-L Financial Corporation Limited	1	O	2020-05-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	700	684.6386	ON
		O	2020-05-29	D	38 - Rachat ou annulation	(700)		ON
		O	2020-05-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	664.1100	ON
		O	2020-05-29	D	38 - Rachat ou annulation	(300)		ON
		O	2020-05-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	683.5000	ON
		O	2020-05-29	D	38 - Rachat ou annulation	(500)		ON
		O	2020-05-07	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	685.0000	ON
		O	2020-05-29	D	38 - Rachat ou annulation	(300)		ON
		O	2020-05-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	680.0083	ON
		O	2020-05-29	D	38 - Rachat ou annulation	(600)		ON
		O	2020-05-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	46 721	656.0000	ON
		O	2020-05-29	D	38 - Rachat ou annulation	(46 721)		ON
		O	2020-05-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 300	670.0000	ON
		O	2020-05-29	D	38 - Rachat ou annulation	(8 300)		ON
		O	2020-05-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 117	667.0000	ON
		O	2020-05-29	D	38 - Rachat ou annulation	(2 117)		ON
Eldorado Gold Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Allaway, Cara Lea	5							
Computershare Trust Company of Canada	PI	O	2020-06-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	43	11.5525	BC
Aram, Karen Christine	5							
Computershare Trust Company of Canada	PI	O	2020-06-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	107	11.5525	BC
Burns, George Raymond	4, 5							
Computershare Trust Company of Canada	PI	O	2020-06-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	361	11.5525	BC
CHO, JASON	5							
Computershare Trust Company of Canada	PI	O	2020-06-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	110	11.5525	BC
Skayman, Paul James	5							
Computershare Trust Company of Canada	PI	O	2020-06-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	195	11.5525	BC
Yee, Philip Chow	5							
Computershare Trust Company of Canada	PI	O	2020-06-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	110	11.5525	BC
Emera Incorporated								
<i>Actions ordinaires</i>								
Blunden, Gregory	5	O	2020-06-05	D	51 - Exercice d'options	4 575	46.1900	NS
		O	2020-06-05	D	51 - Exercice d'options	9 325	45.1600	NS
		O	2020-06-05	D	51 - Exercice d'options	11 750	39.9300	NS
		O	2020-06-05	D	51 - Exercice d'options	12 225	46.3900	NS
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(37 875)	55.4000	NS
<i>Options</i>								
Blunden, Gregory	5	O	2020-06-05	D	51 - Exercice d'options	(4 575)	46.1900	NS
		O	2020-06-05	D	51 - Exercice d'options	(9 325)	45.1600	NS
		O	2020-06-05	D	51 - Exercice d'options	(11 750)	39.9300	NS
		O	2020-06-05	D	51 - Exercice d'options	(12 225)	46.3900	NS
Enbridge Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
Poloz, Stephen S.	4	O	2020-06-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
<i>Droits - Deferred Share Units (DSUs)</i>								
Poloz, Stephen S.	4	O	2020-06-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
Enerplus Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Doll, Garth Robert	5	O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(191)	4.6100	AB
		M	2020-06-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(193)	4.7600	AB
Garth Doll	PI	O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	191	4.6100	AB
Equitable Group Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Moor, Andrew	5	O	2020-06-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	72.7100	ON
Eros Resources Corp.								
<i>Droits</i>								
Davidson, Andrew	5	O	2019-01-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2020-06-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 000	0.0500	BC
MacNeill, Tom	4	O	2013-11-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2020-06-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	40 000	0.0500	BC
49 North Resources Inc.	PI	O	2013-11-14	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2020-06-01	I	56 - Attribution de droits de souscription	2 022 250	0.0500	BC
Netolitzky, Ronald Kort	4, 3	O	2015-07-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2020-06-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 824 654	0.0500	BC
RRIF	PI	O	2015-07-16	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2020-06-01	I	56 - Attribution de droits de souscription	400 000	0.0500	BC
Exco Technologies Limited								
<i>Actions ordinaires</i>								
Kernaghan, Edward Hume	4, 3							
Kernwood Limited	PI	O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	6.6800	ON
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	6.6900	ON
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 100	6.7000	ON
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	6.7200	ON
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	6.7300	ON
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 800	6.7500	ON
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	6.7600	ON
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	6.7700	ON
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	6.7800	ON
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	6.7900	ON
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	6.8000	ON
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	13 100	6.8350	ON
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	11 400	6.8400	ON
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 200	6.8500	ON
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	11 900	6.8550	ON
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 100	6.8600	ON
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 600	6.8700	ON
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	6.8800	ON
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	6.8900	ON
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	16 100	6.9000	ON
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 200	6.9100	ON
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 300	6.9200	ON
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 600	6.9300	ON
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	6.9400	ON
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 700	6.9500	ON
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 200	6.9600	ON
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	6.9700	ON
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 300	6.9800	ON
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 300	6.9900	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 100	7.0000	ON
		O	2020-06-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 200	6.9500	ON
		O	2020-06-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	6.9500	ON
		O	2020-06-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 600	6.9400	ON
		O	2020-06-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	19 000	6.9300	ON
		O	2020-06-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	104 700	6.9200	ON
		O	2020-06-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 100	6.9000	ON
Exploration Fieldex inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Segéral, Thibaut	4, 5	O	2020-06-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
<i>Bons de souscription</i>								
Segéral, Thibaut	4, 5	O	2020-06-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
<i>Options</i>								
Laverdiere, Gilles	4	O	2020-06-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-06-06	D	50 - Attribution d'options	200 000		QC
Segéral, Thibaut	4, 5	O	2020-06-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-06-06	D	50 - Attribution d'options	400 000		QC
Extendicare Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Barazzuol, Renzo	6							
Sandpiper Real Estate Fund 2 Limited Partnership	PI	O	2020-06-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	5.8380	ON
		O	2020-06-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	5.9250	ON
		O	2020-06-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	22 100	6.1850	ON
GILL, NAVDEEP KAUR	6							
Sandpiper Real Estate Fund 2 Limited Partnership	PI	O	2020-06-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	5.8380	ON
		O	2020-06-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	5.9250	ON
		O	2020-06-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	22 100	6.1850	ON
Manji, Salim	6							
Sandpiper Real Estate Fund 2 Limited Partnership	PI	O	2020-06-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	5.8380	ON
		O	2020-06-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	5.9250	ON
		O	2020-06-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	22 100	6.1850	ON
Manji, Samir Aziz	4							
Sandpiper Real Estate Fund 2 Limited Partnership	PI	O	2020-06-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	5.8380	ON
		O	2020-06-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	5.9250	ON
		O	2020-06-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	22 100	6.1850	ON
Sandpiper Asset Management Inc.	3							
Sandpiper Real Estate Fund 2 Limited Partnership	PI	O	2020-06-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	5.8380	ON
		O	2020-06-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	5.9250	ON
		O	2020-06-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	22 100	6.1850	ON
Fairfax Financial Holdings Limited								
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
Fairfax Financial Holdings Limited	1	O	2020-05-01	D	38 - Rachat ou annulation	8 380	366.8711	ON
		O	2020-05-20	D	38 - Rachat ou annulation	7 705	343.7542	ON
		O	2020-05-28	D	38 - Rachat ou annulation	(44 605)		ON
Fairfax India Holdings Corporation								
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
Fairfax India Holdings Corporation	1	O	2020-05-12	D	38 - Rachat ou annulation	109 400	7.6300USD	ON
		O	2020-05-28	D	38 - Rachat ou annulation	(109 400)		ON
Fiducie de placement immobilier Fonsac								
<i>Unités</i>								
Laplante, François-Olivier	4	O	2020-06-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	202 500	0.4849	QC
		O	2020-06-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	57 500	0.4829	QC
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	176 000	0.5000	QC
Trudeau, Michel Claude	4	O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.4900	QC
Financière Sun Life inc.								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Connor, Dean	4, 5	O	2020-06-01	D	51 - Exercice d'options	28 103	21.5300	ON
		O	2020-06-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(28 103)	47.6400	ON
<i>Options</i>								
Connor, Dean	4, 5	O	2020-06-01	D	51 - Exercice d'options	(28 103)	21.5300	ON
Findev Inc. (formerly, TransGaming Inc.)								
<i>Actions ordinaires catégorie A</i>								
Heller, Anthony RRSP	4 PI	O	2020-06-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	163 000	0.4100	ON
Firm Capital Mortgage Investment Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Mair, Jonathon	4, 5	O	2020-06-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 300)	11.7000	ON
		O	2020-06-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 700)	12.0100	ON
FIRSTSERVICE CORPORATION								
<i>Actions ordinaires</i>								
Hennick, Jay Steward	4, 6, 5, 3							
FSV Shares LP	PI	O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(162 500)	136.8217	ON
The Jay and Barbara Hennick Family Foundation	PI	O	2020-06-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 000)	128.1963	ON
		O	2020-06-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(23 000)	127.7164	ON
		O	2020-06-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(60 095)	130.7003	ON
Fonds d'actifs réels mondiaux Middlefield								
<i>Parts de fiducie</i>								
Lauzon, Robert RRSP	7 PI	O	2019-11-26	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	9.3000	AB
Middlefield Global Real Asset Fund	1	O	2020-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	400	9.1225	AB
		O	2020-06-04	D	38 - Rachat ou annulation	2 900	9.1790	AB
		O	2020-06-05	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	9.3059	AB
		O	2020-06-08	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	9.2786	AB
		O	2020-06-09	D	38 - Rachat ou annulation	4 300	9.2130	AB
Fonds de Placement Immobilier H&R								
<i>Parts</i>								
Fried, Cheryl	5	O	2020-06-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 476)	11.9600	ON
Fonds de placement immobilier PRO								
<i>Parts</i>								
Jadavji, Shenoor Lotus Pacific (1750 JBM) Investments Inc.	4 PI	O	2020-06-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(36 900)	4.5100	QC
		O	2020-06-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(19 800)	4.6500	QC
		O	2020-06-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 300)	4.7000	QC
		O	2020-06-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(23 400)	4.7900	QC
		O	2020-06-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 560)	4.9400	QC
Lotus Pacific Investments Inc.	PI	O	2020-06-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(72 744)	4.9400	QC
FONDS D'OBLIGATIONS CANADIENNES DE QUALITÉ SUPÉRIEURE RIDGEWOOD								
<i>Parts</i>								
Ridgewood Capital Asset Management Managed Accounts	3 PI	O	2020-06-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 030	16.4500	ON
		O	2020-06-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(487)	16.4500	ON
		O	2020-06-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	746	16.4500	ON
		O	2020-06-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(613)	16.4500	ON
		O	2020-06-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 703	16.4915	ON
		O	2020-06-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 443)	16.5000	ON
		O	2020-06-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 300	16.5000	ON
		O	2020-06-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 004)	16.5000	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2020-06-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	911	16.5000	ON
		O	2020-06-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(292)	16.5000	ON
		O	2020-06-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	24 331	16.4976	ON
		O	2020-06-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(18 492)	16.5000	ON
		O	2020-06-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	52 801	16.7500	ON
		O	2020-06-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	16.7467	ON
		O	2020-06-09	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(54 861)	16.7500	ON
Fonds mondial de dividendes des secteurs de l'immobilier et du commerce électronique								
<i>Parts de fiducie</i>								
Global Real Estate & E-Commerce Dividend Fund	1	O	2020-06-02	D	38 - Rachat ou annulation	800	12.1838	AB
		O	2020-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	200	12.2400	AB
		O	2020-06-04	D	38 - Rachat ou annulation	700	12.1571	AB
		O	2020-06-05	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	12.3047	AB
		O	2020-06-08	D	38 - Rachat ou annulation	800	12.2400	AB
		O	2020-06-09	D	38 - Rachat ou annulation	500	12.1960	AB
Fortis Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
McCarthy, Karen	5	O	2020-06-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	14	52.4310	NF
Hugo McCarthy	PI	O	2020-06-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1	52.4310	NF
Investors Group	PI	O	2020-03-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1	56.4600	NF
		O	2020-06-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1	52.4300	NF
Matthew McCarthy	PI	O	2020-06-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1	52.4310	NF
Reid, James	5	O	2020-06-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	26	52.4310	NF
		O	2020-06-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12	53.0500	NF
		O	2020-06-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	31	52.4300	NF
Jennifer Bradley Reid	PI	O	2020-06-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12	53.0500	NF
		O	2020-06-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9	52.4300	NF
Roberts, Jamie	7	O	2020-06-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	100	52.4310	NF
		O	2020-06-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	360	52.4310	NF
		O	2020-06-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	79	52.4310	NF
<i>Performance Share Units (UNS)</i>								
Hutchens, David Gerard	7	O	2020-06-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	549	52.4310	NF
<i>Restricted Share Units (UNS)</i>								
Hutchens, David Gerard	7	O	2020-06-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	275	52.4310	NF
Fortune Minerals Limited								
<i>Options</i>								
Penney, Patricia-Lynn	5	O	2020-06-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Galaxy Digital Holdings Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Tavoso, Richard	7	O	2020-06-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 000)	1.6500	ON
		O	2020-06-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	1.6000	ON
		O	2020-06-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	1.6000	ON
		O	2020-06-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	1.6500	ON
		O	2020-06-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 000)	1.7000	ON
		O	2020-06-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(18 300)	1.7500	ON
		O	2020-06-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(31 700)	1.7500	ON
		O	2020-06-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	1.7700	ON
		O	2020-06-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 000)	1.7700	ON
GDI Services aux immeubles inc.								
<i>Actions à droit de vote multiple</i>								
Birch Hill Equity Partners Management Inc.	3							
Birch Hill Equity Partners (Entrepreneurs) IV, LP	PI	O	2020-06-03	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(65 711)	32.5100	QC
Birch Hill Equity Partners (Entrepreneurs) V, LP	PI	O	2011-08-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-06-03	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	193 634	32.5100	QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
Birch Hill Equity Partners (US) IV, LP	PI	O	2020-06-03	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	65 711	32.5100	QC
Birch Hill Equity Partners (US) V, LP	PI	O	2020-06-03	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(3 556 107)	32.5100	QC
			2011-08-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
			2020-06-03	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	330 513	32.5100	QC
Birch Hill Equity Partners IV, LP	PI	O	2020-06-03	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	3 556 107	32.5100	QC
			2020-06-03	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(1 969 146)	32.5100	QC
			2020-06-03	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(193 634)	32.5100	QC
Birch Hill Equity Partners V, LP	PI	O	2020-06-03	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(330 513)	32.5100	QC
			2011-08-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
			2020-06-03	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	1 969 146	32.5100	QC
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
Birch Hill Equity Partners Management Inc.	3							
Birch Hill Equity Partners (Entrepreneurs) IV, LP	PI	O	2020-06-03	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(3 296)	32.5100	QC
Birch Hill Equity Partners (Entrepreneurs) V, LP	PI	O	2011-08-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
			2020-06-03	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	9 957	32.5100	QC
			2020-06-03	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	3 296	32.5100	QC
Birch Hill Equity Partners (US) IV, LP	PI	O	2020-06-03	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(184 153)	32.5100	QC
Birch Hill Equity Partners (US) V, LP	PI	O	2011-08-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
			2020-06-03	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	14 462	32.5100	QC
			2020-06-03	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	184 153	32.5100	QC
Birch Hill Equity Partners IV, LP	PI	O	2020-06-03	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(100 628)	32.5100	QC
			2020-06-03	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(9 957)	32.5100	QC
			2020-06-03	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(14 462)	32.5100	QC
Birch Hill Equity Partners V, LP	PI	O	2011-08-18	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
			2020-06-03	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	100 628	32.5100	QC
Genworth MI Canada Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Mayers, Philip Adrian Virgil	5	O	2020-06-03	D	35 - Dividende en actions	7	32.0300	ON
Spitali, Jim	5	O	2020-06-03	D	35 - Dividende en actions	15	32.0300	ON
Sweeney, Craig	5	O	2020-06-03	D	35 - Dividende en actions	135	32.0300	ON
<i>Deferred Share Units</i>								
Bolger, Andrea Elaine	7	O	2020-06-03	D	35 - Dividende en actions	98	32.0300	ON
Giffen, Sharon	4	O	2020-06-03	D	35 - Dividende en actions	68	32.0300	ON
Horn, Sidney M.	4	O	2020-06-03	D	35 - Dividende en actions	855	32.0300	ON
Kelly, Brian Michael	4, 7	O	2020-06-03	D	35 - Dividende en actions	377	32.0300	ON
Parkinson, Neil Reginald	4	O	2020-06-03	D	35 - Dividende en actions	87	32.0300	ON
Walker, John Logan	4	O	2020-06-03	D	35 - Dividende en actions	368	32.0300	ON
<i>Executive DSU</i>								
Hewat, Mary-Jo	5	O	2020-06-03	D	35 - Dividende en actions	20	32.0300	ON
Mayers, Philip Adrian Virgil	5	O	2020-06-03	D	35 - Dividende en actions	432	32.0300	ON
McPherson, Deborah Lynn	5	O	2020-06-03	D	35 - Dividende en actions	117	32.0300	ON
<i>Performance Share Unit</i>								
Ferguson, Natalie	7	O	2020-06-03	D	35 - Dividende en actions	7	32.0300	ON
Hewat, Mary-Jo	5	O	2020-06-03	D	35 - Dividende en actions	106	32.0300	ON
Levings, Stuart Kendrick	4	O	2020-06-03	D	35 - Dividende en actions	610	32.0300	ON
Macdonell, Winsor James	5	O	2020-06-03	D	35 - Dividende en actions	126	32.0300	ON
Mayers, Philip Adrian Virgil	5	O	2020-06-03	D	35 - Dividende en actions	220	32.0300	ON
McPherson, Deborah Lynn	5	O	2020-06-03	D	35 - Dividende en actions	127	32.0300	ON
Pirolli, Robert John	5	O	2020-06-03	D	35 - Dividende en actions	34	32.0300	ON
Spitali, Jim	5	O	2020-06-03	D	35 - Dividende en actions	74	32.0300	ON
Sweeney, Craig	5	O	2020-06-03	D	35 - Dividende en actions	109	32.0300	ON
Todorovic, Zorica	5	O	2020-06-03	D	35 - Dividende en actions	26	32.0300	ON
Williams, Aaron James Glyndwr	7	O	2020-06-03	D	35 - Dividende en actions	32	32.0300	ON
<i>Restricted Share Units</i>								
Ferguson, Natalie	7	O	2020-06-03	D	35 - Dividende en actions	19	32.0300	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Global Dividend Growers Income Fund								
<i>Parts de fiducie</i>								
Global Dividend Growers Income Fund	1	O	2020-06-05	D	38 - Rachat ou annulation	900	11.9111	AB
		O	2020-06-08	D	38 - Rachat ou annulation	2 200	11.8182	AB
Global Innovation Dividend Fund								
<i>Parts de fiducie</i>								
Global Innovation Dividend Fund	1	O	2020-06-02	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	11.4990	AB
		O	2020-06-04	D	38 - Rachat ou annulation	500	11.4980	AB
		O	2020-06-05	D	38 - Rachat ou annulation	200	11.5700	AB
		O	2020-06-08	D	38 - Rachat ou annulation	700	11.4071	AB
goeasy Ltd. (formerly, easyhome Ltd.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Anzini, Sabrina	5							
RRSP - Sabrina Anzini	PI	O	2020-06-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	57.8000	ON
goeasy Ltd	1	O	2020-06-08	D	38 - Rachat ou annulation	15 200	57.9768	ON
		O	2020-06-09	D	38 - Rachat ou annulation	13 600	57.6433	ON
		O	2020-06-10	D	38 - Rachat ou annulation	17 500	57.3546	ON
Gold X Mining Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Kaloti, Jasvir Kaur	5	O	2020-06-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
<i>Options</i>								
Kaloti, Jasvir Kaur	5	O	2020-06-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Golden Share Resources Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Zeng, Nick Nianqing	4, 5	O	2020-06-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.1000	ON
Gran Tierra Energy Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Berthelet, Remi Anthony	5							
ESPP	PI	O	2019-10-18	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
		O	2020-06-03	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 040	0.2400USD	AB
Ellson, Ryan Paul	5							
ESPP	PI	O	2020-06-03	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	8 586	0.2400USD	AB
Evans, Jim Randall	5							
ESPP	PI	O	2020-06-03	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	3 788	0.2400USD	AB
Guidry, Gary Stephen	4, 5							
ESPP	PI	O	2020-06-03	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	12 121	0.2400USD	AB
Trimble, Rodger Derrick	5							
ESPP	PI	O	2020-06-03	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	6 061	0.2400USD	AB
Great Canadian Gaming Corporation								
<i>Parts Restricted Shares</i>								
Betts, Craig Ingraham	5	O	2020-06-08	D	59 - Exercice au comptant	(466)	25.0500	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Initié								
Porteur inscrit								
Buchanan, Bryan Robert William	5	O	2020-06-08	D	59 - Exercice au comptant	(349)	25.0500	ON
Desmarais, David Roger	5	O	2020-06-08	D	59 - Exercice au comptant	(1 164)	25.0500	ON
Gorton, Jacqueline Irene	5	O	2020-06-08	D	59 - Exercice au comptant	(698)	25.0500	ON
Gwozd, Darren John Alexander	5	O	2020-06-08	D	59 - Exercice au comptant	(1 164)	25.0500	ON
Keeling, Chuck	7	O	2020-06-08	D	59 - Exercice au comptant	(931)	25.0500	ON
Molema, Michelle	5	O	2020-06-08	D	59 - Exercice au comptant	(280)	25.0500	ON
Newsome, Matthew Alexander	5	O	2020-06-08	D	59 - Exercice au comptant	(931)	25.0500	ON
Pattison, Gregory James	5	O	2020-06-08	D	59 - Exercice au comptant	(116)	25.0500	ON
Roberts, Christopher Merrill	8	O	2020-06-08	D	59 - Exercice au comptant	(931)	25.0500	ON
Severeys, Brent Gerard	5	O	2020-06-08	D	59 - Exercice au comptant	(233)	25.0500	ON
Urquhart, Ronald David	5	O	2020-06-08	D	59 - Exercice au comptant	(698)	25.0500	ON
Young, Michael James	4	O	2020-06-08	D	59 - Exercice au comptant	(1 164)	25.0500	ON
Great-West Lifeco Inc.								
<i>Deferred Share Units</i>								
Bienfait, Roberta Ann	4	O	2020-05-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			MB
Group Forage Major Drilling Group International Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Martin, Ashley Sedrick	5	O	2020-06-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 350	3.6100	NB
Mill Road Capital III, L.P.	3	O	2020-06-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 500	3.5193	NB
Ross, Ian	5	O	2020-06-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 325	3.6200	NB
<i>Deferred Share Units</i>								
Breiner, Edward	4	O	2020-06-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 098	3.6600	NB
Burzynski, John Feliks	4	O	2020-06-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 098		NB
Keating, Kimberly	4	O	2019-09-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NB
		O	2020-06-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 098	3.6600	NB
Rennie, Janice Gaye	4	O	2020-06-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 098	3.6600	NB
Tennant, David Buchanan	4	O	2020-06-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 098	3.6600	NB
Veenman, Sybil Elsa	4	O	2019-12-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NB
		O	2020-06-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 098	3.6600	NB
Zurel, Jo Mark	4	O	2020-06-10	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 098	3.6600	NB
Groupe Colabor Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
The Article 6 Marital Trust created under the First Amended <i>Débitures convertibles 6.00 échéance le 13 octobre 2021</i>	3	O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	27 000	0.3800	QC
Gagné, Pierre	5	O	2019-05-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-06-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 25 000.00	0.8000	QC
The Article 6 Marital Trust created under the First Amended	3	O	2020-06-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 5 000.00	75.6000	QC
Groupe Stingray Digital Inc.								
<i>Actions à droit de vote multiple</i>								
Dubois, Mario	5							
8242003 Canada Inc.	PI	O	2015-06-03	I	36 - Conversion ou échange	30 000		QC
		M	2015-06-03	I	36 - Conversion ou échange	30 000		QC
		M'	2015-06-03	I	36 - Conversion ou échange	30 000		QC
Khuong, Ratha	5							
8242003 Canada Inc.	PI	O	2015-06-03	I	36 - Conversion ou échange	30 000		QC
		M	2015-06-03	I	36 - Conversion ou échange	30 000		QC
Rich, Gary	4							
8978832 Canada Inc.	PI	O	2015-06-03	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	56 000		QC
		M	2015-06-03	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	56 000	6.2500	QC
		M'	2015-06-03	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	56 000	6.2500	QC
Trahan, Jean-Pierre	5							
8242003 Canada Inc.	PI	O	2015-06-03	I	36 - Conversion ou échange	30 000		QC
		M	2015-06-03	I	36 - Conversion ou échange	30 000		QC
Groupe Stingray Inc.								
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
Dubois, Mario	5	O	2020-06-05	D	51 - Exercice d'options	14 035	2.2600	QC
<i>Deferred Share Units (DSU)</i>								
Blondin, Claudine	4	O	2020-06-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 730	4.3952	QC
Boyko, Éric	4, 5, 3	O	2020-06-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	35 991	4.3952	QC
Dubois, Mario	5	O	2015-05-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-06-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 089	4.3952	QC
Parisien, Jacques	4	O	2020-06-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 071	4.3952	QC
Pathy, Mark	4	O	2020-06-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 266	4.3952	QC
Rich, Gary	4	O	2020-06-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 348	4.6306	QC
STEELE, JOHN RICHARD	4	O	2020-06-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 048	4.3952	QC
STEELE, ROBERT GEORGE	4	O	2020-06-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 047	4.3952	QC
Trahan, Jean-Pierre	5	O	2015-05-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-06-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 089	4.3952	QC
Tremblay, Pascal	4	O	2020-06-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 071	4.3952	QC
<i>Options</i>								
Boyko, Éric	4, 5, 3	O	2020-06-05	D	50 - Attribution d'options	241 584		QC
Côté, Sébastien	5	O	2020-06-05	D	50 - Attribution d'options	30 902		QC
Dubois, Mario	5	O	2020-06-05	D	50 - Attribution d'options	76 627		QC
		O	2020-06-05	D	51 - Exercice d'options	(14 035)	2.2600	QC
Feldman, Lloyd Perry	5	O	2020-06-05	D	50 - Attribution d'options	102 204		QC
Khuong, Ratha	5	O	2020-06-05	D	50 - Attribution d'options	48 288		QC
Péloquin, Mathieu	5	O	2020-06-05	D	50 - Attribution d'options	76 627		QC
Purdy, David	5	O	2020-06-05	D	50 - Attribution d'options	76 250		QC
Trahan, Jean-Pierre	5	O	2020-06-05	D	50 - Attribution d'options	81 683		QC
<i>Performance Share Units (PSU)</i>								
Boyko, Éric	4, 5, 3	O	2020-06-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	61 303	4.3784	QC
Côté, Sébastien	5	O	2020-06-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 505	4.3784	QC
Dubois, Mario	5	O	2020-06-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	21 212	4.3784	QC
Feldman, Lloyd Perry	5	O	2020-06-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	28 292	4.3784	QC
Héroux, Valérie	5	O	2020-06-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 847	4.3784	QC
Khuong, Ratha	5	O	2020-06-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	13 924	4.3784	QC
Lurie, Ian	5	O	2020-06-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	14 706	4.3784	QC
Péloquin, Mathieu	5	O	2020-06-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	21 212	4.3784	QC
Purdy, David	5	O	2020-06-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	78 206	4.3784	QC
Trahan, Jean-Pierre	5	O	2020-06-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	22 612	4.3784	QC
Hardwoods Distribution Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Hardwoods Distribution Inc.	1	O	2020-05-04	D	38 - Rachat ou annulation	(6 550)		BC
Horizon North Logistics Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Fairfax Financial Holdings Limited 9477179 Canada Inc.	3	PI	2020-05-29	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			AB
<i>Options</i>								
Kiss, Joseph Peter	7	O	2020-06-01	D	50 - Attribution d'options	75 000	0.6100	AB
Ross, Orson	8	O	2020-06-01	D	50 - Attribution d'options	75 000	0.6100	AB
Hudbay Minerals Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
GMT Capital Corp	3							
Bay II Resource Partners LP	PI	O	2020-06-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	150 000	2.8100USD	ON
		O	2020-06-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 300	2.8800USD	ON
Bay Resource Partners LP	PI	O	2020-06-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	276 600	2.8100USD	ON
		O	2020-06-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	19 100	2.8800USD	ON
Bay Resource Partners Offshore Master Fund LP	PI	O	2020-06-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	271 600	2.8100USD	ON
		O	2020-06-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	18 700	2.8800USD	ON
Thomas Claugus	PI	O	2020-06-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	27 900	2.8100USD	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
MUNIZ QUINTANILLA, DANIEL	4	O	2020-06-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 900	2.8800USD	ON
		O	2020-06-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(175 000)	2.8039USD	ON
		O	2020-06-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	2.9813USD	ON
		O	2020-06-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	2.9680USD	ON
IMAX Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Braun, Neil S.	4	O	2020-06-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	9 765		ON
Demirian, Eric	4	O	2020-06-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	9 765		ON
		O	2020-06-04	D	38 - Rachat ou annulation	(5 228)	13.4400USD	ON
Douglas, Kevin	4, 3							
K&M Douglas Trust	PI	O	2020-06-04	I	57 - Exercice de droits de souscription	9 765		ON
Leebron, David W.	4	O	2020-06-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	9 765		ON
MacMillan, Michael I.M.	4	O	2020-06-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	9 765		ON
		O	2020-06-04	D	38 - Rachat ou annulation	(5 228)	13.4400USD	ON
Settle, Dana	4	O	2020-06-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	9 765		ON
Throop, Darren	4	O	2020-06-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	9 765		ON
		O	2020-06-04	D	38 - Rachat ou annulation	(5 228)	13.4400USD	ON
Wechsler, Bradley J.	4	O	2020-06-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	13 281		ON
<i>Droits Restricted Share Unit</i>								
Braun, Neil S.	4	O	2020-06-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 765		ON
		O	2020-06-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(9 765)		ON
Demirian, Eric	4	O	2020-06-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 765		ON
		O	2020-06-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(9 765)		ON
Douglas, Kevin	4, 3	O	2020-06-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 765		ON
K&M Douglas Trust	PI	M	2020-06-04	I	56 - Attribution de droits de souscription	9 765		ON
		O	2020-06-04	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(9 765)		ON
Leebron, David W.	4	O	2020-06-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 765		ON
		O	2020-06-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(9 765)		ON
MacMillan, Michael I.M.	4	O	2020-06-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 765		ON
		O	2020-06-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(9 765)		ON
Settle, Dana	4	O	2020-06-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 765		ON
		O	2020-06-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(9 765)		ON
Throop, Darren	4	O	2020-06-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 765		ON
		O	2020-06-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(9 765)		ON
Wechsler, Bradley J.	4	O	2020-06-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	13 281		ON
		O	2020-06-04	D	57 - Exercice de droits de souscription	(13 281)		ON
Imperial Metals Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Fairholme Capital Management, L.L.C.	3							
Managed Accounts	PI	O	2020-05-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 957)	1.6500	BC
		O	2020-06-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 500	1.9000	BC
Imperial Metals Corporation	1	O	2020-05-25	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(7 155)	2.1267	BC
Muraro, Theodore William	4	O	2019-03-12	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	3.0500	BC
		O	2019-11-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	1.8000	BC
		O	2019-11-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	1.8500	BC
		O	2019-11-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	1.7200	BC
		O	2019-11-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 300)	1.7200	BC
		O	2019-11-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	1.6400	BC
		O	2019-11-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400)	1.7200	BC
		O	2019-12-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	1.4400	BC
<i>Options</i>								
COLWILL, SHEILA	5	O	2020-06-02	D	50 - Attribution d'options	100 000	2.0000	BC
KYNOCH, J. BRIAN	4, 5	O	2020-06-02	D	50 - Attribution d'options	200 000	2.0000	BC
Lebel, Pierre	4	O	2020-06-02	D	50 - Attribution d'options	50 000	2.0000	BC
Inca One Gold Corp.								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Bragagnolo, Bruce	4, 5	O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 000)	0.6300	BC
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 000)	0.7200	BC
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 000)	0.6800	BC
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(12 000)	0.6200	BC
HART, Kevin Ryan	5							
Michelle Hart	PI	O	2020-06-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)		BC
		O	2020-06-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)		BC
Kelly, Edward John	4	O	2020-01-15	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(3 602 815)		BC
Innervex énergie renouvelable Inc.								
<i>Droits d'actions liées au rendement /Performance Share Rights</i>								
Boislard-Pépin, Alexandra	5	O	2020-06-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-06-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 629	20.5230	QC
<i>Options</i>								
Boislard-Pépin, Alexandra	5	O	2020-06-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-06-01	D	50 - Attribution d'options	5 000	20.5230	QC
Inovalis Real Estate Investment Trust								
<i>Parts</i>								
Inovalis Real Estate Investment Trust	1	O	2020-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	26 000	6.9500	ON
		O	2020-06-02	D	38 - Rachat ou annulation	23 100	6.9200	ON
		O	2020-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	11 200	7.1061	ON
		O	2020-06-04	D	38 - Rachat ou annulation	4 600	7.2696	ON
		O	2020-06-08	D	38 - Rachat ou annulation	10 300	7.9997	ON
INSCAPE Corporation								
<i>Actions à droit de vote subalterne CLASS B</i>								
Mirsky, Brian Anthony	4	O	2018-07-30	D	52 - Expiration d'options	(100 000)	4.0200	ON
		O	2018-06-30	D	52 - Expiration d'options	(250 000)	4.0800	ON
		O	2016-12-12	D	52 - Expiration d'options	100 000	4.0200	ON
Ivanhoe Mines Ltd.								
<i>Actions ordinaires Class A</i>								
Vincelli, Mary	5	O	2020-06-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	3.5000	BC
		O	2020-06-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	3.5400	BC
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	3.6700	BC
<i>Droits Deferred Share Units</i>								
Bianchini, Egizio	4, 5	O	2018-03-12	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			BC
		O	2020-06-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	23 369		BC
Jaguar Mining Inc.								
<i>Options</i>								
HILL, JONATHAN VICTOR	5	O	2020-06-08	D	51 - Exercice d'options	(75 000)	0.1000	ON
		O	2020-06-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(22 117)	0.3600	ON
Josemaria Resources Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Lorito Holdings S.à.r.l.	3	O	2020-06-04	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	323 339		BC
Zebra Holdings and Investments S.à.r.l.	3	O	2020-06-04	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	166 500		BC
Keyera Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Bertram, James Vance	4, 5	O	2020-06-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	22.1000	AB
		O	2020-06-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	22.2500	AB
		O	2020-06-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	22.3000	AB
La Societe Canadian Tire Limitee								
<i>Actions sans droit de vote Class A</i>								
Canadian Tire Corporation, Limited	1	O	2020-06-04	D	38 - Rachat ou annulation	30 732	123.0790	ON
		O	2020-06-04	D	38 - Rachat ou annulation	(30 732)		ON
Le Fonds de dividendes du secteur des infrastructures durables								
<i>Parts de fiducie</i>								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Le Fonds de dividendes du secteur des produits de consommation numériques								
<i>Parts de fiducie</i>								
Digital Consumer Dividend Fund	1	O	2020-06-04	D	38 - Rachat ou annulation	200	10.9600	AB
		O	2020-06-05	D	38 - Rachat ou annulation	300	11.1300	AB
		O	2020-06-08	D	38 - Rachat ou annulation	200	10.9750	AB
Les métaux Niobay inc. (anciennement MDN INC.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
David, Jean-Sébastien	4	O	2020-06-02	D	51 - Exercice d'options	30 000	0.2500	QC
Teevan, Derek	5	O	2020-06-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
<i>Options</i>								
Bonneau, Jacques	4	O	2020-06-04	D	50 - Attribution d'options	80 000		QC
David, Jean-Sébastien	4	O	2020-06-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(30 000)	0.2500	QC
		O	2020-06-04	D	50 - Attribution d'options	80 000	0.2800	QC
Dufresne, Claude	4, 5	O	2020-06-04	D	50 - Attribution d'options	230 000	0.2800	QC
Clavac, Anthony	5	O	2020-06-04	D	50 - Attribution d'options	60 000	0.2800	QC
Legault, Raymond	4	O	2020-06-04	D	50 - Attribution d'options	80 000		QC
Madahbee Leach, Dawn	4	O	2020-06-04	D	50 - Attribution d'options	80 000		QC
Savard, Serge	4	O	2020-06-04	D	50 - Attribution d'options	80 000		QC
Teevan, Derek	5	O	2020-06-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		M	2020-06-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
Les Ressources Yorbeau Inc.								
<i>Actions ordinaires Class A</i>								
Kocisko, Terry	4							
Terry Kocisko Holdings Inc.	PI	O	2020-06-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	104 000	0.5500	QC
Lightspeed POS Inc.								
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
Ajajian, Lory	5	O	2020-05-27	D	51 - Exercice d'options	30	0.0372	QC
		M	2020-05-27	D	51 - Exercice d'options	30	0.3720	QC
		O	2020-05-27	D	51 - Exercice d'options	2 470	0.0372	QC
		M	2020-05-27	D	51 - Exercice d'options	2 470	0.3720	QC
<i>Droits Performance stock units</i>								
Dasilva, Dax	4, 5, 3	O	2019-03-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-06-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	23 238	33.3900	QC
Martens, Reinhard Hermann	5	O	2020-01-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-06-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	55 032	33.3900	QC
<i>Droits Restricted stock units</i>								
Ajajian, Lory	5	O	2020-06-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 204	33.3900	QC
Benard, Isabelle	5	O	2020-06-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 478	33.3900	QC
Chauvet, Jean Paul	4, 5	O	2020-06-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	20 790	33.3900	QC
Dasilva, Dax	4, 5, 3	O	2020-06-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	14 973	33.3900	QC
Hotchandani (Bakshani), Asha	5	O	2020-06-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 577	33.3900	QC
Lacelle, Patrick	5	O	2020-06-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 293	33.3900	QC
Leblanc, Jean-Philippe	5	O	2020-06-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 538	33.3900	QC
Micak, Daniel Robert	5	O	2020-06-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 842	33.3900	QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Nahas, Denise	5	O	2020-06-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 250	33.3900	QC
Nussey, Brandon Blair	5	O	2020-06-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	16 470	33.3900	QC
Reaume, Martha (Marty)	5	O	2020-02-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-06-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	701	33.3900	QC
Teixeira, Julian Evan	5	O	2020-06-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 758	33.3900	QC
Texier, Jean-Michel	5	O	2020-06-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 910	33.3900	QC
Valeriano, Adrian	5	O	2020-02-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-06-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 294	33.3900	QC
Options								
Ajamian, Lory	5	O	2020-05-27	D	51 - Exercice d'options	(30)	0.0372	QC
		M	2020-05-27	D	51 - Exercice d'options	(30)	0.3720	QC
		O	2020-05-27	D	51 - Exercice d'options	(2 470)	0.0372	QC
		M	2020-05-27	D	51 - Exercice d'options	(2 470)	0.3720	QC
		O	2020-06-01	D	50 - Attribution d'options	59 295	33.3900	QC
Benard, Isabelle	5	O	2020-06-01	D	50 - Attribution d'options	168 474	33.3900	QC
Chauvet, Jean Paul	4, 5	O	2020-06-01	D	50 - Attribution d'options	37 762	33.3900	QC
Dasilva, Dax	4, 5, 3	O	2020-06-01	D	50 - Attribution d'options	46 477	33.3900	QC
Hotchandani (Bakshani), Asha	5	O	2020-06-01	D	50 - Attribution d'options	69 171	33.3900	QC
Lacelle, Patrick	5	O	2020-06-01	D	50 - Attribution d'options	8 365	33.3900	QC
Leblanc, Jean-Philippe	5	O	2020-06-01	D	50 - Attribution d'options	18 474	33.3900	QC
Micak, Daniel Robert	5	O	2020-06-01	D	50 - Attribution d'options	67 429	33.3900	QC
Nahas, Denise	5	O	2020-06-01	D	50 - Attribution d'options	65 686	33.3900	QC
Nussey, Brandon Blair	5	O	2020-06-01	D	50 - Attribution d'options	37 181	33.3900	QC
Texier, Jean-Michel	5	O	2020-06-01	D	50 - Attribution d'options	32 534	33.3900	QC
		O	2020-06-04	D	50 - Attribution d'options	150 000	33.7700	QC
Valeriano, Adrian	5	O	2020-06-01	D	50 - Attribution d'options	10 225	33.3900	QC
LIONS GATE ENTERTAINMENT CORP.								
<i>Actions sans droit de vote Class B</i>								
Barge, James	5	O	2020-06-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(6 513)	8.0900USD	BC
		O	2020-06-05	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	37 037		BC
Berg, Corii D.	5	O	2020-06-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(2 664)	8.0900USD	BC
		O	2020-06-05	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	24 691		BC
Burns, Michael Raymond	4, 5	O	2020-06-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(25 659)	8.0900USD	BC
		O	2020-06-05	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	43 210		BC
Feltheimer, Jon Henry	4, 5	O	2020-06-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(36 613)	8.0900USD	BC
		O	2020-06-05	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	86 420		BC
Goldsmith, Brian	5	O	2020-06-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(6 513)	8.0900USD	BC
		O	2020-06-05	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	54 420		BC
Lundin Mining Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Gatley, Stephen Trelawney	5	O	2020-06-02	D	51 - Exercice d'options	44 000	4.3200	ON
		O	2020-06-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(44 000)	6.7200	ON
<i>Options</i>								
Gatley, Stephen Trelawney	5	O	2020-06-02	D	51 - Exercice d'options	(44 000)	4.3200	ON
LXRandCo, Inc. (formerly Gibraltar Growth Corporation)								
<i>Class B Shares</i>								
Topiol, Nicolas	4	O	2019-06-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-05-25	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	85 714	0.1750	QC
Magellan Aerospace Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Magellan Aerospace Corporation	1	O	2010-05-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-05-27	D	38 - Rachat ou annulation	14 110	6.2180	ON
		O	2020-05-28	D	38 - Rachat ou annulation	13 510	6.2403	ON
		O	2020-05-29	D	38 - Rachat ou annulation	11 410	6.1145	ON
		O	2020-05-29	D	38 - Rachat ou annulation	(14 110)	6.2180	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2020-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	14 310	6.0648	ON
		O	2020-06-02	D	38 - Rachat ou annulation	14 310	6.2007	ON
		O	2020-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	10 510	6.2938	ON
Mazarin Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
MONETTE, SERGE	7							
RETROMOBILE INC	PI	O	2020-06-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	0.0700	QC
Tremblay, Robert	4							
RRSP	PI	O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	36 000	0.0900	QC
mCloud Technologies Corp. (formerly Universal mCloud Corp.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Russell, Ian	4	O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	4.1500	BC
Medicure Inc								
<i>Actions ordinaires</i>								
Friesen, Albert David	4, 5							
L. FRIESEN	PI	O	2020-06-02	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 900	1.0500	MB
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 100	1.0500	MB
		O	2020-06-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 800	1.0000	MB
Medicure Inc.	1	O	2020-05-29	D	38 - Rachat ou annulation	(141 700)		MB
MedMen Enterprises Inc. (formerly Ladera Ventures Corp.)								
<i>MedMen Enterprises Inc. Class B Subordinate Voting Shares</i>								
Bierman, Adam Nathaniel	4	O	2020-04-09	D	36 - Conversion ou échange	3 956 324		BC
		O	2020-04-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000 000)	0.2150	BC
		O	2020-04-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500 000)	0.2060	BC
		O	2020-04-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(145 500)	0.2350	BC
		O	2020-04-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500 000)	0.2060	BC
		O	2020-04-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500 000)	0.2070	BC
		O	2020-04-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(310 824)	0.2000	BC
Modlin, Andrew Max	4, 5	O	2020-04-20	D	36 - Conversion ou échange	3 956 324		BC
		O	2020-05-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300 000)	0.4040	BC
		O	2020-05-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	0.4220	BC
		O	2020-05-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(34 500)	0.3800	BC
		O	2020-05-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	0.3810	BC
		O	2020-05-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	0.4320	BC
		O	2020-05-28	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200 000)	0.4010	BC
		O	2020-05-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(293 500)	0.3310	BC
		O	2020-05-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(250 000)	0.3150	BC
		O	2020-05-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200 000)	0.3070	BC
		O	2020-05-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400 000)	0.3160	BC
		O	2020-05-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(320 984)	0.3060	BC
		O	2020-05-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300 000)	0.3040	BC
<i>MM Can USA, Inc. Class B Shares</i>								
Bierman, Adam Nathaniel	4	O	2020-04-09	D	36 - Conversion ou échange	(3 956 324)		BC
Modlin, Andrew Max	4, 5	O	2020-04-20	D	36 - Conversion ou échange	(3 956 324)		BC
Metaux Russel Inc.								
<i>Droits Restricted Share Units (cash settled)</i>								
Kelly, Maureen Ann	5	O	2020-03-16	D	56 - Attribution de droits de souscription	141		ON
		M	2020-03-16	D	56 - Attribution de droits de souscription	281		ON
Methanex Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
M&G Investment Management Limited	3							
M&G Investment Funds (1)	PI	O	2020-06-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 145	18.0087USD	BC
Metro inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
GUAY, Marc	4	O	2020-06-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	863	55.3370	QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
Metro inc.	1	O	2020-05-28	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	56.4970	QC
		O	2020-05-28	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)		QC
		O	2020-05-27	D	38 - Rachat ou annulation	100 000	55.5340	QC
		O	2020-05-27	D	38 - Rachat ou annulation	(100 000)		QC
		O	2020-05-26	D	38 - Rachat ou annulation	25 000	56.2720	QC
		O	2020-05-26	D	38 - Rachat ou annulation	(25 000)		QC
Milestone Pharmaceutiques Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Muller, Lorenz Andrew	5	O	2019-10-01	D	51 - Exercice d'options	2 500		QC
		O	2020-04-03	D	51 - Exercice d'options	32 528		QC
		O	2020-04-03	D	51 - Exercice d'options	18 043		QC
Oliveto, Joseph Gerard	4, 5	O	2019-12-21	D	51 - Exercice d'options	7 400		QC
<i>Options</i>								
Edick, Paul Raymond	4	O	2020-06-05	D	50 - Attribution d'options	15 000		QC
Hasija, Amit	5	O	2020-06-05	D	50 - Attribution d'options	115 000		QC
Liebert, Debra Kay	4	O	2020-06-05	D	50 - Attribution d'options	15 000		QC
Muller, Lorenz Andrew	5	O	2019-10-01	D	51 - Exercice d'options	(2 500)	1.5400USD	QC
		O	2020-04-03	D	51 - Exercice d'options	(32 528)	1.5400USD	QC
		O	2020-04-03	D	51 - Exercice d'options	(18 043)	1.5400USD	QC
		O	2020-06-05	D	50 - Attribution d'options	35 000		QC
Oliveto, Joseph Gerard	4, 5	O	2019-12-21	D	51 - Exercice d'options	(7 400)	1.5400USD	QC
		O	2020-06-05	D	50 - Attribution d'options	150 000		QC
Pasternak, Richard C.	4	O	2020-06-05	D	50 - Attribution d'options	15 000		QC
Plat, Francis	5	O	2020-06-05	D	50 - Attribution d'options	35 000		QC
Tomsicek, Michael John	4	O	2020-06-05	D	50 - Attribution d'options	15 000		QC
Truex, Paul Francis	4	O	2020-06-05	D	50 - Attribution d'options	15 000		QC
Mines Indépendantes Chibougamau Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Lotan Holdings Inc.	3	O	2020-06-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	64 500	0.1100	QC
		O	2007-01-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	85 000	0.1200	QC
		M	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	85 000	0.1200	QC
<i>Options</i>								
ZALNIERIUNAS, RIMANT VICTOR	4	O	2019-06-20	D	50 - Attribution d'options	100 000		QC
Miniere Osisko Inc.								
<i>Options</i>								
Singer, Cathy	4	O	2020-05-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-05-29	D	50 - Attribution d'options	200 000	3.9800	ON
MINT Income Fund								
<i>Parts de fiducie</i>								
MINT Income Fund	1	O	2020-06-08	D	38 - Rachat ou annulation	900	5.2711	AB
Mogo Inc. (formerly, Difference Capital Financial Inc.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Feller, Gregory Dean	4, 5	O	2020-06-01	D	97 - Autre	1 582	1.2600	BC
		O	2020-06-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	1.5200	BC
Mohamed, Minhas	4	O	2020-06-01	D	97 - Autre	870	1.2600	BC
Van Winters, Kees Cornelis	4	O	2020-06-01	D	97 - Autre	257	1.2600	BC
Spouse	PI	O	2020-06-01	I	97 - Autre	2 354	1.2600	BC
Wekerle, Michael A.	4, 3	O	2020-06-01	D	97 - Autre	3 403	1.2600	BC
Wek Corp.	PI	O	2020-06-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	1.4000	BC
		O	2020-06-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	1.4300	BC
Morguard Real Estate Investment Trust								
<i>Parts</i>								
Morguard Corporation	3	O	2020-04-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	574 555	4.9500	ON
		O	2020-05-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	534 750	5.4000	ON
Morneau Shepell Inc.								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
<i>Actions ordinaires</i>								
Shlesinger, Idan	5	O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 501)	33.0000	ON
Mount Logan Capital Inc. (formerly, Marret Resource Corp.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Small, James Radford	4	O	2020-06-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 700	2.5000USD	ON
Mullen Group Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Maloney, Richard James	5	O	2020-06-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	6.0900	AB
TD RRSP	PI	O	2020-06-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	6.0900	AB
Mullen Group Ltd.	1	O	2020-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	66 728	6.1285	AB
		O	2020-06-04	D	38 - Rachat ou annulation	66 728	6.0701	AB
		O	2020-06-05	D	38 - Rachat ou annulation	66 728	6.6040	AB
		O	2020-06-08	D	38 - Rachat ou annulation	66 728	6.8848	AB
		O	2020-06-09	D	38 - Rachat ou annulation	66 728	6.8323	AB
Neo Performance Materials Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Neo Performance Materials Inc.	1	O	2020-05-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	7.5400	ON
		O	2020-05-19	D	38 - Rachat ou annulation	(1 500)	7.5400	ON
		O	2020-05-20	D	38 - Rachat ou annulation	700	7.5500	ON
		O	2020-05-20	D	38 - Rachat ou annulation	(700)	7.5500	ON
		O	2020-05-21	D	38 - Rachat ou annulation	800	8.0200	ON
		O	2020-05-21	D	38 - Rachat ou annulation	(800)	8.0200	ON
		O	2020-05-29	D	38 - Rachat ou annulation	3 800	7.8400	ON
		O	2020-05-29	D	38 - Rachat ou annulation	(3 800)	7.8400	ON
Neptune Solutions Bien-Être Inc. (anciennement Neptune Technologies & Bioressources Inc.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Cammarata, Michael Taylor	4	O	2020-06-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	47 872	2.9900USD	QC
<i>Restricted Share Units</i>								
Cammarata, Michael Taylor	4	O	2020-06-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(47 872)	2.9900USD	QC
		O	2020-06-01	D	97 - Autre	(29 906)	2.9900USD	QC
NFI Group Inc. (formerly New Flyer Industries Inc.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Gray, Adam L.	4							
Coliseum Capital Management, LLC	PI	O	2020-06-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	17.9000	ON
		O	2020-06-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(36 000)	17.9400	ON
		O	2020-06-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(400 000)	18.4300	ON
		O	2020-06-08	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(29 100)	19.3800	ON
North American Construction Group Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Ferron, Martin Robert	4, 5	O	2020-06-02	D	51 - Exercice d'options	5 000	2.7900	AB
		O	2020-06-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(5 000)	9.0059	AB
		O	2020-06-04	D	51 - Exercice d'options	10 000	2.7900	AB
		O	2020-06-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	9.1075	AB
<i>Options</i>								
Ferron, Martin Robert	4, 5	O	2020-06-02	D	51 - Exercice d'options	(5 000)	2.7900	AB
		O	2020-06-04	D	51 - Exercice d'options	(10 000)	2.7900	AB
Northview Apartment Real Estate Investment Trust								
<i>Parts de fiducie</i>								
Credit Suisse Securities (Canada), Inc.	3	O	2020-06-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	56 590	34.1981	AB
		O	2020-06-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	43 718	34.6036	AB
		O	2020-06-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 223	35.1372	AB
		O	2020-06-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	64 470	34.7116	AB
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	14 461	34.6254	AB
NORZINC LTD.								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Vande Guchte, Michael John	5	O	2020-06-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)		BC
Nouveau Monde Graphite Inc. (auparavant Entreprises Minières du Nouveau-Monde Inc.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
TURPIN, ARMAND	3	O	2017-02-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-06-09	D	51 - Exercice d'options	100 000	0.1800	QC
<i>Options</i>								
TURPIN, ARMAND	3							
8056188 Canada Inc	PI	O	2020-06-09	I	51 - Exercice d'options	(100 000)		QC
NOVAGOLD RESOURCES INC.								
<i>Droits Deferred Share Unit</i>								
Kaplan, Thomas	4	O	2020-06-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 070	13.8221	BC
Nutrien Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Kirkpatrick, Robert	7	O	2020-06-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 095)	50.1314	SK
Nutritional High International Inc.								
<i>Bons de souscription</i>								
Wilson, Robert	5	O	2019-12-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-05-29	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	2 000 000		ON
<i>Débitures convertibles 12</i>								
Wilson, Robert	5	O	2019-12-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		M	2019-12-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-05-29	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	\$ 10 000.00	0.0500	ON
<i>Restricted Share Units</i>								
Wilson, Robert	5	O	2019-12-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		M	2019-12-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-03-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 000 000		ON
Nuvo Pharmaceuticals Inc. (formerly, Nuvo Research Inc.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Harris, Robert Paul	4	O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 000	0.7880	ON
		O	2020-03-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	0.5600	ON
Ledger, Jesse Francis	5	O	2020-06-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	0.8000	ON
		O	2020-06-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	0.7480	ON
		O	2020-06-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	0.8000	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	0.7820	ON
		O	2020-06-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	0.8000	ON
		O	2020-06-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	0.8000	ON
ONEX CORPORATION								
<i>Options</i>								
Le Blanc, Robert Michael	7	O	2020-06-02	D	59 - Exercice au comptant	(25 000)	29.2900	ON
Open Text Corporation								
<i>Actions ordinaires OTEX Common</i>								
Fowle, Randy	4	O	2020-06-04	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(5 000)		ON
RCF Advisors Ltd.	PI	O	2002-12-12	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-06-04	I	90 - Changements relatifs à la propriété	5 000		ON
		O	2020-06-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	58.1000USD	ON
		M	2020-06-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	58.1000	ON
		O	2020-06-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	58.3000USD	ON
		M	2020-06-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 500)	58.3000	ON
Optiva Inc. (formerly Redknee Solutions Inc.)								
<i>Actions à droit de vote subalterne (Common shares redesignated-Apr/17)</i>								
Basu, Anindyaraj	5							
RBC (TFSA)	PI	O	2020-06-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100)	21.5000	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Orca Gold Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Chase, Robert	4	O	2020-06-02	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	100 000	0.3000	BC
Orezone Gold Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Archambeault, Louis	5	O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.7000	BC
Sun Valley Gold LLC	3	O	2020-06-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.6800	BC
Client Accounts	PI	O	2020-05-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(426 000)	0.8100	BC
Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée								
<i>Senior Subordinated Exchangeable Debentures due Nov 30, 2022</i>								
Yellow Pages Digital & Media Solutions Limited / Pages Jaune	1	O	2020-05-20	D	38 - Rachat ou annulation	\$ 9 000.00	97.7500	QC
Pan Global Resources Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
evans, patrick charles	4	O	2020-06-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200 000	0.1350USD	BC
Pan Orient Energy Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Pan Orient Energy Corp.	1	O	2020-06-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	0.6000	AB
		O	2020-06-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	0.7100	AB
Papiers Tissu KP Inc.								
<i>Performance Share Units (PSU)</i>								
BIANCO, DINO JOE	4, 5	O	2020-05-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	26 371	10.0000	ON
Ceruti, Frederick L. R.	5	O	2020-05-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	864	10.0000	ON
		O	2020-05-29	D	59 - Exercice au comptant	(973)		ON
		O	2020-05-29	D	58 - Expiration de droits de souscription	(5 021)		ON
		O	2020-05-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 000	10.0000	ON
		M	2020-05-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 000	10.0000USD	ON
Fior, Mina	5	O	2020-05-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 535	10.0000	ON
Goss, Gordon William	7	O	2020-05-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	11 359	10.0000USD	ON
		O	2020-05-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 356	10.0000	ON
		O	2020-05-29	D	59 - Exercice au comptant	(1 528)		ON
		O	2020-05-29	D	58 - Expiration de droits de souscription	(7 879)		ON
Gosselin, Mario	7	O	2020-05-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	3 372	10.0000	ON
		O	2020-05-29	D	59 - Exercice au comptant	(3 799)		ON
		O	2020-05-29	D	58 - Expiration de droits de souscription	(19 580)		ON
Holbrook, Mark Kenneth	7, 5	O	2020-05-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 499	10.0000	ON
		O	2020-05-29	D	59 - Exercice au comptant	(1 688)		ON
		O	2020-05-29	D	58 - Expiration de droits de souscription	(8 705)		ON
		O	2020-05-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 233	10.0000	ON
Irving, Susan Louise	7	O	2020-03-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-05-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 750	10.0000	ON
Manseau, Michel	7	O	2020-05-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	14 160	10.0000	ON
		M	2020-05-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	14 160	10.0000	ON
		O	2020-05-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 453	10.0000	ON
		O	2020-05-29	D	59 - Exercice au comptant	(1 637)		ON
		O	2020-05-29	D	58 - Expiration de droits de souscription	(8 438)		ON
O'Hara, John Leonard	7, 6	O	2020-05-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 260	10.0000	ON
		O	2020-05-29	D	59 - Exercice au comptant	(1 419)		ON
		O	2020-05-29	D	58 - Expiration de droits de souscription	(7 317)		ON
		O	2020-05-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 250	10.0000	ON
		M	2020-05-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 250	10.0000	ON
Paroyan, François Jean-Pierre Joseph	5	O	2020-05-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 326	10.0000	ON
		O	2020-05-29	D	59 - Exercice au comptant	(1 494)		ON
		O	2020-05-29	D	58 - Expiration de droits de souscription	(7 701)		ON
Stewart, Charles William Alexander	5	O	2020-05-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 102	10.0000	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
<i>Restricted Stock Units (RSU)</i>								
BIANCO, DINO JOE	4, 5	O	2020-05-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	26 371	10.0000	ON
		M	2020-05-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	26 371	10.0000	ON
		O	2020-05-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	839	10.0000	ON
		O	2020-05-29	D	59 - Exercice au comptant	(11 390)		ON
Ceruti, Frederick L. R.	5	O	2020-05-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	143	10.0000	ON
		O	2020-05-29	D	59 - Exercice au comptant	(1 942)		ON
		O	2019-05-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 000	10.0000	ON
		O	2020-05-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 000	10.0000USD	ON
Fior, Mina	5	O	2020-05-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	208	10.0000	ON
		O	2020-05-29	D	59 - Exercice au comptant	(2 823)		ON
		O	2020-05-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 535	10.0000	ON
Goss, Gordon William	7	O	2020-05-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	11 359	10.0000USD	ON
		O	2020-05-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	361	10.0000	ON
		O	2020-05-29	D	59 - Exercice au comptant	(4 906)		ON
Holbrook, Mark Kenneth	7, 5	O	2020-05-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 233	10.0000	ON
		O	2020-05-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	326	10.0000	ON
		O	2020-05-29	D	59 - Exercice au comptant	(4 420)		ON
Irving, Susan Louise	7	O	2020-03-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-05-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 750	10.0000	ON
Manseau, Michel	7	O	2020-05-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	14 161	10.0000	ON
		M	2020-05-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	14 160	10.0000	ON
		O	2020-05-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	450	10.0000	ON
		O	2020-05-29	D	59 - Exercice au comptant	(6 115)		ON
O'Hara, John Leonard	7, 6	O	2020-05-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	296	10.0000	ON
		O	2020-05-29	D	59 - Exercice au comptant	(4 024)		ON
		O	2020-05-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 250	10.0000	ON
Paroyan, François Jean-Pierre Joseph	5	O	2020-05-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	312	10.0000	ON
		O	2020-05-29	D	59 - Exercice au comptant	(4 236)		ON
		O	2020-05-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 809	10.0000	ON
Stewart, Charles William Alexander	5	O	2020-05-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 102	10.0000	ON
		O	2020-05-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	258	10.0000	ON
		O	2020-05-29	D	59 - Exercice au comptant	(3 500)		ON
Parex Resources Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Engbloom, Robert John	4	O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 000)	17.2595	AB
Park Lawn Corporation								
<i>Deferred Share Units</i>								
Scott, Steven	4	O	2020-03-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	830		ON
Peak Positioning Technologies Inc.								
<i>Options</i>								
Dumas, Mark	4	O	2020-05-18	D	52 - Expiration d'options	(325 000)		QC
JOSEPH, Johnson	4, 5	O	2020-05-18	D	52 - Expiration d'options	(1 000 000)		QC
Tessier, Charles-André	4	O	2020-05-18	D	52 - Expiration d'options	(425 000)		QC
PFB Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Carruthers, Bruce Malcolm	4, 5	O	2020-06-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	10.2500	AB
		O	2020-06-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	10.1000	AB
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	10.1000	AB
Kernaghan, Edward Hume	3	O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	10.2000	AB
Kernwood Limited	PI	O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 400	10.1800	AB
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	10.1000	AB
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	10.0000	AB
		O	2020-06-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 600	10.2500	AB

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Pieridae Energy Limited								
<i>Actions ordinaires</i>								
Dargewitz, Robert	5	O	2020-06-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	0.3000	AB
Platinum Group Metals Ltd.								
<i>Bons de souscription</i>								
Hosken Consolidated Investments Limited	3							
Deepkloof Limited	PI	O	2019-11-15	C	55 - Expiration de bons de souscription	(3 742 999)		BC
		M	2019-11-15	I	55 - Expiration de bons de souscription	(3 742 999)		BC
Plaza Retail REIT								
<i>Débetures Unsecured 5.00 (Series I) 2018</i>								
McGregor, Alex Douglas	4	O	2020-06-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NB
<i>Débetures Unsecured 5.00 (Series II)</i>								
McGregor, Alex Douglas	4	O	2020-06-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NB
<i>Obligations 5.0 Mortgage Bonds (Series X)</i>								
McGregor, Alex Douglas	4	O	2020-06-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NB
<i>Parts de fiducie</i>								
McGregor, Alex Douglas	4	O	2020-06-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			NB
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 500	3.2354	NB
Power Corporation du Canada								
<i>Performance Share Units</i>								
Desmarais, Olivier	7	O	2020-06-04	D	59 - Exercice au comptant	(7 575)	21.5840	QC
Desmarais, Paul III	7	O	2020-06-04	D	59 - Exercice au comptant	(7 575)	21.5840	QC
<i>PFC Performance Share Units</i>								
Desmarais, Olivier	7	O	2020-06-04	D	59 - Exercice au comptant	(6 918)	21.5840	QC
Desmarais, Paul III	7	O	2020-06-04	D	59 - Exercice au comptant	(6 918)	21.5840	QC
Orr, Robert Jeffrey	4	O	2020-06-04	D	59 - Exercice au comptant	(30 890)	21.5840	QC
Precision Drilling Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Precision Drilling Corporation	1	O	2020-05-01	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	0.7150	AB
		O	2020-05-04	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	0.7250	AB
		O	2020-05-05	D	38 - Rachat ou annulation	500	0.7900	AB
		O	2020-05-06	D	38 - Rachat ou annulation	500	0.8000	AB
		O	2020-05-07	D	38 - Rachat ou annulation	500	0.7700	AB
		O	2020-05-08	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	0.7500	AB
		O	2020-05-11	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	0.7900	AB
		O	2020-05-12	D	38 - Rachat ou annulation	500	0.8200	AB
		O	2020-05-13	D	38 - Rachat ou annulation	500	0.7700	AB
		O	2020-05-14	D	38 - Rachat ou annulation	500	0.7100	AB
		O	2020-05-29	D	38 - Rachat ou annulation	(7 000)		AB
Premium Brands Holdings Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
PALEOLOGOU, GEORGE	4, 5	O	2020-06-08	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(100)		BC
Quarterhill Inc. (formerly, Wi-LAN Inc.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Hill, Paul	4	O	2020-06-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	1.9400	ON
		O	2020-06-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	1.9477	ON
		O	2020-06-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	33 000	1.9500	ON
<i>Options</i>								
CORTENS, David A.	5	O	2019-10-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-06-01	D	50 - Attribution d'options	40 000		ON
Malhotra, Rish	5	O	2020-06-01	D	50 - Attribution d'options	60 000		ON
Quebecor inc.								
<i>Actions à droit de vote subalterne Catégorie B</i>								
Quebecor inc.	1	O	2020-05-15	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	29.0425	QC
		O	2020-05-19	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	29.0114	QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2020-05-20	D	38 - Rachat ou annulation	233 500	28.8851	QC
		O	2020-05-21	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	28.5944	QC
		O	2020-05-22	D	38 - Rachat ou annulation	95 900	28.8304	QC
		O	2020-05-25	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	29.4586	QC
		O	2020-05-26	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	26.2937	QC
		O	2020-05-27	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	29.0206	QC
		O	2020-05-28	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	29.4232	QC
		O	2020-05-29	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	29.8583	QC
		O	2020-05-31	D	38 - Rachat ou annulation	(729 400)		QC
Quincaillerie Richelieu Ltée								
<i>Unités d'actions différées</i>								
Martin, Luc	4	O	2020-05-09	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-05-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	505	27.8600	QC
Quinsam Capital Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Quinsam Capital Corporation	1	O	2020-06-01	D	38 - Rachat ou annulation	100 000	0.1225	ON
		O	2020-06-02	D	38 - Rachat ou annulation	149 000	0.1150	ON
		O	2020-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	0.1150	ON
		O	2020-06-04	D	38 - Rachat ou annulation	129 000	0.1261	ON
		O	2020-06-05	D	38 - Rachat ou annulation	119 000	0.1350	ON
<i>Droits Deferred Share Units</i>								
Szustak, Eric	4	O	2020-05-29	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 291		ON
Radiant Technologies Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Cabigon, Michael	4	O	2020-05-26	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	125 000	0.2000	AB
<i>Bons de souscription</i>								
Cabigon, Michael	4	O	2020-05-26	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	125 000		AB
Red Light Holland Corp. (formerly, Added Capital Inc.)								
<i>Options</i>								
Appleby, Kyle Michael	5	O	2020-05-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-06-02	D	50 - Attribution d'options	250 000	0.0600	ON
Barnes, Ann Catherine	4	O	2020-05-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-06-02	D	50 - Attribution d'options	500 000		ON
Kamin, Lowell M.	4	O	2020-05-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-06-02	D	50 - Attribution d'options	1 000 000		ON
Lamb, Brad	4, 5	O	2020-06-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-06-02	D	50 - Attribution d'options	500 000		ON
Posen, Binyomin Yehuda	4	O	2019-03-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-06-02	D	50 - Attribution d'options	250 000		ON
Shapiro, Todd Michael	4, 5	O	2020-05-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-06-02	D	50 - Attribution d'options	1 200 000		ON
Red Pine Exploration Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Boiridy, Mia Ingrid	5							
TFSA	PI	O	2019-10-23	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
<i>Options</i>								
Boiridy, Mia Ingrid	5	O	2019-10-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
Relevances Nomad Ltée								
<i>Droits Restricted share units</i>								
Lévesque, Elif	5	O	2020-06-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	252 200		QC
Ressources Auxico Canada Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Gauthier, Pierre	4							
Seed Capital Inc.	PI	O	2017-08-29	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-06-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500 000	0.0600	QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2020-06-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	14 000	0.0700	QC
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	18 000	0.1000	QC
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.0700	QC
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.0750	QC
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.0800	QC
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.0850	QC
		O	2020-06-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.0700	QC
Ressources Minières Radisson Inc.								
<i>Actions ordinaires Catégorie A</i>								
Bouchard, Mario		4, 5						
Admirio Industriel	PI	O	2020-06-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	0.2050	QC
Dion, Jean	4	O	2020-06-05	D	51 - Exercice d'options	75 000	0.1300	QC
Lachance, Denis	4	O	2020-06-05	D	51 - Exercice d'options	125 000	0.1300	QC
Parent Bouchard, Hubert	5	O	2020-06-05	D	51 - Exercice d'options	50 000	0.1300	QC
<i>Options</i>								
Dion, Jean	4	O	2020-06-05	D	51 - Exercice d'options	(75 000)	0.1300	QC
Lachance, Denis	4	O	2020-06-05	D	51 - Exercice d'options	(125 000)	0.1300	QC
Parent Bouchard, Hubert	5	O	2020-06-05	D	51 - Exercice d'options	(50 000)	0.1300	QC
Ressources Minières Vanstar Inc.								
<i>Options</i>								
Hamel, Jonathan	4, 5	O	2020-06-04	D	50 - Attribution d'options	400 000	1.1700	QC
		M	2020-06-03	D	50 - Attribution d'options	400 000	1.1700	QC
		M'	2020-06-03	D	50 - Attribution d'options	400 000	1.1700	QC
Lapointe, Bernard	4	O	2020-06-03	D	50 - Attribution d'options	200 000	1.1700	QC
Ressources Robex Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
COHEN, BENJAMIN	4, 3	O	2020-06-10	D	36 - Conversion ou échange	1 250 000	0.0900	QC
		O	2020-06-10	D	36 - Conversion ou échange	2 000 000	0.1300	QC
Cohen, Georges	4, 5, 3	O	2020-06-10	D	36 - Conversion ou échange	3 000 000	0.0900	QC
cohen, julien	4, 3	O	2020-06-10	D	36 - Conversion ou échange	750 000	0.0900	QC
		O	2020-06-10	D	36 - Conversion ou échange	1 500 000	0.1300	QC
<i>Options</i>								
COHEN, BENJAMIN	4, 3	O	2020-06-10	D	51 - Exercice d'options	(1 250 000)	0.0900	QC
		O	2020-06-10	D	51 - Exercice d'options	(2 000 000)	0.1300	QC
Cohen, Georges	4, 5, 3	O	2020-06-10	D	51 - Exercice d'options	(3 000 000)	0.0900	QC
cohen, julien	4, 3	O	2020-06-10	D	51 - Exercice d'options	(750 000)	0.0900	QC
		O	2020-06-10	D	51 - Exercice d'options	(1 500 000)	0.1300	QC
Ressources Sirios Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Bouchard, Michel	4	O	2020-06-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	0.1200	QC
RIOCAN REAL ESTATE INVESTMENT TRUST								
<i>Parts de fiducie</i>								
Tang, Qi	5	O	2020-06-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 355		ON
		M	2020-06-08	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 355	18.2100	ON
		O	2020-06-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(1 261)	18.2100	ON
<i>REU for Senior Executives</i>								
Tang, Qi	5	O	2020-06-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	580		ON
		O	2020-06-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(2 355)		ON
		M	2020-06-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(2 355)	18.2100	ON
Ritchie Bros. Auctioneers Incorporated								
<i>Options</i>								
Ackley, Matthew Farrell	5	O	2020-06-02	D	59 - Exercice au comptant	(4 000)	17.7600USD	BC
Jeter, James Jeffrey	5	O	2020-06-05	D	59 - Exercice au comptant	(757)	14.0400USD	BC
		O	2020-06-05	D	59 - Exercice au comptant	(3 527)	27.1000USD	BC
Rocky Mountain Liquor Inc.								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
<i>Actions ordinaires</i>								
Byrne, Joan	3							
73297 Newfoundland and Labrador Ltd.	PI	O	2020-06-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	0.0600	AB
Byrne, Peter	5, 3							
73297 Newfoundland and Labrador Ltd.	PI	O	2020-06-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	0.0600	AB
Roots Corporation								
<i>Deferred Share Units</i>								
Curran, Mary Ann	4	O	2020-05-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 808		ON
David, Gregory	4	O	2020-05-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	23 009		ON
Lastman, Dale Howard	4	O	2020-05-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	26 327		ON
Mavrincac, Richard P.	4	O	2020-05-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	25 442		ON
Teitelbaum, Joel	4	O	2020-05-01	D	56 - Attribution de droits de souscription	23 230		ON
<i>Options</i>								
Kennedy, Mona	5	O	2020-01-06	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-05-01	D	50 - Attribution d'options	50 000		ON
Royal Nickel Corporation dba as RNC Minerals								
<i>Actions ordinaires</i>								
Morley-Jepson, Warwick	4	O	2020-06-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 500	0.5100	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.4800	ON
Sabina Gold & Silver Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Bennett, Elaine	5	O	2020-06-03	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	15 000	2.4000	BC
Campbell, Angus	5	O	2020-06-03	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	10 000	2.4000	BC
McLeod, Donald Bruce	4	O	2020-06-03	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	20 000	2.4000	BC
Morton, James Nicholson	4	O	2020-06-03	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	4 000	2.4000	BC
Segsworth, Walter Thomas	4	O	2020-06-04	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	41 667	2.4000	BC
Stylianides, Anna	4	O	2020-06-03	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	18 750	2.4000	BC
SANDSTORM GOLD LTD.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Swarthout, Andrew	4	O	2020-06-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	15 666		BC
<i>Droits Restricted Share Rights</i>								
Swarthout, Andrew	4	O	2020-06-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(15 666)		BC
Saputo Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Gagnon, Martin	5	O	2020-06-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	33.0000	QC
		O	2020-06-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	32.9100	QC
Wagner, Gaétane	5	O	2020-06-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	32.8400	QC
		O	2020-06-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	440	32.8500	QC
		O	2020-06-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	32.8700	QC
		O	2020-06-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	32.8800	QC
		O	2020-06-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	32.8900	QC
		O	2020-06-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 200	32.9000	QC
		O	2020-06-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	32.9100	QC
<i>Unités d'actions de performance / Performance Share Units</i>								
Bockmann, Kai	5	O	2020-06-04	D	59 - Exercice au comptant	(14 365)		QC
		O	2020-06-04	D	97 - Autre	(6 698)		QC
Brockman, Terry	7, 5	O	2020-06-04	D	59 - Exercice au comptant	(16 022)		QC
		O	2020-06-04	D	97 - Autre	(7 471)		QC
Canuto, Gianfranco	5	O	2020-06-04	D	59 - Exercice au comptant	(1 159)		QC
		O	2020-06-04	D	97 - Autre	(540)		QC
Carrière, Louis-Philippe	4	O	2020-06-04	D	59 - Exercice au comptant	(20 111)		QC
		O	2020-06-04	D	97 - Autre	(9 377)		QC
Colizza, Carl	5	O	2020-06-04	D	59 - Exercice au comptant	(12 708)		QC
		O	2020-06-04	D	97 - Autre	(5 925)		QC
Corney, Paul	7, 5	O	2020-06-04	D	59 - Exercice au comptant	(13 260)		QC

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
Initié								
Porteur inscrit								
Edwards, Robert L.	7	O	2020-06-04	D	97 - Autre	(6 183)		QC
		O	2020-06-04	D	59 - Exercice au comptant	(613)		QC
		O	2020-06-04	D	97 - Autre	(286)		QC
Gagnon, Martin	5	O	2020-06-04	D	59 - Exercice au comptant	(1 974)		QC
		O	2020-06-04	D	97 - Autre	(921)		QC
Guido, Frank	5	O	2020-06-04	D	59 - Exercice au comptant	(1 498)		QC
		O	2020-06-04	D	97 - Autre	(699)		QC
Poutchigian, Haig	7	O	2020-06-04	D	59 - Exercice au comptant	(1 045)		QC
		O	2020-06-04	D	97 - Autre	(487)		QC
Rivard, Richard	5	O	2020-06-04	D	59 - Exercice au comptant	(1 502)		QC
		O	2020-06-04	D	97 - Autre	(701)		QC
Rothstein, David	7	O	2020-06-04	D	59 - Exercice au comptant	(664)		QC
		O	2020-06-04	D	97 - Autre	(310)		QC
Therrien, Maxime	7, 5	O	2020-06-04	D	59 - Exercice au comptant	(2 505)		QC
		O	2020-06-04	D	97 - Autre	(1 168)		QC
Turcotte, Patrick	5	O	2020-06-04	D	59 - Exercice au comptant	(545)		QC
		O	2020-06-04	D	97 - Autre	(254)		QC
Wagner, Gaétane	5	O	2020-06-04	D	59 - Exercice au comptant	(14 475)		QC
		O	2020-06-04	D	97 - Autre	(6 750)		QC
Wallace, Richard	5	O	2020-06-04	D	59 - Exercice au comptant	(1 926)		QC
		O	2020-06-04	D	97 - Autre	(898)		QC
Seven Generations Energy Ltd.								
<i>Actions ordinaires Class A</i>								
Johnsen, Jordan	5	O	2018-12-31	D	54 - Exercice de bons de souscription	505 940	5.3600	AB
		M	2018-12-31	D	54 - Exercice de bons de souscription	505 939	5.3600	AB
		O	2018-12-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(505 940)	17.5049	AB
		M	2018-12-31	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(505 939)	17.5049	AB
<i>Bons de souscription Performance</i>								
Johnsen, Jordan	5	O	2018-12-31	D	54 - Exercice de bons de souscription	(505 940)	5.3600	AB
		M	2018-12-31	D	54 - Exercice de bons de souscription	(505 939)	5.3600	AB
		O	2019-07-29	D	55 - Expiration de bons de souscription	(18 000)		AB
		M	2019-07-24	D	55 - Expiration de bons de souscription	(18 000)		AB
		O	2020-05-29	D	55 - Expiration de bons de souscription	(90 000)		AB
<i>Options Pre-IPO</i>								
Johnsen, Jordan	5	O	2020-05-29	D	52 - Expiration d'options	(90 000)		AB
SHAW COMMUNICATIONS INC.								
<i>Actions sans droit de vote Class "B"</i>								
Yuill, Willard	4							
Willard & Elizabeth Yuill Family Trust 2015	PI	O	2020-06-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	24.0000	AB
Shopify Inc.								
<i>Actions à droit de vote multiple Class B Multiple Voting Shares</i>								
Miller, Craig Stuart	5	O	2020-06-04	D	51 - Exercice d'options	2 916	6.2200USD	ON
		O	2020-06-04	D	36 - Conversion ou échange	(2 916)		ON
<i>Actions à droit de vote subalterne Class A Subordinate Voting Shares</i>								
Finkelstein, Harley Michael	5	O	2020-06-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 220		ON
		O	2020-06-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(682)	746.2919USD	ON
		O	2020-06-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(537)	763.9100USD	ON
Forsyth, Brittany Jean	5	O	2020-06-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(268)	763.9100USD	ON
Frasca, Joseph Andrew	5	O	2020-06-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(256)	746.2919USD	ON
		M	2020-06-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(257)	746.2919USD	ON
		O	2020-06-08	D	51 - Exercice d'options	880	136.5500USD	ON
		O	2020-06-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(880)	715.0000USD	ON
		O	2020-06-08	D	51 - Exercice d'options	988	180.3800USD	ON
		O	2020-06-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(988)	715.0000USD	ON
		O	2020-06-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(609)	715.0000USD	ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
Lemieux, Jean-Michel	5	O	2020-06-08	D	51 - Exercice d'options	1 000	62.1500USD	ON
		O	2020-06-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(1 000)	715.0000USD	ON
Lutke, Tobias Albin	4, 5	O	2020-06-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(1 074)	763.9100USD	ON
Miller, Craig Stuart	5	O	2020-06-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 831		ON
		O	2020-06-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 024)	746.2919USD	ON
		O	2020-06-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(407)	764.4300USD	ON
		O	2020-06-04	D	36 - Conversion ou échange	2 916		ON
		O	2020-06-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(2 916)	763.9100USD	ON
		O	2020-06-05	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(806)	720.0000USD	ON
<i>Options</i>								
Frasca, Joseph Andrew	5	O	2020-06-08	D	51 - Exercice d'options	(880)	136.5500USD	ON
		O	2020-06-08	D	51 - Exercice d'options	(988)	180.3800USD	ON
Lemieux, Jean-Michel	5	O	2020-06-08	D	51 - Exercice d'options	(1 000)	62.1500USD	ON
Miller, Craig Stuart	5	O	2020-06-04	D	51 - Exercice d'options	(2 916)	6.2200USD	ON
<i>RSU</i>								
Finkelstein, Harley Michael	5	O	2020-06-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 220)		ON
Miller, Craig Stuart	5	O	2020-06-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 831)		ON
Slam Exploration Ltd.								
<i>Bons de souscription</i>								
Taylor, Michael R.	4, 5	O	2019-05-04	D	55 - Expiration de bons de souscription	(200 000)		NB
Sleep Country Canada Holdings Inc.								
<i>Deferred Share Units (DSU)</i>								
Bradley, James Douglas	4	O	2020-05-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 846		ON
		M	2020-05-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 679		ON
Cassaday, John	4	O	2020-05-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 846		ON
		M	2020-05-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 679		ON
Hirji-Nowaczynski, Zabeen	4	O	2020-05-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 846		ON
		M	2020-05-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 679		ON
Magee, Christine	4	O	2020-05-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 846		ON
		M	2020-05-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 679		ON
Moor, Andrew	4	O	2020-05-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 846		ON
		M	2020-05-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 679		ON
Mowbray, Stacey	4	O	2020-05-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 846		ON
		M	2020-05-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 679		ON
Shaw, David Robinson	4	O	2020-05-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 846		ON
		M	2020-05-13	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 679		ON
SmartCentres Real Estate Investment Trust (formerly, Smart Real Estate Investment Trust)								
<i>Parts de fiducie</i>								
Foster, Garry	4							
TFSA (spousal)	PI	O	2013-05-20	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-06-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 080	21.8700	ON
Société d'exploration minière Vior inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Fedosiewich, Mark Brian	5	O	2020-05-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	21 000	0.0900	QC
Société Financière Manuvie								
<i>Droits Performance Share Units (PSU)</i>								
Gori, Rocco	4, 5	O	2020-06-08	D	59 - Exercice au comptant	(34 129)	17.9900	ON
<i>Droits Restricted Share Units (RSU)</i>								
Gori, Rocco	4, 5	O	2020-06-08	D	59 - Exercice au comptant	(13 517)	17.9900	ON
Spartan Delta Corp. (formerly Return Energy Inc.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Greenall, Geraldine Louise	5							
Gerald Hrap	PI	O	2020-06-01	C	36 - Conversion ou échange	2 500 000		AB
		O	2020-06-01	C	37 - Division ou regroupement d'actions	(27 225 000)		AB

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
Natras, Thanos Athanassios	5	O	2020-06-01	D	36 - Conversion ou échange	2 000 000		AB
		O	2020-06-01	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(41 733 450)		AB
<i>Droits de souscription</i>								
Greenall, Geraldine Louise	5							
Gerald Hrap	PI	O	2020-06-01	C	36 - Conversion ou échange	(2 500 000)		AB
Natras, Thanos Athanassios	5	O	2020-06-01	D	36 - Conversion ou échange	(2 000 000)		AB
Sprott Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Grosskopf, Peter	4, 7, 6, 5	O	2020-05-25	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(699 682)		ON
		M	2020-05-25	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(699 683)		ON
NBCN Inc.	PI	O	2020-06-03	C	51 - Exercice d'options	150 000		ON
		O	2020-06-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 800)	43.4310	ON
		O	2020-06-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(79 200)	42.7580	ON
		O	2020-06-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	40.4858	ON
Hibbert, Kevin Lloyd	7, 5	O	2020-05-25	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(817 370)		ON
		M	2020-05-25	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(817 371)		ON
Rule, Arthur Richards	4, 7, 3	O	2020-05-25	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(269 250)		ON
		M	2020-05-25	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(269 251)		ON
Rick and Bonnie Rule Trust U/A/D 12/17/98	PI	O	2020-05-25	C	37 - Division ou regroupement d'actions	(23 818 360)		ON
		M	2020-05-25	C	37 - Division ou regroupement d'actions	(23 818 361)		ON
<i>Actions ordinaires (EPSP)</i>								
Bhathal, Varinder	7	O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	40.0300	ON
<i>Droits Deferred Share Units</i>								
Birch, Graham John	4	O	2020-06-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	60	42.8000	ON
Dewhurst, Ronald Richard	4	O	2020-06-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	61	42.8000	ON
Ranson, Sharon Margaret	4	O	2020-06-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	191	42.8000	ON
ZIGROSSI, ROSEMARY	4	O	2020-05-25	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(124 126)		ON
		M	2020-05-25	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(124 127)		ON
		O	2020-06-03	D	56 - Attribution de droits de souscription	97	42.8000	ON
<i>Options</i>								
Grosskopf, Peter	4, 7, 6, 5	O	2020-05-25	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(2 925 000)		ON
		M	2020-05-25	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(2 700 000)		ON
		O	2019-12-31	D	52 - Expiration d'options	(250 000)		ON
		O	2020-06-03	D	51 - Exercice d'options	(150 000)		ON
<i>Restricted Share Units</i>								
George, Whitney	7, 5	O	2020-05-25	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(587 519)		ON
		M	2020-05-25	D	37 - Division ou regroupement d'actions	(587 520)		ON
SSR Mining Inc. (Silver Standard Resources Inc.)								
<i>Deferred Share Unit</i>								
Paterson, Richard	4	O	2020-05-27	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 719	29.0900	BC
		M	2020-05-27	D	56 - Attribution de droits de souscription	831	29.0900	BC
STEP Energy Services Ltd.								
<i>Options</i>								
Burvill, Michael Edward	5	O	2020-05-28	D	50 - Attribution d'options	90 000		AB
Davis, Regan Todd	4, 5	O	2020-05-28	D	50 - Attribution d'options	275 000		AB
Duhon, Brock	5	O	2020-05-28	D	50 - Attribution d'options	150 000		AB
Glanville, Stephen Murray	5	O	2020-05-28	D	50 - Attribution d'options	185 000		AB
Johnson, David Todd	5	O	2020-05-28	D	50 - Attribution d'options	70 000		AB
Kelly, Michael Grant	5	O	2020-05-28	D	50 - Attribution d'options	185 000		AB
McLeod-Hill, Lori Lynn	5	O	2020-05-28	D	50 - Attribution d'options	70 000		AB
Persad, Shane Premnath	5	O	2020-05-28	D	50 - Attribution d'options	100 000		AB
Rainville, Todd Harvey Edward	5	O	2020-05-28	D	50 - Attribution d'options	70 000		AB
Thompson, Rory John Will	5	O	2020-05-28	D	50 - Attribution d'options	120 000		AB

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Performance Share Units - Business Unit</i>								
Burvill, Michael Edward	5	O	2020-06-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(27 404)	0.4100	AB
Duhon, Brock	5	O	2020-06-02	D	57 - Exercice de droits de souscription	(17 169)		AB
		M	2020-06-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(17 169)		AB
		O	2020-06-02	D	59 - Exercice au comptant	(3 636)	0.4100	AB
Persad, Shane Premnath	5	O	2019-04-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(3 451)		AB
		M	2019-04-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(3 451)		AB
		O	2020-06-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(24 569)	0.4100	AB
Thompson, Rory John Will	5	O	2020-06-02	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	19 294		AB
		O	2020-06-02	D	59 - Exercice au comptant	(12 860)	0.4100	AB
<i>Performance Share Units - Corporate Unit</i>								
Burvill, Michael Edward	5	O	2020-05-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	54 800	0.4200	AB
Davis, Regan Todd	4, 5	O	2020-05-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	166 700	0.4200	AB
Duhon, Brock	5	O	2020-05-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	90 800	0.4200	AB
Glanville, Stephen Murray	5	O	2020-05-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	97 200	0.4200	AB
Johnson, David Todd	5	O	2020-05-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	35 900	0.4200	AB
Kelly, Michael Grant	5	O	2020-05-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	97 200	0.4200	AB
McLeod-Hill, Lori Lynn	5	O	2020-05-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	35 900	0.4200	AB
Persad, Shane Premnath	5	O	2020-05-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	50 300	0.4200	AB
Rainville, Todd Harvey Edward	5	O	2020-05-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	35 900	0.4200	AB
Thompson, Rory John Will	5	O	2020-05-28	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	61 100	0.4200	AB
Taseko Mines Limited								
<i>Options</i>								
Dickinson, Robert Allan	4, 5	O	2020-05-22	D	52 - Expiration d'options	(132 000)	0.9800	BC
Thiessen, Ronald William	4	O	2020-05-22	D	52 - Expiration d'options	(165 000)	0.9800	BC
TELUS Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Geheran, Tony	5							
CIBC	PI	O	2020-03-17	I	37 - Division ou regroupement d'actions	41 904		BC
		M	2020-03-17	I	37 - Division ou regroupement d'actions	41 407		BC
		O	2020-03-02	I	47 - Acquisition ou aliénation par don	(497)	50.0400	BC
		O	2020-05-21	I	90 - Changements relatifs à la propriété	6 000		BC
		O	2020-05-22	I	90 - Changements relatifs à la propriété	48 000		BC
Computershare	PI	O	2020-05-21	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(6 000)		BC
		O	2020-05-22	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(48 000)		BC
		O	2020-06-04	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	750		BC
		O	2020-06-04	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	680		BC
TeraGo Inc.								
<i>Restricted Share Units</i>								
McGregor, Duncan	5	O	2020-06-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(21 321)	4.6900	ON
		M	2020-06-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(21 321)	5.3700	ON
TerraVest Industries Inc. (formerly TerraVest Capital Inc.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
Gilbert, Mitchell Jordan	5	O	2020-05-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(152 500)	16.0000	AB
TFI International Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Bédard, Alain	4, 5	O	2020-06-03	D	51 - Exercice d'options	50 000	20.1800	QC
		O	2020-06-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 000)	43.3950	QC
		O	2020-06-05	D	51 - Exercice d'options	50 000	9.4600	QC
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 000)	44.8700	QC
<i>Options</i>								
Bédard, Alain	4, 5	O	2020-06-03	D	51 - Exercice d'options	(50 000)		QC
		O	2020-06-05	D	51 - Exercice d'options	(50 000)		QC
The Descartes Systems Group Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
Brett, Allan	5	O	2014-05-29	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-06-05	D	51 - Exercice d'options	100 000	15.3600	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(50 000)	66.7200	ON
		O	2020-06-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(25 000)	66.8300	ON
Roszko, Andrew	5	O	2019-02-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-06-01	D	51 - Exercice d'options	12 909	24.7900	ON
		O	2020-06-01	D	51 - Exercice d'options	11 062	29.9000	ON
		O	2020-06-01	D	51 - Exercice d'options	5 524	36.4400	ON
		O	2020-06-01	D	51 - Exercice d'options	2 763	50.4000	ON
		O	2020-06-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(28 700)	66.4700	ON
		O	2020-06-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(58)	66.5100	ON
<i>Deferred Share Unit</i>								
Chopra, Deepak	4	O	2020-05-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-06-01	D	97 - Autre	2 508		ON
Close, Deborah	4	O	2020-06-01	D	97 - Autre	2 508		ON
Demirian, Eric	4	O	2020-06-01	D	97 - Autre	3 271		ON
Maple, Dennis Ray	4	O	2020-06-01	D	97 - Autre	2 508		ON
		O	2020-06-01	D	97 - Autre	346		ON
Muntwyler, Christian	4	O	2020-05-28	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-06-01	D	97 - Autre	2 508		ON
O'Hagan, Jane	4	O	2020-06-01	D	97 - Autre	2 508		ON
		O	2020-06-01	D	97 - Autre	401		ON
Walker, John Joseph	4	O	2020-06-01	D	97 - Autre	2 508		ON
		O	2020-06-01	D	97 - Autre	448		ON
<i>Options</i>								
Brett, Allan	5	O	2020-06-05	D	51 - Exercice d'options	(100 000)	15.3600	ON
Roszko, Andrew	5	O	2020-06-01	D	51 - Exercice d'options	(12 909)	24.7900	ON
		O	2020-06-01	D	51 - Exercice d'options	(11 062)	29.9000	ON
		O	2020-06-01	D	51 - Exercice d'options	(5 524)	36.4400	ON
		O	2020-06-01	D	51 - Exercice d'options	(2 763)	50.4000	ON
<i>Restricted Stock Unit - Cash-settled</i>								
Diederik, Raimond	5	O	2020-05-31	D	97 - Autre	(664)		ON
Gardner, Edward James	5	O	2020-05-31	D	97 - Autre	(791)		ON
Jones, Christopher	5	O	2020-05-31	D	97 - Autre	(775)		ON
Parker, Robert	5	O	2020-05-31	D	97 - Autre	(580)		ON
Roszko, Andrew	5	O	2020-05-31	D	97 - Autre	(87)		ON
Verhoeve, Michael	5	O	2020-05-31	D	97 - Autre	(678)		ON
Wood, Kenneth Edward	5	O	2020-05-31	D	97 - Autre	(485)		ON
The Westaim Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Hays, Jim Charles	7	O	2020-06-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	1.4000USD	ON
		O	2020-06-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	1.4500USD	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	1.4900USD	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	1.4800USD	ON
Larson, Donald Dumford	7	O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	1.4800USD	ON
Bob Kukla	PI	O	2020-06-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	1.4800USD	ON
Charlotte Springmyer	PI	O	2020-06-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	1.4800USD	ON
Claire Larson	PI	O	2020-06-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	1.4800USD	ON
D. Larson Self Directed IRA	PI	O	2020-06-05	C	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	174 400	1.4745USD	ON
D. Larson Self Directed SEP (Simplified Employee Pension)	PI	O	2020-06-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	1.4800USD	ON
Donald D. Larson Inherited IRA Self Directed	PI	O	2020-04-22	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	1.4800USD	ON
Elizabeth Larson	PI	O	2020-06-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	1.4800USD	ON
George Larson	PI	O	2020-06-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	1.4800USD	ON
Greg Larson	PI	O	2020-04-22	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
Larson Family Foundation 501(c)3 non-profit	PI	O	2020-06-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	1.4800USD	ON
Lynn P. Larson	PI	O	2020-06-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	75 000	1.4800USD	ON
Lynn P. Larson Self Directed IRA	PI	O	2020-06-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	1.4800USD	ON
Matthew Larson	PI	O	2020-06-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	1.4800USD	ON
ThreeD Capital Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
1313366 Ontario Inc.	3	O	2020-06-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200 000	0.1150	ON
		O	2020-06-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	75 000	0.1150	ON
Kopman, Jeff	6							
1313366 Ontario Inc.	PI	O	2020-06-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200 000	0.1150	ON
		O	2020-06-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	75 000	0.1150	ON
ThreeD Capital Inc. (formerly Brownstone Energy Inc.)								
<i>Actions ordinaires</i>								
1313366 Ontario Inc.	3	O	2020-05-29	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	350 000	0.1064	ON
		O	2020-06-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	150 000	0.1149	ON
		O	2020-06-02	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	43 500	0.1100	ON
Kopman, Jeff	6							
1313366 Ontario Inc.	PI	O	2020-05-29	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	350 000	0.1064	ON
		O	2020-06-01	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	150 000	0.1149	ON
		O	2020-06-02	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	43 500	0.1100	ON
Timbercreek Financial Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Timbercreek Financial Corp.	1	O	2020-05-31	D	38 - Rachat ou annulation	623 048	8.0880	ON
		O	2020-05-31	D	38 - Rachat ou annulation	(623 048)		ON
Toromont Industries Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Malinauskas, David Allan	7	O	2020-06-04	D	51 - Exercice d'options	10 000	39.7900	ON
		O	2020-06-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	68.0000	ON
<i>Droits Deferred Share Units (cash settled)</i>								
Blake, Peter James	4	O	2020-05-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	200		ON
Chisholm, Jeffrey Scott	4	O	2020-05-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	200		ON
Cranston, Cathryn Elizabeth	4	O	2020-05-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	200		ON
Gill, James Wendell	4	O	2020-05-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	200		ON
Hill, Wayne S.	4	O	2020-05-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	200		ON
Hodgson, Sharon	4	O	2020-05-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	200		ON
Ogilvie, Robert M.	4	O	2020-05-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	492		ON
Rethy, Katherine Anne	4	O	2020-05-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	200		ON
Roy, Richard G	4	O	2020-05-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	200		ON
<i>Options</i>								
Malinauskas, David Allan	7	O	2020-06-04	D	51 - Exercice d'options	(10 000)	39.7900	ON
Tourmaline Oil Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Elick, John William	4	O	2020-06-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 500	14.0599	AB
Rose, Mike	5	O	2020-06-09	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	12.9958	AB
TransAlta Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Brookfield Asset Management Inc.	3							
BIF IV EAGLE NR CARRY LP	PI	O	2020-06-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	123 155	8.0000	AB
EAGLE CANADA COMMON HOLDINGS LP	PI	O	2020-06-01	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	76 845	8.0000	AB
TransAlta Corporation	1	O	2020-05-29	D	38 - Rachat ou annulation	55 000	8.0174	AB
		O	2020-06-05	D	38 - Rachat ou annulation	(55 000)		AB
Trican Well Service Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Trican Well Service Ltd.	1	O	2020-05-26	D	38 - Rachat ou annulation	100 000	0.7869	AB

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
		O	2020-05-27	D	38 - Rachat ou annulation	100 000	0.7807	AB
		O	2020-05-28	D	38 - Rachat ou annulation	100 000	0.8253	AB
		O	2020-05-29	D	38 - Rachat ou annulation	100 000	0.8275	AB
		O	2020-05-29	D	38 - Rachat ou annulation	(200 000)		AB
Tricon Capital Group Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Berman, Gary	4, 5	O	2020-06-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	8.8716	ON
		O	2020-06-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	9.0232	ON
TWC Enterprises Limited								
<i>Actions ordinaires</i>								
TWC Enterprises Limited	1	O	2020-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	700	9.7000	ON
		O	2020-06-03	D	38 - Rachat ou annulation	(700)		ON
United Corporations Limited								
<i>Actions ordinaires</i>								
United Corporations Limited	1	O	2020-05-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	90.0000	ON
		O	2020-05-29	D	38 - Rachat ou annulation	(600)		ON
		O	2020-05-06	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	89.2767	ON
		O	2020-05-29	D	38 - Rachat ou annulation	(300)		ON
		O	2020-05-13	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	700	90.0000	ON
		O	2020-05-29	D	38 - Rachat ou annulation	(700)		ON
		O	2020-05-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	89.3400	ON
		O	2020-05-29	D	38 - Rachat ou annulation	(400)		ON
Uranium Participation Corporation								
<i>Actions ordinaires</i>								
Uranium Participation Corporation	1	O	2020-06-05	D	38 - Rachat ou annulation	(205 375)		ON
Vecima Networks Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Kumar, Surinder Ghai	4, 3	O	2020-06-03	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	(1 000)		BC
<i>Options Incentive Stock Options</i>								
Booth, Dale Robert	5	O	2020-06-08	D	51 - Exercice d'options	(1 700)	8.6200	BC
		O	2020-06-09	D	51 - Exercice d'options	1 600	8.6200	BC
		M	2020-06-09	D	51 - Exercice d'options	(1 600)	8.6200	BC
		O	2020-06-10	D	51 - Exercice d'options	(9 700)	8.6200	BC
Velan Inc.								
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>								
Kernaghan, Edward Hume	3							
Kernwood Limited	PI	O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 000	5.7500	QC
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	5.7400	QC
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 800	5.6500	QC
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	5.5900	QC
		O	2020-06-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 700	6.0000	QC
		O	2020-06-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	5.9700	QC
		O	2020-06-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	5.9300	QC
		O	2020-06-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 900	5.7500	QC
		O	2020-06-09	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	5.7400	QC
Vermilion Energy Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Glemser, Lars William	5	O	2020-05-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	612	6.8255	AB
Hatcher, Dion	5	O	2020-05-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	573	6.8255	AB
Hergott, Terrance Gerald	5	O	2020-05-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	594	6.8255	AB
Jasinski, Mona Jean	5	O	2020-05-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	612	6.8255	AB
Kaluza, Michael Sam	5	O	2020-05-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	721	6.8255	AB
Preston, Kyle	5	O	2020-05-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	553	6.8255	AB
Tan, Jensen Jit-Chang	5	O	2020-05-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	612	6.8255	AB
VersaBank								

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre								
<i>Initié</i>								
<i>Porteur inscrit</i>								
<i>Actions ordinaires</i>								
Linton, Arthur Robert	4							
QTrade - TFSA	PI	O	2020-04-22	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-06-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	6.5000	ON
Victoria Gold Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Harvey, T. Sean	4	O	2020-06-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(31 666)	12.1800	ON
Heather Mary Mills	PI	O	2020-06-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(6 666)	12.1550	ON
Viemed Healthcare, Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Zehnder, William Todd	4, 5	O	2020-06-04	D	51 - Exercice d'options	21 300	3.1200	BC
		O	2020-06-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(21 300)	11.6000	BC
		O	2020-06-05	D	51 - Exercice d'options	40 000	3.1200	BC
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(40 000)	11.7800	BC
<i>Options</i>								
Zehnder, William Todd	4, 5	O	2020-06-04	D	51 - Exercice d'options	(21 300)		BC
		O	2020-06-05	D	51 - Exercice d'options	(40 000)		BC
Village Farms International, Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
DeGiglio, Michael Anthony	4, 5, 3	O	2020-06-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(151 796)	6.2500USD	BC
		O	2020-06-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(30 224)	6.3500USD	BC
<i>Options</i>								
Ruffini, Stephen	5	O	2020-06-01	D	50 - Attribution d'options	200 000		BC
Vision Lithium Inc.								
<i>Options</i>								
Bryce, Robert	4	O	2020-06-05	D	50 - Attribution d'options	300 000		QC
Cantore, Victor	4	O	2020-06-05	D	50 - Attribution d'options	400 000	0.1000	QC
Gagne, Jonathan	4	O	2019-07-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-06-09	D	50 - Attribution d'options	300 000	0.1000	QC
Jobin-Bevans, Laurence Scott	4	O	2020-06-05	D	50 - Attribution d'options	300 000	0.1000	QC
Lacoursiere, Nancy	5	O	2020-06-05	D	50 - Attribution d'options	300 000		QC
Rougerie, Yves	4, 5	O	2020-06-06	D	50 - Attribution d'options	400 000	0.1000	QC
ViveRE Communities Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Nicoll, James David	5	O	2020-06-03	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	0.2050	NS
		O	2020-06-04	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(15 000)	0.2100	NS
Wesdome Gold Mines Ltd.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Main, Charles	4	O	2020-06-05	D	51 - Exercice d'options	60 790	3.2900	ON
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(60 790)	10.0100	ON
Thome, Edie	4	O	2020-06-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
<i>Droits Deferred Share Units (Common Shares or Cash Settled)</i>								
Main, Charles	4	O	2020-06-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 773	11.4000	ON
Miller, Nadine	4	O	2020-06-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 773	11.4000	ON
Morley-Jepson, Warwick	4	O	2020-06-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	13 161	11.4000	ON
Skanderbeg, Brian Neville	4	O	2020-06-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 773	11.4000	ON
Thome, Edie	4	O	2020-06-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			ON
		O	2020-06-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	17 546	11.4000	ON
Washington, William Albert	4	O	2020-06-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 773	11.4000	ON
<i>Options</i>								
Main, Charles	4	O	2020-06-05	D	51 - Exercice d'options	(60 790)		ON
Western Energy Services Corp.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Armoyan, Sime	3							
G2S2 Capital Inc.	PI	O	2020-06-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 500	0.2600	AB

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
Titre Initié Porteur inscrit								
		O	2020-06-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	32 000	0.2700	AB
Westport Fuel Systems Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Buchignani, Michele	4	O	2020-06-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	18 786		BC
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 077)		BC
Eprile, Brenda	4	O	2020-06-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	20 231		BC
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(8 867)		BC
Forst, Rita	4	O	2020-06-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	10 280		BC
		O	2020-06-05	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20)		BC
Hancock, Daniel	4	O	2020-06-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	18 786		BC
MacCallum, James Mckenzie	5	O	2020-06-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	16 666		BC
<i>Restricted Share Units</i>								
Buchignani, Michele	4	O	2020-06-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(18 786)		BC
Eprile, Brenda	4	O	2020-06-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(20 231)		BC
Forst, Rita	4	O	2020-06-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(10 280)		BC
Hancock, Daniel	4	O	2020-06-05	D	57 - Exercice de droits de souscription	(18 786)		BC
MacCallum, James Mckenzie	5	O	2020-06-09	D	57 - Exercice de droits de souscription	(16 666)		BC
Whitecap Resources Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
Bullock, Andrew	5	O	2020-06-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	73 555		AB
		O	2020-06-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(37 740)		AB
Fagerheim, Grant Bradley	4, 5	O	2020-06-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 010	2.1200	AB
Premji, Rafik	5	O	2020-06-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	31 575		AB
		O	2020-06-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(16 222)	2.1200	AB
Tweit, Travis Bjarne	5	O	2020-06-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	73 555		AB
		O	2020-06-01	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(37 740)	2.1200	AB
Wall, Bradley John	4	O	2020-06-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	2.6400	AB
<i>Performance Awards</i>								
Bullock, Andrew	5	O	2020-06-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(38 000)		AB
Premji, Rafik	5	O	2020-06-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(18 000)		AB
Tweit, Travis Bjarne	5	O	2020-06-01	D	57 - Exercice de droits de souscription	(38 000)		AB
WildBrain Ltd. (formerly, DHX Media Ltd.)								
<i>Swap sur actions - Position acheteur (1,000,000 common shares - expires January 30, 2020)</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2020-06-04	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (250,000 common shares - expires October 31, 2019)</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2020-06-04	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
<i>Swap sur actions - Position acheteur (950,000 common shares - expires October 31, 2019)</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2020-06-04	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		O	2020-06-04	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
		O	2020-06-05	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	(1)		NS
		O	2020-06-05	C	70 - Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers	1		NS
<i>Variable Voting Shares</i>								
EastBay Asset Management, LLC	3							

Émetteur	Rela- tion	État opé- ration	Date de l'opération	Em- prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale acquis ou aliénés	Prix unitaire	Autorité principale
<i>Titre</i>								
Initié								
Porteur inscrit								
EastBay Master Fund, LP	PI	O	2020-06-03	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(360 000)	1.4000	NS
		O	2020-06-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	154 613	1.5500	NS
		O	2020-06-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200 000)	1.5700	NS
		O	2020-06-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200 000)	1.5500	NS
		O	2020-06-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200 000)	1.9700	NS
		O	2020-06-04	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(86 300)	1.5200	NS
		O	2020-06-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	163 000	1.3000	NS
		O	2020-06-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(105 600)	1.3600	NS
		O	2020-06-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(117 800)	1.3000	NS
		O	2020-06-05	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(95 800)	1.3500	NS
Wilmington Capital Management Inc.								
<i>Actions ordinaires Class A</i>								
WALT, MANFRED	3							
Walt & Co Inc.	PI	O	2020-06-03	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(700)	4.0000	ON
		O	2020-06-04	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	4.0000	ON
		O	2020-06-05	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(300)	4.0000	ON
		O	2020-06-08	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 500)	4.0000	ON
Xebec Adsorption Inc.								
<i>Actions ordinaires</i>								
DUFOUR, LOUIS	5	O	2016-10-31	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			QC
		O	2020-06-05	D	51 - Exercice d'options	100 000	0.1800	QC
<i>Options</i>								
DUFOUR, LOUIS	5							
Xebec Adsorption	PI	O	2020-06-05	C	51 - Exercice d'options	(100 000)	0.1800	QC

7.

Bourses, chambres de compensation, organismes d'autoréglementation et autres entités réglementées

- 7.1 Avis et communiqués
 - 7.2 Réglementation de l'Autorité
 - 7.3 Réglementation des bourses, des chambres de compensation, des OAR et d'autres entités réglementées
 - 7.4 Autres consultations
 - 7.5 Autres décisions
-

7.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Publication du Rapport d'inspection de la Chambre de l'assurance de dommages

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») a notamment pour mission l'encadrement des activités de distribution de produits et services financiers par la surveillance et le contrôle des organismes d'autoréglementation reconnus, telle que la Chambre de l'assurance de dommages (la « Chambre »).

En vertu du chapitre II du Titre III de la *Loi sur l'encadrement des services financiers*, RLRQ, c. E-6.1, l'Autorité a le pouvoir de procéder à l'inspection de la Chambre afin de vérifier dans quelle mesure elle se conforme aux dispositions des lois et aux conditions de sa reconnaissance qui lui sont applicables ainsi qu'aux décisions de l'Autorité et de quelle manière elle exerce ses fonctions et pouvoirs.

Prenez avis que l'Autorité rend disponible aujourd'hui sur son site Web le *Rapport d'inspection de la Chambre de l'assurance de dommages pour l'ensemble de ses activités notamment pour la période 2018-2019* : www.lautorite.qc.ca, onglets « Professionnel / Structures de marché / Organisme d'autoréglementation ».

Fait le 11 juin 2020

7.2 RÉGLEMENTATION DE L'AUTORITÉ

Aucune information.

7.3. RÉGLEMENTATION DES BOURSES, DES CHAMBRES DE COMPENSATION, DES OAR ET D'AUTRES ENTITÉS RÉGLEMENTÉES

7.3.1 Consultation

Services de dépôt et de compensation CDS Inc. (la « CDS ») – Modification des règles de la CDS à l'intention des adhérents – Révision de fond

L'Autorité des marchés financiers publie le projet, déposé par la CDS, de modifications aux règles 5.10.11, 5.10.15 et 5.12.4(a) concernant la participation de l'Association des banquiers canadiens (« ABC ») au processus de rajustement du plafond de fonctionnement d'un prêteur. Les modifications proposées visent à rendre compte du rôle passif que joue actuellement l'ABC par rapport à la participation et aux activités des prêteurs.

Le projet de modification vise également une révision de fond des règles 1 à 13 de manière à supprimer les dispositions désuètes, de corriger les erreurs d'orthographe et d'améliorer la clarté et la lisibilité des règles.

(Les textes sont reproduits ci-après).

Commentaires

Les personnes intéressées à soumettre des commentaires peuvent en transmettre une copie, au plus tard le 31 juillet 2020, à :

M^e Philippe Lebel
 Secrétaire générale et directeur général des affaires juridiques
 Autorité des marchés financiers
 Place de la Cité, tour Cominar
 2640, boulevard Laurier, bureau 400
 Québec (Québec) G1V 5C1
 Télécopieur : 514 864-8381
 Courrier électronique : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Information complémentaire

Pour de plus amples renseignements, on peut s'adresser à :

Véronic Boivin-Pedneault
 Analyste aux OAR
 Direction de l'encadrement des chambres de compensation
 Autorité des marchés financiers
 Téléphone : 514 395-0337, poste 4346
 Numéro sans frais : 1 877 525-0337, poste 4346
 Télécopieur : 514 873-7455
 Courrier électronique : veronic.pedneault-boivin@lautorite.qc.ca

Anna Tyniec
 Analyste expert aux OAR
 Direction de l'encadrement des chambres de compensation
 Autorité des marchés financiers
 Téléphone : 514 395-0337, poste 4345
 Numéro sans frais : 1 877 525-0337, poste 4345

Télécopieur : 514 873-7455

Courrier électronique : anna.tyniec@lautorite.gc.ca

Avis et sollicitation de commentaires
 Modification des Règles de la CDS à l'intention des adhérents dans le cadre d'une révision de
 fond

Services de dépôt et de compensation CDS inc. (CDS)

**MODIFICATION DES
 RÈGLES DE LA CDS À L'INTENTION DES ADHÉRENTS (les « Règles »)**

RÉVISION DE FOND

SOLLICITATION DE COMMENTAIRES

A. DESCRIPTION DES MODIFICATIONS PROPOSÉES

Modifications importantes des Règles

Les modifications proposées qui suivent (les « **modifications de la Règle 5** ») apportées aux Règles de la CDS à l'intention des adhérents (les « **Règles** ») constituent des modifications importantes des Règles (« **modifications importantes** ») au sens prévu à l'annexe A de la décision de reconnaissance publiée par l'Autorité des marchés financiers (l'« **AMF** ») le 4 juillet 2012, dans sa version modifiée (la « **décision de reconnaissance** ») :

Aux Règles 5.10.11, 5.10.15 et 5.12.4(a), la participation de l'Association des banquiers canadiens (« **ABC** ») au processus de rajustement du plafond de fonctionnement d'un prêteur a été remplacée par celle du conseil des prêteurs. L'objet de ces modifications proposées est de rendre compte du rôle passif que joue actuellement l'ABC par rapport à la participation et aux activités des prêteurs, qui sont membres de l'ABC, au CDSX.

L'**annexe A** présente le libellé proposé de la Règle 5 reflétant, à l'aide de marques de changement, les modifications proposées de la Règle 5, ainsi que le libellé de la Règle 5 après leur adoption. Pour éviter toute ambiguïté, les modifications d'ordre technique énoncées ci-après sont intégrées au texte du libellé proposé de la Règle 5 à l'annexe A mais, à l'exception de la numérotation des Règles, ne figurent pas en marques de changement.

Modifications d'ordre technique des Règles

La CDS est d'avis que, à l'exception des modifications importantes des Règles susmentionnées, les autres modifications proposées des Règles visent :

- (a) des questions d'ordre technique dans le cadre de processus d'exploitation habituels et des pratiques administratives se rapportant aux services de la CDS;
- (b) des modifications corrélatives destinées à mettre en œuvre des modifications importantes des Règles qui ont été publiées aux fins de sollicitation de commentaires et qui ne contiennent que les aspects importants figurant déjà dans les modifications importantes des Règles ou dans l'avis accompagnant les modifications importantes des Règles;
- (c) la rectification d'erreurs d'orthographe, de ponctuation, de typographie ou de grammaire ou de renvois erronés;
- (d) la mise en forme stylistique, notamment des modifications apportées aux titres ou à la numérotation.

Avis et sollicitation de commentaires
 Modification des Règles de la CDS à l'intention des adhérents dans le cadre d'une révision de
 fond

Ces modifications proposées répondent à la définition de modifications d'ordre technique (les « **modifications d'ordre technique** ») énoncée dans la décision de reconnaissance.

Matériel offert pour consultation

1. La version finale au propre des Règles 1 à 13 après l'adoption des modifications proposées (les « **Règles modifiées** »).
2. La version marquée des Règles modifiées, qui indique toutes les modifications proposées par rapport au libellé des Règles en vigueur.
3. Un schéma des modifications pour chacune des Règles 1 à 13, qui comprend :
 - (i) un tableau faisant état de l'évolution de la numérotation de la Règle révisée par rapport à la Règle en vigueur, ce qui permet de voir où se trouve le contenu de la Règle en vigueur dans la nouvelle Règle;
 - (ii) des commentaires supplémentaires au sujet de certaines des modifications proposées.

Ces éléments peuvent être consultés sur le site Web de la CDS à l'adresse suivante :

<https://www.cds.ca/newsroom/publications/proposed-changes-to-cds-participant-rules?lang=fr>

B. NATURE ET OBJET DES MODIFICATIONS PROPOSÉES DES RÈGLES DE LA CDS

Dans leur version actuelle, les Règles ont été adoptées au moment du déploiement du CDSX (en 2003 et 2004) et ont fait l'objet d'importants ajouts et modifications depuis leur mise en œuvre d'origine. Le projet de modernisation des services de postnégociation (le « **projet de modernisation** ») actuellement en cours entraînera un certain nombre de modifications des Règles (les « **modifications relatives au projet de modernisation** »). Toutefois, en sus de ce processus, la CDS se propose de supprimer les dispositions désuètes, de corriger les erreurs d'orthographe et d'améliorer la clarté et la lisibilité des Règles (la « **révision de fond** »). L'objectif de la révision de fond est d'améliorer la qualité du libellé des Règles d'un point de vue technique sans aucune incidence importante ou défavorable sur les droits de la CDS et des adhérents en général.

La CDS publie dans le présent avis les modifications proposées dans le cadre de la révision de fond des Règles (les « **modifications relatives à la révision de fond** ») avant la mise en œuvre des modifications relatives au projet de modernisation et indépendamment de celles-ci. La CDS est d'avis qu'une telle approche simplifiera sensiblement la préparation, l'examen et l'approbation des modifications proposées aux présentes et, ultérieurement, des modifications relatives au projet de modernisation pour toutes les parties prenantes.

C. INCIDENCE DES MODIFICATIONS PROPOSÉES DES RÈGLES SUR LA CDS ET SES ADHÉRENTS

Dans le cadre des modifications de la Règle 5, le conseil des prêteurs remplace l'ABC au chapitre de la coordination de la demande d'un prêteur visant à augmenter temporairement son propre plafond de fonctionnement, et de la demande d'un prêteur visant à réduire le plafond de

Avis et sollicitation de commentaires
Modification des Règles de la CDS à l'intention des adhérents dans le cadre d'une révision de
fond

fonctionnement d'un autre prêteur. Il est à noter que les membres du conseil des prêteurs sont des membres de l'ABC. Par conséquent, malgré le remplacement de l'ABC par le conseil des prêteurs, les membres du groupe qui coordonne ces demandes demeurent les mêmes.

Hormis ce qui est énoncé ci-dessus, la CDS est d'avis que les modifications de la Règle 5 n'auront aucune incidence importante sur la CDS, les adhérents, les autres participants au marché et les marchés financiers et des valeurs mobilières en général.

Avis et sollicitation de commentaires
 Modification des Règles de la CDS à l'intention des adhérents dans le cadre d'une révision de
 fond

C.1 Analyse portant sur la concurrence et les risques de conflit d'intérêts

Les modifications de la Règle 5 s'appliqueront à l'ensemble des adhérents selon leur catégorie respective. Sur le plan de l'accès équitable aux services et des conflits d'intérêts, aucun adhérent ne sera désavantagé ou autrement lésé par la mise en œuvre de ces modifications proposées.

C.2 Risques et coûts de conformité

Les modifications de la Règle 5 ne devraient pas entraîner de coûts de conformité pour la CDS, les adhérents ou d'autres participants au marché.

C.3 Comparaison avec les normes internationales – a) le Comité sur les paiements et les infrastructures de marché de la Banque des règlements internationaux, b) le Comité technique de l'Organisation internationale des commissions de valeurs et c) le Groupe des Trente

Le respect des Principes pour les infrastructures de marchés financiers (« PIMF ») est une exigence prévue aux termes de la décision de reconnaissance à l'endroit de la CDS ainsi que dans le Règlement 24-102 (obligations relatives aux chambres de compensation) et l'instruction complémentaire 24-102. Les modifications de la Règle 5 ont été évaluées en fonction des PIMF et n'ont pas d'incidence sur la conformité de la CDS à ces normes.

D. DESCRIPTION DU PROCESSUS DE RÉDACTION DES RÈGLES

D.1 Contexte d'élaboration

Les modifications relatives à la révision de fond ont été élaborées par le service des affaires juridiques de la CDS.

D.2 Processus de rédaction des Règles

Au cours du processus de rédaction, la CDS a consulté diverses fonctions au sein de la CDS, notamment les services de la gestion du risque, de l'exploitation et des finances.

Les modifications relatives à la révision de fond ont été présentées au groupe de rédaction juridique de la CDS en quatre (4) tranches entre le début de février et le début d'avril 2020¹. Quatre (4) réunions ont été organisées dans le but d'examiner les modifications proposées des Règles, de discuter de la rétroaction des membres du groupe de rédaction juridique et de répondre à l'ensemble des questions et des commentaires des membres de ce groupe à ce propos.

D.3 Questions prises en considération

¹ Le groupe de rédaction juridique est un comité consultatif spécial composé de représentants juridiques et commerciaux des adhérents.

Avis et sollicitation de commentaires
Modification des Règles de la CDS à l'intention des adhérents dans le cadre d'une révision de
fond

Dans le cadre de la rédaction des modifications relatives à la révision de fond, le principal objectif de la CDS est d'effectuer un examen d'ordre administratif des Règles en vigueur dans le but de s'assurer qu'elles reflètent effectivement les pratiques et les processus actuels de la CDS.

D.4 Consultation

Les modifications relatives à la révision de fond ont été présentées au groupe de rédaction juridique lors de quatre (4) réunions qui se sont tenues au cours du premier trimestre de 2020. Prière de se reporter à la section D.2 ci-dessus. La CDS a présenté les modifications proposées au conseil d'administration de la CDS (le « conseil ») dans la seconde moitié d'avril 2020, et elle en a obtenu l'approbation lors de la réunion du conseil du 7 mai 2020.

D.5 Solutions de rechange envisagées

Compte tenu de la nature des modifications relatives à la révision de fond, aucune autre possibilité n'a été étudiée.

D.6 Plan de mise en œuvre

La CDS est reconnue à titre de chambre de compensation par l'AMF en vertu de l'article 169 de la *Loi sur les valeurs mobilières* du Québec ainsi qu'à titre d'agence de compensation par la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario en vertu du paragraphe 21.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières* de l'Ontario et par la British Columbia Securities Commission en vertu du paragraphe 24d) de la *Securities Act* de la Colombie-Britannique. De plus, la CDS est réputée être la chambre de compensation pour le CDSX^{MD}, système de compensation et de règlement désigné par la Banque du Canada en vertu de l'article 4 de la *Loi sur la compensation et le règlement des paiements*. L'AMF, la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, la British Columbia Securities Commission et la Banque du Canada sont ci-après collectivement désignées par l'expression « **autorités de reconnaissance** ».

Les modifications relatives à la révision de fond entreront en vigueur à une date à déterminer par la CDS (prévue au quatrième trimestre de 2020) qui sera ultérieure à la période d'avis et de sollicitation de commentaires auprès du public exigée, à l'approbation des modifications proposées par les autorités de reconnaissance et à la publication de l'avis d'approbation auprès des adhérents.

E. MODIFICATION DES SYSTÈMES TECHNOLOGIQUES

Le projet de modification des Règles ne devrait pas avoir d'incidence sur les systèmes technologiques ou nécessiter des changements à ces systèmes pour la CDS, ses adhérents ou d'autres participants au marché.

F. COMPARAISON AVEC LES AUTRES AGENCES DE COMPENSATION

Les modifications de la Règle 5 et leur objet ne s'écartent pas des normes et des pratiques d'autres agences de compensation internationales comparables à la CDS, telles que la Depository Trust & Clearing Corporation (« **DTCC** ») et sa filiale la National Securities Clearing Corporation (« **NSCC** ») aux États-Unis.

Avis et sollicitation de commentaires
Modification des Règles de la CDS à l'intention des adhérents dans le cadre d'une révision de
fond

G. ÉVALUATION DE L'INTÉRÊT PUBLIC

La CDS est d'avis que le projet de modification de la Règle 5 ne va pas à l'encontre de l'intérêt public.

H. COMMENTAIRES

Veuillez faire parvenir vos commentaires écrits à l'égard des modifications relatives à la révision de fond des Règles avant le 31 juillet 2020 à :

Services de dépôt et de compensation CDS inc.
À l'attention de : Tony Hoffmann, conseiller juridique principal, Service des affaires juridiques
100, rue Adelaide Ouest, bureau 300
Toronto (Ontario) M5H 1S3
Courriel : tony.hoffmann@tmx.com

Envoyer un exemplaire à Paula Jon, conseillère juridique
Courriel : paula.jon@tmx.com

Veuillez également faire parvenir un exemplaire des commentaires à l'Autorité des marchés financiers, à la British Columbia Securities Commission et à la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, aux personnes indiquées ci-après :

Philippe Lebel
Secrétaire et
directeur général des affaires juridiques
Autorité des marchés financiers
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, suite 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Télécopieur : 514 864-8381
Courriel : consultation-en-cours@lautorite.qc.ca

Aaron Ferguson, Réglementation des marchés
Direction de la réglementation des marchés
Commission des valeurs mobilières de
l'Ontario
Bureau 1903, C.P. 55
20, rue Queen Ouest
Toronto (Ontario) M5H 3S8
Télécopieur : 416 595-8940
Courriel : marketregulation@osc.gov.on.ca

Doug MacKay
Manager, Market and SRO Oversight
British Columbia Securities Commission
701, rue West Georgia
C.P. 10142, Pacific Centre
Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1L2
Télécopieur : 604 899-6506
Courriel : dmackay@bcsc.bc.ca

Zach Masum
Manager, Legal Services
British Columbia Securities Commission
701, rue West Georgia
C.P. 10142, Pacific Centre
Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1L2
Télécopieur : 604 899-6506
Courriel : zmasum@bcsc.bc.ca

La CDS mettra à la disposition du public, sur demande, des exemplaires de tous les commentaires recueillis au cours de la période de sollicitation de commentaires.

ANNEXE A

MODIFICATIONS APPORTÉES À LA RÈGLE 5

<p>5.105.4 PLAFOND DE FONCTIONNEMENT</p> <p>5.10.445.4.5 Rajustement volontaire du plafond de fonctionnement</p> <p>(i) <u>Prêteurs</u></p> <p>Un prêteur peut en tout temps pendant un jour ouvrable, demander une augmentation temporaire de son plafond de fonctionnement à un montant qui ne dépasse pas 125 % de son plafond de fonctionnement actuel. La demande est faite par écrit par un dirigeant autorisé du prêteur et livrée à tous les autres prêteurs et au dirigeant dûment désigné de l'ABC<u>conseil des prêteurs</u>, en précisant le motif et le montant de l'augmentation désirée, et comprendre tout renseignement demandé par la CDS au moyen du formulaire prescrit en vigueur à ce moment. Après avoir reçu la demande en bonne et due forme, chacun des prêteurs indique à l'ABC<u>au conseil des prêteurs</u> par écrit, dans un délai raisonnable, s'il approuve ou non la demande d'augmentation. Si tous les prêteurs approuvent la demande, l'ABC<u>le conseil des prêteurs</u> informe immédiatement la CDS et la Banque du Canada du montant de l'augmentation temporaire accordée au demandeur et de l'augmentation de la contribution qu'il doit verser au fonds commun de garantie, d'au moins 15 % de l'augmentation de son plafond de fonctionnement. La CDS augmente le plafond de fonctionnement du prêteur conformément à la communication de l'ABC<u>du conseil des prêteurs</u>, pourvu que l'augmentation correspondante de sa contribution au fonds commun de garantie, qu'il doit verser en vertu de la Règle 5.10.4, ait été faite. La CDS remet le plafond de fonctionnement du prêteur à son niveau normal, avant le début des activités du jour ouvrable suivant. Toute contribution excédentaire au fonds de garantie est retournée conformément à la Règle 5.10.8.</p>	<p>5.4 PLAFOND DE FONCTIONNEMENT</p> <p>5.4.5 Rajustement volontaire du plafond de fonctionnement</p> <p>(i) <u>Prêteurs</u></p> <p>Un prêteur peut en tout temps pendant un jour ouvrable, demander une augmentation temporaire de son plafond de fonctionnement à un montant qui ne dépasse pas 125 % de son plafond de fonctionnement actuel. La demande est faite par écrit par un dirigeant autorisé du prêteur et livrée à tous les autres prêteurs et au conseil des prêteurs, en précisant le motif et le montant de l'augmentation désirée, et comprendre tout renseignement demandé par la CDS au moyen du formulaire prescrit en vigueur à ce moment. Après avoir reçu la demande en bonne et due forme, chacun des prêteurs indique au conseil des prêteurs par écrit, dans un délai raisonnable, s'il approuve ou non la demande d'augmentation. Si tous les prêteurs approuvent la demande, le conseil des prêteurs informe immédiatement la CDS et la Banque du Canada du montant de l'augmentation temporaire accordée au demandeur et de l'augmentation de la contribution qu'il doit verser au fonds commun de garantie, d'au moins 15 % de l'augmentation de son plafond de fonctionnement. La CDS augmente le plafond de fonctionnement du prêteur conformément à la communication du conseil des prêteurs, pourvu que l'augmentation correspondante de sa contribution au fonds commun de garantie, qu'il doit verser en vertu de la Règle 5.10.4, ait été faite. La CDS remet le plafond de fonctionnement du prêteur à son niveau normal, avant le début des activités du jour ouvrable suivant. Toute contribution excédentaire au fonds de garantie est retournée conformément à la Règle 5.10.8.</p>
<p>5.10.155.4.6 Rajustement obligatoire du plafond de fonctionnement</p> <p>(i) <u>Prêteurs</u></p>	<p>5.4.6 Rajustement obligatoire du plafond de fonctionnement</p> <p>(i) <u>Prêteurs</u></p>

<p>Le prêteur peut, en tout temps pendant un jour ouvrable, demander à l'ABC <u>au conseil des prêteurs</u> de consulter les membres de son groupe de crédit de catégorie à propos de la réduction du plafond de fonctionnement d'un autre prêteur. L'ABC <u>Le conseil des prêteurs</u> informe immédiatement les prêteurs, sauf celui qui est concerné, de la réduction proposée. Chaque prêteur informé avise par écrit l'ABC <u>le conseil des prêteurs</u>, dans un délai raisonnable, s'il approuve ou non la réduction. Si tous les prêteurs, à l'exception du prêteur concerné, approuvent la réduction, l'ABC <u>le conseil des prêteurs</u> informe immédiatement la CDS du montant et de la durée de la réduction temporaire. La CDS réduit le plafond de fonctionnement du prêteur visé dès réception de la communication de l'ABC <u>du conseil des prêteurs</u>, et informe le prêteur visé de la réduction de son plafond de fonctionnement par suite de la communication qu'elle a reçue de l'ABC <u>du conseil des prêteurs</u>.</p>	<p>Le prêteur peut, en tout temps pendant un jour ouvrable, demander au conseil des prêteurs de consulter les membres de son groupe de crédit de catégorie à propos de la réduction du plafond de fonctionnement d'un autre prêteur. Le conseil des prêteurs informe immédiatement les prêteurs, sauf celui qui est concerné, de la réduction proposée. Chaque prêteur informé avise par écrit le conseil des prêteurs, dans un délai raisonnable, s'il approuve ou non la réduction. Si tous les prêteurs, à l'exception du prêteur concerné, approuvent la réduction, le conseil des prêteurs informe immédiatement la CDS du montant et de la durée de la réduction temporaire. La CDS réduit le plafond de fonctionnement du prêteur visé dès réception de la communication du conseil des prêteurs, et informe le prêteur visé de la réduction de son plafond de fonctionnement par suite de la communication qu'elle a reçue du conseil des prêteurs.</p>
<p>5.125.10 FONDS COMMUNS DE GARANTIE</p> <p>5.12.45.10.4 Augmentation de la contribution au fonds commun de garantie à la demande du prêteur</p> <p>(a)(i) Augmentation du plafond de fonctionnement</p> <p>Si le plafond de fonctionnement d'un prêteur est, à sa demande, provisoirement augmenté, la situation est la suivante le jour ouvrable durant lequel son plafond de fonctionnement est augmenté :</p> <p>(a) sa contribution au fonds commun de garantie est augmentée du montant précisé dans la communication de l'ABC <u>du conseil des prêteurs</u>;</p> <p>(b) dans le cas où le prêteur est suspendu avant le processus de paiement, la CDS et les obligés du groupe de crédit de catégorie des prêteurs n'ont le droit de réaliser qu'une fraction de l'augmentation de la contribution au fonds commun de garantie, soit le même rapport existant entre la somme utilisée sur l'augmentation du plafond de fonctionnement du prêteur et l'augmentation totale de son plafond de fonctionnement;</p>	<p>5.10 FONDS COMMUNS DE GARANTIE</p> <p>5.10.4 Augmentation de la contribution au fonds commun de garantie à la demande du prêteur</p> <p>(i) Augmentation du plafond de fonctionnement</p> <p>Si le plafond de fonctionnement d'un prêteur est, à sa demande, provisoirement augmenté, la situation est la suivante le jour ouvrable durant lequel son plafond de fonctionnement est augmenté :</p> <p>(a) sa contribution au fonds commun de garantie est augmentée du montant précisé dans la communication du conseil des prêteurs;</p> <p>(b) dans le cas où le prêteur est suspendu avant le processus de paiement, la CDS et les obligés du groupe de crédit de catégorie des prêteurs n'ont le droit de réaliser qu'une fraction de l'augmentation de la contribution au fonds commun de garantie, soit le même rapport existant entre la somme utilisée sur l'augmentation du plafond de fonctionnement du prêteur et l'augmentation totale de son plafond de fonctionnement;</p>

Règle 1. DOCUMENTATION

1.1 APPLICATION

1.1.1 Règles applicables

Voici les Règles adoptées par la CDS auxquelles chaque adhérent s'est engagé à se conformer selon la Convention d'adhésion :

La Règle 1, Documentation;

La Règle 2, Adhésion;

La Règle 3, Exploitation;

La Règle 4, Responsabilité et dédommagement;

La Règle 5, Gestion des risques;

La Règle 6, Service de dépôt;

La Règle 7, Service de règlement;

La Règle 8, Processus de paiement du CDSX;

La Règle 9, Suspension de l'adhérent;

La Règle 10, Services transfrontaliers;

La Règle 11, Agents des transferts adhérents;

La Règle 12, Service NELTC;

La Règle 13, Services de livraison;

1.1.2 Contenu des Règles

Les Règles comprendront des dispositions de fond ayant trait aux notions suivantes :

- (a) les liens juridiques entre la CDS et chaque adhérent ainsi qu'entre adhérents;
- (b) les critères et les normes d'adhésion;
- (c) le processus et les critères d'admission, de suspension, de retrait volontaire ou imposé des adhérents;
- (d) une description de la structure des services;
- (e) les obligations juridiques et droits de la CDS et des adhérents découlant de l'utilisation des services, y compris toute indemnité;
- (f) les obligations juridiques et droits de la CDS et des adhérents ayant trait à la détention de valeurs par la CDS au nom des adhérents, telles qu'enregistrées dans les comptes tenus par la CDS pour les adhérents;
- (g) les obligations juridiques et droits de la CDS et des adhérents ayant trait à la compensation et au règlement de transactions;

- (h) les obligations juridiques et droits de la CDS et des adhérents ayant trait aux paiements, y compris l'établissement du solde net d'obligations, la distribution de droits et privilèges, la prise en charge d'obligations et les méthodes de paiement;
- (i) la concession de sûretés à la CDS ou à un adhérent en vertu des Règles, y compris une description des biens donnés en garantie et des obligations garanties;
- (j) la description des mécanismes de contrôle du risque, notamment les plafonds de fonctionnement, les marges de crédit, les fonds communs de garantie et les Fonds;
- (k) les critères servant à établir le type de garantie et à calculer le montant de garantie exigible par un adhérent au sein d'un groupe de crédit ou d'un Fonds;
- (l) la marche à suivre advenant un cas de défaut ou la suspension d'un adhérent et la réalisation des sûretés et des cautionnements concédés à la CDS et aux adhérents;
- (m) le processus d'adoption et de modification des Règles, ainsi que de définition et de modification des guides de l'utilisateur et des Procédés et méthodes; et
- (n) les obligations juridiques et droits de la CDS et des adhérents ayant trait au respect de la confidentialité et à l'utilisation des renseignements.

En plus des dispositions obligatoires susmentionnées, les Règles peuvent comprendre d'autres dispositions que la CDS juge nécessaires ou souhaitables. Les guides de l'utilisateur et les Procédés et méthodes contiennent des instructions détaillées portant sur l'utilisation des services et fournissent des renseignements d'exploitation et d'ordre technique qui servent à la mise en œuvre des Règles.

1.1.3 Pouvoirs du conseil d'administration et de la CDS

À moins de disposition contraire particulière, les pouvoirs que les règles confèrent au conseil et à la CDS peuvent être exercés à quelque moment que ce soit et de temps à autre.

1.2 DÉFINITIONS

1.2.1 Termes clés

Aux fins de la « Documentation contractuelle », sauf indication contraire :

« **ABC** » désigne l'Association des banquiers canadiens. (*CBA*)

« **accès au réseau** » désigne toute fonction utilisée, avec l'autorisation de la CDS, par un adhérent ou par une personne qu'il a autorisée à agir en son nom, pour communiquer avec la CDS et accéder aux services, notamment les services de messagerie, les connexions par ligne directe ou commutée, les connexions mobiles ou à distance et les connexions par intranet ou par Internet. (*Network Access*)

« **ACT** » désigne le service de confirmation automatisé (*Automated Confirmation Transaction service*) de la NASD. (*ACT*)

« **adhérent** » désigne une personne dont la demande d'adhésion à un ou à des services, en conformité avec la Règle 2.2, a été acceptée par la CDS et qui est toujours un adhérent ou est rétablie à titre d'adhérent conformément aux Règles. Si le mot « adhérent » est suivi du nom d'un service ou d'une fonction, il désigne l'adhérent qui utilise ce service ou cette fonction. (*Participant*)

« **adhérent à mandat restreint** » désigne un agent des transferts adhérent, un adhérent au service ACT ou un adhérent au service NELTC. (*Limited Purpose Participant*)

« **adhérent à part entière** » désigne la Banque du Canada, un prêteur de crédit, un agent de règlement ou un emprunteur de crédit. (*Full Service Participant*)

« **adhérent à un service de liaison défaillant** » ou « **adhérent à un service de liaison défaillant subséquent** » désignent un adhérent ou un ancien adhérent qui est membre d'un groupe de crédit d'un service de liaison et qui a été suspendu par la CDS conformément aux Règles. (*Link Defaulter* ou *Subsequent Link Defaulter*)

« **adhérent au service ACT** » désigne un adhérent classé à ce titre par la CDS, conformément à la Règle 2.3.3. (*ACT Participant*)

« **adhérent au service NELTC** » désigne un adhérent classé à ce titre par la CDS, conformément à la Règle 2.3.3. (*ATON Participant*)

« **adhérent défaillant** » ou « **adhérent défaillant subséquent** » désignent un adhérent qui est un membre actuel ou un ancien membre d'un groupe de crédit et qui a été suspendu par la CDS conformément aux Règles. (*Defaulter* ou *Subsequent Defaulter*)

« **adhérent détenant un plafond de fonctionnement** » désigne un adhérent qui détient un plafond de fonctionnement. Un prêteur, un agent de règlement et un emprunteur d'un fonds commun de garantie des emprunteurs constitue un adhérent détenant un plafond de fonctionnement. (*Capped Participant*)

« **adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale** » désigne un adhérent ayant exercé son droit de retrait d'une fonction de la contrepartie centrale. (*Withdrawing CCP Participant*)

« **adhérent suspendu d'une fonction de la contrepartie centrale** » désigne un adhérent à une fonction de la contrepartie centrale dont la suspension par la CDS entraîne l'exercice du droit de retrait d'une fonction de la contrepartie centrale par un adhérent se retirant de celle-ci. (*Suspended CCP Participant*)

« **agence d'évaluation du crédit** » désigne les agences qui fournissent au public une évaluation de la dette à court et à long terme des émetteurs, y compris les adhérents, dont DBRS, Moody's et S&P. (*Bond Rating Service*)

« **agent dépositaire** » désigne un adhérent ou une personne qui agit pour le compte d'un émetteur, d'un initiateur ou d'une autre personne relativement à une soumission visant une valeur détenue au service de dépôt. (*Depositary Agent*)

« **agent dépositaire au CDSX** » a le sens attribué à ce terme à la Règle 6.8.2. (*CDSX Depositary Agent*)

« **agent de règlement** » désigne un adhérent qui a été classé comme tel par la CDS conformément à la Règle 2.3.2. (*Settlement Agent*)

« **agent des transferts** » désigne une personne nommée par un émetteur pour mettre à jour le registre des valeurs émises par cet émetteur, gérer l'émission de certificats ou d'autres documents attestant l'existence de ces valeurs et gérer l'inscription des émissions, des annulations et des transferts de ces valeurs; étant entendu que les références faites à un agent des transferts d'une

valeur réfèrent à l'émetteur de cette valeur lorsque cet émetteur remplit les fonctions d'agent des transferts pour cette valeur). (*Transfer Agent*)

« **agent des transferts adhérent** » désigne un adhérent classé à ce titre par la CDS, conformément à la Règle 2.3.3. (*TA Participant*)

« **autorité de réglementation de la CDS** » désigne l'Autorité des marchés financiers, la Banque du Canada, la British Columbia Securities Commission ou la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario. (*CDS Regulator*)

« **autorité pertinente** », en ce qui concerne un adhérent, désigne :

- (a) le principal organisme canadien d'autoréglementation dont l'adhérent est membre;
- (b) à défaut, le principal organisme de réglementation canadien ayant compétence sur l'adhérent;
- (c) à défaut, le principal organisme de réglementation étranger ayant compétence sur l'adhérent. (*Appropriate Authority*)

« **agent payeur désigné** » désigne un adhérent nommé par un adhérent à un service de liaison en conformité avec la Règle 10.8.4, pour agir pour son compte à titre d'agent payeur en ce qui a trait à un service de liaison. (*Designated Payment Agent*)

« **autre marque** » a le sens attribué à ce terme à la Règle 3.9.1. (*Other Marks*)

« **autre membre** » désigne les membres, autres que l'adhérent défaillant ou l'adhérent à un service de liaison défaillant (selon le cas), d'un groupe de crédit ou d'un groupe de crédit de fonds de service de liaison auquel l'adhérent défaillant ou l'adhérent à un service de liaison défaillant appartient (selon le cas). (*Other Members*)

« **avis** » employé dans les Règles ou dans la Convention d'adhésion, désigne un avis donné par la CDS à un(des) adhérent(s), ou par un adhérent à la CDS, conformément à la Règle 1.5.1 ou 1.5.2, respectivement. (*Notice*)

« **Banque du Canada** » désigne la banque centrale du Canada constituée en vertu de la *Loi sur la Banque du Canada*. (*Bank of Canada*)

« **banquier désigné** » est un banquier qualifié nommé par un client à titre de « banquier désigné » conformément à la Règle 8.5.3 afin d'effectuer un paiement à la CDS ou de recevoir un paiement de celle-ci, dans une monnaie donnée, pour tous ses grands livres. (*Designated Banker*)

« **banquier qualifié** » désigne un adhérent qui offre le mode de paiement par inscription comptable à un autre adhérent. (*Qualified Banker*)

« **bénéficiaire** » désigne l'adhérent en faveur de qui une marge de crédit a été établie par un autre adhérent, conformément à la Règle 5.5. (*Debtor*)

« **bourse** » désigne la Bourse de Montréal, la Bourse de Toronto, le Groupe TSX ou toute autre bourse de valeurs réglementée. (*Exchange*)

« **bureau de la CDS** » désigne un bureau où la CDS offre les services aux adhérents. (*CDS Office*)

« **capital** », en ce qui concerne un adhérent, désigne le total :

- (a) du compte de capital déclaré pour les actions ordinaires du capital de l'adhérent ou l'équivalent si l'adhérent n'émet pas d'actions ordinaires; et
- (b) de la portion du compte de bénéfices non répartis et de chaque autre compte de l'adhérent qui représente ou équivaut (conformément aux principes comptables généralement reconnus et appliqués de façon uniforme) à l'avoir des actionnaires ordinaires, comme déterminé par les auditeurs de l'adhérent dans les états financiers déposés par ce dernier auprès de l'autorité pertinente;

pourvu que le conseil puisse de temps à autre déterminer la méthode de calcul du capital aux fins d'une Règle en particulier. (*Capital*)

« **caution** » désigne l'adhérent qui a établi une marge de crédit au profit d'un autre adhérent, comme il est décrit à la Règle 5.5. (*Surety*)

« **caution principale** » a le sens donné à ce terme dans la Règle 5.13.2. (*Lead Surety*)

« **CDCC** » désigne la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés. (*CDCC*)

« **CDS** » désigne la société Services de dépôt et de compensation CDS inc. ou toute personne à qui sont transmis ses droits et obligations relativement aux services en général. (*CDS*)

« **CDSX** » désigne le système de compensation et de règlement qui comprend le service de dépôt et le service de règlement régis par les Règles 1 à 9. (*CDSX*)

« **certificat de valeur** » désigne un titre émis par un émetteur attestant l'existence d'une valeur. (*Security Certificate*)

« **client** » désigne un adhérent qui utilise le mode de paiement par inscription comptable pour verser ou recevoir un paiement de la CDS par l'entremise d'un banquier qualifié. (*Customer*)

« **compte** » désigne un compte dans un grand livre tenu par la CDS pour elle-même ou pour l'adhérent et utilisé aux fins de transactions au service de dépôt et au service de règlement, comme énoncé à la Règle 6.1.3, mais ne comprend pas le **compte de service de liaison**, le **compte de compensation de la CDS à la NSCC** et le **compte de la CDS à la DTC**. Un compte peut contenir des fonds ou des valeurs et comprendre des sous-comptes. (*Account*) Il peut s'agir :

- (a) d'un « **compte à risque** », soit un compte auquel la vérification de la VGG s'applique. Les valeurs et les fonds détenus dans un compte à risque sont des garanties assujetties aux sûretés de la caution et aux sûretés du groupe de crédit de catégorie. Chaque compte de fonds, compte général, compte de garantie et compte de garantie restreinte est un compte à risque; (*Risk Account*)
- (b) d'un « **compte de fonds** », soit un compte d'un adhérent tenu par la CDS et servant à inscrire par monnaie le montant net dû entre la CDS et l'adhérent de temps à autre, montant découlant de l'utilisation que fait l'adhérent du service de dépôt et du service de règlement; (*Funds Account*)
- (c) d'un « **compte de garantie** », soit un compte d'un adhérent tenu par la CDS et servant à inscrire, et dans lequel sont détenus, les valeurs et les fonds qui ont été mis en gage en faveur de cet adhérent gagiste; Un compte de garantie est un compte à risque; (*Collateral Account*)

Un **compte de garantie restreinte** est un compte de garantie et un compte à risque; (*Restricted Collateral Account*)

- (d) d'un « **compte de retrait** », soit un compte tenu par la CDS et servant à inscrire les valeurs de l'adhérent qui a fait une demande de retrait qui n'a pas encore été confirmée par la CDS; (*Withdrawal Account*) d'un « compte de valeurs », soit un compte d'un adhérent tenu par la CDS et servant à inscrire les valeurs que la CDS détient pour l'adhérent (autres que celles découlant d'une mise en gage ou d'une soumission) et les obligations de l'adhérent de livrer les valeurs à la CDS.

Un **compte de valeurs** peut être ou non un compte à risque. Chaque compte général (*General Account*), compte séparé (*Segregated Account*) et compte RER (*RSP Account*) est un « compte de valeurs », tandis que seul un compte général est un compte à risque; (*Securities Account*)

- (e) d'un « **compte d'offre** », soit un compte servant à inscrire les valeurs que la CDS détient pour une personne agissant à titre d'agent dépositaire et qui ont été soumises à ce dernier par les adhérents; (*Offer Account*)
- (f) d'un « **compte-mémoire** », soit un compte d'un adhérent tenu par la CDS et faisant état de valeurs ou de fonds ayant été livrés par l'adhérent prenant part à une mise en gage ou à une transaction de soumission et qui ne sont pas détenus par la CDS pour l'adhérent; (*Memo Account*)

Un **compte de mise en gage** est un compte-mémoire qui fait état des valeurs et des fonds ayant été mis en gage par un adhérent auprès d'un autre adhérent et qui sont détenus par la CDS pour cet adhérent gagiste; (*Pledge Account*)

Un **compte de soumission** est un compte-mémoire faisant état des valeurs soumises par l'adhérent à un agent dépositaire et détenues par la CDS pour cet agent dépositaire; (*Tender Account*)

- (g) « **compte à risque** » a le sens donné à ce terme dans la définition du terme « compte » de la présente Règle 1.2.1. (*Risk Account*)

« **compte de compensation de la CDS à la NSCC** » désigne l'un des comptes tenus par la NSCC pour la CDS et qui n'est pas offert aux adhérents à un service de liaison, comme énoncé à la Règle 10.1.8. (*CDS NSCC Clearing Account*)

« **compte de fonds** » a le sens donné à ce terme à la définition du terme « compte » dans la présente Règle 1.2.1. (*Funds Account*)

« **compte de garantie restreinte** » a le sens attribué à ce terme dans la définition du terme « compte » de la présente Règle 1.2.1. (*Restricted Collateral Account*)

« **compte de la CDS à la DTC** » désigne l'un des comptes tenus par la DTC pour la CDS et qui n'est pas offert aux adhérents à un service de liaison, comme énoncé à la Règle 10.1.8. (*CDS DTC Account*)

« **compte de mise en gage** » a le sens attribué à ce terme dans la définition du terme « compte » de la présente Règle 1.2.1. (*Pledge Account*)

« **compte de retrait** » a le sens attribué à ce terme à la définition du terme « compte » dans la présente Règle 1.2.1. (*Withdrawal Account*)

« **compte de service de liaison** » désigne l'un des comptes tenus par la NSCC ou par la DTC pour la CDS et utilisé par un adhérent à un service de liaison, comme énoncé à la Règle 10.1.8. Un compte SLDDTC ou un compte SLNY est un compte de service de liaison. (*Link Account*)

« **compte de soumission** » a le sens attribué à ce terme dans la définition du terme « compte » de la présente Règle 1.2.1. (*Tender Account*)

« **compte de valeurs** » a le sens attribué à ce terme dans la définition du terme « compte » de la Règle 1.2.1. (*Securities Account*)

« **compte d'offre** » a le sens donné à ce terme dans la définition du terme « compte » de la présente Règle 1.2.1. (*Offer Account*)

« **compte du SLDDTC** » désigne l'un des comptes tenus par la DTC pour la CDS et offert aux fins d'utilisation par un adhérent au Service de liaison directe avec la DTC, comme énoncé à la Règle 10.4.2. (*DDL Account*)

« **compte du SLNY** » désigne l'un des comptes tenus par la NSCC ou la DTC pour la CDS et offert aux fins d'utilisation par les adhérents au SLNY, comme énoncé à la Règle 10.3.2. (*NYL Account*)

« **compte général** » a le sens donné à ce terme dans la définition du terme « compte » dans la présente Règle 1.2.1. (*General Account*)

« **compte-mémoire** » a le sens qui est attribué à ce terme dans la définition du terme « compte » dans la présente Règle 1.2.1. (*Memo Account*)

« **compte RER** » a le sens attribué à ce terme dans la définition du terme « compte » de la présente Règle 1.2.1. (*RSP Account*)

« **compte séparé** » a le sens attribué à ce terme dans la définition du terme « compte » de la présente Règle 1.2.1. (*Segregated Account*)

« **compte transfrontalier** » désigne un compte de la CDS à la DTC, un compte de compensation de la CDS à la NSCC ou un compte des services de liaison. (*Cross-Border Account*)

« **conseil d'administration** » ou « **conseil** » désigne le conseil d'administration de la CDS. (*Board of Directors* ou *Board*)

« **contribution** » désigne soit une contribution à un fonds effectuée conformément à la Règle 5.7.2, soit une contribution à un fonds commun de garantie effectuée conformément à la Règle 5.10.1. (*Contribution*)

« **contribution après retrait** » désigne la contribution au fonds devant être versée par un adhérent se retirant de la contrepartie centrale en fonction de ses obligations en cours non réglées à la contrepartie centrale découlant de l'utilisation de la fonction de la contrepartie centrale dont il se retire. (*Post Withdrawal Contribution*)

« **contribution au fonds** » désigne la contribution effectuée par un adhérent à un fonds dont il est membre. (*Fund Contribution*)

« **contribution au fonds commun de garantie** » désigne la contribution effectuée par un adhérent au fonds commun de garantie d'un groupe de crédit de catégorie dont il est membre. (*Collateral Pool Contribution*)

« **contribution au fonds de service de liaison** » désigne la contribution effectuée par un adhérent, en vertu de la Règle 10.6.3, à un fonds de service de liaison dont il est membre. (*Link Fund Contribution*)

« **contribution de liquidités supplémentaires** » a le sens attribué à ce terme à la Règle 5.8, dans le cadre de laquelle l'adhérent consent une sûreté au profit de la CDS. (*Supplemental Liquidity Contribution*)

« **contribution de retrait** » désigne la contribution au fonds supplémentaire de la fonction de la contrepartie centrale par rapport à laquelle l'adhérent se retirant de la contrepartie centrale a exercé son droit de retrait. Cette contribution doit être versée par l'adhérent se retirant de la contrepartie centrale lorsqu'il informe la CDS de son intention d'exercer son droit de retrait de la contrepartie centrale. (*Withdrawal Contribution*)

« **contribution finale** » désigne la contribution au fonds établi pour la fonction de la contrepartie centrale de laquelle l'adhérent se retirant de la contrepartie centrale a l'intention de se retirer correspondant à la somme de la contribution de retrait et de la contribution initiale versées par l'adhérent se retirant de la contrepartie centrale, calculées conformément à la Règle 9.5.1. (*Final Contribution*)

« **contribution initiale** » désigne la contribution au fonds établi pour la fonction de la contrepartie centrale de laquelle l'adhérent a l'intention de se retirer, et qui doit être versée par l'adhérent le jour où il exerce son droit de retrait de la contrepartie centrale. (*Original Contribution*)

« **Convention d'adhésion** » désigne la convention sous forme standard conclue entre la CDS et un adhérent et entre tous les adhérents dès l'acceptation par la CDS de la demande d'adhésion à un ou à plusieurs services qui lui a été faite par l'adhérent. (*Participant Agreement*)

« **Convention entre cautions** » désigne la convention entre toutes les cautions mentionnées à la Règle 2.4.9. (*Inter-Surety Agreement*)

« **Convention relative au groupe de crédit de catégorie** » désigne une convention sous forme standard conclue entre tous les membres d'un groupe de crédit de catégorie conformément à la Règle 2.3.4. (*Category Credit Ring Agreement*)

« **cote** » désigne le montant de l'obligation de la contrepartie centrale de la CDS ou d'un adhérent, dont il est question à la Règle 7.1.3. (*Mark*)

« **date de valeur** » désigne la date à laquelle les adhérents concernés par une opération ont convenu du règlement des obligations relatives à l'opération. (*Value Date*)

« **DBRS** » désigne le Dominion Bond Rating Service. (*DBRS*)

« **dépôt à un service de liaison** » désigne un dépôt à un service de liaison. (*Link Deposit*)

« **Documentation contractuelle** » désigne la Convention d'adhésion, les Règles, les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur. (*Legal Documents*)

« **documentation relative aux services transfrontaliers** » désigne :

- (a) les ententes conclues entre la CDS et la NSCC et la DTC de temps à autre, dans le but d'offrir des services transfrontaliers et les règles, règlements, procédés et méthodes et autres exigences de la NSCC et de la DTC en vigueur de temps à autre;
- (b) les conventions conclues entre la CDS et la NASD de temps à autre, dans le but d'offrir le service ACT et les règles, règlements, procédés et méthodes et autres exigences de la NASD en vigueur de temps à autre. (*Cross-Border Documents*)

« **dollars** » ou « **\$** » désignent des dollars dans la monnaie légale du Canada, à moins que le contexte n'indique que l'on fait référence à une autre monnaie. (*Dollars* ou *\$*)

« **dollars américains** » ou « **\$ US** » désignent des dollars dans la monnaie légale des États-Unis. (*US Dollars* ou *US\$*)

« **droit de retrait de la contrepartie centrale** » désigne le droit de se retirer de la contrepartie centrale décrit à la Règle 9.5. (*CCP Withdrawal Option*)

« **DTC** » désigne la Depository Trust Company, une société de fiducie à mandat restreint constituée en vertu de la *Banking Law* de l'État de New York. (*DTC*)

« **écriture imposée** » a le sens attribué à ce terme à la Règle 8.2.3. (*Forced Entry*)

« **émetteur** » désigne une personne, qui est ou non un adhérent, et qui satisfait à un ou plusieurs des critères suivants :

- (a) elle est tenue par la loi qui la régit de tenir un registre de valeurs;
- (b) elle crée, directement ou indirectement, une série de droits de créance ou d'actions portant sur ses droits, ses biens ou son actif, et émet des certificats ou des valeurs scripturales en attestant l'existence;
- (c) elle inscrit ou autorise l'inscription de sa raison sociale sur le certificat, à un autre titre que celui de fiduciaire, d'agent comptable des registres ou d'agent des transferts qui authentifie ou qui autorise de quelque autre façon l'émission de certificats de valeurs ou de valeurs scripturales attestant l'existence d'une action, de la participation ou d'un autre droit portant sur ses biens ou sur une entreprise ou prouvant qu'elle doit s'acquitter d'une obligation; ou
- (d) elle devient responsable d'un autre émetteur ou au nom d'un autre émetteur dont elle prend la place;

et aux fins de la présente définition, le terme « personne » comprend le gouvernement de toute nation ou tout territoire local (y compris une province, un territoire, un État ou une municipalité) ainsi que ses agences. (*Issuer*)

« **emprunteur** » désigne un emprunteur de crédit qui est un adhérent et classé comme tel par la CDS conformément à la Règle 2.3.2. (*Receiver*)

« **emprunteur de FCGE en \$ CA** » désigne un emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs qui règle des transactions en dollars canadiens. (*CAD RPC Receiver*)

« **emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs** » désigne un emprunteur qui choisit de devenir membre du groupe de crédit d'un fonds commun de garantie des emprunteurs et qui est, par le fait même, un adhérent détenant un plafond de fonctionnement. (*RCP Receiver*)

« **emprunteur non contribuant** » désigne un emprunteur qui choisit de ne pas contribuer à la garantie d'un fonds commun de garantie des emprunteurs et qui n'est pas, par le fait même, un adhérent détenant un plafond de fonctionnement. (*Non-Contributing Receiver*)

« **enregistrement de responsabilité liée aux événements de marché** » a le sens qui lui est attribué à la Règle 6.9.5. (*CA Liability Record*)

« **facteur de mise en commun** » s'entend du facteur utilisé aux fins du calcul du produit d'évaluation de l'emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs. (*Pool Factor*)

« **facteur de mise en commun du FCGE en \$ CA** » désigne le facteur utilisé dans le calcul du produit d'évaluation pour un emprunteur de FCGE en \$ CA conformément à la Règle 5.4.4(iii). (*CAD RCP Pool Factor*)

« **facteur d'évaluation** » désigne un facteur utilisé aux fins de calcul du plafond de fonctionnement d'un adhérent détenant un plafond de fonctionnement, comme énoncé à la Règle 5.4.4. (*Rating Discount*)

« **FCGE** » désigne un fonds commun de garantie auquel contribuent les emprunteurs. (*RCP*)

« **Fedwire** » désigne le système de transfert de fonds régi par la Réserve fédérale américaine des États-Unis. (*Fedwire*)

« **fonction** » désigne une méthode de traitement des opérations dans le cadre d'un service. La CDS peut offrir plus d'une fonction dans le cadre d'un service. Parmi les fonctions, on retrouve celles décrites dans les Procédés et méthodes et la fonction de RNC pour les opérations traitées au moyen de la novation et de l'établissement du solde net prérèglement. (*Function*)

« **fonction de la contrepartie centrale** » désigne la fonction de RNC utilisée pour traiter les opérations prérèglement ou toute autre fonction que la CDS établit à cette fin. (*CCP Function*)

« **fonction de RCN** » désigne la fonction de service de règlement net continu décrite à la Règle 7.3 permettant le traitement d'opérations au moyen de la novation et de l'établissement du solde net prérèglement. (*CNS Function*)

« **fondé de pouvoir** » désigne un particulier nommé par un adhérent afin d'agir à titre de fondé de pouvoir. (*Signing Officer*)

« **fonds** » (1) désigne un fonds établi conformément à la Règle 5.7.1 en ce qui a trait à un service ou à une fonction; relativement à la fonction de RNC, il y a deux types de fonds auxquels l'adhérent effectue des contributions conformément aux Procédés et méthodes : le fonds des adhérents et le fonds de défaillance. Les contributions au fonds de défaillance sont sujettes à une mutualisation et peuvent être utilisées pour satisfaire aux obligations de tout adhérent qui est membre de ce fonds. Les contributions au fonds des adhérents ne sont pas assujetties à la mutualisation et les contributions d'un adhérent sont utilisées pour satisfaire aux obligations de cet adhérent seulement. (*Fund*)

« **fonds** » (2), se trouvant dans le compte de fonds d'un adhérent, désigne une obligation due par l'adhérent à la CDS, ou par la CDS à l'adhérent, attestée par le solde débiteur ou créateur, respectivement, du compte de fonds de cet adhérent. Pour plus de précisions, ces fonds sont des actifs financiers dont il est question aux Règles 1.8.d) et 5.14.3. (*Funds*)

« **fonds commun de garantie** » a le sens donné à ce terme à la Règle 5.10.1. (*Collateral Pool*)

« **fonds de liquidités supplémentaires** » désigne le fonds de liquidités supplémentaires établi conformément à la Règle 5.8. (*Supplemental Liquidity Fund*)

« **fonds de service de liaison** » désigne un fonds pour un service de liaison établi conformément à la Règle 10.6.1. (*Link Fund*)

« **frais de position à découvert** » désigne le montant que l'adhérent doit payer à la CDS, conformément à la Règle 6.2.10, en fonction d'une position à découvert. (*Short Position Charge*)

« **frais relatifs aux services transfrontaliers** » désigne tous les frais, amendes, appels de versement, évaluations, impôts et autres frais encourus, prélevés, évalués, ou imputés relativement à l'utilisation des services transfrontaliers par un adhérent, ou relativement aux valeurs détenues pour un adhérent conformément aux services transfrontaliers (mais seulement dans la mesure où de tels frais, amendes, appels de versement, évaluations, impôts ou frais sont encourus, prélevés, évalués ou imputés relativement à un moment, un événement ou une période au cours duquel ou de laquelle les valeurs étaient détenues pour le compte de l'adhérent), y compris :

- (a) les pertes de la DTC ou de la NSCC attribuées à la CDS en tant que membre de la DTC ou de la NSCC;
- (b) les frais découlant de la détention de valeurs pour le compte de l'adhérent dans un compte transfrontalier;
- (c) les frais découlant des transactions effectuées par l'adhérent au moyen des services transfrontaliers;
- (d) les taxes et les impôts (sauf les impôts calculés selon le revenu auxquels la CDS, la NSCC ou la DTC se qualifient à titre de détenteurs réels), ou les autres frais imposés par les gouvernements et les obligations de déduire ou d'effectuer des retenues à la source sur les droits et privilèges et sur tout autre montant, relativement aux valeurs détenues pour le compte de l'adhérent dans les comptes transfrontaliers, ainsi que tous les intérêts, toutes les pénalités afférentes et les suppléments (autres que les intérêts, les pénalités ou les suppléments imputés en raison d'une défaillance de la CDS ou de son mandataire); et
- (e) les pénalités et autres frais imputés par tout organisme de réglementation ou gouvernemental au terme d'une omission (autre qu'une omission de la CDS ou de son mandataire) de déposer la documentation ou les données exigées relativement aux valeurs détenues pour le compte de l'adhérent dans les comptes transfrontaliers. (*Cross-Border Charges*)

« **garantie** » désigne, pour un adhérent :

- (a) ses contributions à un fonds commun de garantie;
- (b) ses contributions à un fonds;
- (c) sa garantie du service de règlement;

- (d) sa garantie particulière;
- (e) ses contributions de liquidités supplémentaires. (*Collateral*)

« **garantie d'un adhérent défaillant** » désigne les contributions à un fonds d'un adhérent défaillant, ses contributions à un fonds commun de garantie, sa garantie particulière, sa garantie du service de règlement, sa garantie du groupe de crédit de catégorie (y compris sa garantie du service de règlement et ses contributions à un fonds commun de garantie) et ses contributions de liquidités supplémentaires. (*Defaulter's Collateral*)

« **garantie du groupe de crédit de catégorie** » désigne la garantie d'un adhérent comme décrite à la Règle 5.2.5. (*Category Credit Ring Collateral*)

« **garantie du service de règlement** » désigne les biens donnés en garantie décrits à la Règle 5.2.4. (*Settlement Service Collateral*)

« **garantie particulière** » désigne les biens donnés en garantie décrits à la Règle 5.2.3. (*Specific Collateral*)

« **garantie particulière aux services transfrontaliers** » désigne les biens donnés en garantie décrits à la Règle 10.5.3. (*Cross-Border Specific Collateral*)

« **garantie relative aux services transfrontaliers** » a la signification indiquée à la Règle 10.5.1. (*Cross-Border Collateral*)

« **gardien** » désigne une personne qui a été nommée par la CDS pour remplir les tâches de gardien pour la CDS dans le service de dépôt relativement aux valeurs détenues pour le compte d'adhérents. Un gardien peut être un gardien intérieur ou un gardien étranger. (*Custodian*)

« **gardien étranger** » désigne une personne qui a été nommée par la CDS en tant que gardien étranger et qui agit à titre de gardien à l'étranger seulement. (*Foreign Custodian*)

« **gardien intérieur** » désigne un adhérent qui a été nommé par la CDS à titre de gardien intérieur et qui agit à titre de gardien au Canada ou à l'étranger, comme l'approuve la CDS. (*Domestic Custodian*)

« **gestionnaire des utilisateurs** » désigne un particulier nommé par un adhérent pour donner aux utilisateurs individuels l'accès, au nom de cet adhérent, aux activités de traitement informatique pour les services en temps réel ou par lots. (*User Administrator*)

« **grand livre** » désigne un grand livre tenu par la CDS pour l'adhérent ou pour elle-même, qui est constitué de ce qui suit :

- (a) des types de comptes offerts par la CDS, de temps à autre, pour ce grand livre; et
- (b) de l'écriture faisant état de la VGG de ce grand livre. (*Ledger*)

« **grand livre de droits et privilèges** » désigne un grand livre et tous les comptes sous-jacents de celui-ci tenus par la CDS en son propre nom pour la gestion et le contrôle du traitement des droits et privilèges associés aux valeurs, comme énoncé à la Règle 6.6. (*Entitlements Ledger*)

« **grand livre de gestion des garanties** » désigne un grand livre et les comptes sous-jacents de celui-ci utilisés aux fins de gestion et de contrôle des garanties détenues par la CDS, comme énoncé à la Règle 5.11.1. (*Collateral Administration Ledger*)

« **groupe d'adhérents associés** » désigne les adhérents associés, comme décrit à la Règle 5.15.6. (*Associated Group*)

« **groupe de crédit** » désigne soit un groupe de crédit de fonds établi conformément à la Règle 5.7.1, soit un groupe de crédit de catégorie établi conformément à la Règle 5.9.1. (*Credit Ring*)

« **groupe de crédit de catégorie** » a le sens donné à ce terme à la Règle 5.9.1. (*Category Credit Ring*)

« **groupe de crédit de catégorie d'un emprunteur de FCGE en \$ CA** » désigne le groupe de crédit de catégorie d'un emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs qui règle des transactions en dollars canadiens. (*CAD RCP CCR*)

« **groupe de crédit de fonds** » a le sens donné à ce terme à la Règle 5.7.1. (*Fund Credit Ring*)

« **groupe de crédit de fonds de service de liaison** » désigne le groupe de crédit de fonds de service de liaison associé au service de liaison, établi conformément à la Règle 10.6. (*Link Fund Credit Ring*)

« **groupe de débit** » a le sens donné à ce terme à la Règle 4.3.2. (*Debit Ring*)

« **Guide de l'utilisateur** » désigne l'un ou l'autre des guides de l'utilisateur dans la forme prescrite par la CDS de temps à autre pour les services et comprend les écrans de terminaux du service d'aide en ligne faisant partie des systèmes et auxquels on accède conformément aux Guides de l'utilisateur. (*User Guide*)

« **hypothèque** » a la signification indiquée dans la Règle 5.14.5. (*Hypothec*)

« **identificateur de valeur** » désigne tout identificateur utilisé par la CDS pour distinguer une catégorie, une émission ou un type particulier de valeurs aux fins d'un ou de services, notamment :

- (a) un « **CIN** » ou « **CUSIP International Number** » (qui est une marque de commerce du Committee on Uniform Security Identification Procedures, de l'American Bankers Association); (*CIN* ou *CUSIP International Number*)
- (b) un numéro « **CUSIP** » (qui est une marque de commerce du Committee on Uniform Security Identification Procedures, de l'American Bankers Association); (*CUSIP*) et
- (c) un « **ISIN** » ou « **International Securities Identification Number** », qui est fixé conformément aux normes établies par l'Organisation internationale de normalisation); (*ISIN* ou *International Securities Identification Number*). (*Security Identifier*)

« **information sur les valeurs** » désigne toute donnée et tout renseignement sous forme écrite, orale ou électronique portant sur une valeur, y compris, sans toutefois s'y limiter, sur le dépôt ou le retrait d'une valeur, sur un événement afférent à une valeur, sur l'émetteur d'une valeur ou sur l'identificateur de la valeur ou, encore, sous toute autre forme, que la CDS, l'une de ses sociétés affiliées ou l'un de ses mandataires enregistrent, divulguent, recueillent, traitent, compilent, créent,

publient, distribuent, offrent, rendent accessibles ou ont en leur possession ou sous leur contrôle en tout temps. (*Security Information*)

« **institution étrangère** » désigne une personne :

- (a) qui est constituée en société, établie ou formée en vertu des lois d'un territoire extérieur à celui du Canada ou dont les activités sont principalement régies par les lois d'un territoire extérieur à celui du Canada; et
- (b) qui est un courtier ou négociant de valeurs mobilières, une banque ou une caisse d'épargne, une société ou une compagnie de fiducie, une société ou une compagnie de prêt, une société ou une compagnie d'assurances, une société de compensation ou de dépôt de valeurs, une banque centrale ou toute autre personne négociant des valeurs. (*Foreign Institution*)

« **institution financière** » désigne :

- (a) une banque désignée banque de l'annexe I, II ou III de la *Loi sur les banques* (Canada);
- (b) une institution régie selon la *Loi sur les coopératives de services financiers* (Québec);
- (c) une société ou une compagnie de fiducie, une société ou une compagnie de prêt, une caisse de crédit, une caisse d'épargne et de crédit, ou une caisse centrale de crédit constituée et régie en vertu des lois du Canada ou de l'une de ses provinces ou de l'un de ses territoires; ou
- (d) une société d'État constituée et régie en vertu de l'*ATB Financial Act* (Alberta). (*Financial Institution*)

« **institution financière désignée** » désigne une personne :

- (a) qui est établie ou constituée en société en vertu des lois du Canada ou de toute province ou de tout territoire du Canada, et
- (b) qui est :
 - i) une banque;
 - ii) une société ou une compagnie de fiducie;
 - iii) une caisse centrale de crédit, une ligue de caisses de crédit ou toute autre association de caisses de crédit semblable; ou
 - iv) une société d'État constituée et régie en vertu de l'*ATB Financial Act* (Alberta). (*Specified Financial Institution*)

« **institution financière réglementée** » désigne une personne :

- (a) qui est constituée en société, établie ou formée en vertu des lois du Canada ou d'une province ou d'un territoire du Canada;
- (b) dont les activités sont principalement régies, aux fins de prudence et de liquidité, en vertu des lois du Canada ou d'une province ou d'un territoire du Canada; et
- (c) qui est une institution financière, un courtier ou négociant de valeurs mobilières, une société ou une compagnie d'assurances ou une société de compensation ou de dépôt de valeurs. (*Regulated Financial Institution*)

« **instrument de paiement** » désigne un chèque, un chèque officiel, une traite bancaire, une traite de la banque centrale, un chèque d'un mandataire, un message de paiement reçu au moyen du STPGV, un message de paiement reçu au moyen de Fedwire, une instruction à un banquier, un instrument de paiement électronique ou en format papier acceptable aux fins de compensation au moyen du Système automatisé de compensation et de règlement de Paiements Canada ou tout autre instrument de paiement qui constitue un paiement acceptable. (*Payment Item*)

« **interface CDCC** » désigne le processus au moyen duquel la CDS enregistre auprès de la CDCC les opérations dont le mode de règlement est SNS aux fins de compensation avant le règlement de ces opérations au moyen des services. (*CDCC Interface*)

« **jour ouvrable** » désigne n'importe quel jour où le CDSX est disponible pour le traitement de transactions. (*Business Day*)

« **marge de crédit** » désigne une facilité de crédit établie par un adhérent en faveur d'un autre adhérent, conformément à la Règle 5.5. (*Line of Credit*)

« **marque de commerce de la CDS** » a le sens attribué à ce terme à la Règle 3.9.1. (*CDS Trade-marks*)

« **mécanisme d'authentification** » désigne l'information d'authentification confidentielle des particuliers et des systèmes (comme les codes d'identification et les adresses pour l'ouverture de session, les mots de passe et les numéros d'identification personnels) et comprend, s'il y a lieu, les dispositifs d'authentification personnels (tels que les cartes à mémoire et les dispositifs biométriques) assignés à chaque adhérent, conformément à la Règle 3.1.2. (*Authentication Mechanism*)

« **membre** » désigne un adhérent qui est membre d'un fonds, d'un groupe de crédit de fonds, d'un groupe de crédit de catégorie ou d'un groupe de crédit de service de liaison, selon le cas. (*Member*)

« **mise en gage** » désigne une opération visant soit :

- (a) la livraison de valeurs à titre de garantie assujettie à une sûreté sur ces valeurs; ou
- (b) un paiement entre adhérents assujetti à un remboursement, conformément aux modalités d'une entente entre les adhérents, selon laquelle les valeurs ou les fonds qui font l'objet de l'opération sont livrés au compte de garantie de l'adhérent gagiste et enregistrés dans le compte de mise en gage de l'adhérent constituant du gage;

les termes « **mis(es) en gage** » et « **mettre en gage** » ayant un sens analogue. (*Pledge*)

« **mode de paiement par inscription comptable** » désigne le processus décrit à la Règle 8.5 selon lequel les obligations de paiement entre l'adhérent et la CDS sont remplies au processus de paiement. (*Book Entry Payment Method*)

« **mode de règlement** » désigne un des modes suivants : le RNC, le règlement individuel ou le SNS. (*Mode of Settlement*)

« **mode de règlement SCT** » désigne une instruction d'un adhérent à la CDS demandant à la CDS d'enregistrer les renseignements relatifs à une opération à un système de compensation tiers; ce mode de règlement s'applique aux transactions réglées par l'intermédiaire du SNS. (*TPCS Mode of Settlement*)

« **Moody's** » désigne Moody's Bond Record. (*Moody's*)

« **moyenne du risque maximal couru pour le partage des pertes** » a la signification indiquée à la Règle 3.8.3. (*Loss Sharing MEP Average*)

« **moyenne du risque maximal couru relativement à la date de clôture des registres** » a la signification indiquée à la Règle 3.8.3. (*Record Date MEP Average*)

« **moyenne du risque maximal couru relativement à la date de la défaillance** » a la signification indiquée à la Règle 3.8.3. (*Default Date MEP Average*)

« **NASD** » désigne la National Association of Securities Dealers, Inc. des États-Unis. (*NASD*)

« **NASDAQ** » désigne le NASDAQ Stock Market, marché boursier télématique électronique réglementé par la NASD. (*NASDAQ*)

« **NSCC** » désigne la National Securities Clearing Corporation, société constituée en vertu de la *Business Corporation Law* de l'État de New York. (*NSCC*)

« **obligation de la contrepartie centrale** » désigne les droits et les obligations réciproques de la CDS et d'un adhérent découlant du traitement d'opérations, avant le règlement, au moyen d'une fonction de la contrepartie centrale. En vertu d'une obligation de la contrepartie centrale :

- (a) la CDS ou l'adhérent a l'obligation de livrer des valeurs et le droit de recevoir paiement pour cette livraison de valeurs; et
- (b) l'autre partie a le droit correspondant de recevoir des valeurs et l'obligation correspondante d'effectuer le paiement. (*CCP Obligation* ou *Central Counterparty Obligation*)

« **obligation du RNC** » désigne les droits et les obligations réciproques de la CDS et de l'adhérent qui découlent du traitement d'opérations, avant le règlement, au moyen de la fonction de RNC. Une obligation du RNC est un type d'obligation de la contrepartie centrale. (*CNS Obligation*)

« **obligé** » désigne un membre d'un groupe de crédit qui a versé à la CDS sa quote-part de l'obligation d'un adhérent défaillant et de chaque adhérent défaillant subséquent. (*Survivor*)

« **obligé de service de liaison** » désigne un membre d'un groupe de crédit de service de liaison qui effectue un paiement à la CDS de sa quote-part de l'obligation d'un adhérent de service de liaison défaillant ou d'un adhérent à un service de liaison défaillant subséquent. (*Link Survivor*)

« **œuvre de la CDS** » désigne toute donnée et tout renseignement créés ou compilés et fournis par la CDS à un adhérent sous forme écrite, orale ou électronique, comme énoncé dans les Procédés et méthodes, ainsi que les logiciels, les fonctions, les systèmes, le matériel et les réseaux afférents aux services offerts à un adhérent par la CDS. (*CDS Works*)

« **opération** » désigne une transaction portant sur des valeurs ou un paiement, ou les deux, sur laquelle se sont entendus des adhérents indépendamment des services et qui doit être réglée au moyen des services, et qui comprend le paiement ou la livraison de valeurs, ou les deux, pour réaliser le paiement, la vente, l'achat, le prêt, la mise en gage ou toute autre aliénation de valeurs. (*Trade*)

« **organisme de réglementation** » désigne, relativement à une personne, le conseil, la commission, la bourse de valeurs ou de marchandises, l'association ou autre agence ou organisme

d'autoréglementation ou agence ou organisme gouvernemental, professionnel ou autre, qui a l'autorité nécessaire pour réglementer cette personne ou toute activité menée par elle et comprend les autorités de réglementation de la CDS en ce qui concerne la CDS. (*Regulatory Body*)

« **organisme public** » désigne le gouvernement du Canada ou le gouvernement d'une province ou d'un territoire du Canada, ou encore, d'une municipalité canadienne, ou l'une de leurs agences. (*Government Body*)

« **paiement acceptable** » désigne le mode de paiement précisé à la Règle 8.1.3 pour les paiements effectués à la CDS par un adhérent et les paiements effectués à un adhérent par la CDS. (*Acceptable Payment*)

« **paiement acceptable pour un service de liaison** » désigne un mode de paiement précisé à la Règle 10.8.5 pour un paiement effectué à la CDS par un adhérent à un service de liaison ou un paiement effectué à un adhérent à un service de liaison par la CDS. (*Link Acceptable Payment*)

« **particulier autorisé** » désigne un particulier autorisé, conformément à la Règle 3.1.1, à effectuer certaines activités au nom d'un adhérent. (*Authorized Individual*)

« **personne** » désigne un particulier, une entreprise individuelle, une personne morale, une société de personnes, une société en commandite, un organisme ou une association non constitués en société, une fiducie, un organisme gouvernemental, juridique ou commercial. (*Person*)

« **perte de valeurs** » désigne toute circonstance selon laquelle la CDS serait incapable de livrer à un ou à plusieurs adhérents les valeurs détenues par la CDS pour ces adhérents, comme défini à la Règle 4.2.4. (*Loss of Securities*)

« **perte subie par l'adhérent** » désigne tout dommage, coût ou toute perte, dépense, responsabilité ou réclamation subis par un adhérent découlant, de quelque façon que ce soit, de l'utilisation d'un service, autre qu'une perte de valeurs, comme énoncé à la Règle 4.2.3. (*Participant Loss*)

« **plafond de fonctionnement** », en ce qui concerne un adhérent détenant un plafond de fonctionnement, désigne la limite établie en dollars, déterminée et appliquée par la CDS quant à la valeur globale des transactions de cet adhérent, que la CDS autorisera aux fins de traitement par l'intermédiaire du CDSX, à quelque moment que ce soit. (*System-Operating Cap*)

« **position à découvert** » désigne un solde négatif dans le compte de valeurs de l'adhérent. (*Short Position*)

« **position à découvert au compte de service de liaison** » désigne un solde négatif d'un compte de service de liaison d'un adhérent à un service de liaison. (*Link Short Position*)

« **prêteur** » désigne un prêteur de crédit qui est aussi un adhérent classé comme tel par la CDS, conformément à la Règle 2.4.2. (*Extender*)

« **prêteur principal** » désigne un obligé nommé à ce titre par les autres prêteurs, conformément à la Règle 9.3.4(ii) après la suspension d'un prêteur. (*Lead Extender*)

« **Procédés et méthodes** » désigne les procédés et méthodes prescrits par la CDS en ce qui concerne tout service ou les services, conformément à la Règle 1.7. (*Procedures*)

« **processus de paiement** » désigne le processus de paiement final et irrévocable entre la CDS et les adhérents d'un solde de compte de fonds pour chaque monnaie, comme énoncé à la Règle 8. (*Payment Exchange*)

« **processus de paiement des services de liaison** » désigne le processus de paiement entre la CDS et les adhérents aux services de liaison, du solde calculé de l'encaisse pour chaque service de liaison, décrit à la Règle 10.8.3. (*Link Payment Exchange*)

« **processus de règlement individuel en temps réel** » ou « **processus individuel en temps réel** » désigne le processus de règlement décrit à la Règle 7.4.2. (*Real Time TFT Settlement Process* ou *Real Time TFT Process*)

« **processus de règlement net continu en temps réel** » désigne le processus de règlement décrit à la Règle 7.4.3. (*Real Time Continuous Net Settlement Process*)

« **processus RNC-par lots combiné** » ou « **processus de règlement net continu et de règlement par lots combiné** » désigne le processus de règlement décrit à la Règle 7.4.4. (*Combined Batch/CNS Process* ou *Combined Batch Net Settlement/Continuous Net Settlement Process*)

« **produit d'évaluation** » désigne le facteur utilisé dans le calcul du plafond de fonctionnement d'un adhérent détenant un plafond de fonctionnement, comme énoncé à la Règle 5.4. (*Formula Amount*)

« **propriétaire pour compte** » désigne une société en commandite formée par la CDS afin d'agir à titre de propriétaire pour compte aux fins du service de dépôt, au nom de laquelle les valeurs détenues par la CDS peuvent être immatriculées. (*Nominee*)

« **réclamation relative aux services transfrontaliers** » a la signification indiquée à la Règle 10.7.4. (*Cross-Border Claim*)

« **Règle** » désigne toute règle énumérée à la Règle 1.1.1, de même que toute modification, suppression ou révision ou tout ajout qui peut y être apporté à l'occasion. (*Rule*)

« **règlement** » désigne, relativement à une opération soumise aux fins de traitement à l'aide du service de règlement, l'exécution de tous les processus, y compris la livraison de valeurs ou le paiement de fonds ou les deux; « **régler** » et « **réglé(e)(s)** » ont un sens analogue. (*Settlement*)

« **résolution** » désigne l'exercice ou l'exercice probable par la Société d'assurance-dépôts du Canada du pouvoir que celle-ci détient en vertu de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* afin de résoudre les difficultés financières ou autres d'un adhérent qui est une institution membre ou la filiale d'une institution membre selon la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada*. (*Resolution*)

« **responsable de l'activation d'ISIN** » désigne l'adhérent qui assume la fonction et les obligations de responsable de l'activation d'ISIN décrites à la Règle 2.6. (*ISIN Activator*)

« **responsable de la validation de valeurs** » désigne un adhérent qui assume la fonction et les obligations d'un responsable de la validation de valeurs définies à la Règle 2.7. (*Security Validator*)

« **responsable du traitement des droits et privilèges** » désigne l'adhérent qui assume la fonction et les obligations d'un responsable du traitement des droits et privilèges définies à la Règle 2.8. (*Entitlements Processor*)

« **risque maximal couru** » désigne la plus grande exposition au risque d'un prêteur au cours d'un jour ouvrable, telle qu'elle est calculée par la CDS, conformément à la Règle 3.8.3. (*Maximum Exposure Point* ou *MEP*)

« **RNC** » désigne le service de règlement net continu. (*CNS*)

« **SCT** » désigne un système de compensation tiers auquel la CDS est autorisée à enregistrer des opérations, comme il est décrit à la Règle 7.2.6; un tel système doit être exploité par un adhérent de la CDS. (*TPCS*)

« **S&P** » désigne le Bond Guide publié par les services d'évaluation de Standard & Poor's. (*S&P*)

« **service** » désigne le service de dépôt, le service de règlement, un service transfrontalier, le service NELTC ou les services de livraison que la CDS offre à un adhérent. Toute référence à un service comprend la totalité des fonctions offertes par ce service. (*Service*)

« **service de dépôt** » désigne le service grâce auquel la CDS détient des valeurs au nom des adhérents, comme énoncé à la Règle 6. (*Depository Service*)

« **service de liaison** » désigne les services transfrontaliers, ainsi que tout autre service ainsi désigné à la Règle 10. (*Link Services*)

« **service de livraison** » désigne le service décrit à la Règle 13. (*Delivery Services*)

« **service de règlement** » désigne le service de règlement des opérations sur valeurs admissibles entre les adhérents ou entre la CDS et un adhérent, ce qui peut comprendre la livraison des valeurs et le paiement à consigner aux registres de la CDS, comme il est décrit à la Règle 7. (*Settlement Service*)

« **service NELTC** » désigne le service Notification en ligne — transfert de comptes décrit à la Règle 12. (*ATON*)

« **service transfrontalier** » désigne un service de liaison directe avec la Depository Trust Company (un SLDDTC) ou un service de liaison avec New York (un SLNY), lesquels sont décrits à la Règle 10. (*Cross-Border Service*)

« **SGREM** » désigne le Service de gestion des responsabilités liées aux événements de marché décrit à la Règle 6.9.5. (*CALMS*)

« **SLDDTC** » désigne le Service de liaison directe avec la DTC, comme énoncé à la Règle 10.4. (*DDL*)

« **SLNY** » désigne le Service de liaison avec New York décrit à la Règle 10.3. (*NYL*)

« **SNS** » désigne le système d'établissement du solde net SOLA exploité par la CDCC. (*SNS*)

« **soumission** » désigne une transaction par laquelle des valeurs ou des fonds, ou les deux, sont livrés à un agent dépositaire afin d'être échangés contre d'autres valeurs ou fonds, ou les deux, par suite d'un événement de réorganisation relatif à une valeur (y compris une offre, une offre publique d'achat, une offre publique de rachat, un plan d'arrangement ou une autre forme de regroupement d'entreprises); **soumissions**, **soumettre** et **soumis(es)** ont des sens analogues. (*Tender*)

« **STPGV** » désigne le système de transfert de fonds géré par Paiements Canada qui permet la finalité et l'irrévocabilité du règlement des messages de paiement entre les membres après l'échange électronique de messages de paiement; le système peut être désigné par le terme « système de transfert de paiements de grande valeur » ou porter tout autre nom attribué ultérieurement par Paiements Canada. (*LVTS*)

« **sûreté de la caution** » désigne la sûreté concédée par un bénéficiaire à sa caution, conformément à la Règle 5.12.1. (*Surety Security Interest*)

« **sûretés accordées en faveur de la CDS** » a la signification indiquée à la Règle 5.12.1. (*CDS Security Interests*)

« **sûretés des prêteurs** » a la signification indiquée à la Règle 5.12.1. (*Extenders' Security Interest*)

« **sûretés du groupe de crédit de catégorie** » désigne les sûretés faisant partie de sa garantie du groupe de crédit de catégorie qui sont concédées à la CDS par un membre d'un groupe de crédit de catégorie, et, si le membre est un prêteur, aux autres membres. (*Category Credit Ring Security Interests*)

« **suspension générale** » désigne, relativement à un service, la suspension de l'accès au CDSX pour tous les adhérents, de façon temporaire ou prolongée. (*General Suspension*)

« **système de compensation tiers** » ou « **SCT** » désigne un système de compensation auquel la CDS est autorisée à enregistrer des opérations; un tel système doit être exploité par un adhérent de la CDS; (*Third Party Clearing System* ou *TPCS*). Le processus de compensation tiers est décrit à la Règle 7.2.6. (*Third Party Clearing*)

« **transaction** » désigne une opération traitée à l'aide des services, notamment : transaction de droits et privilèges, virement de fonds, virement intercomptes, mise en gage, soumission et opération. Si le mot « transaction » est suivi du nom d'un service ou d'une fonction, il désigne la transaction effectuée au moyen du service ou de la fonction. (*Transaction*)

« **TRAX** » désigne l'application Web utilisée pour faciliter la communication entre les adhérents et les agents des transferts aux fins décrites dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur. (*TRAX*)

« **utilisateur** » désigne un particulier qui, pour le compte d'un adhérent, a accès (par l'attribution d'un mécanisme d'authentification ou d'une autre façon) aux activités de traitement informatique pour les services en temps réel ou par lots. (*User*)

« **utilisateur du STPGV** » désigne un membre de Paiements Canada qui est un adhérent au STPGV, au sens attribué à ce terme dans le règlement administratif de Paiements Canada régissant l'exploitation du STPGV. (*LVTS User*)

« **valeur** » désigne :

- (a) une part, un actif financier, un droit et privilège sur valeur, toute forme de participation ou un droit de créance ou action portant sur les biens, des droits, une entreprise d'un émetteur;
- (b) une obligation d'un émetteur; ou

- (c) tout droit d'acquérir ces parts, actifs financiers, droits et privilèges sur valeur, participations, droits, actions ou obligations;

d'un type couramment négocié en bourse ou sur les marchés financiers ou couramment reconnu comme moyen d'investissement partout où ils sont émis ou négociés et, sans limiter la portée générale de ce qui précède, les lettres de dépôt et les billets de dépôt régis par la Loi sur les lettres et billets de dépôt du Canada. Une valeur peut être une valeur scripturale ou son existence peut être attestée par un certificat. (*Security*)

« **valeur démembrée** » a le sens attribué à ce terme à la Règle 6.10.3. (*Stripped Security*)

« **valeur du marché monétaire** » désigne une valeur qui est un titre de créance à court terme d'un émetteur, comme un bon du Trésor, un billet du Trésor, une lettre de dépôt, un billet de dépôt ou un papier commercial. (*Money Market Security*)

« **valeurs mises en commun** » ou « **groupe de valeurs mises en commun** » désigne, comme énoncé à la Règle 6.10.2, un assortiment de valeurs mises en commun identifiées pour les besoins du service de dépôt par un identificateur de valeur unique. (*Pooled Security* ou *Pool of Securities*)

« **valeur scripturale** » désigne une valeur dont l'existence n'est pas attestée par un certificat de valeur et dont l'émission et le transfert sont inscrits dans des registres tenus à ces fins par l'émetteur ou en son nom. (*Uncertificated Security*).

« **valeur viciée** » désigne une valeur qui :

- (a) est invalide, contrefaite, altérée, viciée ou qui fait l'objet d'une opposition ou d'un privilège;
- (b) présente une signature ou un endossement non autorisés ou est dépourvue de signature ou d'endossement; ou
- (c) ne peut être ni transférée ni immatriculée de façon valide. (*Defective Security*)

« **valeurs de type L** » désigne les valeurs livrées à la Banque du Canada durant le processus de paiement dans les circonstances énumérées à la Règle 8.4. (*Type L Securities*)

« **vérifications préréglément** » a le sens attribué à ce terme à la Règle 5.15. (*Pre-settlement Edits*)

« **VGG** » désigne la valeur de la garantie globale d'un grand livre comme défini à la Règle 5.15.3. (*ACV*)

« **VGG initiale** » a le sens attribué à ce terme à la Règle 5.15.5. (*Initial ACV*)

« **virement de fonds** » désigne une transaction entre deux adhérents ou entre la CDS et un adhérent par laquelle le compte de fonds de l'un d'entre eux est débité d'un montant donné et le compte de fonds de l'autre est crédité d'un montant correspondant. (*Funds Transfer*)

« **virement transfrontalier** » désigne un transfert de valeurs décrit à la Règle 10.7.3. (*Cross-Border Movement*)

1.2.2 Filiale et contrôle

Aux fins des Règles, une personne est une filiale d'une autre personne si elle satisfait à l'une des conditions suivantes :

- (a) elle est contrôlée par :
 - i) cette autre personne;
 - ii) cette autre personne et une ou plusieurs autres personnes dont chacune est contrôlée par cette autre personne; ou
 - iii) deux personnes ou plus, dont chacune est contrôlée par cette autre personne.
- (b) elle est la filiale d'une personne qui est elle-même la filiale de cette autre personne.

Aux fins des Règles, une personne est contrôlée par une autre personne ou plus si elle satisfait aux deux conditions suivantes :

- a. ses valeurs avec droit de vote représentant plus de 50 pour cent des votes quant au choix des administrateurs sont détenues, autrement que sous forme de sûreté seulement, par l'autre personne ou les autres personnes ou dans son intérêt ou leur intérêt; et
- b. les votes représentés par ces valeurs donnent le droit, s'ils sont exercés, de choisir une majorité des membres de son conseil d'administration.

1.3 INTERPRÉTATION

1.3.1 Division et titres

La division des Règles en paragraphes et en alinéas et l'insertion de titres dans une Règle ne servent qu'à faciliter sa consultation et n'ont aucune portée juridique quant à son contenu ou à son interprétation.

1.3.2 Nombre et genre

Le singulier comprend le pluriel, et vice-versa, de même que le masculin comprend le féminin.

1.3.3 Comprend et y compris

Dans les Règles, les termes « **comprend** » et « **y compris** » signifient « **comprend, sans exclusion** » ou « **y compris, sans s'y limiter** », respectivement.

1.4 DOCUMENTATION CONTRACTUELLE

1.4.1 Préséance

En cas de conflit entre :

- (a) la Convention d'adhésion et les Règles, Procédés et méthodes ou les Guides de l'utilisateur, la Convention d'adhésion a préséance;
- (b) les Règles et les Procédés et méthodes ou les Guides de l'utilisateur, les Règles ont préséance.

1.4.2 Entrée en vigueur

La Documentation contractuelle régissant les droits et les obligations entre la CDS et les adhérents ou entre les adhérents produit ses effets même si cette documentation déroge à la *Loi de 2006 sur le transfert des valeurs mobilières* de l'Ontario ou à la *Loi sur les sûretés mobilières* de l'Ontario et touche une personne qui n'a pas donné son consentement à l'égard de la Documentation contractuelle.

1.4.3 Contrats financiers admissibles

La CDS et l'adhérent reconnaissent :

- (a) qu'une obligation de la contrepartie centrale représente un contrat financier admissible entre la CDS et l'adhérent;
- (b) que les obligations d'un adhérent et de la CDS découlant du règlement d'une opération ou de toute autre transaction représentent un contrat financier admissible entre la CDS et l'adhérent;
- (c) que les obligations d'un adhérent et de la CDS découlant des services transfrontaliers constituent un contrat financier admissible entre la CDS et l'adhérent; et
- (d) que la Convention d'adhésion, les Règles et la Documentation contractuelle représentent des conventions-cadres qui régissent ces contrats financiers admissibles et sont donc également des contrats financiers admissibles entre la CDS et chaque adhérent et entre les adhérents.

Les Règles et la Documentation contractuelle sont interprétées de manière à ce que la CDS ou un adhérent, selon le cas, détienne les droits et pouvoirs d'une partie à un contrat financier admissible, et ce, conformément à la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, à la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*, à la *Loi sur les liquidations et les restructurations*, à la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* ou à toute loi similaire.

1.4.4 Accord d'établissement du solde net

Les dispositions de la Documentation contractuelle constituent :

- (a) les règles de règlement d'un système de compensation et de règlement désigné au sens de l'article 8 de la *Loi sur la compensation et le règlement des paiements* (Canada), dans la mesure où la Documentation contractuelle concerne le CDSX;
- (b) un accord d'établissement du solde net entre deux institutions financières ou plus au sens de l'article 13 de cette loi; et
- (c) un accord d'établissement du solde net entre une chambre de compensation de valeurs et de produits dérivés et un membre compensateur au sens de l'article 13.1 de cette loi.

1.4.5 Publication sur le site Web

La CDS tient à jour un site Web identifié comme suit :

www.cds.ca

ou identifié d'une autre façon fournie par avis donné aux adhérents de temps à autre.

La CDS peut publier, sur le site Web, les Règles, les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur, ainsi que toute communication transmise conformément aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur. La version électronique de ces documents, publiée sur le site Web, est la version définitive si le site Web comporte une stipulation à cet effet.

La CDS tient à jour une liste maîtresse des documents formant la Documentation contractuelle indiquant quelle version de chacun est en vigueur.

1.5 AVIS EN VERTU DES RÈGLES ET DE LA CONVENTION D'ADHÉSION

1.5.1 Avis aux adhérents par la CDS

i) Méthode à utiliser pour donner avis à tous les adhérents ou à un groupe d'adhérents

Lorsque la CDS donne avis à tous les adhérents ou à un groupe d'adhérents, conformément aux Règles ou à la Convention d'adhésion, l'avis doit être :

- (a) affiché sur le site Web de la CDS et la confirmation de l'affichage doit être transmise à l'adresse électronique fournie par chaque adhérent à qui est destiné l'avis;
- (b) déposé dans la case de chaque adhérent à qui est destiné l'avis, à un bureau de la CDS;
- (c) transmis par télécommunication enregistrée et confirmée au numéro de télécopieur fourni par chaque adhérent à qui est destiné l'avis; ou
- (d) livré à l'adresse municipale fournie par chaque adhérent à qui est destiné l'avis.

ii) Méthode à utiliser pour donner avis à un adhérent en particulier

Lorsque la CDS donne avis à un adhérent en particulier, conformément aux Règles ou à la Convention d'adhésion, l'avis doit être :

- (a) transmis à l'adresse électronique fournie par l'adhérent;
- (b) déposé dans la case de l'adhérent à un bureau de la CDS;
- (c) transmis par télécommunication enregistrée et confirmée au numéro de télécopieur fourni par l'adhérent; ou
- (d) livré à l'adresse municipale fournie par l'adhérent.

iii) Date et heure d'entrée en vigueur d'un avis

Un avis donné par la CDS à un adhérent conformément aux Règles 1.5.1(i) et (ii) entre en vigueur :

- (a) si l'avis est envoyé ou livré lorsqu'un bureau de la CDS est ouvert pour affaires, aux date et heure auxquelles la CDS envoie ou livre l'avis;
- (b) si l'avis est envoyé ou livré alors qu'aucun bureau de la CDS n'est ouvert pour affaires, aux prochaines date et heure immédiates où un bureau de la CDS est ouvert pour affaires;

pourvu que l'avis envoyé par courriel et destiné à un adhérent en particulier n'entre en vigueur qu'aux date et heure auxquelles l'adhérent accuse réception de l'avis.

iv) Adresse de réception d'avis

Un adhérent doit fournir à la CDS une adresse électronique, une adresse municipale, un numéro de case et un numéro de télécopieur aux fins de la présente Règle 1.5.1; la CDS peut considérer comme valide le plus récent avis fourni par l'adhérent.

1.5.2 Avis donné à la CDS par les adhérents

i) Méthode à utiliser pour donner avis à la CDS

Lorsqu'un adhérent donne avis à la CDS, conformément aux Règles ou à la Convention d'adhésion, l'avis doit être :

- (a) envoyé par courriel dans le format prescrit par les Règles ou par la Convention d'adhésion, à l'adresse électronique suivante : attention@cds.ca

(ou à toute autre adresse électronique fournie par avis de la CDS aux adhérents);

- (b) transmis par télécommunication enregistrée et confirmée aux :

Services de dépôt et de compensation CDS inc.

À l'attention du chef des Affaires juridiques

Télécopieur : 416 365-1984

(ou à tout autre numéro de télécopieur fourni par avis de la CDS aux adhérents)

- (c) livré au siège social de la CDS ou à l'attention du directeur régional d'un bureau régional de la CDS, aux :

Services de dépôt et de compensation CDS inc.

À l'attention du chef des Affaires juridiques.

ii) Date et heure d'entrée en vigueur d'un avis

Un avis donné à la CDS par un adhérent conformément à la Règle 1.5.2(i) entre en vigueur aux date et heure auxquelles la CDS accuse réception par écrit de l'avis. La CDS accusera réception d'un avis donné par un adhérent le plus tôt possible, en tenant compte des circonstances, notamment si l'avis a été donné pendant les heures ouvrables du siège social de la CDS.

1.5.3 Autres types d'avis

Les Règles 1.5.1 et 1.5.2 ne s'appliquent qu'aux questions pour lesquelles la Convention d'adhésion ou les Règles stipulent que la CDS doit donner avis à un adhérent, à un groupe d'adhérents ou à tous les adhérents ou qu'un adhérent doit donner avis à la CDS, selon le cas. Toute autre communication entre la CDS et un adhérent doit être établie conformément aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur.

La signification de documents à la CDS ou à un adhérent dans le cadre de procédures judiciaires est régie par les dispositions législatives ou réglementaires applicables.

1.6 MODIFICATION DES RÈGLES

1.6.1 Période d'examen

Une modification proposée des Règles (autre qu'une modification d'ordre technique) est soumise au conseil d'administration. Une modification est d'ordre technique si son objectif se limite à au moins l'un des sujets suivants :

- (a) rectifier des erreurs d'orthographe, de ponctuation, typographiques ou grammaticales, ou encore des renvois erronés dans une règle existante; ou
- (b) réviser la mise en forme stylistique, y compris les modifications apportées aux titres et aux numéros de paragraphes.

Le conseil d'administration peut, à sa discrétion, rejeter des modifications proposées ou les approuver avec ou sans changement.

La CDS donne avis à tous les adhérents des modifications proposées (après l'obtention de l'approbation des modifications proposées par le conseil d'administration, lorsqu'une telle approbation est requise) et leur laisse une période d'au moins 30 jours pour examiner les modifications proposées et présenter par écrit leurs commentaires. L'avis aux adhérents fait état de la date d'entrée en vigueur des modifications proposées. La CDS doit également présenter les modifications proposées à ses organismes de réglementation aux fins d'examen et d'approbation. Si, au terme de la période d'examen, des changements importants doivent être apportés aux modifications proposées, les modifications révisées sont présentées au conseil d'administration aux fins d'approbation et elles sont distribuées pour une période d'examen supplémentaire. Le conseil d'administration peut, à sa discrétion, rejeter les modifications révisées ou les approuver avec ou sans changement. La CDS doit également présenter les modifications révisées à ses organismes de réglementation aux fins d'examen. Si le conseil d'administration juge que les circonstances requièrent des dispositions rapides ou immédiates, il peut approuver les modifications aux fins de mise en œuvre immédiate, sous réserve du déroulement d'une période d'examen ultérieure.

1.6.2 Entrée en vigueur des modifications

La date d'entrée en vigueur des modifications doit tomber au moins dix jours après la date à laquelle la CDS donne avis aux adhérents de telles modifications. Si le conseil d'administration juge que les circonstances requièrent des dispositions rapides ou immédiates, il peut raccourcir la période allouée ou mettre en vigueur immédiatement les modifications.

1.6.3 Pouvoirs en cas d'urgence

S'il advient que :

- (a) le chef de la direction, en consultation avec le chef des Affaires juridiques et le chef de la Gestion des risques, ou leur délégué respectif, le cas échéant, établit l'existence d'une situation d'urgence; ou
- (b) l'une des autorités réglementaires de la CDS établit l'existence d'une situation d'urgence qui fait en sorte que :
 - i) la réalisation équitable et ordonnée des activités de compensation, de règlement ou de dépôt ou encore la liquidation d'une opération ou la livraison y afférente risque d'être perturbée;

- ii) l'intégrité financière de la CDS, du CDSX ou des services est menacée; ou
- iii) le fonctionnement normal de la CDS ou du CDSX ou des services est perturbé ou risque de l'être;

la CDS prendra, à son gré, toute mesure qu'elle juge nécessaire pour prévenir, corriger ou atténuer la situation d'urgence, y compris :

- (a) en refusant la saisie de nouvelles transactions;
- (b) en suspendant un adhérent;
- (c) en mettant en œuvre une suspension générale;
- (d) en effectuant un dénouement;
- (e) en réalisant des liquidations;
- (f) en prenant des mesures raisonnables pour préserver l'intégrité des marchés financiers ou protéger l'intérêt public; ou
- (g) en prenant toute autre mesure raisonnable pour préserver l'intégrité et la sécurité de la CDS, du CDSX ou des services.

1.7 PROCÉDÉS ET MÉTHODES ET GUIDES DE L'UTILISATEUR

1.7.1 Distribution des Procédés et méthodes et Guides de l'utilisateur

La CDS publie des Procédés et méthodes ou des Guides de l'utilisateur, ou les deux. Les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur contiennent des directives détaillées sur l'utilisation des services ou des fonctions. La CDS doit mettre à la disposition de chaque adhérent accepté comme adhérent à un service ou utilisant une fonction, un exemplaire des Procédés et méthodes et des Guides de l'utilisateur en vigueur pour le service ou la fonction selon la catégorie dans laquelle l'adhérent est classé. Sur demande, la CDS doit mettre à la disposition de l'adhérent un exemplaire des Procédés et méthodes et Guides de l'utilisateur relatifs à un service ou à une fonction ou se rapportant à une catégorie d'adhérents.

1.7.2 Comité sur les Procédés et méthodes

Le conseil d'administration doit constituer et maintenir un comité sur les Procédés et méthodes, formé de représentants de chaque catégorie d'adhérents. Le comité propose, analyse et approuve, avant leur mise en œuvre, les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur, nouveaux et révisés, pour un service ou une fonction.

Malgré ce qui précède, la CDS a l'autorité d'établir de temps à autre les Procédés et méthodes et Guides de l'utilisateur, nouveaux ou révisés, sans l'approbation du comité sur les Procédés et méthodes, pourvu qu'un dirigeant de la CDS certifie au comité que ces Procédés et méthodes et Guides de l'utilisateur, nouveaux ou révisés :

- (a) sont nécessaires pour répondre à une situation d'urgence, ou
- (b) sont habituels et d'ordre administratif et n'auront aucune incidence importante sur les adhérents.

Ces Procédés et méthodes et Guides de l'utilisateur, nouveaux ou révisés, seront ensuite transmis au comité sur les Procédés et méthodes aux fins d'analyse ultérieure et de révision au besoin.

1.7.3 Modification des Procédés et méthodes et Guides de l'utilisateur

La CDS peut de temps à autre établir des Procédés et méthodes et Guides de l'utilisateur, nouveaux ou révisés, pour un service ou une fonction en donnant avis aux adhérents qui utilisent le service ou la fonction et qui sont classés dans une catégorie visée par les modifications apportées. L'avis doit préciser la date d'entrée en vigueur des modifications. Cette date doit tomber au moins 10 jours après la date de l'avis donné par la CDS. Si les modifications sont nécessaires en raison d'une situation d'urgence, on pourra néanmoins abréger le délai de 10 jours ou passer outre à ce délai, à la seule discrétion de la CDS.

1.8 DÉSIGNATION LÉGALE DE LA CDS

Attendu que :

- (a) l'Autorité des marchés financiers a autorisé la CDS à exercer les activités de compensation de valeurs au Québec en vertu de la *Loi sur les valeurs mobilières* du Québec;
- (b) la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario a désigné la CDS à titre d'agence de compensation reconnue conformément à la *Loi sur les valeurs mobilières* de l'Ontario;
- (c) la *Loi de 2006 sur le transfert des valeurs mobilières de l'Ontario* (la « **LTVM de l'Ontario** ») et la *Loi sur le transfert de valeurs mobilières et l'obtention de titres intermédiés du Québec* (la « **LTVM du Québec** ») font référence aux opérations des agences de compensation;
- (d) le CDSX a été désigné à titre de système de règlement et de compensation en vertu de la partie 1 de la *Loi sur la compensation et le règlement des paiements* du Canada;

Par conséquent, la CDS et chaque adhérent reconnaissent que :

- a. la CDS est une « **agence de compensation** » (une « **chambre de compensation** ») et un « **intermédiaire en valeurs mobilières** », selon la définition de ces termes dans la LTVM de l'Ontario et la LTVM du Québec;
- b. chaque adhérent est un « **titulaire d'un droit** » intermédié de la CDS, au sens attribué à ce terme dans la LTVM de l'Ontario et la LTVM du Québec;
- c. les instructions données par un adhérent visant des valeurs détenues à la CDS sont des « **ordres relatifs à un droit** », au sens attribué à ce terme dans la LTVM de l'Ontario et la LTVM du Québec;
- d. les actifs financiers mentionnés dans les Règles sont des « **actifs financiers** », au sens attribué à ce terme dans la LTVM de l'Ontario et la LTVM du Québec;
- e. la Documentation contractuelle représente la convention ou l'acte juridique conclu entre la CDS, à titre d'intermédiaire en valeurs mobilières, et les adhérents, à titre de titulaires de droits intermédiés, régissant les comptes de valeurs tenus par la CDS pour chaque adhérent et elle-même, au sens attribué aux termes convention et acte juridique dans la LTVM de l'Ontario et dans le *Code civil* du Québec, respectivement;
- f. les grands livres tenus par la CDS pour les adhérents et elle-même sont les comptes de titres dont il est fait mention dans la LTVM de l'Ontario et la LTVM du Québec;

- g. la Documentation contractuelle représente les règles de l'agence de compensation et a droit à la protection de l'article 7 de la LTVM de l'Ontario et de l'article 4 de la LTVM du Québec.

1.9 QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET QUESTIONS DIVERSES

1.9.1 Langue des services

Chaque adhérent peut, en présentant une demande écrite à la CDS, choisir dans quelle langue il désire recevoir les services de la CDS, en français ou en anglais, dans chacun des bureaux de la CDS; son choix sera respecté dans la mesure où les services peuvent être offerts dans cette langue dans ce bureau de la CDS.

1.9.2 Comptes de la CDS :

- i) À la Banque du Canada, libellés en dollars

La Banque du Canada a désigné le CDSX à titre de système de compensation et de règlement en vertu de la partie I de la *Loi sur la compensation et le règlement des paiements du Canada*, conformément au paragraphe 4(1) de la Loi. Les Règles sont interprétées de manière à assurer que le CDSX soit doté des protections accordées à un système de compensation et de règlement désigné en vertu de la Loi, y compris par l'alinéa 8(1)(c) et le paragraphe 8(2). À cette fin, la CDS ouvre et utilise un compte ou plus à la Banque du Canada dans le but exclusif de recevoir et d'effectuer des paiements de la CDS ou à la CDS, respectivement, qui découlent des opérations effectuées au sein du CDSX et qui sont libellés en dollars. La CDS peut également ouvrir et utiliser un compte ou plus à la Banque du Canada dans le but de conserver des paiements d'adhérents libellés en dollars au nom de la CDS et détenus par celle-ci à titre de contribution à un fonds, de contribution à un fonds commun de garantie ou de garantie particulière, étant entendu que les frais dus à la CDS ne sont pas déposés dans tout compte de la CDS à la Banque du Canada, et les frais bancaires dus à la Banque du Canada ne sont ni déduits ni payés de tels comptes.

- ii) Dollars américains

La CDS établit et exploite un compte en dollars américains dans une institution financière pour chacune des fins suivantes :

- (a) recevoir et effectuer des paiements libellés en dollars américains acceptables au CDSX;
- (b) recevoir et effectuer des paiements libellés en dollars américains pour les services transfrontaliers.

1.9.3 Caractère définitif des inscriptions aux grands livres et des règlements

Les écritures sont passées dans les grands livres tenus pour les adhérents et pour la CDS pour que soient inscrites les transactions, y compris le dépôt, le retrait et la livraison de valeurs, la novation et l'établissement du solde net des opérations au moyen de la fonction de RNC, et que soient faits les paiements. Ces écritures, une fois inscrites, sont finales et irrévocables. Le règlement d'une obligation de paiement entre la CDS et l'adhérent est final et irrévocable une fois effectué, et ce, de quelque façon que ce soit, au moyen d'un paiement en provenance ou à destination d'un compte de la CDS à la Banque du Canada, au moyen d'un message de paiement transmis par Fedwire, au moyen d'un paiement en provenance ou à destination d'un compte de la CDS auprès de son banquier pour tout service transfrontalier, ou au moyen d'un paiement en provenance ou à destination du banquier qualifié de l'adhérent ou de l'agent payeur désigné. Les écritures et paiements finaux sont irrévocables et ne peuvent être ni supprimés, ni rajustés, ni contrepassés, ni remboursés ni annulés. La CDS et les adhérents ont droit à un compte rendu comptable en ce qui a trait à toute transaction, mais les erreurs doivent être corrigées uniquement

par de nouvelles écritures ou de nouveaux paiements conformément aux présentes Règles, et ce, si les circonstances l'exigent.

1.9.4 Service de compensation des titres d'emprunt

Le Service de compensation des titres d'emprunt ou le SECTEM est le prédécesseur du CDSX. Toute référence au SECTEM dans les Procédés et méthodes ou les Guides de l'utilisateur ou dans toute donnée, rapport ou formulaire est réputée faire référence au CDSX.

1.9.5 Pouvoir discrétionnaire de la Banque du Canada

Sans égard à ce qui est énoncé dans les Règles (y compris les références faites aux valeurs de type L, à l'acquisition ou à la livraison de titres par la Banque du Canada ou aux mesures prises par la Banque du Canada en cas de suspension d'un adhérent), la Banque du Canada décide, à son entière discrétion, de prendre part ou non à une transaction ou de prendre ou non toute mesure et détermine, à sa seule discrétion, les catégories de valeurs qu'elle acceptera à toute fin, y compris à titre de valeurs de type L.

1.9.6 Situs

L'article 12 de la Convention d'adhésion prévoit que la Documentation contractuelle constitue un contrat passé en vertu des lois de l'Ontario. La CDS et chaque adhérent reconnaissent et conviennent que l'Ontario est le territoire législatif de la CDS, à titre d'intermédiaire en valeurs mobilières agissant pour le compte d'un adhérent, aux fins d'application des lois de l'Ontario, de la *Loi de 2006 sur le transfert des valeurs mobilières* de l'Ontario et de toute autre disposition de ladite loi.

1.10 APERÇU DU CDSX

1.10.1 Description générale

Le CDSX regroupe le service de dépôt et le service de règlement. Le service de dépôt est un service offert par la CDS au moyen duquel la CDS détient des valeurs admissibles au nom des adhérents. Le service de règlement est un service mis sur pied par la CDS pour offrir le règlement d'opérations sur valeurs admissibles au moyen de la livraison de valeurs et du paiement dans les registres de la CDS.

Seuls les adhérents peuvent utiliser le CDSX. Les adhérents sont soit des adhérents à part entière soit des adhérents à mandat restreint. Un adhérent à part entière peut utiliser la totalité des services offerts par la CDS. Un adhérent à mandat restreint est assujéti à des restrictions d'utilisation du CDSX et ses obligations sont restreintes en conséquence. Les adhérents à mandat restreint qui utilisent le CDSX sont les adhérents au service NELTC et les agents des transferts adhérents.

Certains adhérents utilisent les services transfrontaliers, lesquels ne font pas partie du CDSX.

1.10.2 Admissibilité des valeurs et des monnaies

Seules les valeurs dont la CDS a établi l'admissibilité peuvent être déposées ou détenues au service de dépôt. Les valeurs ne peuvent être admises au service de dépôt que si une loi applicable stipule que les transactions sur valeurs de cette catégorie peuvent être traitées par inscription aux registres de la CDS. Malgré ce qui précède, le fait qu'aucune loi ne régit une valeur ne limite aucunement, en soi, l'effet et la finalité du transfert de cette valeur au service de dépôt de la CDS ni de toute transaction ou de tout règlement traité au moyen des services relativement à cette valeur.

La CDS peut déterminer de temps à autre qu'une valeur donnée est inadmissible au service de dépôt ou à n'importe quel service ou fonction. Sans que soit limitée la portée générale de ce qui précède, les valeurs à l'égard desquelles des paiements de droits et privilèges ne sont pas des paiements ou des virements de fonds acceptables, ne sont pas admissibles au service de dépôt, sous réserve d'exceptions établies par la CDS en fonction de critères comprenant le montant du paiement des droits et privilèges, le moyen utilisé pour effectuer le paiement de droits et privilèges ou le classement de l'émetteur effectuant le paiement de droits et privilèges.

La CDS peut déterminer de temps à autre les monnaies dans lesquelles les comptes de fonds des grands livres peuvent être libellés et les catégories de valeurs pour lesquelles les transactions peuvent être traitées au moyen d'une fonction ou d'un service donné.

1.10.3 Accès limité aux fonctions

L'accès à certaines fonctions ou à certains services peut être restreint à certaines catégories d'adhérents ou être nécessaire de temps à autre s'il faut modifier des fonctions ou en ajouter.

1.10.4 Grands livres et comptes

La CDS tient un ou plusieurs grands livres pour chaque adhérent et pour elle-même. Chaque grand livre est constitué de comptes, y compris des comptes de fonds, des comptes de valeurs, des comptes-mémoires, et de l'écriture faisant état du solde de la VGG pour ce grand livre.

Un adhérent peut transférer des valeurs entre ses propres grands livres ou transférer des valeurs au grand livre d'un autre adhérent au moyen du service de règlement. Sur demande d'un adhérent, la CDS livre à l'adhérent les valeurs détenues qu'elle détient pour son compte, et ce, selon les registres de la CDS tenus pour les comptes de valeurs de l'adhérent.

Au nom des adhérents, en son nom propre et au nom d'autres adhérents (en vertu des sûretés accordées par les adhérents conformément à la Règle 5), pour chaque valeur déposée au service de dépôt, la CDS contrôle et détient une valeur ou, à titre de titulaire d'un droit, détient des droits intermédiés et les droits et intérêts de propriété correspondants afférents à l'actif financier porté au crédit du compte de valeurs tenu pour la CDS par un gardien étranger.

1.10.5 Règlements

Un règlement s'effectue selon le principe d'une livraison contre paiement. Les opérations sont enregistrées auprès de la CDS pour y être réglées par la livraison de valeurs et le paiement. Une opération peut être réglée comme suit :

- (a) soit sans établissement du solde net prérèglement au moyen de la méthode de règlement individuel;
- (b) soit avec l'établissement du solde net et la novation prérèglement au moyen de la fonction de RNC.

Les opérations font l'objet de vérifications diverses, y compris la VGG pour s'assurer du montant de garantie disponible pour couvrir les obligations de l'adhérent.

Le règlement d'une opération est effectué par la CDS comme suit : elle passe des écritures de débit et de crédit des comptes pertinents dans les grands livres qu'elle tient à jour pour les adhérents qui sont parties à l'opération afin d'effectuer le paiement et la livraison des valeurs entre les adhérents. Les valeurs sont livrées par inscription comptable de valeurs détenues au service de dépôt. Si une opération est réglée au moyen d'un règlement à base de certificat, la livraison des valeurs se fait par la remise matérielle d'un certificat de valeur qui les atteste.

Au terme du règlement d'une opération, les obligations qu'ont les adhérents entre eux, c'est-à-dire la livraison des valeurs et le paiement, sont éteintes et remplacées par les obligations entre la CDS et les adhérents de livrer les valeurs inscrites aux comptes de valeurs des adhérents et d'effectuer le paiement inscrit dans les comptes de fonds des adhérents.

1.10.6 Processus de paiement

Pendant le processus de paiement pour chaque monnaie chaque jour ouvrable, la CDS reçoit, sous forme de paiements acceptables, le paiement des adhérents et leur fait le paiement des obligations découlant de leur utilisation du CDSX. Les obligations de paiement entre l'adhérent et la CDS peuvent être remplies au processus de paiement au moyen du mode de paiement par inscription comptable ou d'un paiement acceptable.

1.10.7 Groupes de crédit

À l'exception de la Banque du Canada, chaque adhérent est membre d'un groupe de crédit de catégorie, soit dans la catégorie dans laquelle il est classé, et chaque membre garantit le paiement à la CDS de certaines obligations des autres membres du groupe de crédit de catégorie.

Chaque adhérent utilisant une fonction ou un service est membre du groupe de crédit de fonds pour cette fonction ou ce service, et chaque membre garantit le paiement à la CDS de certaines obligations des autres membres de ce groupe de crédit de fonds.

1.10.8 Fonds communs de garantie et fonds

Afin de garantir leurs obligations envers la CDS découlant de la Documentation contractuelle, les adhérents membres d'un groupe de crédit de catégorie (autres que les groupes de crédit de catégorie pour les emprunteurs non contribuants) sont appelés à faire des contributions à un fonds commun de garantie pour ce groupe de crédit de catégorie, et les adhérents membres d'un groupe de crédit de fonds sont appelés à faire une contribution au fonds.

1.10.9 Plafond de fonctionnement

À l'exception de la Banque du Canada, d'un emprunteur non contribuant ou d'un adhérent à mandat restreint, un adhérent peut devoir se conformer à un plafond de fonctionnement, lequel est une limite sur la valeur totale des transactions qui peuvent être effectuées en même temps par l'adhérent.

1.10.10 Marges de crédit

Certains adhérents peuvent établir une marge de crédit pour le compte d'un autre adhérent afin de garantir le paiement à la CDS des obligations de cet autre adhérent. Afin de garantir les obligations de l'adhérent qui établit la marge de crédit, cet autre adhérent concède une sûreté sur certains biens donnés en garantie.

1.10.11 Sûretés

Les sûretés concédées par un adhérent conformément aux Règles sont les sûretés accordées en faveur de la CDS, les sûretés du prêteur, les sûretés de la caution et les hypothèques.

1.10.12 Rôles des adhérents relativement aux valeurs

Les adhérents peuvent assumer les rôles de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs, de responsable du traitement des droits et privilèges et de gardien relativement à une valeur au service de dépôt.

1.10.13 Fonds de liquidités supplémentaires

Tous les adhérents à la fonction de RNC (autres que la Banque du Canada, les agents des transferts adhérents, les adhérents au service NELTC et les adhérents au service ACT) doivent verser des liquidités supplémentaires à la CDS revêtant la forme de contributions de liquidités supplémentaires au fonds de liquidités supplémentaires.

1.11 APERÇU DES SERVICES TRANSFRONTALIERS

1.11.1 Description générale

Comme énoncé à la Règle 10, la CDS offre des services transfrontaliers pour permettre la compensation et le règlement de transactions effectuées par les adhérents auprès des institutions et des courtiers américains : au moyen du Service de liaison directe avec la DTC et du Service de liaison avec New York. Seuls les adhérents peuvent utiliser les services transfrontaliers. Un adhérent à part entière peut utiliser tous les services transfrontaliers. Un adhérent à mandat restreint est assujéti à des restrictions d'utilisation des services transfrontaliers et ses obligations sont restreintes en conséquence. Les adhérents à mandat restreint qui utilisent les services transfrontaliers sont des adhérents au service ACT. En plus des services transfrontaliers, la CDS offre des facilités aux adhérents leur permettant d'effectuer des transactions régies par la Règle 10, tel un virement transfrontalier.

Règle 2. ADHÉSION

2.1 APERÇU DE L'ADHÉSION

2.1.1 Demande d'adhésion

Un demandeur peut faire une demande d'adhésion s'il répond aux exigences d'une catégorie d'adhérent en particulier, s'il satisfait aux critères de sélection applicables à la catégorie et s'il respecte les conditions relatives à l'adhésion. Il revient à la CDS d'accepter ou de refuser une demande d'adhésion et une demande d'un adhérent relative à l'utilisation d'un service ou d'une fonction.

2.1.2 Classement

Chaque adhérent est classé dans une catégorie d'adhérent. Chaque adhérent peut jouer différents rôles dans les services afférents à sa catégorie. Un adhérent qui respecte les conditions mentionnées peut aussi agir à titre de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs ou de responsable du traitement des droits et privilèges pour une valeur. La CDS nomme des adhérents qui agiront à titre de gardiens de valeurs internes, ainsi que des adhérents qui agiront à titre de gardiens de valeurs étrangers.

2.1.3 Suspension et résiliation

Les circonstances justifiant la suspension éventuelle d'un adhérent par la CDS sont décrites dans la Règle 9. En présence d'un motif valable en vertu de la Règle 2.10.3, le conseil d'administration peut résilier la Convention d'adhésion d'un adhérent. Un adhérent peut se retirer en donnant avis à la CDS de son intention de se retirer, conformément à la Règle 2.10.5. Un adhérent qui s'est retiré ou dont la Convention d'adhésion a été résiliée peut demander à être réintégré.

2.1.4 Inactivité

Les circonstances menant un adhérent à choisir de devenir inactif ou à être désigné comme inactif par la CDS sont décrites dans la Règle 2.10.8. Un adhérent inactif peut demander une réactivation.

2.2 DEMANDE D'ADHÉSION

2.2.1 Présentation de la demande

La personne admissible à l'adhésion qui satisfait aux conditions et aux critères établis par la CDS conformément aux Règles peut présenter une demande d'adhésion et d'utilisation signée visant un ou plusieurs services ou une ou plusieurs fonctions, dans sa forme actuellement en vigueur à la CDS, en l'envoyant à la CDS. Un demandeur doit démontrer, à la satisfaction de la CDS, qu'il respecte les conditions et répond aux critères généraux d'adhésion, ainsi qu'aux normes et aux critères particuliers à chaque service ou fonction qu'il entend utiliser.

L'adhérent éventuel doit préciser la catégorie dans laquelle il souhaite être classé. Au moment de l'acceptation de son adhésion, il est classé dans l'une des catégories précisées à la Règle 2.3. À cette fin, il doit fournir à la CDS les renseignements et la documentation nécessaires à son classement.

La CDS peut approuver ou refuser une demande à sa seule discrétion. Dès que sa demande est approuvée, le demandeur devient adhérent et sa demande constitue alors la Convention d'adhésion entre la CDS et l'adhérent. Un demandeur dont la demande d'adhésion a fait l'objet d'un refus par la CDS a le droit de porter cette décision en appel auprès du conseil d'administration de la CDS, conformément aux Règles 3.2.2 et 3.2.3. Toutefois, aucun droit d'appel n'existe à l'égard de la décision de la CDS de reporter l'acceptation de la demande.

2.2.2 Remise à plus tard

La CDS peut reporter l'acceptation d'une demande d'adhésion, ou une demande d'utilisation d'un service ou d'une fonction, jusqu'à ce qu'elle dispose du personnel, des locaux, des systèmes informatiques et des autres moyens d'exploitation nécessaires pour fournir le service ou la fonction à des adhérents additionnels sans nuire à la prestation de ce service ou de cette fonction à ses adhérents actuels, afin d'assurer en temps opportun la compensation et le règlement méthodiques des opérations sur les valeurs, pour conserver en sécurité les fonds et les valeurs qu'elle détient pour les adhérents, et pour exercer ses activités d'exploitation.

2.2.3 Admissibilité

Toute personne est admissible à l'adhésion si elle correspond à la description de l'une des catégories suivantes :

- (a) institution financière réglementée, soit une personne :
 - i. qui est constituée en société, fondée ou formée conformément aux lois du Canada ou de toute province ou de tout territoire du Canada;
 - ii. qui est essentiellement régie, aux fins de prudence et de liquidité, par les lois du Canada ou de toute province ou de tout territoire du Canada; et
 - iii. qui est une institution financière, un courtier ou négociant en valeurs mobilières, une compagnie d'assurances ou une société de compensation ou de dépôt de valeurs;
- (b) institution étrangère, soit une personne (autre qu'un particulier) :
 - i. qui est constituée en société, établie ou formée en vertu des lois d'un territoire extérieur à celui du Canada ou dont les activités sont principalement régies, aux fins de prudence et de liquidité, par les lois d'un territoire extérieur à celui du Canada; et
 - ii. qui est un courtier ou négociant en valeurs mobilières, une banque ou une caisse d'épargne, une société ou une compagnie de fiducie, une société ou une compagnie de prêt, une société ou une compagnie d'assurances, une société de compensation ou de dépôt de valeurs, une banque centrale ou toute autre personne négociant des valeurs;
- (c) organisme public, soit le gouvernement du Canada ou celui d'une de ses provinces, d'un de ses territoires, ou de toute municipalité du Canada, ou de tout organisme de ceux-ci;
- (d) Banque du Canada, soit la banque centrale du Canada fondée en vertu de la *Loi sur la Banque du Canada*;
- (e) agent des transferts adhérent, soit un adhérent qui répond aux critères et aux conditions établis à la Règle 11 pour un agent des transferts adhérent; ou
- (f) adhérent au service NELTC, soit un adhérent qui est une personne répondant aux critères et aux conditions établis à la Règle 12.2 pour un adhérent au service NELTC.

2.2.4 Critères applicables aux adhérents

L'adhérent doit satisfaire à tous les critères définis ci-après pour la catégorie à laquelle il appartient :

- (a) s'il s'agit d'une institution financière réglementée :
- i. l'adhérent doit être une personne morale en vertu des lois de son territoire de constitution en société, d'établissement ou de formation. Il ne doit pas avoir omis de déposer un avis, un rapport ou un relevé en vertu des lois de ce territoire ou des lois de tout autre territoire dans lequel l'adhérent s'adonne à des activités commerciales si au terme d'une telle omission, il pourrait cesser d'être constitué en société, établi ou formé ou perdre l'autorisation d'exercer ses activités commerciales;
 - ii. l'adhérent doit détenir, et doit avoir rempli toutes les conditions requises pour détenir tout enregistrement, licence, permis, autorisation ou approbation requis relativement à ses activités par chaque organisme de réglementation ayant compétence à l'égard de l'adhérent; et
 - iii. l'adhérent et chacun de ses associés, administrateurs et dirigeants doivent respecter les règlements, les règles, les ordonnances ou les directives provenant de chaque organisme de réglementation ayant compétence à l'égard de l'adhérent, y compris les exigences minimales quant au capital et aux conditions de stabilité financière auxquelles il est soumis;
- (b) s'il s'agit d'une institution étrangère :
- i. l'adhérent doit être une personne morale en vertu des lois de son territoire de constitution en société, d'établissement ou de formation. Il ne doit pas avoir omis de déposer un avis, un rapport ou un relevé en vertu des lois de ce territoire ou des lois de tout autre territoire dans lequel l'adhérent s'adonne à des activités commerciales si au terme d'une telle omission, il pourrait cesser d'être constitué en société, établi ou formé ou perdre l'autorisation d'exercer ses activités commerciales;
 - ii. l'adhérent doit détenir, et doit avoir rempli toutes les conditions requises pour détenir tout enregistrement, licence, permis, autorisation ou approbation requise relativement à ses activités par chaque organisme de réglementation ayant compétence à l'égard de l'adhérent;
 - iii. l'adhérent et chacun de ses associés, administrateurs et dirigeants doivent respecter les règlements, les règles, les ordonnances ou les directives provenant de chaque organisme de réglementation ayant compétence à l'égard de l'adhérent, y compris les exigences minimales quant au capital et aux conditions de stabilité financière auxquelles il est soumis;
 - iv. l'adhérent doit posséder, gérer, contrôler ou avoir la garde d'un portefeuille de valeurs d'émetteurs canadiens dont la juste valeur marchande minimale (déterminée à la satisfaction de la CDS) peut être modifiée à l'occasion par le conseil d'administration;
 - v. l'adhérent doit disposer d'un capital minimum de 1 000 000 \$ ou fournir à la CDS une autre preuve de sa stabilité financière que celle-ci jugera satisfaisante;
 - vi. l'adhérent doit fournir à la CDS un avis juridique satisfaisant aux exigences de l'avocat de la CDS relativement à l'adhésion d'un adhérent aux services, y compris

un avis portant sur le caractère exécutoire de toute sûreté devant être concédée par l'adhérent conformément aux Règles et aux dispositions relatives à l'établissement du solde net des Règles applicables à l'adhérent; et

- vii. l'adhérent doit satisfaire à toute autre exigence que le conseil d'administration, à sa seule discrétion, peut juger appropriée pour la protection de la CDS et celle des autres adhérents;
- (c) s'il s'agit d'un organisme public, l'adhérent doit posséder, gérer, contrôler ou avoir la garde d'un portefeuille de valeurs dont la juste valeur marchande minimale (établie à la satisfaction de la CDS) peut être modifiée à l'occasion par le conseil d'administration;
- (d) s'il s'agit d'un agent des transferts adhérent, l'adhérent répond aux critères et aux conditions établis à la Règle 11 pour un agent des transferts adhérent;
- (e) s'il s'agit d'un adhérent au service NELTC, l'adhérent répond aux critères et aux conditions établis à la Règle 12.2 pour un adhérent au service NELTC.

2.2.5 Conditions d'adhésion

À la demande de la CDS, un adhérent autre qu'un agent des transferts adhérent doit démontrer, d'une façon qu'elle juge satisfaisante, qu'il remplit les conditions suivantes :

- (a) il est financièrement en mesure de s'acquitter de ses obligations envers elle;
- (b) il dispose de suffisamment de personnel compétent, de locaux, d'installations de communication, de mesures et de matériel de sécurité, de matériel de traitement de l'information, de livres et registres et de procédés et méthodes qui lui permettront de respecter en temps opportun et avec précision les engagements qu'il prévoit prendre avec la CDS et tout autre adhérent tout en satisfaisant à leurs exigences d'exploitation;
- (c) il respecte les normes établies par la CDS de temps à autre, et prend des précautions (de niveau équivalent à celui des précautions prises à l'interne dans le cadre de procédures de sécurité similaires) afin de protéger les fonctions d'accès au réseau et les mécanismes d'authentification, et exige que des précautions similaires soient prises par les tiers qui agissent en son nom et qui fournissent l'accès au réseau ou utilisent les mécanismes d'authentification attribués à l'adhérent;
- (d) il prend des mesures de sécurité adéquates, avec le même niveau de précaution qu'à l'interne dans le cadre de procédures de sécurité similaires, en ce qui concerne ses fondés de pouvoir, particuliers autorisés, gestionnaires des utilisateurs et utilisateurs, ce qui comprend notamment un contrôle adéquat des pièces d'identité et des mécanismes d'authentification;
- (e) l'équipement informatique et les logiciels qu'il utilise pour le traitement des données relatives aux services ainsi que pour l'échange de données avec la CDS et d'autres adhérents sont et seront conformes aux normes établies par la CDS de temps à autre; par ailleurs, il a mis en place des procédés et méthodes et des techniques appropriés pour s'assurer de la conformité continue aux conditions établies par la CDS de temps à autre;
- (f) si l'adhérent est une personne autre que la Banque du Canada ou un organisme public, il est titulaire d'une police d'assurance de type « **assurance des institutions financières** » ou d'assurance similaire acceptée par la CDS, dont le capital assuré et les garanties sont au moins égaux aux montants fixés à l'occasion par le conseil d'administration et il maintient cette police en vigueur; et

- (g) il satisfait aux autres conditions que le conseil d'administration peut établir à l'occasion à l'intention des adhérents.

La CDS doit donner avis aux adhérents des conditions découlant du paragraphe (g) ci-dessus et de toute modification à ces conditions et doit leur laisser le temps de prendre les mesures nécessaires pour se conformer à toute nouvelle exigence.

Un agent des transferts adhérent doit démontrer à la CDS, d'une façon qu'elle juge satisfaisante, qu'il remplit les conditions établies à la Règle 11.2.4.

2.2.6 Renseignements, critères et conditions supplémentaires

La CDS peut, à quelque moment que ce soit, demander à un adhérent de démontrer qu'il continue de respecter les critères et conditions applicables. La CDS détermine si les éléments de preuve fournis par l'adhérent doivent être attestés par une déclaration d'un signataire autorisé de l'adhérent responsable à ces égards, un rapport des auditeurs internes ou externes de l'adhérent, ou un examen des activités de l'adhérent par la CDS ou par les auditeurs internes ou externes de la CDS. La CDS peut demander à tout organisme de réglementation de l'adhérent (autre que la Banque du Canada) qu'il confirme que l'adhérent est en règle auprès de cet organisme, et qu'il confirme tout renseignement pertinent concernant la conformité de l'adhérent avec les critères et conditions associés à l'utilisation d'un service ou d'une fonction. L'adhérent doit collaborer avec la CDS à l'égard de telles demandes.

La CDS peut imposer des critères et des conditions supplémentaires d'admissibilité à tout service ou à toute fonction. Sans que soit limitée la portée générale de ce qui précède, de tels critères et conditions peuvent faire référence à la ségrégation des tâches, à la qualification du personnel, aux mesures de contrôle interne et à l'évaluation du risque, à la surveillance, à la communication avec la CDS, et à tout point mentionné à la Règle 2.2.5. La CDS doit donner avis aux adhérents de tels critères et conditions et de toute modification apportée à ces critères et à ces conditions, et elle doit accorder aux adhérents un délai raisonnable afin qu'ils puissent prendre les mesures nécessaires pour se conformer à toute nouvelle exigence.

2.2.7 Renonciation aux critères, aux conditions et aux exigences

Le conseil d'administration peut renoncer à toute exigence relativement aux critères, aux conditions ou au classement applicable à un adhérent ou à un gardien, inconditionnellement, temporairement ou conditionnellement, s'il juge que l'exigence à laquelle doit se conformer l'adhérent, le gardien ou le demandeur afin d'adhérer ou d'agir à titre de gardien est trop rigoureuse et que le fait d'y renoncer ne nuirait ni à la CDS ni aux autres adhérents. La CDS doit donner avis aux adhérents concernés de toute renonciation consentie aux termes de la présente Règle. Le conseil d'administration peut restreindre le droit de l'adhérent d'utiliser un service ou une fonction si la CDS renonce à une exigence conformément à la présente Règle.

2.2.8 Avis de modification des renseignements de l'adhérent

L'adhérent doit immédiatement donner avis à la CDS dans les cas suivants :

- (a) s'il n'est plus admissible à l'adhésion, en raison du fait qu'il ne satisfait plus aux conditions ou critères que la CDS a établis ou aux exigences de la catégorie d'adhérents dans laquelle il a été classé;
- (b) si un changement important est apporté aux renseignements qu'il a soumis à la CDS dans le cadre de sa demande d'adhésion ou à une annexe ou à une mise à jour de la Convention d'adhésion; et

- (c) si un changement important est apporté aux renseignements qu'il a soumis à la CDS dans le cadre de sa demande d'adhésion à un service ou à une fonction, y compris au rôle qu'il assume relativement à des valeurs en vertu de la Règle 2.4.

2.3 CLASSEMENT DES ADHÉRENTS

2.3.1 Adhérents à part entière et adhérents à mandat restreint

Chaque adhérent est soit un adhérent à part entière, soit un adhérent à mandat restreint. Un adhérent à part entière peut utiliser la totalité des services offerts par la CDS. Un adhérent à mandat restreint est assujéti à des restrictions d'utilisation des services offerts par la CDS, tel que stipulé dans les Règles applicables à une telle catégorie d'adhérents à mandat restreint.

2.3.2 Adhérents à part entière

La CDS classe chaque adhérent à part entière dans l'une des catégories suivantes :

- (a) Banque du Canada;
- (b) prêteur, si l'adhérent répond à toutes les exigences suivantes :
- i. être une institution financière;
 - ii. être membre adhérent ou adhérent-correspondant de groupe de Paiements Canada et donc avoir un compte de règlement à la Banque du Canada aux fins de compensation;
 - iii. avoir un capital d'au moins un milliard de dollars; et
 - iv. être un utilisateur du STPGV;
- (c) agent de règlement, si l'adhérent répond à toutes les exigences suivantes :
- i. être une institution financière;
 - ii. être membre adhérent ou adhérent-correspondant de groupe de Paiements Canada et donc avoir un compte de règlement à la Banque du Canada aux fins de compensation ou être sous-adhérent de Paiements Canada et donc avoir un compte de compensation avec un membre adhérent ou un adhérent-correspondant de groupe; et
 - iii. avoir un capital d'au moins 100 millions de dollars; ou
- (d) emprunteur. Si l'adhérent ne répond aux exigences d'aucune catégorie précédemment décrite ou si l'adhérent choisit de ne pas être classé dans l'une de ces catégories précitées, il est classé à titre d'emprunteur.

Un adhérent à part entière ne peut être classé à titre d'agent des transferts adhérent, d'adhérent au service ACT ou d'adhérent au service NELTC.

2.3.3 Adhérents à mandat restreint

La CDS classe chaque adhérent à mandat restreint dans au moins une des catégories suivantes :

- (a) agent des transferts adhérent, si l'adhérent répond aux exigences décrites à la Règle 11.2;

- (b) adhérent au service ACT, si l'adhérent répond aux exigences décrites à la Règle 10.10;
- (c) adhérent au service NELTC, si l'adhérent répond aux exigences décrites à la Règle 12.2.

2.3.4 Conventions relatives au groupe de crédit de catégorie

Tel qu'énoncé à la Règle 5, chaque adhérent (autre que la Banque du Canada) est, en raison de son acceptation à ce titre, membre du groupe de crédit de catégorie pour la catégorie d'adhérents dans laquelle il est classé. Chaque groupe de crédit de catégorie peut préparer une convention sous forme standard (la « **Convention relative au groupe de crédit de catégorie** ») pour régir les liens entre ses membres. Le conseil d'administration étudie la forme de la convention proposée pour chaque groupe de crédit de catégorie et toute modification proposée à la convention. Un exemplaire du formulaire de la convention et de toute modification qui y est apportée est fourni à la CDS, à l'adhérent ou à un demandeur qui souhaite être classé à titre de membre de ce groupe de crédit de catégorie, aux organismes de réglementation dont relève la CDS et à l'autorité pertinente à l'égard d'un membre de ce groupe de crédit de catégorie.

Un adhérent classé à titre de membre d'un groupe de crédit d'une catégorie doit être partie à la convention régissant ce groupe de crédit de catégorie, si une telle convention existe.

2.3.5 Facteur d'évaluation du prêteur

Aucun candidat à l'adhésion n'est classé parmi les prêteurs à moins que son facteur d'évaluation n'équivaille au moins à la cote R-1 Faible du DBRS ou son équivalent au moment de la demande. Si son facteur d'évaluation y est inférieur, à n'importe quel moment, l'adhérent peut tout de même continuer à faire partie de la catégorie des prêteurs, et ce, sous réserve des dispositions de la Règle 5.4.4.

2.3.6 Reclassement des adhérents

Un adhérent peut en tout temps demander à la CDS d'être reclassé dans toute autre catégorie à laquelle il est admissible. La CDS peut reclasser un adhérent s'il cesse de satisfaire aux conditions, critères ou exigences relatifs au classement pour la catégorie dans laquelle il a été classé. La CDS doit donner avis à l'adhérent de la catégorie dans laquelle il est reclassé.

À moins que les autres prêteurs ne renoncent à un avis, la CDS avise tous les prêteurs qu'un demandeur ou un adhérent demande à être classé parmi les prêteurs ou qu'un prêteur demande à être reclassé dans une autre catégorie, au moins 15 jours ouvrables avant d'effectuer le classement ou le reclassement.

2.4 RÔLES DES ADHÉRENTS

2.4.1 Banque du Canada

La Banque du Canada :

- (a) peut effectuer des règlements;
- (b) peut faire des paiements à la CDS en utilisant des moyens acceptés par la CDS.

2.4.2 Prêteur

Le prêteur :

- (a) peut effectuer des règlements;

- (b) peut établir des marges de crédit en faveur d'autres adhérents;
- (c) peut utiliser des marges de crédit établies par un autre prêteur;
- (d) peut agir à titre de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs, de responsable du traitement des droits et privilèges ou de gardien intérieur pour une valeur; et
- (e) peut agir à titre d'agent payeur désigné pour un adhérent à un service de liaison.

2.4.3 Agent de règlement

L'agent de règlement :

- (a) peut effectuer des règlements;
- (b) ne peut établir de marges de crédit en faveur d'autres adhérents;
- (c) peut utiliser des marges de crédit établies par un prêteur; et
- (d) peut agir à titre de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs, de responsable du traitement des droits et privilèges ou de gardien intérieur pour une valeur.

2.4.4 Emprunteur

L'emprunteur :

- (a) peut effectuer des règlements;
- (b) ne peut établir de marges de crédit en faveur d'autres adhérents;
- (c) peut utiliser des marges de crédit établies par un prêteur; et
- (d) peut agir à titre de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs, de responsable du traitement des droits et privilèges ou de gardien intérieur pour une valeur.

2.4.5 Agent des transferts adhérent

Un agent des transferts adhérent :

- (a) sauf s'il agit à titre d'agent dépositaire au CDSX ou de responsable du traitement des droits et privilèges aux termes de la Règle 11, ou dans la mesure permise s'il est classé dans une autre catégorie d'adhérent à mandat restreint, ne peut effectuer des règlements (y compris un transfert ou une mise en gage de valeurs) ni détenir des valeurs créditées à son grand livre;
- (b) ne peut établir des marges de crédit en faveur d'autres adhérents;
- (c) ne peut avoir recours à des marges de crédit établies par un prêteur;
- (d) ne peut utiliser aucune fonction de la contrepartie centrale;

- (e) ne peut agir à titre de responsable de l'activation d'ISIN ou de responsable de la validation de valeurs pour une valeur; et
- (f) ne peut agir à titre de gardien.

Un agent des transferts adhérent qui confirme des dépôts et des retraits de valeurs, ou qui agit à titre du responsable du traitement des droits et privilèges, doit exercer ses activités conformément à la Règle 11 et non à la présente Règle 2.4, et les activités qu'il exerce à ce titre sont régies exclusivement par la Règle 11.

2.4.6 Adhérent au service NELTC

Un adhérent au service NELTC :

- (a) peut uniquement effectuer des règlements ou détenir des valeurs créditées à son grand livre dans le cadre de son utilisation du service NELTC pour le transfert de comptes de clients;
- (b) ne peut effectuer des règlements entraînant un solde débiteur dans son compte de fonds;
- (c) ne peut déposer ou retirer des valeurs;
- (d) ne peut établir des marges de crédit en faveur d'autres adhérents;
- (e) ne peut avoir recours à des marges de crédit établies par un prêteur;
- (f) ne peut utiliser une fonction de la contrepartie centrale;
- (g) sauf dans la mesure permise s'il est classé dans une autre catégorie d'adhérent à mandat restreint, ne peut agir à titre de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs, de responsable du traitement des droits et privilèges ou d'agent dépositaire au CDSX pour une valeur; et
- (h) ne peut agir à titre de gardien.

2.4.7 Adhérent au service ACT

Un adhérent au service ACT ne peut utiliser le CDSX, sauf de la façon permise lorsqu'il est classé dans une autre catégorie d'adhérent à mandat restreint. Son mandat et ses activités sont décrits à la Règle 10.10.

2.4.8 Règlements assujettis à des plafonds

La Banque du Canada peut effectuer des règlements et peut faire des paiements sans limite quant au montant de ces règlements et de ces paiements. Tout adhérent autre que la Banque du Canada peut exercer les pouvoirs particuliers à la catégorie dans laquelle il est classé seulement si ces transactions peuvent être effectuées dans les limites de son plafond de fonctionnement, le cas échéant, et de la ou les marges de crédit, s'il en est, établies pour cette raison.

Un agent des transferts adhérent ou un adhérent au service NELTC n'a pas de plafond de fonctionnement ou de marge de crédit et il peut effectuer des règlements, pourvu que de tels règlements n'entraînent pas un solde débiteur à son compte de fonds.

2.4.9 Convention entre cautions

Une convention (« **Convention entre cautions** ») est passée entre tous les adhérents-cautions, pour régir les rapports entre les cautions. Le conseil d'administration étudie la proposition de Convention entre cautions et toute modification à celle-ci. Un exemplaire de la convention, et de toute modification qui lui est apportée, est fourni à la CDS, aux organismes de réglementation dont relève la CDS et à l'autorité pertinente dont une caution relève, et est publié en annexe aux Procédés et méthodes. Le prêteur doit être partie à une Convention entre cautions pour pouvoir établir une marge de crédit pour un adhérent.

2.5 RÔLES DES ADHÉRENTS RELATIVEMENT AUX VALEURS AU SERVICE DE DÉPÔT

2.5.1 Les divers rôles

Les adhérents peuvent assumer les rôles de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs, de responsable du traitement des droits et privilèges et de gardien relativement à une valeur au service de dépôt. Un adhérent peut remplir plus d'un de ces rôles relativement à une valeur.

En ce qui concerne toute valeur, y compris une valeur du marché monétaire, la CDS peut avoir recours à la fonctionnalité du système utilisée par un responsable de l'activation d'ISIN, un responsable de la validation de valeurs, un responsable du traitement des droits et privilèges ou un gardien, conformément à la Règle 3.2.4.

2.5.2 Valeurs du marché monétaire

Une valeur du marché monétaire est admissible au service de dépôt uniquement si un adhérent individuel est le responsable de l'activation d'ISIN, le responsable de la validation de valeurs et le gardien pour cette valeur; et le même adhérent ou un autre adhérent est le responsable du traitement des droits et privilèges pour cette valeur.

2.5.3 Critères de sélection

L'adhérent qui est l'émetteur d'une valeur admissible ou son mandataire peut agir à titre de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs ou de gardien pour cette valeur, à condition qu'il respecte l'un des critères suivants :

- (a) l'adhérent est une institution financière désignée disposant d'un capital d'au moins 200 millions de dollars et émettant ses propres valeurs ayant une cote d'agences d'évaluation du crédit d'au moins A-3 de S&P, R-2 Faible de DBRS ou P-3 de Moody's;
- (b) l'adhérent est une filiale en propriété exclusive d'une institution financière désignée qui répond aux critères du paragraphe (a) ci-dessus, à condition que l'adhérent dispose d'un capital d'au moins 200 millions de dollars ou que toutes ses obligations envers la CDS soient garanties sans condition par son institution financière désignée mère;
- (c) l'adhérent est une institution étrangère disposant d'un capital d'au moins un milliard de dollars et émettant ses propres valeurs ayant une cote d'agences d'évaluation du crédit d'au moins A-3 de S&P, R-2 Faible de DBRS ou P-3 de Moody's; ou
- (d) l'adhérent est une filiale en propriété exclusive d'une institution étrangère qui répond aux critères du paragraphe (c), à condition que l'adhérent dispose d'un capital d'au moins 200 millions de dollars ou que toutes ses obligations envers la CDS soient garanties sans condition par son institution étrangère mère, et que son institution étrangère mère fournisse

à la CDS un avis juridique satisfaisant aux exigences de l'avocat de la CDS relativement à l'exécution d'une telle garantie.

L'adhérent qui est l'émetteur d'une valeur admissible ou son mandataire peut agir à titre de responsable du traitement des droits et privilèges pour cette valeur.

2.5.4 Adhésion et nomination

Un adhérent qui désire agir à titre de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs ou de gardien intérieur à l'égard d'une ou de plusieurs valeurs doit soumettre une demande à la CDS, conformément à la présente Règle 2.5.

Dès qu'un adhérent demande d'agir à titre de responsable du traitement des droits et privilèges ou qu'une demande est approuvée à l'égard d'un adhérent pouvant agir à titre de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs ou de gardien, la CDS autorise l'adhérent à utiliser, et met à la disposition de l'adhérent, la fonctionnalité du système requise pour ces rôles respectifs. En utilisant les fonctionnalités du système associées au rôle exercé à l'égard d'une ou de plusieurs valeurs, un adhérent assume toutes les obligations relativement à un tel rôle, conformément à la façon établie dans les Règles.

2.5.5 Déclaration relativement au mandat

En agissant à titre de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs ou de responsable du traitement des droits et privilèges pour des valeurs dont il n'est pas l'émetteur, l'adhérent déclare et garantit à la CDS et à l'ensemble des autres adhérents que ses actions ne débordent ni ses compétences ni le mandat qu'il a reçu de l'émetteur de cette valeur.

2.5.6 Remplacement

Si un adhérent cesse d'agir à titre d'agent pour un émetteur et qu'il n'agit plus à titre de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs, de responsable du traitement des droits et privilèges pour des valeurs de cet émetteur, il informe la CDS du changement et du nom du successeur proposé (s'il le connaît).

Une fois nommé, l'adhérent continue d'agir à titre de gardien pour une valeur jusqu'à ce que la CDS nomme un successeur ou que d'autres dispositions soient prises à la satisfaction de la CDS.

2.5.7 Responsabilités à titre de débiteur principal

Chaque adhérent qui agit à titre de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs ou de responsable du traitement des droits et privilèges à l'égard d'une valeur assume, comme débiteur principal, toutes ses obligations conformément aux Règles, y compris celles qui découlent des déclarations qu'il a faites ou des garanties qu'il a données, qu'il agisse en son nom ou au nom de l'émetteur de la valeur. La prise en charge susmentionnée des responsabilités par l'adhérent ne limite pas les responsabilités qui incombent à l'émetteur selon les principes généraux de droit.

2.5.8 Défaillance

Si l'adhérent ne remplit pas ses responsabilités ou ses obligations envers la CDS ou d'autres adhérents découlant de son rôle à titre de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs, de responsable du traitement des droits et privilèges ou de gardien pour une valeur (autres que des obligations résultant d'un débit porté au compte de fonds de l'adhérent lorsqu'il agit à titre de responsable du traitement des droits et privilèges), et, conformément à la Règle 5, les autres membres des groupes de crédit dont fait partie l'adhérent ne sont pas tenus de

faire de paiement à la CDS à l'égard d'une telle défaillance. Toutefois, une telle défaillance peut entraîner une suspension de l'adhérent défaillant en vertu de la Règle 9.

2.5.9 Persistance des obligations

Les responsabilités et les obligations de l'adhérent envers la CDS et les autres adhérents qui découlent de son rôle de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs, de responsable du traitement des droits et privilèges ou de gardien, subsisteront à la suspension, à la résiliation ou au retrait de l'adhérent de son rôle. Les responsabilités et les obligations de l'adhérent découlant de son rôle n'ont aucune incidence sur ses droits et ses obligations en général stipulés dans les Règles (tels que ses droits à l'égard des valeurs créditées à son compte de valeurs).

2.5.10 Banque du Canada et valeurs émises par le gouvernement du Canada

La Banque du Canada n'est ni un responsable de l'activation d'ISIN, ni un responsable de la validation de valeurs, ni un responsable du traitement des droits et privilèges ni un gardien intérieur pour les valeurs émises par le gouvernement du Canada, bien qu'elle puisse assumer des tâches relatives aux valeurs qui sont semblables à celles d'autres adhérents assumant ces rôles.

Relativement aux valeurs émises par le gouvernement du Canada, la Banque du Canada est assujettie aux modalités des conventions liant la CDS et la Banque du Canada et n'est pas tenue d'assumer les fonctions et obligations d'un responsable de l'activation d'ISIN, d'un responsable de la validation de valeurs, d'un responsable du traitement de droits et privilèges ou d'un gardien intérieur décrites dans les Règles.

2.6 RESPONSABLE DE L'ACTIVATION D'ISIN

2.6.1 Responsabilités

Le responsable de l'activation d'ISIN pour une valeur confirme l'ISIN applicable à cette valeur dont il est soit l'émetteur ou le mandataire de celui-ci.

2.6.2 Déclaration et garantie

En confirmant l'ISIN d'une valeur ou de plusieurs valeurs, le responsable de l'activation d'ISIN déclare et garantit à la CDS et à l'ensemble des adhérents :

- (a) à l'égard d'une valeur, que l'ISIN est représentatif des caractéristiques de la valeur identifiée par l'ISIN et que les renseignements relatifs à la valeur sont exacts; et
- (b) si l'ISIN identifie un bloc de valeurs mises en commun, que de telles valeurs ont un débiteur commun primaire et qu'elles sont mises en commun de façon appropriée conformément à la Règle 6.10.2.

2.7 RESPONSABLE DE LA VALIDATION DE VALEURS

2.7.1 Responsabilités

Le responsable de la validation de valeurs d'une valeur doit, relativement à cette valeur, exécuter les tâches suivantes, lesquelles sont précisées à la Règle 6 :

- (a) confirmer le dépôt de valeurs;
- (b) confirmer le retrait de valeurs; et

- (c) rapprocher le registre de l'émetteur aux registres de la CDS.

2.7.2 Déclaration et garantie

En confirmant le dépôt d'une valeur, le responsable de la validation de valeurs déclare et garantit ce qui est mentionné à la Règle 6.2.9.

2.8 RESPONSABLE DU TRAITEMENT DES DROITS ET PRIVILÈGES

2.8.1 Responsabilités

À titre d'émetteur ou en son nom, le responsable du traitement des droits et privilèges pour une valeur peut payer le montant de droits et privilèges pour cette valeur en effectuant un paiement acceptable à la CDS couvrant ce montant ou en donnant instruction à la CDS de débiter ce montant de son compte de fonds.

Il n'est pas tenu, à ce titre, de payer des droits et privilèges sur une valeur, et il peut décider de ne pas faire ce paiement pour n'importe quelle raison (y compris des changements à son statut de mandataire de l'émetteur, ou de difficultés liées à la prise de dispositions concernant la réception de fonds de l'émetteur).

2.8.2 Obligations de l'émetteur

La limitation de la responsabilité du responsable du traitement des droits et privilèges stipulée à la Règle 2.8.1 ne limite pas la responsabilité de l'émetteur à l'égard de la valeur ou selon les principes généraux de droit.

Le responsable du traitement des droits et privilèges n'est pas un mandataire de la CDS pour la réception d'argent. La réception, par le responsable du traitement des droits et privilèges, de fonds fournis par l'émetteur pour le paiement de droits et privilèges sur une valeur détenue par la CDS n'est pas réputée être la réception d'une telle somme par la CDS et ne libère pas l'émetteur de son obligation relativement aux droits et privilèges dus sur la valeur, sauf si la CDS a reçu le paiement total des droits et privilèges, soit au moyen d'un paiement acceptable, soit par la conclusion du processus de paiement après qu'un débit du montant des droits et privilèges ait été porté à un compte de fonds.

2.9 GARDIENS

2.9.1 Nomination d'un gardien

La CDS peut nommer une personne à titre de gardien si cette personne satisfait aux critères et conditions établis par la CDS conformément à la présente Règle 2.9. La CDS peut, à son entière discrétion, établir des critères et des normes concernant la capacité financière, le personnel, les installations, l'équipement, les procédés et méthodes et autres questions. La CDS peut en tout temps suspendre ou résilier la nomination d'un gardien lui permettant d'agir à ce titre pour une valeur en particulier ou pour toutes les valeurs en général.

Un gardien peut être un gardien étranger, qui ne peut agir à titre de gardien qu'à l'extérieur du Canada, ou un gardien intérieur, qui peut agir à titre de gardien au Canada ou à l'étranger, sous réserve de l'approbation de la CDS.

La CDS peut, de temps à autre, effectuer les tâches du gardien pour une émission de valeurs et peut faire appel aux mandataires qu'elle considère appropriés pour l'exécution de ces tâches. Toutes les références faites au gardien dans les Règles comprennent la CDS si elle effectue les tâches du gardien.

2.9.2 Critères de sélection d'un gardien étranger

Un gardien étranger doit fournir à la CDS une preuve qu'elle juge satisfaisante qu'il peut être classé dans l'une des catégories suivantes :

- (a) une institution bancaire ou une société de fiducie constituée en société ou établie en vertu de lois étrangères :
 - i. qui est en règle, selon la loi et les règlements du pays dans lequel elle a été constituée en société ou établie;
 - ii. qui dispose d'un capital d'au moins 200 millions de dollars ou l'équivalent dans une autre monnaie; et
 - iii. qui émet des valeurs qui respectent les cotes minimales d'agences d'évaluation du crédit choisies par la CDS;
- (b) une filiale en propriété exclusive d'une institution bancaire ou d'une société de fiducie comprise dans les établissements du paragraphe (a), à condition que cette filiale dispose d'un capital d'au moins 200 millions de dollars (ou l'équivalent dans une autre monnaie) ou que toutes ses obligations soient garanties sans condition par son institution bancaire mère ou sa société de fiducie mère;
- (c) un dépositaire de valeurs ou une agence de compensation de valeurs qui offre un système de garde ou de transfert de valeurs; ou
- (d) une banque centrale ou une personne qui joue le rôle d'une banque centrale pour un État reconnu par le Canada.

La CDS peut exiger d'un gardien étranger qu'il signe une convention avec la CDS dont celle-ci accepte la forme et le fond. Si le gardien étranger est un dépositaire de valeurs ou une agence de compensation, la CDS peut devenir membre de ce dépositaire de valeurs ou de cette agence de compensation et signer une convention d'adhésion régulière afin de permettre au dépositaire de valeurs ou à l'agence de compensation de détenir des valeurs au nom de la CDS.

2.9.3 Critères de sélection d'un gardien intérieur

La Banque du Canada peut agir à titre de gardien intérieur relativement à toute valeur. Un adhérent, autre que la Banque du Canada, qui répond aux critères de sélection décrits à la Règle 2.5.3 peut agir à titre de gardien intérieur relativement à toute valeur.

2.10 IMPOSITION DE RESTRICTIONS AU DROIT D'ACCÈS, SUSPENSION, RÉSILIATION, retrait et réintégration

2.10.1 Imposition de restrictions au droit d'accès aux fonctionnalités du système

La CDS peut imposer des restrictions au droit d'accès d'un adhérent à une fonctionnalité du système dans les circonstances suivantes :

- (a) lorsque la CDS juge que l'adhérent n'est pas en mesure d'utiliser adéquatement une fonctionnalité du système en raison de problèmes opérationnels ou techniques des systèmes de l'adhérent ou des systèmes d'une tierce partie ou en raison d'événements sur lesquels l'adhérent n'exerce aucun contrôle;
- (b) lors de la réception d'une demande de l'adhérent soumise à la CDS à cet effet;

- (c) lorsque la CDS juge, dans le cadre de la surveillance d'un adhérent en vertu de la Règle 5.1.1 et 5.1.2, qu'une telle mesure est nécessaire afin de protéger les intérêts de la CDS et d'autres adhérents; ou
- (d) lorsque l'adhérent contrevient à la Règle 10.2.1 relativement aux services transfrontaliers.

L'imposition de restrictions au droit d'accès peut s'appliquer à un service ou à une fonction, soit pour une valeur ou une catégorie de valeurs, soit pour une transaction ou un groupe de transactions, soit pour les valeurs, les fonctions ou les transactions dans leur ensemble. L'imposition de restrictions au droit d'accès peut se limiter à un établissement ou à un bureau de l'adhérent ou à un bureau de la CDS. La CDS peut lever la restriction au droit d'accès lorsqu'elle détermine, à sa seule discrétion, que l'adhérent est capable de reprendre ses activités normales.

2.10.2 Suspension

La CDS peut suspendre l'adhésion d'un adhérent conformément à la Règle 9.1. La CDS doit immédiatement aviser l'autorité pertinente dont relève l'adhérent lorsqu'elle a des motifs raisonnables de croire que l'adhérent peut être suspendu. Le conseil d'administration étudie toute suspension lors de l'assemblée suivant la suspension.

Si l'adhérent suspendu par la CDS en appelle de sa suspension, le conseil d'administration lui permettra, dans les dix jours suivant la date d'entrée en vigueur de la suspension, de faire valoir son point de vue auprès du conseil d'administration. L'adhérent peut, à son gré, être représenté par un avocat.

2.10.3 Résiliation

Lorsqu'il juge le motif valable, dans l'exercice raisonnable de sa discrétion, le conseil d'administration peut résilier la Convention d'adhésion de l'adhérent.

Les motifs valables de résiliation de la Convention d'adhésion de l'adhérent comprennent les suivants :

- (a) la suspension de l'adhérent;
- (b) l'omission de l'adhérent de payer tous frais à la CDS dans les 5 cinq jours ouvrables suivant l'envoi de la demande de paiement à l'adhérent par la CDS;
- (c) l'omission de l'adhérent de corriger son manquement à toute disposition de la Documentation contractuelle dans les 5 jours ouvrables suivant l'avis d'infraction et la demande de correction à l'adhérent par la CDS;
- (d) toute autre cause que le conseil d'administration établit à sa discrétion et de manière raisonnable à titre de motif valable.

Le conseil d'administration donne à l'adhérent la possibilité de faire valoir son point de vue auprès du conseil d'administration avant la résiliation de sa Convention d'adhésion. L'adhérent peut, à son gré, être représenté par un avocat. Au moins cinq jours avant la réunion du conseil d'administration au cours de laquelle sera étudié le dossier de l'adhérent visé, la CDS doit aviser par écrit l'adhérent pour lui faire part de la réunion et lui fournir un sommaire des motifs de résiliation invoqués. L'adhérent cessera d'être adhérent à compter de la date et de l'heure fixées par le conseil d'administration.

La CDS doit aviser les organismes de réglementation dont elle relève lorsqu'une réunion du conseil d'administration est convoquée pour autoriser la résiliation de la Convention d'adhésion d'un adhérent.

2.10.4 Avis d'imposition de restrictions au droit d'accès, de suspension ou de résiliation de la Convention d'adhésion

La CDS doit informer sans tarder l'adhérent auquel on a imposé des restrictions au droit d'accès que son accès aux fonctionnalités du système est restreint et des motifs de telles restrictions. La CDS peut informer d'autres adhérents de ces restrictions si elle le juge à propos relativement à l'exploitation des services.

La CDS doit remettre sans tarder un avis de suspension ou de résiliation à l'adhérent faisant l'objet d'une suspension ou dont la Convention d'adhésion est résiliée et, aussitôt que possible, aux autres adhérents. Tout avis de suspension de l'adhérent ou de résiliation de la Convention d'adhésion d'un adhérent remis aux autres adhérents indique la catégorie dont il fait partie, ainsi que les fonctions de la contrepartie centrale et les services transfrontaliers qu'il utilise.

2.10.5 Retrait de l'adhérent

L'adhérent peut aviser en tout temps la CDS qu'il désire se retirer d'un service moyennant un préavis écrit de 30 jours. Son adhésion à ce service cesse au plus tard à l'expiration du délai de préavis ou au moment choisi par la CDS auquel la totalité des obligations de l'adhérent à ce service ont été satisfaites et toutes autres exigences de retrait d'une fonction de ce service ont été respectées.

La CDS avisera sans tarder les autres adhérents que cet adhérent a signifié son intention de se retirer d'un service.

2.10.6 Persistance des obligations

En cas de suspension, de résiliation de sa Convention d'adhésion ou de retrait, l'adhérent est toujours tenu d'assumer ses responsabilités et de s'acquitter de ses obligations qui découlent de l'utilisation de tout service ou de la Documentation contractuelle, envers la CDS et les autres adhérents, comme s'il était toujours adhérent. Il en va de même pour les responsabilités et obligations de la CDS et des autres adhérents envers lui.

2.10.7 Réintégration de l'adhérent

Sur avis à la CDS de sa demande de réintégration, l'adhérent qui s'est retiré ou dont la Convention d'adhésion a été résiliée peut être réintégré à tout moment par le conseil d'administration aux conditions de ce dernier, pourvu :

- (a) que l'adhérent verse les frais d'adhésion ou de réintégration déterminés par le conseil d'administration;
- (b) qu'il soit admissible à l'adhésion;
- (c) qu'il remplisse les conditions et critères d'adhésion; et
- (d) qu'il démontre à la satisfaction du conseil d'administration qu'il s'est acquitté de toutes ses responsabilités et libéré de toutes ses dettes envers la CDS et les autres adhérents découlant de tout service.

Le conseil d'administration peut, à sa seule discrétion, approuver ou refuser sa demande de réintégration.

2.10.8 Adhérents inactifs

Un adhérent peut devenir un adhérent inactif et réciproquement, un adhérent inactif peut devenir un adhérent actif conformément aux dispositions suivantes :

- (a) Si l'adhérent a l'intention de ne pas utiliser un service ou une fonction, il peut choisir d'être désigné comme adhérent inactif en donnant un avis écrit à la CDS à cet égard.
- (b) Si un adhérent n'a pas utilisé suffisamment un service ou une fonction, de l'avis de la CDS, au cours d'une période d'au moins six mois, conformément aux critères établis dans les Procédés et méthodes, la CDS peut envoyer un avis à l'adhérent l'informant qu'il sera désigné comme adhérent inactif. Dans un tel cas, l'adhérent doit, dans les 30 jours suivant la réception d'un tel avis de la CDS, choisir, au moyen d'un avis écrit à la CDS :
 - i. de commencer à utiliser un ou des services ou une ou des fonctions sur une base active et continue;
 - ii. d'être désigné comme adhérent inactif; ou
 - iii. de cesser d'être un adhérent de la CDS.

S'il omet d'effectuer un choix, l'adhérent est réputé avoir choisi d'être désigné comme inactif.

- (c) Un adhérent inactif ne peut utiliser aucun service ou aucune fonction dans la mesure prévue dans les Procédés et méthodes à moins et jusqu'à ce qu'il ait été désigné comme adhérent actif conformément aux dispositions de la présente Règle 2.10.8. Un adhérent inactif assume toutes les obligations et responsabilités en vertu des Règles liées à la période précédant sa désignation comme adhérent inactif, y compris toute obligation découlant des Règles 9.2, 9.3, 9.4 et 9.6, comme si elles s'appliquaient tant à l'adhérent inactif qu'à un adhérent suspendu. La date d'entrée en vigueur de la désignation d'adhérent inactif est déterminée à la discrétion de la CDS. Cinq ans, jour pour jour, après avoir été désigné comme inactif, un adhérent doit informer la CDS de son choix :
 - i. d'être désigné comme adhérent actif;
 - ii. de cesser d'être un adhérent en vertu des Règles; ou
 - iii. de continuer d'être désigné comme adhérent inactif.
- (d) Un adhérent inactif qui choisit d'être désigné comme adhérent actif en vertu du paragraphe (c) ci-dessus doit remplir et fournir à la CDS tous les renseignements et toute la documentation comme s'il présentait une demande à titre de nouvel adhérent et il doit être admis à titre d'adhérent selon les critères et conditions d'adhésion en vigueur décrits dans les Règles et établis par le conseil d'administration et en vertu des modalités que la CDS juge pertinentes. Si un adhérent ne remplit pas de tels critères et conditions d'adhésion, il est réputé être un adhérent dont la Convention d'adhésion a été résiliée en vertu de la Règle 2.10.3, puisque le fait de ne pas remplir les critères et conditions d'adhésion constitue un motif valable de résiliation de la Convention d'adhésion.

- (e) Un adhérent inactif qui choisit de demeurer un adhérent inactif en vertu du paragraphe (c) ci-dessus doit remplir et fournir à la CDS tous les renseignements et les documents exigés dans les Procédés et méthodes.
- (f) Un adhérent inactif doit verser les frais annuels et les autres frais selon ce qui peut être établi de temps à autre par le conseil d'administration conformément aux Règles, y compris des frais de réactivation s'il désire être désigné comme adhérent actif ou des frais d'inactivité continue s'il préfère continuer d'être un adhérent inactif.

Règle 3. EXPLOITATION

3.1 AUTORISATION ET ACCÈS

3.1.1 Fondés de pouvoir

Des particuliers sont autorisés à agir au nom de l'adhérent relativement aux services, en occupant les fonctions décrites ci-dessous, en conformité avec les Procédés et méthodes et Guides de l'utilisateur.

- (a) Le fondé de pouvoir :
 - i. est autorisé à agir au nom de l'adhérent relativement aux services;
 - ii. est responsable de la nomination ou de l'annulation de la nomination des gestionnaires des utilisateurs et des particuliers autorisés pour l'adhérent.
- (b) Le gestionnaire des utilisateurs :
 - i. est responsable de la nomination ou de l'annulation de la nomination des particuliers (y compris des gestionnaires des utilisateurs) agissant à titre d'utilisateurs pour l'adhérent; et
 - ii. fournit les mécanismes d'authentification à chaque utilisateur.
- (c) L'utilisateur a accès aux activités du système désignées par le gestionnaire des utilisateurs ayant nommé l'utilisateur.
- (d) Un particulier autorisé peut être autorisé à s'acquitter des responsabilités énoncées dans les Procédés et méthodes pour le compte de l'adhérent, ce qui comprend notamment :
 - i. la signature de documents requis devant être livrés relativement à l'adhésion de l'adhérent à tout service;
 - ii. l'admission à un bureau de la CDS ou à d'autres bureaux; et
 - iii. la prise en livraison et la signature d'accusés de réception pour des valeurs, des chèques, des fonds et d'autres formes de paiement.

3.1.2 Accès aux services

La CDS attribue à chaque adhérent des mécanismes d'authentification ou leur fournit le moyen de créer des mécanismes d'authentification qui servent à identifier l'adhérent et les utilisateurs qu'il nomme ainsi que les accès au réseau qu'il choisit. Le système confirme la validité du mécanisme d'authentification avant d'accepter toute communication, transaction, autorisation ou instruction.

La CDS établit les types de fonctions qui pourront servir à accéder au réseau et les normes qu'elles doivent respecter. Chaque adhérent choisit la ou les fonction(s) qu'il utilisera ou qu'on utilisera en son nom pour accéder au réseau, pour communiquer avec la CDS et pour accéder aux services. L'accès au réseau est utilisé directement par l'adhérent au moyen de ses systèmes ou au nom de l'adhérent par d'autres personnes autorisées par lui, parmi lesquelles figurent notamment les centres de traitement à façon, les bourses et autres systèmes de négociation, les tiers fournisseurs de services et les clients.

3.1.3 Mesures prises par l'adhérent

Chaque adhérent est lié par les mesures suivantes, que la CDS peut considérer comme valides, et il en est responsable auprès de la CDS et des autres adhérents :

- (a) toute communication, transaction, autorisation ou instruction validée par un mécanisme d'authentification qui lui a été attribué;
- (b) tout acte accompli par un fondé de pouvoir ou par un particulier autorisé, tout document signé par ce dernier et toute communication, transaction, autorisation ou instruction qu'il transmet; et
- (c) toute communication, transaction, autorisation ou instruction reçue par la CDS provenant d'un système de compensation tiers de l'adhérent;

quels que soient le moyen de communication utilisé et les limites de l'autorité accordée par l'adhérent à la personne responsable agissant en son nom, à condition que cette personne n'utilise que les activités du système que l'adhérent lui aura permis d'utiliser.

Sous réserve de ce qui précède, la CDS n'est pas tenue de vérifier la source d'une communication ni de confirmer qu'une personne qui lui a envoyé une communication au nom d'un adhérent est autorisée à le faire. La CDS ne sera tenue responsable d'aucun acte accompli de bonne foi en se fiant à une communication, une transaction, une autorisation, une instruction, un acte ou un document qui lie un adhérent, nonobstant :

- a. toute erreur pouvant se produire au cours de leur transmission ou de leur enregistrement;
- b. toute erreur pouvant se trouver sur bande magnétique, dans un document ou sur un autre support livré à la CDS;
- c. tout usage de faux ou toute fraude perpétré par un fondé de pouvoir, un particulier autorisé, un gestionnaire des utilisateurs ou un utilisateur de l'adhérent; ou
- d. toute autre erreur, tout malentendu ou manque de clarté de toute communication, transaction, autorisation, instruction ou de tout acte ou document.

3.2 MESURES PRISES PAR LA CDS

3.2.1 Mandataires de la CDS

La CDS doit de temps à autre fournir par écrit aux adhérents le nom des particuliers désignés pour exécuter certaines tâches précises conformément à la Documentation contractuelle au nom de la CDS, et signaler toute modification apportée à la désignation de ces personnes.

La CDS peut prendre toute mesure indiquée dans les Règles par l'entremise de l'un de ses dirigeants ou de toute autre personne que le conseil d'administration ou les dirigeants de la CDS peuvent désigner à l'occasion.

Le conseil d'administration peut exercer ses pouvoirs au moyen d'une résolution adoptée en bonne et due forme par le conseil. À la demande de l'adhérent, la CDS doit lui fournir une copie certifiée de toute résolution du conseil concernant une mesure qui le concerne prise conformément aux Règles.

3.2.2 Appel des mesures prises par la CDS

Un adhérent qui n'est pas d'accord avec une mesure prise par la CDS conformément aux Règles, sauf si elle a été prise par le conseil, peut en appeler auprès du comité approprié de ce dernier, en transmettant à la CDS dans les 10 jours suivant la prise de la mesure en question, un avis écrit précisant la mesure faisant l'objet de l'appel et la raison pour laquelle il fait appel. Le comité doit étudier l'appel dans les 30 jours suivant la réception de l'avis d'appel, et donner à l'adhérent la possibilité de soumettre ses observations par écrit ou en personne. Le comité doit donner avis à l'adhérent de sa décision dans un délai raisonnable après avoir entendu l'appel, et doit lui faire part de sa décision par écrit si celui-ci en fait la demande. L'adhérent peut appeler de la décision du comité auprès du conseil en transmettant à la CDS dans les 10 jours suivant l'avis de prise de décision, un avis écrit supplémentaire faisant état du motif de l'appel. Le conseil d'administration doit étudier l'appel dans les 30 jours suivant la réception de l'avis d'appel, et donner à l'adhérent la possibilité de soumettre des observations par écrit ou en personne. Le conseil doit donner avis à l'adhérent de sa décision dans un délai raisonnable après avoir entendu l'appel, et doit lui faire part par écrit de sa décision si l'adhérent en fait la demande. La décision du conseil relativement à un appel est définitive, sous réserve de tout autre droit d'appel conformément à la Règle 3.2.3.

3.2.3 Révision par l'organisme de réglementation des valeurs mobilières

L'Autorité des marchés financiers a autorisé la CDS à exercer l'activité de compensation de valeurs au Québec en vertu de la *Loi sur les valeurs mobilières* du Québec. La Commission des valeurs mobilières de l'Ontario a désigné la CDS à titre d'agence de compensation reconnue conformément à la *Loi sur les valeurs mobilières* de l'Ontario. Les adhérents et demandeurs de statut d'adhérent ont les droits décrits dans ces lois, et dans toute autre loi pouvant s'appliquer à la CDS de temps à autre, de demander une révision des mesures prises par la CDS et des décisions prises par le conseil d'administration.

3.2.4 Utilisation du système par la CDS

La CDS peut utiliser le système afin de faciliter le fonctionnement des services, d'améliorer les services offerts aux adhérents ou de réduire les risques ou les coûts associés à la prestation des services.

Sans que soit limitée la portée générale de ce qui précède, la CDS tient des grands livres pour elle-même, y compris des grands livres de gestion des garanties et des grands livres utilisés aux fins de règlement d'une obligation du service de règlement net continu (obligation du RNC). Les valeurs portées au crédit d'un compte de valeurs, d'un compte de garantie ou d'un compte d'offre de la CDS sont détenues par celle-ci dans son intérêt. La CDS peut effectuer des transactions pour son propre compte à l'aide de n'importe quel service au moyen d'écritures dans ses grands livres débitant ou créditant les comptes pertinents aux fins de paiement et de livraison des valeurs visées par la transaction. La CDS n'effectuera pas de règlement pour son propre compte qui entraînerait un solde négatif dans son compte de fonds à moins que n'ait été établie en sa faveur une marge de crédit aux termes de laquelle un montant égal à celui du solde négatif a été engagé. Les restrictions précédentes ne s'appliquent pas au règlement des obligations du RNC, d'une opération de remplacement d'une obligation du RNC d'un adhérent défaillant ou d'une opération de rachat d'office lié à une obligation du RNC.

En ce qui concerne les transactions effectuées par la CDS pour son propre compte, les références, dans les Règles, Procédés et méthodes et Guides de l'utilisateur, à l'adhérent effectuant des transactions semblables sont réputées inclure la CDS, compte tenu des adaptations nécessaires.

Nonobstant l'utilisation qu'elle peut faire des fonctionnalités du système, la CDS n'est pas responsable au même titre que l'adhérent aux termes de ces Règles. En particulier et sans limiter la portée générale de ce qui précède, la CDS :

- (a) n'est pas un membre d'un groupe de crédit;
- (b) n'est pas liée à un groupe de débit;
- (c) n'est pas tenue de faire de contribution à un fonds, à un fonds commun de garantie ou à un fonds de liquidités supplémentaires;
- (d) ne fait l'objet d'aucun plafond de fonctionnement; et
- (e) ne fait aucune déclaration ni ne donne de garantie et ne peut être tenue responsable d'aucune déclaration ou garantie d'un responsable de l'activation d'ISIN, d'un responsable de la validation de valeurs, d'un responsable du traitement des droits et privilèges ou d'un gardien.

3.2.5 Utilisation du système par un non-adhérent agissant au nom de la CDS

La CDS peut permettre l'utilisation restreinte d'une fonctionnalité du système à toute personne qui n'est pas un adhérent aux seules fins d'effectuer des transactions au nom de la CDS. Avant d'être mis en œuvre, un tel accès restreint aux fonctionnalités du système est décrit dans les Règles. Le conseil précise laquelle des exemptions de responsabilité décrites à la Règle 3.2.4 s'applique à la CDS lorsqu'elle permet à une telle personne d'utiliser son système. La présente Règle 3.2.5 ne s'applique pas aux personnes autorisées par un adhérent, conformément à la Règle 3.1.

3.3 FONCTIONNEMENT DES SERVICES

3.3.1 Jours ouvrables

(i) La CDS

La CDS fait tout ce qui est en son pouvoir afin d'assurer que le système est disponible aux fins de traitement :

- (a) des transactions libellées en dollars tous les jours pendant lesquels le STPGV est disponible aux fins de transfert de fonds; et
- (b) des transactions libellées en dollars américains tous les jours pendant lesquels Fedwire est disponible aux fins de transfert de fonds.

Les Procédés et méthodes précisent les jours pendant lesquels le service de règlement ou le service de dépôt seront offerts aux fins de traitement des transactions. La CDS informe les adhérents des jours et des heures durant lesquels chaque bureau de la CDS sera ouvert. Un ou plusieurs bureaux de la CDS peuvent être fermés durant un jour ouvrable.

(ii) Les adhérents

Tel que prescrit par la Règle 8.1.2, pour chaque jour ouvrable durant lequel un processus de paiement est effectué pour une monnaie donnée, l'adhérent s'assure qu'il possède les dispositifs nécessaires afin de remplir toute obligation pouvant découler d'un processus de paiement (y compris une obligation à titre de caution ou de banquier qualifié ou une obligation découlant d'une marge de crédit), que ce jour soit ouvrable ou non pour l'adhérent. Conformément aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur, un adhérent peut choisir certains jours ouvrables au cours desquels il ne règlera pas de transactions.

(iii) Les services transfrontaliers

La DTC et la NSCC établissent les jours durant lesquels les services transfrontaliers sont disponibles aux fins de traitement des transactions. Pour chaque jour ouvrable au cours duquel un processus de paiement de services de liaison est effectué, l'adhérent s'assure que les dispositifs sont disponibles afin de s'acquitter des obligations qui pourraient découler d'un tel processus de paiement de services de liaison (y compris une obligation à titre d'adhérent à un service de liaison ou d'agent payeur désigné ou une obligation découlant d'un groupe de crédit de fonds de service de liaison), que ce jour soit ou non un jour ouvrable pour l'adhérent.

3.3.2 Cessation des services ou des fonctions

La CDS a l'intention d'offrir les services indéfiniment, mais elle peut interrompre ou cesser d'offrir tout service ou fonction avec l'approbation du conseil d'administration. La CDS doit donner avis aux adhérents de toute intention d'interruption ou d'annulation d'un service ou d'une fonction au moins 30 jours avant la date d'entrée en vigueur de l'interruption ou de l'annulation, sous réserve de présentation d'un préavis plus court si l'interruption ou l'annulation découle d'un événement hors de la portée de la CDS.

3.3.3 Saisie d'instructions et de données

Les instructions et données peuvent être fournies par la CDS aux adhérents et vice versa par tout moyen offert par la CDS pour un service, y compris la transmission de données en temps réel et par lots.

La Règle 8, les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur indiquent les heures, pour chaque jour ouvrable, auxquelles doit cesser la saisie d'instructions et des données ou certains types d'instructions et de données pour un service par les adhérents. La CDS peut continuer de faire des inscriptions comptables dans les grands livres pour effectuer les règlements ou traiter l'information de quelque autre façon après l'heure limite de saisie des instructions et des données par les adhérents.

La CDS peut interroger un registre en ligne tenu par l'adhérent pour les services. Selon la directive d'un adhérent, donnée par un fondé de pouvoir dans les circonstances décrites dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur, la CDS peut saisir des instructions au nom de l'adhérent.

3.3.4 Résolution de conflits

En cas de différend découlant de l'utilisation des services entre adhérents, les adhérents en cause ont la responsabilité de résoudre le différend. L'adhérent doit suivre les étapes décrites dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur pour résoudre tout différend avec un autre adhérent ou avec la CDS.

3.4 GESTION DES OPÉRATIONS

3.4.1 Enregistrement obligatoire des opérations

Toutes les opérations entre les adhérents sur des valeurs admissibles au règlement à l'aide du service de règlement, y compris le mode de règlement pertinent, doivent être enregistrées auprès de la CDS.

3.4.2 Suppression d'opérations

En tout temps avant règlement, la CDS peut supprimer de tout service toute opération ou toute catégorie d'opérations s'il appert raisonnablement à la CDS qu'une telle mesure est nécessaire ou dans l'intérêt de la CDS et de l'ensemble des adhérents ou afin de préserver l'intégrité des services.

Si un adhérent est suspendu ou si sa Convention d'adhésion est résiliée, la CDS peut supprimer des services toute opération (à l'exception des obligations du RNC) de cet adhérent qui n'a pas encore été réglée. La suppression d'une opération d'un service avant le règlement n'a aucune répercussion sur les droits et obligations entre les adhérents qui sont parties à cette opération, lesquels découlent de l'entente sous-jacente entre ces adhérents.

La CDS peut supprimer d'un service toute opération (autre qu'une obligation du RNC) qui n'a pas encore été réglée et qui est en cours depuis plus longtemps que le permettent les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur pour ce service.

3.4.3 Bonne livraison de valeurs

Toutes les opérations entre les adhérents qui sont admissibles au règlement par virement comptable de valeurs doivent être réglées au moyen du service de règlement, à moins que les deux parties qui effectuent l'opération s'entendent sur une autre méthode. Les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur indiquent la forme dans laquelle la livraison des valeurs doit être acceptée par les adhérents lors du règlement d'une opération.

3.4.4 Mode de règlement SCT

Si une opération est soumise à la CDS selon le mode de règlement SCT (système de compensation tiers) et qu'elle est rejetée par le système SCT, la CDS peut, conformément aux Procédés et méthodes, en tout temps avant le règlement, remplacer le mode de règlement initial d'une opération confirmée entre deux adhérents par un autre mode de règlement.

3.5 RAPPORTS, DONNÉES ET REGISTRES

3.5.1 Données

La CDS définit dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur les données qu'elle doit fournir aux adhérents. Les données fournies par la CDS peuvent être organisées par catégories parmi lesquelles figurent le type de transaction ou la catégorie de valeurs. La CDS est responsable de l'exactitude des données fournies aux adhérents, mais non de leur mise en forme dans des rapports ni de la production de rapports.

Dans toutes les circonstances où les Règles, les Procédés et méthodes ou les Guides de l'utilisateur stipulent que la CDS doit fournir un rapport à un adhérent, la CDS peut choisir de compiler les données nécessaires et de les fournir à l'adhérent dans un format (n'altérant les données en aucune façon) qui permet à l'adhérent de les consulter et de les utiliser, tout comme de les conserver ou de les supprimer. En fournissant les données de cette façon, la CDS satisfait à toute obligation qu'elle pourrait avoir relativement à un tel rapport.

Chaque adhérent :

- (a) doit vérifier les données fournies par la CDS comme il est décrit dans les Règles, les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur pour voir si elles comportent des erreurs ou des omissions;
- (b) doit respecter toutes les obligations relatives à la réception d'un rapport contenant de telles données, y compris l'obligation de vérifier les données, de reconnaître leur exactitude, de vérifier et d'accepter tous les soldes au grand livre compilés dans ces données, et de rapprocher ses registres de ceux de la CDS;
- (c) est réputé avoir reconnu l'exactitude des données devant être vérifiées, à moins qu'il n'ait informé la CDS de toute erreur dans le délai prévu pour la vérification de ces données.

3.5.2 Soldes de valeurs

Chaque jour ouvrable, la CDS doit mettre à la disposition d'un adhérent ses données relatives aux soldes au grand livre, telles que les soldes de valeurs. L'adhérent :

- (a) doit examiner les données et les comparer à ses propres registres;
- (b) est réputé avoir reconnu l'exactitude des données relatives aux soldes au grand livre s'il n'a pas informé la CDS de toute erreur avant la fin du jour ouvrable suivant celui au cours duquel les données ont été mises à sa disposition.

3.5.3 Rapprochement et correction des registres

L'adhérent doit rapprocher ses registres des données que lui a fournies la CDS pour que les registres reflètent de façon exacte les écritures faites par cette dernière dans les registres qu'elle tient pour les services, y compris le dépôt et le retrait de valeurs à l'aide du service de dépôt, la livraison de valeurs et le paiement à l'adhérent ou par celui-ci prenant effet une fois l'opération réglée. S'il y a discordance entre les registres de la CDS et ceux de l'adhérent, les registres de la CDS sont réputés être exacts et prévalent s'il n'y a pas d'erreur évidente.

La CDS peut corriger toute écriture erronée dans tout registre qu'elle tient. Elle doit immédiatement informer l'adhérent concerné qu'une écriture de correction a été passée. La CDS doit, après avoir passé une écriture de correction mais avant le processus de paiement, informer l'adhérent concerné des raisons pour lesquelles elle a procédé ainsi.

Nonobstant l'expiration du délai prévu pour la vérification des registres conformément aux Règles 3.5.1 et 3.5.2, la CDS doit corriger toute erreur évidente et peut, à sa seule discrétion, faire toute autre écriture de correction, pourvu que le fait que l'adhérent ait soumis sa demande en retard ne nuise ni à la CDS ni aux autres adhérents.

3.5.4 Conservation des registres et des données

La CDS :

- (a) conservera en archives ses registres et ses données;
- (b) les mettra à la disposition des adhérents moyennant une demande en ce sens;
- (c) n'est pas tenue de conserver ses données dans un format particulier, ni de les organiser d'une façon particulière;
- (d) n'est pas tenue de conserver ses registres relativement à une transaction plus de 7 ans après la date à laquelle une écriture est passée aux registres concernant cette transaction; et
- (e) peut, en conformité avec les lois applicables, décider que certains registres ou certaines catégories de registres doivent être jetés ou détruits avant l'expiration de cette période de 7 ans.

3.6 FRAIS

3.6.1 Frais d'adhésion

Le conseil d'administration doit, de temps à autre, fixer le montant des frais d'adhésion que devra verser le demandeur dont la demande pour devenir adhérent, ou pour utiliser un service ou une

fonction, a été acceptée. Les frais d'adhésion peuvent être constitués d'un montant fixe ou calculés selon une formule basée sur le capital ou l'actif du demandeur, et peuvent faire l'objet d'un minimum et d'un maximum.

La CDS n'est pas tenue d'étudier une demande tant qu'elle n'a pas reçu le paiement des frais d'adhésion du demandeur. Si elle refuse une demande, elle remboursera les frais d'adhésion. Si une demande est acceptée, les frais d'adhésion ne sont pas remboursables, même en cas de suspension, de résiliation de la Convention d'adhésion ou de retrait de l'adhérent.

3.6.2 Frais d'utilisation

L'adhérent doit s'acquitter des frais d'utilisation que la CDS peut fixer et réviser de temps à autre sur facturation de l'utilisation de chaque service ou fonction, à l'égard de son statut d'adhérent inactif ou aux fins de désignation à titre d'adhérent actif. Les frais peuvent englober des frais pour le défaut de se conformer à la Documentation contractuelle.

Les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur doivent comporter un barème des frais pour chaque service; sinon, la CDS doit donner avis aux adhérents du barème des frais pour un service donné. La CDS doit donner avis aux adhérents de toute augmentation des frais au moins 60 jours avant l'entrée en vigueur de l'augmentation. Le conseil d'administration peut allouer une période d'avis moins longue, ou mettre en vigueur les frais modifiés immédiatement ou rétroactivement.

3.6.3 Autres frais pour dépenses inhabituelles et taxes

La CDS peut imputer à l'adhérent toute dépense inhabituelle qu'il a lui-même entraînée. Sans que soit limitée la portée générale de ce qui précède, ces dépenses incluent le coût de production de registres par suite d'un décret ou d'une autre procédure juridique en cas de litige, de poursuite ou d'enquête judiciaire ou réglementaire.

L'adhérent doit également s'acquitter de toute taxe ou de tous frais perçus par le gouvernement ou payables par l'adhérent concernant les services, les frais d'adhésion, les frais d'utilisation et autres frais.

3.7 CARACTÈRE CONFIDENTIEL DE L'INFORMATION

3.7.1 Caractère confidentiel de l'information de l'adhérent

La CDS préserve le caractère confidentiel de l'information concernant l'adhérent ou fournie par celui-ci dont elle prend connaissance dans le cadre de l'exploitation des services et exerce le même degré de diligence envers celle-ci qu'elle exerce à l'égard de l'information confidentielle qui la concerne. La CDS utilisera uniquement ces renseignements dans le cadre de l'exploitation des services.

Aux termes de la Règle 3.7, les obligations de la CDS :

- (a) ne visent pas l'information qui a été ou qui sera rendue publique, autrement que par suite de l'inobservation de la présente Règle 3.7;
- (b) n'empêchent pas la divulgation d'information confidentielle raisonnablement nécessaire au fonctionnement des services à tout dirigeant, administrateur, employé ou mandataire de la CDS; et

- (c) s'ajoutent à toute autre obligation relative au caractère confidentiel de l'information stipulée dans toute autre convention ou disposition législative liant la CDS et ne doivent pas y déroger.

3.7.2 Divulgence de l'information concernant l'adhérent par la CDS

L'adhérent autorise la CDS à divulguer toute information le concernant ou ayant été fournie par lui dans toute situation décrite ci-après.

- (a) La CDS peut divulguer cette information à la demande de l'adhérent ou sur présentation d'un consentement écrit préalable de l'adhérent;
- (b) La CDS peut divulguer cette information aux auditeurs de la CDS, de l'adhérent et des autres adhérents, lorsque l'exige l'exercice de leurs fonctions;
- (c) La CDS peut divulguer cette information au conseiller juridique de la CDS, lorsque l'exigent ses fonctions;
- (d) La CDS peut divulguer cette information lorsqu'elle est juridiquement tenue de la fournir à une autorité de réglementation de la CDS ou que cette information lui est demandée par écrit par une autorité de réglementation de la CDS dans le cadre du pouvoir réglementaire de cette autorité de réglementation. Lorsqu'une autorité de réglementation de la CDS présente une demande de divulgation de toute information qui vise exclusivement les activités d'un adhérent particulier, la CDS doit en donner avis à l'adhérent au moment de la divulgation, à moins que la demande interdise d'en donner avis;
- (e) La CDS peut divulguer cette information si elle est requise par l'émetteur des valeurs détenues pour l'adhérent ou par toute autre personne, si la CDS a des motifs raisonnables de croire que cette information est demandée relativement à une tentative d'influencer le vote des détenteurs de valeurs de l'émetteur, d'offrir d'acquiescer les valeurs de l'émetteur ou pour toute autre raison concernant soit ses affaires ou les transactions sur les valeurs de l'émetteur réalisées par l'adhérent. Cette information se limite à celle qui concerne les valeurs détenues pour l'adhérent et ne révèle l'identité d'aucun client de l'adhérent;
- (f) La CDS peut divulguer cette information selon ce qui peut être requis de temps à autre par la décision, l'assignation, la citation à comparaître, la directive réglementaire ou un autre acte de procédure d'un tribunal, d'un organisme de réglementation ou d'un autre organisme d'administration ou de réglementation qui a, de l'avis de la CDS, compétence sur la CDS ou aux termes d'une entente avec un de ces organismes. Lorsque la CDS est tenue de divulguer cette information qui vise exclusivement les activités d'un adhérent particulier, la CDS doit en donner avis à l'adhérent au moment de la divulgation, à moins que le libellé de toute loi, de tout règlement, de toute décision ou de tout décret pertinent n'interdise la transmission d'un tel avis;
- (g) La CDS peut divulguer cette information conformément à toute exigence prévue par une loi ou par un règlement d'application générale, y compris le Règlement 54-101 Communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujéti, qui peut être modifié de temps à autre, ou toute autre instruction, norme ou règle similaire adoptée ou créée par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières;
- (h) La CDS peut divulguer cette information à toute bourse de valeurs, bourse de marchandises, système de négociation alternatif, dépositaire de valeurs, agence de compensation de valeurs, système de compensation de paiement ou organisme d'autorégulation dont l'adhérent est membre ou dont l'adhérent utilise les services dans le cadre de son adhésion aux services, ou aux assureurs des adhérents, y compris

le Fonds canadien de protection des épargnants et la Société d'assurance-dépôts du Canada. La CDS demande au destinataire de traiter cette information de manière confidentielle;

- (i) La CDS peut divulguer cette information à tout organisme d'autoréglementation dont l'adhérent est membre et à l'autorité pertinente dont l'adhérent relève principalement à l'égard de sa conformité à la Règle 10.2.2;
- (j) La CDS peut divulguer cette information qui est présentée sous forme de statistiques, de résumé ou autre pourvu que l'information ainsi présentée ne mentionne aucun adhérent en particulier ou, s'il s'agit d'information sur les titres d'emprunt, qu'elle ne mentionne aucun groupe du secteur;
- (k) La CDS peut divulguer cette information :
 - i. à une autorité de réglementation de la CDS;
 - ii. à tout organisme de réglementation qui, selon elle, régit la CDS;
 - iii. à l'autorité pertinente dont relève l'adhérent; ou
 - iv. aux autres adhérents;

concernant un événement ou une situation visant l'adhérent qui, de l'avis de la CDS, est préoccupant en raison des risques potentiels importants qu'ils représentent pour les services, y compris un manquement important aux Règles et aux Procédés et méthodes par l'adhérent, ou encore une « perte de valeurs » ou une « perte subie par l'adhérent » causée par l'adhérent ou qu'il a contribué à causer.

Les conditions mentionnées ci-après s'appliquent à la divulgation de l'information confidentielle :

- i. la CDS doit informer l'adhérent de toute divulgation envisagée au moment de procéder à la divulgation, si elle estime qu'un tel avis ne va pas à l'encontre de l'intérêt véritable de la CDS et des adhérents en général;
- ii. la CDS détermine si l'information sera divulguée à tous les autres adhérents ou seulement à un groupe précis d'adhérents, comme les membres d'un groupe de crédit qui est particulièrement touché par l'événement ou la situation;
- iii. la CDS doit révéler l'identité de l'adhérent touché par l'événement ou la situation à une autorité de réglementation de la CDS ou à tout autre organisme de réglementation;
- iv. la CDS doit révéler l'identité de l'adhérent touché par l'événement ou la situation aux autres adhérents seulement si, à son avis, il est nécessaire de révéler cette identité afin de permettre aux autres adhérents de prendre des mesures par rapport au risque potentiel.

Lorsque la CDS divulgue à d'autres adhérents l'identité d'un adhérent touché par l'événement ou la situation, les adhérents destinataires de cette divulgation doivent garder confidentielle l'identité de l'adhérent concerné et ne doivent pas communiquer celle-ci à une autre partie, à moins d'y être contraints par la loi.

- (l) La CDS peut divulguer cette information à d'autres adhérents qui sont partie prenante d'un litige soumis par la CDS ou intenté contre la CDS à titre d'exploitant du système ou de fournisseur des autres services aux adhérents, POURVU QUE :
- i. cette information soit pertinente à l'égard du litige;
 - ii. la CDS donne préavis à l'adhérent de la divulgation envisagée; et
 - iii. l'adhérent ait l'occasion de contester la divulgation envisagée, conformément à la Règle 3.2.2.

Les adhérents destinataires de cette divulgation doivent garder confidentielle l'identité des autres adhérents touchés et ne doivent pas communiquer celle-ci à une autre partie, à moins d'y être contraints par la loi.

En divulguant toute information en vertu de la présente Règle 3.7.2, la CDS prend les mesures raisonnables pour éviter de divulguer de l'information qui permet de connaître l'identité d'un client particulier d'un adhérent, à moins que :

- (a) cette information soit demandée par écrit et que le demandeur a, de l'avis de la CDS, le droit légal d'obtenir cette information; ou
- (b) relativement à la divulgation d'information en vertu du paragraphe (k) ci-dessus, cette information soit nécessaire pour permettre aux adhérents de prendre des mesures par rapport au risque potentiel.

3.7.3 Caractère confidentiel de l'information concernant la CDS

L'adhérent doit :

- (a) préserver le caractère confidentiel des renseignements suivants :
 - i. les œuvres de la CDS;
 - ii. toute information concernant la CDS ou fournie par celle-ci portant, au moment de la divulgation, une mention de confidentialité ou ayant été divulguée oralement à titre d'information à caractère confidentiel et dont l'adhérent a pris connaissance dans le cadre de l'exploitation des services ou en prévision de tout nouveau service, y compris tout projet, tout registre, toute donnée et tout rapport en cours de la CDS; et
- (b) exercer le même degré de diligence qu'envers l'information confidentielle qui le concerne.

Les obligations de l'adhérent conformément à la présente Règle 3.7.3 :

- (c) ne visent pas l'information qui a été ou qui sera rendue publique, autrement que par suite de l'inobservation de la présente Règle 3.7;
- (d) n'empêchent pas la divulgation d'information confidentielle à tout dirigeant, administrateur, employé ou client de l'adhérent de façon autorisée conformément à la Règle 3.9.3;
- (e) n'empêchent pas la divulgation d'information confidentielle raisonnablement nécessaire aux mandataires de l'adhérent :

- i. aux fins de l'utilisation ou de l'utilisation proposée des services, ou de tout nouveau service, par l'adhérent;
 - ii. aux fins du développement ou de l'exploitation des services, ou de tout nouveau service, par la CDS; ou
 - iii. aux fins d'atteindre l'objectif pour lequel la CDS a divulgué l'information confidentielle; et
- (f) s'ajoutent à toute autre obligation relative au caractère confidentiel de l'information stipulée dans toute autre convention ou disposition législative liant l'adhérent et ne doivent pas y déroger.

3.7.4 Divulgarion de l'information concernant la CDS par l'adhérent

La CDS autorise l'adhérent à divulguer toute information confidentielle la concernant :

- (a) aux auditeurs de l'adhérent, lorsque l'exige l'exercice raisonnable de leurs fonctions;
- (b) au conseiller juridique de l'adhérent, lorsque l'exige l'exercice raisonnable de ses fonctions;
- (c) selon ce qui peut être requis de temps à autre par un décret, une assignation, une citation à comparaître, une directive réglementaire ou un autre acte de procédure d'un tribunal, d'un organisme de réglementation ou d'un autre organisme d'administration qui, de l'avis de l'adhérent, a compétence à l'égard de l'adhérent ou aux termes d'une entente avec un de ces organismes.

3.8 INFORMATION REQUISE DES ADHÉRENTS

3.8.1 Approbation des organismes de réglementation

Au moment de sa demande d'adhésion et, ultérieurement, périodiquement ou sur demande, un adhérent, à l'exception de la Banque du Canada, doit fournir à la CDS l'information que cette dernière juge nécessaire ou souhaitable pour attester que l'utilisation des services par l'adhérent a été dûment approuvée par tout organisme de réglementation dont relève l'adhérent.

Sans que soit limitée la portée générale de ce qui précède, aucun changement aux facteurs décrits à la Règle 5.4 ou aux Procédés et méthodes fait conformément à cette Règle et utilisé pour calculer le produit d'évaluation pour une catégorie d'adhérents n'entre en vigueur tant que, à la satisfaction de la CDS, tous les organismes de réglementation dont relève la CDS et tous les organismes de réglementation dont relèvent les adhérents de cette catégorie n'ont pas approuvé le changement.

3.8.2 Adhérent détenant un plafond de fonctionnement

L'adhérent détenant un plafond de fonctionnement doit fournir à la CDS :

- (a) en même temps qu'il fournit ses états financiers trimestriels à l'autorité pertinente dont il relève, ou à la demande de la CDS, une copie certifiée de ses états financiers trimestriels et une déclaration du montant de son capital ou de son capital réglementaire, de son facteur d'évaluation et de tout autre facteur pertinent à son classement et au calcul de son plafond de fonctionnement; et
- (b) une mention du groupe d'adhérents associés dont il est membre; cette information doit être fournie au moment de sa demande d'adhésion et, ultérieurement, périodiquement ou sur demande ainsi qu'immédiatement après tout changement apporté à cette information.

La CDS informe tous les adhérents détenant un plafond de fonctionnement du produit d'évaluation et du plafond de fonctionnement affectés à chaque membre de son groupe de crédit de catégorie, au moment de la réception de l'information des adhérents aux termes de la présente Règle 3.8.2 et de toute modification de l'information pertinente. De plus, la CDS rend accessibles les facteurs utilisés pour établir le produit d'évaluation. Elle peut également mettre cette information à la disposition de la Banque du Canada et de tout organisme de réglementation sur demande. La CDS se tient informée de toute modification de la cote d'un adhérent accordée par les agences d'évaluation du crédit ou de toute autre information publique pertinente au calcul du plafond de fonctionnement de l'adhérent.

Si un adhérent détenant un plafond de fonctionnement est le client d'un banquier désigné pour une monnaie donnée, la CDS informe le banquier désigné du produit d'évaluation et du plafond de fonctionnement de l'adhérent à l'égard de cette monnaie.

3.8.3 Risque maximal couru des prêteurs

À la fin de chaque jour ouvrable, la CDS fixe le risque maximal couru d'un prêteur. Le risque couru par un prêteur, en tout temps au cours d'un jour ouvrable, correspond au total :

- (a) du résultat obtenu après établissement du solde net des soldes créditeur et débiteur de tous ses comptes de fonds (à l'exclusion de tout solde débiteur résultant de l'utilisation d'une marge de crédit établie par un autre adhérent relativement à ce solde débiteur); et
- (b) des sommes utilisées sur les marges de crédit qu'il a établies pour les autres adhérents.

À la date de clôture des registres indiquée dans les Procédés et méthodes pour le recalcul du produit d'évaluation des prêteurs après réception des rapports trimestriels requis aux termes de la Règle 3.8.2, la CDS recalcule, pour chaque prêteur, la moyenne du risque maximal couru pendant la période de 65 jours ouvrables précédant la date de clôture des registres, y compris le jour ouvrable qui précède la date de clôture des registres; cette moyenne est désignée « **moyenne du risque maximal couru relativement à la date de clôture des registres** »; périodiquement ou sur demande, la CDS informe tous les prêteurs de cette moyenne établie pour chaque prêteur.

Si un prêteur est suspendu, la CDS calcule, pour chacun des autres prêteurs, la moyenne du risque maximal couru pour la période de 65 jours ouvrables précédant la date de la suspension, y compris le jour ouvrable qui précède la date de la suspension; cette moyenne est désignée « **moyenne du risque maximal couru relativement à la date de la défaillance** » du prêteur. La « **moyenne du risque maximal couru pour le partage des pertes** » de chaque autre prêteur correspondra au plus élevé des montants suivants : sa moyenne du risque maximal couru relativement à la date de la défaillance et sa moyenne du risque maximal couru relativement à la date de clôture des registres la plus récente.

3.8.4 Agents de règlement

Lorsqu'il demande d'être classé parmi les agents de règlement, le demandeur fournit aux autres agents de règlement toute l'information que les membres du groupe de crédit des agents de règlement jugent nécessaire ou souhaitable pour déterminer le montant fixé de son plafond de fonctionnement. Chaque agent de règlement fournit cette information périodiquement, selon l'échéancier fixé par les membres du groupe de crédit des agents de règlement ou en tout temps à leur demande.

À la demande des membres du groupe de crédit des agents de règlement, la CDS informe le groupe de crédit de la valeur des règlements réalisés par un agent de règlement donné et des paiements que ce dernier a faits à la CDS.

3.8.5 Emprunteurs de fonds commun de garantie des emprunteurs

La CDS informe tous ces emprunteurs de l'identité des membres du groupe de crédit du fonds commun de garantie des emprunteurs effectuant des règlements en dollars canadiens et des règlements en dollars américains, y compris le facteur de fonds commun de garantie pour les emprunteurs de fonds commun de garantie des emprunteurs effectuant des règlements en dollars canadiens.

À la demande des membres d'un groupe de crédit d'un fonds commun de garantie des emprunteurs, la CDS les informe de la valeur des règlements réalisés par un membre donné et des paiements qu'il a faits à la CDS.

3.8.6 Avis juridiques

À la demande d'un adhérent ou d'un organisme de réglementation, la CDS produit une copie d'un avis juridique donné à la CDS, conformément à la Règle 2.2.4(b), par une institution étrangère acceptée à titre d'adhérent.

3.9 DROITS DE LA CDS ET UTILISATIONS AUTORISÉES DE CES DROITS

3.9.1 Marques de commerce de la CDS et autres marques

Le terme « **marque de commerce de la CDS** » désigne les mots et logos identifiés à ce titre dans les Procédés et méthodes. De plus, certains mots, syntagmes, noms, concepts, nombres ou logos peuvent constituer des marques de commerce, des marques de service, des appellations commerciales, des noms de domaines ou une propriété intellectuelle de la CDS ou d'un tiers (collectivement, les « **autres marques** »). Dans la mesure du possible, la CDS identifiera les autres marques dans les Procédés et méthodes.

Nulle disposition des Règles ne concède aux adhérents un droit d'utilisation à l'égard des marques de commerce de la CDS ou des autres marques, y compris en tant que partie du nom de l'un de ses produits ou services, à moins qu'il ne s'agisse d'un droit limité, non exclusif, révocable et non transférable de mentionner le fait que l'adhérent est un adhérent de la CDS ou qu'il utilise les services ou facilite l'utilisation des services, auxquels cas l'adhérent présente toute marque de commerce de la CDS en utilisant un traitement typographique particulier, tel qu'il est décrit dans les Procédés et méthodes, et identifie clairement qu'il s'agit d'une marque de commerce appartenant à la CDS. Toute utilisation des marques de commerce de la CDS ou des autres marques, ainsi que toute survaleur en découlant s'applique uniquement en faveur de la CDS et des tiers propriétaires respectifs. Dans la mesure où un droit ou une survaleur reviennent ou sont attribués par inadvertance à l'adhérent en ce qui concerne les marques de commerce de la CDS ou les autres marques, l'adhérent doit détenir de tels droits et une telle survaleur en fiducie et, si demande lui en est faite, céder de tels droits et une telle survaleur à la CDS et aux tiers propriétaires respectifs.

L'adhérent :

- (a) reconnaît et convient qu'il n'acquiert absolument aucun droit ou droit d'utilisation à l'égard des marques de commerce de la CDS ou autres marques, à l'exception du droit limité, non exclusif, révocable et non transférable décrit à la présente Règle 3.9.1. Toute autre utilisation des marques de commerce de la CDS ou des autres marques ou, encore, de tout autre droit de propriété intellectuelle ou de propriété de la CDS par l'adhérent est strictement interdite;
- (b) doit informer promptement la CDS de toute utilisation conflictuelle ou de tout acte de contrefaçon ou de commercialisation trompeuse relativement aux marques de commerce

de la CDS ou aux autres marques ou de toute modification ou plagiat de celles-ci par des personnes non autorisées dont il a connaissance;

- (c) doit coopérer avec la CDS afin de prendre toute mesure que la CDS juge nécessaire à la prévention d'autres utilisations non autorisées, y compris, sans toutefois s'y limiter, collaborer avec la CDS dans le cadre de toute procédure judiciaire concernant les marques de commerce de la CDS ou les autres marques.

3.9.2 Autres droits de propriété intellectuelle de la CDS

L'adhérent reconnaît ce qui suit et en convient :

- (a) tout droit, titre et intérêt afférents aux services et aux œuvres de la CDS, y compris tous les brevets, droits d'auteur, secrets commerciaux et autres droits de propriété intellectuelle partout dans le monde, sont la propriété de la CDS ou de ses fournisseurs et sont protégés par les lois canadiennes et internationales sur le droit d'auteur et sur les droits de propriété intellectuelle;
- (b) les droits d'auteur subsistent à l'égard des services et des œuvres de la CDS, y compris la sélection, la disposition et l'assemblage de l'information sur les valeurs et des autres renseignements des services et des œuvres de la CDS;
- (c) un tel droit d'auteur est la propriété de la CDS ou de ses fournisseurs; et
- (d) la CDS se réserve tout droit n'ayant pas été formellement accordé dans les Règles.

3.9.3 Œuvres de la CDS et information sur les valeurs

La CDS accorde à l'adhérent un droit d'utilisation limité, non exclusif, révocable et non transférable des œuvres de la CDS et de l'information sur les valeurs, uniquement à des fins directement liées à son utilisation des services. L'adhérent n'utilise pas les œuvres de la CDS ou toute information tirée ou dérivée des œuvres de la CDS ou de l'information sur les valeurs, sauf en conformité avec la présente Règle 3.9.3.

Si l'adhérent donne accès aux œuvres de la CDS ou les divulgue à une personne autorisée par l'adhérent à agir en son nom dans le cadre de son utilisation des services, telle qu'une société affiliée, un centre de traitement à façon ou un tiers fournisseur de services, l'adhérent exige qu'une telle personne s'engage par écrit à respecter les Règles 3.7 et 3.9 dans le cadre de son utilisation des œuvres de la CDS.

Si l'adhérent donne accès aux œuvres de la CDS ou, encore, à toute information tirée ou dérivée des œuvres de la CDS ou de l'information sur les valeurs ou s'il les divulgue à un client recevant des services de sa part, la CDS peut exiger de l'adhérent qu'il conclue avec chacun de ces clients une entente écrite les enjoignant de respecter les Règles 3.7 et 3.9 dans le cadre de leur utilisation des œuvres de la CDS ou de toute information tirée ou dérivée des œuvres de la CDS ou de l'information sur les valeurs.

Exception faite de ce qui est stipulé à la présente Règle 3.9.3, l'adhérent ne doit pas :

- (a) utiliser, divulguer ou communiquer les œuvres de la CDS ou toute information tirée ou dérivée des œuvres de la CDS ou de l'information sur les valeurs :
 - i. au profit de tout tiers ou de toute société affiliée à l'adhérent, et ce, peu importe la manière, que ce soit à titre de fournisseur de services de post-marché, de sous-traitant ou de grossiste; ou

- ii. au profit de toute relation d'affaires avec une coentreprise, une société de personnes ou une agence commerciale dont il est partie ou par laquelle il est lié;
- (b) reproduire, copier ou modifier les œuvres de la CDS, sauf dans la mesure permise par les Règles, les Procédés et méthodes ou les Guides de l'utilisateur;
- (c) désosser, décompiler ou désassembler une partie ou la totalité des œuvres de la CDS ou de toute information tirée ou dérivée des œuvres de la CDS ou de l'information sur les valeurs ou, encore, créer des œuvres qui en sont dérivées;
- (d) vendre, louer, donner à bail, accorder un droit d'utilisation, accorder une sous-licence, attribuer, donner accès à, transmettre, publier, réemballer, retransmettre, revendre ou autrement diffuser ou offrir, directement ou indirectement, les œuvres de la CDS au moyen de tout support ou de quelque manière que ce soit à tout tiers ou à toute société affiliée à l'adhérent, SAUF :
 - i. si les renseignements dérivés des œuvres de la CDS ou l'information sur les valeurs sont fournis à un client recevant des services de l'adhérent et sont directement liés aux services; et
 - ii. si de tels renseignements sont uniquement fournis à titre accessoire dans le cadre de l'utilisation des services fournis au client par l'adhérent.

La CDS peut offrir des fonctionnalités nouvelles ou améliorées ou accorder des droits supplémentaires à l'égard de l'utilisation des œuvres de la CDS, tel qu'il est stipulé dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur.

3.9.4 Mesures de protection et de préservation additionnelles des droits de la CDS

L'adhérent :

- (a) doit disposer et maintenir en place des mesures de contrôle interne, des procédures et des mesures préventives appropriées afin d'empêcher l'accès non autorisé aux œuvres de la CDS et l'utilisation non autorisée de celles-ci, et ce, en exerçant le même degré de diligence qu'envers l'information confidentielle ou à diffusion restreinte qui le concerne;
- (b) doit aviser sans délai la CDS de toute utilisation non autorisée des services, des œuvres de la CDS et de toute autre information dont la CDS ou ses fournisseurs sont propriétaires et il convient de collaborer avec la CDS et les fournisseurs de celle-ci dans le cadre de la prise de toute mesure que la CDS juge nécessaire pour empêcher toute future utilisation non autorisée, y compris collaborer avec la CDS et les fournisseurs de celle-ci dans le cadre de toute procédure judiciaire relative aux services, aux œuvres de la CDS et à toute autre information dont la CDS et les fournisseurs de celle-ci sont propriétaires;
- (c) ne doit prendre aucune mesure censée entraîner la création d'une réclamation ou d'une sûreté réelle à l'égard des services ou des œuvres de la CDS ou qui pourrait faire en sorte de les grever ou de donner lieu à une cession de ceux-ci. Toute action telle, volontaire ou non, de l'adhérent est nulle et sans effet;
- (d) doit conserver et reproduire tout registre, toute donnée et tout rapport que la CDS a fournis à l'adhérent, ainsi que tous les exemplaires que l'adhérent a tirés de ceux-ci, ou les traiter autrement de la manière requise par la CDS; et

- (e) ne doit modifier aucun avis ni aucune mention de propriété exclusive, de confidentialité ou autre avis ou mention contenus dans les originaux que la CDS a fournis à l'adhérent, ou les traiter autrement de la manière requise par la CDS.

3.9.5 Dénégation de responsabilité

Certains services et œuvres de la CDS fournis par celle-ci aux adhérents sont tributaires de la réception et de l'utilisation par la CDS de renseignements, y compris l'information sur les valeurs, en provenance de tiers. La CDS signale qu'elle peut concéder aux adhérents le droit d'utiliser les services, les œuvres de la CDS et l'information sur les valeurs, mais qu'autrement, elle ne donne aucune garantie, ne fait aucune déclaration, ni n'impose aucune condition, explicite ou implicite, en réalité ou en droit, à l'égard de l'exactitude, de la justesse, de l'actualité, de l'exhaustivité, de l'enchaînement, de la commercialité ou de la convenance à une fin particulière de tels renseignements, lesquels sont fournis « tels quels » et « dans la mesure où ils sont disponibles ».

Sur présentation d'une demande écrite d'un adhérent, la CDS désignera un tel adhérent à titre de mandataire afin de faire valoir, alors qu'un tel adhérent est un adhérent, tout droit que la CDS pourrait avoir obligeant un tiers fournisseur à honorer les déclarations qu'il a faites à la CDS ou les garanties qu'il a données à la CDS, le cas échéant, SOUS RÉSERVE QUE l'adhérent doit tenir indemne et dédommager la CDS, les propriétaires pour compte, les gardiens et leurs associés, administrateurs, dirigeants, employés et mandataires respectifs, de tous frais engagés, tous dommages-intérêts ou toute perte subis, toute dépense ou toute dette contractée par l'un d'eux, ou toute réclamation présentée contre l'un d'eux (y compris les honoraires d'un conseiller juridique engagé pour le guider ou le défendre en cas de réclamation) ou pouvant découler des mesures prises à la demande de l'adhérent ou d'une mesure entreprise par l'adhérent au nom de la CDS, d'un propriétaire pour compte ou d'un gardien, conformément à la présente Règle 3.9.

3.9.6 Vérification de la conformité

À la demande de la CDS, un adhérent doit, dans un délai raisonnable, présenter à la CDS une déclaration en la forme prescrite, signée par un signataire autorisé pour le compte de l'adhérent, confirmant que l'utilisation, par l'adhérent, des services et des œuvres de la CDS est conforme aux Règles 3.7 et 3.9.

Règle 4.
RESPONSABILITÉ
DÉDOMMAGEMENT

ET

4.1 DÉCLARATION DE L'ADHÉRENT, DÉDOMMAGEMENT ET RESPONSABILITÉ

4.1.1 Responsabilité incombant à l'adhérent à titre de débiteur principal

L'adhérent utilisant un service assume, à titre de débiteur principal, toutes les obligations qui lui incombent relativement à ce service, qu'il agisse pour son propre compte ou pour celui d'une autre personne, qu'il agisse directement pour son propre compte ou par l'entremise d'une autre personne.

4.1.2 Déclarations et garanties de l'adhérent

Un adhérent qui donne instructions à la CDS d'effectuer le dépôt, le retrait, le transfert ou la mise en gage d'une valeur, le paiement ou toute autre transaction déclare et garantit à la CDS et à tous les autres adhérents qu'il a tous les pouvoirs, les droits et l'autorité nécessaires pour faire ou faire faire, par la CDS, le dépôt, le retrait, le transfert, la mise en gage, le paiement ou la transaction conformément à ses instructions.

4.1.3 Dédommagement par l'adhérent relativement aux services en général

L'adhérent tiendra indemne et dédommagera la CDS, les propriétaires pour compte et tous les autres adhérents, de même que leurs associés, administrateurs, fiduciaires, dirigeants, employés et mandataires respectifs, de tous frais engagés par ceux-ci, de tous dommages-intérêts ou de toute perte qu'ils ont subis, de toute dépense ou de toute dette qu'ils ont contractées, ou de toute réclamation qui leur a été faite (y compris les honoraires d'un conseiller juridique engagé pour les guider ou les défendre en cas de réclamation) par suite de l'une des situations suivantes :

- (a) l'interruption, le mauvais fonctionnement ou la perturbation d'un service dans la mesure où ils sont causés, entièrement ou en partie, par une omission ou un acte négligent, imprudent, délibéré, frauduleux ou malhonnête commis par l'adhérent ou son **SCT** ou par l'un des administrateurs, fiduciaires, dirigeants, associés, employés, commis, contractants ou mandataires de l'adhérent ou de son SCT dans le cadre de ses fonctions ou rendu possible par de l'information ou grâce à des occasions dont il aurait pu profiter dans le cadre de ses fonctions;
- (b) la remise à la CDS par l'adhérent ou par son SCT de toute instruction, information ou documentation erronée;
- (c) tout manquement de l'adhérent à ses obligations, déclarations ou garanties en vertu de la Documentation contractuelle.

4.1.4 Dédommagement par l'adhérent relativement aux valeurs

L'adhérent tiendra indemne et dédommagera la CDS, les propriétaires pour compte, les gardiens et tous les autres adhérents, de même que leurs associés, administrateurs, fiduciaires, dirigeants, employés et mandataires respectifs, de tous frais engagés par ceux-ci, tous dommages-intérêts ou toute perte qu'ils ont subis, toute dépense ou toute dette qu'ils ont contractée ou de toute réclamation qui leur a été faite (y compris les honoraires d'un conseiller juridique engagé pour les guider ou les défendre en cas de réclamation) par suite de l'une des situations suivantes :

- (a) le dépôt par l'adhérent d'une valeur viciée;
- (b) la détermination que l'immatriculation des valeurs déposées par l'adhérent au nom de la CDS, d'un propriétaire pour compte ou d'un gardien est ou serait invalide, irrégulière, viciée ou fait ou ferait l'objet d'une opposition ou d'une priorité ou ne peut ou ne pourrait pas être transférée efficacement et légitimement;

- (c) la remise à la CDS par l'adhérent de toute instruction, information ou documentation erronée (que ce soit au sujet d'une valeur, du dépôt ou du retrait d'une valeur ou autre);
- (d) la saisie de données erronées concernant l'identification d'une valeur;
- (e) le fait que les valeurs au compte de l'adhérent soient détenues par la CDS, un propriétaire pour compte ou un gardien ou immatriculées en leur nom, y compris :
 - i. toute dépense relative à la propriété des valeurs, y compris les obligations de paiement liées à la valeur, les obligations de reçus de versement, les appels de versements, les cotisations, les pénalités ou les frais prévus par règlement;
 - ii. des impôts et des taxes (sauf les impôts et les taxes sur le revenu auquel la CDS, le propriétaire pour compte ou le gardien ont droit à titre de bénéficiaires), d'autres frais imposés par des gouvernements et d'autres obligations de déduire ou de retenir les impôts sur les droits et privilèges et d'autres montants relatifs aux valeurs, avec tous les intérêts, pénalités et ajouts s'y appliquant (autres que les intérêts, pénalités ou ajouts imposés en raison d'un manquement de la part de la CDS ou de son mandataire);
 - iii. des pénalités et autres frais imposés par tout gouvernement, organisme de réglementation ou organisme semblable relativement à tout manquement (autre qu'un manquement causé par la CDS ou son mandataire) quant au dépôt de la documentation ou des renseignements requis à l'égard des valeurs;
 - iv. ainsi que toute autre dépense relative à la propriété des valeurs;

mais seulement dans la mesure où ces obligations, appels de fonds, cotisations, frais, pénalités, impôts et taxes ou dépenses se rapportent à une période ou à un événement pendant lequel les valeurs sont détenues pour l'adhérent;
- (f) le fait que la CDS, un propriétaire pour compte ou un gardien se fie à toute déclaration fournie par l'adhérent ou l'utilise, à l'exception d'une déclaration fournie dans la forme et le délai prescrits par la CDS et effectuée selon la méthode prévue par les Règles;
- (g) le manquement de l'adhérent de fournir ou de faire en sorte que soit fournie la déclaration requise;
- (h) l'enregistrement d'une opération à un SCT de l'adhérent ou la réception d'une opération d'un SCT de l'adhérent;
- (i) l'achat, la vente, le rachat ou l'annulation de valeurs par l'émetteur, conformément aux directives contenues dans la déclaration fournie par l'adhérent;
- (j) tout manquement de l'adhérent à ses obligations, déclarations ou garanties en vertu de la Documentation contractuelle.

Si les valeurs desquelles découle l'obligation de dédommagement énoncée au paragraphe (e) ci-dessus avaient été :

- a. soumises à un compte d'offre au moment où la perte, les dommages, les frais, les dépenses, la responsabilité ou la réclamation devant faire l'objet d'un dédommagement sont survenus, alors, aux fins de la présente Règle, l'adhérent soumissionnaire est responsable d'un tel dédommagement comme si de telles valeurs étaient détenues à son compte de valeurs; ou

- b. mises en gage dans un compte de garantie de l'adhérent gagiste au moment où la perte, les dommages, les frais, les dépenses, la responsabilité ou la réclamation devant faire l'objet d'un dédommagement sont survenus, alors, aux fins de la présente Règle, l'adhérent constituant du gage est responsable d'un tel dédommagement comme si de telles valeurs étaient détenues dans son compte de valeurs.

4.1.5 Dédommagement par l'adhérent relativement aux réclamations contre la CDS et les propriétaires pour compte

(i) Dédommagement

Chaque adhérent tiendra indemne et dédommagera, conformément à la présente Règle 4.1.5, chaque personne dédommée de et contre toute réclamation faisant l'objet d'un dédommagement engagée par ou subie par, ou imputée à, toute personne dédommée qui lui est faite par toute personne..

Dans la présente Règle 4.1.5 :

« **personne dédommée** » désigne la CDS et ses propriétaires pour compte, ainsi que leurs administrateurs, dirigeants, employés et associés respectifs.

« **réclamation faisant l'objet d'un dédommagement** » désigne toute perte, toute dépense, toute dette contractée, tous dommages-intérêts ou frais ou toute réclamation (y compris les honoraires d'un conseiller juridique engagé pour guider ou défendre en cas de réclamation) qui découlent d'un service ou qui sont reliés à un service, et qui :

- (a) sont décrits à la Règle 4.1.3 ou à la Règle 4.1.4; ou
- (b) qui se rapportent :
 - i. à des valeurs détenues par la CDS pour l'adhérent;
 - ii. à des mesures prises ou omises par la CDS relativement aux valeurs détenues pour l'adhérent au moment où ces mesures ont été prises ou omises; ou
 - iii. à l'enregistrement d'une opération à un SCT ou à la réception d'une opération d'un SCT selon les instructions d'un adhérent.

(ii) Direction du litige

La CDS doit fournir à l'adhérent un avis de toute affaire dans laquelle une personne dédommée peut exiger un dédommagement de l'adhérent et expliquer à l'adhérent en quoi la réclamation faisant l'objet d'un dédommagement concerne l'obligation de celui-ci d'assurer le dédommagement. La personne dédommée et l'adhérent doivent collaborer entièrement l'un avec l'autre relativement à l'enquête, la négociation, le règlement ou la défense touchant la réclamation faisant l'objet d'un dédommagement.

La CDS doit donner à l'adhérent la possibilité de contester la réclamation faisant l'objet d'un dédommagement, aux frais de l'adhérent, s'il fournit une assurance de paiement (jugée acceptable par la CDS à sa seule discrétion) pour tous dommages-intérêts ou toute perte qu'elle peut subir, toute dépense ou toute dette qu'elle peut contracter, tout montant adjudé qui peut lui être réclamé ou toute réclamation qui peut lui être faite par suite d'une telle procédure. L'adhérent qui assure le dédommagement dirige le litige pourvu que la CDS puisse, à ses frais, choisir d'être représentée séparément par son avocat ou d'assumer la direction du litige. L'obligation de l'adhérent de tenir

indemne la CDS ne doit pas être affectée par le fait que cette dernière exerce son droit d'être représentée ou de diriger le litige.

(iii) Règlement

L'adhérent ou la CDS s'informent mutuellement si l'un ou l'autre reçoit ou propose de faire une offre de règlement relativement à la réclamation faisant l'objet d'un dédommagement.

Si l'adhérent propose de faire ou d'accepter un règlement pour une réclamation faisant l'objet d'un dédommagement, il doit en donner avis à la CDS et celle-ci peut accepter le règlement ou décider de poursuivre la procédure. Si la CDS décide de poursuivre la procédure, elle ne tente pas d'obtenir de dédommagement de l'adhérent pour le montant de l'excédent du règlement définitif ou du montant adjugé sur le montant du règlement proposé par l'adhérent.

Si la CDS propose de faire une réclamation faisant l'objet d'un dédommagement ou d'accepter un règlement d'une réclamation faisant l'objet d'un dédommagement, elle doit en donner avis à l'adhérent et celui-ci peut accepter le règlement ou décider de poursuivre la procédure. L'adhérent peut décider de poursuivre la procédure seulement s'il fournit une assurance supplémentaire, exigée par la CDS à sa seule discrétion, pour tous dommages-intérêts ou toute perte qu'elle peut subir, toute dépense ou toute dette qu'elle peut contracter, tout montant adjugé qui peut lui être réclamé ou toute réclamation qui peut lui être faite par suite d'une telle procédure. Si l'adhérent décide de poursuivre la procédure, il est le seul responsable du règlement ou du montant adjugé définitif.

4.2 RESPONSABILITÉ DE LA CDS ET DÉDOMMAGEMENT

4.2.1 Responsabilité de la CDS à l'égard des adhérents seulement

Aucune responsabilité n'incombe à la CDS à l'égard d'une personne autre qu'un adhérent relativement à l'exploitation des services (y compris tout client de l'adhérent, toute personne au nom de qui un adhérent agit à quelque titre que ce soit ou toute personne faisant une réclamation par l'entremise ou auprès de cette personne).

4.2.2 Assurance

La CDS doit maintenir en vigueur une assurance dont les montants et les garanties sont conformes à la décision du conseil d'administration. Les contrats et polices d'assurance doivent être à la disposition de l'adhérent aux fins d'examen, au siège social de la CDS pendant les heures de bureau normales, n'importe quel jour ouvrable dans la ville où est situé le siège social. Si le capital assuré ou la garantie sont réduits d'un montant qu'elle juge important, à sa seule discrétion, la CDS doit en informer les adhérents.

4.2.3 Responsabilité de la CDS pour une perte subie par un adhérent

La CDS est responsable envers l'adhérent ou les adhérents de toute perte subie par un adhérent, sous réserve des restrictions énoncées à la Règle 4.2.7 et à la Règle 4.2.9.

Dans la présente Règle 4.2.3, le terme « **perte subie par un adhérent** » désigne tous frais engagés par l'adhérent ou les adhérents, tous dommages-intérêts ou toute perte qu'ils ont subis, toute dépense ou toute dette qu'ils ont contractée, ou toute réclamation qui leur a été faite (sauf une perte de valeurs, telle qu'elle est définie à la Règle 4.2.4) au terme de leur adhésion à un service mais seulement dans les cas où ceci serait causé par un acte ou une omission de la CDS ou de l'un de ses administrateurs, dirigeants, employés, mandataires ou contractants dans le cadre de leurs fonctions ou rendu possible par de l'information ou grâce à des occasions dont ils auraient

pu profiter dans le cadre de leurs fonctions. Ni la DTC, ni la NSCC, ni un SCT n'est considéré comme un mandataire de la CDS aux fins de la présente Règle 4.2.3.

Nonobstant ce qui précède, la CDS n'est pas responsable envers ses adhérents de toute perte subie par un adhérent pour laquelle l'adhérent est tenu d'assurer le dédommagement conformément aux Règles 4.1, 10.2 et 10.7 ni de toute perte subie par un adhérent découlant des services de livraison.

4.2.4 Responsabilité de la CDS pour la perte de valeurs

À la demande de l'adhérent, la CDS doit lui livrer les valeurs qu'elle détient pour lui tel qu'il est indiqué dans ses registres pour les comptes de valeurs de l'adhérent. La CDS doit s'acquitter de cette obligation sous réserve de ce qui suit :

- (a) les modalités d'émission des valeurs;
- (b) les limites, restrictions ou conditions de retrait imposées conformément aux Règles;
- (c) les sûretés accordées selon les Règles; et
- (d) les droits d'une caution de virer les valeurs des comptes de l'adhérent.

La CDS est responsable envers un ou des adhérents de la perte de valeurs, sous réserve des restrictions énoncées à la Règle 4.2.7 et à la Règle 4.2.9.

Aux fins de la présente Règle 4.2.4, « **perte de valeurs** » désigne toute circonstance dans laquelle la CDS ne pourrait assurer la livraison, conformément à ce qui précède, à un ou des adhérents des valeurs qu'elle détient pour eux, en conséquence de ce qui suit :

- a. le vol, la destruction ou la disparition mystérieuse de tout certificat ou de tout autre acte attestant l'existence des valeurs;
- b. la détermination qu'une valeur est viciée; ou
- c. la détermination que l'immatriculation d'une valeur au nom de la CDS, d'un propriétaire pour compte, d'un gardien ou d'un propriétaire pour compte d'un gardien est invalide, irrégulière ou viciée, fait l'objet d'une opposition ou d'une priorité, ou ne peut pas être transférée effectivement et légitimement.

Nonobstant ce qui précède, la CDS n'est pas responsable envers un adhérent de toute perte de valeurs subie par l'adhérent pour laquelle l'adhérent est tenu d'assurer le dédommagement conformément à la Règle 4.1. Pour plus de certitude, la perte ou l'endommagement de tout envoi effectué par un adhérent au moyen des services de livraison n'est pas une perte de valeurs.

La présente Règle 4.2.4 ne s'applique qu'au CDSX et ne s'applique pas aux services transfrontaliers.

4.2.5 Quote-part de la perte

(i) Répartition de la perte et du recouvrement

Si plus d'un adhérent est touché par une perte subie par un adhérent ou par une perte de valeurs :

- (a) la CDS calcule la quote-part du total de la perte de chaque adhérent;

- (b) le montant net que la CDS attribue à chaque adhérent correspond à la proportion de la quote-part de chaque adhérent dans la perte totale subie par l'adhérent ou de la perte de valeurs totale; et
- (c) le montant net recouvré par la CDS sera payable à chaque adhérent dans la même proportion que celle de la quote-part de chaque adhérent dans la perte totale subie par l'adhérent ou de la perte de valeurs totale.

(ii) Perte de valeurs

Tel que prescrit à la Règle 6.4.5, les valeurs détenues pour les adhérents et qui portent le même identificateur de valeur forment un ensemble fongible, de sorte que toute unité d'une de ces valeurs est l'équivalent fonctionnel de toute unité semblable de cette valeur.

Aux fins de calcul de sa quote-part de la perte de valeurs :

- (a) chaque adhérent sera réputé détenir aux date et heure d'entrée en vigueur, un intérêt dans chaque immatriculation, certificat ou autre titre attestant l'existence d'une ou de plusieurs valeurs détenues au service de dépôt, ce qui équivaut à l'intérêt qu'il détient dans l'ensemble des immatriculations, certificats ou autres titres attestant l'existence des valeurs qui portent le même identificateur de valeur;
- (b) les adhérents qui ont un intérêt dans des valeurs détenues par le service de dépôt et qui portent le même identificateur de valeur que celui des valeurs auquel une perte de valeurs se rapporte seront touchés de façon semblable;
- (c) l'intérêt de chaque adhérent sera de proportion égale à celle de la quantité de cette valeur que la CDS détient pour le compte de l'adhérent, au service de dépôt, aux heure et date d'entrée en vigueur par rapport à la quantité de cette valeur particulière détenue pour tous les adhérents au service de dépôt à ce moment précis.

4.2.6 Date et heure de la perte

Le conseil d'administration, en agissant raisonnablement au meilleur des intérêts de la CDS et des adhérents de manière générale, établit les date et heure d'entrée en vigueur utilisées pour le calcul du montant de la perte subie par un adhérent ou de la perte de valeurs et pour le calcul de la quote-part de chaque adhérent.

4.2.7 Limitation du recouvrement destiné à l'adhérent

En cas de perte subie par un adhérent ou de perte de valeurs, la CDS doit faire une demande de règlement aux termes de la police d'assurance appropriée et à toute personne qui est responsable de la perte subie par l'adhérent ou de la perte de valeurs, ou des deux, si elle juge qu'il est commercialement raisonnable de le faire.

Le montant maximum total payable par la CDS à tous les adhérents pour une perte subie par un adhérent ou une perte de valeurs sera le montant net recouvré par la CDS auprès de ses assureurs ou de toute autre personne, le cas échéant, relativement à cette perte subie par l'adhérent ou perte de valeurs.

4.2.8 Attribution du paiement à même les réserves

Si le paiement effectué par la CDS aux adhérents conformément à la Règle 4.2.7 est inférieur au montant total nécessaire pour compenser la perte totale subie par un adhérent ou la perte de valeurs subie par les adhérents, le conseil d'administration pourra décider, à sa seule discrétion,

d'affecter une partie ou la totalité des bénéfices non répartis et des réserves pour éventualités de la CDS pour couvrir, en totalité ou en partie, la différence. Le conseil d'administration décidera de procéder ainsi s'il juge que cette mesure est nécessaire pour protéger les intérêts de la CDS et de tous les adhérents et préserver l'intégrité de tous les services.

4.2.9 Limitation de la responsabilité de la CDS

La CDS ne sera responsable envers aucun adhérent à l'égard de ce qui suit :

- (a) une occasion ratée, la perte de profit, de marché, d'achalandage, d'intérêt ou d'utilisation d'argent ou de valeurs, les frais qu'il a engagés, les dommages-intérêts ou la perte qu'il a subis, la dépense ou la dette qu'il a contractée ou la réclamation qui lui a été faite de façon extraordinaire ou indirecte (désignés collectivement, « perte conséquente »), attribuables à un service, dont une perte conséquente attribuable ou liée à une perte subie par un adhérent ou une perte de valeurs; et
- (b) de dommages-intérêts ou de pertes qu'il a subis, de dépenses ou de dettes qu'il a contractées ou de réclamations qui lui ont été faites découlant d'une mesure prise par la CDS, conformément à une directive légale dictée par un organisme de réglementation régissant la CDS.

Le montant payable par la CDS pour une perte subie par un adhérent ou pour une perte de valeurs est limité au montant payable conformément à la Règle 4.2.7 et ne doit en aucun cas dépasser ce montant, même si la perte subie par l'adhérent ou la perte de valeurs est occasionnée par ce qui suit ou y est liée :

- (a) l'inexécution par la CDS de ses obligations (y compris une obligation fondamentale) aux termes de la Documentation contractuelle; ou
- (b) un acte frauduleux, imprudent, mal intentionné ou une négligence de la CDS ou de l'un de ses administrateurs, dirigeants, employés, mandataires ou contractants;

et ce, que la CDS ait été informée ou non de la possibilité de telles pertes et qu'elle ait pu les prévoir ou non.

4.2.10 Exclusion de responsabilité personnelle de la CDS et du propriétaire pour compte

Aucun propriétaire pour compte, associé, administrateur, dirigeant, employé ou mandataire de la CDS ou propriétaire pour compte ne sera responsable personnellement envers l'adhérent d'un acte ou d'une omission concernant les services sauf s'il s'agit d'un acte frauduleux du particulier visé; l'exclusion de responsabilité personnelle d'un particulier n'a aucune incidence sur la responsabilité de la CDS pour une perte subie par un adhérent ou pour une perte de valeurs.

4.3 GROUPE DE DÉBIT ET POSITION À DÉCOUVERT

4.3.1 Perte de valeurs attribuable à l'adhérent

S'il se produit une perte de valeurs et que le montant net récupéré par la CDS, conformément à la Règle 4.2.7 ne suffit pas à compenser la totalité de la perte de valeurs, la CDS sera incapable de livrer des valeurs aux adhérents conformément à la Règle 4.2.4. Dans un tel cas, si la perte de valeurs a été causée par l'adhérent (par exemple, en effectuant un dépôt vicié), la CDS peut, à sa seule discrétion, débiter la quantité de valeurs nette n'ayant pas été récupérée de la perte de valeurs du compte de valeurs de l'adhérent ayant causé la perte de valeurs. Un tel débit peut résulter en un solde négatif du compte de valeurs de l'adhérent, créant ainsi une position à découvert.

4.3.2 Groupe de débit pour la perte de valeurs

S'il se produit une perte de valeurs et que le montant net récupéré par la CDS conformément à la Règle 4.2.7 ne suffit pas à compenser la totalité de la perte de valeurs, la CDS sera incapable de livrer les valeurs aux adhérents conformément à la Règle 4.2.4. Dans un tel cas, et attendu que la perte de valeurs n'a pas été causée par l'adhérent, tel que décrit à la Règle 4.3.1 (par exemple, si la perte est attribuable au vol par un employé de la CDS ou que la cause ne peut être établie, comme dans le cas de la disparition mystérieuse de certificats de valeurs), la CDS :

- (a) établit un groupe de débit dont les membres sont tous des adhérents qui, dans leur compte de valeurs respectif, détiennent des valeurs portant le même identificateur de valeur que celui des valeurs perdues;
- (b) débite du compte de valeurs respectif de tous les adhérents qui sont membres du groupe de débit leur quote-part respective de la quantité de valeurs nette attribuable à la perte de valeurs n'ayant pas été récupérée; et
- (c) explique le motif de ces mesures aux adhérents.

Un tel débit peut résulter en un solde débiteur du compte de valeurs de l'adhérent, créant ainsi une position à découvert.

Si des valeurs portant le même identificateur de valeur que celui des valeurs perdues ont été soumises à un compte d'offre, alors de telles valeurs sont transférées du compte d'offre au compte de valeurs de l'adhérent soumissionnaire qui devra devenir membre du groupe de débit, et la CDS exercera ses droits de débiter le compte de valeurs de l'adhérent soumissionnaire.

Il est entendu qu'un agent dépositaire ne doit pas être membre d'un groupe de débit.

4.3.3 Exclusion de la Banque du Canada du groupe de débit

Si les valeurs que la CDS ne peut livrer sont des valeurs du gouvernement du Canada :

- (a) la Banque du Canada ne sera pas considérée comme un membre du groupe de débit, tel que décrit à la Règle 4.3.2, à l'égard de la perte de valeurs;
- (b) la CDS ne devra débiter aucun compte de valeurs tenu pour la Banque du Canada; et
- (c) la quote-part de la perte de valeurs sera déterminée pour chaque autre adhérent en ne tenant pas compte des valeurs détenues pour la Banque du Canada, de façon à ce que la Règle 4.2.5(ii)(c) se lise comme suit :

L'intérêt de chaque adhérent formera par rapport aux intérêts de tous les adhérents une proportion égale à celle de la quantité de cette valeur donnée, détenue pour l'adhérent par la CDS au service de dépôt aux date et heure d'entrée en vigueur, par rapport à la quantité totale de cette valeur donnée détenue pour le compte de tous les adhérents autres que la Banque du Canada au service de dépôt à ce moment.

4.3.4 Position à découvert découlant d'une perte de valeurs

Si une position à découvert est engendrée lorsque la CDS débite un compte de valeurs, conformément à la Règle 4.3.1 ou la Règle 4.3.2, la CDS peut prendre les mesures décrites à la Règle 6.2.10 pour traiter une position à découvert. Si un adhérent ne respecte pas ses obligations relativement à une position à découvert et est suspendu, il sera alors considéré comme un adhérent défaillant, et les autres membres du groupe de crédit de catégorie de l'adhérent défaillant

sont responsables du paiement devant être versé à la CDS pour cette défaillance, conformément à la Règle 5. Le groupe de crédit de catégorie pertinent est le groupe de crédit de catégorie auquel appartenait l'adhérent défaillant au moment de l'occurrence de la suspension, ou si l'adhérent défaillant n'était plus adhérent à l'occurrence de la suspension, le groupe de crédit de catégorie responsable est celui auquel l'adhérent appartenait immédiatement avant de cesser d'être un adhérent. Si l'adhérent défaillant est un emprunteur, le groupe de crédit de catégorie est le fonds commun de garantie des emprunteurs ou le groupe de crédit de catégorie des emprunteurs non contribuants pour les règlements en dollars canadiens, selon le cas.

4.3.5 Application de la Règle

La présente Règle 4.3 ne s'applique qu'au CDSX et ne s'applique pas aux services transfrontaliers.

Règle 5. GESTION DES RISQUES

5.1 CADRE DE GESTION DES RISQUES

5.1.1 Processus de gestion du risque de défaillance

La CDS a recours à certains processus afin de gérer le risque de défaillance relatif à un adhérent aux services. De tels mécanismes comprennent :

- (a) le contrôle par la CDS de l'état et des activités des adhérents;
- (b) l'exercice des droits de rétention et de compensation de la CDS;
- (c) l'application de plafonds de fonctionnement, par la CDS, afin d'établir des limites pour les transactions qui peuvent être effectuées par l'adhérent;
- (d) l'exigence pour les adhérents de donner une garantie en fonction de leurs obligations envers la CDS ou un autre adhérent, au moyen d'un gage ou d'une sûreté sur les biens donnés en garantie, ou des deux, au profit de la CDS, y compris une garantie particulière, une garantie du service de règlement, des contributions à un fonds, des contributions au fonds de liquidité supplémentaire, des contributions à un fonds commun de garantie, une garantie particulière aux services transfrontaliers et des contributions au fonds de service de liaison;
- (e) l'utilisation, par la CDS, de marges de crédit, de groupes de crédit de fonds, de groupes de crédit de catégorie et de groupes de crédit de fonds de service de liaison garantissant le paiement des obligations des adhérents envers la CDS;
- (f) l'application, par la CDS, de vérifications prérèglement, à chaque transaction prérèglement; et
- (g) le recouvrement et le paiement de cotes relatives aux obligations de la contrepartie centrale.

5.1.2 Mesures de gestion des risques prises par la CDS

Nonobstant les droits de la CDS en vertu de la Règle 9, la CDS peut, en agissant de bonne foi et conformément aux Règles, prendre des mesures pour s'assurer que l'adhérent respecte ses obligations envers la CDS, lorsque cette dernière considère de telles mesures nécessaires afin de protéger les intérêts de la CDS et d'autres adhérents. Les mesures de gestion des risques que la CDS peut prendre comprennent les suivantes :

- (a) exiger de l'adhérent qu'il verse des contributions supplémentaires à tout fonds ou à tout fonds de service de liaison dont il est membre, conformément à la Règle 5.7.8 ou à la Règle 10.6.4;
- (b) exiger de l'adhérent qu'il verse un montant supplémentaire au titre d'une garantie particulière ou d'une garantie particulière aux services transfrontaliers, conformément à la Règle 5.2.3 ou à la Règle 10.5.3;
- (c) réduire le plafond de fonctionnement de l'adhérent, conformément à la Règle 5.4;
- (d) ne plus permettre à l'adhérent d'utiliser une fonctionnalité du système de toute fonction ou de tout service, conformément à la Règle 2.10.1;
- (e) exiger de l'adhérent qu'il fournisse, si la CDS en fait la demande, suffisamment d'information et dans la forme qu'elle juge acceptable, permettant de démontrer que

l'adhérent jouit d'une situation financière et de capacités d'exploitation satisfaisantes, y compris de l'information relative à ses activités et à ses pratiques en matière de gestion des risques qui sont associés aux services qu'il utilise pour le compte d'une ou de plusieurs autres personnes, sous réserve toutefois que pareille information financière et d'exploitation remise à la CDS soit assujettie à la Règle 3.7 et aux lois et aux règlements ainsi qu'aux règles applicables des organismes de réglementation ayant compétence à l'égard de l'adhérent et qui portent sur la confidentialité des registres; ou

- (f) prendre toutes autres mesures que la CDS juge acceptables et conformes aux Règles, et ce, à sa seule discrétion.

Afin d'évaluer les risques éventuels touchant la CDS et les services, la CDS supervise les transactions, les obligations de règlement et les activités d'un adhérent au sein du système. La CDS peut tenir compte de toute information pertinente, y compris la stabilité financière ou le statut réglementaire de l'adhérent, le montant de ses obligations envers la CDS, la volatilité, la liquidité, la concentration du marché ou le flottant de toute émission de valeurs détenues ou devant être livrées à l'adhérent ou devant être reçues par lui, et de tout autre facteur que la CDS juge pertinent.

5.1.3 Droits de rétention et de compensation

Nonobstant toute disposition contraire des Règles, la CDS peut, en tout temps et à sa seule discrétion, si cela est jugé nécessaire afin de protéger l'intégrité financière du système :

- (a) retenir les fonds que la CDS doit à l'adhérent ou qui sont détenus dans tout compte de la CDS qui sont désignés pour l'adhérent ou dans tout compte de l'adhérent tenu par la CDS (y compris tout montant versé à titre de contributions à un fonds, à un fonds commun de garantie, à un fonds de liquidité supplémentaire ou à titre de garantie particulière), tous fonds détenus dans ses comptes de fonds ainsi que les intérêts, dividendes ou revenus reçus par la CDS sur les garanties consenties par un adhérent, tous fonds mis en gage au profit de l'adhérent et détenus dans ses comptes de garantie restreints (sous réserve des droits de l'adhérent constituant du gage de racheter de tels fonds) et tous fonds qu'il a mis en gage et qui sont enregistrés dans ses comptes de mise en gage et détenus dans les comptes de garantie de l'adhérent gagiste (sous réserve des droits de l'adhérent gagiste portant sur ces fonds et ces valeurs), affectés à l'acquittement total ou partiel de toutes les obligations dues et payables par l'adhérent à la CDS découlant de la Convention d'adhésion, qu'elles concernent ou non le service pour lequel les fonds sont détenus ou pour lequel le compte est tenu;
- (b) utiliser le solde créditeur d'un compte de fonds de tout grand livre tenu par la CDS pour un adhérent afin de compenser un solde débiteur d'un compte de fonds de tout grand livre tenu par la CDS pour ce même adhérent ou de compenser toute obligation découlant de la Convention d'adhésion due et payable par l'adhérent à la CDS. La CDS peut exercer son droit de rétention et son droit de compensation, sans égard à la monnaie dans laquelle les fonds, l'obligation ou le solde du compte de fonds peuvent être libellés.

5.1.4 Restrictions visant à limiter les pertes éventuelles subies par la CDS

La CDS adopte diverses mesures de contrôle du risque, y compris les vérifications prérèglement énoncées à la Règle 5.15.1, pour limiter les pertes éventuelles que la CDS pourrait subir si un adhérent se retrouve en situation de défaillance et omet de s'acquitter de ses obligations envers la CDS.

- (i) Valeurs — vérification des valeurs

Le règlement d'une transaction d'un adhérent peut exiger que de l'adhérent livre des valeurs. Une livraison est effectuée au moyen d'une écriture au compte de valeurs de l'adhérent. Une opération ne peut être réglée si le règlement entraîne un solde débiteur dans le compte de valeurs.

(ii) Utilisation des marges de crédit et des plafonds de fonctionnement — vérification des fonds

Le règlement d'une transaction d'un adhérent peut exiger que l'adhérent effectue un paiement, qui est effectué au moyen d'une écriture au compte de fonds de l'adhérent. Un solde débiteur au compte de fonds au terme du règlement fait état d'une obligation due par l'adhérent à la CDS. Une écriture de débit peut être tirée :

- (a) du montant du plafond de fonctionnement de l'adhérent alloué au compte de fonds de ce grand livre, en tel cas les autres membres du groupe de crédit de catégorie dont fait partie l'adhérent garantissent le paiement à la CDS du montant tiré du plafond de fonctionnement;
- (b) d'une marge de crédit établie pour l'adhérent, en tel cas la caution qui a établi la marge de crédit garantit le paiement à la CDS du montant tiré de la marge de crédit.

Une transaction ne peut être réglée si la valeur absolue du solde débiteur résultant du compte de fonds (cotes non comprises) excède la portion non utilisée :

- a. du plafond de fonctionnement attribué à ce compte de fonds; et
- b. de toute marge de crédit établie pour ce grand livre.

Certaines écritures de débit (y compris les cotes et les frais de position à découvert) n'ont pas pour conséquence un retrait sur un plafond de fonctionnement ou une marge de crédit.

(iii) Sûretés et VGG — vérification de la VGG

Pour garantir ses obligations en vertu de toute marge de crédit ou de tout plafond de fonctionnement, un adhérent accorde une sûreté sur certains biens donnés en garantie, y compris sur des valeurs détenues dans ses comptes à risque. La CDS calcule la VGG pour chaque grand livre de l'adhérent comprenant une valeur pour les titres détenus dans de tels comptes à risque et passe une écriture faisant état du solde de la VGG pour ce grand livre.

Une opération n'est pas réglée si la valeur absolue du solde débiteur résultant du compte de fonds (cotes non comprises) excède la VGG résultante de ce grand livre.

5.2 TERMES ET CONCEPTS

5.2.1 Groupes de crédit

(i) Groupe de crédit d'un fonds

L'adhérent qui utilise une fonction ou un service est un membre du fonds pour cette fonction ou ce service. Le membre du fonds convient de garantir le paiement, à la CDS, de sa quote-part des cotes et des obligations de la contrepartie centrale qu'un adhérent défaillant membre du fonds doit relativement à son utilisation de la fonction ou du service.

(ii) Groupe de crédit de catégorie

L'adhérent d'une catégorie d'adhérents donnée, dont il est traité à la Règle 2.4, est membre du groupe de crédit de catégorie pour cette catégorie. Le membre de ce groupe de crédit de catégorie

convient de garantir, à la CDS, le paiement de sa quote-part des obligations qu'un adhérent défaillant membre du groupe de crédit de catégorie doit (à l'exception de ce qui concerne les cotes et les montants tirés d'une marge de crédit).

(iii) Groupe de crédit de fonds de service de liaison

Chaque adhérent utilisant un service de liaison est un membre du groupe de crédit de fonds de service de liaison pour ce service de liaison.

Chaque membre du groupe de crédit du fonds de service de liaison accepte de payer à la CDS sa quote-part des obligations qu'un adhérent défaillant membre du groupe doit en raison de son utilisation de ce service de liaison.

(iv) Contributions

Chaque adhérent verse des contributions au groupe de crédit duquel il est membre, conformément à la présente Règle 5.

5.2.2 Catégories de garanties

Selon les Règles, un adhérent peut être tenu de mettre en gage une garantie ou de consentir une sûreté sur cette garantie, ou les deux, à la CDS et, dans certains cas, à un autre adhérent afin d'assurer l'exécution de ses obligations envers la CDS ou un autre adhérent relativement à certains services rendus à l'adhérent.

Les garanties peuvent se présenter sous la forme des catégories définies suivantes :

- (a) garantie particulière, définie à la Règle 5.2.3;
- (b) garantie du service de règlement, définie à la Règle 5.2.4;
- (c) garantie du groupe de crédit de catégorie, définie à la Règle 5.2.5;
- (d) contribution à un fonds et contribution au fonds de service de liaison, définies à la Règle 5.7.2 et à la Règle 10.6.3 respectivement;
- (e) contribution de liquidité supplémentaire, définie à la Règle 5.8;
- (f) contribution au fonds commun de garantie, définie à la Règle 5.10;
- (g) garantie relative aux services transfrontaliers et garantie particulière aux services transfrontaliers, définies à la Règle 10.5.1 et à la Règle 10.5.3 respectivement;
- (h) cote relative aux obligations de la partie centrale définie à la Règle 7.

5.2.3 Garantie particulière

Une garantie particulière désigne des garanties d'une valeur déterminée qu'un adhérent a mise en gage à la CDS conformément à une demande de la CDS de mettre en gage une garantie particulière. La CDS peut demander à un adhérent de mettre en gage une garantie particulière si elle détermine, à sa seule discrétion, qu'il est prudent d'obtenir cette mise en gage pour assurer l'exécution en bonne et due forme des obligations de l'adhérent envers la CDS.

5.2.4 Garantie du service de règlement

Une **garantie du service de règlement** désigne, en ce qui concerne un adhérent, les garanties suivantes :

- (a) toutes les valeurs des comptes généraux de l'adhérent, de tous ses grands livres;
- (b) toutes les valeurs et tous les fonds dans les comptes de garantie restreints de l'adhérent, de tous ses grands livres, sous réserve du droit de l'adhérent gagiste de les racheter;
- (c) toutes valeurs et tous fonds figurant comme inscription-mémoire dans les comptes de mise en gage de l'adhérent, de tous ses grands livres, que l'adhérent constituant du gage a mis en gage;
- (d) si l'adhérent est une caution, toutes les valeurs grevées par l'emprunteur afin de garantir une obligation qui est due à l'adhérent relativement à une marge de crédit établie par l'adhérent;
- (e) toutes les valeurs de type L livrées par l'adhérent à la Banque du Canada conformément à la Règle 8;
- (f) tous les dividendes, intérêts, toutes les sommes dues à l'échéance, tous les remboursements de capital et autres droits et privilèges et produits découlant de ces valeurs.

5.2.5 Garantie du groupe de crédit de catégorie

Une **garantie du groupe de crédit de catégorie** désigne, en ce qui concerne un adhérent, les garanties suivantes :

- (a) sa contribution au fonds commun de garantie;
- (b) sa garantie du service de règlement; et
- (c) tous les dividendes, intérêts, toutes les sommes dues à l'échéance, tous les remboursements de capital et autres droits et privilèges et produits découlant de ces valeurs.

5.2.6 Plafond de fonctionnement

La CDS établira un plafond de fonctionnement conformément à la présente Règle 5 pour chaque adhérent détenant un plafond de fonctionnement. Chaque prêteur, agent de règlement et emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs est un adhérent détenant un plafond de fonctionnement.

Le règlement d'une transaction d'un adhérent peut entraîner une demande de paiement de fonds de la part de l'adhérent au profit de la CDS ou d'un autre adhérent, lequel est effectué au moyen d'une inscription au compte de fonds de l'adhérent. Tout solde débiteur en découlant dans le compte de fonds fait état d'une obligation de l'adhérent envers la CDS. En cas d'insuffisance de fonds dans le compte de fonds de l'adhérent pour régler une transaction, l'adhérent peut utiliser tout montant disponible de son plafond de fonctionnement attribué à son compte de fonds dans ce grand livre, à la condition que le règlement de la transaction remplisse les exigences de la vérification prérèglement énoncées à la Règle 5.15. Si un montant du plafond de fonctionnement de l'adhérent est utilisé pour régler une transaction, les autres membres du groupe de crédit dont

l'adhérent est membre conviennent de garantir le paiement de ce montant tiré du plafond de fonctionnement à la CDS.

5.2.7 Marges de crédit

Dans la mesure permise par la Règle 5.5, un adhérent, agissant à titre de caution, peut établir une marge de crédit pour un autre adhérent, à titre de bénéficiaire, afin de remplir certaines obligations de paiement du bénéficiaire conformément aux Règles.

En cas d'insuffisance de fonds dans le compte de fonds d'un adhérent pour régler une transaction et si le montant total disponible en fonction du plafond de fonctionnement de l'adhérent est épuisé, l'adhérent pourra tirer des fonds d'une marge de crédit établie à son nom, pourvu que le règlement de la transaction remplisse les exigences de la vérification prérèglement. Le cas échéant, la caution de la marge de crédit garantit le paiement à la CDS pour le montant tiré de la marge de crédit.

5.3 EXCEPTIONS À LA RÈGLE APPLICABLE AUX ADHÉRENTS

5.3.1 Banque du Canada

La Banque du Canada n'est pas assujettie aux exigences juridiques établies dans la présente Règle et, plus particulièrement, la Banque du Canada :

- (a) n'accorde à la CDS aucun droit de rétention ou de compensation;
- (b) n'utilise pas de marge de crédit;
- (c) n'est pas membre d'un groupe de crédit de fonds;
- (d) n'est pas membre d'un groupe de crédit de catégorie;
- (e) ne verse aucune contribution à un fonds, à un fonds de liquidité supplémentaire ou à un fonds commun de garantie;
- (f) ne concède aucune sûreté à la CDS;
- (g) ne détient aucun plafond de fonctionnement qui limite ses transactions;
- (h) n'est pas tenue de remplir les exigences de vérification de la VGG.

5.3.2 Agents des transferts adhérents, adhérents au service NELTC et adhérents au service ACT

Nonobstant toute disposition contraire de la présente Règle 5, aucun agent des transferts adhérent, adhérent au service NELTC et adhérent au service ACT :

- (a) n'accorde ni n'utilise de marge de crédit;
- (b) n'est membre d'un groupe de crédit de fonds;
- (c) n'est membre d'un groupe de crédit de catégorie;
- (d) ne verse de contribution à un fonds, à un fonds de liquidité supplémentaire ou à un fonds commun de garantie;

- (e) ne met de garantie en gage ni ne consent de sûretés en garantie à la CDS ou à un autre adhérent;
- (f) ne détient un plafond de fonctionnement limitant ses transactions;
- (g) n'est tenu de remplir les exigences de la vérification de la VGG.

Un adhérent au service ACT qui n'est pas un adhérent au service NELTC ou un agent des transferts adhérent ne peut pas utiliser le CDSX.

5.4 PLAFOND DE FONCTIONNEMENT

5.4.1 Établissement d'un plafond de fonctionnement

Au moment où l'adhérent présente une demande de classement dans une catégorie d'adhérents qui sont des adhérents détenant un plafond de fonctionnement, l'adhérent doit remettre à la CDS l'information requise permettant de calculer son produit d'évaluation afin d'établir le plafond de fonctionnement. Un demandeur qui fait une demande d'adhésion à titre d'agent de règlement ou d'emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs doit informer la CDS et les autres membres de son groupe de crédit de catégorie proposé, du montant qu'il entend choisir comme plafond de fonctionnement, conformément à la Règle 5.4.3. Après l'acceptation et le classement de l'adhérent, la CDS fixera le plafond de fonctionnement de l'adhérent.

Si l'adhérent détenant un plafond de fonctionnement effectue des transactions libellées en dollars canadiens, un plafond de fonctionnement libellé en dollars canadiens peut être établi; s'il effectue aussi des transactions en dollars américains, un plafond de fonctionnement distinct libellé en dollars américains peut être établi. Un adhérent détenant un plafond de fonctionnement qui est un emprunteur peut être un adhérent détenant un plafond de fonctionnement libellé en dollars canadiens ou un adhérent détenant un plafond de fonctionnement libellé en dollars américains, ou les deux. Un emprunteur non contribuant ne dispose pas d'un plafond de fonctionnement.

La CDS ne permet pas la réalisation d'une transaction associée à un adhérent détenant un plafond de fonctionnement au moyen du CDSX si, avant le processus de paiement, la réalisation de la transaction aurait eu comme résultat que la somme des montants suivants excède le plafond de fonctionnement de cet adhérent :

- (a) les soldes négatifs de tous les comptes de fonds, déduction faite :
 - i. des cotes imputées à ses comptes de fonds;
 - ii. des montants tirés de marges de crédit établies par un autre adhérent au profit de l'adhérent détenant un plafond de fonctionnement; et
- (b) les montants autorisés des marges de crédit établies par l'adhérent détenant un plafond de fonctionnement au profit d'autres adhérents.

Une écriture imposée, décrite à la Règle 8.2.3, peut être passée sans égard aux restrictions imposées par la présente Règle 5.4.1.

5.4.2 Répartition du plafond de fonctionnement

Chacun des prêteurs peut répartir le montant en dollars de son plafond de fonctionnement entre les comptes de fonds de tous ses grands livres afin de réaliser des transactions et d'attribuer des marges de crédit en conformité avec la présente Règle 5. Chaque agent de règlement ainsi que chaque emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs peuvent répartir leur plafond

de fonctionnement entre les comptes de fonds de tous ses grands livres. Aux fins de la Règle 5.4.1, la CDS appliquera le montant attribué du plafond de fonctionnement de l'adhérent détenant un plafond de fonctionnement à toutes les transactions (y compris une transaction de règlement ou l'autorisation d'une marge de crédit servant de sûreté) soumises au CDSX relativement au grand livre applicable.

Un adhérent détenant un plafond de fonctionnement peut en tout temps modifier l'attribution de toute portion non utilisée de son plafond de fonctionnement à un autre compte de fonds de ses grands livres ou aux fins d'attribution de marges de crédit, ou répartir toute portion non répartie de son plafond de fonctionnement.

5.4.3 Calcul du plafond de fonctionnement

La CDS fixe le montant en dollars du plafond de fonctionnement de l'adhérent détenant un plafond de fonctionnement, lequel correspond à la moindre des sommes suivantes :

- (a) le produit d'évaluation calculé pour cet adhérent conformément à la présente Règle 5.4;
- (b) dans le cas d'un prêteur, d'un agent de règlement ou d'un emprunteur d'un fonds commun de garantie des emprunteurs, la somme choisie par cet adhérent, conformément aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur; ou
- (c) dans le cas d'un prêteur ou d'un agent de règlement, la somme fixée par les membres du groupe de crédit de catégorie dont est membre cet adhérent.

Un plafond de fonctionnement, établi conformément au processus décrit ci-dessus, peut être fixé à zéro dollar. Un plafond de fonctionnement d'un prêteur ou d'un emprunteur d'un fonds commun de garantie des emprunteurs peut être fixé par la CDS à un montant supérieur au produit d'évaluation calculé pour cet adhérent uniquement en conformité avec un rajustement volontaire effectué conformément à la Règle 5.4.5.

5.4.4 Calcul du produit d'évaluation pour les adhérents

(i) Prêteurs

La CDS détermine le produit d'évaluation d'un prêteur, lequel est le produit de la multiplication du facteur d'évaluation du prêteur par un pourcentage de son capital. Ce pourcentage est précisé dans une communication écrite remise à la CDS de temps à autre par le conseil des prêteurs et intégré par la CDS dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur.

(ii) Agents de règlement

Le produit d'évaluation de l'agent de règlement est le montant auquel l'agent de règlement est admissible comme précisé dans une communication écrite remise à la CDS de temps à autre conformément à la convention relative au groupe de crédit des agents de règlement, et intégré par la CDS dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur.

(iii) Emprunteurs de fonds commun de garantie des emprunteurs

Le produit d'évaluation de l'emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs en dollars canadiens est le produit de la multiplication de ses propres contributions au fonds commun de garantie en dollars canadiens par le facteur de mise en commun du fonds commun de garantie des emprunteurs en dollars canadiens pour ce fonds commun de garantie en dollars canadiens. Le facteur de mise en commun du fonds commun de garantie des emprunteurs en dollars canadiens est le quotient du montant total de toutes les contributions au fonds commun de garantie

en dollars canadiens versées par tous les membres, divisé par la plus importante contribution unique d'un membre à ce fonds commun de garantie.

Le produit d'évaluation d'un emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs en dollars américains correspond à un montant choisi par lui conformément aux Procédés et méthodes.

Les Procédés et méthodes définissent le calendrier d'établissement du facteur de mise en commun du fonds commun de garantie des emprunteurs. Si un adhérent devient membre du fonds commun de garantie en dollars canadiens à une date autre que celle fixée pour le calcul de ce facteur, le facteur applicable au nouveau membre sera le facteur de mise en commun du fonds commun de garantie des emprunteurs en dollars canadiens alors en vigueur pour l'ensemble des membres de ce fonds commun de garantie, et ce, sans tenir compte des contributions versées par ce nouveau membre de ce fonds commun de garantie. Si un adhérent se dissocie du fonds commun de garantie en dollars canadiens à une date autre que celle fixée pour le calcul de ce facteur de mise en commun, le facteur de mise en commun alors applicable aux membres restants sera recalculé immédiatement et tiendra compte du montant de la contribution à ce fonds commun de garantie retirée par l'ancien membre.

(iv) Facteur d'évaluation

Le « **facteur d'évaluation** » est fondé sur l'évaluation de la dette à court terme de l'adhérent par une agence d'évaluation du crédit. Si les cotes de l'adhérent données par deux agences d'évaluation du crédit diffèrent, le facteur est déterminé en fonction de la cote la plus basse.

Le facteur d'évaluation du prêteur est fixé selon une formule ou des tables préparées de temps à autre par le conseil des prêteurs et intégrées par la CDS aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur. Nonobstant ce qui précède, le conseil des prêteurs peut fixer un facteur d'évaluation du prêteur en tout temps, en informant la CDS par écrit du nouveau facteur d'évaluation.

Le facteur d'évaluation d'un agent de règlement est le montant prévu dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur.

L'application du facteur d'évaluation est définie dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur.

(v) Effet d'un facteur d'évaluation faible

Si la cote donnée à un prêteur par suite de l'évaluation de sa dette à court terme est inférieure à la cote R-1 Faible du DBRS ou son équivalent, le prêteur doit augmenter ses contributions au fonds commun de garantie conformément à la Règle 5.10.4. Si la cote est inférieure à la cote R-2 Moyen du DBRS ou son équivalent, le prêteur a un plafond de fonctionnement de zéro dollar, sauf si le conseil des prêteurs détermine que son plafond de fonctionnement doit être plus élevé que zéro dollar et que le prêteur a augmenté ses contributions au fonds commun de garantie.

Un agent de règlement dont la cote est inférieure à la cote précisée dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur a un plafond de fonctionnement de zéro dollar sauf si des ententes ont été prises à la satisfaction des autres membres de son groupe de crédit de catégorie pour garantir les obligations de cet agent de règlement, dont l'augmentation des contributions au fonds de garantie, conformément à la Règle 5.10.5. Dans ce cas, le plafond de fonctionnement est la somme précisée dans une communication écrite donnée à la CDS conformément à la convention relative au groupe de crédit des agents de règlement.

5.4.5 Rajustement volontaire du plafond de fonctionnement

(i) Prêteurs

Un prêteur peut en tout temps pendant un jour ouvrable, demander une augmentation temporaire de son plafond de fonctionnement à un montant qui ne dépasse pas 125 % de son plafond de fonctionnement actuel. La demande est faite par écrit par un dirigeant autorisé du prêteur et livrée à tous les autres prêteurs et au conseil des prêteurs, en précisant le motif et le montant de l'augmentation désirée, et comprendre tout renseignement demandé par la CDS au moyen du formulaire prescrit en vigueur à ce moment. Après avoir reçu la demande en bonne et due forme, chacun des prêteurs indique au conseil des prêteurs par écrit, dans un délai raisonnable, s'il approuve ou non la demande d'augmentation. Si tous les prêteurs approuvent la demande, le conseil des prêteurs informe immédiatement la CDS et la Banque du Canada du montant de l'augmentation temporaire accordée au demandeur et de l'augmentation de la contribution qu'il doit verser au fonds commun de garantie, d'au moins 15 % de l'augmentation de son plafond de fonctionnement. La CDS augmente le plafond de fonctionnement du prêteur conformément à la communication du conseil des prêteurs, pourvu que l'augmentation correspondante de sa contribution au fonds commun de garantie, qu'il doit verser en vertu de la Règle 5.10.4, ait été faite. La CDS remet le plafond de fonctionnement du prêteur à son niveau normal, avant le début des activités du jour ouvrable suivant. Toute contribution excédentaire au fonds de garantie est retournée conformément à la Règle 5.10.8.

(ii) Agents de règlement

Nonobstant les procédures décrites dans la présente Règle 5.4 aux fins de l'établissement de son plafond de fonctionnement, l'agent de règlement peut demander à la CDS d'augmenter ou de diminuer son plafond de fonctionnement. La CDS communique, au moins un jour ouvrable à l'avance, l'augmentation ou la diminution proposée aux autres agents de règlement, sauf s'ils renoncent à ce préavis. La communication de la CDS doit comprendre le calcul de toute modification aux contributions au fonds commun de garantie des agents de règlement requise par le rajustement. À la fin de la période d'examen, le plafond de fonctionnement de l'agent de règlement est rajusté, conformément à sa demande, pourvu que la somme fixée par les autres membres de son groupe de crédit de catégorie n'ait pas changé en conséquence d'un rajustement obligatoire effectué conformément à la Règle 5.4.6 avant l'échéance de la période d'examen et que, si en raison du rajustement l'agent des transferts présentant la demande ou tout autre agent des transferts est tenu d'augmenter sa contribution au fonds commun de garantie des agents de règlement, ces contributions supplémentaires aient été versées.

(iii) Emprunteurs de fonds commun de garantie des emprunteurs

Un emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs peut demander à la CDS d'augmenter provisoirement son plafond de fonctionnement, et ce, jusqu'au montant maximal prescrit dans les Procédés et méthodes, pourvu que l'emprunteur du fonds commun de garantie des emprunteurs verse une contribution supplémentaire provisoire au fonds commun de garantie des emprunteurs égale au montant de l'augmentation du plafond de fonctionnement demandée. La CDS augmente le plafond de fonctionnement conformément à la demande lorsque la contribution supplémentaire provisoire a été versée. La contribution supplémentaire provisoire au fonds commun de garantie n'a d'incidence ni sur le calcul du facteur de mise en commun du fonds commun de garantie des emprunteurs en dollars canadiens, ni sur le choix du produit d'évaluation qu'effectuent les emprunteurs de fonds commun de garantie des emprunteurs en dollars américains, ni sur le plafond de fonctionnement de tout autre adhérent que l'emprunteur demandant l'augmentation. Au terme de l'exécution du processus de paiement ce jour ouvrable-là, la contribution supplémentaire provisoire au fonds de garantie, s'il en est, est retournée à l'emprunteur à titre de contribution excédentaire au fonds commun de garantie, conformément à la Règle 5.10.8.

Un emprunteur du fonds commun de garantie des emprunteurs peut demander à la CDS de diminuer son plafond de fonctionnement. Au moment indiqué dans les Procédés et méthodes, la CDS diminue le plafond de fonctionnement conformément à la demande.

La CDS rétablit le plafond de fonctionnement de l'emprunteur au niveau existant immédiatement avant l'augmentation ou la diminution provisoire de son plafond de fonctionnement, avant le début du jour ouvrable suivant.

5.4.6 Rajustement obligatoire du plafond de fonctionnement

(i) Prêteurs

Le prêteur peut, en tout temps pendant un jour ouvrable, demander au conseil des prêteurs de consulter les membres de son groupe de crédit de catégorie à propos de la réduction du plafond de fonctionnement d'un autre prêteur. Le conseil des prêteurs informe immédiatement les prêteurs, sauf celui qui est concerné, de la réduction proposée. Chaque prêteur informé avise par écrit le conseil des prêteurs, dans un délai raisonnable, s'il approuve ou non la réduction. Si tous les prêteurs, à l'exception du prêteur concerné, approuvent la réduction, le conseil des prêteurs informe immédiatement la CDS du montant et de la durée de la réduction temporaire. La CDS réduit le plafond de fonctionnement du prêteur visé dès réception de la communication du conseil des prêteurs, et informe le prêteur visé de la réduction de son plafond de fonctionnement par suite de la communication qu'elle a reçue du conseil des prêteurs.

(ii) Agents de règlement

Les agents de règlement peuvent, conformément à la Règle 5.4.4, fixer la somme du plafond de fonctionnement de chaque demandeur et adhérent potentiel à la catégorie des agents de règlement, et en tout temps rajuster la somme du plafond de fonctionnement de tout agent de règlement. La CDS réduit le plafond de fonctionnement d'un agent de règlement dès réception de communications écrites faites conformément à la convention relative au groupe de crédit des agents de règlement, et informe l'agent de règlement concerné de la réduction.

(iii) Emprunteurs de fonds commun de garantie des emprunteurs

La CDS diminue le plafond de fonctionnement d'un emprunteur du fonds commun de garantie des emprunteurs membre du groupe de crédit de catégorie des emprunteurs pour les règlements en dollars canadiens ou du groupe de crédit de catégorie des emprunteurs pour les règlements en dollars américains, de l'une des deux façons suivantes :

- (a) à la demande de tous les autres emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs membres du groupe de crédit de catégorie concerné;
- (b) comme stipulé en vertu des modalités de la convention relative au groupe de crédit de catégorie applicable au groupe de crédit de catégorie concerné.

La CDS informe l'emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs visé de la diminution.

(iv) Rajustement par la CDS

Nonobstant toute autre disposition de la présente Règle 5.4.6, la CDS peut, à sa discrétion et en agissant avec la diligence voulue dans ce qu'elle juge, de bonne foi, être nécessaire à la protection de ses intérêts et être au mieux des intérêts de tous les adhérents, diminuer le plafond de fonctionnement de tout adhérent détenant un plafond de fonctionnement. Pour prendre une telle décision, la CDS peut prendre en considération les facteurs décrits à la Règle 5.1.2. La CDS informe l'adhérent visé de la diminution de son plafond de fonctionnement et des motifs d'une telle mesure.

5.4.7 Effet du rajustement du plafond de fonctionnement

La réduction de la somme du plafond de fonctionnement d'un adhérent n'a aucune incidence sur la garantie accordée par les autres membres de son groupe de crédit de catégorie relativement aux obligations de cet adhérent envers la CDS relativement à son plafond de fonctionnement avant la réduction, même si la nouvelle somme du plafond de fonctionnement est inférieure à celle des obligations à la CDS alors impayées.

5.4.8 Pouvoir discrétionnaire de la CDS et des autres membres

Lorsqu'ils exercent les pouvoirs conférés par la présente Règle 5.4 pour fixer la somme du plafond de fonctionnement d'un membre d'un groupe de crédit de catégorie, ni la CDS ni les autres membres de ce groupe de crédit de catégorie ne sont tenus de prendre en considération l'intérêt particulier du membre visé. Les autres membres du groupe de crédit de catégorie, qui agissent sur la foi des informations disponibles au moment où la décision est prise, peuvent agir dans leur intérêt et dans celui du groupe de crédit de catégorie dans son ensemble. La CDS et les membres du groupe de crédit de catégorie sont autorisés à tenir compte de toute information qu'ils jugent pertinente, y compris, sans restrictions, les cotes et rapports des agences d'évaluation de crédit, les prêts de valeurs excessifs, les méthodes de négociation inhabituelles figurant sur les rapports préparés par la CDS ou autrement mis à la disposition de la CDS, et le fait que le membre visé ne soit pas disposé ou qu'il soit inapte à fournir sur demande de la CDS des garanties supplémentaires.

Ni la CDS ni les membres d'un groupe de crédit de catégorie ne sont responsables envers un autre membre d'un acte ou d'une omission concernant l'exercice des pouvoirs accordés par la présente Règle 5.4, sauf s'il s'agit d'un acte frauduleux, et chacun des membres du groupe de crédit de catégorie libère irrévocablement la CDS et chaque autre membre d'une telle responsabilité. La CDS et les autres membres d'un groupe de crédit de catégorie ne sont pas responsables envers un membre de dommages-intérêts qui lui sont réclamés ou de pertes qu'il a subies, de frais qu'il a engagés, de dépenses ou de dettes qu'il a contractées ou de réclamations qui lui ont été faites par suite de l'exercice des pouvoirs mentionnés ci-dessus, y compris toute occasion ratée, perte de profit, de marché, d'achalandage, d'intérêt ou d'utilisation d'argent ou de valeurs, ni de dommages-intérêts, de pertes, de frais, de dépenses ou de dettes qui lui sont imputés ou de réclamations qui lui ont été faites, et ce, de façon extraordinaire, indirecte ou accessoire.

5.5 MARGES DE CRÉDIT

5.5.1 Caution et bénéficiaire

Le prêteur qui est partie à la convention entre cautions peut établir une marge de crédit en faveur d'un autre adhérent en ce qui concerne l'utilisation du CDSX par un tel adhérent. L'adhérent qui a établi une marge de crédit est une « **caution** » et celui en faveur duquel la marge de crédit a été établie est le « **bénéficiaire** ».

5.5.2 Établissement des marges de crédit

Une caution peut établir des marges de crédit en faveur d'un ou de plusieurs bénéficiaires. De même, le bénéficiaire peut disposer de marges de crédit établies en sa faveur par une ou plusieurs cautions.

Les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur peuvent comprendre des catégories de marges de crédit différentes, dont les caractéristiques y sont énoncées. Chaque marge de crédit est établie conformément aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur pour un grand livre donné du bénéficiaire et les comptes composant ce grand livre.

La caution fixe la somme autorisée pour chaque marge de crédit conformément aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur. Chaque jour ouvrable, la caution autorise l'utilisation, jusqu'à concurrence d'une somme précisée, de chaque marge de crédit, que le bénéficiaire confirme avant d'utiliser. La caution peut donner des instructions à l'avance ou des instructions permanentes pour l'autorisation d'une marge de crédit, auquel cas aucune confirmation n'est requise à compter du jour ouvrable suivant la confirmation initiale par le bénéficiaire.

5.5.3 Utilisation de sommes sur une marge de crédit

Le bénéficiaire utilise une somme sur une marge de crédit lorsque les écritures requises sont passées dans les registres et les comptes tenus par la CDS pour le bénéficiaire et la caution.

L'utilisation de la marge de crédit est assujettie à ce qui suit :

- (a) la somme que le bénéficiaire utilise sur une marge de crédit ne doit pas dépasser le montant autorisé pour cette marge de crédit au moment où la CDS passe les écritures dans ses registres et ses comptes;
- (b) le total des sommes que le bénéficiaire utilise sur l'ensemble des marges de crédit ne doit jamais dépasser le solde débiteur du compte de fonds du grand livre à ce moment;
- (c) si une écriture passée dans le compte de fonds du bénéficiaire y entraîne un solde débiteur, une somme équivalente au solde débiteur est utilisée sur les marges de crédit établies pour le grand livre dans lequel l'écriture a été passée;
- (d) si le bénéficiaire est un adhérent détenant un plafond de fonctionnement, une somme devra être utilisée sur une marge de crédit établie pour un grand livre, seulement si le solde débiteur des comptes de fonds de ce grand livre excède la somme inutilisée du plafond de fonctionnement affectée à ce grand livre.

Le bénéficiaire établit la séquence de prélèvement et de remboursement qui détermine l'ordre selon lequel les sommes sont utilisées sur les marges de crédit établies pour un grand livre, et l'ordre selon lequel les sommes utilisées sont remboursées, sous réserve des restrictions relatives aux séquences de prélèvement et de remboursement imposées par les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur pour les différentes catégories de marges de crédit. Si le solde débiteur du compte de fonds d'un grand livre excède la somme autorisée sur la première marge de crédit de la séquence de prélèvement établie par le bénéficiaire, ce dernier doit utiliser les sommes disponibles sur chaque marge de crédit successive de la séquence de prélèvement pour traiter l'excédent, jusqu'à ce que la totalité du solde débiteur ait été traitée.

En vertu de la Règle 8.2.3, la CDS peut passer une écriture imposée dans un compte de fonds d'un adhérent qui fait en sorte que le solde débiteur du compte de fonds d'un grand livre excède le plafond de fonctionnement de l'adhérent et les sommes autorisées de toutes les marges de crédit établies pour ce grand livre. Au fur et à mesure que des écritures de crédit sont passées au compte de fonds du bénéficiaire pour le grand livre visé, en réduisant ainsi le solde débiteur, les sommes suivantes sont réduites d'autant dans le plafond de fonctionnement et les marges de crédit du bénéficiaire, dans cet ordre :

- (a) premièrement, les sommes qui excèdent le plafond de fonctionnement et les marges de crédit du bénéficiaire en raison d'écritures imposées conformément à la Règle 8.2.3;
- (b) deuxièmement, les sommes utilisées sur les marges de crédit pour ce grand livre, dans la séquence de remboursement établie par le bénéficiaire;
- (c) troisièmement, la somme utilisée du plafond de fonctionnement affectée à ce grand livre.

Chaque jour ouvrable, une caution peut accéder aux registres que tient la CDS pour connaître la somme utilisée sur la marge de crédit qu'elle a établie.

5.5.4 Réduction des marges de crédit

La caution peut retirer toute marge de crédit qu'elle a établie et sur laquelle aucune somme n'est utilisée à ce moment-là et changer la somme autorisée pour cette marge. Une réduction de la somme autorisée pour une marge de crédit ne limite ni ne modifie l'obligation de la caution envers la CDS concernant la somme qu'un bénéficiaire a utilisée sur la marge de crédit avant la réduction, même si la nouvelle somme autorisée est inférieure à la somme alors utilisée par le bénéficiaire sur cette marge de crédit.

5.6 GARANTIE FOURNIE PAR LA CAUTION

5.6.1 Garantie

En établissant une marge de crédit en faveur d'un bénéficiaire, la caution garantit inconditionnellement le paiement à la CDS de la dette de ce bénéficiaire envers la CDS tel qu'en atteste de temps à autre le solde débiteur du compte de fonds de chaque grand livre pour lequel la caution a établi une marge de crédit. Cette garantie n'est valide qu'à la condition que la responsabilité de la caution concernant n'importe quel grand livre n'excède pas la somme utilisée sur les marges de crédit qu'elle a établies pour ce grand livre au moment où la CDS exige le paiement conformément à la présente Règle 5.6.

Si une écriture imposée est portée au compte de fonds d'un bénéficiaire, la CDS accepte que la caution n'engage sa responsabilité qu'à l'égard des obligations découlant du solde débiteur du compte de fonds, jusqu'à concurrence de la somme autorisée conformément à la marge de crédit établie par la caution, même si le solde débiteur excède la somme autorisée de cette marge de crédit.

5.6.2 Paiement fait par la caution

Si le bénéficiaire omet de payer à la CDS la totalité des soldes débiteurs de ses comptes de fonds en temps opportun conformément aux Règles, aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur, chaque caution qui a établi une marge de crédit en faveur du bénéficiaire pour les comptes de fonds doit verser immédiatement à la CDS le montant du solde débiteur, jusqu'à concurrence de la somme garantie par la caution conformément à la Règle 5.6.1. Si plusieurs cautions ont établi une marge de crédit en faveur du bénéficiaire, la CDS exigera des cautions le paiement des soldes débiteurs de leurs marges de crédit respectives que le bénéficiaire n'a pas remboursés à la CDS en temps opportun.

Une caution effectue son paiement à la CDS conformément à la Règle 9.2.6. Si la CDS ne reçoit pas ce paiement dans le délai prescrit par les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur, elle peut prendre des mesures de recouvrement contre les autres membres du groupe de crédit de catégorie de la caution.

Une caution peut demander à la CDS un relevé des sommes qu'elle lui doit relativement à la garantie qu'elle lui a consentie en vertu des Règles.

5.6.3 Garantie et obligations continues de la caution

La garantie fournie par la caution conformément à la Règle 5.6.1 est continue; il n'en est pas donné quittance, en tout ou en partie, par ce qui suit, et la caution est tenue de faire les paiements requis conformément à la Règle 5.6.2 :

- (a) un paiement fait par le bénéficiaire ou par une autre caution;
- (b) la suspension ou le retrait d'un bénéficiaire, de la caution ou d'une autre caution en tant qu'adhérent ou la résiliation de leur adhésion;
- (c) les moyens de défense, les réclamations, les demandes reconventionnelles, les droits légaux et contractuels de compensation ou de contre-passation entre le bénéficiaire et la caution ou entre la CDS et le bénéficiaire ou la caution.

Les obligations de la caution envers la CDS en ce qui concerne toutes les marges de crédit établies par la caution avant la suspension, le retrait ou la résiliation demeurent en vigueur malgré la suspension ou le retrait de la caution ou la résiliation de l'adhésion de celle-ci.

5.6.4 Aucune incidence des mesures de la CDS ou du bénéficiaire sur les obligations de la caution

Les obligations de la caution relatives à une garantie fournie conformément à la présente Règle 5.6 ne sont aucunement touchées par les actes ou les omissions de la CDS ou du bénéficiaire. Sans limiter la portée générale de ce qui précède :

- (a) la CDS peut :
 - i. accorder des renouvellements, des extensions, des jours de grâce, des mainlevées et des quittances au bénéficiaire ou à quiconque (y compris une autre caution) ou traiter d'une autre manière avec ceux-ci (y compris une autre caution),
 - ii. modifier, échanger, renouveler, réaliser ou autrement traiter toute sûreté ou garantie consentie à la CDS ou en donner quittance ou y renoncer,
 - iii. sous réserve de la Règle 5.6.2, affecter tout paiement reçu du bénéficiaire ou de quiconque (y compris une autre caution) ou provenant de la réalisation de toute sûreté relative à la part de responsabilité du bénéficiaire qu'elle juge appropriée, et modifier une telle affectation de temps à autre,

le tout sans aucune incidence sur les obligations de la caution;
- (b) la CDS n'est pas tenue d'épuiser ses recours contre le bénéficiaire ou toute autre personne (y compris une autre caution) ou de réaliser une sûreté ou de présenter une réclamation en vertu d'une autre garantie avant d'exiger un paiement auprès de la caution;
- (c) tout ou toute, selon le cas :
 - i. changement de nom du bénéficiaire,
 - ii. dans le cas d'une société de personnes, changement dans la participation du bénéficiaire par suite d'un décès, du départ à la retraite d'un ou de plusieurs associés, de l'arrivée d'un ou de plusieurs autres associés ou d'une autre manière,
 - iii. dans le cas d'une société, changement dans les objets, la structure du capital ou l'acte constitutif du bénéficiaire,
 - iv. vente totale ou partielle de l'entreprise du bénéficiaire,
 - v. regroupement du bénéficiaire avec une ou plusieurs sociétés,

n'a aucune incidence sur la responsabilité de la caution, et la garantie accordée par la caution passera au particulier, à l'entité ou à la société qui l'acquiert ou qui exerce de temps à autre les activités de l'entreprise du bénéficiaire;

- (d) si :
- i. le bénéficiaire fait faillite ou est mis en faillite,
 - ii. un syndic ou un syndic et gestionnaire est nommé aux biens, en totalité ou en partie, du bénéficiaire,
 - iii. un créancier détenteur d'une charge prend possession d'une partie des biens du bénéficiaire, ou
 - iv. le bénéficiaire fait une proposition, y compris une proposition de compromis ou d'arrangement, à ses créanciers en vertu d'une loi ou de quelque autre façon,

les obligations de la caution demeureront inchangées par ces événements.

5.6.5 Remboursement par le bénéficiaire

Le bénéficiaire rembourse chaque caution qui effectue un paiement à la CDS conformément à la Règle 5.6.2. Si une caution ayant établi une marge de crédit pour un bénéficiaire devient un adhérent défaillant du fait qu'elle n'effectue pas les paiements à la CDS requis conformément à la Règle 5.6.2 et que les autres membres du groupe de crédit de catégorie de l'adhérent défaillant deviennent des obligés en effectuant les paiements à la CDS conformément à la Règle 5.9.3, le bénéficiaire devra rembourser chacun de ces obligés.

5.7 GROUPES DE CRÉDIT DE FONDS

5.7.1 Établissement de fonds

Chaque adhérent qui utilise une fonction ou un service est membre des fonds suivants :

- (a) le fonds, ou en ce qui concerne la fonction de RNC, le fonds des adhérents et le fonds de défaillance;
- (b) le fonds du groupe de crédit de fonds;

établis pour cette fonction ou ce service.

Chaque membre d'un groupe de crédit de fonds garantit le paiement à la CDS de certaines obligations des autres membres en vertu de la présente Règle 5.7.

5.7.2 Contribution à un fonds

Chaque membre d'un fonds doit verser des contributions (la « **contribution à un fonds** ») à ce fonds conformément à la présente Règle 5.7. Les formules et les critères de calcul du montant exigé de la contribution à un fonds sont décrits dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur.

Le montant de la contribution à un fonds versé par l'adhérent au moment de la constitution du fonds ou lorsqu'il utilise pour la première fois une fonction ou un service pour lequel un fonds est constitué est fixé par la CDS de façon raisonnable et en se basant sur l'utilisation prévue de ce service ou

de cette fonction; la CDS peut par la suite augmenter ou réduire de temps à autre le montant de la contribution à un fonds conformément aux formules et critères mentionnés ci-dessus.

5.7.3 Paiement par le groupe de crédit de fonds

Lorsque la CDS ne peut percevoir, d'un adhérent défaillant membre ou ancien membre d'un fonds pour une fonction ou un service, le montant d'une obligation que celui-ci a envers elle par suite de son utilisation d'une telle fonction ou d'un tel service, la CDS exercera ses droits sur les contributions au fonds dont l'adhérent défaillant est membre, conformément aux Règles; chaque autre membre du fonds paie à la CDS, dès réception d'une demande de cette dernière, sa quote-part de cette obligation. Si un membre ne paie pas sa quote-part de l'obligation ou refuse de la payer, il est considéré « **adhérent défaillant subséquent** ». Chaque autre membre de ce fonds doit payer à la CDS, dès réception d'une demande de celle-ci, sa quote-part de l'obligation de l'adhérent défaillant subséquent, et ainsi de suite pour tous les défauts ou refus de paiement d'autres membres relativement à leur quote-part respective jusqu'à ce que le montant total de l'obligation de l'adhérent défaillant envers la CDS ait été payé. Chacun des autres membres du fonds qui effectuent le paiement de sa quote-part de l'obligation de l'adhérent défaillant et de chacun des adhérents défaillants subséquents à la CDS est considéré comme un « **obligé** ».

Le groupe de crédit d'un fonds n'a aucune obligation envers la CDS relativement à toute obligation d'un adhérent découlant de l'utilisation, par cet adhérent, d'une autre fonction ou d'un autre service.

5.7.4 Calcul de la quote-part

Toute demande de paiement de la CDS, conformément à la Règle 5.7.3, précise la date et l'heure d'entrée en vigueur à utiliser pour calculer la quote-part du membre de l'obligation de l'adhérent défaillant et fournit les détails de ce calcul. La date et l'heure d'entrée en vigueur sont la date et l'heure auxquelles survient la suspension de l'adhérent défaillant ou de l'adhérent défaillant subséquent, à moins que le conseil d'administration n'établisse qu'une autre date et une autre heure doivent être utilisées pour un tel calcul. Le conseil d'administration, agissant de façon raisonnable dans l'intérêt de la CDS et de l'ensemble des adhérents, peut fixer une autre heure et une autre date d'entrée en vigueur aux fins de calcul de la quote-part. La quote-part du membre relative à l'obligation doit être égale en proportion à sa contribution au fonds par rapport au total des contributions de l'ensemble des membres (sauf l'adhérent défaillant). On ne doit tenir compte ni des contributions au fonds de l'adhérent défaillant ni de celles de chaque adhérent défaillant subséquent dans le calcul de la quote-part d'un membre de l'obligation d'un adhérent défaillant subséquent. Si la contribution à un fonds d'un membre est libellée séparément en dollars canadiens ou en dollars américains, alors, aux fins de la présente Règle 5.7.4, le calcul de la quote-part sera effectué en utilisant les contributions totales et en convertissant les contributions en dollars américains en leur équivalent en dollars canadiens au taux de change établi par la CDS.

5.7.5 Obligation de l'adhérent défaillant

L'obligation de l'adhérent défaillant qui est membre d'un groupe de crédit de fonds, mentionnée à la Règle 5.7.3, correspond au total de ce qui suit :

- (a) les cotes dues par le membre défaillant qui découlent de l'utilisation de la fonction ou du service pour lequel le fonds est établi (y compris les cotes calculées relativement à ses obligations envers la contrepartie centrale après que l'adhérent défaillant est suspendu);
- (b) la valeur nette de résiliation de toutes les obligations envers la contrepartie centrale de l'adhérent défaillant découlant de son utilisation de cette fonction ou de ce service.

L'obligation d'un adhérent défaillant peut être libellée en dollars canadiens, en dollars américains ou dans les deux monnaies. L'obligation du groupe de crédit de fonds d'un adhérent défaillant comprend l'obligation totale de l'adhérent défaillant dans toutes les monnaies.

5.7.6 Obligation continue

L'obligation d'un membre d'un groupe de crédit de fonds en tant qu'obligé conformément à la Règle 5.7.3 est continue et elle n'est pas acquittée, en tout ou en partie, par ce qui suit, le membre devant l'acquitter conformément à la règle 5.7.3 :

- (a) un paiement partiel fait par l'adhérent défaillant ou par un autre membre;
- (b) la suspension ou le retrait d'un membre du groupe de crédit de fonds ou la résiliation de son adhésion;
- (c) les moyens de défense, les réclamations, les demandes reconventionnelles et les droits légaux et contractuels de compensation ou droits de contre-passation entre l'adhérent défaillant et le membre, entre la CDS et l'adhérent défaillant ou entre la CDS et le membre.

5.7.7 Aucune incidence des mesures prises par la CDS ou par l'adhérent défaillant sur les obligations de l'obligé

Les obligations d'un membre du groupe de crédit de fonds en tant qu'obligé conformément à la présente Règle 5.7 ne sont aucunement touchées par les actes ou les omissions de la CDS ou de l'adhérent défaillant. Sans limiter la portée générale de ce qui précède :

- (a) la CDS peut :
 - i. accorder des renouvellements, des extensions, des jours de grâce, des mainlevées et des quittances à l'adhérent défaillant ou à quiconque (y compris un autre membre du groupe de crédit de fonds) ou traiter autrement avec ceux-ci (y compris un autre membre du groupe de crédit de fonds),
 - ii. modifier, échanger, renouveler, lever, réaliser ou traiter d'une autre manière une sûreté ou une garantie consentie à la CDS, ou y renoncer,
 - iii. affecter tout paiement reçu de l'adhérent défaillant ou de quiconque (y compris un autre membre du groupe de crédit de fonds) ou provenant de la réalisation de toute sûreté relative à la part de responsabilité de l'adhérent défaillant qu'elle juge appropriée, et modifier une telle affectation de temps à autre,

le tout sans aucune incidence sur les obligations de l'obligé;
- (b) la CDS n'est pas tenue d'épuiser ses recours contre l'adhérent défaillant ou quiconque (y compris un autre membre du groupe de crédit de fonds) ou de réaliser une sûreté ou de présenter une réclamation en vertu d'une autre garantie avant d'exiger paiement auprès de l'obligé;
- (c) tout ou toute, selon le cas :
 - i. changement de nom de l'adhérent défaillant,
 - ii. dans le cas d'une société de personnes, changement dans la participation de l'adhérent défaillant par suite d'un décès, du départ à la retraite d'un ou de plusieurs associés, de l'arrivée d'un ou de plusieurs autres associés ou autre,

- iii. dans le cas d'une société, changement dans les objets, la structure du capital ou l'acte constitutif de l'adhérent défaillant,
- iv. vente totale ou partielle de l'entreprise de l'adhérent défaillant,
- v. regroupement de l'adhérent défaillant avec une ou plusieurs sociétés,

n'a aucune incidence sur la responsabilité de l'obligé, et la garantie accordée par l'obligé passera au particulier, à l'entité ou à la société qui l'acquiert ou qui exerce de temps à autre les activités de l'entreprise de l'adhérent défaillant;

(d) si :

- i. l'adhérent défaillant fait faillite ou est mis en faillite,
- ii. un syndic ou un syndic et gestionnaire est nommé aux biens, en totalité ou en partie, de l'adhérent défaillant,
- iii. un créancier détenteur d'une charge prend possession d'une partie des biens de l'adhérent défaillant ou
- iv. l'adhérent défaillant fait une proposition, y compris une proposition de compromis ou d'arrangement, à ses créanciers en vertu d'une loi ou de quelque autre façon,

les obligations de l'obligé demeurent inchangées par ces événements.

Les mentions de l'« adhérent défaillant » dans la présente Règle 5.7.7 s'entendent de l'« adhérent défaillant subséquent » aux fins de son application à celui-ci, avec les adaptations nécessaires.

5.7.8 Contribution supplémentaire à un fonds

Un adhérent livre immédiatement toute contribution supplémentaire nécessaire à un fonds après avoir été informé par la CDS :

- (a) de la nécessité d'une contribution supplémentaire à un fonds en raison d'une diminution de la valeur reconnue des valeurs précédemment livrées par un adhérent à titre de contribution à ce fonds, lorsqu'une telle demande de contribution s'applique;
- (b) de la nécessité d'une contribution supplémentaire à un fonds aux fins de reconstitution de ce fonds en vertu de la Règle 9.2.10 après la suspension d'un autre membre de ce fonds; ou
- (c) d'une demande de contribution supplémentaire à un fonds, par mesure de prudence, afin d'assurer l'acquittement de ses obligations envers la CDS relativement à la fonction ou au service pour lequel le fonds a été établi, en tenant compte de la stabilité financière et du statut réglementaire de l'adhérent, du montant de ses obligations envers la CDS, de la volatilité, de la liquidité ou de la concentration du marché, ou encore du flottant des valeurs détenues par l'adhérent, devant être livrées par lui ou devant lui être livrées, et de tout autre facteur que la CDS considère pertinent. Le montant de cette contribution supplémentaire au fonds est établi par la CDS, à sa seule discrétion.

À la demande de l'adhérent, la CDS lui retourne toute contribution supplémentaire qu'il a versée, si elle détermine, à sa seule discrétion, que cette contribution n'est plus nécessaire pour assurer l'acquittement des obligations de cet adhérent envers la CDS.

5.7.9 Contribution excédentaire à un fonds

En conformité avec les Procédés et méthodes, la CDS informe périodiquement le participant du montant requis de contribution à chaque fonds dont il est membre. Celui-ci peut demander le remboursement de toute contribution excédentaire à un fonds qu'il a versée.

L'adhérent peut choisir de ne pas en demander le remboursement et, le cas échéant, celui-ci ne sera pas assujéti à la sûreté créée conformément à la présente Règle 5. Il est entendu que l'augmentation de la contribution à un fonds exigée en vertu de la Règle 5.7.8 ne constitue pas une contribution excédentaire au fonds.

5.7.10 Remboursement des contributions à un fonds

La CDS remet à l'adhérent la contribution à un fonds qu'il a versée lorsqu'il cesse d'être un adhérent ou cesse d'utiliser une fonction ou un service pour lequel le fonds a été créé, pourvu :

- (a) que l'adhérent ait satisfait à toutes ses obligations envers la CDS en conformité avec les Règles;
- (b) qu'un autre membre du fonds ne soit pas en défaut ou suspendu;
- (c) que toutes les transactions pour lesquelles des obligations sont en cours ou susceptibles d'être en cours envers le fonds ou tout fonds relatif à une autre fonction ou un autre service dont l'adhérent est membre soient éteintes;
- (d) que tous les montants payables au moyen de sa contribution à un fonds, compte tenu des transactions survenues alors qu'il était un adhérent, aient été payés ou, avec l'approbation de la CDS, qu'un autre adhérent lui ait été substitué pour chacune de ces transactions.

5.7.11 Remboursement par l'adhérent défaillant

L'adhérent défaillant rembourse chaque obligé qui effectue un paiement à la CDS en fonction de sa quote-part de l'obligation de cet adhérent défaillant, majoré de l'intérêt calculé à compter de la date du paiement par l'obligé, jusqu'à la date de remboursement à l'obligé, au taux annuel fixé par la Banque du Canada, plus 3 %. Au moment où la Banque du Canada rajuste son taux, l'intérêt payable sur le solde dû est automatiquement rajusté en conséquence. L'obligé qui verse un paiement à la CDS est subrogé dans les droits de celle-ci envers l'adhérent défaillant pour ce paiement.

Les mentions de l'« adhérent défaillant » dans la présente Règle 5.7.11 s'entendent de l'« adhérent défaillant subséquent » aux fins de son application à celui-ci, avec les adaptations nécessaires.

5.8 FONDS DE LIQUIDITÉ SUPPLÉMENTAIRE

5.8.1 Création d'un fonds de liquidité supplémentaire

L'adhérent qui utilise la fonction de RNC doit verser et maintenir une contribution au fonds de liquidité supplémentaire (la « **contribution au fonds de liquidité supplémentaire** »). Tous les adhérents à la fonction de RNC (autres que la Banque du Canada, les agents des transferts adhérents, les adhérents au service NELTC et les adhérents au service ACT) doivent verser des contributions de liquidité supplémentaire au fonds de liquidité supplémentaire.

5.8.2 Détermination de la contribution de liquidité supplémentaire

La contribution de liquidité supplémentaire de l'adhérent est déterminée à la discrétion raisonnable de la CDS, conformément à la formule et aux critères précisés dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur. La CDS peut augmenter ou réduire cette contribution de temps à autre selon cette formule et ces critères.

5.8.3 Obligation continue

L'obligation de l'adhérent de contribuer au fonds de liquidité supplémentaire conformément à la présente Règle 5.8 est une obligation continue qui n'est pas libérée en totalité ou en partie par ce qui suit, l'adhérent étant tenu de la verser comme l'exige la Règle 5.8.2 :

- (a) toute contribution de liquidité supplémentaire versée par un autre adhérent;
- (b) la suspension, le retrait d'un adhérent ou la résiliation de l'adhésion d'un adhérent;
- (c) les moyens de défense, réclamations, demandes reconventionnelles, droits légaux ou contractuels de compensation ou de contre-passation entre tout adhérent et la CDS.

5.8.4 Contribution de liquidité supplémentaire additionnelle

L'adhérent doit verser une contribution de liquidité supplémentaire additionnelle dès que la CDS l'informe de ce qui suit :

- (a) une augmentation du montant de la contribution de liquidité supplémentaire est exigée en application de la Règle 5.8.2; ou
- (b) une contribution de liquidité supplémentaire additionnelle, dont le montant est fixé par la CDS à sa seule discrétion raisonnable au moyen de la formule et des critères précisés dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur, est exigée.

À la demande de l'adhérent, la CDS libérera toute contribution de liquidité supplémentaire additionnelle si la CDS juge que cette contribution n'est plus nécessaire.

5.8.5 Contribution excédentaire de liquidité supplémentaire

En conformité avec les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur, la CDS informe de temps à autre l'adhérent du montant de la contribution de liquidité supplémentaire qu'il doit verser au fonds de liquidité supplémentaire. L'adhérent peut demander le remboursement de toute contribution excédentaire de liquidité supplémentaire qu'il a versée.

L'adhérent peut choisir de ne pas demander le remboursement de toute contribution excédentaire de liquidité supplémentaire qu'il a versée, auquel cas celle-ci ne sera pas assujettie à la sûreté créée par la Règle 5.12.1. Il est entendu que les augmentations des contributions de liquidité supplémentaire exigées en fonction de la Règle 5.8.4 ne constituent pas des contributions excédentaires de liquidité supplémentaire.

5.8.6 Remboursement de la contribution de liquidité supplémentaire

La CDS rembourse la contribution de liquidité supplémentaire de l'adhérent lorsque celui-ci cesse d'utiliser la fonction de RNC ou cesse d'être un adhérent, aux conditions suivantes :

- (a) l'adhérent s'est acquitté de toutes ses obligations envers la CDS;

- (b) aucune suspension d'un autre adhérent n'a eu lieu.

5.8.7 Aucune incidence des mesures de la CDS sur les obligations de l'adhérent

Les obligations de l'adhérent selon la présente Règle 5.8 ne sont aucunement touchées par les actes ou les omissions de la CDS. Sans limiter la portée générale de ce qui précède :

- (a) la CDS peut :
- i. accorder des renouvellements, des extensions, des jours de grâce, des mainlevées et des quittances à l'adhérent ou à quiconque,
 - ii. accepter des concordats de l'adhérent ou de quiconque ou traiter autrement avec celui-ci ou quiconque;
 - iii. prendre toute sûreté ou s'abstenir d'en prendre ou de la réaliser;
 - iv. modifier, échanger, renouveler, réaliser ou lever toute sûreté, y renoncer ou la traiter d'une autre manière,
 - v. affecter tout paiement reçu de l'adhérent ou de quiconque, ou provenant de la réalisation de toute sûreté, à la part de l'obligation de l'adhérent qu'elle juge appropriée, et modifier une telle affectation de temps à autre,

le tout sans aucune incidence sur les obligations de l'adhérent;

- (b) la CDS n'est pas tenue d'épuiser ses recours contre l'adhérent ou quiconque ou de réaliser une sûreté ou une garantie qu'elle détient avant d'exiger paiement auprès de cet adhérent;

- (c) tout ou toute, selon le cas :

- i. changement de nom de l'adhérent,
- ii. dans le cas d'une société de personnes, changement dans la participation de l'adhérent par suite d'un décès, du départ à la retraite d'un ou de plusieurs associés, de l'arrivée d'un ou de plusieurs autres associés ou autre,
- iii. dans le cas d'une société, changement dans les objets, la structure du capital ou l'acte constitutif de l'adhérent,
- iv. vente totale ou partielle de l'entreprise de l'adhérent,
- v. regroupement de l'adhérent avec une ou plusieurs sociétés,

n'a aucune incidence sur les obligations de l'adhérent;

- (d) si :

- i. l'adhérent fait faillite ou est mis en faillite,
- ii. un syndic ou un syndic et gestionnaire est nommé aux biens, en totalité ou en partie, de l'adhérent,
- iii. un créancier détenteur d'une charge prend possession d'une partie des biens de l'adhérent, ou

- iv. l'adhérent lui fait une proposition, y compris une proposition de compromis ou d'arrangement,

les obligations de l'adhérent demeurent inchangées par ces événements.

5.9 GROUPES DE CRÉDIT DE CATÉGORIE

5.9.1 Constitution de groupes de crédit de catégorie

Un groupe de crédit de catégorie est constitué pour chacune des catégories d'adhérents suivantes :

- (a) les prêteurs;
- (b) les agents de règlement;
- (c) les emprunteurs de fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars canadiens;
- (d) les emprunteurs de fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars américains;
- (e) les emprunteurs non contribuants procédant à des règlements en dollars canadiens;
- (f) les emprunteurs non contribuants procédant à des règlements en dollars américains.

Chaque adhérent est membre du groupe de crédit de catégorie qui correspond à la catégorie d'adhérent dont il fait partie. Chaque adhérent est membre d'un seul groupe de crédit de catégorie, sauf qu'un emprunteur peut être membre du groupe de crédit pour les règlements en dollars canadiens et membre du groupe de crédit pour les règlements en dollars américains.

Le membre d'un groupe de crédit de catégorie garantit à la CDS le paiement des obligations des autres membres de ce groupe de crédit de catégorie conformément à la présente Règle 5.9.

5.9.2 Groupe de crédit de catégorie des emprunteurs

Un emprunteur est membre de deux groupes de crédit de catégorie, l'un pour procéder à des règlements en dollars canadiens et l'autre pour procéder à des règlements en dollars américains.

- (i) Règlements en dollars canadiens

Un emprunteur est tenu de choisir d'être membre du groupe de crédit des emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars canadiens ou du groupe de crédit des emprunteurs non contribuants pour les règlements en dollars canadiens.

Un emprunteur est admissible au titre de membre du groupe de crédit des emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars canadiens aux conditions suivantes :

- (a) il est membre de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières;
- (b) l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières a conclu une entente avec la CDS qui définit l'expression « **système du signal précurseur** » en vertu de laquelle elle informe la CDS lorsqu'un emprunteur est désigné sous surveillance au système du signal précurseur;

- (c) l'emprunteur n'a pas été sous surveillance au système du signal précurseur au cours des douze derniers mois (ou au cours de la période débutant au moment où l'emprunteur est devenu membre de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières si une telle période compte moins de douze mois), sauf si les membres existants du groupe de crédit ou un sous-ensemble de représentants désignés de ces derniers ont renoncé expressément à ce critère pour un emprunteur donné et autorisent celui-ci à devenir membre du groupe de crédit.

Un emprunteur admissible qui choisit d'adhérer au groupe de crédit des emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars canadiens devient un emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs. Un emprunteur qui établit qu'il ne deviendra pas membre du groupe de crédit des emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs, qu'il soit admissible ou non, sera membre du groupe de crédit des emprunteurs non contribuants pour les règlements en dollars canadiens.

(ii) Règlements en dollars américains

Chaque emprunteur choisit d'être membre du groupe de crédit des emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars américains ou du groupe de crédit des emprunteurs non contribuants pour les règlements en dollars américains. Un emprunteur qui choisit d'adhérer au groupe de crédit des emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars américains devient un emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs.

5.9.3 Paiement par le groupe de crédit de catégorie

Lorsque la CDS ne peut percevoir d'un adhérent défaillant membre ou ancien membre du groupe de crédit de catégorie le montant d'une obligation qu'il a envers elle par suite de son utilisation du service de dépôt ou du service de règlement, la CDS exerce ses droits dans le fonds de commun de garantie dont l'adhérent défaillant est membre et chaque autre membre du groupe de crédit de catégorie de l'adhérent défaillant paie à la CDS, dès réception d'une demande de cette dernière, sa quote-part de cette obligation. Si un membre du groupe de crédit de catégorie ne paie pas sa quote-part de l'obligation ou refuse de la payer, il sera considéré « **adhérent défaillant subséquent** ». Chaque membre de ce groupe de crédit de catégorie paie à la CDS sa quote-part de l'obligation d'un adhérent défaillant subséquent dès réception d'une demande de cette dernière, et ainsi de suite pour tous les défauts ou refus de paiement d'autres membres relativement à leur quote-part respective jusqu'à ce que le montant total de l'obligation de l'adhérent défaillant envers la CDS ait été payé. Chaque membre du groupe de crédit de catégorie qui paie à la CDS sa quote-part de l'obligation de l'adhérent défaillant et de chaque adhérent défaillant subséquent est considéré comme un « **obligé** ».

Un groupe de crédit de catégorie n'a aucune obligation envers la CDS relativement à l'obligation d'un adhérent classé dans une catégorie d'adhérents différente.

5.9.4 Valeur de l'obligation de l'adhérent défaillant

La valeur des paiements à la CDS par les obligés doit correspondre à celle de l'obligation de l'adhérent défaillant ou de l'adhérent défaillant subséquent, selon le cas, à la date et à l'heure de la défaillance par rapport à laquelle le paiement est effectué.

5.9.5 Calcul de la quote-part

La quote-part du membre d'un groupe de crédit de catégorie, à titre d'obligé, de l'obligation d'un adhérent défaillant selon la Règle 5.9.3 est calculée comme suit :

- (a) si l'adhérent défaillant est prêteur, la proportion de la quote-part de l'obligé correspond à la proportion de la moyenne du risque maximal couru pour le partage des pertes de l'obligé, par rapport au total des moyennes du risque maximal couru pour le partage des pertes de l'ensemble des membres du groupe de crédit des prêteurs (à l'exception de l'adhérent défaillant);
- (b) si l'adhérent défaillant est agent de règlement, la proportion de la quote-part de l'obligé doit correspondre à la proportion du plafond de fonctionnement de l'obligé, par rapport au total des plafonds de fonctionnement de l'ensemble des membres du groupe de crédit des agents de règlement (à l'exception de l'adhérent défaillant);
- (c) si l'adhérent défaillant est emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs, la proportion de la quote-part de l'obligé à titre de membre du groupe de crédit des emprunteurs de fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars canadiens ou en dollars américains, selon le cas, doit correspondre à la proportion du plafond de fonctionnement de l'obligé, par rapport au total des plafonds de fonctionnement de l'ensemble des membres du groupe de crédit des emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs pour la monnaie visée (à l'exception de l'adhérent défaillant);
- (d) si l'adhérent défaillant est emprunteur non contribuant, la proportion de la quote-part de l'obligé à titre de membre du groupe de crédit des emprunteurs non contributeurs pour les règlements en dollars canadiens ou en dollars américains, selon le cas, doit correspondre à la proportion du total des frais payables à la CDS par l'obligé pour le mois qui précède celui où la défaillance de l'adhérent défaillant a eu lieu, par rapport au total des frais payables à la CDS pour ce mois par l'ensemble des membres du groupe de crédit des emprunteurs non contributeurs pour la monnaie visée (à l'exception de l'adhérent défaillant).

Aux fins de la Règle 5.9.5(b) ou de la Règle 5.9.5(c), le plafond de fonctionnement de tout membre est celui qui est en vigueur lorsque l'adhérent défaillant omet de faire un paiement ou lorsqu'il ne paie pas sa quote-part d'une obligation conformément à la présente Règle 5.9, selon le cas. Si un agent de règlement détient un plafond de fonctionnement libellé en dollars canadiens et un plafond de fonctionnement libellé en dollars américains, alors, aux fins de la Règle 5.9.5(b), le calcul de la quote-part sera effectué au moyen de la valeur totale des deux plafonds de fonctionnement, en effectuant la conversion du plafond de fonctionnement en dollars américains en son équivalent canadien selon le taux de change établi par la CDS.

Toute demande de paiement de la CDS aux membres d'un groupe de crédit de catégorie visant une obligation d'un adhérent défaillant doit fournir les détails du calcul de la quote-part du membre du groupe de crédit de catégorie relative à cette obligation.

Les mentions d'« adhérent défaillant » dans la présente Règle 5.9.5 s'entendent de l'« adhérent défaillant subséquent » aux fins de son application à celui-ci, avec les adaptations nécessaires.

5.9.6 Obligation de l'adhérent défaillant

L'obligation de l'adhérent défaillant mentionnée à la Règle 5.9.3 correspond au total de toutes les obligations envers la CDS découlant de ce qui suit :

- (a) tout dédommagement ou toute réclamation relative aux services transfrontaliers comme défini à la Règle 10.2.6;
- (b) son adhésion au service de dépôt et au service de règlement, à l'exception de ce qui suit :

- i. les dettes ou les obligations découlant de son rôle de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs, de responsable du traitement des droits et privilèges ou de gardien d'une valeur (étant entendu qu'une obligation d'un adhérent défaillant envers la CDS attestée par une entrée à son compte de fonds n'est pas considérée comme une dette ou une obligation exclue);
- ii. les obligations relatives à une marge de crédit utilisée de l'adhérent défaillant pour laquelle il est bénéficiaire;
- iii. toute obligation garantie par les autres membres du groupe de crédit pour un fonds auquel appartient l'adhérent défaillant.

Les membres d'un groupe de crédit de catégorie reconnaissent que l'obligation d'un adhérent défaillant envers la CDS peut excéder son plafond de fonctionnement et les montants autorisés de marges de crédit établies en sa faveur en raison d'écritures imposées passées par la CDS conformément à la Règle 8.2.3, ou d'un dédommagement ou d'une réclamation relativement aux services transfrontaliers exigé conformément à la Règle 10.2.6.

L'obligation d'un adhérent défaillant peut être libellée en dollars canadiens, en dollars américains ou dans les deux monnaies. L'obligation d'un groupe de crédit de catégorie d'un adhérent défaillant (autre que celui d'un emprunteur) comprend l'obligation totale de l'adhérent défaillant dans toutes les monnaies. En ce qui concerne un emprunteur, l'obligation du groupe de crédit de catégorie portant sur les règlements en dollars canadiens est séparée de l'obligation du groupe de crédit de catégorie portant sur les règlements en dollars américains.

5.9.7 Obligation continue

L'obligation d'un membre d'un groupe de crédit de catégorie en tant qu'obligé conformément à la Règle 5.9.3 est continue et elle n'est pas acquittée, en tout ou en partie, par ce qui suit, le membre devant l'acquitter conformément à la Règle 5.9.3 :

- (a) un paiement fait par l'adhérent défaillant ou par un autre membre;
- (b) la suspension ou le retrait d'un membre du groupe de crédit de catégorie ou la résiliation de son adhésion;
- (c) les moyens de défense, les réclamations, les demandes reconventionnelles et les droits légaux et contractuels de compensation ou droits de contre-passation entre l'adhérent défaillant et le membre, entre la CDS et l'adhérent défaillant ou entre la CDS et le membre.

5.9.8 Aucune incidence des mesures prises par la CDS ou par l'adhérent défaillant sur les obligations de l'obligé

Les obligations d'un membre du groupe de crédit de catégorie en tant qu'obligé conformément à la présente Règle 5.9 ne sont aucunement touchées par les actes ou les omissions de la CDS ou de l'adhérent défaillant. Sans limiter la portée générale de ce qui précède :

- (a) la CDS peut :
 - i. accorder des renouvellements, des extensions, des jours de grâce, des mainlevées et des quittances à l'adhérent défaillant ou à quiconque (y compris un autre membre du groupe de crédit de catégorie) ou traiter autrement avec ceux-ci (y compris un autre membre du groupe de crédit de catégorie),

- ii. modifier, échanger, renouveler, réaliser ou autrement traiter toute sûreté ou garantie consentie à la CDS ou en donner quittance, y renoncer ou la réaliser,
- iii. affecter tout paiement reçu de l'adhérent défaillant ou de quiconque (y compris un autre membre du groupe de crédit de catégorie) ou provenant de la réalisation de toute sûreté relative à la part de responsabilité de l'adhérent défaillant que la CDS juge appropriée, et modifier une telle affectation de temps à autre,

le tout sans aucune incidence sur les obligations de l'obligé;

(b) la CDS n'est pas tenue d'épuiser ses recours contre l'adhérent défaillant ou quiconque (y compris un autre membre du groupe de crédit de catégorie) ou de présenter une réclamation en vertu d'une autre garantie avant d'exiger paiement auprès de l'obligé;

(c) tout ou toute, selon le cas :

- i. changement de nom de l'adhérent défaillant,
- ii. dans le cas d'une société de personnes, changement dans la participation de l'adhérent défaillant par suite d'un décès, du départ à la retraite d'un ou de plusieurs associés, de l'arrivée d'un ou de plusieurs autres associés ou autre,
- iii. dans le cas d'une société, changement dans les objets, la structure du capital ou l'acte constitutif de l'adhérent défaillant,
- iv. vente totale ou partielle de l'entreprise de l'adhérent défaillant,
- v. regroupement de l'adhérent défaillant avec une ou plusieurs sociétés,

n'a aucune incidence sur la responsabilité de l'obligé, et la garantie accordée par l'obligé passera au particulier, à l'entité ou à la société qui l'acquiert ou qui exerce de temps à autre les activités de l'entreprise de l'adhérent défaillant;

(d) si :

- i. l'adhérent défaillant fait faillite ou est mis en faillite,
- ii. un syndic ou un syndic et gestionnaire est nommé aux biens, en totalité ou en partie, de l'adhérent défaillant,
- iii. un créancier détenteur d'une charge prend possession d'une partie des biens de l'adhérent défaillant, ou
- iv. l'adhérent défaillant fait une proposition, y compris une proposition de compromis ou d'arrangement à ses créanciers en vertu d'une loi ou de quelque autre façon,

les obligations de l'obligé demeurent inchangées par ces événements.

Les mentions d'un « adhérent défaillant » dans la présente Règle 5.9.8 s'entendent de l'« adhérent défaillant subséquent » aux fins de son application à celui-ci, avec les adaptations nécessaires.

5.9.9 Remboursement par l'adhérent défaillant

L'adhérent défaillant rembourse chaque obligé qui paie à la CDS sa quote-part de l'obligation de l'adhérent défaillant, majorée des intérêts courus sur cette somme depuis la date du paiement par

l'obligé jusqu'à celle du remboursement par l'adhérent défaillant à l'obligé à un taux annuel correspondant à 3 % de plus que le taux d'escompte fixé par la Banque du Canada à l'occasion (entendu que lorsque le taux d'escompte est rajusté, le taux de l'intérêt couru sur la somme alors en souffrance est automatiquement rajusté au même taux d'intérêt qui est en vigueur).

L'obligé, lorsqu'il fait un paiement à la CDS, est entièrement subrogé dans les droits de la CDS contre l'adhérent défaillant relativement à ce paiement.

5.10 FONDS COMMUNS DE GARANTIE

5.10.1 Établissement de fonds communs de garantie

Chaque groupe de crédit de catégorie, sauf les groupes de crédit de catégorie des emprunteurs non contribuants, établit un fonds commun de garantie afin de garantir l'exécution des obligations de ses membres envers la CDS.

Chaque adhérent détenant un plafond de fonctionnement verse des contributions au fonds commun de garantie (les « **contributions** ») du groupe de crédit de catégorie dont il est membre. L'emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs pour une monnaie donnée verse ses contributions aux fonds communs de garantie des emprunteurs pour cette monnaie. Il est entendu qu'un emprunteur non contribuant ne verse pas de contribution à un fonds commun de garantie des emprunteurs, mais consent à la CDS une sûreté sur sa garantie du service de règlement.

La CDS administre les contributions au fonds commun de garantie conformément à la présente Règle 5.10.

5.10.2 Contributions globales aux fonds communs de garantie

Le montant minimum global des contributions à un fonds commun de garantie versées par les membres d'un tel fonds correspond :

- (a) pour le fonds commun de garantie des prêteurs, au montant calculé à l'aide d'une formule ou de tables établies de temps à autre par le conseil des prêteurs et intégrées par la CDS aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur;
- (b) pour le fonds commun de garantie des agents de règlement, au montant calculé à l'aide d'une formule ou de tables établies de temps à autre et figurant dans une directive écrite transmise à la CDS conformément à la convention relative au groupe de crédit des agents de règlement et intégrées par la CDS aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur;
- (c) pour le fonds commun de garantie des emprunteurs en dollars canadiens, au montant calculé à l'aide de la formule établie par la CDS et décrite dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur;
- (d) pour le fonds commun de garantie des emprunteurs en dollars américains, un montant choisi conformément aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur.

Toute augmentation des contributions au fonds commun de garantie demandée par la CDS en vertu de la Règle 5.10.7 s'ajoute au montant minimum des contributions au fonds commun de garantie requises en vertu de la présente Règle 5.10.2.

5.10.3 Calcul des contributions individuelles aux fonds communs de garantie

Le montant de la contribution d'un prêteur au fonds commun de garantie correspond à sa quote-part du montant minimum des contributions globales des prêteurs au fonds commun de garantie des prêteurs, et selon le même rapport qu'il y a entre la moyenne du risque maximal couru relativement à la date de clôture des registres du prêteur et le total des moyennes du risque maximal couru relativement à la date de clôture des registres de l'ensemble des prêteurs. Si un prêteur est tenu de faire une contribution plus importante, la contribution au fonds commun de garantie des autres prêteurs n'est pas réduite, et la quote-part de chaque prêteur du montant minimum de contributions globales au fonds commun de garantie est calculée sans égard à cette augmentation.

Le montant de la contribution de l'agent de règlement à son fonds commun de garantie est prévu dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur. Si un agent de règlement est tenu de faire une contribution plus importante au fonds commun de garantie, la contribution au fonds commun de garantie des autres agents de règlement n'est pas réduite, et la quote-part de chaque agent de règlement du montant minimum des contributions globales au fonds commun de garantie est établie sans égard à cette augmentation.

Le montant de chaque contribution au fonds commun de garantie des emprunteurs de fonds commun de garantie des emprunteurs est établi au moyen des formules établies par la CDS et décrites dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur.

5.10.4 Augmentation de la contribution au fonds commun de garantie à la demande du prêteur

(i) Augmentation du plafond de fonctionnement

Si le plafond de fonctionnement d'un prêteur est, à sa demande, provisoirement augmenté, la situation est la suivante le jour ouvrable durant lequel son plafond de fonctionnement est augmenté :

- (a) sa contribution au fonds commun de garantie est augmentée du montant précisé dans la communication du conseil des prêteurs;
- (b) dans le cas où le prêteur est suspendu avant le processus de paiement, la CDS et les obligés du groupe de crédit de catégorie des prêteurs n'ont le droit de réaliser qu'une fraction de l'augmentation de la contribution au fonds commun de garantie, soit le même rapport existant entre la somme utilisée sur l'augmentation du plafond de fonctionnement du prêteur et l'augmentation totale de son plafond de fonctionnement;

(ii) Diminution de la cote

Si l'évaluation de la dette à court terme du prêteur est inférieure à la cote R-1 Faible du DBRS ou son équivalent, la contribution requise du prêteur au fonds commun de garantie est augmentée des sommes suivantes :

- (a) si l'évaluation est la cote R-2 Fort du DBRS ou son équivalent, d'une somme égale à 50 % de son plafond de fonctionnement;
- (b) si l'évaluation est la cote R-2 Moyen du DBRS ou son équivalent, d'une somme égale à 100 % de son plafond de fonctionnement;

- (c) si l'évaluation est inférieure à la cote R-2 Moyen du DBRS ou son équivalent, d'une somme égale à 100 % de son plafond de fonctionnement du prêteur, si le conseil des prêteurs a déterminé qu'il doit avoir un plafond de fonctionnement supérieur à 0 \$.

5.10.5 Augmentation de la contribution au fonds commun de garantie de l'agent de règlement

Si les membres du groupe de crédit des agents de règlement jugent que pour assurer la stabilité financière et l'intégrité de ce groupe de crédit, la contribution au fonds commun de garantie d'un membre donné doit être supérieure au montant des contributions au fonds commun de garantie par ailleurs calculé, la contribution de ce membre au fonds commun de garantie sera augmentée à un montant n'excédant pas celui de son plafond de fonctionnement. La CDS donne suite à la demande d'augmentation de la contribution de l'agent de règlement au fonds commun de garantie dès réception d'instructions écrites données conformément à la convention relative au groupe de crédit des agents de règlement.

5.10.6 Augmentation des contributions versées au fonds commun de garantie par un emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs

(i) Demande de la CDS

Dès réception d'une demande de la CDS, un emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs verse une contribution supplémentaire au fonds commun de garantie pour les règlements en dollars canadiens ou au fonds commun de garantie pour les règlements en dollars américains, selon le cas. Une telle contribution s'ajoute à sa contribution comme définie la Règle 5.10.3. Le montant de cette contribution supplémentaire correspond au montant que la CDS, à sa seule discrétion, détermine être prudent afin d'assurer l'exécution des obligations de l'emprunteur envers elle, compte tenu de la stabilité financière et du statut réglementaire de l'adhérent, le montant de ses obligations envers la CDS et tout autre facteur que la CDS juge pertinent.

(ii) Contribution au moyen d'une garantie de marge supplémentaire

Si un membre du groupe de crédit de catégorie des emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars canadiens est sous surveillance au système du signal précurseur par l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières, le membre sous surveillance au système du signal précurseur ne peut augmenter provisoirement son plafond de fonctionnement et doit verser une contribution au fonds commun de garantie au moyen d'une garantie de marge supplémentaire dont le montant est calculé de l'une des manières suivantes :

- (a) s'il s'agit d'une surveillance de niveau 1 au système du signal précurseur, le montant correspond à la contribution actuelle du membre au fonds commun de garantie (sauf si celui-ci choisit de réduire son plafond de fonctionnement, auquel cas le montant correspond à la valeur de son plafond de fonctionnement réduit, divisée par le ratio de levier financier applicable au groupe de crédit des emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars canadiens);
- (b) s'il s'agit d'une surveillance de niveau 2 au système du signal précurseur, le montant correspond à l'écart entre la contribution actuelle du membre au fonds commun de garantie et son plafond de fonctionnement.

Les renseignements afférents à la surveillance d'un membre au système du signal précurseur et aux exigences en matière de contribution au moyen d'une garantie de marge supplémentaire sont confidentiels et ne sont pas divulgués aux autres membres.

(iii) Incidence des contributions supplémentaires

Les contributions supplémentaires et les contributions au moyen d'une garantie de marge supplémentaire versées par l'emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs conformément à la présente Règle 5.10.6 n'ont aucune incidence sur le calcul du facteur de mise en commun ou du plafond de fonctionnement de :

- (a) l'emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs qui verse la contribution supplémentaire ou la contribution au moyen d'une garantie de marge supplémentaire;
- (b) tout autre emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs.

(iv) Remboursement des contributions supplémentaires

À la demande de l'emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs qui verse la contribution supplémentaire conformément à la Règle 5.10.6(i) et à la condition que l'emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs n'ait pas été mis sous surveillance au système du signal précurseur, la CDS rembourse à cet emprunteur toute contribution supplémentaire si elle détermine, à sa seule discrétion, que cette contribution n'est plus nécessaire pour assurer l'acquittement des obligations de cet emprunteur envers la CDS.

À la demande de l'emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs qui verse la contribution au moyen d'une garantie de marge supplémentaire conformément à la Règle 5.10.6(ii), la CDS rembourse cette contribution si l'emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs n'est plus sous surveillance au système du signal précurseur.

5.10.7 Contribution supplémentaire au fonds commun de garantie

Un adhérent détenant un plafond de fonctionnement verse une contribution supplémentaire dès qu'il est informé par la CDS :

- (a) de la nécessité d'une augmentation du montant de sa contribution au fonds commun de garantie en vertu de la Règle 5.10.3;
- (b) de la nécessité d'une contribution supplémentaire au fonds commun de garantie imputable à une diminution de la valeur reconnue des valeurs précédemment livrées par l'adhérent; ou
- (c) de la nécessité d'une contribution supplémentaire au fonds commun de garantie aux fins de reconstitution du fonds commun de garantie en vertu de la Règle 9.2.8 au terme de la suspension d'un autre adhérent.

5.10.8 Contribution excédentaire au fonds commun de garantie

L'adhérent détenant un plafond de fonctionnement peut demander à la CDS le remboursement de toute contribution excédentaire qu'il a faite au fonds commun de garantie.

Si un adhérent détenant un plafond de fonctionnement détient des contributions excédentaires au fonds commun de garantie en raison d'une réduction de sa contribution requise au fonds commun de garantie, que cette réduction soit due ou non à une diminution de son plafond de fonctionnement, l'excédent n'est remboursé par la CDS qu'après la fin du processus de paiement le jour où sa contribution au fonds commun de garantie requise a été réduite, et seulement si :

- (a) toutes ses obligations envers la CDS sont acquittées;

- (b) aucun autre membre du groupe de crédit de catégorie de cet adhérent n'a été en défaut ou suspendu.

Un adhérent détenant un plafond de fonctionnement peut décider de ne pas demander le remboursement de sa contribution excédentaire au fonds commun de garantie. Le cas échéant, cette contribution excédentaire ne sera pas assujettie à la sûreté consentie par lui à la CDS conformément à la Règle 5.12.1 et ne sera pas distribuée conformément au processus de suspension décrit à la Règle 9. Il est entendu que les augmentations de contribution ou les contributions supplémentaires au fonds commun de garantie exigées en fonction de la présente Règle 5.10 ne constituent pas des contributions excédentaires au fonds commun de garantie.

5.10.9 Remboursement des contributions au fonds commun de garantie

La contribution au fonds commun de garantie de l'adhérent détenant un plafond de fonctionnement est remboursée à cet adhérent par la CDS dans un délai raisonnable après qu'il cesse d'être un adhérent ou un membre d'un groupe de crédit de catégorie donné, pourvu :

- (a) que toutes ses obligations envers la CDS aient été remplies;
- (b) qu'aucun autre membre de son groupe de crédit de catégorie n'ait été en défaut ou suspendu;
- (c) que toutes les transactions engageant l'adhérent aient été conclues;
- (d) que toutes ses obligations découlant des transactions effectuées pendant qu'il était adhérent aient été acquittées ou, avec l'approbation de la CDS, que ces obligations aient été cédées à un autre adhérent.

5.11 GESTION DES GARANTIES

5.11.1 Grands livres de gestion des garanties

La CDS tient des grands livres de gestion des garanties et leurs comptes sous-jacents pour le calcul, le contrôle et la gestion des garanties qu'elle détient aux fins de la présente Règle 5.11. En particulier :

- (a) Les garanties particulières, les contributions à un fonds, les contributions de liquidité supplémentaire, les contributions au fonds commun de garantie et, après une suspension, les garanties du service de règlement mises en gage par un adhérent au profit de la CDS, sont portées au crédit des comptes tenus au nom de la CDS;
- (b) S'il s'agit de la suspension d'un membre du groupe de crédit des prêteurs, la CDS tient le grand livre de gestion des garanties et les comptes sous-jacents de celui-ci au nom du prêteur principal, conformément à la Règle 9.3.4(ii);
- (c) La CDS désigne un grand livre de gestion des garanties distinct pour chaque adhérent. Les garanties particulières, les contributions à un fonds, les contributions de liquidité supplémentaire et les contributions au fonds commun de garantie effectuées par un adhérent sont portées au crédit du grand livre de gestion des garanties propre à cet adhérent;
- (d) Les contributions de liquidité supplémentaire sont portées au crédit des grands livres de gestion des garanties devant être tenus par la CDS au profit exclusif de celle-ci.

5.11.2 Gestion centralisée des garanties

Pour plus de simplicité et pour une gestion efficace, dans les circonstances décrites dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur, un adhérent peut effectuer une livraison unique de garanties pour s'acquitter en totalité ou en partie d'une ou de plusieurs de ses obligations en ce qui concerne la garantie particulière, les contributions à un fonds, les contributions de liquidité supplémentaire ou les contributions au fonds commun de garantie.

La CDS peut amalgamer dans un seul compte d'un grand livre de gestion des garanties les garanties mises en gage ou grevées par un adhérent avec celles mises en gage ou grevées par d'autres adhérents et peut amalgamer les garanties mises en gage ou grevées par un adhérent qui font l'objet d'une sûreté consentie par celui-ci avec toute autre garantie mise en gage ou grevée par celui-ci qui fait l'objet d'une autre sûreté consentie par celui-ci. La CDS établit de temps à autre, à sa seule discrétion, de quelle manière la garantie mise en gage ou grevée consentie par un adhérent au profit de la CDS ou de toute autre personne est attribuée à une catégorie de garanties donnée. Toute sûreté établie par un adhérent conformément aux Règles, à laquelle est assujettie une telle garantie, s'applique à l'égard des obligations de celui-ci de la façon que détermine la CDS.

Si une garantie mise en gage ou grevée par un adhérent est jugée comme constituant une valeur viciée ou est, par ailleurs, d'une valeur au marché inférieure à la valeur prévue, l'écart de valeur de cette garantie sera attribué proportionnellement à la garantie particulière, au fonds de liquidité supplémentaire, à chaque fonds et à chaque fonds commun de garantie auxquels l'adhérent devait contribuer, et ce, dans la proportion que forme le montant de la garantie exigée à cette fin par rapport au montant total de toutes les garanties exigées.

La CDS permet à l'adhérent auquel un grand livre de gestion des garanties a été désigné d'y accéder à des fins limitées, notamment pour s'enquérir des valeurs et des fonds portés au crédit des comptes de ce grand livre et pour demander (mais non exécuter) certaines transactions relatives à ces comptes, comme la substitution d'une garantie par une autre.

5.11.3 Forme et valeur des garanties

Sous réserve des dispositions des Procédés et méthodes et des Guides de l'utilisateur, les garanties mises en gage par un adhérent à titre de garantie particulière, de contribution à un fonds, de contribution de liquidité supplémentaire et de contribution au fonds commun de garantie peuvent être constituées de ce qui suit :

- (a) les types de valeurs, dont la liste est publiée de temps à autre par la Banque du Canada, qui sont acceptés en nantissement dans le cadre du mécanisme permanent d'octroi de liquidités à plus d'un jour de la Banque du Canada;
- (b) les contributions en espèces libellées en dollars;
- (c) aux fins d'une contribution au fonds commun de garantie des emprunteurs de fonds commun de garantie des emprunteurs effectuant des règlements en dollars américains et au fonds des adhérents au Service de liaison avec New York seulement, les valeurs émises par le gouvernement des États-Unis d'Amérique, y compris, sans exclusion, les obligations, les billets et les bons du Trésor, ou les contributions en espèces en dollars américains;

Les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur peuvent préciser des critères d'admissibilité supplémentaires pour les garanties. Sous réserve du consentement de la CDS, l'adhérent peut de temps à autre substituer une garantie qu'il a donnée en gage ou grevée, par une garantie admissible selon les Règles, les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur.

Dans les cas où c'est applicable, la valeur reconnue d'une garantie mise en gage par un adhérent à titre de garantie particulière, de contribution à un fonds, de contribution de liquidité supplémentaire ou de contribution au fonds commun de garantie correspond à la juste valeur marchande de la garantie donnée, déterminée en conformité avec les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur, qui décrivent les exigences de marge applicables à un type de garantie donné. Ces exigences de marge peuvent :

- (a) varier selon la catégorie de valeurs;
- (b) attribuer une valeur nulle à certaines catégories de valeurs;
- (c) limiter la valeur maximale attribuée à certaines catégories de valeurs;
- (d) limiter la valeur pouvant être attribuée aux valeurs d'un émetteur ou d'un groupe d'émetteurs apparentés;
- (e) appliquer différentes méthodes d'évaluation pour des valeurs de même catégorie pour un adhérent donné (par exemple, en raison du lien existant entre un adhérent et l'émetteur de la valeur ou du rôle de l'adhérent par rapport à cette valeur);
- (f) appliquer différentes méthodes d'évaluation pour une valeur à différents moments (par exemple au moment de l'échéance ou avant celle-ci);
- (g) faire en sorte que d'autres facteurs décrits dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur soient utilisés.

5.11.4 Mise en gage et garde des garanties

Indépendamment du mode de livraison, les valeurs et les fonds portés au crédit des comptes d'un grand livre de gestion des garanties sont réputés avoir été mis en gage et livrés à la CDS par l'adhérent en réponse à une demande de mise en gage d'une garantie au profit de la CDS conformément à la Règle 5. Une telle garantie peut être vendue, cédée ou autrement traitée par la CDS, à sa seule discrétion, sans s'en reporter à cet adhérent ni à une personne qui la réclame par l'intermédiaire de cet adhérent, ni en qualité d'ayant cause ou de représentant. Dans l'exercice de ses droits décrits à la présente Règle 5.11, la CDS doit veiller à prendre des mesures que, de bonne foi, elle juge nécessaires pour protéger ses intérêts et ceux des adhérents, autre qu'un adhérent défaillant. La CDS n'est ni mandataire, ni fiduciaire, ni fidéicommissaire d'un adhérent en ce qui a trait à une garantie mise en gage auprès de la CDS.

La CDS détient une garantie et l'utilise conformément à la présente Règle 5.11. La CDS n'est pas tenue de l'appliquer en réduction d'une obligation de l'adhérent envers la CDS, de sorte qu'elle peut investir toute garantie particulière, contribution à un fonds, contribution de liquidité supplémentaire ou contribution au fonds commun de garantie de façon raisonnable et prudente. La CDS garde les garanties séparément de ses propres fonds.

Le montant net de tout intérêt, dividende ou revenu que la CDS reçoit sur les garanties de l'adhérent (sauf les contributions en espèces minimales que la CDS détermine de temps à autre) doit être distribué à l'adhérent conformément aux Procédés et méthodes, pourvu que l'adhérent se soit acquitté de ses obligations envers la CDS.

5.11.5 Cession des garanties par la CDS

La CDS peut, au profit de toute personne, céder, transférer, mettre en gage ou grever toute garantie mise en gage en sa faveur et toute sûreté qui lui a été consentie sur une telle garantie, ou consentir une sûreté d'une quelque autre façon sur :

- (a) toute garantie particulière, garantie du service de règlement, contribution à un fonds, contribution de liquidité supplémentaire ou contribution au fonds commun de garantie;
- (b) tout investissement d'une telle garantie effectué par la CDS; et
- (c) tout droit, titre ou participation qu'elle peut avoir en vertu de la présente Règle 5;

pour garantir :

- a. toute obligation de la CDS relativement à tout service;
- b. tout prêt que la CDS a contracté relativement à tout service;
- c. toute dette que la CDS a contractée relativement à tout service.

5.12 SÛRETÉS SUR LES GARANTIES

5.12.1 Sûreté consentie à la CDS, à un prêteur ou à une caution

Chaque adhérent consent une sûreté à la CDS (la « **sûreté de la CDS** ») sur :

- (a) toute garantie particulière;
- (b) toute garantie du service de règlement;
- (c) toute contribution à un fonds;
- (d) toute contribution de liquidité supplémentaire;
- (e) toute contribution au fonds commun de garantie, sauf si l'adhérent est un emprunteur non contribuant;
- (f) toute garantie du groupe de crédit de catégorie;
- (g) toute garantie relative aux services transfrontaliers, si l'adhérent est un adhérent à un service transfrontalier;

ainsi que tous les dividendes, intérêts et montants dus à échéance, remboursements de capital et autres droits et privilèges et produits rattachés à ces garanties. Bien que le fait d'accorder une sûreté sur chaque catégorie de garantie soit décrit ou défini dans différentes Règles, chaque sûreté accordée en faveur de la CDS garantit le paiement de tous les montants dus de temps à autre à la CDS par l'adhérent en vertu des Règles et l'acquittement de toutes les obligations de l'adhérent envers la CDS de temps à autre conformément aux Règles.

Pour garantir le paiement en bonne et due forme de tous les montants dus en vertu de la Règle 5.9.9 aux obligés de son groupe de crédit de catégorie en cas de défaillance de sa part, chaque prêteur accorde une sûreté sur sa garantie du groupe de crédit de catégorie aux autres membres de son groupe de crédit de catégorie (la « **sûreté des prêteurs** »).

Pour garantir le paiement de toutes ses obligations en vertu de la Règle 5.6.5, chaque bénéficiaire accorde une sûreté sur toutes ses garanties du service de règlement à toute caution qui établit une marge de crédit en faveur de ce bénéficiaire et aux autres membres du groupe de crédit de catégorie de cette caution (la « **sûreté de la caution** »).

Ainsi, si l'adhérent est un bénéficiaire, sa garantie du service de règlement, laquelle fait partie de sa garantie du groupe de crédit de catégorie, est assujettie à la sûreté de la caution consentie à ses cautions et à la sûreté du groupe de crédit de catégorie consentie à la CDS et, si l'adhérent est un prêteur, aux autres membres de son groupe de crédit de catégorie.

L'ordre de priorité des sûretés consenties à la CDS et aux adhérents, décrites à la présente Règle 5.12.1, est prévu à la Règle 5.14. Les droits au titre de la garantie et les obligations qui en découlent pour l'adhérent au moment de sa suspension, le cas échéant, sont prévus à la Règle 9.

Chaque adhérent déclare et garantit à la CDS, aux autres membres de chaque fonds dont il est membre et aux autres membres de son ou de ses groupes de crédit de catégorie, qu'il détient l'autorisation et les pouvoirs requis pour accorder une telle sûreté à la CDS ou à un autre adhérent de la façon prévue à la présente Règle 5.12, en tenant compte des dispenses et des autorisations requises par toute loi ou tout règlement le liant. De telles sûretés demeurent valides en cas de suspension, de résiliation de la Convention d'adhésion ou de retrait de l'adhérent.

5.12.2 Naissance d'une sûreté sur la garantie du service de règlement

La sûreté de la caution et la sûreté du groupe de crédit de catégorie grèvent les garanties décrites ci-dessous, et ces garanties font partie de la garantie du service de règlement, au moment précisé pour chaque cas :

- (a) les valeurs et les fonds portés au compte général ou au compte de garantie restreinte, au moment auquel sont effectuées les écritures les portant au crédit de ces comptes;
- (b) la garantie du service de règlement dont il est question aux Règles 5.2.4(c) et 5.2.4(d), dès que l'adhérent acquiert des droits dans une telle garantie du service de règlement et, en particulier en ce qui concerne la Règle 5.2.4(c), dès que la mise en gage est effectuée;
- (c) la garantie du service de règlement dont il est question à la Règle 5.2.4(e), dès que l'adhérent livre les valeurs de type L à la Banque du Canada.

5.12.3 Mainlevée de la sûreté sur la garantie du service de règlement

La sûreté de la caution et la sûreté du groupe de crédit de catégorie cessent de grever les garanties décrites ci-dessous, et ces garanties ne font plus partie de la garantie du service de règlement, au moment indiqué dans chaque cas :

- (a) les valeurs ou les fonds crédités à un compte général ou à un compte de garantie restreinte de l'adhérent, lorsque les valeurs ou les fonds sont débités du compte;
- (b) la garantie du service de règlement décrite à la Règle 5.2.4(c), lorsque les valeurs ou les fonds sont virés du compte de mise en gage;
- (c) la garantie du service de règlement décrite à la Règle 5.2.4(d) dès que l'adhérent n'a plus de droits relativement à cette garantie du service de règlement;
- (d) les valeurs de type L décrites à la Règle 5.2.4(e) retenues par la Banque du Canada, lorsque le processus de paiement est terminé, conformément à la Règle 8.3.

5.12.4 Aucune incidence d'un virement sur la sûreté consentie sur la garantie du service de règlement

La naissance de la sûreté d'une caution et de la sûreté du groupe de crédit de catégorie n'est pas touchée lorsque les valeurs ou les fonds faisant partie de la garantie du service de règlement sont virés :

- (a) entre comptes, tous deux étant assujettis à la sûreté de la caution et à la sûreté du groupe de crédit de catégorie; par exemple, comme les valeurs dans le compte de garantie restreinte de l'adhérent et dans le compte général de l'adhérent sont assujetties à la sûreté de la caution et à la sûreté du groupe de crédit de catégorie, la livraison de valeurs provenant du compte de garantie restreinte au compte général ne fait pas en sorte que la sûreté de la caution et la sûreté du groupe de crédit de catégorie cessent de grever ces valeurs;
- (b) à des comptes tenus dans le grand livre de gestion des garanties ou dans le grand livre de droits et privilèges;
- (c) de la façon prévue en cas de suspension de l'adhérent.

5.13 SÛRETÉ DE LA CAUTION

5.13.1 Caution principale

Le terme « **caution principale** » d'un bénéficiaire désigne en tout temps :

- (a) la caution qui a été désignée à titre de caution principale, conformément à la convention entre cautions;
- (b) si aucune caution n'a été désignée à titre de caution principale, celle qui a établi la marge de crédit au profit du bénéficiaire dont le montant utilisé est alors le plus élevé; ou
- (c) si le montant alors utilisé est le même au titre de plus d'une marge de crédit, la caution qui a établi la plus ancienne de ces marges de crédit.

5.13.2 Provisionnement le même jour d'une marge de crédit

En tout temps avant le processus de paiement, sur instructions d'une caution ayant établi une marge de crédit pour un bénéficiaire aux termes de laquelle un montant est alors utilisé, sans qu'il y ait nécessité d'ordres ou du consentement du bénéficiaire, la CDS est irrévocablement mandatée et autorisée par le bénéficiaire de virer la garantie du service de règlement aux comptes d'un grand livre de sa caution en conformité avec la présente Règle 5.13.2. La CDS n'a pas l'obligation de faire enquête ni de se renseigner sur le droit de la caution à un tel virement.

La juste valeur marchande de la garantie du service de règlement faisant l'objet du virement ne doit pas être supérieure au montant raisonnablement requis aux fins du remboursement du montant utilisé de la marge de crédit établie pour ce bénéficiaire. La juste valeur marchande de la garantie du service de règlement est déterminée par la CDS en conformité avec les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur, y compris toute exigence de marge qui est susceptible de s'appliquer à un type de valeur donné compris dans la garantie du service de règlement. Si la garantie du service de règlement qui est disponible a une valeur supérieure au montant utilisé de la marge de crédit établie au profit du bénéficiaire, la garantie devant être virée sera alors déterminée par la CDS en conformité avec les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur.

Si la caution demandant le virement de la garantie du service de règlement conformément à la présente Règle 5.13.2 est la seule caution ayant établi une marge de crédit au profit du bénéficiaire dont un montant est alors utilisé, la CDS y donnera suite. Si plus d'une caution a établi une marge de crédit au profit du bénéficiaire dont un montant est alors utilisé, la CDS informera la caution qui fait la demande du nom de ces autres cautions. Toutes ces cautions se consultent et décident d'un commun accord de la suite des choses concernant ces marges de crédit et, à cette fin, peuvent s'informer mutuellement des montants utilisés sur chacune des marges de crédit. La CDS peut en tout temps, sans autre enquête ni vérification, donner suite aux ordres d'une caution qui déclare être la caution principale en conformité avec la Règle 5.13.1. La CDS n'a aucune obligation de prendre quelque mesure à l'égard de la garantie du service de règlement, tant et aussi longtemps qu'elle ne reçoit pas un ordre de la caution principale.

La CDS informe le bénéficiaire de ce qui suit :

- (a) lors du virement de la garantie du service de règlement, que cette garantie a été virée aux comptes d'un grand livre de sa caution ou de la caution principale, selon le cas; ou
- (b) après la clôture du processus de paiement, qu'une demande de virement de la garantie du service de règlement aux comptes d'un grand livre de sa caution ou de la caution principale, selon le cas, a été présentée ce jour-là par une de ses cautions, mais qu'elle n'a pas été exécutée.

5.13.3 Virement d'une garantie du service de règlement à la suite d'une demande ou d'une suspension

Si une caution a établi une marge de crédit au profit d'un bénéficiaire dont un montant est utilisé, la CDS passera les écritures appropriées pour virer aux comptes d'un grand livre de la caution la garantie du service de règlement inscrite dans les comptes des grands livres du bénéficiaire, en conformité avec les Règles 5.14.1 et 5.14.2, lorsque la CDS demande un paiement de la caution relativement à la marge de crédit, ou lorsque le droit d'utilisation du service de règlement par le bénéficiaire est suspendu. Si plus d'une caution a établi une marge de crédit au profit du bénéficiaire dont un montant est utilisé au moment où la CDS demande un paiement ou le bénéficiaire est suspendu, alors la garantie du service de règlement sera virée à la caution principale, y compris toute partie de la garantie du service de règlement qui a pu avoir été antérieurement virée à une autre caution en application de la Règle 5.13.2.

La CDS vire la garantie du service de règlement à la caution ou à la caution principale en conformité avec la Règle 5.13.3 sans nécessité d'un ordre ou du consentement du bénéficiaire. Les paiements effectués par une caution pour le compte du bénéficiaire au moyen du mode de paiement par inscription comptable ne sont pas considérés comme paiement sur demande aux fins de la présente Règle 5.13.3.

5.13.4 Droits des autres cautions lors d'un virement

La CDS informe chaque caution ayant établi une marge de crédit au profit d'un bénéficiaire lorsqu'elle vire la garantie du service de règlement du bénéficiaire à une autre caution.

Chaque caution reconnaît que la CDS peut virer la garantie du service de règlement d'un bénéficiaire à une autre caution conformément aux Règles et, le cas échéant, aucune autre caution ne peut prétendre à un droit de réclamation contre la CDS relativement à cette garantie. Chaque caution reconnaît de plus que la CDS peut virer une telle garantie du service de règlement sans être tenue de faire enquête sur le droit d'une autre caution à ce virement, l'existence de dettes impayées entre le bénéficiaire et toute autre caution ou au rang prioritaire de toute autre caution relativement à la garantie du service de règlement.

Aucune disposition de la présente Règle 5.13.4 n'a pour effet d'abroger ou de toucher l'obligation de donner un avis de rachat ou le droit à un tel avis découlant de tout contrat conclu entre une caution et son bénéficiaire, ou encore en vertu de toute loi applicable.

5.13.5 Restriction d'utilisation applicable à une caution

Sous réserve de la Règle 9, une caution principale détient la garantie du service de règlement d'un bénéficiaire et prend les mesures d'exécution d'une telle garantie en son propre nom et au nom de l'autre caution ou des autres cautions au profit desquelles cette garantie est détenue, conformément à la convention entre cautions. Si le produit net provenant de la réalisation de cette garantie est supérieur au montant total payé à la CDS par les cautions, ces dernières doivent rendre compte au bénéficiaire et à la CDS des valeurs excédentaires et les virer au grand livre de gestion des garanties désigné par la CDS.

Une caution peut affecter la garantie du service de règlement du bénéficiaire aux seules fins de libérer le bénéficiaire de l'obligation de rembourser la caution des montants payés par celle-ci à la CDS relativement à la marge de crédit établie par la caution au profit du bénéficiaire, et non pour libérer le bénéficiaire de toute autre obligation engagée par celui-ci envers la caution.

5.13.6 Dédommagement à la CDS

La caution doit exonérer la CDS et ses propriétaires pour compte, de même que leurs associés, administrateurs, dirigeants, employés et mandataires respectifs, et les tenir indemnes, de tous frais engagés par eux, de tous dommages-intérêts ou de toute perte subis, de toute dépense ou de toute dette contractée, ou de toute réclamation contre l'un d'eux (y compris les honoraires d'un conseiller juridique engagé pour les guider ou les défendre relativement à une telle réclamation) découlant du virement, conformément à la Règle 5.13, de la garantie du service de règlement.

5.14 PRIORITÉ DES SÛRETÉS

5.14.1 Sûreté consentie par un emprunteur

Si le bénéficiaire est un emprunteur :

- (a) chaque sûreté grevant une garantie du service de règlement est consentie à une caution et à la CDS et est répartie entre la caution et la CDS conformément à la méthode décrite dans les Procédés et méthodes; et
- (b) les groupes de crédit dont il est membre prennent rang dans l'ordre de priorité suivant en ce qui a trait au produit de réalisation de la garantie :
 - i. premièrement, le groupe de crédit des emprunteurs de fonds commun de garantie des emprunteurs procédant à des règlements en dollars canadiens;
 - ii. deuxièmement, le groupe de crédit des emprunteurs de fonds commun de garantie des emprunteurs procédant à des règlements en dollars américains;
 - iii. troisièmement, tout groupe de crédit des emprunteurs non contribuants, et si le bénéficiaire est également membre des deux groupes de crédit des emprunteurs non contribuants, ils sont de rang égal.

5.14.2 Sûreté consentie par un adhérent autre qu'un emprunteur

Si le bénéficiaire n'est pas un emprunteur :

- (a) sous réserve du paragraphe (b) ci-dessous, la sûreté du groupe de crédit de catégorie grevant sa garantie du service de règlement prend rang prioritaire sur la sûreté de la caution grevant cette même garantie;
- (b) la sûreté de la CDS consentie par un prêteur à titre d'adhérent sur sa garantie de groupe de crédit de catégorie est subordonnée à la sûreté du prêteur grevant sa garantie du groupe de crédit de catégorie, à moins qu'aucun autre prêteur n'ait fait de paiement à la CDS comme il est envisagé à la Règle 5.9.3, auquel cas la sûreté de la CDS a priorité.

5.14.3 Priorité législative de la sûreté de la CDS

Les dispositions de la présente Règle 5 constituent une convention de sûreté créant une sûreté sur les valeurs et les fonds (y compris les droits et privilèges sur les valeurs) de chaque adhérent qui sont des actifs financiers, en faveur de la CDS en tant qu'intermédiaire en valeurs mobilières en vertu des lois de l'Ontario intitulées *Loi sur les sûretés mobilières* et *Loi de 2006 sur le transfert des valeurs mobilières*. Cette sûreté est grevée par le contrôle des valeurs et des fonds, et la sûreté est parfaite par la mainmise sur les valeurs et les fonds et l'enregistrement d'un état de financement. Par conséquent, comme il est prévu à l'article 30.1(5) de la *Loi sur les sûretés mobilières* de l'Ontario, cette sûreté a priorité sur une sûreté conflictuelle détenue par une autre partie titulaire d'une sûreté, à moins que les Règles stipulent que la sûreté conflictuelle a priorité. La mainmise de la CDS sur les valeurs et les fonds portés au crédit des comptes des grands livres de gestion des garanties n'est pas réputée être atteinte ou mise en péril de quelque façon que ce soit du fait qu'un droit d'accès limité à ceux-ci est accordé aux adhérents.

5.14.4 Reconnaissance de la priorité par les adhérents

Aux fins de la présente Règle 5.14.4, le terme « **sûreté réelle** » est défini comme suit :

- (a) toute hypothèque, toute mise en gage, tout nantissement, toute sûreté ou toute autre sûreté réelle ou charge (qu'elle soit fixe, flottante ou autre);
- (b) toute réserve de propriété ou tout crédit-bail;
- (c) toute autre entente donnant lieu à une garantie ou ayant sensiblement la même incidence économique que l'un ou l'autre des engagements susmentionnés;

contracté par un adhérent (dans la présente Règle 5.14.4, « **l'adhérent débiteur** ») et détenu par un autre adhérent ou pour le compte d'un autre adhérent (dans la présente Règle, « **l'adhérent créancier** »), à l'exception de toute sûreté prévue aux Règles.

Chaque adhérent qui est un adhérent créancier convient que la totalité des sûretés réelles contractées en tout temps par un adhérent débiteur est reportée et subordonnée à tous les égards par rapport aux sûretés en faveur de la CDS.

Les priorités prévues à la présente Règle 5.14.4 s'appliquent entre la CDS et chaque adhérent, et ce, nonobstant :

- (a) les priorités autrement données aux sûretés réelles ou aux sûretés accordées en faveur de la CDS en vertu du droit applicable;
- (b) le moment de la création, de l'octroi, de la réalisation, de la livraison, de l'affectation, de la publication, de l'opposabilité ou de l'exécution des sûretés réelles ou des sûretés accordées en faveur de la CDS;

- (c) le caractère non valide, inopposable ou non exécutoire de toute sûreté réelle ou de toute sûreté accordée en faveur de la CDS, et ce, pour quelque raison que ce soit;
- (d) le moment de la matérialisation de toute charge flottante ou de toute hypothèque flottante constituant une sûreté réelle ou une sûreté accordée en faveur de la CDS;
- (e) les dispositions des documents ou des ententes dont découle toute sûreté réelle;
- (f) toute abstention relativement à l'exercice des sûretés réelles ou des sûretés accordées en faveur de la CDS, et ce, que ce soit à l'égard des délais, de l'exécution ou à tout autre égard;
- (g) toute mainlevée, toute décharge, toute perte ou toute modification d'une partie ou de la totalité des sûretés réelles ou des sûretés accordées en faveur de la CDS ou toute opération portant sur celles-ci;
- (h) le caractère non valide ou inopposable de la responsabilité de l'adhérent débiteur ou toute limitation de cette responsabilité;
- (i) toute défense, tout dédommagement, toute compensation ou toute demande reconventionnelle dont bénéficie ou que revendique l'adhérent créancier ou l'adhérent débiteur;
- (j) la date à laquelle l'adhérent débiteur devient redevable à la CDS ou à l'adhérent créancier;
- (k) toute priorité donnée en vertu de tout principe juridique ou de toute disposition législative; ou
- (l) tout autre motif que ce soit.

5.14.5 Hypothèques du Québec

(i) Définition d'hypothèque

Aux fins de la présente Règle 5.14.5, chacun des éléments ci-dessous constitue une « **hypothèque** » :

- (a) chacune des sûretés mentionnées à la Règle 5.12.1, soit les sûretés accordées en faveur de la CDS, la sûreté des prêteurs et la sûreté de la caution dont chacune est accordée par un adhérent;
- (b) l'hypothèque correspondant à chacune de ces sûretés, accordée par l'adhérent en vertu de la présente Règle 5.14.5.

(ii) Octroi de l'hypothèque

En plus des sûretés accordées en faveur de la CDS, de la sûreté des prêteurs et de la sûreté de la caution, et dans la mesure où les sûretés accordées en faveur de la CDS, la sûreté des prêteurs et la sûreté de la caution peuvent être régies par les lois de la province de Québec, chaque adhérent accorde une hypothèque sur une partie ou l'ensemble des biens constituant les sûretés accordées en faveur de la CDS, la sûreté des prêteurs et la sûreté de la caution, pour un montant s'élevant à :

- (a) 50 milliards de dollars si l'adhérent est un prêteur;

- (b) 5 milliards de dollars si l'adhérent est un agent de règlement; ou
- (c) 1 milliard de dollars si l'adhérent est un emprunteur.

Toutes les hypothèques ainsi concédées garantissent les mêmes obligations, sont assujetties aux mêmes modalités et sont accordées en faveur de la même partie à titre de détenteur de l'hypothèque, comme tel est le cas pour la sûreté correspondante. Toutes les références à la création d'une sûreté dans les présentes Règles doivent être interprétées comme comprenant la création d'une hypothèque. Toutes les dispositions des présentes Règles traitant de ce qui suit :

- (a) la garantie assujettie à une sûreté;
- (b) l'incidence d'une telle sûreté;
- (c) les droits du détenteur d'une telle sûreté;
- (d) la priorité de rang d'une telle sûreté; et
- (e) l'immatriculation d'un état de financement afférent à une telle sûreté;

s'appliqueront, avec les modifications qui s'imposent, à l'hypothèque correspondante créée en vertu de la présente Règle 5.14.5 et à la publication d'une telle hypothèque.

(iii) Type d'hypothèque

Chaque hypothèque est constituée à la fois :

- (a) d'une mise en gage ou d'une hypothèque mobilière avec dépossession des biens hypothéqués conformément à l'hypothèque applicable qui ont été livrés au détenteur d'une telle hypothèque ou qui sont maintenant en sa possession, ainsi que d'une mise en gage ou d'une hypothèque mobilière avec dépossession de tout bien hypothéqué conformément à l'hypothèque applicable qui pourrait être ultérieurement livré au détenteur d'une telle hypothèque ou détenu par celui-ci ou considéré, en vertu des lois applicables, comme étant livré au détenteur d'une telle hypothèque ou détenu par celui-ci;
- (b) d'une hypothèque mobilière sans dépossession de la totalité des biens hypothéqués conformément à l'hypothèque applicable, autres que les biens mentionnés au paragraphe (a).

5.15 VÉRIFICATIONS PRÉRÈGLEMENT

5.15.1 Vérifications prérèglement des transactions

La CDS applique les vérifications prérèglements à chaque transaction considérée pour règlement. Si la transaction passe ces vérifications, le règlement s'effectue. Dans le cas contraire, la transaction sera ultérieurement reconsidérée pour le règlement par traitement en temps réel ou par lots.

Les vérifications prérèglement permettent de calculer :

- (a) si les soldes du compte de valeurs qui résulteraient du règlement de la transaction seraient de 0 \$ ou plus (la « **vérification des valeurs** »);

- (b) si le solde débiteur du compte de fonds de l'adhérent (compte non tenu des cotes) qui résulterait du règlement de la transaction n'excède pas la partie non utilisée du plafond de fonctionnement de l'adhérent, majorée du total des montants non tirés de l'ensemble des marges de crédit établies en faveur d'un adhérent (la « **vérification des fonds** »);
- (c) si, après le règlement de la transaction, le solde débiteur des comptes de fonds de chaque grand livre touché par la transaction n'excède pas la valeur de la garantie globale (« **VGG** ») des grands livres concernés (la « **vérification de la VGG** »).

Pour les transactions réalisées après le processus de paiement qui ne comportent pas de paiements entre adhérents ni de virements de fonds, les vérifications prérèglement qui visent ces transactions se limitent à la vérification des valeurs uniquement.

Les transactions réalisées au cours du processus de paiement qui se passent entre la CDS et les adhérents et qui ne comportent pas de paiements entre adhérents ni de virement de fonds, font l'objet de la vérification de la VGG modifiée prévue à la Règle 8.

5.15.2 Vérifications prérèglement pour les transactions de droits et privilèges

Lors du traitement d'une transaction de droits et privilèges, les vérifications prérèglement s'appliquent au compte de fonds du responsable du traitement des droits et privilèges pour cette émission de valeurs et le calcul tient compte de ce qui suit :

- (a) le débit porté au compte de fonds représentant le paiement à la CDS des droits et privilèges par l'adhérent à titre de responsable du traitement des droits et privilèges;
- (b) le crédit porté au compte de fonds représentant tout droit et privilège reçus relativement aux valeurs de l'émission détenue dans les comptes de valeurs et le compte de garantie de l'adhérent pour le même grand livre.

La transaction de droits et privilèges n'est présentée aux fins de règlement que si le solde du compte de fonds résultant d'un tel débit ou crédit passe les vérifications prérèglement. Le débit du compte de fonds représentant le paiement à la CDS dans le cadre de la transaction de droits et privilèges ne sera passé par la CDS que si le crédit correspondant (le cas échéant) représentant les droits et privilèges de l'adhérent est également passé au compte de fonds.

5.15.3 Calcul de la valeur de la garantie globale (VGG)

La VGG est un montant calculé par la CDS pour chaque grand livre d'un adhérent aux fins de l'application de la vérification de la VGG prévue à la Règle 5.15.1.

La VGG d'un grand livre est la somme des montants suivants :

- (a) le montant de la VGG initiale déterminé par la CDS et attribué à ce grand livre en conformité avec les Procédés et méthodes;
- (b) le montant de la VGG attribué par la CDS à la garantie du service de règlement dans les comptes à risque de ce grand livre;
- (c) si l'adhérent est responsable du traitement des droits et privilèges, le montant de la VGG attribué par la CDS aux valeurs qu'il a rachetées et qui sont gardées dans un grand livre de droits et privilèges est établi à nulle.

La CDS détermine le montant qui est attribué à la garantie du service de règlement et aux valeurs rachetées en fonction des paragraphes (b) et (c) ci-dessus selon les méthodes d'évaluation de la VGG décrites dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur.

Il est entendu que la VGG n'est pas une catégorie de garantie distincte définie dans les Règles. La VGG est plutôt une valeur que calcule la CDS compte tenu de la valeur des fonds et des valeurs dans les diverses catégories de garantie définies dans les Règles; ces fonds et ces valeurs peuvent devenir des garanties si l'adhérent est suspendu en application de la Règle 9. Par ailleurs, le calcul de la VGG n'est pas une évaluation de la valeur au marché des fonds et des valeurs et la répartition de la VGG dans un grand livre n'est pas une attribution de garantie à une catégorie particulière de garanties.

5.15.4 Méthodes d'évaluation de la VGG

Les méthodes d'évaluation de la VGG prévues dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur peuvent :

- (a) appliquer des exigences de marge qui varient selon la catégorie de valeurs;
- (b) attribuer une valeur nulle à certaines catégories de valeurs;
- (c) convertir des monnaies au moyen d'un taux de change établi par la CDS;
- (d) limiter la valeur ou le pourcentage maximum de la VGG attribuable à certaines catégories de valeurs;
- (e) restreindre la valeur qui peut être attribuée à des valeurs d'un émetteur ou d'un groupe d'émetteurs apparentés;
- (f) utiliser différentes méthodes d'évaluation pour la même catégorie de valeurs d'un adhérent ou d'un groupe d'adhérents associés donné (par exemple, en raison de la relation qu'un adhérent entretient avec l'émetteur de la valeur ou le rôle d'un adhérent par rapport à cette valeur);
- (g) utiliser différentes méthodes d'évaluation pour des valeurs données à différents moments (par exemple au moment de l'échéance ou avant celle-ci);
- (h) appliquer d'autres facteurs décrits dans les Procédés et méthodes et Guides de l'utilisateur.

5.15.5 Répartition de la VGG initiale

La CDS établit, conformément aux Procédés et méthodes, le montant de la VGG initiale pour chaque adhérent détenant un plafond de fonctionnement (à l'exception des membres du groupe de crédit des emprunteurs d'un fonds commun de garantie des emprunteurs effectuant des règlements en dollars américains). Un emprunteur qui est un emprunteur non contribuant et qui n'est pas un adhérent associé d'un groupe d'adhérents associés n'a pas de VGG initiale.

L'adhérent associé désigné d'un groupe d'adhérents associés répartit le montant de sa VGG initiale entre lui et ses adhérents associés étant des emprunteurs. L'associé désigné peut, de temps à autre :

- (a) ne pas attribuer une portion du montant de la VGG initiale totale du groupe d'adhérents associés;

- (b) annuler l'attribution d'une portion du montant de la VGG initiale du groupe d'adhérents associés à un membre du groupe d'adhérents associés que ce membre n'avait pas encore attribué à l'un de ses grands livres;
- (c) attribuer à un membre du groupe d'adhérents associés une portion non encore attribuée du montant de la VGG initiale du groupe d'adhérents associés;
- (d) n'attribuer aucune portion du montant de la VGG initiale aux membres du groupe d'adhérents associés.

Chaque adhérent réparti dans ses grands livres le montant de sa VGG initiale et, s'il est un emprunteur membre d'un groupe d'adhérents associés, la partie de ce montant de VGG initiale qui lui a été attribuée. Chaque adhérent peut de temps à autre :

- a. ne pas attribuer une portion de son montant de VGG initiale;
- b. annuler l'attribution d'une portion non utilisée d'un montant de sa VGG initiale à l'un de ses grands livres;
- c. attribuer à un grand livre une portion non attribuée du montant de sa VGG initiale;
- d. n'attribuer aucune portion du montant de la VGG initiale à ses grands livres.

5.15.6 Groupe d'adhérents associés

L'adhérent est associé à un autre adhérent si au moins une des conditions suivantes est remplie :

- (a) l'adhérent est membre du groupe pour lequel l'autre adhérent agit à titre d'adhérent-correspondant de groupe au sein de Paiements Canada;
- (b) l'adhérent est une filiale de l'autre adhérent, ou les deux adhérents sont des filiales d'une personne ou sont contrôlés directement ou indirectement par celle-ci;
- (c) l'adhérent est une société de personnes et l'autre adhérent est un associé de cette société de personnes ou il contrôle directement ou indirectement un associé de la société de personnes ou est contrôlé par un tel associé;
- (d) l'adhérent est associé à une personne associée avec l'autre adhérent, comme défini dans les paragraphes précédents.

Tous les adhérents qui avisent la CDS qu'ils sont associés l'un à l'autre forment un « **groupe d'adhérents associés** » et chacun est un adhérent associé de ce groupe d'adhérents associés. La CDS communique de temps à autre à la Banque du Canada le nom des adhérents membres d'un groupe d'adhérents associés, et fait part de tels renseignements aux adhérents sur demande. Un adhérent associé est désigné pour agir au nom de chaque groupe d'adhérents associés relativement à la VGG.

Règle 6. SERVICE DE DÉPÔT

6.1 DESCRIPTION DU SERVICE

6.1.1 Description générale

Le service de dépôt est un service que la CDS fournit aux adhérents et grâce auquel elle détient des valeurs au nom de ceux-ci.

L'adhérent :

- (a) peut déposer des valeurs au service de dépôt ou en retirer;
- (b) peut virer des valeurs entre ses propres grands livres;
- (c) peut virer des valeurs au grand livre d'un autre adhérent au moyen du service de règlement.

6.1.2 Grands livres

La CDS tient un ou plusieurs grands livres pour chaque adhérent. Elle en tient également un ou plusieurs pour elle-même.

Chaque grand livre présente :

- (a) une écriture faisant état du solde de la VGG calculé conformément à la Règle 5.15.3;
- (b) un certain nombre de comptes, et chaque compte peut comprendre des sous-comptes.

6.1.3 Comptes

(i) Comptes de fonds

Un compte de fonds fait état, par monnaie, du montant net qu'un adhérent doit à la CDS de temps à autre (un solde débiteur au compte de fonds) ou que la CDS doit à un adhérent (un solde créditeur au compte de fonds) résultant de l'utilisation que fait l'adhérent du service de dépôt et du service de règlement.

(ii) Comptes de valeurs

Comme il est indiqué dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur, il existe plusieurs types de comptes de valeurs de l'adhérent, dont le compte général, le compte séparé et le compte RER. Le solde créditeur d'un compte de valeurs indique les valeurs détenues par la CDS pour l'adhérent, tandis qu'un solde débiteur indique que l'adhérent doit livrer des valeurs à la CDS.

(iii) Compte de retrait

Un compte de retrait fait état des valeurs détenues par la CDS pour un adhérent et pour lesquelles l'adhérent a fait une demande de retrait qui n'a pas encore été confirmée.

(iv) Comptes-mémoire

Un compte de mise en gage et un compte de soumission sont des comptes-mémoires. Un compte-mémoire fait état des livraisons de valeurs ou de fonds, ou les deux, livrés par un adhérent lors d'une transaction de mise en gage ou de soumission, respectivement.

Les valeurs inscrites au compte-mémoire de l'adhérent ne sont pas détenues par la CDS pour cet adhérent; les fonds inscrits au compte-mémoire de l'adhérent ne représentent aucune obligation entre la CDS et cet adhérent et l'adhérent ne contrôle pas ni ne détient ces valeurs ou ces fonds détenus dans un compte-mémoire.

(v) Comptes de mise en gage

Un compte de garantie d'un adhérent fait état des valeurs et des fonds, ou les deux, qui :

- (a) ont été mis en gage auprès de l'adhérent;
- (b) n'ont pas encore été transférés ou retirés du compte de garantie;
- (c) sont détenus par la CDS pour cet adhérent gagiste.

Un compte de mise en gage d'un adhérent est un compte-mémoire qui fait état des livraisons de valeurs et de fonds mis en gage par cet adhérent constituant du gage pour l'adhérent gagiste, et telles valeurs et fonds qui:

- (a) n'ont pas encore été transférés ou retirés du compte de garantie de l'adhérent gagiste;
- (b) qui sont détenus par la CDS pour l'adhérent gagiste.

(vi) Comptes de soumission

Un compte d'offre d'une personne inscrit les valeurs qui ont été soumises par les adhérents à cette personne à titre d'agent dépositaire.

Un compte de soumission d'un adhérent est un compte-mémoire qui fait état des livraisons de valeurs qui ont été soumises par cet adhérent à l'agent dépositaire, et telles valeurs qui :

- (a) n'ont pas encore été transférées ou retirées d'un compte d'offre pour l'agent dépositaire;
- (b) sont détenues par la CDS pour l'agent dépositaire.

(vii) Valeurs détenues pour le compte de l'adhérent

Sous réserve des sûretés accordées par l'adhérent en vertu de la Règle 5, l'adhérent a sous son contrôle et en sa possession les valeurs et les fonds crédités aux comptes de valeurs, comptes de garantie, comptes d'offre et comptes de retrait de l'adhérent, à toutes fins, y compris, s'il y a lieu, la validation d'une sûreté ou la livraison d'une valeur provenant d'un autre adhérent. Dans la Documentation contractuelle, toute référence à des valeurs détenues par la CDS pour un adhérent ou en son nom indique que les valeurs ont été portées, par la CDS, au crédit d'un compte de ce genre tenu pour l'adhérent et qu'en conséquence, cet adhérent a le contrôle et est en possession de ces valeurs.

6.1.4 Détenion des valeurs

La CDS détient des valeurs au service de dépôt au nom d'un adhérent dont les comptes de valeurs, les comptes de retrait, les comptes de garantie et les comptes d'offre sont de temps à autre crédités et assujettis aux instructions de l'adhérent. La CDS, pour son compte et pour celui des adhérents et des autres adhérents, a le contrôle et la possession de valeurs déposées au service de dépôt en vertu des sûretés accordées par les adhérents conformément à la Règle 5. Ces contrôles, possessions, droits et intérêts de propriété sont exercés directement par la CDS ou par l'entremise de ses propriétaires pour compte et gardiens.

Une valeur au service de dépôt peut être attestée par un certificat de valeur, peut être une valeur sans certificat ou des droits et privilèges sur valeurs. Les valeurs déposées au service de dépôt et désignées par le même identificateur de valeur forment un ensemble fongible.

À la demande de l'adhérent, la CDS livre à l'adhérent les valeurs qu'elle détient pour lui, dont font état les registres de la CDS pour les comptes de valeurs de cet adhérent.

La CDS est responsable envers ses adhérents de toute perte de valeurs, comme il est décrit à la Règle 4.

6.1.5 Traitement TRAX

Un adhérent peut utiliser TRAX afin de traiter des demandes de transfert de valeurs reçues d'un agent des transferts ou envoyées à un agent des transferts. Un adhérent utilisant TRAX est responsable de ce qui suit :

- (a) l'exactitude et l'exhaustivité de l'information transmise au moyen de TRAX;
- (b) l'acceptation ou le refus d'une demande TRAX;
- (c) le respect de ses obligations dans le cadre de toute demande TRAX;
- (d) la résolution de tout conflit découlant de son utilisation de TRAX, y compris l'acceptation ou le refus d'une demande TRAX, l'exécution ou la non-exécution d'une demande TRAX acceptée et toute conséquence d'une telle exécution ou non-exécution.

La CDS n'est pas responsable de ce qui suit :

- (a) l'information transmise au moyen de TRAX;
- (b) le caractère exécutoire de toute demande TRAX;
- (c) le respect ou le non-respect par un adhérent ou par un agent des transferts de toute demande TRAX acceptée.

6.2 DÉPÔT DE VALEURS

6.2.1 Admissibilité

Seules les valeurs dont la CDS a établi l'admissibilité peuvent être déposées ou détenues au service de dépôt. Les valeurs ne peuvent être admises au service de dépôt que si une loi pertinente stipule que les transactions sur valeurs de cette catégorie peuvent être traitées par inscription aux registres de la CDS. Les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur décrivent les types de valeurs dont la CDS a établi l'admissibilité au service de dépôt. Pour chaque valeur admissible, les dispositifs de dépôt de valeurs (et de retrait, le cas échéant) sont offerts par la CDS, la Banque du Canada, l'agent des transferts pour l'émetteur, l'émetteur agissant à titre d'agent comptable des registres, un responsable de la validation de valeurs ou un gardien. Les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur expliquent comment effectuer un dépôt auprès de chacun d'eux.

La CDS peut établir de temps à autre :

- (a) qu'une valeur donnée n'est pas admissible au service de dépôt ou à tout autre service ou fonction;

- (b) les catégories de valeurs pour lesquelles les transactions peuvent être traitées au moyen d'un service donné ou d'une fonction donnée.

6.2.2 Données d'identification de valeurs

Une émission de valeurs d'un type admissible au service de dépôt devient admissible une fois que les renseignements identifiant cette émission particulière ont été entrés au CDSX. La CDS, ou l'adhérent autorisé par cette dernière, peut saisir de tels renseignements en entrant l'information sur l'émission demandée en vertu des Procédés et méthodes et des Guides de l'utilisateur.

Les données d'identification d'une émission de valeurs admissibles indiquent si un dépôt de telles valeurs est effectué au moyen des installations de la CDS, de la Banque du Canada, de l'agent des transferts pour un émetteur, de l'émetteur agissant à titre d'agent comptable des registres, d'un responsable de la validation de valeurs ou d'un gardien.

Si un responsable de l'activation d'ISIN est nommé pour une valeur, il doit confirmer l'ISIN relatif à la valeur. Les transactions sur de telles valeurs peuvent être entrées au terme de la saisie des renseignements sur ces valeurs, mais aucun règlement ne peut être effectué tant que ces valeurs n'ont pas été déposées, conformément à la présente Règle 6.2.

6.2.3 Dépôt au service de dépôt

Un adhérent dépose les valeurs admissibles au service de dépôt en faisant une demande de dépôt à son grand livre et en prenant les mesures décrites dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur pour cette catégorie de valeurs. Ces mesures peuvent comprendre :

- (a) la livraison d'un certificat de valeur attestant l'existence de la valeur aux fins d'immatriculation au nom de la CDS ou de son propriétaire pour compte à la Banque du Canada, l'émetteur, l'agent des transferts ou un responsable de la validation de valeurs;
- (b) la livraison d'un certificat de valeur attestant l'existence de la valeur à la CDS ou au gardien de la valeur.

Le dépôt d'une valeur au grand livre de l'adhérent qui effectue le dépôt entre en vigueur lorsque :

- (a) toutes les étapes du dépôt sont complétées conformément aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur;
- (b) la demande de dépôt est confirmée par la personne possédant les installations nécessaires au dépôt de cette valeur, soit la Banque du Canada, l'émetteur, l'agent des transferts, le responsable de la validation de valeurs ou le gardien, selon le cas.

Au moment du dépôt, la CDS crédite les valeurs à un compte de valeurs de l'adhérent.

Un adhérent peut utiliser TRAX afin de traiter des demandes de transfert de valeurs reçues d'un agent des transferts. L'acceptation par un adhérent d'une demande de transfert envoyée par un agent des transferts au moyen de TRAX crée automatiquement un dépôt en attente au CDSX. Dès qu'elle a reçu la confirmation du dépôt par l'agent des transferts, la CDS traite le dépôt conformément à la présente Règle 6.2.

6.2.4 Reconnaissance

En passant une écriture dans ses registres pour effectuer le dépôt d'une valeur au service de dépôt, la CDS reconnaît que la valeur déposée est détenue pour l'adhérent dont le compte de valeurs, le

compte de garantie ou le compte d'offre est crédité du dépôt de la valeur, et que la valeur est réputée livrée à l'adhérent.

6.2.5 Livraison de valeurs à la CDS

Si l'existence d'une valeur est attestée par un certificat de valeur, la livraison de la valeur déposée à la CDS survient lorsque le certificat de valeur attestant la valeur à déposer est livré à la CDS, à l'émetteur, à son agent des transferts ou au gardien.

Lorsque la valeur est une valeur sans certificat et qu'aucun responsable de la validation de valeurs n'a été nommé, la livraison de cette valeur déposée à la CDS est effectuée lorsque la valeur est immatriculée ou inscrite au nom de la CDS ou de son propriétaire pour compte dans des registres tenus par l'émetteur de la valeur ou en son nom.

Si un responsable de la validation de valeurs a été nommé pour une valeur, la confirmation du dépôt de la valeur par le responsable de la validation de valeurs constitue la livraison de cette valeur à la CDS.

6.2.6 La CDS à titre d'acquéreur de bonne foi

La CDS contrôle et possède chaque valeur déposée au service de dépôt. La prestation de la CDS en contrepartie du dépôt des valeurs par l'adhérent consiste à créditer le compte de valeurs de ce dernier et à permettre que les valeurs déposées soient détenues au service de dépôt et utilisées aux fins de transactions effectuées au moyen du service de règlement. La CDS accepte chaque dépôt en toute bonne foi, se fiant aux déclarations et garanties de l'adhérent déposant, conformément à la Règle 4.1, ainsi que la garantie donnée par l'adhérent déposant, conformément à la Règle 6.2.7. Toutes les valeurs déposées au service de dépôt, en tout temps, sont acquises par la CDS à titre d'acquéreur de bonne foi et « **d'acquéreur protégé** », selon la définition de ce terme dans la *Loi de 2006 sur le transfert des valeurs mobilières* de l'Ontario.

6.2.7 Garantie de l'adhérent au dépôt

Sans qu'il doive signer les valeurs soumises pour immatriculation de transfert, ou y apposer une marque d'une autre façon, l'adhérent déposant, en faisant une demande de dépôt à son grand livre, se porte garant, à l'égard de la CDS et de l'agent des transferts ou du responsable de la validation des valeurs pour cette valeur, de la signature du porteur inscrit et de chaque autre endosseur du certificat des valeurs attestant l'existence des valeurs devant être déposées. L'adhérent déposant garantit ainsi qu'au moment de la signature :

- (a) chaque signature était authentique,
- (b) chaque signataire était une personne compétente pour endosser;
- (c) chaque signataire avait la compétence juridique de signer;

cependant, l'adhérent déposant n'est d'aucune façon garant de la régularité du transfert en question.

Lorsqu'une valeur déposée n'est pas attestée par un certificat de valeur, mais est une valeur sans certificat, toute référence faite au « **signataire** » désigne le détenteur inscrit et toute référence faite à la « **signature** » désigne les instructions du détenteur inscrit en vertu desquelles l'adhérent déposant ou la CDS donne la consigne de déposer la valeur.

Si l'adhérent ne s'acquitte pas des responsabilités et obligations relatives à une telle garantie et est suspendu, il doit alors être considéré comme un adhérent défaillant, et les autres membres du

groupe de crédit de l'adhérent défaillant auquel appartient l'adhérent sont responsables de faire le paiement à la CDS relativement à cette défaillance, conformément à la Règle 5. Le groupe de crédit applicable est le groupe de crédit de catégorie dont l'adhérent défaillant est membre au moment où la défaillance s'est produite ou, si l'adhérent défaillant n'est plus adhérent au moment où la suspension se produit, le groupe de crédit de catégorie responsable est alors celui auquel l'adhérent appartenait immédiatement avant de cesser d'être un adhérent. Si l'adhérent défaillant est un emprunteur, le groupe de crédit de catégorie est le fonds commun de garantie des emprunteurs ou le groupe de crédit de catégorie des emprunteurs non contribuants pour les règlements en dollars canadiens, selon le cas.

Les obligations d'un adhérent résultant de la garantie de signature donnée conformément à la présente Règle 6.2.7 ne permettent de déroger à aucune autre obligation de l'adhérent relativement au dépôt, par l'adhérent, d'une valeur viciée.

6.2.8 Dépôt de valeurs viciées

Si, avec des éléments de preuve suffisants dont la CDS dispose, cette dernière juge que les valeurs déposées par l'adhérent sont des valeurs viciées, la CDS pourra prendre les mesures nécessaires relativement à l'adhérent et aux valeurs en question, lorsqu'elle le juge nécessaire ou souhaitable, au mieux de ses intérêts et de ceux des adhérents de manière générale ou pour assurer l'intégrité des services, notamment :

- (a) débitier la même quantité de valeurs de tout compte de valeurs de l'adhérent, une position à découvert pouvant résulter de ce débit;
- (b) exiger de l'adhérent qu'il accorde une sûreté à la CDS sur une garantie particulière afin de s'acquitter de la totalité ou d'une partie de ses obligations envers la CDS qui pourraient se présenter relativement aux valeurs déposées;
- (c) exiger de l'adhérent qu'il fournisse une preuve qu'il est financièrement en mesure de s'acquitter de ses obligations envers la CDS, y compris toute obligation qui pourrait se présenter relativement aux valeurs déposées;
- (d) imposer des conditions conformément à la Règle 6.5.1 sur toute valeur de la catégorie de valeurs déposées, qu'elle soit détenue par l'adhérent en question ou par tous les adhérents.

La CDS informe l'adhérent d'un débit effectué conformément à la présente Règle 6.2.8.

La CDS doit, dans la mesure du possible, obtenir la livraison subséquente de tout certificat de valeur attestant l'existence des valeurs viciées ou, à sa seule discrétion, céder ses droits concernant l'agent des transferts à l'adhérent déposant; toutefois, le droit de la CDS de prendre des mesures immédiates contre l'adhérent déposant n'est pas conditionnel au retour du certificat ou à cette cession des droits.

6.2.9 Dépôts avec un responsable de la validation de valeurs

Le responsable de la validation de valeurs maintient des dispositifs pour le dépôt de valeurs par les adhérents si les modalités de telles valeurs l'exigent. Dès réception de la demande de dépôt d'une valeur, il confirme le dépôt de la valeur dans le grand livre du déposant ou le refuse. Le responsable de la validation de valeurs peut déposer lui-même la valeur dans son propre grand livre.

- (i) Déclarations et garanties par le responsable de la validation de valeurs

En confirmant le dépôt d'une valeur, le responsable de la validation de valeurs déclare et garantit à la CDS et à l'ensemble des adhérents ce qui suit :

- (a) les écritures décrivant la valeur sont exactes;
- (b) l'émetteur a dûment autorisé et émis la valeur;
- (c) s'il s'agit d'un titre nominatif, le registre de l'émetteur se rapportant à une telle émission indique la CDS ou le nom de son propriétaire pour compte comme porteur inscrit du total des valeurs déposées;
- (d) s'il s'agit de titres au porteur, le registre de l'émetteur correspond au total des valeurs déposées;
- (e) chaque certificat ou autre acte attestant l'existence d'une telle valeur a été dûment signé et émis par l'émetteur;
- (f) chaque certificat ou autre acte attestant l'existence la valeur est authentique et en bonne et due forme;
- (g) la législation applicable stipule que les transactions sur cette valeur peuvent être traitées par inscription aux registres de la CDS;
- (h) l'émetteur n'est pas libéré par le paiement, au responsable du traitement des droits et privilèges ou à l'agent payeur de l'émetteur, de son obligation de payer les droits et privilèges dus relativement à la valeur.

(ii) Responsabilité du responsable de la validation de valeurs relativement au dépôt d'une valeur viciée

Dans les cas suivants :

- (a) le dépôt d'une valeur a été confirmé par le responsable de la validation de valeurs;
- (b) après le dépôt, la valeur déposée se révèle être une valeur viciée;

le responsable de la validation de valeurs prend en charge tous les coûts et les responsabilités de la CDS découlant de cette valeur viciée, y compris l'obtention d'une valeur de remplacement pour la valeur viciée.

Si l'adhérent déposant n'est pas le responsable de la validation de valeurs, la CDS prend les mesures qu'elle juge commercialement raisonnables et peut à son gré choisir de faire ce qui suit :

- (a) faire valoir le dédommagement par l'adhérent déposant prévu à la Règle 4.1.4, ou la garantie fournie par l'adhérent déposant, conformément à la Règle 6.2.7; ou
- (b) céder au responsable de la validation de valeurs tout droit que la CDS peut faire valoir contre l'adhérent déposant relativement à la valeur viciée.

Aucune disposition de la Règle 6.2, y compris la représentation du responsable de la validation de valeurs, ne doit être interprétée de façon à limiter les obligations d'un adhérent déposant, soit conformément à la Règle 4.1 ou autrement.

(iii) Rapprochement des données par le responsable de la validation de valeurs

Un responsable de la validation de valeurs fournit à la CDS l'information selon la présentation et le calendrier requis par celle-ci pour le rapprochement des registres de la CDS avec ceux de l'émetteur pour les valeurs. En cas de différence entre les registres de l'émetteur et ceux de la CDS, il incombe au responsable de la validation de valeurs de résoudre le problème et de fournir une preuve documentaire qui justifie la différence à la satisfaction de la CDS.

À la demande de la CDS, un responsable de la validation de valeurs lui fournit, dans un délai raisonnable, une déclaration signée par le signataire autorisé indiquant la quantité de valeurs immatriculées au nom de la CDS ou de son propriétaire pour compte à une date donnée

6.2.10 Position à découvert

Une position à découvert est un solde négatif du compte de valeurs d'un adhérent. Une position à découvert est créée lorsque la CDS débite des valeurs au compte de valeurs d'un adhérent conformément aux Règles (y compris un débit découlant du dépôt de valeurs viciées effectué par l'adhérent, d'un débit relatif à une perte de valeurs dont l'adhérent est responsable ou d'un débit imputé aux membres du groupe de débit pour une perte de valeurs). Une position à découvert ne peut pas découler du règlement d'une opération.

Lorsqu'un adhérent est en position à découvert, la CDS peut prendre l'une ou la totalité des mesures suivantes, et ce, dans n'importe quel ordre :

- (a) la CDS peut exiger de l'adhérent qu'il lui livre immédiatement, à sa demande, une quantité de valeurs suffisante afin d'annuler la position à découvert;
- (b) la CDS peut exiger de l'adhérent qu'il lui verse immédiatement, à sa demande, une garantie particulière suffisante. Cette garantie particulière est d'une valeur calculée par la CDS équivalente à la valeur marchande à ce moment d'une quantité de valeurs suffisante afin d'annuler la position à découvert, plus toute marge et tout montant évalué au marché réputé souhaitable par la CDS pour protéger les intérêts de tous les autres adhérents et l'intégrité de tous les services;
- (c) la CDS peut exiger de l'adhérent qu'il lui verse immédiatement des « **frais de position à découvert** » suffisants. Ce montant est équivalent à la valeur marchande d'une quantité de valeurs suffisante pour annuler la position à découvert, plus toute marge et tout montant évalué au marché réputé souhaitable par la CDS pour protéger les intérêts de tous les autres adhérents et l'intégrité de tous les services;
- (d) la CDS peut acheter suffisamment de valeurs pour couvrir la position à découvert. La CDS peut nommer un mandataire pour acheter les valeurs requises pour couvrir la position à découvert, et l'achat peut être fait dans les conditions que cette dernière juge commercialement raisonnables en considérant que la livraison de ces valeurs doit lui être faite rapidement. Le prix d'achat de ces valeurs par la CDS, plus tous les frais engagés par la CDS relativement à leur achat, constituent les frais de position à découvert. La CDS peut exiger de l'adhérent qu'il lui verse immédiatement, sur demande, les frais de position à découvert calculés conformément au présent paragraphe (d);
- (e) si l'adhérent n'effectue pas le paiement demandé pour couvrir les frais de position à découvert calculés conformément aux paragraphes (c) ou (d) ci-dessus, la CDS peut débiter les frais de position à découvert ou toute partie de ces frais d'une partie ou de la totalité des comptes de fonds de l'adhérent, pourvu que le débit soit effectué seulement dans la mesure où ce compte de fonds indique un solde créditeur, ce qui aura comme résultat que le débit de ces frais de position à découvert ne sera pas tiré d'une marge de crédit ni d'un plafond de fonctionnement;

- (f) si l'adhérent n'effectue pas la livraison de valeurs ou de la garantie particulière ou le paiement intégral à la demande de la CDS et est suspendu, l'adhérent est considéré comme un adhérent défaillant et les autres membres du groupe de crédit de catégorie pertinent (comme prévu à la Règle 4.3.4) doivent effectuer le paiement à la CDS pour cette défaillance, conformément à la Règle 5.

6.3 RETRAIT DE VALEURS

6.3.1 Demande de retrait

L'adhérent peut demander au service de dépôt le retrait de valeurs portées au crédit de son grand livre. L'adhérent qui est le responsable du traitement de droits et privilèges peut demander au service de dépôt le retrait de valeurs qu'il rachète.

Un adhérent peut utiliser TRAX pour aviser un agent des transferts de son intention de retirer des valeurs. Lorsque la demande de retrait de valeurs est confirmée dans TRAX par l'adhérent, une demande de retrait est automatiquement créée dans le CDSX et traitée conformément à la présente Règle 6.3.

Les renseignements d'identification d'une émission de valeurs admissibles indiquent si le retrait de telles valeurs est effectué au moyen des mécanismes de la Banque du Canada, de l'agent des transferts pour un émetteur, de l'émetteur agissant à titre d'agent comptable des registres, d'un responsable de la validation de valeurs ou d'un gardien. Les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur décrivent la manière dont chaque retrait est effectué.

6.3.2 Retrait du service de dépôt

L'adhérent effectue le retrait des valeurs admissibles du service de dépôt en faisant une demande de retrait de son grand livre et en prenant les mesures décrites dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur pour cette catégorie de valeurs.

Les valeurs pour lesquelles une demande de retrait a été faite sont portées au débit du compte de valeurs de l'adhérent et au crédit du compte de retrait de l'adhérent. Les valeurs portées au crédit du compte de retrait sont détenues pour l'adhérent, mais l'adhérent ne peut effectuer aucune transaction visant ces valeurs. Si la demande de retrait est rejetée, les valeurs sont transférées à nouveau dans le compte de valeurs de l'adhérent.

Un retrait n'est effectué que si la demande de retrait est confirmée par la personne possédant les installations nécessaires au retrait de cette valeur (la Banque du Canada, l'émetteur, l'agent des transferts, le responsable de la validation de cette valeur ou le gardien, selon le cas). Au moment du retrait, la CDS débite les valeurs du compte de retrait de l'adhérent. L'agent des transferts ou le gardien des valeurs retirées doit prendre l'une ou l'autre des mesures suivantes :

- (a) livrer un certificat de valeur attestant l'existence des valeurs retirées, inscrites conformément aux instructions de l'adhérent effectuant le retrait;
- (b) pour les valeurs au sein d'un système d'inscription directe décrit à la Règle 6.3.3, fournir une déclaration confirmant que les valeurs retirées sont inscrites conformément à de telles instructions.

Le retrait de valeurs antérieur à la réalisation d'un processus de paiement doit satisfaire aux exigences de la vérification de la VGG.

6.3.3 Retrait sans certificat au sein du système d'inscription directe de l'émetteur

Lorsque l'émetteur d'une valeur offre un système d'inscription directe (ce qui signifie que l'émetteur offre aux porteurs de cette valeur le choix de détenir la valeur par inscription au nom du porteur sans émission d'un certificat matériel attestant la valeur) :

- (a) l'adhérent qui effectue un retrait ne peut pas demander un certificat de valeur attestant l'existence des valeurs retirées;
- (b) l'agent des transferts ou le gardien doit fournir une déclaration confirmant que les valeurs retirées sont inscrites conformément aux instructions de l'adhérent effectuant le retrait.

Nulle disposition des Règles n'affecte les droits de l'adhérent ou d'un autre détenteur de la valeur retirée de demander un certificat lorsque la valeur n'est plus détenue au CDSX une fois le processus de retrait complété.

6.3.4 Restrictions sur les retraits

Les caractéristiques ou les modalités d'une valeur peuvent en restreindre le retrait, notamment une modalité selon laquelle la valeur ne peut être immatriculée ou détenue qu'au nom de la CDS, de son propriétaire pour compte ou de son gardien

Conformément aux Règles, ni la CDS ni aucun gardien ne sont tenus de livrer des valeurs en contravention d'une exécution, d'un bref, d'une saisie ou d'une mesure similaire, ou de toute décision ou ordonnance d'un organisme gouvernemental, d'un tribunal ou d'un cadre de l'un ou l'autre, sous l'autorité desquels la CDS, le gardien, l'adhérent ou les valeurs sont placés, qui touchent en soi les valeurs.

6.3.5 Retrait obligatoire

En tout temps, la CDS peut forcer un adhérent à retirer la totalité ou un certain nombre des valeurs que la CDS détient pour lui, si elle le juge nécessaire ou souhaitable. Au moment de se prévaloir de son pouvoir discrétionnaire de forcer le retrait d'une valeur, la CDS doit veiller à prendre des mesures que, de bonne foi, elle juge nécessaires pour protéger les intérêts de tous les adhérents.

6.4 DÉTENTION DE VALEURS

6.4.1 Garde de valeurs

La CDS détient des valeurs au service de dépôt :

- (a) au nom d'un adhérent dont les valeurs des comptes de valeurs, des comptes de retrait, des comptes de garantie et des comptes d'offre sont de temps à autre créditées et assujetties aux instructions de l'adhérent conformément à la Documentation contractuelle; et
- (b) en son propre nom et au nom des autres adhérents en vertu des sûretés accordées par les adhérents en vertu de la Règle 5.

La CDS décide comment doit se faire la manipulation des valeurs détenues au service de dépôt. Elle peut notamment décider, à sa seule discrétion :

- (a) d'exiger ou non l'émission d'un certificat de valeur;

- (b) de faire émettre ou non des certificats de valeurs au porteur ou à ordre, ou des certificats immatriculés;
- (c) de faire immatriculer ou non au nom de la CDS, de son propriétaire pour compte ou de son gardien ou d'un propriétaire pour compte d'un gardien, des certificats de valeurs immatriculés;
- (d) de détenir ou non elle-même des certificats de valeurs ou de nommer une autre personne pour détenir en son nom des certificats de valeurs;
- (e) de nommer ou non un gardien pour des valeurs;
- (f) de détruire ou non des certificats de valeurs par rapport auxquels aucun transfert n'a été offert par un agent des transferts depuis au moins sept années consécutives.

Lorsqu'elle tente de déterminer si elle exerce ou non les pouvoirs susmentionnés, la CDS doit veiller à prendre les mesures que, de bonne foi, elle juge nécessaires pour protéger les intérêts de tous les adhérents.

La CDS peut fournir à l'agent des transferts ou à l'émetteur d'une valeur les renseignements des porteurs inscrits indiquant la quantité de valeurs portée au crédit des comptes de l'adhérent.

Dans certaines circonstances, y compris l'échéance d'une valeur, une réorganisation de l'émetteur ou un processus engageant la soumission d'une valeur, la CDS peut délivrer des certificats ou d'autres actes attestant l'existence de la valeur détenue au service de dépôt et les remettre à l'émetteur, à son agent des transferts, à son agent payeur ou à un agent dépositaire afin de conclure la procédure et de recevoir tous droits et privilèges ou paiements dus relativement à cette valeur.

6.4.2 Gardien étranger

Selon les instructions de la CDS, le gardien étranger d'une valeur peut effectuer les différentes tâches suivantes conformément à cette émission de valeurs :

- (a) détenir, pour la CDS, les certificats ou les actes attestant l'existence des valeurs;
- (b) s'il s'agit d'un dépositaire de valeurs ou d'une agence de compensation de valeurs, tenir un compte pour la CDS pour les valeurs qu'il détient pour la CDS, conformément aux Règles et aux Procédés et méthodes;
- (c) si les lois du territoire régissant le compte de valeurs tenu par lui pour la CDS prévoient la création de droits et privilèges sur valeurs, tenir à titre d'intermédiaire en valeurs mobilières un compte de valeurs au nom de la CDS à titre de porteur de droits et privilèges auquel les intérêts sur tout actif financier afférent aux valeurs sont crédités;
- (d) à la demande de la CDS, confirmer la quantité de valeurs dont l'existence est attestée par les certificats ou les actes qu'il détient ou qui sont détenus dans les comptes qu'il tient pour la CDS;
- (e) toute autre tâche dont la CDS et le gardien étranger peuvent convenir.

6.4.3 Gardien intérieur

- (i) Obligations

Le gardien intérieur d'une valeur doit, relativement à cette émission de valeurs, exécuter les tâches suivantes; ce faisant, il est lié par les responsabilités et obligations décrites dans la présente Règle 6.4.3;

- (a) détenir, pour la CDS, les certificats ou les actes attestant l'existence des valeurs; ces certificats ou actes doivent :
 - i. être au porteur ou immatriculés au nom de la CDS ou de son propriétaire pour compte,
 - ii. être gardés séparément de tous les autres actifs du gardien intérieur ou des actifs détenus par celui-ci au nom d'autres parties,
 - iii. être clairement désignés comme étant la propriété de la CDS,
 - iv. être remis à la CDS à sa demande.

Tous les certificats ou autres actes attestant l'existence des valeurs qui sont en la possession ou sous le contrôle du gardien intérieur sont réputés appartenir exclusivement à la CDS. Sans porter atteinte aux droits qu'il pourrait avoir à titre d'adhérent, le gardien intérieur ne peut ni revendiquer ni faire valoir de participation ni de droit sur les valeurs relativement à la possession matérielle ou au contrôle des certificats et des actes. Le gardien intérieur accepte de ne pas transférer, céder, hypothéquer, mettre en gage, aliéner ni grever d'une autre façon les certificats et les autres actes attestant l'existence des valeurs;

- (b) à la demande de la CDS, confirmer la quantité de valeurs dont l'existence est attestée par les certificats ou les actes qu'il détient;
- (c) maintenir des dispositifs pour le dépôt et le retrait de valeurs, au besoin.

En ce qui concerne les valeurs détenues par un gardien intérieur pour le compte de la CDS, celui-ci agit au nom de la CDS et de ses adhérents et non pour le compte de l'émetteur des valeurs.

Avec le consentement exprès de la CDS donné par écrit, un gardien intérieur peut nommer un mandataire (qui ne doit pas nécessairement être un adhérent) afin d'exécuter certaines de ses obligations.

(ii) Devoir de diligence

Un gardien intérieur doit, dans l'exécution de ses obligations de gardien intérieur envers la CDS, faire preuve du même degré de diligence et de compétence qu'il appliquerait à ses propres biens de type et de valeur semblables. S'il assure ses propres biens similaires, il doit maintenir des polices d'assurance contre la perte, le vol, la disparition, les dommages, la destruction ou l'appropriation illicite d'un certificat ou d'un acte attestant l'existence d'une valeur en sa possession ou sous son contrôle pour les mêmes montants que les polices qu'il maintient à l'égard de ses propres biens similaires.

(iii) Responsabilité du gardien intérieur

Un gardien intérieur est responsable envers la CDS et la tient indemne contre toute perte et tous dommages-intérêts qu'elle subit, toute réclamation qui lui est faite, toute poursuite engagée contre elle ou toute dépense, y compris les frais et dépens d'un conseiller juridique dont la CDS a retenu les services, découlant de ce qui suit :

- (a) la perte de certificats ou d'autres actes attestant l'existence de valeurs détenues par le gardien intérieur pour le compte de la CDS;

- (b) un acte de négligence ou un acte fautif du gardien intérieur ou de ses administrateurs, dirigeants ou employés commis dans l'exécution des tâches du gardien intérieur pour la CDS en vertu de la Règle 6.4.3.

Un gardien intérieur est le responsable principal de toutes ses obligations en application de la présente Règle 6.4.3, y compris celles qui découlent des déclarations qu'il a faites et des garanties qu'il a données.

La nomination par le gardien intérieur d'un mandataire ou d'un sous-gardien ne limite pas la responsabilité du gardien intérieur envers la CDS; le gardien intérieur est responsable envers la CDS de tout acte et de tout défaut d'agir de son mandataire ou sous-gardien comme si cet acte ou ce défaut d'agir était celui du gardien intérieur.

(iv) Dédommagement du gardien intérieur

La CDS doit indemniser un gardien intérieur de toute perte ou tous dommages-intérêts qu'il a subis, toute réclamation qui lui est faite, toute poursuite engagée contre lui ou toute dépense, y compris les frais et dépens d'un conseiller juridique dont il a retenu les services, découlant de sa responsabilité d'agir conformément aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur, ou conformément aux instructions de la CDS dans l'exécution de ses obligations à titre de gardien intérieur.

L'adhérent ne peut avoir de cause d'action contre un gardien intérieur découlant de la responsabilité d'agir de ce dernier conformément aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur, ou conformément aux instructions de la CDS, dans l'exécution de ses obligations à titre de gardien intérieur.

(v) Rapprochement des registres

Un gardien intérieur fournit à la CDS les données dans le format et selon le calendrier requis par celle-ci pour le rapprochement, avec les registres de la CDS, de la quantité de valeurs dont l'existence est attestée par des certificats et des actes qu'il détient au nom de la CDS. En cas de différence entre les titres du gardien intérieur et les registres de la CDS, il incombe au gardien intérieur de résoudre le problème et de fournir une preuve documentaire qui détermine la cause de la différence à la satisfaction de la CDS.

À la demande de la CDS, un gardien intérieur lui fournit, dans un délai raisonnable, une déclaration signée par le signataire autorisé indiquant la quantité de valeurs dont l'existence est attestée par des certificats et des actes qu'il détient au nom de la CDS à une date donnée.

6.4.4 Accès aux locaux du gardien

Un adhérent doit observer les Procédés et méthodes concernant l'accès aux locaux d'un gardien et faire en sorte que ses employés observent toujours les Procédés et méthodes concernant les pièces d'identité que doit présenter le particulier qui veut être admis dans les locaux d'un gardien. Un fondé de pouvoir doit signer au nom de l'adhérent tous les documents requis pour autoriser un employé à accéder aux locaux en question.

6.4.5 Nature fongible

Les valeurs déposées au service de dépôt et caractérisées par le même identificateur de valeur forment un ensemble fongible de sorte que toute unité d'une telle valeur est l'équivalent fonctionnel de toute unité de cette valeur. Les écritures sont passées dans les registres de la CDS (y compris les grands livres) conformément à ces valeurs formant un ensemble fongible. Ces écritures réfèrent

à la quantité de cette valeur particulière sans mentionner le nom du propriétaire inscrit, le numéro ou la date d'émission de tout certificat de valeur ou tout autre renseignement du genre.

Par conséquent, l'immatriculation au nom de la CDS, de son propriétaire pour compte ou d'un gardien ou d'un propriétaire pour compte d'un gardien, ou tout certificat de valeur émis au nom de ceux-ci peut attester l'existence des valeurs détenues pour le compte de plus d'un adhérent. La CDS n'est pas tenue de conserver les valeurs qu'elle détient pour le compte d'un adhérent ni les certificats de valeurs attestant l'existence de telles valeurs, séparément de celles qu'elle détient pour les comptes d'autres adhérents. Si l'adhérent retire une valeur, la CDS peut lui livrer un certificat de valeur attestant l'existence de la valeur, et ni l'adhérent qui effectue le retrait ni les autres adhérents détenant cette valeur n'ont le droit de choisir l'immatriculation, le certificat ou l'acte duquel le retrait doit être réalisé.

6.4.6 Opposition

L'adhérent ne peut pas donner ou signifier un avis d'opposition ou de saisie, ni demander ou opposer une ordonnance restrictive ou accordant une charge, une injonction, une priorité ou une interdiction de transfert, ni tenter une procédure d'exécution ni introduire une autre instance contre des valeurs détenues dans le service de dépôt ou visant ces valeurs et il ne peut aider quiconque à le faire ou le lui permettre. L'adhérent peut utiliser de tels recours sous réserve du consentement de la CDS et aux conditions imposées par la CDS, y compris la prestation d'une indemnité à la CDS, relativement à tous frais engagés, tous dommages-intérêts ou toute perte subis, toute dépense ou toute dette contractée par elle, toute responsabilité envers elle ou toute réclamation contre elle (y compris les honoraires d'un conseiller juridique engagé pour la guider ou la défendre en cas de réclamation qui peuvent découler de tels recours).

Les dispositions de la présente Règle 6.4.6 ne lient pas l'adhérent qui agit en qualité d'émetteur ou d'agent des transferts ou autre mandataire d'un émetteur.

6.5 CONDITIONS, RESTRICTIONS ET DÉCLARATIONS

6.5.1 Conditions particulières aux valeurs

Si elle le juge nécessaire ou souhaitable, la CDS peut, en tout temps, imposer des conditions particulières relativement à l'admissibilité, à l'inscription comptable, au dépôt, au retrait, au virement ou à la mise en gage d'une valeur, ou à la méthode par laquelle des transactions sur une valeur peuvent être réglées. Sans limiter le pouvoir discrétionnaire précité qui est conféré à la CDS, celle-ci peut imposer des conditions particulières de façon à :

- (a) faciliter l'exploitation des services;
- (b) respecter toute décision d'un organisme de réglementation ou d'un tribunal sous l'autorité duquel la CDS, l'émetteur ou le détenteur des valeurs sont placés;
- (c) respecter une convention entre la CDS et un organisme de réglementation;
- (d) respecter toute loi ou toute réglementation applicable;
- (e) respecter toute charte ou tout règlement de l'émetteur de la valeur;
- (f) respecter toute exécution, tout bref, toute saisie ou action similaire, ou toute ordonnance ou tout jugement d'une agence gouvernementale, d'un tribunal ou d'un officier de ce tribunal, sous l'autorité desquels la CDS, le gardien, un adhérent ou les valeurs sont placés, ayant un effet sur les valeurs;

- (g) prendre les mesures qui s'imposent si la CDS apprend que la valeur est une valeur viciée.

Avant d'imposer toute condition particulière, la CDS doit, dans la mesure du possible, informer les adhérents de l'imposition imminente de la condition assez tôt pour leur permettre de retirer les valeurs déposées antérieurement ou de ne pas déposer d'autres valeurs qui feraient l'objet de conditions particulières. La CDS doit aussi, dans la mesure du possible, informer à l'avance les adhérents de l'annulation d'une condition. Lorsqu'elle décide, à sa discrétion, d'imposer ou d'annuler des conditions particulières, la CDS doit veiller à prendre des mesures que, de bonne foi, elle juge nécessaires pour protéger les intérêts de tous les adhérents.

6.5.2 Restrictions relatives aux valeurs, aux droits et privilèges, aux réorganisations et aux autres droits

(i) Restrictions relatives aux valeurs

La CDS peut être dans l'impossibilité d'accepter certaines valeurs, ou un nombre de valeurs excédant le nombre prescrit, qui lui sont présentées en vue du dépôt dans le service de dépôt à cause de restrictions imposées par la charte ou les règlements de l'émetteur de ces valeurs, ou par des lois, de la réglementation ou des ordonnances émanant d'un tribunal ou d'un organisme de réglementation. Il s'agit notamment de restrictions au sujet des personnes qui sont autorisées à détenir les valeurs, de la quantité maximale des valeurs pouvant être détenues par une personne ou par ses associés, ou les deux, ou d'exigence relative à la présentation de déclarations auprès de l'émetteur des valeurs à intervalles réguliers ou au moment d'un événement comme le transfert des valeurs ou l'émission de droits sur ces valeurs. Si une restriction n'est pas observée, l'émetteur des valeurs peut être autorisé à acheter, vendre, racheter ou annuler les valeurs et à limiter les droits s'y rattachant.

L'adhérent ne doit pas sciemment permettre que des valeurs détenues pour son compte au service de dépôt ou figurant dans son compte de mise en gage ou compte de soumission, soient détenues véritablement en violation d'une charte, d'un règlement, d'une loi, d'une réglementation ou d'une ordonnance applicable.

(ii) Restrictions relatives aux droits et privilèges et aux réorganisations

La CDS reçoit et distribue des droits et privilèges sur les valeurs, conformément à la Règle 6.6, et traite des événements de réorganisation ayant une incidence sur les valeurs, conformément à la Règle 6.9. Les droits et privilèges et les événements de réorganisation peuvent également faire l'objet de restrictions, y compris de restrictions au sujet de personnes qui sont autorisées à recevoir des droits et privilèges ou à exercer un droit à l'égard d'un événement de réorganisation, ou d'exigences relatives à la présentation de déclarations à l'égard de droits et privilèges ou d'un événement de réorganisation. L'adhérent ne doit pas sciemment permettre la distribution de droits et privilèges ou l'exercice d'un droit à l'égard d'un événement de réorganisation allant à l'encontre de telles restrictions relativement aux valeurs détenues pour son compte au service de dépôt ou figurant dans son compte de mise en gage ou compte de soumission.

6.5.3 Déclarations

Un adhérent doit fournir ou prendre les dispositions nécessaires pour que soit fournie à la CDS, dans un délai raisonnable, une déclaration dûment remplie donnant les renseignements relatifs à une valeur détenue au service de dépôt pour le compte de l'adhérent que la CDS peut raisonnablement exiger afin qu'elle ou son propriétaire pour compte puisse se conformer à :

- (a) la demande légitime présentée par l'émetteur de la valeur pour observer une loi, une règle, la réglementation ou l'ordonnance d'un tribunal, d'un organisme administratif ou d'un

organisme de réglementation, un règlement ou une disposition auquel il est assujéti ou pour en faciliter l'observation;

- (b) une loi, un règlement ou l'ordonnance d'un tribunal, d'un organisme administratif ou d'un organisme de réglementation;
- (c) une restriction relative à des droits et privilèges ou à un événement de réorganisation.

La déclaration doit comprendre toute valeur inscrite dans son compte de valeurs ou de retrait ou figurant dans son compte de mise en gage ou de soumission, mais ne doit pas comprendre des valeurs qui sont détenues dans le compte de garantie ou le compte d'offre. La CDS est en droit de se fier aux déclarations présentées par l'adhérent et n'est pas dans l'obligation de s'informer de leur validité.

6.5.4 Droit de se fier aux déclarations des clients

Dans la mesure où la réception de déclarations de clients est requise par l'émetteur d'une valeur ou en vertu d'une loi, d'un règlement ou d'une ordonnance applicable, l'adhérent peut fonder sa déclaration sur celles qu'il reçoit de ses clients. Si cette fiabilité est reconnue, l'adhérent peut se baser sur ses propres registres, sa connaissance de ses clients ou sur tout fait réputé véridique selon sa charte, son règlement ou la loi, la réglementation ou l'ordonnance applicable. Dans la mesure où l'adhérent fonde sa déclaration à la CDS sur les déclarations reçues de ses clients, il n'est pas responsable de l'exactitude des renseignements contenus dans leurs déclarations, pourvu qu'il ait transcrit les renseignements dans sa déclaration et les y a intégrés fidèlement. L'adhérent doit conserver les déclarations déposées par ses clients pour une période prescrite par l'émetteur ou par la loi, la réglementation ou l'ordonnance applicable, et doit les mettre à la disposition de l'émetteur et de toute personne autorisée à en prendre connaissance en vertu de la loi, de la réglementation ou de l'ordonnance applicable.

6.6 DROITS ET PRIVILÈGES

6.6.1 Types de droits et privilèges

La CDS reçoit les droits et privilèges sur les valeurs qu'elle détient au nom des adhérents au compte dans lequel les valeurs sont créditées. Les droits et privilèges comprennent les dividendes, les intérêts, les versements au remboursement ou à l'échéance de valeurs ou d'autres événements comprenant des paiements et distributions aux détenteurs de valeurs.

Les droits et privilèges peuvent être distribués sous forme de versements de fonds ou de distribution de valeurs ou d'autres biens. Les droits et privilèges sur valeurs comprennent des dividendes sur actions, des dividendes en nature et les valeurs émises au terme d'une division, d'un regroupement ou d'une conversion de valeurs détenues pour un adhérent.

Les droits et privilèges peuvent faire l'objet de restrictions.

6.6.2 Grand livre de droits et privilèges

Un « grand livre de droits et privilèges » est un grand livre tenu par la CDS en son propre nom pour la gestion et le contrôle du traitement des droits et privilèges sur les valeurs. La CDS administre chaque grand livre de droits et privilèges, et les valeurs et les fonds portés au crédit des comptes d'un tel grand livre sont sous son contrôle et en sa possession exclusifs.

Les valeurs portées au crédit d'un grand livre de droits et privilèges sont détenues par la CDS dans son propre intérêt.

6.6.3 Paiement de droits et privilèges

(i) Droits et privilèges sous forme de paiement en numéraire

Un adhérent, agissant en sa qualité d'émetteur de valeurs, un mandataire de l'émetteur ou le responsable du traitement des droits et privilèges, peut distribuer à la CDS des droits et privilèges sous forme de paiement en espèces. Un adhérent autre qu'un agent des transferts adhérent qui distribue de tels droits et privilèges à la CDS verse les droits et privilèges au moyen d'un paiement acceptable ou par le débit du montant des droits et privilèges au compte de fonds de l'adhérent. Un agent des transferts adhérent doit verser des droits et privilèges conformément à la Règle 11.

Sous réserve de la Règle 6.6.4, à la distribution de droits et privilèges sous forme d'un versement de fonds sur une valeur détenue pour un adhérent, le montant des droits et privilèges relativement à une valeur doit être crédité à un compte de fonds du grand livre de droits et privilèges.

Le montant des droits et privilèges dû proportionnellement aux valeurs détenues dans le grand livre de l'adhérent doit ensuite être porté au débit du compte de fonds du grand livre de droits et privilèges et au crédit du compte de fonds ou du compte de garantie du grand livre de l'adhérent (selon le compte dans lequel sont détenues les valeurs pour lesquelles les droits et privilèges sont distribués), ou dans les cas décrits dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur, payé à l'adhérent au moyen d'un paiement acceptable.

(ii) Droits et privilèges sous la forme de valeurs

À la distribution de droits et privilèges sur une valeur détenue pour un adhérent sous forme d'une autre valeur qui est elle-même admissible au service de dépôt, les valeurs pour droits et privilèges sont portées au crédit d'un compte de valeurs d'un grand livre de droits et privilèges lorsque la CDS les reçoit. La quantité de valeurs distribuées à titre de droits et privilèges due proportionnellement aux valeurs détenues dans le grand livre de l'adhérent doit alors être portée au débit du compte de valeurs du grand livre de droits et privilèges et au crédit du compte de valeurs ou du compte de garantie du grand livre de l'adhérent (selon le compte dans lequel sont détenues les valeurs pour lesquelles les droits et privilèges sont distribués).

(iii) Manque à gagner relativement aux droits et privilèges

Si le montant porté au crédit d'un compte de fonds du grand livre de droits et privilèges est inférieur au montant total à payer relativement aux droits et privilèges, une quote-part du montant est créditée à chaque adhérent, selon la même proportion que la quantité de valeurs détenues pour chaque adhérent représente par rapport à la quantité totale de valeurs détenues pour l'ensemble des adhérents.

Si la quantité de valeurs pour droits et privilèges créditée à un compte de valeurs du grand livre de droits et privilèges est inférieure à la quantité totale distribuable relativement à ces droits et privilèges, une quote-part de cette quantité sera créditée à chaque adhérent, selon la même proportion que la quantité de valeurs détenues pour chaque adhérent représente par rapport à la quantité totale de valeurs détenues pour l'ensemble des adhérents.

(iv) Fractions de valeurs pour droits et privilèges

Si la quantité proportionnelle des valeurs pour droits et privilèges due relativement aux valeurs donne lieu à la distribution de fractions de valeurs aux adhérents, la CDS peut vendre les valeurs pour droits et privilèges et distribuer le produit de cette vente à chaque adhérent qui aurait reçu des fractions de valeur.

Si une valeur pour droits et privilèges vaut moins de 50 \$, la CDS n'est pas tenue de la vendre ni de distribuer de fractions de droits et privilèges aux adhérents.

6.6.4 Crédit de paiements de droits et privilèges

(i) Crédits finaux

Un paiement de droits et privilèges peut être crédité à un compte de fonds d'un grand livre de droits et privilèges conformément à la Règle 6.6.3 si :

- (a) le montant des droits et privilèges est débité du compte de fonds de la Banque du Canada ou d'un autre adhérent agissant à titre d'émetteur de la valeur, de mandataire de l'émetteur ou de responsable du traitement des droits et privilèges pour la valeur, aux fins de crédit au compte de fonds du grand livre de droits et privilèges, et ce, conformément aux instructions de la Banque du Canada ou de l'adhérent, respectivement;
- (b) un paiement acceptable correspondant au montant des droits et privilèges est reçu par la CDS de l'émetteur de la valeur ou de son mandataire.

(ii) Crédits provisoires

Si la CDS reçoit un instrument de paiement attestant un paiement de droits et privilèges sous une forme autre que celles décrites à la Règle 6.6.4(i) ci-dessus, les droits et privilèges ne seront pas crédités à un compte de fonds d'un grand livre de droits et privilèges conformément à la Règle 6.6.3, à moins que la CDS n'ait déposé l'instrument de paiement auprès de son banquier ou de l'institution financière de laquelle l'instrument de paiement a été tiré ET que l'une ou l'autre des conditions suivantes soient respectées :

- (a) le montant des droits et privilèges est débité d'un compte de fonds du banquier ou de l'institution financière conformément à ses instructions aux fins de crédit au compte de fonds du grand livre de droits et privilèges;
- (b) le banquier ou l'institution financière a fait un paiement acceptable à la CDS correspondant à ce montant.

Si, après son dépôt, l'instrument de paiement n'est pas honoré aux fins de valeur finale, les droits respectifs de la CDS et du banquier ou de l'institution financière seront établis en vertu des lois applicables. Aucune disposition des Règles ne limite le droit du banquier ou de l'institution financière de déposer une réclamation contre la CDS relativement à l'instrument de paiement. Dans ces circonstances, la CDS peut prendre les mesures énoncées à la Règle 6.6.8 pour contrepasser les droits et privilèges qui avaient été crédités provisoirement à chaque adhérent. Dans ces circonstances, un adhérent peut prendre les mesures énoncées à la Règle 6.11.1 pour exercer ses droits par rapport à la valeur sur laquelle le paiement de droits et privilèges a été effectué.

(iii) Autres paiements

Si la CDS reçoit un instrument de paiement attestant un paiement de droits et privilèges sous une forme autre que celles décrites à la Règle 6.6.4(i) et qu'elle ne peut le traiter conformément à la Règle 6.6.4(ii), la CDS peut :

- (a) créditer les droits et privilèges à un compte de fonds de l'adhérent au moment où l'instrument de paiement est honoré aux fins de valeur finale;

- (b) distribuer les droits et privilèges aux adhérents en tout temps par un autre moyen choisi par la CDS;
- (c) informer les adhérents qu'elle ne distribuera pas les droits et privilèges et qu'ils peuvent prendre les mesures énoncées à la Règle 6.11.1 afin d'exercer leurs droits par rapport à la valeur sur laquelle le paiement de droits et privilèges a été effectué.

6.6.5 Traitement de droits et privilèges non admissibles

Si la CDS reçoit :

- (a) une valeur qui n'est pas admissible au service de dépôt à titre de distribution de droits et privilèges; ou
- (b) tout bien (autre qu'une valeur ou des fonds) à titre de distribution de droits et privilèges;

cette valeur ou ce bien, selon le cas, ne pourront être crédités au grand livre des droits et privilèges ou aux comptes des adhérents. La CDS peut distribuer ces droits et privilèges non admissibles aux adhérents d'une autre façon choisie par la CDS.

6.6.6 Droits et privilèges sur les valeurs mises en gage ou soumises

En ce qui concerne les valeurs mises en gage :

- (a) les paiements de droits et privilèges sous forme d'intérêts ou de dividendes sont portés au crédit d'un compte de fonds du débiteur gagiste adhérent, dont le compte de mise en gage reflète les valeurs mises en gage;
- (b) les paiements de droits et privilèges qui sont des paiements de capital sont portés au crédit d'un compte de garantie du créancier gagiste adhérent qui détient les valeurs mises en gage; et
- (c) les droits et privilèges sont portés au crédit d'un compte de valeurs du débiteur gagiste adhérent ou du créancier gagiste adhérent, comme le stipulent les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur.

En ce qui concerne les valeurs soumises, tous les droits et privilèges sont portés au crédit d'un compte de fonds de l'adhérent dont le compte de soumission reflète les valeurs soumises, et non à celui de l'agent dépositaire dont le compte d'offre est celui dans lequel les valeurs sont détenues.

6.6.7 Droits et privilèges sur des valeurs en transit

Si des droits et privilèges sont distribués pour une valeur qui doit être livrée dans le cadre d'une opération en cours ou d'une obligation de la contrepartie centrale ou qui ne fait pas l'objet d'un dépôt ou d'un retrait durant la période entre la date de clôture des registres et la date de paiement des droits et privilèges, la CDS effectue les redressements nécessaires aux droits et privilèges, et ce, conformément aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur.

En ce qui concerne des droits et privilèges ou une réorganisation relativement à une valeur qui doit être traitée au moyen de la fonction de RNC, la CDS peut convertir le mode de règlement par RNC comme décrit à la Règle 7.3.11, et ce, aux fins du traitement des droits et privilèges ou de la réorganisation.

6.6.8 Contrepassation des droits et privilèges

La CDS peut débiter le compte d'un adhérent si :

- (a) des droits et privilèges (sous la forme d'un paiement ou de droits et privilèges sur valeurs) crédités à cet adhérent sont refusés, retournés par le processus de compensation ou, pour quelque raison que ce soit, ne sont pas considérés comme un paiement ou une livraison définitifs, irrévocables et acceptables;
- (b) la CDS est tenue de rembourser un paiement de droits et privilèges, ou de retourner des droits et privilèges en valeurs crédités à cet adhérent;
- (c) la CDS a crédité des droits et privilèges au compte qu'elle n'a pas reçus.

S'il s'agit de droits et privilèges sur valeurs, ce débit peut entraîner une position à découvert.

6.6.9 Effet des écritures passées au grand livre d'un adhérent

Lors de la distribution de droits et privilèges sous forme de valeurs admissibles, une livraison définitive et irrévocable des valeurs pour droits et privilèges est effectuée en passant des écritures dans les grands livres respectifs, lesquelles font état des débits et des crédits que la CDS a portés aux comptes du livreur et du destinataire, respectivement, de la quantité de valeurs relative au traitement d'une transaction de droits et privilèges.

Lors de la distribution de droits et privilèges sous forme de paiement en espèces au moyen d'un débit à un compte de fonds du responsable de traitement des droits et privilèges ou de tout autre adhérent qui distribue les droits et privilèges, l'entrée des écritures pour débiter le compte de fonds de ce responsable du traitement des droits et privilèges ou de l'adhérent qui distribue les droits et privilèges du montant requis pour le traitement de la transaction des droits et privilèges, crée un solde au compte de fonds faisant état du montant net dû entre la CDS et cet adhérent conformément à la Règle 8.2. Il est entendu que la passation de ces écritures débitant le compte de fonds du montant relatif à la transaction des droits et privilèges ne constitue pas un paiement des droits et privilèges par cet adhérent et qu'elle n'éteint pas l'obligation selon les modalités relatives à la valeur d'effectuer le paiement des droits et privilèges. Le paiement des droits et privilèges est réalisé lorsque cet adhérent paie tous les montants dus à la CDS lors du processus de paiement à la date de paiement des droits et privilèges. Si cet adhérent manque à son obligation de faire le paiement à la CDS, le paiement à la CDS par la caution de l'adhérent défaillant ou par les autres membres ne constitue pas un paiement des droits et privilèges par l'adhérent défaillant et il ne dégage pas l'adhérent défaillant ni l'émetteur de l'obligation d'effectuer le paiement des droits et privilèges.

6.7 REMBOURSEMENT DE VALEURS

Un remboursement est une distribution de droits et privilèges sur une valeur détenue pour un adhérent sous forme de versement de fonds relativement à la valeur, conformément à la Règle 6.6.3(i), en contrepartie du retrait de la valeur par le responsable du traitement des droits et privilèges, de l'émetteur ou de son agent.

Lorsque la CDS est avisée ou a connaissance d'une autre manière qu'une valeur doit faire l'objet d'un remboursement (y compris à l'échéance, lors d'un remboursement par anticipation ou autrement) la CDS porte cette valeur au débit des comptes de valeurs et des comptes de garantie de chaque adhérent qui détient cette valeur et au crédit d'un compte de valeurs d'un grand livre de droits et privilèges.

Lorsque le montant total du remboursement des valeurs est porté au crédit du compte de fonds du grand livre de droits et privilèges et lors du débit du compte de fonds de la Banque du Canada ou dès réception d'un paiement acceptable, le responsable du traitement des droits et privilèges, l'émetteur ou son mandataire peut effectuer une demande de retrait des valeurs remboursées.

Lorsque le montant intégral du remboursement des valeurs est porté au crédit d'un compte de fonds du grand livre de droits et privilèges et au débit d'un compte de fonds du responsable du traitement des droits et privilèges, ce dernier peut, en tout temps, virer les valeurs du compte de valeurs du grand livre de droits et privilèges à un compte séparé dans l'un de ses grands livres, pourvu que la transaction satisfasse la vérification de la VGG. Le responsable du traitement des droits et privilèges peut ensuite demander le retrait des valeurs remboursées. Si les valeurs qui doivent être remboursées demeurent dans le compte de valeurs du grand livre de droits et privilèges, et que le responsable du traitement des droits et privilèges est suspendu, les valeurs sont traitées conformément à la Règle 9.2.10.

Si le montant total du remboursement des valeurs n'est pas porté au crédit d'un compte de fonds du grand livre de droits et privilèges, la CDS vire de nouveau les valeurs aux grands livres des adhérents qui détiennent ces valeurs. La CDS informe les adhérents de la défaillance de l'émetteur et peut restreindre le retrait de ces valeurs.

6.8 SOUMISSION DE VALEURS

6.8.1 Définition d'une soumission

Une soumission désigne une transaction par laquelle des valeurs ou des fonds, ou les deux, sont livrés à un agent dépositaire afin d'être échangés contre d'autres valeurs ou fonds, ou les deux, par suite d'un événement de réorganisation relatif à une valeur (y compris une offre, une offre publique d'achat, une offre publique de rachat, un plan d'arrangement ou une autre forme de regroupement d'entreprises).

6.8.2 Rôle de l'agent dépositaire

Un agent dépositaire pour une valeur :

- (a) agit au nom d'un émetteur, d'un initiateur ou d'une autre personne;
- (b) ne doit pas obligatoirement être l'agent des transferts pour cette valeur ni agir à titre de mandataire de l'émetteur pour cette valeur;
- (c) peut être un adhérent ou toute autre personne;
- (d) n'est pas un mandataire de la CDS aux fins de la réception de fonds ou d'autres actifs. La réception, par l'agent dépositaire, de fonds ou d'autres actifs liés à une soumission se rapportant à une valeur détenue par la CDS n'est pas réputée équivaloir à la réception de ces fonds ou de ces autres actifs par la CDS et ne libère pas l'initiateur de ses obligations relativement à la soumission de la valeur jusqu'à ce que la CDS ait reçu l'intégralité du paiement ou de la livraison conformément à la soumission.

Un agent dépositaire qui est un adhérent (autre qu'un adhérent au service NELTC) peut choisir, pour toute soumission, d'utiliser le compte d'offre de son grand livre aux fins de réception des valeurs qui lui sont soumises. Un adhérent qui effectue un tel choix est désigné à titre d'« **agent dépositaire au CDSX** », comme décrit à la présente Règle 6.8. Toute occurrence du terme « **agent dépositaire** » englobe l'agent dépositaire au CDSX. Si l'agent dépositaire n'est pas un adhérent, ou s'il choisit de ne pas être un agent dépositaire au CDSX pour une telle soumission, la CDS gère un compte d'offre à son propre grand livre au nom de l'agent dépositaire.

Chaque agent dépositaire au CDSX déclare et garantit à la CDS et à l'ensemble des adhérents que les mesures qu'il prend à l'égard d'une soumission en vertu de la présente Règle 6.8 ne débordent ni ses fonctions ni le mandat qu'il a reçu de l'initiateur. Chaque agent dépositaire au CDSX assume toutes ses obligations à titre de débiteur principal conformément à la présente Règle 6.8, y compris celles découlant des déclarations qu'il a faites ou des garanties qu'il a données, qu'il agisse en son nom ou au nom d'un initiateur. La prise en charge susmentionnée des responsabilités par l'agent dépositaire au CDSX ne limite pas les responsabilités qui incombent à l'initiateur selon les principes généraux de droit.

6.8.3 Soumission de valeurs

Lorsqu'un adhérent soumet des valeurs à un agent dépositaire, à condition que la soumission respecte la vérification de la VGG, la CDS débite un compte de l'adhérent des valeurs soumises et en crédite le compte d'offre pertinent. Ce débit et ce crédit réalisent la livraison des valeurs de l'adhérent soumissionnaire à l'agent dépositaire. Tant que les valeurs soumises demeurent dans le compte d'offre pertinent, la CDS inscrit la soumission de ces valeurs dans le compte de soumission de l'adhérent soumissionnaire. Lorsque les valeurs soumises sont portées au débit du compte d'offre, l'inscription des valeurs soumises est supprimée du compte de soumission de l'adhérent soumissionnaire.

La CDS peut négocier les valeurs soumises conformément aux instructions de l'agent dépositaire et sans référence à l'adhérent soumissionnaire ou à toute personne qui présente une réclamation par son intermédiaire à titre d'ayant cause ou de représentant.

6.8.4 Traitement des soumissions

La CDS :

- (a) n'est pas tenue de vérifier les modalités d'une soumission ou la conformité d'un adhérent ou d'un agent dépositaire aux modalités d'une soumission;
- (b) n'est pas responsable de veiller à ce que toute somme due en vertu de la soumission soit livrée avant que les valeurs soumises ne soient retirées ou transférées;
- (c) si une telle mesure est nécessaire afin que la soumission soit menée à terme, elle peut, à quelque moment que ce soit, remettre à l'agent dépositaire tout certificat de valeurs attestant l'existence des valeurs soumises dans le compte d'offre, que les sommes dues aient été livrées à la CDS ou non.

Un agent dépositaire au CDSX ne peut retirer ou transférer des valeurs soumises de son compte d'offre avant d'avoir payé toute la contrepartie en espèces due dans le cadre de la soumission et livré toutes les valeurs ou l'intégralité de la contrepartie due dans le cadre de la soumission. Si le montant de la contrepartie en espèces due dans le cadre de la soumission est égal ou supérieur à 10 millions de dollars, l'agent dépositaire au CDSX s'acquitte du montant au moyen d'un paiement acceptable ou d'un débit au compte de fonds. Au terme du paiement et de la livraison de la contrepartie due dans le cadre de la soumission, les valeurs soumises sont transférées du compte d'offre de l'agent dépositaire au CDSX à son compte général de valeurs. L'agent dépositaire au CDSX peut alors retirer ou transférer les valeurs soumises.

Lors d'une date de paiement associée à une soumission, les valeurs et toute autre contrepartie reçues par la CDS de l'agent dépositaire sont distribuées aux adhérents soumissionnaires comme le seraient des droits et privilèges relatifs à de telles valeurs.

6.8.5 Soumission de valeurs assujetties à une obligation au RNC

Si une offre d'achat est faite pour une valeur qui est assujettie à une obligation au RNC, la CDS peut, conformément à la Règle 7.3.10, effectuer la novation de cette obligation au RNC en cours en tant qu'opération entre adhérents, modifier l'état de l'indicateur de règlement en une opération qui n'a pas encore été traitée au moyen de la fonction de RNC, puis procéder au traitement de la soumission comme prévu à la présente Règle 6.8.

6.9 RÉORGANISATIONS ET EXERCICE DES DROITS

6.9.1 Information sur les réorganisations

Les valeurs détenues au service de dépôt peuvent faire l'objet d'événements de réorganisation, y compris le rachat au gré du porteur, le remboursement, le rachat sur le marché, l'échange, la prolongation, l'émission de droits, l'exercice de bons de souscription, l'offre et l'exercice d'options, et les reçus de versement.

Dans un délai raisonnable, après avoir reçu l'information sur des événements liés à une réorganisation, la CDS informe tous les adhérents de l'événement, et peut fournir un résumé de l'information sur l'événement, en se fondant sur l'information dont elle dispose et provenant de sources diverses. La CDS ne fait aucune déclaration, à des fins particulières, quant à l'exactitude, la conformité, la présentation en temps opportun, l'intégralité ou la valeur de l'information qu'elle fournit.

Les événements de réorganisation peuvent faire l'objet de restrictions.

6.9.2 Instructions relatives aux réorganisations

Pour certains événements de réorganisation, le détenteur des valeurs doit prendre des dispositions afin de participer à la réorganisation. À la demande de l'adhérent, la CDS prend les mesures nécessaires, ou elle fait en sorte qu'un propriétaire pour compte ou un gardien prenne les mesures nécessaires, à titre de détenteur inscrit, de porteur ou de personne autrement autorisée à prendre ces mesures par rapport aux valeurs détenues pour l'adhérent. La CDS ne prend pas de telles mesures sans obtenir les instructions pertinentes de l'adhérent pour lequel les valeurs sont détenues. Si l'émetteur ou une autre personne responsable de la réorganisation fournit un choix implicite, celui-ci sera exercé relativement aux valeurs détenues pour l'adhérent qui omet de donner des instructions pertinentes. La CDS n'est pas tenue de solliciter des instructions de l'adhérent.

Si les valeurs qui font l'objet d'un événement de réorganisation sont détenues pour un adhérent en conséquence d'une mise en gage de ces valeurs, l'adhérent gagiste n'est pas tenu de solliciter des instructions quant à la réorganisation auprès de l'adhérent constituant du gage.

6.9.3 Sélection de valeurs

Un événement de réorganisation ne touche pas nécessairement toutes les valeurs de la même catégorie de la même façon. Par exemple, l'émetteur peut choisir de racheter une partie des valeurs en circulation d'une émission particulière de façon proportionnelle ou par loterie. À la sélection des valeurs détenues pour les adhérents qui seront visées par une réorganisation, la CDS prendra les mesures raisonnables pour refléter, dans la mesure du possible, la méthode utilisée par l'émetteur ou l'autre personne effectuant la réorganisation.

6.9.4 Réorganisation de valeurs assujetties à une obligation au RNC

Si une réorganisation est effectuée pour une valeur qui est assujettie à une obligation au RNC, la CDS peut, conformément à la Règle 7.3.10, effectuer la novation de cette obligation au RNC en cours en tant qu'opération entre adhérents, modifier l'état de l'indicateur de règlement en une opération qui n'a pas encore été traitée au moyen de la fonction de RNC, puis procéder au traitement de la soumission comme prévu à la Règle **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**

6.9.5 Service de gestion des responsabilités liées aux événements de marché (SGREM)

(i) Lettre de responsabilité du SGREM

Les adhérents peuvent utiliser le SGREM pour transmettre et conclure une lettre de responsabilité du SGREM (un « **enregistrement de responsabilité liée aux EM** ») décrivant leurs obligations l'un envers l'autre découlant d'un événement de réorganisation visant une transaction sur valeur (qui peut mettre en cause des valeurs admissibles ou des valeurs non admissibles au CDSX) à laquelle ils prennent part. Plus particulièrement, le SGREM offre aux adhérents du SGREM une fonctionnalité permettant la communication des détails relatifs aux conséquences d'un événement de réorganisation sur une transaction sur valeurs (y compris les modifications apportées aux obligations de livraison ou de paiement, ou d'autres obligations découlant de la non-exécution des obligations au moment établi). La soumission et l'acceptation de ces détails constituent un accord entre les adhérents du SGREM par rapport à l'enregistrement de responsabilité liée aux EM conclu entre eux de la manière décrite dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur.

(ii) Exécution et résolution de conflits

Un adhérent utilisant le SGREM est l'unique responsable :

- (a) de l'exactitude et de l'exhaustivité de l'information transmise au moyen du SGREM;
- (b) de l'acceptation ou du refus de tout enregistrement de responsabilité liée aux EM proposé;
- (c) du respect de ses obligations se rapportant à tout enregistrement de responsabilité liée aux EM accepté;
- (d) de la résolution de tout conflit découlant de son utilisation du SGREM, y compris l'acceptation ou le refus d'un enregistrement de responsabilité liée aux EM proposé, le respect ou le non-respect des obligations se rapportant à un enregistrement de responsabilité liée aux EM accepté et toute conséquence d'un tel respect ou non-respect.

La CDS n'est pas responsable :

- (a) de l'information transmise au moyen du SGREM;
- (b) du caractère exécutoire de tout enregistrement de responsabilité liée aux EM;
- (c) du respect ou du non-respect par un adhérent de tout enregistrement de responsabilité liée aux EM accepté.

6.10 VALEURS MISES EN COMMUN ET VALEURS DÉMEMBRÉES

6.10.1 Entrée de données

Les Procédés et méthodes et les Guides d'utilisateur décrivent les types de valeurs mises en commun et de valeurs démembrées admissibles au service de dépôt. Une valeur mise en commun

ou une valeur démembrée devient admissible une fois que les données qui lui sont afférentes ont été entrées dans le CDSX. Un adhérent ou la CDS peut entrer les données portant sur une valeur mise en commun ou sur une valeur démembrée en entrant les renseignements sur l'émission exigés dans les Procédés et méthodes et les Guides d'utilisateur.

6.10.2 Valeurs mises en commun

Un identificateur de valeur unique est utilisé pour identifier une « **valeur mise en commun** », qui est :

- (a) une gamme de lettres de dépôt dont chacune est prélevée par diverses personnes, mais dont la totalité est acceptée par une banque particulière agissant à titre de débiteur primaire; ou
- (b) une gamme de valeurs dont chacune peut avoir son propre identificateur de valeur, mais qui, lorsqu'elles sont toutes regroupées, sont identifiées par l'identificateur de valeur unique de la valeur mise en commun.

L'identificateur de valeur pour une valeur mise en commun composée de lettres de dépôt n'identifie que la banque qui les accepte à titre d'émetteur de l'ensemble des valeurs mises en commun. La CDS ne tient à jour et ne fournit aux adhérents aucune information sur les prélèvements des valeurs mises en commun.

Chaque groupe de valeurs identifié par un identificateur de valeur unique est considéré comme un type de valeur unique aux fins des Règles, des Procédés et méthodes et des Guides de l'utilisateur. Les valeurs mises en commun identifiées par un identificateur de valeur unique sont considérées comme des valeurs similaires qui forment un ensemble fongible et toute unité de cette valeur mise en commun est l'équivalent fonctionnel d'une unité similaire de cette valeur.

Des transactions peuvent être réalisées au moyen des services relatifs aux valeurs mises en commun ou un droit sur les valeurs mises en commun et les écritures appropriées peuvent faire référence à une quantité de valeurs mises en commun. L'ensemble des droits et privilèges, distributions et recouvrements que reçoit la CDS relativement à toute valeur sous-jacente qui fait partie d'un groupe de valeurs mises en commun identifié par un identificateur de valeur unique est distribué à chaque adhérent pour qui la CDS détient les valeurs mises en commun identifiées par cet identificateur de valeur, dans la proportion que forme la quantité de valeurs mises en commun détenues pour chaque adhérent par rapport à la quantité de valeurs mises en commun détenues pour l'ensemble des adhérents.

6.10.3 Valeurs démembrées

- (i) Entrée de valeurs démembrées

Un identificateur de valeur unique peut être utilisé pour identifier une « **valeur démembrée** », qui est :

- (a) une des composantes d'une seule valeur, telle que chaque paiement d'intérêt et de capital dû pour un titre d'emprunt; ou
- (b) un assortiment de ces composantes, chaque composante étant une partie de la même valeur sous-jacente ou de différentes valeurs sous-jacentes.

Chaque composante ou assortiment de composantes identifié par un identificateur de valeur unique est considéré comme un type de valeur unique aux fins des Règles, des Procédés et méthodes et des Guides de l'utilisateur. Les valeurs démembrées identifiées par un identificateur

de valeur unique sont considérées comme étant des valeurs similaires qui forment un ensemble fongible et toute unité d'une telle valeur démembrée est l'équivalent fonctionnel d'une unité similaire de cette valeur démembrée.

Des transactions peuvent être réalisées au moyen des services relatifs aux valeurs démembrées ou à un droit sur les valeurs démembrées, et les écritures appropriées peuvent faire référence à une quantité de valeurs démembrées.

(ii) Droits et privilèges sur les valeurs démembrées

L'ensemble des droits et privilèges, distributions et recouvrements que reçoit la CDS relativement à toute valeur sous-jacente, aux composantes qui forment une partie d'une valeur démembrée ou de plusieurs valeurs démembrées, est distribué à chaque adhérent pour qui la CDS détient les valeurs démembrées conformément aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur.

Si la CDS reçoit un paiement de droits et privilèges dû sur certaines composantes, mais non sur toutes les composantes d'une valeur démembrée sous-jacente, une quote-part de cette somme sera créditée à chaque adhérent détenant cette valeur démembrée, dans la proportion que forme la quantité de valeurs démembrées détenue pour chaque adhérent par rapport à la quantité totale de valeurs démembrées détenue pour l'ensemble des adhérents. Si l'émetteur d'une valeur (dont une des composantes ou plus fait partie d'une valeur démembrée ou plus) est en défaut de sorte que la CDS reçoit un paiement qui est inférieur au montant total dû relativement à la totalité des composantes de cette valeur, la CDS distribue proportionnellement le montant reçu à tous les adhérents détenant la valeur faisant l'objet de la défaillance et à tous les adhérents détenant une valeur démembrée comprenant les composantes de la valeur faisant l'objet de la défaillance, dans les proportions établies dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur.

6.11 EXERCICE DES DROITS DES PORTEURS DE VALEURS

6.11.1 Exercice de droits par la CDS

Les propriétaires de valeurs peuvent prendre des mesures, y compris l'exercice des droits à la dissidence, des droits d'évaluation ou d'autres droits du porteur, du détenteur ou du propriétaire des valeurs, l'introduction d'une instance dans le but de recevoir un paiement ou tout autre droit, relativement aux valeurs. S'il est possible de transférer les valeurs à l'adhérent, la CDS peut exiger qu'un adhérent retire les valeurs du service de dépôt et devienne le porteur ou le détenteur inscrit des valeurs afin de pouvoir prendre lui-même les mesures visées. À son tour, à la demande de l'adhérent, la CDS prend ces mesures en sa qualité de porteur ou de détenteur inscrit ou de personne autrement autorisée, pour les valeurs détenues pour un adhérent. La CDS n'est pas tenue de prendre ces mesures, sauf si l'adhérent pour qui ces valeurs sont détenues lui donne des instructions raisonnables à cet effet, ainsi qu'une compensation et l'assurance d'un paiement satisfaisantes à ses yeux. En aucun cas, la CDS n'est tenue de déterminer quelles exigences juridiques ou autres doivent être respectées dans l'exécution de ces droits ou instances, non plus que la nécessité des mesures envisagées.

6.11.2 Exercice de droits d'un adhérent relatifs à une valeur mise en commun

(i) Manque à gagner relativement aux droits et privilèges

Si la CDS reçoit paiement des droits et privilèges dus sur certaines valeurs, mais non sur la totalité des valeurs sous-jacentes à la valeur mise en commun, une quote-part du montant est créditée à chaque adhérent détenant cette valeur mise en commun, selon la proportion que forme la quantité de la valeur mise en commun détenue par chaque adhérent par rapport à la quantité totale de la valeur mise en commun détenue par tous les adhérents.

(ii) Mesures prises advenant une défaillance relativement aux droits et privilèges

En cas de défaut de paiement de droits et privilèges sur une valeur mise en commun, la CDS donne avis à chaque adhérent qui détient la valeur mise en commun d'une proposition d'intenter une poursuite en vue de faire exécuter le paiement sur la valeur. Chaque adhérent doit, s'il choisit de prendre part à la poursuite, en donner avis à la CDS et peut décider qu'une partie seulement de la quantité totale des valeurs mises en commun qu'il détient fasse l'objet de sa participation.

L'adhérent qui participe :

- (a) peut intenter une poursuite au nom de la CDS ou de l'ensemble des adhérents qui détiennent la valeur (y compris les adhérents qui ne participent pas), pour faire exécuter le paiement sur la valeur;
- (b) assume les frais et les coûts de la poursuite;
- (c) doit dédommager les adhérents qui ne participent pas de tous les frais et les dépens engagés qui sont attribués aux adhérents qui ne participent pas à la poursuite;
- (d) doit, conformément à la Règle 6.11.1, fournir un dédommagement et une assurance de paiement à la satisfaction de la CDS.

La CDS peut choisir, pour une telle poursuite, d'être représentée par ses propres avocats, à ses frais.

Le montant net recouvré en conséquence de telles mesures est distribué de la façon suivante :

- (a) premièrement, pour payer les frais et les dépens engagés par la CDS ou en son nom et au nom des adhérents qui ont participé;
- (b) deuxièmement, pour payer la totalité des réclamations des adhérents qui ont participé; si leurs réclamations ne peuvent être payées en entier, le montant recouvré est distribué, à chaque adhérent qui a participé, au prorata de la quantité de valeurs détenue par l'adhérent qui a participé à la poursuite par rapport à la quantité de valeurs détenue par l'ensemble des adhérents qui ont participé;
- (c) troisièmement, en distribuant le surplus aux adhérents qui n'ont pas participé, au prorata de la quantité de la valeur détenue par chacun d'eux par rapport à la quantité totale de la valeur détenue par l'ensemble des adhérents qui n'ont pas participé.

À moins d'une entente autre entre la CDS et l'ensemble des adhérents qui ont participé à la poursuite, si un adhérent transfère une valeur après avoir confirmé sa participation à la poursuite, il continue d'être tenu responsable de sa quote-part des frais et a droit à sa part du montant recouvré comme si un tel transfert n'avait pas été exécuté.

(iii) Autres mesures

Si l'adhérent qui détient une valeur mise en commun désire intenter une poursuite relativement à cette valeur, autre qu'une poursuite en vue de contraindre au paiement sur la valeur, et qu'aucune autre loi ne régit une telle procédure relativement aux droits des autres adhérents qui détiennent la même valeur mise en commun, la poursuite est intentée conformément à la Règle 6.11.2(ii), avec les adaptations nécessaires.

6.11.3 Indemnisation par l'adhérent

L'adhérent doit tenir indemne et dédommager la CDS, ses propriétaires pour compte et ses gardiens, ainsi que leurs associés, administrateurs, dirigeants, employés et mandataires respectifs, de tous frais engagés par eux, tous dommages-intérêts ou toute perte qu'ils ont subis, toute dépense ou toute dette qu'ils ont contractée, ou toute réclamation qui leur a été faite (y compris les honoraires d'un conseiller juridique engagé pour les guider ou les défendre en cas de réclamation) ou pouvant survenir au terme des mesures prises à la demande de l'adhérent ou d'une mesure entreprise par l'adhérent au nom de la CDS, d'un propriétaire pour compte ou d'un gardien, conformément à la présente Règle 6.11.

Règle 7. SERVICE DE RÈGLEMENT

7.1 DESCRIPTION DU SERVICE

7.1.1 Aperçu du service de règlement

Le service de règlement est un service que fournit la CDS pour permettre le règlement d'opérations sur valeurs admissibles au moyen de la livraison de valeurs et du paiement dans les registres de la CDS. Les valeurs deviennent admissibles au CDSX, comme il est décrit à la Règle 6.2. Les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur décrivent les valeurs admissibles à une fonction donnée du service de règlement.

Voici les étapes relatives au règlement d'une opération :

- (a) Les détails d'une opération entre adhérents qui est réglée au moyen du service de règlement sont enregistrés à la CDS.
- (b) Si les instructions relatives à une opération indiquent le mode de règlement SCT, l'opération est enregistrée au SCT.
- (c) Si les instructions relatives à une opération sont conformes aux vérifications avant d'être entrées dans le système, comme il est décrit à la Règle 7.2.2, l'opération est entrée dans le système aux fins de règlement.
- (d) Une opération peut être réglée de l'une des deux manières suivantes :
 - i. sans établir le solde net prérèglement, au moyen de la méthode de règlement individuel, le paiement et la livraison de titres s'effectuant entre les adhérents qui sont parties à l'opération. Les adhérents conservent leur rôle de livreur et de destinataire ainsi que de débiteur et de bénéficiaire pour cette opération jusqu'à ce que le règlement soit terminé;
 - ii. au moyen de la novation et de l'établissement du solde net prérèglement effectués à l'aide de la fonction de RNC conformément à la Règle 7.3 pour traiter les obligations de la contrepartie centrale.
- (e) Le paiement est effectué au moyen du service de règlement par inscription comptable aux registres de la CDS. Les valeurs sont livrées par inscription comptable aux registres de la CDS pour ce qui est des valeurs détenues au service de dépôt ou, si l'opération doit être réglée par certificats, par la livraison matérielle de certificats de valeurs.
- (f) Si l'opération est enregistrée avec un mode de règlement SCT et que le SCT a établi le solde net de l'opération avant que la position n'ait été enregistrée auprès de la CDS, l'opération représentant la position dont le solde net a été établi est réglée au moyen de la méthode de règlement individuel entre l'adhérent et le SCT.
- (g) Lorsqu'une opération est réglée selon le principe d'une livraison contre paiement, la livraison des valeurs et le paiement se produisent simultanément.

Au moment du règlement d'une opération, les obligations de livraison des valeurs et de paiement résultant de toute opération sous-jacente entre les adhérents ou, si le règlement réfère à une obligation de la contrepartie centrale, les obligations entre la CDS et les adhérents attestées par l'obligation de la contrepartie centrale, sont éteintes et remplacées par l'obligation de la CDS envers chaque adhérent de livrer les valeurs telles qu'elles sont affichées dans les comptes de valeurs de l'adhérent et d'effectuer le paiement du solde inscrit aux comptes de fonds de l'adhérent.

7.1.2 Écritures dans les grands livres

La CDS passe des écritures de débit et de crédit des comptes pertinents dans les grands livres qu'elle tient à jour pour les adhérents qui sont parties à l'opération, ou pour l'obligation de la contrepartie centrale, afin d'effectuer le paiement et, si le règlement est effectué par inscription comptable, afin de livrer les valeurs. Les références dans les Règles aux écritures passées aux grands livres d'un adhérent aux fins de règlement d'une obligation de la contrepartie centrale comprennent, à moins que le contexte ne s'y oppose, les écritures passées aux grands livres tenus par la CDS pour elle-même.

7.1.3 Cotes

Une cote :

- (a) est un montant que doit verser la CDS à l'adhérent, ou l'adhérent à la CDS, pour une obligation de la contrepartie centrale;
- (b) est calculée pour les obligations de la contrepartie centrale de chaque adhérent désignées comme ayant une date de valeur actuelle ou future, et représente une obligation de l'adhérent envers la CDS, ou de la CDS envers l'adhérent, et ce, nonobstant la suspension ou le retrait de l'adhérent ou la résiliation de sa Convention d'adhésion.

7.2 DIRECTIVES PRÉRÈGLEMENT

7.2.1 Enregistrement des opérations

- (i) Enregistrement

Si l'adhérent qui est partie à une opération veut régler l'opération en réalisant la livraison des valeurs ou le paiement, ou les deux, à un autre adhérent, l'opération est enregistrée à la CDS avec les directives appropriées.

L'opération peut être enregistrée par l'adhérent, le service NELTC, une bourse, un autre système de négociation ou un dispositif d'appariement des opérations auquel l'adhérent est abonné.

- (ii) Confirmation

Afin d'être admissible au règlement, une opération est confirmée de l'une des manières suivantes :

- (a) par un adhérent qui est partie à l'opération, une fois l'opération entrée par un autre adhérent qui est contrepartie à l'opération;
- (b) par la fonction d'appariement des opérations du CDSX, si les deux adhérents qui sont parties à l'opération ont choisi d'utiliser la fonction d'appariement des opérations et si l'opération y est admissible;

(c) par le service NELTC, une bourse, un autre système de négociation ou un dispositif d'appariement des opérations lorsque l'opération est enregistrée.

(iii) Report ou suppression

Avant le règlement d'une opération, l'un ou l'autre des adhérents qui sont parties à cette opération peut donner instruction à la CDS d'en reporter le règlement ou de la supprimer. Le règlement d'une opération ne peut être reporté ou supprimé que dans les circonstances décrites dans les Procédés et méthodes et dans les Guides de l'utilisateur.

(iv) Conservation d'obligations sous-jacentes relatives aux opérations

L'enregistrement, la confirmation et l'autorisation d'une opération signifient que chaque adhérent partie à cette opération sous-jacente accepte qu'elle soit conclue par un règlement effectué au moyen du service de règlement. Ni le défaut d'autorisation d'une opération, ni la suppression d'une opération, ni le report de son règlement n'ont d'incidence sur les droits et les obligations entre les adhérents découlant de l'opération sous-jacente.

7.2.2 Vérifications du système préalables à l'entrée

Avant qu'une opération ne soit entrée dans le système, les instructions qui s'y rapportent sont vérifiées par le système. Si des instructions ne passent pas les vérifications du système préalables à l'entrée, l'adhérent en est informé par un message d'erreur et l'opération est refusée. Si toutes les instructions passent les vérifications du système préalables à l'entrée, l'opération est entrée puis considérée aux fins de règlement et, lorsqu'elle y est admissible, aux fins de traitement à titre d'obligation de la contrepartie centrale prérèglement.

Les vérifications du système préalables à l'entrée comprennent les suivantes :

- (a) une vérification permettant de s'assurer que toutes les données requises pour l'exécution de l'opération ont été entrées dans le système;
- (b) une vérification permettant de s'assurer que toute entrée de mise en gage ou d'opération par un adhérent engendrant un paiement engendre également une livraison de valeurs. Un adhérent peut livrer des valeurs à un autre adhérent sans qu'un paiement correspondant soit effectué.

7.2.3 Coupure minimale

La CDS peut imposer des limites relativement à la quantité de valeurs qui peuvent être virées, mises en gage ou échangées de quelque autre façon à l'aide du service de règlement, si elle le juge approprié pour le bon fonctionnement du service. Elle peut notamment exiger que la valeur ne soit échangée que dans une quantité pour laquelle le certificat peut être obtenu auprès de l'émetteur de la valeur.

7.2.4 Prêts

Conformément aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur, les livraisons de valeurs et les paiements effectués sont autorisés pour les prêts de valeurs ou de fonds d'un adhérent à un autre. Ces prêts peuvent être garantis par la mise en gage de valeurs ou de fonds selon l'entente conclue entre les adhérents.

7.2.5 Mode de règlement

Une opération doit préciser un mode de règlement parmi les suivants : règlement individuel, règlement SNS ou règlement au RNC. Le mode de règlement est soit compris dans les instructions au moment où l'opération est enregistrée ou confirmée, soit ajouté automatiquement par le système conformément aux critères énoncés dans les Procédés et méthodes et les Guides d'utilisateur. Le système ne peut remplacer ou modifier le mode de règlement que s'il s'agit du mode de règlement individuel ou du mode de règlement au RNC; il ne peut le faire s'il s'agit du mode de règlement SNS.

Une opération avec un mode de règlement SCT ne peut être considérée aux fins de règlement au CDSX.

7.2.6 Système de compensation tiers

Un SCT doit être un adhérent et doit demander le statut de SCT à la CDS.

Les opérations enregistrées à la CDS par un SCT sont réglées au moyen de la méthode de règlement individuel conformément à la Règle 7.4.2, le SCT étant la contrepartie pour chaque opération. La CDS établit les opérations qui seront enregistrées à un SCT conformément aux critères énoncés dans les Procédés et méthodes.

Lorsqu'une obligation SCT en cours est considérée aux fins du règlement individuel et que le règlement de la totalité de l'obligation SCT ne satisfait pas à la vérification prérèglement, mais qu'un règlement partiel de l'obligation SCT y satisfierait, la CDS peut modifier l'opération initiale afin de régler partiellement la portion de l'opération qui serait par ailleurs admissible au règlement individuel. Le règlement partiel d'une obligation SCT entraîne la suppression de l'opération initiale et la création de deux nouvelles opérations, l'une pour le montant correspondant aux valeurs ou aux fonds disponibles et l'autre pour le reste de l'opération en cours. La première opération est réglée par la livraison des valeurs requises seulement et par le paiement correspondant; la seconde opération demeure en cours à des fins de règlement. Une opération en suspens constituant le reste du règlement partiel peut être réglée partiellement au moyen du même processus que celui décrit aux présentes.

7.3 RÈGLEMENT NET CONTINU

7.3.1 Aperçu de la fonction de RNC

Le RNC est une fonction qui permet d'établir le solde net d'une opération admissible. Le RNC calcule les obligations au RNC dues de temps à autre entre un adhérent et la CDS en faisant ce qui suit :

- (a) en effectuant la novation des obligations entre les adhérents découlant d'une opération admissible contre les obligations envers la CDS;
- (b) en établissant le solde net des obligations de l'adhérent ayant fait l'objet d'une novation envers la CDS.

Chaque obligation du RNC ainsi obtenue est une obligation de la contrepartie centrale réglée à sa date de valeur au moyen du service de règlement.

7.3.2 Admissibilité

La CDS établit les opérations qui sont admissibles aux fins de traitement au moyen de la fonction de RNC selon les caractéristiques qu'elle considère comme pertinentes, y compris la catégorie de valeurs à livrer dans cette opération et la date de valeur de l'opération.

Conformément à la Règle 2.2.6, le conseil d'administration peut imposer des critères et des normes supplémentaires aux adhérents admissibles à la fonction de RNC s'il le juge nécessaire ou souhaitable pour la protection de la CDS et des autres adhérents qui utilisent la fonction de RNC.

Une opération peut être traitée au moyen de la fonction de RNC dans l'un des cas suivants :

- (a) la fonction de RNC s'applique automatiquement à cette catégorie d'opérations;
- (b) les conditions suivantes sont remplies :
 - i. les deux adhérents qui sont parties à l'opération utilisent la fonction de RNC;
 - ii. la valeur faisant l'objet de l'opération est admissible à la fonction de RNC;
 - iii. les personnes suivantes précisent qu'elles souhaitent que cette opération soit traitée au moyen de la fonction de RNC pour le règlement :
 - 1) les deux adhérents qui sont parties à l'opération;
 - 2) la bourse, le système de négociation, le centre de traitement à façon ou le fournisseur de services tiers ayant enregistré l'opération au nom des adhérents;
 - 3) par l'un ou l'autre des adhérents qui sont parties à l'opération, ou par les deux, dans le cas des opérations traitées au moyen de la fonction d'appariement des opérations du CDSX.

7.3.3 Novation des opérations avant le règlement

Lorsqu'une opération est traitée au moyen de la fonction de RNC, les obligations et les droits de règlement entre les adhérents découlant de l'opération (de livrer des valeurs et de recevoir paiement, ou de recevoir des valeurs et d'effectuer paiement) sont éteints et remplacés par des obligations et droits de règlement correspondants entre chaque adhérent et la CDS, ce qui fera en sorte que toutes les obligations et tous les droits des adhérents auront pour contrepartie la CDS. Les obligations et les droits, au terme de la novation, entre la CDS et chaque adhérent, sont dus à la date de valeur de l'opération.

Si la novation des obligations et des droits de règlement a une incidence sur les modalités et conditions de l'opération sous-jacente entre les adhérents qui devaient être réglées par l'opération, les modalités et conditions en question sont réputées être modifiées, doivent prendre effet et s'appliquer en conformité au traitement du règlement effectué au moyen du RNC (à moins que les adhérents n'en décident autrement, d'un commun accord et de manière explicite).

7.3.4 Établissement du solde net des opérations au terme de la novation

Chaque fois qu'une opération entre adhérents est traitée au moyen de la fonction de RNC, les obligations ayant fait l'objet d'une novation et les droits entre les adhérents et la CDS font l'objet d'un établissement du solde net avec les obligations et droits similaires ayant fait l'objet d'une novation afin de calculer une obligation unique du RNC en cours entre l'adhérent et la CDS :

- (a) soit avec une date de valeur actuelle ou antérieure, pour cette émission de valeurs, et dans cette monnaie;
- (b) soit avec une date de valeur future, pour cette émission de valeurs, et dans cette monnaie.

Les obligations uniques au RNC avec une date de valeur actuelle dont le solde net est établi sont admissibles au règlement conformément à la Règle 7.3.7.

Une obligation du RNC est semblable à une autre obligation du RNC si chacune des obligations est une obligation du RNC de cet adhérent envers la CDS ou de la CDS envers cet adhérent, avec la même date de valeur, libellée dans la même monnaie pour la même émission de valeurs et résulte des autres opérations de l'adhérent traitées au moyen de la fonction de RNC. Une obligation du RNC d'un adhérent est semblable aux autres obligations et son solde net peut être établi même si en vertu d'une obligation du RNC, la CDS est tenue de livrer les valeurs à l'adhérent et a le droit de recevoir paiement de l'adhérent; tandis qu'en vertu d'une autre obligation du RNC, la CDS a le droit de recevoir les valeurs de l'adhérent et l'obligation d'effectuer le paiement à l'adhérent et vice versa.

La CDS tient un registre des obligations du RNC en cours de chaque adhérent, de temps à autre, dans le but d'enregistrer ce qui suit, par date de valeur, pour chaque émission de valeurs, selon le cas :

- (a) l'obligation de l'adhérent de livrer les valeurs à la CDS et le droit de l'adhérent de recevoir paiement de la CDS;
- (b) le droit de l'adhérent de recevoir les valeurs de la CDS et l'obligation de l'adhérent de faire paiement à la CDS.

7.3.5 Traitement au moyen du RNC

L'établissement du solde net des droits et obligations découlant d'une opération, au terme de la novation, a lieu au même moment que la novation de l'opération en question, afin de calculer une obligation du RNC unique due à chaque date de valeur et pour chaque émission de valeurs et libellée dans la même monnaie. La novation et l'établissement du solde net sont effectués lorsque des écritures sont passées dans les registres tenus par la CDS, supprimant ainsi l'opération entre adhérents et enregistrant des obligations du RNC, nouvelles ou recalculées, entre chaque adhérent et la CDS. Les écritures relatives à chaque opération sont traitées simultanément et en mode validation; soit toutes les écritures sont passées afin de supprimer l'opération et d'enregistrer les obligations du RNC, soit aucune des écritures n'est passée, et la suppression et l'enregistrement ont lieu simultanément.

La CDS fournira aux adhérents des renseignements démontrant que chacune des opérations a été supprimée lors du traitement au moyen de la fonction de RNC, et ce, afin de les aider dans le rapprochement de leurs registres. Pour plus de certitude, le fait que la CDS fournisse des registres archivés des opérations supprimées ne diminue en rien le caractère final de la novation de toute opération traitée au moyen de la fonction de RNC. Ces registres ne constituent aucunement la preuve d'une obligation entre adhérents par rapport à une opération supprimée.

7.3.6 Cotes

- (i) Cote établie quotidiennement

Chaque jour ouvrable, la CDS calculera, conformément aux Procédés et méthodes, une cote quotidienne relative aux obligations du RNC d'un adhérent. La cote établie quotidiennement tiendra compte à la fois des obligations du RNC en cours et de celles qui ont une date de valeur future.

La cote établie quotidiennement :

- (a) correspond au cours des valeurs (à l'établissement de la cote) qui doivent être livrées ou reçues à la date de valeur par l'adhérent pour une obligation du RNC et comprend les cotes calculées pour les opérations dont le solde net est établi lors de ce jour ouvrable;
- (b) est une somme devant être versée, le même jour ouvrable, par l'adhérent à la CDS ou par la CDS à l'adhérent. De plus, le même jour ouvrable, la composante de paiement de l'obligation du RNC est ajustée en fonction du montant de la cote établie quotidiennement.

(ii) Cote de défaillance

Afin d'encourager le règlement en temps opportun des obligations du RNC, la CDS peut imposer une cote de défaillance pour toute livraison de valeurs retardée ou partielle découlant d'une obligation du RNC ou pour tout paiement retardé ou partiel découlant d'une obligation du RNC. Lors de l'imposition d'une cote de défaillance, le montant de cette cote doit être versé à la CDS par les adhérents ayant omis de lui livrer des valeurs ou d'effectuer le paiement et doit être versé par la CDS aux adhérents auxquels elle a omis de livrer les valeurs ou d'effectuer le paiement. La CDS calcule, conformément aux Procédés et méthodes, la cote de défaillance, laquelle correspond au coût de financement du règlement retardé ou partiel.

La composante de paiement de l'obligation du RNC n'est pas ajustée en fonction de la cote de défaillance.

(iii) Cote nette

La CDS calcule le montant net qu'un adhérent doit verser à la CDS ou recevoir de cette dernière conformément aux cotes de la fonction de RNC en établissant le solde net de la totalité des cotes à payer ou à recevoir par cet adhérent et la cote nette est portée au crédit ou au débit des comptes de fonds de l'adhérent. Aucun montant ne peut être établi en fonction d'une marge de crédit ou d'un plafond de fonctionnement à l'égard d'une cote.

7.3.7 Règlement des obligations du RNC

Une obligation du RNC est réglée à sa date de valeur par une opération entre l'adhérent et la CDS exécutée au moyen de crédits et de débits portés aux comptes de valeurs et de fonds de la CDS et de l'adhérent, sous réserve des mêmes vérifications et restrictions dont fait l'objet toute autre opération de l'adhérent.

7.3.8 Règlement partiel et règlement retardé

La CDS peut retarder la réception ou effectuer une réception partielle de valeurs qu'elle doit recevoir en vertu d'une obligation du RNC, si elle est dans l'impossibilité de livrer de nouveau toutes ces valeurs en vertu d'une autre obligation du RNC envers un autre adhérent; de même, elle peut retarder la livraison ou effectuer une livraison partielle de valeurs qu'elle doit livrer en vertu d'une obligation du RNC si elle n'a pas reçu la livraison de toutes ces valeurs en vertu d'une autre de ses obligations du RNC envers un autre adhérent.

Advenant une livraison partielle des valeurs, par un adhérent ou par la CDS, pour le règlement d'une obligation du RNC, le paiement devant être effectué en vertu de cette obligation du RNC est ajusté en conséquence. Advenant un paiement partiel, par un adhérent ou par la CDS, pour le règlement d'une obligation du RNC, les valeurs devant être livrées en vertu de cette obligation du RNC sont ajustées en conséquence.

Si une obligation du RNC d'un adhérent ou de la CDS n'est pas réglée en totalité à sa date de valeur parce qu'une valeur ou l'ensemble des valeurs devant être livrées en vertu de l'obligation du RNC ne sont pas livrées ou parce qu'un paiement ou l'ensemble des paiements devant être effectués en vertu de l'obligation du RNC ne sont pas effectués :

- (a) la date de valeur de l'obligation du RNC en cours est reportée au prochain jour ouvrable;
- (b) le solde net de l'obligation du RNC en cours est établi contre les obligations du RNC similaires de la CDS et de l'adhérent à la nouvelle date de valeur.

La révision et le recalcul d'une obligation du RNC se poursuivent jusqu'au règlement complet de l'obligation. Afin d'encourager le règlement en temps opportun des obligations du RNC, la CDS peut imposer des frais pour toute livraison de valeurs retardée ou partielle découlant d'une obligation du RNC ou pour tout paiement retardé ou partiel devant être effectué en vertu d'une obligation du RNC.

7.3.9 Obligation du RNC forcée et procédure de couverture

Si la CDS n'a pas livré l'ensemble des valeurs dues à un adhérent pour une obligation du RNC, l'adhérent en question peut demander à la CDS de régler l'obligation en cours, à sa date de valeur actuelle. Dans un tel cas, elle peut exiger qu'un adhérent qui a des obligations du RNC de livraison de valeurs de cette émission à la CDS, à cette date de valeur, effectue la livraison en question. Au terme de cette demande formulée par la CDS, l'adhérent doit régler en totalité l'obligation du RNC forcée avant l'échéance prescrite et ne peut faire de livraison partielle ou retardée. Si un adhérent omet de régler en totalité une obligation du RNC forcée, la CDS peut, en tout temps, procéder à la couverture de la livraison retardée ou partielle de l'adhérent. En cas d'opération de couverture :

- (a) l'obligation du RNC forcée est annulée;
- (b) la CDS peut nommer un agent chargé de l'achat des titres pour la couverture;
- (c) l'achat des titres est fait en conformité avec les modalités que la CDS juge raisonnables, en tenant compte du fait que la CDS doit promptement recevoir les valeurs;
- (d) le cours acheteur des valeurs ainsi que tous les coûts et dépenses engagés par la CDS pour cet achat seront immédiatement dus à la CDS par l'adhérent ayant omis de régler l'obligation du RNC forcée.

7.3.10 Nouvelle novation d'une obligation du RNC prérèglement

La CDS peut prendre les mesures énumérées à la Règle 7.3.10 dans les cas suivants :

- (a) une réorganisation visant une valeur devant être livrée dans le cadre d'une obligation du RNC conformément à la Règle 6.9.4 est en cours de traitement;
- (b) une obligation du RNC n'a pas encore été réglée;

à l'une des conditions suivantes :

- (a) la valeur à livrer devient non admissible au RNC de manière permanente;
- (b) la valeur à livrer devient non admissible au RNC de manière provisoire afin de permettre le traitement de ce qui suit :
 - i. une réorganisation afférente à cette valeur; ou

- ii. des droits et privilèges sur cette valeur par la DTC ou la NSCC.

Dans un tel cas, la CDS peut faire la novation de l'obligation du RNC en tant qu'opération entre adhérents. Ainsi :

- (c) l'obligation du RNC est supprimée du RNC et les droits et obligations correspondants entre la CDS et l'adhérent en vertu de l'obligation du RNC supprimée sont éteints;
- (d) la CDS crée une ou plusieurs opérations dont le mode de règlement est établi au mode de règlement individuel entre des adhérents au RNC qui avaient, avant la suppression, des obligations du RNC correspondantes.

Les adhérents qui sont parties à la nouvelle opération créée qui remplace l'obligation du RNC supprimée peuvent ne pas avoir été précédemment parties à une opération afférente à la valeur concernée engageant les adhérents qui sont parties à la nouvelle opération.

Lors de la suppression d'une obligation du RNC, toute obligation et tout droit de livrer ou de recevoir des valeurs et d'effectuer ou de recevoir un paiement qui peut exister entre la CDS et un adhérent, découlant de cette obligation du RNC, sont éteints et remplacés par les droits et obligations des adhérents de livrer des valeurs et d'effectuer le paiement découlant de l'opération nouvellement créée, et la CDS n'a plus d'obligation ni de droit à l'égard de l'obligation du RNC supprimée.

7.3.11 Conversion d'une opération au RNC avant le traitement

La CDS peut prendre les mesures énumérées à la présente Règle 7.3.11 à l'égard d'une opération dont l'indicateur de mode de règlement est établi au mode RNC et qui n'a pas encore été traitée au moyen de la fonction de RNC si la valeur à livrer devient inadmissible au RNC :

- (a) soit de manière permanente;
- (b) soit de manière provisoire pour permettre le traitement de droits et privilèges ou d'une réorganisation afférents à cette valeur.

Dans un tel cas, la CDS peut faire passer l'indicateur de mode de règlement de l'opération au mode de règlement individuel. Ainsi, l'opération est réglée entre les adhérents qui étaient parties à l'opération initiale. Lorsque la valeur devient plus tard admissible au RNC, l'indicateur de règlement en mode de règlement individuel de toute opération en cours pour cette valeur (y compris une opération nouvellement créée en vertu de la Règle 7.3.10) peut être changé pour un mode de règlement au RNC, pourvu que l'opération soit admissible aux fins de traitement au moyen de la fonction de RNC.

7.3.12 Défaillance après le règlement d'une obligation du RNC

Au terme du règlement d'une obligation du RNC, cette dernière ne se distingue plus des autres opérations réglées pour l'adhérent. Si l'adhérent est suspendu après le règlement d'une obligation du RNC, la CDS prend les mesures qui s'imposent à l'égard de cette suspension, sans égard au fait que l'obligation pour laquelle l'adhérent a connu une défaillance comprenait des débits et des crédits découlant du règlement d'une obligation du RNC. Sans que soit limitée la portée générale de ce qui précède, la CDS peut prendre les mesures décrites à la Règle 9.2 pour recouvrer le paiement auprès d'une caution ainsi qu'auprès des autres membres de tout groupe de crédit de l'adhérent défaillant, de même que les mesures décrites à la Règle 9 de manière générale.

7.3.13 Processus de clôture

- (i) Mesures prises par la CDS

À la résiliation ou à la suspension de la Convention d'adhésion d'un adhérent, la CDS fait ou peut faire ce qui suit :

- (a) elle poursuit le règlement de toutes les obligations du RNC dues auprès de chaque adhérent (autre que l'adhérent défaillant), mais ce règlement peut être retardé jusqu'au terme du processus de clôture de l'adhérent défaillant, conformément à la présente Règle;
- (b) elle peut supprimer des services une opération ou l'ensemble des opérations de cet adhérent selon la Règle 3.4.2;
- (c) elle détermine le montant de clôture pour chaque obligation du RNC annulée;
- (d) elle détermine la valeur d'annulation nette de toutes les obligations au RNC de l'adhérent défaillant en effectuant la compensation ou en établissant le solde net des montants de clôture qui sont des pertes pour la CDS contre les montants de clôture qui sont des gains pour la CDS;
- (e) elle peut prendre les mesures applicables décrites à la Règle 9.

La CDS peut choisir de ne pas prendre pareilles mesures à l'égard d'un adhérent suspendu, auquel cas l'avis de suspension indique quelles mesures seront prises.

(ii) Calcul des montants de clôture

Le montant de clôture d'une obligation du RNC est le montant que la CDS évalue de bonne foi comme équivalant au total de sa perte ou de son gain découlant de la défaillance de l'obligation du RNC en question. Ce montant comprend les coûts de financement.

La CDS peut procéder à une opération qui aura pour effet de remplacer (dans la mesure du possible) le montant équivalant à l'obligation de l'adhérent défaillant relative à l'obligation du RNC de livrer ou de recevoir les valeurs en échange du paiement correspondant. La CDS peut, à son entière discrétion, déterminer que l'opération de remplacement sera un achat/vente, un achat/rachat, un contrat de mise en pension, un prêt de titres ou une opération différente. L'opération de remplacement peut être traitée au moyen de la fonction de RNC et les coûts ou les gains engendrés par l'opération de remplacement pour la CDS, y compris les montants des cotes payées ou reçues sur l'obligation du RNC au terme du traitement de l'opération de remplacement au moyen de la fonction de RNC, peuvent servir au calcul du montant de clôture de cette obligation du RNC remplacée.

Si la CDS juge qu'il n'est pas possible de procéder à une opération de remplacement, les pertes ou gains représentant le montant de clôture peuvent être établis au moyen des taux ou des prix obtenus auprès d'un ou de plusieurs courtiers réputés œuvrant au sein du marché pertinent.

(iii) Calcul de la valeur d'annulation nette

La CDS calcule la valeur d'annulation nette de l'ensemble des obligations de RNC de l'adhérent défaillant annulées lors de sa suspension; cette valeur est le montant net de l'ensemble des pertes et des gains découlant du montant de clôture des obligations du RNC.

Le montant de la valeur d'annulation nette est dû et payable à la CDS immédiatement par l'adhérent défaillant.

7.3.14 Retrait de la fonction de RNC

Un adhérent peut se retirer de la fonction de RNC en donnant avis à la CDS de son intention de se retirer. L'avis entre en vigueur à la fin du dixième jour ouvrable suivant la plus éloignée de ces dates :

- (a) le jour ouvrable où l'adhérent donne l'avis;
- (b) le jour ouvrable où l'adhérent, ayant donné un tel avis, n'a plus d'obligation du RNC et a payé le montant net exigible relatif à ses cotes.

La CDS informe tous les autres adhérents qui utilisent la fonction de RNC qu'elle a reçu un avis d'intention de retrait de l'adhérent et leur en communique les détails.

À moins qu'il n'exerce son droit de retrait d'une fonction de la contrepartie centrale en vertu de la Règle 9.5, un adhérent qui a donné un avis d'intention de retrait demeure responsable de toutes ses obligations, conformément à la Règle 5.7, en ce qui a trait aux obligations d'un adhérent défaillant suspendu avant la prise d'effet de son avis d'intention de retrait. Un adhérent s'étant retiré de la fonction de RNC n'a pas d'obligation aux termes de la Règle 5.7 en ce qui a trait à l'obligation d'un adhérent défaillant qui est suspendu après la prise d'effet de son avis d'intention de retrait.

7.3.15 Exonération de la CDS de toute responsabilité

Chaque adhérent libère et exonère la CDS de toute responsabilité ou réclamation découlant de l'exercice des pouvoirs conférés par la Règle 7.3, à l'exception des responsabilités ou réclamations découlant d'une négligence grave ou d'une défaillance volontaire.

7.4 PROCESSUS DE RÈGLEMENT

7.4.1 Types de processus de règlement

Il existe trois processus de règlement : le processus de règlement individuel en temps réel (processus individuel en temps réel), le processus de RNC en temps réel et le processus de RNC et de règlement par lots combiné (processus RNC-par lots combiné).

7.4.2 Processus individuel en temps réel

Le processus individuel en temps réel :

- (a) est lancé lorsque le système est en fonction;
- (b) traite le règlement d'opérations en suspens, y compris les mises en gage, dont l'indicateur de mode de règlement est établi au mode de règlement individuel;
- (c) n'effectue pas la novation ou n'établit pas le solde net des opérations nouvellement enregistrées afin de créer de nouvelles obligations de contrepartie centrale;
- (d) règle une opération seulement si la totalité de l'opération peut être réglée, à moins que cette opération ne soit enregistrée par un SCT, comme il est décrit à la Règle 7.2.6. Si l'opération ne passe pas entièrement la vérification prérèglement, elle n'est pas partiellement réglée et demeure une opération en suspens qui doit être considérée de nouveau aux fins de règlement.

Lorsque le processus individuel en temps réel a une incidence sur le règlement d'une opération, les montants sont tirés sur le plafond de fonctionnement et sur les marges de crédit, au besoin, au

moment de la livraison des valeurs conformément à la Règle 7.5.2 ou 7.5.4, et le paiement est effectué conformément à la Règle 7.5.5.

La totalité des écritures nécessaires à chaque règlement est traitée en mode validation, de sorte que soit la totalité des écritures (y compris toutes les écritures aux comptes de fonds et de valeurs et toutes les écritures de montants tirés sur le plafond de fonctionnement et sur les marges de crédit pour des soldes de compte de fonds débiteurs) nécessaires afin de conclure le règlement est passée, soit, si pour toute raison que ce soit une des écritures ne peut être passée, aucune des écritures n'est passée et l'opération n'est pas réglée.

7.4.3 Processus de RNC en temps réel

Le processus de RNC en temps réel :

- (a) est lancé et s'effectue de manière continue chaque jour, conformément aux Procédés et méthodes;
- (b) traite le règlement des obligations de la contrepartie centrale en cours pour le RNC;
- (c) n'effectue d'ordinaire pas la novation, pas plus qu'il n'établit le solde net d'opérations nouvellement enregistrées afin de créer de nouvelles obligations de la contrepartie centrale, mais peut être utilisé par la CDS à son entière discrétion pour effectuer la novation et établir le solde net d'opérations nouvellement enregistrées dont l'indicateur de mode de règlement est établi au mode RNC afin de calculer les nouvelles obligations de la contrepartie centrale, auquel cas il calcule et traite également les cotes afférentes;
- (d) règle une obligation de la contrepartie centrale en cours en totalité ou en partie;
- (e) applique les vérifications prérèglement décrites à la Règle 5.15 aux soldes des comptes de fonds et de valeurs découlant du règlement de chaque obligation de la contrepartie centrale en cours individuellement.

Lorsque le règlement d'une obligation de la contrepartie centrale est effectué au moyen du processus de RNC en temps réel, les montants sont tirés sur le plafond de fonctionnement et sur les marges de crédit au moment de la livraison des valeurs conformément à la Règle 7.5.2 ou 7.5.4, et le paiement est effectué conformément à la Règle 7.5.5.

La totalité des écritures nécessaires à chaque règlement est passée en mode validation, de sorte que, soit la totalité des écritures nécessaires afin de conclure le règlement est passée (y compris l'ensemble des écritures aux comptes de fonds et de valeurs et des écritures des montants tirés sur le plafond de fonctionnement et des marges de crédit pour des soldes de compte de fonds débiteurs), soit, si pour quelque raison que ce soit l'une des écritures ne peut pas être passée, aucune des écritures n'est passée et l'obligation de la contrepartie centrale n'est pas réglée.

7.4.4 Processus de RNC–par lots combiné

Le processus de RNC–par lots combiné :

- (a) traite le règlement de toute opération en suspens, autre qu'une mise en gage, ou l'obligation de la contrepartie centrale en cours;
- (b) effectue la novation et établit le solde net des opérations nouvellement enregistrées dont l'indicateur de mode de règlement est établi au mode RNC afin de calculer les nouvelles obligations de la contrepartie centrale;

- (c) calcule et traite les cotes afférentes aux obligations de la contrepartie centrale;
- (d) règle une obligation de la contrepartie centrale en cours, en totalité ou en partie;
- (e) règle une opération uniquement si elle peut être réglée en entier;
- (f) applique les vérifications prérèglement décrites à la Règle 5.14 aux soldes nets définitifs prévisionnels des comptes de fonds et de valeurs découlant du règlement de la totalité des opérations et des obligations de la contrepartie centrale par lots et non aux soldes découlant du règlement individuel de chaque opération et de chaque obligation de la contrepartie centrale.

Le processus de RNC–par lots combiné ne règle une opération en suspens ou une obligation de la contrepartie centrale en cours que si tous les soldes de compte qui en résultent passent les vérifications prérèglement. Si tel n'est pas le cas, la totalité de l'opération en suspens est retirée du lot et réexaminée aux fins de règlement; l'obligation de la contrepartie centrale en cours est considérée aux fins de règlement partiel conformément à la Règle 7.4.6. Les opérations et les obligations de la contrepartie centrale restantes sont réglées par lots.

Toutes les écritures pour chaque lot sont traitées en mode validation, de sorte que soit la totalité des écritures (y compris toutes les écritures passées aux comptes de fonds et de valeurs et toutes les écritures de montants tirés sur le plafond de fonctionnement et sur les marges de crédit pour des soldes de compte de fonds débiteurs) nécessaires afin de conclure le règlement est passée, soit, si pour quelque raison que ce soit le lot ne peut être complété, aucune des écritures n'est passée et aucune opération ni obligation de la contrepartie centrale n'est réglée pour ce lot.

7.4.5 Écritures aux comptes résultant du processus de RNC–par lots combiné

(i) Écritures au compte de fonds

Les écritures requises pour effectuer tous les règlements d'un lot sont effectuées simultanément, de sorte que toutes les opérations et obligations de la contrepartie centrale du lot soient réglées simultanément. Par conséquent :

- (a) Pour chaque opération réglée au moyen du processus de RNC–par lots combiné qui comporte un paiement, une écriture est passée pour débiter le compte de fonds tenu pour l'adhérent payeur, et une autre pour créditer le compte de fonds tenu pour l'adhérent bénéficiaire.
- (b) Pour chaque obligation de la contrepartie centrale réglée au moyen du processus de RNC–par lots combiné qui comporte un paiement, une écriture est passée pour débiter le compte de fonds tenu pour l'adhérent payeur (ou la CDS), et une autre pour créditer le compte de fonds tenu pour l'adhérent bénéficiaire (ou la CDS).
- (c) Aucun solde provisoire de compte de fonds n'est calculé pour ces écritures.
- (d) Le solde du compte de fonds résultant du règlement de toutes les opérations et obligations de la contrepartie centrale du lot inscrit les fonds dus entre la CDS et l'adhérent conformément à la Règle 8.2.1. Le solde du compte de fonds, s'il est débiteur, est tiré sur la portion du plafond de fonctionnement affectée à ce compte de fonds et les marges de crédit établies pour ce grand livre.
- (e) Aucune écriture débitant un compte de fonds passée par traitement par lots ne constitue donc une écriture imposée, comme il est décrit à la Règle 8.2.3, et les règlements réalisés par traitement par lots sont faits conformément aux Règles 2.4.8 et 5.4.1.

(ii) Écritures de valeurs aux comptes

Pour ce qui est des écritures dans les comptes se rapportant à des valeurs réglées par traitement par lots :

- (a) Pour chaque opération réglée par traitement par lots qui comporte la livraison de valeurs, une écriture de débit est passée au solde d'un compte de valeurs tenu pour l'adhérent livreur et une écriture de crédit est passée au solde d'un compte de valeurs tenu pour l'adhérent destinataire.
- (b) Pour chaque obligation de la contrepartie centrale réglée par traitement par lots qui comporte la livraison de valeurs, une écriture de débit est passée au solde d'un compte de valeurs tenu pour l'adhérent livreur (ou la CDS) et une écriture de crédit est passée au solde d'un compte de valeurs tenu pour l'adhérent destinataire (ou la CDS).
- (c) Pour chaque catégorie de valeurs pour lesquels les opérations ou les obligations de la contrepartie centrale sont réglées par traitement par lots, un solde net de valeurs distinct est calculé pour chaque compte touché par le traitement.
- (d) Aucun solde de compte provisoire n'est calculé pour ces écritures et seuls les soldes de compte découlant du règlement de toutes ces opérations et obligations de la contrepartie centrale du lot inscrivent les valeurs détenues par la CDS pour un adhérent conformément à la Règle 4.2.4.

(iii) Exécution des opérations

Les écritures de débit et de crédit passées par lots dans chaque compte afin d'exécuter une opération sont réputées constituer le règlement de l'opération par la livraison de valeurs entre l'adhérent livreur et l'adhérent destinataire conformément à la Règle 7.5.2 ou 7.5.4 et l'exécution du paiement entre l'adhérent bénéficiaire et l'adhérent payeur conformément à la Règle 7.5.5.

Les écritures de débit et de crédit passées par traitement par lots dans chaque compte afin d'exécuter une obligation de la contrepartie centrale sont réputées constituer le règlement de cette obligation de la contrepartie centrale par la livraison de valeurs entre la CDS et l'adhérent livreur ou destinataire (selon le cas) conformément à la Règle 7.5.2 et l'exécution du paiement entre la CDS et l'adhérent bénéficiaire ou l'adhérent payeur (selon le cas) conformément à la Règle 7.5.5.

7.4.6 Règlement partiel des obligations de la contrepartie centrale

L'obligation de la contrepartie centrale peut être réglée partiellement, par la livraison de certaines des valeurs requises seulement et par l'exécution du paiement partiel correspondant, si les conditions suivantes sont réunies :

- (a) une obligation de la contrepartie centrale en cours est considérée aux fins de règlement dans le cadre d'un processus de règlement;
- (b) le règlement de la totalité de l'obligation de la contrepartie centrale ne passe pas les vérifications prérèglement;
- (c) un règlement partiel de l'obligation de la contrepartie centrale passerait les vérifications prérèglement.

Une obligation de la contrepartie centrale révisée demeure en cours et est à considérer de nouveau aux fins de règlement.

7.5 ÉCRITURES DE RÈGLEMENT

7.5.1 À la date de valeur

Une opération ou une obligation de la contrepartie centrale est considérée aux fins de règlement à la date de valeur. Au terme des processus décrits à la Règle 7.4, l'une ou l'ensemble des situations suivantes peut se présenter :

- (a) les opérations en suspens sont réglées par la livraison de valeurs et le paiement entre les adhérents comme il est décrit dans la présente Règle 7.5;
- (b) les obligations de la contrepartie centrale sont réglées par la livraison de valeurs et le paiement entre la CDS et un adhérent, comme il est décrit dans la présente Règle 7.5;
- (c) les soldes des comptes de valeurs et des comptes de fonds sont révisés par des écritures de débit et de crédit passées relativement à ces règlements;
- (d) des montants sont tirés sur les marges de crédit et le plafond de fonctionnement;
- (e) des montants tirés sur les marges de crédit et le plafond de fonctionnement sont remboursés;
- (f) des opérations non réglées demeurent en suspens et sont à considérer de nouveau aux fins de règlement;
- (g) les obligations de la contrepartie centrale non réglées, ou partiellement réglées, demeurent en cours et sont à considérer de nouveau aux fins de règlement.

Toutes les écritures dont il est question ci-dessus sont passées simultanément.

7.5.2 Livraison en compte de valeurs

Le transfert d'une valeur par livraison en compte est effectué en passant les écritures requises dans les grands livres tenus par la CDS en portant un débit ou un crédit aux comptes de l'adhérent livreur et de l'adhérent destinataire, respectivement, de la quantité de valeurs relatives à cette opération, ou en portant un débit ou un crédit aux comptes de la CDS et de l'adhérent relativement à cette obligation de la contrepartie centrale. L'inscription de telles écritures exécute la livraison définitive et irrévocable de valeurs entre les adhérents relativement à cette opération, ou entre la CDS et l'adhérent relativement à cette obligation de la contrepartie centrale.

7.5.3 Reconnaissance

En passant une écriture dans les grands livres qu'elle tient pour elle-même afin d'effectuer la livraison d'une valeur, la CDS reconnaît que la valeur ainsi livrée est détenue pour l'adhérent destinataire et cette valeur est ainsi réputée livrée à l'adhérent destinataire.

En passant une écriture dans un compte de valeurs qu'elle tient pour un adhérent pour inscrire une quantité de valeurs, la CDS reconnaît que la quantité de valeurs ainsi inscrite est détenue au nom de l'adhérent.

7.5.4 Mise en gage

La mise en gage d'une valeur est effectuée par la passation des écritures appropriées dans les grands livres tenus par la CDS au débit du compte de valeurs de l'adhérent constituant du gage et au crédit du compte de garantie de l'adhérent gagiste pour la quantité de valeurs correspondant à

cette mise en gage. Le solde créditeur de valeurs du compte de garantie de l'adhérent représente la quantité de chaque valeur que la CDS détient pour cet adhérent.

Une mise en gage de fonds est réalisée par la passation des écritures appropriées dans les grands livres tenus par la CDS au débit du compte de fonds de l'adhérent constituant du gage et au crédit du compte de garantie de l'adhérent gagiste pour le montant des fonds correspondant à cette opération. Le solde créditeur du compte de garantie de l'adhérent, lequel représente un montant que la CDS doit à l'adhérent, est un actif financier détenu par la CDS pour cet adhérent. La mise en gage de fonds fait l'objet des modalités de remboursement de l'entente conclue entre les adhérents et, à moins d'entente contraire, l'adhérent constituant du gage n'a droit au remboursement des fonds mis en gage que si la dette a été acquittée ou si l'obligation pour laquelle les fonds ont été mis en gage a été remplie.

L'adhérent contrôle et possède l'ensemble des actifs financiers crédités à ses comptes de garantie, et ce, à toutes fins, y compris la validation d'une sûreté. Comme tel est le cas entre l'adhérent gagiste et l'adhérent constituant du gage, et sans déroger de la sûreté de la caution et de la sûreté du groupe de crédit de catégorie accordées, les valeurs et les fonds mis en gage portés au crédit du compte de garantie de l'adhérent gagiste peuvent être transigés seulement selon les instructions de l'adhérent gagiste, sans tenir compte ni obtenir l'approbation de l'adhérent constituant du gage ou de toute personne qui présente une réclamation par son intermédiaire ou à titre d'ayant cause ou de représentant.

La CDS n'est tenue de vérifier ni l'exactitude des modalités d'une mise en gage ni le respect de celles-ci par un adhérent. Tant que les valeurs ou les fonds mis en gage demeurent dans le compte de garantie de l'adhérent gagiste en faveur duquel est faite la mise en gage, la CDS inscrit la livraison de ces valeurs ou de ces fonds dans le compte de mise en gage de l'adhérent constituant du gage qui a effectué la mise en gage. L'enregistrement des valeurs ou des fonds mis en gage est supprimé du compte de mise en gage de l'adhérent constituant du gage lorsque l'adhérent gagiste en faveur de qui les valeurs ou les fonds ont été mis en gage demande qu'ils soient virés de son compte de garantie. Au processus de paiement, les fonds mis en gage sont virés du compte de garantie de l'adhérent gagiste à son compte de fonds. Lorsque les fonds mis en gage sont transférés du compte de fonds de l'adhérent gagiste à son compte de fonds ou qu'ils sont transférés selon ses instructions au compte de fonds de l'adhérent constituant du gage, les fonds mis en gage cessent d'être un actif financier.

7.5.5 Paiement

Les paiements entre des adhérents, ou, dans le cas de l'obligation de la contrepartie centrale, entre la CDS et un adhérent, sont réalisés par la passation des écritures nécessaires au débit du compte de fonds ou du compte de garantie tenu pour l'adhérent payeur ou la CDS et au crédit du compte de fonds ou du compte de garantie de l'adhérent bénéficiaire ou de la CDS. Le fait de passer ces écritures constitue le paiement définitif et irrévocable entre les adhérents ou le règlement définitif et irrévocable de l'obligation de la contrepartie centrale entre l'adhérent et la CDS. La CDS passe ces écritures pour réaliser un virement de fonds ou une mise en gage ou pour régler une opération ou une obligation de la contrepartie centrale (si le règlement engage la livraison de valeurs, la CDS passe ces écritures en même temps que celles qu'elle passe dans les grands livres qu'elle tient pour réaliser la livraison).

7.5.6 Incidence des écritures

Lorsque la CDS passe des écritures pour réaliser la livraison de valeurs, toute obligation de livrer les valeurs existant entre les adhérents découlant de l'opération, ou entre la CDS et l'adhérent découlant de l'obligation de la contrepartie centrale, est éteinte et remplacée par l'obligation de la CDS de livrer à l'adhérent les valeurs affichées dans son compte de valeurs, conformément à la Règle 4.2.4.

Lorsque la CDS passe des écritures pour effectuer le paiement, toute obligation d'effectuer ce paiement existant entre les adhérents découlant de l'opération ou entre la CDS et l'adhérent découlant de l'obligation de la contrepartie centrale est éteinte et remplacée par l'obligation d'effectuer et le droit de recevoir le paiement au moment du processus de paiement entre les adhérents et la CDS, comme il est indiqué dans les comptes de fonds des adhérents.

Le fait de passer des écritures dans les grands livres tenus par la CDS pour réaliser la livraison de valeurs ou un paiement constitue la livraison ou le paiement définitif et irrévocable aux adhérents et des adhérents pour qui sont tenus les grands livres visés. Si les écritures sont passées aux fins de règlement d'une obligation de la contrepartie centrale, ces écritures constituent la livraison ou le paiement définitif et irrévocable entre la CDS et l'adhérent. La finalité du règlement d'une obligation de la contrepartie centrale n'affecte pas l'obligation distincte d'effectuer un paiement lors du processus de paiement entre la CDS et l'adhérent qui est attestée par un solde au compte de fonds d'un grand livre d'un adhérent.

Règle 8. PROCESSUS DE PAIEMENT DU CDSX

8.1 PROCESSUS DE PAIEMENT

8.1.1 Définition

Le terme « **processus de paiement** » désigne le mécanisme d'exécution des paiements, décrit dans la présente Règle 8.1, des soldes de comptes de fonds compilés dans les données relatives à l'encaisse qui se produisent entre la CDS et les adhérents. Chaque jour ouvrable, la CDS compile et fournit à l'adhérent des données relatives à l'encaisse, pour chacun de ses grands livres pour la journée. Ces données comprennent, pour chaque monnaie, les mouvements dans le compte de fonds de l'adhérent pour la journée, et le résultat de toutes les écritures passées au cours de la journée au moyen du mode de paiement par inscription comptable. Conformément aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur, l'adhérent qui a un solde débiteur net paie ce montant à la CDS et la CDS verse à l'adhérent le montant du solde créditeur net.

Il existe un processus de paiement pour chaque monnaie. Le processus de paiement pour une monnaie donnée peut se produire à un moment autre que celui pour une autre monnaie. Le processus de paiement pour une monnaie donnée est terminé lorsque la CDS a reçu paiement de toutes les sommes qui lui sont payables et que les adhérents ont reçu paiement de toutes les sommes qui leur sont payables. La CDS ne doit faire de paiement à un adhérent dans le cadre d'un processus de paiement que lorsqu'elle reçoit le paiement de la totalité des sommes qui lui sont payables par tous les adhérents durant ce processus de paiement (y compris, en cas de suspension d'un adhérent, le paiement par sa caution de toute somme tirée sur une marge de crédit et le paiement par les autres membres de son groupe de crédit desquels la CDS a exigé un paiement).

La présente Règle 8 ne s'applique qu'aux paiements faits entre la CDS et ses adhérents pour des obligations résultant du service de dépôt et du service de règlement; elle ne s'applique pas aux paiements d'obligations résultant du Service de liaison.

8.1.2 Installations disponibles pour le processus de paiement

Chaque jour au cours duquel a lieu le processus de paiement pour toute monnaie, l'adhérent doit s'assurer qu'il dispose des installations nécessaires pour satisfaire à toute obligation relative au processus de paiement (y compris des obligations à titre de caution, de banquier qualifié ou de membre d'un groupe de crédit), que ce jour soit, ou non, un jour ouvrable pour toute succursale de la CDS, et que ce jour soit, ou non, un jour d'exploitation pour l'adhérent.

8.1.3 Paiement acceptable

Tous les paiements à la CDS provenant d'un adhérent et ceux provenant de la CDS à un adhérent (y compris les paiements effectués au cours du processus de paiement et ceux effectués à d'autres moments) sont effectués au moyen d'un paiement acceptable.

Un « **paiement acceptable** » à la CDS désigne :

- (a) pour les paiements libellés en dollars :
 - i. soit un message de paiement payable à la CDS reçu au moyen du STPGV par la Banque du Canada et crédité au compte de la CDS;
 - ii. soit une transaction qui donne lieu à un crédit immédiat, final et irrévocable au compte de la CDS auprès de la Banque du Canada;
- (b) pour les paiements libellés en dollars américains :

- i. soit un message de paiement payable à la CDS reçu au moyen de Fedwire d'une institution financière désignée par la CDS à titre de banquier et crédité au compte de la CDS;
- ii. soit une transaction qui donne lieu à un crédit immédiat, final et irrévocable au compte de la CDS auprès d'une institution financière désignée par la CDS à titre de banquier.

Pour les paiements libellés en dollars, la Banque du Canada agit à titre de banquier pour la CDS et reçoit et effectue les paiements durant le processus de paiement. Pour les paiements libellés en dollars américains, l'institution financière approuvée par le conseil d'administration agit à titre de banquier pour la CDS et reçoit et effectue les paiements durant le processus de paiement.

Un « **paiement acceptable** » à l'adhérent signifie :

- (a) pour les paiements libellés en dollars :
 - i. soit un message de paiement payable à l'adhérent reçu au moyen du STPGV de l'adhérent ou de l'institution financière désignée par l'adhérent à titre de banquier;
 - ii. soit, dans le cas de la Banque du Canada, une instruction, acceptable de l'avis de la Banque du Canada, de débit du compte de la CDS auprès de la Banque du Canada;
- (b) pour les paiements libellés en dollars américains :
 - i. soit un message de paiement payable à l'adhérent reçu au moyen de Fedwire de l'adhérent ou de l'institution financière désignée par l'adhérent à titre de banquier;
 - ii. soit, dans le cas d'un adhérent qui est une institution financière désignée par la CDS à titre de banquier, une instruction, acceptable de l'avis de l'adhérent, de débit du compte de la CDS auprès de celui-ci;
 - iii. soit, dans le cas d'un adhérent qui est client d'une institution financière désignée par la CDS à titre de banquier, une instruction acceptable de l'avis de l'institution financière, de débit du compte de la CDS auprès de cette institution et de crédit à l'adhérent.

Les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur peuvent comprendre des exigences supplémentaires relativement aux paiements acceptables qui ne sont pas incompatibles avec la présente Règle 8.1.

8.1.4 Exceptions

Le conseil d'administration peut autoriser des exceptions aux exigences de paiement décrites dans la présente Règle 8.1. La CDS doit aviser les organismes de réglementation dont elle relève lorsqu'une réunion du conseil est convoquée pour autoriser une exception aux exigences de paiement.

8.2 COMPTE DE FONDS

8.2.1 Aperçu

Chaque grand livre tenu par la CDS comprend un compte de fonds dans lequel est inscrit, par monnaie, le montant net des fonds dus de temps à autre à la CDS par un adhérent (un solde

débiteur [négatif] au compte de fonds) ou dus à un adhérent par la CDS (un solde créditeur [positif] au compte de fonds) qui découle de l'utilisation par l'adhérent du service de dépôt et du service de règlement. Le compte de fonds tient un solde distinct pour chaque monnaie, et les écritures de débit et de crédit dans toute monnaie donnée touchent exclusivement le solde tenu pour cette monnaie. Chaque référence à un solde de compte de fonds, soit un débit ou un crédit ou tout montant, est interprétée conformément à un débit, à un crédit ou à un montant dans la monnaie appropriée. Toute référence à la compensation ou à l'établissement du solde net de comptes de fonds constitue une référence aux soldes libellés dans la même monnaie.

Le conseil d'administration décide de temps à autre dans quelles monnaies peuvent être libellés les comptes de fonds des grands livres.

8.2.2 Écritures au compte de fonds

La CDS passe des écritures au compte de fonds de l'adhérent dans son grand livre pour inscrire les débits et les crédits résultant :

- (a) d'un paiement fait à l'adhérent ou par celui-ci, résultant d'un règlement dans ce grand livre;
- (b) d'une cote payée à l'adhérent ou par celui-ci;
- (c) d'une mise en gage de fonds par l'adhérent constituant du gage de son compte de fonds au compte de garantie de l'adhérent gagiste;
- (d) du virement de fonds mis en gage du compte de garantie de l'adhérent gagiste à son compte de fonds;
- (e) d'un virement de fonds;
- (f) d'un paiement à la CDS effectué avant le processus de paiement par l'adhérent ou par une autre personne au nom de l'adhérent;
- (g) d'un paiement effectué à l'adhérent ou par celui-ci durant le processus de paiement;
- (h) d'un paiement effectué durant le processus de paiement au nom de l'adhérent à son banquier désigné ou par celui-ci, ou par sa caution, au moyen du mode de paiement par inscription comptable;
- (i) de l'application au cours du processus de paiement du solde créditeur d'un compte de fonds pour libérer l'adhérent de ses obligations à titre de caution ou de membre d'un groupe de crédit, résultant de la suspension d'un autre adhérent;
- (j) de droits et privilèges reçus par la CDS à l'égard de valeurs détenues au compte de valeurs de l'adhérent;
- (k) d'un paiement par l'adhérent, en tant que responsable du traitement des droits et privilèges pour les valeurs, à la CDS des droits et privilèges sur les valeurs;
- (l) de rajustements de droits et privilèges concernant un règlement, une opération ou obligation de la contrepartie centrale qui n'a pas encore été réglée ou le dépôt ou le retrait de valeurs;
- (m) d'une écriture passée relativement à un paiement de droits et privilèges créditée à l'adhérent que la CDS est tenue de rembourser;

- (n) d'une écriture passée pour inscrire des frais de position à découvert;
- (o) d'un paiement fait au nom de l'adhérent par sa caution sur demande par la CDS d'une marge de crédit;
- (p) d'un paiement fait au nom de l'adhérent conformément à une demande de la CDS adressée aux autres membres de son groupe de crédit;
- (q) de toute écriture requise en raison des mesures à prendre en cas de suspension, conformément à la Règle 9;
- (r) d'écritures de correction ou de rajustement passées dans l'un des comptes de l'adhérent conformément à la Règle 3.5.3;
- (s) d'une écriture passée dans l'un des comptes de l'adhérent conformément à la Règle 3.3.3;
- (t) de toute dépense ayant trait à la propriété de valeurs créditées au compte de l'adhérent de temps à autre, y compris les obligations de paiement relatives à la valeur, aux évaluations, aux obligations de reçus de versement, aux appels de fonds, à l'impôt, aux frais et pénalités gouvernementaux et réglementaires, ainsi qu'à toute autre dépense relative à la propriété de la valeur, à condition que ces obligations, évaluations, impôts, frais ou dépenses soient engagés, imposés ou facturés pour une période ou un événement pendant lequel la valeur était détenue pour l'adhérent; et
- (u) d'un paiement acceptable effectué par l'adhérent en remplacement d'un paiement de droits et privilèges non admissible.

À la passation d'une écriture de débit ou de crédit, le solde net résultant de ce débit ou de ce crédit est calculé. Ce solde net constitue le montant dû par l'adhérent à la CDS (s'il s'agit d'un solde débiteur) ou dû par la CDS à l'adhérent (s'il s'agit d'un solde créditeur) dans cette monnaie pour ce compte de fonds.

8.2.3 Écritures imposées

Une écriture de débit est passée au compte de fonds d'un adhérent uniquement si le solde débiteur résultant de cette entrée, sauf tout montant tiré de marges de crédit établies pour cet adhérent, n'excède pas le plafond de fonctionnement de cet adhérent. Néanmoins, la CDS peut effectuer des écritures de débit au compte de fonds d'un adhérent entraînant un solde débiteur excédant le plafond de fonctionnement de cet adhérent aux fins d'inscription de débits des types décrits à la Règle 8.2.2(b), (l), (m), (q) ou (r).

8.3 FONCTIONNALITÉ DU SYSTÈME ET PROCESSUS DE PAIEMENT

8.3.1 Transfert de garantie en espèces avant le processus de paiement

Immédiatement avant le processus de paiement pour une monnaie donnée, tous les fonds qui sont toujours mis en gage en faveur d'un adhérent et crédités à son compte de garantie sont transférés à son compte de fonds et font partie intégrante des transactions inscrites dans ses données relatives à l'encaisse.

8.3.2 Restrictions de certaines fonctions durant le processus de paiement

Durant le processus de paiement, l'accès à certaines fonctions est restreint. Aucune transaction ne peut être réglée par un adhérent du début du processus de paiement jusqu'à ce que le rapport de l'encaisse soit calculé. Une fois le rapport de l'encaisse calculé, les transactions suivantes

peuvent être effectuées, pourvu que la transaction ne comprenne pas de débit ou de crédit à un compte de fonds :

- (a) Sans l'application de la vérification de la VGG, le virement de valeurs d'un compte, autre qu'un compte à risque, vers un autre compte de valeurs d'un adhérent, que ce soit dans le même grand livre tenu pour l'adhérent ou dans un autre;
- (b) Le virement de valeurs d'un compte qui est un compte à risque vers un autre compte de valeurs d'un adhérent, que ce soit dans le même grand livre tenu pour l'adhérent ou dans un autre, pourvu que la transaction soit conforme à la vérification de la VGG.
- (c) Sans l'application de la vérification de la VGG, le virement de valeurs d'un compte de l'adhérent qui n'est pas un compte à risque vers le compte d'un autre adhérent.
- (d) Le virement de valeurs d'un compte à risque de l'adhérent vers le compte d'un autre adhérent (autre que la Banque du Canada), pourvu que la transaction soit conforme à la vérification de la VGG.
- (e) Le virement de valeurs d'un compte à risque de l'adhérent à la Banque du Canada dans le but exclusif d'effectuer un paiement acceptable à la CDS, à la condition que, si l'adhérent qui livre les valeurs est un bénéficiaire de la marge de crédit établie pour le grand livre dont fait partie le compte à risque, la transaction soit conforme à la vérification de la VGG modifiée décrite à la Règle 8.3.5.

8.3.3 Transactions au terme du processus de paiement

Au terme du processus de paiement et jusqu'à la fermeture du système, les valeurs peuvent être transférées sans l'application de la vérification de la VGG, mais aucun paiement ne peut être effectué au moyen du CDSX.

8.3.4 Séparation des valeurs avant la fermeture du système

Immédiatement avant la fermeture du système, toutes les valeurs qui demeurent dans tout compte à risque sont séparées, les valeurs créditées au compte général ou au compte de garantie restreinte d'un grand livre d'un adhérent sont virées dans le compte séparé ou le compte de garantie non restreinte, respectivement, de ce grand livre. L'adhérent peut décider que la totalité ou certaines valeurs de son compte général seront exemptes d'une séparation automatique; ce choix n'est toutefois pas offert pour le compte de garantie restreinte.

8.3.5 Vérification de la VGG modifiée

La vérification de la VGG modifiée s'applique à une transaction dans le cas suivant :

- (a) les valeurs sont livrées à la Banque du Canada d'un compte à risque d'un adhérent au cours du processus de paiement;
- (b) l'adhérent qui livre les valeurs est un bénéficiaire de la marge de crédit établie pour le grand livre dont fait partie le compte à risque.

La vérification de la VGG modifiée calcule les montants suivants pour le grand livre de l'adhérent livreur :

- a. le montant total utilisé sur l'ensemble des marges de crédit établies pour ce grand livre par des cautions qui ne sont pas membres du groupe d'adhérents associés de l'adhérent livreur;

- b. la VGG de ce grand livre qui résulte du règlement de la transaction.

La transaction satisfait la vérification de la VGG modifiée si, au moment du règlement de la transaction, la VGG de ce grand livre n'est pas inférieure aux montants totaux utilisés sur les marges de crédit.

8.4 VALEURS DE TYPE L

8.4.1 Définition

« Valeurs de type L » désigne les valeurs livrées à la Banque du Canada au cours du processus de paiement dans les circonstances suivantes :

- (a) au moyen d'une mise en gage à la Banque du Canada au cours du processus de paiement du compte général de l'adhérent, désignée mise en gage de type L par le système;
- (b) en tout temps au moyen d'une mise en gage à la Banque du Canada d'un compte de l'adhérent qui n'est pas un compte à risque, pourvu que l'adhérent désigne la transaction mise en gage de type L;
- (c) au moyen d'une opération à la Banque du Canada au cours du processus de paiement d'un compte de l'adhérent, que la transaction soit ou non désignée transaction de type L.

Il est entendu que les valeurs livrées à la Banque du Canada par un obligé qui n'est pas utilisateur du STPGV en règlement d'un achat de valeurs ne sont pas considérées comme des valeurs de type L.

Les valeurs de type L constituent une garantie dans le STPGV qui servent à cautionner un paiement acceptable effectué à la CDS par un utilisateur du STPGV qui est soit l'adhérent qui livre les valeurs de type L, soit un membre du groupe d'adhérents associés de l'adhérent livreur. L'utilisateur du STPGV indique à la Banque du Canada, au moyen de systèmes que cette dernière a établis, que les valeurs de type L sont utilisées pour cautionner un paiement acceptable effectué à la CDS. Sans égard à la transaction dans le cadre de laquelle le virement de valeurs de type L à la Banque du Canada est réalisé ou à l'identité de l'adhérent qui a réalisé la transaction, les valeurs de type L livrées à la Banque du Canada font l'objet de l'entente conclue entre la Banque du Canada et l'utilisateur du STPGV par laquelle une sûreté est créée en faveur de la Banque du Canada. En acceptant le virement de valeurs de type L d'un adhérent, la Banque du Canada n'agit pas à titre de banquier de la CDS.

8.4.2 Sûretés sur les valeurs de type L

(i) Priorités des sûretés

Les valeurs de type L sont détenues par la Banque du Canada aux fins concurrentes suivantes :

- (a) en son propre nom à titre de cautionnement sur toute avance qu'elle peut effectuer ou tout engagement de prêt qu'elle peut avoir envers l'utilisateur du STPGV pour lui permettre de régler ses obligations de paiement dans le STPGV;
- (b) au nom des personnes qui ont droit à la sûreté du groupe de crédit de catégorie; et
- (c) au nom des personnes qui ont droit à la sûreté de la caution.

La sûreté de la Banque du Canada sur les valeurs de type L est subordonnée à la sûreté du groupe de crédit de catégorie et à la sûreté de la caution tant qu'un message de paiement du STPGV

payable à la CDS et cautionné par les valeurs de type L n'aura pas subi tous les contrôles de limitation du risque applicables dans le STPGV (pourvu que le paiement ait été effectué par l'adhérent qui livre les valeurs de type L ou par un membre de son groupe d'adhérents associés). Après ce paiement, la sûreté de la Banque du Canada aura priorité, pour ce paiement exclusivement, sur la sûreté du groupe de crédit de catégorie et sur la sûreté de la caution.

Si les valeurs de type L font l'objet de la sûreté du groupe de crédit de catégorie ou de la sûreté de la caution :

- a. la Banque du Canada détient les valeurs de type L conformément aux instructions de la CDS, et non à celles de l'utilisateur du STPGV ou de l'adhérent livreur;
- b. chaque adhérent reconnaît que la Banque du Canada doit détenir ou livrer des valeurs de type L pour la CDS et agir conformément aux instructions de celle-ci à cet égard sans devoir remettre en question l'autorité de la CDS de lui fournir ces instructions; par ailleurs, aucun adhérent ne peut présenter de réclamation contre la Banque du Canada relativement à la détention ou à la livraison de valeurs de type L, ou au fait qu'elle se soit conformée aux instructions de la CDS.

(ii) Livraison subséquente de valeurs de type L à la CDS

Si, le jour où des valeurs de type L sont livrées par un utilisateur du STPGV, ou en son nom, à la Banque du Canada :

- (a) l'utilisateur du STPGV doit un montant à la CDS (autre que des frais) et qu'il omet d'effectuer à la CDS un paiement du STPGV, la Banque du Canada peut, à la demande de la CDS, effectuer la livraison subséquente à la CDS de toutes les valeurs de type L livrées par l'utilisateur du STPGV ou en son nom.
- (b) l'utilisateur du STPGV effectue un paiement du STPGV à la CDS, mais qu'il omet de payer la totalité de ses obligations envers la CDS (autres que des frais), la Banque du Canada peut garder les valeurs de type L qui lui ont été livrées par l'utilisateur du STPGV ou en son nom, dont la valeur totale (fixée par la Banque du Canada) est équivalente au montant du paiement partiel, et, à la demande de la CDS, faire à cette dernière la livraison subséquente des valeurs de type L restantes. Les valeurs de type L pouvant comprendre plusieurs types de valeurs, la Banque du Canada, pour déterminer quelles valeurs de type L font partie de la livraison subséquente à la CDS, doit sélectionner, à son entière discrétion, aux fins de retenue, une quantité au prorata de valeurs de chaque type, selon la proportion que représente ce type de valeurs par rapport à la totalité des valeurs comprises dans les valeurs de type L.

Les valeurs de type L livrées subséquemment à la CDS par la Banque du Canada doivent être livrées subséquemment dans un compte à risque de l'adhérent livreur ou au grand livre de l'administration des garanties de l'adhérent livreur, selon les instructions de la CDS.

Les obligations de la Banque du Canada conformément à la présente Règle 8.4.2(ii) de livraison subséquente des valeurs de type L sont maintenues même si les fins du paiement acceptable sont celles convenues avec la Banque du Canada, si un utilisateur du STPGV omet de faire la désignation requise à la Banque du Canada ou si cette désignation contient de l'information fautive.

(iii) Terme du processus de paiement

Au terme du processus de paiement pour le jour où les valeurs de type L ont été livrées à la Banque du Canada par un utilisateur du STPGV ou pour le compte d'un tel utilisateur :

- (a) la sûreté du groupe de crédit de catégorie et la sûreté de la caution ne sont plus maintenues sur les valeurs de type L, pourvu que tous les montants (à l'exception des frais) dus à la CDS par l'utilisateur du STPGV ayant désigné la garantie pour la Banque du Canada au moyen des systèmes de la Banque du Canada aient été payés par l'utilisateur du STPGV (et non par une caution ou un obligé de son groupe de crédit);
- (b) la sûreté du groupe de crédit de catégorie et la sûreté de la caution ne sont plus maintenues sur les valeurs de type L qui sont retenues par la Banque du Canada;
- (c) la sûreté de la Banque du Canada n'est plus maintenue sur les valeurs qui font l'objet d'une livraison subséquente à la CDS.

8.5 MODE DE PAIEMENT PAR INSCRIPTION COMPTABLE

8.5.1 Survol

Le mode de paiement par inscription comptable est un moyen par lequel les obligations payables entre l'adhérent et la CDS peuvent être remplies au processus de paiement par l'attribution, à certains autres adhérents agissant à titre de banquiers qualifiés, des montants dus; en conséquence, la CDS livre à ces banquiers qualifiés des paiements acceptables ou reçoit d'eux des paiements acceptables.

8.5.2 Utilisation du mode de paiement par inscription comptable

L'adhérent utilise le mode de paiement par inscription comptable à titre de client ou de banquier qualifié. En utilisant le mode de paiement par inscription comptable :

- (a) le client autorise :
 - i. les banquiers qualifiés qui sont ses banquiers désignés à effectuer un paiement à la CDS ou à recevoir le paiement de la CDS en son nom;
 - ii. les banquiers qualifiés qui correspondent aux cautions qui ont établi des marges de crédit en sa faveur à faire des paiements à la CDS en son nom;

conformément à la présente Règle 8.5.
- (b) un banquier qualifié convient de faire des paiements à la CDS et d'en recevoir de celle-ci, conformément à la présente Règle 8.5, en son nom et au nom de tous ses clients.

L'adhérent peut affecter l'un de ses grands livres à certaines fonctions du mode de paiement par inscription comptable conformément à la Règle 8.5.6.

8.5.3 Clients, banquiers qualifiés et banquiers désignés

(i) Rôles des adhérents

L'adhérent qui utilise le mode de paiement par inscription comptable pour faire des paiements à la CDS ou en recevoir de celle-ci par l'intermédiaire d'un banquier qualifié est un « client ». Le client nomme un seul banquier qualifié à titre de banquier désigné pour chaque monnaie à l'égard de tous ses grands livres.

Un adhérent qui offre le mode de paiement par inscription comptable à un autre adhérent est un banquier qualifié. Un prêteur est autorisé à agir à titre de banquier qualifié. Une caution qui établit

une marge de crédit de laquelle le client tire un montant est, par le fait même, un banquier qualifié pour ce client.

(ii) Nomination du banquier désigné

Un client nomme un banquier désigné en informant la CDS de la nomination proposée. La nomination d'un banquier désigné n'entre pas en vigueur à moins que celui-ci n'informe la CDS qu'il accepte cette nomination. Un client destitue un banquier désigné en informant la CDS de la destitution et de l'identité du banquier désigné proposé aux fins de remplacement. Un banquier désigné cesse d'agir à ce titre pour un client en informant la CDS de la proposition de révocation de sa nomination.

La CDS informe le client et le nouveau banquier désigné ou celui qui sera remplacé de la nomination ou de la révocation proposée. La nomination d'un banquier désigné entre en vigueur au début du jour ouvrable suivant l'acceptation de sa nomination par le banquier désigné. La révocation de la nomination d'un banquier désigné entre en vigueur au début du jour suivant le jour au cours duquel le client ou le banquier désigné en informe la CDS.

La CDS informe le banquier désigné pour une monnaie donnée du produit d'évaluation et du plafond de fonctionnement du client à l'égard de cette monnaie.

8.5.4 Rapport de l'encaisse du client

Un jour ouvrable, pour le processus de paiement de chaque monnaie, la CDS prépare pour chaque grand livre d'un client des données relatives à l'encaisse qui comprennent ce qui suit :

- (a) le solde net du compte de fonds du client découlant des débits et des crédits qui y sont inscrits pour cette journée conformément à la Règle 8.2.2;
- (b) si la CDS n'avait attribué aucune somme à ses banquiers qualifiés au moyen du mode de paiement par inscription comptable, le solde créditeur net qui aurait été payable au client par la CDS ou le solde débiteur net qui aurait été payable à la CDS par le client;
- (c) le résultat de toutes les écritures passées au moyen du mode de paiement par inscription comptable pour ce grand livre, indiquant la somme nette attribuée par la CDS à ses banquiers qualifiés conformément à la présente Règle 8.5, d'après laquelle la CDS attribue aux personnes suivantes ce qui suit :
 - i. à chaque caution qui a établi une marge de crédit en faveur du client la somme utilisée sur la marge de crédit;
 - ii. au banquier désigné du client pour cette monnaie :
 - a. tout montant utilisé dans le cadre d'un plafond de fonctionnement, ainsi que tout solde débiteur résultant qui n'est pas un montant utilisé sur la marge de crédit;
 - b. les soldes créditeurs payables au client par la CDS;
- (d) tout solde créditeur net payable par la CDS au client, ou tout solde débiteur net payable par le client à la CDS, après attribution des sommes à ses banquiers qualifiés.

8.5.5 Rapport de l'encaisse du banquier qualifié

Un jour ouvrable, pour le processus de paiement de chaque monnaie, la CDS prépare pour chaque grand livre du banquier qualifié des données relatives à l'encaisse qui comprennent ce qui suit :

- (a) le montant net du compte de fonds du banquier qualifié découlant des débits et des crédits qui y sont inscrits pour cette journée conformément à la Règle 8.2.2;
- (b) si la CDS n'avait attribué aucune somme de ses clients au banquier qualifié au moyen du mode de paiement par inscription comptable, le solde créditeur net qui aurait été payable au banquier qualifié par la CDS ou le solde débiteur net qui aurait été payable à la CDS par le banquier qualifié;
- (c) le résultat de toutes les écritures passées au moyen du mode de paiement par inscription comptable pour ce grand livre, indiquant la somme nette attribuée par la CDS au banquier qualifié au nom des clients conformément à la présente Règle 8.5, d'après laquelle la CDS attribue au banquier qualifié, pour chaque client pour lequel il agit à titre de :
 - i. banquier désigné pour cette monnaie :
 - a. les soldes créditeurs payables par la CDS aux clients;
 - b. tout montant utilisé par le client dans le cadre d'un plafond de fonctionnement, ainsi que tout solde débiteur du client résultant qui n'est pas un montant utilisé sur la marge de crédit;
 - ii. caution ayant établi une marge de crédit, les sommes utilisées sur la marge de crédit;
- (d) tout solde créditeur net payable par la CDS au banquier qualifié, ou tout solde débiteur net payable par le banquier qualifié à la CDS après attribution des sommes au banquier qualifié.

8.5.6 Affectation du grand livre à certaines fonctions pour le mode de paiement par inscription comptable

L'adhérent d'une catégorie précisée dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur peut affecter l'un de ses grands livres à certaines fonctions du mode de paiement par inscription comptable semblables à celles exécutées par un banquier qualifié pour un autre adhérent. L'adhérent peut affecter l'un de ses grands livres à l'attribution du solde créditeur net du compte de fonds de n'importe lequel de ses autres grands livres choisis, ou du solde débiteur net de ces comptes de fonds n'étant pas un montant utilisé sur la marge de crédit.

Un jour ouvrable, la CDS compile et fournit à l'adhérent, pour chaque grand livre de l'adhérent qui choisit cette option, des données relatives à l'encaisse. Ces données contiennent l'information précisée pour un client selon la Règle 8.5.4, et comprennent en outre, dans les données sur les opérations bancaires, les sommes attribuées des autres grands livres de l'adhérent au grand livre choisi. La CDS fait un paiement acceptable à l'adhérent de tout solde créditeur net figurant dans les données relatives à l'encaisse après attribution des sommes et l'adhérent effectue un paiement acceptable à la CDS de tout solde débiteur net compilé dans les données relatives à l'encaisse après attribution des sommes. Le défaut de paiement du solde débiteur net au terme de l'attribution peut être considéré comme une omission d'effectuer un paiement, comme il est décrit à la Règle 9.1.1, et peut entraîner par conséquent la suspension de l'adhérent par la CDS.

8.5.7 Paiement entre la CDS et les banquiers qualifiés

Sauf indication contraire aux termes de la présente Règle 8.5, la CDS et un adhérent qui est un client n'effectuent pas de paiements acceptables entre eux au processus de paiement. Au lieu de cela, la CDS verse aux banquiers qualifiés de l'adhérent les sommes attribuées à chacun de ceux-ci conformément à la Règle 8.5.4(c).

La CDS effectue un paiement acceptable au banquier qualifié de tout solde créditeur net calculé dans son rapport d'encaisse après attribution des sommes. Le banquier qualifié effectue un paiement acceptable à la CDS pour acquitter tout solde débiteur net calculé dans son rapport d'encaisse après attribution des sommes. L'obligation de la CDS ou du banquier qualifié de verser le paiement est assujettie à tout nouveau calcul effectué en vertu de la Règle 8.5.10 au terme du refus ou de la contrepassation de l'attribution. Le défaut de paiement du solde débiteur net au terme de l'attribution des sommes et de tout nouveau calcul peut être considéré comme une omission d'effectuer un paiement, comme il est décrit à la Règle 9.1.1, et peut entraîner par conséquent la suspension du banquier qualifié par la CDS.

8.5.8 Acquiescement des obligations au moyen du mode de paiement par inscription comptable

Lorsqu'un paiement est fait au cours du processus de paiement entre la CDS et le banquier qualifié d'un client, la CDS passe les écritures de débit ou de crédit dans les comptes de fonds du client conformément au paiement attribué fait à son banquier qualifié ou par celui-ci. Au terme du processus de paiement, si le paiement a été effectué entre la CDS et le banquier qualifié et qu'il comprend les sommes attribuées relativement au client, l'obligation du client de faire paiement à la CDS de ces montants et le droit de la CDS de recevoir paiement ou le droit du client de recevoir paiement de la CDS de ces montants et l'obligation de la CDS de faire paiement au client sont éteints. Ces obligations et ces droits ne sont éteints en aucun moment avant la fin du processus de paiement et ne sont pas éteints par, notamment, l'attribution de sommes à un banquier qualifié ou le versement d'un paiement à la CDS par un banquier qualifié.

Lorsque le banquier qualifié paie au moyen du mode de paiement par inscription comptable une somme qui lui est attribuée relativement à l'utilisation par un bénéficiaire d'une marge de crédit qu'il a établie à titre de caution, ce paiement est réparti par la CDS pour dégager le banquier qualifié de sa responsabilité à titre de caution pour cette marge de crédit. Pour plus de certitude, la libération de la caution de sa responsabilité pour cette marge de crédit aux termes de la présente Règle 8.5.8 n'a pas d'incidence sur sa responsabilité à titre de membre d'un groupe de crédit.

8.5.9 Paiement entre les clients et les banquiers qualifiés

Le client qui choisit le mode de paiement par inscription comptable et le banquier qualifié auquel la CDS attribue une somme au nom de ce client conformément à la présente Règle 8.5, sont tenus de se rendre des comptes et de se faire les paiements qu'ils se doivent pour remplir leurs obligations mutuelles relativement à leur utilisation du mode de paiement par inscription comptable. L'acquiescement des droits et obligations entre la CDS et un client en vertu de la Règle 8.5.8 crée l'obligation pour le client et les banquiers qualifiés agissant en son nom de se rendre des comptes et de se faire des paiements entre eux. Seuls le client et le banquier qualifié concernés sont tenus de régler les litiges résultant de l'attribution des débits et des crédits faite par la CDS au moyen du mode de paiement par inscription comptable; cette responsabilité n'a pas d'incidence sur leurs obligations de faire les paiements à la CDS conformément à la présente Règle 8.5.

8.5.10 Refus ou contrepassation de l'attribution

- (i) Refus de l'attribution par le banquier qualifié

Avant la fin du processus de paiement, un banquier qualifié peut indiquer à la CDS qu'il refuse d'accepter une somme lui étant attribuée à l'égard d'un client donné. Dès réception d'une telle information, la CDS informe le client et tous les autres banquiers qualifiés du client du refus de l'attribution et offre l'occasion à chaque autre banquier qualifié d'indiquer à la CDS qu'il refuse une somme lui étant attribuée à l'égard de ce même client. Une telle indication de refus d'un banquier qualifié d'une somme attribuée n'est pas considérée comme un défaut de paiement de la part du banquier qualifié ou du client, selon le cas. L'acceptation de l'indication de refus d'attribution par la CDS n'a aucune incidence sur le droit de celle-ci d'exiger le paiement auprès de toute caution (y compris du banquier qualifié) des sommes utilisées sur une marge de crédit.

(ii) Suspension du client ou du banquier qualifié

Avant la fin du processus de paiement, l'attribution de sommes conformément au mode de paiement par inscription comptable est contrepassée en cas de suspension du client ou du banquier qualifié. Une telle contrepassation n'est pas considérée comme un défaut de paiement de la part de l'adhérent qui n'est pas lui-même suspendu. La contrepassation de l'attribution n'a aucune incidence sur le droit de la CDS d'exiger le paiement auprès de toute caution (y compris du banquier qualifié) des sommes utilisées sur une marge de crédit par le client.

(iii) Contrepassation et nouveau calcul de l'attribution

Si l'attribution à l'égard d'un client est refusée par un banquier qualifié ou contrepassée au terme de la suspension du client, la CDS recalcule les sommes dues entre la CDS et le client et entre la CDS et chaque banquier qualifié du client, et ce, sans attribution à l'égard du client. Aucun de ces banquiers qualifiés ne peut effectuer ni recevoir de paiement pour le compte du client au moyen du mode de paiement par inscription comptable. Le client et le banquier qualifié effectuent un paiement acceptable à la CDS pour acquitter tout solde débiteur établi après un nouveau calcul et la CDS paie au client et au banquier qualifié tout solde créditeur établi après un nouveau calcul. Le défaut de paiement du solde débiteur net par le client ou par le banquier qualifié au terme du nouveau calcul peut être considéré comme une omission d'effectuer un paiement, comme il est mentionné à la Règle 9.1.1, et peut entraîner la suspension par la CDS du client ou du banquier qualifié qui se trouve en défaut de paiement.

(iv) Omission du banquier qualifié de faire un paiement acceptable

Un banquier qualifié ne peut offrir à ses clients le mode de paiement par inscription comptable que s'il effectue un paiement acceptable à la CDS avant la fin du processus de paiement. Si le banquier qualifié omet de faire un paiement acceptable, la CDS peut le suspendre conformément à la Règle 9.1.1 et il ne fait ni ne reçoit de paiement pour le compte de ses clients au moyen du mode de paiement par inscription comptable. Au lieu de cela, la CDS recalculera les sommes dues entre elle et le banquier qualifié, et entre elle et les clients de celui-ci. Chaque client effectue un paiement acceptable à la CDS en paiement de son solde débiteur, ou reçoit d'elle paiement de son solde créditeur, selon le calcul fait par la CDS sans attribution de somme au banquier qualifié suspendu conformément au mode de paiement par inscription comptable. Le nouveau calcul des obligations du banquier qualifié suspendu fait sans utilisation du mode de paiement par inscription comptable n'a aucune incidence sur le droit de la CDS d'exiger le paiement auprès des autres membres du groupe de crédit de catégorie du banquier qualifié suspendu.

(v) Paiement effectué pour un client suspendu au cours du processus de paiement

Si un paiement est versé à la CDS par un banquier qualifié au cours du processus de paiement au nom d'un client suspendu avant la fin du processus de paiement, alors :

- (a) si le paiement a été versé par le banquier qualifié à l'égard de l'utilisation par l'adhérent suspendu d'une marge de crédit établie par le banquier qualifié à titre de caution, le paiement est attribué par la CDS aux fins d'acquittement de l'obligation du banquier qualifié agissant à titre de caution pour cette marge de crédit;
- (b) si le paiement a été versé par le banquier qualifié agissant à titre de banquier désigné, la CDS rembourse au banquier désigné tout montant excédant le montant de l'obligation de paiement issue du nouveau calcul au terme de la contrepassation de l'attribution.
- (vi) Contrepassation de l'attribution entre grands livres

Lorsqu'un adhérent est suspendu, toute attribution de montants à l'un des grands livres de l'adhérent à partir de l'un de ses autres grands livres est contrepassée et un solde distinct est calculé pour chaque grand livre (soit un solde net créditeur payable par la CDS à l'adhérent ou un solde net débiteur payable par l'adhérent à la CDS).

8.6 PROCÉDÉS ET MÉTHODES DE PAIEMENT EN CAS D'URGENCE

8.6.1 Groupe de gestion des problèmes

Le conseil d'administration établit et maintient un groupe de gestion des problèmes, formé de représentants de chaque catégorie d'adhérents, pour conseiller la direction de la CDS et l'aider à gérer les problèmes qui ont une incidence sur le CDSX ou les adhérents en général. Le groupe de gestion des problèmes doit établir des directives pour répondre aux urgences.

Si, pour une raison donnée, le STPGV ou Fedwire n'est pas disponible aux fins de paiement entre la CDS et ses adhérents au processus de paiement, la CDS informe les adhérents de la mise en place d'un mode de paiement en cas d'urgence. Dans une telle situation, la CDS recueillera l'avis du groupe de gestion des problèmes. La CDS peut rétablir l'accès à certaines fonctions qui font normalement l'objet de restrictions durant le processus de paiement; elle peut décider si d'autres moyens sont à la disposition de l'ensemble des adhérents pour faire un paiement acceptable, et peut retarder la fin du processus de paiement. Si la CDS décide qu'aucune forme de paiement acceptable n'est disponible pour terminer le processus de paiement le jour ouvrable donné, elle informe les adhérents que le processus de paiement sera terminé selon les autres modes de paiement décrits dans la Règle 8.6.2. Le processus de paiement ne peut, en aucun cas, être retardé au-delà du jour ouvrable en cours.

8.6.2 Autres paiements STPGV

Si le STPGV n'est pas disponible au moment du processus de paiement, la CDS en informe les adhérents et le processus de paiement est plutôt effectué par la CDS et les adhérents autorisant la Banque du Canada à effectuer les écritures appropriées aux comptes de règlement des adhérents et de la CDS.

Règle 9. SUSPENSION D'UN ADHÉRENT

9.1 MOTIFS DE SUSPENSION

9.1.1 Suspension discrétionnaire

La CDS peut suspendre un adhérent si elle juge, de bonne foi et à son entière discrétion, au moyen des preuves offertes, que la situation des finances ou des activités de l'adhérent est telle que l'adhésion de cet adhérent peut entraîner une interruption importante des services ou mettre en péril les intérêts de la CDS ou des autres adhérents. En exerçant son droit discrétionnaire de suspendre ou non un adhérent, la CDS considère tout renseignement pertinent, y compris l'occurrence de l'une des circonstances suivantes :

- (a) l'adhérent omet d'effectuer un paiement intégral requis au processus de paiement ou au service de liaison;
- (b) l'adhérent ne fournit pas la garantie particulière ou la garantie particulière aux services transfrontaliers;
- (c) l'adhérent omet de verser la contribution exigée à un fonds, à un fonds commun de garantie ou à un fonds de service de liaison;
- (d) l'adhérent omet de verser la contribution de liquidité supplémentaire exigée au fonds de liquidité supplémentaire;
- (e) l'adhérent, à titre de caution, omet de s'acquitter de ses obligations envers la CDS à l'égard d'une marge de crédit;
- (f) l'adhérent, à titre de membre d'un groupe de crédit de fonds, d'un groupe de crédit de catégorie ou d'un groupe de crédit de service de liaison, omet de payer sa quote-part de l'obligation d'un autre membre de ce groupe;
- (g) l'adhérent n'est plus admissible à la participation aux services ou ne satisfait plus aux conditions et critères prescrits par les Règles;
- (h) l'adhérent contrevient aux dispositions de la Documentation contractuelle et la CDS, à son entière discrétion, considère cette violation comme importante;
- (i) l'adhérent ne règle pas une obligation de la contrepartie centrale de la façon et dans les délais prescrits;
- (j) l'inscription ou la licence de l'adhérent a été radiée ou suspendue par un organisme de réglementation, son adhésion à un organisme de réglementation agissant à titre d'organisme d'autorégulation a été résiliée ou suspendue, un organisme de réglementation a pris des dispositions aux fins de la restructuration de l'adhérent ou un emprunteur ou un syndic a été nommé à son égard ou à celui de son actif.

L'adhérent suspendu qui est assujéti au processus de résolution et qui continue de remplir ses obligations envers la CDS, à la satisfaction de cette dernière, peut être autorisé par la CDS à disposer d'un accès continu à certains ou à l'ensemble des services, des fonctions et des fonctionnalités de système conformément à la Documentation contractuelle.

9.1.2 Limitation de la responsabilité de la CDS au terme d'une suspension

La CDS n'a de responsabilité envers aucun adhérent, y compris les adhérents suspendus, à l'égard d'un acte ou d'une omission concernant l'exercice de son droit discrétionnaire de suspendre un adhérent ou non en vertu de la Règle 9.1.1, sauf s'il s'agit d'un acte frauduleux. La CDS n'est pas

responsable envers un adhérent des dommages ou de pertes qu'il a subis, des frais qu'il a engagés, des dépenses ou des dettes qu'il a contractées ou des réclamations qui lui ont été faites au terme de la suspension d'un adhérent ou de l'exercice par la CDS de son droit discrétionnaire de suspendre ou non un adhérent, y compris toute occasion ratée, perte de profit, de marché, de clientèle, d'intérêt ou d'utilisation d'espèces ou de valeurs, ni de dommages ou de pertes qu'il a subis, de frais qu'il a engagés, de dépenses ou de dettes qu'il a contractées ou de réclamations qui lui ont été faites, que ces dommages, pertes, frais, dépenses, dettes ou réclamations soient spéciaux, indirects ou consécutifs.

Chaque adhérent libère irrévocablement la CDS de la responsabilité dont il est question au paragraphe ci-dessus.

9.2 DESCRIPTION DES PROCESSUS DE SUSPENSION

9.2.1 Imposition de restrictions au droit d'accès aux fonctionnalités des systèmes

Aussitôt qu'un adhérent est suspendu, la CDS impose des restrictions au droit d'accès de cet adhérent aux fonctionnalités des systèmes de tous les services. Cette restriction peut être levée en totalité ou en partie à l'entière discrétion de la CDS, au besoin, pour procéder à l'acquittement méthodique des obligations de l'adhérent en vertu de la présente Règle 9.

9.2.2 Fonction de la contrepartie centrale

Si un adhérent qui utilise une fonction de la contrepartie centrale est suspendu, les mesures indiquées ci-après sont prises en sus des mesures décrites à la présente Règle 9.

(i) Cotes

Nonobstant la suspension de l'adhérent, les cotes sont calculées et dues par l'adhérent à la CDS ou par la CDS à l'adhérent, selon le cas, à l'égard de chacune de ses obligations en cours à la contrepartie centrale.

(ii) Opérations non traitées

Toutes les opérations de l'adhérent suspendu qui n'ont pas encore été traitées au moyen du RNC au moment où l'adhérent est suspendu sont inadmissibles à la fonction de RNC.

9.2.3 Rétention des soldes créditeurs au terme d'une suspension

Si un adhérent suspendu affiche un solde créditeur, dans quelque monnaie que ce soit, crédité à l'un de ses comptes ou à un compte de la CDS désigné au nom de l'adhérent, y compris un compte de fonds ou un compte de garantie restreinte d'un grand livre, la CDS ne paie pas le solde créditeur à l'adhérent suspendu. La CDS exerce son droit de rétention à l'égard de tout solde créditeur. La CDS peut débiter ce solde créditeur du compte de l'adhérent suspendu et le créditer à un grand livre de gestion des garanties de la CDS.

9.2.4 Mode de paiement par inscription comptable

Lorsqu'un adhérent est suspendu, l'attribution de sommes au moyen du mode de paiement par inscription comptable est contrepassée conformément à la Règle 8.5 et tout paiement versé par un banquier qualifié pour le compte d'un client suspendu est traité conformément à la Règle 8.5.10.

9.2.5 Processus de paiement

Aussitôt qu'un adhérent est suspendu, la CDS prend les mesures nécessaires conformément à la Règle 5 pour s'assurer que le processus de paiement est exécuté pour cette journée. Ces mesures comprennent les suivantes :

- (a) exiger paiement des adhérents ayant cautionné les obligations de l'adhérent suspendu dues à la CDS (y compris de chacune des cautions ayant octroyé une marge de crédit à l'adhérent suspendu et aux autres membres de chaque groupe de crédit dont fait partie l'adhérent suspendu);
- (b) prendre des dispositions pour le versement de tout acompte à la CDS nécessaire à l'exécution du processus de paiement, y compris la mise en gage des contributions de l'adhérent suspendu à tout fonds ou fonds commun de garantie des emprunteurs (et, au besoin, des contributions des autres membres de chaque groupe de crédit dont fait partie l'adhérent suspendu), pour couvrir de tels acomptes.

Chaque adhérent suspendu reconnaît que la CDS doit disposer de liquidités immédiates afin d'exécuter le processus de paiement et de régler les obligations de la contrepartie centrale auprès des autres adhérents, et que la somme réalisée à l'égard de ses garanties peut donc être inférieure à celle obtenue par d'autres moyens de réalisation ou par le report de cette réalisation, et il convient de ne pas présenter de réclamation pour dommages ou perte de valeur pouvant découler de la méthode ou du moment choisi pour la disposition de sa garantie.

9.2.6 Paiements cautionnés

La caution d'un adhérent défaillant ou les autres membres d'un groupe de crédit dont l'adhérent défaillant est membre doivent payer la somme que la CDS demande immédiatement après en avoir reçu la demande conformément à la Règle 5 à l'égard de l'obligation de l'adhérent défaillant qui est garantie par la caution ou par les autres membres. Les paiements sont libellés dans la même monnaie que les obligations à l'origine de la défaillance. La caution ou l'autre membre verse le montant exigé par la CDS en utilisant tout solde créditeur de son compte de fonds ou en effectuant un paiement acceptable. Il est entendu que :

- (a) la CDS n'est pas tenue de suspendre un adhérent défaillant avant de demander à la caution d'effectuer un paiement;
- (b) la CDS suspend un adhérent défaillant avant de demander aux autres membres d'effectuer un paiement.

La CDS évalue de temps à autre les obligations de l'adhérent suspendu cautionnées par les autres membres de ses groupes de crédit et exige le paiement du montant évalué auprès des autres membres, que l'obligation nette finale ait été établie ou non. La CDS calcule dès que possible l'obligation nette finale due par l'adhérent suspendu à la CDS cautionnée par les autres membres de chacun des groupes de crédit dont fait partie l'adhérent. La CDS établit alors la somme totale due par chacun des autres membres et rembourse tout paiement excédentaire ou exige tout paiement supplémentaire requis.

9.2.7 Transfert au grand livre de gestion des garanties

Au terme de la suspension d'un adhérent, la CDS transfère les garanties du service de règlement de l'adhérent de ses comptes à risque au grand livre de gestion des garanties de la CDS, et ce, sans obtenir d'instructions ou le consentement de l'adhérent suspendu. Toutes les garanties d'un adhérent suspendu sont détenues dans le grand livre de gestion des garanties.

9.2.8 Reconstitution des fonds communs de garantie

Au terme de la suspension d'un membre d'un groupe de crédit de catégorie, le plafond de fonctionnement d'un obligé de ce groupe de crédit est établi à zéro si les conditions suivantes ne sont pas remplies avant le début du traitement le jour ouvrable suivant :

- (a) si la CDS a réalisé la totalité ou une partie des contributions au fonds commun de garantie requises de l'obligé relativement aux obligations d'un adhérent suspendu, l'obligé a remis les garanties requises de sorte que les contributions minimales au fonds commun de garantie de l'obligé ont été faites et continuent d'être détenues par la CDS;
- (b) le total des contributions au fonds commun de garantie du groupe de crédit de catégorie de l'obligé, selon le montant total minimum requis en vertu de la Règle 5.10.2, ont été versées dans le fonds commun de garantie du groupe de crédit de l'obligé et continuent d'être détenues par la CDS.

Le plafond de fonctionnement de l'obligé reste à zéro jusqu'à ce que les deux conditions énoncées aux paragraphes (a) et (b) ci-dessus soient remplies.

9.2.9 Reconstitution des fonds

Au terme de la suspension d'un membre d'un fonds, il n'est pas permis à un autre membre du même fonds de participer à la fonction pour laquelle le fonds a été constitué si les conditions suivantes ne sont pas remplies avant le début du traitement le jour ouvrable suivant :

- (a) l'autre membre a remis ses garanties requises si la totalité ou une partie de la contribution au fonds requise de l'autre membre a été réalisée par la CDS relativement aux obligations d'un adhérent suspendu;
- (b) la CDS détermine, à sa discrétion, que le total des contributions au fonds est suffisant.

Le droit de l'autre membre demeure restreint jusqu'à ce que les deux conditions énoncées aux paragraphes (a) et (b) ci-dessus soient remplies.

9.2.10 Responsable du traitement des droits et privilèges

Si, le jour où un adhérent est suspendu, il a agi à titre de responsable du traitement des droits et privilèges et qu'une écriture de débit a été passée à son compte de fonds pour une transaction de droits et privilèges imputable à un remboursement de valeurs, les mesures décrites à la présente Règle 9.2.10 doivent être prises en plus de toute autre mesure applicable en cas de suspension.

La CDS cède ses droits sur ces valeurs aux fins de remboursement à chacun des obligés du groupe de crédit de catégorie de l'adhérent suspendu (autre qu'un groupe de crédit des emprunteurs non contribuant) et à chacune des cautions de l'adhérent suspendu, selon la proportion que forme le paiement fait par chacun d'eux à la CDS relativement aux obligations de l'adhérent suspendu par rapport au paiement total fait par eux à la CDS. Pour réaliser une telle cession, la CDS vire la quantité requise de valeurs à rembourser aux obligés et aux cautions. Les valeurs sont par la suite traitées de la même façon que les garanties du service de règlement.

9.2.11 Adhérent à un service transfrontalier

Si un adhérent suspendu est un adhérent à un service transfrontalier, la CDS prend les mesures décrites à la présente Règle 9 en plus de celles figurant à la Règle 10.9.

9.3 UTILISATION DES GARANTIES D'UN ADHÉRENT SUSPENDU

9.3.1 Droit de la CDS, de l'obligé et de la caution

Sauf disposition à l'effet contraire dans la présente Règle 9, la CDS, un obligé ou une caution peuvent à tout moment, sans donner de préavis à l'adhérent suspendu ou obtenir le consentement de celui-ci, saisir et aliéner, réaliser, céder, transférer, mettre en gage ou grever d'une quelconque autre façon leur part de la garantie de l'adhérent suspendu, soit de façon absolue ou à titre de sûreté, au prix et selon les modalités qu'ils jugent les meilleures. La CDS, l'obligé ou la caution peuvent alors aliéner la garantie de l'adhérent suspendu ou réaliser la garantie de l'adhérent suspendu à leur discrétion absolue et au mieux des intérêts de la CDS et des adhérents par tous les moyens qui s'offrent à eux (y compris par vente privée ou par vente sur le marché ouvert).

9.3.2 Garanties particulières

Les garanties particulières de l'adhérent suspendu sont réalisées par la CDS et le produit net est appliqué conformément à la Règle 9.4.2.

9.3.3 Contributions à un fonds

La CDS prend les mesures nécessaires pour que les sommes dues à l'égard de toute obligation de l'adhérent suspendu cautionnée par un groupe de crédit de fonds lui soient payées sans délai sous forme d'acompte; elle peut utiliser la contribution de l'adhérent suspendu à ce fonds et, au besoin, les contributions des autres membres de ce fonds pour s'assurer un tel acompte.

Les contributions au fonds de l'adhérent suspendu sont réalisées par la CDS et le produit net est appliqué conformément à la Règle 9.4.1(iii).

9.3.4 Contributions de liquidité supplémentaire

Au terme de la suspension d'un adhérent de la fonction de RNC, les contributions de liquidité supplémentaire versées au fonds de liquidité supplémentaire par tous les adhérents peuvent être réalisées par la CDS pour satisfaire aux obligations de liquidité au RNC, sous réserve que le fonds de liquidité supplémentaire ne peut être utilisé aux fins d'attribution des pertes résiduelles conformément aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur.

9.3.5 Contributions au fonds commun de garantie

Si l'adhérent suspendu est un emprunteur, la CDS prend les mesures nécessaires pour que l'obligation de l'adhérent cautionnée par son groupe de crédit de catégorie soit payée sans délai sous forme d'acompte à la CDS; elle peut utiliser la contribution de l'adhérent suspendu au fonds commun de garantie et l'allocation à la CDS de la garantie du service de règlement conformément à la Règle 5.14.1 et, au besoin, les contributions des autres membres à ce fonds commun de garantie pour s'assurer un tel acompte.

Si l'adhérent suspendu n'est pas un emprunteur, ses contributions au fonds commun de garantie sont transférées conformément aux Règles aux autres membres de son groupe de crédit de catégorie devant effectuer un paiement à la CDS. La CDS effectue ce transfert au moment de la réception du paiement des obligés ou de façon à permettre aux autres membres d'effectuer le paiement. La CDS transfère sa contribution au fonds commun de garantie, et ce, sans obtenir d'instructions ou le consentement de l'adhérent suspendu.

Nonobstant ce qui précède, si l'adhérent suspendu est un prêteur et a versé une contribution augmentée au fonds commun de garantie afin d'obtenir une augmentation provisoire de son plafond de fonctionnement, les obligés de son groupe de crédit des prêteurs n'ont pas le droit de

réaliser le montant de la contribution augmentée au fonds commun de garantie excédant le montant calculé en vertu de la Règle 5.

9.3.6 Garanties du service de règlement

Si l'adhérent suspendu est un emprunteur, sa garantie du service de règlement est attribuée à ses cautions et à la CDS conformément à la Règle 5.14.1 et dans l'ordre décrit à la Règle 5.13.3. La CDS transfère la garantie du service de règlement sans obtenir d'instructions ou le consentement de l'adhérent suspendu. En l'absence de telles cautions, la CDS prend les mesures qui s'imposent pour que l'obligation de l'adhérent suspendu lui soit payée sans délai sous forme d'acompte et peut utiliser la garantie du service de règlement pour obtenir l'acompte.

Si l'adhérent suspendu n'est pas un emprunteur, sa garantie du service de règlement est transférée aux autres membres de son groupe de crédit de catégorie qui sont tenus de faire le paiement à la CDS, et, s'il n'y a pas d'autres membres, à ses cautions. La CDS effectue ce transfert à la réception du paiement des obligés et des cautions ou de façon à permettre aux cautions et aux autres membres d'effectuer ce paiement.

Toute garantie du service de règlement que la CDS, une caution ou un autre membre possède ou contrôle en tout temps est détenue par celle-ci ou celui-ci au nom et en faveur de la CDS, de toutes les cautions établissant une marge de crédit en faveur de l'adhérent suspendu et de tous les obligés de chaque groupe de crédit de catégorie dont l'adhérent suspendu est membre, et à titre de mandataire de ces personnes et sous réserve exclusive de leurs instructions et non pas des instructions ou du consentement de l'adhérent suspendu.

9.3.7 Livraison de la garantie du groupe de crédit de catégorie aux obligés

(i) Si l'adhérent suspendu est prêteur

Lorsqu'un prêteur est suspendu, les autres prêteurs se consultent aussitôt et nomment l'un des obligés pour agir à titre de prêteur principal conformément aux dispositions de la convention relative au groupe de crédit des prêteurs. Le prêteur nommé prêteur principal en informe aussitôt la CDS.

Lorsque la CDS est tenue de livrer la garantie du groupe de crédit de catégorie d'un prêteur suspendu aux obligés de celui-ci, elle livrera cette garantie au grand livre désigné aux fins d'utilisation par le prêteur principal, qui recevra et détiendra cette garantie pour son propre compte et pour celui de tous les autres obligés du groupe de crédit de catégorie des prêteurs conformément aux dispositions de la convention relative au groupe de crédit des prêteurs. Sous réserve de la Règle 9.3.7(iii), le prêteur principal administre et contrôle le grand livre désigné.

La CDS n'est pas tenue de mener une enquête ou d'obtenir de l'information concernant le droit du prêteur ou l'instruction au prêteur qui se présente comme prêteur principal.

(ii) Si l'adhérent suspendu est un agent de règlement

Lorsque la CDS est tenue de livrer la garantie du groupe de crédit de catégorie d'un agent de règlement suspendu aux obligés de celui-ci, elle livrera cette garantie aux grands livres désignés aux fins de l'utilisation par les obligés respectifs, proportionnellement à la somme que chaque obligé a versée à la CDS par rapport à la somme globale que tous les obligés ont payée à la CDS. La livraison proportionnelle est faite, dans la mesure du possible, de façon à éviter les fractions de valeurs et conformément aux règles régissant la détention et le transfert de valeurs. La CDS calcule la valeur de la garantie du groupe de crédit de catégorie au moyen des données qu'elle peut raisonnablement se procurer, distribue la garantie à sa discrétion en fonction de ces données et informe les obligés de son évaluation et de sa distribution de la garantie. Chaque obligé a le droit

de demander un compte rendu comptable de sa quote-part et de celle de chacun des autres obligés des obligations de l'adhérent suspendu et de la garantie du groupe de crédit de catégorie.

(iii) Utilisation immédiate aux fins du paiement de remplacement

Avant d'effectuer le paiement intégral à la CDS de sa quote-part de l'obligation de l'adhérent suspendu, l'obligé d'un groupe de crédit de catégorie peut utiliser sa quote-part de la garantie du groupe de crédit de catégorie de l'adhérent suspendu uniquement pour faire le paiement de remplacement à la CDS. L'obligé d'un groupe de crédit de catégorie peut prendre l'une des mesures suivantes :

- (a) s'il est prêteur, en donnant instruction au prêteur principal de virer une telle garantie pour qu'il puisse livrer une telle garantie à la Banque du Canada sous forme de valeurs de type L;
- (b) s'il est agent de règlement, en donnant instruction à la CDS de virer une telle garantie pour qu'il puisse livrer une telle garantie à la Banque du Canada comme suit :
 - i. si l'obligé est un utilisateur du STPGV, sous la forme de valeurs de type L;
 - ii. si l'obligé n'est pas un utilisateur du STPGV, en règlement d'un achat par la Banque du Canada des valeurs qui constituent la garantie, auquel cas la Banque du Canada paiera à la CDS le moindre du prix d'achat et du montant du paiement de remplacement dû par l'obligé. Ce paiement à la CDS libère la Banque du Canada de l'obligation qui lui incombe de verser à l'obligé le montant du paiement.

À l'exception de ce qui est prévu à la présente Règle 9.3.7(iii), un obligé ne peut réaliser sa quote-part de la garantie d'un groupe de crédit de catégorie d'un adhérent suspendu en vertu de la présente Règle 9 jusqu'à ce que tous les membres de son groupe de crédit de catégorie (autres que l'adhérent suspendu) aient versé leur paiement de remplacement à la CDS.

(iv) Limitation de l'utilisation par l'obligé

Un obligé peut affecter le produit net de la réalisation de la garantie du groupe de crédit de catégorie d'un adhérent suspendu aux seules fins d'acquiescement de l'obligation de l'adhérent suspendu auprès de l'obligé pour le paiement effectué à la CDS conformément à ses obligations relatives au groupe de crédit, et non pas aux fins d'acquiescement de toute autre obligation de l'adhérent suspendu auprès de l'obligé. Le produit excédentaire de la réalisation doit être viré à la CDS. La CDS utilise ce produit excédentaire pour rembourser à chaque caution de l'adhérent suspendu une somme proportionnelle à la somme que la caution a versée à la CDS par rapport à la somme totale que les cautions ont versée à la CDS. Tout solde excédentaire au terme de cette attribution est affecté conformément à la Règle 9.4.2.

9.4 PRODUIT NET DE LA RÉALISATION DE LA GARANTIE

9.4.1 Ordre d'affectation du produit net

La présente Règle 9.4.1 décrit l'ordre dans lequel le produit net de la réalisation de la garantie de l'adhérent suspendu est affecté, conformément aux priorités énoncées à la Règle 5.14.

(i) Si l'adhérent suspendu est un emprunteur

Si l'adhérent suspendu est un emprunteur, le produit net de la réalisation de sa garantie du service de règlement est affecté de la manière décrite ci-après.

- (a) Les cautions qui ont versé un montant à la CDS à l'égard de marges de crédit établies en faveur de l'adhérent suspendu réalisent leur portion de la garantie du service de règlement.

Si le produit net de la réalisation par les cautions excède la somme totale que celles-ci ont payée à la CDS et que l'adhérent suspendu est membre du groupe de crédit des emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars canadiens, l'excédent, y compris l'excédent de la CDS (conformément à l'alinéa (b) ci-après), doit être viré aux obligés de ce groupe de crédit proportionnellement à la somme que chaque obligé a versée à la CDS par rapport à la somme totale que tous les obligés ont versée à la CDS, dans la mesure exigée pour couvrir leurs pertes respectives.

- (b) La CDS (au nom du FCGE en \$ CA) doit réaliser sa portion de la garantie du service de règlement.

Si le produit net de la réalisation par la CDS (pour le compte des emprunteurs de fonds en dollars canadiens) excède la somme totale que les obligés de la contrepartie centrale du fonds commun de garantie du groupe de crédit de catégorie des emprunteurs en dollars canadiens ont payée à la CDS à l'égard de l'obligation de l'adhérent suspendu auprès de la CDS et que l'adhérent suspendu est membre du groupe de crédit des emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars canadiens, l'excédent, y compris l'excédent des cautions (conformément à l'alinéa (a) ci-après), doit être viré aux obligés de ce groupe de crédit proportionnellement à la somme que chaque obligé a versée à la CDS par rapport à la somme totale que tous les obligés ont versée à la CDS, dans la mesure exigée pour couvrir leurs pertes respectives.

- (c) Si les conditions indiquées ci-après sont satisfaites :

- i. l'adhérent suspendu est membre du groupe de crédit des emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars américains;
- ii. l'adhérent suspendu n'est pas membre du groupe de crédit des emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars canadiens, ou il reste un produit net après l'exécution des alinéas (a) et (b) ci-dessus;

le produit excédentaire est viré aux obligés du groupe de crédit des emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars américains proportionnellement à la somme que chaque obligé a versée à la CDS par rapport à la somme totale que tous les obligés ont versée à la CDS, dans la mesure requise pour couvrir leurs pertes respectives.

- (d) Si le produit net n'est pas entièrement utilisé après l'exécution des alinéas (a), (b) et (c) ci-dessus ou si l'adhérent suspendu n'est pas membre du groupe de crédit du fonds commun de garantie des emprunteurs, l'excédent est versé aux obligés de chaque groupe de crédit des emprunteurs non contribuant proportionnellement à la somme que chaque obligé a versée à la CDS par rapport à la somme totale que tous les obligés ont versée à la CDS, dans la mesure requise pour couvrir leurs pertes respectives.

- (e) Tout excédent restant après l'application des alinéas (a), (b), (c) et (d) ci-dessus est viré à la CDS et affecté conformément à la Règle 9.4.2.

- (ii) Si l'adhérent suspendu n'est pas un emprunteur

Si l'adhérent suspendu n'est pas un emprunteur, le produit net de la réalisation de sa garantie du service de règlement est affecté de la manière décrite ci-après.

- (a) Les obligés réalisent la contribution au fonds commun de garantie de l'adhérent suspendu avant de réaliser la garantie du service de règlement de celui-ci.
- (b) Si le produit net de la réalisation de la garantie du groupe de crédit de catégorie excède la somme totale versée par les obligés à la CDS, l'excédent attribuable à la garantie du service de règlement doit être viré aux cautions (le cas échéant) de l'adhérent suspendu et les cautions affectent la somme conformément à la Règle 5.13.
- (c) Tout solde excédentaire est transféré à la CDS pour être affecté conformément à la Règle 9.4.2.
- (iii) Si l'adhérent suspendu est membre d'un groupe de crédit de fonds

La CDS affecte le produit net de la réalisation des contributions à un fonds de l'adhérent suspendu de la manière indiquée ci-après.

- (a) Le produit net de la réalisation des contributions de l'adhérent suspendu à un fonds est affecté au paiement de ce qui suit :
 - i. toute cote qu'il doit à l'égard du service ou de la fonction pour lequel le fonds a été établi;
 - ii. toute valeur d'annulation nette débitrice découlant de la liquidation de ses obligations de la contrepartie centrale découlant de ce service ou de cette fonction.
- (b) Tout produit excédentaire sera affecté par la CDS de la manière décrite à la Règle 9.4.2.

9.4.2 Produit excédentaire

Les sommes indiquées ci-après qui se rapportent à un adhérent suspendu sont considérées à titre de produit excédentaire de la réalisation :

- (a) le produit net de la réalisation des contributions à un fonds commun de garantie de l'adhérent suspendu au terme de l'affectation d'un tel produit en vertu de la Règle 9.4.1(i);
- (b) le produit net de la réalisation de la garantie du service de règlement de l'adhérent suspendu au terme de l'affectation du produit en vertu de la Règle 9.4.1(ii);
- (c) tout solde créditeur que la CDS doit à l'adhérent suspendu après l'affectation du produit net de la réalisation des contributions à un fonds de cet adhérent conformément à la Règle 9.4.1(iii);
- (d) tout solde de compte de fonds créditeur;
- (e) tous les fonds crédités aux comptes de garantie restreints de l'adhérent suspendu, sous réserve du droit de l'adhérent constituant du gage de rembourser de tels fonds, et tous les fonds dans les comptes de mise en gage de l'adhérent suspendu, dans les limites du droit de propriété véritable de l'adhérent suspendu sur ces fonds;
- (f) le produit net de la réalisation de la garantie particulière de l'adhérent suspendu.

La CDS affecte le produit excédentaire de la réalisation à la réduction des obligations de l'adhérent suspendu envers elle. Si les obligations de l'adhérent suspendu excèdent le produit excédentaire, le produit excédentaire est affecté à la réduction des obligations de l'adhérent suspendu cautionnées par ses cautions et par les autres membres de chacun de ses groupes de crédit,

proportionnellement au manque à gagner entre la somme payée à la CDS par chacune des cautions et sa quote-part du produit net de la réalisation de la garantie de l'adhérent suspendu conformément à la Règle 9.4.1 par rapport au manque à gagner total de toutes les cautions.

En présence d'un produit excédentaire au terme du paiement de toutes les obligations de l'adhérent suspendu envers la CDS, celle-ci en verse le montant à l'adhérent suspendu.

9.4.3 Produit net des frais et débours

L'adhérent suspendu dédommage la CDS, ses cautions et les autres membres de chacun de ses groupes de crédit des frais et débours raisonnables engagés par chacun d'eux aux fins de réalisation de sa garantie. Les références de la présente Règle 9 au produit net de la réalisation désignent le produit de réalisation au terme de la compensation de tous les frais et débours.

9.4.4 Conversion de monnaie

La CDS peut convertir tout produit ou solde d'une monnaie à une autre aux fins de réalisation. Le taux de conversion doit être le taux de change obtenu par la CDS de son banquier à cette fin.

Dans une cause reliée à la Documentation contractuelle, une cour ou un tribunal peut rendre un jugement ou une ordonnance qui oblige la CDS à payer à un adhérent, ou un adhérent à payer à la CDS, une somme établie dans une monnaie autre que celle prévue dans la Documentation contractuelle (la « monnaie contractuelle »). Dans un tel cas, la partie tenue de verser le paiement doit dédommager la partie qui reçoit le paiement pour toute insuffisance découlant d'un écart entre les deux taux suivants :

- (a) le taux de change qui sert à convertir la somme de la monnaie contractuelle à la monnaie déterminée aux fins du jugement ou de l'ordonnance;
- (b) le taux de change obtenu par la partie qui reçoit le paiement de son banquier à la date à laquelle le paiement est réellement reçu.

9.4.5 Montant de la contribution de la CDS à son fonds dédié

Chaque exercice, la CDS établit et fait publier le montant de sa contribution à un fonds dédié pour le service de RNC, dans lequel elle puisera, au besoin, après l'épuisement de la contribution d'un adhérent suspendu à un fonds et de tout montant accessoire dû.

La CDS se réserve le droit de recevoir au prorata une part du produit excédentaire décrit à la Règle 9.4.2, le cas échéant, pour récupérer tout montant du fonds dédié utilisé conformément à la présente Règle 9.4.5, et le droit de traiter toute partie restante du fonds dédié utilisée comme une obligation continue de l'adhérent suspendu envers la CDS, conformément aux Règles 2.10.6 et 9.6.1 et suivant le plein exercice de la priorité prévue par les lois applicables.

9.5 DROIT DE RETRAIT D'UNE FONCTION DE LA CONTREPARTIE CENTRALE

9.5.1 Survol

En cas de suspension par la CDS d'un adhérent utilisant une fonction de la contrepartie centrale, tout autre adhérent utilisant cette même fonction peut choisir d'exercer le droit de retrait de la contrepartie centrale décrit à la présente Règle 9.5, pourvu qu'il ne soit pas en défaut de respecter ses obligations envers la CDS. Un adhérent qui exerce son droit de retrait de la contrepartie centrale est un « **adhérent se retirant de la contrepartie centrale** » et un adhérent dont la suspension entraîne l'exercice du droit de retrait de la contrepartie centrale est un « **adhérent suspendu de la contrepartie centrale** ». La CDS informe tous les autres adhérents utilisant la

fonction de la contrepartie centrale en question qu'un adhérent a exercé son droit de retrait de la contrepartie centrale. Elle les informe également du montant de la contribution initiale, de la contribution de retrait et de la contribution finale de l'adhérent se retirant de la contrepartie centrale.

La contribution au fonds de la fonction de la contrepartie centrale de laquelle l'adhérent a l'intention de se retirer qui doit être versée par celui-ci le jour où il exerce son droit de retrait de la contrepartie centrale, est sa « **contribution initiale** ». La contribution supplémentaire au fonds de la fonction de la contrepartie centrale à l'égard de laquelle l'adhérent se retirant de la contrepartie centrale a exercé son droit de retrait de la contrepartie centrale, qui doit être versée par celui-ci lorsqu'il donne avis à la CDS de son intention d'exercer son droit de retrait de la contrepartie centrale, est sa « **contribution de retrait** ». Le montant de la contribution de retrait d'un adhérent se retirant de la contrepartie centrale correspond à un multiple du montant de sa contribution initiale, calculé au moyen de la formule établie pour la fonction de la contrepartie centrale détaillée dans les Procédés et méthodes. La « **contribution finale** » d'un adhérent se retirant de la contrepartie centrale correspond à la somme de sa contribution de retrait et de sa contribution initiale.

La contribution initiale, la contribution de retrait, la contribution finale et la contribution après retrait constituent chacune une contribution à un fonds et sont toutes assujetties à l'ensemble des Règles régissant les contributions (y compris l'octroi d'une sûreté à la CDS sur une telle contribution), sous réserve des dispositions de la présente Règle 9.5.

Si un adhérent exerce son droit de retrait de la contrepartie centrale en vertu de la présente Règle 9.5, les dispositions de toute autre Règle sont interprétées de manière à rendre exécutoire la présente Règle 9.5, en apportant les modifications nécessaires, ainsi que toute Règle régissant le retrait d'une fonction, les obligations d'un membre d'un groupe de crédit de fonds, le versement de contributions à un fonds et la suspension d'un adhérent.

9.5.2 Exercice du droit de retrait de la contrepartie centrale

Pour exercer le droit de retrait de la contrepartie centrale, un adhérent doit prendre les mesures suivantes :

- (a) aviser la CDS qu'il exerce son droit de retrait de la contrepartie centrale;
- (b) verser à la CDS sa contribution de retrait au fonds de la fonction de la contrepartie centrale utilisée par l'adhérent suspendu de la contrepartie centrale.

Ces mesures doivent être prises au plus tard le jour ouvrable suivant immédiatement la date à laquelle l'adhérent a été suspendu de la contrepartie centrale, et l'heure limite stipulée dans les Procédés et méthodes doit être respectée. Après avoir pris ces mesures, l'adhérent devient un adhérent se retirant de la contrepartie centrale.

Après qu'un adhérent exerce son droit de retrait de la contrepartie centrale, la CDS restreint son droit d'accès à la fonction de la contrepartie centrale à l'égard de laquelle un avis a été donné.

9.5.3 Responsabilité de l'adhérent se retirant de la contrepartie centrale envers les autres adhérents défailants

Si un autre adhérent à la fonction de la contrepartie centrale dont il se retire est suspendu après la suspension de l'adhérent suspendu de la contrepartie centrale, la responsabilité de l'adhérent se retirant de la contrepartie centrale à l'égard des obligations de cet adhérent défailant n'excède pas le montant maximal stipulé à la Règle 9.5.7. L'adhérent qui se retire de la contrepartie centrale n'est tenu d'acquitter aucune obligation de l'adhérent défailant qui est suspendu après le quinzième jour ouvrable suivant la date à laquelle l'adhérent qui se retire a exercé son droit de retrait de la contrepartie centrale.

Pour plus de précision, les dispositions de la présente Règle 9.5 n'ont aucune incidence sur les obligations d'un adhérent se retirant de la contrepartie centrale à titre de membre d'un groupe de crédit de fonds en vertu de la Règle 5.7 à l'égard des obligations d'un adhérent défaillant ayant été suspendu avant l'adhérent suspendu de la contrepartie centrale.

9.5.4 Obligations continues d'un adhérent se retirant de la contrepartie centrale

L'adhérent se retirant de la contrepartie centrale règle la totalité de ses obligations envers la contrepartie centrale en cours pour la fonction de la contrepartie centrale dont il se retire le plus tôt possible après l'exercice de son droit de retrait de la contrepartie centrale. Jusqu'à ce que l'adhérent se retirant de la contrepartie centrale ait réglé la totalité de ses obligations à la contrepartie centrale découlant de l'utilisation de la fonction de la contrepartie centrale dont il se retire, il doit effectuer ce qui suit :

- (a) payer toute cote due à l'égard de ses obligations à la contrepartie centrale en cours non réglées découlant de l'utilisation de cette fonction de la contrepartie centrale;
- (b) maintenir une contribution au fonds (la « contribution après retrait ») établie conformément à la Règle 5.7 à l'égard de ses obligations à la contrepartie centrale en cours non réglées découlant de l'utilisation de cette fonction de la contrepartie centrale.

La contribution après retrait de l'adhérent est calculée en tenant compte de sa contribution initiale (dans la mesure où celle-ci n'a pas été affectée au règlement de ses obligations en vertu de la présente Règle 9.5), mais sans égard à sa contribution de retrait.

9.5.5 Responsabilité continue des membres du fonds à l'égard d'un adhérent se retirant de la contrepartie centrale

Tant qu'un adhérent se retirant de la contrepartie centrale ne s'est pas acquitté des deux obligations suivantes :

- (a) régler la totalité de ses obligations à la contrepartie centrale découlant de l'utilisation de la fonction de la contrepartie centrale de laquelle il se retire;
- (b) payer le montant net qu'il doit à l'égard des cotes découlant de l'utilisation de cette fonction de la contrepartie centrale;

les autres membres du fonds de cette fonction de la contrepartie centrale continuent d'être responsables des obligations de l'adhérent se retirant de la contrepartie centrale en vertu de la Règle 5.7, et ce, au même titre que si ce dernier était membre du groupe de crédit de cette fonction de la contrepartie centrale.

9.5.6 Obligation du groupe de crédit à l'égard d'un adhérent suspendu de la contrepartie centrale

Un adhérent se retirant de la contrepartie centrale continue d'être tenu de s'acquitter de ses obligations à titre de membre d'un groupe de crédit de fonds en vertu de la Règle 5.7, comme modifiée par la présente Règle 9.5.6 à l'égard des obligations de l'adhérent suspendu de la contrepartie centrale.

Aux fins de la Règle 5.7, la quote-part de l'obligation de l'adhérent suspendu de la contrepartie centrale envers la CDS dont est responsable l'adhérent se retirant de la contrepartie centrale n'excède pas le montant de la contribution finale de ce dernier. On entend par « **part calculée** » la quote-part de l'adhérent se retirant de la contrepartie centrale calculée sans tenir compte de la

présente Règle 9.5, et par « **obligation excédentaire** » le montant, le cas échéant, par lequel la part calculée de l'adhérent se retirant de la contrepartie centrale excède sa contribution finale.

Si la part calculée de l'adhérent se retirant de la contrepartie centrale est supérieure à sa contribution finale :

- (a) la quote-part de l'adhérent se retirant de la contrepartie centrale est égale à sa contribution finale;
- (b) la quote-part de chacun des autres membres du fonds étant un obligé correspond à :
 - i. sa quote-part de l'obligation de l'adhérent suspendu de la contrepartie centrale calculée sans égard à la limite applicable à la quote-part de l'adhérent se retirant de la contrepartie centrale; plus
 - ii. une quote-part de l'obligation excédentaire représentant une proportion égale à celle que sa contribution au fonds pour cette fonction de la contrepartie centrale forme par rapport à l'ensemble des contributions de tous les autres obligés (à l'exception de la contribution de l'adhérent se retirant de la contrepartie centrale);

de manière à ce que le total des quotes-parts de l'adhérent se retirant de la contrepartie centrale et de l'ensemble des autres obligés soit égal à l'obligation de l'adhérent suspendu de la contrepartie centrale.

9.5.7 Obligation du groupe de crédit à l'égard des autres adhérents défailants

En vertu de la Règle 5.7, comme modifiée par la présente Règle 9.5.7, un adhérent se retirant de la contrepartie centrale continue d'être assujéti aux obligations de son groupe de crédit de fonds, et ce, à l'égard de toute obligation de tout adhérent défailant utilisant la fonction de la contrepartie centrale dont il se retire et qui est suspendu au plus tard le quinzième jour ouvrable suivant la date à laquelle l'adhérent qui se retire de la contrepartie centrale a exercé son droit de retrait de la contrepartie centrale.

Le montant total versé par l'adhérent se retirant de la contrepartie centrale à l'égard de l'obligation de l'ensemble des adhérents défailants qui sont suspendus après la suspension de l'adhérent suspendu de la contrepartie centrale est inférieur ou égal au montant de sa contribution finale moins tout montant qu'il a versé à l'égard des obligations de son groupe de crédit de fonds relativement à l'adhérent suspendu de la contrepartie centrale. En ce qui concerne de tels adhérents défailants utilisant la fonction de la contrepartie centrale :

- (a) la quote-part de l'adhérent se retirant de la contrepartie centrale et de tout autre membre du fonds sera calculée en fonction de leurs contributions respectives au fonds au moment de la suspension (soit, dans le cas de l'adhérent se retirant de la contrepartie centrale, sa contribution après retrait), attendu que si le montant de la contribution finale de l'adhérent se retirant de la contrepartie centrale alors non appliqué ne suffit pas à régler intégralement sa quote-part, la quote-part de tout autre membre du fonds est augmentée de manière proportionnelle;
- (b) la contribution finale de l'adhérent se retirant de la contrepartie centrale est appliquée en premier lieu à l'obligation de l'adhérent suspendu de la contrepartie centrale, puis tout excédent est appliqué à l'obligation du premier adhérent défailant suivant. S'il reste encore un excédent, celui-ci est par la suite appliqué à l'obligation de tout autre adhérent défailant, et ainsi de suite, en tenant compte de l'ordre dans lequel les adhérents défailants sont suspendus.

9.5.8 Remboursement de la contribution finale

Un adhérent se retirant de la contrepartie centrale ne peut recevoir le remboursement de sa contribution finale qu'à la dernière des dates ci-dessous :

- (a) la date à laquelle il a réglé la totalité de ses obligations à la contrepartie centrale découlant de l'utilisation de la fonction de la contrepartie centrale dont il se retire;
- (b) la date à laquelle la CDS a calculé le montant des obligations de son groupe de crédit de fonds relativement à l'adhérent suspendu de la contrepartie centrale et de l'ensemble des adhérents défaillants ayant utilisé cette fonction de la contrepartie centrale et à laquelle cet adhérent se retirant de la contrepartie centrale a versé des sommes en règlement de telles obligations.

9.5.9 Pouvoir discrétionnaire en matière de traitement sélectif au RNC

Nonobstant la restriction du droit de l'adhérent se retirant de la contrepartie centrale d'utiliser la fonction de la contrepartie centrale, la CDS peut, à la demande de cet adhérent se retirant, permettre le traitement de certaines de ses transactions admissibles au moyen du RNC, pourvu qu'elle établisse qu'un tel traitement semble susceptible de réduire le montant des obligations en cours de l'adhérent se retirant de la contrepartie centrale à l'égard de cette fonction de la contrepartie centrale. La sélection des transactions admissibles à un tel traitement est effectuée conformément aux critères énoncés dans les Procédés et méthodes.

Lors de l'exercice de son pouvoir discrétionnaire en vertu de la présente Règle 9.5.9, la CDS tient compte de ce qu'elle considère être, de bonne foi, dans son intérêt véritable et dans celui de l'ensemble des adhérents. La CDS ne saurait être tenue responsable envers tout adhérent, y compris l'adhérent se retirant de la contrepartie centrale, des pertes, dommages, coûts, dépenses, responsabilités ou réclamations découlant de l'exercice de son pouvoir discrétionnaire de sélectionner certaines transactions admissibles d'un adhérent se retirant de la contrepartie centrale aux fins de traitement au moyen du RNC.

9.5.10 Réintégration de l'adhérent

Sur présentation à la CDS d'une demande de réintégration, l'adhérent ayant exercé son droit de retrait de la contrepartie centrale peut être réintégré à tout moment par le conseil d'administration aux conditions de ce dernier, pourvu que cet adhérent soit alors admissible à l'utilisation de la fonction de la contrepartie centrale, qu'il règle les frais de réintégration établis par le conseil d'administration et qu'il remplisse toute autre condition établie par ce dernier. Le conseil d'administration peut, à son entière discrétion, approuver ou refuser une demande de réintégration.

La CDS peut exiger que la demande de réintégration d'un adhérent soit reportée pour une période minimale suivant le retrait de ce dernier d'une fonction de la contrepartie centrale.

9.6 AUTRES DROITS, OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉS

9.6.1 Obligation continue de l'adhérent suspendu

Le paiement de tout montant à la CDS à l'égard d'une obligation d'un adhérent défaillant ou suspendu, par sa caution ou par les obligés d'un groupe de crédit dont cet adhérent est membre, n'engendre pas l'acquittement de l'obligation de cet adhérent défaillant ou suspendu envers la CDS. Si son obligation envers la CDS excède le montant réalisé à l'égard de sa garantie, ce manque à gagner constitue une obligation continue de cet adhérent défaillant ou suspendu envers la CDS, payable sans délai à la demande de la CDS.

9.6.2 Droits de subrogation

Conformément à leurs droits respectifs décrits aux Règles 5 et 9, et sous réserve des droits de toute caution, lors du paiement des obligations d'un adhérent suspendu à la CDS par les obligés de son groupe de crédit de catégorie, les obligés sont subrogés dans les droits de la CDS contre l'adhérent suspendu à hauteur d'un tel paiement.

9.6.3 Exonération réciproque

Chaque adhérent, y compris les adhérents suspendus, à titre de caution d'un adhérent suspendu, d'obligé de groupes de crédit ou à tout autre titre, libère et exonère la CDS et tous les autres adhérents de toute responsabilité et réclamation découlant de l'exercice des pouvoirs conférés en vertu de la présente Règle 9, y compris le transfert, la détention et la réalisation d'une garantie, à l'exception des responsabilités ou réclamations découlant d'une négligence grave ou d'une omission volontaire.

Règle 10. SERVICES TRANSFRONTALIERS

10.1 SURVOL DES SERVICES TRANSFRONTALIERS

10.1.1 Types de services transfrontaliers

La CDS offre les services transfrontaliers pour permettre la compensation et le règlement des transactions d'adhérents effectuées auprès d'institutions et de courtiers américains. Les services transfrontaliers sont les suivants :

- (a) le Service de liaison directe avec la DTC, ou SLDDTC;
- (b) le Service de liaison avec New York, ou SLNY.

Les services transfrontaliers sont des services de liaison.

En plus des services transfrontaliers, la CDS offre aux adhérents des moyens d'effectuer des transactions qui sont régies par la présente Règle 10, par exemple les virements transfrontaliers.

Les transactions transfrontalières sont réglées au moyen des systèmes de la NSCC et de la DTC par la livraison de valeurs et les paiements, conformément à la présente Règle 10 et à la documentation relative aux services transfrontaliers.

10.1.2 Types d'adhérents aux services transfrontaliers

Un adhérent peut demander, conformément à la Règle 2, d'utiliser un ou plusieurs services transfrontaliers. Lorsque sa demande est acceptée, l'adhérent devient un adhérent aux services transfrontaliers. Un adhérent aux services transfrontaliers doit conclure toute autre entente ou tout autre acte requis par la CDS, et faire toute déclaration et fournir toute information relative à son utilisation des services transfrontaliers qui sont requis par la CDS. Un adhérent aux services transfrontaliers est un adhérent à un service de liaison.

Un adhérent au service ACT est un adhérent à mandat restreint aux services transfrontaliers qui utilise le Service de liaison de New York et qui est donc également un adhérent à mandat restreint à un service de liaison.

Un adhérent admissible, qui n'est pas tenu d'être un adhérent aux services transfrontaliers, peut être désigné par un adhérent aux services transfrontaliers pour agir à titre d'agent de paiement désigné pour lui en ce qui concerne un service transfrontalier.

10.1.3 Rôle de la CDS à titre d'intermédiaire en valeurs mobilières

En qualité de membre de la DTC et de la NSCC, la CDS agit à titre d'intermédiaire en valeurs mobilières. De fait, elle offre aux adhérents en général les services de la NSCC et de la DTC, et permet aux adhérents aux services transfrontaliers d'utiliser des comptes du SLNY et des comptes du SLDDTC.

10.1.4 Application des Règles aux services transfrontaliers

Chacun des services transfrontaliers est un service offert par la CDS et régi par la Documentation contractuelle.

Les services transfrontaliers sont distincts du CDSX et n'en font pas partie. Par conséquent, l'utilisation des services transfrontaliers :

- (a) est régie par les Règles 1 à 5, à l'exception des Règles 4.2.4 et 4.3 qui ne s'appliquent qu'au CDSX;

- (b) n'est pas régie par la Règle 6 – Service de dépôt, la Règle 7 – Service de règlement et la Règle 8 – Processus de paiement, qui s'appliquent au CDSX.

Certaines transactions, y compris les virements transfrontaliers, sont régies par la présente Règle 10, et également par les Règles 6, 7 et 8 dans la mesure où ces transactions sont traitées en partie au moyen du CDSX.

10.1.5 Application des Règles aux adhérents

Un adhérent aux services transfrontaliers est un adhérent et il est donc lié par l'ensemble des Règles.

Un adhérent qui n'est pas un adhérent aux services transfrontaliers peut effectuer certaines transactions qui sont régies par la présente Règle 10, y compris les virements transfrontaliers. Un tel adhérent est lié par les dispositions de la présente Règle 10 dans le cadre de chacune de ces transactions.

Un adhérent qui est nommé à titre d'agent de paiement désigné est lié par les dispositions de la présente Règle 10 en ce qui a trait à de ce rôle.

10.1.6 Droit de rétention et droit de compensation

Il est entendu que, sans que soit limitée l'application de la Règle 5.1.3, la mention, dans cette Règle, de sommes portées au crédit d'un adhérent auprès de la CDS ou payables par la CDS à un adhérent comprend les sommes payables à l'adhérent à l'égard d'un service transfrontalier, et les obligations découlant des Règles qui sont dues et payables par l'adhérent à la CDS comprennent les sommes payables par un adhérent en ce qui a trait au service transfrontalier.

10.1.7 Service automatisé de confirmation de transaction

La National Association of Securities Dealers (« **NASD** ») offre le service Automated Confirmation Transaction (« **ACT** ») pour signaler et confirmer certaines transactions et pour donner des instructions visant le règlement de ces transactions.

Conformément à un accord entre la CDS et la NASD, la CDS parraine les adhérents aux services transfrontaliers afin qu'ils puissent utiliser le service ACT. Un adhérent aux services transfrontaliers peut faire une demande d'adhésion au service ACT. En ce qui concerne l'adhérent aux services transfrontaliers qui utilise le service ACT, les conventions que concluent la CDS et la NASD de temps à autre afin d'offrir le service ACT, et les règles, statuts, procédés et méthodes, ainsi que les autres exigences de la NASD relativement au service ACT, en leur version modifiée de temps à autre, font partie de la documentation relative aux services transfrontaliers.

Une personne peut demander de devenir un adhérent au service ACT et utiliser ce service conformément à la Règle 10.10.

10.1.8 Comptes transfrontaliers

- (i) Comptes utilisés par les adhérents

Conformément à la documentation relative aux services transfrontaliers, la DTC et la NSCC tiennent des comptes pour la CDS à titre de membre de la DTC et de la NSCC. Comme il est décrit dans les Règles 10.3 et 10.4, la CDS met à la disposition d'un adhérent à un service de liaison l'utilisation de certains comptes de la DTC et de la NSCC, qui seront utilisés exclusivement pour traiter et régler ses transactions aux services de liaison (chacun de ces comptes étant appelé un « **compte de service de liaison** »). La CDS a le contrôle de tous les comptes de services de

liaison et des valeurs et des sommes portées au crédit de ces comptes. La CDS, en sa qualité d'intermédiaire en valeurs mobilières, met ces comptes à la disposition des adhérents aux services transfrontaliers, mais elle ne renonce pas au contrôle des comptes ou des valeurs et des sommes portées au crédit des comptes.

Au moment où le processus de paiement pour un service de liaison a été réalisé et qu'un adhérent à un service de liaison s'est acquitté de toutes ses obligations qui découlent de l'utilisation de ce service de liaison, y compris le paiement de toute obligation relative au groupe de crédit du fonds de service de liaison exigé par la CDS, la CDS doit alors détenir les valeurs portées au crédit d'un compte de service de liaison utilisé par cet adhérent au service de liaison pour le compte de cet adhérent, sous réserve des conditions suivantes :

- (a) la participation de l'adhérent au service de liaison dans ces valeurs n'est pas supérieure à la participation de la CDS dans ces valeurs en tant que membre de la DTC ou de la NSCC selon la documentation relative aux services transfrontaliers;
- (b) la participation de l'adhérent au service de liaison dans ces valeurs est assujettie à toutes les obligations de la CDS et à tous les droits de la NSCC et de la DTC prévus dans la documentation relative aux services transfrontaliers, y compris toute sûreté, tout privilège ou toute charge ainsi que tout droit de contrepasser une livraison conditionnelle.

(ii) Comptes utilisés par la CDS

La CDS doit avoir un ou plusieurs comptes auprès de la NSCC (chacun de ces comptes étant appelé un « **compte de compensation de la CDS à la NSCC** ») et auprès de la DTC (chacun de ces comptes étant appelé un « **compte de la CDS à la DTC** »). Les comptes de compensation de la CDS à la NSCC et les comptes de la CDS à la DTC :

- (a) sont tenus par la NSCC et la DTC, respectivement, pour le compte de la CDS et non pour celui des adhérents à un service de liaison;
- (b) ne sont pas mis à la disposition des adhérents à un service de liaison;
- (c) peuvent être utilisés pour les virements transfrontaliers.

Les valeurs créditées aux comptes de la CDS à la DTC sont détenues par la DTC pour le compte de la CDS à titre de dépositaire étranger de cette dernière; la CDS crédite ces valeurs aux grands livres que la CDS tient au service de dépôt pour les adhérents pour lesquels les valeurs sont détenues par la CDS.

(iii) Statut des comptes transfrontaliers

Les comptes de service de liaison, comptes de compensation de la CDS à la NSCC et comptes de la CDS à la DTC :

- (a) ne sont pas tenus par la CDS;
- (b) ne font pas partie du service de dépôt;
- (c) ne sont pas des « comptes » au sens attribué à ce terme à la Règle 1.2.1.

10.1.9 Gestion des risques

Pour assurer l'exécution de ses obligations envers la CDS, un adhérent à un service de liaison est tenu de verser des contributions à un fonds de service de liaison pour ce service de liaison et, en

outre, il peut être tenu de mettre en gage des garanties particulières au profit de la CDS. Chaque adhérent à un service de liaison est membre d'un groupe de crédit du fonds de service de liaison dont chaque membre convient d'acquitter envers la CDS certaines obligations des autres membres de ce groupe de crédit du fonds de service de liaison.

10.1.10 Frais relatifs aux services transfrontaliers

L'adhérent aux services transfrontaliers paie, sur demande, tous les frais relatifs aux services transfrontaliers facturés, prélevés, évalués ou imposés par la CDS, la NSCC ou la DTC pour les services transfrontaliers qu'il utilise. La CDS et toutes les autres personnes participant aux services transfrontaliers (y compris la NSCC, la DTC ou toute personne agissant à titre de mandataire de la CDS, de la NSCC ou la DTC pour la retenue de frais relatifs aux services transfrontaliers) peuvent déduire les frais relatifs aux services transfrontaliers des sommes dues à l'adhérent aux services transfrontaliers en ce qui a trait aux services transfrontaliers. Le paiement de frais relatifs aux services transfrontaliers ne porte pas atteinte aux droits qu'a l'adhérent aux services transfrontaliers de demander un compte rendu comptable des sommes exigibles après l'acquittement du paiement.

10.1.11 Règlement des différends

La CDS utilise les moyens mis à sa disposition à titre de membre de la NSCC et de la DTC pour aider un adhérent aux services transfrontaliers à résoudre tout différend qu'il pourrait avoir avec la NSCC, la DTC ou leurs membres et qui découlerait de son utilisation des services transfrontaliers ou d'un compte du SLNY ou du SLDDTC mis à sa disposition par la CDS.

10.2 AUTRES LOIS ET EXIGENCES

10.2.1 Documentation relative aux services transfrontaliers, à la NSCC et à la DTC

Afin d'offrir les services transfrontaliers et les dispositifs connexes régis par la présente Règle, la CDS :

- (a) est devenue membre de la NSCC et de la DTC;
- (b) a conclu diverses ententes avec la NSCC et la DTC;
- (c) en tant que membre de la NSCC et de la DTC, a convenu de se conformer à ces ententes et aux règles, règlements administratifs, procédures et autres exigences de la NSCC et de la DTC en leur version en vigueur et modifiée de temps à autre.

Ces ententes, règles, règlements administratifs, procédures et autres exigences, y compris la documentation relative au service ACT dont il est question à la Règle 10.1.7, sont collectivement appelés la « **documentation relative aux services transfrontaliers** ». La réalisation d'un virement transfrontalier par un adhérent et l'utilisation des services transfrontaliers par un adhérent aux services transfrontaliers sont régies par la documentation relative aux services transfrontaliers.

Un adhérent doit se conformer à la documentation relative aux services transfrontaliers dans la même mesure que s'il était un membre direct de la NSCC ou de la DTC, même si c'est la CDS qui est membre de la NSCC ou de la DTC et si l'utilisation du service transfrontalier par l'adhérent ne lui confère ou ne lui accorde aucun droit, avantage ou privilège directement à l'égard de la NSCC ou de la DTC, et même si cette utilisation ne lui impose aucune obligation ni responsabilité envers la NSCC ou la DTC. Sans limiter la généralité de ce qui précède, chaque adhérent aux services transfrontaliers reconnaît que la documentation relative aux services transfrontaliers peut inclure l'octroi d'une sûreté sur les valeurs détenues auprès de la NSCC ou de la DTC, des exigences

relatives aux cotes au marché, des droits de liquidation, des droits de rachat d'office et de vente d'office, et d'autres conditions qui sont susceptibles d'avoir une incidence sur la participation de l'adhérent aux services transfrontaliers dans les valeurs détenues pour lui au moyen des services transfrontaliers. À la demande d'un adhérent, la CDS met la documentation relative aux services transfrontaliers à la disposition de celui-ci.

Sans égard à toute disposition contraire de la présente Règle 10, et sous réserve de la Règle 3.3.2, la CDS fournit les services transfrontaliers et les dispositifs connexes décrits à la présente Règle 10 pour autant que :

- (a) la CDS continue d'être membre de la NSCC et de la DTC;
- (b) son adhésion permet à la CDS de fournir les services transfrontaliers et les dispositifs;
- (c) aucune modification n'a été apportée à la documentation relative aux services transfrontaliers et aucune mesure n'a été prise par la DTC ou la NSCC qui empêcheraient la CDS de fournir les services transfrontaliers et les dispositifs connexes ou qui, de l'avis de la CDS, rendraient cette prestation irréalisable ou trop onéreuse.

10.2.2 Règlement SHO

On entend par « **Règlement SHO** » le Règlement SHO adopté par la Securities and Exchange Commission des États-Unis, édicté en vertu de la législation en valeurs mobilières fédérale des États-Unis, dans sa version modifiée de temps à autre.

On entend par « **valeur assujettie au Règlement SHO** » une valeur régie par le Règlement SHO.

L'expression « **position non conforme au Règlement SHO** » signifie qu'un adhérent utilisant un service transfrontalier n'a pas réussi à livrer une position dans le cadre de la vente d'une valeur assujettie au Règlement SHO.

L'adhérent qui utilise un service transfrontalier doit se conformer aux modalités du Règlement SHO. La CDS prend les mesures nécessaires au dénouement des positions non conformes au Règlement SHO d'un adhérent en acquérant la quantité de valeurs assujetties au Règlement SHO précisée dans le Règlement SHO et dans le délai précisé dans le Règlement SHO. Ledit adhérent rembourse la CDS pour la totalité des frais et des dépenses engagés par celle-ci relativement aux mesures prises par la CDS aux fins de dénouement des positions non conformes au Règlement SHO de l'adhérent, y compris le prix d'acquisition des valeurs assujetties au Règlement SHO et le coût du financement, les frais payables à la CDS, ainsi que les frais et dépenses d'un conseiller juridique et de tout autre professionnel dont elle a retenu les services. La CDS, à son entière discrétion, achètera ces valeurs assujetties au Règlement SHO par tous les moyens dont elle dispose. Chaque adhérent reconnaît que la CDS doit dénouer immédiatement les positions non conformes au Règlement SHO d'un adhérent et, par conséquent, que le prix d'achat de ces valeurs assujetties au Règlement SHO pourrait être supérieur au prix qui pourrait par ailleurs être obtenu à l'aide d'autres modes d'achat ou en retardant le moment de l'achat.

Chaque adhérent qui utilise un service transfrontalier libère et exonère la CDS de toute responsabilité ou réclamation découlant de l'exercice des pouvoirs conférés en vertu de la présente Règle 10.2.2.

10.2.3 Conflit entre la documentation relative aux services transfrontaliers et les Règles

Chaque adhérent reconnaît que la CDS, en tant que membre de la NSCC et de la DTC et en tant qu'utilisateur du service ACT doit se conformer à la documentation relative aux services transfrontaliers. Si ces obligations de la CDS entrent en conflit avec les obligations qui lui incombent quant aux Règles, chaque adhérent reconnaît que la CDS se conforme aux obligations

qui lui incombent conformément à la documentation relative aux services transfrontaliers, et cette conformité ne sera pas considérée comme un défaut de la CDS relativement aux Règles.

10.2.4 Choix des lois applicables et reconnaissance de compétence

(i) Choix des lois applicables

La CDS et chaque adhérent conviennent de ce qui suit :

- (a) ils ont compris et entendent ce qui suit :
 - i. les valeurs et autres biens portés au crédit des comptes transfrontaliers sont des valeurs au sens des Règles et sont des droits et privilèges sur des valeurs au sens des lois de l'État de New York;
 - ii. ces valeurs et ces biens sont situés dans l'État de New York;
- (b) les lois de l'État de New York régissent :
 - i. les activités de ces comptes;
 - ii. le rôle de CDS à titre d'intermédiaire en valeurs mobilières pour l'adhérent qui utilise les services transfrontaliers ou qui effectue un virement transfrontalier;
 - iii. les incidences au chapitre de la propriété des acquisitions, des dispositions, de la détention et du transfert de participations dans ces valeurs et ces biens.

La présente Règle 10.2.4(i) ne s'applique pas aux grands livres tenus par la CDS pour le CDSX.

(ii) Reconnaissance de compétence

La documentation relative aux services transfrontaliers :

- (a) est déclarée être régie par les lois de l'État de New York, sans égard aux principes de conflits des lois;
- (b) prévoit que :
 - i. les poursuites, actions ou procédures judiciaires découlant de ces conventions sont intentées dans l'État de New York;
 - ii. les parties à ces conventions se soumettent à la compétence des tribunaux de l'État de New York.

Si la CDS est partie à une action découlant de l'utilisation par un adhérent d'un service transfrontalier ou d'un virement transfrontalier fait par un adhérent, alors, sur avis de la CDS, cet adhérent doit se soumettre à la compétence de tout tribunal saisi de cette procédure, y compris un tribunal de l'État de New York, et devenir partie à cette procédure.

10.2.5 Communications entre les adhérents et la NSCC et la DTC

L'adhérent aux services transfrontaliers peut communiquer avec la NSCC ou la DTC, et leur donner des instructions, directement ou par l'intermédiaire des dispositifs de la CDS. Tout moyen de communication directe entre un adhérent aux services transfrontaliers et la NSCC ou la DTC, que ce soit par télécommunication, bande magnétique ou autre, doit être fourni par la NSCC ou la DTC, selon le cas, et la CDS n'assume aucune responsabilité quant à ces communications.

La CDS peut :

- (a) distribuer aux adhérents aux services transfrontaliers les rapports et l'information produits par la NSCC ou la DTC;
- (b) examiner les rapports et l'information préparés par la NSCC ou la DTC pour un adhérent aux services transfrontaliers;
- (c) recevoir de la NSCC et de la DTC toute information que la CDS peut demander concernant l'utilisation d'un service transfrontalier par un adhérent à ce service.

L'adhérent aux services transfrontaliers doit confirmer l'exactitude de tous les renseignements communiqués en son nom par la CDS à la NSCC ou à la DTC, ou inversement.

10.2.6 Dédommagement de la CDS par les adhérents

(i) Responsabilité de la CDS à titre de débiteur principal

En tant que membre de la NSCC et de la DTC, la CDS est responsable à titre de débiteur principal de l'utilisation des services de la NSCC et de la DTC par l'intermédiaire de la CDS par toute personne qui n'est pas membre de la NSCC ou de la DTC, y compris un adhérent aux services transfrontaliers agissant en son propre nom ou au nom d'une autre personne, ou un adhérent qui n'est pas un adhérent aux services transfrontaliers qui effectue un virement transfrontalier.

Chaque adhérent, qu'il soit ou non un adhérent aux services transfrontaliers, doit dédommager et dégager la CDS de toute responsabilité à l'égard des pertes, dommages, coûts, dépenses, évaluations, pénalités, frais, responsabilités ou réclamations (y compris les frais raisonnables de conseillers juridiques pour la conseiller ou la défendre à l'égard de telles réclamations) subis ou engagés par la CDS ou qui lui sont imputés en raison de l'utilisation par l'adhérent des services transfrontaliers ou des services de la NSCC et de la DTC par l'intermédiaire de la CDS, ou de l'adhérent effectuant un virement transfrontalier. Si une réclamation est présentée contre la CDS par la NSCC ou la DTC ou toute autre personne relativement aux activités de l'adhérent, alors, sur avis de la CDS, l'adhérent prend les dispositions que la CDS juge acceptables pour acquitter la réclamation. Le paiement de la réclamation ne porte pas atteinte aux droits de l'adhérent d'exiger, après le paiement, un compte rendu comptable des sommes exigibles. La CDS peut permettre à l'adhérent de prendre une procédure au nom de la CDS pour contester cette réclamation, aux seuls risques et frais de l'adhérent, à la condition que l'adhérent verse à la CDS une compensation à l'égard de cette procédure, selon la forme et le montant que la CDS juge acceptables.

(ii) Responsabilité de la CDS à titre de membre de la NSCC et de la DTC

La NSCC et la DTC peuvent exiger de leurs membres, y compris de la CDS, qu'ils :

- (a) versent des contributions à un fonds;
- (b) effectuent des paiements ou livrent des valeurs lors de la reprise de transactions;
- (c) effectuent des paiements à l'égard de pertes et de dépenses attribuées aux membres.

Chaque adhérent aux services transfrontaliers indemnise la CDS à l'égard de toutes les obligations de la CDS à titre de membre de la NSCC ou de la DTC :

- (a) soit pour le montant total attribuable à cet adhérent relativement aux transactions traitées au moyen d'un service transfrontalier pour cet adhérent, ou relativement à tout compte de SLNY ou à tout compte du SLDDTC utilisé par cet adhérent;

- (b) soit, si un montant n'est pas attribuable à un adhérent aux services transfrontaliers donné, une répartition proportionnelle sera effectuée entre tous les adhérents obligés des services transfrontaliers qui restent, et ce, selon la proportion que forme leur contribution respective au fonds du service de liaison par rapport aux contributions totales versées par tous les adhérents aux services transfrontaliers au fonds du service de liaison.

Il est entendu que la CDS peut utiliser les contributions aux fonds de service de liaison pour satisfaire à ses obligations envers la NSCC ou la DTC.

Les obligations prévues à la présente Règle 10.2.6(ii) visent à compléter et non à limiter ou à remplacer les obligations découlant des indemnités prévues aux Règles 10.3.4 et 10.4.4.

(iii) Responsabilité des autres membres des groupes de crédit

Dans le cas où un adhérent, y compris un adhérent qui n'est pas un adhérent aux services transfrontaliers, contracte une obligation découlant de l'indemnité prévue à la Règle 10.2.6(i) ou d'une réclamation relative aux services transfrontaliers selon la Règle 10.7.4 (y compris des frais de position à découvert associés à un service de liaison ou des frais de position à découvert) et que cet adhérent ne s'acquitte pas de cette obligation, chaque autre membre du groupe de crédit indiqué ci-dessous doit verser à la CDS sa part de l'indemnité ou de la réclamation relative aux services transfrontaliers :

- (a) si l'adhérent suspendu est un adhérent aux services transfrontaliers et que le montant est attribuable à un service transfrontalier donné, le groupe de crédit concerné est celui qui est associé à ce service dont l'adhérent suspendu est membre, soit le groupe de crédit du fonds du SLNY ou le groupe de crédit du fonds du SLDDTC;
- (b) si l'adhérent suspendu est un adhérent aux services transfrontaliers et que le montant n'est pas attribuable à un service transfrontalier donné, le groupe de crédit concerné est le groupe de crédit du fonds de service de liaison dont l'adhérent suspendu est un membre ou, si l'adhérent utilise à la fois le SLNY et le SLDDTC, chacun des groupes de crédit du fonds du SLNY et du SLDDTC paye la moitié du montant;
- (c) si l'adhérent suspendu n'est pas un adhérent aux services transfrontaliers et qu'il est un emprunteur, le groupe de crédit concerné est le groupe de crédit de catégorie des emprunteurs qui effectuent des règlements en dollars américains dont l'adhérent suspendu est membre;
- (d) si l'adhérent suspendu n'est pas un adhérent aux services transfrontaliers et qu'il n'est pas un emprunteur, le groupe de crédit concerné est le groupe de crédit de catégorie dont l'adhérent suspendu est membre.

Un montant est attribuable à un service transfrontalier donné s'il découle de transactions traitées au moyen de ce service transfrontalier, au SLNY s'il découle d'un compte du SLNY ou au SLDDTC s'il découle d'un compte du SLDDTC.

Les obligations stipulées à la présente Règle 10.2.6(iii) visent à compléter et non à limiter ou à remplacer les obligations relatives à un groupe de crédit associé à un service de liaison selon la Règle 10.6 ou découlant d'un groupe de crédit selon la Règle 5.

10.3 SERVICE DE LIAISON AVEC NEW YORK (SLNY)

10.3.1 Description générale

Le SLNY est un service mis sur pied par la CDS pour faciliter la compensation et le règlement de transactions de valeurs qui sont admissibles aux services de la NSCC et de la DTC. Les transactions admissibles des adhérents au SLNY sont déclarées à la NSCC et réglées par l'intermédiaire de la DTC au moyen du SLNY.

10.3.2 Comptes du SLNY

La CDS est un membre compensateur de la NSCC et un membre de la DTC. Selon la documentation relative aux services transfrontaliers, la DTC et la NSCC tiennent des comptes pour la CDS à titre de membre de la DTC ou de la NSCC, respectivement. La CDS offre aux adhérents au SLNY la possibilité d'utiliser un ou plusieurs de ses comptes auprès de la NSCC et de la DTC (chaque compte étant appelé un « **compte du SLNY** ») aux fins exclusives de traitement et de règlement des transactions du SLNY de ces adhérents au SLNY.

Les comptes du SLNY sont tenus par la DTC et la NSCC pour la CDS et non pour les adhérents au SLNY. La CDS peut en tout temps restreindre le droit d'utilisation d'un compte du SLNY d'un adhérent ou y mettre fin et peut prendre toute mesure et donner toute instruction à l'égard d'un compte du SLNY, y compris, en cas de suspension d'un adhérent au SLNY, celle de procéder à la disposition des valeurs portées au crédit de ce compte.

10.3.3 Règlement

Au moyen des comptes du SLNY, un adhérent au SLNY peut compenser et régler les transactions du SLNY par l'intermédiaire des dispositifs de la NSCC et de la DTC, conformément à la documentation relative aux services transfrontaliers. Une transaction du SLNY est réglée en conformité avec les procédures de la NSCC et son solde net peut être établi par le processus de règlement net continu de la NSCC. La livraison de valeurs, au besoin, peut être effectuée de la manière prévue dans la documentation relative aux services transfrontaliers, y compris de l'une des façons suivantes :

- (a) au moyen de débits et de crédits portés au compte du SLNY de l'adhérent au SLNY;
- (b) par leur livraison sous forme de certificat, par l'intermédiaire du service de règlement par enveloppes de la NSCC.

10.3.4 Dédommagement par l'adhérent au SLNY

Chaque adhérent au SLNY qui utilise le SLNY tient la CDS indemne à l'égard de toutes les obligations de la CDS envers la NSCC et la DTC attribuables ou relatives à tout compte du SLNY de cet adhérent ou au traitement de toute transaction du SLNY qu'il effectue, y compris les suivantes :

- (a) une réclamation relative aux services transfrontaliers;
- (b) une obligation :
 - i. de livrer des valeurs;
 - ii. d'effectuer un paiement;
 - iii. de verser des cotes;

- iv. de contribuer à un fonds de la NSCC ou de la DTC.

10.4 SERVICE DE LIAISON DIRECTE AVEC LA DTC (SLDDTC)

10.4.1 Description générale

Le SLDDTC est un service constitué par la CDS afin de faciliter la compensation et le règlement des transactions de valeurs qui sont admissibles aux services de la DTC. Les transactions admissibles des adhérents au SLDDTC sont réglées par l'intermédiaire de la DTC au moyen du SLDDTC.

10.4.2 Comptes du SLDDTC

La CDS est membre de la DTC. Conformément à la documentation relative aux services transfrontaliers, la DTC tient des comptes pour la CDS à titre de membre de la DTC. La CDS offre aux adhérents au SLDDTC la possibilité d'utiliser un ou plusieurs de ses comptes auprès de la DTC (chaque compte étant appelé un « **compte du SLDDTC** ») aux fins exclusives de traitement et de règlement des transactions du SLDDTC de ces adhérents.

Les comptes du SLDDTC sont tenus par la DTC pour la CDS et non pour les adhérents au SLDDTC. La CDS peut à tout moment restreindre le droit d'utilisation d'un compte de SLDDTC d'un adhérent ou y mettre fin et peut prendre toute mesure et donner toute instruction concernant un compte du SLDDTC, y compris, en cas de suspension d'un adhérent au SLDDTC, celle de disposer de toute valeur portée au crédit de ce compte.

10.4.3 Règlement

Au moyen d'un compte du SLDDTC, un adhérent au SLDDTC peut faire la compensation et le règlement des transactions par l'intermédiaire des dispositifs de la DTC conformément à la documentation relative aux services transfrontaliers. Dans le cadre du règlement d'une transaction au moyen du SLDDTC, la livraison de valeurs, au besoin, peut être effectuée de la manière prévue dans la documentation relative aux services transfrontaliers, y compris au moyen de débits et de crédits portés au compte du SLDDTC de l'adhérent au SLDDTC.

10.4.4 Dédommagement par l'adhérent au SLDDTC

Chaque adhérent au SLDDTC qui utilise ce service tient la CDS indemne à l'égard de toutes les obligations de la CDS envers la DTC attribuables ou relatives à un compte du SLDDTC de cet adhérent ou du traitement d'une transaction du SLDDTC conclue par cet adhérent, y compris les suivantes :

- (a) une réclamation relative aux services transfrontaliers;
- (b) une obligation :
 - i. de livrer des valeurs;
 - ii. d'effectuer un paiement;
 - iii. de verser des cotes;
 - iv. de contribuer à un fonds de la DTC.

10.5 GARANTIE RELATIVE AUX SERVICES TRANSFRONTALIERS

10.5.1 Sûreté accordée en faveur de la CDS

Pour garantir le paiement de toutes les sommes payables de temps à autre, conformément aux Règles, à la CDS par un adhérent aux services transfrontaliers et l'exécution de toutes les obligations de ce dernier envers la CDS qui découlent, de temps à autre, de l'application des Règles (que ce soit en lien avec un service transfrontalier ou autrement), chaque adhérent à un service transfrontalier accorde à la CDS une sûreté sur les biens suivants et les met en gage, les grève et les cède au profit de la CDS :

- (a) toutes les valeurs portées au crédit d'un compte du SLNY ou d'un compte du SLDDTC de l'adhérent aux services transfrontaliers ou faisant l'objet d'un virement transfrontalier, et tous les fonds dus à cet adhérent à l'égard de ces comptes ou à l'égard d'une opération transfrontalière;
- (b) si l'adhérent aux services transfrontaliers utilise un service de liaison, toutes les contributions au fonds du service de liaison effectuées par l'adhérent aux services transfrontaliers;
- (c) toutes les garanties particulières aux services transfrontaliers de l'adhérent aux services transfrontaliers;
- (d) tous les dividendes, l'intérêt, les montants payables à l'échéance, les remboursements de capital et tous les autres droits et privilèges et les produits découlant de ces valeurs, fonds, contributions aux fonds de service de liaison et garanties particulières aux services transfrontaliers;

(collectivement, la « **garantie relative aux services transfrontaliers** »).

Les sûretés constituées conformément à la présente Règle 10.5.1 subsistent à la suspension, à la résiliation de la Convention d'adhésion ou au retrait d'un adhérent aux services transfrontaliers.

Outre les sûretés constituées conformément à la Règle 10.5, et dans la mesure où toute sûreté accordée en vertu de la Règle 10.5 est régie par les lois de la province de Québec, un adhérent accorde une hypothèque en faveur de la CDS aux conditions énoncées à la Règle 5.14.5.

Un adhérent au service ACT est un adhérent à mandat restreint aux services transfrontaliers et, par conséquent, il n'accorde aucune sûreté à la CDS.

10.5.2 Garantie relative à la sûreté

Chaque adhérent aux services transfrontaliers déclare et garantit :

- (a) à la CDS;
- (b) s'il utilise un service de liaison, aux autres membres du groupe de crédit du fonds de liaison auquel il appartient;

qu'il détient la pleine autorité et le pouvoir, y compris toute dispense ou autorisation qui peut être exigée en vertu d'une loi ou d'un règlement applicable à l'adhérent aux services transfrontaliers, d'accorder à la CDS la sûreté et l'hypothèque décrites à la Règle 10.5.1.

10.5.3 Garantie particulière relative aux services transfrontaliers

La CDS peut demander à un adhérent aux services transfrontaliers de remettre une garantie d'une valeur déterminée et d'un type jugé acceptable par la CDS. La CDS peut faire une telle demande lorsqu'elle détermine, à son entière discrétion, qu'il est prudent d'exiger une sûreté sur une telle garantie pour s'assurer que l'adhérent aux services transfrontaliers s'acquitte dûment de ses obligations à ce titre envers la CDS, y compris de toute obligation de celui-ci de corriger une position à découvert dans un compte de service de liaison.

Il est entendu que l'expression « **garantie particulière relative aux services transfrontaliers** » désigne la garantie qu'un adhérent aux services transfrontaliers remet à la CDS, ou dont celui-ci autorise la CDS à prendre possession ou sur laquelle il autorise la CDS à exercer un contrôle, conformément à la présente Règle 10.5.3, et ne comprend pas les contributions versées à un fonds de service de liaison.

10.5.4 Fonds de la NSCC et de la DTC

À titre de membre de la NSCC et de la DTC, la CDS :

- (a) verse des contributions aux fonds constitués par la NSCC et par la DTC, ainsi que des contributions et des paiements supplémentaires exigés en conformité avec la documentation relative aux services transfrontaliers;
- (b) peut céder, virer, mettre en gage ou autrement grever d'une sûreté les contributions aux fonds de service de liaison et les garanties particulières à un service transfrontalier, à toute personne ou en faveur de toute personne et à toute fin nécessaire ou souhaitable pour l'exécution des obligations de la CDS, y compris les suivantes :
 - i. à la NSCC ou à la DTC ou en leur faveur, aux fins de versement des contributions aux fonds de la NSCC de la DTC;
 - ii. à la NSCC ou à la DTC ou en leur faveur, pour garantir les obligations de la CDS envers la NSCC et la DTC;
 - iii. à une institution financière ou en faveur de celle-ci, aux fins d'obtention des lettres de crédit qui peuvent être émises à la NSCC ou à la DTC en lien avec des contributions de la CDS à un fonds de la NSCC ou de la DTC, selon le cas.

Lorsque la DTC, la NSCC ou une institution financière détient des garanties particulières relatives aux services transfrontaliers ou des contributions à un fonds de service de liaison consenties par la CDS, elle les détient à titre de créancier garanti de la CDS et non à titre de mandataire de quelque adhérent que ce soit.

10.5.5 Gestion des garanties

La CDS gère les garanties particulières relatives aux services transfrontaliers et les contributions aux fonds de service de liaison conformément à la Règle 5.11, de la même manière que la CDS gère les garanties particulières et les contributions aux fonds qui lui sont remises en application de la Règle 5.

La CDS peut :

- (a) détenir des garanties particulières relatives aux services transfrontaliers et des contributions aux fonds de service de liaison dans les grands livres de gestion des garanties;

- (b) accepter des lettres de crédit au lieu de ces garanties conformément à la Règle 10.6.2;
- (c) céder une telle lettre de crédit ou livrer une garantie particulière relative aux services transfrontaliers ou des contributions aux fonds de service de liaison conformément à la Règle 10.6.2.

10.6 FONDS DE SERVICES DE LIAISON ET GROUPES DE CRÉDIT DE FONDS DE SERVICES DE LIAISON

10.6.1 Constitution de fonds de services de liaison et de groupes de crédit de fonds de services de liaison

Chaque adhérent à un service de liaison est membre du groupe de crédit du fonds de service de liaison créé pour chaque service de liaison qu'il utilise. Chaque membre d'un groupe de crédit du fonds de service de liaison convient de ce qui suit :

- (a) de payer à la CDS, conformément à la Règle 10.6, sa quote-part de certaines obligations de chaque autre membre qui est suspendu;
- (b) de verser des contributions au fonds de service de liaison constitué pour ce groupe de crédit du fonds de service de liaison.

L'expression « **fonds de service de liaison** » renvoie au fonds du SLNY et au fonds du SLDDTC.

Un adhérent au service ACT est un adhérent à mandat restreint à un service de liaison et, par conséquent, il n'est pas membre d'un groupe de crédit d'un fonds de service de liaison et ne verse pas de contributions à un fonds de service de liaison.

10.6.2 Contribution au fonds de service de liaison

À la demande de la CDS et selon ses exigences, un membre d'un groupe de crédit du fonds de service de liaison doit verser et maintenir une contribution (la « **contribution au fonds de service de liaison** ») au fonds de service de liaison pertinent, au montant fixé par la CDS. Le montant de la contribution au fonds de service de liaison par un adhérent à un service de liaison, au moment de la constitution de ce fonds de service de liaison ou lorsque l'adhérent utilise pour la première fois le service de liaison pour lequel un fonds de service de liaison est constitué, est fixé à la discrétion de la CDS de façon raisonnable en fonction de l'utilisation prévue de ce service de liaison et des contributions que la CDS verse aux fonds de la NSCC et de la DTC.

Tout montant payé ou mis en gage directement par les adhérents au service de liaison à la NSCC ou à la DTC ou retenu par ces dernières des montants autrement payables relativement à ces adhérents aux services de liaison est réputé constituer les contributions au fonds de service de liaison détenues par la NSCC ou par la DTC pour la CDS.

Les adhérents aux services de liaison peuvent effectuer une contribution à un fonds de service de liaison, à l'exception de toute contribution à l'intention du fonds du Service de liaison avec New York, en fournissant une lettre de crédit plutôt qu'en mettant en gage une garantie si les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur le permettent.

10.6.3 Contribution supplémentaire à un fonds de service de liaison

Un adhérent à un service de liaison doit verser une contribution supplémentaire au fonds de service de liaison dès que la CDS l'informe de l'un des éléments ci-dessous :

- (a) une augmentation de sa contribution au fonds de service de liaison s'impose conformément à la Règle 10.6.2;
- (b) un réapprovisionnement de sa contribution au fonds de service de liaison est exigé en fonction de la Règle 10.9.7 en raison de la suspension d'un autre adhérent;
- (c) la CDS estime, à son entière discrétion, qu'il est prudent d'exiger une contribution supplémentaire au fonds de service de liaison pour assurer l'acquittement des obligations de l'adhérent à un service de liaison envers la CDS relativement au service de liaison auquel le fonds de service de liaison se rapporte (compte tenu de la stabilité financière de l'adhérent à un service de liaison, du montant de ses obligations envers la CDS, de la volatilité des marchés, de la liquidité, de la concentration du marché, du flottant sur le marché ou du nombre de valeurs émises que détient l'adhérent à un service de liaison, qu'il doit livrer ou dont il doit prendre en livraison, et de tout autre facteur que la CDS juge pertinent). Le montant d'une telle contribution supplémentaire à un fonds de liaison sera déterminé par la CDS, à son entière discrétion. À la demande de l'adhérent au service de liaison, la CDS rembourse toute contribution supplémentaire au fonds de service de liaison si elle établit, à son entière discrétion, que pareille contribution supplémentaire n'est plus nécessaire pour garantir l'acquittement des obligations de l'adhérent à un service de liaison envers la CDS.

10.6.4 Contribution excédentaire à un fonds de service de liaison

Périodiquement, conformément aux Procédés et méthodes, la CDS informe chaque adhérent à un service de liaison du montant de la contribution qu'il doit verser à chaque fonds de service de liaison. L'adhérent à un service de liaison peut demander à la CDS de lui rembourser toute contribution excédentaire au fonds de service de liaison qu'il a versée.

La CDS n'est pas tenue de rembourser une telle contribution excédentaire à l'adhérent à un service de liaison dans les cas suivants :

- (a) l'adhérent à un service de liaison a des obligations en souffrance envers la CDS en ce qui a trait à ce service de liaison;
- (b) la CDS détermine que l'utilisation mensuelle en cours d'un service de liaison par l'adhérent diffère de façon importante de celle des mois précédents;
- (c) la CDS a des motifs raisonnables de croire que l'adhérent à un service de liaison fera une utilisation accrue du service de liaison;
- (d) la CDS prévoit que la NSCC ou la DTC est susceptible d'exiger de la CDS, à titre de membre de la NSCC ou de la DTC, un paiement ou une contribution supplémentaire à un fonds.

10.6.5 Remboursement de la contribution à un fonds de service de liaison

La CDS rembourse à l'adhérent à un service de liaison sa contribution au fonds de service de liaison lorsque cet adhérent cesse d'utiliser le service auquel le fonds de service de liaison est associé ou cesse d'être un adhérent à ce service, pourvu que les conditions suivantes soient respectées :

- (a) l'adhérent au service de liaison a rempli toutes ses obligations envers la CDS;
- (b) aucun autre membre du groupe de crédit du fonds de service de liaison auquel la contribution a été versée n'a été suspendu;

- (c) toutes les transactions au service de liaison auquel la contribution au fonds de service de liaison a été effectuée et dont découlent des pertes ou des paiements ont été conclues ou un adhérent remplaçant a été approuvé par la CDS pour chacune de ces transactions;
- (d) tous les montants imputables à sa contribution au fonds de service de liaison pour des transactions traitées alors qu'il était un adhérent ont été acquittés;
- (e) la DTC et la NSCC ont libéré la contribution effectuée par la CDS relativement aux comptes du SLDDTC ou des comptes du SLNY, selon le cas, de l'adhérent au service de liaison au profit des fonds constitués pour leurs membres par la DTC et la NSCC;
- (f) la CDS n'a aucun motif de croire que la DTC ou la NSCC sont susceptibles d'exiger de la CDS, à titre de membre de la DTC ou de la NSCC, un paiement ou une contribution supplémentaire.

10.6.6 Paiement par un groupe de crédit du fonds de service de liaison

Lorsque la CDS ne peut percevoir d'un adhérent à un service de liaison défaillant qui est membre ou ancien membre d'un groupe de crédit du fonds de service de liaison le montant d'une obligation qu'il a envers elle découlant de son utilisation d'un service de liaison, chaque autre membre de ce groupe de crédit du fonds de service de liaison doit verser à la CDS, à sa demande, sa quote-part de l'obligation. Si un membre d'un groupe de crédit du fonds de service de liaison omet ou refuse de payer sa quote-part de l'obligation conformément à la présente Règle 10.6.6, il est considéré comme un « **adhérent à un service de liaison défaillant subséquent** ». Chaque autre membre du groupe de crédit du fonds de service de liaison, à la demande de la CDS, doit payer à la CDS sa quote-part de l'obligation de cet adhérent à un service de liaison défaillant subséquent, et ainsi de suite pour tous les cas où d'autres membres omettent ou refusent de verser leur quote-part respective d'une obligation, jusqu'à ce que le montant total de l'obligation de l'adhérent à un service de liaison défaillant envers la CDS ait été acquitté. Chaque autre membre du groupe de crédit du fonds de service de liaison ayant effectué le paiement à la CDS de sa quote-part de l'obligation de l'adhérent à un service de liaison défaillant et de chaque adhérent à un service de liaison défaillant subséquent est considéré comme un « **obligé du service de liaison** ».

Les membres d'un groupe de crédit du fonds de service de liaison n'ont aucune obligation envers la CDS relativement à toute obligation d'un adhérent découlant de l'usage que fait cet adhérent d'une autre fonction ou d'un autre service.

10.6.7 Obligation de l'adhérent à un service de liaison défaillant

L'obligation d'un adhérent à un service de liaison défaillant décrite à la Règle 10.6.6 correspond au total des obligations de cet adhérent envers la CDS découlant de l'utilisation du service de liaison par cet adhérent, y compris les obligations découlant de dépôts à un service de liaison, de virements transfrontaliers et de réclamations relatives aux services transfrontaliers.

10.6.8 Calcul de la quote-part

Toute demande de paiement faite par la CDS conformément à la Règle 10.6.6 doit préciser l'heure et la date à utiliser aux fins du calcul de la quote-part de l'obligation du membre et doit fournir le détail de ce calcul. L'heure et la date applicables doivent correspondre à l'heure et à la date auxquelles l'adhérent à un service de liaison défaillant ou l'adhérent à un service de liaison défaillant subséquent a été suspendu, à moins que le conseil d'administration ne fixe une autre heure et une autre date aux fins du calcul de la quote-part. Le conseil d'administration, agissant raisonnablement et au mieux des intérêts de la CDS et de l'ensemble des adhérents, peut fixer la date et l'heure devant être utilisées aux fins du calcul de la quote-part.

La quote-part d'une obligation d'un membre de groupe de crédit d'un fonds de service de liaison doit former une proportion égale à celle que forme la contribution au fonds de service de liaison du membre par rapport au total des contributions au fonds de service de liaison de l'ensemble des membres (sauf l'adhérent au service de liaison défaillant) relativement à ce fonds de service de liaison. Lors du calcul de la quote-part, pour un membre, d'une obligation d'un adhérent à un service de liaison défaillant subséquent, les contributions au fonds de service de liaison de l'adhérent à un service de liaison défaillant et de chaque adhérent à un service de liaison défaillant subséquent ne doivent pas faire partie du calcul.

10.6.9 Persistance de l'obligation de l'adhérent à un service de liaison défaillant

Le paiement de tout montant à la CDS au nom d'un adhérent à un service de liaison défaillant par les obligés du service de liaison ne libère pas l'adhérent à un service de liaison défaillant de son obligation envers la CDS. Si l'obligation de l'adhérent à un service de liaison défaillant envers la CDS excède le montant réalisé de ses propres contributions au fonds du service de liaison, le montant excédentaire représente une obligation qui persiste pour l'adhérent à un service de liaison défaillant envers la CDS, et qui est payable immédiatement à la demande de la CDS.

10.6.10 Remboursement par un adhérent à un service de liaison défaillant

L'adhérent à un service de liaison défaillant rembourse chaque obligé d'un service de liaison qui paie à la CDS, conformément à la Règle 10.6.6, sa quote-part de l'obligation de l'adhérent à un service de liaison défaillant, en plus des intérêts courus de la date à laquelle l'obligé a versé le paiement jusqu'à la date à laquelle l'adhérent à un service de liaison défaillant a remboursé l'obligé du service de liaison, à un taux annuel correspondant au cours moyen pondéré des taux du financement à un jour pour les transactions sur fonds fédéraux engageant des membres de la Réserve fédérale américaine traitées par des courtiers en fonds fédéraux, comme publiés chaque jour (ou, si ce jour n'est pas un jour ouvrable, le jour ouvrable le plus proche) par la Banque fédérale de réserve de New York, pourvu qu'en cas d'ajustement des taux du financement à un jour, le taux d'intérêt couru applicable au montant en souffrance soit automatiquement ajusté au taux d'intérêt en vigueur.

10.6.11 Recouvrements auprès de l'adhérent au service de liaison défaillant

Si, après le paiement par les obligés d'un service de liaison de leur quote-part des obligations d'un adhérent à un service de livraison défaillant, la CDS recouvre un produit net de l'adhérent à un service de liaison défaillant relativement à ses obligations à un service de liaison, en totalité ou en partie, que ce soit par la réalisation de toute sûreté accordée à la CDS par l'adhérent à un service de liaison défaillant ou autrement, le produit net de ces sommes recouvrées doit être payé ou crédité aux obligés du service de liaison qui ont fait un paiement à la CDS ou dont les contributions au fonds du service de liaison ont été affectées proportionnellement aux paiements à la CDS, qu'ils soient ou non toujours des adhérents. Toute somme excédentaire sera affectée par la CDS conformément à la Règle 9.4.2.

10.7 VALEURS ET COMPTES DE SERVICE DE LIAISON

10.7.1 Dépôt de valeurs au moyen d'un service de liaison

L'adhérent à un service de liaison peut déposer des valeurs admissibles à son compte du SLNY ou du SLDDTC aux services de liaison en prenant les mesures décrites dans les Procédés et méthodes, les Guides de l'utilisateur et la documentation relative aux services transfrontaliers, notamment en livrant un certificat de valeur attestant l'existence de la valeur à la DTC ou chez le gardien de la DTC pour cette valeur.

Le dépôt d'une valeur par un adhérent à un service de liaison dans son compte de service de liaison entre en vigueur lorsque les étapes ci-dessous ont été réalisées :

- (a) toutes les étapes requises du dépôt sont terminées conformément aux Procédés et méthodes, aux Guides de l'utilisateur et à la documentation relative aux services transfrontaliers;
- (b) la DTC porte le dépôt au crédit du compte de service de liaison.

Le dépôt d'une valeur à un compte de service de liaison tenu par la DTC est appelé un « **dépôt à un service de liaison** ».

10.7.2 Livraison de valeurs

Les valeurs peuvent être livrées au compte de l'adhérent à un service de liaison ou à partir du compte de celui-ci, conformément à la documentation relative aux services transfrontaliers.

10.7.3 Virements transfrontaliers de valeurs

Les services transfrontaliers offerts à l'adhérent, y compris l'adhérent qui n'est pas un adhérent aux services transfrontaliers, permettent à cet adhérent, entre autres, de livrer des valeurs à son propre compte de service de liaison ou à celui d'un membre de la DTC ou de la NSCC ou de recevoir des valeurs provenant du compte d'un membre de la DTC ou de la NSCC ou de son propre compte de service de liaison au moyen d'un virement transfrontalier. Un virement transfrontalier est effectué :

- (a) sans frais;
- (b) en partie au moyen d'une transaction traitée par l'intermédiaire du service de règlement et en partie au moyen d'une transaction traitée par l'intermédiaire de la DTC.

10.7.4 Réclamations relatives aux services transfrontaliers

Une « **réclamation relative aux services transfrontaliers** » se produit dans l'un ou l'autre des cas ci-dessous :

- (a) la NSCC ou la DTC contrepassé une transaction ou un virement transfrontalier;
- (b) la NSCC ou la DTC contrepassé un dépôt à un service de liaison; ou
- (c) la NSCC ou la DTC impute une perte à la CDS, comme il est décrit à la Règle 10.6.2.

Dans de telles circonstances, la NSCC ou la DTC peut exiger que la CDS livre des valeurs ou effectue un paiement à la NSCC ou à la DTC, ou porter des valeurs au débit du compte de service de liaison d'un adhérent à un service de liaison ou du compte de compensation de la CDS à la NSCC ou du compte de la CDS à la DTC. Un tel débit peut entraîner une position à découvert ou une position à découvert au compte de service de liaison.

La CDS peut prendre les mesures nécessaires pour satisfaire une réclamation relative aux services transfrontaliers, et chaque adhérent doit dédommager la CDS conformément aux Règles 10.2.6, 10.3.4 et 10.4.4.

10.7.5 Position à découvert au compte de service de liaison

Une position à découvert représente un solde négatif de valeurs dans le compte de service de liaison d'un adhérent à un service de liaison. Lorsqu'un adhérent à un service de liaison présente

une position à découvert à un compte de service de liaison, la CDS peut prendre l'une ou la totalité des mesures suivantes, et ce, dans n'importe quel ordre.

La CDS peut exiger que l'adhérent à un service de liaison lui livre immédiatement une quantité de valeurs suffisante afin de couvrir la position à découvert.

- (a) La CDS peut exiger de l'adhérent à un service de liaison qu'il lui remette immédiatement sur demande une garantie particulière relative aux services transfrontaliers, d'une valeur calculée par la CDS équivalente à la valeur sur le marché à ce moment d'une quantité de valeurs suffisante pour couvrir la position à découvert au compte de service de liaison, plus toute marge et tout montant évalué au marché jugé souhaitable par la CDS pour protéger les intérêts de tous les autres adhérents au service de liaison et l'intégrité des services de liaison.
- (b) La CDS peut exiger de l'adhérent à un service de liaison qu'il lui verse immédiatement sur demande une somme correspondant à la valeur sur le marché à ce moment d'une quantité de valeurs suffisante pour couvrir la position à découvert au compte du service de liaison, plus toute marge et tout montant évalué au marché jugé souhaitable par la CDS pour protéger les intérêts de tous les autres adhérents au service de liaison et l'intégrité des services de liaison.
- (c) La CDS peut acheter suffisamment de valeurs pour couvrir la position à découvert au service de liaison. La CDS peut nommer un mandataire pour acheter les valeurs requises pour couvrir la position à découvert au service de liaison, et l'achat sera fait selon des modalités que la CDS juge commercialement raisonnables, compte tenu du fait que la livraison de ces valeurs doit lui être faite rapidement. Le prix d'achat de ces valeurs, plus tous les frais engagés par la CDS relativement à leur achat, constituent une obligation payable sur demande par l'adhérent à un service de liaison.
- (d) Si l'adhérent à un service de liaison omet d'effectuer la livraison de valeurs ou de la garantie particulière relative aux services transfrontaliers ou le paiement intégral à la demande de la CDS conformément à la présente Règle 10.7.5 et qu'il est suspendu, l'adhérent à un service de liaison est alors considéré comme un adhérent à un service de liaison défaillant et il incombe aux autres membres du groupe de crédit du fonds de service de liaison pertinent d'effectuer le paiement à la CDS relativement à cette défaillance, conformément à la Règle 10.6.

10.8 PAIEMENTS TRANSFRONTALIERS

10.8.1 Application des Règles

La Règle 10.8 s'applique à l'égard de ce qui suit :

- (a) le paiement des obligations des adhérents aux services de liaison découlant des services de liaison;
- (b) les paiements entre la CDS et la NSCC ou la DTC.

Elle ne s'applique pas aux paiements effectués entre la CDS et un adhérent quant aux obligations découlant du service de dépôt et du service de règlement dont le paiement est effectué en vertu de la Règle 8.

10.8.2 Paiements entre la CDS et la DTC et la NSCC

Lors d'un jour ouvrable, la DTC ou la NSCC calcule les sommes payables par la CDS à la DTC ou à la NSCC, ou par la DTC ou la NSCC à la CDS, découlant de l'adhésion de la CDS à la DTC ou à la NSCC, y compris les sommes découlant du règlement de transactions effectuées au moyen des services de liaison. De telles sommes sont versées au compte tenu par la CDS auprès de son banquier pour les services transfrontaliers, ou y sont prélevées.

10.8.3 Paiements entre la CDS et les adhérents à un service de liaison

(i) Rapport de l'encaisse

Lors d'un jour ouvrable, la CDS fournit à l'adhérent à un service de liaison des données relatives à l'encaisse pour les services de liaison. Ces données comprennent ce qui suit :

- (a) les débits et les crédits découlant du règlement des transactions au moyen des services de liaison;
- (b) les droits et privilèges acquittés par la DTC pour les valeurs détenues dans les comptes de services de liaison;
- (c) les frais découlant de l'utilisation des services de liaison par l'adhérent au service de liaison.

Conformément aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur, l'adhérent à un service de liaison ayant un solde débiteur net doit payer ce solde à la CDS, et la CDS doit verser le montant du solde créditeur net à chaque adhérent possédant un solde créditeur net.

(ii) Processus de paiement des services de liaison

L'expression « **processus de paiement des services de liaison** » désigne le mécanisme d'exécution des paiements, entre la CDS et les adhérents aux services de liaison, des soldes découlant de chaque service de liaison. Le processus de paiement des services de liaison est terminé lorsque la CDS a reçu paiement de toutes les sommes qui lui sont payables, et que les adhérents aux services de liaison ont reçu paiement de toutes les sommes qui leur sont payables. La CDS ne fait de paiement aux adhérents aux services de liaison au processus de paiement des services de liaison que lorsqu'elle reçoit le paiement de toutes les sommes qui lui sont payables des adhérents aux services de liaison durant ce processus de paiement des services de liaison (y compris, lorsqu'un adhérent à un service de liaison est suspendu, le paiement par les autres membres de son groupe de crédit du fonds de service de liaison de toute obligation alors exigée par la CDS).

Chaque jour au cours duquel a lieu un processus de paiement des services de liaison, tout adhérent à un service de liaison doit s'assurer qu'il dispose des dispositifs nécessaires pour satisfaire à toute obligation relative au processus de paiement des services de liaison (y compris les obligations découlant de son groupe de crédit du fonds de service de liaison), que ce jour soit ou non un jour ouvrable pour tout bureau de la CDS, et que ce jour soit ou non un jour d'exploitation pour l'adhérent à un service de liaison.

10.8.4 Agent payeur désigné

(i) Nomination

Un adhérent à un service de liaison (autre qu'un adhérent à un service de liaison agissant à titre d'agent payeur désigné) peut nommer un autre adhérent admissible (qui ne doit pas

obligatoirement être un adhérent aux services transfrontaliers) afin que celui-ci agisse pour son compte à titre d'agent payeur désigné pour le service de liaison. En procédant à une telle nomination, un adhérent à un service de liaison autorise l'agent payeur désigné à effectuer des paiements à la CDS ou à recevoir de celle-ci, en son nom, toutes les sommes dues relativement au service de liaison.

(ii) Attribution et paiement

Pour chaque service de liaison, la CDS attribue à un agent payeur désigné tous les soldes créditeurs payables par la CDS aux adhérents aux services de liaison pour lesquels il agit à titre d'agent payeur désigné et tous les soldes débiteurs payables à la CDS par ces adhérents aux services de liaison. Lors du processus de paiement des services de liaison, l'agent payeur désigné paie à la CDS, ou la CDS paie à l'agent payeur désigné, le montant net calculé en combinant tous ces soldes attribués et tous les soldes payables par ou à l'agent payeur désigné relativement à sa propre utilisation de ce service de liaison.

L'obligation de chaque adhérent à un service de liaison de verser à la CDS de telles sommes ou son droit d'en recevoir de celle-ci est acquittée par le paiement entre la CDS et l'agent payeur désigné de l'adhérent à un service de liaison.

(iii) Refus d'attribution

L'agent payeur désigné peut indiquer à la CDS, en tout temps avant la fin du processus de paiement des services de liaison, qu'il refuse un solde qui lui a été attribué relativement à un adhérent à un service de liaison donné. Dès réception d'une telle information, la CDS recalcule les sommes dues entre elle et l'agent payeur désigné, et entre elle et l'adhérent à un service de liaison en question. Le refus de l'agent payeur désigné d'une somme attribuée n'est pas considéré comme un défaut de paiement de la part de l'agent payeur désigné ou de l'adhérent à un service de liaison.

(iv) Paiement direct effectué par un adhérent à un service de liaison

Si un agent payeur désigné refuse d'accepter une somme attribuée relativement à un adhérent à un service de liaison, ou s'il omet d'effectuer un paiement acceptable pour un service de liaison à la CDS lors du processus de paiement des services de liaison, l'adhérent à un service de liaison doit effectuer un paiement acceptable pour le service de liaison à la CDS pour régler son solde débiteur ou recevoir un paiement de la CDS de son solde créditeur, tel qu'il est calculé par la CDS sans attribution à l'agent payeur désigné.

(v) Compte rendu comptable

Un adhérent à un service de liaison et son agent payeur désigné doivent mutuellement se fournir des comptes rendus comptables et doivent mutuellement se verser les paiements nécessaires afin de remplir leurs obligations mutuelles relatives à l'attribution des soldes par la CDS. La responsabilité du règlement des différends susceptibles de découler de telles attributions incombe uniquement à l'adhérent à un service de liaison et à son agent payeur désigné, et n'a aucune incidence sur leurs obligations de paiement respectives envers la CDS conformément à la présente Règle 10.8.

10.8.5 Paiement acceptable pour un service de liaison

En ce qui concerne le processus de paiement des services de liaison, tous les paiements à la CDS d'un adhérent à un service de liaison et tous les paiements de la CDS à l'adhérent à un service de liaison sont effectués au moyen d'un paiement acceptable pour un service de liaison. Si un agent payeur désigné effectue ou reçoit un paiement au nom d'un adhérent à un service de liaison, les références de la présente Règle 10.8.5 à un « adhérent à un service de liaison » doivent être

interprétées comme des références à l'agent payeur désigné nommé par l'adhérent à un service de liaison. Les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur peuvent comprendre des exigences particulières supplémentaires relativement aux paiements acceptables pour un service de liaison qui ne sont pas incompatibles avec la Règle 10.8.

On entend par « **paiement acceptable pour un service de liaison** » effectué au profit de la CDS, relativement à un service de liaison :

- (a) un message de paiement payable à la CDS reçu au moyen de Fedwire par l'institution financière désignée par la CDS à titre de banquier pour ce service de liaison et crédité au compte bancaire de la CDS;
- (b) dans le cas d'un paiement d'un adhérent à un service de liaison qui est l'institution financière désignée par la CDS à titre de banquier pour ce service de liaison, un crédit porté au compte bancaire de la CDS auprès de cet adhérent à un service de liaison;
- (c) une transaction entraînant un crédit immédiat, final et irrévocable au compte de la CDS auprès d'une institution financière désignée par la CDS à titre de banquier.

On entend par « **paiement acceptable pour un service de liaison** » effectué au profit d'un adhérent à un service de liaison, relativement à un service de liaison :

- (a) un message de paiement payable à l'adhérent à un service de liaison reçu au moyen de Fedwire par l'adhérent à un service de liaison ou par l'institution financière désignée par l'adhérent à un service de liaison à titre de banquier;
- (b) dans le cas d'un adhérent à un service de liaison qui est l'institution financière désignée par la CDS à titre de banquier pour ce service de liaison, une instruction de débit au compte bancaire de la CDS auprès de cet adhérent à un service de liaison;
- (c) dans le cas d'un adhérent qui est le client d'une institution financière désignée par la CDS à titre de banquier, une instruction de débit au compte de la CDS aux fins de crédit audit adhérent.

Le banquier de la CDS pour un service de liaison doit être une institution financière approuvée par le conseil d'administration. En cas de non-disponibilité de Fedwire, le paiement doit être effectué de la façon que la CDS indique aux adhérents aux services de liaison.

Le conseil d'administration peut autoriser des exceptions aux exigences de paiement décrites à la Règle 10.8.

10.9 SUSPENSION D'UN ADHÉRENT AUX SERVICES TRANSFRONTALIERS

10.9.1 Application

La Règle 10.9 décrit ce qui suit :

- (a) les conséquences d'une suspension lorsque l'adhérent est un adhérent aux services transfrontaliers;
- (b) les obligations des autres membres envers la CDS en cas de suspension d'un adhérent aux services transfrontaliers.

La Règle 9 énonce les motifs de suspension d'un adhérent à tout service et les conséquences d'une telle suspension. Les mesures décrites à la présente Règle 10.9 sont prises en sus de celles décrites à la Règle 9 et de façon concomitante avec ces dernières.

10.9.2 Adhérents défaillants et obligés d'un service de liaison

Un adhérent à un service de liaison qui ne s'acquitte pas de ses obligations envers la CDS, telles qu'elles sont décrites à la Règle 10.6.6, est un adhérent à un service de liaison défaillant ou un adhérent à un service de liaison défaillant subséquent. On entend par « obligé d'un service de liaison » un membre d'un groupe de crédit du fonds de service de liaison qui paye à la CDS sa quote-part de l'obligation d'un adhérent à un service de liaison défaillant et de chacun des adhérents au service de liaison défaillants subséquents. On entend par « autre membre » un adhérent à un service de liaison, autre que l'adhérent à un service de liaison défaillant, qui est membre du groupe de crédit du fonds de service de liaison duquel est également membre l'adhérent à un service de liaison défaillant.

10.9.3 Exécution du processus de paiement à un service de liaison

Dès qu'un adhérent à un service de liaison est suspendu, la CDS prend les mesures qui s'imposent pour s'assurer que le processus de paiement des services de liaison soit exécuté pour ce jour, notamment :

- (a) exiger le paiement des autres membres du groupe de crédit du fonds de service de liaison dont l'adhérent à un service de liaison défaillant est membre;
- (b) prendre les dispositions pour le versement de tout acompte à la CDS, ce qui comprend s'assurer de tels acomptes et mettre en gage les contributions à tout fonds de service de liaison de l'adhérent au service de liaison défaillant (et, au besoin, les contributions à un fonds de service de liaison des autres membres de chaque groupe de crédit du fonds de service de liaison dont fait partie l'adhérent au service de liaison défaillant) et de toute garantie particulière relative aux services transfrontaliers de l'adhérent au service de liaison défaillant;

La CDS calcule, dès que possible après l'occurrence de la suspension, le total des obligations dues par l'adhérent au service de liaison suspendu à la CDS découlant de chaque service de liaison.

10.9.4 Paiement par les autres membres

La CDS suspendra un adhérent à un service de liaison défaillant avant d'exiger un paiement, conformément à la présente Règle 10, au titre de la garantie consentie par les autres membres. Un autre membre doit payer le montant exigé par la CDS, de la façon suivante :

- (a) sans délai, dès que la CDS en fait la demande;
- (b) en affectant tout solde de fonds créditeur figurant à son compte de fonds libellé en dollars américains ou en effectuant un paiement acceptable libellé en dollars américains.

La CDS peut, à sa discrétion, prendre les mesures nécessaires pour que les montants dus par un adhérent à un service de liaison défaillant soient payés immédiatement et exiger le paiement des autres membres à une date ultérieure.

Lors du paiement des obligations d'un adhérent à un service de liaison défaillant à la CDS par un obligé du service de liaison, l'obligé du service de liaison est, de ce fait, subrogé dans les droits de la CDS contre l'adhérent à un service de liaison défaillant jusqu'à concurrence de ce paiement.

10.9.5 Réalisation de la garantie

La CDS peut, sans préavis à l'adhérent à un service de liaison défaillant et sans délai, saisir et aliéner, réaliser, céder, transférer, mettre en gage ou grever d'une quelconque autre façon la garantie particulière relative aux services transfrontaliers ou les contributions à un fonds de service de liaison de l'adhérent à un service de liaison défaillant, soit de manière absolue, soit à titre de sûreté, selon les modalités qu'elle juge les meilleures. La CDS peut alors réaliser une telle garantie à son entière discrétion au prix et selon les modalités et les moyens qu'elle juge au mieux des intérêts de la CDS et des adhérents (y compris par vente privée ou par vente sur le marché ouvert).

Chaque adhérent reconnaît que la CDS doit disposer de liquidités immédiates afin d'exécuter le processus de paiement des services de liaison et d'effectuer les paiements dus à la DTC et à la NSCC. Par conséquent, la valeur réalisée relativement à la garantie d'un adhérent à un service de liaison défaillant peut être inférieure à la valeur qui aurait pu être obtenue par d'autres moyens de réalisation ou en retardant cette réalisation, et chaque adhérent accepte de ne pas présenter de réclamation pour dommages ou pertes de valeur pouvant résulter de la méthode ou du moment choisi pour la disposition de sa garantie.

10.9.6 Attribution du produit de la réalisation

La CDS attribue le produit net de la réalisation des biens suivants de la façon indiquée pour chacun de ceux-ci :

- (a) les contributions aux fonds de service de liaison d'un adhérent à un service de liaison défaillant (et, au besoin, les contributions aux fonds de service de liaison des autres membres) sont attribuées au paiement de sommes que l'adhérent à un service de liaison défaillant doit en raison de son utilisation du service de liaison pour lequel le fonds de service de liaison a été constitué;
- (b) la garantie particulière relative aux services transfrontaliers de l'adhérent à un service de liaison défaillant et tout excédent du produit de la réalisation de ses contributions au fonds de service de liaison sont attribués au paiement de toute somme due par l'adhérent à un service de liaison défaillant relativement à tout service de liaison.

Tout solde excédentaire au terme de l'attribution est affecté par la CDS conformément à ses droits comme énoncés à la Règle 9.4.2.

Un adhérent à un service de liaison suspendu dédommage la CDS et les autres membres quant aux frais et débours raisonnables engagés par chacun d'eux pour la réalisation de sa garantie. Dans la Règle 10, les mentions du produit net de la réalisation désignent le produit de la réalisation après déduction de tels frais et débours.

10.9.7 Reconstitution des fonds

Après la suspension d'un membre d'un groupe de crédit du fonds de service de liaison, il n'est pas permis à un autre membre d'adhérer au service de liaison pour lequel le groupe de crédit du fonds de service de liaison a été constitué jusqu'à ce que les conditions suivantes soient remplies :

- (a) l'autre membre a comblé tout manque relatif à sa propre contribution à un fonds de service de liaison;
- (b) la CDS détermine, à son entière discrétion, que le total des contributions au fonds de service de liaison est suffisant.

Le droit d'un obligé d'un service de liaison d'utiliser une fonctionnalité du système n'est pas restreint immédiatement lorsqu'un autre membre du groupe de crédit du fonds de service de liaison est

suspendu, mais seulement si les conditions décrites aux alinéas (a) ou (b) ci-dessus ne sont pas remplies avant le début du traitement du jour ouvrable suivant.

10.9.8 Exonération réciproque

Chaque adhérent, y compris l'adhérent à un service de liaison défaillant et les obligés du service de liaison, libère et exonère la CDS et chaque autre adhérent de toute responsabilité ou réclamation découlant de l'exercice des pouvoirs accordés en vertu de la Règle 10.9, y compris le transfert, la détention et la réalisation de la contribution à un fonds de service de liaison et de la garantie particulière relative aux services transfrontaliers de l'adhérent, à l'exception des responsabilités ou des réclamations découlant d'une négligence grave ou d'une omission volontaire.

10.10 ADHÉRENTS AU SERVICE ACT

10.10.1 Adhérent aux services transfrontaliers à mandat restreint

Un adhérent au service ACT est un adhérent aux services transfrontaliers à mandat restreint et ses activités se limitent à ce qui est énoncé ci-après. Il est entendu qu'un adhérent à part entière qui utilise le service ACT n'est pas un adhérent au service ACT.

(i) Service ACT

Un adhérent au service ACT peut utiliser le service ACT conformément à la Règle 10.1.7.

(ii) Comptes du SLNY

La CDS permet à un adhérent au service ACT d'utiliser un ou plusieurs comptes du SLNY, et ce, aux seules fins de l'enregistrement, de la confirmation et du rapprochement des transactions au SLNY dudit adhérent au service ACT. Avant la date de règlement, la totalité des transactions au SLNY dudit adhérent au service ACT est virée au compte du SLNY de son courtier compensateur désigné et est traitée et réglée au moyen de ce compte. Aucune transaction n'est réglée au moyen du compte du SLNY d'un adhérent au service ACT, aucune valeur n'est détenue ou livrée au compte du SLNY d'un adhérent au service ACT et aucun paiement n'est effectué au compte du SLNY d'un adhérent au service ACT ou à partir de celui-ci.

Les comptes du SLNY d'un adhérent au service ACT sont assujettis à l'ensemble des dispositions de la Règle 10.3, telle qu'elle est modifiée par la Règle 10.10.

10.10.2 Admissibilité

Toute personne qui est une institution financière réglementée, une institution étrangère, un organisme public étranger, un agent des transferts adhérent ou un adhérent au service NELTC est admissible à l'adhésion au service ACT. À la demande de la CDS, un adhérent au service ACT doit démontrer, à la satisfaction de la CDS, qu'il répond aux conditions et aux critères énoncés à la Règle 2.2 applicables à la catégorie à laquelle il appartient.

Dans le cadre de son utilisation des services transfrontaliers, un adhérent au service ACT est assujetti à l'ensemble des dispositions de la Règle 10, telle qu'elle est modifiée par la Règle 10.10.

10.10.3 Courtier compensateur désigné

(i) Nomination et annulation de nomination

Un adhérent au service ACT ne peut utiliser le service ACT aux fins de l'enregistrement ou de la confirmation de transactions, sauf s'il a désigné un courtier compensateur pour régler de telles opérations par l'intermédiaire de la NSCC. Un courtier compensateur désigné est un adhérent aux services transfrontaliers qui utilise le Service de liaison avec New York.

Un adhérent au service ACT nomme un courtier compensateur désigné en informant la CDS de la nomination proposée. La nomination d'un courtier compensateur désigné n'entre pas en vigueur à moins que celui-ci n'informe la CDS qu'il accepte une telle nomination. Un adhérent au service ACT annule la nomination d'un courtier compensateur désigné en informant la CDS de l'annulation de la nomination et de l'identité du courtier compensateur désigné proposé comme remplaçant. Un courtier compensateur désigné cesse d'agir à ce titre pour le compte d'un adhérent au service ACT en informant la CDS de l'annulation proposée de la nomination. La CDS informe l'adhérent au service ACT et le courtier compensateur désigné qui sera nommé ou dont la nomination sera annulée de la nomination proposée ou de l'annulation proposée de la nomination.

La nomination d'un courtier compensateur désigné entre en vigueur au début du jour ouvrable suivant l'acceptation de la nomination par le courtier compensateur désigné. L'annulation de la nomination d'un courtier compensateur désigné entre en vigueur au début du jour ouvrable suivant le jour au cours duquel l'adhérent au service ACT ou le courtier compensateur désigné informe la CDS de ladite annulation.

(ii) Règlement d'opérations

Le courtier compensateur désigné d'un adhérent au service ACT est responsable du règlement de la totalité des opérations exécutées par ledit adhérent au service ACT et enregistrées à son compte du SLNY pendant toute la durée de sa nomination, y compris la totalité des opérations exécutées qui ne sont pas encore réglées au moment de l'entrée en vigueur de l'annulation de sa nomination.

Règle 11. AGENTS DES TRANSFERTS ADHÉRENTS

11.1 DÉFINITIONS

Aux fins de la présente Règle 11, sauf indication contraire :

« **certificat de valeur** » désigne un titre sous forme définitive émis par l'émetteur et attestant l'existence d'une valeur (*Security Certificate*);

« **déclaration de propriété** » désigne un effet non négociable attestant l'existence d'une valeur et reconnaissant le droit du détenteur inscrit d'exiger un certificat de valeur (*Ownership Statement*);

« **dépôt** » désigne toute entrée à un registre de l'agent des transferts adhérent agissant à titre d'agent des transferts de l'émetteur dans le but d'enregistrer le transfert d'une valeur au nom de la CDS; « **déposée** », faisant référence à une valeur, désigne une valeur qui a été ainsi transférée et « **adhérent déposant** » désigne l'adhérent qui fait la demande d'un tel transfert (*Deposit*);

« **inventaire des titres à certificat différé** » ou « **ITCD** » désigne la quantité d'une valeur admissible inscrite au nom de la CDS dans les registres tenus à cette fin pour le compte de l'émetteur et pour laquelle l'émission du certificat de valeur ou de la déclaration de propriété définitifs attestant la quantité a été reportée au terme d'une entente entre la CDS et l'agent des transferts pour cette valeur (*Deferred Certificated Inventory* ou *DCI*);

« **inventaire des titres sans certificat** » ou « **ITSC** » désigne la quantité d'une valeur admissible qui existe sous forme de valeur scripturale et qui est consignée comme inscrite au nom de la CDS aux registres tenus à cette fin pour le compte de l'émetteur (*Non-Certificated Inventory*) ou (*NCI*);

« **jour ouvrable de l'agent des transferts adhérent** » désigne un jour où des entrées relatives à une valeur admissible sont inscrites dans un registre tenu par l'agent des transferts adhérent agissant à titre d'agent des transferts de l'émetteur (*TA Participant Operating Day*);

« **nom de la CDS** » désigne l'inscription au nom de la CDS ou d'un propriétaire pour compte (*CDS Name*);

« **rapport relatif aux détenteurs inscrits** » désigne le rapport que la CDS remet à un agent des transferts adhérent auquel est indiquée la quantité de chaque valeur inscrite aux grands livres du CDSX comme étant détenue pour chaque adhérent à la clôture d'un jour ouvrable (*Holder's of Record Report*);

« **rapport relatif aux soldes de clôture** » désigne le rapport que l'agent des transferts adhérent remet à la CDS auquel est indiquée la quantité de chaque valeur admissible inscrite au nom de la CDS à la clôture de chaque jour ouvrable de l'agent des transferts adhérent et qui figure dans les dossiers tenus par l'agent des transferts adhérent agissant à titre d'agent des transferts de l'émetteur (*Closing Balance Report*);

« **redressement** » désigne toute opération autre qu'un dépôt ou un retrait qui modifie la quantité d'une valeur détenue par la CDS conformément aux Procédés et méthodes (*Adjustment*);

« **retrait** » désigne l'entrée dans un registre des valeurs tenu par un agent des transferts adhérent agissant à titre d'agent des transferts de l'émetteur dans le but de consigner le transfert d'une valeur inscrite au nom de la CDS à un tiers détenteur de la valeur; « **retirée** », faisant référence à une valeur, désigne une valeur qui a été transférée; et « **adhérent retirant** » désigne l'adhérent faisant la demande d'un tel transfert (*Withdrawal*);

« **valeur inscrite en compte seulement** » ou « **VICS** » désigne la quantité d'une valeur admissible pour laquelle un certificat ou plus ou une déclaration inscrits au nom de la CDS et attestant l'ensemble de la quantité ont été émis sous une forme non négociable. L'admissibilité aux services afférents aux valeurs inscrites en compte seulement à la CDS est conditionnelle à ce que la totalité

de chaque émission donnée de valeurs admissibles d'un émetteur déposée à la CDS soit inscrite au nom de la CDS (*Book-Entry-Only Security*) (*BEO*);

« **valeur scripturale** » désigne une valeur, dont l'existence peut être attestée par une déclaration de propriété, mais qui n'est pas attestée par un certificat de valeur et dont l'émission et le transfert sont inscrits dans des registres tenus à cette fin par l'émetteur ou en son nom (*Uncertificated Security*).

11.2 RELATION ENTRE LA CDS ET L'AGENT DES TRANSFERTS ADHÉRENT

11.2.1 Aperçu

Le service de dépôt est un service établi par la CDS par lequel celle-ci détient des valeurs au nom d'adhérents et tient des registres comptables auxquels sont inscrites ces valeurs. La CDS et un agent des transferts adhérent collaborent de la façon indiquée dans la présente Règle 11 à la gestion du dépôt et du retrait de valeurs admissibles auprès du service de dépôt de la CDS.

Un agent des transferts adhérent n'a aucun pouvoir discrétionnaire en ce qui concerne l'inscription, la détention ou le transfert de valeurs déposées au service de dépôt et n'agit que conformément aux instructions que lui donne la CDS.

11.2.2 Application de la Règle

La Règle 11.2 régit la relation entre la CDS et l'agent des transferts adhérent. Les responsabilités et les obligations d'un agent des transferts adhérent découlant de son adhésion à ce titre subsistent à la suspension, à la résiliation de l'adhésion ou au retrait de l'adhérent à ce titre.

11.2.3 Admissibilité à l'adhésion

Toute personne peut adhérer au CDSX à titre d'agent des transferts adhérent si elle est nommée à titre d'agent des transferts pour un nombre suffisant de valeurs admissibles. Un émetteur d'une valeur admissible n'ayant pas nommé d'agent des transferts pour une telle valeur est admissible à l'adhésion à titre d'agent des transferts adhérent pour une telle valeur; toute mention d'un agent des transferts adhérent agissant à titre de mandataire d'un émetteur faite dans la présente Règle 11 comprend un émetteur qui est un agent des transferts adhérent agissant pour son propre compte. Malgré ce qui précède, un adhérent à part entière ne peut agir à titre d'agent des transferts adhérent, et ce, même s'il est l'émetteur de valeurs admissibles ou l'agent des transferts d'un tel émetteur.

11.2.4 Conditions d'adhésion

À la demande de la CDS, un agent des transferts adhérent doit démontrer, à la satisfaction de la CDS, qu'il remplit toutes les conditions suivantes :

- (a) il dispose de suffisamment de personnel compétent, de locaux, de dispositifs de communication, de procédures et de dispositifs de sécurité, de matériel de traitement des données, de livres, de registres et de procédés et méthodes afin de lui permettre de respecter en temps opportun et avec exactitude les engagements pris auprès de la CDS et de tout autre adhérent tout en respectant les contraintes d'exploitation de ceux-ci;
- (b) il respecte les normes établies par la CDS de temps à autre, et prend toutes les précautions raisonnables (qui ne doivent pas être moindres que les précautions prises à l'égard de ses propres procédures de sécurité) pour assurer la protection de l'accès au réseau qui lui est accordé et des mécanismes d'authentification et exige que des précautions similaires

soient prises par les tiers qui agissent en son nom pour fournir l'accès au réseau ou pour utiliser les mécanismes d'authentification attribués par l'agent des transferts adhérent;

- (c) il maintient des précautions de sécurité adéquates, avec le même niveau de précaution qu'à l'égard de ses propres procédures de sécurité similaires, en ce qui concerne ses fondés de pouvoir, particuliers autorisés, gestionnaires des utilisateurs et utilisateurs, ce qui comprend notamment un contrôle adéquat des pièces d'identité et des mécanismes d'authentification;
- (d) le matériel informatique et les logiciels qu'il utilise pour le traitement des données relatives aux services ainsi que pour l'échange de données avec la CDS et les autres adhérents sont conformes aux normes prescrites par la CDS de temps à autre et il a par ailleurs mis en place des procédés et méthodes et des techniques appropriés pour garantir une conformité continue aux normes établies par la CDS de temps à autre;
- (e) il satisfait aux autres normes que le conseil d'administration peut établir de temps à autre à l'intention des agents des transferts adhérents.

La CDS donne avis aux agents des transferts adhérents des normes établies aux termes du paragraphe (e) ci-dessus et de toute modification apportée à celles-ci et leur accorde un délai raisonnable afin qu'ils puissent s'y conformer.

11.2.5 Rôle et fonction de l'agent des transferts adhérent

Un agent des transferts adhérent :

- (a) confirme ou refuse le dépôt ou le retrait de valeurs admissibles, effectue un rapprochement entre les données du registre de l'émetteur et celles des registres de la CDS et fournit un rapport relatif aux soldes de clôture à la CDS à l'égard de toutes les valeurs admissibles dont il est l'agent des transferts;
- (b) peut agir à titre d'agent dépositaire (y compris à titre d'agent dépositaire au CDSX) ou de responsable du traitement des droits et privilèges, mais il n'est pas tenu d'assumer le rôle d'agent dépositaire au CDSX ou de responsable du traitement des droits et privilèges pour une valeur donnée au seul motif qu'il est le mandataire de l'initiateur ou de l'émetteur à l'égard de cette valeur;
- (c) n'est pas autorisé à effectuer de règlements (y compris un transfert ou une mise en gage de valeurs) ni à détenir des valeurs portées au crédit de son grand livre, sauf s'il agit à titre d'agent dépositaire au CDSX ou de responsable du traitement des droits et privilèges ou s'il y est autrement autorisé du fait qu'il est classé dans une autre catégorie d'adhérent à mandat restreint;
- (d) n'est pas autorisé à établir de marges de crédit en faveur d'autres adhérents;
- (e) n'est pas autorisé à utiliser des marges de crédit établies par un prêteur;
- (f) n'est pas autorisé à utiliser la fonction de RNC;
- (g) n'est pas autorisé à agir à titre de responsable de l'activation d'ISIN ou de responsable de la validation de valeurs pour une valeur;
- (h) n'est pas autorisé à agir à titre de gardien;
- (i) n'est pas membre d'un groupe de crédit ou d'un groupe de débit.

11.2.6 Déclaration d'un agent des transferts adhérent

Chaque agent des transferts adhérent :

- (a) déclare et garantit à la CDS et aux autres adhérents que les actes qu'il accomplit à l'égard d'une valeur admissible aux termes de la présente Règle 11 relèvent de ses fonctions et du mandat qu'il a reçu de l'émetteur de la valeur admissible;
- (b) assume, à titre de débiteur principal, la totalité de ses obligations, conformément à la présente Règle 11, y compris celles découlant des déclarations qu'il a faites ou des garanties qu'il a données, qu'il agisse en son propre nom ou au nom d'un émetteur.

La déclaration et garantie susmentionnée consentie par chaque agent des transferts adhérent et sa prise en charge des obligations prévues par la présente Règle 11 ne limitent en rien la responsabilité qui pourrait incomber à l'émetteur d'une valeur admissible ou à l'agent des transferts adhérent agissant à titre d'agent des transferts de l'émetteur selon les principes généraux de droit ou les lois et règlements applicables.

Un agent des transferts adhérent n'est pas tenu d'honorer une obligation envers la CDS si le fait de l'honorer contrevient à une ordonnance d'un tribunal ou d'un organisme de réglementation compétent à l'égard de l'agent des transferts adhérent.

11.2.7 Signification de documents judiciaires

La signification de documents dans le cadre d'une procédure judiciaire intentée devant un tribunal est régie par les dispositions des lois ou des règlements applicables. Les avis suivants sont considérés comme des avis décrits à la Règle 1.5 et doivent être remis conformément à ce qui suit :

- (a) l'avis de vérification, conformément à la Règle 11.4.10;
- (b) l'avis de redressement de la position de la CDS, conformément à la Règle 11.4.12.

11.3 OPÉRATIONS

11.3.1 Valeurs admissibles

Conformément à la Règle 1.10.2, le conseil d'administration établit, de temps à autre, les catégories de valeurs pouvant être admises au service de dépôt et les catégories de valeurs qui peuvent faire l'objet de transactions traitées par des services ou des fonctions donnés. Les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur décrivent les types de valeurs admissibles au service de dépôt. Les valeurs pour lesquelles l'adhérent est l'agent des transferts de l'émetteur n'y sont pas toutes admissibles.

11.3.2 Traitement TRAX

- (i) Responsabilité de l'agent des transferts adhérent

L'agent des transferts adhérent ayant recours à TRAX est responsable de ce qui suit :

- (a) l'exactitude et l'exhaustivité de l'information transmise au moyen de TRAX;
- (b) l'exécution de ses obligations aux termes d'une demande TRAX;

- (c) le règlement de tout différend découlant de son utilisation de TRAX, y compris l'exécution ou l'inexécution d'obligations aux termes d'une demande TRAX acceptée et des conséquences d'une telle exécution ou inexécution.

(ii) Responsabilité de la CDS

La CDS n'est pas responsable de ce qui suit :

- (a) l'information transmise au moyen de TRAX;
- (b) le caractère exécutoire de toute demande TRAX;
- (c) l'exécution ou l'inexécution par un adhérent ou un agent des transferts adhérent de toute demande TRAX acceptée.

11.4 DÉPÔT ET RETRAIT

11.4.1 Inscription au nom de la CDS

Les valeurs déposées auprès du service de dépôt sont inscrites au nom de la CDS et non au nom d'un agent des transferts adhérent. Toute référence, dans les Règles, à des valeurs inscrites au nom de la CDS renvoie aux valeurs inscrites dans les registres tenus par l'agent des transferts adhérent, au nom de la CDS ou de son propriétaire pour compte. Une valeur peut être inscrite au nom de la CDS ou au nom d'un ou de plusieurs propriétaires pour compte, ou au nom des deux. Un agent des transferts adhérent peut traiter la CDS et chaque propriétaire pour compte comme un détenteur inscrit distinct. Les instructions de dépôt ou de retrait doivent mentionner le propriétaire pour compte au nom duquel les valeurs doivent être inscrites ou ont été inscrites. L'identité des propriétaires pour compte doit être établie et indiquée dans les Procédés et méthodes.

Aucune relation mandant-mandataire ou metteur sous garde-gardien n'existe entre la CDS et l'agent des transferts adhérent en ce qui concerne les valeurs inscrites au nom de la CDS et attestées ou non par un certificat ou un autre acte.

11.4.2 Fonctionnalité de dépôt et de retrait

La CDS met à la disposition de l'agent des transferts adhérent la fonctionnalité de confirmation de dépôt et de retrait pour chaque valeur admissible à l'égard de laquelle il agit à titre d'agent des transferts adhérent. En ce qui concerne les valeurs que la CDS détient pour le compte de ses adhérents, la CDS fournit les dispositifs et les procédures selon lesquels les adhérents effectuent des dépôts et des retraits. Un adhérent doit fournir des renseignements suffisamment détaillés pour permettre à l'agent des transferts adhérent de faire ce qui suit :

- (a) identifier le détenteur inscrit et le certificat de valeur faisant l'objet du dépôt, et consigner le tout dans ses registres des valeurs émises pour un émetteur donné;
- (b) valider les déclarations de propriété déposées dans ses registres de valeurs émises pour un émetteur donné, sans qu'il soit nécessaire pour l'adhérent déposant ou la CDS de livrer la déclaration de propriété déposée;
- (c) émettre des certificats de valeurs ou des déclarations de propriété, sans qu'il soit nécessaire pour l'adhérent effectuant un retrait ou la CDS de livrer d'effets matériels ou de transmettre d'instructions de retrait.

11.4.3 Dépôt de valeurs

L'agent des transferts adhérent doit envoyer une confirmation à la CDS lorsqu'un dépôt est effectué et l'informer lorsqu'un dépôt est refusé. Lorsque un agent des transferts adhérent confirme un dépôt, la CDS porte les valeurs déposées au crédit du compte de valeurs de l'adhérent effectuant le dépôt. Indépendamment de l'identité de la personne livrant une valeur à l'agent des transferts adhérent aux fins de dépôt, une telle personne est réputée agir au nom de la CDS dans le cadre de la présentation de la valeur aux fins d'inscription de son transfert au nom de la CDS.

Un agent des transferts adhérent peut avoir recours à TRAX pour envoyer des demandes de transfert de valeurs à un adhérent. Lorsque l'adhérent accepte la demande de transfert, une demande de dépôt en suspens est créée automatiquement au CDSX. Le dépôt en suspens peut être confirmé par l'agent des transferts. Lorsque l'agent des transferts confirme le dépôt, la CDS porte les valeurs au crédit du compte de valeurs de l'adhérent.

La prestation de la CDS en contrepartie du dépôt des valeurs par l'adhérent consiste à créditer le compte de valeurs de ce dernier et à permettre que les valeurs déposées soient détenues au service de dépôt et puissent faire l'objet de transactions. Par conséquent, toutes les valeurs déposées au service de dépôt à quelque moment que ce soit sont acquises par la CDS à titre d'acquéreur de bonne foi.

11.4.4 Confirmation par l'agent des transferts adhérent

La confirmation à la CDS, par un agent des transferts adhérent, d'une demande de dépôt produit les mêmes effets qu'une livraison à la CDS, par cet agent des transferts adhérent, d'un certificat ou d'une déclaration en forme définitive inscrits au nom de la CDS attestant la quantité de valeurs déposées, indépendamment du fait qu'aucun certificat de valeur ou qu'aucune déclaration de propriété n'a été émis à l'égard de ce dépôt et du fait que les valeurs déposées sont attestées au moyen d'une inscription ITSC ou ITCD, ou par une autre forme de valeur scripturale.

11.4.5 Déclaration et garantie de l'agent des transferts adhérent

En confirmant le dépôt d'une valeur, l'agent des transferts adhérent déclare et garantit, à la CDS et aux autres adhérents, ce qui suit :

- (a) la valeur est dûment autorisée et émise par l'émetteur;
- (b) le registre de l'émetteur se rapportant à cette émission de valeurs comporte l'inscription selon laquelle la CDS ou le propriétaire pour compte est le détenteur inscrit de la quantité totale de valeurs déposées;
- (c) chaque certificat ou autre titre (le cas échéant) attestant cette valeur a été dûment émis, signé et livré par l'émetteur;
- (d) chaque certificat ou autre titre (le cas échéant) attestant cette valeur est authentique et en bonne et due forme.

11.4.6 Garantie de la CDS

La Règle 6.2.7 énonce la garantie, à l'égard d'une valeur, accordée en faveur de la CDS et de l'agent des transferts (y compris un agent des transferts adhérent) ou du responsable de la validation de valeurs pour cette valeur, consentie par un adhérent déposant cette valeur. Sur la foi de cette garantie consentie par l'adhérent déposant en ce qui concerne la valeur à l'égard de laquelle l'agent des transferts adhérent tient le registre, la CDS garantit à ce dernier la signature

du détenteur inscrit et de tout endosseur du certificat de valeur attestant les valeurs devant être déposées. En accordant une telle garantie, la CDS garantit qu'au moment de la signature :

- (a) la signature était authentique;
- (b) le signataire était autorisé à endosser;
- (c) le signataire avait la capacité juridique de signer.

La CDS ne garantit toutefois pas autrement la légitimité du transfert en question. Lorsque la valeur déposée n'est pas attestée par un certificat de valeur, mais qu'elle est plutôt une valeur scripturale, toute référence à un « **signataire** » doit s'entendre d'un détenteur inscrit et toute référence à une « **signature** » doit s'entendre des instructions données par le détenteur inscrit sur la foi de laquelle l'adhérent déposant ou la CDS donne la consigne de déposer la valeur.

11.4.7 Retrait de valeurs

Indépendamment de l'identité de l'adhérent qui demande le retrait d'une valeur, cette personne est réputée agir pour le compte de la CDS lorsqu'elle présente les valeurs aux fins d'inscription du transfert de manière à ce qu'elles ne soient plus immatriculées au nom de la CDS. De telles instructions de retrait constituent la remise par la CDS (et son propriétaire pour compte, le cas échéant) d'une cession valide de valeurs au destinataire du transfert identifié dans les instructions ainsi qu'un endossement par la CDS et ses propriétaires pour compte de tout certificat ou de toute déclaration attestant les valeurs devant faire l'objet du retrait. En transmettant de telles instructions de retrait, la CDS cède irrévocablement et transfère au destinataire du transfert la quantité de valeurs précisée, et l'agent des transferts adhérent a le droit de se fonder sur les instructions données par la CDS l'autorisant valablement à transférer les valeurs. La remise, par la CDS à un agent des transferts adhérent, d'une demande de retrait d'une valeur attestée par une inscription ITCD ou ITSC ou par une autre forme d'inscription de valeur scripturale produit les mêmes effets que la remise d'un certificat ou d'une déclaration dûment endossé attestant la quantité de la valeur devant être retirée et devant être transférée par la CDS ou par son propriétaire pour compte, et constitue livraison par la CDS d'une cession valable des valeurs au destinataire du transfert identifié dans les instructions.

L'agent des transferts adhérent doit confirmer à la CDS à quel moment le retrait a été effectué. La CDS débite alors les valeurs ayant fait l'objet d'un retrait du compte de l'adhérent effectuant le retrait. L'agent des transferts adhérent doit :

- (a) soit livrer un certificat de valeur attestant les valeurs ayant fait l'objet d'un retrait, inscrites conformément aux instructions de retrait;
- (b) soit, en ce qui concerne des valeurs consignées dans un système d'inscription directe décrit à la Règle 6.3.3, fournir une confirmation de l'inscription des valeurs ayant fait l'objet d'un retrait en conformité avec ces instructions.

Aucune disposition de la présente Règle 11 n'exige de la CDS ou d'un agent des transferts adhérent de livrer une valeur en contravention à une restriction imposée par une condition ou un attribut de la valeur, ou de toute opposition, exécution, bref, saisie ou action semblable ou de toute décision ou ordonnance d'un organisme gouvernemental ou réglementaire, d'un tribunal, ou d'un responsable de ceux-ci, ayant compétence à l'égard de la CDS, l'agent des transferts adhérent ou les valeurs, et qui touche manifestement ces valeurs.

11.4.8 Rapport de soldes de clôture

À la fin d'un jour ouvrable d'un agent des transferts adhérent, l'agent des transferts adhérent envoie à la CDS le rapport des soldes de clôture de chaque valeur admissible à l'égard de laquelle il agit à titre d'agent des transferts, et ce, dans un format permettant à la CDS d'effectuer un rapprochement entre ses dossiers et le registre de l'émetteur portant sur les valeurs admissibles déclarées dans le rapport relatif aux soldes de clôture. Si une valeur inscrite au nom de la CDS est inscrite au nom de plus d'un propriétaire pour compte ou au nom de la CDS et au nom d'un propriétaire pour compte ou plus, l'agent des transferts adhérent peut fournir un rapport des soldes de clôture distinct pour chaque inscription et n'a pas l'obligation de consolider toutes ces valeurs inscrites au nom de la CDS en une seule position.

L'envoi à la CDS, par un agent des transferts adhérent, d'un rapport relatif aux soldes de clôture constitue la confirmation que la CDS (directement ou par l'intermédiaire de son propriétaire pour compte) est le détenteur inscrit de la quantité de valeurs qui y est indiquée et produit les mêmes effets que la remise à la CDS, par l'agent des transferts adhérent, d'un certificat ou d'une déclaration inscrits au nom de la CDS attestant la quantité des valeurs détenues par celle-ci, indépendamment du fait qu'aucun certificat de valeur ou qu'aucune déclaration de propriété n'a été émis à l'égard de cette position et indépendamment du fait que les valeurs sont attestées par une inscription ITCD ou ITSC ou par une autre forme de valeur scripturale.

11.4.9 Rapport relatif aux détenteurs inscrits

À la fin d'un jour ouvrable, la CDS fournit à l'agent des transferts adhérent un rapport relatif aux détenteurs inscrits à l'égard de chaque valeur admissible pour laquelle il agit à titre d'agent des transferts, dans le format précisé dans les Procédés et méthodes de l'agent des transferts adhérent. Si demande lui en est faite, la CDS aidera l'agent des transferts adhérent à effectuer le rapprochement des renseignements. Si une valeur inscrite au nom de la CDS est inscrite au nom de plusieurs propriétaires pour compte ou au nom de la CDS et d'un propriétaire pour compte ou plus, le rapport relatif aux détenteurs inscrits indiquera que la quantité totale de valeurs est au nom de la CDS et forme un ensemble fongible. L'agent des transferts adhérent convient de ce que l'information contenue dans le rapport relatif aux détenteurs inscrits :

- (a) ne doit être divulguée à personne d'autre que l'émetteur de ces valeurs;
- (b) ne doit être utilisée par l'agent des transferts adhérent que conformément à la législation et à la réglementation applicables en ce qui concerne tout effort pour influencer le vote des détenteurs de valeurs de cet émetteur, toute offre d'acquisition des valeurs de cet émetteur ou tout autre question ayant trait aux valeurs ou aux affaires de cet émetteur.

11.4.10 Vérification et rapprochement des données

Moyennant un préavis raisonnable et à la demande de la CDS, un agent des transferts adhérent fournit à la CDS un relevé signé par un employé ou un membre de la direction dûment autorisé indiquant la quantité ou la valeur nominale de chaque valeur dont l'existence est attestée par une inscription au nom de la CDS et de tout certificat ou autre effet qu'il détient au nom de la CDS à une date donnée. Le relevé doit être produit dans un format permettant à la CDS d'effectuer un rapprochement entre les données déclarées et ses propres données.

Un agent des transferts adhérent doit fournir à la CDS les données dans le format et aux dates demandés par la CDS lui permettant d'effectuer un rapprochement entre les données du registre de l'émetteur portant sur les valeurs admissibles et celles des registres de la CDS. En cas de divergence entre les données de l'émetteur et celles de la CDS, la CDS et l'agent des transferts

adhérent collaborent en vue de remédier au mieux à cette divergence, de la manière prévue aux Procédés et méthodes.

11.4.11 Dépôt vicié

Si, à quelque moment que ce soit, une valeur déposée à la suite de la confirmation de l'agent des transferts adhérent se révèle être viciée, la CDS et l'agent des transferts adhérent collaborent en vue de résoudre le problème. La CDS est responsable de traiter avec l'adhérent déposant, de sorte que, si l'agent des transferts adhérent lui en fait la demande, la CDS l'aidera à communiquer avec l'adhérent déposant.

Aucune disposition de la présente Règle 11, y compris les déclarations d'un agent des transferts adhérent, ne doit être interprétée de manière à limiter les obligations d'un adhérent déposant aux termes des Règles ou des garanties consenties au moment d'un dépôt ou d'un virement conformément aux Règles ou aux lois applicables.

11.4.12 Redressement de la position de la CDS

Si une ordonnance ou un jugement d'un organisme gouvernemental ou d'un tribunal (qui, selon l'avis de l'agent des transferts adhérent, a compétence à l'égard de l'agent des transferts adhérent) exige qu'un agent des transferts adhérent procède à un redressement du registre des valeurs qu'il tient, et si un tel redressement modifie les valeurs inscrites au nom de la CDS (sans égard à la façon dont les valeurs en question sont attestées), l'agent des transferts adhérent doit aviser la CDS du redressement proposé dans les meilleurs délais et, si possible, avant de procéder à celui-ci. De façon concomitante, l'agent des transferts adhérent doit remettre à la CDS une copie de l'ordonnance ou du jugement ainsi que de toute documentation relative au litige ou au processus réglementaire dont l'agent des transferts adhérent dispose, en plus de tout renseignement dont la CDS pourrait avoir besoin pour prendre des mesures au terme de l'ordonnance ou du jugement, selon ce que la CDS estime être souhaitable. L'obligation de l'agent des transferts adhérent de livrer ces documents et autres renseignements est susceptible d'être restreinte par la législation sur la protection des renseignements personnels. Par conséquent :

- (a) l'agent des transferts adhérent doit s'assurer de ce qui suit :
 - i. aucun consentement de la part d'un particulier n'est requis;
 - ii. tous les consentements requis ont été obtenus afin de permettre la divulgation de ces documents et renseignements à la CDS et leur utilisation par celle-ci;
- (b) si les consentements requis n'ont pas été obtenus, faire de son mieux pour les obtenir.

Si un redressement de la quantité d'une valeur inscrite au nom de la CDS est effectué par l'agent des transferts adhérent au terme d'une ordonnance ou d'un jugement, la CDS collabore avec l'agent des transferts adhérent dans le but de simplifier le redressement et renvoie à l'agent des transferts adhérent tout certificat ou toute déclaration attestant les valeurs ou autorise le transfert ou l'annulation des valeurs attestées par une inscription ITSC ou ITCD ou toute autre forme de valeur scripturale. Aucune disposition de la présente Règle 11.4.12 ne doit porter atteinte aux droits de la CDS, de l'agent des transferts adhérent, d'un adhérent, ou de toute autre personne touchée, d'appeler d'une telle ordonnance ou décision ou de la contester.

11.5 ITSC ET ITCD

11.5.1 Types d'attestation

L'existence d'une valeur admissible qui fait ou a fait l'objet d'un dépôt peut être attestée sous l'une des formes suivantes :

- (a) valeur inscrite en compte seulement;
- (b) inventaire des titres à certificats différés;
- (c) inventaire des titres sans certificat;
- (d) déclaration de propriété;
- (e) certificat de valeur;
- (f) valeur scripturale.

11.5.2 Forme privilégiée : valeurs scripturales

Dans la mesure du possible, la position de la CDS sur des valeurs admissibles est attestée au moyen d'inscriptions comptables dans les livres et les registres tenus par un agent des transferts adhérent agissant à titre de mandataire pour l'émetteur de ces valeurs sans qu'aucun certificat ou autre effet ne soit émis à la CDS. Les droits et les obligations de la CDS à titre de détenteur inscrit de valeurs scripturales et les droits et les obligations de l'agent des transferts adhérent à titre d'agent des transferts sont identiques à ce qu'ils seraient si des certificats étaient émis. La CDS et l'agent des transferts adhérent traitent et confirment les dépôts, les retraits et les redressements de valeurs détenues sous forme de position ITSC ou ITCD et confirment les soldes conformément aux Procédés et méthodes.

11.5.3 Passage à la forme de valeur scripturale

La législation ou la réglementation applicable à la valeur ou à l'émetteur de la valeur, les caractéristiques de la valeur et l'émetteur de la valeur peuvent déterminer si une valeur inscrite au nom de la CDS est émise à titre de valeur scripturale ou attestée par une valeur inscrite en compte seulement, un certificat de valeur ou une déclaration de propriété. Si une telle valeur inscrite au nom de la CDS est attestée par un certificat de valeur ou une déclaration de propriété, au gré de la CDS, cette valeur peut être attestée par une inscription ITSC ou par une inscription ITCD, à moins que la législation ou la réglementation applicable, les caractéristiques de la valeur ou l'émetteur de la valeur ne l'interdisent.

Sous réserve du droit de la CDS de demander l'immatriculation d'un nouveau certificat aux termes de la Règle 11.5.6, la CDS renonce à les droits (découlant de la loi ou autrement) qu'elle peut avoir, à titre de détenteur inscrit d'une valeur, d'exiger et d'obtenir un certificat ou une déclaration de forme définitive attestant les valeurs inscrites au nom de la CDS. La CDS convient de ne présenter aucune réclamation contre un agent des transferts adhérent pour toute perte attribuable uniquement au fait que, conformément à la présente Règle **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**, une valeur admissible déposée à la CDS a été attestée autrement que par un certificat de valeur ou une déclaration de propriété. Un agent des transferts adhérent consent à ce que les droits et obligations de la CDS en tant que détenteur inscrit (directement ou par l'entremise de son propriétaire pour compte) d'une valeur et les droits et obligations de l'agent des transferts adhérent en tant qu'agent des transferts des valeurs seront les mêmes que si des certificats ou des déclarations de forme définitive attestant les valeurs étaient émis au nom de la CDS.

11.5.4 Mention quant au caractère non négociable

La CDS peut prendre des dispositions afin de faire ajouter une mention quant au caractère non négociable de tout certificat ou autre effet émis au nom de la CDS (qu'il s'agisse d'une valeur inscrite en compte seulement ou d'un certificat de valeur) et qui aura essentiellement la forme suivante :

À moins que ce certificat ne soit présenté par un représentant autorisé de la société Services de dépôt et de compensation CDS inc. (CDS) à l'émetteur ou à son mandataire aux fins d'inscription d'un transfert, d'un échange ou d'un paiement, et que tout certificat émis à cette fin ne soit immatriculé au nom de CDS & CO., ou à tout autre nom demandé par un représentant autorisé de la CDS, et que tout paiement ne soit fait au nom de CDS & CO. ou de toute autre entité demandée par un représentant autorisé de la CDS, TOUT TRANSFERT, MISE EN GAGE OU AUTRE EMPLOI DE CE CERTIFICAT CONTRE VALEUR OU AUTREMENT PAR OU À TOUTE PERSONNE EST INTERDIT étant donné que le détenteur inscrit de ce certificat, CDS & CO., détient un intérêt dans celui-ci.

Le retrait d'une valeur en conformité avec les Procédés et méthodes est réputé constituer une déclaration d'un représentant autorisé de la CDS et respecter les restrictions énoncées dans cette mention.

11.5.5 Conversion en ITSC et en ITCD

Lorsqu'un agent des transferts adhérent indique à la CDS que le format ITSC ou ITCD peut être utilisé à l'égard d'une valeur admissible, la CDS peut livrer des certificats ou une version électronique des déclarations transmise au moyen de l'accès au réseau attestant les valeurs en question à l'agent des transferts adhérent aux fins de conversion à une inscription ITSC ou ITCD. Ces certificats ou déclarations seront annulés sans que l'inscription de la quantité totale des valeurs au nom de la CDS ne soit modifiée.

11.5.6 Nouveau certificat

Un agent des transferts adhérent reconnaît que si, pour quelque raison que ce soit, il n'est pas en mesure de mener à bien la conversion d'une valeur détenue par la CDS en une inscription ITSC ou ITCD suivant l'annulation de certificats ou de déclarations livrés par la CDS, il doit sans délai émettre et livrer à la CDS un ou plusieurs certificats de valeurs ou une déclaration de propriété inscrits au nom de la CDS attestant cette valeur. Les valeurs sous forme d'inscription ITSC ou ITCD seront converties, et l'agent des transferts adhérent émettra un ou plusieurs certificats de valeurs ou une déclaration de propriété immatriculés au nom de la CDS attestant la quantité totale de valeurs détenues par la CDS, dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- (a) sur demande de la CDS;
- (b) au gré de l'agent des transferts adhérent;
- (c) avant que l'agent des transferts adhérent ne cesse d'agir à titre d'agent des transferts de l'émetteur;
- (d) selon les modalités prescrites par les Procédés et méthodes.

Chaque valeur au nom de la CDS qui fait l'objet d'un nouveau certificat doit être attestée par un seul certificat ou une seule déclaration à l'égard de l'ensemble de la position, à moins d'indication contraire de la CDS.

11.5.7 Frais

L'agent des transferts adhérent ne doit imputer aucuns frais à la CDS pour ce qui suit :

- (a) détenir ses valeurs dans une position ITSC ou ITCD, inscrire des augmentations ou des diminutions de ses positions ITSC ou ITCD, transmettre quotidiennement un rapport relatif aux soldes de clôture et apporter son assistance dans le rapprochement de celui-ci;
- (b) effectuer des dépôts dans sa position ITSC ou ITCD ou des retraits d'une telle position, sauf si l'émetteur impose des frais d'émission ou d'annulation de certificat à la personne demandant le transfert.

La CDS n'imputera aucuns frais à l'agent des transferts adhérent pour le rapport relatif aux détenteurs inscrits, la transmission quotidienne de celui-ci et son assistance dans le rapprochement de celui-ci.

La CDS et l'agent des transferts adhérent négocient un rabais sur les frais d'émission de certificat et de transfert. Si une émission fait l'objet d'un retrait de la position ITSC ou ITCD, les frais d'émission de certificat et de transfert sont assumés par la partie initiatrice de la conversion.

11.6 DROITS ET PRIVILÈGES

11.6.1 Versement des droits et privilèges

Lorsque la CDS reçoit un paiement de droits et privilèges à l'égard de valeurs détenues pour un adhérent au service de dépôt, elle verse ce paiement à l'adhérent conformément à la Règle 6.

11.6.2 Critères de sélection

Un agent des transferts adhérent peut agir à titre de responsable du traitement des droits et privilèges à l'égard d'une valeur admissible, s'il est l'agent effectuant le paiement ou le versement nommé par l'émetteur de cette valeur à l'égard d'un droit ou privilège devant être payé ou versé à l'égard de cette valeur.

Un agent des transferts adhérent n'a pas l'obligation d'agir à titre de responsable du traitement de droits et privilèges :

- (a) pour la totalité ou une partie des droits et privilèges qui le concernent, qu'il soit ou non l'agent désigné pour effectuer le paiement ou le versement de ces droits et privilèges;
- (b) si, à titre d'agent des transferts à l'égard d'une valeur admissible, il n'est pas tenu d'agir à titre de responsable du traitement de droits et privilèges pour s'acquitter de sa fonction.

11.6.3 Nomination

Un agent des transferts adhérent devient responsable du traitement des droits et privilèges à l'égard d'une valeur à compter du moment où il confirme à la CDS qu'il agit à ce titre à l'égard de cette valeur. Un agent des transferts adhérent qui cesse d'agir à titre de responsable du traitement des droits et privilèges à l'égard d'une valeur doit en informer la CDS et lui communiquer l'identité de son remplaçant proposé (s'il la connaît).

En agissant à titre de responsable du traitement des droits et privilèges à l'égard d'une valeur, l'adhérent déclare et garantit à la CDS et à tous les autres adhérents que les actes qu'il accomplit relèvent de l'autorité et du mandat que l'émetteur lui a accordés.

11.6.4 Responsabilités à l'égard des droits et privilèges

À titre d'émetteur ou pour le compte de l'émetteur, un agent des transferts adhérent qui agit à titre de responsable du traitement des droits et privilèges à l'égard d'une valeur :

- (a) peut payer le montant du droit ou du privilège rattaché à cette valeur, soit en effectuant un paiement acceptable de ce montant à la CDS ou en donnant instruction à la CDS de porter ce montant au débit de son compte de fonds;
- (b) n'a pas l'obligation, aux fins de s'acquitter de cette fonction, de payer le montant du droit ou du privilège rattaché à la valeur et peut choisir de ne pas le faire pour quelque motif que ce soit (y compris un changement dans son statut de mandataire de l'émetteur ou des difficultés liées à la prise de dispositions concernant la réception de fonds de l'émetteur).

Un agent des transferts adhérent qui est le responsable du traitement des droits et privilèges ou l'agent effectuant le paiement ou le versement à l'égard d'une valeur n'est pas le mandataire de la CDS aux fins de la réception de fonds; la réception par un tel agent des transferts adhérent de fonds provenant de l'émetteur en paiement d'un droit ou d'un privilège rattaché à une valeur détenue par la CDS n'est pas réputée constituer réception d'une telle somme par la CDS et ne libère pas l'émetteur de son obligation relativement aux droits et aux privilèges dus sur une valeur tant que la CDS n'a pas reçu la totalité du paiement des droits et privilèges, soit au moyen d'un paiement acceptable soit d'un crédit porté à un compte de fonds. La CDS est uniquement responsable d'effectuer les versements de droits et privilèges qu'elle reçoit aux adhérents, ce qui comprend le moment et la forme de ces versements.

L'agent des transferts adhérent agissant à titre de responsable du traitement des droits et privilèges est responsable de toutes ses obligations aux termes de la Règle 11.6 en tant que débiteur principal, y compris les obligations découlant des déclarations qu'il a faites et des garanties qu'il a données, qu'il agisse pour son propre compte ou pour celui d'un émetteur. Les dispositions de la Règle 11.6 ne limitent en rien la responsabilité de l'émetteur à l'égard de la valeur ou celle qui peut lui être imputée selon les principes généraux du droit.

Règle 12. SERVICE NELTC

12.1. APERÇU

12.1.1. Description générale

Le service Notification en ligne — transfert de comptes (« service NELTC ») permet la transmission électronique de renseignements afférents aux comptes de clients afin de faciliter le transfert de biens de clients entre les adhérents.

Un adhérent à part entière peut faire une demande d'adhésion au service NELTC. Une personne peut demander à devenir un adhérent au service NELTC et à l'utiliser conformément à la présente Règle 12. Pour plus de précision, il est entendu qu'un adhérent à part entière qui utilise le service NELTC n'est pas un adhérent au service NELTC.

12.1.2. Traitement de l'information par le service NELTC

(i) Demande de transfert

L'adhérent auquel un compte de client doit être transféré (l'« **adhérent destinataire** ») doit entrer une demande de transfert.

(ii) Liste de biens

Lorsque l'adhérent qui détient alors le compte de client à ce moment-là (l'« **adhérent livreur** ») reçoit une demande de transfert, il prend l'une des deux mesures suivantes :

- (a) il renvoie la demande de transfert accompagnée d'une liste des biens contenus dans ce compte;
- (b) il refuse la demande de transfert.

(iii) Confirmation

Lorsque l'adhérent destinataire reçoit la demande de transfert renvoyée de l'adhérent livreur, il doit prendre l'une des mesures suivantes :

- (a) il confirme la réception de cette demande de transfert;
- (b) il refuse de confirmer la réception de cette demande de transfert, afin de contester l'exactitude ou l'intégralité de la liste de biens.

(iv) Instructions de règlement

La liste de biens fait état des biens d'un client devant être virés. Cette liste doit indiquer l'institution de compensation associée à chaque bien ou, si aucune institution appropriée n'est ainsi désignée, elle indique que le bien faisant l'objet de la livraison est négocié hors cote (au sens donné à ce terme dans les Guides de l'utilisateur et les Procédés et méthodes). L'adhérent destinataire et l'adhérent livreur doivent convenir du mode de livraison des biens dont il est indiqué qu'ils ont été négociés hors cote.

Chaque adhérent utilisant le service NELTC reconnaît qu'une demande de transfert confirmée constitue une instruction émanant à la fois de l'adhérent destinataire et de l'adhérent livreur à l'intention de l'institution de compensation désignée. Au moment où l'adhérent destinataire confirme la demande de transfert renvoyée, les instructions sont transmises à chacune des institutions de compensation désignées, au moyen du service NELTC, aux fins de règlement du

transfert des biens admissibles à une telle institution de compensation, en conformité avec la demande de transfert confirmée.

La présente Règle 12 n'est pas applicable au transfert de biens au moyen d'une institution de compensation désignée.

(v) Règlement des différends

Il incombe uniquement aux adhérents visés de résoudre tout différend entre un adhérent destinataire et un adhérent livreur découlant de l'utilisation du service NELTC (y compris tout différend relatif au refus d'une demande de transfert ou au refus de confirmer une demande de transfert renvoyée).

12.1.3. Instructions du client

Avant de créer une demande de transfert, l'adhérent destinataire doit obtenir des instructions écrites du client. À la demande de l'adhérent livreur, l'adhérent destinataire met à la disposition de celui-ci un exemplaire des instructions du client.

12.1.4. Déclaration, garantie et reconnaissance

Chaque adhérent qui utilise le service NELTC :

- (a) déclare et garantit ce qui suit à chacun des autres adhérents utilisant le service NELTC :
- i. chaque demande de transfert qu'il effectue est conforme aux instructions du client dont le compte est sur le point d'être transféré;
 - ii. chaque demande de transfert renvoyée accompagnée d'une liste de biens rédigée par lui est exacte et complète;
- et
- (b) reconnaît ce qui suit :
- i. l'adhérent destinataire peut se fier à l'information qui lui a été transmise au moyen du service NELTC (y compris l'information contenue dans toute demande de transfert ou dans toute demande de transfert renvoyée accompagnée d'une liste de biens);
 - ii. chaque adhérent livreur est tenu d'indemniser et de dégager de toute responsabilité l'adhérent destinataire à l'égard de toute perte, réclamation, action en justice, cause d'action et de tous frais et débours découlant du fait que l'adhérent destinataire a agi sur le fondement de ce qui suit :
 - 1. toute telle information qui n'a pas été autorisée ou qui est inexacte ou incomplète;
 - 2. une déclaration inexacte de la part de l'adhérent livreur quant aux instructions du client.

12.1.5. Responsabilité de la CDS

La CDS n'est aucunement responsable de l'exactitude et de l'exhaustivité de l'information transmise par l'intermédiaire du service NELTC.

12.1.6. Législation relative aux renseignements personnels

Dans la présente Règle 12, on entend par « **législation relative aux renseignements personnels** » la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques* (Canada) ainsi que toute autre loi fédérale ou provinciale traitant de la vie privée ou de la protection des renseignements personnels ou individuels, en leur version modifiée de temps à autre.

Chaque adhérent ayant recours au service NELTC déclare et garantit à la CDS et à chacun des autres adhérents y ayant également recours, et la CDS déclare et garantit à chacun des adhérents y ayant recours, qu'ils se conformeront à l'ensemble des exigences auxquelles ils sont assujettis en vertu de la législation sur les renseignements personnels.

12.2. ADHÉRENT AU SERVICE NELTC

12.2.1. Adhérent à mandat restreint

Un adhérent au service NELTC est un adhérent à mandat restreint décrit à la présente Règle 12.2, et ses activités au CDSX sont limitées à la réception et la livraison de valeurs ainsi qu'à l'exécution des paiements qu'il effectue dans le cadre de son utilisation du service NELTC en lien avec le transfert de comptes de clients. La présente Règle 12.2 régit la relation entre la CDS et chacun des adhérents au service NELTC.

La responsabilité et les obligations d'un adhérent au service NELTC, découlant de son adhésion à ce titre, subsistent à la suspension, à la résiliation de l'adhésion ou au retrait de l'adhérent à ce titre.

12.2.2. Admissibilité

Une personne peut adhérer au service NELTC si elle est :

- (a) une institution financière réglementée;
- (b) un courtier de fonds mutuels membre de l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels;
- (c) un courtier de fonds mutuels dont les activités sont régies par une commission des valeurs mobilières provinciale agissant à titre d'organisme de réglementation;
- (d) un courtier, un négociant, une banque, une caisse d'épargne, une société de fiducie, une société de crédit ou une compagnie d'assurance qui, à la fois :
 - i. effectue des opérations sur valeurs ou sur titres d'organismes de placement collectif;
 - ii. est constitué en société, établi ou formé en vertu de lois de territoires situés à l'extérieur du Canada ou dont les activités sont régies principalement par des lois de territoires situés à l'extérieur du Canada.

12.2.3. Critères d'adhésion

L'adhérent au service NELTC doit satisfaire à tous les critères énumérés ci-dessous :

- (a) l'adhérent doit être une personne morale existant en vertu des lois de son territoire de constitution, d'établissement ou de formation et ne doit pas être en défaut de déposer tout avis, rapport ou relevé en vertu des lois de ce territoire ou de tout autre territoire dans

lequel l'adhérent exerce des activités; si tel cas de défaut avait pour conséquence que l'adhérent ne soit plus dûment constitué, établi ou formé ou que son autorisation à exercer ses activités ne soit plus en vigueur;

- (b) l'adhérent doit détenir et doit avoir fait tout le nécessaire pour obtenir les inscriptions, licences, permis, autorisations ou approbations requis pour exercer ses activités auprès de chacun des organismes de réglementation ayant compétence à son égard;
- (c) l'adhérent et chacun de ses associés, de ses administrateurs et de ses dirigeants doivent être en conformité avec les règlements, règles, décisions, ordonnances et directives de chaque organisme de réglementation ayant compétence à l'égard de l'adhérent, y compris les exigences de capitalisation minimale et les normes de stabilité financière auxquelles il est soumis.

En outre, un adhérent au service NELTC qui est constitué en société, établi ou formé en vertu de lois d'un territoire situé à l'extérieur du Canada ou dont les activités sont principalement régies par les lois d'un territoire situé à l'extérieur du Canada doit satisfaire à tous les critères d'adhésion établis à la Règle 2.2.4(b).

Sur demande de la CDS, un adhérent au service NELTC doit démontrer, à la satisfaction de la CDS, qu'il remplit toutes les conditions énumérées à la Règle 2.2.5.

12.2.4. Rôle au CDSX

Un adhérent au service NELTC :

- (a) est autorisé à effectuer des règlements ou à détenir des valeurs portées au crédit de son grand livre, mais uniquement en lien avec l'utilisation du service NELTC pour le transfert de comptes de clients;
- (b) n'est pas autorisé à effectuer de règlements entraînant un solde débiteur dans son compte de fonds;
- (c) n'est pas autorisé à déposer ni à retirer de valeurs;
- (d) n'est pas autorisé à consentir de marges de crédit à d'autres adhérents;
- (e) n'est pas autorisé à avoir recours à des marges de crédit établies par un prêteur;
- (f) n'est pas autorisé à utiliser de fonction de la contrepartie centrale;
- (g) n'est pas autorisé à agir à titre de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs, de responsable du traitement des droits et privilèges ou d'agent dépositaire au CDSX à l'égard d'une valeur, sauf de la façon autorisée quand il est classé dans une autre catégorie d'adhérent à mandat restreint;
- (h) n'est pas autorisé à agir à titre de gardien;
- (i) n'est pas membre d'un groupe de crédit.

12.2.5. Adhérent désigné à titre de responsable de la garde

- (i) Nomination et résiliation du mandat

Un adhérent au service NELTC doit désigner un adhérent à titre de responsable de la garde pour utiliser son grand livre afin d'effectuer des règlements ou pour détenir des valeurs.

Un adhérent au service NELTC nomme un adhérent désigné à titre de responsable de la garde en informant la CDS de la nomination proposée. La nomination d'un adhérent désigné à titre de responsable de la garde ne prend effet que si celui-ci informe la CDS qu'il accepte sa nomination. Un adhérent au service NELTC résilie le mandat de l'adhérent désigné à titre de responsable de la garde en informant la CDS de la résiliation et de l'identité du remplaçant proposé. Un adhérent désigné à titre de responsable de la garde cesse d'agir à ce titre pour le compte d'un adhérent au service NELTC en informant la CDS de la résiliation du mandat proposée. La CDS informe l'adhérent au service NELTC et l'adhérent désigné à titre de responsable de la garde qui sera nommé ou dont le mandat sera résilié de la nomination proposée ou de la résiliation du mandat proposée.

La nomination d'un adhérent désigné à titre de responsable de la garde entre en vigueur au début du jour ouvrable suivant l'acceptation de la nomination par l'adhérent désigné à titre de responsable de la garde. La résiliation du mandat d'un adhérent désigné à titre de responsable de la garde prend effet au début du jour ouvrable suivant le jour au cours duquel l'adhérent au service NELTC ou l'adhérent désigné à titre de responsable de la garde informe la CDS de ladite résiliation du mandat.

(ii) Virement de valeurs

À la fin d'un jour ouvrable, un adhérent au service NELTC doit livrer la totalité des valeurs portées au crédit de son grand livre à son adhérent désigné à titre de responsable de la garde. La CDS peut virer des valeurs portées au crédit du grand livre d'un adhérent au service NELTC à l'adhérent désigné à titre de responsable de la garde :

- (a) soit avant certains événements de droits et privilèges ayant une incidence sur ces valeurs;
- (b) soit si l'adhérent au service NELTC omet de livrer ces valeurs avant la fin du jour ouvrable.

Règle 13. SERVICES DE LIVRAISON

13.1. APERÇU

Un adhérent peut utiliser les services de livraison aux fins suivantes :

- (a) livrer des valeurs et d'autres documents à des destinataires désignés, y compris la CDS, d'autres adhérents, des agents des transferts, la DTC et la NSCC;
- (b) diverses autres fins, y compris afin de faciliter le dépôt ou le retrait de valeurs à destination ou en provenance du CDSX et les transactions au moyen des services transfrontaliers.

L'adhérent n'est pas tenu d'utiliser les services de livraison.

13.2. MODES DE LIVRAISON

Tel que le détermine la CDS, les envois au moyen des services de livraison peuvent être effectués par les employés de la CDS, par les employés des agents des transferts ou d'autres tiers, par un service de messagerie lié par un contrat avec la CDS ou au moyen d'une combinaison de ces modes de livraison.

Les livraisons peuvent être effectuées :

- (a) à destination ou en provenance d'un bureau de la CDS ou des locaux d'un adhérent, d'un agent des transferts, de la DTC, de la NSCC ou d'une autre personne;
- (b) de façon locale, entre bureaux de la CDS, d'une ville à l'autre ou d'un pays à l'autre.

13.3. SERVICE DE MESSAGERIE

La CDS peut conclure un contrat avec un service de messagerie aux fins de prise en charge de certains envois au moyen des services de livraison. En concluant un tel contrat, la CDS est l'agent des adhérents qui utilisent les services de livraison; en offrant les services de livraison aux adhérents, la CDS n'est pas l'agent d'un tel service de messagerie. Les dispositions de la présente Règle 13 (y compris toute dénégaration de responsabilité et limitation de la responsabilité) ne s'appliquent qu'à la CDS et aux adhérents et non à un tel service de messagerie.

L'adhérent qui utilise les services de livraison doit signer tout avenant afférent au paiement direct ou tout document similaire avec un service de messagerie pouvant être requis conformément aux Procédés et méthodes.

13.4. PARTICULIERS AUTORISÉS

L'adhérent doit nommer des particuliers autorisés à faire ce qui suit :

- (a) se présenter aux bureaux de la CDS aux fins d'expédition ou de réception d'envois au moyen des services de livraison;
- (b) prendre livraison et signer les accusés de réception de valeurs et de documents livrés au moyen des services de livraison.

13.5. PROCÉDÉS ET MÉTHODES

Les Procédés et méthodes décrivent ce qui suit :

- (a) les choix offerts dans le cadre des services de livraison;

(b) les exigences aux fins de préparation et d'expédition d'envois au moyen des services de livraison (y compris les renseignements devant être consignés par un adhérent concernant le contenu de chaque envoi, l'utilisation d'enveloppes scellées et l'utilisation de déclarations de la valeur);

(c) les processus de refus d'envois et de traitement des envois perdus ou endommagés;

(d) les restrictions imposées quant au contenu des envois livrés au moyen des services de livraison.

13.6. RESPONSABILITÉ DE LA CDS

La CDS n'a aucune responsabilité à l'égard de ce qui suit :

(a) la vérification du contenu de toute enveloppe ou de tout envoi livré au moyen des services de livraison;

(b) du contenu de toute enveloppe ou de tout envoi livré au moyen des services de livraison;

(c) des dommages causés à tout envoi ou la perte de tout envoi livré au moyen des services de livraison.

Si un envoi est perdu ou endommagé, ou si le contenu d'une enveloppe ne correspond pas aux attentes, l'adhérent doit traiter directement avec le service de messagerie concerné par l'envoi et avec la partie expéditrice.

13.7. ASSURANCE ET LIMITATION DE RESPONSABILITÉ

Chaque adhérent reconnaît ce qui suit :

(a) la CDS n'accepte aucune responsabilité à l'égard de pertes découlant des services de livraison;

(b) il incombe à l'adhérent de choisir d'utiliser ou non les services de livraison pour tout envoi;

(c) il incombe exclusivement à l'adhérent de déterminer, en fonction de sa connaissance de ses propres activités et affaires, s'il est tenu de contracter une police d'assurance afin de garantir les envois effectués au moyen des services de livraison et, s'il y a lieu, les modalités d'une telle police, y compris les risques devant être couverts et le montant d'assurance devant être maintenue aux termes d'une telle police.

13.8. DÉPÔT ET RETRAIT DE VALEURS

Les services de livraison peuvent être utilisés aux fins d'envoi de certificats de valeurs attestant l'existence de valeurs dont le dépôt ou le retrait du CDSX est en cours.

Si un adhérent utilise les services de livraison pour livrer un certificat de valeur attestant l'existence de valeurs aux fins de dépôt au CDSX conformément à la Règle 6.2.3 :

(a) les valeurs sont réputées faire l'objet d'un envoi au moyen des services de livraison;

(b) la dénégarion de responsabilité énoncée à la Règle 13.6 s'applique;

(c) la CDS n'est pas responsable à l'égard de ces valeurs tant que leur dépôt n'a pas été effectué et que la CDS ne les a pas portées au crédit du compte de valeurs de l'adhérent.

Si un adhérent utilise les services de livraison pour recevoir livraison d'un certificat de valeurs attestant l'existence de valeurs ayant fait l'objet d'un retrait du CDSX conformément à la Règle 6.3.2 :

- (a) les valeurs sont réputées faire l'objet d'un envoi au moyen des services de livraison;
- (b) la dénégalion de responsabilité énoncée à la Règle 13.6 s'applique;
- (c) la CDS n'est pas responsable à l'égard de ces valeurs à compter du moment où leur retrait est effectué et que leur débit par la CDS est porté au compte de retrait de l'adhérent.

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

Règle 1. DOCUMENTATION

Définition du style ...

4

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents~~
(version 2020.02.27)

1.1 APPLICATION

1.1.1 Règles applicables

Voici les Règles adoptées par la CDS auxquelles chaque adhérent s'est engagé à se conformer selon la Convention d'adhésion :

La Règle 1, Documentation;

La Règle 2, Adhésion;

La Règle 3, Exploitation;

La Règle 4, Responsabilité et dédommagement;

La Règle 5, Gestion des risques;

La Règle 6, Service de dépôt;

La Règle 7, Service de règlement;

La Règle 8, Processus de paiement du CDSX;

La Règle 9, ~~Défaillance~~Suspension de l'adhérent;

La Règle 10, Services transfrontaliers;

La Règle 11, Agents des transferts adhérents;

La Règle 12, Service NELTC;

La Règle 13, Services de livraison;

1.1.1.1.2 Contenu des Règles

Les Règles comprendront des dispositions de fond ayant trait aux notions suivantes :

- (a) les liens juridiques entre la CDS et chaque adhérent ainsi qu'entre adhérents;
- (b) les critères et les normes d'adhésion;
- (c) le processus et les critères d'admission, de suspension ~~et~~, de retrait volontaire ou imposé des adhérents;
- (d) une description de la structure des services;
- (e) les obligations juridiques et droits de la CDS et des adhérents découlant de l'utilisation des services, y compris toute indemnité;
- (f) les obligations juridiques et droits de la CDS et des adhérents ayant trait à la détention de valeurs par la CDS au nom des adhérents, telles qu'enregistrées dans les comptes tenus par la CDS pour les adhérents;
- (g) les obligations juridiques et droits de la CDS et des adhérents ayant trait à la compensation et au règlement de transactions;

2

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc.~~ ~~Le 27 février 2020~~

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

- (h) les obligations juridiques et droits de la CDS et des adhérents ayant trait aux paiements, y compris l'établissement du solde net d'obligations, la distribution de droits et privilèges, la prise en charge d'obligations et ~~la méthode~~ les méthodes de paiement;
- (i) la concession de sûretés à la CDS ou à un adhérent en vertu des Règles, y compris une description des biens donnés en garantie et des obligations garanties;
- (j) la description des mécanismes de contrôle du risque, notamment les plafonds de fonctionnement, les marges de crédit, les fonds communs de garantie et les ~~fonds des adhérents~~ Fonds;
- (k) les critères servant à établir le type de garantie et à calculer le montant de garantie exigible par un adhérent au sein d'un groupe de crédit ou d'un ~~fonds des adhérents~~ Fonds;
- (l) la marche à suivre advenant un cas de défaut ou la suspension d'un adhérent et la réalisation des sûretés et des cautionnements concédés à la CDS et aux adhérents;
- (m) le processus d'adoption et de modification des Règles, ainsi que de définition et de modification des guides de l'utilisateur et des Procédés et méthodes; et
- (n) les obligations juridiques et droits de la CDS et des adhérents ayant trait au respect de la confidentialité et à l'utilisation des renseignements.

En plus des dispositions obligatoires susmentionnées, les Règles peuvent comprendre d'autres dispositions que la CDS juge nécessaires ou souhaitables. Les guides de l'utilisateur et les Procédés et méthodes contiennent des instructions détaillées portant sur l'utilisation des services et fournissent des renseignements d'exploitation et d'ordre technique qui servent à la mise en œuvre des Règles.

3

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. — Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

1.2 Définitions

1.1.3 Définitions Pouvoirs du conseil d'administration et de la CDS

À moins de disposition contraire particulière, les pouvoirs que les règles confèrent au conseil et à la CDS peuvent être exercés à quelque moment que ce soit et de temps à autre.

1.2 DÉFINITIONS

1.2.1 Termes clés

Aux fins de la « Documentation contractuelle », sauf indication contraire :

« **ABC** » désigne l'Association des banquiers canadiens; (CBA)

« **accès au réseau** » désigne toute fonction utilisée, avec l'autorisation de la CDS, par un adhérent ou par une personne qu'il a autorisée à agir en son nom, pour communiquer avec la CDS et accéder aux services, notamment les services de ~~messages~~ messagerie, les connexions par ligne ~~spécialisée~~ directe ou par ligne commutée, les connexions mobiles ou à distance et les connexions par intranet ou par Internet; (Network Access)

« **ACT** » désigne le service de confirmation automatisé (Automated Confirmation Transaction service) de la NASD; (ACT)

« **adhérent** » désigne une personne dont la demande d'adhésion ~~aux~~ à un ou à des services, ~~aux termes de~~ en conformité avec la Règle 2.2, a été acceptée par la CDS et qui est toujours un adhérent ou est rétablie à titre d'adhérent conformément aux Règles. Si le mot « adhérent » est suivi du nom d'un service ou d'une fonction, il désigne l'adhérent qui utilise ce service ou cette fonction; (Participant)

« **adhérent à un service de liaison mandat restreint** » désigne un ~~agent des transferts~~ adhérent qui utilise, un adhérent au service ACT ou un adhérent au service de liaison; (Link/NELTC. (Limited Purpose Participant)

« **adhérent à part entière** » désigne la Banque du Canada, un ~~service~~ prêteur de crédit, un agent de règlement ou un emprunteur de crédit. (Full Service Participant)

« ~~adhérent à un service de liaison~~ défaillant » et « ~~adhérent à un service de liaison~~ défaillant subséquent » désignent un ~~membre~~ adhérent ou un ancien adhérent qui est membre d'un groupe de crédit d'un service de liaison ~~ayant~~ qui a été suspendu, tel que décrit à la Règle 10.8.1; par la CDS conformément aux Règles. (Link Defaulter et/ou Subsequent Link Defaulter)

« ~~adhérent à un service~~ transfrontalier » désigne un adhérent qui utilise un service transfrontalier; (Cross-Border Participant)

« ~~adhérent au service~~ ACT » désigne un adhérent classé à ce titre par la CDS, conformément à la Règle 2.3.2;3. (ACT Participant)

« **adhérent au service NELTC** » désigne un adhérent classé à ce titre par la CDS, conformément à la Règle 2.3.2;3. (ATON Participant)

4

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

« **adhérent défaillant** » ~~et ou~~ « **adhérent défaillant subséquent** » désignent un adhérent qui est un membre actuel ou un ancien membre d'un groupe de crédit ~~ayant et qui a~~ été suspendu, ~~tel que clairement décrit à par la Règle 5.7.2 (à l'égard d'un membre d'un groupe de crédit de fonds) et à la Règle 5.9.2 (à l'égard d'un membre d'un groupe de crédit de catégorie);~~ CDS conformément aux Règles. (*Defaulting et ou Subsequent Defaulter*)

« **adhérent détenant un plafond de fonctionnement** » désigne un adhérent qui ~~est un détenteur un plafond de fonctionnement.~~ Un prêteur, un agent de règlement, ~~une fédération adhérente active ou et~~ un emprunteur d'un fonds commun de garantie des emprunteurs ~~et qui détient~~ constitue un adhérent détenant un plafond de fonctionnement. (*Capped Participant*)

« **adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale** » désigne un adhérent ayant exercé son droit de retrait d'une fonction de la contrepartie centrale. (*Withdrawing CCP Participant*)

« **adhérent suspendu d'une fonction de la contrepartie centrale** » désigne un adhérent à une fonction de la contrepartie centrale dont la suspension par la CDS entraîne l'exercice du droit de retrait d'une fonction de la contrepartie centrale par un adhérent se retirant ~~d'une fonction de la contrepartie centrale; de celle-ci.~~ (*Suspended CCP Participant*)

« **agence d'évaluation du crédit** » désigne les agences qui fournissent au public une évaluation de la dette à court et à long terme des émetteurs, y compris les adhérents, dont ~~DBRS, Moody's et S&P.~~ (*Bond Rating Service*)

(i) — « **DBRS** » (*Dominion Bond Rating Service*)

(ii) — « **Moody's** » (*Moody's Bond Record*)

(iii) — « **S&P** » (*The Bond Guide publié par les services d'évaluation de Standard & Poor's*);

« **agent dépositaire** » désigne un adhérent ou une ~~autre~~ personne qui agit pour le compte d'un émetteur, d'un initiateur ou d'une autre personne relativement à une soumission qui vise une valeur détenue au service de dépôt. (*Depository Agent*)

« **agent dépositaire au CDSX** » a ~~la signification que lui confère le sens attribué à ce terme à la Règle 6.7.1; 8.2.~~ (*CDSX Depository Agent*)

« **agent de règlement** » désigne un adhérent qui a été classé comme tel par la CDS conformément à la Règle 2.3.2. (*Settlement Agent*)

« **agent des transferts** » désigne une personne nommée par un émetteur pour mettre à jour le registre des valeurs émises par cet émetteur, gérer ~~l'émission~~ l'émission de certificats ou ~~d'autres d'autres~~ documents attestant ~~l'existence~~ l'existence de ces valeurs et gérer ~~l'inscription~~ l'inscription des émissions, des annulations et des transferts de ces valeurs ~~(à condition, étant entendu que les références faites à un agent des transferts fassent mention de l'émetteur de la d'une valeur réfèrent à l'émetteur de cette valeur);~~ (*Transfer Agent*)

« **agent des transferts adhérent** » désigne un adhérent classé à ce titre par la CDS, conformément à la Règle 2.3.2. (*TA Participant*)

5

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

« autorité de réglementation de la CDS » désigne l'Autorité des marchés financiers, la Banque du Canada, la British Columbia Securities Commission ou la ~~commission~~Commission des valeurs mobilières de l'Ontario; (CDS Regulator)

« autorité pertinente » ~~», en ce qui concerne un adhérent, désigne~~ ~~-(Appropriate Authority)~~ :

(i)(a) le principal organisme canadien d'autoréglementation dont l'adhérent est membre;

(ii)(b) à défaut, le principal organisme de réglementation canadien ayant compétence sur l'adhérent;

(iii)(c) à défaut, le principal organisme de réglementation étranger ayant compétence sur l'adhérent; ~~-(Appropriate Authority)~~

« agent payeur désigné » désigne un adhérent nommé par un adhérent à un service de liaison en conformité avec la Règle 10.8.4, pour agir pour son compte à titre d'agent payeur en ce qui a trait à un service de liaison de temps à autre, tel que décrit à la Règle 10.10; (Designated Payment Agent)

« autre marque » ~~désigne toute autre marque, tel que a le sens attribué à ce terme est décrit à la Règle 3.89.1~~; (Other Marks)

« autre membre » désigne les membres, autres que l'adhérent défaillant, ou l'adhérent à un service de liaison défaillant (selon le cas), d'un groupe de crédit ou d'un groupe de crédit de fonds de service de liaison auquel l'adhérent défaillant ou l'adhérent à un service de liaison défaillant appartient (selon le cas); (Other Members)

« avis » employé dans les Règles ou dans la Convention d'adhésion, désigne un avis donné par la CDS à un(des) adhérent(s), ou par un adhérent à la CDS, conformément à la Règle ~~1.3-65.1~~ ou ~~1.3-75.2~~, respectivement; (Notice)

« Banque du Canada » désigne la banque centrale du Canada constituée en vertu de la *Loi sur la Banque du Canada*; (Bank of Canada)

« banquier désigné » ~~désigne est~~ un banquier qualifié nommé par ~~le~~un client ~~afin d'agir~~ à titre de « banquier désigné » ~~pour ce dernier, pour conformément à la Règle 8.5.3 afin d'effectuer un paiement à la CDS ou de recevoir un paiement de celle-ci, dans~~ une monnaie donnée, pour tous ses grands livres, ~~conformément à la Règle 8.4~~; (Designated Banker)

« banquier qualifié » désigne un adhérent qui offre le mode de paiement par inscription comptable à un autre adhérent; (Qualified Banker)

« bénéficiaire » désigne l'adhérent en faveur de qui une marge de crédit a été établie par un autre adhérent, conformément à la Règle ~~5.4~~5; (Debtor)

« bourse » désigne la Bourse de Montréal, la Bourse de Toronto, le Groupe TSX ou toute autre bourse de valeurs réglementée; (Exchange)

« bureau de la CDS » désigne un bureau où la CDS offre les services aux adhérents; (CDS Office)

« capital » ~~», en ce qui concerne un adhérent, désigne le total :~~

6

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

~~(iv) du compte de capital déclaré de l'adhérent pour les actions ordinaires de son capital de l'adhérent ou l'équivalent si l'adhérent n'émet pas d'actions ordinaires;~~

~~(a) et~~

~~(v)(b) de la portion du compte de bénéfices non répartis et de chaque autre compte de l'adhérent qui représente ou équivaut à (conformément aux principes comptables généralement reconnus et appliqués de façon uniforme) à l'avoir des actionnaires ordinaires, comme déterminé par les auditeurs de l'adhérent dans les états financiers déposés par ce dernier auprès de l'autorité pertinente;~~

~~tel qu'il est déterminé par les vérificateurs de l'adhérent dans les états financiers déposés par ce dernier auprès de l'organisme de réglementation canadien dont il relève principalement, pourvu que le Conseil pourvu que le conseil puisse de temps à autre déterminer la méthode de calcul du capital aux fins d'une Règle en particulier; (Capital)~~

~~« capital réglementaire » désigne le capital d'un agent de règlement établi conformément à la Règle 5.10.6; (Regulatory Capital)~~

~~« caution » désigne l'adhérent qui a établi une marge de crédit en faveur au profit d'un autre adhérent, comme il est décrit à la Règle 5.5. (Surety)~~

~~« caution principale » désigne, en tout temps, relativement le sens donné à un bénéficiaire, l'une des trois cautions suivantes - ce terme dans la Règle 5.13.2. (Lead Surety)~~

~~(vi) la caution désignée comme étant la caution principale conformément aux dispositions de la convention entre cautions;~~

~~(vii) si aucune désignation n'est faite, la caution ayant établi la marge de crédit du bénéficiaire dont le montant utilisé est le plus élevé;~~

~~(viii) si le même montant est utilisé pour plus d'une marge de crédit, la caution ayant établi la première marge de crédit.~~

~~« CDCC » désigne la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés; (CDCC)~~

~~« CDS » désigne la société Services de dépôt et de compensation CDS inc. ou toute personne à qui sont transmis ses droits et obligations relativement aux services en général; (CDS)~~

~~« CDSX » désigne le système de compensation et de règlement qui comprend le service de dépôt et le service de règlement régis par les Règles 1 à 9; (CDSX)~~

~~« certificat de valeur » désigne un titre émis par un émetteur attestant l'existence d'une valeur; (Security Certificate)~~

~~« client » désigne un adhérent qui utilise le mode de paiement par inscription comptable pour verser ou recevoir un paiement de la CDS par l'entremise d'un banquier qualifié; (Customer)~~

~~« compte » désigne un compte dans un grand livre tenu par la CDS pour elle-même ou pour l'adhérent ou pour elle-même et utilisé aux fins de transactions au service de dépôt et au service de règlement, tel que décrit comme énoncé à la Règle 6.1.23, mais ne comprend pas le compte de service de liaison, le compte~~

7

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

de compensation de la CDS à la NSCC et le compte de la CDS à la DTC. Chaque Un compte peut contenir des fonds ou des valeurs et comprendre des sous-comptes. (Account) Il peut s'agir :

- (a) d'un « compte de fonds » d'un « compte à risque », soit un compte auquel la vérification de la VGG s'applique. Les valeurs et les fonds détenus dans un compte à risque sont des garanties assujetties aux sûretés de la caution et aux sûretés du groupe de crédit de catégorie. Chaque compte de fonds, compte général, compte de garantie et compte de garantie restreinte est un compte à risque; (Risk Account)
- (b) d'un « compte de fonds », soit un compte d'un adhérent tenu par la CDS et servant à inscrire par monnaie le montant net dû entre la CDS et l'adhérent de temps à autre, montant découlant de l'utilisation que fait l'adhérent du service de dépôt et du service de règlement; (Funds Account)
- (c) d'un « compte de garantie », soit un compte d'un adhérent tenu par la CDS et servant à inscrire, et dans lequel sont détenus, les valeurs et les fonds qui ont été mis en gage en faveur de l'adhérent et qui sont détenus par la CDS pour cet adhérent gagiste; Un compte de garantie est un compte à risque; (Collateral Account)
- (xi) d'un « Un compte de mise en gage » étant garantie restreinte est un compte-mémoire faisant état des livraisons de valeurs garantie et de fonds mis en gage par l'adhérent auprès d'un autre adhérent et qui sont détenus par la CDS pour cet adhérent gagiste; (Pledge un compte à risque; (Restricted Collateral Account)
- (xii) d'un « compte de retrait », soit un compte tenu par la CDS et servant à inscrire les valeurs que la CDS détient pour l'adhérent et pour lesquelles l'adhérent de l'adhérent qui a fait une demande de retrait qui n'a pas encore été confirmée par la CDS; (Withdrawal Account)
- (xiii) d'un « compte de soumission » étant un compte-mémoire faisant état des livraisons de valeurs soumises par l'adhérent à un agent dépositaire et détenues valeurs », soit un compte d'un adhérent tenu par la CDS pour cet agent dépositaire; (Tender Account)
- (d) d'un « compte de valeurs » et servant à inscrire les valeurs que la CDS détient pour l'adhérent (autres que celles découlant d'une mise en gage ou d'une soumission) et les obligations de l'adhérent de livrer les valeurs à la CDS, y compris un compte général, un compte séparé et un compte RER; (Securities Account)
- Un compte de valeurs peut être ou non un compte à risque. Chaque compte général (General Account), compte séparé (Segregated Account) et compte RER (RSP Account) est un « compte de valeurs », tandis que seul un compte général est un compte à risque; (Securities Account)
- (e) d'un « compte d'offre », soit un compte servant à inscrire les valeurs que la CDS détient pour la une personne agissant à titre d'agent d'agent dépositaire et qui ont été soumises à ce dernier par les adhérents; (Offer Account)
- (f) d'un « compte-mémoire » désigne, soit un compte d'un adhérent tenu par la CDS et faisant état des livraisons de valeurs ou de fonds ayant été livrés par l'adhérent prenant part à une mise en gage ou à une transaction de soumission et qui ne sont pas détenus par la CDS pour l'adhérent. Le compte de mise en gage et le compte de soumission constituent des comptes-mémoires; (Memo Account)

« compte à risque » désigne un compte auquel la vérification de la VGG s'applique. Les valeurs créditées à un compte à risque sont des garanties assujetties aux sûretés de la caution et aux sûretés du groupe de crédit de catégorie. Les fonds crédités à un compte à risque sont assujettis au droit de rétention de la CDS. Un compte de garantie restreinte constitue un compte de garantie qui est un compte à risque. Un compte

8

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

général constitue un compte de valeurs qui est un compte à risque. Un compte de valeurs n'étant pas un compte à risque est un « compte séparé » ou un « compte RER »; (*Risk Account*)

Un compte de mise en gage est un compte-mémoire qui fait état des valeurs et des fonds ayant été mis en gage par un adhérent auprès d'un autre adhérent et qui sont détenus par la CDS pour cet adhérent gagiste; (*Pledge Account*)

Un compte de soumission est un compte-mémoire faisant état des valeurs soumises par l'adhérent à un agent dépositaire et détenues par la CDS pour cet agent dépositaire; (*Tender Account*)

(g) « compte à risque » a le sens donné à ce terme dans la définition du terme « compte » de la présente Règle 1.2.1. (*Risk Account*)

« compte de compensation de la CDS à la NSCC » désigne un compte tenu un des comptes tenus par la NSCC pour la CDS et qui n'est pas offert aux adhérents à un service de liaison, tel que décrit comme énoncé à la Règle 10.1.4;8. (*CDS NSCC Clearing Account*)

« compte de fonds » désigne un compte servant à inscrire par monnaie le montant net dû entre sens donné à ce terme à la CDS et l'adhérent de temps à autre, montant découlant de l'utilisation que fait l'adhérent définition du service de dépôt et du service de règlement; terme « compte » dans la présente Règle 1.2.1. (*Funds Account*)

« compte de garantie » désigne un compte servant à inscrire les valeurs et les fonds qui ont été mis en gage en faveur de l'adhérent et qui sont détenus par la CDS pour cet adhérent gagiste. Un compte de garantie restreinte est un compte de garantie qui est un compte à risque; (*Collateral Account, Restricted Collateral Account*)

« compte de garantie restreinte » désigne un compte de garantie qui est un compte à risque; « compte de garantie restreinte » a le sens attribué à ce terme dans la définition du terme « compte » de la présente Règle 1.2.1. (*Restricted Collateral Account*)

« compte de la CDS à la DTC » désigne un compte tenu un des comptes tenus par la DTC pour la CDS et qui n'est pas offert aux adhérents à un service de liaison, tel que décrit comme énoncé à la Règle 10.1.4;9. (*CDS DTC Account*)

« compte de mise en gage » désigne un a le sens attribué à ce terme dans la définition du terme « compte-mémoire faisant état des livraisons » de valeurs et de fonds mis en gage par l'adhérent auprès d'un autre adhérent et qui sont détenus par la CDS pour cet adhérent gagiste; la présente Règle 1.2.1. (*Pledge Account*)

« compte de retrait » désigne un compte servant à inscrire les valeurs que la CDS détient pour l'adhérent et pour lesquelles l'adhérent a fait une demande de retrait qui n'a pas encore été confirmée; a le sens attribué à ce terme à la définition du terme « compte » dans la présente Règle 1.2.1. (*Withdrawal Account*)

« compte de service de liaison » désigne un un des comptes tenus par la NSCC ou par la DTC pour la CDS et utilisé par un adhérent à un service de liaison, tel que décrit aux Règles comme énoncé à la Règle 10.3 et 10.4.1.8. Un compte de service de liaison est un compte-SLDDTC ou un compte SLNY; est un compte de service de liaison. (*Link Account*)

9

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

« **compte de soumission** » désigne ~~un~~ a le sens attribué à ce terme dans la définition du terme « compte-mémoire faisant état des livraisons » de valeurs soumises par l'adhérent à un agent dépositaire et détenues par la CDS pour cet agent dépositaire; la présente Règle 1.2.1. (*Tender Account*)

« **compte de valeurs** » désigne ~~un~~ a le sens attribué à ce terme dans la définition du terme « compte servant à inscrire les valeurs que la CDS détient pour l'adhérent (autres que celles découlant d'une mise en gage ou d'une soumission) et les obligations » de l'adhérent de livrer les valeurs à la CDS, y compris un compte général, un compte séparé et un compte RER; la Règle 1.2.1. (*Securities Account*)

« **compte d'offre** » désigne un compte servant à inscrire les valeurs que la CDS détient pour la personne agissant à titre d'agent dépositaire et qui ont été soumises à ce dernier par les adhérents; a le sens donné à ce terme dans la définition du terme « compte » de la présente Règle 1.2.1. (*Offer Account*)

« **compte du SLDDTC** » désigne ~~un~~ un des comptes tenus par la DTC pour la CDS et offert aux fins d'utilisation par un adhérent au Service de liaison directe avec la DTC, ~~tel que décrit comme énoncé~~ à la Règle 10.4.2. (*DDL Account*)

« **compte du SLNY** » désigne ~~un~~ un des comptes tenus par la NSCC ou la DTC pour la CDS et offert aux fins d'utilisation par les adhérents au SLNY, ~~tel que décrit comme énoncé~~ à la Règle 10.3.2. (*NYL Account*)

« ~~compte général~~ » désigne ~~un compte de valeurs qui est un compte.~~ a le sens donné à risque; ce terme dans la définition du terme « compte » dans la présente Règle 1.2.1. (*General Account*)

« ~~compte-mémoire~~ » a le sens qui est attribué à ce terme dans la définition du terme « compte » dans la présente Règle 1.2.1. (*Memo Account*)

« **compte RER** » désigne un compte de valeurs qui n'est pas un ~~compte à risque;~~ a le sens attribué à ce terme dans la définition du terme « compte à risque; » de la présente Règle 1.2.1. (*RSP Account*)

« ~~compte séparé~~ » désigne ~~un~~ a le sens attribué à ce terme dans la définition du terme « compte de valeurs qui n'est pas un compte à risque; » de la présente Règle 1.2.1. (*Segregated Account*)

« **compte transfrontalier** » désigne ~~le~~ un compte de la CDS à la DTC, ~~le~~ un compte de compensation de la CDS à la NSCC ~~et les comptes ou un compte~~ des services de liaison; (*Cross-Border Accounts Account*)

« ~~Conseil conseil~~ d'administration » ou « ~~Conseil conseil~~ » désigne le conseil d'administration de la CDS; (*Board of Directors* ou *Board*)

« **contribution** » désigne soit une contribution à un fonds effectuée conformément à la Règle 5.7.2. soit une contribution à un fonds commun de garantie; ~~(contribution effectuée conformément à la Règle 5.10.1.~~ (*Contribution*)

« **contribution après retrait** » désigne la contribution au fonds devant être versée par un adhérent se retirant ~~d'une fonction~~ de la contrepartie centrale à l'égard en fonction de ses obligations en cours non réglées à la contrepartie centrale découlant de l'utilisation de la fonction de la contrepartie centrale dont il se retire; (*Post-Withdrawal Contribution*)

40

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

« **contribution au fonds** » désigne la contribution effectuée par chaque un adhérent à un fonds dont il est membre du fonds conformément à la Règle 5.8, dans laquelle le membre du fonds concède une sûreté en faveur de la CDS; (Fund Contribution)

« **contribution au fonds commun de garantie** » désigne la contribution effectuée par un membre adhérent au fonds commun de garantie d'un groupe de crédit de catégorie à son fonds commun de garantie dont il est membre. (Collateral Pool Contribution)

« **contribution au fonds de service de liaison** » désigne la contribution effectuée par un adhérent, en vertu de la Règle 10.6.3, à un fonds de service de liaison par chacun des membres du groupe de crédit de fonds de service de liaison, en vertu de la Règle 10.7.5, par laquelle le dont il est membre du groupe de crédit de fonds de service de liaison accorde une sûreté en faveur de la CDS; (Link Fund Contribution)

« **contribution de liquidité supplémentaire** » désigne la contribution de liquidité supplémentaire, tel que liquidités supplémentaires a le sens attribué à ce terme est défini à la Règle 5.158, dans le cadre de laquelle l'adhérent concède/consent une sûreté en faveur au profit de la CDS; (Supplemental Liquidity Contribution)

« **contribution de retrait** » désigne la contribution au fonds supplémentaire de la fonction de la contrepartie centrale par rapport à l'égard de laquelle l'adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale a exercé son droit de retrait d'une fonction de la contrepartie centrale. Cette contribution doit être versée par l'adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale lorsqu'il informe la CDS de son intention d'exercer son droit de retrait d'une fonction de la contrepartie centrale; (Withdrawal Contribution)

« **contribution finale** » désigne la contribution au fonds établi pour la fonction de la contrepartie centrale de laquelle l'adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale a l'intention de se retirer correspondant à la somme de la contribution de retrait et de la contribution initiale versées par l'adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale, calculées conformément à la Règle 9.4.7;5.1. (Final Contribution)

« **contribution initiale** » désigne la contribution au fonds établi pour la fonction de la contrepartie centrale de laquelle l'adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale a l'intention de se retirer devant, et qui doit être versée par l'adhérent le jour où il exerce son droit de retrait d'une fonction de la contrepartie centrale; (Original Contribution)

« **Convention d'adhésion** » désigne la convention sous forme standard conclue entre la CDS et chaque un adhérent et entre tous les adhérents dès l'acceptation par la CDS de la demande d'adhésion à un ou à plusieurs services qui lui a été faite par chaque adhérent; l'adhérent. (Participant Agreement)

« **Convention entre cautions** » désigne la convention entre toutes les cautions mentionnées à la Règle 2.4.8;9. (Inter-Surety Agreement)

« **Convention relative au groupe de crédit de catégorie** » désigne l'une des conventions une convention sous forme standard conclue entre tous les membres de certains groupes d'un groupe de crédit de catégorie mentionnés conformément à la Règle 2.3.3;4. (Category Credit Ring Agreement)

44

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

« **cote** » désigne le montant ~~que doit verser la CDS à l'adhérent, ou l'adhérent à la CDS, pour une obligation en cours de l'obligation~~ de la contrepartie centrale, ~~avant le règlement, de la CDS ou d'un adhérent, dont il est question à la Règle 7.1.3.~~ (Mark)

« **date de valeur** » désigne la date ~~choisie par laquelle~~ les adhérents ~~qui sont parties à~~ ~~concernés par~~ une obligation ~~d'opération pour le~~ ~~opération ont convenu du~~ règlement de cette obligation; ~~des obligations relatives à l'opération.~~ (Value Date)

« **DBRS** » désigne le Dominion Bond Rating Service. (DBRS)

« **dépôt à un service de liaison** » désigne un dépôt à un service de liaison. (Link Deposit)

« **Documentation contractuelle** » désigne la Convention d'adhésion, les Règles, les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur. (Legal Documents)

« **documentation relative aux services transfrontaliers** » désigne ~~(i)~~ :

(a) les ententes conclues entre la CDS et la NSCC et la DTC de temps à autre, dans le but d'offrir des services transfrontaliers; ~~(ii), et~~ les règles, règlements, procédés et méthodes et autres exigences de la NSCC et de la DTC en vigueur de temps à autre; ~~et (iii) à l'égard d'un adhérent aux services transfrontaliers qui utilise le service ACT.~~

(b) les conventions ~~établies~~ ~~conclues~~ entre la CDS et la NASD de temps à autre, dans le but d'offrir le service ACT et les règles, règlements, procédés et méthodes et autres exigences de la NASD ~~relatifs au service ACT~~ en vigueur de temps à autre. (Cross-Border Documents)

« **dollars** » ou « **\$** » désignent des dollars dans la monnaie légale du Canada, à moins que le contexte n'indique que l'on fait référence à une autre monnaie. « ~~\$US~~ » ou « ~~dollars américains~~ » désignent des dollars dans la monnaie légale des États-Unis; (Dollars ou \$) (Dollars ou \$)

« **dollars américains** » ou « **\$ US** » désignent des dollars dans la monnaie légale des États-Unis. (US Dollars ou US\$)

« **droit de retrait d'une fonction de la contrepartie centrale** » désigne le droit de se retirer ~~d'une fonction~~ de la contrepartie centrale décrit à la Règle 9.4; ~~5.~~ (CCP Withdrawal Option)

« **DTC** » désigne la Depository Trust Company, une société de fiducie à mandat restreint constituée en vertu de la *Banking Law* de l'État de New York; (DTC)

« **écriture imposée** » a le sens attribué à ce terme à la Règle 8.2.3. (Forced Entry)

« **émetteur** » désigne une personne ~~(autre qu'un particulier), qui est ou non un adhérent, et~~ qui satisfait à un ou plusieurs des critères suivants ~~(y compris, le cas échéant, un adhérent) :~~ (Issuer) :

(i)(a) elle est tenue par la loi qui la régit de tenir un registre de valeurs;

(ii)(b) elle crée, directement ou indirectement, une série de droits de créance ou d'actions portant sur ses droits, ses biens ou son actif, et émet des certificats ou des valeurs scripturales en attestant l'existence;

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

~~(iii)~~(c) elle inscrit ou autorise l'inscription de sa raison sociale sur le certificat, à un autre titre que celui de fiduciaire, d'agent comptable des registres ou d'agent des transferts qui authentifie ou qui autorise de quelque autre façon l'émission de certificats de valeurs ou de valeurs scripturales attestant l'existence d'une action, de la participation ou d'un autre droit portant sur ses biens ou sur une entreprise ou prouvant qu'elle doit s'acquitter d'une obligation; ou

~~(iv)~~(d) elle devient responsable d'un autre émetteur ou au nom d'un autre émetteur dont elle prend la place;

et aux fins de la présente définition, le terme «-personne-» comprend le gouvernement de toute nation ou tout territoire local (y compris une province, un territoire, un État ou une municipalité) ainsi que ses agences.

(Issuer)

« **emprunteur** » désigne l'~~adhérent~~un emprunteur de crédit qui ~~est un adhérent et~~ classé comme tel par la CDS conformément à la Règle 2.3.2; *(Receiver of Credit)*

« **emprunteur de FCGE en \$ CA** » désigne un emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs qui régle des transactions en dollars canadiens. *(CAD RPC Receiver)*

« **emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs** » désigne un emprunteur qui choisit de devenir membre du groupe de crédit d'un fonds commun de garantie des emprunteurs et qui est, par le fait même, un adhérent détenant un plafond de fonctionnement; *(RCP Receiver)*

« **emprunteur non contribuant** » désigne un emprunteur qui choisit de ne pas contribuer à la garantie d'un fonds commun de garantie des emprunteurs et qui n'est pas, par le fait même, un adhérent détenant un plafond de fonctionnement; *(Non-Contributing Receiver)*

« ~~enregistrement~~enregistrement de responsabilité liée aux événements de marché » a la ~~signification que le sens qui lui confère est attribué~~ à la Règle 6.89.5. *(CA Liability Record)*

« **facteur de mise en commun** » s'entend du facteur utilisé aux fins du calcul du produit d'évaluation de l'emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs. *(Pool Factor)*

« **facteur de mise en commun du FCGE en \$ CA** » désigne le facteur utilisé dans le calcul du produit d'évaluation pour un emprunteur de FCGE en \$ CA conformément à la Règle 5.4.4(iii). *(CAD RCP Pool Factor)*

« **facteur d'évaluation** » désigne un facteur utilisé aux fins de calcul du plafond de fonctionnement d'un adhérent détenant un ~~maximum global, tel que décrit~~plafond de fonctionnement, comme énoncé à la Règle 5.10;4.4. *(Rating Discount)*

« **fédération adhérente** » désigne un adhérent qui est classé comme tel par la CDS en vertu de la Règle 2.4.3; « **fédération adhérente active** » désigne une fédération adhérente désignée comme telle en vertu de cette Règle et « **remplaçant d'une fédération adhérente active** » désigne une fédération adhérente désignée comme telle conformément à la Règle 5.9.3; *(Federated Participant, Active Federated Participant et Replacement Active Federated Participant)*

« **fédération adhérente active** » désigne une fédération adhérente désignée comme telle en vertu de la Règle 2.4.3; *(Active Federated Participant)*

« **FCGE** » désigne un fonds commun de garantie auquel contribuent les emprunteurs. *(RCP)*

Mis en forme : Police : Arial, 10 pt

Mis en forme : Police : Non Gras

Mis en forme : Police : Arial, 10 pt

Mis en forme : Police : Arial, 10 pt

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

« **Fedwire** » désigne le système de transfert de fonds régi par la Réserve fédérale américaine des États-Unis; *(Fedwire)*

~~« fonction »~~ désigne une méthode de traitement des opérations dans le cadre d'un service. La CDS peut offrir plus d'une fonction dans le cadre d'un service ~~donné~~. Parmi les fonctions, on retrouve celles décrites dans les Procédés et méthodes et la fonction ~~du~~ RNC pour les opérations traitées au moyen de la novation et ~~de~~ l'établissement du solde net prérèglement; *(Function)*

~~« fonction de la contrepartie centrale »~~ désigne la fonction ~~de~~ RNC utilisée pour traiter les opérations ~~par prérèglement ou toute autre fonction que la CDS établit à cette fin.~~ *(CCP Function)*

~~« fonction de RCN »~~ désigne la fonction de service de règlement net continu décrite à la Règle 7.3 permettant le traitement d'opérations au moyen de la novation ~~ou établissement et de l'établissement~~ du solde net ~~avant règlement;~~ *(CCP prérèglement. (CNS Function)*

« **fondé de pouvoir** » désigne un particulier nommé par ~~l'adhérent un adhérent~~ afin d'agir à titre de fondé de pouvoir; *(Signing Officer)*

« **fonds** » (1) désigne ~~un des~~ fonds ~~établi~~ établi conformément à la Règle 5.7.1 en ce qui a trait à un service ou à une fonction; ~~relativement à la fonction de RNC, il y a deux types de fonds auxquels l'adhérent effectue des contributions conformément aux Procédés et méthodes : le fonds des adhérents et le fonds de défaillance. Les contributions au fonds de défaillance sont sujettes à une mutualisation et peuvent être utilisées pour satisfaire aux obligations de tout adhérent qui est membre de ce fonds. Les contributions au fonds des adhérents ne sont pas assujetties à la mutualisation et les contributions d'un adhérent sont utilisées pour satisfaire aux obligations de cet adhérent seulement.~~ *(Fund)*

« **fonds** » (2), ~~se trouvant dans le compte de fonds d'un adhérent,~~ désigne ~~l'obligation~~ une obligation due par l'adhérent à la CDS, ou par la CDS à l'adhérent, attestée par le solde débiteur ou créditeur, respectivement, du compte de fonds de cet adhérent; ~~Pour plus de précisions, ces fonds sont des actifs financiers dont il est question aux Règles 1.8.d) et 5.14.3.~~ *(Funds)*

« **fonds commun de garantie** » ~~désigne un des fonds communs de garantie créés par certains groupes de crédit de catégorie conformément~~ ~~à le sens donné à ce terme~~ à la Règle 5.12;10.1. *(Collateral Pool)*

~~« fonds de liquidités supplémentaires »~~ désigne le fonds de ~~liquidité supplémentaire~~ ~~désigne le fonds de liquidité supplémentaire~~ liquidités supplémentaires établi conformément à la Règle 5.15;8. *(Supplemental Liquidity Fund)*

« **fonds de service de liaison** » désigne un ~~des~~ fonds ~~établi~~ établis ~~relativement à~~ ~~pour~~ un service de liaison ~~en vertu de~~ établi conformément à la Règle 10.7;6.1. *(Link Fund)*

« **frais de position à découvert** » désigne le montant que l'adhérent doit payer à la CDS, conformément à la Règle 6.2.7 ~~ou à la Règle 6.2.8 si l'adhérent a une~~10, en fonction d'une position à découvert; *(Short Position Charge)*

« **frais relatifs aux services transfrontaliers** » désigne tous les frais, amendes, appels de versement, évaluations, impôts et autres frais encourus, prélevés, évalués, ou imputés relativement à l'utilisation ~~de~~

44

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

~~l'adhérent~~ des services transfrontaliers par un adhérent, ou relativement aux valeurs détenues pour ~~l'adhérent~~un adhérent conformément aux services transfrontaliers (mais seulement dans la mesure où de tels frais, amendes, appels de versement, évaluations, impôts ou frais sont encourus, prélevés, évalués ou imputés relativement à un moment, un événement ou une période au cours duquel ou de laquelle les valeurs étaient détenues pour le compte de l'adhérent), y compris : ~~(Cross-Border Charges)~~

- ~~(i)(a)~~ les pertes de la DTC ou de la NSCC attribuées aux membres à la CDS en tant que membre de la DTC ou de la NSCC, ~~y compris la CDS~~;
- ~~(ii)(b)~~ les frais découlant de la détention de valeurs pour le compte de l'adhérent dans un compte transfrontalier;
- ~~(iii)(c)~~ les frais découlant des transactions effectuées par l'adhérent au moyen des services transfrontaliers;
- ~~(iv)(d)~~ les taxes et les impôts (sauf les impôts calculés selon le revenu auxquels la CDS, la NSCC ou la DTC se qualifient à titre de détenteurs réels), ou les autres frais imposés par les gouvernements et les obligations de déduire ou d'effectuer des retenues à la source sur les droits et privilèges et sur tout autre montant, relativement aux valeurs détenues pour le compte de l'adhérent dans les comptes transfrontaliers, ainsi que tous les intérêts ~~et~~, toutes les pénalités afférentes et les suppléments ~~aux éléments mentionnés~~ (autres que les intérêts, les pénalités ou les suppléments imputés en raison d'une défaillance de la CDS ou de son mandataire); et
- ~~(v)(e)~~ les pénalités et autres frais imputés par tout organisme de réglementation ou gouvernemental au terme d'une omission (autre qu'une omission de la CDS ou de son mandataire) de déposer la documentation ou les données exigées relativement aux valeurs détenues pour le compte de l'adhérent dans les comptes transfrontaliers; ~~(Cross-Border Charges)~~

« **garantie** » désigne, pour un adhérent ~~suspendu (Collateral)~~ :

~~Règle 1-(a)~~ ses contributions à un fonds commun de garantie;

~~(i)(b)~~ ses contributions à un fonds;

~~(ii)(c)~~ sa garantie du service de règlement;

~~(iii)(d)~~ sa garantie particulière;

~~(iv)~~ sa garantie de la contrepartie centrale;

~~(v)(e)~~ ses contributions de liquidité supplémentaire; liquidités supplémentaires. (Collateral)

-« **garantie d'un adhérent défaillant** » désigne les contributions à un fonds d'un adhérent défaillant, ses contributions à un fonds commun de garantie, sa garantie particulière, sa garantie ~~de la contrepartie centrale, sa garantie~~ du service de règlement ~~et~~, sa garantie du groupe de crédit de catégorie (y compris sa garantie du service de règlement et ses contributions à un fonds commun de garantie) et ses contributions de liquidité supplémentaire; liquidités supplémentaires. (Defaulter's Collateral)

« **garantie du groupe de crédit de catégorie** » désigne les biens donnés en la garantie décrits d'un adhérent comme décrite à la Règle 5.11-2 ~~qui sont assujettis aux sûretés du groupe de crédit de catégorie; 5.~~ (Category Credit Ring Collateral)

46

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

« **garantie du service de règlement** » désigne les biens donnés en garantie décrits à la Règle 5.2.5 ~~sur lesquels l'adhérent accorde une sûreté de la caution et une sûreté du groupe de crédit de catégorie 1.~~ (Settlement Service Collateral)

« **garantie particulière** » désigne les biens donnés en garantie décrits à la Règle 5.2.3 ~~sur lesquels un adhérent peut accorder une sûreté à la CDS;~~ (Specific Collateral)

« **garantie particulière aux services transfrontaliers** » désigne les biens donnés en garantie décrits à la Règle 10.6.3 ~~sur lesquels un adhérent accorde une sûreté à la CDS;~~ 5.3. (Cross-Border Specific Collateral)

« **garantie relative aux services transfrontaliers** » a la signification indiquée à la Règle 10.65.1. (Cross-Border Collateral)

« **gardien** » désigne une personne qui a été ~~acceptée~~ nommée par la CDS pour remplir les tâches de gardien pour la CDS dans le service de dépôt, relativement aux valeurs détenues pour le compte d'adhérents. Un gardien peut être un « **gardien étranger** » agissant à titre de gardien à l'extérieur du Canada seulement, ou un « **gardien intérieur** » agissant à titre de gardien au Canada ou à l'étranger, sous réserve de l'approbation ~~de la CDS~~ ou un gardien étranger. (Custodian)

« **gardien étranger** » désigne une personne qui a été nommée par la CDS ~~dans le but d'effectuer les tâches d'un tant que~~ gardien étranger pour la CDS relativement aux valeurs détenues pour les adhérents au service et qui agit à titre de dépôt; gardien à l'étranger seulement. (Foreign Custodian)

« **gardien intérieur** » désigne un adhérent qui a été nommé par la CDS ~~dans le but d'effectuer les tâches d'un à titre de~~ gardien intérieur pour et qui agit à titre de gardien au Canada ou à l'étranger, comme l'approuve la CDS relativement aux valeurs détenues pour les adhérents au service de dépôt; (Domestic Custodian)

« **gestionnaire des utilisateurs** » désigne un particulier nommé par ~~l'adhérent~~ un adhérent pour donner aux utilisateurs individuels l'accès, au nom de ~~l'adhérent~~ cet adhérent, aux activités de traitement informatique pour les services en temps réel ou ~~séquentiels;~~ par lots. (User Administrator)

« **grand livre** » désigne un grand livre tenu par la CDS pour l'adhérent ou pour elle-même, qui est constitué ~~des comptes offerts par elle, de temps à autre, et de l'écriture faisant état du solde de la VGG pour ce grand livre;~~ (Ledger) de ce qui suit :

(a) des types de comptes offerts par la CDS, de temps à autre, pour ce grand livre; et

(b) de l'écriture faisant état de la VGG de ce grand livre. (Ledger)

« **grand livre de droits et privilèges** » désigne un grand livre ~~tenu et tous les comptes sous-jacents de celui-ci tenus~~ par la CDS en son propre nom pour la gestion et le contrôle du traitement des droits et privilèges associés aux valeurs, ~~tel qu'il est décrit comme énoncé~~ à la Règle 6.7.6. (Entitlements Ledger)

« **grand livre de gestion des garanties** » désigne un grand livre ~~de la CDS utilis~~ et les comptes sous-jacents de celui-ci utilisés aux fins de gestion et de contrôle des garanties détenues par la CDS, ~~tel que décrit comme énoncé~~ à la Règle 5.3.11.1. (Collateral Administration Ledger)

46

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

« **groupe d'adhérents associés** » désigne les adhérents associés ~~aux fins de la vérification de la VGG, tel qu'il est, comme~~ décrit à la Règle 5.13.2;15.6. (*Associated Group*)

« **groupe de crédit** » désigne soit un groupe de crédit de ~~catégorie~~ fonds établi conformément à la Règle 5.7.1, soit un groupe de crédit de ~~fonds;~~ catégorie établi conformément à la Règle 5.9.1. (*Credit Ring*)

« **groupe de crédit de catégorie** » a le sens donné à ce terme à la Règle 5.9.1. (*Category Credit Ring*)

« **groupe de crédit de catégorie d'un emprunteur de FCGE en \$ CA** » désigne ~~un des groupes d'adhérents décrits à la Règle 5.9 classé dans une catégorie particulière et qui garantit le paiement de certaines obligations à la CDS de tous les autres membres de ce~~ le groupe de crédit de catégorie; (*Category Credit Ring d'un emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs qui règle des transactions en dollars canadiens. (CAD RCP CCR)*)

« **groupe de crédit de fonds** » désigne ~~un des groupes d'adhérents décrits à la Règle 5.7 qui est membre d'un fonds et qui garantit le paiement à la CDS de certaines obligations de tous les autres membres de ce~~ groupe de crédit; le sens donné à ce terme à la Règle 5.7.1. (*Fund Credit Ring*)

« **groupe de crédit de fonds de service de liaison** » désigne ~~les membres du~~ le groupe de crédit de fonds de service de liaison ~~qui acceptent associé au service de payer à la CDS leur quote part de certaines obligations d'un membre suspendu;~~ liaison, établi conformément à la Règle 10.8;6. (*Link Fund Credit Ring*)

« **groupe de débit** » désigne ~~le~~ le ~~groupe d'adhérents~~ sens donné à qui est imputée une perte de valeurs, conformément ~~ce terme~~ à la Règle 4.3.2. (*Debit Ring*)

« **Guide de l'utilisateur** » désigne l'un ou l'autre des guides de l'utilisateur dans la forme prescrite par la CDS de temps à autre pour les services et comprend les écrans de terminaux du service d'aide en direct ligne faisant partie des systèmes et auxquels on accède conformément aux Guides de l'utilisateur. (*User Guide*)

« **hypothèque** » a la signification indiquée dans la Règle 5.2.9;14.5. (*Hypothec*)

« **identificateur de valeur** » désigne tout identificateur utilisé par la CDS pour distinguer une catégorie, une émission ou un type particulier de valeurs aux fins ~~des~~ d'un ou de services, notamment : ~~(Security Identifier)~~

(i)(a) un « **CIN** » ou « **CUSIP International Number** » ~~(qui est une~~ marque de commerce de Committee on Uniform Security Identification Procedures, de l'American Bankers Association); (*CIN ou CUSIP International Number*)

(ii)(b) un numéro « **CUSIP** » ~~(qui est une~~ marque de commerce de Committee on Uniform Security Identification Procedures, de l'American Bankers Association); (*CUSIP*) et

(iii)(c) un « **ISIN** », ou « **International Securities Identification Number** », ~~qui est~~ fixé conformément aux normes établies par l'Organisation internationale de normalisation); (*ISIN ou International Securities Identification Number. (Security Identifier)*)

« **information sur les valeurs** » désigne toute donnée et tout renseignement sous forme écrite, orale ou électronique portant sur une valeur, y compris, sans toutefois s'y limiter, sur le dépôt ou le retrait d'une valeur, sur un événement afférent à une valeur, sur l'émetteur d'une valeur ou sur l'identificateur de la valeur ou,

Mis en forme : Police : Arial, 10 pt

Mis en forme : Police : Non Italique

Mis en forme : Police : Non Italique

Mis en forme : Police : Non Gras, Français (Canada)

Mis en forme : Police : Gras, Français (Canada)

Mis en forme : Police : Non Italique, Français (Canada)

Mis en forme : Police : Non Italique, Français (Canada)

47

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

encore, sous toute autre forme, que la CDS, l'une de ses sociétés affiliées ou l'un de ses mandataires enregistrent, divulguent, recueillent, traitent, compilent, créent, publient, distribuent, offrent, rendent accessibles ou ont en leur possession ou sous leur contrôle en tout temps; (Security Information)

« **institution étrangère** » désigne une personne : ~~(Foreign Institution)~~

(iv)(a) qui est constituée en société, établie ou formée en vertu des lois d'un territoire extérieur à celui du Canada ou dont les activités sont principalement régies par les lois d'un territoire extérieur à celui du Canada; et

(v)(b) qui est un courtier ou négociant de valeurs mobilières, une banque ou une caisse d'épargne, une société ou une compagnie de fiducie, une société ou une compagnie de prêt, une société ou une compagnie d'assurances, une société de compensation ou de dépôt de valeurs, une banque centrale ou toute autre personne négociant des valeurs. ~~(Foreign Institution)~~

« **institution financière** » désigne : ~~(Financial Institution)~~

(vi)(a) une banque désignée banque de l'annexe I, II ou III ~~dans~~ la *Loi sur les banques* (Canada);

(vii)(b) une institution régie selon la *Loi sur les coopératives de services financiers* (Québec);

(viii)(c) une société ou une compagnie de fiducie, une société ou une compagnie de prêt, une caisse de crédit, une caisse d'épargne et de crédit, ou une caisse centrale de crédit constituée et régie en vertu des lois du Canada ou de l'une de ses provinces ou de l'un de ses territoires; ou

(ix)(d) une société d'État constituée et régie en vertu de l'*Alberta Treasury Branches' ATB Financial Act* (Alberta). ~~(Financial Institution)~~

« **institution financière désignée** » désigne une personne : ~~(Specified Financial Institution)~~

(x)(a) qui est établie ou constituée en société en vertu des lois du Canada, ~~et ou de toute province ou de tout territoire du Canada, et~~

(b) qui est (1) :

i) une banque; (2) ;

ii) une société ou une compagnie de fiducie; (3) une fédération adhérente active; (4) ;

(xi)iii) une caisse centrale de crédit, une ligue de caisses de crédit ou toute autre association de caisses de crédit semblable ou (5) une société d'État constituée et régie en vertu de l'*Alberta Treasury Branches Act* (Alberta); ou

iv) une société d'État constituée et régie en vertu de l'*ATB Financial Act* (Alberta). ~~(Specified Financial Institution)~~

« **institution financière réglementée** » désigne une personne : ~~(Regulated Financial Institution)~~

(xii)(a) qui est constituée en société, établie ou formée en vertu des lois du Canada ou d'une province ou d'un territoire du Canada;

(xiii)(b) dont les activités sont principalement régies, aux fins de prudence et de liquidité, en vertu des lois du Canada ou d'une province ou d'un territoire du Canada; et

Mis en forme : Police :Arial, 10 pt

Mis en forme : Police :Arial, Non Italique

Mis en forme : Police :Arial

Mis en forme : Police :Arial, Non Italique

Mis en forme : Police :Arial, 10 pt

Mis en forme : Police :Arial, Non Italique, Anglais (Canada)

Mis en forme : Police :Arial, Anglais (Canada)

Mis en forme : Police :Arial, 10 pt

Mis en forme : Police :Non Italique

Mis en forme : Police :Non Italique

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

(xiv)(c) qui est une institution financière, un courtier ou négociant de valeurs mobilières, une société ou une compagnie d'assurances ou une société de compensation ou de dépôt de valeurs. *(Regulated Financial Institution)*

Mis en forme : Police : Non Italique, Français (Canada)

Mis en forme : Police : Non Italique, Français (Canada)

« **instrument de paiement** » désigne un chèque, un chèque officiel, une traite bancaire, une traite de la banque centrale, un chèque d'un mandataire, un message de paiement reçu au moyen du STPGV, un message de paiement reçu au moyen de Fedwire, une instruction à un banquier, un instrument de paiement électronique ou en format papier acceptable aux fins de compensation au moyen du Système automatisé de compensation et de règlement de l'Association canadienne des paiements Paiements Canada ou tout autre instrument de paiement qui constitue un paiement acceptable; *(Payment Item)*

« **interface CDCC** » désigne le processus au moyen duquel la CDS enregistre auprès de la CDCC les opérations dont le mode de règlement est SNS aux fins de compensation avant le règlement de ces opérations au moyen des services de la CDS; *(CDCC interface/Interface)*

« **jour ouvrable** » désigne n'importe quel jour où le CDSX est disponible pour le traitement de transactions; *(Business Day)*

« **marge de crédit** » désigne des facilités une facilité de crédit établies établie par un adhérent en faveur d'un autre adhérent, conformément à la Règle 5.4;5. *(Line of Credit)*

« **marque de commerce de la CDS** » désigne toute marque de commerce de la CDS, tel que a le sens attribué à ce terme est décrit à la Règle 3.89.1; *(CDS Trade-marks)*

« **mécanisme d'authentification** » désigne l'information d'authentification confidentielle des particuliers et des systèmes (notamment comme les codes d'identification et les adresses pour l'ouverture de session, les mots de passe et les numéros d'identification personnels) et comprend, s'il y a lieu, les dispositifs d'authentification personnels (tels que les cartes à mémoire et les dispositifs biométriques) assignés à chaque adhérent, conformément à la Règle 3.1.2; *(Authentication Mechanism)*

« **membre** » désigne un adhérent qui est membre d'un fonds décrit à la Règle 5-7, d'un groupe de crédit de fonds, d'un groupe de crédit de catégorie, tel qu'il est décrit à la Règle 5-9 ou d'un groupe de crédit de fonds de service de liaison décrit à la Règle 10-7, selon le cas; *(Member)*

« **membre du fonds** » désigne un adhérent qui utilise un service ou une fonction pour lequel ou laquelle le fonds est constitué et qui doit verser une contribution à ce fonds; *(Fund Member)*

« **membre du groupe de crédit de fonds de service de liaison** » désigne un adhérent à un service de liaison qui est un membre d'un groupe de crédit de fonds de service de liaison; *(Link Fund Credit-Ring Member)*

« **mise en gage** » désigne une opération visant soit i) :

(a) la livraison de valeurs à titre de garantie assujettie à une sûreté sur ces valeurs; ou ii)

(b) un paiement entre adhérents donnant lieu assujetti à un remboursement, conformément aux modalités d'une entente entre les adhérents, selon laquelle les valeurs ou les fonds qui font l'objet de l'opération sont livrés au compte de garantie de l'adhérent gagiste et enregistrés dans le compte de mise en gage de l'adhérent constituant du gage; « **mis(es) en gage** » et « **mettre en gage** » ont un sens analogue; *(Pledge)*

49

© Services de dépôt et de compensation CDS inc.

Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

les termes « mis(es) en gage » et « mettre en gage » ayant un sens analogue. (Pledge)

« **mode de paiement par inscription comptable** » désigne le processus décrit à la Règle 8.45 selon lequel les obligations de paiement entre l'adhérent et la CDS sont remplies au processus de paiement; (Book Entry Payment Method)

« **mode de règlement** » désigne ~~soit~~ un des modes suivants : le RNC, le règlement individuel ou le SNS; (Mode of Settlement)

« **mode de règlement SCT** » désigne une instruction d'un adhérent à la CDS ~~lui~~ demandant à la CDS d'enregistrer les renseignements relatifs à une opération à un système de compensation tiers; ce mode de règlement s'applique aux transactions réglées par l'intermédiaire du SNS. (TPCS Mode of Settlement)

« **Moody's** » désigne Moody's Bond Record. (Moody's)

« **moyenne du risque maximal couru pour le partage des pertes** » a la signification indiquée à la Règle 3.7.4;8.3. (Loss Sharing MEP Average)

« **moyenne du risque maximal couru relativement à la date de clôture des registres** » a la signification indiquée à la Règle 3.7.4;8.3. (Record Date MEP Average)

« **moyenne du risque maximal couru relativement à la date de la défaillance** » a la signification indiquée à la Règle 3.7.4;8.3. (Default Date MEP Average)

« **NASD** » désigne la National Association of Securities Dealers, Inc. des États-Unis; (NASD)

« **NASDAQ** » désigne ~~The~~ NASDAQ Stock Market, marché boursier télématique électronique réglementé par la NASD; (NASDAQ)

« **NSCC** » désigne la National Securities Clearing Corporation, société constituée en vertu de la *Business Corporation Law* de l'État de New York; (NSCC)

« **obligation de la contrepartie centrale** » désigne les droits et les obligations ~~et les droits~~ réciproques ~~entre~~ de la CDS et un ~~un~~ adhérent ~~au terme~~ décollant du traitement d'opérations, avant le règlement, au moyen ~~de la~~ d'une fonction ~~du RNC de la contrepartie centrale~~. En vertu d'une obligation de la contrepartie centrale, ~~(i)~~ :

(a) la CDS ou l'adhérent a l'obligation de livrer des valeurs et le droit de recevoir paiement pour cette livraison de valeurs; et (ii)

(b) l'autre partie a le droit correspondant de recevoir des valeurs et l'obligation correspondante d'effectuer le paiement. Une obligation de la contrepartie centrale correspond à une obligation du RNC; (CCP Obligation ou Central Counterparty Obligation)

« **obligation du RNC** » désigne ~~une obligation~~ les droits et les obligations réciproques de la ~~contrepartie centrale entre la~~ CDS et ~~un adhérent de l'adhérent~~ qui est calculée à titre de résultat décollant du traitement d'opérations, avant le règlement, au moyen de la fonction de RNC. Une obligation du RNC est un type d'obligation de la contrepartie centrale. (CNS Obligation)

20

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

« **obligé** » désigne un membre d'un groupe de crédit ~~de fonds ou d'un groupe de crédit de catégorie qui verse~~ à versé à la CDS sa quote-part de l'obligation d'un adhérent défaillant ~~ou~~ et de chaque adhérent défaillant subséquent; *(Survivor)*

« **obligé de service de liaison** » désigne un membre d'un groupe de crédit ~~de fonds~~ de service de liaison qui effectue un paiement à la CDS de sa quote-part de l'obligation d'un adhérent de service de liaison défaillant ou d'un adhérent à un service de liaison défaillant subséquent; *(Link Survivor)*

« **œuvre de la CDS** » désigne toute donnée et tout renseignement créés ou compilés ~~par la CDS~~ et fournis par ~~elle-ci aux adhérents~~ à la CDS à un adhérent sous forme écrite, orale ou électronique, ~~tels qu'il est précisé comme énoncé~~ dans les Procédés et méthodes, ainsi que les logiciels, les fonctions, les systèmes, le matériel et les réseaux afférents aux services offerts ~~aux adhérents à un adhérent~~ par la CDS; *(CDS Works)*

« **opération** » désigne une transaction, portant sur des valeurs ou un paiement, ou les deux, sur laquelle se sont entendus des adhérents ~~sans utiliser les~~ indépendamment des services et qui doit être réglée au moyen des services, et qui comprend le paiement ou la livraison de valeurs, ou les deux, pour réaliser le paiement, la vente, l'achat, le prêt, la mise en gage ou toute autre aliénation de valeurs; *(Trade)*

« **organisme de réglementation** » désigne, relativement à ~~toute une~~ personne, le conseil, la commission, la bourse de valeurs ou de marchandises, l'association ou autre agence ou organisme d'autoréglementation ou agence ou organisme gouvernemental, professionnel ou autre, qui a l'autorité nécessaire pour réglementer cette personne ou toute activité menée par elle et comprend les autorités de réglementation de la CDS en ce qui concerne la CDS; *(Regulatory Body)*

« **organisme public** » désigne le gouvernement du Canada ou le gouvernement d'une province ou d'un territoire du Canada, ou ~~encore~~, d'une municipalité canadienne, ou l'une de ~~ses~~ leurs agences; *(Government Body)*

« **paiement acceptable** » désigne le mode de paiement précisé à la Règle 8.2.51.3 pour les paiements effectués à la CDS par un adhérent et les paiements effectués à un adhérent par la CDS; *(Acceptable Payment)*

« **paiement acceptable pour un service de liaison** » désigne ~~le~~ un mode de paiement précisé à la Règle 10.10.78.5 pour ~~les paiements effectués~~ un paiement effectué à la CDS par un adhérent à un service de liaison ~~et les paiements effectués~~ ou un paiement effectué à un adhérent à un service de liaison par la CDS; *(Link Acceptable Payment)*

« **particulier autorisé** » désigne un particulier autorisé, conformément à la Règle 3.1.1, à effectuer certaines activités au nom d'un adhérent; *(Authorized Individual)*

« **personne** » désigne un particulier, une entreprise individuelle, une personne morale, une société de personnes, une société en commandite, un organisme ou une association non constitués en société, une fiducie, un ~~gouvernement ou un~~ organisme public gouvernemental, juridique ou commercial; *(Person)*

« **perte de valeurs** » désigne toute circonstance selon laquelle la CDS serait incapable de livrer à ~~tous les~~ un ~~ou à plusieurs~~ adhérents ~~toutes~~ les valeurs détenues par la CDS pour ces adhérents, ~~tel que~~ comme défini à la Règle 4.2.4; *(Loss of Securities)*

24

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

« **perte subie par l'adhérent** » désigne tout dommage, coût ou toute perte, dépense, responsabilité ou réclamation ~~subiesubis~~ par un adhérent ~~autre qu'une perte de valeur~~ découlant, de quelque façon que ce soit, de l'utilisation d'un service, autre qu'une perte de valeurs, ~~tel que décrit comme énoncé~~ à la Règle 4.2.3₂. (*Participant Loss*)

« **plafond de fonctionnement** » ~~désigne la limite établie conformément à la Règle 5.10 pour les transactions, en ce qui peuvent être réalisées par un prêteur, une fédération adhérente active, un agent de règlement ou un emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs. Chaque adhérent qui fait l'objet d'un plafond de fonctionnement est concerné~~ un adhérent détenant un plafond de fonctionnement, ~~désigne la limite établie en dollars, déterminée et appliquée par la CDS quant à la valeur globale des transactions de cet adhérent, que la CDS autorisera aux fins de traitement par l'intermédiaire du CDSX, à quelque moment que ce soit.~~ (*System-Operating Cap*)

~~« **plafond souple** » désigne le montant limite à l'égard des obligations de paiement des adhérents au Service de liaison avec New York, lequel peut nécessiter un préfinancement au moyen de leurs comptes à la DTC ou à la NSCC. Il est calculé, examiné et mis à jour par la CDS conformément à la Règle 10.10.1 et aux Procédés et méthodes;~~ (*Soft Cap*)

« **position à découvert** » désigne un solde négatif dans le compte de valeurs de l'adhérent₂. (*Short Position*)

« **position à découvert au compte de service de liaison** » désigne un solde négatif d'un compte de service de liaison d'un adhérent à un service de liaison₂. (*Link Short Position*)

« **prêteur** » désigne ~~l'adhérent~~ un prêteur de crédit qui ~~à été~~ est aussi un adhérent classé comme tel par la CDS, conformément à la Règle 2.34.2₂. (*Extender of Credit or Extender*)

« **prêteur principal** » désigne un obligé nommé à ce titre par les autres prêteurs ~~au terme d'une défaillance, conformément à la Règle 9.3.4(ii) après la suspension~~ d'un prêteur, ~~tel que décrit à la Règle 9.3.2;~~ (*Lead Extender*)

« **Procédés et méthodes** » désigne les procédés et méthodes prescrits par la CDS ~~pour en ce qui concerne~~ tout service ou les services, conformément à la Règle 1.47₁. (*Procedures*)

« **processus de paiement** » désigne le processus de paiement final et irrévocable entre la CDS et les adhérents d'un solde de compte de fonds pour chaque monnaie, ~~tel que décrit comme énoncé~~ à la Règle 8₂. (*Payment Exchange*)

« **processus de paiement des services de liaison** » désigne le processus de paiement entre la CDS et les adhérents aux services de liaison₁ du solde calculé de l'encaisse pour chaque service de liaison₁ décrit à la Règle 10.10.6~~8.3~~. (*Link Payment Exchange*)

~~« **processus de règlement individuel en temps réel** »~~ ou « **processus individuel en temps réel** » désigne ~~un des~~ processus de règlement ~~décrits~~ décrit à la Règle 7.6~~4.2~~. (*Real Time TFI Settlement Process* ou *Real Time TFI Process*)

« **processus de règlement net continu en temps réel** » désigne le processus de règlement décrit à la Règle 7.4.3. (*Real Time Continuous Net Settlement Process*)

22

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

« **processus RNC-par lots combiné** » ou « **processus de règlement net continu et de règlement par lots combiné** » désigne ~~un des~~ processus de règlement ~~décrits~~décrit à la Règle 7.6:4.4. (*Combined Batch Net Settlement/Continuous Net Settlement/CNS Process* ou *Combined Batch/CNS Process*)

« **processus de règlement net continu en temps réel** » désigne ~~un des processus de règlement décrits à la Règle 7.5;~~ (*Real-Time Net Settlement/Continuous Net Settlement Process*)

« **produit d'évaluation** » désigne ~~une~~ facteur utilisé dans le calcul du plafond de fonctionnement d'un adhérent détenant un plafond de fonctionnement, ~~tel que décrit~~comme énoncé à la Règle 5.10:4. (*Formula Amount*)

« **propriétaire pour compte** » désigne une société en commandite formée par la CDS afin d'agir à titre de propriétaire pour compte aux fins du service de dépôt, au nom de laquelle les valeurs détenues par la CDS peuvent être immatriculées; (*Nominee*)

« **réclamation relative aux services transfrontaliers** » a la signification indiquée à la Règle 10.9:5:7.4. (*Cross-Border Claim*)

« **Règle** » désigne ~~l'une des règles énumérées~~toute règle énumérée à la Règle 1.1.1-adoptées par la CDS pour régir les services, y compris ~~toute section numérotée de celles-ci~~, de même que toute modification, ~~suppression ou révision ou tout ajout~~ qui peut y être ~~apportée~~apporté à l'occasion; (*Rule*)

« **règlement** » désigne ~~l'exécution, relativement à une opération soumise aux fins de traitement~~ à l'aide du service de règlement, ~~d'une opération réalisée par l'exécution de tous les processus, y compris~~ la livraison de valeurs ou le paiement de fonds ou les deux; « **régler** » et « **réglé(e)(s)** » ont un sens analogue; (*Settlement*)

« **remplaçant d'une fédération adhérente active** » désigne une fédération adhérente désignée comme telle conformément à la Règle 5.9.3; (*Replacement Active Federated Participant*)

« **résolution** » désigne l'exercice ou l'exercice probable par la Société d'assurance-dépôts du Canada du pouvoir que celle-ci détient ~~aux termes en vertu~~ de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* afin de résoudre les difficultés financières ou autres d'un adhérent qui est une institution membre ou la filiale d'une institution membre selon la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada*; (*Resolution*)

« **responsable de l'activation d'ISIN** » désigne l'adhérent qui ~~exécute~~assume la fonction et les ~~tâches d'un~~ obligations de responsable de l'activation d'ISIN ~~définies~~décrites à la Règle 2.5:3:6. (*ISIN Activator*)

« **responsable de la validation de valeurs** » désigne ~~l'adhérent~~un adhérent qui ~~exécute~~assume la fonction et les ~~tâches de~~ obligations d'un responsable de la validation de valeurs définies à la Règle 2.5:4:7. (*Security Validator*)

« **responsable du traitement des droits et privilèges** » désigne l'adhérent qui ~~exécute~~assume la fonction et les ~~tâches de~~ obligations d'un responsable du traitement des droits et privilèges définies à la Règle 2.5:5:9. (*Entitlements Processor*)

« **risque maximal couru** » désigne la plus grande exposition au risque d'un prêteur au cours d'un jour ouvrable, telle ~~que qu'elle est~~ calculée par la CDS, conformément à la Règle 3.7:4:8.3. (*Maximum Exposure Point* ou *MEP*)

23

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

« **RNC** » désigne ~~la fonction de~~ service de règlement net continu ~~décrite~~. (CNS)

« **SCT** » désigne un système de compensation tiers auquel la CDS est autorisée à la Règle 7.4 permettant ~~le traitement de certaines enregistre~~ des opérations avant le règlement; ~~(CNS, comme il est décrit à la Règle 7.2.6; un tel système doit être exploité par un adhérent de la CDS. (TPCS)~~

« **S&P** » désigne le Bond Guide publié par les services d'évaluation de Standard & Poor's. (S&P)

« **service** » désigne le service de dépôt, le service de règlement, un service transfrontalier, le service NELTC ou les services de livraison; ~~que la CDS offre à un adhérent~~. Toute référence à un service comprend la totalité des fonctions offertes par ce service; (Service)

« **service de dépôt** » désigne le service ~~offert par la CDS et décrit à la Règle 6~~ grâce auquel la CDS détient des valeurs au nom des adhérents; ~~comme énoncé à la Règle 6. (Depository Service)~~

« **service de liaison** » désigne ~~le SLNY et le SLDDTC;~~ les services transfrontaliers, ainsi que tout autre service ~~ainsi désigné à la Règle 10. (Link Services)~~

« **service de livraison** » désigne le service ~~offert par la CDS et~~ décrit à la Règle 13; (Delivery Services)

~~« service de règlement » désigne le service de règlement; » désigne le service décrit à la Règle 7, établi par la CDS pour régler les des opérations sur valeurs admissibles au moyen de entre les adhérents ou entre la CDS et un adhérent, ce qui peut comprendre la livraison des valeurs et du paiement dans les à consigner aux registres de la CDS; comme il est décrit à la Règle 7. (Settlement Service)~~

« **service NELTC** » désigne le service Notification en ligne — transfert de comptes décrit à la Règle 12; (ATOM)

« **service transfrontalier** » désigne un ~~des services ci après mentionnés, décrits à la Règle 10; (Cross-Border Services)~~

(xv) — « **SLDDTC** » Service service de liaison directe avec la Depository Trust Company; (DDL)

(xvi) « **SLNY** » Service (un SLDDTC) ou un service de liaison avec New York; ~~(NYL (un SLNY), lesquels sont décrits à la Règle 10. (Cross-Border Service)~~

« **SGREM** » désigne le Service de gestion des responsabilités liées aux événements de marché décrit à la Règle 6.89.5; (CALMS)

« **SLDDTC** » désigne le Service de liaison directe avec la DTC, ~~tel que décrit comme énoncé~~ à la Règle 10.4; (DDL)

« **SLNY** » désigne le Service de liaison avec New York décrit à la Règle 10.3; (NYL)

« **SNS** » désigne le système d'établissement du solde net SOLA exploité par la CDCC; (SNS)

« **soumission** » désigne une transaction par laquelle des valeurs ou des fonds, ou les deux, sont livrés à un agent dépositaire afin d'être échangés contre d'autres valeurs ou fonds, ou les deux, par suite d'un

24

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

événement de réorganisation relatif à une valeur (y compris une offre, une offre publique d'achat, une offre publique de rachat, un plan ~~d'entente d'arrangement~~ ou une autre forme de regroupement d'entreprises) ~~et~~; **soumissions, soumettre** et **soumis(es)** ont des sens analogues; ~~;~~ (*Tender*)

« **STPGV** » désigne le système de transfert de fonds géré par ~~l'Association canadienne des paiements~~ Paiements Canada qui permet la finalité et l'irrévocabilité du règlement des messages de paiement entre les membres après l'échange électronique de messages de paiement; le système peut être désigné ~~Système~~ par le terme « système de transfert de paiements de grande valeur » ou porter tout autre nom attribué ultérieurement par ~~l'Association canadienne des paiements;~~ Paiements Canada. (*LVTS*)

« **sûreté de la caution** » désigne la sûreté concédée par un bénéficiaire à sa caution, conformément à la Règle 5.6; ~~12.1.~~ (*Surety Security Interest*)

« **sûretés accordées en faveur de la CDS** » a la signification indiquée à la Règle 5.2-2; ~~12.1.~~ (*CDS Security Interests*)

« **sûretés des prêteurs** » a la signification indiquée à la Règle 5.2-2; ~~12.1.~~ (*Extenders' Security Interest*)

« **sûretés du groupe de crédit de catégorie** » désigne les sûretés ~~concedées par un membre faisant partie de sa garantie du~~ groupe de crédit de catégorie, ~~tel que décrit qui sont concédées~~ à la Règle 5.11-2; ~~CDS par un membre d'un groupe de crédit de catégorie, et, si le membre est un prêteur, aux autres membres.~~ (*Category Credit Ring Security Interests*)

« **suspension générale** » désigne, ~~relativement à un service,~~ la suspension de l'accès au CDSX pour tous les adhérents ~~à l'égard de certains services ou de tous les services,~~ de façon temporaire ou prolongée. (*General Suspension*)

« ~~le système de compensation tiers~~ » ou « ~~SCT~~ » désigne un système de compensation auquel la CDS est autorisée à enregistrer des opérations; un tel système doit être exploité par un adhérent de la CDS; (*Third Party Clearing System* ou *TPCS*). ~~Le processus de compensation tiers est décrit à la Règle 7.2.6.~~ (*Third Party Clearing*)

« **transaction** » désigne une ~~transaction réalisée~~ opération traitée à l'aide des services, ~~notamment~~: transaction de droits et privilèges, virement de fonds, virement intercomptes, mise en gage, soumission et opération. Si le mot « transaction » est suivi du nom d'un service ou d'une fonction, il désigne la transaction effectuée au moyen du service ou de la fonction; ~~;~~ (*Transaction*)

« ~~TRAX~~ » désigne l'application Web utilisée pour faciliter la communication entre les adhérents et les agents des transferts aux fins décrites dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur. (*TRAX*)

-« **utilisateur** » désigne un particulier qui, pour le compte ~~de l'adhérent d'un adhérent,~~ a accès (par l'attribution d'un mécanisme d'authentification ou d'une autre façon) aux activités de traitement informatique pour les services en temps réel ou ~~séquentiels;~~ par lots. (*User*)

« **utilisateur du STPGV** » désigne un membre de ~~l'Association canadienne des paiements~~ Paiements Canada qui est un adhérent au STPGV, ~~tel qu'il est défini au sens attribué à ce terme~~ dans le règlement administratif de ~~l'Association canadienne des paiements~~ Paiements Canada régissant l'exploitation du STPGV; ~~;~~ (*LVTS User*)

26

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

« valeur » désigne- :

- (a) une part, un actif financier, un droit et privilège sur valeur, toute forme de participation ou un droit de créance ou action portant sur les biens, des droits, une entreprise ~~ou d'un émetteur~~;
- (b) une obligation d'un émetteur; ou
- (c) tout droit d'acquérir ces parts, actifs financiers, droits et privilèges ~~de valeurs sur valeur~~, participations, droits, actions ou obligations;

d'un type couramment négocié en bourse ou sur les marchés financiers ou couramment reconnu comme moyen d'investissement partout où ils sont émis ou négociés et, sans limiter la portée générale de ce qui précède, les lettres de dépôt et les billets de dépôt régis par la Loi sur les lettres et billets de dépôt du Canada. Une valeur peut être une valeur scripturale ou son existence peut être attestée par un certificat; (Security)

« valeur démembrée » désigne (i) une des composantes d'une valeur unique, (tel que chaque paiement de capital et d'intérêt dû sur un titre d'emprunt) ou (ii) un assortiment de ces composantes, chaque composante faisant partie de la même valeur sous-jacente ou d'une variété de valeurs sous-jacentes; (Stripped Security)

« valeur démembrée » a le sens attribué à ce terme à la Règle 6.10.3. (Stripped Security)

« valeur du marché monétaire » désigne une valeur qui est un titre de créance à court terme d'un émetteur, ~~compris comme~~ un bon du Trésor, un billet du Trésor, une lettre de dépôt, un billet de dépôt ou un papier commercial; (Money Market Security)

« valeurs mises en commun » ou « groupe de valeurs mises en commun » désigne, ~~tel qu'il est décrit comme énoncé~~ à la Règle 6.4-310.2, un assortiment de valeurs mises en commun identifiées pour les besoins ~~des services du service de la CDS~~ dépôt par un identificateur de valeur unique; ~~pooled, (Pooled Security, pool ou Pool of securities Securities)~~

« valeur scripturale » désigne une valeur dont l'existence n'est pas attestée par un certificat de valeur et dont l'émission et le transfert sont inscrits dans des registres tenus à ces fins par l'émetteur ou en son nom; (Uncertificated Security).

« valeur viciée » désigne une valeur qui :

- (a) est invalide, contrefaite, altérée, viciée ou qui fait l'objet d'une opposition, ~~d'une priorité~~ ou d'un privilège, ~~qui~~;
- (b) présente une signature ou un endossement non autorisés ou ~~qui est dépourvue de signature ou d'endossement~~; ou
- (c) ne peut être ni transférée ni immatriculée de façon valide; (Defective Security)

« valeurs de type L » désigne ~~toutes~~ les valeurs livrées à la Banque du Canada durant le processus de paiement dans les circonstances énumérées à la Règle 8.3-7;4 (Type L Securities)

« vérifications préréglément » a le sens attribué à ce terme à la Règle 5.15. (Pre-settlement Edits)

26

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

« **VGG** » désigne la valeur de la garantie globale d'un grand livre ~~calculée conformément~~ comme défini à la Règle 5.13.15.3. (ACV)

« **VGG initiale** » a le sens attribué à ce terme à la Règle 5.15.5. (Initial ACV)

« **virement de fonds** » désigne une transaction entre deux adhérents ou entre la CDS et un adhérent par laquelle le compte de fonds de l'un d'entre eux est débité d'un montant donné et le compte de fonds de l'autre est crédité d'un montant correspondant. (Funds Transfer)

« **virement transfrontalier** » désigne un transfert de valeurs décrit à la Règle 10.9.4.7.3. (Cross-Border Movement)

1.1.21.2.2 Filiale et contrôle

Aux fins des Règles, une personne est une filiale d'une autre personne si elle satisfait à l'une des conditions suivantes :

(a) elle est contrôlée par :

(i) cette autre personne;

(ii) cette autre personne et une ou plusieurs autres personnes dont chacune est contrôlée par cette autre personne; ou

(iii) deux personnes ou plus, dont chacune est contrôlée par cette autre personne.

(b) elle est la filiale d'une personne qui est elle-même la filiale de cette autre personne.

Aux fins des Règles, une personne est contrôlée par une autre personne ou ~~par deux autres personnes~~ ou plus si elle satisfait aux deux conditions suivantes :

(i) a ses valeurs avec droit de vote représentant plus de 50 pour cent des votes quant au choix des administrateurs sont détenues, autrement que sous forme de ~~garanties~~ sûreté seulement, par l'autre personne ou les autres personnes ou dans son intérêt ou leur intérêt; et

(ii) b les votes représentés par ces valeurs donnent le droit, s'ils sont exercés, de choisir une majorité des membres de son conseil d'administration.

1.1.3 — Sûretés

~~Les sûretés accordées par chaque adhérent conformément à ces Règles sont les sûretés accordées en faveur de la CDS, les sûretés des prêteurs, les sûretés de la caution et les hypothèques décrites aux Règles 5.2 et 10.6.~~

27

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

~~1.2 — Interprétation~~

~~1.3 INTERPRÉTATION~~

~~1.2.11.3.1 Division et titres~~

~~La division des Règles en clauses paragraphes et sous-clauses en alinéas et l'insertion de titres pour les Règles dans une Règle ne servent qu'à faciliter leur consultation et n'ont aucune portée juridique quant à leur contenu ou à leur interprétation.~~

~~1.2.21.3.2 Nombre et genre~~

~~Le singulier comprend le pluriel, et vice-versa, de même que le masculin comprend le féminin.~~

~~1.3.3 Comprend et y compris~~

~~Dans les Règles, les termes « comprend » et « y compris » signifient « comprend, sans exclusion » ou « y compris, sans s'y limiter », respectivement.~~

~~1.4 DOCUMENTATION CONTRACTUELLE~~

~~1.2.31.4.1 Préséance~~

~~En cas de conflit entre :~~

- ~~(a) la Convention d'adhésion et les Règles, Procédés et méthodes ou les Guides de l'utilisateur, la Convention d'adhésion a préséance;~~
- ~~(b) les Règles et les Procédés et méthodes ou les Guides de l'utilisateur, les Règles ont préséance.~~

~~1.2.4 Comprend et y compris~~

~~Les termes « comprend » et « y compris » signifient « comprend, sans exclusion » et « y compris, sans exclusion », respectivement.~~

~~1.2.51.1.1 Avis donné aux adhérents par la CDS~~

~~(a) Méthode à utiliser pour donner avis à tous les adhérents ou à un groupe d'adhérents~~

~~Lorsque la CDS donne avis à tous les adhérents ou à un groupe d'adhérents, conformément aux Règles ou à la Convention d'adhésion, l'avis doit être :~~

- ~~(i) affiché sur le site Web de la CDS et la confirmation de l'affichage doit être transmise par courriel à l'adresse électronique fournie par chaque adhérent à qui est destiné l'avis;~~
 - ~~(ii)(a) déposé dans la case de chaque adhérent à qui est destiné l'avis, à un bureau de la CDS;~~
 - ~~(iii)(a) transmis par télécommunication enregistrée et confirmée au numéro de télécopieur fourni par chaque adhérent à qui est destiné l'avis; ou~~
 - ~~(iv)(a) livré à l'adresse municipale fournie par chaque adhérent à qui est destiné l'avis.~~
- ~~(b) Méthode à utiliser pour donner avis à un adhérent en particulier~~

28

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

~~(i) Lorsque la CDS donne avis à un adhérent en particulier, conformément aux Règles ou à la Convention d'adhésion, l'avis doit être :~~

~~(ii) transmis par courriel à l'adresse électronique fournie par l'adhérent;~~

~~(iii)(a) déposé dans la case de l'adhérent à un bureau de la CDS;~~

~~(iv)(a) transmis par télécommunication enregistrée et confirmée au numéro de télécopieur fourni par l'adhérent; ou~~

~~(v)(a) livré à l'adresse municipale fournie par l'adhérent.~~

~~(e) Date et heure d'entrée en vigueur d'un avis~~

~~Un avis donné par la CDS à un adhérent au moyen d'une des méthodes susmentionnées entre en vigueur :~~

~~(i) aux date et heure auxquelles la CDS envoie ou livre l'avis, si ce dernier est envoyé ou livré lorsqu'un bureau de la CDS est ouvert pour affaires;~~

~~(ii) aux prochaines date et heure où un bureau de la CDS est ouvert pour affaires, si l'avis est envoyé ou livré alors qu'aucun bureau de la CDS n'est ouvert pour affaires;~~

~~pourvu que l'avis envoyé par courriel et destiné à un adhérent en particulier n'entre en vigueur qu'aux date et heure auxquelles l'adhérent accuse réception de l'avis.~~

~~(d) Adresse de réception d'avis~~

~~Chaque adhérent doit fournir à la CDS une adresse électronique, une adresse municipale, un numéro de case et un numéro de télécopieur aux fins de la présente Règle; la CDS peut considérer comme valide le plus récent avis fourni par un adhérent.~~

~~(e) Avis et non-communication~~

~~Cette Règle ne s'applique qu'aux questions pour lesquelles la Convention d'adhésion ou les Règles stipulent que la CDS doit donner avis à un adhérent, à un groupe d'adhérents ou à tous les adhérents. Toute autre communication entre la CDS et un adhérent doit être établie conformément aux Guides de l'utilisateur et aux Procédés et méthodes.~~

~~(f) Procédures judiciaires~~

~~Cette Règle ne s'applique pas à la signification de documents à un adhérent dans le cadre de procédures judiciaires qui est régie par les dispositions législatives ou réglementaires applicables.~~

~~1.2.61.1.1 Avis donné à la CDS par les adhérents~~

~~(a) Méthode à utiliser pour donner avis à la CDS~~

~~Lorsqu'un adhérent donne avis à la CDS, conformément aux Règles ou à la Convention d'adhésion, l'avis doit être :~~

~~(i) envoyé par courriel dans le format prescrit par les Règles ou par la Convention d'adhésion, à l'adresse électronique suivante : attention@cds.ca~~

~~(ou à toute autre adresse électronique fournie par avis aux adhérents);~~

29

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

(ii)(a) ~~transmis par télécommunication enregistrée et confirmée aux :~~

~~Services de dépôt et de compensation CDS inc.~~

~~À l'attention du chef des Services juridiques~~

~~Télécopieur : 416 365-1984~~

~~(ou à tout autre numéro de télécopieur fourni par avis aux adhérents)~~

(iii)(a) ~~livré au siège social de la CDS ou à l'attention du directeur régional d'un bureau régional de la CDS, aux :~~

~~Services de dépôt et de compensation CDS inc.~~

~~À l'attention du chef des Services juridiques~~

(b)1.4.2 Date et heure d'entrée en vigueur d'un avis

~~Un avis donné à la CDS par un adhérent au moyen d'une des méthodes susmentionnées entre en vigueur aux date et heure auxquelles la CDS accuse réception de l'avis. La CDS accusera réception d'un avis donné par un adhérent le plus tôt possible, en tenant compte des circonstances, notamment si l'avis a été donné pendant les heures ouvrables du siège social de la CDS;~~

(c) — Avis et non-communication

~~Cette Règle ne s'applique qu'aux questions pour lesquelles la Convention d'adhésion ou les Règles stipulent qu'un adhérent doit donner avis à la CDS. Toute autre communication entre un adhérent et la CDS doit être établie conformément aux Guides de l'utilisateur et aux Procédés et méthodes.~~

(d) — Procédures judiciaires

~~Cette Règle ne s'applique pas à la signification de documents à la CDS dans le cadre de procédures judiciaires, régie par les dispositions législatives ou réglementaires applicables.~~

1.2.7 — Publication de la Documentation contractuelle

~~La CDS tient à jour un site Web identifié comme suit :~~

~~www.cds.ca~~

~~ou identifié d'une autre façon fournie par avis donné aux adhérents de temps à autre. La CDS peut publier, dans le site Web, les Règles, les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur, ainsi que toute communication transmise conformément aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur. La version électronique de ces documents, publiée sur le site Web, est la version définitive si le site Web comporte une stipulation à cet effet. La CDS tient à jour une liste maîtresse des documents formant la Documentation contractuelle indiquant quelle version de chacun est en vigueur.~~

1.2.81.1.1 — Langue des services

~~Chaque adhérent peut, en présentant une demande écrite à la CDS, choisir dans quelle langue il désire recevoir les services de la CDS, en français ou en anglais, dans chacun des bureaux de la CDS; son choix sera respecté dans la mesure où les services peuvent être offerts dans cette langue dans ce bureau de la CDS.~~

30

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. ————— Le 27 février 2020~~

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

1.2.9 — CDS — agence de compensation

L'Autorité des marchés financiers a autorisé la CDS à exercer l'activité de compensation de valeurs au Québec en vertu de la *Loi sur les valeurs mobilières* du Québec. La Commission des valeurs mobilières de l'Ontario a désigné la CDS à titre d'agence de compensation reconnue conformément à la *Loi sur les valeurs mobilières* de l'Ontario. La régissant les droits et les obligations entre la CDS et les adhérents ou entre les adhérents produit ses effets même si cette documentation déroge à la *Loi de 2006 sur le transfert des valeurs mobilières* de l'Ontario (la « *LTVM de l'Ontario* ») et la *Loi sur le transfert de valeurs mobilières et l'obtention de titres intermédiaires* du Québec (la « *LTVM du Québec* ») font référence aux transactions des agences de compensation. Le CDSX a été désigné à titre de système de règlement et de compensation en vertu de la partie 1 de la *Loi sur la compensation et le règlement des paiements* du Canada, ou à la *Loi sur les sûretés mobilières* de l'Ontario et touche une personne qui n'a pas donné son consentement. Par conséquent, la CDS et chaque adhérent reconnaissent que :

- (a) — la CDS est une « agence de compensation » et un « intermédiaire en valeurs mobilières », tel que ces termes sont définis dans la *LTVM de l'Ontario* et la *LTVM du Québec*;
- (b) — chaque adhérent est un « titulaire d'un droit » intermédié de la CDS, tel que ce terme est défini dans la *LTVM de l'Ontario* et la *LTVM du Québec*;
- (c) — les instructions données par un adhérent à l'égard des valeurs détenues à la CDS sont des « ordres relatifs à un droit », tel que ce terme est défini dans la *LTVM de l'Ontario* et la *LTVM du Québec*; de la *Documentation contractuelle*.
- (d) — les actifs financiers mentionnés dans les Règles sont des « actifs financiers », tel que ce terme est défini dans la *LTVM de l'Ontario* et la *LTVM du Québec*;
- (e) — la *Documentation contractuelle* représente la convention ou l'acte juridique conclu entre la CDS, à titre d'intermédiaire en valeurs mobilières, et les adhérents, à titre de titulaires de droits intermédiés, régissant les comptes de valeurs tenus par la CDS pour chaque adhérent et elle-même, tel que le terme convention ou acte juridique est référé dans la *LTVM de l'Ontario* et dans le *Code civil* du Québec, respectivement;
- (f) — les grands livres tenus par la CDS pour les adhérents et elle-même sont (i) les comptes de titres dont il est fait mention dans la *LTVM de l'Ontario* et la *LTVM du Québec*;
- (g) — la *Documentation contractuelle* représente les règles de l'agence de compensation et a droit à la protection de l'article 7 de la *LTVM de l'Ontario* et de l'article 4 de la *LTVM du Québec*.

1.2.10 — Comptes de la CDS à la Banque du Canada

La Banque du Canada a désigné le CDSX à titre de système de compensation et de règlement en vertu de la partie 1 de la *Loi sur la compensation et le règlement des paiements du Canada*, conformément au paragraphe 4(1) de la *Loi*. Les Règles sont interprétées de manière à assurer que le CDSX soit doté des protections accordées à un système de compensation et de règlement désigné en vertu de la *Loi*, y compris par l'alinéa 8(1)(c) et le paragraphe 8(2). À cette fin, la CDS ouvre et utilise un compte ou plus à la Banque du Canada dans le but exclusif de recevoir et d'effectuer des paiements de la CDS ou à la CDS, respectivement, qui découlent des opérations effectuées au sein du CDSX et qui sont libellées en dollars. La CDS peut également ouvrir et utiliser un compte ou plus à la Banque du Canada dans le but de conserver des paiements d'adhérents libellés en dollars au nom de la CDS et détenus par celle-ci à titre de contribution à un fonds, de contribution à un fonds commun de garantie, de garantie de la contrepartie centrale ou de garantie particulière. Les frais dus à la CDS ne sont pas déposés dans tout compte de la CDS à la Banque du Canada, et les frais bancaires dus à la Banque du Canada ne sont ni déduits ni payés de tels comptes.

34

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. — Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

1.2.11 – Compte de la CDS pour les dollars américains

La CDS établit et exploite un compte dans une institution financière dans le but précis de recevoir et d'effectuer des paiements acceptables libellés en dollars américains. La CDS établit et exploite un compte dans une institution financière dans le but précis de recevoir et d'effectuer des paiements acceptables pour les services transfrontaliers.

1.2.12 – Établissement du solde net

En ce qui concerne la Loi sur la compensation et le règlement des paiements (Canada), les dispositions de la Documentation contractuelle constituent (i) les règles applicables au règlement d'un système de compensation et de règlement désigné au sens de l'article 8 de la Loi, dans la mesure où la Documentation contractuelle concerne le CDSX; (ii) un accord d'établissement du solde net entre deux institutions financières ou plus au sens de l'article 13 de la Loi; et (iii) un accord d'établissement du solde net entre une chambre de compensation de valeurs et de produits dérivés et un membre compensateur au sens de l'article 13.1 de la Loi.

1.2.13 1.4.3 Contrats financiers admissibles

La CDS et l'adhérent~~l'adhérent~~ reconnaissent :

- (i)(a) qu'une obligation de la contrepartie centrale représente un contrat financier admissible entre la CDS et l'adhérent;
- (ii)(b) que les obligations d'un adhérent et de la CDS découlant du règlement d'une opération ou de toute autre transaction, pour que la CDS livre à l'adhérent les valeurs apparaissant au compte de valeurs de l'adhérent et que l'adhérent effectue le paiement ou le reçoive durant le processus de paiement, tel qu'inscrit au compte de fonds de l'adhérent, représentent un contrat financier admissible entre la CDS et l'adhérent;
- (iii)(c) que les obligations d'un adhérent et de la CDS découlant des services transfrontaliers constituent un contrat financier admissible entre la CDS et l'adhérent; et
- (iv)(d) que chaque contrat de l'adhérent~~la Convention d'adhésion~~, les Règles et la Documentation contractuelle représentent des conventions-cadres qui régissent ces contrats financiers admissibles et sont donc également des contrats financiers admissibles entre la CDS et chaque adhérent et entre les adhérents.

Les Règles et la Documentation contractuelle sont interprétées de manière à ce que la CDS ou un adhérent, selon le cas, détienne les droits et pouvoirs d'une~~d'une~~ partie à un contrat financier admissible, et ce, conformément à la Loi sur la faillite et l'insolvabilité~~l'insolvabilité~~, à la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies, à la Loi sur les liquidations et les restructurations, à la Loi sur la Société d'assurance~~d'assurance~~-dépôts du Canada ou à toute loi similaire.

1.2.14 – Finalité

1.4.4 Les écritures sont passées dans les grands livres tenus pour les adhérents et pour la CDS pour que soient inscrites les transactions, y compris le dépôt, le retrait et la livraison de valeurs, la novation et l'établissement du solde net des transactions au moyen de la fonction RNC, entre deux adhérents ou la CDS et un adhérent, et que soient faits les paiements. Ces écritures sont finales et irrévocables une fois passées. Accord d'établissement du solde net

Les dispositions de la Documentation contractuelle constituent :

32

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

- (a) les règles de règlement d'un système de compensation et de règlement désigné au sens de l'article 8 de la Loi sur la compensation et le règlement des paiements (Canada), dans la mesure où la Documentation contractuelle concerne le CDSX;
- (b) un accord d'établissement du solde net entre deux institutions financières ou plus au sens de l'article 13 de cette loi; et
- (c) un accord d'établissement du solde net entre une chambre de compensation de valeurs et de produits dérivés et un membre compensateur au sens de l'article 13.1 de cette loi.

1.4.5 Publication sur le site Web

La CDS tient à jour un site Web identifié comme suit :

www.cds.ca

ou identifié d'une autre façon fournie par avis donné aux adhérents de temps à autre. Le règlement d'une obligation de paiement entre la CDS et l'adhérent est final et irrévocable une fois effectué, et ce, de quelque façon que ce soit, au moyen d'un paiement en provenance ou à destination d'un compte de la CDS à la Banque du Canada, au moyen d'un message de paiement transmis par Fedwire, au moyen d'un paiement en provenance ou à destination d'un compte de la CDS auprès de son banquier pour tout service transfrontalier, ou au moyen d'un paiement en provenance ou à destination du banquier qualifié de l'adhérent ou de l'agent payeur désigné. Les écritures et paiements finaux ne peuvent être ni supprimés, ni rajustés, ni contrepassés, ni remboursés ni annulés. La CDS et les adhérents ont droit à un compte rendu comptable à l'égard de toute transaction, mais les erreurs doivent être corrigées uniquement par de nouvelles écritures ou de nouveaux paiements conformément aux présentes Règles, et ce, si les circonstances l'exigent.

1.2.151.1.1 Service de compensation des titres d'emprunt

Le Service de compensation des titres d'emprunt ou le SÉCTEM est le prédécesseur du CDSX. Toute référence au SÉCTEM dans

La CDS peut publier, sur le site Web, les Règles, les Procédés et méthodes, et les Guides de l'utilisateur ou dans, ainsi que toute donnée, rapport ou formulaire est réputée faire référence au CDSX.

1.2.16 Mesures prises par la CDS et le Conseil d'administration

Les pouvoirs conférés au Conseil d'administration et à la CDS par ces Règles peuvent être exercés en tout temps et de temps à autre.

1.2.171.1.1 Pouvoir discrétionnaire de la communication transmise conformément Banque du Canada

Nonobstant toute mention dans les présentes Règles (y compris les références faites aux valeurs de type L, à l'acquisition ou à la livraison de titres par la Banque du Canada ou aux mesures prises par la Banque du Canada en cas de suspension d'un adhérent), la Banque du Canada décide, à son entière discrétion, de prendre part ou non à une transaction ou de prendre ou non toute mesure et détermine, à sa seule discrétion, les catégories de valeurs qu'elle acceptera à toute fin, y compris à titre de valeurs de type L.

1.2.181.1.1 Situs

L'article 12 de la Convention d'adhésion prévoit que la Documentation contractuelle constitue un contrat passé en vertu des lois de l'Ontario. La CDS et chaque adhérent reconnaissent et conviennent que l'Ontario est le territoire législatif de la CDS, à titre d'intermédiaire en valeurs mobilières agissant pour le compte d'un

33

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

**Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)**

adhérent, aux fins d'application des lois de l'Ontario, de la *Loi de 2006 sur le transfert des valeurs mobilières de l'Ontario* ou de toute autre disposition de ladite loi.

1.2.19 – Préséance des Règles

La Documentation contractuelle de la CDS régissant les droits et les obligations entre la CDS et les adhérents ou entre les adhérents est exécutoire même si elle est incompatible avec la *Loi de 2006 sur le transfert des valeurs mobilières* ou la *Loi sur les sûretés mobilières* de l'Ontario et a une incidence sur une autre personne n'ayant pas consenti aux modalités de la Documentation contractuelle.

1.3 Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur. La version électronique de ces documents, publiée sur le site Web, est la version définitive si le site Web comporte une stipulation à cet effet.

La CDS tient à jour une liste maîtresse des documents formant la Documentation contractuelle indiquant quelle version de chacun est en vigueur.

Mis en forme : Français (Canada)

Mis en forme : Français (Canada)

1.5 AVIS EN VERTU DES RÈGLES ET DE LA CONVENTION D'ADHÉSION

1.5.1 Avis aux adhérents par la CDS

i) Méthode à utiliser pour donner avis à tous les adhérents ou à un groupe d'adhérents

Lorsque la CDS donne avis à tous les adhérents ou à un groupe d'adhérents, conformément aux Règles ou à la Convention d'adhésion, l'avis doit être :

- (a) affiché sur le site Web de la CDS et la confirmation de l'affichage doit être transmise à l'adresse électronique fournie par chaque adhérent à qui est destiné l'avis;
- (b) déposé dans la case de chaque adhérent à qui est destiné l'avis, à un bureau de la CDS;
- (c) transmis par télécommunication enregistrée et confirmée au numéro de télécopieur fourni par chaque adhérent à qui est destiné l'avis; ou
- (d) livré à l'adresse municipale fournie par chaque adhérent à qui est destiné l'avis.

ii) Méthode à utiliser pour donner avis à un adhérent en particulier

Lorsque la CDS donne avis à un adhérent en particulier, conformément aux Règles ou à la Convention d'adhésion, l'avis doit être :

- (a) transmis à l'adresse électronique fournie par l'adhérent;
- (b) déposé dans la case de l'adhérent à un bureau de la CDS;
- (c) transmis par télécommunication enregistrée et confirmée au numéro de télécopieur fourni par l'adhérent; ou
- (d) livré à l'adresse municipale fournie par l'adhérent.

iii) Date et heure d'entrée en vigueur d'un avis

Un avis donné par la CDS à un adhérent conformément aux Règles 1.5.1(i) et (ii) entre en vigueur :

- (a) si l'avis est envoyé ou livré lorsqu'un bureau de la CDS est ouvert pour affaires, aux date et heure auxquelles la CDS envoie ou livre l'avis;

34

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

(b) si l'avis est envoyé ou livré alors qu'aucun bureau de la CDS n'est ouvert pour affaires, aux prochaines date et heure immédiates où un bureau de la CDS est ouvert pour affaires;

pourvu que l'avis envoyé par courriel et destiné à un adhérent en particulier n'entre en vigueur qu'aux date et heure auxquelles l'adhérent accuse réception de l'avis.

iv) Adresse de réception d'avis

Un adhérent doit fournir à la CDS une adresse électronique, une adresse municipale, un numéro de case et un numéro de télécopieur aux fins de la présente Règle 1.5.1; la CDS peut considérer comme valide le plus récent avis fourni par l'adhérent.

1.5.2 Avis donné à la CDS par les adhérents

i) Méthode à utiliser pour donner avis à la CDS

Lorsqu'un adhérent donne avis à la CDS, conformément aux Règles ou à la Convention d'adhésion, l'avis doit être :

(a) envoyé par courriel dans le format prescrit par les Règles ou par la Convention d'adhésion, à l'adresse électronique suivante : attention@cds.ca

(ou à toute autre adresse électronique fournie par avis de la CDS aux adhérents);

(b) transmis par télécommunication enregistrée et confirmée aux :

Services de dépôt et de compensation CDS inc.

À l'attention du chef des Affaires juridiques

Télécopieur : 416 365-1984

(ou à tout autre numéro de télécopieur fourni par avis de la CDS aux adhérents)

(c) livré au siège social de la CDS ou à l'attention du directeur régional d'un bureau régional de la CDS, aux :

Services de dépôt et de compensation CDS inc.

1.3.11.1.1 À l'attention du chef des Distribution des Procédés et méthodes et Guides de l'utilisateur

La CDS publie des Procédés et méthodes ou des Guides de l'utilisateur, ou les deux. Les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur contiennent des instructions détaillées sur l'utilisation des services. La CDS doit mettre à la disposition de l'adhérent accepté comme adhérent à un service ou utilisant une fonction, un exemplaire des Procédés et méthodes et des Guides de l'utilisateur en vigueur pour le service ou la fonction selon la catégorie dans laquelle l'adhérent est classé. Sur demande, la CDS doit mettre à la disposition de l'adhérent un exemplaire des Procédés et méthodes et Guides de l'utilisateur relatifs à un service ou se rapportant à une catégorie d'adhérents.

1.3.21.1.1 Comité sur les Procédés et méthodes

Le Conseil d'administration doit constituer et maintenir un comité sur les procédés et méthodes, formé de représentants de chaque catégorie d'adhérents. Le comité propose, analyse et approuve, avant leur mise en œuvre, les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur, nouveaux et révisés, pour chaque service. Nonobstant ce qui précède, la CDS a l'autorité d'établir de temps à autre les Procédés et méthodes et Guides

36

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

de l'utilisateur, nouveaux et révisés, sans l'approbation du comité, pourvu qu'un dirigeant de la CDS certifie au comité que ces Procédés et méthodes et Guides de l'utilisateur, nouveaux ou révisés, i) sont nécessaires pour répondre à un cas d'urgence, ou ii) sont habituels ou qu'ils relèvent de la gestion interne et qu'ils n'auront aucune incidence importante sur les adhérents. Ces Procédés et méthodes et Guides de l'utilisateur, nouveaux ou révisés, seront ensuite transmis au comité aux fins d'analyse et de révision ultérieures au besoin.

1.3.3 Modifications des Procédés et méthodes et Guides de l'utilisateur

La CDS peut de temps à autre établir des Procédés et méthodes et Guides de l'utilisateur, nouveaux ou révisés, pour un service en donnant avis à l'adhérent qui utilise le service et qui est classé dans une catégorie visée par les modifications apportées. L'avis doit préciser la date d'entrée en vigueur des modifications. Cette date doit être au moins 10 jours après la date de l'avis donné par la CDS. Si les modifications sont nécessaires en raison d'un cas d'urgence, on pourra néanmoins abréger le délai de 10 jours ou passer outre ce délai.

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

1.4 Modifications apportées aux Règles

Affaires juridiques.

ii) Date et heure d'entrée en vigueur d'un avis

Un avis donné à la CDS par un adhérent conformément à la Règle 1.5.2(i) entre en vigueur aux date et heure auxquelles la CDS accuse réception par écrit de l'avis. La CDS accusera réception d'un avis donné par un adhérent le plus tôt possible, en tenant compte des circonstances, notamment si l'avis a été donné pendant les heures ouvrables du siège social de la CDS.

1.5.3 Autres types d'avis

Les Règles 1.5.1 et 1.5.2 ne s'appliquent qu'aux questions pour lesquelles la Convention d'adhésion ou les Règles stipulent que la CDS doit donner avis à un adhérent, à un groupe d'adhérents ou à tous les adhérents ou qu'un adhérent doit donner avis à la CDS, selon le cas. Toute autre communication entre la CDS et un adhérent doit être établie conformément aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur.

La signification de documents à la CDS ou à un adhérent dans le cadre de procédures judiciaires est régie par les dispositions législatives ou réglementaires applicables.

1.6 MODIFICATION DES RÈGLES

1.4.1.6.1 Période d'examen

Une modification proposée ~~aux~~ Règles (autre qu'une modification d'ordre technique) est soumise au ~~Conseil~~conseil d'administration. Une modification est ~~une modification~~ d'ordre technique si son objectif se limite à au moins l'un des sujets suivants :-(i)

- (a) ~~rectifier~~ rectifier des erreurs d'orthographe, de ponctuation, typographiques ou grammaticales, ou encore des renvois erronés dans une règle existante; ou -(ii)
- (b) ~~réviser~~ réviser la mise en forme stylistique, y compris les modifications apportées aux titres et aux numéros de paragraphes.

Le ~~Conseil~~conseil d'administration peut ~~rejeter ou approuver~~, à sa discrétion, ~~les~~rejeter des modifications proposées ou les approuver avec ou sans changement.

La CDS donne avis à tous les adhérents ~~de la modification proposée~~des modifications proposées (après l'obtention de l'approbation ~~de la modification proposée~~des modifications proposées par le ~~Conseil~~conseil d'administration, lorsqu'une telle approbation est requise) et leur laisse une période d'au moins 30-jours pour examiner les modifications proposées et présenter par écrit leurs commentaires. L'avis aux adhérents fait état de la date d'entrée en vigueur des modifications proposées. La ~~CDS~~ doit également présenter les modifications proposées à ses organismes de réglementation aux fins d'examen et d'approbation. Si, au terme de la période d'examen, des changements importants doivent être apportés aux modifications proposées, les modifications ~~supplémentaires~~révisées sont présentées au ~~Conseil~~conseil d'administration aux fins d'approbation et ~~de distribution~~elles sont distribuées pour une période d'examen supplémentaire. Le ~~Conseil~~conseil d'administration peut ~~rejeter ou approuver~~, à sa discrétion, ~~rejeter~~ les modifications ~~supplémentaires~~révisées ou les approuver avec ou sans changement. La CDS doit également présenter les modifications ~~proposées~~révisées à ses organismes de réglementation aux fins d'examen. Si le ~~Conseil~~conseil d'administration juge que les circonstances requièrent des dispositions rapides ou immédiates, il peut approuver les modifications aux fins de mise en œuvre immédiate, sous réserve du déroulement d'une période d'examen ultérieure.

37

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

1.4.21.6.2 Mise ~~Entrée~~ en vigueur des modifications

La date d'entrée en vigueur des modifications doit ~~être tombé~~ au moins dix jours après la date à laquelle la CDS donne avis aux adhérents de telles modifications. Si le ~~Conseil~~ conseil d'administration juge que les circonstances requièrent des dispositions rapides ou immédiates, il peut raccourcir la période allouée ou mettre en vigueur immédiatement les modifications ~~proposées~~.

1.4.31.6.3 Pouvoirs en cas d'urgence

S'il advient que ~~(i)~~ :

- (a) le chef de la direction, en consultation avec le chef des ~~Services~~ Affaires juridiques et le chef de la Gestion des risques, ou leur délégué respectif, le cas échéant, établit l'existence d'une situation d'urgence, ~~ou que (ii)~~
- (b) l'une des autorités réglementaires de la CDS établit ~~la présence~~ l'existence d'une situation d'urgence, ~~et dans tous les cas où, qui fait en sorte que :~~
 - i) la réalisation équitable et ordonnée des activités de compensation, de règlement ou de dépôt ou encore la liquidation d'une ~~transaction~~ opération ou la livraison y afférente risque d'être perturbée, ~~ou ;~~
 - ii) l'intégrité financière de la CDS, du CDSX ou des services est menacée, ~~;~~ ou
 - iii) le fonctionnement normal de la CDS ou du CDSX ou des services est perturbé ou risque de l'être, ~~;~~

la CDS prendra, à son gré, toute mesure qu'elle juge nécessaire pour prévenir, corriger ou atténuer la situation d'urgence, ~~notamment y compris :~~

- (a) en ~~(i)~~ refusant la saisie de nouvelles transactions, ~~(iii)~~ ;
- (b) en suspendant un adhérent, ~~(iii)~~ ;
- (c) en mettant en œuvre une suspension générale, ~~(iv)~~ ;
- (d) en effectuant un dénouement, ~~(v)~~ ;
- (e) en réalisant des liquidations, ~~(vi)~~ ;
- (f) en prenant des mesures raisonnables pour préserver l'intégrité des marchés financiers ou protéger l'intérêt public, ~~;~~ ou ~~(vii)~~
- (g) en prenant toute autre mesure raisonnable pour préserver l'intégrité et la sécurité de la CDS, du CDSX ou des services.

38

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

1.5 Aperçu des services du cdsx

1.7 PROCÉDÉS ET MÉTHODES ET GUIDES DE L'UTILISATEUR

1.7.1 Distribution des Procédés et méthodes et Guides de l'utilisateur

La CDS publie des Procédés et méthodes ou des Guides de l'utilisateur, ou les deux. Les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur contiennent des directives détaillées sur l'utilisation des services ou des fonctions. La CDS doit mettre à la disposition de chaque adhérent accepté comme adhérent à un service ou utilisant une fonction, un exemplaire des Procédés et méthodes et des Guides de l'utilisateur en vigueur pour le service ou la fonction selon la catégorie dans laquelle l'adhérent est classé. Sur demande, la CDS doit mettre à la disposition de l'adhérent un exemplaire des Procédés et méthodes et Guides de l'utilisateur relatifs à un service ou à une fonction ou se rapportant à une catégorie d'adhérents.

1.7.2 Comité sur les Procédés et méthodes

Le conseil d'administration doit constituer et maintenir un comité sur les Procédés et méthodes, formé de représentants de chaque catégorie d'adhérents. Le comité propose, analyse et approuve, avant leur mise en œuvre, les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur, nouveaux et révisés, pour un service ou une fonction.

Malgré ce qui précède, la CDS a l'autorité d'établir de temps à autre les Procédés et méthodes et Guides de l'utilisateur, nouveaux ou révisés, sans l'approbation du comité sur les Procédés et méthodes, pourvu qu'un dirigeant de la CDS certifie au comité que ces Procédés et méthodes et Guides de l'utilisateur, nouveaux ou révisés :

- (a) sont nécessaires pour répondre à une situation d'urgence, ou
- (b) sont habituels et d'ordre administratif et n'auront aucune incidence importante sur les adhérents.

Ces Procédés et méthodes et Guides de l'utilisateur, nouveaux ou révisés, seront ensuite transmis au comité sur les Procédés et méthodes aux fins d'analyse ultérieure et de révision au besoin.

1.7.3 Modification des Procédés et méthodes et Guides de l'utilisateur

La CDS peut de temps à autre établir des Procédés et méthodes et Guides de l'utilisateur, nouveaux ou révisés, pour un service ou une fonction en donnant avis aux adhérents qui utilisent le service ou la fonction et qui sont classés dans une catégorie visée par les modifications apportées. L'avis doit préciser la date d'entrée en vigueur des modifications. Cette date doit tomber au moins 10 jours après la date de l'avis donné par la CDS. Si les modifications sont nécessaires en raison d'une situation d'urgence, on pourra néanmoins abréger le délai de 10 jours ou passer outre à ce délai, à la seule discrétion de la CDS.

1.8 DÉSIGNATION LÉGALE DE LA CDS

Attendu que :

- (a) l'Autorité des marchés financiers a autorisé la CDS à exercer les activités de compensation de valeurs au Québec en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières du Québec;
- (b) la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario a désigné la CDS à titre d'agence de compensation reconnue conformément à la Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario;
- (c) la Loi de 2006 sur le transfert des valeurs mobilières de l'Ontario (la « LTVM de l'Ontario ») et la Loi sur le transfert de valeurs mobilières et l'obtention de titres intermédiaires du Québec (la « LTVM du Québec ») font référence aux opérations des agences de compensation;

39

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

(d) le CDSX a été désigné à titre de système de règlement et de compensation en vertu de la partie 1 de la Loi sur la compensation et le règlement des paiements du Canada;

Par conséquent, la CDS et chaque adhérent reconnaissent que :

- a. la CDS est une « **agence de compensation** » (une « **chambre de compensation** ») et un « **intermédiaire en valeurs mobilières** », selon la définition de ces termes dans la LTVM de l'Ontario et la LTVM du Québec;
- b. chaque adhérent est un « **titulaire d'un droit** » intermédié de la CDS, au sens attribué à ce terme dans la LTVM de l'Ontario et la LTVM du Québec;
- c. les instructions données par un adhérent visant des valeurs détenues à la CDS sont des « **ordres relatifs à un droit** », au sens attribué à ce terme dans la LTVM de l'Ontario et la LTVM du Québec;
- d. les actifs financiers mentionnés dans les Règles sont des « **actifs financiers** », au sens attribué à ce terme dans la LTVM de l'Ontario et la LTVM du Québec;
- e. la Documentation contractuelle représente la convention ou l'acte juridique conclu entre la CDS, à titre d'intermédiaire en valeurs mobilières, et les adhérents, à titre de titulaires de droits intermédiés, régissant les comptes de valeurs tenus par la CDS pour chaque adhérent et elle-même, au sens attribué aux termes convention et acte juridique dans la LTVM de l'Ontario et dans le Code civil du Québec, respectivement;
- f. les grands livres tenus par la CDS pour les adhérents et elle-même sont les comptes de titres dont il est fait mention dans la LTVM de l'Ontario et la LTVM du Québec;
- g. la Documentation contractuelle représente les règles de l'agence de compensation et a droit à la protection de l'article 7 de la LTVM de l'Ontario et de l'article 4 de la LTVM du Québec.

1.9 QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET QUESTIONS DIVERSES

1.9.1 Langue des services

Chaque adhérent peut, en présentant une demande écrite à la CDS, choisir dans quelle langue il désire recevoir les services de la CDS, en français ou en anglais, dans chacun des bureaux de la CDS; son choix sera respecté dans la mesure où les services peuvent être offerts dans cette langue dans ce bureau de la CDS.

1.9.2 Comptes de la CDS :

i) À la Banque du Canada, libellés en dollars

La Banque du Canada a désigné le CDSX à titre de système de compensation et de règlement en vertu de la partie 1 de la Loi sur la compensation et le règlement des paiements du Canada, conformément au paragraphe 4(1) de la Loi. Les Règles sont interprétées de manière à assurer que le CDSX soit doté des protections accordées à un système de compensation et de règlement désigné en vertu de la Loi, y compris par l'alinéa 8(1)(c) et le paragraphe 8(2). À cette fin, la CDS ouvre et utilise un compte ou plus à la Banque du Canada dans le but exclusif de recevoir et d'effectuer des paiements de la CDS ou à la CDS, respectivement, qui découlent des opérations effectuées au sein du CDSX et qui sont libellés en dollars. La CDS peut également ouvrir et utiliser un compte ou plus à la Banque du Canada dans le but de conserver des paiements d'adhérents libellés en dollars au nom de la CDS et détenus par celle-ci à titre de contribution à un fonds, de contribution à un fonds commun de garantie ou de garantie particulière, étant entendu que les frais dus à la CDS ne sont pas déposés dans tout compte de la CDS à la Banque du Canada, et les frais bancaires dus à la Banque du Canada ne sont ni déduits ni payés de tels comptes.

40

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

ii) Dollars américains

La CDS établit et exploite un compte en dollars américains dans une institution financière pour chacune des fins suivantes :

- (a) recevoir et effectuer des paiements libellés en dollars américains acceptables au CDSX;
- (b) recevoir et effectuer des paiements libellés en dollars américains pour les services transfrontaliers.

1.9.3 Caractère définitif des inscriptions aux grands livres et des règlements

Les écritures sont passées dans les grands livres tenus pour les adhérents et pour la CDS pour que soient inscrites les transactions, y compris le dépôt, le retrait et la livraison de valeurs, la novation et l'établissement du solde net des opérations au moyen de la fonction de RNC, et que soient faits les paiements. Ces écritures, une fois inscrites, sont finales et irrévocables. Le règlement d'une obligation de paiement entre la CDS et l'adhérent est final et irrévocable une fois effectué, et ce, de quelque façon que ce soit, au moyen d'un paiement en provenance ou à destination d'un compte de la CDS à la Banque du Canada, au moyen d'un message de paiement transmis par Fedwire, au moyen d'un paiement en provenance ou à destination d'un compte de la CDS auprès de son banquier pour tout service transfrontalier, ou au moyen d'un paiement en provenance ou à destination du banquier qualifié de l'adhérent ou de l'agent payeur désigné. Les écritures et paiements finaux sont irrévocables et ne peuvent être ni supprimés, ni rajustés, ni contrepassés, ni remboursés ni annulés. La CDS et les adhérents ont droit à un compte rendu comptable en ce qui a trait à toute transaction, mais les erreurs doivent être corrigées uniquement par de nouvelles écritures ou de nouveaux paiements conformément aux présentes Règles, et ce, si les circonstances l'exigent.

1.9.4 Service de compensation des titres d'emprunt

Le Service de compensation des titres d'emprunt ou le SECTEM est le prédécesseur du CDSX. Toute référence au SECTEM dans les Procédés et méthodes ou les Guides de l'utilisateur ou dans toute donnée, rapport ou formulaire est réputée faire référence au CDSX.

1.9.5 Pouvoir discrétionnaire de la Banque du Canada

Sans égard à ce qui est énoncé dans les Règles (y compris les références faites aux valeurs de type L, à l'acquisition ou à la livraison de titres par la Banque du Canada ou aux mesures prises par la Banque du Canada en cas de suspension d'un adhérent), la Banque du Canada décide, à son entière discrétion, de prendre part ou non à une transaction ou de prendre ou non toute mesure et détermine, à sa seule discrétion, les catégories de valeurs qu'elle acceptera à toute fin, y compris à titre de valeurs de type L.

1.9.6 Situs

L'article 12 de la Convention d'adhésion prévoit que la Documentation contractuelle constitue un contrat passé en vertu des lois de l'Ontario. La CDS et chaque adhérent reconnaissent et conviennent que l'Ontario est le territoire législatif de la CDS, à titre d'intermédiaire en valeurs mobilières agissant pour le compte d'un adhérent, aux fins d'application des lois de l'Ontario, de la Loi de 2006 sur le transfert des valeurs mobilières de l'Ontario et de toute autre disposition de ladite loi.

1.10 APERÇU DU CDSX

1.5.11.10.1 Description générale

Le CDSX regroupe le service de dépôt et le service de règlement. Le service de dépôt est un service offert par la CDS au moyen duquel la CDS détient des valeurs admissibles au nom des adhérents. Le service de règlement est un service mis sur pied par la CDS pour offrir le règlement d'opérations sur valeurs admissibles au moyen de la livraison de valeurs et du paiement dans les registres de la CDS.

44

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

Seuls les adhérents peuvent utiliser le CDSX. Les adhérents sont soit des adhérents à part entière soit des adhérents à mandat restreint. Un adhérent à part entière peut utiliser la totalité des services offerts par la CDS. Un adhérent à mandat restreint est assujéti à des restrictions d'utilisation du CDSX et ses obligations sont restreintes en conséquence. Les adhérents à mandat restreint qui utilisent le CDSX sont les adhérents au service NELTC et les agents des transferts adhérents.

Certains adhérents utilisent les services transfrontaliers, lesquels ne font pas partie du CDSX.

4.5.21.10.2 Admissibilité des valeurs et des monnaies

Seules les valeurs dont la CDS a établi l'admissibilité peuvent être déposées ou détenues au service de dépôt. ~~La CDS peut déterminer de temps à autre les monnaies dans lesquelles les comptes de fonds des grands livres peuvent être libellés et les catégories de valeurs pour lesquelles les transactions peuvent être traitées au moyen d'un service ou d'une fonction donnée. Les valeurs ne peuvent être admises au service de dépôt que si une loi applicable.~~ ~~La CDS peut déterminer de temps à autre qu'une valeur donnée est inadmissible au service de dépôt ou à n'importe quel service ou fonction. Les valeurs ne peuvent être admises au service de dépôt que si une loi afférente stipule que les transactions sur valeurs de cette catégorie peuvent être traitées par inscription aux registres de la CDS. Sans que soit limitée la portée générale de~~ ~~Malgré ce qui précède, le fait qu'aucune loi ne régit une valeur ne limite aucunement, en soi, l'effet et la finalité du transfert de cette valeur au service de dépôt de la CDS ni de toute transaction ou de tout règlement traité au moyen des services relativement à cette valeur. Le 1^{er} novembre 2011, les valeurs pour lesquelles les paiements de droits et privilèges ne seront pas effectués au moyen d'un paiement acceptable ou d'un virement de fonds deviendront inadmissibles au service de dépôt, sous réserve des exceptions établies par la CDS en fonction de critères, y compris le montant du paiement de droits et privilèges, le moyen par lequel le paiement de droits et privilèges est effectué ou le classement de l'émetteur effectuant le paiement de droits et privilèges.~~

~~La CDS peut déterminer de temps à autre qu'une valeur donnée est inadmissible au service de dépôt ou à n'importe quel service ou fonction. Sans que soit limitée la portée générale de ce qui précède, les valeurs à l'égard desquelles des paiements de droits et privilèges ne sont pas des paiements ou des virements de fonds acceptables, ne sont pas admissibles au service de dépôt, sous réserve d'exceptions établies par la CDS en fonction de critères comprenant le montant du paiement des droits et privilèges, le moyen utilisé pour effectuer le paiement de droits et privilèges ou le classement de l'émetteur effectuant le paiement de droits et privilèges.~~

~~La CDS peut déterminer de temps à autre les monnaies dans lesquelles les comptes de fonds des grands livres peuvent être libellés et les catégories de valeurs pour lesquelles les transactions peuvent être traitées au moyen d'une fonction ou d'un service donné.~~

4.5.31.10.3 Accès limité aux fonctions

L'accès à certaines fonctions ou à certains services peut être restreint à certaines catégories d'adhérents ou être nécessaire de temps à autre, s'il faut modifier des fonctions ou en ajouter.

4.5.41.10.4 Grands livres et comptes

La CDS tient un ou plusieurs grands livres pour chaque adhérent et pour elle-même. Chaque grand livre est constitué de comptes, y compris des comptes de fonds, des comptes de valeurs, des comptes-mémoires, et de l'écriture faisant état du solde de la VGG pour ce grand livre.

Un adhérent peut transférer des valeurs entre ses propres grands livres ou transférer des valeurs au grand livre d'un autre adhérent au moyen du service de règlement. Sur demande d'un adhérent, la CDS livre à l'adhérent les valeurs détenues qu'elle détient pour son compte, et ce, selon les registres de la CDS tenus pour les comptes de valeurs de l'adhérent.

42

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

Au nom des adhérents, en son nom propre et au nom d'autres adhérents (en vertu des sûretés accordées par les adhérents conformément à la Règle 5), pour chaque valeur déposée au service de dépôt, la CDS contrôle et détient une valeur ou, à titre de titulaire d'un droit, détient des droits intermédiaires et les droits et intérêts de propriété correspondants afférents à ~~un actif~~ actif financier ~~crédité~~ porté au crédit du compte de valeurs tenu pour la CDS par un gardien étranger. ~~Sur demande d'un adhérent, la CDS livre à l'adhérent les valeurs détenues qu'elle détient pour son compte, et ce, selon les registres de la CDS tenus pour les comptes de valeurs de l'adhérent.~~

4-5-51.10.5 Règlements

Un règlement s'effectue selon le principe d'une livraison contre paiement. Les opérations sont enregistrées auprès de la CDS pour y être réglées par la livraison de valeurs et le paiement. Une opération peut être réglée comme suit :

(a) ~~soit (i) sans établissement du solde net~~ soit (i) sans établissement du solde net ~~prérèglement au moyen de la méthode de règlement individuel;~~

(b) ~~soit (ii) avec l'établissement du solde net et la novation~~ soit (ii) avec l'établissement du solde net et la novation ~~prérèglement au moyen de la fonction du de RNC pour traiter les obligations de la contrepartie centrale;~~

Les opérations font l'objet de vérifications diverses, y compris la ~~vérification de la valeur de la garantie globale~~ VGG pour s'assurer du montant de garantie disponible pour couvrir les obligations de l'adhérent.

Le règlement d'une opération est effectué par la CDS comme suit : elle passe des écritures de débit et de crédit des comptes pertinents dans les grands livres qu'elle tient à jour pour les adhérents qui sont parties à l'opération afin d'effectuer le paiement et la livraison des valeurs entre les adhérents. Les valeurs sont livrées par inscription comptable de valeurs détenues au service de dépôt. Si une opération est réglée au moyen d'un règlement à base de certificat, la livraison des valeurs se fait par la remise matérielle d'un certificat de valeur qui les atteste.

Au terme du règlement d'une opération, les obligations qu'ont les adhérents entre eux, c'est-à-dire la livraison des valeurs et le paiement, sont éteintes et remplacées par les obligations entre la CDS et les adhérents de livrer les valeurs inscrites aux comptes de valeurs des adhérents et d'effectuer le paiement inscrit dans les comptes de fonds des adhérents.

4-5-51.10.6 Processus de paiement

Pendant le processus de paiement pour chaque monnaie chaque jour ouvrable, la CDS reçoit, sous forme de paiements acceptables, le paiement des adhérents et leur fait le paiement des obligations découlant de leur utilisation du CDSX. Les obligations de paiement entre l'adhérent et la CDS peuvent être remplies au processus de paiement au moyen du mode de paiement par inscription comptable ou d'un paiement acceptable.

4-5-71.10.7 Groupes de crédit

À l'exception de la Banque du Canada, ~~tous les adhérents sont membres~~ chaque adhérent est membre d'un groupe de crédit de catégorie, ~~soit dans laquelle la catégorie dans laquelle il est classé, et~~ soit dans laquelle la catégorie dans laquelle il est classé, et chaque membre garantit le paiement à la CDS de certaines obligations des autres membres du groupe de crédit de catégorie. ~~Tous les adhérents~~

Chaque adhérent utilisant ~~certaines fonctions sont membres d'une fonction ou un service est membre du~~ certaines fonctions sont membres d'une fonction ou un service est membre du groupe de crédit de fonds pour cette fonction ~~par lequel ou ce service, et~~ par lequel ou ce service, et chaque membre garantit le paiement à la CDS de certaines obligations des autres membres de ce groupe de crédit de fonds.

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

4.5.81.10.8 Fonds communs de garantie et fonds

Afin de garantir leurs obligations envers la CDS découlant de la Documentation contractuelle, les adhérents membres d'un groupe de crédit de catégorie (~~autre qu'un groupe~~autres que les groupes de crédit ~~d'emprunteur n'effectuant pas de contribution~~catégorie pour les emprunteurs non contributeurs) sont appelés à faire des contributions à un fonds commun de garantie pour ce groupe de crédit de catégorie, et les adhérents membres d'un ~~fonds de~~ groupe de crédit de fonds sont appelés à faire une contribution au fonds.

4.5.91.10.9 Plafond de fonctionnement

À l'exception de la Banque du Canada, d'un emprunteur non contributeur, ~~d'un agent des transferts adhérent~~ ou d'un adhérent au service NELTC à mandat restreint, un adhérent peut devoir se conformer à un plafond de fonctionnement, lequel est une limite sur la valeur totale des transactions qui peuvent être effectuées en même temps par l'adhérent.

4.5.101.10.10 Marges de crédit

Certains adhérents peuvent établir une marge de crédit pour le compte d'un autre adhérent afin de garantir le paiement à la CDS des obligations de cet autre adhérent. Afin de garantir ses obligations envers de l'adhérent qui établit la marge de crédit, cet autre adhérent en con cède une sûreté sur certains biens donnés en garantie.

1.10.11 Sûretés

Les sûretés concédées par un adhérent conformément aux Règles sont les sûretés accordées en faveur de la CDS, les sûretés du prêteur, les sûretés de la caution et les hypothèques.

4.5.111.10.12 Rôles des adhérents relativement aux valeurs

Les adhérents peuvent assumer les rôles de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs, de responsable du traitement des droits et privilèges et de gardien relativement à une valeur au service de dépôt.

4.5.121.10.13 Fonds de ~~liquidité supplémentaire~~ liquidités supplémentaires

Tous les adhérents ~~au à la fonction de~~ RNC (autres que la Banque du Canada, ~~un agent~~ les agents des transferts ~~adhérent, un adhérent~~ adhérents, les adhérents au service NELTC et les adhérents au service NELTC ou un adhérent du service ACT) doivent ~~fournir~~ verser des liquidités supplémentaires à la CDS ~~de la~~ liquidité additionnelle sous revêtant la forme de contributions de liquidité supplémentaire pour ~~le~~ liquidités supplémentaires au fonds de ~~liquidité supplémentaire~~ liquidités supplémentaires.

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

1.6 — Aperçu des services transfrontaliers

1.6.1 — Aperçu des services transfrontaliers

1.11 — Tel que décrit APERÇU DES SERVICES TRANSFRONTALIERS

1.11.1 Description générale

Comme énoncé à la Règle_10, la CDS offre des services transfrontaliers pour permettre la compensation et le règlement de transactions effectuées par les adhérents auprès des institutions et des courtiers américains : au moyen du Service de liaison directe avec la DTC et du Service de liaison avec New York. Seuls les adhérents peuvent utiliser les services transfrontaliers. ~~Les adhérents sont soit des adhérents à part entière soit des adhérents à mandat restreint.~~ Un adhérent à part entière peut utiliser ~~la totalité de~~ sous les services offerts par la CDS transfrontaliers. Un adhérent à mandat restreint est assujéti à des restrictions d'utilisation des services transfrontaliers et ses obligations sont restreintes en conséquence. Les adhérents à mandat restreint qui utilisent les services transfrontaliers sont ~~les~~ des adhérents au service ACT. En plus des services transfrontaliers, la CDS offre des ~~installations~~ facilités aux adhérents leur permettant d'effectuer des transactions régies par la Règle 10, ~~telles qu'un~~ un virement transfrontalier.

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

Règle 2. Adhésion

46

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

2.1 — Aperçu de l'adhésion

2.1.1 — Adhésion

Une demande

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

Règle 2. ADHÉSION

48

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

2.1 APERÇU DE L'ADHÉSION

~~2.1.1 Demande d'adhésion d'un adhérent est acceptée ou rejetée par le Conseil d'administration. Une demande d'un adhérent visant l'utilisation d'un service ou d'une fonction est acceptée ou refusée par la CDS.~~

Un demandeur peut faire une demande d'adhésion s'il répond aux exigences d'une catégorie ~~d'adhérent~~ en particulier, s'il satisfait aux critères de sélection applicables à la catégorie et s'il respecte les conditions relatives à l'adhésion. ~~Il revient à la CDS d'accepter ou de refuser une demande d'adhésion et une demande d'un adhérent relative à l'utilisation d'un service ou d'une fonction.~~

2.1.2 Classement

Chaque adhérent est classé dans une catégorie ~~d'adhérent~~. Chaque adhérent peut jouer différents rôles dans les services afférents à sa catégorie. Un adhérent qui respecte les conditions mentionnées peut aussi agir à titre de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs ou de responsable du traitement des droits et privilèges pour ~~cette~~une valeur. La CDS nomme ~~certaines~~des adhérents qui agiront à titre de gardiens de valeurs internes, ainsi que des adhérents qui agiront à titre de gardiens de valeurs étrangers.

2.1.3 Suspension et résiliation

Les circonstances justifiant la suspension éventuelle d'un adhérent par la CDS (~~suspension discrétionnaire~~) sont décrites dans la Règle ~~9.1-2~~. En présence d'un motif valable en vertu de la Règle ~~2.7-5~~10.3, le ~~Conseil~~conseil d'administration peut résilier la Convention d'adhésion d'un adhérent. Un adhérent peut se retirer en donnant avis à la CDS de son intention de se retirer, ~~conformément à la Règle 2.10.5~~. Un adhérent qui s'est retiré ou dont la Convention d'adhésion a été résiliée peut demander à être réintégré.

2.1.4 Inactivité

Les circonstances menant un adhérent à choisir de devenir inactif ou à être désigné comme inactif par la CDS sont décrites dans la Règle ~~2.7-10.8~~. Un adhérent inactif peut demander une réactivation.

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

2.2 — Admission des adhérents

2.2.1 — Demande d'adhésion

2.2 Le demandeur DEMANDE D'ADHÉSION

2.2.1 Présentation de la demande

La personne admissible à l'adhésion qui satisfait aux conditions et aux critères établis par la CDS conformément aux Règles peut faire représenter une demande d'adhésion à et d'utilisation signée visant un ou plusieurs services en signant et en envoyant à la CDS ou une demande d'adhésion ou plusieurs fonctions, dans sa forme actuelle offerte auprès actuellement en vigueur à la CDS, en l'envoyant à la CDS. Un demandeur doit démontrer, à la satisfaction de la CDS, qu'il respecte les conditions et répond aux critères généraux d'adhésion, ainsi qu'aux normes et aux critères particuliers à chaque service ou fonction qu'il entend utiliser.

L'adhérent éventuel doit préciser la catégorie dans laquelle il souhaite être classé. Au moment de l'acceptation de son adhésion, il est classé dans l'une des catégories précisées à la Règle 2.3. À cette fin, il doit fournir à la CDS les renseignements et la documentation nécessaires à son classement.

La CDS peut approuver ou refuser la demande à sa seule discrétion. Dès que sa demande est approuvée, le demandeur devient adhérent et sa demande constitue alors la Convention d'adhésion entre la CDS et l'adhérent. Un demandeur dont la demande d'adhésion a fait l'objet d'un refus par la CDS a le droit d'appeler de porter cette décision en appel auprès du conseil d'administration de la CDS, conformément aux Règles 3.2.32 et 3.2.3.2.4. Toutefois, aucun droit d'appel n'existe à l'égard de la décision de la CDS de reporter l'acceptation de la demande.

2.2.2 — Choix de services ou de fonctions

L'adhérent qui satisfait aux conditions et aux critères établis par la CDS conformément aux Règles peut demander d'utiliser un service donné ou une fonction donnée. La CDS peut approuver ou refuser la demande à sa seule discrétion. L'adhérent dont la demande d'utilisation d'un service ou d'une fonction a été refusée par la CDS a le droit d'en appeler de cette décision auprès du Conseil d'administration sauf si la CDS a remis à plus tard l'acceptation de la demande.

2.2.3.2.2 Remise à plus tard

La CDS peut reporter l'acceptation d'une demande d'adhésion, ou une demande d'utilisation d'un service donné ou d'une fonction donnée, jusqu'à ce qu'elle dispose du personnel, des locaux, des systèmes informatiques et des autres moyens d'exploitation nécessaires pour fournir le service ou la fonction à des adhérents additionnels sans nuire à la prestation de ce service ou de cette fonction à ses adhérents actuels, afin d'assurer en temps opportun la compensation et le règlement méthodiques des opérations sur les valeurs, pour conserver en sécurité l'argent les fonds et les valeurs qu'elle détient pour les adhérents, et pour exercer ses activités d'exploitation.

2.2.4.2.3 Admissibilité

Toute personne est admissible à l'adhésion si elle correspond à la description de l'une des personnes décrites dans les catégories suivantes :

(a) Institution institution financière réglementée

(a) désigne toute, soit une personne ;

50

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

- ~~(i) _____ qui est constituée en société, fondée ou formée conformément aux lois du Canada ou de toute province ou de tout territoire du Canada;~~
- ~~(ii) _____ qui est essentiellement régie, aux fins de prudence et de liquidité, par les lois du Canada ou de toute province ou de tout territoire du Canada; et~~
- ~~(iii) _____ qui est une institution financière, un courtier ou négociant en valeurs mobilières, une compagnie d'assurances ou une société de compensation ou de dépôt de valeurs;~~
- ~~(b) _____ Institution étrangère~~
- ~~(b) _____ désigne toute, soit une personne (autre qu'un particulier) :~~
- ~~(i) _____ qui est constituée en société, établie ou formée en vertu des lois d'un territoire extérieur à celui du Canada ou dont les activités sont principalement régies, aux fins de prudence et de liquidité, par les lois d'un territoire extérieur à celui du Canada; et~~
- ~~(ii) _____ qui est un courtier ou négociant de valeurs mobilières, une banque ou une caisse d'épargne, une société ou une compagnie de fiducie, une société ou une compagnie de prêt, une société ou une compagnie d'assurances, une société de compensation ou de dépôt de valeurs, une banque centrale ou toute autre personne négociant des valeurs; _____;~~
- ~~(c) _____ Organisme public~~
- ~~(c) _____ désigne, soit le gouvernement du Canada ou celui d'une de ses provinces, d'un de ses territoires, ou de toute municipalité du Canada, ou de tout organisme de ceux-ci;~~
- ~~(d) _____ Banque du Canada~~
- ~~(d) _____ désigne, soit la banque centrale du Canada fondée en vertu de la *Loi sur la Banque du Canada*;~~
- ~~(e) _____ Agent des transferts adhérent~~
- ~~(e) _____ désigne, soit un adhérent qui répond aux critères et aux conditions établis à la Règle 11 pour un agent des transferts adhérent; ou~~
- ~~(f) 1.1.1 Adhérent au service NELTC~~
- ~~(f) _____ désigne adhérent au service NELTC, soit un adhérent qui répond est une personne répondant aux critères et aux conditions établis à la Règle 12.2 pour un adhérent au service NELTC.~~

~~2.2.52.2.4 Critères d'adhésion applicables aux adhérents~~

~~L'adhérent doit satisfaire à tous les critères définis ci-après pour la catégorie à laquelle il appartient :~~

- ~~(a) s'il s'agit d'une institution financière réglementée _____;~~
- ~~(i) _____ l'adhérent doit être une personne morale en vertu des lois de son territoire de constitution en société, d'établissement ou de formation. Il ne doit pas avoir omis de déposer un avis, un rapport ou un relevé en vertu des lois de ce territoire ou des lois de tout autre territoire dans lequel l'adhérent s'adonne à des activités commerciales si au terme d'une telle omission, il pourrait cesser d'être constitué en société, établi ou formé ou perdre l'autorisation d'exercer ses activités commerciales;~~

Mis en forme : Couleur de police : Automatique

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

- ~~(iii)i.~~ l'adhérent doit détenir, et doit avoir rempli toutes les conditions requises pour détenir tout enregistrement, licence, permis, autorisation ou approbation requis relativement à ses activités par chaque organisme de réglementation ~~compétent; ayant compétence à l'égard de l'adhérent; et~~
- ~~(iii)iii.~~ l'adhérent et chacun de ses associés, administrateurs et dirigeants doivent respecter les règlements, les règles, les ordonnances ou les directives provenant de chaque organisme de réglementation ~~compétent ayant compétence à l'égard de l'adhérent~~, y compris les exigences minimales quant au capital et aux conditions de stabilité financière auxquelles il est soumis;
- (b) s'il s'agit d'une institution étrangère:
- ~~(i)i.~~ l'adhérent doit être une personne morale en vertu des lois de son territoire de constitution en société, d'établissement ou de formation. Il ne doit pas avoir omis de déposer un avis, un rapport ou un relevé en vertu des lois de ce territoire ou des lois de tout autre territoire dans lequel l'adhérent s'adonne à des activités commerciales si au terme d'une telle omission, il pourrait cesser d'être constitué en société, établi ou formé ou perdre l'autorisation d'exercer ses activités commerciales;
- ~~(ii)ii.~~ l'adhérent doit détenir, et doit avoir rempli toutes les conditions requises pour détenir tout enregistrement, licence, permis, autorisation ou approbation requise relativement à ses activités par chaque organisme de réglementation ~~compétent ayant compétence à l'égard de l'adhérent;~~
- ~~(iii)iii.~~ ~~si l'adhérent est placé sous l'autorité d'un organisme de réglementation,~~ l'adhérent et chacun de ses associés, administrateurs et dirigeants doivent respecter les règlements, les règles, les ordonnances ou les directives provenant de ~~eachaque~~ organisme ~~de réglementation ayant compétence à l'égard de réglementation l'adhérent~~, y compris les exigences minimales quant au capital et aux conditions de stabilité financière auxquelles il est soumis;
- ~~(iv)iv.~~ l'adhérent doit posséder, gérer, contrôler ou avoir la garde d'un portefeuille de valeurs d'émetteurs canadiens dont la juste valeur marchande minimale (déterminée à la satisfaction de la CDS) peut être modifiée à l'occasion par le ~~Conseil conseil~~ d'administration;
- ~~(v)v.~~ l'adhérent doit disposer d'un capital minimum de 1_000_000_\$ ou fournir à la CDS une autre preuve de sa stabilité financière que celle-ci jugera satisfaisante;
- ~~(vi)vi.~~ l'adhérent doit fournir à la CDS un avis juridique satisfaisant aux exigences de l'avocat de la CDS relativement à l'adhésion d'un adhérent ~~à la CDS aux services~~, y compris un avis portant sur le caractère exécutoire de toute sûreté ~~devant être~~ concédée par l'adhérent conformément aux Règles ~~et des~~ dispositions relatives à l'établissement du solde net des Règles applicables à l'adhérent; et
- ~~(vii)vii.~~ l'adhérent doit satisfaire à toute autre exigence que le ~~Conseil conseil~~ d'administration, à sa seule discrétion, peut juger appropriée pour la protection de la CDS et celle des autres adhérents;
- (c) s'il s'agit d'un organisme public, l'adhérent doit posséder, gérer, contrôler ou avoir la garde d'un portefeuille de valeurs dont la juste valeur marchande minimale (établie à la satisfaction de la CDS) peut être modifiée à l'occasion par le ~~Conseil conseil~~ d'administration;
- (d) s'il s'agit d'un agent des transferts adhérent, l'adhérent répond aux critères et aux conditions établis à la Règle 11 pour un agent des transferts adhérent;

52

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

- (e) s'il s'agit d'un adhérent au service NELTC, l'adhérent répond aux critères et aux conditions établis à la Règle 12.2 pour un adhérent au service NELTC.

~~2.2.6 — Approbation réglementaire~~

~~Dès sa demande d'adhésion et périodiquement par la suite ou sur demande, chaque adhérent, autre que la Banque du Canada, doit fournir à la CDS l'information que cette dernière considère nécessaire ou souhaitable afin d'établir si l'utilisation que fait l'adhérent des services a été approuvée selon les exigences de tout organisme de réglementation compétent.~~

~~2.2.72.2.5 Conditions d'adhésion~~

À la demande de la CDS, un ~~agent des transferts adhérent doit démontrer, d'une façon qu'elle juge satisfaisante, qu'il remplit les conditions établies à la Règle 11.2.3 et l'adhérent~~ adhérent autre qu'un agent des transferts adhérent doit démontrer, d'une façon qu'elle juge satisfaisante, qu'il remplit les conditions suivantes :

- (a) il est financièrement en mesure de s'acquitter de ses obligations envers elle;
- (b) il dispose de suffisamment de personnel compétent, de locaux, d'installations de communication, de mesures et de matériel de sécurité, de matériel de traitement de l'information, de livres et registres et de procédés et méthodes qui lui permettront de respecter en temps opportun et avec précision les engagements qu'il prévoit prendre avec la CDS et tout autre adhérent tout en satisfaisant à leurs exigences d'exploitation;
- (c) il respecte les normes établies par la CDS de temps à autre, et prend des précautions (de niveau équivalent à celui des précautions prises à l'interne dans le cadre de procédures de sécurité similaires) afin de protéger les fonctions d'accès au réseau et les mécanismes d'authentification, et exige que des précautions similaires soient prises par les tiers qui agissent en son nom et qui fournissent l'accès au réseau ou utilisent les mécanismes d'authentification attribués à l'adhérent;
- (d) il prend des mesures de sécurité adéquates, avec le même niveau de précaution qu'à l'interne dans le cadre de procédures de sécurité similaires, en ce qui concerne ses fondés de pouvoir, particuliers autorisés, gestionnaires des utilisateurs et utilisateurs, ce qui comprend notamment un contrôle adéquat des pièces d'identité et des mécanismes d'authentification;
- (e) l'équipement informatique et les logiciels qu'il utilise pour le traitement des données relatives aux services ainsi que pour l'échange de données avec la CDS et d'autres adhérents sont et seront conformes aux normes établies par la CDS de temps à autre; par ailleurs, il a mis en place des procédés et méthodes et des techniques appropriés pour s'assurer de la conformité continue aux conditions établies par la CDS de temps à autre;
- (f) si l'adhérent est une personne autre que la Banque du Canada ou un organisme public, il est titulaire d'une police d'assurance de type « **assurance des institutions financières** » ou d'assurance similaire acceptée par la CDS, dont le capital assuré et les garanties sont au moins égaux aux montants fixés à l'occasion par le ~~Conseil~~ conseil d'administration et il maintient cette police en vigueur; et
- (g) il satisfait aux autres conditions que le ~~Conseil~~ conseil d'administration peut établir à l'occasion à l'intention des adhérents.

La CDS doit donner avis aux adhérents des conditions ~~établies conformément à la sous-clause (g) découlant du paragraphe (g) ci-dessus~~ et de toute modification à ces conditions et doit leur laisser le temps de prendre les mesures nécessaires pour ~~s'y~~se conformer ~~à toute nouvelle exigence~~.

53

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

Critères Un agent des transferts adhérent doit démontrer à la CDS, d'une façon qu'elle juge satisfaisante, qu'il remplit les conditions établies à la Règle 11.2.4.

2.2.6 Renseignements, critères et conditions supplémentaires

2.2.8 La CDS peut, à quelque moment que ce soit, demander à un adhérent de démontrer qu'il continue de respecter les critères et conditions applicables. La CDS détermine si les éléments de preuve fournis par l'adhérent doivent être attestés par une déclaration d'un signataire autorisé de l'adhérent responsable à ces égards, un rapport des auditeurs internes ou externes de l'adhérent, ou un examen des activités de l'adhérent par la CDS ou par les auditeurs internes ou externes de la CDS. La CDS peut demander à tout organisme de réglementation de l'adhérent (autre que la Banque du Canada) qu'il confirme que l'adhérent est en règle auprès de cet organisme, et qu'il confirme tout renseignement pertinent concernant la conformité de l'adhérent avec les critères et conditions associés à l'utilisation d'un service ou d'une fonction. L'adhérent doit collaborer avec la CDS à l'égard de telles demandes.

La CDS peut imposer des critères et des conditions supplémentaires d'admissibilité à tout service ou à toute fonction. Sans que soit limitée la portée générale de ce qui précède, de tels critères et conditions peuvent faire référence à la ségrégation des tâches, à la qualification du personnel, aux mesures de contrôle interne et à l'évaluation du risque, à la surveillance, à la communication avec la CDS, et à tout point mentionné à la Règle 2.2.75. La CDS doit donner avis aux adhérents de tels critères et conditions et de toute modification apportée à ces critères et à ces conditions, et elle doit accorder aux adhérents un délai raisonnable afin qu'ils puissent prendre les mesures nécessaires pour se conformer à ceux-ci toute nouvelle exigence.

2.2.9 Catégories d'adhérents

Le demandeur doit indiquer la catégorie dans laquelle il désire être classé. Au moment où un demandeur est accepté à titre d'adhérent, il est classé dans une des catégories précisées à la Règle 2.3. Chaque demandeur doit fournir à la CDS toute l'information et toutes les assurances qui peuvent être nécessaires pour permettre de classer cet adhérent dans la bonne catégorie.

2.2.102.2.7 Renonciation aux critères, aux conditions et aux exigences

Le Conseil conseil d'administration peut renoncer à toute exigence relativement aux critères, aux conditions ou au classement applicable à un adhérent ou à un gardien, inconditionnellement, temporairement ou conditionnellement, s'il juge que l'exigence à laquelle doit se conformer l'adhérent, le gardien ou le demandeur afin d'adhérer ou d'agir à titre de gardien est trop rigoureuse et que le fait d'y renoncer ne nuirait ni à la CDS ni aux autres adhérents. La CDS doit donner avis à l'adhérent aux adhérents concernés de toute renonciation conformément à consentie aux termes de la présente Règle. Le Conseil conseil d'administration peut restreindre le droit de l'adhérent d'utiliser un service ou une fonction si la CDS renonce à une exigence conformément à la présente Règle.

2.2.112.2.8 Avis de modification des renseignements de l'adhérent

L'adhérent doit immédiatement donner avis à la CDS ~~(i)~~ dans les cas suivants :

- (a) s'il n'est plus admissible à l'adhésion, ~~s'il en raison du fait qu'il~~ ne satisfait plus aux conditions ou critères ~~qu'elle~~ que la CDS a établis ou aux exigences de la catégorie d'adhérents, dans laquelle il a été classé; ~~(ii) de tout~~
- (b) si un changement important est apporté aux renseignements, qu'il a soumis par l'adhérent à la CDS, faisant partie dans le cadre de sa demande d'adhésion ou d'une à une annexe ou à une mise à jour de la Convention d'adhésion; et ~~(iii) de tout~~

54

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

(c) si un changement important est apporté aux renseignements, qu'il a soumis par l'adhérent à la CDS, faisant partie dans le cadre de sa demande d'adhésion à un service ou à une fonction, y compris au rôle qu'il assume relativement à ces des valeurs en vertu de la Règle 2.54.

2.2.12 – Confirmation des conditions

Un adhérent doit démontrer, d'une façon que la CDS juge satisfaisante, qu'il respecte les critères et conditions généraux d'adhésion, et les critères et conditions pour chaque service ou fonction qu'il utilise. De temps à autre, la CDS peut exiger qu'un adhérent lui fournisse la preuve qu'il continue de respecter de telles conditions. La CDS détermine si une telle preuve fournie par l'adhérent doit être attestée par une déclaration du signataire autorisé de l'adhérent responsable à ces égards, un rapport des vérificateurs internes ou externes de l'adhérent, ou un examen des activités de l'adhérent par la CDS ou par les vérificateurs internes ou externes de la CDS. La CDS peut demander à tout organisme de réglementation de l'adhérent qu'il confirme que l'adhérent est en règle, et qu'il confirme tout renseignement pertinent concernant le respect par l'adhérent des critères et conditions. L'adhérent doit collaborer avec la CDS lors de telles demandes.

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

2.3 — classement des adhérents

2.3.1 — Classement des adhérents

2.3 Un adhérent doit indiquer la catégorie dans laquelle il désire être classé. Au moment où un demandeur est accepté à titre d'adhérent, la CDS le classe dans une des catégories précisées à la Règle 2.3.2. CLASSEMENT DES ADHÉRENTS

~~Un adhérent peut en tout temps demander à la CDS d'être reclassé dans toute autre catégorie à laquelle il est admissible. La CDS peut reclasser un adhérent s'il cesse de satisfaire aux conditions et critères ou aux exigences relatives au classement pour la catégorie dans laquelle il a été classé. Chaque adhérent doit fournir à la CDS toute l'information et les assurances qui peuvent être nécessaires pour permettre de le classer dans la bonne catégorie. La CDS doit donner avis à l'adhérent de la catégorie dans laquelle il est classé ou reclassé. À moins que les autres prêteurs ne renoncent à un avis, la CDS avise tous les prêteurs qu'un demandeur ou un adhérent demande à être classé parmi les prêteurs ou qu'un prêteur demande à être reclassé dans une autre catégorie, au moins 15 jours ouvrables avant d'effectuer le classement ou le reclassement.~~

Mis en forme : Français (France)

Mis en forme : Français (France)

2.3.2 — Catégories

~~(a) 2.3.1 Adhérents à part entière et adhérents à mandat restreint~~

Chaque adhérent est soit un adhérent à part entière, soit un adhérent à mandat restreint. Un adhérent à part entière peut utiliser la totalité des services offerts par la CDS. Un adhérent à mandat restreint est assujéti à des restrictions d'utilisation des services offerts par la CDS, tel que stipulé dans les Règles applicables à une telle catégorie d'adhérents à mandat restreint.

~~(b) 2.3.2 Catégories d'adhérents Adhérents à part entière~~

La CDS classe chaque adhérent à part entière dans l'une des catégories suivantes :

~~(i) (a) Banque du Canada;~~

~~(ii) Prêteur~~

~~(b) prêteur, si l'adhérent répond à toutes les exigences suivantes :~~

~~(1) être une institution financière;~~

~~i. être une institution financière;~~

~~(2) ii. être membre adhérent ou adhérent-correspondant de groupe de l'Association canadienne des paiements Paiements Canada et donc avoir un compte de règlement à la Banque du Canada aux fins de compensation;~~

~~(3) iii. avoir un capital d'au moins un milliard de dollars; et~~

~~(4) iv. être un utilisateur du STPGV;~~

~~(iii) Fédération adhérente~~

~~si l'adhérent répond à toutes les exigences suivantes :~~

Mis en forme : Anglais (Canada)

56

© Services de dépôt et de compensation CDS inc.

Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

~~(1) agent de règlement, être une institution financière;~~

Mis en forme : Anglais (Canada)

~~(2) être adhérent-correspondant de groupe de l'Association canadienne des paiements et donc avoir un compte de règlement à la Banque du Canada aux fins de compensation (« fédération adhérente active ») ou être membre de l'Association canadienne des paiements et soit être membre du groupe pour lequel une fédération adhérente active joue le rôle d'adhérent-correspondant de groupe au sein de l'Association canadienne des paiements ou un sous-adhérent ayant désigné une fédération adhérente active pour être son agent de compensation au sein de l'Association canadienne des paiements;~~

~~(3) avoir un capital qui, cumulé à celui d'une fédération adhérente active et à celui de toutes ses autres fédérations adhérentes, s'élève au moins à un milliard de dollars (doit être exclu du calcul du capital d'une fédération adhérente tout placement dans toute autre fédération adhérente qui fait partie du capital de cette autre fédération adhérente, si son capital et celui de cette autre fédération adhérente sont cumulés);~~

~~(4) s'il est une fédération adhérente active, être un utilisateur du STPGV;~~

~~(iv) Agent de règlement~~

~~(c) si l'adhérent répond à toutes les exigences suivantes :~~

~~(1)i. être une institution financière;~~

~~(2)ii. être membre adhérent ou adhérent-correspondant de groupe de l'Association canadienne des paiements Paiements Canada et donc avoir un compte de règlement à la Banque du Canada aux fins de compensation; ou être sous-adhérent de l'Association canadienne des paiements Paiements Canada et donc avoir un compte de compensation avec un membre adhérent ou un adhérent-correspondant de groupe; et~~

~~(3) avoir un capital d'au moins 100 millions de dollars;~~

~~iii. ou~~

~~(v) Emprunteur~~

~~(d) si emprunteur. Si l'adhérent ne répond pas aux exigences d'une des catégories d'aucune catégorie précédemment décrites décrite ou si l'adhérent ne choisit de ne pas d'être être classé dans l'une des de ces catégories précédemment décrites précitées, il est classé à titre d'emprunteur.~~

Un adhérent à part entière ne peut être classé à titre d'agent des transferts adhérent, d'adhérent au service ACT ou d'adhérent au service NELTC.

~~(c) 2.3.3 Catégories d'adhérents Adhérents à mandat restreint~~

La CDS classe chaque adhérents adhérent à mandat restreint dans au moins une des catégories suivantes :

~~(a) agent des transferts adhérent, si l'adhérent répond aux exigences décrites à la Règle 11.2;~~

~~(b) adhérent au service ACT, si l'adhérent répond aux exigences décrites à la Règle 10.10;~~

~~(i) adhérent au service NELTC~~

57

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

(c) _____, si l'adhérent répond aux exigences décrites à la Règle 12.2.3.

(ii) _____ adhérent au service ACT

si l'adhérent répond aux exigences décrites à la Règle 10.12.

(iii) _____ agent des transferts adhérent

si l'adhérent répond aux exigences décrites à la Règle 11.2.2.

2.3.32.3.4 Conventions relatives au groupe de crédit de catégorie

Tel qu'énoncé à la Règle 5-9, chaque adhérent (autre que la Banque du Canada) est, en raison de son acceptation à ce titre, membre du groupe de crédit de catégorie pour la catégorie d'adhérents dans laquelle il est classé. Chaque groupe de crédit de catégorie peut préparer une convention sous forme standard (la « **Convention relative au groupe de crédit de catégorie** ») pour régir les liens entre ses membres. Le Conseil d'administration étudie la forme de la convention proposée pour chaque groupe de crédit de catégorie et toute modification proposée à la convention. Un exemplaire du formulaire de la convention et de toute modification qui y est apportée est fourni à la CDS, à l'adhérent ou à un demandeur qui veut adhérer ou souhaite être classé à titre de membre de ce groupe de crédit de catégorie, aux organismes de réglementation dont relève la CDS et à l'organisme de réglementation canadien dont les membres' autorité pertinente à l'égard d'un membre de ce groupe de crédit de catégorie relèvent principalement.

Un adhérent classé à titre de membre d'un groupe de crédit d'une catégorie doit être partie à la convention régissant ce groupe de crédit de catégorie, s'il y a lieu si une telle convention existe.

2.3.42.3.5 Facteur d'évaluation du prêteur

Aucun candidat à l'adhésion n'est classé parmi les prêteurs à moins que son facteur d'évaluation n'équivaille au moins à la cote R-1 Faible du DBRS ou son équivalent au moment de la demande. Si son facteur d'évaluation y est inférieur, à n'importe quel moment, l'adhérent peut tout de même continuer à faire partie de la catégorie des prêteurs, et ce, sous réserve des dispositions de la Règle 5.10.94.4.

2.42.3.6 Rôles Reclassement des adhérents

Un adhérent peut en tout temps demander à la CDS d'être reclassé dans toute autre catégorie à laquelle il est admissible. La CDS peut reclasser un adhérent s'il cesse de satisfaire aux conditions, critères ou exigences relatifs au classement pour la catégorie dans laquelle il a été classé. La CDS doit donner avis à l'adhérent de la catégorie dans laquelle il est reclassé.

Mis en forme : Français (France)

À moins que les autres prêteurs ne renoncent à un avis, la CDS avise tous les prêteurs qu'un demandeur ou un adhérent demande à être classé parmi les prêteurs ou qu'un prêteur demande à être reclassé dans une autre catégorie, au moins 15 jours ouvrables avant d'effectuer le classement ou le reclassement.

Mis en forme : Français (France)

2.4 RÔLES DES ADHÉRENTS

2.4.1 Banque du Canada

La Banque du Canada :

- (a) peut effectuer des règlements;
- (b) peut faire des paiements à la CDS en utilisant des moyens acceptés par la CDS.

58

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

2.4.2 Prêteur

Le prêteur :

- (a) peut effectuer des règlements;
- (b) peut établir des marges de crédit en faveur d'autres adhérents;
- (c) peut utiliser des marges de crédit établies par un autre prêteur ~~ou par la fédération adhérente active;~~
- ~~(d) (a) peut agir à titre de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs, de responsable du traitement des droits et privilèges ou de gardien intérieur pour une valeur.~~

2.4.3 Fédération adhérente active

La fédération adhérente active :

- ~~(a) peut effectuer des règlements;~~
- ~~(b) peut établir des marges de crédit en faveur d'autres adhérents;~~
- ~~(c) peut utiliser des marges de crédit établies par un prêteur ou par une autre fédération adhérente active;~~
- ~~(d) peut agir à titre de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs, de responsable du traitement des droits et privilèges ou de gardien intérieur pour une valeur; et~~
- ~~(d) peut agir à titre de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs, de responsable du traitement des droits et privilèges ou de gardien intérieur d'agent payeur désigné pour une valeur.~~

2.4.4 Autre fédération adhérente

- ~~(e) La fédération adhérente qui n'est ni fédération adhérente active ni remplaçante d'une fédération adhérente active ne peut utiliser elle-même de services; elle ne peut le faire que par l'entremise de sa fédération adhérente active ou du remplaçant de sa fédération adhérente active. Le demandeur qui est accepté comme un adhérent et qui est classé parmi les fédérations adhérentes devient membre du groupe de crédit de la catégorie de sa fédération adhérente active, et a les obligations décrites à la Règle 5.9 pour toutes les activités de sa fédération adhérente active, qu'il utilise ou non des services par l'entremise de cette fédération adhérente active. Le demandeur en voie d'être classé parmi les fédérations adhérentes (à l'exception d'une fédération adhérente active) désigne une fédération adhérente active qui jouera le rôle d'adhérent correspondant de groupe au sein de l'Association canadienne des paiements pour le groupe dont est membre la fédération adhérente ou qu'il a désigné comme son agent de compensation au sein de l'Association canadienne des paiements et qui est sa fédération adhérente active. Chaque fédération adhérente active désigne les fédérations adhérentes pour lesquelles elle joue le rôle d'adhérent correspondant de groupe au sein de l'Association canadienne des paiements ou pour lesquelles elle a été désignée comme agent de compensation au sein de l'Association canadienne des paiements et qui sont ses fédérations adhérentes à un service de liaison.~~

2.4.52.4.3 Agent de règlement

L'agent de règlement :

- (a) peut effectuer des règlements;

59

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

- (b) ne peut établir de marges de crédit en faveur d'autres adhérents;
- (c) peut utiliser des marges de crédit établies par un prêteur ~~ou par la fédération adhérente active;~~ et
- (d) peut agir à titre de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs, de responsable du traitement des droits et privilèges ou de gardien intérieur pour une valeur.

~~2.4.62.4.4~~ Emprunteur

L'emprunteur :

- (a) peut effectuer des règlements;
- (b) ne peut établir de marges de crédit en faveur d'autres adhérents;
- (c) peut utiliser des marges de crédit établies par un prêteur ~~ou par la fédération adhérente active;~~ et
- ~~(d) peut agir à titre de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs, de responsable du traitement des droits et privilèges ou de gardien intérieur pour une valeur.~~
- ~~(d) peut agir à titre de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs, de responsable du traitement des droits et privilèges ou de gardien intérieur pour une valeur.~~

~~2.4.7~~ Adhérents à mandat restreint

~~(a) 2.4.5~~ Agent des transferts adhérent

Un agent des transferts adhérent :

- ~~(i)(a) ne peut effectuer des règlements (y compris un transfert ou une mise en gage de valeurs) ou détenir des valeurs créditées à son grand livre, sauf s'il agit à titre d'agent dépositaire au CDSX ou de responsable du traitement des droits et privilèges aux termes de la Règle 11, ou dans la mesure permise s'il est classé dans une autre catégorie d'adhérent à mandat restreint, ne peut effectuer des règlements (y compris un transfert ou une mise en gage de valeurs) ni détenir des valeurs créditées à son grand livre;~~
- ~~(ii)(b) ne peut établir des marges de crédit en faveur d'autres adhérents;~~
- ~~(iii)(c) ne peut avoir recours à des marges de crédit établies par un prêteur ou par la fédération adhérente active;~~
- ~~(iv)(d) ne peut utiliser aucune fonction de la contrepartie centrale;~~
- ~~(v)(e) ne peut agir à titre de responsable de l'activation d'ISIN ou de responsable de la validation de valeurs pour une valeur; et~~
- ~~(vi)(f) ne peut agir à titre de gardien.~~

~~Un agent des transferts adhérent qui confirme des dépôts et des retraits de valeurs, ou qui agit à titre de responsable du traitement des droits et privilèges, doit exercer ses activités conformément à la Règle 11 et non à la présente Règle 2.4, et les activités qu'il exerce à ce titre sont régies exclusivement par la Règle 11.~~

60

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

~~2.4.6 Adhérent au service NELTC~~

Mis en forme : Couleur de police : Automatique

~~(b) Adhérent au service NELTC~~

Un adhérent au service NELTC :

- ~~(i)(a) peut uniquement effectuer des règlements ou détenir des valeurs créditées à son grand livre uniquement dans le cadre de transferts-son utilisation du service NELTC pour le transfert de comptes de clients;~~
- ~~(ii)(b) ne peut effectuer des règlements entraînant un solde débiteur dans son compte de fonds;~~
- ~~(iii)(c) ne peut déposer ou retirer des valeurs;~~
- ~~(iv)(d) ne peut établir des marges de crédit en faveur d'autres adhérents;~~
- ~~(v)(e) ne peut avoir recours à des marges de crédit établies par un prêteur ou par la fédération adhérente active;~~
- ~~(vi)(f) ne peut utiliser aucune fonction de la contrepartie centrale;~~
- ~~(vii)(g) sauf dans la mesure permise s'il est classé dans une autre catégorie d'adhérent à mandat restreint, ne peut agir à titre de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs, de responsable du traitement des droits et privilèges ou d'agent dépositaire au CDSX pour une valeur, sauf dans la mesure permise s'il est classé dans une autre catégorie d'adhérent à mandat restreint; et~~
- ~~(viii)(h) ne peut agir à titre de gardien.~~

~~(e) 2.4.7 Adhérent au service ACT~~

Un adhérent au service ACT qui n'est pas également un adhérent au service NELTC ou un agent des transferts adhérent ne peut utiliser le CDSX, sauf de la façon permise lorsqu'il est classé dans une autre catégorie d'adhérent à mandat restreint. Son mandat et ses activités sont décrits à la Règle 10.10.

~~2.4.8 Limites~~

~~2.4.8 Règlements assujettis à des plafonds~~

La Banque du Canada peut effectuer des règlements et peut faire des paiements sans limite quant au montant de ces règlements et de ces paiements. Un agent des transferts adhérent ou un adhérent au service NELTC peut effectuer de tels règlements attendu que de tels règlements n'entraînent pas un solde débiteur à son compte de fonds. Par conséquent, aucun agent des transferts adhérent ni aucun adhérent au service NELTC n'utilise de plafond de fonctionnement ou de marge de crédit. Tout adhérent autre que la Banque du Canada peut exercer les pouvoirs particuliers à la catégorie dans laquelle il est classé seulement si ces transactions peuvent être effectuées dans les limites de son plafond de fonctionnement, le cas échéant, et de toute marge ou les marges de crédit établie, s'il en est, établies pour cette raison.

Un agent des transferts adhérent ou un adhérent au service NELTC n'a pas de plafond de fonctionnement ou de marge de crédit et il peut effectuer des règlements, pourvu que de tels règlements n'entraînent pas un solde débiteur à son compte de fonds.

64

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

2.4.9 Convention entre cautions

Une convention (« **Convention entre cautions** ») est passée entre tous les adhérents ~~agissant à titre de~~ cautions, pour régir les rapports entre les cautions ~~qui établissent une marge de crédit en faveur d'un autre adhérent~~. Le ~~Conseil~~ conseil d'administration étudie la proposition de Convention entre cautions et toute modification à celle-ci. Un exemplaire de la convention, et de toute modification qui lui est apportée, est fourni à la CDS, aux organismes de réglementation dont relève la CDS et à ~~l'organisme de réglementation canadien~~ autorité pertinente dont une caution relève ~~principalement~~, et est publié en annexe aux Procédés et méthodes. Le prêteur ~~et une fédération adhérente active doivent~~ être parties ~~partie~~ à une Convention entre cautions pour pouvoir établir une marge de crédit pour un adhérent.

2.4.10 Services transfrontaliers

~~Tout adhérent peut utiliser les services transfrontaliers, conformément à la Règle 10. Un prêteur ou une fédération adhérente active peut agir à titre d'agent payeur désigné pour le compte d'un adhérent à un service transfrontalier utilisant un service de liaison.~~

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

2.5 Rôles des adhérents relativement aux valeurs

2.5.1 Dispositions générales

(a) Rôles

2.5 RÔLES DES ADHÉRENTS RELATIVEMENT AUX VALEURS AU SERVICE DE DÉPÔT

2.5.1 Les divers rôles

Les adhérents peuvent assumer les rôles de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs, de responsable du traitement des droits et privilèges et de gardien relativement à une valeur au service de dépôt. Un adhérent peut remplir plus d'un de ces rôles relativement à une valeur.

Mis en forme : Français (France)

En ce qui concerne toute valeur, y compris une valeur du marché monétaire, la CDS peut avoir recours à la fonctionnalité du système utilisée par un responsable de l'activation d'ISIN, un responsable de la validation de valeurs, un responsable du traitement des droits et privilèges ou un gardien, conformément à la Règle 3.2.4.

2.5.2 Valeurs du marché monétaire

Une valeur du marché monétaire est admissible au service de dépôt uniquement si un adhérent individuel est le responsable de l'activation d'ISIN, le responsable de la validation de valeurs et le gardien pour cette valeur; et le même adhérent ou un autre adhérent doit être est le responsable du traitement des droits et privilèges pour cette valeur du marché monétaire. Pour une valeur admissible qui n'est pas une valeur du marché monétaire, un adhérent peut jouer au moins un de ces rôles pour cette valeur. Conformément à la Règle 3.2.5, relativement à toute valeur, y compris une valeur du marché monétaire, la CDS peut utiliser les fonctionnalités utilisées par un responsable de l'activation d'ISIN, un responsable de la validation de valeurs, un responsable du traitement des droits et privilèges ou un gardien.

Mis en forme : Français (France)

Mis en forme : Français (France)

Mis en forme : Français (France)

Mis en forme : Français (France)

Mis en forme : Français (France)

(b) 2.5.3 Critères de sélection

L'adhérent qui est l'émetteur d'une valeur admissible ou son mandataire peut agir à titre de responsable du traitement des droits et privilèges pour cette valeur. L'adhérent qui est l'émetteur d'une valeur admissible ou son mandataire peut agir à titre de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs ou de gardien pour cette valeur, à condition qu'il respecte l'un des critères suivants :

Mis en forme : Couleur de police : Automatique

Mis en forme : Titre 3

Mis en forme : Français (France)

Mis en forme : Français (France)

Mis en forme : Français (France)

(i)(a) l'adhérent est une institution financière désignée disposant d'un capital d'au moins 200 millions de dollars et émettant ses propres valeurs ayant une cote d'agences d'évaluation du crédit d'au moins A-3 de S&P, R-2 Faible de DBRS ou P-3 de Moody's;

Mis en forme : Titre 6, Hiérarchisation + Niveau : 6 + Style de numérotation : a, b, c, ... + Commencer à : 1 + Alignement : Gauche + Alignement : 0 cm + Tabulation après : 1,9 cm + Retrait : 1,27 cm

(ii)(b) l'adhérent est une filiale en propriété exclusive d'une institution financière désignée qui répond aux critères de la sous-clause (i) du paragraphe (a) ci-dessus, à condition que l'adhérent dispose d'un capital d'au moins 200 millions de dollars ou que toutes ses obligations envers la CDS soient garanties sans condition par son institution financière désignée mère;

Mis en forme : Français (France)

Mis en forme : Français (France)

Mis en forme : Français (France)

(iii)(c) l'adhérent est une institution étrangère disposant d'un capital d'au moins un milliard de dollars et émettant ses propres valeurs ayant une cote d'agences d'évaluation du crédit d'au moins A-3 de S&P, R-2 Faible de DBRS ou P-3 de Moody's; ou

Mis en forme : Français (France)

(iv)(d) l'adhérent est une filiale en propriété exclusive d'une institution étrangère qui répond aux critères de la sous-clause (iii) du paragraphe (c), à condition que l'adhérent dispose d'un capital d'au moins 200 millions de dollars ou que toutes les obligations de l'adhérent envers la CDS soient garanties sans condition par son institution étrangère mère, et que son institution étrangère mère fournisse à

Mis en forme : Français (France)

Mis en forme : Français (France)

Mis en forme : Français (France)

Mis en forme : Français (France)

63

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

la CDS un avis juridique satisfaisant aux exigences de l'avocat de la CDS relativement à l'exécution d'une telle garantie.

~~(e) L'adhérent qui est l'émetteur d'une valeur admissible ou son mandataire peut agir à titre de responsable du traitement des droits et privilèges pour cette valeur. Inadmissibilité~~

~~Aucun agent des transferts adhérent ni aucun adhérent au service NELTC ne peuvent agir à titre de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs ou de gardien. Un adhérent au service NELTC ne peut agir à titre de responsable du traitement des droits et privilèges. Un agent des transferts adhérent confirme les dépôts et les retraits de valeurs, ou agit à titre de responsable du traitement des droits et privilèges, conformément à la Règle 11 et non conformément à la présente Règle 2.5; les activités de celui-ci à ce titre sont exclusivement régies par la Règle 11.~~

~~(d) 2.5.4 Adhésion et nomination~~

~~Un adhérent qui désire agir à titre de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs ou de gardien intérieur à l'égard d'une ou de plusieurs valeurs doit soumettre une demande à la CDS, conformément à la Règle 2.2.2. Un adhérent est autorisé à utiliser les fonctions pour de tels rôles une fois que la CDS a accepté sa demande.~~

~~Nomination présente Règle 2.5.~~

~~Dès qu'un adhérent demande d'agir à titre de responsable du traitement des droits et privilèges ou que la demande est approuvée à l'égard d'un adhérent pouvant agir à titre de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs ou de gardien, la CDS autorise l'adhérent à utiliser, et met à la disposition de l'adhérent, la fonctionnalité du système requise pour ce rôle. En utilisant les fonctionnalités du système associées au rôle de responsable du traitement des droits et privilèges, de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs ou de gardien pour une valeur, un adhérent assume toutes les obligations relatives à un tel rôle pour cette valeur, conformément à la façon établie dans les Règles.~~

~~(f) 1.1.1 Remplacement~~

~~Si un adhérent cesse d'agir à titre d'agent pour un émetteur et, par conséquent, n'agit plus à titre de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs, de responsable du traitement des droits et privilèges pour des valeurs de cet émetteur, il informe la CDS du changement et du nom du successeur proposé (s'il le connaît). Une fois nommé, l'adhérent continue d'agir à titre de gardien pour une valeur jusqu'à ce que la CDS nomme un successeur ou que d'autres dispositions soient prises à la satisfaction de la CDS.~~

~~(g) 2.5.5 Déclaration relativement au mandat~~

~~En agissant à titre de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs ou de responsable du traitement des droits et privilèges pour des valeurs dont il n'est pas l'émetteur, l'adhérent déclare et garantit à la CDS et à l'ensemble des autres adhérents que ses actions ne débordent ni ses compétences ni le mandat qu'il a reçu de l'émetteur de cette valeur.~~

~~2.5.6 Remplacement~~

~~Si un adhérent cesse d'agir à titre d'agent pour un émetteur et qu'il n'agit plus à titre de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs, de responsable du traitement des droits et privilèges pour des valeurs de cet émetteur, il informe la CDS du changement et du nom du successeur proposé (s'il le connaît).~~

Mis en forme : Couleur de police : Automatique

Mis en forme : Français (France)

Mis en forme : Couleur de police : Automatique

64

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

Une fois nommé, l'adhérent continue d'agir à titre de gardien pour une valeur jusqu'à ce que la CDS nomme un successeur ou que d'autres dispositions soient prises à la satisfaction de la CDS.

Mis en forme : Français (France)

~~(h)~~ **2.5.7 Responsabilités à titre de débiteur principal**

Chaque adhérent qui agit à titre de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs ou de responsable du traitement des droits et privilèges à l'égard d'une valeur assume, comme débiteur principal, toutes ses obligations conformément aux Règles, y compris celles qui découlent des déclarations qu'il a faites ou des garanties qu'il a données, qu'il agisse en son nom ou au nom ~~d'un émetteur de l'émetteur de la valeur~~. La prise en charge susmentionnée des responsabilités par l'adhérent ne limite pas les responsabilités qui incombent à l'émetteur selon les principes généraux de droit.

~~(h)~~ **2.5.8 Défaillance**

Si l'adhérent ne remplit pas ses responsabilités ou ses obligations envers la CDS ou d'autres adhérents découlant de son rôle à titre de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs, de responsable du traitement des droits et privilèges ou de gardien pour une valeur (~~autre qu'une obligation autres que des obligations~~ résultant d'un débit porté au compte de fonds de l'adhérent lorsqu'il agit à titre de responsable du traitement des droits et privilèges), et, conformément à la Règle 5.9, les autres membres ~~du groupe des groupes de crédit de catégorie ou de tout groupe de crédit de fonds~~ dont fait partie l'adhérent ne sont pas tenus de faire de paiement à la CDS à l'égard d'une telle défaillance. ~~L'incapacité de remplir de telles responsabilités et obligations~~ Toutefois, une telle défaillance peut entraîner une suspension de l'adhérent défaillant en vertu de la Règle 9.4.2.

~~(h)~~ **2.5.9 Persistance des obligations**

Les responsabilités et les obligations de l'adhérent envers la CDS et les autres adhérents qui découlent de son rôle de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs, de responsable du traitement des droits et privilèges ou de gardien, subsisteront à la suspension, à la résiliation ou au retrait de l'adhérent de son rôle. Les responsabilités et les obligations de l'adhérent découlant de son rôle n'ont aucune incidence sur ses droits et ses obligations en général stipulés dans les Règles (tels que ses droits à l'égard des valeurs créditées à son compte de valeurs).

2.5.22.5.10 Rôle de la Banque du Canada relativement aux valeurs émises par le gouvernement du Canada

La Banque du Canada n'est ni un responsable de l'activation d'ISIN, ni un responsable de la validation de valeurs, ni un responsable du traitement des droits et privilèges ni un gardien intérieur pour les valeurs émises par le gouvernement du Canada, bien qu'elle puisse assumer des tâches relatives aux valeurs qui sont semblables à celles d'autres adhérents assumant ces rôles.

Relativement aux valeurs émises par le gouvernement du Canada, la Banque du Canada est assujettie aux modalités des conventions liant la CDS et la Banque du Canada et n'est pas tenue d'assumer les fonctions et obligations d'un responsable de l'activation d'ISIN, d'un responsable de la validation de valeurs, d'un responsable du traitement de droits et privilèges ou d'un gardien intérieur décrites dans les Règles.

2.5.3 Tâches du responsable de l'activation d'ISIN

2.6 RESPONSABLE DE L'ACTIVATION D'ISIN

2.6.1 Responsabilités

Le responsable de l'activation d'ISIN pour une valeur confirme l'ISIN applicable à chaque cette valeur dont il est soit l'émetteur ou son le mandataire de celui-ci.

65

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

2.5.42.6.2 Déclaration et garantie par le responsable de l'activation d'ISIN

En confirmant l'ISIN d'une valeur ou de plusieurs valeurs, le responsable de l'activation d'ISIN déclare et garantit à la CDS et à l'ensemble des adhérents ~~(i)~~ :

- (a) à l'égard d'une valeur, que l'ISIN est représentatif des caractéristiques de la valeur identifiée par l'ISIN; ~~(ii)~~ et que les renseignements relatifs à la valeur sont exacts; et ~~(iii)~~
- (b) si l'ISIN identifie un bloc de valeurs mises en commun, que de telles valeurs ont un débiteur commun primaire et qu'elles sont mises en commun de façon appropriée conformément à la Règle 6.10.2.

2.5.5 Tâches du responsable de la validation de valeurs

2.7 RESPONSABLE DE LA VALIDATION DE VALEURS

2.7.1 Responsabilités

Le responsable de la validation de valeurs d'une valeur doit, relativement à cette valeur, exécuter les tâches suivantes, ~~telles que décrites plus précisément~~ lesquelles sont précisées à la Règle 6 :

- ~~(i)~~(a) confirmer le dépôt de valeurs;
- ~~(ii)~~(b) confirmer le retrait de valeurs; et
- ~~(iii)~~(c) rapprocher le registre de l'émetteur aux registres de la CDS.

2.5.62.7.2 Déclaration et garantie par le responsable de la validation de valeurs

En confirmant le dépôt d'une valeur, le responsable de la validation de valeurs déclare et garantit ce qui est mentionné à la Règle 6.2.9.

2.5.7 Responsable du traitement des droits et privilèges

- (a) Tâches

2.8 RESPONSABLE DU TRAITEMENT DES DROITS ET PRIVILÈGES

2.8.1 Responsabilités

À titre d'émetteur ou en son nom, le responsable du traitement des droits et privilèges pour une valeur peut payer le montant ~~d'un droit de droits~~ et ~~privilège~~ privilèges pour cette valeur, soit en effectuant un paiement acceptable à la CDS couvrant ce montant, soit ou en donnant instruction à la CDS de débiter ce montant de son compte de fonds.

Il n'est pas tenu, ~~en vertu de son rôle à ce titre~~, de payer des droits et privilèges sur une valeur, et il peut décider de ne pas faire ~~de ce~~ paiement pour n'importe quelle raison (y compris des changements à son statut de mandataire de l'émetteur, ou ~~des~~ des difficultés liées à la prise de dispositions concernant la réception de fonds de l'émetteur).

~~(b)~~ **2.8.2 Obligations de l'émetteur**

La limitation ~~susmentionnée~~ de la responsabilité du responsable du traitement des droits et privilèges stipulée à la Règle 2.8.1 ne limite pas la responsabilité de l'émetteur découlant à l'égard de la valeur ou selon les principes généraux de droit.

66

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

Le responsable du traitement des droits et privilèges n'est pas le un mandataire de la CDS pour la réception d'argent. La réception, par le responsable du traitement des droits et privilèges, de fonds fournis par l'émetteur pour le paiement de droits et privilèges sur une valeur détenue par la CDS n'est pas considérée comme réputée être la réception d'une telle somme par la CDS et ne libère pas l'émetteur de son obligation relativement aux droits et privilèges dus sur la valeur, sauf si la CDS a reçu le paiement total des droits et privilèges, soit au moyen d'un paiement acceptable, soit par la conclusion du processus de paiement après qu'un débit du montant des droits et privilèges ait été porté à un compte de fonds.

67

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

~~2.6 Gardiens~~

~~2.9 GARDIENS~~

~~2.6.12.9.1 Nomination d'un gardien~~

La CDS peut nommer une personne à titre de gardien si cette personne satisfait aux critères et conditions établis par la CDS ~~pour agir à titre de gardien~~ conformément à la présente Règle 2.69. La CDS ~~peut, à son entière discrétion,~~ établir ~~des critères et~~ des normes concernant la capacité financière, le personnel, les installations, l'équipement, les procédés et méthodes et autres questions. La CDS peut en tout temps suspendre ou résilier ~~le droit~~ la nomination d'un gardien ~~lui permettant~~ d'agir à ce titre pour une valeur en particulier ou pour toutes les valeurs en général.

Un gardien peut être un gardien étranger, qui ne peut agir à titre de gardien qu'à l'extérieur du Canada, ou un gardien intérieur, qui peut agir à titre de gardien au Canada ou à l'étranger, sous réserve de l'approbation de la CDS.

La CDS peut, de temps à autre, effectuer les tâches du gardien pour une émission ~~de valeurs~~ et peut faire appel aux mandataires qu'elle considère appropriés pour l'exécution de ces tâches. Toutes les références faites au gardien dans les Règles comprennent la CDS si elle effectue les tâches du gardien.

~~2.6.22.9.2 Critères de sélection d'un gardien étranger~~

Un gardien étranger doit fournir à la CDS une preuve qu'elle juge satisfaisante qu'il peut être classé dans l'une des catégories suivantes :

- ~~(a)~~ une institution bancaire ou une société de fiducie constituée en société ou établie en vertu de lois étrangères ~~(i)~~ :
 - ~~i.~~ qui est en règle, selon la loi et les règlements du pays dans lequel elle a été constituée en société ou établie ~~(ii)~~ ;
 - ~~ii.~~ qui dispose d'un capital d'au moins 200 millions de dollars (ou l'équivalent dans une autre monnaie); et ~~(iii)~~
 - ~~(a)iii.~~ qui émet des valeurs qui respectent les cotes minimales d'agences d'évaluation du crédit choisies par la CDS;
- (b) une filiale en propriété exclusive d'une institution bancaire ou d'une société de fiducie comprise dans les établissements ~~de la sous-clause du paragraphe~~ (a), à condition que cette filiale dispose d'un capital d'au moins 200 millions de dollars (ou l'équivalent dans une autre monnaie) ou que toutes ses obligations soient garanties sans condition par son institution bancaire ~~mère~~ ou sa société de fiducie mère;
- (c) un dépositaire de valeurs ou une agence de compensation de valeurs qui offre un système de garde ou de transfert de valeurs; ou
- (d) une banque centrale ou une personne qui joue le rôle d'une banque centrale pour un État reconnu par le Canada.

La CDS peut exiger d'un gardien étranger qu'il signe une convention avec la CDS dont celle-ci accepte la forme et le fond. Si le gardien étranger est un dépositaire de valeurs ou une agence de compensation, la CDS peut devenir membre de ce dépositaire de valeurs ou de cette agence de compensation et signer une convention d'adhésion régulière ~~attestant la détention~~ ~~afin~~ de ~~valeurs par le~~ ~~permettre~~ au dépositaire de valeurs ou à l'agence de compensation ~~de détenir des valeurs~~ au nom de la CDS.

68

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

2.6.32.9.3 Critères de sélection d'un gardien intérieur

La Banque du Canada peut agir à titre de gardien intérieur relativement à toute valeur. Un adhérent, autre que la Banque du Canada, qui répond aux critères de sélection décrits à la Règle ~~2.5.4 (b)3~~ peut agir à titre de gardien intérieur relativement à toute valeur.

2.72.10 IMPOSITION DE RESTRICTIONS AU DROIT D'ACCÈS, ~~Suspension, résiliation~~SUSPENSION, RÉSILIATION, retrait et réintégration

2.7.12.10.1 Imposition de restrictions au droit d'accès aux fonctionnalités du système

La CDS peut imposer des restrictions au droit d'accès d'un adhérent à une fonctionnalité du système dans les circonstances suivantes :

- (a) lorsque la CDS juge que l'adhérent n'est pas en mesure d'utiliser adéquatement une fonctionnalité du système en raison de problèmes opérationnels ou techniques ~~des systèmes de ses propres systèmes~~ l'adhérent ou des systèmes d'une tierce partie ou en raison d'événements sur lesquels ~~l'adhérent~~ n'exerce ~~aucune emprise~~aucun contrôle;
- (b) lors de la réception d'une demande de l'adhérent soumise à la CDS à cet effet;
- (c) lorsque la CDS juge, dans le cadre de la surveillance d'un adhérent en vertu de la Règle ~~5.1.31 et 5.1.2~~, qu'une telle mesure est nécessaire afin de protéger les intérêts de la CDS et ~~de l'ensemble des autres~~ autres adhérents; ~~ou~~
- (d) lorsque l'adhérent ~~omet de se conformer~~contrevient à la Règle 10.2.31 relativement aux services transfrontaliers.

L'imposition de restrictions au droit d'accès peut s'appliquer à ~~tout~~un service ou à ~~toute~~une fonction, soit pour une valeur ou une catégorie de valeurs ~~particulière~~, soit pour une transaction ou un groupe de transactions ~~donné~~, soit pour les valeurs ~~les fonctions~~ ou les transactions dans leur ensemble. L'imposition de restrictions au droit d'accès peut se limiter à un établissement ou à un bureau ~~donné~~ de l'adhérent ou à un bureau ~~donné~~ de la CDS. La CDS peut lever la restriction au droit d'accès lorsqu'elle détermine, à sa seule discrétion, que l'adhérent est capable de reprendre ses activités normales.

2.7.22.10.2 Suspension

La CDS peut suspendre l'adhésion d'un adhérent ~~à ses services~~ conformément à la Règle 9.1. La CDS doit immédiatement aviser ~~l'organisme de réglementation canadien~~ autorité pertinente dont relève ~~principalement~~ l'adhérent lorsqu'elle a des motifs raisonnables de croire que l'adhérent peut être suspendu. Le ~~Conseil~~conseil d'administration étudie toute suspension lors de l'assemblée suivant la suspension.

2.7.3 Appel de la suspension

Si l'adhérent suspendu par la CDS en ~~vertu de la Règle 9.1~~ en appelle de sa suspension, le ~~Conseil~~conseil d'administration lui permettra, dans les dix jours suivant la date d'entrée en vigueur de la suspension, de faire valoir son point de vue auprès du ~~Conseil~~conseil d'administration. L'adhérent peut, à son gré, être représenté par un ~~avocat~~.

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

2.7.42.10.3 Résiliation

Lorsqu'il juge le motif valable, ~~dans l'exercice raisonnable de sa discrétion, le Conseil~~~~conseil~~ d'administration peut résilier la Convention d'adhésion de l'adhérent. ~~Le Conseil d'administration donne à l'adhérent la possibilité de faire valoir son point~~

~~Les motifs valables de vue au Conseil d'administration avant la résiliation de sa~~ Convention d'adhésion, ~~L'adhérent peut, à son gré, être représenté par un avocat. Au moins cinq jours avant la réunion du Conseil d'administration au cours de laquelle sera étudié le dossier de l'adhérent visé, la CDS doit aviser par écrit l'adhérent pour lui faire part de la réunion et lui fournir un sommaire des motifs invoqués pour la résiliation. L'adhérent cessera d'être adhérent à compter de la date et de l'heure fixées par le Conseil d'administration. La CDS doit aviser les organismes de réglementation dont elle relève lorsqu'une réunion du Conseil est convoquée pour autoriser la résiliation de la Convention d'adhésion d'un adhérent. de l'adhérent comprennent les suivants :~~

2.7.5 — Motifs valables aux fins de résiliation de la Convention d'adhésion

Le Conseil d'administration établit à sa discrétion et de manière raisonnable les événements constituant des motifs valables aux fins de résiliation de la Convention d'adhésion d'un adhérent. Ces événements comprennent notamment :

- (a) la suspension de l'adhérent;
- (b) l'omission de l'adhérent de payer tous frais à la CDS ~~tout frais~~ dans les 5_ cinq jours ouvrables suivant l'envoi de la demande de paiement à l'adhérent par la CDS;
- (c) l'omission de l'adhérent de corriger son manquement à toute disposition de la Documentation contractuelle dans les 5_ jours ouvrables suivant l'avis d'infraction et la demande de correction à l'adhérent par la CDS;
- (d) toute autre cause que le ~~Conseil~~~~conseil~~ d'administration établit à sa discrétion et de manière raisonnable à titre de motif valable.

~~Le conseil d'administration donne à l'adhérent la possibilité de faire valoir son point de vue auprès du conseil d'administration avant la résiliation de sa Convention d'adhésion. L'adhérent peut, à son gré, être représenté par un avocat. Au moins cinq jours avant la réunion du conseil d'administration au cours de laquelle sera étudié le dossier de l'adhérent visé, la CDS doit aviser par écrit l'adhérent pour lui faire part de la réunion et lui fournir un sommaire des motifs de résiliation invoqués. L'adhérent cessera d'être adhérent à compter de la date et de l'heure fixées par le conseil d'administration.~~

~~La CDS doit aviser les organismes de réglementation dont elle relève lorsqu'une réunion du conseil d'administration est convoquée pour autoriser la résiliation de la Convention d'adhésion d'un adhérent.~~

2.7.62.10.4 Avis d'imposition de restrictions au droit d'accès, de suspension ou de résiliation de la Convention d'adhésion

La CDS doit informer sans tarder l'adhérent auquel on a imposé des restrictions au droit d'accès que son accès aux fonctionnalités du système est restreint et des motifs ~~d'une telle restriction, de telles restrictions~~. La CDS peut informer ~~les autres d'autres~~ adhérents de ~~cette restriction~~~~ces restrictions~~ si elle le juge à propos relativement à l'exploitation des services.

La CDS doit remettre sans tarder un avis de suspension ou de résiliation à l'adhérent faisant l'objet d'une suspension ou dont la Convention d'adhésion est résiliée et, aussitôt que possible, ~~à tous les~~~~aux~~ autres adhérents. Tout avis de suspension de l'adhérent ou de résiliation de la Convention d'adhésion d'un adhérent

Mis en forme : Français (France)

Mis en forme : Français (France)

Mis en forme : Français (France)

Mis en forme : Français (France)

Mis en forme : Français (France)

70

© Services de dépôt et de compensation CDS inc.

Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

remis aux autres adhérents indique la catégorie dont il fait partie, ainsi que les fonctions de la contrepartie centrale et les services transfrontaliers qu'il utilise.

2.7.72.10.5 Retrait de l'adhérent

L'adhérent peut aviser en tout temps la CDS qu'il désire se retirer d'un service moyennant un préavis écrit de 30_jours. Son adhésion à ce service cesse au plus tard à l'expiration du délai de préavis ou au moment choisi par la CDS auquel la totalité des obligations de l'adhérent à ce service ont été satisfaites et ~~la totalité des~~ autres exigences de retrait d'une fonction de ce service ont été respectées.

La CDS avisera sans tarder les autres adhérents que cet adhérent a signifié son intention de se retirer d'un service.

2.7.82.10.6 Persistance des obligations

En cas de suspension, de résiliation de sa Convention d'adhésion ou de retrait, l'adhérent est toujours tenu d'assumer ses responsabilités et de s'acquitter de ses obligations qui découlent de l'utilisation de tout service ou de la Documentation contractuelle, envers la CDS et les autres adhérents, comme s'il était toujours adhérent. Il en va de même pour les responsabilités et obligations de la CDS et des autres adhérents envers_lui.

2.7.92.10.7 Réintégration de l'adhérent

Sur avis à la CDS de sa demande de réintégration, l'adhérent qui s'est retiré ou dont la Convention d'adhésion a été résiliée peut être réintégré à tout moment par le ~~Conseil~~ conseil d'administration aux conditions de ce dernier, pourvu ~~qu'il~~ :

- (a) que l'adhérent verse les frais d'adhésion ou de réintégration déterminés par le ~~Conseil,~~ conseil d'administration;
- (b) qu'il soit admissible à l'adhésion à ce moment-là;
- (c) qu'il remplisse les conditions et critères d'adhésion; et
- (d) qu'il démontre au Conseil à la satisfaction du conseil d'administration qu'il s'est acquitté de toutes ses responsabilités et libéré de toutes ses dettes envers la CDS et les autres adhérents découlant de tout service. ~~Le Conseil d'administration peut approuver ou refuser sa demande de réintégration.~~

Le conseil d'administration peut, à sa seule discrétion, approuver ou refuser sa demande de réintégration.

2.7.102.10.8 Adhérents inactifs

Un adhérent peut devenir un adhérent inactif et réciproquement, un adhérent inactif peut devenir un adhérent actif conformément aux dispositions ~~de la présente Règle 2.7.10 de la manière suivante suivantes~~ :

- (a) Si l'adhérent a l'intention de ne pas utiliser un adhérents service ou une fonction, il peut choisir d'être désigné comme adhérent inactif en donnant un avis écrit à la CDS à cet égard ~~s'il a l'intention de n'utiliser aucun des services ou aucune des fonctions;~~
- (b) si un adhérent n'a pas utilisé suffisamment ~~les services~~ un service ou ~~les fonctions~~ une fonction, de l'avis de la CDS, au cours d'une période d'au moins six mois, conformément aux critères établis dans les Procédés et méthodes, la CDS peut envoyer un avis à l'adhérent l'informant qu'il sera désigné comme adhérent inactif. Dans un tel cas, l'adhérent doit, dans les 30_jours suivant la réception d'un

74

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

tel avis de la CDS, choisir, au moyen d'un avis écrit à la CDS, ~~de commencer à utiliser les services et fonctions de la CDS sur une base active et permanente, d'être désigné comme adhérent inactif ou de cesser d'être un adhérent de la CDS.~~ S'il omet d'effectuer un tel choix, l'adhérent est réputé avoir choisi d'être désigné comme inactif.

Mis en forme : Français (France)

Mis en forme : Français (France)

i. ~~de commencer à utiliser un ou des services ou une ou des fonctions sur une base active et continue;~~

ii. ~~d'être désigné comme adhérent inactif; ou~~

iii. ~~de cesser d'être un adhérent de la CDS.~~

Mis en forme : Français (France)

~~S'il omet d'effectuer un choix, l'adhérent est réputé avoir choisi d'être désigné comme inactif.~~

- (c) ~~Un~~ adhérent inactif ne peut utiliser aucun service ou aucune fonction dans la mesure prévue dans les Procédés et méthodes à moins et jusqu'à ce qu'il ait été désigné comme adhérent actif conformément aux dispositions de la présente Règle 2.7.10.8. Un adhérent inactif assume toutes les obligations et responsabilités en vertu des Règles liées à la période précédant sa désignation comme adhérent inactif, y compris toute obligation découlant des Règles 9.2, 9.3, 9.4 et 9.36, comme si ~~lesdites Règles~~ s'appliquaient tant à l'adhérent inactif qu'à un adhérent suspendu. La date d'entrée en vigueur de la désignation d'adhérent inactif est déterminée à la discrétion de la CDS. Cinq ans, jour pour jour, après avoir été désigné comme inactif, un adhérent doit informer la CDS de son intention (i) ~~d'être désigné comme adhérent actif, (ii) de cesser d'être un adhérent en vertu des Règles ou (iii) de continuer d'être désigné comme adhérent inactif;~~ choix :

i. ~~d'être désigné comme adhérent actif;~~

ii. ~~de cesser d'être un adhérent en vertu des Règles; ou~~

iii. ~~de continuer d'être désigné comme adhérent inactif.~~

- (d) ~~Un~~ adhérent inactif qui choisit d'être désigné comme adhérent actif en vertu ~~de la Règle 2.7.10 du~~ paragraphe (c) ~~ci-dessus~~ doit remplir et fournir à la CDS tous les renseignements et toute la documentation comme s'il présentait une demande à titre de nouvel adhérent et il doit être admis à titre d'adhérent selon les critères et conditions d'adhésion ~~alors~~ en vigueur décrits dans les Règles et établis par le ~~Conseil~~ conseil d'administration et en vertu des modalités que la CDS juge pertinentes. Si un adhérent ne remplit pas de tels critères et conditions d'adhésion, il est réputé être un adhérent dont la ~~convention~~ Convention d'adhésion a été résiliée en vertu de la Règle ~~2.7.510.3~~, puisque le fait ~~précité~~ de ne pas remplir les critères et conditions d'adhésion constitue un motif valable ~~aux fins~~ de résiliation de la Convention d'adhésion;

- (e) ~~un~~ adhérent inactif qui choisit de demeurer un adhérent inactif en vertu ~~de la Règle 2.7.10 du~~ paragraphe (c) ~~ci-dessus~~ doit remplir et fournir à la CDS tous les renseignements et les documents exigés dans les Procédés et méthodes;

- (f) ~~un~~ adhérent inactif doit verser les frais annuels et les autres frais selon ce qui peut être établi ~~de~~ temps à autre par le ~~Conseil~~ conseil d'administration ~~de temps à autre~~ conformément aux Règles, y compris des frais de réactivation s'il désire être désigné comme adhérent actif ou des frais d'inactivité continue s'il préfère continuer d'être un adhérent inactif ~~en vertu de la Règle 2.7.10(e)(iii).~~

72

© Services de dépôt et de compensation CDS inc.

Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

Règle 3. — Exploitation

73

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. — Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

3.1 Autorisation et accès

74

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

Règle 3. EXPLOITATION

76

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

~~3.1 AUTORISATION ET ACCÈS~~

~~3.1.1 Fondés de pouvoir~~

~~Des particuliers sont autorisés à agir au nom de l'adhérent/adhérent relativement aux services, en occupant les fonctions décrites ci-dessous; le processus de nomination et d'annulation de nomination est décrit dans les Guides de l'utilisateur et, en conformité avec, les Procédés et méthodes et Guides de l'utilisateur.~~

~~(a) Fondé de pouvoir~~

~~(a) Le fondé de pouvoir :~~

~~i. est autorisé à agir au nom de l'adhérent/adhérent relativement aux services;~~

~~(b) Gestionnaire des utilisateurs~~

~~ii. Le fondé de pouvoir est responsable de la nomination ou de l'annulation de la nomination d'un des gestionnaires des utilisateurs et des particuliers autorisés pour l'adhérent.~~

~~(b) Le gestionnaire des utilisateurs pour l'adhérent. Le gestionnaire des utilisateurs :~~

~~i. est responsable de la nomination ou de l'annulation de la nomination des particuliers (au nombre desquels il peut figurer compris des gestionnaires des utilisateurs) agissant à titre d'utilisateurs pour l'adhérent; et~~

~~ii. fournit les mécanismes d'authentification à chaque utilisateur.~~

~~(c) Utilisateur~~

~~(c) L'utilisateur a accès aux activités du système désignées par le gestionnaire des utilisateurs ayant nommé l'utilisateur.~~

~~(d) Particulier autorisé~~

~~(d) Le fondé de pouvoir est responsable de la nomination ou de l'annulation de la nomination d'un Un particulier autorisé. Ce dernier peut être autorisé à s'acquitter des responsabilités énoncées dans les Procédés et méthodes pour le compte de l'adhérent, ce qui comprend notamment :~~

~~(i) la signature de documents requis devant être livrés relativement à l'adhésion/adhésion de l'adhérent/adhérent à tout service;~~

~~(ii) l'admission à un bureau de la CDS ou à d'autres bureaux; et~~

~~(iii) la prise en livraison et la signature d'accusés de réception pour des valeurs, des chèques, des fonds et d'autres formes de paiement.~~

~~3.1.2 Accès aux services~~

~~La CDS attribue à chaque adhérent des mécanismes d'authentification ou leur fournit le moyen de créer des mécanismes d'authentification qui servent à identifier l'adhérent et les utilisateurs qu'il nomme ainsi que les accès au réseau qu'il choisit. Le système confirme la validité du mécanisme d'authentification avant d'accepter toute communication, transaction, autorisation ou instruction.~~

~~La CDS établit les types de fonctions qui pourront servir à accéder au réseau et les normes qu'elles doivent respecter. Chaque adhérent choisit la ou les fonction(s) qu'il utilisera ou qu'on utilisera en son nom pour~~

76

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

accéder au réseau, pour communiquer avec la CDS et pour accéder aux services. L'accès au réseau est utilisé directement par l'adhérent au moyen de ses systèmes ou au nom de l'adhérent par d'autres personnes autorisées par lui, parmi lesquelles figurent notamment les centres de traitement à façon, les bourses et autres systèmes de négociation, les tiers fournisseurs de services et les clients. ~~Le système de la CDS confirme la validité du mécanisme d'authentification avant d'accepter toute communication, transaction, autorisation ou instruction.~~

77

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

3.1.3 Mesures prises par l'adhérent

Chaque adhérent est lié par les mesures suivantes, que la CDS peut considérer comme valides, et il en est responsable auprès de la CDS et des autres adhérents :

- (a) toute communication, transaction, autorisation ou instruction validée par un mécanisme d'authentification qui lui a été attribué;
- (b) tout acte accompli par un fondé de pouvoir ou par un particulier autorisé, tout document signé par ce dernier et toute communication, transaction, autorisation ou instruction qu'il transmet; et
- (c) toute communication, transaction, autorisation ou instruction reçue par la CDS provenant d'un système de compensation tiers pour le compte d'un adhérent de l'adhérent;

~~que la CDS peut considérer comme valides et desquels l'adhérent est responsable auprès de la CDS et des autres adhérents~~, quels que soient le moyen de communication utilisé et les limites de l'autorité accordée par l'adhérent à la personne responsable ~~(agissant en son nom, à condition que cette personne n'utilise pas)~~ que les activités du système que ~~l'adhérent/ l'adhérent~~ lui aura permis ~~d'utiliser/ d'utiliser~~.

Sous réserve de ce qui précède, la CDS ~~n'est/est~~ pas tenue de vérifier la source ~~d'une/une~~ communication ni de confirmer qu'une personne qui lui a envoyé une communication au nom d'un adhérent est autorisée à le faire. La CDS ne sera tenue responsable ~~d'aucun/ aucun~~ acte accompli de bonne foi en se fiant à une communication, une transaction, une autorisation, une instruction, un acte ou un document ~~auxquels est lié l'adhérent qui lie un adhérent~~, nonobstant :

- a. ~~toute erreur pouvant se produire au cours de leur transmission ou de leur enregistrement, ou;~~
- b. toute erreur pouvant se trouver sur bande magnétique, dans un document ou sur un autre support livré à la CDS;
- c. ~~tout usage de faux ou toute fraude perpétré par un fondé de pouvoir, un particulier autorisé, un gestionnaire des utilisateurs ou un utilisateur; et de l'adhérent; ou~~
- d. ~~toute autre erreur, tout malentendu ou manque de clarté de toute communication, transaction, autorisation, instruction ou de tout acte ou document.~~

3.2 Mesures prises par la CDS

3.2.1 Mesures prises conformément aux Règles

~~La CDS peut prendre toute mesure indiquée dans les Règles par l'entremise de l'un de ses dirigeants ou de toute personne que le Conseil d'administration ou les dirigeants de la CDS peuvent désigner à l'occasion. Le Conseil d'administration peut exercer ses pouvoirs en vertu d'une résolution adoptée en bonne et due forme par le Conseil. À la demande de l'adhérent, la CDS doit lui fournir une copie certifiée de toute résolution du Conseil d'administration concernant une mesure prise conformément aux Règles qui le concernent.~~

3.2.2.1 Personnel Mandataires de la CDS

La CDS doit de temps à autre fournir par écrit aux adhérents le nom des particuliers désignés pour exécuter certaines tâches précises conformément à la Documentation contractuelle au nom de la CDS, et signaler toute modification apportée à la désignation de ces personnes.

Mis en forme : Hiérarchisation + Niveau : 6 + Style de numérotation : a, b, c, ... + Commencer à : 1 + Alignement : Gauche + Alignement : 0 cm + Tabulation après : 1,9 cm + Retrait : 1,27 cm

Mis en forme : Titre 6, Hiérarchisation + Niveau : 6 + Style de numérotation : a, b, c, ... + Commencer à : 1 + Alignement : Gauche + Alignement : 0 cm + Tabulation après : 1,9 cm + Retrait : 1,27 cm

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

3.2.3—Appel auprès du Conseil d'administration

La CDS peut prendre toute mesure indiquée dans les Règles par l'entremise de l'un de ses dirigeants ou de toute autre personne que le conseil d'administration ou les dirigeants de la CDS peuvent désigner à l'occasion.

Le conseil d'administration peut exercer ses pouvoirs au moyen d'une résolution adoptée en bonne et due forme par le conseil. À la demande de l'adhérent, la CDS doit lui fournir une copie certifiée de toute résolution du conseil concernant une mesure qui le concerne prise conformément aux Règles.

3.2.2 Appel des mesures prises par la CDS

Un adhérent qui n'est pas d'accord avec une mesure prise par la CDS conformément aux Règles, sauf si elle a été prise par le Conseil d'administrationconseil, peut en appeler auprès du comité approprié de ce dernier, en transmettant à la CDS dans les 10-jours suivant la prise de la mesure en question, un avis écrit précisant la mesure faisant l'objet de l'appel et la raison pour laquelle il fait appel. Le comité doit étudier l'appel dans les 30-jours suivant la réception de l'avis d'appel, et donner à l'adhérent la possibilité de soumettre ses observations par écrit ou en personne. Le comité doit donner avis à l'adhérent de sa décision dans un délai raisonnable après avoir entendu l'appel, et doit lui faire part par écrit de sa décision par écrit si celui-ci en fait la demande. L'adhérent peut appeler de la décision du comité auprès du Conseil d'administrationconseil en transmettant à la CDS dans les 10-jours suivant l'avis de prise de décision, un avis écrit supplémentaire faisant état du motif de l'appel. Le Conseilconseil d'administration doit étudier l'appel dans les 30-jours suivant la réception de l'avis d'appel, et donner à l'adhérent la possibilité de soumettre des observations par écrit ou en personne. Le Conseil d'administrationconseil doit donner avis à l'adhérent de sa décision dans un délai raisonnable après avoir entendu l'appel, et doit lui faire part par écrit de sa décision si celui-ci adhérent en fait la demande. La décision du Conseil d'administrationconseil relativement à un appel est définitive, sous réserve de tout autre droit d'appel conformément à la Règle 3.2.43.

3.2.4—Révision par l'organisme de réglementation

3.2.3 L'Autorité des marchés financiers a autorisé la CDS à exercer l'activité de compensation de valeurs au Québec en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières

L'Autorité des marchés financiers a autorisé la CDS à exercer l'activité de compensation de valeurs au Québec en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières du Québec. La Commission des valeurs mobilières de l'Ontario a désigné la CDS à titre d'agence de compensation reconnue conformément à la Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario. du Québec. La Commission des valeurs mobilières de l'Ontario a désigné la CDS à titre d'agence de compensation reconnue conformément à la Loi sur les valeurs mobilières de l'Ontario. Les adhérents et demandeurs de statut d'adhérent ont les droits décrits dans ces lois, et dans toute autre loi pouvant s'appliquer à la CDS de temps à autre, de demander une révision des mesures prises par la CDS et des décisions prises par le Conseilconseil d'administration.

3-2-53.2.4 Utilisation du système par la CDS

La CDS peut utiliser le système afin de faciliter le fonctionnement des services, d'améliorer les services offerts aux adhérents ou de réduire les risques ou les coûts associés à la prestation des services.

Sans que soit limitée la portée générale de ce qui précède, la CDS tient des grands livres pour elle-même, y compris mais sans limite auxdes grands livres de gestion des garanties et auxdes grands livres utilisés aux fins de règlement des obligations d'une obligation du service de la contrepartie centrale-règlement net continu (obligation du RNC). Les valeurs portées au crédit d'un compte de valeurs, d'un compte de garantie ou d'un compte d'offre de la CDS sont détenues par celle-ci dans son intérêt. La CDS peut effectuer des transactions pour son propre compte à l'aide de n'importe quel service au moyen d'écritures dans ses grands livres débitant ou créditant les comptes pertinents aux fins de paiement et de livraison des valeurs entre les parties avisées par la transaction. Au chapitre des transactions effectuées par la La CDS au moyen du système, les

79

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

~~références dans les Règles, les Procédés et méthodes et les Guides d'utilisateur d'un adhérent effectuant des transactions semblables sont réputées comprendre la CDS, avec les adaptations nécessaires. Si la CDS utilise les services, elle n'effectuera pas de règlement pour son propre compte qui entraînerait un solde négatif dans son compte de fonds à moins que n'ait été établie en sa faveur une marge de crédit aux termes de laquelle un montant égal à celui du solde négatif a été engagé. Les restrictions précédentes ne s'appliquent pas au règlement d'obligations de la contrepartie centrale des obligations du RNC, d'une opération de remplacement d'obligation de la contrepartie centrale d'une obligation du RNC d'un adhérent défaillant ou d'une opération de couverture pour rachat d'office lié à une obligation de la contrepartie centrale du RNC.~~

En ce qui concerne les transactions effectuées par la CDS pour son propre compte, les références, dans les Règles, Procédés et méthodes et Guides de l'utilisateur, à l'adhérent effectuant des transactions semblables sont réputées inclure la CDS, compte tenu des adaptations nécessaires.

Nonobstant l'utilisation qu'elle peut faire des fonctionnalités du système, la CDS n'est pas responsable au même titre que l'adhérent aux termes de ces Règles; ~~en~~ En particulier et sans limiter la portée générale de ce qui précède, la CDS :

- (a) ~~n'est pas un membre d'un groupe de crédit;~~
- (b) ~~n'est pas liée à un groupe de débit;~~
- (c) ~~n'est pas tenue de faire de contribution à un fonds, à un fonds commun de garantie ou au un fonds de liquidité supplémentaire; liquidités supplémentaires;~~
- (d) ~~ne fait l'objet d'aucun plafond de fonctionnement;~~ et
- (e) ~~ne fait aucune déclaration ni ne donne de garantie et ne peut être tenue responsable d'aucune déclaration ou garantie d'un responsable de l'activation d'ISIN, d'un responsable de la validation de valeurs, d'un responsable du traitement des droits et privilèges ou d'un gardien.~~

3.2.63.2.5 Utilisation du système par ~~les~~ un non-adhérents ~~adhérent~~ agissant au nom de la CDS

La CDS peut permettre l'utilisation restreinte d'une fonctionnalité du système à toute personne qui n'est pas un adhérent aux seules fins d'effectuer des transactions ~~en son propre~~ au nom de la CDS. Avant d'être mis en œuvre, un tel accès restreint aux fonctionnalités du système est décrit dans les Règles. Le ~~Conseil~~ conseil précise laquelle des exemptions de responsabilité décrites à la Règle 3.2.54 s'applique à la CDS lorsqu'elle permet à ~~de telles personnes~~ une telle personne d'utiliser ~~ses systèmes. Les restrictions prescrites par la~~ son système. La présente Règle 3.2.5 ne ~~s'appliquent~~ s'applique pas aux personnes autorisées par un adhérent, conformément à la Règle 3.1.

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

~~3.3 — Fonctionnement des services~~

~~3.3 FONCTIONNEMENT DES SERVICES~~

~~3.3.1 Jours ouvrables~~

~~(a)(i) La CDS~~

La CDS fait tout ce qui est en son pouvoir afin d'assurer que le ~~CDS~~ ~~système~~ est disponible aux fins de traitement ~~(i)~~ :

~~(a)~~ des transactions libellées en dollars tous les jours pendant lesquels le STPGV est disponible aux fins de transfert de fonds, et ~~(ii)~~

~~(b)~~ des transactions libellées en dollars américains tous les jours pendant lesquels Fedwire est disponible aux fins de transfert de fonds.

Les Procédés et méthodes précisent les jours pendant lesquels le service de règlement ou le service de dépôt seront offerts aux fins de traitement des transactions. La CDS informe les adhérents des jours ~~et des heures~~ durant lesquels chaque bureau de la CDS sera ouvert. Un ou plusieurs bureaux de la CDS peuvent être fermés durant un jour ouvrable.

~~(b)(ii) Les adhérents~~

Tel que prescrit par la Règle 8.1.2-3, pour chaque jour ouvrable durant lequel un processus de paiement est effectué pour une monnaie donnée, ~~chaque adhérent~~ ~~adhérent~~ s'assure qu'il possède les dispositifs nécessaires afin de remplir toute obligation pouvant découler d'un processus de paiement (y compris une obligation à titre de caution ou de banquier qualifié ou une obligation découlant d'une marge de crédit), que ce jour soit ouvrable ou non pour l'adhérent. Conformément aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur, un adhérent peut choisir certains jours ouvrables au cours desquels il ne règlera pas de transactions.

~~(c)(iii) Les services transfrontaliers~~

La DTC et la NSCC établissent les jours durant lesquels les services transfrontaliers sont disponibles aux fins de traitement des transactions. Pour chaque jour ouvrable au cours duquel un processus de paiement ~~est effectué, chaque adhérent à un service de liaison et chaque adhérent qui est un agent payeur désigné s'assurent~~ ~~de services de liaison est effectué, l'adhérent s'assure~~ que les dispositifs sont disponibles afin de s'acquitter des obligations qui pourraient découler d'un tel processus de paiement de services de liaison (y compris une obligation à titre ~~d'adhérent à un service de liaison ou~~ d'agent payeur désigné ou une obligation découlant d'un groupe de crédit de fonds de service de liaison), que ce jour soit ou non un jour ouvrable pour l'adhérent.

~~3.3.21.1.1 — Entrée d'instructions et de données~~

~~Les instructions et données peuvent être fournies par la CDS aux adhérents et vice versa par tout moyen offert par la CDS pour un service, y compris la transmission de données en temps réel et par lots.~~

~~3.3.3 — Heure limite~~

La Règle 8, les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur indiquent les heures, pour chaque jour ouvrable, auxquelles doit cesser l'entrée d'instructions et des données ou certains types d'instructions et de données pour un service. La CDS peut continuer de faire des inscriptions comptables dans les grands livres

84

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

pour effectuer les règlements ou de traiter l'information de quelque autre façon après l'heure limite d'entrée des instructions et des données par les adhérents.

3.3.4— Accès global

À l'aide de mots de passe de la CDS, la CDS peut interroger un registre en direct tenu par l'adhérent pour les services. Selon la directive d'un adhérent donnée par un fondé de pouvoir dans les circonstances décrites dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur, la CDS peut saisir des instructions au nom de l'adhérent à l'aide de mots de passe de la CDS.

3.3.5— Suppression de transactions périmées

La CDS peut supprimer de tout service toute opération (autre qu'une obligation de la contrepartie centrale) qui n'a pas encore été réglée et qui est toujours en cours après le délai prévu pour ce service aux termes des Procédés et méthodes et des Guides de l'utilisateur.

3.3.6— Résolution de conflits

En cas de conflit découlant de l'utilisation des services entre adhérents, les adhérents en cause sont tenus de résoudre le conflit. L'adhérent doit suivre les étapes décrites dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur pour résoudre tout conflit avec un autre adhérent ou avec la CDS.

3.3.7— Enregistrement obligatoire des opérations

Toutes les opérations entre les adhérents sur des valeurs admissibles au règlement à l'aide du service de règlement doivent être enregistrées auprès de la CDS et comprendre le mode de règlement pertinent.

3.3.8— Bonne livraison

Toutes les opérations entre les adhérents qui sont admissibles au règlement par virement de valeurs doivent être réglées au moyen du service de règlement, à moins que les deux adhérents qui effectuent l'opération s'entendent sur une autre méthode. Les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur indiquent la forme dans laquelle la livraison des valeurs doit être acceptée par les adhérents lors du règlement d'une opération.

3.3.9— Gestion des opérations

Avant le règlement, la CDS peut supprimer une opération en particulier ou n'importe quelle catégorie d'opérations de tout service si, d'après les preuves qu'elle peut raisonnablement se procurer, elle considère que cette mesure est nécessaire ou souhaitable, dans son intérêt et celui de l'ensemble des adhérents ou pour maintenir l'intégrité des services. Si l'adhérent est suspendu ou si sa Convention d'adhésion est résiliée, la CDS peut supprimer des services toute opération (mais non les obligations de la contrepartie centrale) de cet adhérent qui n'a pas été réglée. La suppression d'une opération d'un service avant le règlement n'a aucune répercussion sur les droits et obligations entre les adhérents qui sont parties à cette opération, en vertu de l'entente sous-jacente entre ces adhérents. Lorsqu'une opération est soumise à la CDS avec le mode de règlement SCT et qu'une telle opération est refusée par le SCT, la CDS peut, conformément aux Procédés et méthodes, en tout temps avant le règlement, modifier le mode de règlement initial d'une opération confirmée entre deux adhérents.

3.3.103.3.2 Cessation des services ou des fonctions

La CDS a l'intention d'offrir les services indéfiniment, mais elle peut interrompre ou cesser d'offrir tout service ou fonction avec l'approbation du ~~Conseil~~ conseil d'administration. Si la CDS ~~interrompt ou cesse d'offrir les services ou fonctions~~, elle doit donner avis aux adhérents de toute intention d'interruption ou d'annulation d'un service ou d'une fonction au moins 30 jours avant la date d'entrée en vigueur de l'interruption ou de

82

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. ————— Le 27 février 2020

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents~~
~~(version 2020.02.27)~~

l'annulation, sous réserve de présentation d'un préavis plus court si l'interruption ou l'annulation découle d'un événement hors de la portée de la CDS.

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

3.4 — Rapports, données et registres

3.3.3 Saisie d'instructions et de données

Les instructions et données peuvent être fournies par la CDS aux adhérents et vice versa par tout moyen offert par la CDS pour un service, y compris la transmission de données en temps réel et par lots.

La Règle 8, les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur indiquent les heures, pour chaque jour ouvrable, auxquelles doit cesser la saisie d'instructions et des données ou certains types d'instructions et de données pour un service par les adhérents. La CDS peut continuer de faire des inscriptions comptables dans les grands livres pour effectuer les règlements ou traiter l'information de quelque autre façon après l'heure limite de saisie des instructions et des données par les adhérents.

La CDS peut interroger un registre en ligne tenu par l'adhérent pour les services. Selon la directive d'un adhérent, donnée par un fondé de pouvoir dans les circonstances décrites dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur, la CDS peut saisir des instructions au nom de l'adhérent.

3.3.4 Résolution de conflits

En cas de différend découlant de l'utilisation des services entre adhérents, les adhérents en cause ont la responsabilité de résoudre le différend. L'adhérent doit suivre les étapes décrites dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur pour résoudre tout différend avec un autre adhérent ou avec la CDS.

3.4 GESTION DES OPÉRATIONS

3.4.1 Enregistrement obligatoire des opérations

Toutes les opérations entre les adhérents sur des valeurs admissibles au règlement à l'aide du service de règlement, y compris le mode de règlement pertinent, doivent être enregistrées auprès de la CDS.

3.4.2 Suppression d'opérations

En tout temps avant règlement, la CDS peut supprimer de tout service toute opération ou toute catégorie d'opérations s'il appert raisonnablement à la CDS qu'une telle mesure est nécessaire ou dans l'intérêt de la CDS et de l'ensemble des adhérents ou afin de préserver l'intégrité des services.

Si un adhérent est suspendu ou si sa Convention d'adhésion est résiliée, la CDS peut supprimer des services toute opération (à l'exception des obligations du RNC) de cet adhérent qui n'a pas encore été réglée. La suppression d'une opération d'un service avant le règlement n'a aucune répercussion sur les droits et obligations entre les adhérents qui sont parties à cette opération, lesquels découlent de l'entente sous-jacente entre ces adhérents.

La CDS peut supprimer d'un service toute opération (autre qu'une obligation du RNC) qui n'a pas encore été réglée et qui est en cours depuis plus longtemps que le permettent les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur pour ce service.

3.4.3 Bonne livraison de valeurs

Toutes les opérations entre les adhérents qui sont admissibles au règlement par virement comptable de valeurs doivent être réglées au moyen du service de règlement, à moins que les deux parties qui effectuent l'opération s'entendent sur une autre méthode. Les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur indiquent la forme dans laquelle la livraison des valeurs doit être acceptée par les adhérents lors du règlement d'une opération.

84

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. ————— Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

3.4.4 Mode de règlement SCT

Si une opération est soumise à la CDS selon le mode de règlement SCT (système de compensation tiers) et qu'elle est rejetée par le système SCT, la CDS peut, conformément aux Procédés et méthodes, en tout temps avant le règlement, remplacer le mode de règlement initial d'une opération confirmée entre deux adhérents par un autre mode de règlement.

3.5 RAPPORTS, DONNÉES ET REGISTRES

3.4.13.5.1 Données

La CDS définit dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur les données qu'elle doit fournir aux adhérents. Les données fournies par la CDS peuvent être organisées par catégories parmi lesquelles figurent le type de transaction ou la catégorie de valeurs. Chaque adhérent doit vérifier si les La CDS est responsable de l'exactitude des données fournies par aux adhérents, mais non de leur mise en forme dans des rapports ni de la CDS comportent des erreurs ou des omissions. production de rapports.

Dans toutes les circonstances où les Règles ~~ou, les~~ Procédés et méthodes ~~et/ou~~ les Guides de l'utilisateur ~~l'utilisateur~~ stipulent que la CDS doit fournir un rapport à un adhérent, la CDS peut également choisir de compiler les données nécessaires et de les fournir à l'adhérent ~~l'adhérent~~ dans un format ~~(n'altérant les données en aucune façon)~~ qui lui permet à l'adhérent de les consulter et de les utiliser, tout comme de les conserver ou de les supprimer ~~(sans cependant pouvoir les modifier en aucune façon)~~. En fournissant les données de cette façon, la CDS satisfait à toute obligation qu'elle ~~ou elle~~ pourrait avoir relativement à tout ~~un tel~~ rapport. ~~La CDS est responsable de l'exactitude des données fournies à l'adhérent. Elle n'est cependant pas responsable du format des rapports ni de leur production. L'adhérent~~

Chaque adhérent :

- (a) doit vérifier toutes les données fournies. L'adhérent par la CDS comme il est tenu de décrit dans les Règles, les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur pour voir si elles comportent des erreurs ou des omissions;
- (b) doit respecter toutes les obligations relatives à la réception d'un rapport contenant de telles données, y compris l'obligation de vérifier les données, de reconnaître leur exactitude, de vérifier et d'accepter tous les soldes au grand livre compilés dans ces données, et de rapprocher ses registres de ceux de la CDS;

3.4.2 Vérification des données

- (c) Les adhérents doivent vérifier certaines données fournies par la CDS, comme il est précisé dans les Règles, les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur. L'adhérent est réputé avoir reconnu l'exactitude des données devant être vérifiées s'il n'a pas, à moins qu'il n'ait informé la CDS de toute erreur dans le délai prévu pour la vérification de ces données.

3.4.33.5.2 Vérification des soldes Soldes de valeurs

Chaque jour ouvrable, la CDS doit mettre à la disposition ~~des adhérents d'un adhérent~~ ses données relatives aux soldes au grand livre, telles que les soldes de valeurs. ~~Les adhérents doivent l'adhérent :~~

- (a) doit examiner les données et les comparer à leurs propres registres. L'adhérent;
- (b) est réputé avoir reconnu l'exactitude des données relatives aux soldes au grand livre s'il n'a pas informé la CDS de toute erreur avant la fin du jour ouvrable suivant celui au cours duquel les données ont été mises à sa disposition.

86

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

3.4.4 Registres des adhérents

3.5.3 Chaque adhérent ~~Rapprochement et correction des registres~~

L'adhérent doit rapprocher ses registres des données que lui a fournies la CDS pour que les registres ~~fassent état des~~ reflètent de façon exacte les écritures faites par cette dernière dans les registres qu'elle tient pour les services, y compris le dépôt et le retrait de valeurs à l'aide du service de dépôt, la livraison de valeurs et le paiement à l'adhérent ou par celui-ci prenant effet une fois l'opération réglée. S'il y a discordance entre les registres de la CDS et ceux de l'adhérent, les registres de la CDS sont réputés être exacts et prévalent s'il n'y a pas d'erreur évidente.

3.4.5 Correction des registres

La CDS peut corriger toute écriture erronée dans tout registre qu'elle tient. Elle doit immédiatement informer l'adhérent concerné qu'une écriture de correction a été passée. La CDS doit, après avoir passé une écriture de correction mais avant le processus de paiement, informer l'adhérent concerné des raisons pour lesquelles elle a procédé ainsi. ~~Même après~~

Nonobstant l'expiration du délai prévu pour la vérification des registres conformément aux Règles 3.4.25.1 et 3.4.35.2, la CDS doit corriger toute erreur évidente et peut, à sa seule discrétion, faire toute autre écriture de correction, pourvu que le fait que l'adhérent ait soumis sa demande en retard ne nuise ni à la CDS ni aux autres adhérents.

3.4.63.5.4 Conservation des registres et des données

La CDS :

- (a) ~~conservera en archives ses registres et ses données et;~~
- (b) ~~les mettra à la disposition des adhérents qui en feront la moyennant une demande. La CDS n'est en ce sens;~~
- (c) ~~n'est pas tenue de conserver ses données dans un format particulier, ni de les organiser d'une d'une façon particulière. La CDS;~~
- (d) ~~n'est pas tenue de conserver ses registres relativement à toute une transaction plus de 7 ans après la date à laquelle une écriture est passée aux registres concernant cette transaction;~~ et
- (e) ~~peut, en conformité avec les lois applicables, décider que certains registres ou certaines catégories de registres doivent être jetés ou détruits avant l'expiration de cette période de 7 ans.~~

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

~~3.5 — Frais~~

~~3.6 FRAIS~~

~~3.5.13.6.1 Frais d'adhésion~~

Le ~~Conseil~~~~conseil~~ d'administration doit, de temps à autre, fixer le montant des frais d'adhésion que devra verser le demandeur dont la demande pour devenir adhérent, ou pour utiliser un service ou une fonction, a été acceptée. Les frais d'adhésion peuvent être constitués d'un montant fixe ou calculés selon une formule basée sur le capital ou l'actif du demandeur, et peuvent faire l'objet d'un minimum et d'un maximum.

La CDS n'est pas tenue d'étudier une demande tant qu'elle n'a pas reçu le paiement des frais d'adhésion du demandeur. Si elle refuse une demande, elle remboursera les frais d'adhésion. Si ~~elle accepte~~ une demande, ~~la CDS ne remboursera est acceptée~~, les frais d'adhésion ~~pour aucune raison que ce soit ne sont pas remboursables~~, même ~~s'il s'agit en cas~~ de ~~la~~-suspension, de ~~la~~-résiliation de la Convention d'adhésion ou ~~dude~~ retrait de l'adhérent.

~~3.5.23.6.2 Frais d'utilisation~~

L'adhérent doit s'acquitter des frais d'utilisation que la CDS peut fixer ~~et réviser~~ de temps à autre sur facturation de l'utilisation de chaque service ou fonction, à l'égard de son statut d'adhérent inactif ou aux fins de désignation à titre d'adhérent actif. ~~Les frais peuvent englober des frais pour le défaut de se conformer à la Documentation contractuelle.~~

Les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur doivent comporter un barème des frais pour chaque service; sinon, la CDS doit donner avis aux adhérents du barème des frais pour un service donné. ~~Les frais peuvent englober des frais pour le défaut de se conformer à la Documentation contractuelle. La CDS peut modifier les frais de temps à autre. Elle CDS~~ doit donner avis aux adhérents de toute augmentation des frais au moins 60-jours avant l'entrée en vigueur de l'augmentation. Le ~~Conseil~~~~conseil~~ d'administration peut allouer une période d'avis moins longue, ou mettre en vigueur les frais modifiés immédiatement ou rétroactivement.

~~3.5.33.6.3 Taxes et Autres frais pour dépenses inhabituelles et taxes~~

La CDS peut imputer à l'adhérent toute dépense inhabituelle qu'il a lui-même entraînée. Sans que soit limitée la portée générale de ce qui précède, ces dépenses incluent le coût de production de registres par suite ~~d'une ordonnance d'un décret~~ ou d'une autre procédure juridique en cas de litige, de poursuite ou d'enquête judiciaire ou ~~administrative-réglementaire~~.

L'adhérent doit également s'acquitter de toute taxe ou de tous frais perçus par le gouvernement ou payables par l'adhérent concernant les services, les frais d'adhésion, les frais d'utilisation et ~~les autres~~ frais.

~~3.7 CARACTÈRE CONFIDENTIEL DE L'INFORMATION~~

87

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

3.6 — Caractère confidentiel de l'information

3.6.13.7.1 — Caractère confidentiel de l'information l'adhérent

La CDS préserve le caractère confidentiel de l'information concernant l'adhérent ou fournie par celui-ci dont elle prend connaissance dans le cadre de l'exploitation des services en exerçant et exerce le même degré de diligence qu'envers celle-ci qu'elle exerce à l'égard de l'information confidentielle qui la concerne. La CDS utilisera uniquement ces renseignements dans le cadre de l'exploitation des services. ~~Cette obligation à l'égard du caractère confidentiel~~

Aux termes de la Règle 3.7, les obligations de la CDS :

- (a) ~~ne vise~~ ne vise pas l'information qui a été ou qui sera rendue publique, autrement que par suite de l'inobservation de la présente Règle 3.6, ~~et n'empêche~~;
- (b) ~~n'empêchent~~ pas la divulgation d'information confidentielle raisonnablement nécessaire au fonctionnement des services à tout dirigeant, administrateur, employé ou mandataire de la CDS. ~~Les obligations de la CDS conformément à la présente Règle 3.6 ; et~~
- (c) ~~s'ajoutent~~ à toute autre obligation relative au caractère confidentiel de l'information stipulée dans toute autre convention ou disposition législative liant la CDS et ne doivent pas y déroger.

3.6.23.7.2 — Divulgation de l'information concernant l'adhérent par la CDS

L'adhérent autorise la CDS à divulguer toute information le concernant ~~ou~~ ayant été fournie par lui dans ~~les situations décrites~~ toute situation décrite ci-après.

- (a) ~~(a)~~ La CDS peut divulguer cette information à la demande de l'adhérent ou sur présentation d'un consentement écrit préalable de l'adhérent;
- (b) ~~(b)~~ La CDS peut divulguer cette information aux vérificateurs auditeurs de la CDS, de l'adhérent et des autres adhérents, lorsque l'exige l'exercice de leurs fonctions;
- (c) ~~(c)~~ La CDS peut divulguer cette information au conseiller juridique de la CDS, lorsque l'exigent ses fonctions;
- (d) ~~(d)~~ La CDS peut divulguer cette information ~~qu'elle lorsqu'elle~~ est juridiquement tenue de la fournir à une autorité de réglementation de la CDS ou quique cette information lui est demandée par écrit par une autorité de réglementation de la CDS; dans le cadre du pouvoir réglementaire de ~~l'autorité réglementaire cette autorité~~ de ~~la CDS~~ requérant réglementation. Lorsqu'une autorité de réglementation de la CDS présente une demande de divulgation de toute information qui vise exclusivement les activités d'un adhérent particulier, la CDS doit en donner avis à l'adhérent au moment de la divulgation, à moins que la demande interdise d'en donner avis;
- (e) ~~(e)~~ La CDS peut divulguer cette information si elle est requise par l'émetteur des valeurs détenues pour l'adhérent ou par toute autre personne, ~~et~~ si la CDS a des motifs raisonnables de croire que cette information est demandée ~~dans le but de tenter~~ relativement à une tentative d'influencer le vote des détenteurs de valeurs de l'émetteur, d'offrir d'acquies ~~ses~~ les valeurs de l'émetteur ou pour toute autre raison concernant soit ses affaires ou les transactions sur les valeurs de l'émetteur réalisées par l'adhérent. Cette information se limite à celle qui concerne les valeurs détenues pour l'adhérent et ne révèle l'identité d'aucun client de l'adhérent;
- (f) ~~(f)~~ La CDS peut divulguer cette information selon ce qui peut être requis de temps à autre par la décision, l'assignation, la citation à comparaître, la directive réglementaire ou un autre acte de procédure d'un tribunal, d'un organisme de réglementation ou d'un autre organisme d'administration

88

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. — Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

ou de réglementation qui a, de l'avis de la CDS, compétence sur la CDS ou aux termes d'une entente avec un de ces organismes. Lorsque la CDS est tenue de divulguer cette information qui vise exclusivement les activités ~~d'un d'un~~ adhérent particulier, la CDS doit en donner avis à ~~l'adhérent~~ l'adhérent au moment de la divulgation, à moins que le libellé de toute loi, de tout règlement, de toute décision ou de ~~toute demande d'ordonnance~~ tout décret pertinent ~~n'interdise~~ interdise la transmission ~~d'un d'un~~ tel avis.;

- (g) ~~(g)~~ La CDS peut divulguer cette information conformément à toute exigence prévue par une loi ou par un règlement d'application générale, y compris ~~la Norme le Règlement~~ 54-101 Communication avec les propriétaires véritables des titres d'un émetteur assujéti-~~t~~, qui peut être ~~reformulée~~ modifié de temps à autre), ou ~~tout~~ toute autre instruction, norme ou règle similaire adoptée ou créée par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières;
- (h) ~~(h)~~ La CDS peut divulguer cette information à toute bourse de valeurs, bourse de marchandises, système de négociation alternatif, dépositaire de valeurs, agence de compensation de valeurs, système de compensation de paiement ou organisme d'autoréglementation dont l'adhérent est membre ou dont l'adhérent utilise les services dans le cadre de son adhésion ~~à la CDS~~ aux services, ou aux assureurs des adhérents, y compris le Fonds canadien de protection des épargnants et la Société d'assurance-dépôts du Canada. La CDS demande au destinataire de traiter cette information de manière confidentielle.;
- (i) ~~(i)~~ La CDS peut divulguer cette information à tout organisme d'autoréglementation dont l'adhérent est membre et à ~~l'organisme de réglementation canadien~~ l'autorité pertinente dont l'adhérent relève principalement à l'égard de sa conformité à la Règle 10.2.3(b)-2.;
- (j) ~~(j)~~ La CDS peut divulguer cette information qui est présentée sous forme de statistiques, de résumé ou autre pourvu que l'information ainsi présentée ne mentionne aucun adhérent en particulier ou, s'il s'agit d'information sur les titres d'emprunt, qu'elle ne mentionne aucun groupe du secteur.;

~~(k)~~ ~~(k)~~ La CDS peut divulguer cette information ~~(i)~~ .;

~~i~~ à une autorité de réglementation de la CDS, ~~(ii)~~ .;

~~ii~~ à tout organisme de réglementation qui, selon elle, régit la CDS, ~~(iii)~~ .;

~~iii~~ à ~~l'organisme de réglementation~~ l'autorité pertinente dont relève ~~principalement~~ l'adhérent, l'adhérent, ou ~~(iv)~~ .;

~~iv~~ aux autres adhérents.;

concernant un événement ou une situation visant ~~l'adhérent~~ quel adhérent qui, de l'avis de la CDS ~~estime préoccupants, est préoccupant~~ en raison des risques potentiels importants ~~qu'ils qu'ils~~ représentent pour les services, y compris un manquement important aux Règles et aux Procédés et méthodes ~~de l'adhérent~~ par l'adhérent, ou encore une « perte de valeurs » ou une « perte subie par ~~l'adhérent~~ l'adhérent » causée par ~~l'adhérent~~ l'adhérent ou ~~qu'il a contribué à causer~~ .;

Les conditions mentionnées ci-après ~~s'appliquent~~ appliquent à la divulgation de ~~l'information~~ l'information confidentielle ~~(i)~~ .;

~~i~~ la CDS doit informer ~~l'adhérent~~ l'adhérent de toute divulgation envisagée au moment de procéder à la divulgation, si elle estime ~~qu'un qu'un~~ tel avis ne va pas à ~~l'encontre~~ encontre de ~~l'intérêt~~ intérêt véritable de la CDS et des adhérents en général; ~~(ii)~~ .;

~~ii~~ la CDS détermine si ~~l'information~~ l'information sera divulguée à tous les autres adhérents ou seulement à un groupe précis ~~d'adhérents~~ d'adhérents, comme les membres ~~d'un d'un~~ .;

89

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

groupe de crédit qui est particulièrement touché par l'événement ou la situation;
(iii)

iii. la CDS ~~révèle l'identité de l'adhérent~~ doit révéler l'identité de l'adhérent touché par l'événement ou la situation à une autorité de réglementation de la CDS ou à tout autre organisme de réglementation; ~~et (iv);~~

iv. la CDS ~~révèle l'identité~~ doit révéler l'identité de l'adhérent touché par l'événement ou la situation aux autres adhérents seulement si, ~~selon elle~~ à son avis, il est nécessaire de révéler cette identité afin de permettre aux autres adhérents de prendre des mesures par rapport au risque potentiel.

Lorsque la CDS divulgue à d'autres adhérents l'identité d'un adhérent touché par l'événement ou la situation, les adhérents destinataires de cette divulgation doivent garder confidentielle l'identité de l'adhérent concerné et ne doivent pas communiquer celle-ci à une autre partie, à moins d'y être contraints par la loi.

(l) ~~(i)~~ La CDS peut divulguer cette information à d'autres adhérents qui sont partie prenante d'un litige soumis par la CDS ou intenté contre la CDS à titre d'exploitant du ~~CDS~~ système ou de fournisseur ~~d'autres des autres~~ services aux adhérents, ~~pourvu que (i)~~ POURVU QUE :

i. cette information soit pertinente à l'égard du litige; ~~que (ii);~~

ii. la CDS donne préavis à l'adhérent de la divulgation envisagée; ~~et que (iii)~~

iii. l'adhérent ait l'occasion de contester la divulgation envisagée, conformément à la Règle ~~3.2.3-2~~.

Les adhérents destinataires de cette divulgation doivent garder confidentielle l'identité des autres adhérents touchés et ne doivent pas communiquer celle-ci à une autre partie, à moins d'y être contraints par la loi.

En divulguant toute information en vertu de la présente Règle ~~3.7.2~~, la CDS prend les mesures raisonnables pour éviter de divulguer de ~~l'information~~ l'information qui permet de connaître ~~l'identité d'un~~ l'identité d'un client particulier ~~d'un~~ un adhérent, à moins que ~~(i)~~ :

(a) cette information soit demandée par écrit ~~par~~ ~~et~~ que le demandeur ~~et que celui-ci a~~, de l'avis de la CDS, le droit légal ~~d'obtenir~~ d'obtenir cette information; ou (ii)

(b) relativement à la divulgation ~~d'information~~ d'information en vertu du paragraphe (k) ~~ci-dessus~~, cette information soit nécessaire pour permettre aux adhérents de prendre des mesures par rapport au risque potentiel.

3.6.33.7.3 Caractère confidentiel de l'information concernant la CDS

L'adhérent ~~préservedoit~~ :

(a) ~~préserver~~ le caractère confidentiel ~~(i)~~ des renseignements suivants :

i. ~~les œuvres de la CDS~~, ~~ainsi que (ii) de~~;

ii. toute information concernant la CDS ou fournie par celle-ci portant, au moment de la divulgation, une mention de confidentialité ou ayant été divulguée oralement à titre d'information à caractère confidentiel et dont l'adhérent a pris connaissance dans le cadre de l'exploitation des services ou en prévision de tout nouveau service, y compris tout projet

99

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

~~en cours, tout registre, toute donnée et tout rapport. En conservant un tel caractère confidentiel, l'adhérent exerce le même degré de diligence qu'envers l'information confidentielle qui le concerne. Cette obligation à l'égard du caractère confidentiel ne vise pas l'information qui a été ou qui sera rendue publique, autrement que par suite de l'inobservation de la présente Règle 3.6, et n'empêche pas la divulgation d'information confidentielle raisonnablement nécessaire au fonctionnement des services à tout dirigeant, administrateur, employé, client, tel qu'autorisé à la Règle 3.8.3, ou mandataire de l'adhérent aux fins : d'utilisation ou d'utilisation projetée des services ou de tout nouveau service par l'adhérent, d'élaboration ou d'exploitation des services ou de tout nouveau service par la CDS ou d'atteinte des objectifs pour lesquels la CDS avait divulgué l'information confidentielle, tout registre, toute donnée et tout rapport en cours de la CDS; et~~

~~(b) exercer le même degré de diligence qu'envers l'information confidentielle qui le concerne.~~

Les obligations de l'adhérent conformément à la présente Règle 3.67.3. :

~~(c) ne visent pas l'information qui a été ou qui sera rendue publique, autrement que par suite de l'inobservation de la présente Règle 3.7;~~

~~(d) n'empêchent pas la divulgation d'information confidentielle à tout dirigeant, administrateur, employé ou client de l'adhérent de façon autorisée conformément à la Règle 3.9.3;~~

~~(e) n'empêchent pas la divulgation d'information confidentielle raisonnablement nécessaire aux mandataires de l'adhérent :~~

~~i. aux fins de l'utilisation ou de l'utilisation proposée des services, ou de tout nouveau service, par l'adhérent;~~

~~ii. aux fins du développement ou de l'exploitation des services, ou de tout nouveau service, par la CDS; ou~~

~~iii. aux fins d'atteindre l'objectif pour lequel la CDS a divulgué l'information confidentielle; et~~

~~(f) s'ajoutent à toute autre obligation relative au caractère confidentiel de l'information stipulée dans toute autre convention ou disposition législative liant l'adhérent et ne doivent pas y déroger.~~

3.7.4 Divulgation de l'information concernant la CDS par l'adhérent

La CDS autorise l'adhérent à divulguer toute information confidentielle la concernant :

(a) ~~(aux vérificateurs/auditeurs~~ de l'adhérent, lorsque l'exige l'exercice raisonnable de leurs fonctions;

(b) au conseiller juridique de l'adhérent, lorsque l'exige l'exercice raisonnable de ses fonctions;

(c) selon ce qui peut être requis de temps à autre par ~~la décision, l'assignation, la un décret, une assignation, une~~ citation à comparaître, ~~la une~~ directive réglementaire ou un autre acte de procédure d'un tribunal, d'un organisme de réglementation ou d'un autre organisme d'administration ~~ou de réglementation~~ qui a, de l'avis de l'adhérent, a compétence sur à l'égard de l'adhérent ou aux termes d'une entente avec un de ces organismes.

94

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

3.7 — Information

3.8 — Information relative à l'approbation **INFORMATION REQUISE DES ADHÉRENTS**

3.7.13.8.1 — Approbation des organismes de réglementation

À l'instant de sa demande d'adhésion et, ultérieurement, périodiquement ou sur demande, chaque adhérent, à l'exception de la Banque du Canada, doit fournir à la CDS l'information qu'elle reçoit de celui-ci lors de sa demande d'adhésion juge nécessaire ou souhaitable pour attester que l'utilisation des services par celui-ci lors de sa demande d'adhésion a été dûment approuvée par tout organisme de réglementation dont relève l'adhérent. Plus particulièrement, et sans

Sans que soit limitée la portée générale de ce qui précède, aucun changement aux facteurs décrits à la Règle 5.404 ou aux Procédés et méthodes fait conformément à cette Règle et utilisé pour calculer le produit d'évaluation pour une catégorie d'adhérents n'entre en vigueur tant que, à la satisfaction de la CDS, tous les organismes de réglementation dont relève la CDS et tous les organismes de réglementation dont relèvent les adhérents de cette catégorie n'ont pas pris toutes les mesures requises pour approuver l'adhésion le changement.

3.7.23.8.2 — Information relative au Adhérent détenant un plafond de fonctionnement

L'adhérent détenant un plafond de fonctionnement fournit à la CDS l'information suivante :

(a) en même temps qu'il fournit ses états financiers trimestriels à l'organisme de réglementation autorisé à recevoir de la CDS une copie certifiée de ses états financiers du trimestre trimestriel et une déclaration du montant de son capital ou de son capital réglementaire, de son facteur d'évaluation et de tout autre facteur pertinent à son classement et au calcul de son plafond de fonctionnement. La CDS se tient informée de toute modification de la cote d'un adhérent accordée par les agences d'évaluation du crédit ou de toute autre information publique pertinente au calcul du plafond de fonctionnement de l'adhérent; et

Mis en forme : Titre 6, Hiérarchisation + Niveau : 6 + Style de numérotation : a, b, c, ... + Commencer à : 1 + Alignement : Gauche + Alignement : 0 cm + Tabulation après : 1,9 cm + Retrait : 1,27 cm

3.7.3 — Communication de l'information relative au plafond de fonctionnement

(b) une mention du groupe d'adhérents associés dont il est membre; cette information doit être fournie au moment de sa demande d'adhésion et, ultérieurement, périodiquement ou sur demande ainsi qu'immediatement après tout changement apporté à cette information.

La CDS informe tous les adhérents détenant un plafond de fonctionnement du produit d'évaluation et du plafond de fonctionnement affectés à chaque membre d'un de son groupe de crédit de catégorie, périodiquement, sur au moment de la réception de l'information des adhérents et sur aux termes de la présente Règle 3.8.2 et de toute modification de l'information pertinente. De plus, la CDS rend de plus accessibles les facteurs utilisés pour établir le produit d'évaluation. Elle peut également mettre cette information à la disposition de la Banque du Canada et de tout organisme de réglementation sur demande. La CDS informe tous les emprunteurs de l'identité des emprunteurs des fonds communs de garantie des emprunteurs effectuant des règlements en dollars canadiens et américains, de même que du facteur de mise en commun pour les emprunteurs du fonds commun de garantie pour les emprunteurs effectuant des règlements en dollars canadiens. Si un adhérent détenant un plafond de fonctionnement est le client d'un banquier désigné pour une monnaie donnée, la CDS informe le banquier désigné du produit d'évaluation et du plafond de fonctionnement du client à l'égard de cette monnaie. La CDS se tient informée de toute modification de la cote d'un adhérent accordée par les agences d'évaluation du crédit ou de toute autre information publique pertinente au calcul du plafond de fonctionnement de l'adhérent.

Si un adhérent détenant un plafond de fonctionnement est le client d'un banquier désigné pour une monnaie donnée, la CDS informe le banquier désigné du produit d'évaluation et du plafond de fonctionnement de l'adhérent à l'égard de cette monnaie.

92

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

3.7.43.8.3 Risque maximal couru pour les des prêteurs

À la fin de chaque jour ouvrable, la CDS fixe le «risque maximal couru» du d'un prêteur. Le risque maximal couru correspond au risque le plus élevé couru par le prêteur un jour ouvrable donné. Le «risque couru» du un prêteur, en tout temps au cours d'un jour ouvrable, correspond au total :

- (a) du résultat obtenu après établissement du solde net des soldes créditeur et débiteur de tous ses comptes de fonds (à l'exclusion de tout solde débiteur résultant de l'utilisation d'une marge de crédit établie par un autre adhérent relativement à ce solde débiteur); et
- (b) ~~et du total~~ des sommes utilisées sur les marges de crédit qu'il a établies pour les autres adhérents.

À la date de clôture des registres indiquée dans les Procédés et méthodes pour le recalcul du produit d'évaluation pour tous les des prêteurs après réception des rapports trimestriels requis par aux termes de la Règle 3.78.2, la CDS recalcule, pour chaque prêteur, la moyenne du risque maximal couru pendant la période de 65 jours ouvrables précédant la date de clôture des registres, y compris le jour ouvrable qui précède la date de clôture des registres; cette moyenne est désignée «moyenne du risque maximal couru relativement à la date de clôture des registres»; périodiquement ou sur demande, la CDS informe tous les prêteurs de cette moyenne établie pour chaque prêteur.

Si un prêteur est suspendu, cette dernière la CDS calcule, pour chacun des autres prêteurs, la moyenne du risque maximal couru pour la période de 65 jours ouvrables précédant la date de la défaillance suspension, y compris le jour ouvrable qui précède la date de la suspension; cette moyenne est désignée «moyenne du risque maximal couru relativement à la date de la suspension» pour chaque défaillance du prêteur. La «moyenne du risque maximal couru pour le partage des pertes» d'une chaque autre prêteur est calculée par la CDS à la date de la suspension; il s'agit du correspondra au plus élevé des montants suivants : sa moyenne du risque maximal couru relativement à la date de la suspension défaillance et sa moyenne du risque maximal couru relativement à la date de clôture des registres la plus récente. Périodiquement ou sur demande, la CDS fournit à tous les prêteurs la moyenne du risque maximal couru relativement à la date de clôture des registres de chacun d'eux.

3.7.53.8.4 Communication de l'information relative aux agents Agents de règlement

Lorsqu'il demande d'être classé parmi les agents de règlement, le demandeur fournit aux autres agents de règlement toute l'information que les membres de leur du groupe de crédit des agents de règlement jugent nécessaire ou souhaitable pour déterminer le montant fixé de son plafond de fonctionnement. Chaque agent de règlement fournit cette information périodiquement, selon l'échéancier fixé par les membres du groupe de crédit des agents de règlement ou en tout temps à leur demande.

À la demande des membres du groupe de crédit des agents de règlement, la CDS informe le groupe de crédit de la valeur des règlements réalisés par un agent de règlement donné et des paiements qu'elle a faits à la CDS.

3.7.6 Communication de l'information relative aux fédérations adhérentes

À la demande d'une fédération adhérente, la CDS informe toutes les fédérations adhérentes de la valeur des règlements réalisés par leur fédération adhérente active et du montant des paiements qu'elle a faits à la CDS.

3.7.73.8.5 Communication de l'information relative à l'emprunteur Emprunteurs de fonds commun de garantie des emprunteurs

La CDS informe tous ces emprunteurs de l'identité des membres du groupe de crédit du fonds commun de garantie des emprunteurs effectuant des règlements en dollars canadiens et des règlements en dollars américains, y compris le facteur de fonds commun de garantie pour les emprunteurs de fonds commun de garantie des emprunteurs effectuant des règlements en dollars canadiens.

93

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

À la demande des membres d'un groupe de crédit ~~d'emprunteurs ded'un~~ fonds commun de garantie des emprunteurs, la CDS ~~informe les membres du groupe de crédit~~ informe de la valeur des règlements réalisés par un membre donné et des paiements qu'il a faits à la CDS.

3.7.8 Information sur le groupe d'adhérents associés

~~Chaque adhérent détenant un plafond de fonctionnement indique à la CDS à quel groupe d'associés il appartient. Cette information doit être fournie au moment de la demande d'adhésion, puis périodiquement ou sur demande, et immédiatement après tout changement qui lui est apporté.~~

3.7.9 Production d'un avis juridique

3.8.6 Avis juridiques

À la demande d'un adhérent ou d'un organisme de réglementation, la CDS produit une copie d'un avis juridique donné à la CDS, conformément à la Règle 2.2.54(b), par une institution étrangère acceptée à titre d'adhérent.

3.83.9 DROITS DE LA CDS ET UTILISATIONS AUTORISÉES DE CES DROITS

3.8.13.9.1 Marques de commerce de la CDS et autres marques

Le terme « ~~marque de commerce de la CDS~~ » désigne les mots et logos identifiés à ce titre dans les Procédés et méthodes. De plus, certains mots, syntagmes, noms, concepts, nombres ou logos peuvent constituer des marques de commerce, des marques de service, des appellations commerciales, des noms de domaines ou une propriété intellectuelle de la CDS ou d'un tiers (collectivement, les « ~~autres marques~~ »). Dans la mesure du possible, la CDS identifiera les autres marques dans les Procédés et méthodes.

Nulla disposition des Règles ne ~~donne~~ concède aux adhérents le ~~un~~ droit ~~d'utiliser les~~ d'utilisation à l'égard des marques de commerce de la CDS ou ~~les~~ des autres marques, y compris, ~~sans toutefois s'y limiter~~, en tant que partie du nom de l'un de ses produits ou services, à moins qu'il ne s'agisse d'un droit limité, non exclusif, révoquant et non transférable de mentionner le fait que l'adhérent est un adhérent à la CDS ou qu'il utilise les services ou facilite l'utilisation des services, auxquels cas l'adhérent présente toute marque de commerce de la CDS en utilisant un traitement typographique particulier, tel qu'il est décrit dans les Procédés et méthodes, et identifie clairement qu'il s'agit d'une marque de commerce appartenant à la CDS. Toute utilisation des marques de commerce de la CDS ou des autres marques, ainsi que ~~tout achalandage~~ ou ~~survaleur~~ en découlant s'applique uniquement en faveur de la CDS ~~ou du~~ des tiers ~~propriétaire pertinent~~ propriétaires respectifs. Dans la mesure où un droit ou ~~un achalandage revient ou est attribué~~ une survaleur reviennent ou sont attribués par inadvertance à l'adhérent en ce qui concerne les marques de commerce de la CDS ou les autres marques, l'adhérent ~~détient~~ doit détenir de tels droits et ~~achalandages~~ une telle survaleur en fiducie et ~~cède, si demande lui en est faite, céder~~ de tels droits et ~~achalandage~~ une telle survaleur à la CDS ~~ou à son~~ aux tiers ~~propriétaire pertinent, sur demande~~ propriétaires respectifs.

L'adhérent :

(a) reconnaît et convient qu'il n'acquiert absolument aucun droit ou droit d'utilisation à l'égard des marques de commerce de la CDS ou autres marques, à l'exception du droit limité, non exclusif, révoquant et non transférable décrit à la présente Règle 3.89.1. Toute ~~autre~~ utilisation ~~non autorisée~~ des marques de commerce de la CDS ou des autres marques ou, encore, ~~de tout autre droit de propriété~~ intellectuelle ou de propriété de la CDS par l'adhérent est strictement interdite. ~~L'adhérent informe;~~

Mis en forme : Police :Gras

Mis en forme : Police :Gras

Mis en forme : Police :Gras

Mis en forme : Police :Gras

Mis en forme : Police :Gras

Mis en forme : Police :Gras

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

(b) doit informer promptement la CDS de toute utilisation conflictuelle ou de tout acte de contrefaçon ou de commercialisation trompeuse ~~dont il prend connaissance~~ relativement aux marques de commerce de la CDS ou les autres marques ou de toute modification ou plagiat de celles-ci par des personnes non autorisées. ~~L'adhérent coopère, dont il a connaissance.~~

(c) doit coopérer avec la CDS afin de prendre toute mesure que la CDS juge nécessaire à la prévention d'autres utilisations non autorisées, y compris, sans toutefois s'y limiter, collaborer avec la CDS dans le cadre de toute procédure judiciaire concernant les marques de commerce de la CDS ou les autres marques.

3.8.2 Propriété

3.9.2 Autres droits de propriété intellectuelle de la CDS

L'adhérent reconnaît ce qui suit et en convient ~~que~~ :

(a) tout droit, titre et intérêt afférents aux services et aux œuvres de la CDS, y compris tous les brevets, droits d'auteur, secrets commerciaux et autres droits de propriété intellectuelle ailleurs partout dans le monde, sont la propriété de la CDS ou de ses fournisseurs et ~~qu'ils~~ sont protégés par les lois canadiennes et internationales sur le droit d'auteur et sur les ~~autres~~ droits de propriété intellectuelle. ~~Le droit;~~

(b) les droits d'auteur ~~subsiste dans les~~ subsistent à l'égard des services et ~~les~~ œuvres de la CDS, y compris ~~dans~~ la sélection, la disposition et l'assemblage de l'information sur les valeurs et des autres renseignements des services et des œuvres de la CDS. ~~Un tel droit d'auteur est la propriété de la CDS ou de ses fournisseurs. Tout droit n'ayant pas été formellement accordé dans les Règles est réservé. L'adhérent avise promptement la CDS de toute utilisation non autorisée des services, des œuvres de la CDS et des autres renseignements qui sont la propriété de la CDS ou de ses fournisseurs. De plus, l'adhérent convient de coopérer avec la CDS et ses fournisseurs afin de prendre toute mesure que la CDS juge nécessaire à la prévention d'autres utilisations non autorisées, y compris, sans toutefois s'y limiter, collaborer avec la CDS et ses fournisseurs dans le cadre de toute procédure judiciaire concernant les services, les œuvres de la CDS et les autres renseignements qui sont la propriété de la CDS ou de ses fournisseurs.~~

L'adhérent conserve ou reproduit dans tous les enregistrements, données et rapports (y compris sur tous les exemplaires de l'adhérent) les avis et mentions de propriété, de confidentialité ou autres contenus dans les originaux fournis à l'adhérent par la CDS, ou qui pourraient être autrement requis par la CDS, et ne modifie aucun de ses avis ou mentions.

L'adhérent ne prend aucune mesure censée entraîner la création d'une réclamation, d'une sûreté réelle ou d'un engagement à l'égard des services ou des œuvres de la CDS ou, encore, une cession de ceux-ci. Toute action, volontaire ou non, de l'adhérent censée entraîner la création d'une réclamation, d'une sûreté réelle ou d'un engagement à l'égard des services, ou des œuvres de la CDS ou, encore, une cession de ceux-ci est sans effet.

3.8.3 Utilisation des œuvres de la CDS et de l'information sur les valeurs

(c) un tel droit d'auteur est la propriété de la CDS ou de ses fournisseurs; et

(d) la CDS se réserve tout droit n'ayant pas été formellement accordé dans les Règles.

3.9.3 Œuvres de la CDS et information sur les valeurs

La CDS accorde à chaque adhérent l'adhérent un droit d'utilisation limité, non exclusif, révocable et non transférable des œuvres de la CDS et de l'information sur les valeurs, uniquement à des fins directement

96

© Services de dépôt et de compensation CDS inc.

Le 27 février 2020

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

liées à son utilisation des services. L'adhérent n'utilise pas les œuvres de la CDS ou toute information tirée ou dérivée des œuvres de la CDS ou de l'information sur les valeurs, sauf en ~~vertu des modalités du droit d'utilisation~~ conformité avec la présente Règle 3.9.3.

Si l'adhérent donne accès aux œuvres de la CDS ou les divulgue à une personne autorisée par l'adhérent à agir en son nom dans le cadre de son ~~utilisation~~ utilisation des services, telle qu'une société affiliée, un centre de traitement à façon ou un tiers fournisseur de services, l'adhérent exige, ~~par écrit,~~ qu'une telle personne ~~respecte~~ engage par écrit à respecter les Règles 3.67 et 3.89 dans le cadre de son utilisation des œuvres de la CDS ~~au nom de l'adhérent.~~

Si l'adhérent donne accès aux œuvres de la CDS ou, encore, à toute information tirée ou dérivée des œuvres de la CDS ou de l'information sur les valeurs ou s'il les divulgue à un client recevant des services de sa part, la CDS peut exiger de l'adhérent qu'il conclue avec chacun de ces clients une entente écrite les enjoignant de respecter les Règles 3.67 et 3.89 dans le cadre de leur utilisation des œuvres de la CDS ou de toute information tirée ou dérivée des œuvres de la CDS ou de l'information sur les valeurs.

Exception faite de ce qui ~~précède~~ est stipulé à la présente Règle 3.9.3, l'adhérent ne ~~peut~~ doit pas :

(a) ~~utiliser, divulguer ou communiquer les œuvres de la CDS ou toute information tirée ou dérivée des œuvres de la CDS ou de l'information sur les valeurs à ou ;~~

(a) ~~i. au profit de tout tiers ou de toute société affiliée à l'adhérent, et ce, peu importe la manière, que ce soit à titre de fournisseur de services de post-marché, de sous-traitant ou de grossiste pour un tiers ou une société affiliée à l'adhérent ou au profit de toute relation d'affaires avec une agence commerciale, de tout projet conjoint ou de tout partenariat auxquels l'adhérent est partie ou par lesquels il est lié; ou~~

~~ii. au profit de toute relation d'affaires avec une coentreprise, une société de personnes ou une agence commerciale dont il est partie ou par laquelle il est lié;~~

(b) reproduire, copier ou ~~modifier~~ modifier les œuvres de la CDS, sauf dans la mesure permise par les Règles ~~ou,~~ les Procédés et méthodes ou les Guides de l'utilisateur;

(c) désosser, décompiler ou désassembler une partie ou la totalité des œuvres de la CDS ou de toute information tirée ou dérivée des œuvres de la CDS ou de l'information sur les valeurs ou, encore, créer des œuvres qui en sont dérivées;

(d) ~~vendre, louer, donner à bail, accorder un droit d'utilisation, accorder une sous-licence, attribuer, donner accès à, transmettre, publier, réemballer, retransmettre, revendre ou autrement diffuser ou offrir, directement ou indirectement, les œuvres de la CDS au moyen de tout support ou de quelque manière que ce soit à tout tiers ou à toute société affiliée à l'adhérent, sauf afin de fournir des SAUF ;~~

~~i. si les renseignements dérivés des œuvres de la CDS ou de l'information sur les valeurs sont fournis à un client recevant des services de l'adhérent des services et sont directement liés aux services; et~~

(d) ~~ii. si de tels renseignements dérivés des œuvres de la CDS ou de l'information sur les valeurs sont uniquement fournis à titre accessoire dans le cadre de l'utilisation des services fournis au client par l'adhérent.~~

~~L'adhérent aura en place des mesures de contrôle interne, des procédures et des mesures préventives appropriées afin d'empêcher l'accès non autorisé aux œuvres de la CDS et l'utilisation non autorisée de celles-ci, et ce, en exerçant le degré de diligence qu'envers l'information confidentielle ou à diffusion restreinte qui le concerne.~~

96

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

La CDS peut offrir des fonctionnalités nouvelles ou améliorées ou accorder des droits supplémentaires à l'égard de l'utilisation des œuvres de la CDS, tel qu'il est stipulé dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur.

3.9.4 Mesures de protection et de préservation additionnelles des droits de la CDS

L'adhérent :

- (a) doit disposer et maintenir en place des mesures de contrôle interne, des procédures et des mesures préventives appropriées afin d'empêcher l'accès non autorisé aux œuvres de la CDS et l'utilisation non autorisée de celles-ci, et ce, en exerçant le même degré de diligence qu'envers l'information confidentielle ou à diffusion restreinte qui le concerne;
- (b) doit aviser sans délai la CDS de toute utilisation non autorisée des services, des œuvres de la CDS et de toute autre information dont la CDS ou ses fournisseurs sont propriétaires et il convient de collaborer avec la CDS et les fournisseurs de celle-ci dans le cadre de la prise de toute mesure que la CDS juge nécessaire pour empêcher toute future utilisation non autorisée, y compris collaborer avec la CDS et les fournisseurs de celle-ci dans le cadre de toute procédure judiciaire relative aux services, aux œuvres de la CDS et à toute autre information dont la CDS et les fournisseurs de celle-ci sont propriétaires;
- (c) ne doit prendre aucune mesure censée entraîner la création d'une réclamation ou d'une sûreté réelle à l'égard des services ou des œuvres de la CDS ou qui pourrait faire en sorte de les grever ou de donner lieu à une cession de ceux-ci. Toute action telle, volontaire ou non, de l'adhérent est nulle et sans effet;
- (d) doit conserver et reproduire tout registre, toute donnée et tout rapport que la CDS a fournis à l'adhérent, ainsi que tous les exemplaires que l'adhérent a tirés de ceux-ci, ou les traiter autrement de la manière requise par la CDS; et
- (e) ne doit modifier aucun avis ni aucune mention de propriété exclusive, de confidentialité ou autre avis ou mention contenus dans les originaux que la CDS a fournis à l'adhérent, ou les traiter autrement de la manière requise par la CDS.

3.8.43.9.5 Dénégation de responsabilité

Certains services et œuvres de la CDS fournis par celle-ci aux adhérents sont tributaires de la réception et de l'utilisation par la CDS de renseignements, y compris l'information sur les valeurs, en provenance de tiers. La CDS signale qu'elle peut concéder aux adhérents le droit d'utiliser les services, les œuvres de la CDS et l'information sur les valeurs, mais qu'autrement, elle ne donne aucune garantie, ne fait aucune déclaration, ni n'impose aucune condition, explicite ou implicite, en réalité ou en droit, à l'égard de l'exactitude, de la justesse, de l'actualité, de l'exhaustivité, de l'enchaînement, de la commercialité ou de la convenance à une fin particulière de tels renseignements, lesquels sont fournis « tels quelquels » et « dans la mesure où ils sont disponibles ».

Sur présentation d'une demande écrite d'un adhérent, la CDS désignera un tel adhérent à titre de mandataire afin de faire valoir, alors qu'un tel adhérent est un adhérent, tout droit que la CDS pourrait avoir obligeant un tiers fournisseur à honorer les déclarations qu'il a faites à la CDS ou les garanties qu'il a données à la CDS, le cas échéant, ~~sous réserve que~~ SOUS RÉSERVE QUE l'adhérent doit tenir indemne et dédommager la CDS, les propriétaires pour compte, les gardiens et leurs associés, administrateurs, dirigeants, employés et mandataires respectifs, de tous frais engagés ~~par eux~~, tous dommages-intérêts ou toute perte ~~qu'ils ont subis~~, toute dépense ou toute dette ~~qu'ils ont contractée~~ par l'un d'eux, ou toute réclamation ~~qui leur a été faite présentée contre l'un d'eux~~ (y compris les honoraires d'un conseiller juridique engagé pour ~~les~~ le guider ou ~~les~~ le défendre en cas de réclamation) ou pouvant ~~survenir au terme~~ découler des mesures prises à la

97

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

demande de l'adhérent ou d'une mesure entreprise par l'adhérent au nom de la CDS, d'un propriétaire pour compte ou d'un gardien, conformément à la présente Règle 3.89.

~~3.8.53.9.6~~ **Vérification de la conformité**

~~Sur présentation d'un préavis raisonnable et à~~ la demande de la CDS, un adhérent doit, dans un délai raisonnable, présenter à la CDS une déclaration, ~~telles qu'elle aura été fournie par la CDS en la forme prescrite~~, signée par un signataire autorisé pour le compte de l'adhérent, confirmant que l'utilisation, par l'adhérent, des services et des œuvres de la CDS est conforme aux Règles 3.67 et 3.89.

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

Règle 4. — Responsabilité et dédommagement

99

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. — Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

4.1 Déclaration de l'adhérent, dédommagement et responsabilité

400

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

Règle 4. RESPONSABILITÉ ET DÉDOMMAGEMENT

404

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

4.1 DÉCLARATION DE L'ADHÉRENT, DÉDOMMAGEMENT ET RESPONSABILITÉ

4.1.1 Responsabilité incombant à l'adhérent à titre de débiteur principal

L'adhérent utilisant un ~~Service~~ service assume, à titre de débiteur principal, toutes les obligations qui lui incombent relativement à ce ~~Service~~ service, qu'il agisse pour son propre compte ou pour celui d'une autre personne, qu'il agisse directement pour son propre compte ou par l'entremise d'une autre personne.

4.1.2 Déclarations et garanties de l'adhérent

Un adhérent qui donne instructions à la CDS d'effectuer le dépôt, le retrait, le transfert ou la mise en gage d'une valeur, le paiement ou toute autre transaction déclare et garantit à la CDS et à tous les autres adhérents qu'il a tous les pouvoirs, les droits et l'autorité nécessaires pour faire ou faire faire, par la CDS, le dépôt, le retrait, le transfert, la mise en gage, le paiement ou ~~toute autre~~ transaction conformément à ses instructions.

4.1.3 Dédommagement par l'adhérent relativement aux services en général

L'adhérent tiendra indemne et dédommagera la CDS, les propriétaires pour compte et tous les autres adhérents, de même que leurs associés, administrateurs, fiduciaires, dirigeants, employés et mandataires respectifs, de tous frais engagés par ceux-ci, de tous dommages-intérêts ou de toute perte qu'ils ont subis, de toute dépense ou de toute dette qu'ils ont contractées, ou de toute réclamation qui leur a été faite (y compris les honoraires d'un conseiller juridique engagé pour les guider ou les défendre en cas de réclamation) par suite de l'une des situations suivantes :

- (a) l'interruption, le mauvais fonctionnement ou la perturbation d'un service dans la mesure où ils sont causés, entièrement ou en partie, par une omission ou un acte négligent, imprudent, délibéré, frauduleux ou malhonnête commis par l'adhérent ou ~~par un système de compensation tiers son SCT~~ ou par l'un ~~ou l'autre de ses~~ administrateurs, fiduciaires, dirigeants, associés, employés, commis, contractants ou mandataires de l'adhérent ou ~~du système de compensation tiers de son SCT~~ dans le cadre de ses fonctions ou rendu possible par de l'information ou grâce à des occasions dont il aurait pu profiter dans le cadre de ses fonctions;
- (b) la remise à la CDS par l'adhérent ou par ~~un système de compensation tiers utilisé par l'adhérent son SCT~~ de toute instruction, information ou documentation erronée; ~~et~~
- (c) tout manquement de l'adhérent à ses obligations, déclarations ou garanties en vertu de la Documentation contractuelle.

4.1.4 Dédommagement par l'adhérent relativement aux valeurs

L'adhérent tiendra indemne et dédommagera la CDS, les propriétaires pour compte, les gardiens et tous les autres adhérents, de même que leurs associés, administrateurs, fiduciaires, dirigeants, employés et mandataires respectifs, de tous frais engagés par ceux-ci, tous dommages-intérêts ou toute perte qu'ils ont subis, toute dépense ou toute dette qu'ils ont contractée ou de toute réclamation qui leur a été faite (y compris les honoraires d'un conseiller juridique engagé pour les guider ou les défendre en cas de réclamation) par suite de l'une des situations suivantes :

- (a) ~~du~~ le dépôt par l'adhérent d'une valeur viciée;
- (b) ~~de~~ la détermination que l'immatriculation des valeurs déposées par l'adhérent au nom de la CDS, d'un propriétaire pour compte ou d'un gardien est ou serait invalide, irrégulière, viciée, ou fait ou ferait l'objet d'une opposition ou d'une priorité ou ne peut ou ne pourrait pas être transférée efficacement et légitimement;

402

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

- (c) la remise à la CDS par l'adhérent de toute instruction, information ou documentation erronée (que ce soit au sujet d'une valeur, du dépôt ou du retrait d'une valeur ou autre);
- (d) ~~de~~ la saisie de données erronées concernant l'identification d'une valeur;
- (e) ~~du~~ fait que les valeurs au compte de l'adhérent soient détenues par la CDS, un propriétaire pour compte ou un gardien ou immatriculées en leur nom, y compris :
- (i) ~~une~~ toute dépense relative à la propriété des valeurs, y compris les obligations de paiement liées à la valeur, les obligations de reçus de versement, les appels de versements, les cotisations, les pénalités ou les frais prévus par règlement;
- (ii) ~~des~~ des impôts et des taxes (sauf les impôts et les taxes ~~calculés en fonction du~~ revenu auquel la CDS, le propriétaire pour compte ou le gardien ont droit à titre de bénéficiaires), d'autres frais imposés par des gouvernements et ~~d'autres~~ obligations de déduire ou de retenir les impôts sur les droits et privilèges et d'autres montants relatifs aux valeurs, avec tous les intérêts, pénalités et ajouts s'y appliquant (autres que les intérêts, pénalités ou ajouts imposés en raison d'un manquement de la part de la CDS ou de son mandataire);
- (iii) ~~des~~ des pénalités et autres frais imposés par tout gouvernement ~~ou~~ organisme de réglementation ou organisme semblable relativement à tout manquement (autre qu'un manquement causé par la CDS ou son mandataire) quant au dépôt de la documentation ou des renseignements requis à l'égard des valeurs;
- (iv) ~~une~~ ainsi que toute autre dépense relative à la propriété des valeurs;
- mais seulement dans la mesure où ~~de telles obligations~~, appels de fonds, cotisations, frais, pénalités, impôts et taxes, frais et obligations ou dépenses sont engagés, faits ou demandés pour se rapporter à une période ou à un événement pendant lequel les valeurs sont détenues pour l'adhérent;
- (f) ~~du~~ fait que la CDS, un propriétaire pour compte ou un gardien se fie à toute déclaration fournie par l'adhérent ~~et~~ ou l'utilise, à l'exception d'une déclaration fournie dans la forme et le délai prescrits par la CDS et effectuée selon la méthode prévue par les Règles;
- (g) ~~du~~ manquement de l'adhérent de fournir ou de faire en sorte que soit fournie la déclaration requise;
- (h) ~~de~~ l'enregistrement d'une opération à un système SCT de compensation tiers l'adhérent ou ~~de~~ la réception d'une opération d'un système SCT de compensation tiers l'adhérent;
- (i) ~~de~~ l'achat, ~~de~~ la vente, ~~du~~ rachat ou ~~de~~ l'annulation de valeurs par l'émetteur, conformément aux directives contenues dans la déclaration fournie par l'adhérent;
- (j) ~~de~~ tout manquement de l'adhérent à ses obligations, déclarations ou garanties en vertu de la Documentation contractuelle.

Si les valeurs desquelles découle l'obligation de dédommagement énoncée au paragraphe (e) ~~sont ci-dessus~~ avaient été :

a. ~~soumises à un compte d'offre au plus tard à moment où la date et l'heure d'entrée en vigueur~~ perle, les dommages, les frais, les dépenses, la responsabilité ou la réclamation devant faire l'objet d'un dédommagement sont survenus, alors, aux fins de la présente Règle, l'adhérent soumissionnaire est responsable d'un tel dédommagement comme si de telles valeurs étaient détenues à son compte de valeurs. ~~Si les valeurs desquelles découle l'obligation de dédommagement énoncée au paragraphe (e) sont :~~ ou

403

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

~~b.~~ mises en gage dans un compte de garantie de gagiste, (l'adhérent pour lequel ~~gagiste au moment où la perte, les dommages,~~ les valeurs mises en gage sont détenues dans son compte de garantie) au plus tard à la date et l'heure d'entrée en vigueur ~~frais, les dépenses, la responsabilité ou la réclamation devant faire l'objet d'un dédommagement sont survenus,~~ alors, aux fins de la présente Règle, l'adhérent constituant du gage ~~(l'adhérent pour lequel les valeurs mises en gage apparaissent au compte de mise en gage)~~ est responsable d'un tel dédommagement comme si de telles valeurs étaient détenues dans son compte de valeurs.

4.1.5 Dédommagement par l'adhérent relativement aux réclamations contre la CDS et autres les propriétaires pour compte

~~(a)(i)~~ Dédommagement

Chaque adhérent tiendra indemne et dédommagera, conformément à la présente Règle 4.1.5, chaque personne dédommée de et contre toute réclamation faisant l'objet d'un dédommagement engagée par ou subie par, ou imputée à, toute personne dédommée qui lui est faite par toute personne.:

~~(b)~~ Personnes dédommées

Dans la présente Règle 4.1.5.:

« personne dédommée » désigne la CDS, et ses propriétaires pour compte, ainsi que leurs administrateurs, dirigeants, employés et associés respectifs ~~sont désignés les personnes dédommées.~~

~~(c)~~ Réclamation faisant l'objet d'un dédommagement

~~Aux fins de la présente Règle 4.1.5, une « réclamation faisant l'objet d'un dédommagement » désigne~~ toute perte, toute dépense, toute dette contractée, tous dommages-intérêts ou frais ou toute réclamation (y compris les honoraires d'un conseiller juridique engagé pour guider ou défendre en cas de réclamation) qui découlent d'un service ou qui sont reliés à un service, et qui.:

~~(a)~~ sont décrits à la Règle 4.1.3 ou à la Règle 4.1.4; ou

~~(b)~~ qui se rapportent à:

i. ~~à des valeurs détenues par la CDS pour l'adhérent; iii)~~

ii. ~~à des mesures prises ou omises par la CDS relativement aux valeurs détenues pour l'adhérent au moment où ces mesures ont été prises ou omises, ou iii) à l'enregistrement d'une opération à un système de compensation tiers ou à la réception d'une opération d'un système de compensation tiers selon les instructions d'un adhérent.; ou~~

iii. ~~à l'enregistrement d'une opération à un SCT ou à la réception d'une opération d'un SCT selon les instructions d'un adhérent.~~

~~(d)(ii)~~ Direction du litige

La CDS doit fournir à l'adhérent un avis de toute affaire dans laquelle une personne dédommée peut exiger un dédommagement de l'adhérent et expliquer à l'adhérent en quoi la réclamation faisant l'objet d'un dédommagement concerne l'obligation de celui-ci d'assurer le dédommagement. La personne dédommée et l'adhérent doivent collaborer entièrement l'un avec l'autre relativement à l'enquête, la négociation, le règlement ou la défense touchant la réclamation faisant l'objet d'un dédommagement.

La CDS doit donner à l'adhérent la possibilité de contester la réclamation faisant l'objet d'un dédommagement, aux frais de l'adhérent, s'il fournit une assurance de paiement (jugée acceptable par

404

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

la CDS à sa seule discrétion) pour tous dommages-intérêts ou toute perte qu'elle peut subir, toute dépense ou toute dette qu'elle peut contracter, tout montant adjugé qui peut lui être réclamé ou toute réclamation qui peut lui être faite par suite d'une telle procédure. L'adhérent qui assure le dédommagement dirige le litige pourvu que la CDS puisse, à ses frais, choisir d'être représentée séparément, à ses frais, par son avocat dans de telles procédures ou d'assumer la direction du litige. L'obligation de l'adhérent de tenir indemne la CDS ne doit pas être affectée par le fait que cette dernière exerce son droit d'être représentée ou de diriger le litige.

~~(e)~~(iii) Règlement

L'adhérent ou la CDS s'informent mutuellement si l'un ou l'autre reçoit ou propose de faire une offre de règlement relativement à la réclamation faisant l'objet d'un dédommagement.

Si l'adhérent propose de faire ou d'accepter un règlement pour une réclamation faisant l'objet d'un dédommagement, il doit en donner avis à la CDS et celle-ci peut accepter le règlement ou décider de poursuivre la procédure. Si la CDS décide de poursuivre la procédure, elle ne tente pas d'obtenir de dédommagement de l'adhérent pour le montant de l'excédent du règlement définitif ou du montant adjugé sur le montant du règlement proposé par l'adhérent.

Si la CDS propose de faire une réclamation faisant l'objet d'un dédommagement ou d'accepter un règlement d'une réclamation faisant l'objet d'un dédommagement, elle doit en donner avis à l'adhérent et celui-ci peut accepter le règlement ou décider de poursuivre la procédure. L'adhérent peut décider de poursuivre la procédure seulement s'il fournit toute une assurance supplémentaire, exigée par la CDS à sa seule discrétion, pour tous dommages-intérêts ou toute perte qu'elle peut subir, toute dépense ou toute dette qu'elle peut contracter, tout montant adjugé qui peut lui être réclamé ou toute réclamation qui peut lui être faite par suite d'une telle procédure. Si l'adhérent décide de poursuivre la procédure, il est le seul responsable du montant de l'excédent du règlement définitif ou du montant adjugé sur le montant du règlement proposé par la CDS en plus de sa responsabilité à tenir indemne la CDS du montant du règlement définitif.

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

4.2 — responsabilité de la CDS et dédommagement

4.2 RESPONSABILITÉ DE LA CDS ET DÉDOMMAGEMENT

4.2.1 Responsabilité de la CDS à l'égard des adhérents seulement

Aucune responsabilité n'incombe à la CDS à l'égard d'une personne autre qu'un adhérent relativement à l'exploitation des services (y compris tout client de l'adhérent, toute personne au nom de qui un adhérent agit à quelque titre que ce soit ou toute personne faisant une réclamation par l'entremise ou auprès de cette personne).

Mis en forme : Hiérarchisation + Niveau : 3 + Style de numérotation : 1, 2, 3, ... + Commencer à : 1 + Alignement : Gauche + Alignement : 0 cm + Tabulation après : 5,71 cm + Retrait : 1,27 cm

Mis en forme : Hiérarchisation + Niveau : 4 + Alignement : 0 cm + Retrait : 0 cm

4.2.2 Assurance

La CDS doit maintenir en vigueur une assurance dont les montants et les garanties sont conformes à la décision du ~~Conseil~~ conseil d'administration. Les contrats et polices d'assurance doivent être à la disposition ~~des adhérents de l'adhérent aux fins d'examen~~, au siège social de la CDS pendant les heures de bureau normales, n'importe quel jour ouvrable dans la ville où est situé le siège social. Si le capital assuré ou la garantie sont réduits d'un montant qu'elle juge important, à sa seule discrétion, la CDS doit en informer les adhérents.

Mis en forme : Hiérarchisation + Niveau : 3 + Style de numérotation : 1, 2, 3, ... + Commencer à : 1 + Alignement : Gauche + Alignement : 0 cm + Tabulation après : 5,71 cm + Retrait : 1,27 cm

Mis en forme : Hiérarchisation + Niveau : 4 + Alignement : 0 cm + Retrait : 0 cm

4.2.3 Responsabilité de la CDS pour une perte subie par l'adhérent un adhérent

La CDS est responsable envers ~~ses~~ adhérent ou les adhérents de toute perte subie par l'adhérent un adhérent, sous réserve des restrictions énoncées à la Règle 4.2.67 et à la Règle 4.2.9-Le

Mis en forme : Hiérarchisation + Niveau : 3 + Style de numérotation : 1, 2, 3, ... + Commencer à : 1 + Alignement : Gauche + Alignement : 0 cm + Tabulation après : 5,71 cm + Retrait : 1,27 cm

Dans la présente Règle 4.2.3, le terme « perte subie par l'adhérent un adhérent » désigne tous frais engagés par l'adhérent ou les adhérents, tous dommages-intérêts ou toute perte ~~qu'il aguilis ont~~ subis, toute dépense ou toute dette ~~qu'il aguilis ont~~ contractée, ou toute réclamation qui ~~lui leur~~ a été faite, (sauf une perte de valeurs, telle qu'elle est définie à la Règle 4.2.4) au terme de l'adhésion leur adhésion à un service mais seulement dans les cas où ceci serait causé par un acte ou une omission de la CDS ou de l'un de ses administrateurs, dirigeants, employés, mandataires ou contractants dans le cadre de leurs fonctions ou rendu possible par de l'information ou grâce à des occasions dont ils auraient pu profiter dans le cadre de leurs fonctions. Ni la _DTC, ni la _NSCC, ni un SCT n'est considéré comme un mandataire de la CDS aux fins de la présente Règle 4.2.3.

Mis en forme : Police : Gras

Mis en forme : Police : Gras

Nonobstant ~~l'acceptation de la responsabilité précédente qui précède~~, la CDS n'est pas responsable envers ses adhérents de toute perte subie par l'adhérent un adhérent pour laquelle l'adhérent est tenu d'assurer le dédommagement conformément aux Règles 4.1, 10.2 et 10.5 ~~tout comme elle n'est pas responsable envers7 ni de~~ toute perte subie par l'adhérent un adhérent découlant des services de livraison.

Mis en forme : Hiérarchisation + Niveau : 4 + Alignement : 0 cm + Retrait : 0 cm

4.2.4 Responsabilité de la CDS pour la perte de valeurs

~~La présente Règle 4.2.4 ne s'applique qu'au CDSX et ne s'applique pas aux services transfrontaliers.~~ À la demande de l'adhérent, la CDS doit lui livrer les valeurs qu'elle détient pour lui tel qu'il est indiqué dans ses registres pour les comptes de valeurs de l'adhérent. La CDS doit s'acquitter de cette obligation sous réserve ~~des~~ de ce qui suit :

Mis en forme : Hiérarchisation + Niveau : 3 + Style de numérotation : 1, 2, 3, ... + Commencer à : 1 + Alignement : Gauche + Alignement : 0 cm + Tabulation après : 5,71 cm + Retrait : 1,27 cm

(a) les modalités d'émission des valeurs ~~et des~~;

(b) les limites, restrictions ou conditions de retrait imposées conformément aux Règles ~~des~~;

(c) les sûretés accordées selon les Règles ~~et des~~;

(d) les droits d'une caution de virer les valeurs des comptes de l'adhérent.

Mis en forme : Titre 5, Hiérarchisation + Niveau : 5 + Style de numérotation : a, b, c, ... + Commencer à : 1 + Alignement : Gauche + Alignement : 0 cm + Tabulation après : 1,9 cm + Retrait : 1,27 cm

406

© Services de dépôt et de compensation CDS inc.

Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

La CDS est responsable envers ses ou des adhérents de la perte de valeurs, sous réserve des restrictions énoncées à la Règle 4.2.57 et à la Règle 4.2.9. On entend par

Aux fins de la présente Règle 4.2.4, « perte de valeurs » désigne toute circonstance dans laquelle la CDS ne pourrait assurer la livraison, conformément à ce qui précède, à tous les ou des adhérents de toutes les valeurs qu'elle détient pour eux, y compris en conséquence de ce qui suit :

- (a) a. le vol, la destruction ou la disparition mystérieuse de tout certificat ou de tout autre acte attestant l'existence des valeurs;
- (b) b. la détermination qu'une valeur est viciée; ou
- (c) c. la détermination que l'immatriculation d'une valeur au nom de la CDS, d'un propriétaire pour compte, d'un gardien ou d'un propriétaire pour compte d'un gardien est invalide, irrégulière ou viciée; fait l'objet d'une opposition ou d'une priorité; ou ne peut pas être transférée effectivement et légitimement.

Nonobstant ~~l'acceptation de la responsabilité précédente~~ ce qui précède, la CDS n'est pas responsable envers ~~ses adhérents~~ un adhérent de toute perte de valeurs subie par l'adhérent pour laquelle l'adhérent est tenu d'assurer le dédommagement conformément à la Règle 4.1. Pour plus de certitude, la perte ou l'endommagement de tout envoi effectué par un adhérent au moyen des services de livraison n'est pas une perte de valeurs.

4.2.5 — Limitation du recouvrement destiné à l'adhérent

~~Le montant maximum total payable par la CDS à tous les adhérents pour toute perte subie par l'adhérent ou toute perte de valeurs sera le montant net recouvré par la CDS auprès de ses assureurs ou de toute autre personne relativement à cette perte subie par l'adhérent ou perte de valeurs. En cas de perte subie par l'adhérent ou de perte de valeurs, la CDS doit faire une demande de règlement aux termes de la police d'assurance appropriée et à toute personne qui est responsable de la perte subie par l'adhérent ou de la perte de valeurs, si elle juge qu'il est commercialement raisonnable de le faire.~~

4.2.6 — Paiement à même les réserves

~~Si le paiement effectué par la CDS aux adhérents conformément à la Règle 4.2.5 est inférieur au montant total nécessaire pour compenser la perte totale subie par l'adhérent ou la perte de valeurs subie par les adhérents, le Conseil d'administration peut décider à sa seule discrétion d'affecter une partie ou la totalité des bénéfices non répartis et des réserves pour éventualités de la CDS pour couvrir la somme totale ou partielle de la perte subie par l'adhérent ou de la perte de valeurs. Le Conseil d'administration décidera de procéder ainsi s'il juge que cette mesure est nécessaire pour protéger l'intérêt de la CDS et de tous les adhérents et préserver l'intégrité de tous les services. Si plusieurs adhérents sont touchés par la perte subie par l'adhérent ou par la perte de valeurs, le montant net remis à chaque adhérent par la CDS formera par rapport au montant total remis à tous les adhérents une proportion égale à celle que la quote-part de l'adhérent de la perte subie par l'adhérent ou de la perte de valeurs forme par rapport à la perte subie par l'adhérent totale ou à la perte de valeurs totale.~~

La présente Règle 4.2.4 ne s'applique qu'au CDSX et ne s'applique pas aux services transfrontaliers.

4.2.74.1.1 — Date et heure de la perte

~~En cas de perte subie par l'adhérent ou de perte de valeurs, la CDS doit calculer la quote-part de chaque adhérent du total de la perte subie. Le Conseil d'administration, agissant raisonnablement au meilleur des intérêts de la CDS et des adhérents de manière générale, établit les date et heure d'entrée en vigueur utilisées pour le calcul du montant de la perte subie par l'adhérent ou de la perte de valeurs et pour le calcul de la quote-part de chaque adhérent.~~

407

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. ————— Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

4.2.84.2.5 Quote-part de la perte

(a) De manière générale

(i) Répartition de la perte et du recouvrement

Si plus d'un adhérent est touché par une perte subie par l'adhérent ou par une perte de valeurs, le montant net recouvré par la CDS est partagé au prorata de sorte que le montant payable à un adhérent forme ou par rapport à une perte de valeurs :

(a) la CDS calcule la quote-part du total de la perte de chaque adhérent;

(b) le montant total net que la CDS attribue à chaque adhérent correspond à la proportion de la quote-part de chaque adhérent dans la perte totale subie par l'adhérent ou de la perte de valeurs totale; et

(c) le montant net recouvré par la CDS sera payable à tous les adhérents une chaque adhérent dans la même proportion égale à que celle que le montant de cette perte subie par l'adhérent ou perte de valeurs en particulier forme par rapport au montant de la quote-part de chaque adhérent dans la perte totale subie par l'adhérent ou de la perte de valeurs totale.

(b)(ii) Perte de valeurs

Tel que prescrit à la Règle 6.4.65, les valeurs détenues pour les adhérents et qui portent le même identificateur de valeur forment un ensemble fongible, de sorte que toute unité d'une de ces valeurs est l'équivalent fonctionnel de toute unité semblable de cette valeur.

Aux fins de calcul de sa quote-part de la perte de valeurs, l'adhérent :

(a) chaque adhérent sera réputé détenir aux date et heure d'entrée en vigueur, un intérêt dans chaque immatriculation, certificat ou autre titre attestant l'existence d'une valeur détenue ou de plusieurs valeurs détenues au service de dépôt équivalent, ce qui équivaut à l'intérêt qu'il détient dans l'ensemble des immatriculations, certificats ou autres titres attestant l'existence des valeurs portant qui portent le même identificateur de valeur. Par conséquent, chaque adhérent est touché de la même manière par toute;

(b) les adhérents qui ont un intérêt dans des valeurs détenues par le service de dépôt et qui portent le même identificateur de valeur que celui des valeurs auquel une perte de valeurs rattachée à une immatriculation, à un certificat ou à un autre titre. Cet intérêt doit former par rapport à se rapporte seront touchés de façon semblable;

(c) l'intérêt de la totalité des adhérents, une chaque adhérent sera de proportion égale à celle que forme de la quantité de cette valeur détenue que la CDS détient pour le compte de l'adhérent par la CDS, au service de dépôt à la, aux heure et date d'entrée en vigueur fixée par le Conseil par rapport à la quantité de cette valeur particulière détenue pour tous les adhérents au service de dépôt à ce moment précis.

4.2.6 Date et heure de la perte

Le conseil d'administration, en agissant raisonnablement au meilleur des intérêts de la CDS et des adhérents de manière générale, établit les date et heure d'entrée en vigueur utilisées pour le calcul du montant de la perte subie par un adhérent ou de la perte de valeurs et pour le calcul de la quote-part de chaque adhérent.

408

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

4.2.7 Limitation du recouvrement destiné à l'adhérent

En cas de perte subie par un adhérent ou de perte de valeurs, la CDS doit faire une demande de règlement aux termes de la police d'assurance appropriée et à toute personne qui est responsable de la perte subie par l'adhérent ou de la perte de valeurs, ou des deux, si elle juge qu'il est commercialement raisonnable de le faire.

Le montant maximum total payable par la CDS à tous les adhérents pour une perte subie par un adhérent ou une perte de valeurs sera le montant net recouvré par la CDS auprès de ses assureurs ou de toute autre personne, le cas échéant, relativement à cette perte subie par l'adhérent ou perte de valeurs.

4.2.8 Attribution du paiement à même les réserves

Si le paiement effectué par la CDS aux adhérents conformément à la Règle 4.2.7 est inférieur au montant total nécessaire pour compenser la perte totale subie par un adhérent ou la perte de valeurs subie par les adhérents, le conseil d'administration pourra décider, à sa seule discrétion, d'affecter une partie ou la totalité des bénéfices non répartis et des réserves pour éventualités de la CDS pour couvrir, en totalité ou en partie, la différence. Le conseil d'administration décidera de procéder ainsi s'il juge que cette mesure est nécessaire pour protéger les intérêts de la CDS et de tous les adhérents et préserver l'intégrité de tous les services.

4.2.9 Limitation de la responsabilité de la CDS

La CDS ne sera responsable envers aucun adhérent ~~ni d'une~~ à l'égard de ce qui suit :

- (a) ~~une~~ occasion ratée, ~~ni de~~ la perte de profit, de marché, d'achalandage, d'intérêt ou d'utilisation d'argent ou de valeurs, ~~ni de~~ les frais qu'il a engagés, ~~de~~ les dommages-intérêts ou ~~de~~ la perte qu'il a subis, ~~de~~ la dépense ou ~~de~~ la dette qu'il a contractée ou ~~de~~ la réclamation qui lui a été faite de façon extraordinaire ou indirecte (désignés ~~dans cette Règle~~ collectivement, « perte conséquent »), attribuables à un service, dont une perte conséquent attribuable ou liée à une perte subie par ~~l'adhérent~~ un adhérent ou une perte de valeurs. ~~La CDS ne sera responsable envers aucun adhérent ; et~~
- (b) ~~de~~ dommages-intérêts ou de pertes qu'il a subis, de dépenses ou de dettes qu'il a contractées ou de réclamations qui lui ont été faites découlant d'une mesure prise par la CDS, conformément à une directive légale dictée par un organisme de réglementation régissant la CDS.

Le montant payable par la CDS pour une perte subie par ~~l'adhérent~~ un adhérent ou pour une perte de valeurs est limité au montant payable conformément à la Règle 4.2.57 et ne doit en aucun cas dépasser ce montant, même si la perte subie par l'adhérent ou la perte de valeurs est occasionnée par ~~ce qui suit ou y est liée~~ :

- (a) ~~l'inexécution par la CDS de ses obligations (y compris une obligation fondamentale) aux termes de la Documentation contractuelle, ; ou si la perte subie par l'adhérent ou la perte de valeurs est entraînée par~~
- (b) ~~un acte frauduleux, imprudent, mal intentionné ou par une négligence de la CDS ou de l'un de ses administrateurs, dirigeants, employés, mandataires ou contractants, et ce, même si elle n'avait pas été informée de la possibilité de telles pertes et qu'elle n'aurait pas pu la prévoir. ;~~

~~et ce, que la CDS ait été informée ou non de la possibilité de telles pertes et qu'elle ait pu les prévoir ou non.~~

4.2.10 Exclusion de responsabilité personnelle de la CDS et du propriétaire pour compte

Aucun propriétaire pour compte, associé, administrateur, dirigeant, employé ou mandataire de la CDS ou propriétaire pour compte ne sera responsable personnellement envers l'adhérent d'un acte ou d'une omission concernant les services sauf s'il s'agit d'un acte frauduleux du particulier visé; l'exclusion de responsabilité

409

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents~~
~~(version 2020.02.27)~~

personnelle d'un particulier n'a aucune incidence sur la responsabilité de la CDS pour une perte subie par l'adhérent ~~un adhérent~~ ou pour une perte de valeurs.

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

4.3 — groupe de débit et position à découvert

4.3 GROUPE DE DÉBIT ET POSITION À DÉCOUVERT

4.3.1 Perte de valeurs attribuable à l'adhérent

S'il se produit une perte de valeurs et que le montant net récupéré par la CDS, conformément à la Règle 4.2.57 ne suffit pas à compenser la totalité de la perte de valeurs, la CDS sera incapable de livrer toutes les valeurs à chaque adhérent aux adhérents conformément à la Règle 4.2.4. Dans un tel cas, si la perte de valeurs a été causée par l'adhérent (par exemple, en effectuant un dépôt vicié), la CDS peut, à sa seule discrétion, débiteur la quantité de valeurs nette n'ayant pas été récupérée de la perte de valeurs du compte de valeurs de l'adhérent ayant causé la perte de valeurs. La CDS n'exercera pas ses droits en vertu de la Règle 4.3.2 pour débiteur le compte de valeurs d'un adhérent autre que celui qui est responsable de la perte de valeurs. Un tel débit peut résulter en un solde négatif du compte de valeurs de l'adhérent, créant ainsi une position à découvert.

4.3.2 Groupe de débit pour la perte de valeurs

S'il se produit une perte de valeurs et que le montant net récupéré par la CDS conformément à la Règle 4.2.57 ne suffit pas à compenser la totalité de la perte de valeurs, la CDS sera incapable de livrer toutes les valeurs à chaque adhérent aux adhérents conformément à la Règle 4.2.4. Dans un tel cas, et attendu que la perte de valeurs n'a pas été causée par l'adhérent, tel que décrit à la Règle 4.3.1, la CDS établira (par exemple, si la perte est attribuable au vol par un employé de la CDS ou que la cause ne peut être établie, comme dans le cas de la disparition mystérieuse de certificats de valeurs), la CDS :

- (a) établit un groupe de débit dont les membres sont tous des adhérents ayant qui, dans leur compte de valeurs respectif, détiennent des comptes de valeurs portant le même identificateur de valeur étant donné que les celui des valeurs perdues ;
- (b) débite du compte de valeurs respectif de tous les adhérents qui sont créditées. La CDS peut débiteur tout compte de valeurs qu'elle tient pour l'adhérent qui est membre membres du groupe de débit de valeur quote-part respective de la quantité de valeurs nette de attribuable à la perte de valeurs n'ayant pas été récupérée. Si la perte de valeurs a été causée par l'adhérent, la CDS n'exercera pas ses droits en vertu de la présente Règle 4.3.2 pour débiteur le compte de valeurs d'un adhérent autre que celui qui est responsable de la perte de valeurs. Si la perte de valeurs n'est pas causée par l'adhérent (par exemple si les valeurs ont été volées par un employé de la CDS), ou si la cause ne peut être établie avec précision (par exemple disparition mystérieuse de certificats), la CDS exercera ses droits conformément à la présente Règle 4.3.2 pour débiteur, et
- (c) explique le compte de valeurs de tous les adhérents membres du groupe de débit, et leur en expliquera la raison, motif de ces mesures aux adhérents.

Un tel débit peut résulter en un solde débiteur du compte de valeurs de l'adhérent, créant ainsi une position à découvert. Un agent dépositaire ne doit pas être membre d'un groupe de débit.

Si des valeurs portant le même identificateur de valeur que celui des valeurs perdues sont ont été soumises à un compte d'offre, alors de telles valeurs sont transférées du compte d'offre au compte de valeurs de l'adhérent soumissionnaire, l'adhérent soumissionnaire doit être un qui devra devenir membre du groupe de débit, et la CDS doit exercer exercera ses droits de débiteur le compte de valeurs de l'adhérent soumissionnaire.

Il est entendu qu'un agent dépositaire ne doit pas être membre d'un groupe de débit.

444

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

4.3.3 Exclusion de la Banque du Canada du groupe de débit

Si les valeurs que la CDS ne peut livrer sont des valeurs du gouvernement du Canada, ~~alors (i) :~~

(a) ~~la Banque du Canada n'est ne sera pas~~ considérée comme un membre du groupe de débit, tel que décrit à la Règle 4.3.2, ~~aux fins d'une à l'égard de la~~ perte de valeurs, ~~(ii) :~~

(b) ~~la CDS ne doit devra~~ débitier aucun compte de valeurs tenu pour la Banque du Canada, ~~et (iii)~~

(c) ~~la~~ quote-part de la perte de valeurs ~~doit être sera~~ déterminée pour chaque autre adhérent en ne tenant pas compte des valeurs détenues pour la Banque du Canada, de façon à ce que la ~~dernière phrase de la~~ Règle 4.2.8(b) ~~soit (ii)(c) se lise comme suit :~~

~~Cet intérêt L'intérêt de chaque adhérent~~ formera par rapport aux intérêts de tous les adhérents une proportion égale à celle de la quantité de cette valeur donnée, détenue pour l'adhérent par la CDS au service de dépôt au date et heure d'entrée en vigueur ~~fixées par le Conseil~~, par rapport à la quantité totale de cette valeur donnée détenue pour le compte de tous les adhérents autres que la Banque du Canada au service de dépôt à ce moment.

4.3.4 Position à découvert découlant d'une perte de valeurs

Si une position à découvert est engendrée lorsque la CDS débite un compte de valeurs, conformément à la Règle 4.3.1 ou la Règle 4.3.2, la CDS peut prendre les mesures décrites à la Règle 6.2.14~~10~~ pour traiter une position à découvert. ~~Si Si un adhérent ne respecte pas ses obligations relativement à une position à découvert et est suspendu, l'adhérent est il sera~~ alors considéré comme un adhérent défaillant, et les autres membres du groupe de crédit ~~de catégorie~~ de l'adhérent défaillant sont responsables du paiement devant être versé à la CDS pour cette défaillance, conformément à la Règle ~~5. Si l'adhérent défaillant est un emprunteur, le groupe de crédit de catégorie est le fonds commun de garantie des emprunteurs ou le groupe de crédit de catégorie des emprunteurs non contributeurs pour les règlements en dollars canadiens, selon le cas. Le groupe de crédit de catégorie doit être 5. Le groupe de crédit de catégorie pertinent est~~ le groupe de crédit de catégorie auquel appartenait l'adhérent défaillant au moment de l'occurrence de la suspension, ou si l'adhérent défaillant n'était plus adhérent à l'occurrence de la suspension, le groupe de crédit de catégorie responsable est celui auquel l'adhérent appartenait immédiatement avant de cesser d'être un adhérent. ~~Si l'adhérent défaillant est un emprunteur, le groupe de crédit de catégorie est le fonds commun de garantie des emprunteurs ou le groupe de crédit de catégorie des emprunteurs non contributeurs pour les règlements en dollars canadiens, selon le cas.~~

4.3.5 Application de la Règle

La présente Règle 4.3 ne s'applique qu'au CDSX et ne s'applique pas aux services transfrontaliers.

442

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

Règle 5. Gestion des risques

443

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

5.1 — Gestion des risques

5.1.1 — Description générale

444

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. — Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

Règle 5. GESTION DES RISQUES

445

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

5.1 CADRE DE GESTION DES RISQUES

5.1.1 Processus de gestion du risque de défaillance

La CDS a recours à un éventail de mécanismes certains processus afin de gérer le risque de défaillance relatif à un adhérent aux services. De tels mécanismes comprennent :

- (a) le contrôle par la CDS de l'état et des activités des adhérents;
- (b) l'exercice des droits de rétention et de compensation de la CDS;
- (c) l'application de plafonds de fonctionnement par la prise de sûretés CDS, afin d'établir des limites pour les transactions qui peuvent être effectuées par l'adhérent;
- (d) l'exigence pour les adhérents de donner une garantie en fonction de leurs obligations envers la CDS ou un autre adhérent, au moyen d'un gage ou d'une sûreté sur des biens donnés en garantie par les adhérents, ou des deux, au profit de la CDS, y compris la une garantie particulière, la une garantie du service de règlement, des contributions à un fonds, des contributions au fonds de liquidité supplémentaire, des contributions à un fonds commun de garantie, une garantie particulière aux services transfrontaliers, la garantie du service de règlement, les contributions à un fonds, les contributions de liquidité supplémentaire, les et des contributions au fonds de service de liaison et les contributions à un fonds commun de garantie;
- (e) l'utilisation, par la CDS, de marges de crédit, de groupes de crédit de fonds, de groupes de crédit de catégorie et de groupes de crédit de fonds de service de liaison afin de garantir garantissant le paiement des obligations d'un adhérent suspendu des adhérents envers la CDS;
- (f) l'utilisation de plafonds de fonctionnement afin d'établir des limites pour les transactions qui peuvent être effectuées par les adhérents;
- (g) l'application, par la CDS, de vérifications prérèglement, à chaque transaction prérèglement, y compris la vérification de la valeur de la garantie globale afin de s'assurer du montant de garantie disponible pour soutenir les obligations des adhérents; et
- (h) le recouvrement et le paiement de cotes relatives aux obligations de la contrepartie centrale.

5.1.2 Description Mesures de gestion des garanties

5.1.2 Les garanties données risques prises par un adhérent pour soutenir les obligations d'un autre adhérent envers la CDS sont fournies au moyen des éléments suivants :

(a) — Marge de crédit

Certaines obligations Nonobstant les droits de paiement d'un adhérent agissant à titre de bénéficiaire sont tirées d'une marge de crédit établie par un autre adhérent agissant à titre de caution; si le bénéficiaire est suspendu, la caution garantit le paiement à la CDS du montant tiré sur cette marge de crédit.

(b) — Groupe de crédit de fonds

Chaque adhérent utilisant certaines fonctions ou certains services est un membre du fonds pour cette fonction ou ce service. Les autres membres du fonds garantissent le paiement en vertu de la Règle 9, la CDS de cotes dues par un membre suspendu du fonds découlant de son utilisation de cette fonction ou de ce service, et le règlement par un membre suspendu du fonds, des obligations de la contrepartie centrale découlant de son utilisation de cette fonction ou de ce service.

446

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. — Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

(c) — Groupe de crédit de catégorie

Tous les adhérents d'une catégorie donnée sont membres du groupe de crédit de catégorie. Les autres membres du groupe de crédit de catégorie garantissent le paiement à la CDS des obligations de paiement du membre du groupe de crédit de catégorie suspendu (à l'exception des cotes et de tout montant tiré d'une marge de crédit).

(d) — Groupe de crédit de fonds de service de liaison

Chaque adhérent utilisant un service de liaison est un membre du groupe de crédit de fonds de service de liaison pour ce service de liaison. Chaque membre du groupe de crédit de fonds de service de liaison accepte de payer à la CDS sa quote-part des obligations d'un membre suspendu découlant de son utilisation de ce service de liaison.

5.1.3 — Contrôle des adhérents

Afin d'évaluer les risques éventuels pour la CDS et les services, la CDS supervise les transactions, les obligations de règlement et les activités de l'adhérent dans le système. Agissant peut, en agissant de bonne foi et conformément aux Règles, la CDS prend les prendre des mesures nécessaires pour s'assurer que l'adhérent ne manque pas à respecter ses obligations envers la CDS, lorsque cette dernière considère de telles mesures nécessaires afin de protéger les intérêts de la CDS et de l'ensemble des adhérents. Dans le cadre d'une telle démarche, la CDS prend en considération des facteurs pertinents tels d'autres adhérents. Les mesures de gestion des risques que la stabilité financière de l'adhérent, le statut réglementaire de l'adhérent, le montant de ses obligations envers la CDS, la volatilité des marchés, la liquidité, la concentration ou le nombre de titres en circulation de toute émission de la valeur détenue par l'adhérent ou devant lui être livré et tout autre facteur que la CDS juge pertinent. La CDS peut prendre les mesures CDS peut prendre comprennent les suivantes :

- (a) exiger de l'adhérent qu'il fasserve des contributions supplémentaires à tout fonds ou à tout fonds de service de liaison dont il est membre, conformément à la Règle 5.8.2 ou à la Règle 10.7.4, respectivement 8 ou à la Règle 10.6.4;
- (b) exiger de l'adhérent qu'il accorde à la CDS une sûreté sur les biens constituant la verse un montant supplémentaire au titre d'une garantie particulière ou lad'une garantie particulière aux services transfrontaliers, conformément aux Règles à la Règle 5.2.3 ou à la Règle 10.65.3;
- (c) réduire le plafond de fonctionnement de l'adhérent, conformément à la Règle 5.10.184;
- (d) restreindre le droit de l'adhérent ne plus permettre à l'adhérent d'utiliser une fonctionnalité du système de toute fonction ou de tout service, conformément à la Règle 2.7.10.1;
- (e) exiger de l'adhérent qu'il fournisse, si la CDS en fait la demande, suffisamment d'information et dans la forme qu'elle juge acceptable, permettant de démontrer que l'adhérent jouit d'une situation financière et de capacités d'exploitation satisfaisantes, y compris de l'information relative à ses activités et à ses pratiques en matière de gestion des risques qui sont associés aux services qu'il utilise pour le compte d'une ou de plusieurs autres personnes, sous réserve toutefois que pareille information financière et d'exploitation remise à la CDS soit assujettie à la Règle 3.7 et aux lois et aux règlements ainsi qu'aux règles applicables des organismes de réglementation ayant compétence à l'égard de l'adhérent et qui portent sur la confidentialité des registres; ou
- (f) prendre toutes autres mesures que la CDS juge acceptables et conformes aux Règles, et ce, à sa seule discrétion.

(e) Afin d'évaluer les risques éventuels touchant la CDS et les services, la CDS supervise les transactions, les obligations de règlement et les activités d'un adhérent au sein du système. La CDS peut tenir compte de

447

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

toute information pertinente, y compris la stabilité financière ou le statut réglementaire de l'adhérent, le montant de ses obligations envers la CDS, la volatilité, la liquidité, la concentration du marché ou le flottant de toute émission de valeurs détenues ou devant être livrées à l'adhérent ou devant être reçues par lui, et de tout autre mesure raisonnable conforme aux Règles facteur que la CDS juge pertinent.

5.1.45.1.3 Droits de rétention et de compensation

La CDS a le droit de ~~Nonobstant toute disposition contraire des Règles, la CDS peut, en tout temps et à sa seule discrétion, si cela est jugé nécessaire afin de protéger l'intégrité financière du système :~~

(a) ~~retenir les fonds portés au crédit de tout adhérent à la CDS que la CDS doit à l'adhérent ou qui sont détenus dans tout compte de la CDS qui sont désignés pour l'adhérent ou dans tout compte de l'adhérent tenu par la CDS (y compris tout montant versé à titre de contribution/contributions à un fonds, de contribution à un fonds commun de garantie, de contribution à un fonds de liquidité supplémentaire ou à titre de garantie particulière) ou payables par la CDS à tout adhérent (y compris tout intérêt ou revenu que), tous fonds détenus dans ses comptes de fonds ainsi que les intérêts, dividendes ou revenus reçus par la CDS reçoit sur les biens constituant la garantie/garanties consenties par un adhérent, tous fonds mis en gage au profit de l'adhérent) ou et détenus dans tout compte qu'elle tient pour lui (y compris tout fonds crédité à ses comptes de fonds, tout fonds crédité à ses comptes de garantie restreints (sous réserve du droit d'udes droits de l'adhérent constituant du gage des valeurs et des fonds de racheter de tels fonds) et tout tous fonds qu'il a mis en gage et qui est enregistré/sont enregistrés dans ses comptes de mise en gage (et détenus dans les limites/comptes de son droit/garantie de propriété véritable l'adhérent gagiste (sous réserve des droits de l'adhérent gagiste portant sur ces valeurs/fonds et ces fonds) et de les affecter/valeurs), affectés à l'acquittement total ou partiel de toutes les obligations dues et payables par l'adhérent à la CDS émanant des Règles/découlant de la Convention d'adhésion, qu'elles concernent ou non le service pour lequel les fonds sont détenus ou pour lequel le compte est tenu. La CDS a le droit d'utiliser;~~

(b) ~~utiliser~~ le solde créditeur d'un compte de fonds de tout grand livre tenu par la CDS pour un adhérent afin de compenser un solde débiteur d'un compte de fonds de tout grand livre tenu par la CDS pour ce même adhérent ou de compenser toute obligation découlant des Règles de la Convention d'adhésion due et payable par l'adhérent à la CDS. La CDS peut exercer son droit de rétention et son droit de compensation, sans égard à la monnaie dans laquelle les fonds, l'obligation ou le solde du compte de fonds peuvent être libellés.

5.1.55.1.4 Aperçu des restrictions/Restrictions visant à limiter les pertes éventuelles encourues/subies par la CDS

(a) — De manière générale

La présente Règle 5 décrit les CDS adopte diverses mesures de contrôle du risque ~~adoptées par, y compris les vérifications prérèglement énoncées à la CDS~~ Règle 5.15.1, pour limiter les pertes éventuelles que la CDS pourrait ~~encourir/subir~~ si un adhérent se retrouve en situation de défaillance et omet de s'acquitter de ses obligations envers la CDS.

(b)(i) Valeurs — vérification des valeurs

Le règlement d'une/d'une transaction d'un adhérent peut exiger une livraison de valeurs/gue de l'adhérent, livre des valeurs. Une livraison est effectuée au moyen d'une écriture au compte de valeurs de l'adhérent. Une opération ~~n'est pas/ne peut être~~ réglée si le règlement entraîne un solde débiteur dans ce/le compte de valeurs.

(c)(ii) Utilisation des marges de crédit et des plafonds de fonctionnement — vérification des fonds

448

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

Le règlement ~~d'une~~ d'une transaction d'un adhérent peut exiger que l'adhérent effectue un paiement ~~de l'adhérent, qui est~~ effectué au moyen d'une écriture au compte de fonds de l'adhérent. Un solde débiteur au compte de fonds au terme du règlement fait état d'une obligation due par l'adhérent à la CDS. ~~Lorsqu'une~~ Une écriture de débit ~~est passée, l'adhérent peut utiliser un être tirée~~ :

- (a) ~~du~~ du montant du plafond de fonctionnement de l'adhérent alloué au compte de fonds de ce grand livre, en ~~quel~~ cas les autres membres du groupe de crédit ~~de catégorie dont fait partie l'adhérent~~ garantissent le paiement à la CDS du montant tiré du plafond de fonctionnement. ~~Lorsqu'une écriture de débit est passée, l'adhérent peut tirer des fonds~~ ;
- (b) ~~d'une~~ d'une marge de crédit établie ~~pour l'adhérent, en sa faveur, dans quel~~ cas la caution qui a établi la marge de crédit garantit le paiement à la CDS du montant tiré de la marge de crédit.

Une transaction ne peut être réglée si la valeur absolue du solde débiteur résultant du compte de fonds (cotes non comprises) excède la portion non utilisée :

- a. ~~du~~ du plafond de fonctionnement attribué à ce compte de fonds ; et
- b. ~~de~~ de toute marge de crédit établie pour ce grand livre.

Certaines écritures de débit (y compris les cotes et les frais de position à découvert) n'ont pas pour conséquence un retrait sur un plafond de fonctionnement ou une marge de crédit.

~~(d)(iii)~~ Sûretés et VGG — vérification de la VGG

Pour garantir ses obligations en vertu de toute marge de crédit ou de tout plafond de fonctionnement, un adhérent accorde une sûreté sur certains biens donnés en garantie, y compris sur des valeurs détenues dans ses comptes à risque. La CDS calcule la ~~valeur de la garantie globale~~ VGG pour chaque grand livre de l'adhérent comprenant une valeur pour les titres détenus dans de tels comptes à risque et passe une écriture faisant état du solde de la VGG pour ce grand livre.

Une opération n'est pas réglée si la valeur absolue du solde débiteur résultant du compte de fonds (cotes non comprises) excède la ~~valeur de la garantie globale~~ VGG résultante de ce grand livre.

5.1.6 — Rôle de la Banque du Canada

La Banque du Canada n'est pas assujettie aux restrictions décrites à la Règle 5 et, plus particulièrement la Banque du Canada :

- (a) ~~ne~~ ne consent aucun droit de rétention ou de compensation à la CDS ;

5.2 — ne fait pas usage d'une marge **TERMES ET CONCEPTS**

~~(b)~~ **5.2.1 Groupes de crédit :**

- ~~(c)(i)~~ (i) ~~n'est pas membre d'un groupe~~ Groupe de crédit ~~d'un fonds~~ :

~~n'est pas membre d'un groupe~~ L'adhérent qui utilise une fonction ou un service est un membre du fonds pour cette fonction ou ce service. Le membre du fonds convient de garantir le paiement, à la CDS, de sa quote-part des cotes et des obligations de la contrepartie centrale qu'un adhérent défaillant membre du fonds doit relativement à son utilisation de la fonction ou du service.

- ~~(d)(ii)~~ (ii) Groupe de crédit de catégorie :

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

ne fait aucune L'adhérent d'une catégorie d'adhérents donnée, dont il est traité à la Règle 2.4, est membre du groupe de crédit de catégorie pour cette catégorie. Le membre de ce groupe de crédit de catégorie convient de garantir, à la CDS, le paiement de sa quote-part des obligations qu'un adhérent défaillant membre du groupe de crédit de catégorie doit (à l'exception de ce qui concerne les cotes et les montants tirés d'une marge de crédit).

(iii) Groupe de crédit de fonds de service de liaison

Chaque adhérent utilisant un service de liaison est un membre du groupe de crédit de fonds de service de liaison pour ce service de liaison.

Chaque membre du groupe de crédit du fonds de service de liaison accepte de payer à la CDS sa quote-part des obligations qu'un adhérent défaillant membre du groupe doit en raison de son utilisation de ce service de liaison.

(iv) Contributions

Chaque adhérent verse des contributions au groupe de crédit duquel il est membre, conformément à la présente Règle 5.

5.2.2 Catégories de garanties

Selon les Règles, un adhérent peut être tenu de mettre en gage une garantie ou de consentir une sûreté sur cette garantie, ou les deux, à la CDS et, dans certains cas, à un autre adhérent afin d'assurer l'exécution de ses obligations envers la CDS ou un autre adhérent relativement à certains services rendus à l'adhérent.

Les garanties peuvent se présenter sous la forme des catégories définies suivantes :

- (a) garantie particulière, définie à la Règle 5.2.3;
- (b) garantie du service de règlement, définie à la Règle 5.2.4;
- (c) garantie du groupe de crédit de catégorie, définie à la Règle 5.2.5;
- (d) contribution à quelque fonds ou fonds commun de garantie que ce soit, ou au fonds un fonds et contribution au fonds de service de liaison, définies à la Règle 5.7.2 et à la Règle 10.6.3 respectivement;
- (e) contribution de liquidité supplémentaire, définie à la Règle 5.8;
- (f) n'accorde aucune sûreté en faveur de la CDS;
- (g) n'est pas assujettie à un plafond de fonctionnement qui limite la valeur de ses transactions et
- (h) n'est pas tenue de répondre aux exigences de vérification de la VGG.

5.1.7 Rôle de l'agent des transferts adhérent

Nonobstant les dispositions de la présente Règle 5, un agent des transferts adhérent :

- (a) n'accorde ni n'utilise de marge de crédit;
- (b) n'est pas membre d'un groupe de crédit de fonds;
- (c) n'est pas membre d'un groupe de crédit de catégorie;

420

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

~~(d)(f) ne fait aucune contribution à quelque fonds ou au fonds commun de garantie que ce soit, ou au fonds de liquidité supplémentaire, définie à la Règle 5.10;~~

~~(e) n'accorde aucune sûreté en faveur de la CDS;~~

~~(f) n'est pas assujéti à un plafond de fonctionnement qui limite la valeur de ses transactions;~~

~~(g) n'est pas tenu de répondre aux exigences de la vérification de la VGG.~~

5.1.8 Rôle de l'adhérent au service NELTC

Nonobstant les dispositions de la présente Règle 5, un adhérent au service NELTC :

~~(a) n'accorde ni n'utilise de marge de crédit;~~

~~(b) n'est pas membre d'un groupe de crédit de fonds;~~

~~(c) n'est pas membre d'un groupe de crédit de catégorie;~~

~~(d) ne fait aucune contribution à quelque fonds ou fonds commun de garantie que ce soit, ou au fonds de liquidité supplémentaire;~~

~~(e) n'accorde aucune sûreté en faveur de la CDS;~~

~~(f) n'est pas assujéti à un plafond de fonctionnement qui limite la valeur de ses transactions;~~

~~(g) n'est pas tenu de répondre aux exigences de la vérification de la VGG.~~

5.1.9 Rôle de l'adhérent au service ACT

Nonobstant les dispositions de la présente Règle 5, un adhérent au service ACT qui n'est pas également un adhérent au service NELTC ou un agent des transferts adhérent ne peut utiliser le CDSX et, par conséquent :

~~(a) n'accorde ni n'utilise de marge de crédit;~~

~~(b) n'est pas membre d'un groupe de crédit de fonds;~~

~~(c) n'est pas membre d'un groupe de crédit de catégorie;~~

~~(d) ne fait aucune contribution à quelque fonds ou fonds commun de garantie que ce soit, ou au fonds de liquidité supplémentaire;~~

~~(e) n'accorde aucune sûreté en faveur de la CDS;~~

~~(f) n'est pas assujéti à un plafond de fonctionnement qui limite la valeur de ses transactions;~~

~~(g) n'est pas tenu de répondre aux exigences de la vérification de la VGG.~~

Mis en forme : Français (France)

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

5.2 — Sûretés

5.2.1 — Description des sûretés

Tel que décrit en détails dans la présente Règle 5 et dans la Règle 10, chaque adhérent crée une sûreté sur divers biens donnés en garantie :

(a) — Marge de crédit

Chaque adhérent qui est un bénéficiaire faisant usage d'une marge de crédit crée une sûreté en faveur de sa caution sur les biens constituant sa garantie du service de règlement.

(b) — Fonds et fonds de service de liaison

Chaque adhérent membre d'un fonds ou d'un fonds de service de liaison crée une sûreté en faveur de la CDS sur les contributions qu'il a faites à ce fonds ou à ce fonds de service de liaison.

(c) — Fonds commun de garantie

Chaque adhérent membre d'un groupe de crédit de catégorie possédant un fonds commun de garantie crée une sûreté en faveur de la CDS (et, si l'adhérent est un prêteur, en faveur des autres prêteurs) sur les contributions qu'il fait à ce fonds commun de garantie. Chaque adhérent membre d'un groupe de crédit de catégorie crée une sûreté en faveur de la CDS (et, si l'adhérent est un prêteur, en faveur des autres prêteurs) sur les biens constituant sa garantie du service de règlement.

(d)(g) — Garantie particulière garantie relative aux services transfrontaliers et garantie particulière aux services transfrontaliers, définies à la Règle 10.5.1 et à la Règle 10.5.3 respectivement.

(h) — Chaque adhérent peut, en plus de la garantie relative aux obligations de temps la partie centrale définie à autre, créer une sûreté sur les biens constituant la garantie particulière ou la Règle 7.

5.2.3 — Garantie particulière

Une garantie particulière aux services transfrontaliers désigne des garanties d'une valeur déterminée qu'un adhérent a mise en gage à la CDS conformément à une demande de la CDS.

(e) — Fonds de liquidité supplémentaire

Chaque adhérent qui verse en gage une contribution de liquidité supplémentaire au fonds de liquidité supplémentaire crée une garantie particulière. La CDS peut demander à un adhérent de mettre en gage une sûreté en faveur de la CDS sur les contributions de liquidité supplémentaire.

5.2.2 — Sûretés accordées en faveur de la CDS

En vertu des Règles 5.2.2, 5.2.3, 5.8.5, 5.11.2, 5.15.6 et 10.5.1, chaque adhérent accorde une sûreté à la CDS (les « sûretés accordées en faveur de la CDS »), et met en gage, charge ou cède, en faveur de la CDS, sa garantie particulière, sa garantie du service de règlement, ses contributions à un fonds, ses contributions à un fonds commun de garantie, sa garantie de groupe de crédit de catégorie, ses contributions de liquidité supplémentaire et sa garantie relative aux services transfrontaliers ainsi que tous les dividendes, intérêts et montants dus à échéance, le remboursement de capital et tous les droits et privilèges et produits rattachés à ces garanties. Bien que le fait d'accorder une sûreté sur les biens constituant la garantie particulière est décrit dans différentes Règles, chaque sûreté accordée en faveur de la CDS garantit le paiement en bonne et due forme de tous les montants dus en vertu des Règles de temps à autre à la CDS par l'adhérent et l'acquittement de toutes les obligations de l'adhérent envers elle découlant de temps à autre des Règles. De plus, en vertu de la Règle 5.11.2, pour garantir le paiement en bonne et due forme de tous les montants

Mis en forme : Hiérarchisation + Niveau : 5 + Style de numérotation : a, b, c, ... + Commencer à : 1 + Alignement : Gauche + Alignement : 0 cm + Tabulation après : 1,9 cm + Retrait : 1,27 cm

Mis en forme : Français (France)

Mis en forme : Français (France)

Mis en forme : Français (France)

Mis en forme : Français (France)

Mis en forme : Français (France)

Mis en forme : Français (France)

Mis en forme : Police : Gras, Français (France)

Mis en forme : Français (France)

Mis en forme : Français (France)

Mis en forme : Police : Gras, Français (France)

Mis en forme : Français (France)

Mis en forme : Police : Gras, Français (France)

Mis en forme : Couleur de police : Automatique, Français (France)

Mis en forme : Couleur de police : Automatique, Français (France)

Mis en forme : Français (France)

Mis en forme : Français (France)

422

Règles de la CDS à l'intention des adhérents (version 2020.02.27)

du en vertu de la Règle 5.11.1 aux obligés de son groupe de crédit de catégorie en cas de défaillance de sa part, chaque prêteur accorde une sûreté (« sûreté des prêteurs ») à la CDS à titre de prêteur nom des autres prêteurs et met en gage, grève d'une charge ou cède sa garantie de groupe de crédit de catégorie en faveur de la CDS à titre de prêteur nom des autres prêteurs. De plus, en vertu de la Règle 5.6.2, pour garantir le paiement de toutes ses obligations en vertu de la Règle 5.6.1, chaque bénéficiaire accorde une sûreté de la caution sur tous les biens constituant ses garanties du service de règlement à toute caution qui établit une marge de crédit en faveur de lui-même et des autres membres du groupe de crédit de catégorie de cette caution.

Chaque adhérent déclare et garantit à la CDS, aux autres membres de chaque fonds dont il est membre et aux autres membres de son ou de ses groupes de crédit de catégorie, qu'il détient l'autorisation et les pouvoirs requis pour accorder une telle sûreté à la CDS, y compris ceux requis par toute loi ou tout règlement le liant. ~~De telles sûretés demeurent valides en cas de suspension, de résiliation de la Convention d'adhésion ou de retrait de l'adhérent.~~ Si l'adhérent est suspendu, la CDS peut réaliser une telle sûreté par la vente de biens grevés au prix et aux conditions qu'elle juge les meilleurs, sans avis ou autre indication préalable.

Mis en forme : Français (France)

Les biens donnés en garantie livrés à la CDS par l'adhérent en vertu de toutes les sûretés sont gérés au moyen du grand livre de gestion des garanties tenu pour cet adhérent. Les autres adhérents peuvent également détenir un intérêt dans les biens grevés en faveur de la CDS; les priorités afférentes aux biens donnés en garantie sont définies aux Règles 5.6.7, 5.11.2 et 5.11.4. L'affectation des biens donnés en garantie lors d'une suspension de l'adhérent est décrite à la Règle 9.

5.2.3 — Sûreté sur les biens constituant une garantie particulière

La CDS peut, à l'occasion, demander à un adhérent de lui accorder une sûreté sur les biens constituant une garantie particulière d'une valeur donnée. La CDS peut faire une telle demande à l'égard d'une garantie particulière lorsqu'elle établit ~~détermine~~, à sa seule discrétion, qu'une telle sûreté s'avère prudente afin d'assurer qu'il est prudent d'obtenir cette mise en gage pour assurer l'exécution en bonne et due forme des obligations de l'adhérent envers elle. Ces obligations peuvent comprendre l'obligation liée au rôle de responsable du traitement des droits et privilèges de l'adhérent ou aux paiements qu'il a faits ou qui sont tirés de lui, son obligation de corriger une position à découvert et les obligations de l'adhérent contrôlées en vertu de la Règle 5.1.3. En livrant à la CDS les biens constituant la garantie particulière ou en l'autorisant à prendre possession ou à prendre le contrôle des biens constituant la garantie particulière, chaque adhérent accorde à la CDS une sûreté sur ces biens constituant la garantie particulière et sur tous les dividendes, intérêts, montants dus à échéance, remboursements de capital, et tous les autres droits et privilèges et produits découlant de tels biens constituant la garantie particulière, les met en gage en sa faveur, les grève d'une charge à son profit et les lui cède pour garantir le paiement en bonne et due forme des montants qu'il doit de temps à autre à la CDS en vertu des Règles et l'acquittement de toutes ses obligations envers elle découlant de temps à autre des Règles. La sûreté, la mise en gage, la charge et la cession créées conformément à la Règle 5.2.2 demeurent valides en cas de suspension, de résiliation de la Convention d'adhésion ou de retrait de l'adhérent à la CDS.

5.2.4 — Définition de garantie particulière

Le terme « garantie particulière » désigne les biens et les actifs que l'adhérent livre à la CDS ou dont il autorise la prise de possession ou le contrôle par la CDS, conformément à la Règle 5.2.3, et ne comprend pas la garantie du service de règlement, les contributions à un fonds, les contributions à un fonds commun de garantie.

5.2.4 Définition de Garantie du service de règlement

5.2.5 — Une garantie du service de règlement

Tel que décrit désigne, en détails dans la présente Règle 5, certains adhérents accordent une sûreté de la caution et une sûreté du groupe de crédit de catégorie au moyen de leur garantie du service de règlement.

423

© Services de dépôt et de compensation CDS inc.

Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

Le terme « garantie du service de règlement » désigne les biens suivants pour chaque ce qui concerne un adhérent, les garanties suivantes :

- (a) toutes les valeurs ~~de ses~~ comptes généraux, ~~dans de l'adhérent, de~~ tous ses grands livres;
- (b) toutes les valeurs et tous les fonds dans ~~ses~~ comptes de garantie restreints, ~~dans de l'adhérent, de~~ tous ses grands livres ~~(, sous réserve du droit du constituant du gage des valeurs de l'adhérent gagiste de les racheter);~~;
- (c) toutes ~~les~~ valeurs et tous ~~les~~ fonds figurant comme inscription-mémoire dans ~~ses~~ comptes de mise en gage, ~~dans de l'adhérent, de~~ tous ses grands livres, ~~qu'il que l'adhérent constituant du gage a mis en gage, dans les limites de son droit de propriété véritable sur ces valeurs;~~;
- (d) si l'adhérent est une caution, toutes les valeurs grevées en faveur par l'emprunteur afin de la caution pour garantir une obligation qui lui est due aux termes d'une à l'adhérent relativement à une marge de crédit qu'il a établie (sous réserve du droit de par l'adhérent de racheter ces valeurs);;
- (e) toutes les valeurs de type L livrées par l'adhérent à la Banque du Canada conformément à la Règle 8;
- (f) tous les dividendes, intérêts, toutes les sommes dues à l'échéance, tous les remboursements de capital et autres droits et privilèges et produits découlant de ces valeurs.

5.2.5 Garantie du groupe de crédit de catégorie

Une garantie du groupe de crédit de catégorie désigne, en ce qui concerne un adhérent, les garanties suivantes :

- (a) sa contribution au fonds commun de garantie;
- (b) sa garantie du service de règlement; et
- ~~(c)~~ tous les dividendes, intérêts, toutes les sommes dues à l'échéance, tous les remboursements de capital et autres droits et privilèges et produits découlant de ces valeurs.

5.2.6 Maintien Plafond de fonctionnement

La CDS établira un plafond de fonctionnement conformément à la présente Règle 5 pour chaque adhérent détenant un plafond de fonctionnement. Chaque prêteur, agent de règlement et emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs est un adhérent détenant un plafond de fonctionnement.

Le règlement d'une transaction d'un adhérent peut entraîner une demande de paiement de fonds de la part de l'adhérent au profit de la CDS ou d'un autre adhérent, lequel est effectué au moyen d'une inscription au compte de fonds de l'adhérent. Tout solde débiteur en découlant dans le compte de fonds fait état d'une obligation de l'adhérent envers la CDS. En cas d'insuffisance de fonds dans le compte de fonds de l'adhérent pour régler une transaction, l'adhérent peut utiliser tout montant disponible de son plafond de fonctionnement attribué à son compte de fonds dans ce grand livre, à la condition que le règlement de la transaction remplisse les exigences de la vérification prérèglement énoncées à la Règle 5.15. Si un montant du plafond de fonctionnement de l'adhérent est utilisé pour régler une transaction, les autres membres du groupe de crédit dont l'adhérent est membre conviennent de garantir le paiement de ce montant tiré du plafond de fonctionnement à la CDS.

424

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

5.2.7 Marges de crédit

Dans la mesure permise par la Règle 5.5, un adhérent, agissant à titre de caution, peut établir une marge de crédit pour un autre adhérent, à titre de bénéficiaire, afin de remplir certaines obligations de paiement du bénéficiaire conformément aux Règles.

En cas d'insuffisance de fonds dans le compte de fonds d'un adhérent pour régler une transaction et si le montant total disponible en fonction du plafond de fonctionnement de l'adhérent est épuisé, l'adhérent pourra tirer des fonds d'une marge de crédit établie à son nom, pourvu que le règlement de la transaction remplisse les exigences de la vérification prérèglement. Le cas échéant, la caution de la marge de crédit garantit le paiement à la CDS pour le montant tiré de la marge de crédit.

5.3 EXCEPTIONS À LA RÈGLE APPLICABLE AUX ADHÉRENTS

5.3.1 Banque du Canada

La Banque du Canada n'est pas assujettie aux exigences juridiques établies dans la présente Règle et, plus particulièrement, la Banque du Canada :

- (a) n'accorde à la CDS aucun droit de rétention ou de compensation;
- (b) n'utilise pas de marge de crédit;
- (c) n'est pas membre d'un groupe de crédit de fonds;
- (d) n'est pas membre d'un groupe de crédit de catégorie;
- (e) ne verse aucune contribution à un fonds, à un fonds de liquidité supplémentaire ou à un fonds commun de garantie;
- (f) ne concède aucune sûreté sur les biens constituant la garantie du à la CDS;
- (g) ne détient aucun plafond de fonctionnement qui limite ses transactions;
- (h) n'est pas tenue de remplir les exigences de vérification de la VGG.

5.2.65.3.2 Agents des transferts adhérents, adhérents au service de règlement NELTC et adhérents au service ACT

Nonobstant toute disposition contraire de la présente Règle 5, aucun agent des transferts adhérent, adhérent au service NELTC et adhérent au service ACT :

- (a) n'accorde ni n'utilise de marge de crédit.

Mis en forme : Français (France)

Les sûretés de la caution et les sûretés du groupe de crédit sont réalisées sur les biens décrits ci-dessous et ces biens font partie de la garantie du service de règlement, et ce, au moment indiqué dans chaque cas :

- (a) les valeurs et les fonds portés au crédit d'un compte général ou d'un compte de garantie restreinte dès la passation des écritures réalisant le crédit;
- (b) les biens constituant la garantie du service de règlement décrite à la Règle 5.2.5(c) et 5.2.5(d) dès que l'adhérent a des droits sur la garantie du service de règlement et, en particulier, en ce qui concerne la Règle 5.2.5(c) quand la mise en gage est faite; et

426

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

(c) — les biens constituant la garantie du service de règlement décrite à la Règle 5.2.5(e) dès que l'adhérent livre les valeurs de type L à la Banque du Canada.

Les sûretés de la caution et les sûretés du groupe de crédit de catégorie sont maintenues sur les valeurs ou les fonds qui font partie de la garantie du service de règlement lorsque les valeurs ou les fonds sont transférés dans un grand livre de gestion des garanties ou un grand livre de droits et privilèges ou qu'ils sont transférés conformément aux Règles concernant le processus en cas de suspension.

5.2.7 — Mainlevée de la sûreté sur les biens constituant la garantie du service de règlement

Les sûretés de la caution et les sûretés du groupe de crédit de catégorie sont levées sur les biens décrits ci-dessous et ces biens ne font plus partie de la garantie du service de règlement, et ce, au moment indiqué dans chaque cas :

- (a) — les valeurs ou les fonds crédités à un compte général ou à un compte de garantie restreinte de l'adhérent lorsque les valeurs ou les fonds sont débités du compte;
- (b) — les biens constituant la garantie du service de règlement décrite à la Règle 5.2.5(c) lorsque les valeurs ou les fonds sont virés du compte de mise en gage;
- (c) — les biens constituant la garantie du service de règlement décrite à la Règle 5.2.5(d) dès que l'adhérent n'a plus de droits dans cette garantie du service de règlement;
- (d) — les valeurs de type L décrites à la Règle 5.2.5(e) retenues par la Banque du Canada lorsque le processus de paiement est terminé, conformément à la Règle 8.3.

Cependant, les sûretés de la caution et les sûretés du groupe de crédit de catégorie sont maintenues sur ces biens et continueront de faire partie de la garantie du service de règlement si la transaction a pour effet le virement de valeurs ou de fonds entre les comptes étant tous deux assujettis aux sûretés de la caution et aux sûretés du groupe de crédit de catégorie. Par exemple, puisque les valeurs dans le compte de garantie restreinte et le compte général de l'adhérent sont assujetties aux sûretés de la caution et aux sûretés du groupe de crédit de catégorie, la livraison de valeurs du compte de garantie restreinte au compte général n'a pas pour conséquence que les sûretés de la caution et les sûretés du groupe de crédit de catégorie cessent d'être maintenues sur de telles valeurs.

5.2.8 — Priorité de la sûreté

(a) — Priorité législative

Les dispositions de la présente Règle 5 constituent un contrat de sûreté créant une sûreté sur les valeurs et les fonds de chaque adhérent qui sont des actifs financiers, des droits et privilèges sur valeurs ou des comptes de valeurs en faveur de la CDS, à titre d'intermédiaire en valeurs mobilières. Cette sûreté est grevée par le contrôle des valeurs et des fonds et est rendue opposable par le contrôle des valeurs et des fonds et par l'immatriculation d'un état de financement. Ainsi, tel que le stipule l'article 30.1(5) de la *Loi sur les sûretés mobilières* de l'Ontario, cette sûreté a priorité sur une sûreté conflictuelle détenue par une autre partie titulaire d'une sûreté.

(b) — Définition de « sûreté réelle »

Aux fins de la présente Règle 5.2.8, le terme « sûreté réelle » désigne :

(i)(a) — ~~toute hypothèque, toute priorité, toute mise en gage, tout nantissement, toute sûreté ou toute autre sûreté réelle ou charge (qu'elle soit fixe, flottante ou autre);~~

(ii)(a) — toute réserve de propriété ou tout crédit-bail;

Mis en forme : Français (France)

426

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. — Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

~~(iii) toute autre entente donnant lieu à une garantie ou ayant sensiblement la même incidence économique que l'un ou l'autre des engagements susmentionnés,~~

~~contracté par un adhérent (dans la présente Règle 5.2.8, « l'adhérent débiteur ») et détenu par un autre adhérent ou pour le compte de ce dernier (dans la présente Règle 5.2.8, « l'adhérent créancier »), à l'exception de toute sûreté prévue aux termes des Règles.~~

~~(c) Reconnaissance de la priorité~~

~~Chaque adhérent agissant à titre d'adhérent créancier accepte que la totalité des sûretés réelles contractées en tout temps par tout adhérent débiteur, qui sont détenues par l'adhérent créancier ou pour le compte de ce dernier, soient reportées et subordonnées à tous les égards aux sûretés accordées en faveur de la CDS.~~

~~Les priorités prévues à la présente Règle 5.2.8 s'appliquent entre la CDS et chaque adhérent, et ce, nonobstant:~~

~~(i)(a) les priorités autrement données aux sûretés réelles ou aux sûretés accordées en faveur de la CDS en vertu du droit applicable;~~

~~(ii) le moment de la création, de l'octroi, de l'affectation, de la livraison, de la validation, de la publication, de l'opposabilité, de la réalisation ou de l'exercice des sûretés réelles ou des sûretés accordées en faveur de la CDS;~~

~~(iii)(a) le caractère non valide, inopposable ou non exécutoire de toute sûreté réelle ou de toute sûreté accordée en faveur de la CDS, et ce, pour quelque raison que ce soit;~~

~~(iv)(a) le moment de la matérialisation de toute charge flottante ou de toute hypothèque flottante constituant une sûreté réelle ou une sûreté accordée en faveur de la CDS;~~

~~(v)(a) les dispositions des documents ou des ententes dont découle toute sûreté réelle;~~

~~(vi)(a) toute abstention relativement à l'exercice des sûretés réelles ou des sûretés accordées en faveur de la CDS, et ce, que ce soit à l'égard des délais, de l'exécution ou à tout autre égard;~~

~~(vii)(a) toute main levée, toute radiation, toute perte ou toute modification d'une partie ou de la totalité des sûretés réelles ou des sûretés accordées en faveur de la CDS ou toute opération portant sur celles-ci;~~

~~(viii)(a) le caractère non valide ou inopposable de la responsabilité de l'adhérent débiteur ou toute limitation de cette responsabilité;~~

~~(ix)(a) toute défense, tout dédommagement, toute compensation ou toute demande reconventionnelle dont bénéficie ou que revendique l'adhérent créancier ou l'adhérent débiteur;~~

~~(x)(a) la date à laquelle l'adhérent débiteur devient redevable à la CDS ou à l'adhérent créancier;~~

~~(xi) toute priorité donnée en vertu de tout principe juridique ou de toute disposition législative;~~

~~(xii) tout autre motif que ce soit.~~

~~Les priorités prévues à la présente Règle 5.2.8 n'ont aucune incidence sur les priorités explicitement établies aux termes des Règles entre les sûretés accordées en faveur de la CDS et toute sûreté accordée par un adhérent à un autre adhérent en vertu des Règles.~~

Mis en forme : Français (France)

Mis en forme : Français (France)

Mis en forme : Français (France)

427

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

5.2.01.1.1 Hypothèques du Québec

(a)(i) Définition d'hypothèque

Aux fins de la présente Règle 5.2.9, chacun des éléments ci-après mentionnés constitue une hypothèque :

- (i) chacune des sûretés mentionnées à la Règle 5.2.2, soit les sûretés accordées en faveur de la CDS, la sûreté du prêteur et la sûreté de la caution dont chacune est accordée par un adhérent conformément aux Règles énumérées à la Règle 5.2.2;
- (ii) l'hypothèque correspondant à chacune de ces sûretés, accordée par l'adhérent en vertu de la présente Règle 5.2.9.

(b)(i) Octroi de l'hypothèque

En plus des sûretés accordées en faveur de la CDS, de la sûreté du prêteur et de la sûreté de la caution, et dans la mesure où les sûretés accordées en faveur de la CDS, la sûreté du prêteur et la sûreté de la caution peuvent être régies par les lois de la province du Québec, chaque adhérent accorde une hypothèque sur une partie ou l'ensemble des biens constituant les sûretés accordées en faveur de la CDS, la sûreté du prêteur et la sûreté de la caution, pour un montant s'élevant à :

- (i) 50 milliards de dollars si l'adhérent est un prêteur;
- (ii) 8 milliards de dollars si l'adhérent est une fédération adhérente active;
- (iii) 5 milliards de dollars si l'adhérent est un agent de règlement; ou

(iv)(a) 1 milliard de dollars si l'adhérent est un emprunteur.

Toutes les hypothèques ainsi concédées garantissent les mêmes obligations, sont assujetties aux mêmes modalités et sont accordées en faveur de la même partie à titre de détenteur de l'hypothèque, comme tel est le cas pour la sûreté correspondante. Toutes les références à la création d'une sûreté dans les présentes Règles seront réputées comprendre la création d'une hypothèque. Toutes les dispositions des présentes Règles traitant (1) de la garantie constituant une sûreté, (2) de l'incidence d'une telle sûreté, (3) des droits du détenteur d'une telle sûreté, (4) de la priorité de rang d'une telle sûreté, et (5) de l'immatriculation d'un état de financement afférent à une telle sûreté s'appliqueront, avec les modifications qui s'imposent, à l'hypothèque correspondante créée en vertu de la présente Règle 5.2.9 et à la publication d'une telle hypothèque.

(c)(i) Type d'hypothèque

Chaque hypothèque est constituée à la fois :

- (i) d'une mise en gage ou d'une hypothèque mobilière avec dépossession des biens hypothéqués conformément à l'hypothèque applicable qui ont été livrés au détenteur d'une telle hypothèque ou qui sont maintenant en sa possession, ainsi que d'une mise en gage ou d'une hypothèque mobilière avec dépossession de tout bien hypothéqué conformément à l'hypothèque applicable qui pourrait être ultérieurement livré au détenteur d'une telle hypothèque ou détenu par celui-ci ou considéré, en vertu des lois applicables, comme étant livré au détenteur d'une telle hypothèque ou détenu par celui-ci.
- (ii) une hypothèque mobilière sans dépossession de la totalité des biens hypothéqués conformément à l'hypothèque applicable, autres que les biens mentionnés au paragraphe (i).

Mis en forme : Soulignement , Couleur de police : Automatique

Mis en forme : Soulignement

Mis en forme : Français (France)

Mis en forme : Soulignement , Couleur de police : Automatique

Mis en forme : Soulignement

428

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

5.3 Administration des garanties

5.3.1 Forme et valeur des biens constituant la garantie

Sous réserve des dispositions des Procédés et méthodes et des Guides de l'utilisateur, les biens mis en gage par un adhérent à titre de garantie particulière, de contributions à un fonds, de contributions à un fonds commun de garantie et de contributions de liquidité supplémentaire peuvent être constitués de :

- (a) types de valeurs admissibles à titre de garantie accordée par la Banque du Canada pour ses facilités de prêt, au moment où de telles valeurs admissibles sont publiées par la Banque du Canada de temps à autre;
- (b) valeurs émises par le gouvernement des États-Unis d'Amérique, y compris, sans exclusion, les obligations, les billets et les bons du Trésor, et ce, aux seules fins de contribution au fonds commun de garantie des emprunteurs de fonds commun de garantie des emprunteurs effectuant des règlements en dollars américains, ainsi qu'aux fonds des adhérents au Service de liaison avec New York;
- (c) contributions en espèces libellées en dollars canadiens;
- (d) contributions en espèces libellées en dollars américains, et ce, aux seules fins de contribution au fonds commun de garantie des emprunteurs de fonds commun de garantie des emprunteurs effectuant des règlements en dollars américains, ainsi qu'aux fonds des adhérents au Service de liaison avec New York.

Les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur peuvent préciser des critères d'admissibilité supplémentaires pour de tels biens constituant la garantie. Lorsque cela est autorisé, l'adhérent peut de temps à autre substituer un bien par tout type de biens donnés en garantie admissibles. S'il y a lieu, la valeur reconnue des biens grevés par un adhérent à titre de garantie particulière, de contribution à un fonds, de contribution à un fonds commun de garantie ou de contribution de liquidité supplémentaire correspond à la juste valeur marchande des biens constituant la garantie donnée, déterminée en conformité avec les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur, qui établissent tout dépôt de garantie obligatoire applicable à un genre de biens. Un tel dépôt de garantie obligatoire peut :

Règle 1 (a) varier selon la catégorie de valeurs;

- (a) attribuer une valeur nulle à une catégorie de valeurs;
- (b) limiter la valeur maximale qui peut être attribuée à certaines catégories de valeurs;
- (c) restreindre la valeur qui peut être attribuée à des valeurs d'un émetteur ou n'est membre d'un groupe d'émetteurs apparentés;
- (d) utiliser différentes méthodes d'évaluation pour des valeurs de même catégorie pour un adhérent donné (par exemple, en raison du lien existant entre un adhérent et l'émetteur de la valeur ou du rôle de l'adhérent à l'égard de cette valeur);
- (e) utiliser différentes méthodes d'évaluation pour des valeurs à différents moments (par exemple au moment de l'échéance ou avant celle-ci);
- (f) appliquer d'autres facteurs décrits dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur.

Mis en forme : Français (France)

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

1.1.2 Grands livres de gestion des garanties

(b) La CDS tient des grands livres de gestion des garanties aux fins de gestion et de contrôle des biens donnés en garantie qu'elle détient aux fins de la présente Règle 5, y compris la garantie particulière, les contributions à un fonds et les contributions à un fonds commun de garantie et les contributions de liquidité supplémentaire, et, des suites d'une suspension, la garantie du service de règlement. Les grands livres de gestion des garanties sont tenus par la CDS en son nom. La CDS affecte un grand livre de gestion des garanties distinct à chaque adhérent. Les biens constituant la garantie particulière mis en gage par un adhérent, les contributions à un fonds, les contributions à un fonds commun de garantie et les contributions de liquidité supplémentaire effectuées par un adhérent sont portés au de crédit du grand livre de gestion des garanties de l'adhérent. La CDS désigne le grand livre de gestion des garanties qui sera tenu au nom du prêteur principal conformément à la Règle 9.3.2, pour les cas de suspension d'un membre du groupe de crédit des prêteurs de fonds.

1.1.3 Gestion centralisée des garanties

Un adhérent accorde une sûreté sur les biens constituant sa garantie particulière, sa garantie de la contrepartie centrale et sa garantie du service de règlement, ses contributions à chaque fonds dont il est membre ses contributions à chaque fonds commun de garantie de chaque groupe de crédit de catégorie dont il fait partie (autre que le groupe de crédit des emprunteurs non contributeurs) et ses contributions de liquidité supplémentaire. Chaque sûreté est définie dans des règles individuelles qui comprennent notamment, sans s'y limiter, le calcul de la contribution à effectuer, l'obligation garantie par la sûreté, la création, le maintien et la mainlevée de la sûreté, les personnes à qui est accordée la sûreté et la priorité relative de la sûreté sur un bien donné en garantie. Pour plus de simplicité et pour une gestion efficace, dans les circonstances décrites dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur, un adhérent peut effectuer une livraison unique de biens pour s'acquitter en totalité ou en partie d'une ou de plusieurs de ses obligations en ce qui concerne la garantie particulière, la garantie de la contrepartie centrale, les contributions à un fonds ou à un fonds commun de garantie ou les contributions de liquidité supplémentaire. La CDS peut détenir tous ces biens dans son grand livre de gestion des garanties, tel que décrit ci-après, peut amalgamer en un seul compte les biens grevés par un adhérent avec ceux grevés par les autres adhérents et peut amalgamer les biens grevés par un adhérent pour une sûreté par l'adhérent pour une autre sûreté. La CDS établit de temps à autre de quelle manière les biens grevés par un adhérent peuvent être attribués à une sûreté donnée. Si un bien grevé par un adhérent est une valeur viciee ou autrement une valeur au marché inférieure à la valeur annoncée, la réduction de la valeur des biens est attribuée proportionnellement à toute garantie particulière donnée par l'adhérent, à toute garantie de la contrepartie centrale donnée par l'adhérent et à chaque fonds, fonds de liquidité supplémentaire et fonds commun de garantie auxquels l'adhérent a dû contribuer, dans la proportion que forme la garantie exigée à cette fin particulière par rapport à toutes les garanties exigées. En cas de suspension de l'adhérent, les biens grevés par celui-ci sont traités conformément à la Règle 9. Tous les biens donnés en garantie sont détenus par la CDS selon les principes suivants :

(a) Garantie particulière et garantie de la contrepartie centrale

La garantie particulière et la garantie de la contrepartie centrale sont portées au crédit des grands livres de gestion des garanties de la CDS tenus par elle uniquement dans son intérêt.

(b) Contributions aux fonds

Les contributions aux fonds sont portées au crédit des grands livres de gestion des garanties de la CDS tenus par elle uniquement dans son intérêt.

(c) Contributions au fonds commun de garantie

Dans le cas de fédérations adhérentes actives, d'agents de règlement et d'emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs, les contributions au fonds commun de garantie sont portées au crédit des grands livres de gestion des garanties de la CDS tenus par elle uniquement dans son intérêt. Dans le cas de

130

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

prêteurs, les contributions au fonds commun de garantie sont portées au crédit des grands livres de gestion des garanties de la CDS tenus par elle uniquement dans son intérêt, à titre de prêteur au nom des prêteurs autres que celui pour lequel le grand livre est utilisé.

(d) — Garantie du service de règlement

En cas de suspension d'une fédération adhérente active, d'un agent de règlement ou d'un emprunteur, la CDS transfère la garantie du service de règlement de l'adhérent défaillant au grand livre de gestion des garanties utilisé pour cet adhérent tenu par la CDS uniquement dans son intérêt, sous réserve des droits de toute caution de l'adhérent défaillant à l'égard de cette garantie du service de règlement. En cas de suspension d'un prêteur, la CDS transfère la garantie du service de règlement de l'adhérent défaillant au grand livre de gestion des garanties utilisé pour ce prêteur qu'elle tient uniquement dans son intérêt, à titre de prêteur au nom des autres prêteurs, sous réserve des droits de toute caution de l'adhérent défaillant à l'égard de la garantie du service de règlement.

(e) — Contribution de liquidité supplémentaire

Les contributions de liquidité supplémentaire sont portées au crédit des grands livres de gestion des garanties de la CDS tenus par elle uniquement dans son intérêt.

1.1.4 — Contrôle des grands livres de gestion des garanties

La CDS contrôle et administre les grands livres de gestion des garanties en conformité avec les présentes Règles. Elle peut permettre à un adhérent pour lequel est utilisé un grand livre de gestion des garanties l'accès à ce grand livre à certaines fins, notamment pour obtenir des renseignements sur les valeurs et les fonds portés au crédit des comptes de ce grand livre, et pour demander (mais non exécuter) certaines transactions touchant à ces comptes, y compris la substitution de garantie. L'accès limité accordé aux adhérents est réputé n'avoir aucune incidence sur le contrôle qu'exerce la CDS sur les grands livres de gestion des garanties et, conséquemment, sur son contrôle et sa possession des valeurs et des fonds portés au crédit des comptes des grands livres de gestion des garanties. Dans le cas des contributions aux fonds communs de garantie, de la garantie du service de règlement des fédérations adhérentes actives, des agents de règlement et des emprunteurs de fonds commun de garantie des emprunteurs, la CDS contrôle les grands livres de gestion des garanties et, conséquemment, contrôle et possède, uniquement dans son intérêt et, relativement à la garantie du service de règlement d'un adhérent défaillant, dans son intérêt et dans l'intérêt de toute caution de l'adhérent défaillant, conformément aux formules énoncées dans les Procédés et méthodes, les valeurs et les fonds portés au crédit des comptes de ces grands livres de gestion des garanties. Dans le cas de contributions au fonds commun de garantie et à la garantie du service de règlement des prêteurs, la CDS contrôle les grands livres de gestion des garanties et, conséquemment, contrôle et possède les valeurs et les fonds portés au crédit des comptes des grands livres de gestion des garanties, dans son intérêt et à titre de prêteur au nom des prêteurs autres que celui pour lequel le grand livre est utilisé, et, relativement à la garantie du service de règlement d'un adhérent défaillant, dans l'intérêt de toute caution de l'adhérent défaillant. Avant la suspension d'un prêteur, la CDS peut prendre toute mesure permise par les présentes Règles à la demande du prêteur relativement à sa contribution au fonds commun de garantie et au grand livre de gestion des garanties utilisé pour lui. Après la suspension d'un prêteur et le paiement par les autres prêteurs en tant qu'obligés, elle peut prendre toute mesure permise par les présentes Règles à la demande du prêteur principal relativement à la garantie du groupe de crédit de catégorie et au grand livre de gestion des garanties utilisé pour l'adhérent défaillant et à celui tenu au nom du prêteur principal conformément à la Règle 9.3.2; les obligés sont réputés reconnaître la pertinence de telles mesures prises par la CDS.

(c) — Mise n'est membre d'un groupe de crédit de catégorie;

(d) — ne verse de contribution à un fonds, à un fonds de liquidité supplémentaire ou à un fonds commun de garantie;

134

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. — Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

1.1.5 — ne met de garantie en gage des biens constituant la garantie

Un bien constituant la garantie mis en gage pour la CDS peut être livré à la CDS :

- (a) — par le règlement d'une transaction par laquelle les valeurs ou les fonds sont livrés du grand livre de l'adhérent gagiste au grand livre de gestion des garanties de la CDS utilisé pour l'adhérent gagiste;
- (b) — par le dépôt de valeurs, de fonds ou d'espèces par l'adhérent gagiste aux fins de crédit au grand livre de gestion des garanties de la CDS utilisé pour l'adhérent gagiste;
- (c) — par la livraison, conformément à la Règle 9.3, au grand livre de gestion des garanties de la CDS utilisé pour l'adhérent gagiste, de sa part de la garantie du service de règlement et du paiement partiel de l'adhérent défaillant;
- (d) — par toute autre méthode permise par la CDS de temps à autre.

Sans égard au mode de livraison, les valeurs et les fonds crédités au grand livre de gestion des garanties sont réputés avoir été livrés à la CDS en vertu de la mise en gage de biens donnés en garantie décrits à la Règle 5 et doivent être traités sans référence à l'adhérent qui a effectué la mise en gage ou à toute personne qui présente une revendication par son intermédiaire, ou à titre d'ayant cause ou de représentant. Les fonds crédités à un grand livre de gestion des garanties sont des actifs financiers détenus par la CDS au terme de la mise en gage d'une garantie par l'adhérent qui a fait la mise en gage.

1.1.6 — Garde des biens constituant la garantie

En exerçant les pouvoirs que lui confère la présente Règle 5.3, la CDS procède avec la diligence voulue dans ce qu'elle juge, de bonne foi, être nécessaire à la protection de ses intérêts et être au meilleur des intérêts de tous les adhérents à l'exception de l'adhérent défaillant. La CDS ne sera ni mandataire, ni fiduciaire ni fiduciaire (i) pour un adhérent en ce qui concerne ses propres garanties particulières, contributions à un fonds, contributions de liquidité supplémentaire, contributions à un fonds commun de garantie ou garantie du service de règlement ou (ii) pour tout autre membre de groupe de crédit de catégorie (sauf pour les cas dans lesquels il agit à titre de prêteur suspendu) à l'égard de ses droits relatifs à la garantie du groupe de crédit de catégorie du défaillant. Les garanties en espèces doivent être détenues par la CDS conformément à la présente Règle 5.3 et celle-ci n'est pas tenue de les utiliser pour réduire l'obligation de l'adhérent envers elle. La CDS peut investir les biens constituant la garantie particulière, les contributions à un fonds, les contributions de liquidité supplémentaire et les contributions à un fonds commun de garantie de façon raisonnable et prudemment au meilleur des intérêts de tous les adhérents. La CDS doit garder les biens constituant la garantie séparément de ses propres fonds et ne doit les utiliser qu'aux fins indiquées à la présente Règle 5. Le montant net de tout intérêt, dividende ou revenu que la CDS reçoit sur les biens constituant la garantie de l'adhérent (sauf les contributions en espèces minimales) doit être distribué à l'adhérent conformément aux Procédés et méthodes, pourvu qu'il se soit acquitté de ses obligations envers la CDS. Dans l'exercice de ces pouvoirs, la CDS doit veiller à prendre des mesures que, de bonne foi, elle juge nécessaires pour protéger ses intérêts et ceux des adhérents qui utilisent les services.

1.1.7 — Cession des biens donnés en garantie par la CDS

La CDS peut, en faveur de toute personne, céder, transférer, mettre en gage, grever ou créer d'une quelconque autre façon une sûreté sur :

- (a) — les biens constituant toute garantie particulière, garantie du service de règlement, contribution à un fonds, contribution à un fonds commun de garantie, contribution de liquidité supplémentaire ou garantie de groupe de crédit de catégorie;
- (b) — tout investissement fait par la CDS de tels biens; et

132

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

(c) tout droit ou titre qu'elle peut avoir en vertu de la présente Règle 5;

pour garantir

(d) toute obligation qu'elle a relativement à tout service;

(e) tout prêt qu'elle a contracté pour l'usage des services;

(f) toute dette qu'elle a contractée pour l'usage des services;

(g) pourvu que cette personne ne soit pas autorisée à réaliser la garantie, sauf dans des circonstances dans lesquelles la CDS serait autorisée à le faire conformément aux Règles, consent de sûretés en garantie à la CDS ou à un autre adhérent;

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

1.2 — marges de crédit

1.2.1 — Caution et bénéficiaire

Le prêteur ou la fédération adhérente active qui est partie à la Convention entre cautions peut établir une marge de crédit en faveur d'un autre adhérent. L'adhérent qui a établi une marge de crédit est une « caution » et celui en faveur duquel la marge de crédit a été établie est le « bénéficiaire » de cette caution.

(f) ne détient un plafond de fonctionnement limitant ses transactions;

(g) n'est tenu de remplir les exigences de la vérification de la VGG.

Un adhérent au service ACT qui n'est pas un adhérent au service NELTC ou un agent des transferts adhérent ne peut pas utiliser le CDSX.

5.4 — PLAFOND DE FONCTIONNEMENT

1.2.25.4.1 — Établissement des marges de crédit d'un plafond de fonctionnement

La caution peut établir des marges de crédit en faveur d'un ou de plusieurs bénéficiaires. De même, le bénéficiaire peut disposer de marges de crédit établies en sa faveur par une ou plusieurs cautions. Les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur peuvent comprendre des catégories de marges de crédit différentes et une description de leurs caractéristiques. Chaque marge de crédit est établie conformément aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur, pour un grand livre particulier du bénéficiaire. Chaque jour ouvrable, la caution autorise l'utilisation, jusqu'à concurrence d'une somme donnée, de la marge de crédit, que le bénéficiaire confirme avant d'utiliser. ~~La caution peut donner des instructions à l'avance ou des instructions permanentes pour l'autorisation d'une marge de crédit, auquel cas aucune confirmation n'est requise à compter du jour ouvrable suivant la confirmation initiale par le bénéficiaire. La caution fixe la somme autorisée pour chaque marge de crédit conformément aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur.~~

Mis en forme : Français (France)

Mis en forme : Français (France)

1.2.31.1.1 — Utilisation de sommes sur une marge de crédit

Une somme est utilisée sur une marge de crédit lorsque les écritures requises sont passées dans les registres tenus par la CDS pour le bénéficiaire et la caution de la marge de crédit. La somme utilisée sur une marge de crédit par la passation de telles écritures ne dépasse pas le montant autorisé sur cette marge de crédit au moment où les écritures sont passées. Le total des sommes utilisées sur l'ensemble des marges de crédit ne dépasse jamais le solde débiteur du compte de fonds de ce grand livre à ce moment. Si une écriture passée dans le compte de fonds du bénéficiaire y entraîne un solde débiteur, une somme équivalente au solde débiteur est utilisée sur les marges de crédit établies pour le grand livre dans lequel l'écriture a été passée. Si le bénéficiaire est un adhérent détenant un plafond de fonctionnement, une somme est utilisée sur une marge de crédit seulement si le solde débiteur excède la somme inutilisée du plafond de fonctionnement affectée au compte de fonds pour ce grand livre. Le bénéficiaire établit la séquence de prélèvement et de remboursement qui détermine l'ordre selon lequel les sommes sont utilisées sur les marges de crédit établies pour un grand livre, et l'ordre selon lequel les sommes utilisées sont réduites, sous réserve des restrictions relatives aux séquences de prélèvement et de remboursement imposées par les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur pour les différentes catégories de marges de crédit. Si le solde débiteur excède la somme autorisée sur la première marge de crédit de la séquence de prélèvement établie pour ce grand livre, une somme est utilisée sur la deuxième marge de crédit de la séquence, et ainsi de suite jusqu'à ce que la totalité du solde débiteur ait été annulée. En vertu de la Règle 8.1.3, la CDS peut passer des écritures imposées dans le compte de fonds d'un adhérent qui font en sorte que le solde débiteur du compte de fonds excède le plafond de fonctionnement de l'adhérent et les sommes autorisées de toutes les marges de crédit établies pour lui. Au fur et à mesure que des écritures de crédit sont passées au compte de fonds du bénéficiaire pour le grand livre visé, en réduisant ainsi le solde débiteur, les sommes suivantes sont réduites d'autant, dans cet ordre :

434

© Services de dépôt et de compensation CDS inc.

Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

- (i) — premièrement les sommes qui excèdent Au moment où l'adhérent présente une demande de classement dans une catégorie d'adhérents qui sont des adhérents détenant un plafond de fonctionnement, l'adhérent doit remettre à la CDS l'information requise permettant de calculer son produit d'évaluation afin d'établir le plafond de fonctionnement du bénéficiaire et les marges de crédit en raison d'écritures imposées;
- (ii) — deuxièmement les sommes utilisées sur les marges de crédit autorisées pour ce grand livre, dans la séquence de remboursement établie par le bénéficiaire;
- (iii) — troisièmement la somme utilisée du plafond de fonctionnement affectée au compte de fonds de ce grand livre.

Chaque jour ouvrable, la caution peut accéder à ses registres pour connaître la somme utilisée sur la marge de crédit qu'elle a établie.

1.2.41.1.1 — Réduction des marges de crédit

La caution peut retirer les marges de crédit sur lesquelles aucune somme n'a été utilisée et changer la somme autorisée pour ces marges. La réduction de la somme autorisée pour une marge de crédit ne limite ni ne modifie l'obligation de la caution envers la CDS concernant la somme utilisée sur la marge de crédit avant la réduction, même si la nouvelle somme autorisée lui est inférieure.

1.31.1 — GARANTIE FOURNIE PAR LA CAUTION

1.3.11.1.1 — Garantie

En établissant une marge de crédit en faveur d'un bénéficiaire, la caution garantit inconditionnellement le paiement à la CDS de la dette de ce bénéficiaire envers la CDS tel qu'en atteste de temps à autre le solde débiteur du compte de fonds de chaque grand livre pour lequel la caution a établi une marge de crédit. Cette garantie n'est valide qu'à condition que la responsabilité de la caution concernant n'importe quel grand livre n'excède pas la somme utilisée sur les marges de crédit qu'elle a établies pour ce grand livre au moment où la CDS exige le paiement conformément à la présente Règle 5.5. Pour plus de certitude, la caution n'est pas responsable d'un solde débiteur dans un compte de fonds dû à une écriture imposée passée conformément à la Règle 8.1.3, si le solde débiteur excède le montant autorisé des marges de crédit établies par elle pour ce grand livre au moment où l'écriture imposée est passée.

1.3.2 — Paiement - Un demandeur qui fait par la caution

Si le bénéficiaire omet de payer à la CDS la totalité des soldes débiteurs de ses comptes de fonds conformément aux Règles, aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur, chaque caution qui a établi une marge de crédit en faveur du bénéficiaire alors utilisée verse à la CDS la somme exigée par elle, jusqu'à concurrence de la somme garantie par la caution conformément à la Règle 5.5.1. Si plusieurs cautions ont établi des marges de crédit en faveur du bénéficiaire, la CDS exige le paiement des cautions qui ont établi des marges de crédit utilisées.

1.3.3 — Méthodes de paiement

La caution paye la CDS aussitôt que celle-ci l'exige relativement à une marge de crédit en livrant le paiement conformément à la Règle 9.2. Si la CDS ne reçoit pas le paiement dans le délai prévu dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur, elle peut prendre des mesures pour le recouvrer auprès des autres membres du groupe de crédit de catégorie de la caution.

1.3.4 (i) — Compte rendu comptable

Mis en forme : Soulignement

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

Le fait que la caution paie la CDS ne porte pas atteinte à ses droits de demander un compte rendu comptable des sommes dues conformément à sa garantie.

1.3.5 — Garantie continue

La garantie fournie par la caution conformément à la Règle 5.5 est continue. Ni cette garantie continue ni la responsabilité de la caution de faire les paiements requis aux termes de la Règle 5.5.1 ne sont annulées, en tout ou en partie, par :

- (a) un paiement fait par le bénéficiaire ou par une autre caution;
- (b) l'échéance, le retrait ou la réduction d'une marge de crédit;
- (c) la suspension ou le retrait d'un bénéficiaire, de la caution ou d'une autre caution ou la résiliation de leur adhésion;
- (d) les défenses ou réclamations, les demandes reconventionnelles, les éventuels droits légaux et contractuels de compensation ou de contrepassation entre le bénéficiaire et la caution ou entre la CDS et le bénéficiaire ou la caution.

1.3.6 — Mesures prises par la CDS

Ni le défaut d'agir de la CDS ou du bénéficiaire ni leurs actes n'ont d'incidence sur la responsabilité de la caution aux termes de la Règle 5.5. Sans que soit limitée la portée générale de ce qui précède :

- (a) la CDS peut, sans que cela n'ait d'incidence sur la responsabilité de la caution, accorder des délais supplémentaires, des renouvellements, des prolongations, des passe-droits, des quittances et des libérations au bénéficiaire ou à quiconque (y compris une autre caution); accepter des concordats du bénéficiaire ou prendre d'autres arrangements avec lui ou quiconque (y compris une autre caution); prendre, s'abstenir de prendre ou de valider toute sûreté ou garantie, et modifier, échanger, renouveler, libérer, abandonner, réaliser ces sûretés ou ces garanties, ou prendre d'autres arrangements relatifs à celles-ci; et sous réserve de la Règle 5.5.4, affecter, et modifier de temps à autre, tout paiement reçu du bénéficiaire ou de quiconque (y compris une autre caution) ou qui provient de la réalisation d'une sûreté au règlement d'une partie de la responsabilité du bénéficiaire qu'elle juge appropriée;
- (b) la CDS n'est pas tenue d'épuiser ses recours contre le bénéficiaire ou quiconque (y compris une autre caution) ni de réaliser les sûretés ou les garanties qu'elle détient avant d'être en droit de recevoir de la caution;
- (c) la responsabilité de la caution n'est modifiée ni par des changements dans la raison sociale d'un bénéficiaire, ni par des changements dans les conditions d'appartenance du bénéficiaire (dans le cas d'une société de personnes), soit par suite du décès ou de la retraite d'un ou de plusieurs associés ou par l'arrivée d'un ou de plusieurs autres associés, ni par des changements dans les missions, la structure du capital ou l'acte constitutif du bénéficiaire (dans le cas d'une société par actions), ni par la vente d'une partie ou de la totalité de l'entreprise du bénéficiaire, ni par la fusion du bénéficiaire avec une ou plusieurs sociétés par actions; la garantie fournie par la caution est en outre valide si une personne, une entreprise ou une société par actions acquiert l'entreprise du bénéficiaire ou l'exploite de temps à autre;
- (d) la responsabilité de la caution n'est modifiée ni par le fait qu'un bénéficiaire fasse faillite ou qu'il soit mis en faillite, qu'un syndic ou un syndic et gestionnaire soit nommé responsable d'une partie des biens du bénéficiaire, qu'un créancier détenteur d'une charge prenne possession d'une partie des biens du bénéficiaire, ou que le bénéficiaire fasse des propositions ou propose un compromis ou un arrangement à ses créanciers en vertu d'une loi ou de quelque autre façon.

436

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. — Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

1.3.7 Effet de la suspension ou de la résiliation de la Convention une demande d'adhésion

Les obligations d'une caution envers la CDS relativement à toutes les marges de crédit qu'elle a établies avant sa suspension, son retrait ou la résiliation de sa Convention d'adhésion sont maintenues même après sa suspension, son retrait ou la résiliation de sa Convention d'adhésion.

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

1.4 — SÛRETÉ de la caution

1.4.11.1.1 — Remboursement par le bénéficiaire

Le bénéficiaire rembourse chaque caution qui fait un paiement à la CDS pour une marge de crédit établie par la caution en sa faveur. Si une caution qui a établi une marge de crédit en faveur d'un bénéficiaire devient adhérent défaillant parce qu'elle n'a pas effectué de paiement acceptable à la CDS, et que les autres membres du groupe de crédit de catégorie de la caution suspendue deviennent obligés en faisant paiement à la CDS, conformément à la Règle 5.9.2, de la dette de la caution suspendue pour la marge de crédit, le bénéficiaire rembourse chacun de ces obligés.

1.4.2 — Sûreté de la caution

Pour garantir le paiement de ses obligations selon la Règle 5.6.1, le bénéficiaire accorde une sûreté sur toute sa garantie du service de règlement à chaque caution qui établit une marge de crédit en sa faveur et aux autres membres du groupe de crédit de catégorie de cette caution. Cette sûreté (la « sûreté de la caution ») demeure valide en cas de suspension, de résiliation de la Convention d'adhésion ou de retrait du bénéficiaire. Chaque bénéficiaire enjoint et autorise irrévocablement la CDS à passer les écritures appropriées pour transférer à ses cautions sa garantie du service de règlement conformément à la Règle 5.6. La CDS n'est pas tenue de mener d'enquête concernant le droit de la caution à ce transfert.

1.4.3 — Provisionnement le même jour d'une marge de crédit

Avant le processus de paiement, selon les instructions de la caution qui a établi une marge de crédit en faveur d'un bénéficiaire sur laquelle une somme est utilisée et sans avoir obtenu les instructions ou le consentement du bénéficiaire, la CDS passe les écritures appropriées pour transférer au grand livre de la caution certaines garanties du service de règlement inscrites dans les grands livres du bénéficiaire. La CDS se sert de son autorisation d'accès global pour réaliser une mise en gage des biens constituant la garantie du service de règlement choisie du bénéficiaire à la caution.

La juste valeur marchande de la garantie du service de règlement de la caution à transférer conformément à la présente Règle 5.6.3 ne doit être que légèrement supérieure à la somme nécessaire au remboursement de la somme utilisée sur la ou les marges de crédit établies en faveur de ce bénéficiaire. La juste valeur marchande de la garantie du service de règlement est fixée par la CDS conformément aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur, y compris tout dépôt de garantie obligatoire pouvant être affecté à un type particulier de valeurs comprises dans la garantie du service de règlement. Si la valeur de la garantie du service de règlement de la caution disponible est supérieure à la somme utilisée, les biens constituant la garantie à transférer sont fixés par la CDS conformément aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur.

Si la caution qui demande le transfert de la garantie du service de règlement conformément à la présente Règle 5.6.3 est la seule qui a établi une marge de crédit en faveur de ce bénéficiaire sur laquelle une somme est utilisée, la CDS donne suite à sa demande. Si plus d'une caution a établi en faveur de ce bénéficiaire une marge de crédit sur laquelle une somme est utilisée, la CDS précise à la caution qui fait la demande qui sont les autres cautions. Toutes ces cautions se consultent ensuite pour décider d'une mesure commune à prendre relativement aux marges de crédit qu'elles ont établies en faveur de ce bénéficiaire, et à cette fin, peuvent s'informer des sommes utilisées sur chaque marge de crédit. La CDS peut, sans s'informer davantage, suivre les instructions de la caution conformément à la présente Règle 5.6.3 si la caution déclare avoir été désignée comme caution principale conformément aux dispositions de la Convention entre cautions; dans ce cas, la CDS utilise son autorisation d'accès global pour réaliser une mise en gage de biens constituant la garantie du service de règlement du bénéficiaire au grand livre de la caution principale, et ce, sans avoir reçu d'instructions ou le consentement du bénéficiaire. La CDS n'est pas tenue de prendre de mesures relativement au service de règlement à moins et jusqu'à ce qu'elle reçoive des instructions de la caution principale.

138

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. — Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

La CDS avise le bénéficiaire :

- (a) — une fois le transfert de la garantie du service de règlement en faveur de la caution terminé; ou
- (b) — au terme du processus de paiement, qu'une demande a été faite (mais non exécutée) par une de ses cautions ce jour-là pour le transfert de la garantie du service de règlement.

1.4.4 — Transfert de la garantie du service de règlement sur demande ou en cas de suspension

Si une caution a établi une marge de crédit en faveur d'un bénéficiaire sur laquelle une somme a été utilisée, la CDS passe les écritures requises pour virer au grand livre de la caution toute garantie du service de règlement inscrite dans les grands livres du bénéficiaire, lorsque la CDS demande le paiement à la caution pour la marge de crédit, ou lorsque le droit du bénéficiaire d'utiliser le service de règlement est suspendu. Si plus d'une caution a établi une marge de crédit en faveur d'un bénéficiaire sur laquelle une somme est utilisée au moment où la CDS exige le paiement ou que le bénéficiaire est suspendu, toute garantie du service de règlement doit être transférée à la caution principale, y compris toute tranche de la garantie du service de règlement qui peut avoir été précédemment transférée à une autre caution conformément à la Règle 5.6.3. La CDS transfère la garantie du service de règlement à la caution ou à la caution principale, et ce, sans avoir obtenu d'instructions ou le consentement du bénéficiaire. Les paiements faits par la caution au nom du bénéficiaire au moyen du mode de paiement par inscription comptable ne sont pas considérés comme des paiements sur demande aux fins de la présente Règle 5.6.4.

1.4.5 — Droits en cas de transfert de garantie du service de règlement

Ni l'obligation d'avis ni le droit de rachat pouvant résulter de contrats entre la caution et le bénéficiaire ou de l'application de lois pertinentes ne sont abrogés ni modifiés par la présente Règle 5.6. Lorsqu'elle transfère à une autre caution la garantie du service de règlement du bénéficiaire, la CDS en informe chaque caution qui a établi une marge de crédit en faveur du bénéficiaire. Chaque caution reconnaît que la CDS peut transférer à une autre caution la garantie du service de règlement du bénéficiaire conformément aux Règles, auquel cas aucune autre caution ne peut revendiquer de droits contre la CDS relativement à cette garantie du service de règlement, mais a les droits décrits ci-après dans la présente Règle 5.6. Chaque caution reconnaît en outre que la CDS peut transférer la garantie du service de règlement sans être tenue de faire enquête sur le droit de l'autre caution à ce transfert, l'existence de dettes impayées entre le bénéficiaire et l'autre caution ou la priorité relative de l'autre caution sur la garantie du service de règlement.

1.4.6 — Caution principale

Par « caution principale », en ce qui concerne un bénéficiaire, on entend :

- (a) — la caution désignée comme caution principale conformément aux dispositions de la Convention entre cautions;
- (b) — si aucune désignation n'a été faite, la caution qui a établi la marge de crédit en faveur du bénéficiaire sur laquelle est utilisée la somme la plus élevée;
- (c) — la caution qui a établi la première marge de crédit, si des sommes égales sont alors utilisées sur plus d'une marge de crédit.

1.4.7 — Priorité relative de la sûreté de la caution

Si le bénéficiaire est un emprunteur (un emprunteur du fonds à titre d'agent de règlement ou d'emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs ou un emprunteur non contribuant), chaque caution sur les biens constituant la garantie du service de règlement est accordée par le bénéficiaire à la sûreté et à la CDS, et doit être distribuée entre la sûreté et la CDS selon la méthode énoncée dans les Procédés et méthodes. Si le bénéficiaire n'est pas un emprunteur, la sûreté du groupe de crédit de catégorie sur les biens constituant

Mis en forme : Français (France)

139

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

la garantie du service de règlement accordée par le bénéficiaire doit avoir préséance sur toute sûreté de la caution sur les biens constituant la garantie du service de règlement accordée par le bénéficiaire à cette caution.

1.4.8 — Détention de la garantie du service de règlement

Si le bénéficiaire est membre d'un groupe de crédit de catégorie, la garantie du service de règlement du bénéficiaire, assujettie à la sûreté de la caution accordée par l'adhérent à titre de bénéficiaire conformément à la Règle 5.6.7, peut aussi être assujettie aux sûretés du groupe de crédit de catégorie accordées par l'adhérent à titre de membre. La caution contrôle et détient en sa possession les biens constituant toutes les garanties du service de règlement pour la CDS et pour toutes les cautions qui établissent des marges de crédit en faveur du bénéficiaire, afin de garantir le paiement, selon l'ordre de priorité établi à la Règle 5.11.4, des obligations du bénéficiaire en tant qu'adhérent défaillant et des obligations du bénéficiaire à titre de membre d'un groupe de crédit de catégorie, puis de toutes les sommes dues par le bénéficiaire à la caution et aux autres cautions par suite de l'utilisation des marges de crédit établies en faveur de ce bénéficiaire. Si le bénéficiaire est un adhérent défaillant et n'est pas emprunteur, et qu'une demande de paiement des obligations du groupe de crédit de catégorie a été faite par la CDS, la caution transfère la garantie du service de règlement en se conformant aux instructions des membres du groupe de crédit de catégorie à l'exception de l'adhérent défaillant. Si le bénéficiaire est un adhérent défaillant et est un emprunteur, et qu'une demande de paiement des obligations du groupe de crédit de catégorie a été faite par la CDS, la caution, après avoir réalisé une telle garantie conformément à la Règle 5.6.9, transfère l'excédent de garantie du service de règlement conformément à la Règle 9.3.11. Si la caution contrôle et détient la garantie du service de règlement pour d'autres cautions, elle agit à titre de mandataire des autres cautions. Elle ne se conforme qu'à leurs instructions, et non à celles du bénéficiaire, et peut agir en fonction de telles instructions sans obtenir le consentement du débiteur.

1.4.9 — Réalisation de la garantie du service de règlement

Sous réserve de la Règle 5.6.8, une caution principale détient la garantie du service de règlement et prend les mesures pour la réaliser en son nom et au nom de l'autre ou des autres cautions dans l'intérêt de laquelle ou desquelles elle est détenue conformément aux dispositions de la Convention entre cautions. Si le produit net de la réalisation de la garantie est supérieur au total payé à la CDS par l'ensemble des cautions, les cautions rendent compte à la CDS et au bénéficiaire de tout surplus et transfèrent toute valeur en surplus au grand livre de gestion des garanties désigné par la CDS. La caution ne peut réaliser la garantie du service de règlement du bénéficiaire que pour l'acquittement de l'obligation de l'adhérent défaillant à titre de bénéficiaire de lui rembourser toutes les sommes qu'elle a versées à la CDS concernant une marge de crédit établie par elle en faveur du bénéficiaire, et non l'acquittement d'obligations engagées par le bénéficiaire envers la caution.

1.4.10 — Dédommagement

La caution doit exonérer la CDS et les propriétaires pour compte, de même que leurs associés, administrateurs, dirigeants, employés et mandataires respectifs, de tous frais engagés par eux, de tous dommages-intérêts ou de toute perte subis, de toute dépense ou de toute dette contractée, ou de toute réclamation qui leur a été faite (y compris les honoraires d'un conseiller juridique engagé pour les guider ou les défendre en cas de réclamation) découlant du transfert, conformément à la Règle 5.6, de la garantie du service de règlement d'un bénéficiaire à la caution ou à une autre caution qui la détient dans l'intérêt de la caution.

440

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. — Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

1.5 — GROUPES DE CRÉDIT DE FONDS

1.5.1 — Établissement de fonds

Chaque adhérent qui utilise la fonction de RNC doit devenir membre du fonds des adhérents et du fonds de défaillance établis pour cette fonction :

Chaque membre d'un fonds fait partie du groupe de crédit de fonds. Chaque membre d'un groupe de crédit de fonds garantit le paiement à la CDS de certaines obligations d'un adhérent suspendu en vertu de la présente Règle 5.7. Chaque membre d'un fonds effectue des contributions à ce fonds conformément à la Règle 5.8.

1.5.21.1.1 — Paiement par le groupe de crédit de fonds

Lorsque la CDS ne peut percevoir d'un adhérent défaillant membre ou ancien membre d'un fonds pour une fonction le montant d'une obligation qu'il a envers elle par suite de son utilisation d'une telle fonction, chaque autre membre du fonds paye à la CDS, dès réception d'une demande de cette dernière, sa quote-part de cette obligation. Si un membre ne paie pas sa quote-part de l'obligation ou refuse de la payer, conformément à la présente Règle 5.7, il est considéré « adhérent défaillant subséquent ». Chaque autre membre de ce fonds qui paye à la CDS sa quote-part de l'obligation de l'adhérent défaillant ou de chaque adhérent défaillant subséquent est considéré un « obligé ». Chaque autre membre du fonds, doit payer à la CDS, à la demande de cette dernière, sa quote-part de l'obligation de l'adhérent défaillant subséquent, et ainsi de suite pour tous les défauts ou refus de paiement d'autres membres à l'égard de leur quote-part jusqu'à ce que le montant total de l'obligation de l'adhérent défaillant envers la CDS ait été payé. Les mentions d'adhérents défaillants ou d'obligés concernent également les adhérents défaillants subséquents ou les membres du fonds qui payent à la CDS leur quote-part de l'obligation de l'adhérent défaillant subséquent, respectivement, avec les modifications qui s'imposent. Le groupe de crédit d'un fonds n'a aucune obligation envers la CDS relativement à toute obligation d'un adhérent découlant de l'utilisation, par cet adhérent, d'une autre fonction.

1.5.31.1.1 — Obligation de l'adhérent défaillant

L'obligation de l'adhérent défaillant membre du groupe de crédit de fonds mentionnée à la Règle 5.7.2 correspond au total de toutes les obligations suivantes :

- (a) les cotes dues par l'adhérent défaillant découlant de son utilisation de la fonction pour laquelle le fonds est établi (y compris les cotes calculées à l'égard de ses obligations à la contrepartie centrale au terme de sa suspension);
- (b) la valeur d'annulation nette de toutes les obligations de la contrepartie centrale de l'adhérent défaillant découlant de son utilisation de la fonction.

L'obligation d'un adhérent défaillant peut être libellée en dollars canadiens, en dollars américains ou dans les deux monnaies et l'obligation totale dans toutes les monnaies est l'obligation du bénéficiaire.

1.5.41.1.1 — Calcul de la quote-part

Toute demande de paiement de la CDS, conformément à la Règle 5.7.2, précise la date et l'heure d'entrée en vigueur à utiliser pour calculer la quote-part du membre de l'obligation de l'adhérent défaillant et fournit les détails de ce calcul. La date et l'heure d'entrée en vigueur sont la date et l'heure auxquelles survient la suspension de l'adhérent défaillant ou de l'adhérent défaillant subséquent, à moins que le Conseil d'administration n'établisse qu'une autre date et une autre heure doivent être utilisées pour un tel calcul. Le Conseil d'administration, agissant de façon raisonnable dans l'intérêt de la CDS et de l'ensemble des adhérents, peut fixer une autre heure et une autre date d'entrée en vigueur aux fins de calcul de la quote-part. La quote-part du membre de l'obligation doit former par rapport aux obligations de tous les autres membres qui utilisent le service ou la fonction une proportion égale à celle que forme la contribution du

444

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

**Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)**

~~membre au fonds établi pour la fonction à l'égard de laquelle la faute a été commise par rapport au total des contributions de l'ensemble des membres (sauf l'adhérent défaillant). On ne doit tenir compte ni des contributions au fonds de l'adhérent défaillant ni de celles de chaque adhérent défaillant subséquent dans le calcul de la quote-part d'un membre de l'obligation d'un adhérent défaillant subséquent. Si la contribution au fonds d'un membre est libellée séparément en dollars canadiens ou en dollars américains, alors, aux fins de la présente Règle 5.7.4, le calcul de la quote-part sera effectué en utilisant les contributions totales et en convertissant les contributions en dollars américains en leur équivalent en dollars canadiens au taux de change établi par la CDS.~~

Mis en forme : Français (France)

1.5.5 — Obligation continue

L'obligation d'un membre d'un groupe de crédit de fonds conformément à la présente Règle 5.7 est continue. Ni cette obligation continue ni la responsabilité du membre de faire les paiements requis aux termes de la Règle 5.7.2 ne sont acquittées, en tout ou en partie, par :

- (a) un paiement fait par l'adhérent défaillant ou par un autre membre;
- (b) la suspension ou le retrait d'un membre du groupe de crédit de fonds ou la résiliation de son adhésion;
- (c) les défenses ou réclamations, les demandes reconventionnelles, les droits légaux et contractuels de compensation ou les droits de contrepassation entre l'adhérent défaillant et le membre ou entre la CDS et l'adhérent défaillant ou le membre.

1.5.6 — Mesures prises par la CDS

Ni le défaut d'agir de la CDS ou de l'adhérent défaillant ni leurs actes n'ont d'incidence sur la responsabilité d'un membre d'un groupe de crédit de fonds aux termes de la Règle 5.7. Sans que soit limitée la portée générale de ce qui précède :

- (a) la CDS peut, sans que cela n'ait d'incidence sur la responsabilité du membre du groupe de crédit de fonds, accorder des délais supplémentaires, des renouvellements, des prolongations, des passe-droits, des quittances et des libérations à l'adhérent défaillant ou à quiconque (y compris un autre membre du groupe de crédit de fonds); accepter des concordats de l'adhérent défaillant ou prendre d'autres arrangements avec lui ou quiconque (y compris un autre membre du groupe de crédit de fonds); prendre, s'abstenir de prendre ou valider toute sûreté ou garantie, et modifier, échanger, renouveler, libérer, abandonner, réaliser ces sûretés ou ces garanties, ou prendre d'autres arrangements relatifs à celles-ci; et affecter tout paiement reçu d'un adhérent défaillant ou de quiconque (y compris un autre membre du groupe de crédit de fonds) ou découlant de la réalisation d'une sûreté au règlement d'une partie de la responsabilité de l'adhérent défaillant qu'elle juge appropriée et modifier de temps à autre une telle affectation;
- (b) la CDS n'est pas tenue d'épuiser ses recours contre l'adhérent défaillant ou quiconque (y compris un autre membre du groupe de crédit de fonds) ni de réaliser les sûretés ou les garanties qu'elle détient avant d'être en droit de recevoir de paiement du membre du groupe de crédit de fonds;
- (c) la responsabilité du membre du groupe de crédit de fonds n'est modifiée ni par des changements dans la raison sociale d'un adhérent défaillant, ni par des changements dans les conditions d'appartenance de l'adhérent défaillant (dans le cas d'une société de personnes), soit par suite du décès ou de la retraite d'un ou de plusieurs associés ou par l'arrivée d'un ou de plusieurs autres associés, ni par des changements dans les missions, la structure du capital ou l'acte constitutif de l'adhérent défaillant (dans le cas d'une société par actions), ni par la vente d'une partie ou de la totalité de l'entreprise de l'adhérent défaillant, ni par la fusion de ce dernier avec une ou plusieurs sociétés par actions; la garantie fournie par le membre du groupe de crédit de fonds protège en outre

142

© Services de dépôt et de compensation CDS inc.

Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

une personne, une entreprise ou une société par actions qui acquiert l'entreprise de l'adhérent défaillant ou qui l'exploite de temps à autre;

- (d) — la responsabilité du membre du groupe de crédit de fonds n'est modifiée ni par le fait qu'un adhérent défaillant fasse faillite ou qu'il soit mis en faillite, qu'un syndic ou un administrateur-séquestre soit nommé responsable d'une partie des biens de l'adhérent défaillant, qu'un créancier détenteur d'une charge prenne possession d'une partie des biens de l'adhérent défaillant, ou que l'adhérent défaillant fasse des propositions ou propose un concordat ou un arrangement à ses créanciers en vertu d'une loi ou de quelque autre façon.

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

1.6 — Sûreté du fonds

1.6.1 — Contribution au fonds

À la demande de la CDS et selon ses exigences, chaque membre d'un fonds doit verser et maintenir sa contribution (la « contribution au fonds ») au fonds. Les formules et les critères de calcul du montant de la contribution à un fonds sont décrites dans les Procédés et méthodes et Guides de l'utilisateur. Le montant de la contribution de l'adhérent à un fonds au moment de la constitution du fonds ou lorsqu'il utilise pour la première fois une fonction pour laquelle un fonds est constitué est fixé par la CDS de façon raisonnable, et en se basant sur l'utilisation prévue de ce service ou de cette fonction; la CDS peut par la suite augmenter ou réduire le montant conformément aux formules et critères mentionnés ci-dessus.

1.6.2 — Contribution supplémentaire au fonds

La CDS informe de temps à autre les adhérents qui sont membres d'un fonds du montant des contributions nécessaires à ce fonds. Un adhérent livre toute contribution supplémentaire nécessaire au fonds après avoir été informé par la CDS :

- (a) de la nécessité d'une augmentation du montant de sa contribution à un fonds en vertu de la Règle 5.8.1;
- (b) de la nécessité d'une contribution supplémentaire au fonds, s'il y a lieu, en raison d'une diminution de la valeur reconnue des valeurs précédemment livrées par un adhérent à titre de contribution au fonds;
- (c) de la nécessité d'une contribution supplémentaire au fonds aux fins de reconstitution du fonds en vertu de la Règle 9.2-10 après la suspension d'un autre membre de ce fonds; ou
- (d) de la nécessité d'une contribution supplémentaire au fonds en vertu de la Règle 5.8.6.

1.6.3 — Remboursement de contribution excédentaire au fonds

Périodiquement, conformément aux Procédés et méthodes, la CDS doit informer l'adhérent du montant de la contribution qu'il doit verser à chaque fonds. L'adhérent peut demander à la CDS de lui rembourser toute contribution excédentaire au fonds qu'il a versée.

1.6.4 — Remboursement d'une contribution au fonds

La CDS doit remettre à l'adhérent sa contribution au fonds pour un fonds donné lorsqu'il cesse d'utiliser la fonction pour laquelle le fonds a été établi ou cesse d'être adhérent, pourvu i) que l'adhérent se soit acquitté de toutes ses obligations envers la CDS; ii) qu'il n'y ait eu aucune suspension d'un autre membre des autres membres de son groupe de crédit de fonds de l'adhérent; iii) que toutes les transactions ayant occasionné des pertes ou des paiements imputables au fonds pour ce service ou cette fonction ou à tout autre fonds pour tout autre service ou toute autre fonction aient été conclues; et iv) que tous les montants imputables à sa contribution pour le compte de transactions se produisant alors qu'il était adhérent aient été payées ou, avec l'approbation de la CDS, un autre adhérent lui ait été substitué pour chacune de ces transactions.

1.6.5 — Sûreté sur les contributions aux fonds

Pour garantir le paiement en bonne et due forme de tous les montants dus en vertu des Règles de temps à autre à la CDS par l'adhérent et l'acquittement de toutes les obligations de l'adhérent envers la CDS découlant de temps à autre des Règles, l'adhérent accorde à la CDS une sûreté sur toutes les contributions qu'il fait aux fonds, les met en gage en sa faveur, les grève d'une charge, et les cède à la CDS. Ces contributions comprennent entre autres les espèces et les valeurs fournies à titre de contributions aux fonds,

444

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. ————— Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

selon le cas, et tous les dividendes, intérêts, montants payables à l'échéance, remboursements de capital et tous les autres droits et privilèges et produits relatifs à ces contributions aux fonds.

1.6.6 — Contributions supplémentaires

En plus de sa contribution à un fonds dont le montant est calculé selon les termes de la Règle 5.8.1, l'adhérent doit, de temps à autre et aussitôt que la CDS en fait la demande, verser des contributions supplémentaires, d'un montant déterminé à la seule discrétion de la CDS, que cette dernière estime prudent afin de libérer l'adhérent de ses obligations envers elle à l'égard de la fonction pour laquelle le fonds a été établi (la stabilité financière et le statut réglementaire de l'adhérent, le montant de ses obligations envers la CDS, la volatilité, la liquidité et la concentration des marchés ou le nombre de valeurs émises en circulation détenues par l'adhérent ou qu'il doit livrer ou prendre en livraison, et tout autre facteur que la CDS juge pertinent seront pris en considération). À la demande de l'adhérent, la CDS dégage toute contribution supplémentaire si elle établit, à sa seule discrétion, que pareille contribution supplémentaire n'est pas nécessaire à l'acquittement des obligations de l'adhérent envers la CDS.

1.6.71.1.1 — Remboursement par l'adhérent défaillant

L'adhérent défaillant rembourse chaque obligé qui a fait paiement à la CDS de sa quote-part de l'obligation de l'adhérent défaillant envers la CDS, des intérêts courus sur ce montant, et ce, de la date à laquelle l'obligé verse le paiement à la CDS jusqu'à la date à laquelle l'adhérent défaillant rembourse l'obligé à un taux annuel équivalant au taux d'escompte établi de temps à autre par la Banque du Canada plus 3 % (pourvu que, lorsque le taux d'escompte est ajusté, le taux d'intérêt applicable au montant alors non remboursé soit automatiquement ajusté au même taux d'intérêt réel). L'obligé, lorsqu'il fait un paiement à la CDS, est entièrement subrogé dans les droits de la CDS contre l'adhérent défaillant.

1.6.8 — Détention des contributions excédentaires au fonds

L'adhérent peut catégorie proposé, du montant qu'il entend choisir de ne pas demander le remboursement des contributions excédentaires qu'il a versées au fonds. Dans ce cas, les contributions excédentaires ne sont pas soumises à la sûreté créée en vertu de la présente Règle 5.8, mais sont remboursées à l'adhérent à sa demande conformément à la Règle 5.8.3. Les contributions au fonds augmentées requises conformément à la présente Règle 5.8 ne constituent pas des contributions excédentaires au fonds.

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

1.7 — Groupe de crédit de catégorie

1.7.1 — Constitution de groupes de crédit de catégorie

(a) — Groupes de crédit de catégorie

Chaque adhérent est, en raison de son acceptation à ce titre, membre du groupe de crédit de catégorie pour la catégorie d'adhérents dans laquelle il est classé. Les groupes de crédit sont :

- (i) — tous les prêteurs;
- (ii) — chaque fédération adhérente active et ses fédérations adhérentes;
- (iii) — tous les agents de règlement;
- (iv) — les emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars canadiens;
- (v) — les emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars américains;
- (vi) — ~~les emprunteurs non contributeurs procédant à des règlements en dollars canadiens;~~

Mis en forme : Français (France)

~~(vii)(a) — les emprunteurs non contributeurs procédant à des règlements en dollars américains.~~

Mis en forme : Français (France)

Les membres de chaque groupe de crédit de catégorie garantissent le paiement à la CDS conformément à la présente Règle 5.9 des obligations de tous les membres de ce groupe de crédit de catégorie décrites à la Règle 5.9.5. Tout adhérent autre qu'un emprunteur est membre d'un seul groupe de crédit de catégorie.

(b) — Groupe de crédit de catégorie des emprunteurs

Chaque emprunteur est membre de deux groupes de crédit de catégorie, soit un pour chaque monnaie.

- (i) — Règlements en dollars canadiens

Un emprunteur est tenu de choisir d'être membre du groupe de crédit des emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars canadiens ou du groupe de crédit des emprunteurs non contributeurs pour les règlements en dollars canadiens.

Un emprunteur est admissible au titre de membre du groupe de crédit des emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars canadiens uniquement (A) s'il est membre de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières, (B) si l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières a conclu une entente avec la CDS qui définit l'expression « surveillance au système du signal précurseur » en vertu de laquelle elle informe la CDS lorsqu'un adhérent est sous surveillance au système du signal précurseur et (C) si l'emprunteur n'a pas été sous surveillance au système du signal précurseur au cours des douze derniers mois (ou au cours de la période débutant au moment où l'emprunteur est devenu membre de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières si une telle période compte moins de douze mois), sauf si les membres existants ou un sous-ensemble de représentants désignés de ces derniers renoncent à ce critère pour un emprunteur donné et autorisent celui-ci à devenir membre du groupe de crédit des emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars canadiens malgré une telle surveillance au système du signal précurseur.

~~Un emprunteur admissible qui choisit d'adhérer au groupe de crédit des emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars canadiens devient un emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs. Un emprunteur non admissible, ou un emprunteur admissible qui choisit de ne~~

Mis en forme : Français (France)

Mis en forme : Corps de texte;BT;bt, Hiérarchisation + Niveau : 4 + Alignement : 0 cm + Retrait : 0 cm

446

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

pas devenir un emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs, est membre du groupe de crédit des emprunteurs non contributeurs pour les règlements en dollars canadiens.

Mis en forme : Français (France)

~~(ii)(i) — Règlements en dollars américains~~

~~Chaque emprunteur choisit d'être membre du groupe de crédit des emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars américains ou du groupe de crédit des emprunteurs non contributeurs pour les règlements en dollars américains. Un emprunteur qui choisit d'adhérer au groupe de crédit des emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars américains devient un emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs.~~

~~(c) — Fonds communs de garantie~~

~~Un fonds commun de garantie est établi pour chaque groupe de crédit de catégorie, à l'exception des groupes de crédit de catégorie des emprunteurs non contributeurs. Un emprunteur du fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements dans une monnaie donnée fait une contribution à un fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements dans cette monnaie. Un emprunteur non contributeur pour les règlements dans une monnaie donnée ne verse aucune contribution à un fonds commun de garantie pour les règlements dans cette monnaie.~~

1.7.2 — Paiement par le groupe de crédit de catégorie

Lorsque la CDS ne peut percevoir d'un adhérent défaillant membre ou ancien membre du groupe de crédit de catégorie le montant d'une obligation qu'il a envers elle par suite de son utilisation du service de dépôt ou du service de règlement, chaque autre membre du groupe de crédit de catégorie de l'adhérent défaillant paye à la CDS, dès réception d'une demande de cette dernière, sa quote-part de cette obligation. Si un membre du groupe de crédit de catégorie ne paie pas sa quote-part de l'obligation ou refuse de la payer, conformément à la présente Règle 5.9, il est considéré « adhérent défaillant subséquent ». Chaque membre de ce groupe de crédit de catégorie qui paye à la CDS sa quote-part de l'obligation d'un adhérent défaillant ou de chaque adhérent défaillant subséquent est considéré « obligé ». Chaque autre membre du groupe de crédit de catégorie doit payer à la CDS, à la demande de cette dernière, sa quote-part de l'obligation de l'adhérent défaillant subséquent, et ainsi de suite pour tous les défauts ou refus de paiement d'autres membres à l'égard de leur quote-part respective jusqu'à ce que le montant total de l'obligation de l'adhérent défaillant envers la CDS ait été payé. Les mentions d'adhérents défaillants ou d'obligés sont réputées concerner les adhérents défaillants subséquents ou les membres du groupe de crédit de catégorie qui payent à la CDS leur quote-part de l'obligation de l'adhérent défaillant subséquent, respectivement, avec les adaptations nécessaires. Les membres du groupe de crédit de catégorie n'ont aucune obligation envers la CDS relativement à toute obligation d'un adhérent classé dans une catégorie différente.

1.7.3 — Remplacement d'une fédération adhérente active

Lorsqu'il demande à adhérer à titre de fédération adhérente active, l'adhérent nomme l'une des autres fédérations adhérentes de son groupe au sein de l'Association canadienne des paiements pour qu'elle agisse à titre de remplaçant en cas de suspension (le « remplaçant de la fédération adhérente active »); au moment de sa demande d'adhésion, la fédération adhérente nommée accepte sa nomination à la satisfaction de la CDS. Si une autre fédération adhérente devient remplaçant de la fédération adhérente active, la nomination et comme plafond de fonctionnement, conformément à la Règle 5.4.3. Après l'acceptation de la nomination sont à la satisfaction de la CDS. Les mentions d'obligés relativement à la suspension de la fédération adhérente active concernent également le remplaçant de la fédération adhérente active qui paie à la CDS l'obligation de la fédération adhérente active suspendue.

1.7.4 — Valeur des paiements

La valeur des paiements effectués à la CDS par les obligés doit être celle de la date et de l'heure auxquelles l'adhérent défaillant a été suspendu au nom duquel le paiement est fait.

447

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. — Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

1.7.51.1.1 — Obligation de l'adhérent défaillant

L'obligation de l'adhérent défaillant mentionnée à la Règle 5.9.2 correspond au total de toutes les obligations envers la CDS résultant i) de tout dédommagement ou de toute réclamation relative aux services transfrontaliers exigé conformément à la Règle 10.2.10 ou ii) de son adhésion au service de dépôt et au service de règlement, y compris la détention de valeurs dans un grand livre, la réalisation de règlements, l'établissement de marges de crédit, et le fait d'effectuer des paiements à la CDS dans les service de dépôt et service de règlement, sauf les obligations suivantes :

- (a) — les responsabilités ou les obligations découlant de son rôle de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs, de responsable du traitement des droits et privilèges ou de gardien d'une valeur [étant entendu qu'une obligation d'un adhérent défaillant envers la CDS attestée par une entrée à son compte de fonds n'est pas considérée comme une responsabilité ou une obligation exclue en vertu du présent paragraphe (a)];
- (b) — les obligations relatives à une marge de crédit utilisée pour laquelle il est bénéficiaire;
- (c) — toute obligation garantie par les autres membres du groupe de crédit pour un fonds auquel appartient l'adhérent défaillant.

~~L'obligation d'un adhérent défaillant peut être libellée en dollars canadiens, en dollars américains ou dans les deux monnaies.~~ Pour les emprunteurs (emprunteurs de fonds commun de garantie des emprunteurs ou emprunteurs non contribuants), les obligations du groupe de crédit de catégorie à l'égard des règlements en dollars canadiens sont séparées des obligations du groupe de crédit de catégorie à l'égard des règlements en dollars américains. Pour les membres des autres groupes de crédit de catégorie, l'obligation totale dans toutes les monnaies est l'obligation du bénéficiaire.

Mis en forme : Français (France)

Les membres d'un groupe de crédit de catégorie reconnaissent que l'obligation de l'adhérent défaillant envers la CDS peut excéder son le classement de l'adhérent, la CDS fixera le plafond de fonctionnement et les montants autorisés de marges de crédit établies en sa faveur en raison d'écritures imposées passées par la CDS conformément à la Règle 8.1.3, ou d'un dédommagement ou d'une réclamation relative aux services transfrontaliers exigé conformément à la Règle 10.2.10 de l'adhérent.

1.7.6 — Quote-part

Toute demande de la CDS de paiement d'une obligation de l'adhérent défaillant fournit le calcul détaillé de la quote-part du membre du groupe de crédit de catégorie de l'obligation de l'adhérent défaillant. Les facteurs déterminant la quote-part de l'adhérent défaillant subséquent sont exclus du calcul de la quote-part du membre du groupe de crédit de catégorie de l'obligation de l'adhérent défaillant subséquent.

1.7.7 — Calcul de la quote-part

La quote-part du membre d'un groupe de crédit de catégorie de l'obligation de l'adhérent défaillant est calculée comme le décrit la présente Règle :

- (a) — si l'adhérent défaillant est prêteur, le rapport entre la quote-part de chaque autre membre du groupe de crédit des prêteurs et les parts de tous les membres du groupe de crédit des prêteurs (à l'exception de l'adhérent défaillant) doit être le même que celui entre la moyenne du risque maximal couru pour le partage des pertes de ce membre du groupe de crédit et le total des moyennes du risque maximal couru pour le partage des pertes de tous les membres du groupe de crédit des prêteurs (à l'exception de l'adhérent défaillant);
- (b) — si l'adhérent défaillant est une fédération adhérente active, chaque fédération adhérente de son groupe est solidairement responsable envers la CDS du paiement de l'obligation de l'adhérent défaillant, et le remplaçant de la fédération adhérente active doit, à titre d'obligé, faire le paiement

448

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. — Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

intégral à la CDS au nom de tous les membres du groupe de crédit des fédérations adhérentes, conformément à la Règle 5.9;

- (c) — si l'adhérent défaillant est agent de règlement, la proportion que forme la quote-part de chaque autre membre du groupe de crédit des agents de règlement par rapport aux parts de tous les membres du groupe de crédit des agents de règlement (à l'exception de l'adhérent défaillant) doit être la même que celle que forme le plafond de fonctionnement de ce membre du groupe de crédit par rapport au total des plafonds de fonctionnement de tous les membres du groupe de crédit des agents de règlement (à l'exception de l'adhérent défaillant);
- (d) — si l'adhérent défaillant est emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs, la proportion que forme la quote-part de chaque autre membre du groupe de crédit des emprunteurs de fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars canadiens ou en dollars américains par rapport aux parts de tous les membres du groupe de crédit des emprunteurs de fonds commun de garantie des emprunteurs pour cette monnaie (à l'exception de l'adhérent défaillant) doit être la même que celle que forme le plafond de fonctionnement de ce membre du groupe de crédit par rapport à la somme totale des plafonds de fonctionnement de tous les membres du groupe de crédit des emprunteurs de fonds commun de garantie des emprunteurs pour cette monnaie (à l'exception de l'adhérent défaillant);
- (e) — si l'adhérent défaillant est emprunteur non contribuant, la proportion que forme la quote-part de chaque autre membre du groupe de crédit des emprunteurs non contributeurs pour les règlements en dollars canadiens ou américains, selon le cas, par rapport aux parts de tous les membres du groupe de crédit des emprunteurs non contributeurs pour cette monnaie (à l'exception de l'adhérent défaillant) doit être la même que celle entre la somme totale payable à la CDS par ce membre du groupe de crédit pour le mois qui précède celui où la suspension a eu lieu et le total des frais payables à la CDS par l'ensemble des membres du groupe de crédit des emprunteurs non contributeurs pour cette monnaie (à l'exception de l'adhérent défaillant) pour ce mois.

Aux fins des paragraphes (c) et (d) de la présente Règle 5.9.7, le plafond de fonctionnement de tout membre est celui qui est en vigueur lorsque l'adhérent défaillant omet de faire un paiement au processus de paiement ou lorsqu'il ne paie pas sa quote-part d'une obligation conformément à la présente Règle 5.9. Si un agent de règlement détient Si l'adhérent détenant un plafond de fonctionnement effectuée des transactions libellées en dollars canadiens, un plafond de fonctionnement libellé en dollars canadiens et peut être établi; s'il effectue aussi des transactions en dollars américains, un plafond de fonctionnement distinct libellé en dollars américains, alors, aux fins de la Règle 5.9.7(c), le calcul de la quote-part est effectué au moyen de la valeur totale des deux plafonds de fonctionnement, en effectuant la conversion du plafond de fonctionnement en dollars américains en son équivalent canadien selon le taux de change établi par la CDS.

1.7.8 — Obligation continue

L'obligation d'un membre d'un groupe de crédit de catégorie conformément à la Règle 5.9 est continue. Ni cette obligation continue ni la responsabilité du membre de faire les paiements requis aux termes de la Règle 5.9.2 ne sont acquittées, en tout ou en partie, par :

- (a) — un paiement fait par l'adhérent défaillant ou par un autre membre;
- (b) — la suspension ou le retrait d'un membre du groupe de crédit de catégorie ou la résiliation de son adhésion;
- (c) — les défenses ou réclamations, les demandes reconventionnelles, les droits légaux et contractuels de compensation ou les droits de contrepassation entre l'adhérent défaillant et le membre ou entre la CDS et l'adhérent défaillant ou le membre.

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

1.7.9 Mesures prises par la CDS

Ni le défaut d'agir de la CDS ou de l'adhérent défaillant ni leurs actes n'ont d'incidence sur la responsabilité d'un membre d'un groupe de crédit de catégorie aux termes de la Règle 5.9. Sans que soit limitée la portée générale de ce qui précède :

- (a) la CDS peut, sans que cela n'ait d'incidence sur la responsabilité du membre du groupe de crédit de catégorie, accorder des délais supplémentaires, des renouvellements, des prolongations, des passe-droits, des quittances et des libérations à l'adhérent défaillant ou à quiconque (y compris un autre membre du groupe de crédit de catégorie); accepter des concordats de l'adhérent défaillant ou prendre d'autres arrangements avec lui ou quiconque (y compris un autre membre du groupe de crédit de catégorie); prendre, s'abstenir de prendre ou valider toute sûreté ou garantie, et modifier, échanger, renouveler, libérer, abandonner, réaliser ces sûretés ou ces garanties, ou prendre d'autres arrangements relatifs à celles-ci; et affecter tout paiement reçu d'un adhérent défaillant ou de quiconque (y compris un autre membre du groupe de crédit de catégorie) ou découlant de la réalisation d'une sûreté au règlement d'une partie de la responsabilité de l'adhérent défaillant qu'elle juge appropriée et modifier de temps à autre une telle affectation;
- (b) la CDS n'est pas tenue d'épuiser ses recours contre l'adhérent défaillant ou quiconque (y compris un autre membre du groupe de crédit de catégorie) ni de réaliser les sûretés ou les garanties qu'elle détient avant d'être en droit de recevoir de paiement du membre du groupe de crédit de catégorie;
- (c) la responsabilité du membre du groupe de crédit de catégorie n'est modifiée ni par des changements dans la raison sociale d'un adhérent défaillant, ni par des changements dans les conditions d'appartenance de l'adhérent défaillant (dans le cas d'une société de personnes), soit par suite du décès ou de la retraite d'un ou de plusieurs associés ou par l'arrivée d'un ou de plusieurs autres associés, ni par des changements dans les missions, la structure du capital ou l'acte constitutif de l'adhérent défaillant (dans le cas d'une société par actions), ni par la vente d'une partie ou de la totalité de l'entreprise de l'adhérent défaillant, ni par la fusion de ce dernier avec une ou plusieurs sociétés par actions; la garantie fournie par le membre du groupe de crédit de catégorie protège en outre une personne, une entreprise ou une société par actions qui acquiert l'entreprise de l'adhérent défaillant ou qui l'exploite de temps à autre;
- (d) la responsabilité du membre du groupe de crédit de catégorie n'est modifiée ni par le fait qu'un adhérent défaillant fasse faillite ou qu'il soit mis en faillite, qu'un syndic ou un administrateur-séquestre soit nommé responsable d'une partie des biens de l'adhérent défaillant, qu'un créancier détenteur d'une charge prenne possession d'une partie des biens de l'adhérent défaillant, ou que l'adhérent défaillant fasse des propositions ou propose un concordat ou un arrangement à ses créanciers en vertu d'une loi ou de quelque autre façon.

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

1.8 — Plafond de fonctionnement pour les transactions

1.8.1 — Plafond de fonctionnement

Chaque prêteur, agent de règlement, fédération adhérente active et emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs détient un plafond de fonctionnement. Le plafond de fonctionnement est établi conformément à la Règle 5.10 pour chaque adhérent détenant un plafond de fonctionnement. Un plafond de fonctionnement distinct est établi pour les transactions libellées en dollars canadiens et pour les transactions libellées en dollars américains. Un emprunteur peut posséder un plafond de fonctionnement pour les transactions en dollars américains, pour les transactions en dollars canadiens ou pour les deux types de transactions.

La CDS refuse toute transaction (y compris une transaction de règlement ou l'autorisation d'une marge de crédit) engageant un adhérent qui détient un plafond de fonctionnement si cette transaction force l'adhérent à excéder son plafond de fonctionnement. La CDS s'assure que pour chaque peut être établi. Un adhérent détenant un plafond de fonctionnement, le total des sommes suivantes, calculé en tout temps avant le processus de paiement, n'excède pas son plafond de fonctionnement: qui est un emprunteur peut être un adhérent détenant un plafond de fonctionnement libellé en dollars canadiens ou un adhérent détenant un plafond de fonctionnement libellé en dollars américains, ou les deux. Un emprunteur non contribuant ne dispose pas d'un plafond de fonctionnement.

le solde débiteur de tous ses comptes de fonds (La CDS ne permet pas la réalisation d'une transaction associée à un adhérent détenant un plafond de fonctionnement au moyen du CDSX si, avant le processus de paiement, la réalisation de la transaction aurait eu comme résultat que la somme des montants suivants excède le plafond de fonctionnement de cet adhérent :

- (a) les soldes négatifs de tous les comptes de fonds, déduction faite (i) :
- (a) i. des cotes imputées à ses comptes de fonds et (ii) des sommes tirées sur les marges de crédit établies pour l'adhérent détenant un plafond de fonctionnement par d'autres adhérents);
 - ii. les sommes autorisées sur les des montants tirés de marges de crédit établies par l'adhérent un autre adhérent au profit de l'adhérent détenant un plafond de fonctionnement pour; et
- (b) les montants autorisés des marges de crédit établies par l'adhérent détenant un plafond de fonctionnement au profit d'autres adhérents.

Une écriture ~~forcée, telle que~~ imposée, décrite à la Règle ~~8.12.3~~, peut être passée sans ~~égards~~ égard aux restrictions imposées par la présente Règle ~~5.104.1~~.

1.8.25.4.2 Répartition du plafond de fonctionnement

Chacun des prêteurs et fédération adhérente active ~~répartit~~ peut répartir le montant en dollars de son plafond de fonctionnement entre deux catégories : les comptes de fonds de ~~l'ensemble de~~ tous ses grands livres ~~et afin de sa fonction d'attribution de réaliser des transactions et d'attribuer des marges de crédit en conformité avec la présente Règle 5.~~ Chaque agent de règlement ~~et ainsi que~~ chaque emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs ~~répartissent~~ peuvent répartir leur plafond de fonctionnement entre les comptes de fonds de ~~l'ensemble de~~ leurs ~~tous ses~~ grands livres. ~~Le total des sommes réparties par~~ Aux fins de la Règle 5.4.1, la CDS appliquera le montant attribué du plafond de fonctionnement de l'adhérent qui ~~détient~~ détenant un plafond de fonctionnement ~~ne peut être supérieur à son plafond de fonctionnement.~~ L'adhérent qui ~~détient~~ détenant toutes les transactions (y compris une transaction de règlement ou l'autorisation d'une marge de crédit servant de sûreté) soumises au CDSX relativement au grand livre applicable.

454

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

~~Un adhérent détenant un plafond de fonctionnement peut décider de n'affecter aucune somme à son compte de fonds ou à sa fonction d'attribution de marges de crédit, décider de n'importe quand modifier l'attribution de toute portion non utilisée de son plafond de fonctionnement à un autre compte de fonds ou à sa fonction de ses grands livres ou aux fins d'attribution de marges de crédit, ou de répartir toute portion non répartie de son plafond de fonctionnement qui ne l'était pas.~~

1.8.35.4.3 Calcul du plafond de fonctionnement

~~Un emprunteur non contribuant ne détient pas de plafond de fonctionnement. Le La CDS fixe le montant en dollars du plafond de fonctionnement de l'adhérent qui en détient un détenant un plafond de fonctionnement, lequel correspond à la moindre des sommes suivantes :~~

- (a) le produit d'évaluation calculé pour cet adhérent conformément à la présente Règle 5.4;
- (b) ~~la somme choisie par l'adhérent (dans le cas d'un prêteur, d'une fédération adhérente active, d'un agent de règlement ou d'un emprunteur d'un fonds commun de garantie des emprunteurs seulement); la somme choisie par cet adhérent, conformément aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur;~~ ou
- (c) ~~dans le cas d'un prêteur ou d'un agent de règlement, la somme fixée par les membres du groupe de crédit de catégorie dont est membre l'adhérent (dans le cas du prêteur ou de l'agent de règlement seulement); cet adhérent.~~

~~Il est possible de n'affecter aucune somme au Un plafond de fonctionnement. Le, établi conformément au processus décrit ci-dessus, peut être fixé à zéro dollar. Un plafond de fonctionnement d'un prêteur, d'une fédération adhérente active ou d'un emprunteur d'un fonds commun de garantie des emprunteurs peut être fixé par la CDS à un montant supérieur au produit d'évaluation calculé pour cet adhérent seulement conformément à uniquement en conformité avec un rajustement facultatif volontaire effectué en vertu des Règles 5.10.11, 5.10.12 ou 5.10.14 respectivement; conformément à la Règle 5.4.5.~~

1.8.45.4.4 Calcul du produit d'évaluation pour un prêteur les adhérents

(i) Le Prêteurs

~~La CDS détermine le produit d'évaluation d'un prêteur, lequel est le produit de la multiplication de son du facteur d'évaluation du prêteur par un pourcentage de son capital. Ce pourcentage est précisé dans une communication écrite remise à la CDS de temps à autre par le comité de direction de gestion des risques conseil des prêteurs et intégré par la CDS dans les Procédés et méthodes et dans les Guides de l'utilisateur.~~

1.8.5 Calcul du produit d'évaluation pour une fédération adhérente active

~~Le produit d'évaluation d'une fédération adhérente active est le produit de la multiplication de son facteur d'évaluation par un pourcentage du capital global d'une fédération adhérente active et de ses fédérations adhérentes actives (tout placement dans une autre fédération adhérente qui fait partie du capital de cette autre fédération adhérente doit être exclu du calcul du capital d'une fédération adhérente). Le pourcentage de son capital global qui est utilisé pour calculer le produit d'évaluation est précisé dans une communication écrite remise à la CDS de temps à autre par une fédération adhérente active et intégré par la CDS dans les Procédés et méthodes et dans les Guides de l'utilisateur.~~

1.8.6(ii) Calcul du produit d'évaluation pour un agent Agents de règlement

Le produit d'évaluation de l'agent de règlement est le montant auquel l'agent de règlement est admissible comme indiqué par écrit remis précisé dans une communication écrite remise à la CDS de temps à autre

452

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

conformément à la convention relative au groupe de crédit des agents de règlement, et intégré par la CDS dans les Procédés et méthodes et dans les Guides de l'utilisateur.

1.8.7(iii) Calcul du produit d'évaluation pour un emprunteur Emprunteurs de fonds commun de garantie des emprunteurs

Le produit d'évaluation de l'emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars canadiens est le produit de la multiplication de sa propre contribution (ses propres contributions) au fonds commun de garantie en dollars canadiens par le facteur de mise en commun du fonds commun de garantie des emprunteurs en dollars canadiens pour ce fonds commun de garantie en dollars canadiens. Le facteur de mise en commun du fonds commun de garantie des emprunteurs en dollars canadiens est le quotient du montant total de toutes les contributions au fonds commun de garantie en dollars canadiens versées par tous les membres, divisé par la plus importante contribution unique d'un membre à ce fonds commun de garantie.

Le produit d'évaluation d'un emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs en dollars américains correspond à un montant choisi par le membre lui-même conformément aux Procédés et méthodes.

Les Procédés et méthodes définissent le calendrier d'établissement du facteur de mise en commun du fonds commun de garantie des emprunteurs. Si un adhérent devient membre du fonds commun de garantie en dollars canadiens à une date autre que celle fixée pour le calcul de ce facteur, le facteur de mise en commun applicable à ce nouveau membre sera le facteur de mise en commun du fonds commun de garantie des emprunteurs en dollars canadiens alors en vigueur pour l'ensemble des membres de ce fonds commun de garantie, et ce, sans égard à la contribution versée par ce nouveau membre de ce nouveau membre de ce nouvel adhérent au fonds commun de garantie. Si un adhérent se dissocie du fonds commun de garantie en dollars canadiens à une date autre que celle fixée pour le calcul de ce facteur de mise en commun, le facteur de mise en commun alors applicable aux membres restants sera recalculé immédiatement et tiendra compte du montant de la contribution à ce fonds commun de garantie retirée par l'ancien membre.

(iv) Calcul du Facteur d'évaluation

1.8.8 — Le « facteur d'évaluation »

Le facteur d'évaluation de l'adhérent est fondé sur l'évaluation de sa dette à court terme de l'adhérent par une agence d'évaluation du crédit. Si les cotes de l'adhérent données par deux agences d'évaluation du crédit diffèrent, le facteur est déterminé en fonction de la cote la plus basse.

Le facteur d'évaluation du prêteur est fixé selon une formule ou des tables préparées de temps à autre par le comité de direction de gestion des risques conseil des prêteurs et intégrées par la CDS aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur, pourvu que le comité de direction de gestion des risques. Nonobstant ce qui précède, le conseil des prêteurs puisse fixer le facteur d'évaluation du prêteur en tout temps, en informant la CDS par écrit du nouveau facteur d'évaluation.

Le facteur d'évaluation de la fédération adhérente active est de :

- (a) 100 % pour la cote R-1 Fort du DBRS ou A-1 (fort) de S&P;
- (b) 95 % pour la cote R-1 Moyen du DBRS ou A-1 (moyen) de S&P; ou
- (c) 80 % pour la cote R-1 Faible du DBRS ou A-1 (faible) de S&P.

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

Le facteur d'évaluation de l'agent d'un agent de règlement est le montant prévu dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur.

Si les cotes données par les deux agences L'application du facteur d'évaluation du crédit diffèrent, le facteur est déterminé en fonction définie dans les Procédés et méthodes et les Guides de la cote la plus basse l'utilisateur.

4.8.9(v) Effet d'un facteur d'évaluation faible

Si la cote donnée à un prêteur par suite de l'évaluation de sa dette à court terme est inférieure à l'équivalent de la cote R-1 Faible du DBRS ou son équivalent, le prêteur augmente ou doit augmenter ses contributions au fonds commun de garantie conformément à la Règle 5.1210.4. Si la cote est inférieure à l'équivalent de la cote R-2 Moyen du DBRS ou son équivalent, le prêteur n'affecte aucune somme à son plafond de fonctionnement de zéro dollar, sauf si le comité de direction de gestion des risques conseil des prêteurs détermine que son plafond de fonctionnement doit être plus élevé que zéro dollar et que le prêteur a augmenté ses contributions au fonds commun de garantie. Une fédération adhérente active

Un agent de règlement dont la cote est inférieure à la cote R-1 Faible du DBRS ou A-1 (faible) de S&P n'affecte aucune somme à son plafond de fonctionnement, de zéro dollar sauf si des ententes ont été prises à la satisfaction des autres membres de son groupe de crédit de catégorie pour garantir les obligations d'une fédération adhérente active de cet agent de règlement, dont la cote est faible, y compris la disposition concernant l'augmentation des contributions au fonds commun de garantie, conformément à la Règle 5.1210.5. Dans un tel cas, le plafond de fonctionnement correspond, pour est la somme précisée dans une fédération adhérente active, communication écrite donnée à la CDS conformément à la somme fixée par les autres fédérations adhérentes de son convention relative au groupe de crédit des agents de catégorie règlement.

Un agent de règlement adhérent dont la cote est inférieure à la cote précisée dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur n'affecte aucune somme à son plafond de fonctionnement sauf si des ententes ont été prises à la satisfaction des autres membres de son groupe de crédit de catégorie pour garantir les obligations de cet agent de règlement adhérent relatives à sa faible cote, dont le financement de l'augmentation de la contribution au fonds de garantie prévu à la Règle 5.12.6. Dans ce cas, le plafond de fonctionnement est la somme précisée dans une instruction écrite donnée conformément à la convention relative au groupe de crédit des agents de règlement.

4.8.10 Établissement du plafond de fonctionnement

Pour adhérer à titre d'adhérent détenant un plafond de fonctionnement, l'adhérent informe la CDS des facteurs nécessaires au calcul du produit d'évaluation. Le demandeur en voie d'être classé à titre de fédération adhérente active, d'agent de règlement ou d'emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs informe la CDS et les autres membres de son groupe de crédit de catégorie proposé de la somme qu'il affecte à son plafond de fonctionnement, qui doit être inférieure à son produit d'évaluation. Au moment du classement de l'adhérent, la CDS établit son plafond de fonctionnement.

4.8.115.4.5 Rajustement volontaire du plafond de fonctionnement du prêteur

(i) Le Prêteurs

Un prêteur peut, en tout temps pendant un jour ouvrable, demander une augmentation temporaire de son plafond de fonctionnement à un montant qui ne dépasse pas 125% de son plafond de fonctionnement actuel. La demande est faite par écrit par un dirigeant autorisé du prêteur et livrée à la succursale pour le service de tous les autres prêteurs et au dirigeant dûment désigné de l'ABC, par télécopieur ou autre moyen de communication convenu; la demande doit préciser conseil des prêteurs, en précisant le motif et le montant

454

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

de l'augmentation désirée, et comprendre tout renseignement demandé ~~dans le par la CDS au moyen du~~ formulaire ~~de demande standard du secteur financier prescrit~~ en vigueur à ce moment. Après avoir reçu ~~une~~ la demande en bonne et due forme, chacun des prêteurs indique ~~à l'ABC~~ au conseil des prêteurs par écrit, ~~par télécopieur~~, dans un délai raisonnable, s'il approuve ou non la demande d'augmentation. Si tous les prêteurs approuvent la demande, ~~l'ABC~~ le conseil des prêteurs informe immédiatement la CDS et la Banque du Canada du montant de l'augmentation temporaire accordée au demandeur et de l'augmentation ~~requis~~ de ~~sa~~ la contribution ~~qu'il doit verser~~ au fonds commun de garantie, d'au moins 15% de ~~l'excédent l'augmentation~~ de son ~~nouveau~~ plafond de fonctionnement ~~sur son plafond de fonctionnement actuel~~. La CDS augmente le plafond de fonctionnement du prêteur conformément à la communication ~~de l'ABC~~ du conseil des prêteurs, pourvu que l'augmentation correspondante de sa contribution au fonds commun de garantie, ~~requis~~ qu'il doit verser en vertu de la Règle 5.10.4, ait été faite. La CDS remet le plafond de fonctionnement du prêteur à son niveau normal, avant le début des activités du jour ouvrable suivant. Toute contribution excédentaire au fonds de garantie est retournée conformément à la Règle 5.10.8.

(ii) Rajustement volontaire du Agents de règlement

1.8.12 – Nonobstant les procédures décrites dans la présente Règle 5.4 aux fins de l'établissement de son plafond de fonctionnement d'une fédération adhérente active

~~Une fédération adhérente active, l'agent de règlement peut demander à la CDS d'augmenter ou de diminuer son plafond de fonctionnement. La CDS donne suite à la demande à condition que, s'il s'agit d'une augmentation, la contribution du demandeur à son fonds commun de garantie ait été augmentée en conséquence conformément à la Règle 5.12.5.~~

1.8.13 – Rajustement volontaire du plafond de fonctionnement d'un agent de règlement

~~L'agent de règlement peut demander à la CDS d'augmenter ou de diminuer son plafond de fonctionnement, sous réserve de son produit d'évaluation. La CDS communique, au moins un jour ouvrable franc à l'avance, avec les l'augmentation ou la diminution proposée aux autres agents de règlement, sauf s'ils y renoncent, avant de donner suite à la demande de l'agent de règlement conformément à la présente Règle 5.10.13 à ce préavis. La communication de la CDS doit comprendre le calcul de toute modification aux contributions au fonds commun de garantie des agents de règlement requise par le rajustement. À la fin de la période d'examen, le plafond de fonctionnement de l'agent de règlement est rajusté, conformément à ~~la~~ sa demande, ~~diminué ou augmenté~~. Dans le cas d'une augmentation ou d'une réduction, pourvu que la somme fixée par les autres membres de son groupe de crédit de catégorie ~~ne doit~~ ait pas avoir été diminuée ~~selon un~~ inchangé en conséquence d'un rajustement obligatoire effectué conformément à la Règle 5.10.14.6 avant l'échéance de la période d'examen, et laque, si en raison du rajustement l'agent des transferts présentant la demande ou tout autre agent des transferts est tenu d'augmenter sa contribution ~~du demandeur~~ au fonds commun de garantie des agents de règlement ~~ou de tout autre agent de règlement doit avoir été augmentée au besoin, ces contributions supplémentaires aient été versées.~~~~

1.8.14(iii) – Rajustement volontaire du plafond de fonctionnement de l'emprunteur Emprunteurs de fonds commun de garantie des emprunteurs

~~Un emprunteur du fonds commun de garantie des emprunteurs peut demander à la CDS de diminuer son plafond de fonctionnement. Au moment indiqué dans les Procédés et méthodes, la CDS diminue le plafond de fonctionnement conformément à la demande. Un emprunteur dude fonds commun de garantie des emprunteurs peut demander à la CDS d'augmenter provisoirement son plafond de fonctionnement, et ce, jusqu'au montant maximal prescrit dans les Procédés et méthodes, pourvu que l'emprunteur du fonds commun de garantie des emprunteurs verse une contribution supplémentaire provisoire au fonds commun de garantie des emprunteurs égale au montant de l'augmentation du plafond de fonctionnement demandée. La CDS augmente le plafond de fonctionnement conformément à la demande lorsque la contribution supplémentaire provisoire a été versée. La contribution supplémentaire provisoire au fonds commun de~~

Mis en forme : Français (France)

456

© Services de dépôt et de compensation CDS inc.

Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

garantie n'a d'incidence ni sur le calcul du facteur de mise en commun du fonds commun de garantie des emprunteurs en dollars canadiens, ni sur le choix du produit d'évaluation qu'effectuent les emprunteurs de fonds commun de garantie des emprunteurs en dollars américains, ni sur le plafond de fonctionnement des adhérents autres de tout autre adhérent que l'emprunteur demandant une telle augmentation l'augmentation. Au terme de l'exécution du processus de paiement ce jour ouvrable-là, la contribution supplémentaire provisoire au fonds de garantie, s'il en est, est retournée à l'emprunteur à titre de contribution excédentaire au fonds commun de garantie en vertu et sous réserve des conditions décrites, conformément à la Règle 5.12.9. La CDS rétablit le plafond de fonctionnement normal de l'emprunteur avant le début du jour ouvrable suivant.10.8.

Un emprunteur du fonds commun de garantie des emprunteurs peut demander à la CDS de diminuer son plafond de fonctionnement. Au moment indiqué dans les Procédés et méthodes, la CDS diminue le plafond de fonctionnement conformément à la demande.

Mis en forme : Français (France)

La CDS rétablit le plafond de fonctionnement de l'emprunteur au niveau existant immédiatement avant l'augmentation ou la diminution provisoire de son plafond de fonctionnement, avant le début du jour ouvrable suivant.

1.8.155.4.6 Rajustement obligatoire du plafond de fonctionnement du prêteur

(i) Prêteurs

Le prêteur peut, en tout temps pendant un jour ouvrable, demander à l'ABC de solliciter les au conseil des prêteurs en vue de réduire le de consulter les membres de son groupe de crédit de catégorie à propos de la réduction du plafond de fonctionnement d'un autre prêteur. L'ABC le conseil des prêteurs informe immédiatement les prêteurs, sauf celui qui est concerné, de la réduction proposée. Chaque prêteur informé signale par écrit à l'ABC le conseil des prêteurs, dans un délai raisonnable, par télécopieur, s'il approuve ou non la réduction. Si tous les prêteurs, à l'exception du prêteur concerné, approuvent la réduction, l'ABC le conseil des prêteurs informe immédiatement la CDS du montant et de la durée de la réduction temporaire à imposer au prêteur concerné. La CDS réduit le plafond de fonctionnement du prêteur visé dès réception des directives de l'ABC de la communication du conseil des prêteurs, et informe celui-ci le prêteur visé de la réduction imposée sur les directives de l'ABC son plafond de fonctionnement par suite de la communication qu'elle a reçue du conseil des prêteurs.

1.8.16(ii) Rajustement obligatoire du plafond de fonctionnement de l'agent Agents de règlement

Les agents de règlement peuvent, conformément à la Règle 5.4.4, fixer une la somme pour le du plafond de fonctionnement de chaque demandeur qui veut être classé comme agent et adhérent potentiel à la catégorie des agents de règlement, et en tout temps rajuster la somme en tout temps du plafond de fonctionnement de tout agent de règlement. La CDS réduit le plafond de fonctionnement d'un agent de règlement dès réception de directives communications écrites données faites conformément à la convention relative au groupe de crédit des agents de règlement, et informe l'agent de règlement concerné de la réduction imposée sur les directives des agents de règlement.

1.8.17(iii) Rajustement obligatoire du plafond de fonctionnement de l'emprunteur Emprunteurs de fonds commun de garantie des emprunteurs

La CDS diminue le plafond de fonctionnement d'un emprunteur du fonds commun de garantie des emprunteurs membre du fonds commun groupe de garantie crédit de catégorie des emprunteurs pour les règlements en dollars canadiens ou du fonds commun de garantie groupe de crédit de catégorie des emprunteurs pour les règlements en dollars américains (i), de l'une des deux façons suivantes :

(a) à la demande de tous les autres emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs membres du groupe de ce fonds commun crédit de garantie ou (ii) tel que catégorie concerné.

456

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

(b) comme stipulé en vertu des modalités de la convention relative au groupe de crédit de catégorie applicable à ce fonds commun de garantie, au groupe de crédit de catégorie concerné.

La CDS informe l'emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs visé de la diminution.

1.8.18(iv) Rajustement obligatoire du plafond de fonctionnement par la CDS

Agissant ~~Nonobstant toute autre disposition de la présente Règle 5.4.6, la CDS peut, à sa discrétion et en agissant~~ avec la diligence voulue dans ce qu'elle juge, de bonne foi, être nécessaire à la protection de ses intérêts et être au meilleur ~~mieux~~ des intérêts de tous les adhérents, ~~la CDS peut, à sa discrétion,~~ diminuer le plafond de fonctionnement de tout adhérent détenant un plafond de fonctionnement. Pour prendre une telle décision, la CDS ~~doit~~ peut prendre en considération les facteurs décrits à la Règle 5.1.32. La CDS informe l'adhérent visé de la diminution de son plafond de fonctionnement et des motifs d'une telle mesure.

1.8.19 5.4.7 Effet du rajustement du plafond de fonctionnement

La réduction de la somme du plafond de fonctionnement d'un adhérent n'a aucune incidence sur la garantie accordée par les autres ~~de~~ de son groupe de crédit de catégorie relativement aux obligations à ce adhérent envers la CDS ~~engagées par l'adhérent~~ relativement à son plafond de fonctionnement avant la réduction, même si la nouvelle somme fixée pour le ~~du~~ plafond de fonctionnement est inférieure à celle des obligations à la CDS alors impayées.

1.8.20 Limitation Pouvoir discrétionnaire de la responsabilité

5.4.8 La détermination du plafond de fonctionnement constitue le principal moyen de gérer les risques associés à un groupe de crédit de catégorie dans l'intérêt de tous ses CDS et des autres membres. Par conséquent, lorsqu'ils

Lorsqu'ils exercent les pouvoirs conférés par la présente Règle 5.104 pour fixer une ~~la~~ somme pour le ~~du~~ plafond de fonctionnement d'un membre d'un groupe de crédit de catégorie, ni la CDS ni les autres membres de ce groupe de crédit de catégorie ne sont tenus de prendre en considération l'intérêt particulier du membre visé, ~~et les.~~ Les autres membres du groupe de crédit de catégorie, qui agissent sur la foi des informations disponibles au moment où la décision est prise, peuvent agir dans leur intérêt et dans celui du groupe de crédit de catégorie dans son ensemble. La CDS et les membres du groupe de crédit de catégorie sont autorisés à tenir compte de toute information qu'ils jugent pertinente, y compris, sans restrictions, les cotes et rapports des agences d'évaluation de crédit, les prêts de valeurs excessifs, les méthodes de négociation inhabituelles figurant sur les rapports préparés par la CDS ou autrement mis à la disposition de la CDS, et le fait que le membre visé ne soit pas disposé ou qu'il soit inapte à fournir sur demande de la CDS des garanties supplémentaires.

Ni la CDS, ni les membres d'un groupe de crédit de catégorie ne sont responsables envers un autre membre d'un acte ou d'une omission concernant l'exercice des pouvoirs mentionnés ci-dessus accordés par la présente Règle 5.4, sauf s'il s'agit d'un acte frauduleux, et chacun des membres du groupe de crédit de catégorie libère irrévocablement la CDS et chaque autre membre d'une telle responsabilité. La CDS et les autres membres d'un groupe de crédit de catégorie ne sont pas responsables envers un membre de dommages-intérêts qui lui sont réclamés ou de pertes qu'il a subies, de frais qu'il a engagés, de dépenses ou de dettes qu'il a contractées ou de réclamations qui lui ont été faites par suite de l'exercice des pouvoirs mentionnés ci-dessus, y compris toute occasion ratée, perte de profit, de marché, d'achalandage, d'intérêt ou d'utilisation d'argent ou de valeurs, ni de dommages-intérêts ou, de pertes qu'il a subies, de frais qu'il a engagés, de dépenses ou de dettes qu'il a contractées qui lui sont imputés ou de réclamations qui lui ont été faites, et ce, de façon extraordinaire ou, indirecte ou accessoire.

457

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

5.5 MARGES DE CRÉDIT

5.5.1 Caution et bénéficiaire

Le prêteur qui est partie à la convention entre cautions peut établir une marge de crédit en faveur d'un autre adhérent en ce qui concerne l'utilisation du CDSX par un tel adhérent. L'adhérent qui a établi une marge de crédit est une « **caution** » et celui en faveur duquel la marge de crédit a été établie est le « **bénéficiaire** ».

5.5.2 Établissement des marges de crédit

Une caution peut établir des marges de crédit en faveur d'un ou de plusieurs bénéficiaires. De même, le bénéficiaire peut disposer de marges de crédit établies en sa faveur par une ou plusieurs cautions.

Les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur peuvent comprendre des catégories de marges de crédit différentes, dont les caractéristiques y sont énoncées. Chaque marge de crédit est établie conformément aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur pour un grand livre donné du bénéficiaire et les comptes composant ce grand livre.

La caution fixe la somme autorisée pour chaque marge de crédit conformément aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur. Chaque jour ouvrable, la caution autorise l'utilisation, jusqu'à concurrence d'une somme précisée, de chaque marge de crédit, que le bénéficiaire confirme avant d'utiliser. La caution peut donner des instructions à l'avance ou des instructions permanentes pour l'autorisation d'une marge de crédit, auquel cas aucune confirmation n'est requise à compter du jour ouvrable suivant la confirmation initiale par le bénéficiaire.

Mis en forme : Français (France)

Mis en forme : Français (France)

5.5.3 Utilisation de sommes sur une marge de crédit

Sûretés pourLe bénéficiaire utilise une somme sur une marge de crédit lorsque les écritures requises sont passées dans les registres et les comptes tenus par la CDS pour le bénéficiaire et la caution.

L'utilisation de la marge de crédit est assujettie à ce qui suit :

- (a) la somme que le bénéficiaire utilise sur une marge de crédit ne doit pas dépasser le montant autorisé pour cette marge de crédit au moment où la CDS passe les écritures dans ses registres et ses comptes;
- (b) le total des sommes que le bénéficiaire utilise sur l'ensemble des marges de crédit ne doit jamais dépasser le solde débiteur du compte de fonds du grand livre à ce moment;
- (c) si une écriture passée dans le compte de fonds du bénéficiaire y entraîne un solde débiteur, une somme équivalente au solde débiteur est utilisée sur les marges de crédit établies pour le grand livre dans lequel l'écriture a été passée;
- (d) si le bénéficiaire est un adhérent détenant un plafond de fonctionnement, une somme devra être utilisée sur une marge de crédit établie pour un grand livre, seulement si le solde débiteur des comptes de fonds de ce grand livre excède la somme inutilisée du plafond de fonctionnement affectée à ce grand livre.

Le bénéficiaire établit la séquence de prélèvement et de remboursement qui détermine l'ordre selon lequel les sommes sont utilisées sur les marges de crédit établies pour un grand livre, et l'ordre selon lequel les sommes utilisées sont remboursées, sous réserve des restrictions relatives aux séquences de prélèvement et de remboursement imposées par les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur pour les différentes catégories de marges de crédit. Si le solde débiteur du compte de fonds d'un grand livre excède la somme autorisée sur la première marge de crédit de la séquence de prélèvement établie par le bénéficiaire,

458

© Services de dépôt et de compensation CDS inc.

Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

ce dernier doit utiliser les sommes disponibles sur chaque marge de crédit successive de la séquence de prélèvement pour traiter l'excédent, jusqu'à ce que la totalité du solde débiteur ait été traitée.

En vertu de la Règle 8.2.3, la CDS peut passer une écriture imposée dans un compte de fonds d'un adhérent qui fait en sorte que le solde débiteur du compte de fonds d'un grand livre excède le plafond de fonctionnement de l'adhérent et les sommes autorisées de toutes les marges de crédit établies pour ce grand livre. Au fur et à mesure que des écritures de crédit sont passées au compte de fonds du bénéficiaire pour le grand livre visé, en réduisant ainsi le solde débiteur, les sommes suivantes sont réduites d'autant dans le plafond de fonctionnement et les marges de crédit du bénéficiaire, dans cet ordre :

- (a) premièrement, les sommes qui excèdent le plafond de fonctionnement et les marges de crédit du bénéficiaire en raison d'écritures imposées conformément à la Règle 8.2.3;
- (b) deuxièmement, les sommes utilisées sur les marges de crédit pour ce grand livre, dans la séquence de remboursement établie par le bénéficiaire;
- (c) troisièmement, la somme utilisée du plafond de fonctionnement affectée à ce grand livre.

Chaque jour ouvrable, une caution peut accéder aux registres que tient la CDS pour connaître la somme utilisée sur la marge de crédit qu'elle a établie.

5.5.4 Réduction des marges de crédit

La caution peut retirer toute marge de crédit qu'elle a établie et sur laquelle aucune somme n'est utilisée à ce moment-là et changer la somme autorisée pour cette marge. Une réduction de la somme autorisée pour une marge de crédit ne limite ni ne modifie l'obligation de la caution envers la CDS concernant la somme qu'un bénéficiaire a utilisée sur la marge de crédit avant la réduction, même si la nouvelle somme autorisée est inférieure à la somme alors utilisée par le bénéficiaire sur cette marge de crédit.

5.6 GARANTIE FOURNIE PAR LA CAUTION

5.6.1 Garantie

En établissant une marge de crédit en faveur d'un bénéficiaire, la caution garantit inconditionnellement le paiement à la CDS de la dette de ce bénéficiaire envers la CDS tel qu'en atteste de temps à autre le solde débiteur du compte de fonds de chaque grand livre pour lequel la caution a établi une marge de crédit. Cette garantie n'est valide qu'à la condition que la responsabilité de la caution concernant n'importe quel grand livre n'excède pas la somme utilisée sur les marges de crédit qu'elle a établies pour ce grand livre au moment où la CDS exige le paiement conformément à la présente Règle 5.6.

Si une écriture imposée est portée au compte de fonds d'un bénéficiaire, la CDS accepte que la caution n'engage sa responsabilité qu'à l'égard des obligations découlant du solde débiteur du compte de fonds, jusqu'à concurrence de la somme autorisée conformément à la marge de crédit établie par la caution, même si le solde débiteur excède la somme autorisée de cette marge de crédit.

5.6.2 Paiement fait par la caution

Si le bénéficiaire omet de payer à la CDS la totalité des soldes débiteurs de ses comptes de fonds en temps opportun conformément aux Règles, aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur, chaque caution qui a établi une marge de crédit en faveur du bénéficiaire pour les comptes de fonds doit verser immédiatement à la CDS le montant du solde débiteur, jusqu'à concurrence de la somme garantie par la caution conformément à la Règle 5.6.1. Si plusieurs cautions ont établi une marge de crédit en faveur du bénéficiaire, la CDS exigera des cautions le paiement des soldes débiteurs de leurs marges de crédit respectives que le bénéficiaire n'a pas remboursés à la CDS en temps opportun.

459

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. ————— Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

Une caution effectue son paiement à la CDS conformément à la Règle 9.2.6. Si la CDS ne reçoit pas ce paiement dans le délai prescrit par les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur, elle peut prendre des mesures de recouvrement contre les autres membres du groupe de crédit de catégorie de la caution.

Une caution peut demander à la CDS un relevé des sommes qu'elle lui doit relativement à la garantie qu'elle lui a consentie en vertu des Règles.

5.6.3 Garantie et obligations continues de la caution

La garantie fournie par la caution conformément à la Règle 5.6.1 est continue; il n'en est pas donné quittance, en tout ou en partie, par ce qui suit, et la caution est tenue de faire les paiements requis conformément à la Règle 5.6.2 :

- (a) un paiement fait par le bénéficiaire ou par une autre caution;
- (b) la suspension ou le retrait d'un bénéficiaire, de la caution ou d'une autre caution en tant qu'adhérent ou la résiliation de leur adhésion;
- (c) les moyens de défense, les réclamations, les demandes reconventionnelles, les droits légaux et contractuels de compensation ou de contre-passation entre le bénéficiaire et la caution ou entre la CDS et le bénéficiaire ou la caution.

Les obligations de la caution envers la CDS en ce qui concerne toutes les marges de crédit établies par la caution avant la suspension, le retrait ou la résiliation demeurent en vigueur malgré la suspension ou le retrait de la caution ou la résiliation de l'adhésion de celle-ci.

5.6.4 Aucune incidence des mesures de la CDS ou du bénéficiaire sur les obligations de la caution

Les obligations de la caution relatives à une garantie fournie conformément à la présente Règle 5.6 ne sont aucunement touchées par les actes ou les omissions de la CDS ou du bénéficiaire. Sans limiter la portée générale de ce qui précède :

- (a) la CDS peut :
 - i. accorder des renouvellements, des extensions, des jours de grâce, des mainlevées et des quittances au bénéficiaire ou à quiconque (y compris une autre caution) ou traiter d'une autre manière avec ceux-ci (y compris une autre caution),
 - ii. modifier, échanger, renouveler, réaliser ou autrement traiter toute sûreté ou garantie consentie à la CDS ou en donner quittance ou y renoncer,
 - iii. sous réserve de la Règle 5.6.2, affecter tout paiement reçu du bénéficiaire ou de quiconque (y compris une autre caution) ou provenant de la réalisation de toute sûreté relative à la part de responsabilité du bénéficiaire qu'elle juge appropriée, et modifier une telle affectation de temps à autre.

le tout sans aucune incidence sur les obligations de la caution;

- (b) la CDS n'est pas tenue d'épuiser ses recours contre le bénéficiaire ou toute autre personne (y compris une autre caution) ou de réaliser une sûreté ou de présenter une réclamation en vertu d'une autre garantie avant d'exiger un paiement auprès de la caution;

- (c) tout ou toute, selon le cas :

460

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

- i. changement de nom du bénéficiaire,
- ii. dans le cas d'une société de personnes, changement dans la participation du bénéficiaire par suite d'un décès, du départ à la retraite d'un ou de plusieurs associés, de l'arrivée d'un ou de plusieurs autres associés ou d'une autre manière,
- iii. dans le cas d'une société, changement dans les objets, la structure du capital ou l'acte constitutif du bénéficiaire,
- iv. vente totale ou partielle de l'entreprise du bénéficiaire,
- v. regroupement du bénéficiaire avec une ou plusieurs sociétés,

n'a aucune incidence sur la responsabilité de la caution, et la garantie accordée par la caution passera au particulier, à l'entité ou à la société qui l'acquiert ou qui exerce de temps à autre les activités de l'entreprise du bénéficiaire;

(d) si :

- i. le bénéficiaire fait faillite ou est mis en faillite,
- ii. un syndic ou un syndic et gestionnaire est nommé aux biens, en totalité ou en partie, du bénéficiaire,
- iii. un créancier détenteur d'une charge prend possession d'une partie des biens du bénéficiaire, ou
- iv. le bénéficiaire fait une proposition, y compris une proposition de compromis ou d'arrangement, à ses créanciers en vertu d'une loi ou de quelque autre façon,

les obligations de la caution demeureront inchangées par ces événements.

5.6.5 Remboursement par le bénéficiaire

Le bénéficiaire rembourse chaque caution qui effectue un paiement à la CDS conformément à la Règle 5.6.2. Si une caution ayant établi une marge de crédit pour un bénéficiaire devient un adhérent défaillant du fait qu'elle n'effectue pas les paiements à la CDS requis conformément à la Règle 5.6.2 et que les autres membres du groupe de crédit de catégorie de l'adhérent défaillant deviennent des obligés en effectuant les paiements à la CDS conformément à la Règle 5.9.3, le bénéficiaire devra rembourser chacun de ces obligés.

5.7 GROUPES DE CRÉDIT DE FONDS

5.7.1 Établissement de fonds

Chaque adhérent qui utilise une fonction ou un service est membre des fonds suivants :

(a) le fonds, ou en ce qui concerne la fonction de RNC, le fonds des adhérents et le fonds de défaillance;

(b) le fonds du groupe de crédit de fonds;

établis pour cette fonction ou ce service.

Chaque membre d'un groupe de crédit de fonds garantit le paiement à la CDS de certaines obligations des autres membres en vertu de la présente Règle 5.7.

464

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

5.7.2 Contribution à un fonds

Chaque membre d'un fonds doit verser des contributions (la « **contribution à un fonds** ») à ce fonds conformément à la présente Règle 5.7. Les formules et les critères de calcul du montant exigé de la contribution à un fonds sont décrits dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur.

Le montant de la contribution à un fonds versé par l'adhérent au moment de la constitution du fonds ou lorsqu'il utilise pour la première fois une fonction ou un service pour lequel un fonds est constitué est fixé par la CDS de façon raisonnable et en se basant sur l'utilisation prévue de ce service ou de cette fonction; la CDS peut par la suite augmenter ou réduire de temps à autre le montant de la contribution à un fonds conformément aux formules et critères mentionnés ci-dessus.

5.7.3 Paiement par le groupe de crédit de fonds

Lorsque la CDS ne peut percevoir, d'un adhérent défaillant membre ou ancien membre d'un fonds pour une fonction ou un service, le montant d'une obligation que celui-ci a envers elle par suite de son utilisation d'une telle fonction ou d'un tel service, la CDS exercera ses droits sur les contributions au fonds dont l'adhérent défaillant est membre, conformément aux Règles; chaque autre membre du fonds paie à la CDS, dès réception d'une demande de cette dernière, sa quote-part de cette obligation. Si un membre ne paie pas sa quote-part de l'obligation ou refuse de la payer, il est considéré « **adhérent défaillant subséquent** ». Chaque autre membre de ce fonds doit payer à la CDS, dès réception d'une demande de celle-ci, sa quote-part de l'obligation de l'adhérent défaillant subséquent, et ainsi de suite pour tous les défauts ou refus de paiement d'autres membres relativement à leur quote-part respective jusqu'à ce que le montant total de l'obligation de l'adhérent défaillant envers la CDS ait été payé. Chacun des autres membres du fonds qui effectuent le paiement de sa quote-part de l'obligation de l'adhérent défaillant et de chacun des adhérents défaillants subséquents à la CDS est considéré comme un « **obligé** ».

Le groupe de crédit d'un fonds n'a aucune obligation envers la CDS relativement à toute obligation d'un adhérent découlant de l'utilisation, par cet adhérent, d'une autre fonction ou d'un autre service.

5.7.4 Calcul de la quote-part

Toute demande de paiement de la CDS, conformément à la Règle 5.7.3, précise la date et l'heure d'entrée en vigueur à utiliser pour calculer la quote-part du membre de l'obligation de l'adhérent défaillant et fournit les détails de ce calcul. La date et l'heure d'entrée en vigueur sont la date et l'heure auxquelles survient la suspension de l'adhérent défaillant ou de l'adhérent défaillant subséquent, à moins que le conseil d'administration n'établisse qu'une autre date et une autre heure doivent être utilisées pour un tel calcul. Le conseil d'administration, agissant de façon raisonnable dans l'intérêt de la CDS et de l'ensemble des adhérents, peut fixer une autre heure et une autre date d'entrée en vigueur aux fins de calcul de la quote-part. La quote-part du membre relative à l'obligation doit être égale en proportion à sa contribution au fonds par rapport au total des contributions de l'ensemble des membres (sauf l'adhérent défaillant). On ne doit tenir compte ni des contributions au fonds de l'adhérent défaillant ni de celles de chaque adhérent défaillant subséquent dans le calcul de la quote-part d'un membre de l'obligation d'un adhérent défaillant subséquent. Si la contribution à un fonds d'un membre est libellée séparément en dollars canadiens ou en dollars américains, alors, aux fins de la présente Règle 5.7.4, le calcul de la quote-part sera effectué en utilisant les contributions totales et en convertissant les contributions en dollars américains en leur équivalent en dollars canadiens au taux de change établi par la CDS.

Mis en forme : Français (France)

5.7.5 Obligation de l'adhérent défaillant

L'obligation de l'adhérent défaillant qui est membre d'un groupe de crédit de fonds, mentionnée à la Règle 5.7.3, correspond au total de ce qui suit :

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

- (a) les cotes dues par le membre défaillant qui découlent de l'utilisation de la fonction ou du service pour lequel le fonds est établi (y compris les cotes calculées relativement à ses obligations envers la contrepartie centrale après que l'adhérent défaillant est suspendu);
- (b) la valeur nette de résiliation de toutes les obligations envers la contrepartie centrale de l'adhérent défaillant découlant de son utilisation de cette fonction ou de ce service.

L'obligation d'un adhérent défaillant peut être libellée en dollars canadiens, en dollars américains ou dans les deux monnaies. L'obligation du groupe de crédit de fonds d'un adhérent défaillant comprend l'obligation totale de l'adhérent défaillant dans toutes les monnaies.

5.7.6 Obligation continue

L'obligation d'un membre d'un groupe de crédit de fonds en tant qu'obligé conformément à la Règle 5.7.3 est continue et elle n'est pas acquittée, en tout ou en partie, par ce qui suit, le membre devant l'acquitter conformément à la règle 5.7.3 :

- (a) un paiement partiel fait par l'adhérent défaillant ou par un autre membre;
- (b) la suspension ou le retrait d'un membre du groupe de crédit de fonds ou la résiliation de son adhésion;
- (c) les moyens de défense, les réclamations, les demandes reconventionnelles et les droits légaux et contractuels de compensation ou droits de contre-passation entre l'adhérent défaillant et le membre, entre la CDS et l'adhérent défaillant ou entre la CDS et le membre.

5.7.7 Aucune incidence des mesures prises par la CDS ou par l'adhérent défaillant sur les obligations de l'obligé

Les obligations d'un membre du groupe de crédit de fonds en tant qu'obligé conformément à la présente Règle 5.7 ne sont aucunement touchées par les actes ou les omissions de la CDS ou de l'adhérent défaillant. Sans limiter la portée générale de ce qui précède :

- (a) la CDS peut :
- i. accorder des renouvellements, des extensions, des jours de grâce, des mainlevées et des quittances à l'adhérent défaillant ou à quiconque (y compris un autre membre du groupe de crédit de fonds) ou traiter autrement avec ceux-ci (y compris un autre membre du groupe de crédit de fonds);
 - ii. modifier, échanger, renouveler, lever, réaliser ou traiter d'une autre manière une sûreté ou une garantie consentie à la CDS, ou y renoncer;
 - iii. affecter tout paiement reçu de l'adhérent défaillant ou de quiconque (y compris un autre membre du groupe de crédit de fonds) ou provenant de la réalisation de toute sûreté relative à la part de responsabilité de l'adhérent défaillant qu'elle juge appropriée, et modifier une telle affectation de temps à autre;
- le tout sans aucune incidence sur les obligations de l'obligé;
- (b) la CDS n'est pas tenue d'épuiser ses recours contre l'adhérent défaillant ou quiconque (y compris un autre membre du groupe de crédit de fonds) ou de réaliser une sûreté ou de présenter une réclamation en vertu d'une autre garantie avant d'exiger paiement auprès de l'obligé;
- (c) tout ou toute, selon le cas :

463

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

- i. changement de nom de l'adhérent défaillant,
- ii. dans le cas d'une société de personnes, changement dans la participation de l'adhérent défaillant par suite d'un décès, du départ à la retraite d'un ou de plusieurs associés, de l'arrivée d'un ou de plusieurs autres associés ou autre,
- iii. dans le cas d'une société, changement dans les objets, la structure du capital ou l'acte constitutif de l'adhérent défaillant,
- iv. vente totale ou partielle de l'entreprise de l'adhérent défaillant,
- v. regroupement de l'adhérent défaillant avec une ou plusieurs sociétés,

n'a aucune incidence sur la responsabilité de l'obligé, et la garantie accordée par l'obligé passera au particulier, à l'entité ou à la société qui l'acquiert ou qui exerce de temps à autre les activités de l'entreprise de l'adhérent défaillant;

(d) si :

- i. l'adhérent défaillant fait faillite ou est mis en faillite,
- ii. un syndic ou un syndic et gestionnaire est nommé aux biens, en totalité ou en partie, de l'adhérent défaillant,
- iii. un créancier détenteur d'une charge prend possession d'une partie des biens de l'adhérent défaillant ou
- iv. l'adhérent défaillant fait une proposition, y compris une proposition de compromis ou d'arrangement, à ses créanciers en vertu d'une loi ou de quelque autre façon,

les obligations de l'obligé demeurent inchangées par ces événements.

Les mentions de l'« adhérent défaillant » dans la présente Règle 5.7.7 s'entendent de l'« adhérent défaillant subséquent » aux fins de son application à celui-ci, avec les adaptations nécessaires.

5.7.8 Contribution supplémentaire à un fonds

Un adhérent livre immédiatement toute contribution supplémentaire nécessaire à un fonds après avoir été informé par la CDS :

- (a) de la nécessité d'une contribution supplémentaire à un fonds en raison d'une diminution de la valeur reconnue des valeurs précédemment livrées par un adhérent à titre de contribution à ce fonds, lorsqu'une telle demande de contribution s'applique;
- (b) de la nécessité d'une contribution supplémentaire à un fonds aux fins de reconstitution de ce fonds en vertu de la Règle 9.2.10 après la suspension d'un autre membre de ce fonds; ou
- (c) d'une demande de contribution supplémentaire à un fonds, par mesure de prudence, afin d'assurer l'acquittement de ses obligations envers la CDS relativement à la fonction ou au service pour lequel le fonds a été établi, en tenant compte de la stabilité financière et du statut réglementaire de l'adhérent, du montant de ses obligations envers la CDS, de la volatilité, de la liquidité ou de la concentration du marché, ou encore du flottant des valeurs détenues par l'adhérent, devant être livrées par lui ou devant lui être livrées, et de tout autre facteur que la CDS considère pertinent. Le montant de cette contribution supplémentaire au fonds est établi par la CDS, à sa seule discrétion.

464

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

À la demande de l'adhérent, la CDS lui retourne toute contribution supplémentaire qu'il a versée, si elle détermine, à sa seule discrétion, que cette contribution n'est plus nécessaire pour assurer l'acquittement des obligations de cet adhérent envers la CDS.

5.7.9 Contribution excédentaire à un fonds

En conformité avec les Procédés et méthodes, la CDS informe périodiquement le participant du montant requis de contribution à chaque fonds dont il est membre. Celui-ci peut demander le remboursement de toute contribution excédentaire à un fonds qu'il a versée.

L'adhérent peut choisir de ne pas en demander le remboursement et, le cas échéant, celui-ci ne sera pas assujéti à la sûreté créée conformément à la présente Règle 5. Il est entendu que l'augmentation de la contribution à un fonds exigée en vertu de la Règle 5.7.8 ne constitue pas une contribution excédentaire au fonds.

5.7.10 Remboursement des contributions à un fonds

La CDS remet à l'adhérent la contribution à un fonds qu'il a versée lorsqu'il cesse d'être un adhérent ou cesse d'utiliser une fonction ou un service pour lequel le fonds a été créé, pourvu :

- (a) que l'adhérent ait satisfait à toutes ses obligations envers la CDS en conformité avec les Règles;
- (b) qu'un autre membre du fonds ne soit pas en défaut ou suspendu;
- (c) que toutes les transactions pour lesquelles des obligations sont en cours ou susceptibles d'être en cours envers le fonds ou tout fonds relatif à une autre fonction ou un autre service dont l'adhérent est membre soient éteintes;
- (d) que tous les montants payables au moyen de sa contribution à un fonds, compte tenu des transactions survenues alors qu'il était un adhérent, aient été payés ou, avec l'approbation de la CDS, qu'un autre adhérent lui ait été substitué pour chacune de ces transactions.

5.7.11 Remboursement par l'adhérent défaillant

L'adhérent défaillant rembourse chaque obligé qui effectue un paiement à la CDS en fonction de sa quote-part de l'obligation de cet adhérent défaillant, majoré de l'intérêt calculé à compter de la date du paiement par l'obligé, jusqu'à la date de remboursement à l'obligé, au taux annuel fixé par la Banque du Canada, plus 3 %. Au moment où la Banque du Canada rajuste son taux, l'intérêt payable sur le solde dû est automatiquement rajusté en conséquence. L'obligé qui verse un paiement à la CDS est subrogé dans les droits de celle-ci envers l'adhérent défaillant pour ce paiement.

Les mentions de l'« adhérent défaillant » dans la présente Règle 5.7.11 s'entendent de l'« adhérent défaillant subséquent » aux fins de son application à celui-ci, avec les adaptations nécessaires.

5.8 FONDS DE LIQUIDITÉ SUPPLÉMENTAIRE

5.8.1 Création d'un fonds de liquidité supplémentaire

L'adhérent qui utilise la fonction de RNC doit verser et maintenir une contribution au fonds de liquidité supplémentaire (la « contribution au fonds de liquidité supplémentaire »). Tous les adhérents à la fonction de RNC (autres que la Banque du Canada, les agents des transferts adhérents, les adhérents au service NELTC et les adhérents au service ACT) doivent verser des contributions de liquidité supplémentaire au fonds de liquidité supplémentaire.

465

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

5.8.2 Détermination de la contribution de liquidité supplémentaire

La contribution de liquidité supplémentaire de l'adhérent est déterminée à la discrétion raisonnable de la CDS, conformément à la formule et aux critères précisés dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur. La CDS peut augmenter ou réduire cette contribution de temps à autre selon cette formule et ces critères.

5.8.3 Obligation continue

L'obligation de l'adhérent de contribuer au fonds de liquidité supplémentaire conformément à la présente Règle 5.8 est une obligation continue qui n'est pas libérée en totalité ou en partie par ce qui suit, l'adhérent étant tenu de la verser comme l'exige la Règle 5.8.2 :

- (a) toute contribution de liquidité supplémentaire versée par un autre adhérent;
- (b) la suspension, le retrait d'un adhérent ou la résiliation de l'adhésion d'un adhérent;
- (c) les moyens de défense, réclamations, demandes reconventionnelles, droits légaux ou contractuels de compensation ou de contre-passation entre tout adhérent et la CDS.

5.8.4 Contribution de liquidité supplémentaire additionnelle

L'adhérent doit verser une contribution de liquidité supplémentaire additionnelle dès que la CDS l'informe de ce qui suit :

- (a) une augmentation du montant de la contribution de liquidité supplémentaire est exigée en application de la Règle 5.8.2; ou
- (b) une contribution de liquidité supplémentaire additionnelle, dont le montant est fixé par la CDS à sa seule discrétion raisonnable au moyen de la formule et des critères précisés dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur, est exigée.

À la demande de l'adhérent, la CDS libérera toute contribution de liquidité supplémentaire additionnelle si la CDS juge que cette contribution n'est plus nécessaire.

5.8.5 Contribution excédentaire de liquidité supplémentaire

En conformité avec les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur, la CDS informe de temps à autre l'adhérent du montant de la contribution de liquidité supplémentaire qu'il doit verser au fonds de liquidité supplémentaire. L'adhérent peut demander le remboursement de toute contribution excédentaire de liquidité supplémentaire qu'il a versée.

L'adhérent peut choisir de ne pas demander le remboursement de toute contribution excédentaire de liquidité supplémentaire qu'il a versée, auquel cas celle-ci ne sera pas assujettie à la sûreté créée par la Règle 5.12.1. Il est entendu que les augmentations des contributions de liquidité supplémentaire exigées en fonction de la Règle 5.8.4 ne constituent pas des contributions excédentaires de liquidité supplémentaire.

5.8.6 Remboursement de la contribution de liquidité supplémentaire

La CDS rembourse la contribution de liquidité supplémentaire de l'adhérent lorsque celui-ci cesse d'utiliser la fonction de RNC ou cesse d'être un adhérent, aux conditions suivantes :

- (a) l'adhérent s'est acquitté de toutes ses obligations envers la CDS;
- (b) aucune suspension d'un autre adhérent n'a eu lieu.

466

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

5.8.7 Aucune incidence des mesures de la CDS sur les obligations de l'adhérent

Les obligations de l'adhérent selon la présente Règle 5.8 ne sont aucunement touchées par les actes ou les omissions de la CDS. Sans limiter la portée générale de ce qui précède :

(a) la CDS peut :

- i. accorder des renouvellements, des extensions, des jours de grâce, des mainlevées et des quittances à l'adhérent ou à quiconque,
- ii. accepter des concordats de l'adhérent ou de quiconque ou traiter autrement avec celui-ci ou quiconque;
- iii. prendre toute sûreté ou s'abstenir d'en prendre ou de la réaliser;
- iv. modifier, échanger, renouveler, réaliser ou lever toute sûreté, y renoncer ou la traiter d'une autre manière,
- v. affecter tout paiement reçu de l'adhérent ou de quiconque, ou provenant de la réalisation de toute sûreté, à la part de l'obligation de l'adhérent qu'elle juge appropriée, et modifier une telle affectation de temps à autre,

le tout sans aucune incidence sur les obligations de l'adhérent;

(b) la CDS n'est pas tenue d'épuiser ses recours contre l'adhérent ou quiconque ou de réaliser une sûreté ou une garantie qu'elle détient avant d'exiger paiement auprès de cet adhérent;

(c) tout ou toute, selon le cas :

- i. changement de nom de l'adhérent,
- ii. dans le cas d'une société de personnes, changement dans la participation de l'adhérent par suite d'un décès, du départ à la retraite d'un ou de plusieurs associés, de l'arrivée d'un ou de plusieurs autres associés ou autre,
- iii. dans le cas d'une société, changement dans les objets, la structure du capital ou l'acte constitutif de l'adhérent,
- iv. vente totale ou partielle de l'entreprise de l'adhérent,
- v. regroupement de l'adhérent avec une ou plusieurs sociétés,

n'a aucune incidence sur les obligations de l'adhérent;

(d) si :

- i. l'adhérent fait faillite ou est mis en faillite,
- ii. un syndic ou un syndic et gestionnaire est nommé aux biens, en totalité ou en partie, de l'adhérent,
- iii. un créancier détenteur d'une charge prend possession d'une partie des biens de l'adhérent, ou

467

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

iv. l'adhérent lui fait une proposition, y compris une proposition de compromis ou d'arrangement,

les obligations de l'adhérent demeurent inchangées par ces événements.

5.9 GROUPES DE CRÉDIT DE CATÉGORIE

4.95.9.1 Constitution de groupes de crédit de catégorie

Un groupe de crédit de catégorie est constitué pour chacune des catégories d'adhérents suivantes :

- (a) les prêteurs;
- (b) les agents de règlement;
- (c) les emprunteurs de fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars canadiens;
- (d) les emprunteurs de fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars américains;
- (e) les emprunteurs non contribuants procédant à des règlements en dollars canadiens;
- (f) les emprunteurs non contribuants procédant à des règlements en dollars américains.

Mis en forme : Français (France)

Mis en forme : Français (France)

Chaque adhérent est membre du groupe de crédit de catégorie qui correspond à la catégorie d'adhérent dont il fait partie. Chaque adhérent est membre d'un seul groupe de crédit de catégorie, sauf qu'un emprunteur peut être membre du groupe de crédit pour les règlements en dollars canadiens et membre du groupe de crédit pour les règlements en dollars américains.

Le membre d'un groupe de crédit de catégorie garantit à la CDS le paiement des obligations des autres membres de ce groupe de crédit de catégorie conformément à la présente Règle 5.9.

5.9.2 Groupe de crédit de catégorie des emprunteurs

Un emprunteur est membre de deux groupes de crédit de catégorie, l'un pour procéder à des règlements en dollars canadiens et l'autre pour procéder à des règlements en dollars américains.

(i) Règlements en dollars canadiens

Un emprunteur est tenu de choisir d'être membre du groupe de crédit des emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars canadiens ou du groupe de crédit des emprunteurs non contribuants pour les règlements en dollars canadiens.

Un emprunteur est admissible au titre de membre du groupe de crédit des emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars canadiens aux conditions suivantes :

- (a) il est membre de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières;
- (b) l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières a conclu une entente avec la CDS qui définit l'expression « système du signal précurseur » en vertu de laquelle elle informe la CDS lorsqu'un emprunteur est désigné sous surveillance au système du signal précurseur;
- (c) l'emprunteur n'a pas été sous surveillance au système du signal précurseur au cours des douze derniers mois (ou au cours de la période débutant au moment où l'emprunteur est devenu membre de l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières si une telle période compte moins

468

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

de douze mois), sauf si les membres existants du groupe de crédit ou un sous-ensemble de représentants désignés de ces derniers ont renoncé expressément à ce critère pour un emprunteur donné et autorisent celui-ci à devenir membre du groupe de crédit.

Un emprunteur admissible qui choisit d'adhérer au groupe de crédit des emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars canadiens devient un emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs. Un emprunteur qui établit qu'il ne deviendra pas membre du groupe de crédit des emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs, qu'il soit admissible ou non, sera membre du groupe de crédit des emprunteurs non contribuants pour les règlements en dollars canadiens.

Mis en forme : Français (France)

Mis en forme : Français (France)

(ii) Règlements en dollars américains

Chaque emprunteur choisit d'être membre du groupe de crédit des emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars américains ou du groupe de crédit des emprunteurs non contribuants pour les règlements en dollars américains. Un emprunteur qui choisit d'adhérer au groupe de crédit des emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars américains devient un emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs.

5.9.3 Paiement par le groupe de crédit de catégorie

Lorsque la CDS ne peut percevoir d'un adhérent défaillant membre ou ancien membre du groupe de crédit de catégorie le montant d'une obligation qu'il a envers elle par suite de son utilisation du service de dépôt ou du service de règlement, la CDS exerce ses droits dans le fonds de commun de garantie dont l'adhérent défaillant est membre et chaque autre membre du groupe de crédit de catégorie de l'adhérent défaillant paie à la CDS, dès réception d'une demande de cette dernière, sa quote-part de cette obligation. Si un membre du groupe de crédit de catégorie ne paie pas sa quote-part de l'obligation ou refuse de la payer, il sera considéré « adhérent défaillant subséquent ». Chaque membre de ce groupe de crédit de catégorie paie à la CDS sa quote-part de l'obligation d'un adhérent défaillant subséquent dès réception d'une demande de cette dernière, et ainsi de suite pour tous les défauts ou refus de paiement d'autres membres relativement à leur quote-part respective jusqu'à ce que le montant total de l'obligation de l'adhérent défaillant envers la CDS ait été payé. Chaque membre du groupe de crédit de catégorie qui paie à la CDS sa quote-part de l'obligation de l'adhérent défaillant et de chaque adhérent défaillant subséquent est considéré comme un « obligé ».

Un groupe de crédit de catégorie n'a aucune obligation envers la CDS relativement à l'obligation d'un adhérent classé dans une catégorie d'adhérents différente.

5.9.4 Valeur de l'obligation de l'adhérent défaillant

La valeur des paiements à la CDS par les obligés doit correspondre à celle de l'obligation de l'adhérent défaillant ou de l'adhérent défaillant subséquent, selon le cas, à la date et à l'heure de la défaillance par rapport à laquelle le paiement est effectué.

5.9.5 Calcul de la quote-part

La quote-part du membre d'un groupe de crédit de catégorie, à titre d'obligé, de l'obligation d'un adhérent défaillant selon la Règle 5.9.3 est calculée comme suit :

- (a) si l'adhérent défaillant est prêteur, la proportion de la quote-part de l'obligé correspond à la proportion de la moyenne du risque maximal couru pour le partage des pertes de l'obligé, par rapport au total des moyennes du risque maximal couru pour le partage des pertes de l'ensemble des membres du groupe de crédit des prêteurs (à l'exception de l'adhérent défaillant);
- (b) si l'adhérent défaillant est agent de règlement, la proportion de la quote-part de l'obligé doit correspondre à la proportion du plafond de fonctionnement de l'obligé, par rapport au total des

469

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

plafonds de fonctionnement de l'ensemble des membres du groupe de crédit des agents de règlement (à l'exception de l'adhérent défaillant);

- (c) si l'adhérent défaillant est emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs, la proportion de la quote-part de l'obligé à titre de membre du groupe de crédit des emprunteurs de fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars canadiens ou en dollars américains, selon le cas, doit correspondre à la proportion du plafond de fonctionnement de l'obligé, par rapport au total des plafonds de fonctionnement de l'ensemble des membres du groupe de crédit des emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs pour la monnaie visée (à l'exception de l'adhérent défaillant);
- (d) si l'adhérent défaillant est emprunteur non contribuant, la proportion de la quote-part de l'obligé à titre de membre du groupe de crédit des emprunteurs non contributeurs pour les règlements en dollars canadiens ou en dollars américains, selon le cas, doit correspondre à la proportion du total des frais payables à la CDS par l'obligé pour le mois qui précède celui où la défaillance de l'adhérent défaillant a eu lieu, par rapport au total des frais payables à la CDS pour ce mois par l'ensemble des membres du groupe de crédit des emprunteurs non contributeurs pour la monnaie visée (à l'exception de l'adhérent défaillant);

Aux fins de la Règle 5.9.5(b) ou de la Règle 5.9.5(c), le plafond de fonctionnement de tout membre est celui qui est en vigueur lorsque l'adhérent défaillant omet de faire un paiement ou lorsqu'il ne paie pas sa quote-part d'une obligation conformément à la présente Règle 5.9, selon le cas. Si un agent de règlement détient un plafond de fonctionnement libellé en dollars canadiens et un plafond de fonctionnement libellé en dollars américains, alors, aux fins de la Règle 5.9.5(b), le calcul de la quote-part sera effectué au moyen de la valeur totale des deux plafonds de fonctionnement, en effectuant la conversion du plafond de fonctionnement en dollars américains en son équivalent canadien selon le taux de change établi par la CDS.

Toute demande de paiement de la CDS aux membres d'un groupe de crédit de catégorie visant une obligation d'un adhérent défaillant doit fournir les détails du calcul de la quote-part du membre du groupe de crédit de catégorie relative à cette obligation.

Les mentions d'« adhérent défaillant » dans la présente Règle 5.9.5 s'entendent de l'« adhérent défaillant subséquent » aux fins de son application à celui-ci, avec les adaptations nécessaires.

5.9.6 Obligation de l'adhérent défaillant

L'obligation de l'adhérent défaillant mentionnée à la Règle 5.9.3 correspond au total de toutes les obligations envers la CDS découlant de ce qui suit :

- (a) tout dédommagement ou toute réclamation relative aux services transfrontaliers comme défini à la Règle 10.2.6;
- (b) son adhésion au service de dépôt et au service de règlement, à l'exception de ce qui suit :
- i. les dettes ou les obligations découlant de son rôle de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs, de responsable du traitement des droits et privilèges ou de gardien d'une valeur (étant entendu qu'une obligation d'un adhérent défaillant envers la CDS attestée par une entrée à son compte de fonds n'est pas considérée comme une dette ou une obligation exclue);
 - ii. les obligations relatives à une marge de crédit utilisée de l'adhérent défaillant pour laquelle il est bénéficiaire;
 - iii. toute obligation garantie par les autres membres du groupe de crédit pour un fonds auquel appartient l'adhérent défaillant.

470

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

Les membres d'un groupe de crédit de catégorie reconnaissent que l'obligation d'un adhérent défaillant envers la CDS peut excéder son plafond de fonctionnement et les montants autorisés de marges de crédit établies en sa faveur en raison d'écritures imposées passées par la CDS conformément à la Règle 8.2.3, ou d'un dédommagement ou d'une réclamation relativement aux services transfrontaliers exigé conformément à la Règle 10.2.6.

4.9.1 L'obligation d'un adhérent défaillant peut être libellée en dollars canadiens, en dollars américains ou dans les deux monnaies. Remboursement par un adhérent défaillant

Mis en forme : Français (France)

L'obligation d'un groupe de crédit de catégorie d'un adhérent défaillant (autre que celui d'un emprunteur) comprend l'obligation totale de l'adhérent défaillant dans toutes les monnaies. En ce qui concerne un emprunteur, l'obligation du groupe de crédit de catégorie portant sur les règlements en dollars canadiens est séparée de l'obligation du groupe de crédit de catégorie portant sur les règlements en dollars américains.

5.9.7 Obligation continue

L'obligation d'un membre d'un groupe de crédit de catégorie en tant qu'obligé conformément à la Règle 5.9.3 est continue et elle n'est pas acquittée, en tout ou en partie, par ce qui suit, le membre devant l'acquitter conformément à la Règle 5.9.3 :

- (a) un paiement fait par l'adhérent défaillant ou par un autre membre;
- (b) la suspension ou le retrait d'un membre du groupe de crédit de catégorie ou la résiliation de son adhésion;
- (c) les moyens de défense, les réclamations, les demandes reconventionnelles et les droits légaux et contractuels de compensation ou droits de contre-passation entre l'adhérent défaillant et le membre, entre la CDS et l'adhérent défaillant ou entre la CDS et le membre.

5.9.8 Aucune incidence des mesures prises par la CDS ou par l'adhérent défaillant sur les obligations de l'obligé

Les obligations d'un membre du groupe de crédit de catégorie en tant qu'obligé conformément à la présente Règle 5.9 ne sont aucunement touchées par les actes ou les omissions de la CDS ou de l'adhérent défaillant. Sans limiter la portée générale de ce qui précède :

- (a) la CDS peut :
 - i. accorder des renouvellements, des extensions, des jours de grâce, des mainlevées et des quittances à l'adhérent défaillant ou à quiconque (y compris un autre membre du groupe de crédit de catégorie) ou traiter autrement avec ceux-ci (y compris un autre membre du groupe de crédit de catégorie);
 - ii. modifier, échanger, renouveler, réaliser ou autrement traiter toute sûreté ou garantie consentie à la CDS ou en donner quittance, y renoncer ou la réaliser;
 - iii. affecter tout paiement reçu de l'adhérent défaillant ou de quiconque (y compris un autre membre du groupe de crédit de catégorie) ou provenant de la réalisation de toute sûreté relative à la part de responsabilité de l'adhérent défaillant que la CDS juge appropriée, et modifier une telle affectation de temps à autre;

le tout sans aucune incidence sur les obligations de l'obligé;

474

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

(b) la CDS n'est pas tenue d'épuiser ses recours contre l'adhérent défaillant ou quiconque (y compris un autre membre du groupe de crédit de catégorie) ou de présenter une réclamation en vertu d'une autre garantie avant d'exiger paiement auprès de l'obligé;

(c) tout ou toute, selon le cas :

- i. changement de nom de l'adhérent défaillant,
- ii. dans le cas d'une société de personnes, changement dans la participation de l'adhérent défaillant par suite d'un décès, du départ à la retraite d'un ou de plusieurs associés, de l'arrivée d'un ou de plusieurs autres associés ou autre,
- iii. dans le cas d'une société, changement dans les objets, la structure du capital ou l'acte constitutif de l'adhérent défaillant,
- iv. vente totale ou partielle de l'entreprise de l'adhérent défaillant,
- v. regroupement de l'adhérent défaillant avec une ou plusieurs sociétés,

n'a aucune incidence sur la responsabilité de l'obligé, et la garantie accordée par l'obligé passera au particulier, à l'entité ou à la société qui l'acquiert ou qui exerce de temps à autre les activités de l'entreprise de l'adhérent défaillant;

(d) si :

- i. l'adhérent défaillant fait faillite ou est mis en faillite,
- ii. un syndic ou un syndic et gestionnaire est nommé aux biens, en totalité ou en partie, de l'adhérent défaillant,
- iii. un créancier détenteur d'une charge prend possession d'une partie des biens de l'adhérent défaillant, ou
- iv. l'adhérent défaillant fait une proposition, y compris une proposition de compromis ou d'arrangement à ses créanciers en vertu d'une loi ou de quelque autre façon,

les obligations de l'obligé demeurent inchangées par ces événements.

Les mentions d'un « adhérent défaillant » dans la présente Règle 5.9.8 s'entendent de l'« adhérent défaillant subséquent » aux fins de son application à celui-ci, avec les adaptations nécessaires.

5.9.9 Remboursement par l'adhérent défaillant

L'adhérent défaillant rembourse à chaque obligé qui paie à la CDS ~~sa~~ quote-part de ~~son obligation envers la CDS payée par l'obligé à la CDS, en plus l'obligation de l'adhérent défaillant, majorée des intérêts sur cette somme courus sur cette somme~~ depuis la date du paiement par l'obligé à la CDS, jusqu'à celle du remboursement par l'adhérent défaillant à l'obligé à un taux annuel ~~égal~~ correspondant à 3 % de plus que le taux d'escompte fixé par la Banque du Canada à l'occasion (entendu que lorsque le taux d'escompte est rajusté, le taux de l'intérêt couru sur la somme alors en souffrance est ~~toutefois~~ automatiquement rajusté au même taux d'intérêt qui est en vigueur).

L'obligé, lorsqu'il fait un paiement à la CDS, est entièrement subrogé dans les droits de la CDS contre l'adhérent défaillant relativement à ce paiement.

472

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

1.9.2 — Sûretés pour les groupes de crédit de catégorie

Pour garantir

- (a) — le paiement en bonne et due forme de tous les montants dus en vertu des Règles de temps à autre à la CDS par l'adhérent et l'acquittement de toutes les obligations de l'adhérent envers elle découlant de temps à autre des Règles, chaque adhérent accorde une sûreté à la CDS sur les éléments suivants, les met en gage en sa faveur, les grève d'une charge à son profit et les cède de son propre chef;
- (b) — le paiement en bonne et due forme de tous les montants dus en vertu de la Règle 5.11.1 aux obligés de son groupe de crédit de catégorie dans le cas où il devient adhérent défaillant, chaque prêteur accorde une sûreté sur les éléments suivants à la CDS, les met en gage en sa faveur, les grève d'une charge à son profit et les cède à titre de prête-nom des autres prêteurs,

lesquels éléments sont constitués de ses contributions au fonds commun de garantie (le cas échéant), des biens constituant sa garantie du service de règlement et de tous les dividendes, intérêts, montants payables à l'échéance, remboursements de capital, droits et privilèges et paiements découlant d'une telle garantie. Une telle garantie est désignée collectivement la « garantie du groupe de crédit de catégorie » et une telle sûreté est désignée la « sûreté du groupe de crédit de catégorie » de l'adhérent.

La sûreté accordée par un prêteur en vertu du paragraphe (a) est subordonnée à celle qu'il a accordée en vertu du paragraphe (b), pourvu que, si aucun autre prêteur ne fait de paiement à la CDS comme il est mentionné au paragraphe (b), la sûreté prévue au paragraphe (a) ait priorité.

1.9.3 — Aucun fonds commun de garantie pour les groupes de crédit des emprunteurs non contribuants

Aucun fonds commun de garantie n'est établi pour les groupes de crédit des emprunteurs non contribuants à l'égard des règlements en dollars canadiens ni pour les groupes de crédit des emprunteurs non contribuants à l'égard des règlements en dollars américains. Les emprunteurs non contribuants ne font aucune contribution à un fonds commun de garantie. Chaque emprunteur non contribuant accorde à la CDS une sûreté sur les biens constituant sa garantie du service de règlement.

1.9.4 — Priorité relative de la sûreté sur les biens constituant la garantie du service de règlement

La garantie du groupe de crédit de catégorie (qui garantit les obligations d'un adhérent à titre de membre d'un groupe de crédit de catégorie) comprend la garantie du service de règlement (qui garantit également les obligations d'un adhérent à titre de bénéficiaire d'une marge de crédit établie par une caution). Un adhérent qui est un emprunteur est membre de deux groupes de crédit de catégorie. La priorité relative de ces sûretés est décrite à la Règle 5.6.7 et à la présente Règle 5.11.4. La Règle 9.3 établit l'ordre dans lequel le produit de la réalisation de la garantie de l'adhérent défaillant est appliqué, conformément à de telles priorités.

Si le bénéficiaire n'est pas un emprunteur, la sûreté en faveur du groupe de crédit de catégorie sur les biens constituant la garantie du service de règlement accordée par le bénéficiaire a priorité sur toute sûreté sur les biens constituant la garantie du service de règlement accordée par ce bénéficiaire à une caution.

Si le bénéficiaire est un emprunteur (qu'il s'agisse d'un emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs ou d'un emprunteur non contribuant), chaque sûreté en faveur de la caution sur les biens constituant la garantie du service de règlement accordée par ce bénéficiaire à une caution a priorité sur la sûreté du groupe de crédit de catégorie sur les biens constituant la garantie du service de règlement accordée par le bénéficiaire.

Si le bénéficiaire est un emprunteur, les groupes de crédit duquel il est membre sont considérés selon l'ordre suivant aux fins d'attribution du produit de la réalisation :

473

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. — Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

- (i) ~~premièrement, le groupe de crédit des emprunteurs de fonds commun de garantie des emprunteurs qui procèdent à des règlements en dollars canadiens;~~
- (ii) ~~douzièmement, le groupe de crédit des emprunteurs de fonds commun de garantie des emprunteurs procédant à des règlements en dollars américains;~~
- (iii) ~~troisièmement, tout groupe de crédit d'emprunteurs non contributeurs, et, si le bénéficiaire est un membre des deux groupes de crédit d'emprunteurs non contributeurs, le groupe de crédit des emprunteurs non contributeurs, par i passu.~~

1.9.5 Dédommagement à la CDS à titre de prête-nom

~~À la demande des adhérents pour lesquels elle agit à titre de prête-nom conformément à la Règle 5.14.2(b), la CDS peut prendre toute mesure concernant les sûretés qui lui ont été accordées à titre de prête-nom. Elle peut exiger que de tels adhérents agissent à titre de cessionnaire ou de personne autrement autorisée relativement à toute sûreté pour qu'ils puissent prendre eux-mêmes de telles mesures. La CDS agit conformément aux instructions raisonnables de tels adhérents. Elle n'est pas tenue de déterminer les exigences juridiques ou autres à respecter pour valider ou maintenir de telles sûretés ou dans la poursuite de droits ou de mesures créés par les sûretés, ni de déterminer s'il est souhaitable ou nécessaire de prendre des mesures. Chaque adhérent pour lequel la CDS agit à titre de prête-nom tient indemne la CDS contre toute perte, tous dommages-intérêts, tous frais engagés par elle, toute dépense qu'elle a faite, toute dette qu'elle a contractées, ou toute réclamation qui lui est faite (y compris les honoraires d'un conseiller juridique engagé pour la guider sur sa fonction de prête-nom ou de la défendre en cas de réclamation) relativement à son rôle de prête-nom.~~

1.405.10 FONDS COMMUNS de garantie DE GARANTIE

1.40.15.10.1 Établissement de fonds communs de garantie

~~Chaque groupe de crédit de catégorie pour des adhérents détenant un plafond de fonctionnement (soit chaque groupe de, sauf les groupes de crédit de catégorie autre que les groupes de crédits des emprunteurs non contributeurs), établit un fonds commun de garantie qui lui fournit afin de garantir l'exécution des valeurs et des liquidités dans le cas où un obligations de ses membres est suspendu, envers la CDS.~~

~~Chaque adhérent détenant un plafond de fonctionnement verse et maintient sa contribution (« contribution des contributions au fonds commun de garantie ») au fonds commun de garantie de son (les « contributions ») du groupe de crédit de catégorie tant qu'il adhère au service dont il est membre. L'emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs pour une monnaie donnée verse ses contributions aux fonds communs de dépôt ou au garantie des emprunteurs pour cette monnaie. Il est entendu qu'un emprunteur non contributeur ne verse pas de contribution à un fonds commun de garantie des emprunteurs, mais consent à la CDS une sûreté sur sa garantie du service de règlement.~~

~~La CDS administre les contributions au fonds commun de garantie comme le prévoit conformément à la présente Règle 5.14.210.~~

1.40.25.10.2 Contributions aux fonds communs de garantie globales aux fonds communs de garantie

~~Le montant minimum de chaque global des contributions à un fonds commun de garantie commun est versées par les membres d'un tel fonds correspond :~~

- (a) pour le fonds commun de garantie des prêteurs, le au montant calculé à l'aide d'une formule ou de tables établies de temps à autre par le comité de direction de gestion des risques conseil des prêteurs et intégrées par la CDS aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur;

474

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

- (b) pour le fonds commun de garantie des fédérations adhérentes, le montant calculé à l'aide d'une formule ou de tables établies de temps à autre par la fédération adhérente active et intégrées par la CDS aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur;
- (c) pour le fonds commun de garantie des agents de règlement, le montant calculé à l'aide d'une formule ou de tables établies de temps à autre et indiquées par figurant dans une directive écrite transmise à la CDS conformément à la Convention relative au groupe de crédit des agents de règlement et intégrées par la CDS aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur; et
- (d) pour le fonds commun de garantie des emprunteurs en dollars canadiens, le montant calculé à l'aide de la formule établie par la CDS et décrite dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur;
- (e) pour le fonds commun de garantie des emprunteurs en dollars américains, un montant choisi conformément aux Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur.

Toute augmentation des contributions au fonds commun de garantie demandée par la CDS en vertu de la Règle 5.10.7 s'ajoute au montant minimum des contributions au fonds commun de garantie requises en vertu de la présente Règle 5.12 doivent être ajoutées au montant minimum du fonds commun de garantie 5.10.2.

1.10.35.10.3 Calcul des contributions individuelles aux fonds communs de garantie

Le montant de la contribution d'un prêteur au fonds commun de garantie de chaque prêteur est calculé au prorata correspond à sa quote-part du montant minimum des contributions globales des prêteurs au fonds commun de garantie des prêteurs, et selon le même rapport qu'il y a entre la moyenne du risque maximal couru relativement à la date de clôture des registres du prêteur et la moyenne total des moyennes du risque maximal couru relativement à la date de clôture des registres de l'ensemble des prêteurs. Si un prêteur est tenu de faire une contribution plus importante, la contribution au fonds commun de garantie des autres prêteurs n'est pas réduite, et la quote-part de chaque prêteur du montant minimum du fonds commun de contributions globales au fonds commun de garantie est calculée sans égard à cette augmentation de la contribution. La fédération adhérente active verse toutes les contributions au fonds commun de garantie de ses fédérations adhérentes.

Le montant de la contribution de chaque agent de règlement à son fonds commun de garantie est prévu dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur. Si un agent de règlement est tenu de faire une contribution plus importante au fonds commun de garantie, la contribution au fonds commun de garantie des autres agents de règlement n'est pas réduite, et la quote-part de chaque agent de règlement du montant minimum du fonds commun de garantie est établie sans égard à cette augmentation de la contribution au fonds commun de garantie. Le montant de chaque contribution au fonds commun de garantie des emprunteurs de fonds commun de garantie des emprunteurs est établi au moyen des formules établies par la CDS et décrites dans les Procédés et méthodes et Guides de l'utilisateur des contributions globales au fonds commun de garantie est établie sans égard à cette augmentation.

Le montant de chaque contribution au fonds commun de garantie des emprunteurs de fonds commun de garantie des emprunteurs est établi au moyen des formules établies par la CDS et décrites dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur.

1.10.45.10.4 Augmentation de la contribution au fonds commun de garantie à la demande du prêteur

(a)(i) Augmentation du plafond de fonctionnement

Si le plafond de fonctionnement d'un prêteur est, à sa demande, provisoirement augmenté, la situation est la suivante le jour ouvrable durant lequel son plafond de fonctionnement est augmenté :

475

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

~~(i)(a)~~ sa contribution au fonds commun de garantie est augmentée du montant précisé dans la communication ~~de l'ABC~~ du conseil des prêteurs;

~~(ii)(b)~~ dans le cas où le prêteur est suspendu avant le processus de paiement, la CDS et les obligés ~~membres~~ du groupe de crédit ~~du prêteur~~ catégorie des prêteurs n'ont le droit de réaliser qu'une fraction de l'augmentation de la contribution au fonds commun de garantie; ~~le rapport entre la fraction et l'augmentation totale de la contribution au fonds commun de garantie doit être le même que celui, soit le même rapport existant~~ entre la somme utilisée sur l'augmentation du plafond de fonctionnement du prêteur et l'augmentation totale de son plafond de fonctionnement;

~~(b)(ii)~~ Diminution de la cote

Si l'évaluation de la dette à court terme du prêteur est inférieure ~~au montant équivalant~~ à la cote ~~R-1 Faible~~ du DBRS ~~ou son équivalent~~, la contribution requise du prêteur au fonds commun de garantie est augmentée des sommes suivantes :

~~(i)(a)~~ si l'évaluation ~~équivalant à est~~ la cote ~~R-2 Fort~~ du DBRS ~~ou son équivalent~~, d'une somme égale à 50 % ~~du % de son~~ plafond de fonctionnement ~~du prêteur demandée~~;

~~(ii)(b)~~ si l'évaluation ~~équivalant à est~~ la cote ~~R-2 Moyen~~ du DBRS ~~ou son équivalent~~, d'une somme égale à 100 % ~~de son~~ plafond de fonctionnement ~~du prêteur demandée~~;

~~(iii)(c)~~ si l'évaluation est inférieure à la cote ~~R-2 Moyen~~ du DBRS ~~ou son équivalent~~, d'une somme égale à 100 % ~~de son~~ plafond de fonctionnement du prêteur ~~demandée~~, si le ~~comité de direction de gestion des risques~~ conseil des prêteurs a déterminé qu'il doit avoir un plafond de fonctionnement supérieur à 0 \$.

1.10.5 Augmentation de la contribution au fonds commun de garantie d'une fédération adhérente active

~~Si une fédération adhérente active demande qu'on augmente son plafond de fonctionnement à un montant supérieur à son produit d'évaluation, le montant de l'augmentation de sa contribution au fonds commun de garantie correspond à l'excédent de son plafond de fonctionnement augmenté sur son produit d'évaluation.~~

1.10.65.10.5 Augmentation de la contribution au fonds commun de garantie de l'agent de règlement

Si les membres du groupe de crédit des agents de règlement jugent que pour assurer la stabilité financière et l'intégrité de ~~leur~~ groupe de crédit, la contribution au fonds commun de garantie d'un membre donné doit être supérieure au montant des contributions au fonds commun de garantie ~~calculées autrement par ailleurs~~ calculé, la contribution de ce membre au fonds commun de garantie ~~peut être sera~~ augmentée à un montant n'excédant pas ~~celui de~~ son plafond de fonctionnement. La CDS donne suite à la demande d'augmentation de la contribution ~~de l'agent de règlement~~ au fonds commun de garantie ~~de l'agent de règlement~~ dès réception d'instructions écrites données conformément à la convention relative au groupe de crédit des agents de règlement.

1.10.75.10.6 Augmentation des contributions versées au fonds commun de garantie par un emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs

~~(a)(i)~~ Demande de la CDS

Dès réception ~~de lad' une~~ demande de la CDS, un emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs verse ~~des contributions supplémentaires~~ une contribution supplémentaire au fonds commun de garantie pour les règlements en dollars canadiens ou au fonds commun de garantie pour les règlements en dollars américains. ~~De telles contributions s'ajoutent, selon le cas. Une telle contribution s'ajoute~~ à sa contribution ~~à de tels fonds communs de garantie et sont calculées conformément à~~ comme définie la Règle 5.1210.3. Le

476

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

montant de ~~lacette~~ contribution ~~additionnellesupplémentaire~~ correspond au montant que la CDS, à sa seule discrétion, détermine être prudent afin ~~de libérer l'adhérent de ses d'assurer l'exécution des obligations de l'emprunteur~~ envers elle, ~~lesquelles sont garanties par ses contributions au fonds commun de garantie des emprunteurs (la compte tenu de la~~ stabilité financière et ~~le~~du statut réglementaire de l'adhérent, le montant de ses obligations envers la CDS et tout autre facteur que la ~~CDS juge pertinent seront pris en considération).~~

(b)(ii) GarantieContribution au moyen d'une garantie de marge supplémentaire

Si un membre du groupe de crédit ~~de catégorie~~ des emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars canadiens est sous surveillance au système du signal précurseur par l'Association canadienne des courtiers en valeurs mobilières, le membre sous surveillance au système du signal précurseur ne peut augmenter provisoirement son plafond de fonctionnement et doit verser, ~~à titre de une~~ contribution au fonds commun de garantie, ~~une au moyen d'une~~ garantie de marge supplémentaire dont le montant est calculé de ~~la manière suivante~~ une des manières suivantes :

~~(i)(a)~~ (i)(a) s'il s'agit d'une surveillance de niveau 1 au système du signal précurseur, le montant correspond à la contribution actuelle du membre au fonds commun de garantie (sauf si celui-ci choisit de réduire son plafond de fonctionnement; ~~dans un tel, auquel~~ cas, le montant correspond à la valeur de son plafond de fonctionnement réduit, divisée par le ~~taux d'aceroissement~~ ratio de levier financier applicable au groupe de crédit des emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars canadiens);

~~(ii)(b)~~ (ii)(b) s'il s'agit d'une surveillance de niveau 2 au système du signal précurseur, le montant correspond à l'écart entre la contribution actuelle du membre au fonds commun de garantie et son plafond de fonctionnement ~~à titre d'emprunteur du fonds commun de garantie des emprunteurs.~~

Les renseignements afférents à la surveillance d'un membre au système du signal précurseur et aux exigences en matière de ~~contributions à titre de~~ contribution au moyen d'une garantie de marge supplémentaire sont confidentiels et ne sont pas divulgués aux autres membres.

(c)(iii) Incidence des contributions supplémentaires

Les contributions supplémentaires et les contributions ~~à titre de~~ au moyen d'une garantie de marge supplémentaire versées par l'emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs conformément à la présente Règle 5.12-7 ~~10.6~~ n'ont aucune incidence sur le calcul du facteur de mise en commun ou du plafond de fonctionnement de ~~(i)~~ (i).

~~(a)~~ (a) l'emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs qui verse ~~les contributions supplémentaires la contribution supplémentaire~~ ou ~~les contributions à titre de~~ la contribution au moyen d'une garantie de marge supplémentaire ~~ou (ii)~~ (ii);

~~(b)~~ tout autre emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs.

(d)(iv) RemiseRemboursement des contributions supplémentaires

À la demande de l'emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs qui verse ~~les contributions supplémentaires~~ la contribution supplémentaire conformément ~~au paragraphe (a) la Règle 5.10.6(i) et attendu à la condition~~ que l'emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs ~~ne se n'ait pas été mis~~ sous surveillance au système du signal précurseur, la CDS ~~retourne~~ rembourse à cet emprunteur toute contribution supplémentaire si elle détermine, à sa seule discrétion, que cette contribution n'est ~~pas plus~~ nécessaire pour assurer l'acquittement des obligations ~~d'un adhérent de cet emprunteur~~ envers la CDS.

À la demande de l'emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs qui verse la contribution ~~à titre de~~ au moyen d'une garantie de marge supplémentaire conformément ~~au paragraphe (b) à la Règle 5.10.6(ii).~~

477

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

la CDS ~~retourne la~~ rembourse cette contribution ~~à titre de garantie de marge supplémentaire~~ si l'emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs n'est plus sous surveillance au système du signal précurseur.

1.40.95.10.7 Versement des contributions Contribution supplémentaire au fonds commun de garantie

La CDS ~~peut, de temps à autre, informer chaque adhérent détenant un plafond de fonctionnement du montant des contributions qu'il doit faire au fonds commun de garantie.~~ Un adhérent détenant un plafond de fonctionnement ~~livre la~~ verse une contribution supplémentaire ~~exigée après avoir été~~ dès qu'il est informé par la CDS :

- (a) de la nécessité d'une augmentation du montant de sa contribution au fonds commun de garantie en vertu de la Règle 5.12.10.3;
- (b) de la nécessité d'une contribution supplémentaire au fonds commun de garantie imputable à une diminution de la valeur reconnue des valeurs précédemment livrées par l'adhérent; ou
- (c) de la nécessité d'une contribution supplémentaire au fonds commun de garantie aux fins de reconstitution du fonds commun de garantie en vertu de la Règle 9.2.99 au terme de la suspension d'un autre adhérent.

1.40.95.10.8 Dégagement de contributions Contribution excédentaire au fonds commun de garantie

L'adhérent détenant un plafond de fonctionnement peut demander à la CDS le dégagement/remboursement de toute contribution excédentaire qu'il a faite au fonds commun de garantie.

Si ~~les~~ un adhérent détenant un plafond de fonctionnement détient des contributions excédentaires au fonds commun de garantie ~~de l'adhérent sont excédentaires~~ en raison d'une réduction de sa contribution requise au fonds commun de garantie ~~(que cette réduction soit due ou non à une diminution de son plafond de fonctionnement)~~, l'excédent n'est ~~pas dégagé avant~~ remboursé par la CDS qu'après la fin du processus de paiement le jour où ~~la~~ sa contribution au fonds commun de garantie requise ~~de l'adhérent~~ a été réduite, et seulement si : i)

- (a) toutes les obligations ~~de l'adhérent~~ envers la CDS sont acquittées ~~et ii)~~;
- (b) aucun autre membre du groupe de crédit de catégorie de l'adhérent ~~détenant un plafond de fonctionnement~~ cet adhérent n'a été en défaut ou suspendu.

Un adhérent détenant un plafond de fonctionnement peut décider de ne pas demander le remboursement de sa contribution excédentaire au fonds commun de garantie. Le cas échéant, cette contribution excédentaire ne sera pas assujettie à la sûreté consentie par lui à la CDS conformément à la Règle 5.12.1 et ne sera pas distribuée conformément au processus de suspension décrit à la Règle 9. Il est entendu que les augmentations de contribution ou les contributions supplémentaires au fonds commun de garantie exigées en fonction de la présente Règle 5.10 ne constituent pas des contributions excédentaires au fonds commun de garantie.

5.10.9 Remboursement des contributions au fonds commun de garantie

La contribution au fonds commun de garantie de l'adhérent détenant un plafond de fonctionnement est remboursée ~~lorsque l'adhérent détenant à cet adhérent par la CDS dans un plafond de fonctionnement n'adhère plus à délai raisonnable après qu'il cesse d'être un adhérent~~ ou ~~n'est plus un~~ membre d'un groupe de crédit de catégorie donné, pourvu : i)

- (a) que toutes ses obligations envers la CDS ~~soient~~ aient été remplies; ii)

478

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

- (b) qu'aucun autre membre de son groupe de crédit de catégorie n'ait été en défaut ou suspendu; iii)
- (c) que toutes les transactions engageant l'adhérent aient été conclues et iv);
- (d) que toutes les sommes facturées pourses obligations découlant des transactions effectuées pendant qu'il était adhérent aient été acquittées ou, avec l'approbation de la CDS, qu'unique ces obligations aient été cédées à un autre adhérent l'ait remplacé pour chacune de ces transactions.

5.11 Détention**GESTION DES GARANTIES**

5.11.1 Grands livres de gestion des contributions garanties

La CDS tient des grands livres de gestion des garanties et leurs comptes sous-jacents pour le calcul, le contrôle et la gestion des garanties qu'elle détient aux fins de la présente Règle 5.11. En particulier :

4.10.10(a) Les garanties particulières, les contributions à un fonds, les contributions de liquidité supplémentaire, les contributions au fonds commun de garantie excédentaires et, après une suspension, les garanties du service de règlement mises en gage par un adhérent au profit de la CDS, sont portées au crédit des comptes tenus au nom de la CDS;

(b) L'adhérent détenant un plafond S'il s'agit de fonctionnement peut choisir de ne pas demander le dégageant des contributions excédentaires qu'il a faites au fonds commun de garantie. Dans ce cas, les contributions excédentaires ne sont pas soumises à la sûreté créée en vertu de la Règle 5.11 et ne sont pas distribuées selon la marche à suivre en cas de suspension décrite à la Règle 9, mais elles sont dégagées en faveur de l'adhérent à sa demande d'un membre du groupe de crédit des prêteurs, la CDS tient le grand livre de gestion des garanties et les comptes sous-jacents de celui-ci au nom du prêteur principal, conformément à la présente Règle 5-129.3.4(ii);

(c) La CDS désigne un grand livre de gestion des garanties distinct pour chaque adhérent. Les garanties particulières, les contributions à un fonds, les contributions de liquidité supplémentaire et les contributions au fonds commun de garantie augmentées requises conformément à la présente Règle 5.12 ne constituent pas des effectuées par un adhérent sont portées au crédit du grand livre de gestion des garanties propre à cet adhérent;

(d) Les contributions excédentaires au de liquidité supplémentaire sont portées au crédit des grands livres de gestion des garanties devant être tenus par la CDS au profit exclusif de celle-ci.

5.11.2 Gestion centralisée des garanties

Pour plus de simplicité et pour une gestion efficace, dans les circonstances décrites dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur, un adhérent peut effectuer une livraison unique de garanties pour s'acquitter en totalité ou en partie d'une ou de plusieurs de ses obligations en ce qui concerne la garantie particulière, les contributions à un fonds, les contributions de liquidité supplémentaire ou les contributions au fonds commun de garantie.

La CDS peut amalgamer dans un seul compte d'un grand livre de gestion des garanties les garanties mises en gage ou grevées par un adhérent avec celles mises en gage ou grevées par d'autres adhérents et peut amalgamer les garanties mises en gage ou grevées par un adhérent qui font l'objet d'une sûreté consentie par celui-ci avec toute autre garantie mise en gage ou grevée par celui-ci qui fait l'objet d'une autre sûreté consentie par celui-ci. La CDS établit de temps à autre, à sa seule discrétion, de quelle manière la garantie mise en gage ou grevée consentie par un adhérent au profit de la CDS ou de toute autre personne est attribuée à une catégorie de garanties donnée. Toute sûreté établie par un adhérent conformément aux Règles, à laquelle est assujettie une telle garantie, s'applique à l'égard des obligations de celui-ci de la façon que détermine la CDS.

479

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

Si une garantie mise en gage ou grevée par un adhérent est jugée comme constituant une valeur viciée ou est, par ailleurs, d'une valeur au marché inférieure à la valeur prévue, l'écart de valeur de cette garantie sera attribué proportionnellement à la garantie particulière, au fonds de liquidité supplémentaire, à chaque fonds et à chaque fonds commun de garantie, auxquels l'adhérent devait contribuer, et ce, dans la proportion que forme le montant de la garantie exigée à cette fin par rapport au montant total de toutes les garanties exigées.

La CDS permet à l'adhérent auquel un grand livre de gestion des garanties a été désigné d'y accéder à des fins limitées, notamment pour s'enquérir des valeurs et des fonds portés au crédit des comptes de ce grand livre et pour demander (mais non exécuter) certaines transactions relatives à ces comptes, comme la substitution d'une garantie par une autre.

5.11.3 Forme et valeur des garanties

Sous réserve des dispositions des Procédés et méthodes et des Guides de l'utilisateur, les garanties mises en gage par un adhérent à titre de garantie particulière, de contribution à un fonds, de contribution de liquidité supplémentaire et de contribution au fonds commun de garantie peuvent être constituées de ce qui suit :

- (a) les types de valeurs, dont la liste est publiée de temps à autre par la Banque du Canada, qui sont acceptés en nantissement dans le cadre du mécanisme permanent d'octroi de liquidités à plus d'un jour de la Banque du Canada;
- (b) les contributions en espèces libellées en dollars;
- (c) aux fins d'une contribution au fonds commun de garantie des emprunteurs de fonds commun de garantie des emprunteurs effectuant des règlements en dollars américains et au fonds des adhérents au Service de liaison avec New York seulement, les valeurs émises par le gouvernement des États-Unis d'Amérique, y compris, sans exclusion, les obligations, les billets et les bons du Trésor, ou les contributions en espèces en dollars américains;

Les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur peuvent préciser des critères d'admissibilité supplémentaires pour les garanties. Sous réserve du consentement de la CDS, l'adhérent peut de temps à autre substituer une garantie qu'il a donnée en gage ou grevée, par une garantie admissible selon les Règles, les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur.

Dans les cas où c'est applicable, la valeur reconnue d'une garantie mise en gage par un adhérent à titre de garantie particulière, de contribution à un fonds, de contribution de liquidité supplémentaire ou de contribution au fonds commun de garantie correspond à la juste valeur marchande de la garantie donnée, déterminée en conformité avec les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur, qui décrivent les exigences de marge applicables à un type de garantie donné. Ces exigences de marge peuvent :

- (a) varier selon la catégorie de valeurs;
- (b) attribuer une valeur nulle à certaines catégories de valeurs;
- (c) limiter la valeur maximale attribuée à certaines catégories de valeurs;
- (d) limiter la valeur pouvant être attribuée aux valeurs d'un émetteur ou d'un groupe d'émetteurs apparentés;
- (e) appliquer différentes méthodes d'évaluation pour des valeurs de même catégorie pour un adhérent donné (par exemple, en raison du lien existant entre un adhérent et l'émetteur de la valeur ou du rôle de l'adhérent par rapport à cette valeur);
- (f) appliquer différentes méthodes d'évaluation pour une valeur à différents moments (par exemple au moment de l'échéance ou avant celle-ci);

Mis en forme : Français (France)

480

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

(g) faire en sorte que d'autres facteurs décrits dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur soient utilisés.

5.11.4 Mise en gage et garde des garanties

Indépendamment du mode de livraison, les valeurs et les fonds portés au crédit des comptes d'un grand livre de gestion des garanties sont réputés avoir été mis en gage et livrés à la CDS par l'adhérent en réponse à une demande de mise en gage d'une garantie au profit de la CDS conformément à la Règle 5. Une telle garantie peut être vendue, cédée ou autrement traitée par la CDS, à sa seule discrétion, sans s'en reporter à cet adhérent ni à une personne qui la réclame par l'intermédiaire de cet adhérent, ni en qualité d'ayant cause ou de représentant. Dans l'exercice de ses droits décrits à la présente Règle 5.11, la CDS doit veiller à prendre des mesures que, de bonne foi, elle juge nécessaires pour protéger ses intérêts et ceux des adhérents, autre qu'un adhérent défaillant. La CDS n'est ni mandataire, ni fiduciaire, ni fidéicommissaire d'un adhérent en ce qui a trait à une garantie mise en gage auprès de la CDS.

La CDS détient une garantie et l'utilise conformément à la présente Règle 5.11. La CDS n'est pas tenue de l'appliquer en réduction d'une obligation de l'adhérent envers la CDS, de sorte qu'elle peut investir toute garantie particulière, contribution à un fonds, contribution de liquidité supplémentaire ou contribution au fonds commun de garantie de façon raisonnable et prudente. La CDS garde les garanties séparément de ses propres fonds.

Le montant net de tout intérêt, dividende ou revenu que la CDS reçoit sur les garanties de l'adhérent (sauf les contributions en espèces minimales que la CDS détermine de temps à autre) doit être distribué à l'adhérent conformément aux Procédés et méthodes, pourvu que l'adhérent se soit acquitté de ses obligations envers la CDS.

5.11.5 Cession des garanties par la CDS

La CDS peut, au profit de toute personne, céder, transférer, mettre en gage ou grever toute garantie mise en gage en sa faveur et toute sûreté qui lui a été consentie sur une telle garantie, ou consentir une sûreté d'une quelque autre façon sur :

- (a) toute garantie particulière, garantie du service de règlement, contribution à un fonds, contribution de liquidité supplémentaire ou contribution au fonds commun de garantie;
- (b) tout investissement d'une telle garantie effectué par la CDS; et
- (c) tout droit, titre ou participation qu'elle peut avoir en vertu de la présente Règle 5;

pour garantir :

- a. toute obligation de la CDS relativement à tout service;
- b. tout prêt que la CDS a contracté relativement à tout service;
- c. toute dette que la CDS a contractée relativement à tout service.

5.12 SÛRETÉS SUR LES GARANTIES

5.12.1 Sûreté consentie à la CDS, à un prêteur ou à une caution

Chaque adhérent consent une sûreté à la CDS (la « sûreté de la CDS ») sur :

- (a) toute garantie particulière;

484

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

- (b) toute garantie du service de règlement;
- (c) toute contribution à un fonds;
- (d) toute contribution de liquidité supplémentaire;
- (e) toute contribution au fonds commun de garantie, sauf si l'adhérent est un emprunteur non contribuant;
- (f) toute garantie du groupe de crédit de catégorie;
- (g) toute garantie relative aux services transfrontaliers, si l'adhérent est un adhérent à un service transfrontalier;

ainsi que tous les dividendes, intérêts et montants dus à échéance, remboursements de capital et autres droits et privilèges et produits rattachés à ces garanties. Bien que le fait d'accorder une sûreté sur chaque catégorie de garantie soit décrit ou défini dans différentes Règles, chaque sûreté accordée en faveur de la CDS garantit le paiement de tous les montants dus de temps à autre à la CDS par l'adhérent en vertu des Règles et l'acquittement de toutes les obligations de l'adhérent envers la CDS de temps à autre conformément aux Règles.

Pour garantir le paiement en bonne et due forme de tous les montants dus en vertu de la Règle 5.9.9 aux obligés de son groupe de crédit de catégorie en cas de défaillance de sa part, chaque prêteur accorde une sûreté sur sa garantie du groupe de crédit de catégorie aux autres membres de son groupe de crédit de catégorie (la « sûreté des prêteurs »).

Pour garantir le paiement de toutes ses obligations en vertu de la Règle 5.6.5, chaque bénéficiaire accorde une sûreté sur toutes ses garanties du service de règlement à toute caution qui établit une marge de crédit en faveur de ce bénéficiaire et aux autres membres du groupe de crédit de catégorie de cette caution (la « sûreté de la caution »).

Ainsi, si l'adhérent est un bénéficiaire, sa garantie du service de règlement, laquelle fait partie de sa garantie du groupe de crédit de catégorie, est assujettie à la sûreté de la caution consentie à ses cautions et à la sûreté du groupe de crédit de catégorie consentie à la CDS et, si l'adhérent est un prêteur, aux autres membres de son groupe de crédit de catégorie.

L'ordre de priorité des sûretés consenties à la CDS et aux adhérents, décrites à la présente Règle 5.12.1, est prévu à la Règle 5.14. Les droits au titre de la garantie et les obligations qui en découlent pour l'adhérent au moment de sa suspension, le cas échéant, sont prévus à la Règle 9.

Chaque adhérent déclare et garantit à la CDS, aux autres membres de chaque fonds dont il est membre et aux autres membres de son ou de ses groupes de crédit de catégorie, qu'il détient l'autorisation et les pouvoirs requis pour accorder une telle sûreté à la CDS ou à un autre adhérent de la façon prévue à la présente Règle 5.12, en tenant compte des dispenses et des autorisations requises par toute loi ou tout règlement le liant. De telles sûretés demeurent valides en cas de suspension, de résiliation de la Convention d'adhésion ou de retrait de l'adhérent.

Mis en forme : Français (France)

5.12.2 Naissance d'une sûreté sur la garantie du service de règlement

La sûreté de la caution et la sûreté du groupe de crédit de catégorie grèvent les garanties décrites ci-dessous, et ces garanties font partie de la garantie du service de règlement, au moment précisé pour chaque cas :

- (a) les valeurs et les fonds portés au compte général ou au compte de garantie restreinte, au moment auquel sont effectuées les écritures les portant au crédit de ces comptes;

482

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

(b) la garantie du service de règlement dont il est question aux Règles 5.2.4(c) et 5.2.4(d), dès que l'adhérent acquiert des droits dans une telle garantie du service de règlement et, en particulier en ce qui concerne la Règle 5.2.4(c), dès que la mise en gage est effectuée;

(c) la garantie du service de règlement dont il est question à la Règle 5.2.4(e), dès que l'adhérent livre les valeurs de type L à la Banque du Canada.

5.12.3 Mainlevée de la sûreté sur la garantie du service de règlement

La sûreté de la caution et la sûreté du groupe de crédit de catégorie cessent de grever les garanties décrites ci-dessous, et ces garanties ne font plus partie de la garantie du service de règlement, au moment indiqué dans chaque cas :

(a) les valeurs ou les fonds crédités à un compte général ou à un compte de garantie restreinte de l'adhérent, lorsque les valeurs ou les fonds sont débités du compte;

(b) la garantie du service de règlement décrite à la Règle 5.2.4(c), lorsque les valeurs ou les fonds sont virés du compte de mise en gage;

(c) la garantie du service de règlement décrite à la Règle 5.2.4(d) dès que l'adhérent n'a plus de droits relativement à cette garantie du service de règlement;

(d) les valeurs de type L décrites à la Règle 5.2.4(e) retenues par la Banque du Canada, lorsque le processus de paiement est terminé, conformément à la Règle 8.3.

5.12.4 Aucune incidence d'un virement sur la sûreté consentie sur la garantie du service de règlement

La naissance de la sûreté d'une caution et de la sûreté du groupe de crédit de catégorie n'est pas touchée lorsque les valeurs ou les fonds faisant partie de la garantie du service de règlement sont virés :

(a) entre comptes, tous deux étant assujettis à la sûreté de la caution et à la sûreté du groupe de crédit de catégorie; par exemple, comme les valeurs dans le compte de garantie restreinte de l'adhérent et dans le compte général de l'adhérent sont assujetties à la sûreté de la caution et à la sûreté du groupe de crédit de catégorie, la livraison de valeurs provenant du compte de garantie restreinte au compte général ne fait pas en sorte que la sûreté de la caution et la sûreté du groupe de crédit de catégorie cessent de grever ces valeurs;

(b) à des comptes tenus dans le grand livre de gestion des garanties ou dans le grand livre de droits et privilèges;

(c) de la façon prévue en cas de suspension de l'adhérent.

5.13 SÛRETÉ DE LA CAUTION

5.13.1 Caution principale

Le terme « caution principale » d'un bénéficiaire désigne en tout temps :

(a) la caution qui a été désignée à titre de caution principale, conformément à la convention entre cautions;

(b) si aucune caution n'a été désignée à titre de caution principale, celle qui a établi la marge de crédit au profit du bénéficiaire dont le montant utilisé est alors le plus élevé; ou

483

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

(c) si le montant alors utilisé est le même au titre de plus d'une marge de crédit, la caution qui a établi la plus ancienne de ces marges de crédit.

5.13.2 Provisionnement le même jour d'une marge de crédit

En tout temps avant le processus de paiement, sur instructions d'une caution ayant établi une marge de crédit pour un bénéficiaire aux termes de laquelle un montant est alors utilisé, sans qu'il y ait nécessité d'ordres ou du consentement du bénéficiaire, la CDS est irrévocablement mandatée et autorisée par le bénéficiaire de virer la garantie du service de règlement aux comptes d'un grand livre de sa caution en conformité avec la présente Règle 5.13.2. La CDS n'a pas l'obligation de faire enquête ni de se renseigner sur le droit de la caution à un tel virement.

La juste valeur marchande de la garantie du service de règlement faisant l'objet du virement ne doit pas être supérieure au montant raisonnablement requis aux fins du remboursement du montant utilisé de la marge de crédit établie pour ce bénéficiaire. La juste valeur marchande de la garantie du service de règlement est déterminée par la CDS en conformité avec les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur, y compris toute exigence de marge qui est susceptible de s'appliquer à un type de valeur donné compris dans la garantie du service de règlement. Si la garantie du service de règlement qui est disponible a une valeur supérieure au montant utilisé de la marge de crédit établie au profit du bénéficiaire, la garantie devant être virée sera alors déterminée par la CDS en conformité avec les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur.

Si la caution demandant le virement de la garantie du service de règlement conformément à la présente Règle 5.13.2 est la seule caution ayant établi une marge de crédit au profit du bénéficiaire dont un montant est alors utilisé, la CDS y donnera suite. Si plus d'une caution a établi une marge de crédit au profit du bénéficiaire dont un montant est alors utilisé, la CDS informera la caution qui fait la demande du nom de ces autres cautions. Toutes ces cautions se consultent et décident d'un commun accord de la suite des choses concernant ces marges de crédit et, à cette fin, peuvent s'informer mutuellement des montants utilisés sur chacune des marges de crédit. La CDS peut en tout temps, sans autre enquête ni vérification, donner suite aux ordres d'une caution qui déclare être la caution principale en conformité avec la Règle 5.13.1. La CDS n'a aucune obligation de prendre quelque mesure à l'égard de la garantie du service de règlement, tant et aussi longtemps qu'elle ne reçoit pas un ordre de la caution principale.

La CDS informe le bénéficiaire de ce qui suit :

(a) lors du virement de la garantie du service de règlement, que cette garantie a été virée aux comptes d'un grand livre de sa caution ou de la caution principale, selon le cas; ou

(b) après la clôture du processus de paiement, qu'une demande de virement de la garantie du service de règlement aux comptes d'un grand livre de sa caution ou de la caution principale, selon le cas, a été présentée ce jour-là par une de ses cautions, mais qu'elle n'a pas été exécutée.

5.13.3 Virement d'une garantie du service de règlement à la suite d'une demande ou d'une suspension

Si une caution a établi une marge de crédit au profit d'un bénéficiaire dont un montant est utilisé, la CDS passera les écritures appropriées pour virer aux comptes d'un grand livre de la caution la garantie du service de règlement inscrite dans les comptes des grands livres du bénéficiaire, en conformité avec les Règles 5.14.1 et 5.14.2, lorsque la CDS demande un paiement de la caution relativement à la marge de crédit, ou lorsque le droit d'utilisation du service de règlement par le bénéficiaire est suspendu. Si plus d'une caution a établi une marge de crédit au profit du bénéficiaire dont un montant est utilisé au moment où la CDS demande un paiement ou le bénéficiaire est suspendu, alors la garantie du service de règlement sera virée à la caution principale, y compris toute partie de la garantie du service de règlement qui a pu avoir été antérieurement virée à une autre caution en application de la Règle 5.13.2.

484

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

La CDS vire la garantie du service de règlement à la caution ou à la caution principale en conformité avec la Règle 5.13.3 sans nécessité d'un ordre ou du consentement du bénéficiaire. Les paiements effectués par une caution pour le compte du bénéficiaire au moyen du mode de paiement par inscription comptable ne sont pas considérés comme paiement sur demande aux fins de la présente Règle 5.13.3.

5.13.4 Droits des autres cautions lors d'un virement

La CDS informe chaque caution ayant établi une marge de crédit au profit d'un bénéficiaire lorsqu'elle vire la garantie du service de règlement du bénéficiaire à une autre caution.

Chaque caution reconnaît que la CDS peut virer la garantie du service de règlement d'un bénéficiaire à une autre caution conformément aux Règles et, le cas échéant, aucune autre caution ne peut prétendre à un droit de réclamation contre la CDS relativement à cette garantie. Chaque caution reconnaît de plus que la CDS peut virer une telle garantie du service de règlement sans être tenue de faire enquête sur le droit d'une autre caution à ce virement, l'existence de dettes impayées entre le bénéficiaire et toute autre caution ou au rang prioritaire de toute autre caution relativement à la garantie du service de règlement.

Aucune disposition de la présente Règle 5.13.4 n'a pour effet d'abroger ou de toucher l'obligation de donner un avis de rachat ou le droit à un tel avis découlant de tout contrat conclu entre une caution et son bénéficiaire, ou encore en vertu de toute loi applicable.

5.13.5 Restriction d'utilisation applicable à une caution

Sous réserve de la Règle 9, une caution principale détient la garantie du service de règlement d'un bénéficiaire et prend les mesures d'exécution d'une telle garantie en son propre nom et au nom de l'autre caution ou des autres cautions au profit desquelles cette garantie est détenue, conformément à la convention entre cautions. Si le produit net provenant de la réalisation de cette garantie est supérieur au montant total payé à la CDS par les cautions, ces dernières doivent rendre compte au bénéficiaire et à la CDS des valeurs excédentaires et les virer au grand livre de gestion des garanties désigné par la CDS.

Une caution peut affecter la garantie du service de règlement du bénéficiaire aux seules fins de libérer le bénéficiaire de l'obligation de rembourser la caution des montants payés par celle-ci à la CDS relativement à la marge de crédit établie par la caution au profit du bénéficiaire, et non pour libérer le bénéficiaire de toute autre obligation engagée par celui-ci envers la caution.

5.13.6 Dédommagement à la CDS

La caution doit exonérer la CDS et ses propriétaires pour compte, de même que leurs associés, administrateurs, dirigeants, employés et mandataires respectifs, et les tenir indemnes, de tous frais engagés par eux, de tous dommages-intérêts ou de toute perte subis, de toute dépense ou de toute dette contractée, ou de toute réclamation contre l'un d'eux (y compris les honoraires d'un conseiller juridique engagé pour les guider ou les défendre relativement à une telle réclamation) découlant du virement, conformément à la Règle 5.13, de la garantie du service de règlement.

5.14 PRIORITÉ DES SÛRETÉS

5.14.1 Sûreté consentie par un emprunteur

Si le bénéficiaire est un emprunteur :

(a) chaque sûreté grevant une garantie du service de règlement est consentie à une caution et à la CDS et est répartie entre la caution et la CDS conformément à la méthode décrite dans les Procédés et méthodes; et

485

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

(b) les groupes de crédit dont il est membre prennent rang dans l'ordre de priorité suivant en ce qui a trait au produit de réalisation de la garantie :

- i. premièrement, le groupe de crédit des emprunteurs de fonds commun de garantie des emprunteurs procédant à des règlements en dollars canadiens;
- ii. deuxièmement, le groupe de crédit des emprunteurs de fonds commun de garantie des emprunteurs procédant à des règlements en dollars américains;
- iii. troisièmement, tout groupe de crédit des emprunteurs non contribuants, et si le bénéficiaire est également membre des deux groupes de crédit des emprunteurs non contribuants, ils sont de rang égal.

5.14.2 Sûreté consentie par un adhérent autre qu'un emprunteur

Si le bénéficiaire n'est pas un emprunteur :

- (a) sous réserve du paragraphe (b) ci-dessous, la sûreté du groupe de crédit de catégorie grevant sa garantie du service de règlement prend rang prioritaire sur la sûreté de la caution grevant cette même garantie;
- (b) la sûreté de la CDS consentie par un prêteur à titre d'adhérent sur sa garantie de groupe de crédit de catégorie est subordonnée à la sûreté du prêteur grevant sa garantie du groupe de crédit de catégorie, à moins qu'aucun autre prêteur n'ait fait de paiement à la CDS comme il est envisagé à la Règle 5.9.3, auquel cas la sûreté de la CDS a priorité.

5.14.3 Priorité législative de la sûreté de la CDS

Les dispositions de la présente Règle 5 constituent une convention de sûreté créant une sûreté sur les valeurs et les fonds (y compris les droits et privilèges sur les valeurs) de chaque adhérent qui sont des actifs financiers, en faveur de la CDS en tant qu'intermédiaire en valeurs mobilières en vertu des lois de l'Ontario intitulées *Loi sur les sûretés mobilières* et *Loi de 2006 sur le transfert des valeurs mobilières*. Cette sûreté est grevée par le contrôle des valeurs et des fonds, et la sûreté est parfaite par la mainmise sur les valeurs et les fonds et l'enregistrement d'un état de financement. Par conséquent, comme il est prévu à l'article 30.1(5) de la *Loi sur les sûretés mobilières* de l'Ontario, cette sûreté a priorité sur une sûreté conflictuelle détenue par une autre partie titulaire d'une sûreté, à moins que les Règles stipulent que la sûreté conflictuelle a priorité. La mainmise de la CDS sur les valeurs et les fonds portés au crédit des comptes des grands livres de gestion des garanties n'est pas réputée être atteinte ou mise en péril de quelque façon que ce soit du fait qu'un droit d'accès limité à ceux-ci est accordé aux adhérents.

5.14.4 Reconnaissance de la priorité par les adhérents

Aux fins de la présente Règle 5.14.4, le terme « **sûreté réelle** » est défini comme suit :

- (a) toute hypothèque, toute mise en gage, tout nantissement, toute sûreté ou toute autre sûreté réelle ou charge (qu'elle soit fixe, flottante ou autre);
- (b) toute réserve de propriété ou tout crédit-bail;
- (c) toute autre entente donnant lieu à une garantie ou ayant sensiblement la même incidence économique que l'un ou l'autre des engagements susmentionnés;

contracté par un adhérent (dans la présente Règle 5.14.4, « l'adhérent débiteur ») et détenu par un autre adhérent ou pour le compte d'un autre adhérent (dans la présente Règle, « l'adhérent créancier »), à l'exception de toute sûreté prévue aux Règles.

Mis en forme : Français (France)

486

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

Chaque adhérent qui est un adhérent créancier convient que la totalité des sûretés réelles contractées en tout temps par un adhérent débiteur est reportée et subordonnée à tous les égards par rapport aux sûretés en faveur de la CDS.

Les priorités prévues à la présente Règle 5.14.4 s'appliquent entre la CDS et chaque adhérent, et ce, nonobstant :

Mis en forme : Français (France)

(a) les priorités autrement données aux sûretés réelles ou aux sûretés accordées en faveur de la CDS en vertu du droit applicable;

(b) le moment de la création, de l'octroi, de la réalisation, de la livraison, de l'affectation, de la publication, de l'opposabilité ou de l'exécution des sûretés réelles ou des sûretés accordées en faveur de la CDS;

(c) le caractère non valide, inopposable ou non exécutoire de toute sûreté réelle ou de toute sûreté accordée en faveur de la CDS, et ce, pour quelque raison que ce soit;

Mis en forme : Français (France)

(d) le moment de la matérialisation de toute charge flottante ou de toute hypothèque flottante constituant une sûreté réelle ou une sûreté accordée en faveur de la CDS;

(e) les dispositions des documents ou des ententes dont découle toute sûreté réelle;

(f) toute abstention relativement à l'exercice des sûretés réelles ou des sûretés accordées en faveur de la CDS, et ce, que ce soit à l'égard des délais, de l'exécution ou à tout autre égard;

(g) toute mainlevée, toute décharge, toute perte ou toute modification d'une partie ou de la totalité des sûretés réelles ou des sûretés accordées en faveur de la CDS ou toute opération portant sur celles-ci;

Mis en forme : Français (France)

(h) le caractère non valide ou inopposable de la responsabilité de l'adhérent débiteur ou toute limitation de cette responsabilité;

(i) toute défense, tout dédommagement, toute compensation ou toute demande reconventionnelle dont bénéficie ou que revendique l'adhérent créancier ou l'adhérent débiteur;

(j) la date à laquelle l'adhérent débiteur devient redevable à la CDS ou à l'adhérent créancier;

(k) toute priorité donnée en vertu de tout principe juridique ou de toute disposition législative; ou

(l) tout autre motif que ce soit.

5.14.5 Hypothèques du Québec

(i) Définition d'hypothèque

Aux fins de la présente Règle 5.14.5, chacun des éléments ci-dessous constitue une « hypothèque » :

(a) chacune des sûretés mentionnées à la Règle 5.12.1, soit les sûretés accordées en faveur de la CDS, la sûreté des prêteurs et la sûreté de la caution dont chacune est accordée par un adhérent;

(b) l'hypothèque correspondant à chacune de ces sûretés, accordée par l'adhérent en vertu de la présente Règle 5.14.5.

(ii) Octroi de l'hypothèque.

Mis en forme : Soulignement , Couleur de police : Automatique, Anglais (Canada)

Mis en forme : Corps de texte;BT;bt, Hiérarchisation + Niveau : 4 + Style de numérotation : i, ii, iii, ... + Commencer à : 1 + Alignement : Gauche + Alignement : 0 cm + Retrait : 0 cm

Mis en forme : Soulignement

487

© Services de dépôt et de compensation CDS inc.

Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

En plus des sûretés accordées en faveur de la CDS, de la sûreté des prêteurs et de la sûreté de la caution, et dans la mesure où les sûretés accordées en faveur de la CDS, la sûreté des prêteurs et la sûreté de la caution peuvent être régies par les lois de la province de Québec, chaque adhérent accorde une hypothèque sur une partie ou l'ensemble des biens constituant les sûretés accordées en faveur de la CDS, la sûreté des prêteurs et la sûreté de la caution, pour un montant s'élevant à :

- (a) 50 milliards de dollars si l'adhérent est un prêteur;
- (b) 5 milliards de dollars si l'adhérent est un agent de règlement; ou
- (c) 1 milliard de dollars si l'adhérent est un emprunteur.

Toutes les hypothèques ainsi concédées garantissent les mêmes obligations, sont assujetties aux mêmes modalités et sont accordées en faveur de la même partie à titre de détenteur de l'hypothèque, comme tel est le cas pour la sûreté correspondante. Toutes les références à la création d'une sûreté dans les présentes Règles doivent être interprétées comme comprenant la création d'une hypothèque. Toutes les dispositions des présentes Règles traitant de ce qui suit :

- (a) la garantie assujettie à une sûreté;
- (b) l'incidence d'une telle sûreté;
- (c) les droits du détenteur d'une telle sûreté;
- (d) la priorité de rang d'une telle sûreté; et
- (e) l'immatriculation d'un état de financement afférent à une telle sûreté;

s'appliqueront, avec les modifications qui s'imposent, à l'hypothèque correspondante créée en vertu de la présente Règle 5.14.5 et à la publication d'une telle hypothèque.

(iii) Type d'hypothèque

Chaque hypothèque est constituée à la fois :

Mis en forme : Français (France)

Mis en forme : Soulignement , Couleur de police : Automatique, Anglais (Canada)

Mis en forme : Soulignement

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

~~4.14 d'une mise en gage ou d'une hypothèque mobilière avec dépossession des biens hypothéqués conformément à l'hypothèque applicable qui ont été livrés au détenteur d'une telle hypothèque ou qui sont maintenant en sa possession, ainsi que d'une mise en gage ou d'une hypothèque mobilière avec dépossession de tout bien hypothéqué conformément à l'hypothèque applicable qui pourrait être ultérieurement livré au détenteur d'une telle hypothèque ou détenu par celui-ci ou considéré, en vertu des lois applicables, comme étant livré au détenteur d'une telle hypothèque ou détenu par celui-ci.~~**VÉRIFICATIONS PRÉRÈGLEMENT ET VALEUR DE LA GARANTIE GLOBALE**

(a) _____ :

(b) ~~d'une hypothèque mobilière sans dépossession de la totalité des biens hypothéqués conformément à l'hypothèque applicable, autres que les biens mentionnés au paragraphe (a).~~

5.15 VÉRIFICATIONS PRÉRÈGLEMENT

4.14.45.15.1 Vérifications prérèglement des transactions

~~Après l'entrée d'une transaction mais avant sa réalisation, la transaction fait l'objet de la CDS applique les vérifications prérèglement-prérèglements à chaque transaction considérée pour règlement. Si la transaction passe ces vérifications, elle est réglée; dans le règlement s'effectue. Dans le cas contraire, elle la transaction sera ultérieurement reconsidérée pour le règlement par traitement en temps réel ou par lots.~~

Les vérifications prérèglement permettent de calculer :

- (a) ~~si les soldes du compte de valeurs qui résulteraient du règlement, afin de s'assurer que le règlement n'entraînera pas la transaction seraient de solde débiteur dans un compte de 0 \$ ou plus (la « vérification des valeurs »);~~
- (b) ~~les soldes du compte de fonds qui résulteraient du règlement, afin de s'assurer, qu'après le règlement, la valeur absolue de tout si le solde débiteur du compte de fonds de l'adhérent (compte non tenu pour un grand livre (à l'exception des cotes) qui résulterait du règlement de la transaction n'excède pas la portion partie non utilisée d'un du plafond de fonctionnement affectée à ce compte de fonds et d'une de l'adhérent, majorée du total des montants non tirés de l'ensemble des marges de crédit établies pour ce grand livre; en faveur d'un adhérent (la « vérification des fonds »);~~
- (c) ~~pour si, après le règlement de la transaction, le solde débiteur des comptes de fonds de chaque grand livre touché par la transaction, n'excède pas la valeur de la garantie globale (« VGG ») et le solde du compte de fonds qui résulterait du règlement, afin de s'assurer qu'après le règlement, la valeur absolue de tout solde débiteur du compte de fonds tenu pour un grand livre (à l'exception des cotes) n'excède pas la « des grands livres concernés (la « vérification de la VGG de ce grand livre »).~~

~~Une transaction de droits et privilèges doit satisfaire la vérification de la VGG. Les Pour les transactions réalisées après le processus de paiement qui ne comportent pas de paiements entre adhérents ni de virements de fonds, les vérifications prérèglement qui visent ces transactions excluent donc la vérification de la VGG et celles du plafond de fonctionnement ou des marges de crédit. Les transactions réalisées au cours du processus de paiement ne comportant pas de paiements entre adhérents ni de virement de fonds, elles ne font donc pas l'objet de la vérification du plafond de fonctionnement ou des marges de crédit; ces transactions doivent satisfaire la vérification de la VGG modifiée. Le règlement de toutes les autres transactions doit satisfaire la vérification de la VGG se limitent à la vérification des valeurs uniquement.~~

489

© Services de dépôt et de compensation CDS inc.

Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

1.11.2 – Groupe d'adhérents associés

L'adhérent est associé à un autre adhérent si les transactions réalisées au moins une des conditions suivantes est respectée :

- (a) l'adhérent est membre ours du groupe pour lequel l'autre adhérent agit à titre d'adhérent correspondant processus de groupe au sein paiement qui se passent entre la CDS et les adhérents et qui ne comportent pas de l'Association canadienne des paiements;
- ~~(b)(a) l'adhérent est une filiale de l'autre adhérent, ou les deux adhérents sont des filiales d'une personne ou sont contrôlés directement ou indirectement par celle-ci;~~
- (c) l'adhérent est une société de personnes et l'autre adhérent est un associé de cette société de personnes ou il contrôle directement ou indirectement un associé de la société de personnes ou est contrôlé par un tel associé; ou
- (d) l'adhérent est associé à une personne associée, tel que décrite dans les paragraphes précédents avec l'autre adhérent.

Mis en forme : Français (France)

Tous les entre adhérents qui avisent la CDS qu'ils sont associés l'un à l'autre forment un « groupe d'adhérents associés » et chacun est un adhérent associé de ce groupe d'adhérents associés. La CDS communique, de temps à autre, à la Banque du Canada, le nom des adhérents membres d'un groupe d'adhérents associés, et fait part de telles informations à l'adhérent, sur demande. Un adhérent associé est désigné pour agir au nom de chaque groupe d'adhérents associés relativement à la VGG.

1.11.31.1.1 Répartition de la VGG initiale

Afin d'utiliser ni de virement de fonds, font l'objet de la vérification de la VGG, la CDS établit le montant de la VGG initiale pour chaque adhérent détenant un plafond de fonctionnement (à l'exception des membres du groupe de crédit des emprunteurs d'un fonds commun de garantie des emprunteurs effectuant des règlements en dollars américains). Le montant de la VGG initiale est calculé conformément aux Procédés et méthodes. L'adhérent associé désigné d'un groupe d'adhérents associés répartit le montant de sa VGG initiale entre lui et ses adhérents associés étant des emprunteurs (y compris les adhérents associés qui sont des emprunteurs non contributeurs). Un emprunteur qui est un emprunteur non contributeur et qui n'est pas un adhérent associé d'un groupe d'adhérents associés n'a pas de VGG initiale. Chaque adhérent répartit entre ses grands livres le montant de sa VGG initiale et, s'il s'agit d'un emprunteur membre d'un groupe d'adhérents associés, ses parts respectives du montant alloué de la VGG initiale. L'associé désigné peut, de temps à autre : i) ne pas affecter une portion du montant de la VGG initiale du groupe d'adhérents associés; ii) annuler l'affectation d'une portion du montant de la VGG initiale à un membre du groupe d'adhérents associés que ce membre n'avait pas encore affectée à l'un de ses grands livres; iii) affecter à un membre du groupe d'adhérents associés une portion non encore affectée du montant de la VGG initiale du groupe d'adhérents associés; iv) n'affecter aucune portion du montant de la VGG initiale aux membres du groupe d'adhérents associés. Chaque adhérent peut de temps à autre : i) ne pas affecter une portion de son montant de VGG initiale; ii) annuler l'affectation d'une portion non utilisée d'un montant de sa VGG initiale à l'un de ses grands livres; iii) affecter à un grand livre une portion non affectée du montant de sa VGG initiale; et iv) n'attribuer aucune portion du montant de la VGG initiale à ses grands livres.

1.11.4 – Calcul de la VGG

Chaque grand livre comprend une écriture faisant état du solde de sa valeur de la garantie globale (VGG). La VGG d'un grand livre est un montant calculé par la CDS aux fins de la vérification de la VGG. Le calcul n'est pas une évaluation de la valeur au marché, et la répartition des montants affectés de la VGG entre des grands livres donnés n'est pas une attribution de garantie ou de valeur au marché. La VGG d'un grand livre est la somme des montants suivants :

490

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

- (a) le montant de la VGG initiale affecté à un grand livre;
- (b) le montant de la VGG affecté à la garantie du service de règlement dans les comptes à risque de ce grand livre;
- (c) si l'adhérent est responsable du traitement des droits et privilèges, le montant de la VGG attribué aux valeurs qu'il a rachetées et qui sont gardées dans un grand livre de droits et privilèges de la CDS.

La CDS détermine le montant de la VGG initiale conformément modifiée prévue à la Règle 5-13.3 et détermine le montant qui est attribué à la garantie du service de règlement et aux valeurs rachetées selon les méthodes d'évaluation décrites dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur. Les méthodes d'évaluation de la VGG peuvent :

- (d) appliquer des garanties excédentaires qui varient selon la catégorie de valeurs;
- (e) attribuer une valeur nulle à une catégorie de valeurs;
- ~~(f)(a) convertir des monnaies au moyen d'un taux de change établi par la CDS;~~
- (g) limiter la valeur ou le pourcentage maximum qui peut être attribué à certaines catégories de valeurs;
- ~~(h)(a) restreindre la valeur qui peut être attribuée à des valeurs d'un émetteur ou d'un groupe d'émetteurs apparentés;~~
- (i) utiliser différentes méthodes d'évaluation pour la même catégorie de valeurs d'un adhérent donné ou d'un groupe d'adhérents associés (par exemple en raison d'une relation d'un adhérent avec l'émetteur de la valeur ou le rôle d'un adhérent pour cette valeur);
- (j) utiliser différentes méthodes d'évaluation à différents moments (par exemple au moment de l'échéance ou avant celle-ci); et
- (k) appliquer d'autres facteurs décrits dans les Procédés et méthodes et Guides de l'utilisateur 8.

Mis en forme : Français (France)

Mis en forme : Français (France)

1.14.55.15.2 Vérifications prérèglement pour les transactions de droits et privilèges

Lors du traitement d'une transaction de droits et privilèges, les vérifications prérèglement faites dans les appliquent au compte de fonds du responsable du traitement des droits et privilèges pour une cette émission de valeurs calculent et le solde du calcul tient compte de fonds ce qui résulte à la fois du suit :

- (a) le débit du porté au compte de fonds représentant le paiement à la CDS des droits et privilèges par l'adhérent à titre de responsable du traitement des droits et privilèges; et du;
- (b) le crédit du porté au compte de fonds représentant tout droit et privilège reçus relativement aux valeurs de l'émission détenue dans les comptes de valeurs et le compte de garantie de l'adhérent pour le même grand livre. Les écritures pour une transaction de droits et privilèges sont traitées en mode validation de sorte que le débit porté au compte de fonds représentant le paiement à la CDS soit fait uniquement si le crédit (le cas échéant) porté au compte de fonds représentant les droits et privilèges reçus par l'adhérent est également fait. La transaction de droits et privilèges n'est réglée

La transaction de droits et privilèges n'est présentée aux fins de règlement que si le solde du compte de fonds résultant d'un tel débit ou crédit passe les vérifications prérèglement relativement au plafond de fonctionnement attribué au compte de fonds, aux marges de crédit établies pour ce grand livre et à la VGG du grand livre. Seul le solde du compte de fonds qui résulte du règlement est utilisé pour le plafond de fonctionnement attribué à ce grand livre et aux marges de crédit établies pour ce grand livre. La VGG des valeurs pour lesquelles un adhérent agit à titre de responsable du traitement des droits et privilèges peut

494

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

varier et être établie à zéro. Le débit du compte de fonds représentant le paiement à la CDS dans le cadre de la transaction de droits et privilèges ne sera passé par la CDS que si le crédit correspondant (le cas échéant) représentant les droits et privilèges de l'adhérent est également passé au compte de fonds.

5.14 RÉSERVÉ

5.15 FONDS DE LIQUIDITÉ SUPPLÉMENTAIRE

5.15.1 Établissement du fonds Calcul de liquidité supplémentaire

5.15.3 Chaque adhérent qui utilise la fonction valeur de RNC doit verser et maintenir une contribution au fonds de liquidité supplémentaire (la « contribution de liquidité supplémentaire »). Tous les adhérents au service de RNC (autres que la Banque du Canada, les agents des transferts adhérents, les adhérents au service NELTC et les adhérents au service ACT) doivent verser leurs contributions de liquidité supplémentaire au fonds de liquidité supplémentaire, garantie globale (VGG)

5.15.2 Détermination de la contribution de liquidité supplémentaire

La contribution de liquidité supplémentaire VGG est un montant calculé par la CDS pour chaque grand livre d'un adhérent est déterminée aux fins de l'application de la vérification de la VGG prévue à la discrétion de la CDS de façon raisonnable conformément aux formules Règle 5.15.1.

La VGG d'un grand livre est la somme des montants suivants :

- (a) le montant de la VGG initiale déterminé par la CDS et attribué à ce grand livre en conformité avec les Procédés et méthodes;
- (b) le montant de la VGG attribué par la CDS à la garantie du service de règlement dans les comptes à risque de ce grand livre;
- (c) si l'adhérent est responsable du traitement des droits et privilèges, le montant de la VGG attribué par la CDS aux critères indiqués valeurs qu'il a rachetées et qui sont gardées dans un grand livre de droits et privilèges est établi à nulle.

La CDS détermine le montant qui est attribué à la garantie du service de règlement et aux valeurs rachetées en fonction des paragraphes (b) et (c) ci-dessus selon les méthodes d'évaluation de la VGG décrites dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur. La CDS peut augmenter ou réduire de temps à autre la contribution de liquidité supplémentaire conformément aux formules et critères mentionnés ci-dessus.

Il est entendu que la VGG n'est pas une catégorie de garantie distincte définie dans les Règles. La VGG est plutôt une valeur que calcule la CDS compte tenu de la valeur des fonds et des valeurs dans les diverses catégories de garantie définies dans les Règles; ces fonds et ces valeurs peuvent devenir des garanties si l'adhérent est suspendu en application de la Règle 9. Par ailleurs, le calcul de la VGG n'est pas une évaluation de la valeur au marché des fonds et des valeurs et la répartition de la VGG dans un grand livre n'est pas une attribution de garantie à une catégorie particulière de garanties.

5.15.4 Méthodes d'évaluation de la VGG

Les méthodes d'évaluation de la VGG prévues dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur peuvent :

- (a) appliquer des exigences de marge qui varient selon la catégorie de valeurs;

492

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

- (b) attribuer une valeur nulle à certaines catégories de valeurs;
- (c) convertir des monnaies au moyen d'un taux de change établi par la CDS;
- (d) limiter la valeur ou le pourcentage maximum de la VGG attribuable à certaines catégories de valeurs;
- (e) restreindre la valeur qui peut être attribuée à des valeurs d'un émetteur ou d'un groupe d'émetteurs apparentés;
- (f) utiliser différentes méthodes d'évaluation pour la même catégorie de valeurs d'un adhérent ou d'un groupe d'adhérents associés donné (par exemple, en raison de la relation qu'un adhérent entretient avec l'émetteur de la valeur ou le rôle d'un adhérent par rapport à cette valeur);
- (g) utiliser différentes méthodes d'évaluation pour des valeurs données à différents moments (par exemple au moment de l'échéance ou avant celle-ci);
- (h) appliquer d'autres facteurs décrits dans les Procédés et méthodes et Guides de l'utilisateur.

Mis en forme : Français (France)

Mis en forme : Français (France)

5.15.5 Répartition de la VGG initiale

La CDS établit, conformément aux Procédés et méthodes, le montant de la VGG initiale pour chaque adhérent détenant un plafond de fonctionnement (à l'exception des membres du groupe de crédit des emprunteurs d'un fonds commun de garantie des emprunteurs effectuant des règlements en dollars américains). Un emprunteur qui est un emprunteur non contribuant et qui n'est pas un adhérent associé d'un groupe d'adhérents associés n'a pas de VGG initiale.

L'adhérent associé désigné d'un groupe d'adhérents associés répartit le montant de sa VGG initiale entre lui et ses adhérents associés étant des emprunteurs. L'associé désigné peut, de temps à autre :

- (a) ne pas attribuer une portion du montant de la VGG initiale totale du groupe d'adhérents associés;
- (b) annuler l'attribution d'une portion du montant de la VGG initiale du groupe d'adhérents associés à un membre du groupe d'adhérents associés que ce membre n'avait pas encore attribué à l'un de ses grands livres;
- (c) attribuer à un membre du groupe d'adhérents associés une portion non encore attribuée du montant de la VGG initiale du groupe d'adhérents associés;
- (d) n'attribuer aucune portion du montant de la VGG initiale aux membres du groupe d'adhérents associés.

Chaque adhérent répartit dans ses grands livres le montant de sa VGG initiale et, s'il est un emprunteur membre d'un groupe d'adhérents associés, la partie de ce montant de VGG initiale qui lui a été attribuée. Chaque adhérent peut de temps à autre :

- a. ne pas attribuer une portion de son montant de VGG initiale;
- b. annuler l'attribution d'une portion non utilisée d'un montant de sa VGG initiale à l'un de ses grands livres;
- c. attribuer à un grand livre une portion non attribuée du montant de sa VGG initiale;
- d. n'attribuer aucune portion du montant de la VGG initiale à ses grands livres.

493

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

5.15.6 Groupe d'adhérents associés

L'adhérent est associé à un autre adhérent si au moins une des conditions suivantes est remplie :

- (a) ~~l'adhérent est membre du groupe pour lequel l'autre adhérent agit à titre d'adhérent-correspondant de groupe au sein de Paiements Canada;~~
- (b) ~~l'adhérent est une filiale de l'autre adhérent, ou les deux adhérents sont des filiales d'une personne ou sont contrôlés directement ou indirectement par celle-ci;~~
- (c) ~~l'adhérent est une société de personnes et l'autre adhérent est un associé de cette société de personnes ou il contrôle directement ou indirectement un associé de la société de personnes ou est contrôlé par un tel associé;~~

Mis en forme : Français (France)

~~Aux termes des Procédés et méthodes et des Guides de l'utilisateur, la CDS informe de temps à autre les adhérents du montant des contributions de liquidité supplémentaire qu'ils sont chacun tenus de verser au fonds de liquidité supplémentaire. Un adhérent verse toute contribution de liquidité supplémentaire exigée après avoir été informé par la CDS de la nécessité d'une augmentation du montant de sa contribution de liquidité supplémentaire en vertu de la Règle 5.15.2.~~

5.15.3 Obligation continue

~~L'obligation d'un adhérent de contribuer au fonds de liquidité supplémentaire conformément à la présente Règle 5.15 est une obligation continue. Ni cette obligation continue ni la responsabilité de l'adhérent de verser une contribution de liquidité supplémentaire comme définie à la Règle 5.15.2 ne sont acquittées, en tout ou en partie, par :~~

- ~~(a) une contribution de liquidité supplémentaire faite par un autre adhérent;~~
- ~~(b) la suspension, la résiliation ou le retrait d'un adhérent;~~
- ~~(c) les défenses ou réclamations, les demandes reconventionnelles, les droits légaux et contractuels de compensation ou les droits de contrepassation entre l'adhérent et la CDS.~~

5.15.4 Contribution de liquidité supplémentaire excédentaire

~~Périodiquement, conformément aux Procédés et méthodes, la CDS doit informer l'adhérent du montant de la contribution de liquidité supplémentaire qu'il doit verser au fonds. L'adhérent peut demander à la CDS de lui rembourser toute contribution de liquidité supplémentaire excédentaire qu'il a versée, jusqu'à concurrence de cet excédent.~~

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

5.15.5 Remboursement de la contribution de liquidité supplémentaire

La CDS doit remettre à l'adhérent sa contribution de liquidité supplémentaire lorsqu'il cesse d'utiliser la fonction de RNC ou cesse d'être adhérent, pourvu i) que l'adhérent se soit acquitté de toutes ses obligations envers la CDS et ii) qu'il n'y ait eu aucune suspension d'un autre adhérent.

5.15.6 Sûreté sur les contributions de liquidité supplémentaire

Pour garantir le paiement de tous les montants dus en vertu des Règles de temps à autre à la CDS par l'adhérent et l'acquittement de toutes les obligations de l'adhérent envers la CDS découlant de temps à autre des Règles, l'adhérent accorde à la CDS une sûreté sur toutes les contributions de liquidité supplémentaire qu'il fait au fonds de liquidité supplémentaire, les met en gage en sa faveur, les grève d'une charge, et les cède à la CDS. Ces contributions comprennent entre autres les espèces, intérêts, montants payables à l'échéance, remboursements de capital et tous les autres droits et privilèges et produits relatifs à ces contributions de liquidité supplémentaire.

5.15.7 Contributions de liquidité supplémentaire additionnelles

En plus de sa contribution de liquidité supplémentaire dont le montant est calculé selon les termes de la Règle 5.15.2, l'adhérent doit, de temps à autre, et aussitôt que la CDS en fait la demande, verser des contributions de liquidité supplémentaire additionnelles, d'un montant déterminé à la seule discrétion de la CDS de façon raisonnable conformément aux formules et aux critères indiqués dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur. À la demande de l'adhérent, la CDS retourne toute contribution de liquidité supplémentaire additionnelle si elle établit, à sa seule discrétion, que pareille contribution de liquidité supplémentaire additionnelle n'est pas nécessaire.

5.15.8 Détention des contributions de liquidité supplémentaire excédentaires

L'adhérent peut choisir de ne pas demander le remboursement des contributions de liquidité supplémentaire excédentaires qu'il a versées. Dans ce cas, les contributions excédentaires ne sont pas soumises à la sûreté créée en vertu de la Règle 5.15.6, mais sont remboursées à l'adhérent à sa demande conformément à la Règle 5.15.4. Les contributions de liquidité supplémentaire augmentées requises conformément à la présente Règle 5.15 ne constituent pas des contributions de liquidité supplémentaire excédentaires.

5.15.9 Mesures prises par la CDS

Ni le défaut d'agir de la CDS ni ses actes n'ont d'incidence sur la responsabilité de l'adhérent aux termes de la Règle 5.15. Sans que soit limitée la portée générale de ce qui précède :

(a) la CDS peut accorder des délais supplémentaires, des renouvellements, des prolongations, des passe-droits, des quittances et des libérations à un adhérent ou à quiconque; accepter des

496

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

concordats de l'adhérent ou prendre d'autres arrangements avec lui ou quiconque; prendre, s'abstenir de prendre ou de valider toute sûreté et modifier, échanger, renouveler, libérer, abandonner, réaliser ces sûretés, ou prendre d'autres arrangements relatifs à celles-ci; affecter tout paiement reçu d'un adhérent ou de quiconque ou qui provient de la réalisation d'une sûreté au règlement d'une partie de la responsabilité d'un adhérent qu'elle juge appropriée, et modifier cette affectation de temps à autre;

- (b) la CDS n'est pas tenue d'épuiser ses recours contre un adhérent ou quiconque, ni de réaliser les sûretés ou les garanties qu'elle détient avant d'être en droit de recevoir le paiement de cet adhérent;
- (c) la responsabilité d'un adhérent n'est modifiée ni par des changements dans la raison sociale d'un adhérent, ni par des changements dans les conditions d'appartenance d'un adhérent (dans le cas d'une société de personnes), soit par suite du décès ou de la retraite d'un ou de plusieurs associés ou par l'arrivée d'un ou de plusieurs autres associés, ni par des changements dans les missions, la structure du capital ou l'acte constitutif de l'adhérent (dans le cas d'une société par actions), ni par la vente d'une partie ou de la totalité de l'entreprise de l'adhérent, ni par la fusion de l'adhérent avec une ou plusieurs sociétés par actions;
- (d) la responsabilité d'un adhérent n'est modifiée ni par le fait qu'un adhérent fasse faillite ou qu'il soit mis en faillite, qu'un syndic ou un syndic et gestionnaire soit nommé responsable d'une partie des biens de l'adhérent, qu'un créancier détenteur d'une charge prenne possession d'une partie des biens de l'adhérent, ou que l'adhérent fasse des propositions ou propose un compromis ou un arrangement à ce créancier.

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

Règle 2. Service de dépôt

(d) l'adhérent est associé à une personne associée avec l'autre adhérent, comme défini dans les paragraphes précédents.

Tous les adhérents qui avisent la CDS qu'ils sont associés l'un à l'autre forment un « groupe d'adhérents associés » et chacun est un adhérent associé de ce groupe d'adhérents associés. La CDS communique de temps à autre à la Banque du Canada le nom des adhérents membres d'un groupe d'adhérents associés, et fait part de tels renseignements aux adhérents sur demande. Un adhérent associé est désigné pour agir au nom de chaque groupe d'adhérents associés relativement à la VGG.

497

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

Règle 6. SERVICE DE DÉPÔT

498

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

~~6.1 DESCRIPTION DU SERVICE~~

~~2.16.1.1 Description du service générale~~

~~2.1.1 Description générale~~

Le service de dépôt est un service ~~établi par~~ la CDS ~~fournit aux adhérents~~ et grâce auquel elle détient des valeurs au nom ~~des adhérents de ceux-ci~~.

L'adhérent ~~:~~

- ~~(a) peut déposer des valeurs au service de dépôt ou en retirer. L'adhérent;~~
- ~~(b) peut virer des valeurs entre ses propres grands livres ou;~~
- ~~(c) peut virer des valeurs au grand livre d'un autre adhérent au moyen du service de règlement.~~

~~2.1.26.1.2 Grands livres~~

~~(a) Grands livres~~

La CDS tient ~~pour chaque adhérent~~, un ou plusieurs grands livres; ~~elle pour chaque adhérent. Elle~~ en tient également un ou plusieurs pour elle ~~même~~.

~~(b) Solde de la VGG~~

Chaque grand livre présente ~~:~~

- ~~(a) une écriture faisant état du solde de la VGG calculé conformément à la Règle 5.13.15.3;~~
- ~~(c) Comptes et sous-comptes~~
- ~~(b) Chaque grand livre renferme un certain nombre de comptes. Chaque, et chaque compte peut comprendre des sous-comptes.~~

~~6.1.3 Comptes~~

~~(d)(i) Comptes de fonds~~

Un compte de fonds fait état, par monnaie, du montant net qu'un adhérent doit à la CDS de temps à autre (un solde débiteur au compte de fonds) ou que la CDS doit à ~~l'adhérent un adhérent~~ (un solde créditeur au compte de fonds) résultant de l'utilisation que fait l'adhérent du service de dépôt et du service de règlement ~~et qui est inscrit dans un grand livre~~.

~~(e)(ii) Comptes de valeurs~~

~~Tel qu'il~~ Comme il est indiqué dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur, il existe plusieurs types de comptes de valeurs ~~de l'adhérent~~, dont le compte général, le compte séparé et le compte RER. Le solde créditeur d'un compte de valeurs indique les valeurs détenues par la CDS pour l'adhérent, tandis qu'un solde débiteur indique que l'adhérent doit livrer des valeurs à la CDS.

~~(f)(iii) Compte de retrait~~

Un compte de retrait fait état des valeurs détenues par la CDS pour ~~l'adhérent un adhérent~~ et pour lesquelles l'adhérent a fait une demande de retrait qui n'a pas encore été confirmée.

499

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

~~(g)~~(iv) Comptes-mémoire

Le ~~Un~~ compte de mise en gage et le ~~un~~ compte de soumission sont des comptes-mémoires. Un compte-mémoire ~~est un compte qui fait état des livraisons de valeurs ou de fonds, ou les deux, livrés par l'adhérent~~ adhérent lors d'une transaction de mise en gage ou de soumission, respectivement, ~~et qui n'ont pas encore été transférés ou retirés.~~

Les valeurs inscrites au compte-mémoire de l'adhérent ne sont pas détenues par la CDS pour cet adhérent ~~et l'adhérent ne contrôle ni ne détient les valeurs ou les fonds crédités au compte-mémoire de cet adhérent. Les~~ les fonds inscrits au compte-mémoire de l'adhérent ne représentent aucune obligation entre la CDS et cet adhérent ~~et l'adhérent ne contrôle pas ni ne détient ces valeurs ou ces fonds détenus dans un compte-mémoire.~~

~~(h)~~(v) Comptes pour les mises de mise en gage

Un compte de garantie ~~d'un adhérent~~ fait état des valeurs et des fonds, ~~ou les deux, qui :~~

- (a) ~~ont été mis en gage auprès de l'adhérent et qui ;~~
- (b) ~~n'ont pas encore été transférés ou retirés du compte de garantie;~~
- (c) ~~sont détenus par la CDS pour cet adhérent gagiste.~~

Un compte de mise en gage ~~d'un adhérent~~ est un compte-mémoire qui fait état des livraisons de valeurs et de fonds mis en gage par ~~l'adhérent~~ cet adhérent constituant du gage pour ~~un autre adhérent, qui n'ont pas encore été transférés ou retirés du compte de garantie de cet adhérent~~ l'adhérent gagiste, ~~et telles valeurs et fonds qui :~~

- (a) ~~n'ont pas encore été transférés ou retirés du compte de garantie de l'adhérent gagiste;~~
- (b) ~~qui sont détenus par la CDS pour cet adhérent~~ l'adhérent gagiste.

~~(i)~~(vi) Comptes de soumission

Un compte d'offre ~~d'une personne~~ inscrit les valeurs ~~détenues qui ont été soumises par la CDS pour la~~ les ~~adhérents à cette~~ personne ~~qui agit à titre d'agent dépositaire qui ont été soumises à cette même personne par d'autres adhérents.~~

Un compte de soumission ~~d'un adhérent~~ est un compte-mémoire qui fait état des livraisons de valeurs qui ont été soumises par ~~l'adhérent~~ cet adhérent à l'agent dépositaire, ~~et telles valeurs, qui :~~

- (a) ~~n'ont pas encore été transférées ou retirées d'un compte d'offre pour cet agent~~ l'agent dépositaire, ~~et qui ;~~
- (b) ~~sont détenues par la CDS pour l'agent dépositaire.~~

~~(j)~~(vii) Valeurs détenues pour le compte de l'adhérent

Sous réserve des sûretés accordées par l'adhérent en vertu de la Règle 5, l'adhérent a sous son contrôle et en sa possession les valeurs et les ~~actifs financiers~~ fonds crédités aux comptes de valeurs, comptes de garantie, comptes d'offre et comptes de retrait de ~~cet adhérent~~ l'adhérent, à toutes fins, y compris, s'il y a lieu, la validation d'une sûreté ou la livraison d'une valeur provenant d'un autre adhérent. Dans la Documentation contractuelle, toute référence à des valeurs détenues par la CDS pour un adhérent ou en son nom indique

200

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

que les valeurs ont été portées, par la CDS, au crédit d'un compte de ce genre tenu pour l'adhérent et qu'en conséquence, cet adhérent a le contrôle et est en possession de ces valeurs.

2.4.36.1.4 Détenion des valeurs

La CDS détient des valeurs au service de dépôt au nom ~~de l'adhérent d'un adhérent~~ dont les comptes de valeurs, les comptes de retrait, les comptes de garantie et les comptes d'offre sont de temps à autre crédités et assujettis aux instructions de ~~cet adhérent l'adhérent~~. La CDS, pour son compte et pour celui des adhérents et des autres adhérents, a le contrôle et la possession, ~~au nom de cet adhérent, en son propre nom et au nom des autres adhérents, valeurs déposées au service de dépôt~~ en vertu des sûretés accordées par les adhérents conformément à la Règle 5, ~~de toutes les valeurs déposées au service de dépôt~~. Ces contrôles, possessions, droits et intérêts de propriété sont exercés directement par la CDS ou par l'entremise de ses propriétaires pour compte et gardiens. Chaque

Une valeur au service de dépôt peut être attestée par un certificat de valeur, peut être une valeur sans ~~certificats~~certificat ou des droits et privilèges sur valeurs. Les valeurs déposées au service de dépôt et désignées par le même identificateur de valeur forment un ensemble fongible.

2.1.4 — Responsabilité pour une perte de valeurs

À la demande de l'adhérent, la CDS livre à l'adhérent les valeurs qu'elle détient pour ~~cet adhérent lui~~, dont font état les registres de la CDS pour les comptes de valeurs de cet adhérent.

La CDS est responsable envers ses adhérents de toute perte de valeurs, ~~tel que~~comme il est décrit à la Règle 4.

2.4.56.1.5 Traitement TRAX

(a) — Demandes TRAX

~~Les adhérents peuvent~~Un adhérent peut utiliser TRAX afin de traiter des demandes de transfert de valeurs reçues d'un

agent des transferts ou envoyées à un agent des transferts.

(b) — Exécution et résolution de conflits visant TRAX

Chaque Un adhérent utilisant TRAX est responsable de ce qui suit :

(i)(a) de l'exactitude et ~~de~~ l'exhaustivité de l'information transmise au moyen de TRAX;

(ii)(b) de l'acceptation ou ~~d'ul~~ refus ~~de toute d'une~~ demande TRAX;

(iii)(c) d'ul respect de ses obligations ~~aux termes dans le cadre~~ de toute demande TRAX;

(iv)(d) de la résolution de tout conflit découlant de son utilisation ~~du service de~~ TRAX, y compris l'acceptation ou le refus d'une demande TRAX, ~~le respect l'exécution~~ ou ~~le la~~ non-respect ~~des obligations aux termes~~exécution d'une demande TRAX acceptée et toute conséquence ~~d'un tel respect d'une telle~~exécution ou non-~~respect~~exécution.

(c) — Responsabilité de la CDS

La CDS n'est pas responsable de ce qui suit :

204

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

~~(i)(a) de l'information transmise au moyen de TRAX;~~

~~(ii)(b) dûle caractère exécutoire de toute demande TRAX;~~

~~(iii)(c) dûle respect ou dûle non-respect par un adhérent ou par un agent des transferts de toute demande TRAX acceptée.~~

202

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

2.2 — Dépôt de valeurs

6.2 DÉPÔT DE VALEURS

2.2.16.2.1 Admissibilité

Seules les valeurs dont la CDS a établi l'admissibilité peuvent être déposées ou détenues au service de dépôt. ~~La CDS peut déterminer de temps à autre les catégories de valeurs pour lesquelles les transactions peuvent être traitées au moyen d'un service ou d'une fonction donnée. La CDS peut déterminer de temps à autre qu'une valeur donnée est inadmissible au service de dépôt ou à n'importe quel service ou fonction.~~ Les valeurs ne peuvent être admises au service de dépôt que si une loi afférente pertinente stipule que les transactions sur valeurs de cette catégorie peuvent être traitées par inscription aux registres de la CDS. Les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur décrivent les types de valeurs dont la CDS a établi l'admissibilité au service de dépôt. Pour chaque valeur admissible, les dispositifs de dépôt de valeurs (et de retrait, le cas échéant) sont offertes soit offerts par la CDS, la Banque du Canada, l'agent des transferts pour l'émetteur, l'émetteur agissant à titre d'agent comptable des registres, un responsable de la validation de valeurs ou un gardien. ~~Le 1^{er} novembre 2011, Les Procédés et méthodes et les valeurs pour lesquelles les paiements Guides de droits et privilèges ne seront pas effectués au moyen d'un paiement acceptable ou d'un virement de fonds deviendront inadmissibles au service de l'utilisateur expliquent comment effectuer un dépôt, sous réserve des exceptions établies par la CDS en fonction de critères, y compris le montant du paiement de droits et privilèges, le moyen par lequel le paiement de droits et privilèges est effectué ou le classement de l'émetteur effectuant le paiement de droits et privilèges auprès de chacun d'eux.~~

La CDS peut établir de temps à autre :

- (a) qu'une valeur donnée n'est pas admissible au service de dépôt ou à tout autre service ou fonction;
- (b) les catégories de valeurs pour lesquelles les transactions peuvent être traitées au moyen d'un service donné ou d'une fonction donnée.

2.2.26.2.2 Données d'identification de valeurs

Une émission de valeurs d'un type admissible au service de dépôt devient admissible une fois que les renseignements identifiant cette émission particulière ont été entrés dans le système au CDSX. La CDS, ou l'adhérent autorisé par cette dernière, peut saisir de tels renseignements en entrant l'information sur l'émission demandée en vertu des Procédés et méthodes et des Guides de l'utilisateur. ~~Si un responsable de l'activation d'ISIN est nommé pour une valeur, il doit confirmer l'ISIN relatif à la valeur. Les transactions sur cette valeur peuvent être entrées au terme de la saisie des renseignements sur les valeurs, mais aucun règlement ne peut être effectué tant que ces valeurs n'ont pas été déposées, conformément à la présente Règle 6.2.~~

2.2.3 — Dispositif de dépôt de valeurs

Les données d'identification d'une émission de valeurs admissibles indiquent si un dépôt de telles valeurs est effectué au moyen des installations de la CDS, de la Banque du Canada, de l'agent des transferts pour un émetteur, de l'émetteur agissant à titre d'agent comptable des registres, d'un responsable de la validation de valeurs ou d'un gardien. ~~Les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur décrivent la manière dont chaque dépôt est effectué.~~

2.2.4 — Si un responsable de l'activation d'ISIN est nommé pour une valeur, il doit confirmer l'ISIN relatif à la valeur. Dépôt des valeurs

6.2.4.1 — Dépôt des valeurs ~~Les transactions sur de telles valeurs peuvent être entrées au terme de la saisie des renseignements sur ces valeurs, mais aucun règlement ne peut être effectué tant que ces valeurs n'ont pas été déposées, conformément à la présente Règle 6.2.~~

209

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. ————— Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

6.2.3 Dépôt au service de dépôt

Un adhérent dépose les valeurs admissibles au service de dépôt en faisant une demande de dépôt à son grand livre et en prenant les mesures décrites dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur pour cette catégorie de valeurs. Ces mesures peuvent comprendre :

- (a) la livraison d'un certificat de valeur attestant l'existence de la valeur aux fins d'immatriculation au nom de la CDS ou de son propriétaire pour compte à la Banque du Canada, l'émetteur, l'agent des transferts ou un responsable de la validation de valeurs;
- (b) la livraison d'un certificat de valeur attestant l'existence de la valeur à la CDS ou au gardien de la valeur.

Le dépôt d'une valeur au grand livre de l'adhérent qui effectue le dépôt entre en vigueur lorsque :

- (a) toutes les étapes du dépôt sont complétées conformément aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur et (ii) la demande de dépôt est confirmée par la personne possédant les installations nécessaires au dépôt de cette valeur (la Banque du Canada, l'émetteur, l'agent des transferts, le responsable de la validation de valeurs ou le gardien, selon le cas);
- (b) la demande de dépôt est confirmée par la personne possédant les installations nécessaires au dépôt de cette valeur, soit la Banque du Canada, l'émetteur, l'agent des transferts, le responsable de la validation de valeurs ou le gardien, selon le cas.

Au moment du dépôt, la CDS crédite les valeurs à un compte de valeurs de l'adhérent.
~~6.2.4.2 Demandes TRAX pour le dépôt de valeurs~~

Un adhérent peut utiliser TRAX afin de traiter des demandes de transfert de valeurs reçues d'un agent des transferts. L'acceptation par un adhérent d'une demande de transfert envoyée par un agent des transferts au moyen de TRAX crée automatiquement un dépôt en ~~suspens au CDSX~~. L'agent des transferts peut confirmer le dépôt en ~~suspens-attente au CDSX~~. Dès qu'elle a reçu la confirmation du dépôt par l'agent des transferts, la CDS traite le dépôt conformément à la présente Règle. 6.2.

2.2.56.2.4 Reconnaissance

En passant une écriture dans ses registres pour effectuer le dépôt d'une valeur au service de dépôt, la CDS reconnaît que la valeur déposée est détenue pour l'adhérent dont le compte de valeurs, le compte de garantie ou le compte d'offre est crédité du dépôt de la valeur, et que la valeur est réputée livrée à l'adhérent.

2.2.66.2.5 Livraison de valeurs à la CDS

Si l'existence d'une valeur est attestée par un certificat de valeur, la livraison de la valeur déposée à la CDS survient lorsque le certificat de valeur attestant la valeur à déposer est livré à la CDS, à l'émetteur, à son agent des transferts, à la CDS ou au gardien.

Lorsque la valeur est une valeur sans ~~certificats~~certificat et qu'aucun responsable de la validation de la valeur n'a été nommé pour une valeur, la livraison de cette valeur déposée à la CDS est effectuée lorsque la valeur est immatriculée ou inscrite au nom de la CDS ou de son propriétaire pour compte dans des registres tenus par l'émetteur de la valeur ou en son nom.

Si un responsable de la validation de valeurs a été nommé pour une valeur, la confirmation du dépôt de la valeur par le responsable de la validation de valeurs constitue la livraison de cette valeur à la CDS.

204

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

2.2.76.2.6 La CDS à titre d'acquéreur de bonne foi

La CDS contrôle et possède chaque valeur déposée au service de dépôt. La prestation de la CDS en contrepartie du dépôt des valeurs par l'adhérent consiste à créditer le compte de valeurs de ce dernier et à permettre que les valeurs déposées soient détenues au service de dépôt et utilisées aux fins de transactions effectuées au moyen du service de règlement. La CDS accepte chaque dépôt en toute bonne foi, se fiant aux déclarations et garanties de l'adhérent déposant, conformément à la Règle 4.1, ainsi que la garantie donnée par l'adhérent déposant, conformément à la Règle 6.2.12. ~~Par conséquent, toutes~~ Toutes les valeurs déposées au service de dépôt, en tout temps, sont acquises par la CDS à titre d'acquéreur de bonne foi et « **d'acquéreur protégé** », ~~tel que selon la définition de~~ ce terme ~~est défini~~ dans la *Loi de 2006 sur le transfert des valeurs mobilières* de l'Ontario.

2.2.8 — Dépôts avec un responsable de la validation de valeurs

~~Si un responsable de la validation de valeurs a été nommé pour une valeur, il maintient des installations pour le dépôt et le retrait de valeurs par les adhérents si les modalités de la valeur l'exigent. Sur réception de la demande de dépôt d'une valeur, il confirme le dépôt de la valeur dans le grand livre du déposant ou le refuse. Le responsable de la validation de valeurs peut déposer lui-même la valeur dans son propre grand livre.~~

2.2.9 — Déclaration et garantie par le responsable de la validation de valeurs au moment du dépôt

En confirmant le dépôt d'une valeur, le responsable de la validation de valeurs déclare et garantit à la CDS et à l'ensemble des adhérents :

- ~~(a) que les écritures décrivant la valeur sont exactes;~~
- ~~(b) que l'émetteur a dûment autorisé et émis la valeur;~~
- ~~(c) que, s'il s'agit d'un titre nominatif, le registre de l'émetteur se rapportant à une telle émission indique la CDS ou le nom de son propriétaire pour compte comme porteur inscrit du total des valeurs déposées;~~
- ~~(d)(a) que, s'il s'agit de titres au porteur, le registre de l'émetteur correspond au total des valeurs déposées;~~
- ~~(e) que chaque certificat ou autre acte attestant l'existence d'une telle valeur a été dûment signé, livré et émis par l'émetteur;~~
- ~~(f) que chaque certificat ou autre acte attestant l'existence d'une telle valeur est authentique et en bonne et due forme;~~
- ~~(g) qu'il existe une loi afférente qui stipule que les transactions sur ces valeurs peuvent être traitées par inscription aux registres de la CDS; et~~
- ~~(h)(a) que l'émetteur n'est pas libéré par le paiement, au responsable du traitement des droits et privilèges ou à l'agent payeur de l'émetteur, de son obligation de payer les droits et privilèges dus relativement à la valeur.~~

2.2.10(i) Responsabilité du responsable de la validation de valeurs relativement au dépôt d'une valeur viciée

~~Si (i) le dépôt d'une valeur a été confirmé par le responsable de la validation de valeurs pour cette valeur et (ii) qu'au terme du dépôt la valeur déposée est une valeur viciée, le responsable de la validation de valeurs prend en charge tous les coûts et les responsabilités de la CDS découlant de cette valeur viciée, y compris l'obtention d'une valeur de remplacement pour la valeur viciée. Si l'adhérent déposant n'est pas le responsable de la validation de valeurs, la CDS prend les mesures qu'elle juge commercialement~~

206

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

raisonnables et peut à son gré choisir (i) de faire valoir le dédommagement par l'adhérent déposant prévu à la Règle 4.1.4, ou la garantie fournie par l'adhérent déposant, conformément à la Règle 6.2.12 ou (ii) ~~élever au responsable de la validation de valeurs tout droit que la CDS peut faire valoir contre l'adhérent déposant relativement à la valeur viciée. Rien dans la Règle 6.2, y compris la représentation du responsable de la validation de valeurs, ne doit être interprété de façon à limiter les obligations d'un adhérent déposant, soit conformément à la Règle 4.1, aux autres dispositions de la Règle 6.2 ou autre.~~

2.2.11 – Rapprochement des données par le responsable de la validation de valeurs

Le responsable de la validation de valeurs fournit à la CDS l'information selon la présentation et le calendrier requis par celle-ci pour le rapprochement des registres de la CDS avec ceux de l'émetteur pour les valeurs. ~~En cas de différence entre les registres de l'émetteur et ceux de la CDS, il incombe au responsable de la validation de valeurs de résoudre le problème et de fournir une preuve documentaire qui justifie la différence à la satisfaction de la CDS. À la demande de la CDS, le responsable de la validation de valeurs lui fournit, dans un délai raisonnable, une déclaration signée par le signataire autorisé indiquant la quantité de valeurs immatriculées au nom de la CDS ou de son propriétaire pour compte à une date donnée~~

2.2.12 2.7 Garantie de l'adhérent au dépôt

Sans ~~qu'il ne qu'il~~ doive signer les valeurs soumises pour immatriculation de transfert, ~~ou d'une autre façon~~ y apposer une marque, ~~l'adhérent d'une autre façon, l'adhérent~~ déposant, en faisant une demande de dépôt à son grand livre, se porte garant, à l'égard ~~l'égard~~ de la CDS et de l'agent ~~l'agent~~ des transferts ou du responsable de la validation des valeurs pour cette valeur, de la signature du porteur inscrit et de chaque autre endosseur du certificat des valeurs attestant ~~l'existence l'existence~~ des valeurs devant être déposées. ~~L'adhérent l'adhérent~~ déposant garantit ainsi ~~qu'au qu'au~~ moment de la signature :

(i) ~~(a)~~ chaque signature était authentique,

(ii) ~~(b)~~ chaque signataire était une personne compétente pour endosser ~~et~~,

(iii) ~~(c)~~ chaque signataire avait la compétence juridique de signer;

~~Cependant, l'adhérent cependant, l'adhérent~~ déposant ~~n'est d'aucune n'est d'aucune~~ façon garant de la régularité du transfert en question.

Lorsqu'une valeur déposée n'est pas attestée par un certificat de valeur, mais est une valeur ~~scripturale sans certificat~~, toute référence faite au « ~~signataire~~ » désigne le détenteur inscrit et toute référence faite à la « ~~signature~~ » désigne les instructions du détenteur inscrit en vertu desquelles l'adhérent déposant ou la CDS donne la consigne de déposer la valeur.

Si ~~l'adhérent l'adhérent~~ ne ~~s'acquiesse s'acquiesse~~ pas des responsabilités et obligations relatives à une telle garantie et est suspendu, ~~l'adhérent l'adhérent~~ doit alors être considéré comme un adhérent défaillant, et les autres membres du groupe de crédit de l'adhérent défaillant auquel appartient ~~l'adhérent l'adhérent~~ sont responsables de faire le paiement à la CDS relativement à cette défaillance, conformément à la Règle 5. ~~Les obligations d'un adhérent résultant de la signature de garantie donnée conformément à la présente Règle ne permettent de déroger à aucune autre obligation de l'adhérent relativement au dépôt d'une valeur viciée.~~

Le groupe de crédit applicable est le groupe de crédit de catégorie ~~de l'adhérent défaillant. Si l'adhérent défaillant est un emprunteur, le groupe de crédit de catégorie est le fonds commun de garantie des emprunteurs ou le groupe de crédit de catégorie des emprunteurs n'effectuant pas de contribution pour les règlements en dollars canadiens, selon le cas. Le groupe de crédit de catégorie doit être le groupe de crédit de catégorie duquel l'adhérent défaillant était dont l'adhérent défaillant est~~ membre au moment où la défaillance ~~s'est s'est~~ produite. ~~Si l'adhérent ou, si l'adhérent~~ défaillant ~~n'est n'est~~ plus adhérent au moment ~~de où~~ la suspension ~~se produit~~, le groupe de crédit de catégorie responsable est ~~alors~~ celui auquel ~~l'adhérent l'adhérent~~ appartenait immédiatement avant de cesser ~~d'être un adhérent d'être un adhérent. Si~~

206

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

l'adhérent défaillant est un emprunteur, le groupe de crédit de catégorie est le fonds commun de garantie des emprunteurs ou le groupe de crédit de catégorie des emprunteurs non contribuants pour les règlements en dollars canadiens, selon le cas.

Les obligations d'un adhérent résultant de la garantie de signature donnée conformément à la présente Règle 6.2.7 ne permettent de déroger à aucune autre obligation de l'adhérent relativement au dépôt, par l'adhérent, d'une valeur viciée.

2.2.136.2.8 Dépôt vicié de valeurs viciées

Si, avec des éléments de preuve suffisants, dont la CDS dispose, cette dernière juge que les valeurs déposées par l'adhérent sont des valeurs viciées, elle peut la CDS pourra prendre les mesures nécessaires relativement à l'adhérent et aux valeurs en question, lorsqu'elle le juge nécessaire ou souhaitable, dans son intérêt et celui au mieux de ses intérêts et de ceux des adhérents de manière générale ou pour assurer l'intégrité des services, notamment :

- (a) débité la même quantité de valeurs d'une tout compte de valeurs de l'adhérent déposant, une position à découvert pouvant résulter de ce débit;
- (b) exiger de l'adhérent qu'il accorde une sûreté à la CDS sur les biens constituant une garantie particulière afin de s'acquitter de la totalité ou d'une partie de ses obligations envers la CDS qui pourraient se présenter relativement aux valeurs déposées;
- (c) exiger de l'adhérent qu'il fournisse une preuve qu'il est financièrement en mesure de s'acquitter de ses obligations envers la CDS, y compris toute obligation qui pourrait se présenter relativement aux valeurs déposées;
- (d) imposer des conditions particulières conformément à la Règle 6.5.1 sur toute valeur de la catégorie de valeurs déposées, qu'elle soit détenue par l'adhérent en question ou par tous les adhérents.

La CDS informe l'adhérent d'un débit effectué conformément à cette la présente Règle. Elle 6.2.8.

La CDS doit, dans la mesure du possible, obtenir la livraison subséquente de tout certificat de valeur attestant l'existence des valeurs viciées, ou en, à sa seule discrétion, céder les droits contre concernant l'agent des transferts à l'adhérent déposant; toutefois, le droit de la CDS de prendre des mesures immédiates contre l'adhérent déposant n'est pas conditionnel à la livraison subséquente au retour du certificat ou à la cette cession des droits.

6.2.9 Dépôts avec un responsable de la validation de valeurs

Le responsable de la validation de valeurs maintient des dispositifs pour le dépôt de valeurs par les adhérents si les modalités de telles valeurs l'exigent. Dès réception de la demande de dépôt d'une valeur, il confirme le dépôt de la valeur dans le grand livre du déposant ou le refuse. Le responsable de la validation de valeurs peut déposer lui-même la valeur dans son propre grand livre.

(i) Déclarations et garanties par le responsable de la validation de valeurs

En confirmant le dépôt d'une valeur, le responsable de la validation de valeurs déclare et garantit à la CDS et à l'ensemble des adhérents ce qui suit :

(a) les écritures décrivant la valeur sont exactes;

(b) l'émetteur a dûment autorisé et émis la valeur;

207

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

- (c) s'il s'agit d'un titre nominatif, le registre de l'émetteur se rapportant à une telle émission indique la CDS ou le nom de son propriétaire pour compte comme porteur inscrit du total des valeurs déposées;
- (d) s'il s'agit de titres au porteur, le registre de l'émetteur correspond au total des valeurs déposées;
- (e) chaque certificat ou autre acte attestant l'existence d'une telle valeur a été dûment signé et émis par l'émetteur;
- (f) chaque certificat ou autre acte attestant l'existence la valeur est authentique et en bonne et due forme;
- (g) la législation applicable stipule que les transactions sur cette valeur peuvent être traitées par inscription aux registres de la CDS;
- (h) l'émetteur n'est pas libéré par le paiement, au responsable du traitement des droits et privilèges ou à l'agent payeur de l'émetteur, de son obligation de payer les droits et privilèges dus relativement à la valeur.
- (ii) Responsabilité du responsable de la validation de valeurs relativement au dépôt d'une valeur viciée

Dans les cas suivants :

- (a) le dépôt d'une valeur a été confirmé par le responsable de la validation de valeurs;
- (b) après le dépôt, la valeur déposée se révèle être une valeur viciée;

le responsable de la validation de valeurs prend en charge tous les coûts et les responsabilités de la CDS découlant de cette valeur viciée, y compris l'obtention d'une valeur de remplacement pour la valeur viciée.

Si l'adhérent déposant n'est pas le responsable de la validation de valeurs, la CDS prend les mesures qu'elle juge commercialement raisonnables et peut à son gré choisir de faire ce qui suit :

- (a) faire valoir le dédommagement par l'adhérent déposant prévu à la Règle 4.1.4, ou la garantie fournie par l'adhérent déposant, conformément à la Règle 6.2.7; ou
- (b) céder au responsable de la validation de valeurs tout droit que la CDS peut faire valoir contre l'adhérent déposant relativement à la valeur viciée.

Aucune disposition de la Règle 6.2, y compris la représentation du responsable de la validation de valeurs, ne doit être interprétée de façon à limiter les obligations d'un adhérent déposant, soit conformément à la Règle 4.1 ou autrement.

- (iii) Rapprochement des données par le responsable de la validation de valeurs

Un responsable de la validation de valeurs fournit à la CDS l'information selon la présentation et le calendrier requis par celle-ci pour le rapprochement des registres de la CDS avec ceux de l'émetteur pour les valeurs. En cas de différence entre les registres de l'émetteur et ceux de la CDS, il incombe au responsable de la validation de valeurs de résoudre le problème et de fournir une preuve documentaire qui justifie la différence à la satisfaction de la CDS.

À la demande de la CDS, un responsable de la validation de valeurs lui fournit, dans un délai raisonnable, une déclaration signée par le signataire autorisé indiquant la quantité de valeurs immatriculées au nom de la CDS ou de son propriétaire pour compte à une date donnée

208

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

2.2.146.2.10 Position à découvert

Une position à découvert est un solde négatif du compte de valeurs d'un adhérent. ~~Une position à découvert ne peut être le résultat du règlement d'une opération.~~ Une position à découvert est créée lorsque la CDS débite des valeurs ~~du~~ compte de valeurs d'un adhérent conformément ~~à ces~~ Règles (y compris un débit découlant du dépôt ~~de valeurs viciées~~ effectué par l'adhérent ~~de valeurs viciées~~, d'un débit relatif à une perte de valeurs dont l'adhérent est responsable ou d'un débit ~~effectué conformément au~~ imputé aux membres du groupe de débit pour une perte de valeurs). ~~Lorsqu'un adhérent présente une~~ Une position à découvert, ~~la CDS prend l'une ou la totalité des mesures suivantes, et ce, dans n'importe quel ordre : ne peut pas découler du règlement d'une opération.~~

~~La~~ Lorsqu'un adhérent est en position à découvert, la CDS peut prendre l'une ou la totalité des mesures suivantes, et ce, dans n'importe quel ordre :

- (a) ~~la~~ CDS peut exiger de l'adhérent qu'il lui livre immédiatement, à sa demande, une quantité de valeurs suffisante ~~sur demande~~ afin d'annuler la position à découvert.;
- (b) ~~La~~ CDS peut exiger de l'adhérent qu'il lui verse immédiatement, à sa demande, une garantie particulière suffisante ~~sur demande~~. Cette garantie particulière est d'une valeur calculée par la CDS équivalente à la valeur ~~du~~ marché ~~marchande~~ à ce moment d'une quantité de valeurs suffisante afin d'annuler la position à découvert, plus toute marge et tout montant évalué au marché réputé souhaitable par la CDS pour protéger les intérêts de tous les autres adhérents et l'intégrité de tous les services.;
- (c) ~~La~~ CDS peut exiger de l'adhérent qu'il lui verse immédiatement des « frais de position à découvert » suffisants. Ce montant est équivalent à la valeur ~~du~~ marché ~~marchande~~ d'une quantité de valeurs suffisante ~~à l'annulation de~~ pour annuler la position à découvert, plus toute marge et tout montant évalué au marché réputé souhaitable par la CDS pour protéger les intérêts de tous les autres adhérents et l'intégrité de tous les services.;
- (d) ~~La~~ CDS peut acheter suffisamment de valeurs pour couvrir la position à découvert. La CDS peut nommer un mandataire pour acheter les valeurs requises pour couvrir la position à découvert, et l'achat peut être fait dans les conditions que cette dernière juge commercialement raisonnables en considérant que la livraison de ces valeurs doit lui être faite rapidement. Le prix d'achat de ces valeurs par la CDS, plus tous les frais engagés par la CDS relativement à leur achat, constituent les frais de position à découvert ~~dus par l'adhérent à la CDS et payables sur demande.~~ La CDS peut exiger de l'adhérent qu'il lui verse immédiatement, sur demande, les frais de position à découvert calculés conformément ~~à ce~~ au ~~présent~~ paragraphe (d).;
- (e) ~~Si~~ l'adhérent n'effectue pas le paiement demandé pour couvrir les frais de position à découvert calculés conformément aux paragraphes (c) ou (d) ~~ci-dessus~~, la CDS peut débiter les frais de position à découvert ou toute partie de ces frais d'une partie ou de la totalité des comptes de fonds de l'adhérent, pourvu que le débit soit effectué seulement dans la mesure où ce compte de fonds indique un solde créditeur, ce qui aura comme résultat que le débit de ces frais de position à découvert ne sera pas tiré d'une marge de crédit ni d'un plafond de fonctionnement.;
- (f) ~~Si~~ l'adhérent n'effectue pas la livraison de valeurs ou de ~~biens constituant~~ la garantie particulière ou le paiement intégral à la demande de la CDS et est suspendu, l'adhérent est considéré comme un adhérent défaillant et les autres membres du groupe de crédit ~~de~~ catégorie pertinent ~~(tel que décrit comme prévu~~ à la Règle-4.3.4) doivent effectuer le paiement à la CDS pour cette défaillance, conformément à la Règle-5.

209

© Services de dépôt et de compensation CDS inc.

Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

6.3 RetraitRETRAIT DE VALEURS

2.36.3.1 Demande de valeursretrait

2.3.1 Retrait des valeurs

L'adhérent peut demander ~~le retrait du~~ service de dépôt ~~des~~ le retrait de valeurs ~~dont portées au crédit de~~ son grand livre ~~à été crédité~~. L'adhérent qui est le responsable du traitement de droits et privilèges peut demander ~~le retrait du~~ service de dépôt ~~des~~ le retrait de valeurs qu'il rachète.

2.3.2 Dispositif de retrait de valeurs

Un adhérent peut utiliser TRAX pour aviser un agent des transferts de son intention de retirer des valeurs. Lorsque la demande de retrait de valeurs est confirmée dans TRAX par l'adhérent, une demande de retrait est automatiquement créée dans le CDSX et traitée conformément à la présente Règle 6.3.

Les renseignements d'identification d'une émission de valeurs admissibles indiquent si le retrait de telles valeurs est effectué au moyen des ~~systemes, mécanismes~~ de la Banque du Canada, de l'agent des transferts pour un émetteur, de l'émetteur agissant à titre d'agent comptable des registres, d'un responsable de la validation de valeurs ou d'un gardien. Les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur décrivent la manière dont chaque retrait est effectué.

2.3.36.3.2 Retrait du service de valeursdépôt

6.3.3.1 Retrait de valeurs

L'adhérent effectue le retrait des valeurs admissibles du service de dépôt en faisant une demande de retrait ~~à~~ son grand livre et en prenant les mesures décrites dans les Procédés et méthodes et les Guides ~~d'utilisateur de l'utilisateur~~ pour cette catégorie de valeurs. ~~Le retrait de valeurs avant la conclusion du processus de paiement doit respecter la vérification de la VGG.~~

Les valeurs pour lesquelles une demande de retrait a été faite sont portées au débit du compte de valeurs de l'adhérent et au crédit du compte de retrait de ~~l'adhérent~~ l'adhérent. Les valeurs portées au crédit du compte de retrait sont détenues ~~par l'adhérent pour l'adhérent~~, mais ~~l'adhérent~~ l'adhérent ne peut effectuer aucune transaction visant ces valeurs. Si la demande de retrait est rejetée, les valeurs sont transférées à nouveau dans le compte de valeurs de ~~l'adhérent~~ l'adhérent.

Un retrait n'est effectué que si la demande de retrait est confirmée par la personne possédant les installations nécessaires au retrait de cette valeur (la Banque du Canada, l'émetteur, l'agent des transferts, le responsable de la validation de cette valeur ou le gardien, selon le cas). Au moment du retrait, la CDS débite les valeurs du compte de retrait de l'adhérent. L'agent des transferts ou le gardien des valeurs retirées ~~(i) livrera~~ doit prendre l'une ou l'autre des mesures suivantes :

(a) livrer un certificat de valeur attestant l'existence des valeurs retirées, inscrites conformément aux instructions de l'adhérent effectuant le retrait, ~~ou (ii) :~~

(b) pour les valeurs au sein d'un système d'inscription directe décrit à la Règle 6.3.3.3, fournira, fournir une déclaration confirmant que les valeurs retirées sont inscrites conformément à de telles instructions.

~~6.3.3.2 Demandes TRAX pour le~~ Le retrait de valeurs

~~Un adhérent peut utiliser TRAX afin d'aviser un agent des transferts à l'égard antérieur à la réalisation d'un retrait~~ processus de valeurs ~~en suspens. Dès que l'adhérent a confirmé un retrait~~ paiement doit satisfaire aux

240

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc.~~ Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

exigences de valeurs en suspens dans TRAX, une demande de vérification de retrait est automatiquement créée au CDSX et traitée conformément à la présente Règle 6.3 la VGG.

6.3.3 6.3.3.3 Retrait sans ~~certificats~~certificat au sein du système d'inscription directe de l'émetteur

Lorsque l'émetteur d'une valeur offre un système d'inscription directe, (ce qui signifie que l'émetteur offre aux porteurs de cette valeur le choix de détenir la valeur par inscription au nom du porteur sans émission d'un certificat matériel attestant la valeur) :

- (a) l'adhérent qui effectue un retrait ne peut pas demander un certificat de valeur attestant l'existence des valeurs retirées;
- (b) l'agent des transferts ou le gardien ~~fournir~~doit fournir une déclaration confirmant que les valeurs retirées sont inscrites conformément aux instructions de l'adhérent effectuant le retrait.

Nulla disposition des Règles n'affecte les droits de l'adhérent ou d'autres détenteurs d'un autre détenteur de la valeur retirée de demander un certificat lorsque la valeur n'est plus détenue au CDSX une fois le processus de retrait complété. Un système d'inscription directe pour une valeur donnée signifie que l'émetteur offre aux détenteurs de cette valeur le choix de détenir la valeur par enregistrement au nom du détenteur sans l'émission d'un certificat matériel attestant l'existence de la valeur.

2.3.46.3.4 Restrictions sur les retraits

Les caractéristiques ou les modalités d'une valeur peuvent en restreindre le retrait, y compris notamment une modalité selon laquelle la valeur ne peut être immatriculée ou détenue qu'au nom de la CDS, d'une son propriétaire pour compte ou d'une son gardien de la CDS. Aux termes de ces

Conformément aux Règles, ni la CDS ni aucun gardien ne sont tenus de livrer des valeurs en contravention d'une exécution, d'un bref, d'une saisie ou d'une mesure similaire, ou de toute décision ou ordonnance d'un organisme gouvernemental, d'un tribunal ou d'un fonctionnairecadre de l'un ou l'autre, sous l'autorité desquels la CDS, le gardien, l'adhérent ou les valeurs sont placés, qui manifestement touchent ces-en soi les valeurs.

2.3.5 Exigence de retrait

6.3.5 Retrait obligatoire

En tout temps, la CDS peut forcer un adhérent à retirer la totalité ou un certain nombre des valeurs que la CDS détient pour lui, si elle le juge nécessaire ou souhaitable. Au moment de se prévaloir de son pouvoir discrétionnaire de forcer le retrait d'une d'une valeur, la CDS doit veiller à prendre des mesures que, de bonne foi, elle juge nécessaires pour protéger les intérêts de tous les adhérents.

6.4 DétentionDÉTENTION DE VALEURS

2.46.4.1 Garde de valeurs

2.4.1 Valeurs détenues pour l'adhérent

La CDS détient des valeurs au service de dépôt ;

- (a) au nom de chaque d'un adhérent dont les valeurs des comptes de valeurs, des comptes de retrait, des comptes de garantie et des comptes d'offre sont de temps à autre créditées et assujetties à sesaux instructions de l'adhérent conformément à la Documentation contractuelle ; et

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

(b) en son propre nom et au nom des autres adhérents en vertu des sûretés accordées par les adhérents en vertu de la Règle_5.

2.4.2 ~~Garde de valeurs~~

La CDS décide comment doit se faire la manipulation des valeurs détenues au service de dépôt. Elle peut notamment décider, à sa seule discrétion :

- (a) d'exiger ou non l'émission d'un certificat de valeur;
- (b) de faire émettre ou non des certificats de valeurs au porteur ou à ordre, ou des certificats immatriculés;
- (c) de faire immatriculer ou non au nom de la CDS, ~~d'un de son~~ propriétaire pour compte, ~~d'un ou de son~~ gardien ou d'un propriétaire pour compte d'un gardien, des certificats de valeurs immatriculés;
- (d) de détenir ou non elle-même des certificats de valeurs ou de nommer une autre personne pour détenir en son nom des certificats de valeurs;
- (e) de nommer ou non un gardien pour des valeurs; ~~ou~~
- (f) de détruire ou non des certificats de valeurs à l'égard desquels par rapport auxquels aucun transfert n'a été offert par un agent des transferts depuis au moins sept années consécutives.

Lorsqu'elle tente de déterminer si elle exerce ou non les pouvoirs susmentionnés, la CDS doit veiller à prendre des mesures que, de bonne foi, elle juge nécessaires pour protéger les intérêts de tous les adhérents.

La CDS peut fournir à l'agent des transferts ou à l'émetteur d'une valeur les renseignements des porteurs inscrits indiquant la quantité de valeurs portée au crédit des comptes de l'adhérent.

Dans certaines circonstances, y compris l'échéance d'une valeur, une réorganisation de l'émetteur ou un processus engageant la soumission d'une valeur, la CDS peut émettre/délivrer des certificats ou d'autres actes attestant l'existence de la valeur détenue au service de dépôt et les remettre à l'émetteur, à son agent des transferts, à son agent payeur ou à un agent dépositaire afin de conclure la procédure et de recevoir tous droits et privilèges ou paiements dus relativement à cette valeur.

2.4.36.4.2 Gardien étranger

Selon les instructions de la CDS, le gardien étranger pour une d'une valeur peut effectuer les différentes tâches suivantes conformément à cette émission de valeurs :

- (i)(a) détenir, pour la CDS, les certificats ou les actes attestant l'existence des valeurs;
- (ii)(b) s'il s'agit d'un dépositaire de valeurs ou d'une agence de compensation de valeurs, tenir un compte pour la CDS pour les valeurs qu'il détient pour la CDS, conformément aux Règles et procédures; aux Procédés et méthodes;
- (iii)(c) si les lois du territoire régissant le compte de valeurs tenu par ~~le gardien étranger~~ lui pour la CDS prévoient la création de droits et privilèges sur valeurs, tenir à titre d'intermédiaire en valeurs mobilières un compte de valeurs au nom de la CDS à titre de porteur de droits et privilèges auquel les intérêts sur actifs financiers afférents à la valeur tout actif financier afférent aux valeurs sont crédités;.

242

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

~~(iv)(d)~~ à la demande de la CDS, confirmer la quantité de valeurs dont l'existence est attestée par les certificats ou les actes qu'il détient ou qui sont détenus dans les comptes qu'il tient; ~~ou pour la CDS;~~

~~(v)(e)~~ toute autre tâche dont la CDS et le gardien étranger ~~ont convenu~~ peuvent convenir.

~~2.4.46.4.3~~ Gardien intérieur

~~(a)~~ — Tâches

~~(i)~~ — Obligations

Le gardien intérieur d'une valeur doit, relativement à cette émission de valeurs, exécuter les tâches suivantes; ce faisant, il est lié par les responsabilités et obligations décrites dans la présente Règle 6.4.43;

~~(i)~~ — détenir, pour la CDS, les certificats ou les actes attestant l'existence des valeurs;

~~(ii)(a)~~ à la demande de la CDS, confirmer la quantité de valeurs dont l'existence est attestée par les ces certificats ou les actes qu'il détient; ~~et doivent :~~

~~(iii)~~ — maintenir des dispositifs pour le dépôt et le retrait de valeurs par les adhérents, au besoin.

~~(b)~~ — Obligations

Relativement aux valeurs détenues par un gardien intérieur au nom de la CDS, le gardien intérieur agit au nom de la CDS et de ses adhérents et non pas au nom de l'émetteur des valeurs. Un gardien intérieur est le responsable principal de toutes ses obligations aux termes de la présente Règle 6.4.4, y compris celles qui découlent des déclarations qu'il a faites et des garanties qu'il a données.

~~(c)~~ — Agent

S'il obtient le consentement explicite écrit de la CDS, le gardien intérieur peut nommer un agent, dont l'adhésion à la CDS est facultative, pour accomplir certaines de ses tâches.

~~(d)~~ — Tâches du gardien intérieur

~~i.~~ Le gardien intérieur peut, à la demande de la CDS, détenir au nom de celle-ci des certificats ou autres actes attestant l'existence de valeurs. Tout certificat ou autre acte attestant l'existence des valeurs sera au porteur ou immatriculé au nom de la CDS ou d'un propriétaire pour compte. De tels certificats ou actes sont être au porteur ou immatriculés au nom de la CDS ou de son propriétaire pour compte.

~~ii.~~ être gardés séparément de tous les autres actifs du gardien intérieur ou des actifs détenus par celui-ci au nom d'autres parties, ~~sont~~

~~iii.~~ être clairement désignés comme étant la propriété de la CDS ~~et lui sont,~~

~~iv.~~ être remis ~~sur~~ la CDS à sa demande.

Tous les certificats ou autres actes attestant l'existence ~~de~~ valeurs qui sont en la possession ou sous le contrôle du gardien intérieur sont réputés être la propriété exclusive de appartenir exclusivement à la CDS. Sans porter atteinte aux droits qu'il pourrait avoir à titre d'adhérent, le gardien intérieur ne peut ni revendiquer ni faire valoir de participation ni de droit sur ces valeurs relativement à la possession matérielle ou au contrôle des certificats et des actes. Le gardien intérieur accepte de ne pas transférer, céder, hypothéquer, mettre en gage, aliéner ni grever d'une autre façon les certificats et les autres actes attestant l'existence des valeurs;

243

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

(b) à la demande de la CDS, confirmer la quantité de valeurs dont l'existence est attestée par les certificats ou les actes qu'il détient;

(c) maintenir des dispositifs pour le dépôt et le retrait de valeurs, au besoin.

En ce qui concerne les valeurs détenues par un gardien intérieur pour le compte de la CDS, celui-ci agit au nom de la CDS et de ses adhérents et non pour le compte de l'émetteur des valeurs.

Avec le consentement exprès de la CDS donné par écrit, un gardien intérieur peut nommer un mandataire (qui ne doit pas nécessairement être un adhérent) afin d'exécuter certaines de ses obligations.

(e)(ii) Devoir de diligence

Le gardien intérieur doit, dans l'exécution de ses obligations de gardien intérieur envers la CDS, faire preuve du même degré de diligence et de compétence qu'il appliquerait à ses propres biens de type et de valeur semblables. S'il assure ses propres biens similaires, il doit maintenir des polices d'assurance contre la perte, le vol, la disparition, les dommages, la destruction ou l'appropriation illicite d'un certificat ou d'un acte attestant l'existence d'une valeur en sa possession ou sous son contrôle pour les mêmes montants que les polices qu'il maintient à l'égard de ses propres biens similaires.

(f)(iii) Responsabilité du gardien intérieur

Le gardien intérieur est responsable envers la CDS et la tient indemne contre toute perte et tous dommages-intérêts qu'elle subit, toute réclamation qui lui est faite, toute poursuite engagée contre elle ou toute dépense, y compris les frais et dépens d'un conseiller juridique dont elle la CDS a retenu les services, découlant ~~(i)~~ de ce qui suit :

(a) la perte de certificats ou d'autres actes attestant l'existence de valeurs détenues par le gardien intérieur pour le compte de la CDS; ou ~~(ii)~~ d'un

(b) un acte de négligence ou d'un acte fautif du gardien intérieur ou de ses administrateurs, dirigeants ou employés commis dans l'exécution des tâches du gardien intérieur pour la CDS en vertu de la Règle 6.4.3.

Un gardien intérieur est le responsable principal de toutes ses obligations en application de la présente Règle 6.4.-3, y compris celles qui découlent des déclarations qu'il a faites et des garanties qu'il a données.

La nomination par le gardien intérieur d'un mandataire ou d'un sous-gardien ne limite pas la responsabilité du gardien intérieur envers la CDS; le gardien intérieur est responsable envers la CDS de tout acte et de tout défaut d'agir de son mandataire ou sous-gardien comme s'il s'agissait de ses propres actes ~~si cet acte~~ ou de son propre défaut d'agir en cette qualité était celui du gardien intérieur.

(g)(iv) Dédommagement du gardien intérieur

La CDS doit tenir indemne le gardien intérieur contre toute perte ou tous dommages-intérêts qu'il a subis, toute réclamation qui lui est faite, toute poursuite engagée contre lui ou toute dépense, y compris les frais et dépens d'un conseiller juridique dont il a retenu les services, découlant de sa responsabilité d'agir conformément aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur, ou conformément aux instructions de la CDS dans l'exécution de ses obligations à titre de gardien intérieur. L'adhérent ne peut avoir de cause de recours contre le gardien intérieur découlant de sa responsabilité d'agir conformément aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur, ou conformément aux instructions de la CDS, dans l'exécution de ses obligations à titre de gardien intérieur.

244

© Services de dépôt et de compensation CDS inc.

Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

L'adhérent ne peut avoir de cause d'action contre un gardien intérieur découlant de la responsabilité d'agir de ce dernier conformément aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur, ou conformément aux instructions de la CDS, dans l'exécution de ses obligations à titre de gardien intérieur.

(h)(v) Rapprochement des données registres

Le gardien intérieur fournit à la CDS l'information les données dans le format et selon la présentation et le calendrier requis par celle-ci pour le rapprochement, avec les registres de la CDS, de la quantité de valeurs dont l'existence est attestée par les des certificats et les des actes qu'il détient au nom de la CDS. En cas de différence entre les titres du gardien intérieur et les registres de la CDS, il incombe au gardien intérieur de résoudre le problème et de fournir une preuve documentaire qui justifie détermine la cause de la différence à la satisfaction de la CDS.

À la demande de la CDS, le un gardien intérieur lui fournit, dans un délai raisonnable, une déclaration signée par le signataire autorisé indiquant la quantité de valeurs dont l'existence est attestée par les des certificats et les des actes qu'il détient au nom de la CDS à une date donnée.

2.4.56.4.4 Accès aux locaux du gardien

L'adhérent Un adhérent doit observer les Procédés et méthodes concernant l'accès aux locaux d'un gardien. L'adhérent doit et faire en sorte que ses employés observent toujours les Procédés et méthodes concernant les pièces d'identité que doit présenter le particulier qui veut être admis dans les locaux d'un gardien. Un fondé de pouvoir doit signer au nom de l'adhérent tous les documents requis pour autoriser un employé à accéder aux locaux en question.

2.4.66.4.5 Nature fongible

Les valeurs déposées au service de dépôt et caractérisées par le même identificateur de valeur forment un ensemble fongible tel de sorte que toute unité d'une telle valeur est l'équivalent fonctionnel de toute unité de cette valeur. Les écritures sont passées dans les registres de la CDS (y compris les grands livres) conformément à ces valeurs formant un ensemble fongible. Ces écritures réfèrent à la quantité de cette valeur particulière sans mentionner le nom du propriétaire inscrit, le numéro ou la date d'émission de tout certificat de valeur ou tout autre renseignement du genre. L'immatriculation

Par conséquent, l'immatriculation au nom de la CDS, d'une son propriétaire pour compte, ou d'un gardien ou d'un propriétaire pour compte d'un gardien, ou tout certificat de valeur émis au nom de ceux-ci peut attester l'existence des valeurs détenues pour le compte de plus d'un adhérent. La CDS n'est pas tenue de conserver les valeurs qu'elle détient pour le compte d'un adhérent; ni les certificats de valeurs attestant l'existence de telles valeurs, séparément de celles qu'elle détient pour les comptes d'autres adhérents. Si l'adhérent retire une valeur, la CDS peut lui livrer un certificat de valeur attestant l'existence de la valeur, et ni l'adhérent qui effectue le retrait ni les autres adhérents détenant cette valeur n'ont le droit de choisir l'immatriculation, le certificat ou l'acte duquel le retrait sera doit être réalisé.

2.4.76.4.6 Opposition

L'adhérent ne peut pas donner ou signifier un avis d'opposition ou de saisie, ni demander ou opposer une ordonnance restrictive ou accordant une charge, une injonction, une priorité ou une interdiction de transfert, ni tenter une procédure d'exécution ni introduire une autre instance contre des valeurs détenues dans le service de dépôt ou visant ces valeurs et il ne peut aider quiconque à le faire ou le lui permettre. L'adhérent peut utiliser de tels recours auxquels sous réserve du consentement de la CDS consent et aux conditions imposées par la CDS, y compris la prestation d'une indemnité à la CDS contre, relativement à tous frais engagés, tous dommages-intérêts ou toute perte subis, toute dépense ou toute dette contractée par elle, toute responsabilité envers elle ou toute réclamation contre elle (y compris les honoraires d'un conseiller juridique engagé pour la guider ou la défendre en cas de réclamation qui peuvent découler de tels recours).

245

© Services de dépôt et de compensation CDS inc.

Le 27 février 2020

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

Les ~~clausesdispositions~~ de la présente Règle 6.4.76 ne lient pas l'adhérent qui agit en qualité d'émetteur ou d'agent des transferts ou autre mandataire d'un émetteur.

~~2.4.8 Renseignements sur les détenteurs inscrits~~

La CDS peut fournir à l'agent des transferts ou à l'émetteur de toute valeur des renseignements sur les détenteurs inscrits de cette valeur, en indiquant la quantité de la valeur créditée au compte de chaque adhérent.

246

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

2.5 — conditions, Restrictions et déclarations

6.5 CONDITIONS, RESTRICTIONS ET DÉCLARATIONS

2.5.16.5.1 Conditions particulières aux valeurs

Si elle le juge nécessaire ou souhaitable, la CDS peut, en tout temps, imposer des conditions particulières relativement à l'admissibilité, à l'inscription comptable, au dépôt, au retrait, au virement ou à la mise en gage des valeurs d'une valeur, ou à la méthode par laquelle des transactions sur des valeurs une valeur peuvent être réglées. Sans limiter le pouvoir discrétionnaire précité qui lui est conféré, à la CDS, celle-ci peut imposer des conditions particulières de façon à ~~(i)~~ :

- (a) faciliter l'exploitation des services, ~~(ii)~~ ;
- (b) respecter toute décision d'un organisme de réglementation ou d'un tribunal sous l'autorité duquel la CDS, l'émetteur ou le détenteur des valeurs sont placés, ~~(iii)~~ ;
- (c) respecter une convention entre la CDS et un organisme de réglementation, ~~(iv)~~ ;
- (d) respecter toute loi ou toute réglementation applicable, ~~(v)~~ ;
- (e) respecter toute résolution applicable régissant charte ou tout règlement de l'émetteur de la valeur, sa charte ou son règlement, ~~(vi) ou~~ ;
- (f) respecter toute exécution, tout bref, toute saisie ou action similaire, ou toute ordonnance ou tout jugement d'une agence gouvernementale, d'un tribunal ou d'un officier de ce tribunal, sous l'autorité desquels la CDS, le gardien, un adhérent ou les valeurs sont placés, ayant un effet sur les valeurs en question, ~~ou (vii)~~ ;
- (g) prendre les mesures qui s'imposent si la CDS apprend qu'une que la valeur est une valeur viciée.

Avant d'imposer toute condition particulière, la CDS doit, dans la mesure du possible, informer les adhérents de l'imposition imminente de la condition assez tôt pour leur permettre de retirer les valeurs déposées antérieurement ou de ne pas déposer d'autres valeurs qui feraient l'objet de conditions particulières. La CDS doit aussi, dans la mesure du possible, informer à l'avance les adhérents de l'annulation d'une condition. Lorsqu'elle décide, à sa discrétion, d'imposer ou d'annuler des conditions particulières, la CDS doit veiller à prendre des mesures que, de bonne foi, elle juge nécessaires pour protéger les intérêts de tous les adhérents.

2.5.26.5.2 Restrictions relatives aux valeurs, aux droits et privilèges, aux réorganisations et aux autres droits

(a)(i) Restrictions relatives aux valeurs

La CDS peut être dans l'impossibilité d'accepter certaines valeurs, ou un nombre de valeurs excédant le nombre prescrit, qui lui sont présentées en vue du dépôt dans le service de dépôt à cause de restrictions imposées par la charte ou le règlement les règlements de l'émetteur de ces valeurs, ou par des lois, des règlements de la réglementation ou des ordonnances émanant d'un tribunal ou d'un organisme de réglementation. Il s'agit notamment de restrictions au sujet des personnes qui sont autorisées à détenir ces valeurs, de la quantité maximale des valeurs en question pouvant être détenues par une personne ou par un de ses associés, ou les deux, ou d'exigence relative à la présentation de déclarations auprès de l'émetteur de ces valeurs à intervalles réguliers ou au moment d'un événement comme le transfert des valeurs ou l'émission de droits sur ces valeurs. Si une restriction n'est pas observée, l'émetteur de ces valeurs peut être autorisé à acheter, vendre, racheter ou annuler ces valeurs et à limiter les droits s'y rattachant.

247

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

L'adhérent ne doit pas sciemment permettre que des valeurs détenues pour son compte ~~dans le~~ service de dépôt ou figurant dans son compte de mise en gage ou compte de soumission, soient détenues ~~effectivement véritablement~~ en ~~contravention~~ violation d'une charte, d'un règlement, d'une loi, d'une ~~règle~~ réglementation ou d'une ordonnance applicable.

~~(b)(ii) Autres restrictions~~ Restrictions relatives aux droits et privilèges et aux réorganisations

La CDS reçoit et distribue des droits et privilèges sur les valeurs, conformément à la Règle ~~6.6~~, et traite des événements de réorganisation ayant une incidence sur les valeurs, conformément à la Règle ~~6.89~~. Les droits et privilèges et les événements de réorganisation peuvent également faire l'objet ~~de~~ restrictions, y compris de restrictions au sujet ~~des~~ personnes qui sont autorisées à recevoir ~~de tels~~ droits et privilèges ou à exercer un droit à l'égard d'un événement de réorganisation, ou d'exigences relatives à la présentation de déclarations à l'égard de droits et privilèges ou d'un événement de réorganisation. L'adhérent ne doit pas sciemment permettre la distribution de droits et privilèges ou l'exercice d'un droit à l'égard d'un événement de réorganisation allant à l'encontre de telles restrictions relativement aux valeurs détenues pour son compte ~~dans le~~ service de dépôt ou figurant dans son compte de mise en gage ou compte de soumission.

~~2.5.36.5.3~~ Déclarations

~~Chaque~~ Un adhérent doit fournir ou prendre les dispositions nécessaires pour que soit fournie à la CDS, dans un délai raisonnable ~~après la présentation de la demande~~, une déclaration dûment remplie donnant les renseignements relatifs ~~aux valeurs détenues dans le~~ une valeur détenue au service de dépôt pour le compte de l'adhérent que la CDS peut raisonnablement exiger afin qu'elle ou ~~un~~ son propriétaire pour compte puisse se conformer à ~~(i)~~ :

- ~~(a)~~ la demande légitime présentée par l'émetteur de la valeur pour observer une loi, une règle, ~~un~~ réglementa réglementation ou l'ordonnance d'un tribunal ~~ou~~, d'un organisme administratif ou d'un organisme de réglementation, un règlement ou une disposition auquel il est assujéti ou pour en faciliter l'observation; ~~(i)~~
- ~~(b)~~ une loi, un règlement ou l'ordonnance d'un tribunal ~~ou~~, d'un organisme administratif ou d'un organisme de réglementation ~~ou (iii) toute~~,
- ~~(c)~~ une restriction relative à des droits et privilèges ou à un événement de réorganisation. L'adhérent doit fournir ou prendre les dispositions nécessaires pour que soit fournie cette

La déclaration ~~relative aux valeurs inscrites~~ doit comprendre toute valeur inscrite dans son compte de valeurs ou de retrait ou figurant dans son compte de mise en gage ou de soumission. ~~L'adhérent n'est, mais ne doit pas tenu de fournir ou de prendre les dispositions nécessaires pour que soit fournie cette déclaration relativement aux~~ comprendre des valeurs qui sont détenues dans le compte de garantie ou le compte d'offre de l'adhérent. La CDS ~~peut~~ est en droit de se fier aux déclarations présentées par l'adhérent et n'est pas dans l'obligation de s'informer de leur validité.

~~2.5.46.5.4~~ Déclarations-Droit de se fier aux déclarations des clients

Dans la mesure où la réception de déclarations de clients est requise par l'émetteur d'une valeur ou en vertu d'une loi, d'un règlement ou d'une ordonnance applicable, l'adhérent ~~doit~~ peut fonder sa déclaration sur celles qu'il reçoit ~~de ses clients~~. Si cette fiabilité est reconnue, l'adhérent peut se baser sur ses propres registres, sa connaissance de ses clients ou sur tout fait réputé véridique ~~aux termes de~~ selon sa charte, ~~de~~ son règlement, ou ~~de~~ la loi, ~~du~~ réglementa réglementation ou ~~de~~ l'ordonnance applicable. Dans la mesure où l'adhérent fonde sa déclaration à la CDS sur les déclarations reçues de ses clients, il ~~est en droit de se fier à ces déclarations~~ et n'est pas responsable de l'exactitude des renseignements contenus dans leurs déclarations ~~s'il a, pourvu qu'il ait~~ transcrit ~~ces~~ renseignements dans sa déclaration et les y a intégrés

248

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

fidèlement. L'adhérent doit ~~garder en sa possession~~conserver les déclarations déposées par ses clients pour une période prescrite par l'émetteur ou par la loi, ~~le règlement~~la réglementation ou l'ordonnance applicable, et doit les mettre à la disposition de l'émetteur et de toute personne autorisée à en prendre connaissance en vertu de la loi, ~~du règlement~~de la réglementation ou de l'ordonnance applicable.

249

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

2.6 Droits et privilèges

6.6 Droits DROITS ET PRIVILÈGES

2.6.16.6.1 Types de droits et privilèges

La CDS reçoit les droits et privilèges sur les valeurs qu'elle détient au nom des adhérents au compte dans lequel les valeurs sont créditées. Les droits et privilèges comprennent les dividendes, les intérêts, les versements au remboursement ou à l'échéance de valeurs ou d'autres événements comprenant des paiements et distributions aux détenteurs de valeurs.

Les droits et privilèges peuvent être distribués sous forme de versements de fonds ou de distribution de valeurs ou d'autres biens. Les droits et privilèges sur valeurs comprennent des dividendes sur actions, des dividendes en espèces et les valeurs émises au terme d'une division, d'un regroupement ou d'une conversion de valeurs détenues pour un adhérent. ~~Les droits et privilèges peuvent faire l'objet de restrictions.~~

~~Les droits et privilèges peuvent faire l'objet de restrictions.~~

2.6.26.6.2 Grand livre de droits et privilèges

Un « grand livre de droits et privilèges » est un grand livre tenu par la CDS en son propre nom pour la gestion et le contrôle du traitement des droits et privilèges sur les valeurs. La CDS administre chaque grand livre de droits et privilèges, et les valeurs et les fonds portés au crédit des comptes d'un tel grand livre sont sous son contrôle et en sa possession exclusifs. ~~Les valeurs portées au crédit d'un grand livre de droits et privilèges sont détenues par la CDS dans son propre intérêt.~~

~~Les valeurs portées au crédit d'un grand livre de droits et privilèges sont détenues par la CDS dans son propre intérêt.~~

2.6.36.6.3 Paiement de droits et privilèges admissible

(i) Droits et privilèges sous forme de paiement en numéraire

Un adhérent, agissant en sa qualité d'émetteur de valeurs, ~~de~~ un mandataire de l'émetteur ou ~~de~~ responsable du traitement des droits et privilèges, peut distribuer à la CDS des droits et privilèges sous forme de paiement en espèces. Un adhérent autre qu'un agent des transferts adhérent qui distribue de tels droits et privilèges à la CDS verse les droits et privilèges au moyen d'un paiement acceptable ou par le débit du montant des droits et privilèges au compte de fonds de l'adhérent. Un agent des transferts adhérent doit verser des droits et privilèges conformément à la Règle 11.6.

2.6.4 Distribution de paiements de droits et privilèges

Sous réserve de la Règle 6.6.84, à la distribution de droits et privilèges sous forme d'un versement de fonds sur une valeur détenue pour un adhérent, le montant des droits et privilèges relativement à une valeur ~~est~~ doit être crédité ~~au~~ à un compte de fonds du grand livre de droits et privilèges ~~de la CDS~~.

Le montant des droits et privilèges dû proportionnellement aux valeurs détenues dans le grand livre de l'adhérent ~~est~~ doit ensuite être porté au débit du compte de fonds ~~pour du grand livre de~~ droits et privilèges ~~de la CDS~~ et au crédit du compte de fonds ou du compte de garantie ~~de ce~~ du grand livre ~~de l'adhérent~~ (selon le compte dans lequel sont détenues les valeurs pour lesquelles les droits et privilèges sont distribués), ou dans les cas décrits dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur, payé à l'adhérent au moyen d'un paiement acceptable.

2.6.5(ii) Traitement des droits Droits et privilèges sur sous la forme de valeurs admissibles

220

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

À la distribution de droits et privilèges sur une valeur détenue pour un adhérent sous forme d'une autre valeur qui est elle-même admissible au service de dépôt, les valeurs pour droits et privilèges sont portées au crédit d'un compte de valeurs d'un grand livre de droits et privilèges ~~de la CDS~~ lorsque la CDS les reçoit. La quantité de valeurs distribuées à titre de droits et privilèges due proportionnellement aux valeurs détenues dans le grand livre de l'adhérent ~~est~~ doit alors être portée au débit du compte de valeurs ~~pour du grand livre de~~ droits et privilèges ~~de la CDS~~ et au crédit du compte de valeurs ou du compte de garantie ~~de ce~~ grand livre ~~de l'adhérent~~ (selon le compte dans lequel sont détenues les valeurs pour lesquelles les droits et privilèges sont distribués).

2.6.6(i) Manque à gagner relativement aux droits et privilèges

Mis en forme : Soulignement

(iii) Manque à gagner relativement aux droits et privilèges

Si le montant porté au crédit ~~d'un~~ compte de fonds du grand livre de droits et privilèges ~~de la CDS~~ est inférieur au montant total à payer relativement aux droits et privilèges, une quote-part du montant est créditée à chaque adhérent, selon la même proportion que la quantité de valeurs détenues ~~par l'adhérent pour chaque adhérent~~ représente par rapport à la quantité totale de valeurs détenues pour l'ensemble des adhérents.

Si la quantité de valeurs pour droits et privilèges créditée ~~au~~ un compte de valeurs du grand livre de droits et privilèges ~~de la CDS~~ est inférieure à la quantité totale distribuable relativement à ces droits et privilèges, une quote-part de cette quantité sera créditée à chaque adhérent, selon la même proportion que la quantité de valeurs détenues ~~par l'adhérent pour chaque adhérent~~ représente par rapport à la quantité totale de valeurs détenues pour l'ensemble des adhérents.

2.6.7(iv) Fractions de valeurs pour droits et privilèges

Si la quantité proportionnelle des valeurs pour droits et privilèges due relativement aux valeurs donne lieu à la distribution de fractions de valeurs aux adhérents, la CDS peut vendre les valeurs pour droits et privilèges et distribuer le produit de cette vente à chaque adhérent qui aurait reçu des fractions de valeur.

Si une valeur pour droits et privilèges vaut moins de 50 \$, la CDS n'est pas tenue de la vendre ni de distribuer de fractions de droits et privilèges aux adhérents.

2.6.86.6.4 Crédit de paiements de droits et privilèges

(a)(i) Crédits finaux

Un paiement de droits et privilèges peut être crédité ~~au~~ un compte de fonds ~~d'un~~ grand livre de droits et privilèges ~~de la CDS~~ conformément à la Règle 6.6.4.3 si :

(i)(a) le montant des droits et privilèges est débité du compte de fonds de la Banque du Canada ou d'un autre adhérent agissant à titre d'émetteur de la valeur, ~~d'agent de mandataire~~ de l'émetteur ou de responsable du traitement des droits et privilèges pour la valeur, aux fins de crédit au compte de fonds du grand livre de droits et privilèges ~~de la CDS~~, et ce, conformément aux instructions de la Banque du Canada ou de l'adhérent, respectivement;

(i)(b) un paiement acceptable correspondant au montant des droits et privilèges est reçu par la CDS de l'émetteur de la valeur ou de son ~~agent~~ mandataire.

(b)(ii) Crédits provisoires

Si la CDS reçoit un instrument de paiement attestant un paiement de droits et privilèges sous une forme autre que celles décrites ~~au~~ paragraphe (a) à la Règle 6.6.4(i) ci-dessus, les droits et privilèges ne seront pas crédités ~~au~~ un compte de fonds ~~d'un~~ grand livre de droits et privilèges ~~de la CDS~~ conformément à la Règle 6.6.4.3, à moins que la CDS n'ait déposé l'instrument de paiement auprès de son banquier ou de

224

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

l'institution financière de laquelle l'instrument de paiement a été tiré ~~et que~~ ET que l'une ou l'autre des conditions suivantes soient respectées :

~~(i)(a)~~ (i)(a) le montant des droits et privilèges ~~soit est~~ débité ~~dud'un~~ d'un compte de fonds du banquier ou de l'institution financière conformément à ses instructions aux fins de crédit au compte de fonds du grand livre de droits et privilèges ~~de la CDS; ou;~~

~~(ii)(b)~~ (ii)(b) le banquier ou l'institution financière ~~ait~~ fait un paiement acceptable à la CDS correspondant à ce montant.

Si, après ~~un tel~~ dépôt, l'instrument de paiement n'est pas honoré aux fins de valeur finale, les droits respectifs de la CDS et du banquier ou de l'institution financière seront établis en vertu des lois ~~pertinentes~~ applicables. Aucune disposition des ~~présentes~~ Règles ne limite le droit du banquier ou de l'institution financière de déposer une réclamation contre la CDS relativement à l'instrument de paiement. Dans ces circonstances, la CDS peut prendre les mesures énoncées à la Règle 6.6.44 pour contrepasser les droits et privilèges ~~correspondants de chaque adhérent auquel les droits et privilèges qui~~ avaient été crédités provisoirement. ~~à chaque adhérent.~~ Dans ces circonstances, ~~les adhérents peuvent un adhérent peut~~ prendre les mesures énoncées à la Règle 6.911.1 pour exercer ~~leurs~~ ses droits ~~par rapport à l'égard de~~ la valeur sur laquelle le paiement de droits et privilèges a été effectué.

~~(e)(iii)~~ (e)(iii) Autres paiements

Si la CDS reçoit un instrument de paiement attestant un paiement de droits et privilèges sous une forme autre que celles décrites ~~au paragraphe (a) à la Règle 6.6.4(i)~~ et qu'elle ne peut ~~déposer cet instrument de paiement le traiter~~ conformément ~~au paragraphe (b) à la Règle 6.6.4(ii)~~, la CDS peut :

~~(i)(a)~~ (i)(a) créditer les droits et privilèges ~~au~~ un compte de fonds ~~des adhérents de l'adhérent~~ au moment où l'instrument de paiement est honoré aux fins de valeur finale;

~~(ii)(b)~~ (ii)(b) distribuer les droits et privilèges aux adhérents en tout temps par un autre moyen choisi par la CDS; ~~ou~~

~~(iii)(c)~~ (iii)(c) informer les adhérents qu'elle ne distribuera pas les droits et privilèges et qu'ils peuvent prendre les mesures énoncées à la Règle 6.911.1 afin d'exercer leurs droits ~~par rapport à l'égard de~~ la valeur sur laquelle le paiement de droits et privilèges a été effectué.

2.6.96.6.5 Traitement de droits et privilèges non admissibles

Si la CDS reçoit :

~~(a)~~ (a) une valeur qui n'est pas admissible au service de dépôt ~~comme à titre de~~ distribution de droits et privilèges, ~~cette valeur ne sera pas portée au crédit du grand livre de droits et privilèges ni au compte des adhérents. Si la CDS reçoit ; ou~~

~~(b)~~ (b) tout bien (autre qu'une valeur ou des fonds) à titre de distribution de droits et privilèges, ~~ces biens;~~

~~cette valeur ou ce bien, selon le cas,~~ ne pourront être crédités au grand livre des droits et privilèges ou aux comptes des adhérents. La CDS peut distribuer ces droits et privilèges non admissibles ~~à l'adhérent aux adhérents~~ d'une autre façon choisie par la CDS.

2.6.106.6.6 Droits et privilèges sur les valeurs mises en gage ou soumission

En ce qui concerne les valeurs mises en gage :

222

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

- (i)(a) les paiements de droits et privilèges sous forme d'intérêts ou de dividendes sont portés au crédit ~~dud'un~~ compte de fonds du débiteur gagiste, ~~soit l'adhérent pour lequel les valeurs en gage sont inscrites dans adhérent, dont~~ le compte de mise en gage reflète les valeurs mises en gage;
- (ii)(b) les paiements de droits et privilèges qui sont des paiements de capital sont portés au crédit ~~dud'un~~ compte de garantie du créancier gagiste, ~~soit l'adhérent pour lequel adhérent qui détient~~ les valeurs mises en gage sont détenues dans le compte de garantie; et
- (iii)(c) les valeurs pour droits et privilèges sont portées portés au crédit ~~dud'un~~ compte de valeurs du débiteur gagiste adhérent ou du créancier gagiste, ~~tels que adhérent, comme~~ le stipulent les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur.

2.6.11 Droits et privilèges sur les valeurs soumises

En ce qui concerne les valeurs soumises, tous les droits et privilèges sont portés au crédit d'un compte de fonds de l'adhérent ~~pour qui les valeurs soumises figurent adont le~~ compte de soumission reflète les valeurs soumises, et non à celui de l'agent dépositaire ~~pour qui les valeurs sont détenues dans sondont le~~ compte d'offre est celui dans lequel les valeurs sont détenues.

2.6.126.6.7 Redressements des droits Droits et privilèges sur des valeurs en transit

Si des droits et privilèges sont distribués pour une valeur qui doit être livrée dans le cadre d'une opération en cours ou d'une obligation de la contrepartie centrale ou qui ne fait pas l'objet d'un dépôt ou d'un retrait durant la période entre la date de clôture des registres et la date de paiement des droits et privilèges, la CDS effectue les redressements nécessaires aux droits et privilèges, et ce, conformément aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur.

2.6.13 Conversion d'obligations au RNC aux fins de droits et privilèges ou de réorganisation

Si En ce qui concerne des droits et privilèges ou une réorganisation sont traités pour relativement à une valeur qui doit être livrée dans le cadre d'une obligation traitée au moyen de la fonction de RNC, la CDS peut convertir l'obligation au mode de règlement par RNC tel que comme décrit à la Règle 7.3.4011, et ce, aux fins dedu traitement des droits et privilèges ou de la réorganisation.

2.6.146.6.8 Contrepassation des droits et privilèges

La CDS peut débiter le compte d'un adhérent si :

- (a) ~~des droits et privilèges (sous la forme d'un paiement ou de droits et privilèges ensur valeurs) crédités à cet adhérent sont refusés, retournés par le processus de compensation ou, pour quelque raison que ce soit, ne sont pas considérés définitifs, irrévocables et acceptables, ou si la CDS est tenue de rembourser un paiement de droits et privilèges, ou si elle a crédité le compte de droits et privilèges qu'elle n'a pas reçus, comme un paiement ou une livraison définitifs, irrévocables et acceptables; S'il s'agit de droits et privilèges sur valeurs, ce débit peut entraîner une position à découvert.~~

2.6.15 Remboursement de valeurs

- (a) ~~Virement de valeurs remboursées~~

~~Lorsque la CDS prévoit le remboursement de valeurs (y compris à l'échéance, lors d'un remboursement par anticipation ou autrement) la CDS porte ces valeurs au débit du compte de valeurs et du compte de garantie de chaque adhérent qui détient ces valeurs et au crédit d'un compte de valeurs d'un grand livre est tenue de rembourser un paiement de droits et privilèges, ou de la CDS.~~

223

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

(b) Paiement de remboursement

~~(b) Un remboursement est une distribution de droits et privilèges sur une valeur détenue pour un adhérent sous forme de versement de fonds relativement à la valeur et, conformément à la Règle 6.6.4, le montant retourner des droits et privilèges est crédité au compte de fonds du grand livre de droits et privilèges de la CDS en valeurs crédités à cet adhérent;~~

~~(c) la CDS a crédité des droits et privilèges au compte qu'elle n'a pas reçus.~~

~~(c) S'il s'agit de droits et privilèges sur valeurs, ce débit peut entraîner une position à découvert. Défaut de paiement d'un remboursement~~

Si le montant total du remboursement des valeurs n'est pas porté au crédit du compte de fonds du grand livre de droits et privilèges de la CDS, la CDS vire de nouveau les valeurs aux grands livres des adhérents qui détiennent les valeurs. La CDS informe les adhérents de la défaillance de l'émetteur et peut restreindre le retrait de ces valeurs.

(d) Retrait de valeurs remboursées

Lorsque le montant total du remboursement des valeurs est porté au crédit du compte de fonds du grand livre de droits et privilèges de la CDS et lors du débit du compte de fonds de la Banque du Canada ou dès réception d'un paiement acceptable, le responsable du traitement des droits et privilèges, l'émetteur ou son agent peut effectuer une demande de retrait des valeurs remboursées.

(e) Séparation et retrait des valeurs remboursées

Lorsque le montant intégral du remboursement des valeurs est porté au crédit du compte de fonds du grand livre de droits et privilèges de la CDS et au débit du compte de fonds d'un responsable du traitement des droits et privilèges, ce dernier peut, en tout temps, virer les valeurs du compte de valeurs du grand livre de droits et privilèges de la CDS à un compte séparé dans l'un de ses grands livres, pourvu que la transaction satisfasse la vérification de la VGG. Le responsable du traitement des droits et privilèges peut ensuite demander le retrait des valeurs remboursées portées au crédit de son compte séparé. Si les valeurs qui doivent être remboursées demeurent dans le compte de valeurs du grand livre de droits et privilèges de la CDS, et que le responsable du traitement des droits et privilèges est suspendu, les valeurs remboursables seront traitées en vertu de la Règle 9.3.15.

2.6.166.6.9 Effet des écritures relativement aux droits et privilèges en valeurs passées au grand livre d'un adhérent

Lors de la distribution de droits et privilèges sous forme de valeurs admissibles, une livraison définitive et irrévocable des valeurs pour droits et privilèges est effectuée en passant des écritures dans les grands livres respectifs, lesquelles font état des débits et des crédits que la CDS tient, pour débiter ou créditer respectivement lesa portés aux comptes du livreur et du destinataire, respectivement, de la quantité de valeurs relative au traitement d'une transaction de droits et privilèges. En passant une écriture dans les grands livres qu'elle tient pour réaliser la livraison d'une valeur, la CDS reconnaît que la valeur livrée est détenue pour le destinataire et qu'elle est de ce fait réputée avoir été livrée au destinataire.

2.6.17 Effet des écritures relativement aux droits et privilèges en espèces

Lors de la distribution de droits et privilèges sous forme d'espèces de paiement en espèces au moyen d'un débit ou d'un crédit au un compte de fonds du responsable de traitement des droits et privilèges ou de tout autre adhérent qui distribue les droits et privilèges, l'entrée des écritures pour débiter le compte de fonds de ce responsable du traitement des droits et privilèges ou d'un autre adhérent de l'adhérent qui distribue les

224

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

droits et privilèges du montant requis pour le traitement de la transaction dedes droits et privilèges, crée un solde au compte de fonds faisant état du montant net dû entre la CDS et l'adhérentet adhérent conformément à la Règle 8.1. La 2. Il est entendu que la passation de ces écritures débitant le compte de fonds du montant relatif à la transaction dedes droits et privilèges ne constitue pas un paiement des droits et privilèges par le responsable du traitement des droits et privilèges ou par un autreet adhérent et elleelle n'éteint pas l'obligation selon les modalités relatives à la valeur d'effectuer le paiement des droits et privilèges en vertu des modalités de la valeur. Le paiement des droits et privilèges est réalisé lorsque le responsable du traitement des droits et privilèges ou un autreet adhérent qui distribue les droits et privilèges à la CDS versepaie tous les montants dus à la CDS lors du processus de paiement à la date de paiement des droits et privilèges. Si le responsable du traitement des droits et privilèges ou un autreSi cet adhérent manque à son obligation de faire le paiement à la CDS au processus de paiement, le paiement à la CDS par la caution de celadhérent défaillant ou par les autres membres de son groupe de crédit de catégorie ne constitue pas un paiement des droits et privilèges par l'adhérent défaillant et il ne dégage pas cet adhérent! adhérent défaillant ni l'émetteur de l'obligation d'effectuer le paiement des droits et privilèges.

226

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

2.7 — Soumission de valeurs

6.7 REMBOURSEMENT DE VALEURS

Un remboursement est une distribution de droits et privilèges sur une valeur détenue pour un adhérent sous forme de versement de fonds relativement à la valeur, conformément à la Règle 6.6.3(i), en contrepartie du retrait de la valeur par le responsable du traitement des droits et privilèges, de l'émetteur ou de son agent.

Lorsque la CDS est avisée ou a connaissance d'une autre manière qu'une valeur doit faire l'objet d'un remboursement (y compris à l'échéance, lors d'un remboursement par anticipation ou autrement) la CDS porte cette valeur au débit des comptes de valeurs et des comptes de garantie de chaque adhérent qui détient cette valeur et au crédit d'un compte de valeurs d'un grand livre de droits et privilèges.

Lorsque le montant total du remboursement des valeurs est porté au crédit du compte de fonds du grand livre de droits et privilèges et lors du débit du compte de fonds de la Banque du Canada ou dès réception d'un paiement acceptable, le responsable du traitement des droits et privilèges, l'émetteur ou son mandataire peut effectuer une demande de retrait des valeurs remboursées.

Lorsque le montant intégral du remboursement des valeurs est porté au crédit d'un compte de fonds du grand livre de droits et privilèges et au débit d'un compte de fonds du responsable du traitement des droits et privilèges, ce dernier peut, en tout temps, virer les valeurs du compte de valeurs du grand livre de droits et privilèges à un compte séparé dans l'un de ses grands livres, pourvu que la transaction satisfasse la vérification de la VGG. Le responsable du traitement des droits et privilèges peut ensuite demander le retrait des valeurs remboursées. Si les valeurs qui doivent être remboursées demeurent dans le compte de valeurs du grand livre de droits et privilèges, et que le responsable du traitement des droits et privilèges est suspendu, les valeurs sont traitées conformément à la Règle 9.2.10.

Si le montant total du remboursement des valeurs n'est pas porté au crédit d'un compte de fonds du grand livre de droits et privilèges, la CDS vire de nouveau les valeurs aux grands livres des adhérents qui détiennent ces valeurs. La CDS informe les adhérents de la défaillance de l'émetteur et peut restreindre le retrait de ces valeurs.

6.8 SOUMISSION DE VALEURS

2.7.16.8.1 Définition d'une soumission

Une soumission désigne une transaction par laquelle des valeurs ou des fonds, ou les deux, sont livrés à un agent dépositaire afin d'être échangés contre d'autres valeurs ou fonds, ou les deux, par suite d'un événement de réorganisation relatif à une valeur (y compris une offre, une offre publique d'achat, une offre publique de rachat, un plan d'arrangement ou une autre forme de regroupement d'entreprises). ~~Un agent~~

6.8.2 Rôle de l'agent dépositaire

Un agent dépositaire pour une valeur :

- (a) ~~agit au nom d'un émetteur, d'un initiateur ou d'une autre personne. Un agent dépositaire;~~
- (b) ~~ne doit pas obligatoirement être l'agent des transferts d'une telle pour cette valeur, ni agir à titre de mandataire de l'émetteur d'une telle pour cette valeur. Un agent dépositaire;~~
- (c) ~~peut être un adhérent ou une toute autre personne;~~
- (d) ~~n'est pas un mandataire de la CDS aux fins de la réception de fonds ou d'autres actifs. La réception, par l'agent dépositaire, de fonds ou d'autres actifs liés à une soumission se rapportant à une valeur détenue par la CDS n'est pas réputée équivaloir à la réception de ces fonds ou de ces autres actifs~~

226

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

**Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)**

par la CDS et ne libère pas l'initiateur de ses obligations relativement à la soumission de la valeur jusqu'à ce que la CDS ait reçu l'intégralité du paiement ou de la livraison conformément à la soumission.

Un agent dépositaire qui est un adhérent (autre qu'un adhérent au service NELTC) peut choisir, pour toute soumission, d'utiliser le compte d'offre de son grand livre ~~au CDSX~~ aux fins de réception des valeurs qui lui sont soumises. Un adhérent qui effectue un tel choix est désigné à titre d'« **agent dépositaire au CDSX** », ~~tel que~~ comme décrit à la présente Règle 6.7.8. Toute occurrence du terme « **agent dépositaire** » englobe l'agent dépositaire au CDSX. Si l'agent dépositaire n'est pas un adhérent, ou s'il ~~est un adhérent mais a~~ choisit de ne pas être un agent dépositaire au CDSX ~~à l'égard d'une~~ pour une telle soumission, la CDS gère un compte d'offre à son propre grand livre au nom de l'agent dépositaire.

2.7.2 — Soumission de valeurs

~~Lorsqu'un adhérent soumet des valeurs à un agent dépositaire, à condition que la soumission respecte la vérification de la VGG, la CDS débite le compte de l'adhérent des valeurs soumises et en crédite le compte d'offre de l'agent dépositaire pertinent. Ce débit et ce crédit réalisent la livraison des valeurs de l'adhérent soumissionnaire à l'agent dépositaire. Tant que les valeurs soumises demeurent dans le compte d'offre pertinent, la CDS inscrit la soumission de ces valeurs dans le compte de soumission de l'adhérent qui a fait l'offre. La CDS peut négocier les valeurs soumises conformément aux instructions de l'agent dépositaire et sans référence à l'adhérent qui a fait l'offre ou à toute personne qui présente une réclamation par son intermédiaire à titre d'ayant cause ou de représentant. Lorsque les valeurs soumises sont portées au débit du compte d'offre, l'inscription des valeurs soumises est supprimée du compte de soumission de l'adhérent soumissionnaire.~~

2.7.3 — Exécution de soumission

~~La CDS n'est pas tenue de vérifier les modalités d'une offre ou la conformité d'un adhérent ou d'un agent dépositaire aux modalités d'une telle offre. La CDS n'est pas responsable de veiller à ce que toute somme due en vertu de la soumission soit livrée avant que les valeurs soumises ne soient retirées ou transférées. Si une telle mesure est nécessaire afin que la soumission soit menée à terme, la CDS peut remettre à l'agent dépositaire les certificats de valeurs attestant l'existence des valeurs soumises en tout temps, que les sommes dues aient été livrées à la CDS ou non. Un agent dépositaire au CDSX ne peut retirer ou transférer des valeurs soumises de son compte d'offre avant d'avoir payé toute contrepartie en espèces due dans le cadre de la soumission et livré toute valeur ou toute autre contrepartie due dans le cadre de la soumission. Si le montant de la contrepartie en espèces due dans le cadre de la soumission est égal ou supérieur à 10 millions de dollars, l'agent dépositaire au CDSX s'acquitte du montant au moyen d'un paiement acceptable ou d'un débit au compte de fonds. Au terme du paiement et de la livraison de la contrepartie due dans le cadre de la soumission, les valeurs soumises sont transférées du compte d'offre de l'agent dépositaire au CDSX à son compte général de valeurs. L'agent dépositaire au CDSX peut alors retirer ou transférer les valeurs soumises. Lors de toute date de paiement associée à la soumission, les valeurs et toute autre contrepartie reçues par la CDS de l'agent dépositaire sont distribuées aux adhérents soumissionnaires comme le seraient des droits et privilèges relatifs à de telles valeurs.~~

2.7.4 — Soumission de valeurs en vertu d'une obligation du RNC

~~Si une offre d'achat est effectuée pour une valeur qui doit être livrée en vertu d'une obligation du RNC non remplie la CDS peut, conformément à la Règle 7.4.9, effectuer la novation de chaque obligation non remplie de la contrepartie centrale d'une opération entre adhérents, modifier l'état de l'indicateur de règlement d'une opération qui n'a pas encore été traitée au moyen de la fonction du RNC et procéder à la soumission dont le processus est décrit à la Règle 6.7.~~

227

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. ————— Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

2.7.5— Obligations

L'agent dépositaire pour une valeur n'est pas le mandataire de la CDS pour la réception de fonds ou de tout autre actif, la réception, par l'agent dépositaire, de fonds ou de tout autre actif à l'égard d'une soumission qui vise une valeur détenue par la CDS n'est pas réputée constituer la réception d'une telle somme ou de tel autre actif par la CDS et ne libère pas l'initiateur de son obligation relativement à la soumission d'une valeur sauf si la CDS reçoit, et jusqu'à ce qu'elle reçoive, la totalité du paiement ou de la livraison à l'égard de la soumission. Chaque agent dépositaire au CDSX déclare et garantit à la CDS et à l'ensemble des adhérents que les mesures qu'il prend à l'égard d'une soumission en vertu de la présente Règle 6.8 ne débordent ni ses fonctions ni le mandat qu'il a reçu de l'initiateur. Chaque agent dépositaire au CDSX assume toutes ses obligations à titre de débiteur principal conformément à la présente Règle 6.8, y compris celles découlant des déclarations qu'il a faites ou des garanties qu'il a données, qu'il agisse en son nom ou au nom d'un initiateur. La prise en charge susmentionnée des responsabilités par l'agent dépositaire au CDSX ne limite pas les responsabilités qui incombent à l'initiateur selon les principes généraux de droit.

6.8.3 Soumission de valeurs

Lorsqu'un adhérent soumet des valeurs à un agent dépositaire, à condition que la soumission respecte la vérification de la VGG, la CDS débite un compte de l'adhérent des valeurs soumises et en crédite le compte d'offre pertinent. Ce débit et ce crédit réalisent la livraison des valeurs de l'adhérent soumissionnaire à l'agent dépositaire. Tant que les valeurs soumises demeurent dans le compte d'offre pertinent, la CDS inscrit la soumission de ces valeurs dans le compte de soumission de l'adhérent soumissionnaire. Lorsque les valeurs soumises sont portées au débit du compte d'offre, l'inscription des valeurs soumises est supprimée du compte de soumission de l'adhérent soumissionnaire.

La CDS peut négocier les valeurs soumises conformément aux instructions de l'agent dépositaire et sans référence à l'adhérent soumissionnaire ou à toute personne qui présente une réclamation par son intermédiaire à titre d'avant cause ou de représentant.

6.8.4 Traitement des soumissions

La CDS :

- (a) n'est pas tenue de vérifier les modalités d'une soumission ou la conformité d'un adhérent ou d'un agent dépositaire aux modalités d'une soumission;
- (b) n'est pas responsable de veiller à ce que toute somme due en vertu de la soumission soit livrée avant que les valeurs soumises ne soient retirées ou transférées;
- (c) si une telle mesure est nécessaire afin que la soumission soit menée à terme, elle peut, à quelque moment que ce soit, remettre à l'agent dépositaire tout certificat de valeurs attestant l'existence des valeurs soumises dans le compte d'offre, que les sommes dues aient été livrées à la CDS ou non.

228

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

2.8 — Un agent dépositaire au CDSX ne peut retirer ou transférer des valeurs soumises de son compte d'offre avant d'avoir payé toute la contrepartie en espèces due dans le cadre de la soumission et livré toutes les valeurs ou l'intégralité de la contrepartie due dans le cadre de la soumission. Si le montant de la contrepartie en espèces due dans le cadre de la soumission est égal ou supérieur à 10 millions de dollars, l'agent dépositaire au CDSX s'acquitte du montant au moyen d'un paiement acceptable ou d'un débit au compte de fonds. Au terme du paiement et de la livraison de la contrepartie due dans le cadre de la soumission, les valeurs soumises sont transférées du compte d'offre de l'agent dépositaire au CDSX à son compte général de valeurs. L'agent dépositaire au CDSX peut alors retirer ou transférer les valeurs soumises. **Réorganisations et exercice des droits**

Lors d'une date de paiement associée à une soumission, les valeurs et toute autre contrepartie reçues par la CDS de l'agent dépositaire sont distribuées aux adhérents soumissionnaires comme le seraient des droits et privilèges relatifs à de telles valeurs.

6.8.5 Soumission de valeurs assujetties à une obligation au RNC

Si une offre d'achat est faite pour une valeur qui est assujettie à une obligation au RNC, la CDS peut, conformément à la Règle 7.3.10, effectuer la novation de cette obligation au RNC en cours en tant qu'opération entre adhérents, modifier l'état de l'indicateur de règlement en une opération qui n'a pas encore été traitée au moyen de la fonction de RNC, puis procéder au traitement de la soumission comme prévu à la présente Règle 6.8.

6.9 RÉORGANISATIONS ET EXERCICE DES DROITS

2.8.16.9.1 Information sur les réorganisations

Les valeurs détenues au service de dépôt peuvent faire l'objet d'événements de réorganisation, y compris ~~l'encaissement par anticipation~~ le rachat au gré du porteur, le remboursement, le rachat sur le marché, l'échange, la prolongation, ~~la distribution~~ l'émission de droits, ~~la souscription~~ l'exercice de bons de souscription, l'offre et l'exercice d'options, et les reçus de versement.

Dans un délai raisonnable, après avoir reçu l'information sur des événements liés à une réorganisation, la CDS informe tous les adhérents de l'événement, et peut fournir un résumé de l'information sur l'événement. ~~L'information à fournir constitue un résumé de, en se fondant sur~~ l'information dont elle dispose ~~la CDS~~ et provenant de sources diverses; ~~la~~ La CDS ne fait aucune déclaration, à des fins particulières, quant à l'exactitude, la conformité, la présentation en temps opportun, l'intégralité ou la valeur de l'information qu'elle fournit. ~~L'information sur les réorganisations est mise à la disposition de tous les adhérents et ne s'adresse pas uniquement aux adhérents qui détiennent les valeurs visées.~~

Les événements de réorganisation peuvent faire l'objet de restrictions.

2.8.26.9.2 Instructions relatives aux réorganisations

Pour certains événements de réorganisation, le détenteur des valeurs doit prendre des dispositions afin de participer à la réorganisation. À la demande de l'adhérent, la CDS prend les mesures nécessaires, ou elle fait en sorte qu'un propriétaire pour compte ou un gardien prenne les mesures nécessaires, à titre de détenteur inscrit, de porteur ou de personne autrement autorisée ~~de~~ à prendre ces mesures par rapport aux valeurs détenues pour l'adhérent. La CDS ne prend pas de telles mesures sans obtenir les instructions pertinentes de l'adhérent pour lequel les valeurs sont détenues. Si l'émetteur ou une autre personne responsable de la réorganisation fournit un choix implicite, celui-ci sera exercé relativement aux valeurs détenues pour l'adhérent qui omet de donner des instructions pertinentes. La CDS n'est pas tenue de solliciter des instructions de l'adhérent.

229

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

Si des valeurs qui font l'objet d'un événement de réorganisation sont détenues pour un adhérent en conséquence d'une mise en gage de ces valeurs, l'adhérent gagiste n'est pas tenu de solliciter des instructions quant à la réorganisation auprès de l'adhérent qui a mis les valeurs en constituant du gage.

2.8.36.9.3 Sélection de valeurs

Un événement de réorganisation ne touche pas nécessairement toutes les valeurs de la même catégorie de la même façon. Par exemple, l'émetteur peut choisir de racheter une partie des valeurs en circulation d'une émission particulière de façon proportionnelle ou par loterie. À la sélection des valeurs détenues pour les adhérents qui seront visées par une réorganisation, la CDS prendra les mesures raisonnables pour refléter, dans la mesure du possible, la méthode utilisée par l'émetteur ou l'autre personne effectuant la réorganisation.

2.8.46.9.4 Réorganisation de valeurs en vertu d'une assujettie à une obligation au RNC

Si une réorganisation est effectuée pour une valeur qui doit être livrée en vertu d'une assujettie à une obligation au RNC, la CDS peut, conformément à la Règle 7.3.9.10, effectuer la novation de chaque cette obligation de la contrepartie centrale d'une opération au RNC en cours en tant qu'opération entre adhérents, modifier l'état de l'indicateur de règlement d'une en une opération qui n'a pas encore été traitée au moyen de la fonction dude RNC-et, puis procéder au traitement de la soumission dont le processus est décrit comme prévu à la Règle 6.8. Erreur ! Source du renvoi introuvable.

2.8.56.9.5 Service de gestion des responsabilités liées aux événements de marché (SGREM)

(a)(i) Utilisation Lettre de responsabilité du SGREM pour les événements de réorganisation

Les adhérents peuvent utiliser le SGREM pour transmettre et conclure une lettre de responsabilité du SGREM (un « enregistrement de responsabilité liée aux EM ») décrivant leurs obligations l'un envers l'autre découlant d'un événement de réorganisation visant une transaction sur valeur (qui peut mettre en cause des valeurs admissibles ou des valeurs non admissibles au CDSX) à laquelle ils prennent part. Le Plus particulièrement, le SGREM offre aux adhérents du SGREM une fonctionnalité permettant la communication entre les adhérents du SGREM des détails relatifs aux conséquences des événements d'un événement de réorganisation sur cette une transaction sur valeurs (y compris les modifications apportées aux obligations de livraison ou de paiement, ou d'autres obligations découlant de la non-exécution des obligations au moment établi). La transaction peut viser des valeurs admissibles ou non au CDSX. La soumission et l'acceptation de ces détails constituent un accord entre les adhérents du SGREM par rapport à l'égard de l'enregistrement de responsabilité liée aux EM conclu entre eux de la manière décrite dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur.

(b)(ii) Exécution et résolution de conflits

Chaque Un adhérent utilisant le SGREM est l'unique responsable :

- (i)(a) de l'exactitude et de l'exhaustivité de l'information transmise au moyen du SGREM;
- (ii)(b) de l'acceptation ou du refus de tout enregistrement de responsabilité liée aux EM proposé;
- (iii)(c) du respect de ses obligations aux termes d'une rapportant à tout enregistrement de responsabilité liée aux EM accepté;
- (iv)(d) de la résolution de tout conflit découlant de son utilisation du SGREM, y compris l'acceptation ou le refus d'un enregistrement de responsabilité liée aux EM proposé, le respect ou le non-respect des obligations aux termes d'une rapportant à un enregistrement de responsabilité liée aux EM accepté et toute conséquence d'un tel respect ou non-respect.

230

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

~~(c) — Responsabilité de la CDS~~

La CDS n'est pas responsable :

~~(i)(a) de l'information transmise au moyen du SGREM;~~

~~(ii)(b) du caractère exécutoire de tout enregistrement de responsabilité liée aux EM;~~

~~(iii)(c) du respect ou du non-respect par un adhérent de tout enregistrement de responsabilité liée aux EM accepté.~~

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

2.9 Exercice des droits

2.9.1 Droits généraux des porteurs de valeurs

6.10 Les propriétaires de valeurs peuvent prendre les mesures requises, y compris l'exercice des droits de dissidence, des droits d'évaluation ou d'autres droits du porteur, du détenteur ou du propriétaire des valeurs, à l'introduction d'une instance dans le but de recevoir un paiement ou tout autre droit sur des valeurs. La CDS peut exiger que l'adhérent retire les valeurs du service de dépôt et devienne le porteur ou le détenteur inscrit des valeurs afin de pouvoir prendre lui-même les mesures nécessaires, s'il est possible de transférer les valeurs à l'adhérent. À son tour, à la demande de l'adhérent, la CDS prendra ces mesures en sa qualité de porteur ou de détenteur inscrit ou de toute autre personne autrement autorisée pour les valeurs détenues pour un adhérent. La CDS n'est pas tenue de prendre ces mesures, sauf si l'adhérent pour qui ces valeurs sont détenues lui donne des instructions raisonnables à cet effet, ainsi qu'une compensation et des assurances de paiement satisfaisantes à ses yeux.

VALEURS MISES EN COMMUN ET VALEURS DÉMEMBRÉES

En aucun cas, la CDS n'est tenue de déterminer quelles exigences juridiques ou autres doivent être respectées dans l'exécution de ces droits ou instances, non plus que la nécessité des mesures envisagées.

2.9.2 Droits d'un porteur de valeurs mis en commun

(a) Manque à gagner relativement aux droits et privilèges

Si la CDS reçoit paiement des droits et privilèges dus sur certaines valeurs mais non sur la totalité des valeurs sous-jacentes à la valeur mise en commun, une quote-part du montant est créditée à chaque adhérent détenant cette valeur mise en commun, selon la proportion que forme la quantité de la valeur mise en commun détenue par cet adhérent par rapport à la quantité totale de la valeur mise en commun détenue par tous les adhérents.

(b) Mesures prises advenant une défaillance

En cas de défaut de paiement de droits et privilèges sur une valeur mise en commun, la CDS donne avis à l'adhérent qui détient la valeur mise en commun d'une proposition d'intenter une poursuite en vue de contraindre au paiement sur la valeur. L'adhérent doit, s'il choisit de prendre part à la poursuite, en donner avis à la CDS et peut décider de ne participer que pour une partie de la quantité totale des valeurs mises en commun qu'il détient. L'adhérent qui participe peut intenter une poursuite au nom de la CDS ou de l'ensemble des adhérents qui détiennent la valeur (y compris les adhérents qui ne participent pas), pour contraindre au paiement sur la valeur. L'adhérent qui participe assume les frais et les coûts de la poursuite, et doit dédommager les adhérents qui ne participent pas de tous les frais et les dépens engagés qui sont attribués aux adhérents qui ne participent pas à la poursuite. Il doit fournir un dédommagement (conformément au paragraphe (a)) et des assurances de paiement à la satisfaction de la CDS. La CDS peut choisir, pour une telle poursuite, d'être représentée par ses propres avocats, à ses frais. Le montant net recouvré en conséquence de telles actions est distribué de la façon suivante :

(i)(a) premièrement, pour payer les frais et les dépens engagés par la CDS ou en son nom et au nom des adhérents qui ont participé;

(ii) deuxièmement, pour payer la totalité des réclamations des adhérents qui ont participé; si leurs réclamations ne peuvent être payées en entier, le montant recouvré est distribué, à chaque adhérent qui a participé, au prorata de la quantité ou de la valeur nominale de la valeur relativement à laquelle l'adhérent a participé à la poursuite par rapport à la quantité de la valeur pour laquelle l'ensemble des adhérents ont participé;

232

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

(iii) — troisièmement, en distribuant le surplus aux adhérents qui n'ont pas participé, au prorata de la quantité ou de la valeur nominale de la valeur détenue par chacun d'eux par rapport à la quantité totale de la valeur détenue par l'ensemble des adhérents qui n'ont pas participé.

À moins d'une entente autre entre la CDS et l'ensemble des adhérents qui ont participé à la poursuite, si l'adhérent transfère une valeur après avoir confirmé sa participation à la poursuite, il continue d'être tenu responsable de sa quote-part des frais et a droit à sa part du montant recouvré comme si un tel transfert n'avait pas été exécuté.

(c) — Autres mesures

Si l'adhérent qui détient une valeur mise en commun désire intenter une poursuite relativement à cette valeur, autre qu'une poursuite en vue de contraindre au paiement sur la valeur, et qu'aucune autre loi ne régit une telle procédure relativement aux droits des autres adhérents qui détiennent la même valeur mise en commun, la poursuite est intentée conformément au paragraphe (b), avec les adaptations nécessaires.

2.9.3 — Indemnisation par l'adhérent

L'adhérent doit tenir indemne et dédommager la CDS, les propriétaires pour compte, les gardiens et leurs associés, administrateurs, dirigeants, employés et mandataires respectifs, de tous frais engagés par eux, tous dommages-intérêts ou toute perte qu'ils ont subis, toute dépense ou toute dette qu'ils ont contractée, ou toute réclamation qui leur a été faite (y compris les honoraires d'un conseiller juridique engagé pour les guider ou les défendre en cas de réclamation) ou pouvant survenir au terme des mesures prises à la demande de l'adhérent ou d'une mesure entreprise par l'adhérent au nom de la CDS, d'un propriétaire pour compte ou d'un gardien, conformément à la Règle 6.9.

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

2.10 — valeurs mises en commun et valeurs démembrées

2.10.16.10.1 Entrée de données

Les Procédés et méthodes et les Guides d'utilisateur décrivent les types de valeurs mises en commun et de valeurs démembrées admissibles au service de dépôt. Une valeur mise en commun ou une valeur démembrée devient admissible une fois que les données qui lui sont afférentes ont été entrées dans le système CDSX. Un adhérent ou la CDS peut entrer les données portant sur une valeur mise en commun ou sur une valeur démembrée en entrant les renseignements sur l'émission exigés dans les Procédés et méthodes et les Guides d'utilisateur.

2.10.26.10.2 Valeurs mises en commun

Un identificateur de valeur unique est utilisé pour identifier une « **valeur mise en commun** », qui est ~~(i) un assortiment~~ :

(a) ~~une gamme~~ de lettres de dépôt ~~mises en commun~~ dont chacune est ~~tirée/prélevée~~ par ~~un éventail de diverses~~ personnes, mais dont la totalité est acceptée par une banque particulière agissant à titre de débiteur primaire; ou ~~(ii) un assortiment~~

(b) ~~une gamme~~ de valeurs dont chacune ~~des valeurs sous-jacentes~~ peut avoir son ~~propre~~ identificateur de valeur unique. ~~Par contre, lorsqu'elle, mais qui, lorsqu'elles~~ sont toutes regroupées, ~~elles~~ sont identifiées par ~~le même identificateur~~ l'identificateur de valeur unique de la valeur mise en commun. ~~Chaque groupe de valeurs identifié par un identificateur de valeur unique est considéré comme un type de valeur unique aux fins de ces Règles et des Procédés et méthodes et des Guides de l'utilisateur.~~

L'identificateur de valeur pour une valeur mise en commun composée de lettres de dépôt n'identifie que la banque qui les accepte à titre d'émetteur de l'ensemble des valeurs mises en commun; ~~la~~ La CDS ne tient ~~pas~~ à jour et ne fournit aux adhérents aucune information sur les ~~tirés/prélèvements~~ des valeurs mises en commun.

~~Chaque groupe de valeurs identifié par un identificateur de valeur unique est considéré comme un type de valeur unique aux fins des Règles, des Procédés et méthodes et des Guides de l'utilisateur.~~ Les valeurs mises en commun identifiées par un identificateur de valeur unique sont considérées comme des valeurs similaires qui forment un ensemble fongible et toute unité de cette valeur mise en commun est l'équivalent fonctionnel ~~de la même d'une~~ unité ~~similaire~~ de cette valeur.

Des transactions peuvent être réalisées au moyen des services relatifs aux valeurs mises en commun ou un droit sur les valeurs mises en commun; et les écritures appropriées peuvent faire référence à une quantité de valeurs mises en commun. L'ensemble des droits et privilèges, distributions et recouvrements que reçoit ~~la~~ CDS relativement à toute valeur sous-jacente qui fait partie d'un groupe de valeurs mises en commun identifié par un identificateur de valeur unique est ~~distribué/distribué~~ à chaque adhérent pour qui la CDS détient ~~des~~ valeurs mises en commun identifiées par cet identificateur de valeur, dans la proportion que forme la quantité de valeurs mises en commun détenues pour ~~l'adhérent/chaque adhérent~~ par rapport à la quantité de valeurs mises en commun détenues pour l'ensemble des adhérents.

2.10.36.10.3 Valeurs démembrées

~~(a)(i)~~ **Entrée de valeurs démembrées**

Un identificateur de valeur unique peut être utilisé pour identifier une « **valeur démembrée** », qui est ~~(i)~~ :

(a) ~~une~~ des composantes d'une seule valeur ~~(, telle que chaque paiement d'intérêt et de capital dû pour un titre d'emprunt);~~ ou (ii)

234

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

(b) un assortiment de ces composantes, chaque composante étant une partie de la même valeur sous-jacente ou de différentes valeurs sous-jacentes.

Chaque composante ou assortiment de composantes identifié par un identificateur de valeur unique est considéré comme un type de valeur unique aux fins des Règles, des Procédés et méthodes et des Guides de l'utilisateur. Les valeurs démembrées identifiées par un identificateur de valeur unique sont considérées comme étant des valeurs similaires qui forment un ensemble fongible et toute unité d'une telle valeur démembrée est l'équivalent fonctionnel de la même unité similaire de cette valeur démembrée.

Des transactions peuvent être réalisées au moyen des services relatifs aux valeurs démembrées ou à un droit sur les valeurs démembrées, et les écritures appropriées peuvent faire référence à une quantité de valeurs démembrées.

(b)(ii) Droits et privilèges sur les valeurs démembrées

L'ensemble des droits et privilèges, distributions et recouvrements que reçoit la CDS relativement à toute valeur sous-jacente, aux composantes qui forment une partie d'une valeur démembrée ou plus, sont distribués de plusieurs valeurs démembrées, est distribué à chaque adhérent pour qui la CDS détient des valeurs démembrées conformément aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur.

Si la CDS reçoit un paiement de droits et privilèges dû sur certaines composantes (mais non sur toutes) de la les composantes d'une valeur démembrée sous-jacente, une quote-part de ce montant cette somme sera créditée à chaque adhérent détenant cette valeur démembrée, dans la proportion que forme la quantité de valeurs démembrées détenue pour l'adhérent chaque adhérent par rapport à la quantité totale de valeurs démembrées détenue pour l'ensemble des adhérents. Si l'émetteur d'une valeur (dont une des composantes ou plus fait partie d'une valeur démembrée ou plus) manque à ses obligations est en défaut de sorte que la CDS reçoit un paiement qui est inférieur au montant total dû conformément relativement à la totalité des composantes de cette valeur, la CDS distribue proportionnellement le montant reçu à tous les adhérents détenant directement la valeur faisant l'objet de la défaillance et à tous les adhérents détenant une valeur démembrée comprenant les composantes de la valeur faisant l'objet de la défaillance, dans les proportions établies dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur.

236

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

6.11 Service EXERCICE DES DROITS DES PORTEURS DE VALEURS

Règle 3. 6.11.1 Exercice de règlement droits par la CDS,

Les propriétaires de valeurs peuvent prendre des mesures, y compris l'exercice des droits à la dissidence, des droits d'évaluation ou d'autres droits du porteur, du détenteur ou du propriétaire des valeurs. L'introduction d'une instance dans le but de recevoir un paiement ou tout autre droit, relativement aux valeurs. S'il est possible de transférer les valeurs à l'adhérent, la CDS peut exiger qu'un adhérent retire les valeurs du service de dépôt et devienne le porteur ou le détenteur inscrit des valeurs afin de pouvoir prendre lui-même les mesures visées. À son tour, à la demande de l'adhérent, la CDS prend ces mesures en sa qualité de porteur ou de détenteur inscrit ou de personne autrement autorisée, pour les valeurs détenues pour un adhérent. La CDS n'est pas tenue de prendre ces mesures, sauf si l'adhérent pour qui ces valeurs sont détenues lui donne des instructions raisonnables à cet effet, ainsi qu'une compensation et l'assurance d'un paiement satisfaisantes à ses yeux. En aucun cas, la CDS n'est tenue de déterminer quelles exigences juridiques ou autres doivent être respectées dans l'exécution de ces droits ou instances, non plus que la nécessité des mesures envisagées.

6.11.2 Exercice de droits d'un adhérent relatifs à une valeur mise en commun

(i) Manque à gagner relativement aux droits et privilèges

Si la CDS reçoit paiement des droits et privilèges dus sur certaines valeurs, mais non sur la totalité des valeurs sous-jacentes à la valeur mise en commun, une quote-part du montant est créditée à chaque adhérent détenant cette valeur mise en commun, selon la proportion que forme la quantité de la valeur mise en commun détenue par chaque adhérent par rapport à la quantité totale de la valeur mise en commun détenue par tous les adhérents.

(ii) Mesures prises advenant une défaillance relativement aux droits et privilèges

En cas de défaut de paiement de droits et privilèges sur une valeur mise en commun, la CDS donne avis à chaque adhérent qui détient la valeur mise en commun d'une proposition d'intenter une poursuite en vue de faire exécuter le paiement sur la valeur. Chaque adhérent doit, s'il choisit de prendre part à la poursuite, en donner avis à la CDS et peut décider qu'une partie seulement de la quantité totale des valeurs mises en commun qu'il détient fasse l'objet de sa participation.

L'adhérent qui participe :

- (a) peut intenter une poursuite au nom de la CDS ou de l'ensemble des adhérents qui détiennent la valeur (y compris les adhérents qui ne participent pas), pour faire exécuter le paiement sur la valeur;
- (b) assume les frais et les coûts de la poursuite;
- (c) doit dédommager les adhérents qui ne participent pas de tous les frais et les dépens engagés qui sont attribués aux adhérents qui ne participent pas à la poursuite;
- (d) doit, conformément à la Règle 6.11.1, fournir un dédommagement et une assurance de paiement à la satisfaction de la CDS.

La CDS peut choisir, pour une telle poursuite, d'être représentée par ses propres avocats, à ses frais.

Le montant net recouvré en conséquence de telles mesures est distribué de la façon suivante :

Mis en forme : Police :10 pt, Français (France)

Mis en forme : Titre 3

Mis en forme : Français (France)

Mis en forme : Soulignement

Mis en forme : Corps de texte;BT;bt, Hiérarchisation + Niveau : 4 + Style de numérotation : i, ii, iii, ... + Commencer à : 1 + Alignement : Gauche + Alignement : 0 cm + Retrait : 0 cm

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

~~(a) premièrement, pour payer les frais et les dépens engagés par la CDS ou en son nom et au nom des adhérents qui ont participé;~~

237

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

3.1 deuxièmement, pour payer la totalité des réclamations des adhérents qui ont participé: si leurs réclamations ne peuvent être payées en entier, le montant recouvré est distribué, à chaque adhérent qui a participé, au prorata de la quantité **Description du service**

(b) de valeurs détenue par l'adhérent qui a participé à la poursuite par rapport à la quantité de valeurs détenue par l'ensemble des adhérents qui ont participé;

(c) troisièmement, en distribuant le surplus aux adhérents qui n'ont pas participé, au prorata de la quantité de la valeur détenue par chacun d'eux par rapport à la quantité totale de la valeur détenue par l'ensemble des adhérents qui n'ont pas participé.

À moins d'une entente autre entre la CDS et l'ensemble des adhérents qui ont participé à la poursuite, si un adhérent transfère une valeur après avoir confirmé sa participation à la poursuite, il continue d'être tenu responsable de sa quote-part des frais et a droit à sa part du montant recouvré comme si un tel transfert n'avait pas été exécuté.

(iii) Autres mesures

Si l'adhérent qui détient une valeur mise en commun désire intenter une poursuite relativement à cette valeur, autre qu'une poursuite en vue de contraindre au paiement sur la valeur, et qu'aucune autre loi ne régit une telle procédure relativement aux droits des autres adhérents qui détiennent la même valeur mise en commun, la poursuite est intentée conformément à la Règle 6.11.2(ii), avec les adaptations nécessaires.

6.11.3 Indemnisation par l'adhérent

L'adhérent doit tenir indemne et dédommager la CDS, ses propriétaires pour compte et ses gardiens, ainsi que leurs associés, administrateurs, dirigeants, employés et mandataires respectifs, de tous frais engagés par eux, tous dommages-intérêts ou toute perte qu'ils ont subis, toute dépense ou toute dette qu'ils ont contractée, ou toute réclamation qui leur a été faite (y compris les honoraires d'un conseiller juridique engagé pour les guider ou les défendre en cas de réclamation) ou pouvant survenir au terme des mesures prises à la demande de l'adhérent ou d'une mesure entreprise par l'adhérent au nom de la CDS, d'un propriétaire pour compte ou d'un gardien, conformément à la présente Règle 6.11.

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

Règle 7. SERVICE DE RÈGLEMENT

239

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

7.1 DESCRIPTION DU SERVICE

3.4.17.1.1 Aperçu du service de règlement

Le service de règlement est un service ~~établi par que fournit~~ la CDS pour permettre le règlement d'opérations sur valeurs admissibles au moyen de la livraison de valeurs et du paiement dans les registres de la CDS. Les valeurs deviennent admissibles au CDSX ~~tel que, comme il est~~ décrit à la Règle 6.2. Les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur décrivent les valeurs admissibles à une fonction donnée du service de règlement. ~~Voici les étapes relatives au règlement d'une opération :~~

Mis en forme : Police :Arial, 10 pt

~~Voici les étapes relatives au règlement d'une opération :~~

Mis en forme : Police :Arial, 10 pt

- (a) Les détails ~~des opérations d'une opération~~ entre ~~des~~ adhérents qui ~~sont réglées est réglée~~ au moyen du service ~~de règlement~~ sont enregistrés à la CDS.
- (b) Si les instructions relatives à une opération indiquent le mode de règlement SCT, l'opération est enregistrée au SCT.
- (c) Si les instructions relatives à une opération sont conformes aux vérifications avant d'être entrées dans le système, ~~comme il est décrit à la Règle 7.2.2,~~ l'opération est entrée dans le système aux fins de règlement.
- (d) Une opération peut être réglée ~~soit (i) de l'une des deux manières suivantes :~~
- i. ~~sans établissement du solde net prérèglement, au moyen de la méthode de règlement individuel soit (ii) le paiement et la livraison de titres s'effectuant entre les adhérents qui sont parties à l'opération. Les adhérents conservent leur rôle de livreur et de destinataire ainsi que de débiteur et de bénéficiaire pour cette opération jusqu'à ce que le règlement soit terminé;~~
- (d)ii. ~~au moyen de la novation et de l'établissement du solde net prérèglement effectués à l'aide de la fonction du RNC de RNC conformément à la Règle 7.3 pour traiter les obligations de la contrepartie centrale.~~
- (e) ~~Le règlement de chaque opération en suspens au moyen de la méthode de règlement individuel est effectué par le paiement et la livraison de valeurs entre les adhérents. Le règlement de chaque obligation non réglée de la contrepartie centrale est effectué par le paiement et la livraison de valeurs entre les adhérents et la CDS. Le paiement est effectué au moyen du service de règlement par inscription comptable aux registres de la CDS. Les valeurs sont livrées par inscription comptable aux registres de la CDS pour ce qui est des valeurs détenues au service de dépôt ou, si l'opération doit être réglée par certificats, par la livraison matérielle de certificats de valeurs.~~
- (f) Si l'opération est enregistrée avec un mode de règlement SCT et que le ~~système de compensation tiers SCT~~ a établi le solde net de l'opération avant que la position n'ait été enregistrée auprès de la CDS, l'opération représentant la position dont le solde net a été établi ~~sera est~~ réglée au moyen de la méthode de règlement individuel entre l'adhérent et le ~~système de compensation tiers SCT~~.

240

© Services de dépôt et de compensation CDS inc.

Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

(g) Il existe trois processus de règlement : le processus de règlement net continu en temps réel, le processus de règlement individuel en temps réel et le processus de règlement net continu et par lots combiné.

3.1.2 Aperçu de l'établissement du solde net préréglément

Une opération peut être réglée soit (i) sans établissement du solde net préréglément au moyen de la méthode de règlement individuel soit (ii) au moyen de la novation et de l'établissement du solde net préréglément effectués à l'aide de la fonction du RNC pour traiter les obligations de la contrepartie centrale.

Lorsqu'une opération est réglée sans établissement du solde net au moyen de la méthode de règlement individuel, les adhérents qui sont parties à l'opération conservent leur rôle de livreur et de destinataire et de débiteur et bénéficiaire pour cette opération jusqu'à ce que le règlement soit terminé entre ces adhérents.

Une opération peut être traitée avant le règlement au moyen de la fonction RNC, si cette fonction s'applique automatiquement à cette catégorie d'opérations ou si les conditions suivantes sont respectées : (i) les deux adhérents qui sont parties à l'opération utilisent la fonction RNC; (ii) la valeur faisant l'objet de l'opération est admissible à la fonction RNC; et (iii) les deux adhérents précisent qu'ils désirent que cette opération soit traitée au moyen de la fonction RNC pour le règlement.

Lors du traitement d'une opération au moyen de la fonction RNC avant le règlement, chaque obligation des adhérents qui sont parties à l'opération est d'abord remplacée par les obligations entre chaque adhérent et la CDS et le solde net de l'obligation résultante envers la CDS est alors établi contre les obligations similaires de l'adhérent envers la CDS aux fins de calcul de l'obligation de la contrepartie centrale à régler entre cet adhérent et la CDS. En vertu d'une obligation de la contrepartie centrale, (i) soit la CDS ou l'adhérent a l'obligation de livrer les valeurs et (ii) l'autre partie a le droit correspondant de recevoir les valeurs et l'obligation correspondante d'effectuer le paiement.

3.1.3 Grands livres et comptes

Pour chaque adhérent, la CDS tient un grand livre ou plus. La CDS tient aussi un grand livre ou plus pour elle-même. Chaque grand livre contient un certain nombre de comptes de fonds et de valeurs. Les grands livres et les comptes sont décrits en détail à la Règle 6.1 et à la Règle 8.1.

3.1.4 Livraison de valeurs et paiement

(g) Lorsqu'une opération est réglée selon le principe d'une livraison contre paiement, la livraison des valeurs et le paiement se produisent simultanément. ~~Pour certaines opérations, le système peut traiter une livraison de valeurs sans qu'un paiement ne soit effectué au moyen du système, ou vice versa. Le règlement de chaque opération en suspens au moyen de la méthode de règlement individuel est effectué par le paiement ou la livraison de valeurs entre adhérents. Le règlement de chaque obligation de la contrepartie centrale est effectué par le paiement ou la livraison de valeurs entre un adhérent et la CDS. Les références dans ces Règles aux écritures passées aux grands livres d'un adhérent aux fins de règlement d'une obligation de la contrepartie centrale comprennent, à moins que le contexte n'en exige autrement, des écritures passées aux grands livres tenus par la CDS pour elle-même. La livraison de valeurs est effectuée à destination ou en provenance de la CDS en provenance ou à destination d'un adhérent. Le paiement est effectué au moyen du service de règlement par inscription comptable dans les registres de la CDS. Les valeurs sont livrées par inscription comptable aux registres de la CDS des valeurs détenues au service de dépôt. La CDS passe des écritures de débit et de crédit des~~

244

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

comptes pertinents dans les grands livres qu'elle tient à jour pour les adhérents qui sont parties à l'opération ou à l'obligation de la contrepartie centrale afin d'effectuer le paiement et, si le règlement est effectué par inscription comptable, afin de livrer les valeurs. Au moment du règlement d'une opération, les obligations résultant de toute opération sous-jacente entre les adhérents (ou

Au moment du règlement d'une opération, les obligations de livraison des valeurs et de paiement résultant de toute opération sous-jacente entre les adhérents ou, si le règlement réfère à une obligation de la contrepartie centrale, les obligations entre la CDS et les adhérents attestées par l'obligation de la contrepartie centrale) de livraison des valeurs et de paiement, sont éteintes et remplacées par l'obligation de la CDS envers chaque adhérent de livrer les valeurs telles qu'elles sont affichées dans les comptes de valeurs de l'adhérent et d'effectuer le paiement du solde inscrit aux comptes de fonds de l'adhérent.

3.1.5(i) Cotes

Mis en forme : Soulignement

7.1.2 Écritures dans les grands livres

La CDS passe des écritures de débit et de crédit des comptes pertinents dans les grands livres qu'elle tient à jour pour les adhérents qui sont parties à l'opération, ou pour l'obligation de la contrepartie centrale, afin d'effectuer le paiement et, si le règlement est effectué par inscription comptable, afin de livrer les valeurs. Les références dans les Règles aux écritures passées aux grands livres d'un adhérent aux fins de règlement d'une obligation de la contrepartie centrale comprennent, à moins que le contexte ne s'y oppose, les écritures passées aux grands livres tenus par la CDS pour elle-même.

7.1.3 Cotes

Une cote :

- (a) est un montant que doit verser la CDS à l'adhérent, ou l'adhérent à la CDS, pour une obligation de la contrepartie centrale. Une cote :
- (b) est calculée pour les obligations de la contrepartie centrale de chaque adhérent désignées comme ayant une date de valeur courante actuelle ou future, et ces cotes représentent une obligation de l'adhérent envers la CDS, ou de la CDS envers l'adhérent, et ce, nonobstant la suspension ou le retrait de l'adhérent ou la résiliation de sa Convention d'adhésion.

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

3.2 — enregistrement d'opérations et calcul des positions

3.2.1 — Instructions

7.2 DIRECTIVES PRÉRÈGLEMENT

(a) 7.2.1 Enregistrement des opérations

(i) Enregistrement

Si l'adhérent qui est partie à une opération veut régler ~~une opération~~ l'opération en réalisant la livraison des valeurs ou le paiement, ou les deux, à un autre adhérent, l'opération est enregistrée à la CDS. ~~avec les directives appropriées.~~

L'opération peut être enregistrée par l'adhérent, le service NELTC, une bourse, un autre système de négociation ou un dispositif d'appariement des opérations ~~si auquel~~ l'adhérent est abonné ~~à ce service.~~

(b)(ii) Confirmation

Afin d'être admissible au règlement, ~~chaque~~une opération est confirmée de l'une des manières suivantes :~~(i)~~

(a) par un adhérent qui est partie à l'opération, une fois l'opération entrée par ~~l'autre~~un autre adhérent qui est contrepartie à l'opération. ~~(ii)~~;

(b) par la fonction d'appariement des opérations du CDSX, si les deux adhérents qui sont parties à l'opération ont choisi d'utiliser la fonction d'appariement des opérations et si l'opération y est admissible ~~à la fonction d'appariement des opérations ou (iii)~~;

(c) par le service NELTC, une bourse, un autre système de négociation ou un dispositif d'appariement des opérations lorsque l'opération est enregistrée.

(c)(iii) Report ou suppression

Avant le règlement d'une opération, ~~un~~un ou l'autre des adhérents qui ~~est partie~~sont parties à cette opération peut donner ~~instructions~~instruction à la CDS d'en reporter le règlement ou de la supprimer. Le règlement d'une opération ne peut être reporté ou supprimé que dans les circonstances décrites dans les Procédés et méthodes et dans les Guides de l'utilisateur.

(d)(iv) Conservation d'obligations sous-jacentes relatives aux opérations

~~Ni le défaut d'autorisation d'une opération, ni la suppression d'une opération ni le report de son règlement n'ont d'incidence sur les droits et les obligations entre les adhérents découlant de l'opération sous-jacente.~~

L'enregistrement, la confirmation et l'autorisation d'une opération signifient que chaque adhérent partie à cette opération sous-jacente accepte qu'elle soit conclue par un règlement effectué au moyen du service de règlement. ~~Ni le défaut d'autorisation d'une opération, ni la suppression d'une opération, ni le report de son règlement n'ont d'incidence sur les droits et les obligations entre les adhérents découlant de l'opération sous-jacente.~~

3-2-27.2.2 Vérifications du système préalables à l'entrée

Avant qu'une opération ne soit entrée dans le système, les instructions qui s'y rapportent sont vérifiées par le système. Si des instructions ne passent pas les vérifications du système préalables à l'entrée, l'adhérent en est informé par un message d'erreur et l'opération est refusée. Si toutes les instructions passent les

Mis en forme : Police : Non Gras, Anglais (États-Unis)

243

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

vérifications du système préalables à l'entrée, l'opération est entrée puis considérée aux fins de règlement et lorsqu'elle y est admissible, aux fins de traitement à titre d'obligation de la contrepartie centrale prérèglement-lorsqu'elle y est admissible.

Les vérifications du système préalables à l'entrée permettent comprennent les suivantes :

- (a) une vérification permettant de s'assurer que toutes les données requises pour l'exécution de l'opération ont été entrées dans le système, et;
- (b) une vérification permettant de s'assurer que toute entrée de mise en gage ou d'opération par un adhérent engendrant un paiement engendre également une livraison de valeurs. Un adhérent peut livrer des valeurs à un autre adhérent sans qu'un paiement correspondant soit effectué.

3.2.37.2.3 Coupure minimale

La CDS peut imposer des limites relativement à la quantité de valeurs qui peuvent être virées, mises en gage ou transigées/échangées de quelque autre façon à l'aide du service de règlement, si elle le juge approprié pour le bon fonctionnement du service. Elle peut notamment exiger que la valeur ne soit transigée/échangée que dans une quantité pour laquelle le certificat peut être obtenu auprès de l'émetteur de la valeur.

3.2.4 Livraison sans contrepartie

Un adhérent peut livrer des valeurs à un autre adhérent sans que le paiement correspondant ne soit effectué.

3.2.57.2.4 Prêts

Conformément aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur, les livraisons de valeurs et les paiements effectués sont autorisés pour les prêts de valeurs ou de fonds d'un adhérent à un autre. Ces prêts peuvent être garantis par la mise en gage de valeurs ou de fonds selon l'entente prise par conclue entre les adhérents.

3.2.67.2.5 Mode de règlement

L'indicateur de Une opération doit préciser un mode de règlement doit présenter l'un des modes parmi les suivants pour chaque opération : règlement individuel, règlement SNS ou règlement au RNC. L'indicateur de Le mode de règlement est soit compris dans les instructions lorsque au moment où l'opération est entrée enregistrée ou confirmée, soit ajouté automatiquement par le système conformément aux critères énoncés dans les Procédés et méthodes et les Guides d'utilisateur. Le système ne peut uniquement changer/remplacer ou modifier un indicateur de le mode de règlement que s'il s'agit du mode de règlement pour les modes suivants : règlement individuel ou du mode de règlement au RNC; le CDSX ne peut pas ajouter un indicateur de le faire s'il s'agit du mode de règlement SNS. Une opération avec un mode de règlement SCT ne peut être considérée aux fins de règlement au CDSX.

7.2.7 Une opération avec un mode de règlement SCT ne peut être considérée aux fins de règlement au CDSX.

7.2.6 Système de compensation tiers

(a) État d'un système de compensation tiers

Un SCT doit être exploité par un adhérent de la CDS et celui-ci doit demander ledit état le statut de SCT à la CDS.

244

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

~~(b) — Enregistrement d'opérations à un système de compensation tiers~~

~~La CDS établit ces opérations qui seront enregistrées à un SCT conformément aux critères énoncés dans les Procédés et méthodes.~~

~~(c) — Règlement individuel d'opérations enregistrées par un système de compensation tiers~~

~~Les opérations enregistrées à la CDS par un SCT sont réglées au moyen de la méthode de règlement individuel conformément à la Règle ~~7.4.2, 7.4.2~~, le SCT étant la contrepartie pour chaque opération. La CDS établit les opérations qui seront enregistrées à un SCT conformément aux critères énoncés dans les Procédés et méthodes.~~

~~(e) — Livraison partielle par un système de compensation tiers~~

~~Lorsqu'une obligation SCT ~~courante en cours~~ est considérée aux fins du règlement individuel et que le règlement de la totalité de l'obligation SCT ne satisfait pas à la vérification prérèglement, mais qu'un règlement partiel de l'obligation SCT y satisfierait, la CDS peut modifier l'opération initiale afin de régler partiellement la portion de l'opération qui serait par ailleurs admissible au règlement individuel ~~si ce n'était des restrictions de la Règle 7.4.2(d)~~. Le règlement partiel d'une obligation SCT ~~se concrétisera par~~ entraîne la suppression de l'opération initiale et la création de deux nouvelles opérations, l'une pour le montant correspondant aux valeurs ou aux fonds disponibles et l'autre pour le reste de l'opération en cours. La première opération ~~sera est~~ réglée par la livraison ~~de certaines~~ des valeurs requises seulement et par le paiement ~~partiel~~ correspondant; la seconde opération ~~demeurerademeure~~ en cours à des fins de règlement. Une opération en suspens constituant le reste du règlement partiel peut être réglée partiellement au moyen du même processus que celui décrit aux présentes.~~

245

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. — Le 27 février 2020~~

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

~~3.3 Règlement net continu~~

~~7.3 RÈGLEMENT NET CONTINU~~

~~3.3.17.3.1 Aperçu de la fonction de RNC~~

~~Le Service de règlement net continu ou le~~ RNC est une fonction qui permet d'établir le solde net d'une opération admissible. Le RNC calcule les obligations au RNC dues de temps à autre entre un adhérent et la CDS en ~~faisant ce qui suit~~ :

- ~~(a) en effectuant la novation des obligations entre les adhérents découlant d'une opération admissible contre les obligations envers la CDS et ;~~
- ~~(b) en établissant le solde net des obligations semblables des adhérents de l'adhérent ayant fait l'objet d'une novation envers la CDS.~~

Chaque obligation ~~au~~ RNC ainsi obtenue est une obligation de la contrepartie centrale réglée à sa date de valeur au moyen du service de règlement.

~~3.3.27.3.2 Admissibilité~~

~~Conformément à la Règle 2.2.8, le Conseil peut imposer des critères et des normes additionnels aux adhérents admissibles à la fonction de RNC si le Conseil le juge nécessaire ou souhaitable pour la protection de la CDS et des autres adhérents utilisant le RNC.~~ La CDS établit les opérations qui sont admissibles aux fins de traitement au ~~moyen de la fonction de~~ RNC selon les caractéristiques ~~que la CDS considère qu'elle considère comme~~ pertinentes, y compris la catégorie de valeurs à livrer dans cette opération et la date de valeur de l'opération.

~~Conformément à la Règle 2.2.6, le conseil d'administration peut imposer des critères et des normes supplémentaires aux adhérents admissibles à la fonction de RNC s'il le juge nécessaire ou souhaitable pour la protection de la CDS et des autres adhérents qui utilisent la fonction de RNC.~~

Une opération peut être traitée ~~avant le règlement~~ au moyen ~~de~~ la fonction de RNC ~~si~~ dans l'un des cas suivants :

- ~~(a) la fonction de~~ RNC s'applique automatiquement à cette catégorie d'opérations ~~ou si chacune des~~ ;
- ~~(b) les conditions énoncées ci-après est respectée : (i) suivantes sont remplies :~~
 - ~~i. les deux adhérents qui sont~~ parties à l'opération utilisent ~~le~~ la fonction de RNC ; ~~(ii)~~
 - ~~ii. la valeur faisant l'objet de l'opération est admissible au~~ la fonction de RNC ; ~~et (iii) l'utilisation du RNC aux fins de règlement de~~
 - ~~iii. les personnes suivantes précisent qu'elles souhaitent que cette opération est précisée (1) par soit traitée au moyen de la fonction de RNC pour le règlement :~~
 - ~~1) les deux adhérents qui sont~~ parties à l'opération, ~~(2) par toute~~ ;
 - ~~2) la~~ bourse, ~~tout~~ le système de négociation, ~~tout~~ le centre de traitement à façon ou ~~tout~~ le fournisseur de ~~services~~ services tiers ayant enregistré l'opération au nom des adhérents ~~ou (3) ;~~

246

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

- 3) par l'un ou l'autre ou les deux adhérents qui sont parties à l'opération, ou par les deux, dans le cas des opérations traitées au moyen de la fonction d'appariement des opérations du CDSX.

3.3.37.3.3 Novation des opérations avant le règlement

Lorsqu'une opération est traitée au moyen de la fonction de RNC, les obligations et les droits de règlement entre les adhérents découlant de l'opération (de livrer des valeurs et de recevoir paiement, ou de recevoir des valeurs et d'effectuer paiement) sont éteints et remplacés par des obligations et droits de règlement correspondants entre chaque adhérent et la CDS, ce qui fera en sorte que toutes les obligations et tous les droits des adhérents auront pour contrepartie la CDS. Les obligations et les droits, au terme de la novation, entre la CDS et chaque adhérent, sont dus à la date de valeur de ~~l'opération.~~ l'opération.

Si la novation des obligations et des droits de règlement a une incidence sur les modalités et conditions de ~~l'opération~~ opération sous-jacente entre les adhérents, ~~opération~~ opération qui ~~devait~~ devaient être ~~réglée~~ réglées par ~~l'opération~~ opération, les modalités et conditions en question sont réputées être modifiées, devoir prendre effet et ~~s'appliquer~~ appliquer en conformité au traitement du règlement ~~effectué~~ effectué au moyen ~~de~~ de RNC (à moins que les adhérents ~~en~~ en décident autrement, ~~d'un~~ d'un commun accord et de manière explicite).

3.3.47.3.4 Établissement du solde net des opérations au terme de la novation

Chaque fois ~~qu'une~~ une opération entre adhérents est traitée au moyen de la fonction de RNC, les obligations ayant fait l'objet d'une novation et les droits entre les adhérents et la CDS font ~~soit (i)~~ soit (i) l'objet d'un établissement du solde net avec les obligations et droits similaires ayant fait l'objet d'une novation afin de calculer ~~l'unique~~ une obligation ~~au RNC~~ unique du RNC en cours entre l'adhérent et la CDS :

- (a) soit avec une date de valeur ~~courante~~ actuelle ou antérieure, pour cette émission de valeurs, et dans ~~la~~ la ~~cette~~ cette monnaie ~~alors~~ alors ~~courante~~ entre l'adhérent et la CDS; ou (ii) l'objet d'un établissement du solde net avec les obligations et droits similaires ayant fait l'objet d'une novation afin de calculer l'unique obligation au RNC;
- (b) soit avec une date de valeur future, pour cette émission de valeurs, et dans ~~la~~ la ~~cette~~ cette monnaie ~~alors~~ alors ~~courante~~ entre l'adhérent et la CDS.

Les obligations uniques au RNC avec une date de valeur ~~courante~~ actuelle dont le solde net est établi sont admissibles ~~pour~~ au règlement conformément à la Règle ~~7.3.7.~~ 7.3.7.

Une obligation ~~au~~ du RNC est semblable à une autre obligation ~~au~~ du RNC si chacune des obligations est une obligation ~~au~~ du RNC de cet adhérent envers la CDS ~~et~~ ou de la CDS envers cet adhérent, avec la même date de valeur, libellée dans la même monnaie pour la même émission de valeurs et résulte des autres opérations de ~~l'adhérent~~ adhérent traitées au moyen ~~de~~ de la fonction de RNC. Une obligation ~~au~~ du RNC d'un adhérent est semblable aux autres obligations et ~~le~~ son solde net peut être établi même si en vertu d'une obligation ~~au~~ du RNC, la CDS est tenue de livrer les valeurs à l'adhérent et a le droit de recevoir paiement de l'adhérent; tandis qu'en vertu d'une autre obligation ~~au~~ du RNC, la CDS a le droit de recevoir les valeurs de l'adhérent et l'obligation d'effectuer le paiement à l'adhérent et vice versa. ~~La CDS tient un registre des obligations courantes au RNC de chaque adhérent, de temps à autre, dans le but d'enregistrer, par date de valeur pour chaque émission de valeurs, (i) l'obligation de l'adhérent de livrer les valeurs à la CDS et le droit de l'adhérent de recevoir paiement de la CDS ou (ii) l'obligation de l'adhérent de faire paiement à la CDS et le droit de l'adhérent de recevoir les valeurs de la CDS.~~

La CDS tient un registre des obligations du RNC en cours de chaque adhérent, de temps à autre, dans le but d'enregistrer ce qui suit, par date de valeur, pour chaque émission de valeurs, selon le cas :

- (a) l'obligation de l'adhérent de livrer les valeurs à la CDS et le droit de l'adhérent de recevoir paiement de la CDS;

247

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

(b) le droit de l'adhérent de recevoir les valeurs de la CDS et l'obligation de l'adhérent de faire paiement à la CDS.

3.3.57.3.5 Traitement au moyen du RNC

L'~~établissement~~établissement du solde net des droits et obligations découlant d'~~uned'une~~ opération, au terme de la novation, a lieu au même moment que la novation de l'~~opération~~opération en question, afin de calculer une obligation du RNC unique due à chaque date de valeur et pour chaque émission de valeurs et libellée dans la même monnaie. La novation et l'~~établissement~~établissement du solde net sont effectués lorsque des écritures sont passées dans les registres tenus par la CDS, supprimant ainsi l'~~opération~~opération entre adhérents et enregistrant des obligations du RNC, nouvelles ou recalculées, entre chaque adhérent et la CDS. Les écritures relatives à chaque opération sont traitées simultanément et en mode validation; (i) soit toutes les écritures sont passées afin de supprimer l'~~opération~~opération et d'~~enregistrer~~enregistrer les obligations du RNC, soit aucune des écritures ~~n'est~~est passée, et (ii) la suppression et l'~~enregistrement~~enregistrement ont lieu simultanément.

La CDS fournira aux adhérents des renseignements démontrant que chacune des opérations a été supprimée lors du traitement au moyen ~~de~~de la fonction de RNC, et ce, afin de les aider dans le rapprochement de leurs registres. Pour plus de certitude, le fait que la CDS fournisse des registres archivés des opérations supprimées ne diminue en rien le caractère final de la novation de toute opération traitée au moyen ~~de~~de la fonction de RNC. Ces registres ne ~~peuvent constituer une~~constituent ~~la~~ preuve d'~~uned'une~~ obligation entre adhérents par rapport à une opération supprimée.

3.3.67.3.6 Cotes

(a)(i) Cote établie quotidiennement

~~La~~Chaque jour ouvrable, la CDS calculera, conformément aux Procédés et méthodes, une cote quotidienne relative ~~à l'obligation~~aux obligations du RNC d'un adhérent. ~~La~~ cote ~~quotidienne qui~~quotidienne ~~qui~~établie quotidiennement tiendra compte à la fois des obligations du RNC en cours ~~au RNC~~ et de celles qui ont une date de valeur future.

~~Cette~~La cote établie quotidiennement ~~;~~

(a) ~~correspond~~correspond au cours des valeurs (à l'~~établissement~~établissement de la cote) qui doivent être livrées ou reçues à la date de valeur par l'~~adhérent~~adhérent pour ~~cette~~cette obligation ~~au~~du RNC et comprend les cotes calculées pour les opérations dont le solde net est établi lors de ce jour ouvrable. ~~Le montant de la cote établie quotidiennement doit;~~

(b) ~~est une somme devant~~est une somme devant être ~~versée~~versée, le même jour ouvrable, ~~par l'adhérent~~par l'adhérent à la CDS ~~par l'adhérent à qui incombe l'obligation au RNC,~~par l'adhérent à qui incombe l'obligation au RNC, ou par la CDS à ~~ce dernier~~ce dernier ~~adhérent~~. De plus, le même jour ouvrable, la composante de paiement de l'~~obligation~~obligation du RNC est ajustée en fonction du montant de la cote établie quotidiennement.

(b)(ii) Cote de défaillance

~~De plus, afin d'encourager~~Afin d'encourager le règlement en temps opportun des obligations du RNC, la CDS peut imposer une cote de défaillance pour toute livraison de valeurs retardée ou partielle découlant d'~~uned'une~~ obligation du RNC ou pour tout paiement retardé ou partiel découlant d'une obligation du RNC. ~~La CDS calcule, conformément aux Procédés et méthodes, une cote de défaillance, laquelle correspond au coût de financement du règlement retardé ou partiel.~~La CDS calcule, conformément aux Procédés et méthodes, une cote de défaillance, laquelle correspond au coût de financement du règlement retardé ou partiel. Lors de l'imposition d'~~uned'une~~ cote de défaillance, le montant de ~~la~~cette cote doit être versé à la CDS par les adhérents ayant omis de lui livrer des valeurs ou d'effectuer le paiement et doit être versé par la CDS aux adhérents ~~à qui~~auxquels elle a omis de livrer les valeurs ou d'effectuer le paiement. ~~La composante de paiement de l'obligation du RNC n'est pas~~

248

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc.~~ ~~Le 27 février 2020~~

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

~~ajustée en fonction de~~ La CDS calcule, conformément aux Procédés et méthodes, la cote de défaillance, laquelle correspond au coût de financement du règlement retardé ou partiel.

~~Paiement~~ La composante de paiement de l'obligation du RNC n'est pas ajustée en fonction de la cote de défaillance.

(e)(iii) Cote nette

La CDS calcule le montant net ~~que chaque~~ qu'un adhérent doit verser à la CDS ou recevoir de cette dernière conformément aux cotes ~~de~~ de la fonction de RNC en établissant le solde net de la totalité des cotes à payer ou à recevoir par cet adhérent et la cote nette ~~du RNC~~ est portée au crédit ou au débit des comptes de fonds de l'adhérent. Aucun montant ~~n'est tiré~~ peut être établi en fonction d'une marge de crédit ou ~~un~~ d'un plafond de fonctionnement ~~conformément à~~ un ~~un~~ égard d'une cote du RNC.

3.3.77.3.7 Règlement des obligations du RNC

Chaque ~~une~~ obligation du RNC est réglée à sa date de valeur par une opération entre l'adhérent et la CDS exécutée au moyen de crédits et de débits portés aux comptes de valeurs et de fonds de la CDS et de l'adhérent, sous réserve des mêmes vérifications et restrictions dont fait l'objet toute autre opération de ~~est~~ adhérent.

3.3.87.3.8 Règlement partiel et règlement retardé

(a) Incidence d'un règlement partiel ou retardé

La CDS peut retarder la réception, ou effectuer une réception partielle, de valeurs ~~qui doivent être reçues~~ qu'elle doit recevoir en vertu ~~de la composante de valeurs~~ d'une obligation du RNC, si elle est dans l'impossibilité de livrer de nouveau toutes ~~les dites~~ ces valeurs en vertu ~~de la composante de valeurs~~ ~~d'une~~ d'une autre ~~de ses obligations~~ obligation du RNC envers un autre adhérent. La CDS, de même, ~~elle~~ peut retarder la livraison, ou effectuer une livraison partielle, de valeurs ~~qui doivent être livrées~~ qu'elle doit livrer en vertu ~~de la composante de valeurs~~ d'une obligation du RNC si elle n'a pas reçu la livraison de toutes ~~les dites~~ ces valeurs en vertu ~~de la composante de valeurs~~ ~~d'une~~ d'une autre de ses obligations du RNC envers un autre adhérent.

Advenant une livraison partielle des valeurs, par un adhérent ou par la CDS, pour le règlement ~~de la composante de valeurs de l'obligation~~ d'une obligation du RNC, ~~la composante de~~ le paiement ~~devant être effectué en vertu de cette obligation du RNC~~ est ~~ajustée~~ ajusté en conséquence. Advenant un paiement partiel, par un adhérent ou par la CDS, pour le règlement ~~de la composante de paiement de l'obligation~~ d'une obligation du RNC, ~~la composante de~~ les valeurs est ajustée. Si l'obligation ~~devant être livrée en vertu de cette obligation~~ du RNC ~~d'un~~ sont ajustées en conséquence.

Si une obligation du RNC d'un adhérent ou de la CDS ~~n'est~~ est pas réglée en totalité à ~~sa~~ sa date de valeur parce ~~qu'une~~ qu'une valeur ou ~~l'ensemble~~ ensemble des valeurs devant être livrées en vertu de l'obligation obligation du RNC ne sont pas livrées ou parce qu'un paiement ou l'ensemble des paiements devant être effectués en vertu de l'obligation obligation du RNC ne sont pas effectués.

(a) la date de valeur de l'obligation obligation du RNC ~~courante~~ sera ~~en cours~~ est reportée au prochain jour ouvrable. L'obligation fera l'objet de l'établissement du

(b) le solde net contre les obligations du RNC de la CDS et de l'adhérent pour la nouvelle date de valeur. La révision et le recalcul de l'obligation du RNC se poursuivront en cours est établi contre les obligations du RNC similaires de la CDS et de l'adhérent à la nouvelle date de valeur.

249

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

La révision et le recalcul d'une obligation du RNC se poursuivent jusqu'au règlement complet de l'obligation. Afin d'~~encourager~~encourager le règlement en temps opportun des obligations du RNC, la CDS peut imposer des frais pour toute livraison de valeurs retardée ou partielle découlant d'~~une~~une obligation du RNC ou pour tout paiement retardé ou partiel ~~déoulant devant être effectué en vertu~~déoulant devant être effectué en vertu d'une obligation du RNC.

(b) 7.3.9 Procédure Obligation du RNC forcée et procédure de couverture

Si la CDS ~~n'an'a~~n'a pas livré ~~l'ensemble~~ensemble des valeurs dues à un adhérent pour une obligation du RNC, ~~l'adhérent~~l'adhérent en question peut demander à la CDS de régler ~~l'obligation, alors~~l'obligation, alors ~~courante, à la~~obligation en cours, à sa date de valeur ~~courante. Si la CDS reçoit une demande de~~courante. Si la CDS reçoit une demande de ~~règlement de livraison partielle ou retardée~~actuelle. Dans un tel cas, elle peut exiger ~~qu'un~~qu'un adhérent, qui a des obligations du RNC de livraison ~~des~~des valeurs de cette émission à la CDS, à cette date de valeur, effectue la livraison en question. Au terme de cette demande formulée par la CDS, ~~l'adhérent devra~~l'adhérent doit régler en totalité ~~l'obligation~~l'obligation du RNC forcée avant ~~l'échéance~~l'échéance prescrite et ne ~~peut~~peut faire ~~une~~une livraison partielle ou retardée. Si ~~l'adhérent~~un adhérent omet de régler en totalité une ~~opération~~obligation du RNC forcée, la CDS peut, en tout temps, procéder à la couverture de la livraison retardée ou partielle de ~~l'adhérent.~~l'adhérent. ~~Lorsque la CDS procède à une opération~~l'adhérent. En cas d'opération de couverture, ~~l'obligation~~l'obligation :

(a) ~~l'obligation~~l'obligation du RNC forcée est annulée. ~~La~~La :

(b) ~~la~~la CDS peut nommer un agent chargé de ~~l'achat~~l'achat des titres pour la couverture. ~~Cet achat sera~~Cet achat sera :

(c) ~~l'achat des titres est~~l'achat des titres est fait en conformité avec les modalités que la CDS juge raisonnables, en tenant compte du fait que la CDS doit promptement recevoir les valeurs. ~~Si la CDS effectue l'achat de~~Si la CDS effectue l'achat de ~~valeurs,~~valeurs, :

(d) ~~le~~le cours acheteur ~~de ces~~de ces valeurs ainsi que tous les coûts et dépenses ~~encourus~~encourus engagés par la CDS pour cet achat seront ~~immédiatement~~immédiatement dus à la CDS par ~~l'adhérent~~l'adhérent ayant omis de régler ~~l'obligation~~l'obligation du RNC forcée.

3.3.97.3.10 Nouvelle novation d'une obligation du RNC prérèglement

La CDS peut prendre les mesures énumérées à la Règle ~~7.3.97.3.10~~7.3.97.3.10 dans ~~les~~les cas ~~d'une~~d'une suivants :

(a) ~~une~~une réorganisation visant une valeur devant être livrée dans le cadre d'une obligation ~~au~~au RNC conformément à la Règle ~~6.89.4~~6.89.4 ~~ou relativement à~~est en cours de traitement ;

(b) ~~une~~une obligation ~~au~~au RNC qui n'a pas ~~encore~~encore été réglée (i) ~~si~~si :

~~à l'une~~à l'une des conditions suivantes :

(a) ~~la~~la valeur à livrer devient non admissible au RNC de manière permanente ~~ou~~ou (ii) ~~si~~si :

(b) ~~la~~la valeur à livrer devient non admissible au RNC de manière provisoire afin de permettre le traitement ~~d'une~~d'une ~~ce qui suit~~ce qui suit :

i. ~~une~~une réorganisation afférente à cette valeur ~~ou afin de permettre le traitement de~~ou

ii. ~~des~~des droits et privilèges sur cette valeur par la DTC ou la NSCC.

260

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

Dans un tel cas, la CDS peut faire la novation de l'obligation ~~au~~ RNC en tant qu'opération entre adhérents. Ainsi, ~~;~~

~~(c) l'obligation au RNC est supprimée du RNC et les droits et les obligations correspondants entre la CDS et l'adhérent en vertu de l'obligation au RNC supprimée sont éteints. Pour remplacer une opération au RNC supprimée,;~~

~~(d) la CDS crée une opération ou plusieurs opérations dont l'indicateur de mode de règlement est établi au mode de règlement individuel entre des adhérents au RNC qui avaient, avant la suppression, des obligations au RNC correspondantes.~~

Les adhérents ~~qui sont~~ parties à la nouvelle opération créée qui remplace l'obligation ~~au~~ RNC supprimée peuvent ne pas ~~préalablement~~ avoir été ~~précédemment~~ parties à une opération afférente à la valeur concernée engageant les ~~autres~~ adhérents ~~qui sont~~ parties à la nouvelle opération.

Lors de la suppression d'une obligation ~~au~~ RNC, toute obligation ~~de livrer des valeurs~~ et tout droit de ~~livrer ou de recevoir~~ des valeurs, et toute obligation d'effectuer ~~paiement et tout droit~~ de recevoir ~~un~~ paiement ~~qui peut exister~~ entre la CDS et un adhérent, découlant de ~~la suppression d'une~~ obligation ~~au~~ RNC, sont éteints et remplacés par les droits et obligations des adhérents de livrer des valeurs et ~~effectuer~~ d'effectuer le paiement découlant ~~d'une opération~~ de l'opération nouvellement créée, et la CDS n'a plus d'obligation ~~ou~~ de droit ~~conformément à une obligation au~~ l'égard de l'obligation ~~du~~ RNC supprimée.

~~3.3.107.3.11 Conversion d'une opération au RNC avant le traitement~~

La CDS peut prendre les mesures énumérées à la ~~présente~~ Règle ~~7.3.10 à l'égard d'une~~ 7.3.11 à l'égard d'une opération dont l'indicateur ~~l'indicateur~~ de mode de règlement est établi au mode RNC ~~et~~ qui n'a pas encore été traitée au moyen de la fonction ~~de~~ RNC si la valeur à livrer devient inadmissible au RNC ~~;~~

~~(a) soit de manière permanente ou;~~

~~(b) soit de manière~~ provisoire pour permettre le traitement de droits et privilèges ou d'une réorganisation afférents à cette valeur.

Dans un tel cas, la CDS peut ~~modifier l'état du mode de règlement de l'indicateur~~ faire passer l'indicateur de mode de règlement ~~pour le~~ de l'opération au mode de règlement individuel. Ainsi, l'opération ~~en cours est~~ convertie en une opération dont l'indicateur de règlement est au mode de règlement individuel à régler ~~est réglée~~ entre les adhérents qui étaient parties à l'opération initiale. Lorsque la valeur devient plus tard admissible au RNC, l'indicateur de règlement en mode de règlement individuel de toute opération en cours pour cette valeur (y compris une opération nouvellement créée en vertu de la Règle ~~7.3.9)~~ 7.3.10) peut être changé pour un mode de règlement au RNC, ~~si pourvu que~~ l'opération ~~est~~ soit admissible aux fins de traitement au moyen de la fonction ~~de~~ RNC.

~~3.3.117.3.12 Défaillance après le règlement d'une obligation du RNC~~

Au terme du règlement ~~d'une~~ obligation du RNC, cette dernière ne se distingue plus des autres opérations réglées pour ~~l'adhérent~~ l'adhérent. Si ~~l'adhérent~~ l'adhérent est suspendu après le règlement ~~de l'obligation~~ d'une obligation du RNC, la CDS prend les mesures qui ~~s'imposent~~ imposent à l'égard de ~~cette~~ suspension, sans égard au fait que ~~l'obligation~~ l'obligation pour laquelle ~~l'adhérent~~ l'adhérent a connu une défaillance comprenait des débits et des crédits découlant du règlement ~~de l'obligation~~ d'une obligation du RNC. Sans que soit limitée la portée générale de ce qui précède, la CDS peut prendre les mesures décrites à la Règle 9.2 pour recouvrer le paiement ~~d'une~~ après d'une caution, ainsi ~~que des mesures pour recouvrer~~

264

© Services de dépôt et de compensation CDS inc.

Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

le paiement auprès qu'auprès des autres membres ~~du~~ de tout groupe de crédit de l'adhérent/adhérent défaillant, ~~et de même que~~ les mesures décrites à la Règle 9 de manière générale.

3.3.127.3.13 Processus de clôture

(a)(i) Mesures prises par la CDS

À la résiliation ou à la suspension de la Convention d'adhésion d'un/ d'adhésion d'un adhérent du RNC, la CDS fait ou peut faire ce qui suit :

(i)(a) ~~elle~~ elle poursuit le règlement de toutes les obligations ~~du~~ du RNC dues auprès de chaque adhérent (autre que l'adhérent/adhérent défaillant), mais ce règlement peut être retardé ~~jusqu'au~~ jusqu'au terme du processus de clôture de l'adhérent/adhérent défaillant, conformément à la présente Règle;

(ii)(b) ~~elle~~ elle peut supprimer des Services/services une opération ou l'ensemble des opérations de cet adhérent ~~conformément à~~ selon la Règle 3.3.94.2;

(iii)(c) ~~elle~~ elle détermine le montant de clôture pour chaque obligation ~~du~~ du RNC annulée;

(iv)(d) ~~elle~~ elle détermine la valeur d'annulation/annulation nette de toutes les obligations au RNC de l'adhérent/adhérent défaillant en effectuant la compensation ou en établissant le solde net des montants de clôture qui sont des pertes pour la CDS contre les montants de clôture qui sont des gains pour la CDS;

(v)(e) ~~prend-elle peut prendre~~ prend-elle peut prendre les mesures applicables décrites à la Règle 9.

La CDS peut choisir de ne pas prendre pareilles mesures à l'égard d'un/ à l'égard d'un adhérent suspendu, ~~dans un tel cas; l'avis l'avis~~ de suspension indique quelles mesures seront prises.

(b)(i) Calcul des montants de clôture

Le montant de clôture ~~de chaque d'une~~ de chaque d'une obligation du RNC est le montant que la CDS, ~~évalue~~ évalue de bonne foi, ~~évalue~~ évalue comme équivalent/équivalent au total de sa perte ou de son gain découlant de la défaillance de l'obligation/obligation du RNC en question. Ce montant comprend les coûts de financement.

La CDS peut procéder à une opération qui aura pour effet de remplacer (dans ~~les limites la mesure~~ les limites la mesure du ~~raisonnable possible~~ raisonnable possible) le montant équivalent/équivalent à l'obligation/obligation de l'adhérent/adhérent défaillant relative à l'obligation/obligation du RNC de livrer ou de recevoir les valeurs en échange du paiement correspondant. La CDS peut, à ~~sa~~ sa ~~entière~~ entière discrétion, déterminer que l'opération/opération de remplacement sera un achat/vente, un achat/rachat, un contrat de mise en pension, un prêt de titres ou une opération différente. ~~Si l'opération L'opération~~ Si l'opération L'opération de remplacement ~~doit être réglée par une opération, cette dernière~~ doit être réglée par une opération, cette dernière peut être traitée au moyen ~~du de la fonction de RNC. Les et les~~ du de la fonction de RNC. Les et les coûts ou les gains engendrés par ~~une opération l'opération~~ une opération l'opération de remplacement ~~pour la CDS~~, y compris les montants des cotes payées ou reçues sur l'obligation/obligation du RNC au terme du traitement de l'opération/opération de remplacement au moyen ~~de de la fonction de RNC~~, peuvent servir au calcul du montant de clôture de l'obligation/cette obligation du RNC remplacée.

Si la CDS juge ~~qu'il n'est qu'il n'est~~ qu'il n'est qu'il n'est pas possible de procéder à une opération de remplacement, les pertes ou gains représentant le montant de clôture peuvent être établis au moyen des taux ou des prix obtenus auprès ~~d'un d'un~~ d'un d'un ou de plusieurs courtiers réputés œuvrant au sein du marché pertinent.

262

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

~~(c)(i) Calcul de la valeur d'annulation/annulation nette~~

La CDS calcule la valeur d'annulation/annulation nette de l'ensemble/ensemble des obligations de RNC ~~annulées de l'adhérent/adhérent~~ défaillant, ~~au terme annulées lors~~ de sa suspension. ~~Cette~~ cette valeur est le montant net de l'ensemble/ensemble des pertes et des gains découlant du montant de clôture ~~de toutes les~~ obligations du RNC. ~~La~~

Le montant de la valeur d'annulation/annulation nette est ~~un montant~~ dû et payable à la CDS immédiatement par l'adhérent/adhérent défaillant ~~à la CDS~~.

~~(d) Dégagement de responsabilité~~

~~Chaque adhérent au RNC libère et exonère la CDS de toute responsabilité ou réclamation découlant de l'exercice des pouvoirs conférés par la Règle 7.3, autre que les responsabilités ou réclamations découlant de négligence grave ou de défaillance volontaire.~~

3.3.137.3.14 Retrait ~~d~~de la fonction de RNC

Un adhérent peut se retirer ~~d~~de la fonction de RNC en donnant avis à la CDS de son intention de se retirer. ~~La CDS informe tous les autres adhérents qui utilisent le RNC qu'elle a reçu un avis d'intention de retrait de cet adhérent et leur en communique les détails. L'avis, l'avis~~ entre en vigueur à la fin du dixième jour ouvrable suivant la plus éloignée de ces dates : ~~(i)~~

~~(a) le jour ouvrable où l'adhérent/adhérent donne l'avis ou (ii) l'avis;~~

~~(b) le jour ouvrable où l'adhérent/adhérent, ayant donné un tel avis, n'a plus d'obligation au d'obligation du RNC et a payé le montant net exigible relatif aux ses cotes RNC. Un adhérent s'étant retiré du RNC n'a pas d'obligation, conformément à la Règle 5.8, en ce qui a trait à l'obligation d'un adhérent défaillant suspendu après l'entrée en vigueur de son avis d'intention de retrait.~~

~~La CDS informe tous les autres adhérents qui utilisent la fonction de RNC qu'elle a reçu un avis d'intention de retrait de l'adhérent et leur en communique les détails.~~

À moins qu'il n'exerce son droit de retrait d'une fonction de la contrepartie centrale en vertu de la Règle 9.45, un adhérent qui a donné un avis ~~d'intention d'intention~~ de retrait demeure responsable de toutes ses obligations, conformément à la Règle 5.87, en ce qui a trait à l'obligation ~~d'un~~aux obligations d'un adhérent défaillant suspendu avant l'entrée en vigueur/la prise d'effet de son avis d'intention de retrait. ~~Un adhérent s'étant retiré de la fonction de RNC n'a pas d'obligation aux termes de la Règle 5.7 en ce qui a trait à l'obligation d'un adhérent défaillant qui est suspendu après la prise d'effet de son avis d'intention d'intention de retrait.~~

7.3.15 TRAITEMENT Exonération de la CDS de toute responsabilité

~~Chaque adhérent libère et exonère la CDS de toute responsabilité ou réclamation découlant de l'exercice des pouvoirs conférés par la Règle 7.3, à l'exception des responsabilités ou réclamations découlant d'une négligence grave ou d'une défaillance volontaire.~~

3.47.4 PROCESSUS DE RÈGLEMENTS RÈGLEMENT

3.4.17.4.1 Processus Types de processus de règlement

~~Une opération en suspens ou une obligation de la contrepartie centrale courante est considérée aux fins de règlement à sa date de valeur. Il existe trois processus de règlement : le processus de règlement net continu en temps réel, le processus de règlement individuel en temps réel (processus individuel en temps réel), le~~

263

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

~~processus de RNC en temps réel~~ et le processus de ~~règlement net continu RNC~~ et ~~de règlement~~ par lots combiné. ~~(processus RNC par lots combiné).~~

~~3.4.27.4.2~~ **Processus individuel en temps réel**

Le processus ~~de règlement~~ individuel en temps réel :

- (a) est lancé lorsque le système est en fonction;
- ~~(b)(a)~~ traite le règlement d'opérations en suspens, ~~y compris les mises en gage~~, dont l'indicateur de mode de règlement est établi au mode de règlement individuel ~~(y compris les mises en gage)~~;
- ~~(e)(b)~~ n'effectue pas la novation ou n'établit pas le solde net des opérations nouvellement enregistrées afin de créer ~~des~~ nouvelles obligations de contrepartie centrale;
- ~~(d)~~ règle une opération seulement si la totalité de l'opération peut être réglée, ~~sauf si à moins que~~ cette opération ~~est~~ ~~soit~~ enregistrée par un ~~système de compensation tiers~~ SCTI, comme il est décrit à la Règle ~~7.2.7~~.
- ~~(a)~~ ~~7.2.6~~. Si ~~une opération~~ ~~opération~~ ne passe pas entièrement la vérification prérèglement, elle ~~n'est~~ ~~est~~ pas partiellement réglée et demeure une opération en suspens qui ~~serait~~ ~~être~~ considérée de nouveau aux fins de règlement.

Lorsque le processus individuel en temps réel a une incidence sur le règlement ~~d'une~~ ~~une~~ opération, les montants sont tirés sur le plafond de fonctionnement et sur les marges de crédit ~~(au besoin)~~, au moment de la livraison des valeurs conformément à la Règle ~~7.5.2~~ et à la Règle ~~7.5.4~~ ~~7.5.2~~ ou ~~7.5.4~~, et le paiement est effectué conformément à la Règle ~~7.5.5~~ ~~7.5.5~~.

La totalité des écritures nécessaires à chaque règlement est traitée en mode validation, ~~ce qui a pour résultat de sorte~~ que, soit la totalité des écritures (y compris toutes les écritures aux comptes de fonds et de valeurs et toutes les écritures de montants tirés sur le plafond de fonctionnement et sur les marges de crédit pour des soldes de compte de fonds débiteurs) nécessaires afin de conclure le règlement est passée, soit, si pour toute raison que ce soit une des écritures ne peut être passée, aucune des écritures ~~n'est~~ ~~est~~ passée et ~~l'opération n'est~~ ~~opération n'est~~ pas réglée.

~~3.4.37.4.3~~ **Processus de ~~règlement net continu~~ RNC en temps réel**

Le processus de ~~règlement net continu~~ RNC en temps réel :

- (a) est lancé et s'effectue de manière continue chaque jour, conformément aux Procédés et méthodes;
- ~~(b)(a)~~ traite le règlement des obligations de la contrepartie centrale ~~courante~~ ~~en cours~~ pour le RNC;
- ~~(e)(a)~~ n'effectue d'ordinaire pas la novation, pas plus qu'il n'établit le solde net d'opérations nouvellement enregistrées afin de créer ~~des~~ nouvelles obligations de la contrepartie centrale, mais peut être utilisé par la CDS à ~~sa~~ ~~entière~~ discrétion pour effectuer la novation et établir le solde net d'opérations nouvellement enregistrées dont l'indicateur de mode de règlement est établi ~~à~~ ~~au~~ ~~mode~~ RNC afin de calculer les nouvelles obligations de la contrepartie centrale, ~~dans~~ ~~quel~~ ~~auquel~~ cas il calcule et traite également les cotes afférentes;
- ~~(d)(b)~~ règle une obligation de la contrepartie centrale en cours; en totalité ou en partie;

264

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

(e)(a) applique la vérification du système les vérifications prérèglement décrite/décrites à la Règle 5.4315 aux soldes des comptes de fonds et de valeurs découlant du règlement de chaque obligation de la contrepartie centrale en cours individuellement.

Lorsque le règlement d'une obligation de la contrepartie centrale est effectué au moyen du processus de règlement net continu RNC en temps réel, les montants sont tirés sur le plafond de fonctionnement et sur les marges de crédit au moment de la livraison des valeurs conformément à la Règle 7.5.2 7.5.2 ou à la Règle 7.5.47.5.4, et le paiement est effectué conformément à la Règle 7.5.5- 7.5.5.

La totalité des écritures nécessaires à chaque règlement est passée en mode validation, ce qui a pour résultat de sorte que, soit la totalité des écritures nécessaires afin de conclure le règlement est passée (y compris toutes les l'ensemble des écritures aux comptes de fonds et de valeurs et toutes les des écritures des montants tirés sur le plafond de fonctionnement et les des marges de crédit pour des soldes de compte de fonds débiteurs) nécessaires afin de conclure le règlement est passée, ou, soit, si pour toute quelque raison que ce soit une/une des écritures ne peut pas être passée, aucune des écritures n'est passée et l'obligation de la contrepartie centrale n'est pas réglée.

3.4.47.4.4 Processus de règlement net continu et RNC par lots combiné

Le processus de règlement net continu et RNC par lots combiné :

(a) est lancé une fois par jour à titre de processus distinct avant que ne soit lancé le processus de règlement individuel en temps réel ou le processus de règlement net continu en temps réel et peut être lancé plus souvent si la CDS considère que cette mesure est nécessaire afin d'améliorer la fonctionnalité du service;

(b)(a) traite le règlement de toute opération en suspens (autre qu'une mise en gage), ou l'obligation de la contrepartie centrale courante en cours;

(e)(b) effectue la novation et établit le solde net des opérations nouvellement enregistrées dont l'indicateur de mode de règlement est établi au mode RNC afin de calculer les nouvelles obligations de la contrepartie centrale;

(d)(c) calcule et traite les cotes afférentes aux obligations de la contrepartie centrale;

(e)(d) règle une obligation de la contrepartie centrale courante en cours, en totalité ou en partie;

(f)(e) règle une opération que uniquement si elle peut être réglée en entier;

(g)(f) applique la vérification de règlement du système les vérifications prérèglement décrite/décrites à la Règle 5.4314 aux soldes nets définitifs prévisionnels des comptes de fonds et de valeurs découlant du règlement de la totalité des opérations et des obligations de la contrepartie centrale par lots et non le solde aux soldes découlant du règlement individuel de chaque opération et de chaque obligation de la contrepartie centrale.

Le processus de règlement net continu et RNC par lots combiné ne règle une opération en suspens ou des obligations une obligation de la contrepartie centrale courantes seulement en cours que si tous les soldes de comptes résultants compte qui en résultent passent la vérification les vérifications prérèglement. Si tel n'est pas le cas, la totalité de l'opération en suspens est retirée du lot (et non considérée examinée aux fins de règlement partiel), et; l'obligation de la contrepartie centrale en cours est considérée aux fins de règlement partiel; conformément à la Règle 7.4.6, jusqu'à ce que les obligations restantes puissent être réglées dans les limites établies par la vérification prérèglement 7.4.6. Les opérations retirées du lot demeurent des

Mis en forme : Police par défaut

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

~~opérations en suspens à considérer aux fins de règlement. Après de tels retraits, les opérations~~ et les obligations de la contrepartie centrale restantes sont réglées par lots.

~~Les~~ Toutes les écritures pour chaque lot sont traitées en mode validation, ~~ce qui a pour résultat de sorte~~ que soit la totalité des écritures (y compris toutes les écritures passées aux comptes de fonds et de valeurs et toutes les écritures de montants tirés sur le plafond de fonctionnement et sur les marges de crédit pour des soldes de compte de fonds débiteurs) nécessaires afin de conclure le règlement est passée, ~~de manière à ce que la totalité des opérations ou l'obligation de la contrepartie centrale restantes du lot soient réglées, ou si pour toutesoit, si pour quelque~~ raison que ce soit le lot ne peut être complété, aucune des écritures n'est passée et aucune opération ~~ou obligation de contrepartie centrale n'est passée pour ce lot. Toutes les écritures nécessaires pour effectuer le règlement d'un lot particulier sont passées simultanément, ce qui a pour résultat que toutes les opérations et l'obligation de la contrepartie centrale restantes du lot sont réglées simultanément ni obligation de la contrepartie centrale n'est réglée pour ce lot.~~

3.4.57.4.5 Écritures aux comptes résultant du processus de traitement RNC par lots combiné

(a)(i) Écritures au compte de fonds

Les écritures requises pour effectuer tous les règlements d'un lot sont effectuées simultanément, de sorte que toutes les opérations et obligations de la contrepartie centrale du lot soient réglées simultanément. Par conséquent :

- (a) Pour chaque opération réglée au moyen du processus de ~~règlement net continu et RNC~~ par lots combiné qui comporte un paiement, une écriture est passée pour débiter le compte de fonds tenu pour l'adhérent payeur, et une autre pour créditer le compte de fonds tenu pour l'adhérent bénéficiaire.
- (b) Pour chaque obligation de la contrepartie centrale réglée au moyen du processus de ~~règlement net continu et RNC~~ par lots combiné qui comporte un paiement, une écriture est passée pour débiter le compte de fonds tenu pour l'adhérent payeur (ou la CDS), et une autre pour créditer le compte de fonds tenu pour l'adhérent bénéficiaire (ou la CDS). ~~Puisque la totalité des écritures de débit et de crédit requises pour la réalisation des règlements d'un lot particulier sont passées simultanément, aucun~~
- (c) Aucun solde provisoire de compte de fonds ~~ne peut être~~ est calculé pour ~~chaque écriture et seul~~ ces écritures.
- (d) Le solde du compte de fonds résultant du règlement ~~des de toutes les~~ opérations et ~~des~~ obligations de la contrepartie centrale du lot inscrit les fonds dus entre la CDS et l'adhérent conformément à la Règle 8.2.1.1. Par conséquent, seul le Le solde du compte de fonds ainsi obtenu (s'il est débiteur), est utilisé dans est tiré sur la portion du plafond de fonctionnement affectée à ce compte de fonds et les marges de crédit établies pour ce grand livre.
- (e) Aucune écriture ~~individuelle~~ débitant un compte de fonds passée par traitement par lots ne constitue donc une écriture imposée, comme il est décrit à la Règle 8.42.3, et les règlements réalisés par traitement par lots sont faits conformément aux Règles 2.4.8 et 5.404.1.

(b)(i) Écritures de valeurs aux comptes

Pour ce qui est des écritures dans les comptes se rapportant à des valeurs réglées par traitement par lots :

- (a) Pour chaque opération réglée ~~au moyen du processus de règlement net continu et par traitement~~ par lots qui comporte la livraison de valeurs, une écriture de débit est passée au solde d'un compte de

256

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

valeurs tenu pour l'adhérent livreur et une écriture de crédit est passée au solde d'un compte de valeurs tenu pour l'adhérent destinataire.

- ~~(b) Pour chaque obligation de la contrepartie centrale réglée au moyen du processus de règlement net continu et par traitement par lots qui comporte la livraison de valeurs, une écriture de débit est passée au solde d'un compte de valeurs tenu pour l'adhérent livreur (ou la CDS) et une écriture de crédit est passée au solde d'un compte de valeurs tenu pour l'adhérent destinataire (ou la CDS).~~
- ~~(c) Pour chaque catégorie de valeurs que comportent pour lesquels les opérations ou les obligations de la contrepartie centrale sont réglées par traitement par lots, un solde net de valeurs distinct est calculé pour chaque compte touché par le traitement. Comme toutes les écritures de crédit et de débit requises pour réaliser l'ensemble des règlements dans un lot donné sont passées simultanément, aucun~~
- ~~(d) Aucun solde de compte provisoire n'est calculé pour chaque écriture ces écritures et seuls les soldes de compte découlant du règlement de toutes ces opérations et obligations de la contrepartie centrale du lot inscrit les valeurs détenues par la CDS pour l'adhérent un adhérent conformément à la Règle 4.2.4.~~

~~(e)(i) Exécution des opérations~~

~~Les écritures de débit et de crédit passées par lots dans chaque compte afin d'exécuter une opération sont réputées constituer le règlement de l'opération par la livraison de valeurs entre l'adhérent livreur et l'adhérent destinataire conformément à la Règle 7.5.2 7.5.2 ou la Règle 7.5.4 7.5.4 et l'exécution du paiement entre l'adhérent bénéficiaire et l'adhérent payeur conformément à la Règle 7.5.5 7.5.5.~~

~~Les écritures de débit et de crédit passées par traitement par lots dans chaque compte afin d'exécuter une obligation de la contrepartie centrale sont réputées constituer le règlement de cette obligation de la contrepartie centrale par la livraison de valeurs entre la CDS et l'adhérent livreur ou destinataire (selon le cas) conformément à la Règle 7.5.2 7.5.2 et l'exécution du paiement entre la CDS et l'adhérent qui est bénéficiaire ou l'adhérent qui est payeur (selon le cas) conformément à la Règle 7.5.5 7.5.5.~~

~~3.4.67.4.6 Traitement du règlement Règlement partiel des obligations de la contrepartie centrale~~

~~Lorsque (i) l'obligation de la contrepartie centrale peut être réglée partiellement, par la livraison de certaines des valeurs requises seulement et par l'exécution du paiement partiel correspondant, si les conditions suivantes sont réunies :~~

- ~~(a) une obligation de la contrepartie centrale courante en cours est considérée aux fins de règlement dans le cadre de tout un processus de règlement, (ii) ;~~
- ~~(b) le règlement de la totalité de l'obligation de la contrepartie centrale ne passe par la vérification pas les vérifications prérèglement, mais (iii) qu'un ;~~
- ~~(c) un règlement partiel de l'obligation de la contrepartie centrale passerait les vérifications prérèglement, l'obligation.~~

~~Une obligation de la contrepartie centrale peut être réglée partiellement, par la livraison révisée demeure en cours et est à considérer de certaines des valeurs requises et l'exécution du paiement partiel correspondant. Au terme d'un tel nouveau aux fins de règlement partiel de l'obligation de.~~

267

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

7.5 ÉCRITURES DE RÈGLEMENT

7.5.1 À la contrepartie centrale, date de valeur

Une opération ou une obligation de la contrepartie centrale révisée demeure courante et à considérer de nouveau est considérée aux fins de règlement.

268

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

3.5 — Règlement

3.5.1 — Processus à la date de règlement

valeur. Au terme des processus décrit/décrits à la Règle 7.4, une ou toutes les 7.4, l'une ou l'ensemble des situations suivantes peuvent/peut se présenter :

- (a) les opérations en suspens sont réglées par la livraison de valeurs et le paiement entre les adhérents tel que/comme il est décrit dans la présente Règle 7.5; 7.5;
- (b) la/les obligations de la contrepartie centrale sont réglées par la livraison de valeurs et le paiement entre la CDS et un adhérent, tel que/comme il est décrit dans la présente Règle 7.5; 7.5;
- (c) les soldes dédes comptes de valeurs et dédes comptes de fonds sont révisés par des écritures de débit et de crédit passées relativement à de tel/sces règlements;
- (d) des montants sont tirés sur les marges de crédit et le plafond de fonctionnement;
- (e) des montants tirés sur les marges de crédit et le plafond de fonctionnement sont remboursés;
- (f) des opérations non réglées demeurent en suspens et sont à considérer de nouveau aux fins de règlement;
- (g) les obligations de la contrepartie centrale non réglées, ou partiellement réglées, demeurent en cours et sont à considérer de nouveau aux fins de règlement.

Toutes ces/les écritures dont il est question ci-dessus sont passées simultanément.

3.5.27.5.2 — Livraison en compte de valeurs

Un/Le transfert d'une valeur par livraison en compte est effectué en passant les écritures adéquates/requises dans les grands livres tenus par la CDS en portant un débit ou un crédit aux comptes de l'adhérent livreur et de l'adhérent destinataire, respectivement, de la quantité de valeurs relative/relatives à cette opération (, ou en portant un débit ou un crédit aux comptes de la CDS et de l'adhérent relatif/relativement à cette obligation de la contrepartie centrale). L'inscription de telles écritures exécute la livraison définitive et irrévocable de valeurs entre les adhérents relativement à cette opération (, ou entre la CDS et l'adhérent relativement à cette obligation de la contrepartie centrale).

3.5.37.5.3 — Reconnaissance

En passant une écriture dans ses/les grands livres qu'elle tient pour elle-même afin d'effectuer la livraison d'une valeur, la CDS reconnaît que la valeur ainsi livrée ou virée est détenue pour l'adhérent destinataire et une/telle/cette valeur est ainsi réputée livrée à l'adhérent destinataire.

En passant une écriture dans ses-comptes/un compte de valeurs qu'elle tient pour un adhérent pour inscrire une quantité de valeurs, la CDS reconnaît que la quantité de valeurs ainsi inscrite est détenue au nom de l'adhérent.

3.5.47.5.4 — Mise en gage

La mise en gage d'une valeur est effectuée par la passation des écritures appropriées dans les grands livres tenus par la CDS au débit du compte de valeurs de l'adhérent constituant du gage et au crédit du compte de garantie de l'adhérent gagiste pour la quantité de valeurs relatives/correspondant à cette mise en gage. Le solde créditeur de valeurs du compte de garantie de l'adhérent représente la quantité de chaque valeur que la CDS détient pour cet adhérent.

269

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. — Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

Une mise en gage de fonds est réalisée par la passation des écritures appropriées dans les grands livres tenus par la CDS au débit du compte de fonds de l'adhérent constituant du gage et au crédit du compte de garantie de l'adhérent gagiste pour le montant des fonds correspondant à cette opération. Le solde créditeur du compte de garantie de l'adhérent, lequel représente un montant que la CDS doit à l'adhérent, est un actif financier détenu par la CDS pour cet adhérent ~~et assujéti à son contrôle. L'adhérent contrôle et possède les valeurs et les. La mise en gage de fonds fait l'objet des modalités de remboursement de l'entente conclue entre les adhérents et, à moins d'entente contraire, l'adhérent constituant du gage n'a droit au remboursement des fonds mis en gage que si la dette a été acquittée ou si l'obligation pour laquelle les fonds ont été mis en gage a été remplie.~~

~~L'adhérent contrôle et possède l'ensemble des~~ actifs financiers crédités à ses comptes de garantie, et ce, à toutes fins, y compris la validation d'une sûreté. ~~Les valeurs mises en gage en faveur d'un adhérent sont portées au crédit de son compte de garantie.~~ Comme tel est le cas entre l'adhérent gagiste et l'adhérent constituant du gage, et sans déroger de la sûreté de la caution et de la sûreté du groupe de crédit de catégorie accordées, les valeurs et les fonds mis en gage portés au crédit du compte de garantie de l'adhérent gagiste peuvent être transigés seulement selon les instructions de l'adhérent gagiste, sans tenir compte ~~ou~~ obtenir l'approbation de l'adhérent constituant du gage ou de toute personne qui présente une réclamation par son intermédiaire ou à titre d'ayant cause ou de représentant. ~~La mise en gage de fonds fait l'objet des modalités de remboursement de toute entente conclue entre les adhérents et, à moins d'une entente contraire, l'adhérent constituant du gage n'a droit au remboursement des fonds mis en gage que si la dette a été acquittée ou si l'obligation pour laquelle les fonds ont été mis en gage a été remplie.~~

La CDS n'est tenue de vérifier ni l'exactitude des modalités d'une mise en gage ni le respect de celles-ci par ~~les adhérents un adhérent~~. Tant que les valeurs ou les fonds mis en gage demeurent dans le compte de garantie de l'adhérent gagiste en faveur duquel est faite la mise en gage, la CDS inscrit la livraison de ces valeurs ou de ces fonds dans le compte de mise en gage de l'adhérent constituant du gage qui a effectué la mise en gage. L'enregistrement des valeurs ~~mises en gage~~ ou des fonds mis en gage est supprimé du compte de mise en gage de l'adhérent constituant du gage lorsque l'adhérent gagiste en faveur de qui les valeurs ou les fonds ont été mis en gage demande qu'ils soient virés de son compte de garantie. Au processus de paiement, les fonds mis en gage sont virés du compte de garantie ~~de l'adhérent~~ gagiste à son compte de fonds. Lorsque les fonds mis en gage sont transférés du compte de fonds de l'adhérent gagiste à son compte de fonds ou qu'ils sont transférés selon ses instructions au compte de fonds de l'adhérent constituant du gage, les fonds mis en gage cessent d'être un actif financier.

3.5.57.5.5 Paiement

Les paiements entre ~~des~~ adhérents, ou, dans le cas de l'obligation de la contrepartie centrale, entre la CDS et ~~l'adhérent un adhérent~~, sont réalisés par la passation des écritures nécessaires au débit du compte de fonds ou du compte de garantie tenu pour l'adhérent payeur ou la CDS et au crédit du compte de fonds ou du compte de garantie de l'adhérent bénéficiaire ou de la CDS. Le fait de passer ces écritures constitue le paiement définitif et irrévocable entre les adhérents ou le règlement définitif et irrévocable de l'obligation de la contrepartie centrale entre l'adhérent et la CDS. La CDS passe ces écritures pour réaliser un virement de fonds ou une mise en gage ou pour régler une opération ou une obligation de la contrepartie centrale (si le règlement engage la livraison de valeurs, la CDS passe ces écritures en même temps que celles qu'elle passe dans les grands livres qu'elle tient pour réaliser la livraison).

3.5.6 Novation au terme du règlement

7.5.6 Incidence des écritures

Lorsque la CDS passe des écritures pour réaliser la livraison de valeurs, toute obligation de livrer les valeurs existant entre les adhérents ~~et~~ découlant de l'opération, ou entre la CDS et l'adhérent découlant de l'obligation de la contrepartie centrale, est éteinte et remplacée par l'obligation de la CDS de livrer à l'adhérent les valeurs affichées dans son compte de valeurs, conformément à la Règle 4.2.4.

260

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

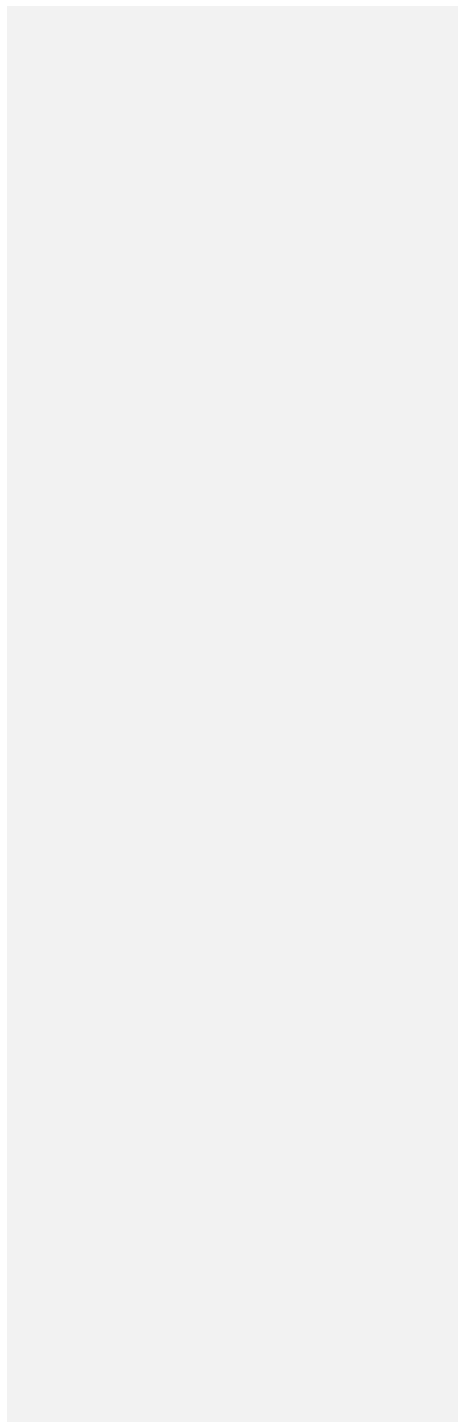
Lorsque la CDS passe des écritures pour effectuer le paiement, toute obligation d'effectuer ce paiement existant entre les adhérents découlant de l'opération ou entre la CDS et l'adhérent découlant de l'obligation de la contrepartie centrale est éteinte et remplacée par l'obligation d'effectuer et le droit de recevoir le paiement au moment du processus de paiement entre les adhérents et la CDS ~~tel qu'il, comme il~~ est indiqué dans les comptes de fonds des adhérents.

3.5.7 — Finalité du règlement

Le fait de passer des écritures dans les grands livres tenus par la CDS pour réaliser la livraison de valeurs ou un paiement constitue la livraison ou le paiement définitif et irrévocable aux adhérents et des adhérents pour qui sont tenus les grands livres visés. Si les écritures sont passées aux fins de règlement d'une obligation de la contrepartie centrale, ces écritures constituent la livraison ou le paiement définitif et irrévocable entre la CDS et l'adhérent. La finalité du règlement d'une obligation de la contrepartie centrale n'affecte pas l'obligation distincte d'effectuer un paiement lors du processus de paiement entre la CDS et l'adhérent qui est attestée par un solde au compte de fonds d'un grand livre d'un adhérent.

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

Processus de paiement du



262

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

Règle 4. Règle 8.
PROCESSUS DE PAIEMENT DU CDSX

263

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

4.1 — Compte de fonds

4.1.1 — Compte de fonds

Chaque grand livre tenu par la CDS comprend un compte de fonds servant à inscrire, par monnaie, le montant net des fonds dus de temps à autre à la CDS par l'adhérent (un solde débiteur (négatif) au compte de fonds) ou dû à l'adhérent par la CDS (un solde créditeur (positif) au compte de fonds), qui découle de l'utilisation de l'adhérent du service de dépôt et du service de règlement et est inscrit au grand livre. Le Conseil d'administration détermine de temps à autre dans quelles monnaies peuvent être libellés les comptes de fonds des grands livres. Le compte de fonds tient un solde distinct pour chaque monnaie, et les écritures de débit et de crédit dans toute monnaie touchent exclusivement le solde tenu pour cette monnaie. Chaque référence à un solde de compte de fonds, soit un débit ou un crédit ou tout montant est interprété conformément à un débit, un crédit ou un montant dans la monnaie appropriée. Toute référence à la compensation ou à l'établissement du solde net de comptes de fonds constitue une référence aux soldes dans la même monnaie.

4.1.21.1.1 — Écritures au compte de fonds

La CDS passe des écritures au compte de fonds de l'adhérent dans son grand livre pour inscrire les débits et les crédits résultant :

- (a) d'un paiement fait à l'adhérent ou par celui-ci, résultant d'un règlement dans ce grand livre;
 - (b)(a) d'une cote payée à l'adhérent ou par celui-ci;
 - (c) d'une mise en gage de fonds par l'adhérent livreur de son compte de fonds au compte de garantie d'un autre adhérent qui est l'adhérent destinataire;
 - (d) du virement de fonds mis en gage du compte de garantie de l'adhérent destinataire en faveur de qui les fonds sont mis en gage, à son compte de fonds;
 - (e) d'un « virement de fonds »;
- d'un paiement à la CDS effectué avant le

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

8.1 PROCESSUS DE PAIEMENT

8.1.1 Définition

- (f) ~~Le terme « processus de paiement par l'adhérent ou au nom de l'adhérent par toute autre personne;~~
- (g)(a) ~~d'un paiement effectué à l'adhérent ou par celui-ci durant le processus de paiement;~~
- (h) ~~d'un paiement effectué durant le processus de paiement au nom de l'adhérent à ou par son banquier désigné ou par sa caution, au moyen du mode de paiement par inscription comptable;~~
- (i)(a) ~~de l'application au cours du processus de paiement du solde créditeur d'un compte de fonds pour libérer l'adhérent de ses obligations à titre de caution ou de membre d'un groupe de crédit, résultant de la suspension d'un autre adhérent;~~
- (j)(a) ~~de droits et privilèges reçus par la CDS à l'égard de valeurs détenues au compte de valeurs de l'adhérent;~~
- (k) ~~d'un paiement de droits et privilèges effectué par l'adhérent à la CDS sur » désigne le mécanisme d'exécution des valeurs, si l'adhérent est le responsable du traitement paiements décrit dans la présente Règle 8.1, des droits et privilèges pour les valeurs;~~
- (l)(a) ~~de rajustements de droits et privilèges concernant un règlement, une opération ou obligation de la contrepartie centrale qui n'a pas encore été réglée ou le dépôt ou le retrait de valeurs;~~
- (m) ~~d'une écriture passée relativement à un paiement de droits et privilèges créditée aux adhérents que la CDS est tenue de rembourser;~~
- (n)(a) ~~d'une écriture passée pour inscrire des frais de position à découvert;~~
- (o)(a) ~~d'un paiement fait au nom de l'adhérent par sa caution sur demande par la CDS d'une marge de crédit;~~
- (p) ~~d'un paiement fait au nom de l'adhérent conformément à la demande de la CDS à un groupe de crédit;~~
- (q) ~~de toute écriture requise s'il y a mise en œuvre des mesures à prendre en cas de suspension, conformément à la Règle 9;~~
- (r) ~~d'écritures de correction ou de rajustement passées dans l'un des soldes de comptes de l'adhérent conformément à la Règle 3.4.5;~~
- (s) ~~d'une écriture passée fonds compilés dans l'un des comptes de l'adhérent conformément à l'autorisation d'accès global accordée aux termes de la Règle 3.3.4;~~
- (t) ~~de toute dépense ayant trait à la propriété de valeurs créditées au compte de l'adhérent de temps à autre, y compris les obligations de paiement relatives à la valeur, aux évaluations, aux obligations de reçus de versement, aux appels de fonds, à l'impôt, aux frais et pénalités gouvernementaux et réglementaires, ainsi que toute dépense relative à la propriété de la valeur, à condition que ces obligations, évaluations, impôts, frais ou dépenses soient engagés, imposés ou facturés pour une période ou un événement pendant lequel la valeur était détenue pour l'adhérent; et~~
- (u) ~~d'un paiement acceptable effectué par l'adhérent en remplacement d'un paiement de droits et privilèges non admissible, conformément à la Règle 6.6.8.~~

265

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

À la passation d'une écriture de débit ou de crédit, le solde net résultant de ce débit ou de ce crédit est calculé les données relatives à l'encaisse qui se produisent. Ce solde net constitue le montant dû par l'adhérent à la CDS (s'il s'agit d'un solde débiteur) ou dû par la CDS à l'adhérent (s'il s'agit d'un solde créditeur) dans cette monnaie pour ce compte de fonds.

4.1.31.1.1 — Écritures imposées

D'ordinaire, une écriture de débit est passée au compte de fonds d'un adhérent uniquement si le solde débiteur résultant de cette entrée, sauf tout montant tiré de toutes les marges de crédit établies pour cet adhérent, n'excède pas le plafond de fonctionnement de cet adhérent. Cependant, la CDS peut effectuer des écritures de débit au compte de fonds d'un adhérent entraînant un solde débiteur excédant le plafond de fonctionnement aux fins d'inscription des débits des types décrits aux paragraphes (b), (l), (m), (q) ou (r) de la Règle 8.1.2.

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

4.2 — processus de paiement

4.2.1 — Application de la Règle 8

La présente Règle 8 ne s'applique qu'aux paiements faits entre la CDS et ses adhérents pour des obligations résultant du service de dépôt et du service de règlement. La Règle 8 ne s'applique pas aux paiements d'obligations résultant du Service de liaison avec New York ni du Service de liaison avec la DTC.

4.2.2 — Paiement entre la CDS et les adhérents

Chaque jour ouvrable, la CDS compile et fournit à l'adhérent des données relatives à l'encaisse à l'adhérent encaisse, pour chacun de ses grands livres pour la journée. Ces données comprennent, pour chaque monnaie, les mouvements dans le compte de fonds de l'adhérent pour la journée, et le résultat de toutes les écritures passées pendant au cours de la journée au moyen du mode de paiement par inscription comptable. Conformément aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur, l'adhérent ayant qui a un solde débiteur net paie ce montant à la CDS et la CDS lui verse à l'adhérent le montant du solde créditeur net, le cas échéant.

4.2.3 — Disponibilité des adhérents pour le règlement

Chaque jour au cours duquel a lieu le processus de paiement pour toute monnaie, tout adhérent doit s'assurer qu'il dispose des installations nécessaires pour satisfaire à toute obligation relative au processus de paiement (y compris les obligations de caution ou de banquier qualifié ou les obligations relatives à un groupe de crédit), que ce jour soit, ou non, un jour ouvrable pour toute succursale de la CDS, et que ce jour soit, ou non, un jour d'exploitation pour l'adhérent.

4.2.4 — Processus de paiement

Le terme « processus de paiement » désigne le mécanisme d'exécution des paiements, décrit dans la présente Règle 8.2, entre la CDS et les adhérents, des soldes de comptes de fonds compilés dans les données relatives à l'encaisse. Il existe un processus de paiement distinct pour chaque monnaie. Le processus de paiement pour une monnaie donnée peut se produire à un moment autre que celui d'une autre monnaie. Le processus de paiement pour une monnaie donnée est terminé lorsque la CDS a reçu paiement de toutes les sommes qui lui sont payables, et que les adhérents ont reçu paiement de toutes les sommes qui leur sont payables. La CDS ne doit faire de paiement aux adhérents au à un adhérent dans le cadre d'un processus de paiement que lorsqu'elle reçoit le paiement de toutes les la totalité des sommes qui lui sont payables par tous les adhérents durant ce processus de paiement (y compris lorsqu'un, en cas de suspension d'un adhérent est suspendu, le paiement par sa caution de toute somme utilisée tirée sur une marge de crédit et le paiement par les autres membres de son groupe de crédit de toute obligation du groupe de crédit exigée pas desquels la CDS), a exigé un paiement).

Modèles La présente Règle 8 ne s'applique qu'aux paiements faits entre la CDS et ses adhérents pour des obligations résultant du service de dépôt et du service de règlement; elle ne s'applique pas aux paiements d'obligations résultant du Service de liaison.

4.2.58.1.2 Installations disponibles pour le processus de paiement

Chaque jour au cours duquel a lieu le processus de paiement pour toute monnaie, l'adhérent doit s'assurer qu'il dispose des installations nécessaires pour satisfaire à toute obligation relative au processus de paiement (y compris des obligations à titre de caution, de banquier qualifié ou de membre d'un groupe de crédit), que ce jour soit, ou non, un jour ouvrable pour toute succursale de la CDS, et que ce jour soit, ou non, un jour d'exploitation pour l'adhérent.

267

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

8.1.3 Paiement acceptable

Tous les paiements à la CDS provenant d'un adhérent et ceux provenant de la CDS à un adhérent (y compris les paiements effectués au cours du processus de paiement et ceux effectués à d'autres moments) sont effectués au moyen d'un paiement acceptable.

Un « **paiement acceptable** » à la CDS désigne :

(a) pour les paiements libellés en dollars ~~canadiens~~ ;

(a) — soit :

(i) un message de paiement payable à la CDS reçu au moyen du «-STPGV-» par la Banque du Canada et crédité au compte de la CDS;

(ii) soit une transaction qui donne lieu à un crédit immédiat, final et irrévocable au compte de la CDS à auprès de la Banque du Canada ;

(b) pour les paiements libellés en dollars américains, ~~soit~~ :

(i) soit un message de paiement payable à la CDS reçu au moyen de Fedwire ~~par une~~ une institution financière désignée par la CDS à titre de banquier et crédité au compte de la CDS;

(ii) soit une transaction entraînant qui donne lieu à un crédit immédiat, final et irrévocable au compte de la CDS auprès d'une institution financière désignée par la CDS à titre de banquier.

Pour les paiements libellés en dollars, la Banque du Canada agit à titre de banquier pour la CDS et reçoit et effectue les paiements durant le processus de paiement. Pour les paiements libellés en dollars américains, l'institution financière approuvée par le conseil d'administration agit à titre de banquier pour la CDS et reçoit et effectue les paiements durant le processus de paiement.

Un « **paiement acceptable** » à l'adhérent ~~désigne~~ signifie :

(a) pour les paiements libellés en dollars ~~canadiens~~ ;

(c) — soit :

(i) un message de paiement payable à l'adhérent reçu au moyen du STPGV ~~par de~~ par l'adhérent ou ~~de~~ l'institution financière désignée par l'adhérent à titre de banquier;

(ii) soit, dans le cas de la Banque du Canada, une instruction, acceptable de l'avis de la Banque du Canada, de débit du compte de la CDS à auprès de la Banque du Canada ;

(b) pour les paiements libellés en dollars américains ;

(d) — soit :

(i) un message de paiement payable à l'adhérent reçu au moyen de Fedwire ~~par un adhérent de l'adhérent~~ par un adhérent de l'adhérent ou ~~une institution de l'institution~~ une institution financière désignée par l'adhérent à titre de banquier;

(ii) soit, dans le cas d'un adhérent qui est une institution financière désignée par la CDS à titre de banquier, une instruction, acceptable de l'avis de l'adhérent, de débit du compte de la CDS auprès de ~~cet adhérent~~ celui-ci;

268

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

~~(iii)iii. soit, dans le cas d'un adhérent qui est client d'une institution financière désignée par la CDS à titre de banquier, une instruction acceptable de l'avis de l'institution financière, de débit du compte de la CDS aux fins auprès de cette institution et de crédit audit adhérent à l'adhérent.~~

4.2.6 — Banquier de la CDS pour le processus de paiement

~~Pour les paiements en dollars canadiens, la Banque du Canada agit à titre de banquier pour la CDS et reçoit et effectue les paiements durant le processus de paiement. Pour les paiements en dollars américains, l'institution financière approuvée par le Conseil. Les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur peuvent comprendre des exigences supplémentaires relativement aux paiements acceptables qui ne sont pas incompatibles avec la présente Règle 8.1.~~

8.1.4 Exceptions

~~Le conseil d'administration agit à titre de banquier pour la CDS et reçoit et effectue les paiements durant le processus de paiement.~~

4.2.7 — Exceptions aux exigences de paiement

~~Le Conseil d'administration peut de temps à autre peut autoriser des exceptions aux exigences de paiement décrites dans la présente Règle 8.2-8.1. La CDS doit aviser les organismes de réglementation dont elle relève lorsqu'une réunion du Conseil conseil est convoquée pour autoriser une exception aux exigences de paiement.~~

8.2 COMPTE DE FONDS

8.2.1 Aperçu

~~Chaque grand livre tenu par la CDS comprend un compte de fonds dans lequel est inscrit, par monnaie, le montant net des fonds dus de temps à autre à la CDS par un adhérent (un solde débiteur [négatif] au compte de fonds) ou dus à un adhérent par la CDS (un solde créditeur [positif] au compte de fonds) qui découle de l'utilisation par l'adhérent du service de dépôt et du service de règlement. Le compte de fonds tient un solde distinct pour chaque monnaie, et les écritures de débit et de crédit dans toute monnaie donnée touchent exclusivement le solde tenu pour cette monnaie. Chaque référence à un solde de compte de fonds, soit un débit ou un crédit ou tout montant, est interprétée conformément à un débit, à un crédit ou à un montant dans la monnaie appropriée. Toute référence à la compensation ou à l'établissement du solde net de comptes de fonds constitue une référence aux soldes libellés dans la même monnaie.~~

~~Le conseil d'administration décide de temps à autre dans quelles monnaies peuvent être libellés les comptes de fonds des grands livres.~~

8.2.2 Écritures au compte de fonds

~~La CDS passe des écritures au compte de fonds de l'adhérent dans son grand livre pour inscrire les débits et les crédits résultant :~~

- ~~(a) d'un paiement fait à l'adhérent ou par celui-ci, résultant d'un règlement dans ce grand livre;~~
- ~~(b) d'une cote payée à l'adhérent ou par celui-ci;~~
- ~~(c) d'une mise en gage de fonds par l'adhérent constituant du gage de son compte de fonds au compte de garantie de l'adhérent gagiste;~~

269

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

- (d) du virement de fonds mis en gage du compte de garantie de l'adhérent gagiste à son compte de fonds;
- (e) d'un virement de fonds;
- (f) d'un paiement à la CDS effectué avant le processus de paiement par l'adhérent ou par une autre personne au nom de l'adhérent;
- (g) d'un paiement effectué à l'adhérent ou par celui-ci durant le processus de paiement;
- (h) d'un paiement effectué durant le processus de paiement au nom de l'adhérent à son banquier désigné ou par celui-ci, ou par sa caution, au moyen du mode de paiement par inscription comptable;
- (i) de l'application au cours du processus de paiement du solde créditeur d'un compte de fonds pour libérer l'adhérent de ses obligations à titre de caution ou de membre d'un groupe de crédit, résultant de la suspension d'un autre adhérent;
- (j) de droits et privilèges reçus par la CDS à l'égard de valeurs détenues au compte de valeurs de l'adhérent;
- (k) d'un paiement par l'adhérent, en tant que responsable du traitement des droits et privilèges pour les valeurs, à la CDS des droits et privilèges sur les valeurs;
- (l) de rajustements de droits et privilèges concernant un règlement, une opération ou obligation de la contrepartie centrale qui n'a pas encore été réglée ou le dépôt ou le retrait de valeurs;
- (m) d'une écriture passée relativement à un paiement de droits et privilèges créditée à l'adhérent que la CDS est tenue de rembourser;
- (n) d'une écriture passée pour inscrire des frais de position à découvert;
- (o) d'un paiement fait au nom de l'adhérent par sa caution sur demande par la CDS d'une marge de crédit;
- (p) d'un paiement fait au nom de l'adhérent conformément à une demande de la CDS adressée aux autres membres de son groupe de crédit;
- (q) de toute écriture requise en raison des mesures à prendre en cas de suspension, conformément à la Règle 9;
- (r) d'écritures de correction ou de rajustement passées dans l'un des comptes de l'adhérent conformément à la Règle 3.5.3;
- (s) d'une écriture passée dans l'un des comptes de l'adhérent conformément à la Règle 3.3.3;
- (t) de toute dépense ayant trait à la propriété de valeurs créditées au compte de l'adhérent de temps à autre, y compris les obligations de paiement relatives à la valeur, aux évaluations, aux obligations de reçus de versement, aux appels de fonds, à l'impôt, aux frais et pénalités gouvernementaux et réglementaires, ainsi qu'à toute autre dépense relative à la propriété de la valeur, à condition que ces obligations, évaluations, impôts, frais ou dépenses soient engagés, imposés ou facturés pour une période ou un événement pendant lequel la valeur était détenue pour l'adhérent; et
- (u) d'un paiement acceptable effectué par l'adhérent en remplacement d'un paiement de droits et privilèges non admissible.

270

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

À la passation d'une écriture de débit ou de crédit, le solde net résultant de ce débit ou de ce crédit est calculé. Ce solde net constitue le montant dû par l'adhérent à la CDS (s'il s'agit d'un solde débiteur) ou dû par la CDS à l'adhérent (s'il s'agit d'un solde créditeur) dans cette monnaie pour ce compte de fonds.

8.2.3 Écritures imposées

4.2.8 Exigences supplémentaires relatives aux instruments de paiement

Les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur peuvent comprendre des exigences supplémentaires relativement aux paiements acceptables qui sont conformes à la présente Règle 8.2.

274

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

4.3 — fonctionNALITÉ du système et valeurs de type I

Une écriture de débit est passée au compte de fonds d'un adhérent uniquement si le solde débiteur résultant de cette entrée, sauf tout montant tiré de marges de crédit établies pour cet adhérent, n'excède pas le plafond de fonctionnement de cet adhérent. Néanmoins, la CDS peut effectuer des écritures de débit au compte de fonds d'un adhérent entraînant un solde débiteur excédant le plafond de fonctionnement de cet adhérent aux fins d'inscription de débits des types décrits à la Règle 8.2.2(b), (l), (m), (q) ou (r).

8.3 FONCTIONNALITÉ DU SYSTÈME ET PROCESSUS DE PAIEMENT

4.3.18.3.1 Transfert de garantie en espèces auavant le processus de paiement

Immédiatement avant le processus de paiement pour une monnaie donnée, tous les fonds qui sont toujours mis en gage en faveur d'un adhérent et ~~qui sont~~ crédités à son compte de garantie sont transférés à son compte de fonds et font partie intégrante des transactions inscrites dans ses données relatives à l'encaisse.

8.3.2 Restrictions de certaines fonctions durant le processus de paiement

Durant le processus de paiement, l'accès à certaines fonctions est restreint. Aucune transaction ne peut être réglée par un adhérent du début du processus de paiement jusqu'à ce que le rapport de l'encaisse soit calculé. Une fois le rapport de l'encaisse calculé, les transactions suivantes peuvent être effectuées, pourvu que la transaction ne comprenne pas de débit ou de crédit à un compte de fonds :

- (a) Sans l'application de la vérification de la VGG, le virement de valeurs d'un compte, autre qu'un compte à risque, vers un autre compte de valeurs d'un adhérent, que ce soit dans le même grand livre tenu pour l'adhérent ou dans un autre;
- (b) Le virement de valeurs d'un compte qui est un compte à risque vers un autre compte de valeurs d'un adhérent, que ce soit dans le même grand livre tenu pour l'adhérent ou dans un autre, pourvu que la transaction soit conforme à la vérification de la VGG;
- (c) Sans l'application de la vérification de la VGG, le virement de valeurs d'un compte de l'adhérent qui n'est pas un compte à risque vers le compte d'un autre adhérent;
- (d) Le virement de valeurs d'un compte à risque de l'adhérent vers le compte d'un autre adhérent (autre que la Banque du Canada), pourvu que la transaction soit conforme à la vérification de la VGG;
- (e) Le virement de valeurs d'un compte à risque de l'adhérent à la Banque du Canada dans le but exclusif d'effectuer un paiement acceptable à la CDS, à la condition que, si l'adhérent qui livre les valeurs est un bénéficiaire de la marge de crédit établie pour le grand livre dont fait partie le compte à risque, la transaction soit conforme à la vérification de la VGG modifiée décrite à la Règle 1.1.14.1.18.3.5.

4.3.28.3.3 Transactions au terme du processus de paiement

Au terme du processus de paiement et jusqu'à la fermeture du système, les valeurs peuvent être transférées sans l'application de la vérification de la VGG, mais aucun paiement ne peut être effectué au moyen du ~~système~~CDSX.

4.3.38.3.4 Séparation des valeurs àavant la fermeture du système

Immédiatement avant la fermeture du système, toutes les valeurs qui demeurent dans tout compte à risque sont séparées, les valeurs créditées au compte général ou au compte de garantie restreinte d'un grand livre d'un adhérent sont virées dans le compte séparé ou le compte de garantie non restreinte, respectivement, de ce grand livre. L'adhérent peut décider que la totalité ou certaines valeurs de son compte général seront

272

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

exemptes d'une séparation automatique; ce choix n'est toutefois pas offert pour le compte de garantie restreinte.

4.3.4 — Fonctionnalité du système durant le processus de paiement

~~Durant chaque processus de paiement, l'accès à certaines fonctions est restreint. Aucune transaction ne peut être réglée par un adhérent du début du processus de paiement jusqu'à ce que le rapport de l'encaisse soit calculé. Une fois le rapport de l'encaisse calculé, les transactions suivantes peuvent être effectuées, pourvu que la transaction ne comprenne pas de débit ou de crédit à un compte de fonds.~~

8.3.5 — Vérification de la VGG modifiée ~~Le virement de~~

La vérification de la VGG modifiée s'applique à une transaction dans le cas suivant :

- (a) ~~les valeurs sont livrées à la Banque du Canada d'un compte, autre qu'un compte à risque, vers un des autres comptes de valeurs d'un adhérent, dans le même grand livre tenu pour l'adhérent ou non, sans l'application de la vérification de la VGG, au cours du processus de paiement;~~
- (b) ~~Le virement de valeurs d'un compte qui est un compte à risque vers un des autres comptes de valeurs d'un adhérent, dans le même grand livre tenu pour l'adhérent ou non, pourvu que la transaction se conforme à la vérification de la VGG;~~
- (c) ~~Le virement de valeurs d'un compte, autre qu'un compte à risque, vers un des comptes d'un adhérent, sans l'application de la vérification de la VGG;~~
- (d) ~~Le virement de valeurs d'un compte à risque vers un des comptes d'un adhérent (autre que la Banque du Canada), pourvu que la transaction se conforme à la vérification de la VGG; et~~
- (e)(b) ~~Le virement de valeurs d'un compte à risque à la Banque du Canada dans le but exclusif d'effectuer un paiement acceptable à la CDS, et sous réserve de la vérification de la VGG modifiée décrite à la Règle 8.3.5 si l'adhérent qui livre les valeurs est un bénéficiaire de la marge de crédit établie pour le grand livre dont fait partie le compte à risque.~~

4.3.5 — Vérification de la VGG modifiée

~~La vérification de la VGG modifiée est appliquée à une transaction par laquelle des valeurs sont livrées au cours du processus de paiement de tout compte à risque d'un adhérent à la Banque du Canada, si l'adhérent qui livre ces valeurs est un bénéficiaire de la marge de crédit établie pour le grand livre dont fait partie le compte à risque. La vérification de la VGG modifiée calcule les montants suivants pour le grand livre de l'adhérent livreur :~~

- a. ~~le montant total utilisé sur l'ensemble des marges de crédit établies relativement à pour ce grand livre par des cautions qui ne sont pas membres du groupe d'adhérents associés de l'adhérent livreur;~~
 - (i) ~~la VGG de ce grand livre par toute caution qui n'est pas membre du groupe de bénéficiaires;~~
 - (ii) ~~la VGG du grand livre qui résulterait qui résulte du règlement de la transaction;~~

~~La transaction satisfait la vérification de la VGG modifiée si, au moment du règlement de la transaction, la VGG de ce grand livre n'est pas inférieure aux montants totaux utilisés sur les marges de crédit.~~

273

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

~~4.3.68.4 Valeurs de type VALEURS DE TYPE L~~

~~(a) 8.4.1 Définition~~

« Valeurs de type L » désigne ~~des~~ valeurs livrées à la Banque du Canada ~~durant le~~ cours du processus de paiement dans les circonstances suivantes :

- ~~(i)(a) les valeurs sont livrées~~ au moyen d'une mise en gage à la Banque du Canada au cours du processus de paiement du compte général de l'adhérent ~~à~~ désignée mise en gage de type ~~L~~ par le système);
- ~~(ii)(b) les valeurs sont livrées en tout temps~~ au moyen d'une mise en gage à la Banque du Canada ~~en tout temps~~ d'un compte de l'adhérent qui n'est pas un compte à risque ~~à~~ pourvu que l'adhérent désigne la transaction ~~comme étant une~~ mise en gage de type ~~L~~);
- ~~(iii)(c) les valeurs sont livrées~~ au moyen d'une opération à la Banque du Canada au cours du processus de paiement d'un compte de l'adhérent ~~à~~ que la transaction soit ou non désignée transaction de type ~~L~~);

~~La Banque du Canada détermine, à sa seule discrétion, les catégories de valeurs qu'elle acceptera à titre de valeurs de type L et si elle prendra part ou non à toute opération ou mise en gage susmentionnée. Les est entendu que les~~ valeurs livrées à la Banque du Canada par un obligé qui n'est pas utilisateur du STPGV en règlement d'un achat de valeurs ne sont pas considérées comme des valeurs de type ~~L~~.

~~(b) Utilisation des valeurs de type L~~

Les valeurs de type ~~L~~ ~~sont utilisées exclusivement à titre de L constituent une~~ garantie dans le STPGV ~~pour qui servent à~~ cautionner un paiement acceptable effectué à la CDS, ~~à des fins convenues entre la Banque du Canada et les utilisateurs du STPGV,~~ par un utilisateur du STPGV, qui est soit l'adhérent qui livre les valeurs de type ~~L~~, soit un membre du groupe d'adhérents associés de l'adhérent livreur. L'utilisateur du STPGV indique à la Banque du Canada, au moyen de systèmes que cette dernière a établis, que les valeurs de type L sont utilisées pour cautionner ~~le~~ paiement acceptable effectué à la CDS. Sans égard à la transaction ~~par dans le cadre de~~ laquelle le virement de valeurs de type ~~L~~ à la Banque du Canada est réalisé, ou à l'identité de l'adhérent qui a réalisé la transaction, les valeurs de type ~~L~~ livrées à la Banque du Canada font l'objet de ~~toute entente/entente~~ conclue entre la Banque du Canada et l'utilisateur du STPGV par laquelle une sûreté est créée en faveur de la Banque du Canada. ~~En acceptant le virement de valeurs de type L d'un adhérent, la Banque du Canada n'agit pas à titre de banquier de la CDS.~~

~~4.3.78.4.2 Détention de Sûretés sur les valeurs de type L~~

~~(i) Priorités des sûretés~~

Les valeurs de type ~~L~~ sont détenues par la Banque du Canada aux fins concurrentes suivantes : ~~(i)~~

- ~~(a)~~ en son propre nom à titre de cautionnement sur toute avance qu'elle peut effectuer ou tout engagement de prêt qu'elle peut avoir envers l'utilisateur du STPGV pour lui permettre de régler ses obligations de paiement dans le STPGV; ~~(ii)~~
- ~~(b)~~ au nom des personnes qui ont droit ~~aux sûretés à la sûreté~~ du groupe de crédit de catégorie; et ~~(iii)~~
- ~~(c)~~ au nom des personnes qui ont droit à la sûreté de la caution.

La sûreté de la Banque du Canada sur les valeurs de type L est subordonnée ~~aux sûretés à la sûreté~~ du groupe de crédit de catégorie et ~~aux sûretés à la sûreté~~ de la caution tant qu'un message de paiement

~~274~~

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

du STPGV payable à la CDS et cautionné par les valeurs de type-L n'aura pas subi tous les contrôles de limitation du risque applicables dans le STPGV (pourvu que le paiement ait été effectué par l'adhérent qui livre les valeurs de type-L ou par un membre ~~du~~ de son groupe d'adhérents associés ~~de l'adhérent~~). Après ce paiement, la sûreté de la Banque du Canada aura ~~alors~~ alors priorité, pour ce paiement exclusivement, sur ~~les sûretés~~ la sûreté du groupe de crédit de catégorie et sur ~~les sûretés~~ la sûreté de la caution.

Si les valeurs de type-L font l'objet ~~des sûretés~~ de la sûreté du groupe de crédit de catégorie ou ~~des sûretés~~ de la sûreté de la caution, :

- a. ~~la~~ la Banque du Canada détient les valeurs de type-L conformément aux instructions de la CDS, et non à celles de l'utilisateur du STPGV ou de l'adhérent livreur. ~~Chaque~~.
- b. ~~chacun~~ chacun adhérent reconnaît que la Banque du Canada ~~peut~~ peut détenir ou livrer des valeurs de type-L pour la CDS et agir conformément aux instructions de celle-ci à cet égard sans devoir remettre en question l'autorité de la CDS de ~~lui~~ lui fournir ~~des~~ des instructions; par ailleurs, aucun adhérent ne peut présenter de réclamation contre la Banque du Canada relativement à la détention ou à la livraison de valeurs de type-L, ou ~~à sa conformité~~ au fait qu'elle se soit conformée aux instructions de la CDS. ~~En acceptant le virement de valeurs d'un adhérent, la Banque du Canada n'agit pas à titre de banquier de la CDS.~~

4.3.8(ii) Livraison subséquente de valeurs de type-L à la CDS

(a) Paiement intégral

~~Les sûretés du groupe de crédit de catégorie et les sûretés de la caution ne sont plus maintenues sur les valeurs de type-L livrées par un utilisateur du STPGV ou en son nom au terme du processus de paiement le jour où les valeurs de type-L ont été livrées à la Banque du Canada, pourvu que tous les montants (à l'exception des frais), dus à la CDS par l'utilisateur du STPGV ayant désigné la garantie pour la Banque du Canada au moyen des systèmes de la Banque du Canada, aient été payés par l'utilisateur du STPGV (et non par une caution ou un obligé d'un groupe de crédit au nom de l'utilisateur du STPGV).~~

(b) Aucun paiement

~~Si, le jour où des valeurs de type-L sont livrées par ou au nom d'un utilisateur du STPGV à la Banque du Canada, Si, le jour où des valeurs de type-L sont livrées par un utilisateur du STPGV, ou en son nom, à la Banque du Canada :~~

- (a) ~~l'utilisateur du STPGV doit un montant à la CDS (autre que des frais) et qu'il omet d'effectuer à la CDS un paiement du STPGV, la Banque du Canada peut, à la demande de la CDS, effectuer la livraison subséquente à la CDS de toutes les valeurs de type-L livrées par l'utilisateur du STPGV ou en son nom.~~

(c) Paiement partiel

- (b) ~~Si le jour où des valeurs de type-L sont livrées par ou au nom d'un utilisateur STPGV à la Banque du Canada, l'utilisateur du STPGV effectue un paiement du STPGV à la CDS, mais qu'il omet de payer la totalité de ses obligations envers la CDS (autres que des frais), la Banque du Canada peut garder les valeurs de type-L qui lui ont été livrées par l'utilisateur du STPGV ou en son nom, dont la valeur totale (fixée par la Banque du Canada) est équivalente au montant du paiement partiel, et, à la demande de la CDS, faire à cette dernière la livraison subséquente des valeurs de type-L restantes. Les valeurs de type-L pouvant comprendre plusieurs types de valeurs, la Banque du Canada, pour déterminer quelles valeurs de type-L font partie de la livraison subséquente à la CDS, doit sélectionner, à son entière discrétion, aux fins de retenue, une quantité au prorata de valeurs de~~

276

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

chaque type, selon la proportion que représente ce type de valeurs par rapport à la totalité des valeurs comprises dans les valeurs de type L, ~~pourvu que la sélection soit effectuée à la discrétion de la Banque du Canada L.~~

(d) Désignation

Les valeurs de type L livrées subséquemment à la CDS par la Banque du Canada doivent être livrées subséquemment dans un compte à risque de l'adhérent livreur ou au grand livre de l'administration des garanties de l'adhérent livreur, selon les instructions de la CDS.

Les obligations de la Banque du Canada conformément à la présente Règle 8.4.2(ii) de livraison subséquente des valeurs de type L sont maintenues même si les fins du paiement acceptable sont celles convenues avec la Banque du Canada, ~~ou~~ si un utilisateur du STPGV omet de faire la désignation requise à la Banque du Canada ~~et même~~ si cette désignation contient de l'information fautive.

(e) Conséquence de la retenue ou de la livraison subséquente de valeurs de type L

(i) Terme du processus de paiement

Au terme du processus de paiement pour le jour où les valeurs de type L ont été livrées à la Banque du Canada, ~~les sûretés par un utilisateur du STPGV ou pour le compte d'un tel utilisateur :~~

(a) la sûreté du groupe de crédit de catégorie et la sûreté de la caution ne sont plus maintenues sur les valeurs de type L, pourvu que tous les sûretés montants (à l'exception des frais) dus à la CDS par l'utilisateur du STPGV ayant désigné la garantie pour la Banque du Canada au moyen des systèmes de la Banque du Canada aient été payés par l'utilisateur du STPGV (et non par une caution ou un obligé de son groupe de crédit);

(b) la sûreté du groupe de crédit de catégorie et la sûreté de la caution ne sont plus maintenues sur les valeurs de type L qui sont retenues par la Banque du Canada, et;

(c) la sûreté de la Banque du Canada n'est plus maintenue sur les valeurs livrées subséquemment à la CDS. Les valeurs de type L livrées subséquemment à la CDS par la Banque du Canada sont livrées subséquemment dans le compte à risque de l'adhérent livreur, ou au grand livre des garanties de la CDS pour l'adhérent livreur, selon les instructions de qui font l'objet d'une livraison subséquente à la CDS.

4.48.5 MODE DE PAIEMENT PAR INSCRIPTION COMPTABLE

8.5.1 Survol du

4.4.1 Le mode de paiement par inscription comptable

Le « mode de paiement par inscription comptable » décrit dans la présente Règle 8.4 est un moyen par lequel les obligations payables entre l'adhérent et la CDS peuvent être remplies au processus de paiement par l'attribution, à certains autres adhérents agissant à titre de banquiers qualifiés, des montants dus; en conséquence, la CDS livre à ces banquiers qualifiés des paiements acceptables à ~~ces banquiers qualifiés~~ ou reçoit d'eux des paiements acceptables. ~~L'adhérent d'une catégorie précisée dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur peut également affecter l'un de ses grands livres à certaines fonctions du mode de paiement par inscription comptable.~~

4.4.28.5.2 Utilisation du mode de paiement par inscription comptable

Chaque adhérent adhérent utilise le mode de paiement par inscription comptable, soit à titre de client ou de banquier qualifié. ~~Le client qui utilise~~ En utilisant le mode de paiement par inscription comptable.

276

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

(a) le client autorise_;

- i. les banquiers qualifiés qui sont ses banquiers désignés à effectuer un paiement à la CDS ou à recevoir le paiement de la CDS en son nom, ~~et autorise_;~~
- ii. les banquiers qualifiés qui correspondent aux cautions qui ont établi des marges de crédit en sa faveur à faire des paiements à la CDS en son nom_;

conformément à la présente Règle ~~8.4.~~ Le 8.5.

(b) un banquier qualifié ~~qui utilise le mode de paiement par inscription comptable~~ convient de faire des paiements à la CDS et d'en recevoir de celle-ci, conformément à la présente Règle ~~8.4.~~ en son nom et au nom de tous ses clients. L'adhérent d'une catégorie précisée dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur peut affecter l'un de ses grands livres à certaines fonctions du mode de paiement par inscription comptable similaires à celles exécutées par un banquier qualifié pour un autre adhérent ~~8.5.~~ en son nom et au nom de tous ses clients.

L'adhérent peut affecter l'un de ses grands livres à certaines fonctions du mode de paiement par inscription comptable conformément à la Règle 8.5.6.

4.4.38.5.3 Clients, banquiers qualifiés et banquiers désignés

(a)(i) Rôles des adhérents

L'adhérent qui utilise le mode de paiement par inscription comptable pour faire des paiements à la CDS ou en recevoir ~~d'elle de celle-ci~~ par l'intermédiaire d'un banquier qualifié est un « client ». Le client nomme un seul banquier qualifié à titre de banquier désigné pour chaque monnaie à l'égard de tous ses grands livres.

Un adhérent qui offre le mode de paiement par inscription comptable à un autre adhérent est un banquier qualifié. ~~Le Un~~ prêteur et la fédération adhérente active sont autorisés ~~est autorisé~~ à agir à titre de ~~banquiers qualifiés.~~ Chaque banquier qualifié. Une caution qui établit une marge de crédit de laquelle le client tire un montant est, ~~ipso facto par le fait même,~~ un banquier qualifié pour ce client. ~~Le client nomme un seul banquier qualifié à titre de « banquier désigné » pour chaque monnaie à l'égard de tous ses grands livres.~~

(b)(ii) Nomination du banquier désigné

Un client nomme un banquier désigné en informant la CDS de la nomination proposée. La nomination d'un banquier désigné n'entre pas en vigueur à moins que celui-ci n'informe la CDS qu'il accepte ~~une~~ celle nomination. Un client destitue un banquier désigné en informant la CDS de la destitution et de l'identité du banquier désigné proposé aux fins de remplacement. Un banquier désigné cesse d'agir à ce titre pour un client en informant la CDS de ~~l'annulation proposée~~ la proposition de ~~la~~ révocation de sa nomination.

La CDS informe le client, et le nouveau banquier désigné ou celui qui sera remplacé de la nomination ~~proposée ou de l'annulation proposée~~ ou de la ~~nomination~~ révocation proposée. La nomination d'un banquier désigné entre en vigueur au début du jour ouvrable suivant l'acceptation de ~~la~~ sa nomination par le banquier désigné. ~~L'annulation~~ La révocation de la nomination d'un banquier désigné ~~ou sa destitution~~ entre en vigueur au début du jour suivant le jour au cours duquel le client ou le banquier désigné en informe la CDS ~~de celle-ci.~~ La CDS informe le banquier désigné pour une monnaie donnée du produit d'évaluation et du plafond de fonctionnement du client à l'égard de cette monnaie.

277

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

La CDS informe le banquier désigné pour une monnaie donnée du produit d'évaluation et du plafond de fonctionnement du client à l'égard de cette monnaie.

4.4.48.5.4 Rapport de l'encaisse du client

Chaque jour ouvrable, pour le processus de paiement de chaque monnaie, la CDS prépare pour chaque grand livre du client des données relatives à l'encaisse, l'encaisse qui comprennent ce qui suit :

- (a) le solde net du compte de fonds du client découlant des débits et des crédits qui y sont inscrits pour cette journée conformément à la Règle 8.4.2; 8.2.2;
- (b) si la CDS n'avait attribué aucune somme à ses banquiers qualifiés au moyen du mode de paiement par inscription comptable, le solde créditeur net qui aurait été payable au client par la CDS ou le solde débiteur net qui aurait été payable à la CDS par le client si la CDS n'avait attribué aucune somme à ses banquiers qualifiés au moyen du mode de paiement par inscription comptable;
- (c) le résultat de toutes les écritures passées au moyen du mode de paiement par inscription comptable pour ce grand livre, indiquant la somme nette attribuée par la CDS aux ses banquiers qualifiés au nom du client conformément à la présente Règle 8.4. 8.5, d'après laquelle la CDS attribue aux personnes suivantes ce qui suit :

(i) attribue à chaque caution qui a établi une marge de crédit en faveur du client la somme utilisée sur la marge de crédit;

ii. attribue au banquier désigné du client pour cette monnaie :

(i) a. tout montant utilisé dans le cadre d'un plafond de fonctionnement, ainsi que tout solde débiteur résultant qui n'est pas un montant utilisé sur la marge de crédit;

(ii) b. attribue au banquier désigné du client pour cette monnaie les soldes créditeurs payables au client par la CDS;

ainsi que

- (d) tout solde créditeur net payable par la CDS au client, ou tout solde débiteur net payable par le client à la CDS, après attribution des sommes à ses banquiers qualifiés.

4.4.58.5.5 Rapport de l'encaisse du banquier qualifié

Chaque jour ouvrable, pour le processus de paiement de chaque monnaie, la CDS prépare pour chaque grand livre du banquier qualifié des données relatives à l'encaisse, l'encaisse qui comprennent ce qui suit :

- (a) le montant net du compte de fonds du banquier qualifié découlant des débits et des crédits qui y sont inscrits pour cette journée conformément à la Règle 8.4.2; 8.2.2;
- (b) si la CDS n'avait attribué aucune somme de ses clients au banquier qualifié au moyen du mode de paiement par inscription comptable, le solde créditeur net qui aurait été payable au banquier qualifié par la CDS ou le solde débiteur net qui aurait été payable à la CDS par le banquier qualifié, si la CDS n'avait attribué aucune somme de ses clients au banquier qualifié au moyen du mode de paiement par inscription comptable;
- (c) le résultat de toutes les écritures passées au moyen du mode de paiement par inscription comptable pour ce grand livre, indiquant la somme nette attribuée par la CDS au banquier qualifié au nom des clients conformément à la présente Règle 8.4. 8.5, d'après laquelle la CDS attribue au banquier qualifié, pour chaque client pour lequel il agit à titre de :

278

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

~~i. attribue au banquier qualifié, pour chaque client pour lequel il agit à titre de banquier désigné pour cette monnaie, :~~

~~(i)a. les soldes créditeurs payables par la CDS au client; aux clients;~~

~~(ii)b. attribue au banquier qualifié, pour chaque client pour lequel il agit à titre de banquier désigné pour cette monnaie, tout montant utilisé par le client dans le cadre d'un plafond de fonctionnement, ainsi que tout solde débiteur du client résultant qui n'est pas un montant utilisé sur la marge de crédit; et~~

~~(iii)jj. attribue au banquier qualifié, pour chaque client pour lequel il a caution ayant établi, à titre de caution, une marge de crédit, les sommes utilisées sur la marge de crédit;~~

~~ainsi que~~

~~(d) tout solde créditeur net payable par la CDS au banquier qualifié, ou tout solde débiteur net payable par le banquier qualifié à la CDS après attribution des sommes au banquier qualifié.~~

4.4.68.5.6 Affectation du grand livre à certaines fonctions pour le mode de paiement par inscription comptable

L'adhérent d'une catégorie précisée dans les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur peut affecter l'un de ses grands livres à certaines fonctions du mode de paiement par inscription comptable ~~similaires~~ à celles exécutées par un banquier qualifié pour un autre adhérent. L'adhérent peut affecter l'un de ses grands livres à l'attribution du solde créditeur net du compte de fonds de n'importe lequel de ses autres grands livres choisis, ou du solde débiteur net de ~~tel~~ comptes de fonds n'étant pas un montant utilisé sur la marge de crédit. ~~Chaque~~

~~Un jour ouvrable, la CDS compile et fournit à l'adhérent, pour chaque grand livre de l'adhérent qui choisit cette option, des données relatives à l'encaisse, qui encaisse. Ces données contiennent de l'information sur~~ ~~précisée pour~~ un client selon la Règle 8.4.4.8.5.4, et qui comprennent en outre, dans les données sur les opérations bancaires, les sommes attribuées des autres grands livres de l'adhérent au grand livre choisi. La CDS fait un paiement acceptable à l'adhérent qui choisit cette option, de tout solde créditeur net figurant dans les données relatives à l'encaisse après attribution des sommes. ~~L'adhérent qui choisit cette option et l'adhérent~~ effectue un paiement acceptable à la CDS à titre de paiement de tout solde débiteur net compilé dans les données relatives à l'encaisse après attribution des sommes. Le défaut de paiement du solde débiteur net au terme de l'attribution ~~est peut être~~ considéré comme une omission d'effectuer un défaut de paiement, ~~tel que comme il est~~ décrit à la Règle 9.1.21, et peut entraîner par conséquent la suspension de l'adhérent par la CDS.

4.4.78.5.7 Paiement entre la CDS et le client les banquiers qualifiés

Sauf indication contraire ~~dans~~ ~~aux termes de~~ la présente Règle 8.4.8.5, la CDS et l'adhérent un adhérent qui est un client n'effectuent pas de paiements acceptables entre eux au processus de paiement. ~~Au lieu de cela, la CDS. Au lieu de cela, la CDS verse aux banquiers qualifiés de l'adhérent les sommes attribuées à chacun de ceux-ci conformément à la Règle 8.5.4(c).~~

~~(a) attribue au banquier désigné du client pour cette monnaie les soldes créditeurs payables par elle au client;~~

~~(b) attribue au banquier désigné du client pour cette monnaie tout montant utilisé par le client dans le cadre d'un plafond de fonctionnement, ainsi que tout solde débiteur résultant qui n'est pas un montant utilisé sur la marge de crédit; et~~

279

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

(c) attribue à chaque caution qui a établi une marge de crédit en faveur du client la somme utilisée sur la marge de crédit;

La CDS verse également le paiement à chaque banquier qualifié plutôt que directement au client.

4.4.8 Paiement entre la CDS et les banquiers qualifiés

La CDS effectue un paiement acceptable au banquier qualifié de tout solde créditeur net calculé dans son rapport d'encaisse après attribution des sommes. Le banquier qualifié effectue un paiement acceptable à la CDS pour acquitter tout solde débiteur net calculé dans son rapport d'encaisse après attribution des sommes. L'obligation de la CDS ou du banquier qualifié de verser le paiement est assujettie à tout nouveau calcul effectué en vertu de la Règle 8.4.13008.5-10 au terme du refus ou de la contrepassation de l'attribution. Le défaut de paiement du solde débiteur net au terme de l'attribution des sommes et de tout nouveau calcul peut être considéré comme une omission d'effectuer un défaut de paiement tel que, comme il est décrit à la Règle 9.1.21, et peut entraîner par conséquent la suspension du banquier qualifié par la CDS.

4.4.98.5.8 Acquittement des obligations au moyen du mode de paiement par inscription comptable

Lorsqu'un paiement est fait au cours du processus de paiement entre la CDS et un banquier qualifié le banquier qualifié d'un client, la CDS passe les écritures de débit ou de crédit dans les comptes de fonds du client conformément au paiement attribué fait à son banquier qualifié ou par lui-même. Au terme du processus de paiement, si le paiement a été effectué entre la CDS et le banquier qualifié et qu'il comprend les sommes attribuées relativement au client, l'obligation du client de faire paiement à la CDS de ces montants et le droit de la CDS de recevoir paiement ou le droit du client de recevoir paiement de la CDS de ces montants et l'obligation de la CDS de faire paiement au client sont éteints. Ces obligations et ces droits ne sont éteints en aucun moment avant la fin du processus de paiement et ne sont pas éteints par, notamment, l'attribution de sommes à un banquier qualifié ou le versement d'un paiement à la CDS par un banquier qualifié.

Lorsque le banquier qualifié paie au moyen du mode de paiement par inscription comptable une somme qui lui est attribuée relativement à l'utilisation par un bénéficiaire d'une marge de crédit qu'il a établie à titre de caution, ce paiement est réparti par la CDS pour dégager le banquier qualifié de sa responsabilité à titre de caution pour cette marge de crédit. Pour plus de certitude, la libération de la caution de sa responsabilité pour cette marge de crédit aux termes de la présente Règle 8.5.8 n'a pas d'incidence sur sa responsabilité à titre de membre d'un groupe de crédit.

4.4.108.5.9 Paiement entre les clients et les banquiers qualifiés

Le client qui choisit le mode de paiement par inscription comptable et chaque banquier qualifié à qui la CDS attribue une somme au nom de ce client conformément à la Règle 8.4 présente Règle 8.5, sont tenus de se rendre des comptes et de se faire les paiements qu'ils se doivent pour remplir leurs obligations mutuelles relativement à leur utilisation du mode de paiement par inscription comptable. L'acquittement des droits et obligations entre la CDS et un client, en vertu de la Règle 8.4.9-8.5.8 crée l'obligation pour le client et les banquiers qualifiés agissant en son nom de se rendre des comptes et de se faire des paiements entre eux. Seuls le client et le banquier qualifié concernés sont tenus de régler les litiges résultant de l'attribution des débits et des crédits faite par la CDS au moyen du mode de paiement par inscription comptable; cette responsabilité n'a pas d'incidence sur leur obligation de faire les paiements à la CDS conformément à la présente Règle 8.4-8.5.

4.4.11 Paiement par la caution à titre de banquier qualifié

Lorsque le banquier qualifié paie au moyen du mode de paiement par inscription comptable une somme qui lui est attribuée relativement à l'utilisation par un bénéficiaire d'une marge de crédit qu'il a établie à titre de caution, le paiement est réparti par la CDS pour dégager le banquier qualifié de sa responsabilité à titre de

280

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

caution pour cette marge de crédit. Pour plus de certitude, la libération de la caution de sa responsabilité pour cette marge de crédit conformément à la présente Règle 8.4.11 n'a pas d'incidence sur sa responsabilité de membre d'un groupe de crédit.

4.4.12 – Suspension du banquier qualifié

~~Un banquier qualifié ne peut offrir à ses clients le mode de paiement par inscription comptable que s'il effectue un paiement acceptable à la CDS avant la fin du processus de paiement. S'il omet de faire un paiement acceptable, la CDS suspend le banquier qualifié conformément à la Règle 9 et celui-ci ne fait ni ne reçoit de paiement pour le compte de ses clients au moyen du mode de paiement par inscription comptable. Au lieu de cela, la CDS recalculera les sommes dues entre elle et le banquier qualifié, et entre elle et les clients de celui-ci. Chaque client effectue un paiement acceptable à la CDS en paiement de son solde débiteur, ou reçoit d'elle paiement de son solde créditeur, selon le calcul fait par elle sans attribution de somme au banquier qualifié suspendu conformément au mode de paiement par inscription comptable. Le nouveau calcul des obligations du banquier qualifié suspendu fait sans utilisation du mode de paiement par inscription comptable n'a aucune incidence sur le droit de la CDS d'exiger le paiement auprès des autres membres du groupe de crédit de catégorie du banquier qualifié suspendu.~~

Mis en forme : Police :Arial, 10 pt

Mis en forme : Police :Arial, 10 pt

Mis en forme : Police :Arial, 10 pt

4.4.138.5.10 Refus ou contrepassation de l'attribution

(a)(i) Refus de l'attribution par le banquier qualifié

Avant la fin du processus de paiement, un banquier qualifié peut indiquer à la CDS qu'il refuse d'accepter une somme lui étant attribuée à l'égard d'un client donné. Dès réception d'une telle information, la CDS informe le client et tous les autres banquiers qualifiés du client du refus de l'attribution et offre l'occasion à chaque autre banquier qualifié d'indiquer à la CDS qu'il refuse une somme lui étant attribuée à l'égard de ce même client. Une telle indication de refus d'un banquier qualifié d'une somme attribuée n'est pas considérée comme un défaut de paiement de la part du banquier qualifié ou du client, selon le cas. L'acceptation de l'indication de refus d'attribution par la CDS n'a aucune incidence sur le droit de celle-ci d'exiger le paiement auprès de toute caution (y compris du banquier qualifié) des sommes utilisées sur une marge de crédit.

(b) — Contrepassation de l'attribution

(i) — Suspension du client ou du banquier qualifié

Avant la fin du processus de paiement, l'attribution de sommes conformément au mode de paiement par inscription comptable est contrepassée en cas de suspension du client ou du banquier qualifié. Une telle contrepassation n'est pas considérée comme un défaut de paiement de la part de l'adhérent qui n'est pas lui-même suspendu. La contrepassation de l'attribution n'a aucune incidence sur le droit de la CDS d'exiger le paiement auprès de toute caution (y compris du banquier qualifié) des sommes utilisées sur une marge de crédit par le client.

(c)(iii) ~~Nouveau~~ Contrepassation et nouveau calcul après refus ou contrepassation de l'attribution

Si l'attribution à l'égard d'un client est refusée par un banquier qualifié ou contrepassée au terme de la suspension du client, la CDS recalcule les sommes dues entre la CDS et le client et entre la CDS et chaque banquier qualifié du client, et ce, sans attribution ~~au banquier qualifié~~ à l'égard du client. ~~Le banquier qualifié n'effectue~~ ~~Aucun de ces banquiers qualifiés ne peut effectuer~~ ni ~~ne reçoit/recevoir~~ de paiement pour le compte du client au moyen du mode de paiement par inscription comptable. Le client ~~effectue et le banquier qualifié effectuent~~ un paiement acceptable à la CDS pour acquitter tout solde débiteur ~~refusé par son banquier qualifié établi après un nouveau calcul~~ et la CDS ~~paye~~ ~~paie~~ au client ~~et au banquier qualifié~~ tout solde créditeur ~~refusé~~ ~~établi après un nouveau calcul~~. Le défaut de paiement du solde débiteur net par le client ou par

Mis en forme : Police :Arial, 10 pt

284

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

~~seul~~ banquier qualifié au terme du nouveau calcul peut être considéré comme une omission d'effectuer un paiement, comme il est mentionné à la Règle 9.1.1, et peut entraîner la suspension par la CDS du client ou du banquier qualifié qui se trouve en défaut de paiement.

(iv) ~~Le défaut de paiement Omission du solde débiteur net par le banquier qualifié ou par le client au terme du nouveau calcul peut être considéré comme de faire un défaut de paiement acceptable~~

Un banquier qualifié ne peut offrir à ses clients le mode de paiement par inscription comptable que s'il effectue un paiement acceptable à la CDS avant la fin du processus de paiement, tel que décrit Si le banquier qualifié omet de faire un paiement acceptable, la CDS peut le suspendre conformément à la Règle 9.1.2,1 et peut entraîner la suspension par la CDS si ne fait ni ne reçoit de paiement pour le compte de ses clients au moyen du mode de paiement par inscription comptable. Au lieu de cela, la CDS recalculera les sommes dues entre elle et le banquier qualifié, et entre elle et les clients de celui-ci. Chaque client effectue un paiement acceptable à la CDS en paiement de son solde débiteur, ou reçoit d'elle paiement de son solde créditeur, selon le calcul fait par la CDS sans attribution de somme au banquier qualifié suspendu conformément au mode de paiement par inscription comptable. Le nouveau calcul des obligations du banquier qualifié suspendu fait sans utilisation du mode de paiement par inscription comptable n'a aucune incidence sur le droit de la CDS d'exiger le paiement auprès des autres membres du groupe de crédit de catégorie du banquier qualifié suspendu.

Mis en forme : Police :Arial, 10 pt

Mis en forme : Police :Arial, 10 pt

Mis en forme : Police :Arial, 10 pt

~~banquier qualifié ou du client en défaut de paiement.~~

4.4.14(v) Paiement effectué pour un client suspendu au cours du processus de paiement

Si un paiement est versé à la CDS par un banquier qualifié au cours du processus de paiement au nom d'un client suspendu avant la fin du processus de paiement, alors :-

- (a) si le paiement a été versé par le banquier qualifié à l'égard de l'utilisation par l'adhérent suspendu d'une marge de crédit établie par ~~celui-ci~~ le banquier qualifié à titre de caution, le paiement est attribué par la CDS aux fins d'acquittement de l'obligation du banquier qualifié agissant à titre de caution pour cette marge de crédit;
- (b) si le paiement a été versé par le banquier qualifié agissant à titre de banquier désigné, la CDS rembourse au banquier désigné tout montant excédant le montant de l'obligation de paiement issue du nouveau calcul au terme de la contrepassation de l'attribution.

4.4.15(vi) Contrepassation de l'attribution entre grands livres

Lorsqu'un adhérent est suspendu, toute attribution de montants à l'un des grands livres de l'adhérent à partir de l'un de ses autres grands livres est contrepassée et un solde distinct est calculé pour chaque grand livre (soit un solde net créditeur payable par la CDS à l'adhérent ou un solde net débiteur payable par l'adhérent à la CDS).

282

© Services de dépôt et de compensation CDS inc.

Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

4.5 — procédés et méthodes de paiement en cas d'urgence

8.6 PROCÉDÉS ET MÉTHODES DE PAIEMENT EN CAS D'URGENCE

4.5.18.6.1 Groupe de gestion des problèmes

Le ~~Conseil~~conseil d'administration établit et maintient un groupe de gestion des problèmes, formé de représentants de chaque catégorie d'adhérents, pour conseiller la direction de la CDS et l'aider à gérer les problèmes qui ont une incidence sur le ~~systeme~~CDSX ou sur les adhérents en général. Le groupe de gestion des problèmes doit établir des directives pour répondre aux urgences.

Si, pour une raison donnée, le STPGV ou Fedwire n'est pas disponible aux fins de paiement entre la CDS et ses adhérents au processus de paiement, la CDS informe les adhérents de la mise en place d'un mode de paiement en cas d'urgence. Dans une telle situation, la CDS recueillera l'avis du groupe de gestion des problèmes. La CDS peut rétablir l'accès à certaines fonctions qui font normalement l'objet de restrictions durant le processus de paiement; elle peut décider si d'autres moyens sont à la disposition de l'ensemble des adhérents pour faire un paiement acceptable, et peut retarder la fin du processus de paiement. ~~Le processus de paiement ne peut, dans aucun cas, être retardé au-delà du jour ouvrable en cours.~~ Si la CDS décide qu'aucune forme de paiement acceptable n'est disponible pour terminer le processus de paiement le jour ouvrable donné, elle informe les adhérents que le processus de paiement sera terminé selon les autres modes de paiement décrits dans la ~~présente Règle 8.5~~Règle 8.6.2. ~~Le processus de paiement ne peut, en aucun cas, être retardé au-delà du jour ouvrable en cours.~~

4.5.28.6.2 Autres paiements STPGV

Si le STPGV n'est pas disponible au moment du processus de paiement, la CDS en informe les adhérents et le processus de paiement est plutôt effectué par la CDS et les adhérents autorisant la Banque du Canada à effectuer les écritures appropriées aux comptes de règlement des adhérents et de la CDS.

Mis en forme : Police :Arial, 10 pt

Mis en forme : Police :10 pt

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2017.03.23)

Mis en forme : Police : (Par défaut) Times New Roman, 10 pt, Anglais (Canada), Vérifier l'orthographe et la grammaire

Règle 5. Suspension d'un adhérent

284

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Mis en forme : Police : 10 pt, Anglais (Canada), Vérifier l'orthographe et la grammaire

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

5.1 — Motifs de suspension

5.1.1 [Délibéré supprimé]

Règle 9. SUSPENSION D'UN ADHÉRENT

285

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

9.1 MOTIFS DE SUSPENSION

5.1.29.1.1 Suspension discrétionnaire

La CDS peut suspendre un adhérent si elle juge, de bonne foi et à son entière discrétion, au moyen des preuves offertes, que la situation des finances ou des activités de l'adhérent est telle que l'adhésion de cet adhérent peut entraîner une interruption importante des services ou mettre en péril les intérêts de la CDS ou des autres adhérents. En exerçant son droit discrétionnaire de suspendre ou non un adhérent, la CDS considère tout renseignement pertinent, y compris l'occurrence de l'une des circonstances suivantes :

- ~~(i)(a)~~ (a) l'adhérent omet d'effectuer un paiement intégral requis au processus de paiement ~~du CDSX~~ ou ~~du~~ service de liaison;
- ~~(ii)(b)~~ (b) l'adhérent ne fournit pas la garantie particulière, ~~la garantie de la contrepartie centrale~~ ou la garantie particulière aux services transfrontaliers;
- ~~(iii)(c)~~ (c) l'adhérent ~~adhérent~~ omet de verser la contribution exigée à un fonds, à un fonds commun de garantie ou à un fonds de service de liaison;
- ~~(d)~~ (iv) l'adhérent ~~l'adhérent~~ omet de verser la contribution de liquidité supplémentaire exigée au fonds de liquidité supplémentaire;
- ~~(e)~~ (v) l'adhérent ~~adhérent~~, à titre de caution, omet de s'acquitter de ses obligations envers la CDS ~~décollant~~ à l'égard d'une marge de crédit;
- ~~(f)~~ (vi) l'adhérent ~~adhérent~~, à titre de membre ~~d'un~~ un groupe de crédit de fonds, ~~d'un~~ un groupe de crédit de catégorie ou d'un groupe de crédit de service de liaison, omet de payer sa quote-part de ~~l'obligation d'un~~ obligation d'un autre membre de ce groupe ~~de~~ crédit;
- ~~(g)~~ (vii) l'adhérent n'est plus admissible à ~~l'adhésion~~ la participation aux services ou ne satisfait plus aux conditions et critères prescrits par les Règles;
- ~~(h)~~ (viii) l'adhérent ~~fait défaut de respecter les~~ contrevient aux dispositions de la Documentation contractuelle et la CDS, à ~~sa~~ son entière discrétion, considère ~~ce~~ défaut ~~cette~~ violation comme ~~important~~ importante;
- ~~(i)~~ (ix) l'adhérent ne règle pas une obligation de la contrepartie centrale de la façon et dans les délais prescrits;
- ~~(j)~~ (x) l'inscription ou la licence de l'adhérent a été radiée ou suspendue par un organisme de réglementation, son adhésion à un organisme de réglementation agissant à titre d'organisme ~~d'autoréglementation~~ d'autoréglementation a été résiliée ou suspendue, un organisme de réglementation a pris des dispositions aux fins de ~~sa~~ restructuration ~~de~~ l'adhérent ou un emprunteur ou un syndic a été nommé à son égard ou à celui de son actif.

~~Un adhérent soumis~~ L'adhérent suspendu qui est assujéti au processus de résolution et qui continue de remplir ses obligations envers la CDS, à la satisfaction de cette dernière, peut être autorisé par la CDS à disposer d'un accès continu à certains ou à l'ensemble des services, des fonctions et des fonctionnalités de système ~~de la CDS conformément aux Règles, aux Procédés et méthodes, aux Guides de l'utilisateur et aux conventions qui s'appliquent~~ conformément à la Documentation contractuelle.

286

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

5.4.39.1.2 Limitation de la responsabilité ~~de la CDS~~ au terme d'une suspension

La CDS n'a de responsabilité envers aucun adhérent, y compris les adhérents suspendus, à l'égard d'un acte ou d'une omission concernant l'exercice de son droit discrétionnaire de suspendre un adhérent ou non en vertu de la Règle ~~9.1.2, 9.1.1~~, sauf s'il s'agit d'un acte frauduleux. ~~Chaque adhérent libère irrévocablement la CDS d'une telle responsabilité.~~ La CDS n'est pas responsable envers un adhérent ~~des~~ dommages ou de pertes qu'il a subis, ~~des~~ frais qu'il a engagés, ~~des~~ dépenses ou ~~des~~ dettes qu'il a contractées ou ~~des~~ réclamations qui lui ont été faites au terme de ~~la suspension d'un adhérent ou de~~ l'exercice par la CDS de son droit discrétionnaire ~~de suspendre ou non un adhérent~~, y compris ~~de~~ toute occasion ratée, perte de profit, de marché, de clientèle, d'intérêt ou d'utilisation d'espèces ou de valeurs, ni de dommages ou de pertes qu'il a subis, de frais qu'il a engagés, de dépenses ou de dettes qu'il a contractées ou de réclamations qui lui ont été faites, que ces dommages, pertes, frais, dépenses, dettes ou réclamations soient spéciaux, indirects ou consécutifs.

~~Chaque adhérent libère irrévocablement la CDS de la responsabilité dont il est question au paragraphe ci-dessus.~~

5.29.2 DESCRIPTION GÉNÉRALE ~~DES~~ PROCESSUS DE SUSPENSION

5.2.19.2.1 Imposition de restrictions au droit d'accès aux fonctionnalités ~~du système des systèmes~~

~~Au terme de la suspension d'un~~ Aussitôt qu'un adhérent ~~est suspendu~~, la CDS impose des restrictions au droit d'accès ~~d'un de cet~~ adhérent aux fonctionnalités des systèmes de tous les services. ~~La~~ Cette restriction peut être levée en totalité ou en partie à ~~la~~ l'entière discrétion de la CDS, au besoin, pour procéder à l'acquiescement méthodique des obligations de l'adhérent en vertu de la présente Règle 9.

5.2.29.2.2 Fonctions ~~Fonction~~ de la contrepartie centrale

Si un adhérent qui utilise une fonction de la contrepartie centrale est suspendu, les mesures indiquées ci-après sont prises en sus des mesures décrites à la présente Règle 9.

(i) ~~Cotes~~

~~(a) Cotes~~

Nonobstant la suspension de l'adhérent, les cotes sont calculées et dues ~~par l'adhérent à la CDS ou par la CDS à l'adhérent, selon le cas~~, à l'égard de chacune de ses obligations en cours à la contrepartie centrale.

(ii) ~~(b) Opérations non traitées~~

Toutes les opérations de l'adhérent suspendu qui n'ont pas encore été traitées au moyen du RNC ~~au moment où l'adhérent est suspendu~~ sont inadmissibles à la fonction ~~de~~ RNC.

5.2.39.2.3 Rétention des soldes créditeurs au terme d'une suspension

Si un adhérent suspendu affiche un solde créditeur ~~libellé~~, dans ~~une~~quelque monnaie ~~que ce soit~~, crédité à ~~l'un de ses comptes ou à un compte de la CDS désigné au nom de l'adhérent, y compris un compte de fonds ou à un compte de garantie restreinte d'un grand livre, la~~ CDS ne paie pas le solde créditeur à l'adhérent suspendu. La CDS exerce son droit de rétention à l'égard de tout solde créditeur. La CDS ~~débite le peut débite ce~~ solde créditeur du ~~grand livre~~compte de l'adhérent suspendu et ~~crédite celui-ci au~~ ~~créditer à un~~ grand livre de gestion des garanties de la CDS.

Mis en forme : Soulignement , Anglais (États-Unis)

Mis en forme : Soulignement

287

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

5.2.49.2.4 Effet de la suspension sur le mode Mode de paiement par inscription comptable

Lorsqu'un adhérent est suspendu, l'attribution de sommes au moyen du mode de paiement par inscription comptable est contrepassée conformément à la Règle 8.45 et tout paiement versé par un banquier qualifié pour le compte d'un adhérent client suspendu est traité ~~tel que décrit~~ conformément à la Règle 8.4-14-5.10.

5.2.59.2.5 Processus de paiement

~~Au terme de la suspension d'un~~ Aussitôt qu'un adhérent est suspendu, la CDS prend les mesures nécessaires conformément à la Règle 5 pour s'assurer que le processus de paiement est exécuté pour cette journée. Ces mesures comprennent ~~notamment~~ les suivantes :

- (a) exiger paiement des adhérents ayant cautionné les obligations de l'adhérent suspendu ~~auprès~~ dedues à la CDS (y compris de chacune des cautions ayant octroyé une marge de crédit à l'adhérent suspendu et aux autres membres de chaque groupe de crédit dont fait partie l'adhérent suspendu);
- (b) prendre des dispositions pour le versement de tout acompte à la CDS nécessaire à l'exécution du processus de paiement, y compris, ~~pour couvrir de tels acomptes~~, la mise en gage des contributions de l'adhérent suspendu à tout fonds ou fonds commun de garantie des emprunteurs (et, au besoin, des contributions des autres membres de chaque groupe de crédit dont fait partie l'adhérent suspendu), pour couvrir de tels acomptes.

Chaque adhérent suspendu reconnaît que la CDS doit disposer de liquidités immédiates afin d'exécuter le processus de paiement et de régler les obligations de la contrepartie centrale auprès des autres adhérents, et que la somme réalisée à l'égard de ses garanties peut donc être inférieure à celle obtenue par d'autres moyens de réalisation ou par le report de cette réalisation, et il convient de ne pas présenter de réclamation pour dommages ou perte de valeur pouvant découler de la méthode ou du moment choisi pour la disposition de sa garantie.

5.2.69.2.6 Paiements cautionnés

~~La CDS suspend un caution d'un~~ adhérent défaillant ~~avant d'exiger le paiement en vertu de la Règle 5 de son obligation cautionnée par une caution (si ou les autres membres d'un groupe de crédit dont l'adhérent défaillant est un bénéficiaire), par les autres membres de son groupe de crédit de catégorie ou par membre doivent payer la somme que la CDS demande immédiatement après en avoir reçu la demande conformément à la Règle 5 à l'égard de l'obligation de l'adhérent défaillant qui est garantie par la caution ou par les autres membres du groupe de crédit de fonds dont il fait partie. Une caution ou un autre membre verse sans délai le montant exigé par la CDS.~~ Les paiements sont libellés dans la même monnaie que ~~l'obligation~~ les obligations à l'origine de la défaillance. ~~Une~~ La caution ou ~~un autre~~ autre membre verse le montant exigé par la CDS en utilisant tout solde créditeur de son compte de fonds ou en effectuant un paiement acceptable. Il est entendu que :

5.2.7 Paiements provisoires cautionnés et compte rendu comptable final

- (a) ~~la CDS n'est pas tenue de suspendre un adhérent défaillant avant de demander à la caution d'effectuer un paiement;~~
- (b) ~~la CDS suspend un adhérent défaillant avant de demander aux autres membres d'effectuer un paiement.~~

La CDS évalue de temps à autre les obligations de l'adhérent suspendu cautionnées par les autres membres de ses groupes de crédit ~~de catégorie ou de ses groupes de crédit de fonds et peut exiger~~ exige ~~288~~

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

Mis en forme : Police :Arial, 10 pt

Mis en forme : Police :Arial, 10 pt

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

le paiement du montant évalué. ~~Le paiement est versé à la demande de la CDS même si auprès des autres membres, que~~ l'obligation nette finale ~~demeure à déterminerait été établie ou non~~. La CDS calcule dès que possible l'obligation nette finale due par l'adhérent suspendu à la CDS cautionnée par les autres membres de chacun des groupes de crédit ~~de catégorie ou groupes de crédit de fonds~~ dont fait partie l'adhérent. La CDS établit alors la somme totale due par ~~chaque autre membre~~ ~~chacun des autres membres~~ et rembourse tout paiement excédentaire ou exige tout paiement supplémentaire requis ~~au terme de tels calculs.~~

5.2.8 Persistance des obligations de l'adhérent suspendu

~~Le paiement de tout montant à la CDS par une caution ou par des obligés de tout groupe de crédit de fonds ou groupe de crédit de catégorie au nom d'un adhérent suspendu n'engendre pas l'acquiescement de son obligation envers la CDS. Si l'obligation de l'adhérent suspendu envers la CDS excède le montant réalisé à l'égard de sa garantie, ce manque à gagner constitue une obligation continue de l'adhérent suspendu envers la CDS, payable sans délai à la demande de la CDS.~~

9.2.7 Transfert au grand livre de gestion des garanties

~~Au terme de la suspension d'un adhérent, la CDS transfère les garanties du service de règlement de l'adhérent de ses comptes à risque au grand livre de gestion des garanties de la CDS, et ce, sans obtenir d'instructions ou le consentement de l'adhérent suspendu. Toutes les garanties d'un adhérent suspendu sont détenues dans le grand livre de gestion des garanties.~~

5.2.99.2.8 Reconstitution des fonds communs de garantie

Au terme de la suspension d'un membre d'un groupe de crédit de catégorie, le plafond de fonctionnement d'un obligé ~~du~~ ~~ce~~ groupe de crédit est établi à zéro ~~jusqu'à ce que si les conditions suivantes ne sont pas remplies avant le début du traitement le jour ouvrable suivant :~~

(a) ~~l'obligé comble tout manque dans sa contribution au fonds commun de garantie;~~

(a) ~~les si la CDS a réalisé la totalité ou une partie des contributions au fonds commun de garantie, du requises de l'obligé relativement aux obligations d'un adhérent suspendu, l'obligé a remis les garanties requises de sorte que les contributions minimales au fonds commun de garantie de l'obligé ont été faites et continuent d'être détenues par la CDS;~~

(b) ~~le total des contributions au fonds commun de garantie du groupe de crédit de catégorie de l'obligé, selon le montant total minimum requis en vertu de la Règle 5.1210.2, soient ont été versées dans le fonds commun de garantie du groupe de crédit de l'obligé et continuent d'être détenues par la CDS.~~

~~Le plafond de fonctionnement de l'obligé n'est pas établi reste à zéro dès la défaillance d'un membre de son groupe de crédit; il le sera si jusqu'à ce que les deux conditions décrites énoncées aux alinéas paragraphes (a) et (b) ne sont pas remplies avant le début du traitement du jour ouvrable suivant ci-dessus soient remplies.~~

5.2.109.2.9 Reconstitution des fonds

Au terme de la suspension d'un membre d'un fonds, il n'est pas permis à un autre membre ~~du même fonds~~ de participer à la fonction pour laquelle le fonds a été constitué ~~jusqu'à ce que si les conditions suivantes ne sont pas remplies avant le début du traitement le jour ouvrable suivant :~~

289

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

- (a) ~~l'autre membre comble tout manque relatif à sa proprea remis ses garanties requises si la totalité ou une partie de la contribution au fonds requise de l'autre membre a été réalisée par la CDS relativement aux obligations d'un adhérent suspendu;~~
- (b) ~~la CDS détermine, à sa discrétion, que le total des contributions au fonds est suffisant.~~

~~Le droit d'un obligé d'utiliser une fonctionnalité du système d'une fonction n'est pas de l'autre membre demeure restreint immédiatement lors de la suspension d'un autre membre du fonds, mais seulement si jusqu'à ce que les deux conditions décrites énoncées aux alinéas paragraphes (a) et (b) ne sont pas remplies avant le début du traitement du jour ouvrable suivant.~~

~~**5.2.11 – Adhérent à un service transfrontalier**~~

~~Si l'adhérent suspendu est un adhérent à un service transfrontalier, la CDS prend les mesures décrites à la présente Règle 9 en plus de celles figurant à la Règle 10.11.~~

290

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

5.3 — Garanties

5.3.1 — Garanties d'un adhérent suspendu

(a) — Grand livre de gestion des garanties

Au terme de la suspension d'un adhérent, ses garanties du service de règlement sont transférées de ses comptes à risque au grand livre de gestion des garanties de la CDS, et ce, sans obtenir d'instructions ou le consentement de l'adhérent suspendu. Dès qu'un adhérent est suspendu, toutes ses garanties sont conservées au grand livre de gestion des garanties.

(b) — Garanties particulières

Les garanties particulières de l'adhérent suspendu sont réalisées par la CDS et le produit net est appliqué conformément à la Règle 9.3.13.

(c) — Garanties du service de règlement

Si l'adhérent suspendu n'est pas un emprunteur, ses garanties du service de règlement sont transférées aux autres membres de son groupe de crédit de catégorie qui sont tenus de faire le paiement à la CDS, ou, s'il n'y a pas d'autres membres, à ses cautions. Le transfert est effectué sur réception du paiement des cautions et des obligés ou de façon à permettre aux cautions et aux autres membres de verser le paiement. ~~Si l'adhérent suspendu est un emprunteur (soit un emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs ou un emprunteur non contribuant), ses garanties du service de règlement sont transférées à ses sûretés et à la CDS conformément à la Règle 5.6.7. La CDS transfère les garanties du service de règlement sans obtenir d'instructions ou le consentement de l'adhérent suspendu. En l'absence de telles cautions, la CDS prend les mesures qui s'imposent pour que les sommes dues lui soient payées sans délai sous forme d'acompte et peut utiliser les garanties du service de règlement de l'adhérent suspendu pour s'assurer un tel acompte.~~

Mis en forme : Soulignement

(d) — Contributions à un fonds

La CDS prend les mesures nécessaires pour que les sommes dues à l'égard de toute obligation de l'adhérent suspendu garanties cautionnées par un groupe de crédit de fonds lui soient payées sans délai sous forme d'acompte et peut utiliser la contribution de l'adhérent suspendu à ce fonds, la garantie de la contrepartie centrale de l'adhérent suspendu et, au besoin, les contributions des autres membres du groupe de crédit de fonds pour garantir s'assurer un tel acompte. Les contributions au fonds de l'adhérent suspendu sont réalisées par la CDS et le produit net est affecté conformément à la Règle 9.3.12.

(e) — Contributions au fonds commun de garantie

Si l'adhérent suspendu n'est pas un emprunteur, ses contributions au fonds commun de garantie sont transférées aux autres membres de son groupe de crédit de catégorie devant effectuer un paiement à la CDS. Le transfert est effectué lors de la réception du paiement des obligés ou de façon à permettre aux autres membres d'effectuer le paiement. La CDS transfère les contributions du fonds commun de garantie, et ce, sans obtenir d'instructions ou le consentement de l'adhérent suspendu. Si l'adhérent suspendu est un emprunteur, la CDS prend les mesures nécessaires pour que les sommes dues cautionnées par son groupe de crédit de catégorie soient payées sans délai sous forme d'acompte à la CDS et peut utiliser la contribution de l'adhérent au fonds commun de garantie suspendu et l'allocation à la CDS de la garantie fournie au service de règlement conformément à la Règle 5.6.7 et, au besoin, les contributions des autres membres du groupe de crédit de catégorie à ce fonds commun de garantie pour s'assurer un tel acompte.

(f) — Contributions de liquidité supplémentaire

Au terme de la suspension d'un adhérent au RNC, les contributions de liquidité supplémentaire versées au fonds de liquidité supplémentaire par tous les adhérents peuvent être utilisées par la CDS pour satisfaire

Règles de la CDS à l'intention des adhérents (version 2020.02.27)

à ses obligations de liquidité au RNC, sous réserve que le fonds de liquidité supplémentaire ne peut être utilisé aux fins d'attribution des pertes résiduelles conformément aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur.

5.3.2 Prêteur principal

Lorsqu'un prêteur devient adhérent défaillant, les autres prêteurs se consultent aussitôt et nomment l'un des obligés prêteur principal, conformément aux dispositions de la convention relative au groupe de crédit des prêteurs. Le prêteur nommé prêteur principal en informe aussitôt la CDS. La CDS n'est pas tenue de mener une enquête concernant le droit du prêteur de se présenter comme prêteur principal ou de prescrire un tel transfert. Le prêteur principal reçoit et détient la garantie du groupe de crédit de catégorie de l'adhérent suspendu en son nom et en celui des autres obligés du groupe de crédit de catégorie des prêteurs, conformément aux dispositions de la convention relative au groupe de crédit des prêteurs. Sous réserve de la Règle 9.3.8, le prêteur principal gère et contrôle le grand livre désigné auquel est transférée la garantie du groupe de crédit de catégorie de l'adhérent suspendu.

5.3.3 Livraison de la garantie du groupe de crédit de catégorie aux obligés

Lorsque la CDS est tenue de livrer une garantie du groupe de crédit de catégorie de l'adhérent suspendu aux obligés de ce même groupe de crédit, elle procède de la façon suivante :

- (a) si l'adhérent suspendu est prêteur, en effectuant un virement au grand livre désigné aux fins d'utilisation par le prêteur principal;
- (b) si l'adhérent suspendu est une fédération adhérente active, en effectuant une livraison au grand livre désigné aux fins d'utilisation par le remplaçant de la fédération adhérente active;
- (c) si l'adhérent suspendu est un agent de règlement, en effectuant une livraison aux grands livres désignés aux fins d'utilisation par les obligés d'une quote-part du montant payé par chaque obligé à la CDS proportionnelle au montant total payé par tous les obligés à la CDS.

Si l'adhérent suspendu est un emprunteur, la garantie de son groupe de crédit de catégorie n'est pas virée aux obligés de son groupe de crédit de catégorie mais est traitée en vertu de la Règle 9.3.1.

5.3.4 Compte rendu comptable de la garantie de l'agent de règlement

La répartition proportionnelle des biens constituant la garantie du groupe de crédit de catégorie entre les obligés d'un groupe de crédit de catégorie d'agents de règlement est faite, dans la mesure du possible, de façon à éviter les fractions de valeurs et conformément aux règles régissant la détention et le transfert de valeurs. La CDS calcule la valeur de la garantie du groupe de crédit de catégorie au moyen de données qu'elle peut raisonnablement se procurer, distribue les biens constituant la garantie à sa discrétion en fonction de telles valeurs et informe les obligés de son évaluation et de sa distribution des biens constituant la garantie. Chaque obligé a le droit de demander un compte rendu comptable de sa quote-part à payer et de celle de chacun des autres obligés, et de la distribution des biens constituant la garantie du groupe de crédit de catégorie.

5.3.5 Rétention de la garantie du service de règlement

Si l'adhérent suspendu est un bénéficiaire, les biens constituant la garantie du Service de règlement de l'adhérent suspendu font l'objet de la sûreté de la caution ainsi que de la sûreté du groupe de crédit de catégorie octroyée par l'adhérent suspendu. Tous les biens constituant la garantie du service de règlement que la CDS, une caution ou un autre membre possède ou contrôle en tout temps sont détenus par celle-ci ou celui-ci au nom et en faveur de la CDS, de tous les obligés de chaque groupe de crédit de catégorie dont l'adhérent suspendu est membre et de toutes les cautions établissant une marge de crédit en faveur de l'adhérent suspendu, et à titre de mandataire de ces personnes et sous réserve exclusive de leurs

292

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents (version 2020.02.27)

instructions et non pas des instructions ou du consentement de l'adhérent suspendu. La garantie du service de règlement est assujettie à la priorité relative établie aux Règles 5.6.7 et 5.11.4.

5.3.6 — Utilisation immédiate de la garantie du groupe de crédit de catégorie

Avant d'effectuer le paiement intégral à la CDS de sa quote-part de l'obligation de l'adhérent suspendu, l'obligé d'un groupe de crédit de catégorie peut utiliser sa quote-part de la garantie du groupe de crédit de catégorie de l'adhérent suspendu uniquement pour faire le paiement de remplacement à la CDS. Un obligé peut prendre cette mesure :

- (a) s'il est prêteur, en donnant instructions au prêteur principal de virer une telle garantie pour que l'obligé puisse livrer une telle garantie à la Banque du Canada sous forme de valeurs de type L;
- (b) s'il est le remplaçant de la fédération adhérente active ou un agent de règlement, en donnant instruction à la CDS de virer une telle garantie pour que l'obligé puisse livrer une telle garantie à la Banque du Canada si i) l'obligé est un utilisateur du STPGV, sous forme de valeurs de type L, ou ii) si l'obligé n'est pas un utilisateur du STPGV, en règlement d'un achat par la Banque du Canada des valeurs qui constituent la garantie, auquel cas la Banque du Canada paie à la CDS le moindre des montants entre le prix d'achat et le montant du paiement de remplacement que doit l'obligé. Ce paiement à la CDS libère la Banque du Canada de son obligation de paiement envers l'obligé pour le montant du paiement.

Si l'adhérent suspendu est un emprunteur, la garantie de son groupe de crédit de catégorie n'est pas virée aux obligés du groupe de crédit de catégorie de l'adhérent suspendu mais est traitée conformément à la Règle 9.3.1.

5.3.7 — Réalisation générale

La CDS, un obligé ou une caution peut, sans donner de préavis à, ou obtenir le consentement de, l'adhérent suspendu et sans délai, saisir et aliéner, réaliser, céder, transférer, mettre en gage ou grever d'une quelconque autre façon sa part des biens constituant la garantie de l'adhérent suspendu, soit en totalité ou à titre de sûreté et selon les modalités qu'elle juge les meilleures. La CDS, l'obligé ou la caution peut alors disposer des biens constituant la garantie ou réaliser la garantie de l'adhérent suspendu à sa discrétion absolue et au meilleur des intérêts de la CDS et des adhérents par tous les moyens qui s'offrent à elle (y compris par vente privée ou par vente sur le marché ouvert). Chaque adhérent reconnaît que la CDS doit immédiatement disposer de liquidités afin d'exécuter le processus de paiement et de régler les obligations de la contrepartie centrale auprès des autres adhérents et que la valeur réalisée par la CDS à l'égard de telles garanties peut donc être inférieure à celle obtenue par d'autres moyens de réalisation ou par le report de cette réalisation, et accepte de ne pas présenter de réclamation pour dommages ou pertes de valeur pouvant découler de la méthode ou du moment choisi pour la disposition des biens constituant la garantie de l'adhérent suspendu.

5.3.8 — Moment de la réalisation par l'obligé

En vertu de la présente Règle 9.3 et à l'exception des situations décrites à la Règle 9.3.6, un obligé ne peut réaliser sa quote-part de la garantie d'un groupe de crédit de catégorie d'un adhérent suspendu jusqu'à ce que tous les membres de son groupe de crédit (autres que l'adhérent suspendu) aient versé leur paiement de remplacement à la CDS.

5.3.9 — Réalisation de la contribution augmentée d'un prêteur défaillant

Si un adhérent suspendu qui est prêteur a versé une contribution augmentée au fonds commun de garantie afin d'obtenir une augmentation provisoire de son plafond de fonctionnement, les obligés membres du groupe de crédit des prêteurs n'ont pas le droit de réaliser le montant de la contribution augmentée au fonds commun de garantie excédant le montant calculé en vertu de la Règle 5.12.4(b).

293

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. — Le 27 février 2020

**Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)**

5.3.10 – Affectation de la garantie du groupe de crédit de catégorie

Un obligé peut affecter le produit net de la réalisation de la garantie du groupe de crédit de catégorie d'un adhérent suspendu aux seules fins d'acquittement de l'obligation de l'adhérent suspendu de rembourser à l'obligé les montants versés par ce dernier à la CDS conformément à ses obligations envers la CDS relatives au groupe de crédit, et non pas aux fins d'acquittement de toute autre obligation engagée par l'adhérent suspendu auprès de l'obligé. Dans l'un ou l'autre des cas, le produit excédentaire de la réalisation doit être viré à la CDS. La CDS utilise le produit excédentaire pour rembourser à chaque caution de l'adhérent suspendu une quote-part du paiement total versé à la CDS par les cautions. Tout excédent restant au terme de cette utilisation sera affecté en vertu de la Règle 9.3.13.

5.3.11 – Affectation de la garantie du service de règlement

(a) — Priorités

La garantie du groupe de crédit de catégorie (qui garantit les obligations d'un adhérent à titre de membre d'un groupe de crédit de catégorie) comprend la garantie du service de règlement (qui garantit également les obligations d'un adhérent à titre de bénéficiaire d'une marge de crédit établie par une caution). Un adhérent emprunteur est membre de deux groupes de crédit de catégorie. La priorité relative de ces intérêts est établie aux Règles 5.6.7 et 5.11.4. La présente Règle 9.3.11 décrit l'ordre dans lequel le produit net de la réalisation de la garantie de l'adhérent suspendu est affecté, conformément à de telles priorités. Une caution peut affecter le produit net de la réalisation d'une portion de la garantie du service de règlement d'un adhérent suspendu attribuée conformément à la Règle 5.6.7 seulement aux fins d'acquittement de l'obligation de l'adhérent suspendu de rembourser à la caution les montants versés par cette dernière à la CDS conformément à ses obligations envers la CDS relatives à sa marge de crédit, et non pas aux fins d'acquittement de toute autre obligation contractée par l'adhérent suspendu envers la caution.

(b) — Adhérent non emprunteur

Si l'adhérent suspendu n'est pas un emprunteur, la garantie du service de règlement est réalisée et le produit net en est affecté de la manière décrite ci-après.

- (i) — Les obligés réalisent les contributions au fonds commun de garantie de l'adhérent suspendu avant de réaliser les garanties du service de règlement de l'adhérent suspendu.
- (ii) — Si le produit net de la réalisation de la garantie du groupe de crédit de catégorie de l'adhérent suspendu excède le montant total versé par tous les obligés à la CDS, l'excédent attribuable à la garantie du service de règlement doit être viré aux cautions (le cas échéant) de l'adhérent suspendu et les cautions affectent le montant qui leur est versé conformément à leurs droits en vertu de la Règle 5.6.
- (iii) — Tout solde excédentaire est transféré à la CDS pour être affecté conformément à ses droits en vertu de la Règle 9.3.13.

(c) — Emprunteur

Si l'adhérent suspendu est un emprunteur, sa garantie du service de règlement doit être attribuée à une sûreté et à la CDS (au nom du FCGE en \$ CA) conformément à la Règle 5.6.7. La garantie du service de règlement ainsi attribuée est réalisée et le produit net en est affecté de la manière décrite ci-après.

- (i) — Les cautions qui ont versé un montant à la CDS à l'égard de marges de crédit établies en faveur de l'adhérent suspendu réalisent leur portion de la garantie du service de règlement de l'adhérent suspendu.
- (ii) — Si le produit net de la réalisation par les cautions de leur portion de la garantie du service de règlement excède le montant total versé par les cautions à la CDS à l'égard de marges

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

de crédit établies par les cautions en faveur de l'adhérent suspendu et l'adhérent suspendu est membre du groupe de crédit des emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars canadiens, l'excédent, y compris l'excédent de la CDS (conformément au sous-alinéa (iii) ci-après), doit être viré aux obligés du groupe de crédit proportionnellement au paiement total versé à la CDS par chaque obligé dans la mesure exigée pour couvrir leurs pertes respectives.

- (iii) — La CDS (au nom du FCGE en \$ CA) doit réaliser sa portion de la garantie du service de règlement.

Si le produit net réalisé par la CDS (au nom du FCGE en \$ CA) à même sa portion de la garantie du service de règlement dépasse le total versé par les obligés du FCGE en \$ CA à la CDS pour ce qui concerne l'utilisation par l'adhérent suspendu de sa marge de crédit du groupe de crédit en \$ CA, et si l'adhérent suspendu est membre du groupe de crédit du fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars canadiens, l'excédent, y compris l'excédent des sûretés (conformément au sous-alinéa (ii) ci-dessus), doit être affecté aux obligés du groupe de crédit selon une répartition proportionnelle du paiement total versé à la CDS par chaque obligé, dans la mesure exigée pour couvrir leurs pertes respectives, soient remplies.

~~(iv)(a) — Si les conditions indiquées ci-après sont satisfaites :~~

- ~~(1) — L'adhérent suspendu est membre du groupe de crédit des emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars américains;~~

- ~~(2) — L'adhérent suspendu n'est pas membre du groupe de crédit des emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars canadiens ou le produit n'est pas entièrement utilisé au terme de l'affectation du produit net en vertu des sous-alinéas (i), (ii) et (iii);~~

~~le produit excédentaire est viré aux obligés du groupe de crédit des emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars américains proportionnellement au paiement total versé à la CDS par chaque obligé.~~

- ~~(v) — Si le produit de la réalisation n'est pas entièrement utilisé au terme de son affectation en vertu des sous-alinéas (i), (ii), (iii) et (iv) ou si l'adhérent suspendu n'est pas membre du groupe de crédit du fonds commun de garantie des emprunteurs, l'excédent est versé aux obligés de chaque groupe de crédit des emprunteurs non contributeurs dont l'adhérent suspendu est membre (proportionnellement au paiement total versé à la CDS par les obligés);~~

- ~~(vi) — Tout produit excédentaire restant est viré à la CDS pour être affecté de la manière décrite à la Règle 9.3.13.~~

5.3.12 Affectation des contributions à un fonds et des contributions à la contrepartie centrale

- (a) — Contribution à un fonds

Si l'adhérent qui est un membre d'un groupe de crédit de fonds est suspendu, la CDS affecte le produit net de la réalisation de ses contributions à ce fonds de la manière suivante :

- (i) — le produit net de la réalisation de ses contributions au fonds de l'adhérent suspendu est affecté au paiement (A) de toute cote due par l'adhérent suspendu à l'égard de la fonction

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

pour laquelle le fonds a été constitué et (B) de toute valeur d'annulation nette débitrice découlant de la liquidation des obligations de la contrepartie centrale de l'adhérent suspendu découlant de cette fonction;

(ii) — tout produit excédentaire sera affecté par la CDS de la manière décrite à la Règle 9.3.13.

(b) — Garantie de la contrepartie centrale

Si un adhérent qui utilise une fonction de la contrepartie centrale est suspendu et que celui-ci a livré une garantie de la contrepartie centrale à la CDS, celle-ci affecte le produit net de la réalisation de la garantie de la contrepartie centrale de l'adhérent suspendu de la manière suivante :

(i) — pour chaque fonction de la contrepartie centrale utilisée par l'adhérent, la CDS détermine le montant (le « manque à gagner ») par lequel le total du produit net de la réalisation des contributions au fonds de cette fonction par l'adhérent suspendu est inférieur (A) à toute cote due par celui-ci à l'égard de la fonction pour laquelle le fonds a été constitué et (B) à toute valeur d'annulation nette débitrice découlant de la liquidation des obligations de la contrepartie centrale de l'adhérent suspendu relativement à cette fonction. Le produit net de la réalisation de la garantie de la contrepartie centrale de l'adhérent suspendu est affecté au paiement du manque à gagner pour chaque fonction. Si le total de l'ensemble des manques à gagner excède le produit net de la réalisation de la garantie de la contrepartie centrale de l'adhérent suspendu, un tel produit sera alors affecté au paiement du manque à gagner pour chaque fonction de la contrepartie centrale au prorata de la quote-part du manque à gagner par rapport au total de l'ensemble des manques à gagner;

(ii) — tout produit excédentaire sera affecté par la CDS de la manière décrite à la Règle 9.3.13.

5.3.13 — Affectation du produit excédentaire

Les montants indiqués ci-après, lorsqu'ils sont calculés à l'égard d'un adhérent suspendu, sont considérés à titre de produit excédentaire de la réalisation et sont affectés par la CDS conformément à la présente Règle :

(a) — tout solde de compte de fonds créditeur;

(b) — tous les fonds crédités aux comptes de garantie restreints de l'adhérent suspendu, sous réserve du droit du constituant du gage de rembourser de tels fonds, et tous les fonds dans les comptes de mise en gage de l'adhérent suspendu mis en gage par celui-ci, dans les limites du droit de propriété véritable de l'adhérent suspendu sur ces fonds;

(c) — le produit net de la réalisation de la garantie particulière de l'adhérent suspendu;

(d) — le produit net de la réalisation des contributions à un fonds commun de garantie de l'adhérent suspendu demeurant au terme de l'affectation d'un tel produit en vertu de la Règle 9.3.10;

(e) — le produit net de la réalisation de la garantie du service de règlement de l'adhérent suspendu demeurant au terme de l'affectation du produit en vertu de la Règle 9.3.11;

(f) — tout solde créditeur payable à l'adhérent suspendu par la CDS à l'égard d'une fonction de la contrepartie centrale au terme de la compensation du produit net de la réalisation des contributions à un fonds de l'adhérent suspendu pour cette fonction de la contrepartie centrale en vertu de la Règle 9.3.12, toutes les cotes payables par l'adhérent suspendu ou à celui-ci découlant de cette fonction de la contrepartie centrale et la valeur d'annulation nette de l'ensemble des obligations de la contrepartie centrale de l'adhérent suspendu découlant de cette fonction de la contrepartie centrale;

296

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. — Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

(g) — le produit net de la réalisation de la garantie de la contrepartie centrale de l'adhérent suspendu demeurant au terme de l'affectation du produit conformément à la Règle 9.3.12

Le produit excédentaire de la réalisation est affecté par la CDS à la réduction des obligations de l'adhérent suspendu envers la CDS. Si les obligations de l'adhérent suspendu excèdent le produit excédentaire, le produit excédentaire est affecté à la réduction des obligations de l'adhérent suspendu cautionnées par ses cautions, par les autres membres de son groupe de crédit de catégorie ou par les autres membres de chacun de ses groupes de crédit de fonds, proportionnellement au manque à gagner, le cas échéant, entre le montant payé à la CDS par chacune des cautions et sa portion du produit net de la réalisation de la garantie de l'adhérent suspendu lorsque le produit est affecté conformément aux dispositions de la présente Règle 9. En présence d'un produit excédentaire au terme du paiement de toutes les obligations de l'adhérent suspendu envers la CDS, celle-ci en verse le montant à l'adhérent suspendu.

5.3.14 Produit net

L'adhérent suspendu tient indemne la CDS, ses cautions et les autres membres de ses groupes de crédit de catégorie et groupes de crédit de fonds de tous frais et débours raisonnables engagés par chacun d'eux aux fins de réalisation de sa garantie. Les références de la présente Règle 9 au produit net de la réalisation désignent le produit de réalisation au terme de la compensation de tous les frais et débours.

5.3.15 2.10 Suspension du responsable **Responsable** du traitement des droits et privilèges

Si, le jour où un adhérent est suspendu un jour au cours duquel, il a agi à titre de responsable du traitement des droits et privilèges et qu'une écriture de débit a été passée à son compte de fonds pour une transaction de droits et privilèges imputable à un remboursement de valeurs, les mesures décrites à la présente Règle 9.3.15 (a) ~~(a)~~ 9.2.10 doivent être prises en plus de ~~tout~~ toute autre mesure applicable en cas de suspension.

La CDS cède ses droits sur ces valeurs aux fins de remboursement à chacun des obligés du groupe de crédit de catégorie de l'adhérent suspendu (autre qu'un groupe de crédit des emprunteurs non ~~contribuants~~ contribuant) et à chacune des cautions de l'adhérent suspendu, selon ~~le rapport~~ la proportion que ~~forment~~ forme le paiement fait par chacun d'eux ~~et le~~ à la CDS relativement aux obligations de l'adhérent suspendu par rapport au paiement total fait par eux à la CDS. Pour réaliser une telle cession, la CDS vire la quantité requise de valeurs à rembourser aux obligés et aux cautions. Les valeurs sont par la suite traitées de la même façon que les garanties du service de règlement.

9.2.11 Adhérent à un service transfrontalier

Si un adhérent suspendu est un adhérent à un service transfrontalier, la CDS prend les mesures décrites à la présente Règle 9 en plus de celles figurant à la Règle 10.9.

9.3 UTILISATION DES GARANTIES D'UN ADHÉRENT SUSPENDU

9.3.1 Droit de la CDS, de l'obligé et de la caution

Sauf disposition à l'effet contraire dans la présente Règle 9, la CDS, un obligé ou une caution peuvent à tout moment, sans donner de préavis à l'adhérent suspendu ou obtenir le consentement de celui-ci, saisir et aliéner, réaliser, céder, transférer, mettre en gage ou grever d'une quelque autre façon leur part de la garantie de l'adhérent suspendu, soit de façon absolue ou à titre de sûreté, au prix et selon les modalités qu'ils jugent les meilleures. La CDS, l'obligé ou la caution peuvent alors aliéner la garantie de l'adhérent suspendu ou réaliser la garantie de l'adhérent suspendu à leur discrétion absolue et au mieux des intérêts de la CDS et des adhérents par tous les moyens qui s'offrent à eux (y compris par vente privée ou par vente sur le marché ouvert).

297

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. ————— Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

9.3.2 Garanties particulières

Les garanties particulières de l'adhérent suspendu sont réalisées par la CDS et le produit net est appliqué conformément à la Règle 9.4.2.

9.3.3 Contributions à un fonds

La CDS prend les mesures nécessaires pour que les sommes dues à l'égard de toute obligation de l'adhérent suspendu cautionnée par un groupe de crédit de fonds lui soient payées sans délai sous forme d'acompte; elle peut utiliser la contribution de l'adhérent suspendu à ce fonds et, au besoin, les contributions des autres membres de ce fonds pour s'assurer un tel acompte.

Les contributions au fonds de l'adhérent suspendu sont réalisées par la CDS et le produit net est appliqué conformément à la Règle 9.4.1(iii).

9.3.4 Contributions de liquidité supplémentaire

Au terme de la suspension d'un adhérent de la fonction de RNC, les contributions de liquidité supplémentaire versées au fonds de liquidité supplémentaire par tous les adhérents peuvent être réalisées par la CDS pour satisfaire aux obligations de liquidité au RNC, sous réserve que le fonds de liquidité supplémentaire ne peut être utilisé aux fins d'attribution des pertes résiduelles conformément aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur.

9.3.5 Contributions au fonds commun de garantie

Si l'adhérent suspendu est un emprunteur, la CDS prend les mesures nécessaires pour que l'obligation de l'adhérent cautionnée par son groupe de crédit de catégorie soit payée sans délai sous forme d'acompte à la CDS; elle peut utiliser la contribution de l'adhérent suspendu au fonds commun de garantie et l'allocation à la CDS de la garantie du service de règlement conformément à la Règle 5.14.1 et, au besoin, les contributions des autres membres à ce fonds commun de garantie pour s'assurer un tel acompte.

Si l'adhérent suspendu n'est pas un emprunteur, ses contributions au fonds commun de garantie sont transférées conformément aux Règles aux autres membres de son groupe de crédit de catégorie devant effectuer un paiement à la CDS. La CDS effectue ce transfert au moment de la réception du paiement des obligés ou de façon à permettre aux autres membres d'effectuer le paiement. La CDS transfère sa contribution au fonds commun de garantie, et ce, sans obtenir d'instructions ou le consentement de l'adhérent suspendu.

Nonobstant ce qui précède, si l'adhérent suspendu est un prêteur et a versé une contribution augmentée au fonds commun de garantie afin d'obtenir une augmentation provisoire de son plafond de fonctionnement, les obligés de son groupe de crédit des prêteurs n'ont pas le droit de réaliser le montant de la contribution augmentée au fonds commun de garantie excédant le montant calculé en vertu de la Règle 5.

9.3.6 Garanties du service de règlement

Si l'adhérent suspendu est un emprunteur, sa garantie du service de règlement est attribuée à ses cautions et à la CDS conformément à la Règle 5.14.1 et dans l'ordre décrit à la Règle 5.13.3. La CDS transfère la garantie du service de règlement sans obtenir d'instructions ou le consentement de l'adhérent suspendu. En l'absence de telles cautions, la CDS prend les mesures qui s'imposent pour que l'obligation de l'adhérent suspendu lui soit payée sans délai sous forme d'acompte et peut utiliser la garantie du service de règlement pour obtenir l'acompte.

Si l'adhérent suspendu n'est pas un emprunteur, sa garantie du service de règlement est transférée aux autres membres de son groupe de crédit de catégorie qui sont tenus de faire le paiement à la CDS, et, s'il n'y a pas d'autres membres, à ses cautions. La CDS effectue ce transfert à la réception du paiement des

298

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

obligés et des cautions ou de façon à permettre aux cautions et aux autres membres d'effectuer ce paiement.

Toute garantie du service de règlement que la CDS, une caution ou un autre membre possède ou contrôle en tout temps est détenue par celle-ci ou celui-ci au nom et en faveur de la CDS, de toutes les cautions établissant une marge de crédit en faveur de l'adhérent suspendu et de tous les obligés de chaque groupe de crédit de catégorie dont l'adhérent suspendu est membre, et à titre de mandataire de ces personnes et sous réserve exclusive de leurs instructions et non pas des instructions ou du consentement de l'adhérent suspendu.

9.3.7 Livraison de la garantie du groupe de crédit de catégorie aux obligés

(i) Si l'adhérent suspendu est prêteur

Lorsqu'un prêteur est suspendu, les autres prêteurs se consultent aussitôt et nomment l'un des obligés pour agir à titre de prêteur principal conformément aux dispositions de la convention relative au groupe de crédit des prêteurs. Le prêteur nommé prêteur principal en informe aussitôt la CDS.

Lorsque la CDS est tenue de livrer la garantie du groupe de crédit de catégorie d'un prêteur suspendu aux obligés de celui-ci, elle livrera cette garantie au grand livre désigné aux fins d'utilisation par le prêteur principal, qui recevra et détiendra cette garantie pour son propre compte et pour celui de tous les autres obligés du groupe de crédit de catégorie des prêteurs conformément aux dispositions de la convention relative au groupe de crédit des prêteurs. Sous réserve de la Règle 9.3.7(iii), le prêteur principal administre et contrôle le grand livre désigné.

La CDS n'est pas tenue de mener une enquête ou d'obtenir de l'information concernant le droit du prêteur ou l'instruction au prêteur qui se présente comme prêteur principal.

(ii) Si l'adhérent suspendu est un agent de règlement

Lorsque la CDS est tenue de livrer la garantie du groupe de crédit de catégorie d'un agent de règlement suspendu aux obligés de celui-ci, elle livrera cette garantie aux grands livres désignés aux fins de l'utilisation par les obligés respectifs, proportionnellement à la somme que chaque obligé a versée à la CDS par rapport à la somme globale que tous les obligés ont payée à la CDS. La livraison proportionnelle est faite, dans la mesure du possible, de façon à éviter les fractions de valeurs et conformément aux règles régissant la détention et le transfert de valeurs. La CDS calcule la valeur de la garantie du groupe de crédit de catégorie au moyen des données qu'elle peut raisonnablement se procurer, distribue la garantie à sa discrétion en fonction de ces données et informe les obligés de son évaluation et de sa distribution de la garantie. Chaque obligé a le droit de demander un compte rendu comptable de sa quote-part et de celle de chacun des autres obligés des obligations de l'adhérent suspendu et de la garantie du groupe de crédit de catégorie.

(iii) Utilisation immédiate aux fins du paiement de remplacement

Avant d'effectuer le paiement intégral à la CDS de sa quote-part de l'obligation de l'adhérent suspendu, l'obligé d'un groupe de crédit de catégorie peut utiliser sa quote-part de la garantie du groupe de crédit de catégorie de l'adhérent suspendu uniquement pour faire le paiement de remplacement à la CDS. L'obligé d'un groupe de crédit de catégorie peut prendre l'une des mesures suivantes :

(a) s'il est prêteur, en donnant instruction au prêteur principal de virer une telle garantie pour qu'il puisse livrer une telle garantie à la Banque du Canada sous forme de valeurs de type L;

(b) s'il est agent de règlement, en donnant instruction à la CDS de virer une telle garantie pour qu'il puisse livrer une telle garantie à la Banque du Canada comme suit :

i. si l'obligé est un utilisateur du STPGV, sous la forme de valeurs de type L;

299

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

- ii. si l'obligé n'est pas un utilisateur du STPGV, en règlement d'un achat par la Banque du Canada des valeurs qui constituent la garantie, auquel cas la Banque du Canada paiera à la CDS le moindre du prix d'achat et du montant du paiement de remplacement dû par l'obligé. Ce paiement à la CDS libère la Banque du Canada de l'obligation qui lui incombe de verser à l'obligé le montant du paiement.

À l'exception de ce qui est prévu à la présente Règle 9.3.7(iii), un obligé ne peut réaliser sa quote-part de la garantie d'un groupe de crédit de catégorie d'un adhérent suspendu en vertu de la présente Règle 9 jusqu'à ce que tous les membres de son groupe de crédit de catégorie (autres que l'adhérent suspendu) aient versé leur paiement de remplacement à la CDS.

(iv) Limitation de l'utilisation par l'obligé

Un obligé peut affecter le produit net de la réalisation de la garantie du groupe de crédit de catégorie d'un adhérent suspendu aux seules fins d'acquittement de l'obligation de l'adhérent suspendu auprès de l'obligé pour le paiement effectué à la CDS conformément à ses obligations relatives au groupe de crédit, et non pas aux fins d'acquittement de toute autre obligation de l'adhérent suspendu auprès de l'obligé. Le produit excédentaire de la réalisation doit être viré à la CDS. La CDS utilise ce produit excédentaire pour rembourser à chaque caution de l'adhérent suspendu une somme proportionnelle à la somme que la caution a versée à la CDS par rapport à la somme totale que les cautions ont versée à la CDS. Tout solde excédentaire au terme de cette attribution est affecté conformément à la Règle 9.4.2.

9.4 PRODUIT NET DE LA RÉALISATION DE LA GARANTIE

9.4.1 Ordre d'affectation du produit net

La présente Règle 9.4.1 décrit l'ordre dans lequel le produit net de la réalisation de la garantie de l'adhérent suspendu est affecté, conformément aux priorités énoncées à la Règle 5.14.

(i) Si l'adhérent suspendu est un emprunteur

Mis en forme : Soulignement

Si l'adhérent suspendu est un emprunteur, le produit net de la réalisation de sa garantie du service de règlement est affecté de la manière décrite ci-après.

- (a) Les cautions qui ont versé un montant à la CDS à l'égard de marges de crédit établies en faveur de l'adhérent suspendu réalisent leur portion de la garantie du service de règlement.

Si le produit net de la réalisation par les cautions excède la somme totale que celles-ci ont payée à la CDS et que l'adhérent suspendu est membre du groupe de crédit des emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars canadiens, l'excédent, y compris l'excédent de la CDS (conformément à l'alinéa (b) ci-après), doit être viré aux obligés de ce groupe de crédit proportionnellement à la somme que chaque obligé a versée à la CDS par rapport à la somme totale que tous les obligés ont versée à la CDS, dans la mesure exigée pour couvrir leurs pertes respectives.

- (b) La CDS (au nom du FCGE en \$ CA) doit réaliser sa portion de la garantie du service de règlement.

Si le produit net de la réalisation par la CDS (pour le compte des emprunteurs de fonds en dollars canadiens) excède la somme totale que les obligés de la contrepartie centrale du fonds commun de garantie du groupe de crédit de catégorie des emprunteurs en dollars canadiens ont payée à la CDS à l'égard de l'obligation de l'adhérent suspendu auprès de la CDS et que l'adhérent suspendu est membre du groupe de crédit des emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars canadiens, l'excédent, y compris l'excédent des cautions (conformément à l'alinéa (a) ci-après), doit être viré aux obligés de ce groupe de crédit proportionnellement à la somme que chaque obligé a versée à la CDS par rapport à la somme

300

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

totale que tous les obligés ont versée à la CDS, dans la mesure exigée pour couvrir leurs pertes respectives.

(c) Si les conditions indiquées ci-après sont satisfaites :

i. l'adhérent suspendu est membre du groupe de crédit des emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars américains;

ii. l'adhérent suspendu n'est pas membre du groupe de crédit des emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars canadiens, ou il reste un produit net après l'exécution des alinéas (a) et (b) ci-dessus;

le produit excédentaire est viré aux obligés du groupe de crédit des emprunteurs du fonds commun de garantie des emprunteurs pour les règlements en dollars américains proportionnellement à la somme que chaque obligé a versée à la CDS par rapport à la somme totale que tous les obligés ont versée à la CDS, dans la mesure requise pour couvrir leurs pertes respectives.

(d) Si le produit net n'est pas entièrement utilisé après l'exécution des alinéas (a), (b) et (c) ci-dessus ou si l'adhérent suspendu n'est pas membre du groupe de crédit du fonds commun de garantie des emprunteurs, l'excédent est versé aux obligés de chaque groupe de crédit des emprunteurs non contribuant proportionnellement à la somme que chaque obligé a versée à la CDS par rapport à la somme totale que tous les obligés ont versée à la CDS, dans la mesure requise pour couvrir leurs pertes respectives.

(e) Tout excédent restant après l'application des alinéas (a), (b), (c) et (d) ci-dessus est viré à la CDS et affecté conformément à la Règle 9.4.2.

(ii) Si l'adhérent suspendu n'est pas un emprunteur

Si l'adhérent suspendu n'est pas un emprunteur, le produit net de la réalisation de sa garantie du service de règlement est affecté de la manière décrite ci-après.

(a) Les obligés réalisent la contribution au fonds commun de garantie de l'adhérent suspendu avant de réaliser la garantie du service de règlement de celui-ci.

(b) Si le produit net de la réalisation de la garantie du groupe de crédit de catégorie excède la somme totale versée par les obligés à la CDS, l'excédent attribuable à la garantie du service de règlement doit être viré aux cautions (le cas échéant) de l'adhérent suspendu et les cautions affectent la somme conformément à la Règle 5.13.

(c) Tout solde excédentaire est transféré à la CDS pour être affecté conformément à la Règle 9.4.2.

(iii) Si l'adhérent suspendu est membre d'un groupe de crédit de fonds

La CDS affecte le produit net de la réalisation des contributions à un fonds de l'adhérent suspendu de la manière indiquée ci-après.

(a) Le produit net de la réalisation des contributions de l'adhérent suspendu à un fonds est affecté au paiement de ce qui suit :

i. toute cote qu'il doit à l'égard du service ou de la fonction pour lequel le fonds a été établi;

ii. toute valeur d'annulation nette débitrice découlant de la liquidation de ses obligations de la contrepartie centrale découlant de ce service ou de cette fonction.

(b) Tout produit excédentaire sera affecté par la CDS de la manière décrite à la Règle 9.4.2.

304

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

9.4.2 Produit excédentaire

Les sommes indiquées ci-après qui se rapportent à un adhérent suspendu sont considérées à titre de produit excédentaire de la réalisation :

- (a) le produit net de la réalisation des contributions à un fonds commun de garantie de l'adhérent suspendu au terme de l'affectation d'un tel produit en vertu de la Règle 9.4.1(i);
- (b) le produit net de la réalisation de la garantie du service de règlement de l'adhérent suspendu au terme de l'affectation du produit en vertu de la Règle 9.4.1(ii);
- (c) tout solde créditeur que la CDS doit à l'adhérent suspendu après l'affectation du produit net de la réalisation des contributions à un fonds de cet adhérent conformément à la Règle 9.4.1(iii);
- (d) tout solde de compte de fonds créditeur;
- (e) tous les fonds crédités aux comptes de garantie restreints de l'adhérent suspendu, sous réserve du droit de l'adhérent constituant du gage de rembourser de tels fonds, et tous les fonds dans les comptes de mise en gage de l'adhérent suspendu, dans les limites du droit de propriété véritable de l'adhérent suspendu sur ces fonds;
- (f) le produit net de la réalisation de la garantie particulière de l'adhérent suspendu.

La CDS affecte le produit excédentaire de la réalisation à la réduction des obligations de l'adhérent suspendu envers elle. Si les obligations de l'adhérent suspendu excèdent le produit excédentaire, le produit excédentaire est affecté à la réduction des obligations de l'adhérent suspendu cautionnées par ses cautions et par les autres membres de chacun de ses groupes de crédit, proportionnellement au manque à gagner entre la somme payée à la CDS par chacune des cautions et sa quote-part du produit net de la réalisation de la garantie de l'adhérent suspendu conformément à la Règle 9.4.1 par rapport au manque à gagner total de toutes les cautions.

En présence d'un produit excédentaire au terme du paiement de toutes les obligations de l'adhérent suspendu envers la CDS, celle-ci en verse le montant à l'adhérent suspendu.

9.4.3 Produit net des frais et débours

L'adhérent suspendu dédommage la CDS, ses cautions et les autres membres de chacun de ses groupes de crédit des frais et débours raisonnables engagés par chacun d'eux aux fins de réalisation de sa garantie. Les références de la présente Règle 9 au produit net de la réalisation désignent le produit de réalisation au terme de la compensation de tous les frais et débours.

5.3.169.4.4 Conversion de monnaie

La CDS peut convertir tout produit ou solde d'une monnaie à une autre aux fins de réalisation. ~~Lorsque la CDS convertit un produit ou un solde d'une monnaie à une autre aux fins de réalisation, le~~ Le taux de conversion doit être le taux de change obtenu par la CDS de son banquier à cette fin.

Dans une cause liée à la Documentation contractuelle, une cour ou un tribunal peut rendre un jugement ou une ordonnance qui oblige la CDS à payer à un adhérent, ou un adhérent à payer à la CDS, une somme établie dans une monnaie autre que ~~la monnaie~~ celle prévue dans la Documentation contractuelle, (la « monnaie contractuelle »). Dans un tel cas, la partie ~~qui verse~~ tenue de verser le paiement doit tenir ~~indemnité~~ dédommager la partie qui reçoit le paiement pour toute insuffisance découlant d'un écart entre ~~(i) les deux taux suivants :~~

- (a) le taux de change qui sert à convertir la somme de la monnaie ~~convenue~~ contractuelle à la monnaie déterminée aux fins du jugement ou de l'ordonnance et (ii) l'ordonnance; 302

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

(b) le taux de change obtenu par la partie qui reçoit le paiement de son banquier à la date à laquelle le paiement est réellement reçu.

5.3.174.1.1 Droits de subrogation

Conformément à leurs droits respectifs décrits aux Règles 5 et 9, et sous réserve des droits de toute caution, lors du paiement des obligations d'un adhérent suspendu à la CDS par les obligés de son groupe de crédit de catégorie, les obligés sont, par la présente, subrogés dans les droits de la CDS contre l'adhérent suspendu à hauteur d'un tel paiement.

5.3.181.1.1 Exonération réciproque

Chaque adhérent, y compris les adhérents suspendus, les cautions d'un adhérent suspendu et chaque obligé de ses groupes de crédit libère et exonère la CDS et tous les autres adhérents de toute responsabilité et réclamation découlant de l'exercice des pouvoirs accordés en vertu de la présente Règle 9, y compris le transfert, la détention et la réalisation de la garantie, à l'exception des responsabilités ou réclamations découlant d'une négligence grave ou d'une omission volontaire.

5.3.199.4.5 Montant de la contribution de la CDS à son fonds dédié à l'égard du RNC

Chaque exercice financier, la CDS doit établir et fait publier le montant de sa contribution à un fonds dédié pour le service de RNC, dans lequel elle puisera, au besoin, après l'épuisement des contributions de la contribution d'un adhérent suspendu au à un fonds commun de garantie et de tout montant auxiliaire accessoire dû.

La CDS se réserve le droit de recevoir au prorata une part des sommes excédentaires décrites au paragraphe 9.3.13, du produit excédentaire décrit à la Règle 9.4.2, le cas échéant, pour récupérer tout montant du fonds dédié utilisé conformément au paragraphe 9.3.19, à la présente Règle 9.4.5, et le droit de traiter toute partie restante du fonds dédié utilisée comme une obligation continue de l'adhérent suspendu envers la CDS, conformément aux paragraphes Règles 2.7-8, 10.6 et 9.2-8, 9.6.1 et suivant le plein exercice de la priorité prévue par les lois applicables.

5.49.5 DROIT DE RETRAIT D'UNE FONCTION DE LA CONTREPARTIE CENTRALE

5.4.1 Application des Règles

Si un adhérent exerce son droit de retrait d'une fonction de la contrepartie centrale, les dispositions de la présente Règle 9.4 et de toute autre Règle sont interprétées de manière à rendre exécutoire la présente Règle 9.4, en apportant les modifications nécessaires, ainsi que toute Règle régissant le retrait d'une fonction, les obligations d'un membre d'un groupe de crédit de fonds, le versement de contributions à un fonds et la suspension d'un adhérent.

5.4.2 Exercice du droit de retrait d'une fonction de la contrepartie centrale

9.5.1 Survol

En cas de suspension par la CDS d'un adhérent utilisant une fonction de la contrepartie centrale, tout autre adhérent utilisant cette même fonction peut choisir d'exercer le droit de retrait d'une fonction de la contrepartie centrale décrit à la présente Règle 9.4, 9.5, pourvu qu'il ne soit pas en défaut de respecter ses obligations envers la CDS. Un adhérent qui exerce son droit de retrait d'une fonction de la contrepartie centrale est un « adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale » et un adhérent dont la suspension entraîne l'exercice du droit de retrait d'une fonction de la contrepartie centrale est un « adhérent suspendu d'une fonction de la contrepartie centrale ». La CDS informe tous les autres

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Mis en forme : Police :Arial, 10 pt, Gras

Mis en forme : Police :Arial, 10 pt, Gras

Mis en forme : Police :Arial, 10 pt

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

adhérents utilisant la fonction de la contrepartie centrale en question qu'un adhérent a exercé son droit de retrait de ~~ladite fonction de~~ la contrepartie centrale. Elle les informe également du montant de la contribution initiale, de la contribution de retrait et de la contribution finale de l'adhérent se retirant ~~de la fonction~~ de la contrepartie centrale.

5.4.3 Avis donné par un adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale

Pour exercer un droit de retrait d'une fonction de la contrepartie centrale, un adhérent doit :

- (a) ~~informer la CDS de son intention d'exercer son droit de retrait d'une fonction de la contrepartie centrale;~~
- (b) ~~verser à la CDS sa contribution de retrait au fonds de la fonction de la contrepartie centrale utilisée par l'adhérent suspendu d'une fonction de la contrepartie centrale.~~

~~Ces mesures doivent être prises au plus tard le jour ouvrable suivant immédiatement la date à laquelle l'adhérent a été suspendu d'une fonction de la contrepartie centrale, et l'heure limite stipulée dans les Procédés et méthodes pour la prise de telles mesures doit être respectée. Si de telles mesures sont prises en temps opportun, l'adhérent devient un adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale.~~

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

5.4.4 Restriction d'utilisation d'une fonction de la contrepartie centrale

Lorsqu'un adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale exerce son droit de retrait d'une fonction de la contrepartie centrale, la CDS restreint son accès à la fonction de la contrepartie centrale à l'égard de laquelle un avis a été donné.

5.4.5 Date d'entrée en vigueur de la limitation de responsabilité en cas de défaillance

Si un autre adhérent à la fonction de la contrepartie centrale dont il se retire est suspendu après la suspension de l'adhérent suspendu d'une fonction de la contrepartie centrale, la responsabilité de l'adhérent se retirant de la fonction de la contrepartie centrale à l'égard des obligations de cet adhérent défaillant n'exécède pas le montant maximal stipulé à la Règle 9.4.12. Si un autre adhérent à la fonction de la contrepartie centrale dont l'adhérent se retire est suspendu après le quinzième jour ouvrable suivant la date à laquelle l'adhérent qui se retire a exercé son droit de retrait d'une fonction de la contrepartie centrale, l'adhérent qui se retire d'une fonction de la contrepartie centrale n'est pas tenu d'acquiescer aucune des obligations de cet adhérent défaillant.

5.4.6 Obligations continues d'un adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale

L'adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale règle la totalité de ses obligations de la contrepartie centrale en cours pour la fonction de la contrepartie centrale dont il se retire le plus tôt possible après l'exercice de son droit de retrait d'une fonction de la contrepartie centrale. Jusqu'à ce que l'adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale ait réglé la totalité de ses obligations de la contrepartie centrale découlant de l'utilisation de la fonction de la contrepartie centrale dont il se retire, il doit :

- (a) payer toute cote due à l'égard de ses obligations de la contrepartie centrale en cours non réglées découlant de l'utilisation de cette fonction de la contrepartie centrale;
- (b) maintenir une contribution au fonds (la « contribution après retrait ») établie conformément à la Règle 5.8 à l'égard de ses obligations de la contrepartie centrale en cours non réglées découlant de l'utilisation de cette fonction de la contrepartie centrale.

La contribution après retrait de l'adhérent est calculée en tenant compte de sa contribution initiale (dans la mesure où celle-ci n'a pas été affectée au règlement de ses obligations en vertu de la présente Règle 9.4), mais sans égard à sa contribution de retrait.

5.4.7 Contributions de l'adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale au fonds : contribution initiale, contribution de retrait et contribution finale

La contribution au fonds de la fonction de la contrepartie centrale de laquelle l'adhérent a l'intention de se retirer ~~devant qui doit~~ être versée par celui-ci le jour où il exerce son droit de retrait ~~d'une fonction~~ de la contrepartie centrale, est ~~l'asa~~ « contribution initiale ». La contribution supplémentaire au fonds de la fonction de la contrepartie centrale à l'égard de laquelle l'adhérent se retirant ~~d'une fonction~~ de la contrepartie centrale a exercé son droit de retrait ~~d'une fonction~~ de la contrepartie centrale ~~devant qui doit~~ être versée par celui-ci lorsqu'il donne avis à la CDS de son intention d'exercer son droit de retrait ~~d'une fonction~~ de la contrepartie centrale, est ~~l'asa~~ « contribution de retrait ». Le montant de la contribution de retrait d'un adhérent se retirant ~~d'une fonction~~ de la contrepartie centrale correspond à un multiple du montant de sa contribution initiale, calculé au moyen de la formule établie pour ~~chaque~~ la fonction de la contrepartie centrale détaillée dans les ~~Procédées~~ Procédés et méthodes. La « contribution finale » d'un adhérent se retirant ~~d'une fonction~~ de la contrepartie centrale correspond à la somme de sa contribution de retrait et de sa contribution initiale.

Mis en forme : Police :Arial, 10 pt

Mis en forme : Normal, Justifié

Mis en forme : Police :Arial, 10 pt

Mis en forme : Police :Arial, 10 pt

Mis en forme : Police :Arial, 10 pt

Mis en forme : Police :Arial, 10 pt, Gras

Mis en forme : Police :Arial, 10 pt

Mis en forme : Police :Arial, 10 pt

Mis en forme : Police :Arial, 10 pt

Mis en forme : Police :Arial, 10 pt

Mis en forme : Police :Arial, 10 pt

Mis en forme : Police :Arial, 10 pt

Mis en forme : Police :Arial, 10 pt

Mis en forme : Police :Arial, 10 pt, Gras

Mis en forme : Police :Arial, 10 pt

Mis en forme : Police :Arial, 10 pt

Mis en forme : Police :Arial, 10 pt

Mis en forme : Police :Arial, 10 pt

Mis en forme : Police :Arial, 10 pt

Mis en forme : Police :Arial, 10 pt, Gras

Mis en forme : Police :Arial, 10 pt

Mis en forme : Police :Arial, 10 pt

305

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

5.4.8 — État d'une contribution de retrait

La contribution initiale, la contribution de retrait, la contribution finale et la contribution après retrait constituent chacune une contribution à un fonds et sont toutes assujetties à l'ensemble des Règles régissant les contributions (y compris l'octroi d'une sûreté à la CDS sur une telle contribution), sous réserve des dispositions de la présente Règle [9.4-9.5](#).

Si un adhérent exerce son droit de retrait de la contrepartie centrale en vertu de la présente Règle 9.5, les dispositions de toute autre Règle sont interprétées de manière à rendre exécutoire la présente Règle 9.5, en apportant les modifications nécessaires, ainsi que toute Règle régissant le retrait d'une fonction, les obligations d'un membre d'un groupe de crédit de fonds, le versement de contributions à un fonds et la suspension d'un adhérent.

9.5.2 Exercice du droit de retrait de la contrepartie centrale

Pour exercer le droit de retrait de la contrepartie centrale, un adhérent doit prendre les mesures suivantes :

- (a) aviser la CDS qu'il exerce son droit de retrait de la contrepartie centrale;
- (b) verser à la CDS sa contribution de retrait au fonds de la fonction de la contrepartie centrale utilisée par l'adhérent suspendu de la contrepartie centrale.

Ces mesures doivent être prises au plus tard le jour ouvrable suivant immédiatement la date à laquelle l'adhérent a été suspendu de la contrepartie centrale, et l'heure limite stipulée dans les Procédés et méthodes doit être respectée. Après avoir pris ces mesures, l'adhérent devient un adhérent se retirant de la contrepartie centrale.

Après qu'un adhérent exerce son droit de retrait de la contrepartie centrale, la CDS restreint son droit d'accès à la fonction de la contrepartie centrale à l'égard de laquelle un avis a été donné.

9.5.3 Responsabilité de l'adhérent se retirant de la contrepartie centrale envers les autres adhérents défaillants

Si un autre adhérent à la fonction de la contrepartie centrale dont il se retire est suspendu après la suspension de l'adhérent suspendu de la contrepartie centrale, la responsabilité de l'adhérent se retirant de la contrepartie centrale à l'égard des obligations de cet adhérent défaillant n'excède pas le montant maximal stipulé à la Règle 9.5.7. L'adhérent qui se retire de la contrepartie centrale n'est tenu d'acquiescer aucune obligation de l'adhérent défaillant qui est suspendu après le quinzième jour ouvrable suivant la date à laquelle l'adhérent qui se retire a exercé son droit de retrait de la contrepartie centrale.

Pour plus de précision, les dispositions de la présente Règle 9.5 n'ont aucune incidence sur les obligations d'un adhérent se retirant de la contrepartie centrale à titre de membre d'un groupe de crédit de fonds en vertu de la Règle 5.7 à l'égard des obligations d'un adhérent défaillant avant été suspendu avant l'adhérent suspendu de la contrepartie centrale.

9.5.4 Obligations continues d'un adhérent se retirant de la contrepartie centrale

L'adhérent se retirant de la contrepartie centrale règle la totalité de ses obligations envers la contrepartie centrale en cours pour la fonction de la contrepartie centrale dont il se retire le plus tôt possible après l'exercice de son droit de retrait de la contrepartie centrale. Jusqu'à ce que l'adhérent se retirant de la contrepartie centrale ait réglé la totalité de ses obligations à la contrepartie centrale découlant de l'utilisation de la fonction de la contrepartie centrale dont il se retire, il doit effectuer ce qui suit :

- (a) payer toute cote due à l'égard de ses obligations à la contrepartie centrale en cours non réglées découlant de l'utilisation de cette fonction de la contrepartie centrale;

306

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

~~(b) maintenir une contribution au fonds (la « contribution après retrait ») établie conformément à la Règle 5.7 à l'égard de ses obligations à la contrepartie centrale en cours non réglées découlant de l'utilisation de cette fonction de la contrepartie centrale.~~

~~La contribution après retrait de l'adhérent est calculée en tenant compte de sa contribution initiale (dans la mesure où celle-ci n'a pas été affectée au règlement de ses obligations en vertu de la présente Règle 9.5), mais sans égard à sa contribution de retrait.~~

~~**5.4.99.5.5 Responsabilité continue des membres du fonds à l'égard d'un adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale**~~

~~Jusqu'à ce que l'adhérent Tant qu'un adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale ait (i) réglé s'est pas acquitté des deux obligations suivantes :~~

~~(a) régler la totalité de ses obligations à la contrepartie centrale découlant de l'utilisation de la fonction de la contrepartie centrale de laquelle il se retire et (ii) payé;~~

~~(b) payer le montant net qu'il doit à l'égard des cotes découlant de l'utilisation de cette fonction de la contrepartie centrale;~~

~~les autres membres du fonds de cette fonction de la contrepartie centrale continuent d'être responsables des obligations de l'adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale en vertu de la Règle 5.7, et ce, au même titre que si ce dernier était membre du groupe de crédit de cette fonction de la contrepartie centrale.~~

~~**5.4.10 – Obligation du groupe de crédit à l'égard des adhérents défaillants antérieurs**~~

~~**9.5.6 Les dispositions de la présente Règle 9.4 n'ont aucune incidence sur les obligations d'un adhérent se retirant d'une fonction suspendu de la contrepartie centrale à titre de membre d'un groupe de crédit de fonds en vertu de la Règle 5.7 à l'égard des obligations d'un adhérent défaillant ayant été suspendu avant l'adhérent suspendu d'une fonction de la contrepartie centrale.**~~

~~**5.4.11 – Obligation du groupe de crédit à l'égard d'un adhérent suspendu d'une fonction de la contrepartie centrale**~~

~~Un adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale continue d'être tenu de s'acquitter de ses obligations à titre de membre d'un groupe de crédit de fonds en vertu de la Règle 5.7, telle que comme modifiée par la présente Règle 9.4.1.1.1.1-19.5.6 à l'égard des obligations de l'adhérent suspendu d'une fonction de la contrepartie centrale.~~

~~Aux fins de la Règle 5.7, la quote-part de l'obligation de l'adhérent suspendu d'une fonction de la contrepartie centrale envers la CDS dont est responsable l'adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale n'excède pas le montant de la contribution finale de ce dernier. Aux fins de la présente Règle 9.4.11, la On entend par « part calculée » désigne la quote-part de l'adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale calculée sans tenir compte de la présente Règle 9.4.9.5, et « l'obligation par « obligation excédentaire » désigne le montant, le cas échéant, par lequel la part calculée de l'adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale excède sa contribution finale.~~

~~Si la part calculée de l'adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale est supérieure à sa contribution finale :~~

307

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

- (a) la quote-part de l'adhérent se retirant ~~d'une fonction~~ de la contrepartie centrale est égale à sa contribution finale;
- (b) la quote-part de chacun des autres membres du fonds étant un obligé correspond à :
- (i) sa quote-part de l'obligation de l'adhérent suspendu ~~d'une fonction~~ de la contrepartie centrale calculée sans égard à la limite applicable à la quote-part de l'adhérent se retirant ~~d'une fonction~~ de la contrepartie centrale; plus
- (ii) une quote-part de l'obligation excédentaire représentant une proportion égale à celle que sa contribution au fonds pour cette fonction de la contrepartie centrale forme par rapport à l'ensemble des contributions de tous les autres obligés (à l'exception de la contribution de l'adhérent se retirant ~~d'une fonction~~ de la contrepartie centrale);

de manière à ce que le total des quotes-parts de l'adhérent se retirant ~~d'une fonction~~ de la contrepartie centrale et de l'ensemble des autres obligés soit égal à l'obligation de l'adhérent suspendu ~~d'une fonction~~ de la contrepartie centrale.

5.4.129.5.7 Obligation du groupe de crédit à l'égard des autres adhérents défaillants

En vertu de la Règle 5.7, ~~telle que~~ comme modifiée par la présente Règle ~~9.4, 9.5.7~~, un adhérent se retirant ~~d'une fonction~~ de la contrepartie centrale continue d'être assujéti aux obligations de son groupe de crédit de fonds, et ce, à l'égard de toute obligation de tout adhérent défaillant utilisant la fonction de la contrepartie centrale dont il se retire et qui est suspendu au plus tard le quinzième jour ouvrable ~~après~~ suivant la date à laquelle l'adhérent qui se retire de la contrepartie centrale a exercé son droit de retrait ~~d'une fonction~~ de la contrepartie centrale.

Le montant total versé par l'adhérent se retirant ~~d'une fonction~~ de la contrepartie centrale à l'égard de l'obligation de l'ensemble des adhérents défaillants qui sont suspendus après la suspension de l'adhérent suspendu ~~d'une fonction~~ de la contrepartie centrale est inférieur ou égal au montant de sa contribution finale moins tout montant qu'il a versé à l'égard des obligations de son groupe de crédit de fonds relativement à l'adhérent suspendu ~~d'une fonction~~ de la contrepartie centrale. En ce qui concerne de tels adhérents défaillants utilisant ~~les fonctions RNC~~ la fonction de la contrepartie centrale :

- (a) la quote-part de l'adhérent se retirant ~~d'une fonction~~ de la contrepartie centrale et de tout autre membre du fonds sera calculée en fonction de leurs contributions respectives au fonds au moment de la suspension (soit, dans le cas de l'adhérent se retirant ~~d'une fonction~~ de la contrepartie centrale, sa contribution après retrait), attendu que si le montant de la contribution finale de l'adhérent se retirant ~~d'une fonction~~ de la contrepartie centrale alors non appliqué ne suffit pas à régler intégralement sa quote-part, la quote-part de tout autre membre du fonds est augmentée de manière proportionnelle;
- (b) la contribution finale de l'adhérent se retirant ~~d'une fonction~~ de la contrepartie centrale est appliquée en premier lieu à l'obligation de l'adhérent suspendu ~~d'une fonction~~ de la contrepartie centrale, puis tout excédent est appliqué à l'obligation du premier adhérent défaillant suivant. S'il reste encore un excédent, celui-ci est par la suite appliqué à l'obligation de tout autre adhérent défaillant, et ainsi de suite, en tenant compte de l'ordre dans lequel les adhérents défaillants ~~ont été~~ sont suspendus.

5.4.139.5.8 Remboursement de la contribution finale

Un adhérent se retirant ~~d'une fonction~~ de la contrepartie centrale ne peut recevoir le remboursement de sa contribution finale ~~que jusqu'à~~ qu'à la dernière ~~de ces~~ des dates ~~ci-dessous~~ :

308

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

(a) la date à laquelle il a réglé la totalité de ses obligations à la contrepartie centrale découlant de l'utilisation de la fonction de la contrepartie centrale dont il se retire ~~et (ii) la date à laquelle la CDS a calculé le montant des obligations de son groupe de crédit de fonds relativement à l'adhérent suspendu d'une fonction de la contrepartie centrale et de l'ensemble des adhérents défaillants ayant utilisé cette fonction de la contrepartie centrale et à laquelle cet adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale a versé des sommes en règlement de telles obligations;~~

(b) la date à laquelle la CDS a calculé le montant des obligations de son groupe de crédit de fonds relativement à l'adhérent suspendu de la contrepartie centrale et de l'ensemble des adhérents défaillants ayant utilisé cette fonction de la contrepartie centrale et à laquelle cet adhérent se retirant de la contrepartie centrale a versé des sommes en règlement de telles obligations.

5.4.149.5.9 Pouvoir discrétionnaire en matière de traitement sélectif au RNC

(a) — Pouvoir discrétionnaire en matière de traitement sélectif au RNC

~~Un adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale règle la totalité de ses obligations en cours à la contrepartie centrale découlant de l'utilisation de la fonction de la contrepartie centrale dont il se retire, et ce, dès que possible après l'exercice de son droit de retrait d'une fonction de la contrepartie centrale. Nonobstant la restriction du droit de l'adhérent se retirant d'une fonction~~Nonobstant la restriction du droit de l'adhérent se retirant de la contrepartie centrale d'utiliser la fonction de la contrepartie centrale, la CDS peut, à la demande de cet adhérent se retirant, permettre le traitement de certaines de ses transactions admissibles au moyen du RNC, pourvu qu'elle établisse qu'un tel traitement semble susceptible de réduire le montant des obligations en cours de l'adhérent se retirant ~~d'une de la contrepartie centrale à l'égard de cette fonction de la contrepartie centrale à la contrepartie centrale à l'égard de cette fonction.~~ La sélection des transactions admissibles à un tel traitement est effectuée conformément aux critères stipulés énoncés dans les Procédés et méthodes.

(b) — Exercice du pouvoir discrétionnaire

Lors de l'exercice de son pouvoir discrétionnaire en vertu de la présente Règle ~~9.4.14, 9.5.9~~, la CDS tient compte de ce qu'elle considère être, de bonne foi, dans son intérêt véritable et dans celui de l'ensemble des adhérents. La CDS ~~n'est pas ne saurait être~~ tenue responsable envers tout adhérent, y compris l'adhérent se retirant ~~d'une fonction~~ de la contrepartie centrale, des pertes, dommages, coûts, dépenses, responsabilités ou réclamations découlant de l'exercice de son pouvoir discrétionnaire ~~dans le but~~ de sélectionner certaines transactions admissibles d'un adhérent se retirant ~~d'une fonction~~ de la contrepartie centrale aux fins de traitement au moyen du RNC.

5.4.159.5.10 Réintégration de l'adhérent

Sur présentation à la CDS d'une demande de réintégration, l'adhérent ayant exercé son droit de retrait ~~d'une fonction~~ de la contrepartie centrale peut être réintégré à tout moment par le Conseil conseil d'administration aux conditions de ce dernier, pourvu ~~qu'il que cet adhérent~~ soit alors admissible à l'utilisation de la fonction de la contrepartie centrale, qu'il règle les frais de réintégration établis par le Conseil conseil d'administration et qu'il remplisse toute autre condition établie par ce dernier. Le Conseil conseil d'administration peut, à son gréentière discrétion, approuver ou refuser une demande de réintégration.

La CDS peut exiger que la demande de réintégration d'un adhérent soit reportée pour une période minimale suivant le retrait de ce dernier d'une fonction de la contrepartie centrale.

309

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. ————— Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

9.6 AUTRES DROITS, OBLIGATIONS ET RESPONSABILITÉS

9.6.1 Obligation continue de l'adhérent suspendu

Le paiement de tout montant à la CDS à l'égard d'une obligation d'un adhérent défaillant ou suspendu, par sa caution ou par les obligés d'un groupe de crédit dont cet adhérent est membre, n'engendre pas l'acquittement de l'obligation de cet adhérent défaillant ou suspendu envers la CDS. Si son obligation envers la CDS excède le montant réalisé à l'égard de sa garantie, ce manque à gagner constitue une obligation continue de cet adhérent défaillant ou suspendu envers la CDS, payable sans délai à la demande de la CDS.

9.6.2 Droits de subrogation

340

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

Règle 6. Services transfrontaliers

344

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

6.1 — Survol des services transfrontaliers

6.1.1 — Services transfrontaliers

Conformément à leurs droits respectifs décrits aux Règles 5 et 9, et sous réserve des droits de toute caution, lors du paiement des obligations d'un adhérent suspendu à la CDS par les obligés de son groupe de crédit de catégorie, les obligés sont subrogés dans les droits de la CDS contre l'adhérent suspendu à hauteur d'un tel paiement.

9.6.3 Exonération réciproque

Chaque adhérent, y compris les adhérents suspendus, à titre de caution d'un adhérent suspendu, d'obligé de groupes de crédit ou à tout autre titre, libère et exonère la CDS et tous les autres adhérents de toute responsabilité et réclamation découlant de l'exercice des pouvoirs conférés en vertu de la présente Règle 9, y compris le transfert, la détention et la réalisation d'une garantie, à l'exception des responsabilités ou réclamations découlant d'une négligence grave ou d'une omission volontaire.

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

Règle 10. SERVICES TRANSFRONTALIERS

343

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

10.1 SURVOL DES SERVICES TRANSFRONTALIERS

10.1.1 Types de services transfrontaliers

La CDS offre les services transfrontaliers pour permettre la compensation et le règlement ~~des~~ transactions ~~des adhérents d'adhérents~~ effectuées auprès ~~des institutions d'institutions~~ et ~~des~~ courtiers américains. Les services transfrontaliers sont les suivants :

- (a) le Service de liaison directe avec la DTC ~~(, ou SLDDTC);~~;
- (b) le Service de liaison avec New York ~~(, ou SLNY);~~.

~~Le Service de~~ Les services transfrontaliers sont des services de liaison directe avec la DTC et le Service de liaison avec New York constituent les services de liaison.

En plus des services transfrontaliers, la CDS offre ~~des dispositifs~~ aux adhérents leur permettant ~~des moyens~~ d'effectuer des transactions ~~qui sont régies~~ par la présente Règle 10, telles qu'un virement transfrontalier ~~Règle 10, par exemple les virements transfrontaliers.~~

6.1.2 Application des Règles aux services transfrontaliers

~~Chacun des services transfrontaliers fait partie des services offerts par la CDS et est régi par la documentation contractuelle. L'utilisation des services transfrontaliers est régie par les Règles 1 à 5, à l'exception des Règles 4.2.4 et 4.3 qui ne s'appliquent qu'au CDSX. Les services transfrontaliers sont distincts du CDSX et n'en font pas partie. Par conséquent, l'utilisation des services transfrontaliers n'est pas régie par la Règle 6, Dépôt de valeurs, la Règle 7, Service de règlement et la Règle 8, Processus de paiement du CDSX. Certaines transactions (y compris les virements transfrontaliers) sont régies par la présente Règle 10 et, également, par les Règles 6, 7 et 8, pourvu que ces transactions soient traitées en partie au moyen du CDSX.~~

6.1.3 Adhérents aux services transfrontaliers

~~Un adhérent peut présenter une demande d'adhésion, conformément à la Règle 2.2.2, à un ou plusieurs services transfrontaliers. Lorsque la demande d'adhésion est acceptée, l'adhérent devient un adhérent aux services transfrontaliers. L'adhérent à un service transfrontalier qui utilise un service de liaison est un adhérent à un service de liaison. Un adhérent au service ACT est un adhérent aux services transfrontaliers à mandat restreint qui utilise le Service de liaison avec New York et, par conséquent, il est également un adhérent à un service de liaison ayant un mandat restreint. Un adhérent admissible (qui ne doit pas obligatoirement être un adhérent à un service transfrontalier) peut être désigné par un adhérent à un service de liaison pour être son agent payeur désigné à l'égard d'un service de liaison.~~

6.1.4 Documentation relative aux services transfrontaliers, à la DTC et à la NSCC

~~Dans le but d'offrir des services transfrontaliers et les dispositifs afférents régis par la présente Règle 10, la CDS est membre de la NSCC et de la DTC, a signé un certain nombre de conventions avec la NSCC et la DTC et, à titre de membre de la NSCC et de la DTC, a accepté de se conformer à ces conventions et aux règles, statuts, procédés et méthodes, ainsi qu'aux autres exigences de la NSCC et de la DTC en vigueur de temps à autre. Ces conventions, règles, statuts, procédés et méthodes et autres exigences (ainsi que les documents ACT dont il est fait référence à la Règle 10.1.5) sont appelés « documentation relative aux services transfrontaliers ». Nonobstant toute disposition de la présente Règle 10 et sous réserve de la Règle 3.3.10, la CDS offrira les services transfrontaliers et les dispositifs afférents décrits dans la présente Règle 10 tant i) que la CDS continuera d'être membre de la NSCC et de la DTC, ii) que l'adhésion de la CDS lui permettra de fournir de tels services transfrontaliers et de tels dispositifs afférents et iii) qu'aucune modification ne sera apportée à la documentation relative aux services transfrontaliers et qu'aucune mesure~~

344

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

ne sera entreprise par la DTC ou la NSCC qui empêcherait la prestation de tels services et dispositifs ou la rendrait, de l'avis de la CDS, impossible, irréalisable ou indûment coûteuse.

6.1.5 — Service automatisé de confirmation de transactions

La *National Association of Securities Dealers (NASD)* offre le service automatisé de confirmation de transactions, le service ACT, pour enregistrer et confirmer certaines transactions ainsi que pour transmettre des instructions de règlement pour ces transactions. Conformément à une entente entre la CDS et la NASD, la CDS cautionne les adhérents aux services transfrontaliers pour l'utilisation du service ACT. Un adhérent à un service transfrontalier peut faire une demande d'adhésion au service ACT. En ce qui concerne l'adhérent à un service transfrontalier qui utilise le service ACT, les conventions existant entre la CDS et la NASD en vigueur de temps à autre afin d'offrir le service ACT, et les règles, statuts, procédés et méthodes, ainsi que les autres exigences de la NASD relativement au service ACT, ayant effet de temps à autre, font partie de la documentation relative aux services transfrontaliers.

6.1.6 — Comptes

(a) — Comptes utilisés par les adhérents

Conformément à la documentation relative aux services transfrontaliers, la DTC et la NSCC tiennent des comptes pour la CDS à titre de membre de la DTC ou de la NSCC. Tel que décrit aux Règles 10.3 et 10.4, la CDS offre la possibilité à chaque adhérent à un service de liaison d'utiliser certains des comptes à la DTC et à la NSCC qui doivent servir exclusivement au traitement et au règlement des transactions des services de liaison d'un tel adhérent (chacun de ces comptes étant nommé compte de service de liaison). La CDS a le contrôle de tous les comptes de services de liaison et de toutes les valeurs et fonds crédités à de tels comptes. La CDS, à titre d'intermédiaire en valeurs mobilières, rend de tels comptes accessibles aux fins d'utilisation par les adhérents aux services transfrontaliers, et ne rétrocède pas par les présentes le contrôle des comptes ou des valeurs et des espèces créditées aux comptes.

(b) — Comptes utilisés par la CDS

De plus, la CDS détient un compte ou plus auprès de la NSCC (un tel compte étant nommé compte de compensation de la CDS à la NSCC) et auprès de la DTC (un tel compte étant nommé compte de la CDS à la DTC). Les comptes de compensation de la CDS à la NSCC et les comptes de la CDS à la DTC sont tenus par la NSCC et par la DTC, respectivement, pour la CDS et non pour les adhérents aux services de liaison, et ne sont pas offerts aux fins d'utilisation par les adhérents aux services de liaison. Les comptes de compensation de la CDS à la NSCC et les comptes de la CDS à la DTC peuvent être utilisés aux fins de virements transfrontaliers. Les valeurs créditées aux comptes de la CDS à la DTC sont détenues au nom de la CDS par la DTC qui agit à titre de gardien étranger pour cette dernière. La CDS crédite ces valeurs aux grands livres tenus par la CDS au service de dépôt pour les adhérents pour qui la CDS détient les valeurs.

(c) — Statut des comptes

Les comptes des services de liaison, les comptes de compensation de la CDS à la NSCC et les comptes de la CDS à la DTC ne sont pas tenus par la CDS, ne font pas partie du service de dépôt, et ne constituent pas des « comptes » au sens de la définition de ce terme à la Règle 1.2.1.

(d) — Valeurs créditées aux comptes des services de liaison

Au terme du processus de paiement des services de liaison pour un service de liaison et lorsqu'un adhérent à un service de liaison a réglé la totalité de ses obligations découlant de ce service de liaison, y compris le paiement de toute obligation d'un groupe de crédit de fonds de service de liaison exigée par la CDS, la CDS détient les valeurs créditées à un compte de service de liaison utilisé par cet adhérent à un service de liaison en son propre nom, pourvu i) que l'intérêt de l'adhérent à un service de liaison dans de telles valeurs ne soit pas supérieur à l'intérêt que possède la CDS dans ces valeurs en vertu de la documentation relative aux

345

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. — Le 27 février 2020

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

~~services transfrontaliers à titre de membre de la DTC ou de la NSCC; et ii) que l'intérêt de l'adhérent à un service de liaison dans de telles valeurs soit assujéti à la totalité des obligations de la CDS et des droits de la NSCC et de la DTC en vertu de la documentation relative aux services transfrontaliers, y compris toute sûreté, lien ou charge ou tout droit de contrepasser une livraison conditionnelle.~~

6.1.7 — Règlements

Les transactions transfrontalières sont réglées au moyen des systèmes de la NSCC et de la DTC par la livraison de valeurs et ~~le paiement~~les paiements, conformément à la présente ~~Règle 10~~Règle 10~~Règle 10~~Règle 10 et à la documentation relative aux services transfrontaliers.

6.1.8 — Gestion du risque

~~Pour garantir ses obligations envers la CDS, chaque adhérent d'un service de liaison est tenu d'effectuer une contribution à un fonds de service de liaison pour ce service de liaison. De plus, tout adhérent aux services transfrontaliers peut être tenu de mettre en gage des biens spécifiques en faveur de la CDS. Tous les adhérents aux services de liaison sont membres d'un groupe de crédit de fonds de liaison de sorte que chaque membre de chaque groupe de crédit accepte de payer à la CDS certaines obligations des autres membres de ce groupe de crédit.~~

6.1.9 — Résolution de litiges

~~La CDS utilise les dispositifs qui lui sont offerts à titre de membre de la NSCC et de la DTC afin d'aider les adhérents aux services transfrontaliers à résoudre tout litige avec la NSCC, la DTC ou leurs membres respectifs qui pourrait découler de leur utilisation des services transfrontaliers ou de tout compte de la NSCC ou de la DTC que la CDS aurait mis à leur disposition.~~

346

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. — Le 27 février 2020~~

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

6.2 — Règles applicables à l'ensemble des adhérents et des services transfrontaliers

6.2.1 — Application des Règles

(a) — La Règle 10 s'applique à tous les adhérents

Un adhérent qui n'est pas un adhérent aux services transfrontaliers peut effectuer certaines transactions régies par la présente Règle 10 (y compris un virement transfrontalier). Chacun des adhérents qui procède à de telles transactions est lié par les dispositions de la présente Règle 10. Un adhérent admissible (qui ne doit pas obligatoirement être un adhérent à un service transfrontalier) peut être désigné par un adhérent à un service de liaison pour être son agent payeur désigné à l'égard d'un service de liaison, et chaque agent payeur désigné est lié par les dispositions de la présente Règle 10 à l'égard de ce rôle.

(b) — Les Règles 1 à 9 s'appliquent aux adhérents aux services transfrontaliers

Chaque adhérent à un service transfrontalier est un adhérent et est, par conséquent, lié à l'ensemble des Règles.

10.1.2 Intermédiaire Types d'adhérents aux services transfrontaliers

Un adhérent peut demander, conformément à la Règle 2, d'utiliser un ou plusieurs services transfrontaliers. Lorsque sa demande est acceptée, l'adhérent devient un adhérent aux services transfrontaliers. Un adhérent aux services transfrontaliers doit conclure toute autre entente ou tout autre acte requis par la CDS, et faire toute déclaration et fournir toute information relative à son utilisation des services transfrontaliers qui sont requis par la CDS. Un adhérent aux services transfrontaliers est un adhérent à un service de liaison.

Un adhérent au service ACT est un adhérent à mandat restreint aux services transfrontaliers qui utilise le Service de liaison de New York et qui est donc également un adhérent à mandat restreint à un service de liaison.

Un adhérent admissible, qui n'est pas tenu d'être un adhérent aux services transfrontaliers, peut être désigné par un adhérent aux services transfrontaliers pour agir à titre d'agent de paiement désigné pour lui en ce qui concerne un service transfrontalier.

6.2-210.1.3 Rôle de la CDS à titre d'intermédiaire en valeurs mobilières

En sa qualité de membre de la DTC et de la NSCC, la CDS agit à titre d'intermédiaire en valeurs mobilières. Elle De fait, elle offre aux adhérents en général les services de la NSCC et de la DTC, et permet aux adhérents aux services transfrontaliers d'utiliser des comptes du SLNY et des comptes du SLDDTC.

6.2.3 — Conformité

(a) **10.1.4 — Documentation relative Application des Règles aux services transfrontaliers**

Les virements Chacun des services transfrontaliers effectués est un service offert par un adhérent, la CDS et régi par la Documentation contractuelle.

Les services transfrontaliers sont distincts du CDSX et n'en font pas partie. Par conséquent, l'utilisation des services transfrontaliers que fait chaque :

(a) est régie par les Règles 1 à 5, à l'exception des Règles 4.2.4 et 4.3 qui ne s'appliquent qu'au CDSX;

(b) n'est pas régie par la Règle 6 – Service de dépôt, la Règle 7 – Service de règlement et la Règle 8 – Processus de paiement, qui s'appliquent au CDSX.

347

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

Certaines transactions, y compris les virements transfrontaliers, sont régies par la présente Règle 10, et également par les Règles 6, 7 et 8 dans la mesure où ces transactions sont traitées en partie au moyen du CDSX.

10.1.5 Application des Règles aux adhérents

Un adhérent aux services transfrontaliers est un adhérent aux services transfrontaliers sont régis par la totalité des et il est donc lié par l'ensemble des Règles.

Un adhérent qui n'est pas un adhérent aux services transfrontaliers peut effectuer certaines transactions qui sont régies par la présente Règle 10, y compris les virements transfrontaliers. Un tel adhérent est lié par les dispositions de la présente Règle 10 dans le cadre de chacune de ces transactions.

Un adhérent qui est nommé à titre d'agent de paiement désigné est lié par les dispositions de la présente Règle 10 en ce qui a trait à de ce rôle.

10.1.6 Droit de rétention et droit de compensation

Il est entendu que, sans que soit limitée l'application de la Règle 5.1.3, la mention, dans cette Règle, de sommes portées au crédit d'un adhérent auprès de la CDS ou payables par la CDS à un adhérent comprend les sommes payables à l'adhérent à l'égard d'un service transfrontalier, et les obligations découlant des Règles qui sont dues et payables par l'adhérent à la CDS comprennent les sommes payables par un adhérent en ce qui a trait au service transfrontalier.

10.1.7 Service automatisé de confirmation de transaction

La National Association of Securities Dealers (« NASD ») offre le service Automated Confirmation Transaction (« ACT ») pour signaler et confirmer certaines transactions et pour donner des instructions visant le règlement de ces transactions.

Conformément à un accord entre la CDS et la NASD, la CDS parraine les adhérents aux services transfrontaliers afin qu'ils puissent utiliser le service ACT. Un adhérent aux services transfrontaliers peut faire une demande d'adhésion au service ACT. En ce qui concerne l'adhérent aux services transfrontaliers qui utilise le service ACT, les conventions établies, des actes signés, des déclarations faites et des mesures prises par la CDS que concluent la CDS et la NASD de temps à autre au sujet de l'adhésion de la CDS à la NSCC et à la DTC. Chaque adhérent aux services transfrontaliers doit conclure afin d'offrir le service ACT, et les règles, statuts, procédés et méthodes, ainsi que les autres conventions ou actes, faire les autres déclarations et fournir les renseignements requis par la CDS exigences de la NASD relativement à l'usage qu'il fait des au service ACT, en leur version modifiée de temps à autre, font partie de la documentation relative aux services transfrontaliers.

Chaque adhérent respecte et se conformeUne personne peut demander de devenir un adhérent au service ACT et utiliser ce service conformément à la Règle 10.10.

10.1.8 Comptes transfrontaliers

(i) Comptes utilisés par les adhérents

Conformément à la documentation relative aux services transfrontaliers applicable aux adhérents comme si l'adhérent, la DTC et la NSCC tiennent des comptes pour la CDS à titre de membre de la DTC et de la NSCC. Comme il est décrit dans les Règles 10.3 et 10.4, la CDS met à la disposition d'un adhérent à un service de liaison l'utilisation de certains comptes de la DTC et de la NSCC, qui seront utilisés exclusivement pour traiter et régler ses transactions aux services de liaison (chacun

348

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

de ces comptes étant appelé un « compte de service de liaison »). La CDS a le contrôle de tous les comptes de services de liaison et des valeurs et des sommes portées au crédit de ces comptes. La CDS, en sa qualité d'intermédiaire en valeurs mobilières, met ces comptes à la disposition des adhérents aux services transfrontaliers, mais elle ne renonce pas au contrôle des comptes ou des valeurs et des sommes portées au crédit des comptes.

Au moment où le processus de paiement pour un service de liaison a été réalisé et qu'un adhérent à un service de liaison s'est acquitté de toutes ses obligations qui découlent de l'utilisation de ce service de liaison, y compris le paiement de toute obligation relative au groupe de crédit du fonds de service de liaison exigé par la CDS, la CDS doit alors détenir les valeurs portées au crédit d'un compte de service de liaison utilisé par cet adhérent au service de liaison pour le compte de cet adhérent, sous réserve des conditions suivantes :

- (a) la participation de l'adhérent au service de liaison dans ces valeurs n'est pas supérieure à la participation de la CDS dans ces valeurs en tant que membre de la DTC ou de la NSCC selon la documentation relative aux services transfrontaliers;
- (b) la participation de l'adhérent au service de liaison dans ces valeurs est assujettie à toutes les obligations de la CDS et à tous les droits de la NSCC et de la DTC prévus dans la documentation relative aux services transfrontaliers, y compris toute sûreté, tout privilège ou toute charge ainsi que tout droit de contrepasser une livraison conditionnelle.

(ii) Comptes utilisés par la CDS

La CDS doit avoir un ou plusieurs comptes auprès de la NSCC (chacun de ces comptes étant appelé un « compte de compensation de la CDS à la NSCC ») et auprès de la DTC (chacun de ces comptes étant appelé un « compte de la CDS à la DTC »). Les comptes de compensation de la CDS à la NSCC et les comptes de la CDS à la DTC :

- (a) sont tenus par la NSCC et la DTC, respectivement, pour le compte de la CDS et non pour celui des adhérents à un service de liaison;
- (b) ne sont pas mis à la disposition des adhérents à un service de liaison;
- (c) peuvent être utilisés pour les virements transfrontaliers.

Les valeurs créditées aux comptes de la CDS à la DTC sont détenues par la DTC pour le compte de la CDS à titre de dépositaire étranger de cette dernière; la CDS crédite ces valeurs aux grands livres que la CDS tient au service de dépôt pour les adhérents pour lesquels les valeurs sont détenues par la CDS.

(iii) Statut des comptes transfrontaliers

Les comptes de service de liaison, comptes de compensation de la CDS à la NSCC et comptes de la CDS à la DTC :

- (a) ne sont pas tenus par la CDS;
- (b) ne font pas partie du service de dépôt;
- (c) ne sont pas des « comptes » au sens attribué à ce terme à la Règle 1.2.1.

10.1.9 Gestion des risques

Pour assurer l'exécution de ses obligations envers la CDS, un adhérent à un service de liaison est tenu de verser des contributions à un fonds de service de liaison pour ce service de liaison et, en outre, il peut être tenu de mettre en gage des garanties particulières au profit de la CDS. Chaque adhérent à un service de

349

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

liaison est membre d'un groupe de crédit du fonds de service de liaison dont chaque membre convient d'acquiescer envers la CDS certaines obligations des autres membres de ce groupe de crédit du fonds de service de liaison.

10.1.10 Frais relatifs aux services transfrontaliers

L'adhérent aux services transfrontaliers paie, sur demande, tous les frais relatifs aux services transfrontaliers facturés, prélevés, évalués ou imposés par la CDS, la NSCC ou la DTC pour les services transfrontaliers qu'il utilise. La CDS et toutes les autres personnes participant aux services transfrontaliers (y compris la NSCC, la DTC ou toute personne agissant à titre de mandataire de la CDS, de la NSCC ou la DTC pour la retenue de frais relatifs aux services transfrontaliers) peuvent déduire les frais relatifs aux services transfrontaliers des sommes dues à l'adhérent aux services transfrontaliers en ce qui a trait aux services transfrontaliers. Le paiement de frais relatifs aux services transfrontaliers ne porte pas atteinte aux droits qu'a l'adhérent aux services transfrontaliers de demander un compte rendu comptable des sommes exigibles après l'acquiescement du paiement.

10.1.11 Règlement des différends

La CDS utilise les moyens mis à sa disposition à titre de membre de la NSCC et de la DTC pour aider un adhérent aux services transfrontaliers à résoudre tout différend qu'il pourrait avoir avec la NSCC, la DTC ou leurs membres et qui découlerait de son utilisation des services transfrontaliers ou d'un compte du SLNY ou du SLDDTC mis à sa disposition par la CDS.

10.2 AUTRES LOIS ET EXIGENCES

10.2.1 Documentation relative aux services transfrontaliers, à la NSCC et à la DTC

Afin d'offrir les services transfrontaliers et les dispositifs connexes régis par la présente Règle, la CDS :

- (a) est devenue membre de la NSCC et de la DTC;
- (b) a conclu diverses ententes avec la NSCC et la DTC;
- (c) en tant que membre de la NSCC et de la DTC, a convenu de se conformer à ces ententes et aux règles, règlements administratifs, procédures et autres exigences de la NSCC et de la DTC en leur version en vigueur et modifiée de temps à autre.

Ces ententes, règles, règlements administratifs, procédures et autres exigences, y compris la documentation relative au service ACT dont il est question à la Règle 10.1.7, sont collectivement appelés la « documentation relative aux services transfrontaliers ». La réalisation d'un virement transfrontalier par un adhérent et l'utilisation des services transfrontaliers par un adhérent aux services transfrontaliers sont régies par la documentation relative aux services transfrontaliers.

Un adhérent doit se conformer à la documentation relative aux services transfrontaliers dans la même mesure que s'il était un membre direct de la NSCC ou de la DTC, nonobstant le fait que même si c'est la CDS soit qui est membre de la NSCC ou de la DTC et que l'usage que fait l'utilisation du service transfrontalier par l'adhérent des services transfrontaliers ne lui confère ni n'accorde à l'adhérent ou ne lui accorde aucun droit, avantage ou privilège direct ou indirectement à l'égard de la NSCC ou de la DTC, ou toute et même si cette utilisation ne lui impose aucune obligation ou ni responsabilité envers celles-ci, la NSCC ou la DTC. Sans limiter la portée générale de ce qui précède, chaque adhérent aux services transfrontaliers reconnaît que la documentation relative aux services transfrontaliers peut comprendre inclure l'octroi d'une sûreté sur les valeurs détenues auprès de la NSCC ou de la DTC, les exigences relatives aux cotes au

320

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

marché, ~~lesdes~~ droits de liquidation, ~~lesdes~~ droits de rachat d'office et de ~~prise de contrôle~~ ~~vente d'office~~, et ~~les autres modalités d'autres conditions~~ qui ~~peuvent affecter l'intérêt~~ sont susceptibles d'avoir une incidence sur la participation de l'adhérent aux services transfrontaliers dans les valeurs détenues pour lui au moyen ~~du service transfrontalier~~ ~~des services transfrontaliers~~. À la demande d'un adhérent, la CDS met la documentation relative aux services transfrontaliers à la disposition de celui-ci.

(b) — Règlement SHO

L'expression ~~« Sans égard à toute disposition contraire de la présente Règle 10, et sous réserve de la Règle 3.3.2, la CDS fournit les services transfrontaliers et les dispositifs connexes décrits à la présente Règle 10 pour autant que :~~

- (a) ~~la CDS continue d'être membre de la NSCC et de la DTC;~~
- (b) ~~son adhésion permet à la CDS de fournir les services transfrontaliers et les dispositifs;~~
- (c) ~~aucune modification n'a été apportée à la documentation relative aux services transfrontaliers et aucune mesure n'a été prise par la DTC ou la NSCC qui empêcheraient la CDS de fournir les services transfrontaliers et les dispositifs connexes ou qui, de l'avis de la CDS, rendraient cette prestation irréalisable ou trop onéreuse.~~

10.2.2 Règlement SHO — désigne le

On entend par « Règlement SHO » le Règlement SHO adopté par la Securities and Exchange Commission des États-Unis (~~« SEC »~~) ~~promulgué, édicté en vertu des lois fédérales américaines sur lesde la législation en valeurs mobilières, telles qu'elles peuvent être modifiées, fédérale des États-Unis, dans sa version modifiée~~ de temps à autre.

~~« Valeur On entend par « valeur assujettie au Règlement SHO » signifie~~ une valeur régie par le Règlement SHO.

L'expression « position non conforme au Règlement SHO » ~~désigne~~ signifie qu'un adhérent utilisant un ~~service transfrontalier n'a pas réussi à livrer~~ une position ~~en défaut de livraison d'un adhérent qui utilise un service transfrontalier~~ dans le cadre de la vente d'une valeur assujettie au Règlement SHO.

Chaque adhérent ~~L'adhérent~~ qui utilise un service transfrontalier doit se conformer aux ~~dispositions~~ ~~modalités~~ du Règlement SHO. La CDS prend les mesures nécessaires au dénouement des positions non conformes au Règlement SHO ~~de l'adhérent d'un adhérent~~ en acquérant la quantité de valeurs assujetties au Règlement SHO ~~et précisée dans les délais prescrits par le Règlement SHO et dans le délai précisé dans le Règlement SHO~~. Ledit adhérent rembourse la CDS pour la totalité des frais et des dépenses engagés par celle-ci relativement aux mesures prises par la CDS aux fins de dénouement des positions non conformes au Règlement SHO de l'adhérent, y compris le prix d'acquisition des valeurs assujetties au Règlement SHO et le coût du financement, les frais payables à la CDS, ainsi que les frais et dépenses d'un conseiller juridique et de tout autre professionnel dont elle a retenu les services. La CDS ~~a tout pouvoir pour acheter lesdites, à son entière discrétion, achètera ces~~ valeurs assujetties au Règlement SHO par tous les moyens qui ~~s'offrent à dont elle dispose~~. Chaque adhérent reconnaît que la CDS doit ~~dénouer~~ immédiatement ~~dénouer~~ les positions non conformes au Règlement SHO d'un adhérent ~~donné et que~~, par conséquent, ~~que~~ le prix d'achat de ~~tellesces~~ valeurs assujetties au Règlement SHO pourrait être supérieur au prix qui pourrait ~~avoir été par ailleurs être~~ obtenu à l'aide d'autres ~~méthodes~~ ~~modes~~ d'achat ou en retardant le moment de l'achat.

324

Mis en forme : Français (France)

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

Chaque adhérent qui utilise un service transfrontalier libère et exonère la CDS de toute responsabilité ou réclamation découlant de l'exercice des pouvoirs conférés ~~par~~ en vertu de la présente Règle ~~10.2.3~~ 10.2.2.

~~6.2.4~~ Conflit

~~10.2.3~~ Chaque adhérent reconnaît que la CDS, à titre de membre de la NSCC et de la DTC et d'utilisateur du service ACT, doit respecter, entre la documentation relative aux services transfrontaliers et s'y conformer. Dans les cas où les obligations de la les Règles

Chaque adhérent reconnaît que la CDS, en tant que membre de la NSCC et de la DTC et en tant qu'utilisateur du service ACT doit se conformer à la documentation relative aux services transfrontaliers. Si ces obligations de la CDS entrent en conflit avec ses obligations en vertu desquelles lui incombent quant aux Règles, chaque adhérent reconnaît que la CDS doit se conformer à ses obligations en vertu desquelles lui incombent conformément à la documentation relative aux services transfrontaliers, et que cette conformité ne doit pas être considérée comme une défaillance en défaut de la CDS, en vertu des relativement aux Règles.

~~6.2.5~~ 10.2.4 Lois Choix des lois applicables et soumission à l'autorité reconnaissance de compétence

~~(a)(i)~~ Lois Choix des lois applicables

La CDS et les adhérents confirment qu'ils chaque adhérent conviennent de ce qui suit :

~~(a)~~ ils ont compris et qu'ils entendent que ce qui suit :

i. les valeurs et autres biens érédités aux portés au crédit des comptes du SLNY, du SLDDTC, au compte de la CDS à la DTC et au compte de compensation de la CDS à la NSCC transfrontaliers sont des valeurs, telles que définies dans les au sens des Règles et sont des droits et privilèges selon la définition qu'en font les sur des valeurs au sens des lois de l'État de New York, et que de telles;

ii. ces valeurs, droits et privilèges et ces biens sont situés dans l'État de New York. La CDS et les adhérents acceptent que;

~~(b)~~ les lois de l'État de New York régissent :-;

i. les activités de ces comptes, ii);

ii. le rôle de la CDS à titre d'intermédiaire en valeurs mobilières pour tout adhérent utilisant adhérent qui utilise les services transfrontaliers ou effectuant qui effectue un virement transfrontalier, et iii);

iii. les conséquences incidences au chapitre de la propriété des acquisitions, des dispositions, de la détention et du transfert d'intérêts sur de telles participations dans ces valeurs et ces biens. Ce choix de lois applicables

La présente Règle 10.2.4(i) ne s'applique pas aux grands livres tenus par la CDS pour le CDSX.

~~(b)~~ Soumission à l'autorité

~~(ii)~~ Reconnaissance de compétence

La documentation relative aux services transfrontaliers -;

322

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

(a) est ~~réputée déclarée~~ être régie par les lois de l'État de New York, sans ~~que les égard aux~~ principes ~~des de~~ conflits ~~des~~ lois ~~ne s'appliquent, et ;~~

(b) prévoit que :

i. les poursuites, actions ou procédures judiciaires découlant de ces conventions sont intentées dans l'État de New York ~~et que ;~~

ii. les parties à ~~cet égard ces conventions~~ se soumettent à ~~l'autorité la compétence~~ des tribunaux de l'État de New York.

Si la CDS est partie à ~~toute une~~ action découlant de l'utilisation ~~que fait par~~ un adhérent d'un service transfrontalier, ~~ou d'un virement transfrontalier de l'adhérent et dès qu'un fait par un adhérent, alors, sur avis est donné par de~~ la CDS, cet adhérent ~~doit se soumettre soumettre~~ à ~~l'autorité la compétence~~ de tout tribunal ~~devant lequel de telles procédures judiciaires sont portées saisi de cette procédure~~, y compris un tribunal de l'État de New York, et ~~devient devenir~~ partie à ~~ces procédures judiciaires cette procédure~~.

6.2.6.10.2.5 Communications entre les adhérents et la NSCC et la DTC

~~Les adhérents aux services transfrontaliers peuvent communiquer avec la DTC ou la NSCC directement ou au moyen des dispositifs de la CDS et peuvent ainsi transmettre leurs instructions. La CDS peut également distribuer aux adhérents aux services transfrontaliers des rapports et des renseignements produits par la NSCC ou la DTC. Chaque adhérent l'adhérent aux services transfrontaliers est tenu de confirmer l'exactitude des données communiquées en son nom par la CDS à la NSCC ou à la DTC et de celles qui lui sont communiquées par ces organismes. peut communiquer avec la NSCC ou la DTC, et leur donner des instructions, directement ou par l'intermédiaire des dispositifs de la CDS. Tout moyen de communication directe entre l'adhérent un adhérent aux services transfrontaliers et la NSCC ou la DTC, que ce soit par télécommunication, bande magnétique ou autre, est doit être fourni par la NSCC ou la DTC, respectivement selon le cas, et la CDS n'est en rien responsable de telles n'assume aucune responsabilité quant à ces communications.~~

La CDS peut ~~étudier tous ;~~

(a) ~~distribuer aux adhérents aux services transfrontaliers les rapports et l'information produits par la NSCC ou la DTC ;~~

(b) ~~examiner~~ les rapports et ~~toute~~ l'information préparés par la NSCC ~~et ou~~ la DTC pour un adhérent aux services transfrontaliers, ~~et peut ;~~

(c) ~~recevoir de la NSCC et de la DTC toute information qu'elle que la CDS peut demander au sujet de concernant~~ l'utilisation ~~qu'un adhérent aux services transfrontaliers fait du d'un~~ service transfrontalier ~~par un adhérent à ce service.~~

6.2.7 Frais relatifs l'adhérent aux services transfrontaliers doit confirmer l'exactitude de tous les renseignements communiqués en son nom par la CDS à la NSCC ou à la DTC, ou inversement.

~~Chaque adhérent aux services transfrontaliers paye, sur demande, tous les frais relatifs aux services transfrontaliers qui sont encourus, imputés, prélevés et exigés par la CDS, la NSCC ou la DTC relativement aux services transfrontaliers utilisés par cet adhérent. La CDS et toutes les autres personnes agissant à l'égard des services transfrontaliers (y compris la NSCC, la DTC ou toute autre personne agissant à titre de mandataire de la CDS, de la NSCC ou de la DTC pour la perception des frais relatifs aux services transfrontaliers) peuvent déduire les frais relatifs aux services transfrontaliers de tout montant dû à l'adhérent~~

323

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

~~aux services transfrontaliers relativement aux services transfrontaliers. Le paiement des frais relatifs aux services transfrontaliers ne porte pas atteinte aux droits qu'a l'adhérent aux services transfrontaliers de demander une vérification comptable après l'acquittement du paiement.~~

6.2.810.2.6 Dédommagement de la CDS par les adhérents

(i) À Responsabilité de la CDS à titre de débiteur principal

~~En tant que~~ membre de la NSCC et de la DTC, la CDS est responsable de l'usage à titre de débiteur principal de l'utilisation des services de la NSCC et de la DTC par l'intermédiaire de la CDS par toute personne qui n'est pas membre de la NSCC ou de la DTC, y compris un adhérent aux services transfrontaliers agissant en son propre nom ou au nom d'une autre personne, ou un adhérent qui n'est pas un adhérent aux services transfrontaliers qui effectue un virement transfrontalier.

~~Chaque adhérent (qu'il soit adhérent aux services transfrontaliers ou non) tient indemne et dédommage la CDS de tous frais engagés par celle-ci, tout dommage ou toute perte qu'elle a subis, toutes cotisations, amendes ou taxes et tout impôt ou autre frais qu'elle a payés, toute dette qu'elle a contractée ou réclamation qui lui a été faite (y compris les dépenses un adhérent aux services transfrontaliers, doit dédommager et décharger la CDS de toute responsabilité à l'égard des pertes, dommages, coûts, dépenses, évaluations, pénalités, frais, responsabilités ou réclamations (y compris les frais raisonnables d'un de conseillers juridiques pour la conseiller juridique engagé pour la guider ou la défendre en cas à l'égard de réclamation) découlant des réclamations) subis ou engagés par la CDS ou qui lui sont imputés en raison de l'usage qu'il fait l'utilisation par l'adhérent des services transfrontaliers, ou des virements transfrontaliers effectués par services de la NSCC et de la DTC par l'intermédiaire de la CDS, ou de l'adhérent ou de l'usage qu'il fait des services de la NSCC et de la DTC par l'intermédiaire de la CDS effectuant un virement transfrontalier. Si une réclamation est faite présentée contre la CDS par la NSCC, la DTC, tout membre de la NSCC ou de la DTC ou par toute autre personne liée relativement aux activités d'un adhérent, de l'adhérent, alors, sur avis de la CDS, doit prendre des l'adhérent prend les dispositions acceptées par que la CDS juge acceptables pour payer acquitter la réclamation. Le fait paiement de payer la réclamation ne porte pas atteinte aux droits qu'ade l'adhérent de demander une vérification comptable des montants dus d'exiger, après le paiement, un compte rendu comptable des sommes exigibles. La CDS peut permettre à l'adhérent d'engager de prendre une poursuite en son procédure au nom de la CDS pour contester une cette réclamation, à ses aux seuls risques et frais de l'adhérent, à la condition que l'adhérent aux services transfrontaliers verse à la CDS une compensation à la CDS relativement à l'égard de cette poursuite dont procédure, selon la forme et le montant doivent être acceptés par que la CDS juge acceptables.~~

6.2.9(ii) Attribution Responsabilité de la perte par CDS à titre de membre de la NSCC et de la DTC et dédommagement par l'adhérent

~~Les obligations décrites dans la présente Règle 10.2.9 ont pour but de compléter et non de limiter ou de remplacer les obligations découlant des dédommagements décrites aux Règles 10.3.4 et 10.4.4. La NSCC et la DTC peuvent exiger de leurs membres, y compris de la CDS, qu'ils effectuent :~~

- ~~(a) versent des contributions aux un fonds, qu'ils ;~~
- ~~(b) effectuent des paiements, qu'ils ou livrent des valeurs alors de la revendication reprise de transactions, ou qu'ils ;~~
- ~~(c) effectuent des paiements relatifs aux à l'égard de pertes et dépenses dépenses attribuées aux membres.~~

~~Chaque adhérent aux services transfrontaliers tient indemne indemnise la CDS pour la totalité des à l'égard de toutes les obligations de Fede la CDS à titre de membre de la NSCC ou de la DTC, ;~~

324

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

soit :

- (a) pour le montant total attribuable à cet adhérent ~~à un service transfrontalier~~ relativement aux transactions traitées au moyen d'un service transfrontalier pour cet adhérent, ou relativement à tout compte du SLNY ou à tout compte du SLDDTC ~~de utilisé par~~ cet adhérent; ~~ou~~
- (b) ~~soit~~, si un montant n'est pas attribuable à un adhérent ~~à un service transfrontalier~~ ~~aux services transfrontaliers~~ donné, une répartition proportionnelle sera effectuée entre tous les adhérents obligés des services transfrontaliers qui restent, et ce, selon la proportion que forme ~~sa propre~~ ~~leur~~ contribution ~~respectively~~ au fonds ~~du service~~ de liaison par rapport aux contributions totales versées par tous les adhérents aux services transfrontaliers au fonds ~~du service~~ de liaison.

~~Pour plus de certitude, il est entendu que~~ la CDS peut utiliser les contributions ~~aux~~ fonds de ~~service~~ de liaison ~~afin de pour~~ satisfaire ~~toute obligation de la CDS à ses obligations~~ envers la NSCC ou la DTC.

6.2.10 – Groupes de crédit

Les obligations ~~décrites~~ ~~prévues~~ à la présente Règle ~~10.2.10 ont pour but de~~ ~~10.2.6(ii) visent à~~ compléter et non ~~de à~~ limiter ou ~~de à~~ remplacer les obligations découlant ~~d'un groupe de crédit de fonds de service de liaison, décrites à la Règle 10.6 ou découlant d'un groupe de crédit décrites à la Règle 5, des indemnités prévues aux Règles 10.3.4 et 10.4.4.~~

(i) ~~Responsabilité des autres membres des groupes de crédit~~

Dans le cas où un adhérent ~~(y compris un adhérent qui n'est pas un adhérent aux services transfrontaliers)~~ ~~assume toute, contracte une~~ obligation découlant ~~d'un dédommagement décrit de l'indemnité prévue~~ à la Règle ~~10.2.8, 10.2.6(i)~~ ou d'une réclamation relative aux services transfrontaliers ~~décrite à selon~~ la Règle ~~10.8.4, 10.7.4~~ (y compris des frais de position à découvert ~~au compte d'un associé à un~~ service de liaison ou des frais de position à découvert), et que cet adhérent ne ~~satisfait~~ ~~acquiesce~~ pas ~~de~~ cette obligation, chaque autre membre du groupe de crédit ~~énoncé~~ ~~indiqué~~ ci-dessous doit verser à la CDS sa ~~quote-part du dédommagement de l'indemnité~~ ou de la réclamation relative aux services transfrontaliers ~~;~~.

- (a) ~~si le montant est attribuable à un service transfrontalier en particulier et que~~ ~~si~~ l'adhérent suspendu est un adhérent aux services transfrontaliers ~~et que le montant est attribuable à un service transfrontalier donné~~, le groupe de crédit ~~applicable correspond au groupe de crédit pour le concerné est celui qui est associé à ce service duquel dont~~ l'adhérent suspendu est membre ~~(, soit le groupe de crédit du fonds du SLNY ou le groupe de crédit du fonds du SLNY ou du SLDDTC);~~;
- (b) ~~si l'adhérent suspendu est un adhérent aux services transfrontaliers et que~~ le montant n'est pas attribuable à un service transfrontalier ~~en particulier et que l'adhérent suspendu est un adhérent à un service de liaison donné~~, le groupe de crédit ~~applicable correspond au concerné est le~~ groupe de crédit ~~de du~~ fonds de service de liaison ~~auquel dont~~ l'adhérent suspendu ~~appartient est un membre~~ ou, si l'adhérent utilise à la fois le SLNY et le SLDDTC, chacun des ~~deux~~ groupes de crédit ~~du fonds~~ du SLNY et du SLDDTC ~~doit payer~~ ~~paye~~ la moitié du montant;
- (c) si l'adhérent suspendu n'est pas un adhérent aux services transfrontaliers et qu'il est un emprunteur, le groupe de crédit ~~applicable correspond au concerné est le~~ groupe de crédit de catégorie des emprunteurs qui effectuent des règlements en dollars américains ~~auquel dont~~ l'adhérent suspendu ~~appartient; ou est membre;~~
- (d) si l'adhérent suspendu n'est pas un adhérent aux services transfrontaliers et qu'il n'est pas un emprunteur, le groupe de crédit ~~applicable correspond au concerné est le~~ groupe de crédit de catégorie ~~auquel dont~~ l'adhérent suspendu ~~appartient est membre.~~

325

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

Un montant est attribuable à un service transfrontalier donné s'il découle de transactions traitées au moyen de ce service transfrontalier ~~ou est attribuable,~~ au SLNY; s'il découle d'un compte du SLNY ou au SLDDTC s'il découle d'un compte du SLDDTC.

~~6.2.11 – Droit de rétention et de compensation~~

~~Pour plus de certitude et sans limiter la portée de la Règle 5.1.4, les références, dans la Règle 5.1.4, aux fonds portés au crédit de tout adhérent à la CDS ou payable par la CDS à l'adhérent comprennent les montants payables à l'adhérent à l'égard d'un service transfrontalier, et les obligations découlant des Règles dues et payables par l'adhérent à la CDS comprennent les montants payables par l'adhérent à l'égard d'un service transfrontalier.~~

326

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

6.3 — Service de liaison avec new york

Les obligations stipulées à la présente Règle 10.2.6(iii) visent à compléter et non à limiter ou à remplacer les obligations relatives à un groupe de crédit associé à un service de liaison selon la Règle 10.6 ou découlant d'un groupe de crédit selon la Règle 5.

10.3 SERVICE DE LIAISON AVEC NEW YORK (SLNY)

6.3.410.3.1 Description générale

Le Service de liaison avec New York SLNY est un service établi sur pied par la CDS pour permettre de faciliter la compensation et le règlement de transactions sur valeurs qui sont admissibles aux services de la NSCC et de la DTC. Les transactions admissibles des adhérents au SLNY sont enregistrées/déclarées à la NSCC et réglées par l'intermédiaire de la DTC au moyen du SLNY.

Mis en forme : Hiérarchisation + Niveau : 4 + Alignement : 0 cm + Retrait : 0 cm

Mis en forme : Français (France)

6.3.210.3.2 Comptes du SLNY

La CDS est un membre compensateur de la NSCC et un membre de la DTC. Conformément à Selon la documentation relative aux services transfrontaliers, la DTC et la NSCC tiennent des comptes pour la CDS à titre de membre de la DTC et/ou de la NSCC, respectivement. La CDS offre aux adhérents au SLNY la possibilité à chaque adhérent au SLNY d'utiliser un ou plusieurs de ses comptes auprès de la NSCC et de la DTC (chacun de ces comptes étant nommé chaque compte étant appelé un « compte du SLNY ») aux fins exclusives de traitement et de règlement des transactions du SLNY de cet adhérent adhérents au SLNY.

Mis en forme : Police : Gras

Les comptes du SLNY sont tenus par la DTC et la NSCC, respectivement, pour la CDS et non pour les adhérents au SLNY. Ainsi, la La CDS peut en tout temps restreindre ou résilier le droit d'utilisation d'un compte du SLNY de tout un adhérent ou y mettre fin et peut prendre toute mesure et donner toute instruction relative à tout l'écart d'un compte du SLNY, y compris, en cas de suspension d'un adhérent au SLNY, des mesures relatives celle de procéder à la disposition de toute valeur créditée à un tel compte. Les comptes du SLNY ne sont pas tenus par la CDS, ne font pas partie du service de dépôt, et ne sont pas des « comptes » des valeurs portées au sens de la définition crédit de ce terme à la Règle 1.2.1 compte.

Mis en forme : Hiérarchisation + Niveau : 4 + Alignement : 0 cm + Retrait : 0 cm

Mis en forme : Français (France)

6.3.310.3.3 Règlement

Au moyen de son comptes des comptes du SLNY, chaque un adhérent au SLNY peut compenser et régler ses les transactions au du SLNY au moyen par l'intermédiaire des dispositifs de la NSCC et de la DTC, conformément à la documentation relative aux services transfrontaliers. Une transaction au du SLNY est réglée conformément aux procédés et méthodes en conformité avec les procédures de la NSCC. Les transactions au SLNY peuvent être assujetties à l'établissement du et son solde net au moyen du système peut être établi par le processus de règlement net continu de la NSCC. La livraison de valeurs, au besoin, peut être effectuée tel que le prévoit de la manière prévue dans la documentation relative aux services transfrontaliers, y compris à de l'une des façons suivantes :

(a) au moyen de débits et de crédits portés au compte du SLNY de l'adhérent au SLNY ou ii;

(b) par leur livraison de certificats au moyen sous forme de certificat, par l'intermédiaire du service de règlement par enveloppes de la NSCC.

Mis en forme : Titre 5, Numéros + Niveau : 1 + Style de numérotation : a, b, c, ... + Commencer à : 1 + Alignement : Gauche + Alignement : 0 cm + Retrait : 1,27 cm

6.3.410.3.4 Dédommagement par l'adhérent au SLNY

Chaque adhérent au SLNY utilisant qui utilise le SLNY tient la CDS indemne la CDS pour à l'égard de toutes les obligations de celle-ci la CDS envers la NSCC et la DTC attribuables ou relatives à tout compte du SLNY de cet adhérent ou au SLNY ou du traitement de toute transaction au du SLNY entrée par l'adhérent au SLNY qu'il effectue, y compris les suivantes :

327

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

~~(a) une réclamation relative aux services transfrontaliers ou toute;~~

~~(b) une obligation-;~~

~~i. de livraison-delivrer des valeurs,-de versement de;~~

~~ii. d'effectuer un paiement-;~~

~~iii. de versement-deverser des cotes ou-;~~

~~iv. de contribution-contribuer à toutun fonds de la NSCC ou de la DTC.~~

328

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

6.4 — Service de liaison directe avec la DTC

10.4 SERVICE DE LIAISON DIRECTE AVEC LA DTC (SLDDTC)

6.4.110.4.1 Description générale

Le ~~service de liaison directe avec la DTC (SLDDTC)~~SLDDTC est un service établiconstitué par la CDS pour permettreafin de faciliter la compensation et le règlement ~~des~~ transactions de valeurs qui sont admissibles aux services de la DTC. Les transactions admissibles des adhérents au SLDDTC sont réglées par l'intermédiaire de la DTC au moyen du SLDDTC.

6.4.210.4.2 Comptes du SLDDTC

La CDS est ~~un~~ membre de la DTC. Conformément à la documentation relative aux services transfrontaliers, la DTC tient des comptes pour la CDS à titre de membre de la DTC. La CDS offre aux adhérents au SLDDTC la possibilité à chaque adhérent au SLDDTC d'utiliser un ou plusieurs de ses comptes auprès de la DTC (chaque de ces comptes étant nommé chaque compte étant appelé un « compte du SLDDTC ») aux fins exclusives de traitement et de règlement des transactions du SLDDTC de ~~cet adhérent au SLDDTC~~ces adhérents.

Les comptes du SLDDTC sont tenus par la DTC pour la CDS et non pour les adhérents au SLDDTC. Ainsi, laLa CDS peut enà tout tempsmoment restreindre ou résilier le droit d'utilisation d'un compte duSLDDTC de tout d'un adhérent ou y mettre fin et peut prendre toute mesure et donner toute instruction relative à toutconcernant un compte de service de liaisondu SLDDTC, y compris, en cas de suspension d'un adhérent au SLDDTC, des mesures relatives à la dispositioncelle de disposer de toute valeur créditée à un tel compte. Les comptes du SLDDTC ne sont pas tenus par la CDS, ne font pas partie du service de dépôt, et ne sont pas des « comptes » au sens de la définitionportée au crédit de ce terme à la Règle 1.2.1compte.

6.4.310.4.3 Règlement

Au moyen ~~de son~~un compte du SLDDTC, chaqueun adhérent au SLDDTC peut compenser et régler sesfaire la compensation et le règlement des transactions au moyen par l'intermédiaire des dispositifs de la DTC, conformément à la documentation relative aux services transfrontaliers. Dans le cadre du règlement d'une transaction au moyen duSLDDTC, la livraison de valeurs, au besoin, peut être effectuée tel que le prévoitde la manière prévue dans la documentation relative aux services transfrontaliers, y compris au moyen de débits et de crédits portés au compte du SLDDTC de l'adhérent au SLDDTC.

6.4.410.4.4 Dédommagement par l'adhérent au SLDDTC

Chaque adhérent au SLDDTC utilisant le SLDDTC qui utilise ce service tient la CDS indemne la CDS pourà l'égard de toutes les obligations de la CDS envers la DTC attribuables ou relatives à toutun compte du SLDDTC de cet adhérent au SLDDTC ou du traitement de toute d'une transaction du SLDDTC entréeconclue par l'adhérent au SLDDTCcet adhérent, y compris les suivantes :

- (a) une réclamation relative aux services transfrontaliers ou toute;
- (b) une obligation de livraison de valeurs, de versement de paiement, de versement de cotes ou de contribution à tout fonds de la DTC;

329

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

6.5 Sûretés

- i. Sûretés accordées de livrer des valeurs;
- ii. d'effectuer un paiement;
- iii. de verser des cotes;
- iv. de contribuer à un fonds de la DTC.

10.5 GARANTIE RELATIVE AUX SERVICES TRANSFRONTALIERS

6.5.1 10.5.1 Sûreté accordée en faveur de la CDS

Un adhérent au service ACT à mandat restreint n'accorde pas de sûreté à la CDS. Pour garantir le paiement en bonne et due forme de toutes les montants dus en vertu des Règles sommes payables de temps à autre, conformément aux Règles, à la CDS par l'adhérent un adhérent aux services transfrontaliers et l'acquittement l'exécution de toutes les obligations de l'adhérent aux services transfrontaliers ce dernier envers elle découlant la CDS qui découlent, de temps à autre en vertu de l'application des Règles (que ces obligations découlent d'un soit en lien avec un service transfrontalier ou autre autrement), chaque adhérent aux services transfrontaliers à part entière à un service transfrontalier accorde une sûreté à la CDS, une sûreté sur les biens suivants et les met en gage, les grève et les cède au profit de la CDS :

- (a) toutes les valeurs eréditées à un portées au crédit d'un compte du SLNY ou à un d'un compte du SLDDTC d'un adhérent de l'adhérent aux services transfrontaliers ou qui est partie à un faisant l'objet d'un virement transfrontalier, et la totalité des tous les fonds dus relativement à à cet adhérent à l'égard de ces comptes ou à toute transaction l'égard d'une opération transfrontalière;
- (b) toutes les contributions aux fonds de services de liaison effectuées à un fonds de service de liaison par l'adhérent aux services transfrontaliers (si l'adhérent aux services transfrontaliers utilise un service de liaison); toutes les contributions au fonds du service de liaison effectuées par l'adhérent aux services transfrontaliers;
- (c) toutes les garanties particulières aux services transfrontaliers de l'adhérent aux services transfrontaliers; et
- (d) tous les dividendes, intérêts, l'intérêt, les montants payables à l'échéance, les remboursements de capital, et tous les autres droits et privilèges et les produits découlant des de ces valeurs, des fonds, contributions aux fonds de services service de liaison en espèces et des garanties particulières aux services transfrontaliers; ;

(collectivement nommées, la « garantie relative aux services transfrontaliers »->»).

Les sûretés créées en vertu de constituées conformément à la présente Règle 10.6.1 persistent 10.5.1 subsistent à la suspension, à la résiliation de la convention Convention d'adhésion et ou au retrait de l'adhérent des d'un adhérent aux services transfrontaliers. En plus des

Outre les sûretés créées en vertu de constituées conformément à la présente Règle 10.6, 10.5, et dans la mesure où toute sûreté accordée paren vertu de la présente Règle 10.6 10.5 est régie par les lois de la province de du Québec, chaque un adhérent accorde une hypothèque en faveur de la CDS conformément aux modalités établies dans aux conditions énoncées à la Règle 5.2 14.5.

330

© Services de dépôt et de compensation CDS inc.

Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

6.5.2 — Garanties relatives aux sûretés

Un adhérent au service ACT est un adhérent à mandat restreint aux services transfrontaliers et, par conséquent, il n'accorde aucune sûreté à la CDS.

10.5.2 Garantie relative à la sûreté

Chaque adhérent aux services transfrontaliers déclare et garantit :

- (a) à la CDS, et ;
- (b) s'il utilise un service de liaison, aux autres membres du groupe de crédit du fonds de liaison auquel il appartient ;

qu'il adétient la pleine autorité et le plein-pouvoir-d'accorder-les-sûretés-et-l'hypothèque-décrites-à-la-Règle-10.6.1-à-la-CDS, y compris toute exemptiondispense ou autorisation qui peut être requiserelativement-à-tout-statut-ou-toute-réglementation-liant-l'adhérentexigée en vertu d'une loi ou d'un règlement applicable à l'adhérent aux services transfrontaliers, d'accorder à la CDS la sûreté et l'hypothèque décrites à la Règle 10.5.1.

10.5.3 Garantie particulière relative aux services transfrontaliers.

6.5.3 — Garantie particulière aux services transfrontaliers

La CDS peut demander à un adhérent aux services transfrontaliers de livrer-des-biens-constituantremettre une garantie d'une valeur donnée,déterminée et d'un type jugé acceptable de l'avis de par la CDS. La CDS peut formulerfaire une telle demande lorsqu'elle établitdétérmine, à sa seuleson entière discrétion, qu'exiger une sûreté sur ces biensqu'il est prudent et assure l'acquittement des obligations de l'adhérent aux services transfrontaliers envers la CDS, y compris toute obligation de l'adhérent aux services transfrontaliers visant la correction d'une position à découvert au compte de service de liaison. Le terme «d'exiger une sûreté sur une telle garantie particulière-pour s'assurer que l'adhérent aux services transfrontaliers s'acquitte dûment de ses obligations à ce titre envers la CDS, y compris de toute obligation de celui-ci de corriger une position à découvert dans un compte de service de liaison.»

Il est entendu que l'expression « garantie particulière relative aux services transfrontaliers » désigne les biens constituant la garantie qu'un adhérent aux services transfrontaliers remet à la CDS, ou dont l'adhérent à un service transfrontaliercelui-ci autorise la prise deCDS à prendre possession ou le sur laquelle il autorise la CDS à exercer un contrôle par la CDS, conformément à la présente Règle-10.6.3, 10.5.3, et ne comprend pas les contributions effectuéesversées à un fonds de service de liaison.

6.5.4 — Gestion de la garantie

La CDS gère la garantie particulière aux services transfrontaliers et les contributions au fonds de service de liaison, conformément à la Règle 5.3, de la même manière qu'elle gère la garantie particulière et les contributions au fonds livrées à la CDS, conformément à la Règle 5. La CDS peut i) détenir une garantie particulière aux services transfrontaliers et des contributions aux fonds de services de liaison dans les grands livres de gestion des garanties; ii) accepter des lettres de crédit en lieu et place de ces garanties particulières, conformément à la Règle 10.7.4; ou iii) affecter toute lettre de crédit ou livrer des biens constituant toute garantie particulière aux services transfrontaliers ou toute contribution aux fonds aux services de liaison, conformément à la Règle 10.7.2.

334

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. ————— Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

6.6 — Fonds

6.6.1 — Fonds de service de liaison

Un adhérent au service ACT à mandat restreint n'est pas membre d'un groupe de crédit de fonds de service de liaison. Chaque adhérent à un service de liaison à part entière est un membre d'un groupe de crédit de fonds de service de liaison. Chaque membre d'un groupe de fonds de service de liaison accepte de payer à la CDS sa quote-part, conformément à la Règle 10.8, de certaines obligations de chaque autre membre suspendu. Chaque membre d'un groupe de catégorie de fonds de service de liaison effectue les contributions au fonds de service de liaison établi pour ce groupe de crédit de fonds de service de liaison. Les fonds de service de liaison sont nommés fonds du SLNY et fonds du SLDDTC.

6.6.210.5.4 Fonds de la NSCC et de la DTC

À titre de membre de la NSCC et de la DTC, la CDS ~~est tenue d'effectuer :~~

- (a) ~~verse des contributions aux fonds établis constitués par la NSCC et par la DTC, et d'effectuer ainsi que des contributions et des paiements additionnels, tel que l'exige supplémentaires exigés en conformité avec la documentation relative aux services transfrontaliers. La CDS peut, en faveur de toute personne, :~~
- (b) ~~peut céder, transférer virer, mettre en gage ou autrement grever d'une sûreté de quelque autre façon toute contribution au les contributions aux fonds de service de liaison et les garanties particulières à un service transfrontalier, à toute personne ou tout bien constituant une garantie particulière aux services transfrontaliers lorsqu'elle le juge en faveur de toute personne et à toute fin nécessaire ou souhaitable afin de s'acquitter de ses pour l'exécution des obligations de membre de la NSCC et de la DTC CDS, y compris les suivantes :~~
- i. ~~en à la NSCC ou à la DTC ou en leur faveur de, aux fins de versement des contributions aux fonds de la NSCC ou de la DTC, afin d'effectuer ses contributions aux fonds de,~~
- (a) ~~à la NSCC et de ou à la DTC;~~
- (b) ~~ii. ou en leur faveur de la NSCC ou de la DTC, pour garantir toutes les obligations de la CDS envers la NSCC et la DTC;~~
- (c) ~~iii. en faveur d'une à une institution financière afin d'obtenir ou en faveur de celle-ci, aux fins d'obtention des lettres de crédit qui pourront peuvent être émises à la NSCC ou à la DTC relativement aux lien avec des contributions de la CDS à un fonds de la NSCC ou de la DTC, respectivement selon le cas.~~

Lorsque la DTC, la NSCC ou une institution financière détient ~~une garantie particulière des garanties particulières relatives~~ aux services ~~de liaison transfrontaliers~~ ou des contributions à un fonds de service de liaison ~~livrées consenties~~ par la CDS, ~~celles-ci elle les détient détient~~ à titre de créancier garanti de la CDS et non à titre de mandataire de quelque adhérent que ce soit.

10.5.5 Gestion des garanties

~~La CDS gère les garanties particulières relatives aux services transfrontaliers et les contributions aux fonds de service de liaison conformément à la Règle 5.11, de la même manière que la CDS gère les garanties particulières et les contributions aux fonds qui lui sont remises en application de la Règle 5.~~

~~La CDS peut :~~

332

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

- (a) détenir des garanties particulières relatives aux services transfrontaliers et des contributions aux fonds de service de liaison dans les grands livres de gestion des garanties;
- (b) accepter des lettres de crédit au lieu de ces garanties conformément à la Règle 10.6.2;
- (c) céder une telle lettre de crédit ou livrer une garantie particulière relative aux services transfrontaliers ou des contributions aux fonds de service de liaison conformément à la Règle 10.6.2.

10.6 FONDS DE SERVICES DE LIAISON ET GROUPES DE CRÉDIT DE FONDS DE SERVICES DE LIAISON

10.6.1 Constitution de fonds de services de liaison et de groupes de crédit de fonds de services de liaison

Chaque adhérent à un service de liaison est membre du groupe de crédit du fonds de service de liaison créé pour chaque service de liaison qu'il utilise. Chaque membre d'un groupe de crédit du fonds de service de liaison convient de ce qui suit :

- (a) de payer à la CDS, conformément à la Règle 10.6, sa quote-part de certaines obligations de chaque autre membre qui est suspendu;
- (b) de verser des contributions au fonds de service de liaison constitué pour ce groupe de crédit du fonds de service de liaison.

L'expression « **fonds de service de liaison** » renvoie au fonds du SLNY et au fonds du SLDDTC.

Un adhérent au service ACT est un adhérent à mandat restreint à un service de liaison et, par conséquent, il n'est pas membre d'un groupe de crédit d'un fonds de service de liaison et ne verse pas de contributions à un fonds de service de liaison.

6.6.310.6.2 Contribution au fonds de service de liaison

À la demande de la CDS et selon ses exigences, ~~chaque un~~ membre d'un groupe de crédit ~~de du~~ fonds de service de liaison doit verser et maintenir une contribution (la « **contribution au fonds de service de liaison** ») au fonds de service de liaison pertinent, ~~et ce,~~ au montant ~~établi~~ fixé par la CDS. Le montant de la contribution ~~de l'adhérent à un au~~ fonds de service de liaison ~~par un adhérent à un service de liaison,~~ au moment de la constitution ~~du de ce~~ fonds de service de liaison ou ~~lorsqu'il~~ lorsque l'adhérent utilise pour la première fois le service de liaison pour lequel un fonds de service de liaison est constitué, est fixé à la discrétion de la CDS de façon raisonnable, ~~et en se fondant sur~~ fonction de l'utilisation prévue de ce service de liaison et ~~sur les des~~ contributions que la CDS ~~est tenue de verser~~ verse aux fonds de la NSCC et de la DTC.

Tout montant payé ou mis en gage directement par les adhérents ~~aux services au service~~ de liaison à la ~~DTC NSCC~~ ou à la ~~NSCC DTC~~ ou retenu par ces dernières des montants autrement payables relativement à ces adhérents aux services de liaison est réputé constituer les contributions ~~aux au~~ fonds de ~~services service~~ de liaison détenues par la ~~DTC ou la~~ NSCC ~~ou par la DTC~~ pour la CDS.

Les adhérents aux services de liaison peuvent effectuer une contribution à un fonds de service de liaison, à l'exception de toute contribution à l'intention du fonds du Service de liaison avec New York, en fournissant une lettre de crédit plutôt qu'en mettant en gage ~~les biens constituant la~~ une garantie si les ~~Procédés et méthodes et les~~ Guides de l'utilisateur ~~et les Procédés et méthodes~~ le permettent.

333

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

10.6.3 Contribution supplémentaire à un fonds de service de liaison

6.6.4 Un adhérent à un service de liaison doit verser une contribution supplémentaire au fonds de service de liaison dès que la CDS l'informe de l'un des éléments ci-dessous :

- (a) Aussitôt que la CDS le lui demande, l'adhérent à un service de liaison livre une sa contribution au fonds de service de liaison qui s'additionne à sa contribution à un fonds de service de liaison calculée en vertu de la Règle impose conformément à la Règle 10.7.3. Le montant 10.6.2;
- (b) un réapprovisionnement de cette contribution au fonds de service de liaison supplémentaire est déterminé exigé en fonction de la Règle 10.9.7 en raison de la suspension d'un autre adhérent;
- (c) la CDS estime, à la seule son entière discrétion de la CDS, qu'il est un montant que cette dernière estime prudent et qui permet d'exiger une contribution supplémentaire au fonds de libérer l'adhérent à un service de liaison de ses obligations envers elle à l'égard du service de liaison pour lequel le fonds de assurer l'acquittement des obligations de l'adhérent à un service de liaison envers la CDS relativement au service de liaison a été établi (auquel le fonds de service de liaison se rapporte compte tenu de la stabilité financière de l'adhérent à un service de liaison, le du montant de ses obligations envers la CDS, de la volatilité des marchés, de la liquidité, de la concentration du marché, du flottant sur le marché ou le du nombre de valeurs émises que détient l'adhérent à un service de liaison, qu'il doit livrer ou qu'il doit prendre en livraison, et de tout autre facteur que la CDS juge pertinent seront pris en considération). Le montant d'une telle contribution supplémentaire à un fonds de liaison sera déterminé par la CDS, à son entière discrétion. À la demande de l'adhérent à un service de liaison, la CDS dégage rembourse toute contribution supplémentaire au fonds de service de liaison si elle établit, à sa seule son entière discrétion, que pareille contribution supplémentaire n'est pas plus nécessaire à la quittance pour garantir l'acquittement des obligations de l'adhérent à un service de liaison envers la CDS.

Un adhérent à un service de liaison doit livrer une contribution au fonds de service de liaison supplémentaire aussitôt que la CDS l'informe i) qu'une contribution au fonds de service de liaison supplémentaire est exigée conformément à la Règle 10.6.3; ii) qu'une contribution au fonds de service de liaison doit être comblée, conformément à la Règle 10.11.13, au terme de la suspension d'un autre adhérent, ou iii) qu'une contribution au fonds de service de liaison supplémentaire est exigée conformément à la Règle 10.6.4.

6.6.5 10.6.4 Remboursement de contribution Contribution excédentaire à un fonds de service de liaison

Périodiquement, conformément aux Procédés et méthodes, la CDS doit informer informe chaque adhérent à un service de liaison du montant de la contribution qu'il doit verser à chaque fonds de service de liaison. L'adhérent à un service de liaison peut demander à la CDS de lui rembourser toute contribution excédentaire au fonds de service de liaison qu'il a versée.

La CDS n'est pas tenue de rembourser la une telle contribution excédentaire au fonds de à l'adhérent à un service de liaison à dans les cas suivants :

- (a) l'adhérent à un service de liaison si i) l'adhérent à un service de liaison ne s'est pas acquitté d'une obligation qu'il a a des obligations en souffrance envers la CDS relativement en ce qui a trait à ce service de liaison; ii)
- (b) la CDS juge détermine que l'utilisation qu'a fait l'adhérent d'un mensuelle en cours d'un service de liaison pendant le mois en cours est considérablement différent par l'adhérent diffère de façon importante de celle qu'il en a faite le des mois précédent; iii) précédents;
- (c) la CDS a des motifs raisonnables de croire que l'adhérent au à un service de liaison fera une utilisation accrue d'un tel du service de liaison; ou iv)

334

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

(d) ~~la CDS s'attend à ce~~prévoit que ~~la NSCC ou la DTC ou la NSCC exige d'elle~~est susceptible d'exiger ~~de la CDS~~, à titre de membre de la ~~NSCC ou de la~~ DTC ~~ou de la NSCC~~, un paiement ou une contribution supplémentaire ~~au~~ un fonds.

6.6.610.6.5 Remboursement ~~d'une~~de la contribution à un fonds de service de liaison

La CDS ~~remet~~rembourse à l'adhérent à un service de liaison sa contribution au fonds de service de liaison ~~lorsqu'il~~lorsque cet adhérent cesse d'utiliser le service ~~de liaison pour lequel~~lequel le fonds de service de liaison ~~a été établi~~est associé ou cesse d'être ~~un~~ adhérent à ~~un~~ce service ~~de liaison~~, pourvu i) que ~~les conditions suivantes soient respectées :~~

- (a) ~~l'adhérent à un~~au service de liaison ~~se soit acquitté de~~ rempli toutes ses obligations envers la CDS; ii) qu'~~aucun~~
- (b) ~~aucun~~ autre membre du groupe de crédit ~~de~~du fonds de service de liaison ~~de l'adhérent à un service de liaison n'a~~auquel la contribution a été versée n'a été suspendu; iii) que
- (c) ~~toutes les transactions relatives à ce~~au service de liaison ~~ayant occasionné~~auquel la contribution au ~~fonds de service de liaison a été effectuée et dont découlent~~ des pertes ou des paiements ~~aient~~ont été conclues ou, avec l'accord de la CDS, qu'un autre ~~un~~ adhérent ~~ait~~remplaçant a été substitué ~~approuvé par la CDS pour cette transaction;~~ iv) que ~~chacune de ces transactions;~~
- (d) ~~tous les montants imputables à sa contribution au fonds de~~du service de liaison pour ~~le compte de~~des transactions ~~se produisant~~traitées alors qu'il était ~~un~~ adhérent ~~aient~~ont été payés; v) que ~~acquittés;~~
- (e) ~~la DTC et la NSCC aient viré~~ont libéré la contribution ~~faite~~effectuée par la CDS relativement aux comptes du ~~SLNY ou du SLDDTC ou des comptes du SLNY, selon le cas,~~ de l'adhérent à ~~un~~au service de liaison; ~~selon le cas, aux~~ au profit des fonds établis~~constitués~~ pour leurs membres par la ~~NSCC DTC et la DTC;~~ et vi) que ~~NSCC;~~
- (f) ~~la CDS n'a~~aucune raison n'a aucun motif de s'~~attendre à ce~~croire que la DTC ou la NSCC ~~exige d'elle~~est susceptibles d'exiger ~~de la CDS~~, à titre de membre de la DTC ou de la NSCC, un paiement ou une contribution supplémentaire ~~au~~ fonds.

335

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

~~6.7 — Groupe de crédit de fonds de service de liaison~~

~~6.7.10.6.6 Paiement par un groupe de crédit ~~de~~ fonds de service de liaison~~

~~Un adhérent au service ACT à mandat restreint n'est pas membre d'un groupe de crédit de fonds de service de liaison. Chaque adhérent à un service de liaison à part entière est un membre du groupe de crédit de fonds de service de liaison pour chaque service de liaison dont il fait usage. Lorsque la CDS ne peut percevoir d'un adhérent à un service de liaison défaillant qui est membre ou ancien membre ~~du~~ d'un groupe de crédit ~~de~~ fonds de service de liaison le montant d'une obligation qu'il a envers elle découlant de ~~l'utilisation~~ son utilisation d'un service de liaison par un adhérent à un service de liaison défaillant, chaque autre membre de ce groupe de crédit ~~de~~ fonds de service de liaison doit verser à la CDS, à sa demande, sa quote-part de l'obligation. Si un membre d'un groupe de crédit ~~de~~ fonds de service de liaison omet ou refuse de payer sa quote-part de l'obligation conformément à la présente Règle, 10.6.6, il est considéré comme un « ~~adhérent à un service de liaison défaillant subséquent~~ ». Chaque autre membre de groupe de crédit de fonds de service de liaison ayant effectué le paiement à la CDS de sa quote-part de l'obligation de l'adhérent à un service de liaison défaillant et de chaque adhérent à un service de liaison défaillant subséquent est considéré comme un « ~~obligé du service de liaison~~ ». Chaque autre membre de groupe de crédit de ». Chaque autre membre du groupe de crédit du fonds de service de liaison, à la demande de la CDS, doit payer à la CDS sa quote-part de l'obligation de cet adhérent à un service de liaison défaillant subséquent, et ainsi de suite pour tous les cas où d'autres membres omettent ou refusent de verser leur quote-part respective d'une obligation, jusqu'à ce que le montant total de l'obligation de l'adhérent à un service de liaison défaillant envers la CDS ait été payé. Les mentions d'adhérents à des services de liaison défaillants ou d'obligés ~~acquittés~~ acquittés. Chaque autre membre du service de liaison concerné également les adhérents à des services de liaison défaillants subséquents ou les membres de groupe de crédit ~~de~~ fonds ~~au~~ service de liaison ~~qui payent~~ ayant effectué le paiement à la CDS ~~leur~~ de sa quote-part de l'obligation de l'adhérent à un service de liaison défaillant et de chaque adhérent à un service de liaison défaillant subséquent, ~~respectivement, avec les adaptations nécessaires.~~ est considéré comme un « obligé du service de liaison ».~~

Les membres d'un groupe de crédit ~~de~~ fonds de service de liaison n'ont aucune obligation envers la CDS relativement à toute obligation d'un adhérent découlant de l'usage que fait cet adhérent d'une autre fonction ou d'un autre service.

~~6.7.210.6.7~~ Obligation de l'adhérent à un service de liaison défaillant

L'obligation d'un adhérent à un service de liaison défaillant décrite à la Règle ~~10.8.1~~ 10.6.6 correspond au total des obligations ~~d'un~~ cet adhérent à un service de liaison défaillant envers la CDS découlant de l'utilisation ~~d'un~~ du service de liaison ~~qu'a faite l'adhérent à un service de liaison défaillant~~ par cet adhérent, y compris ~~l'ensemble des~~ les obligations découlant de dépôts à un service de liaison, de virements transfrontaliers et de réclamations relatives aux services transfrontaliers.

~~6.7.310.6.8~~ Calcul de la quote-part

Toute demande de paiement faite par la CDS conformément à la Règle ~~10.8.1~~ précise 10.6.6 doit préciser l'heure et la date à utiliser aux fins ~~de~~ calcul de la quote-part de l'obligation du membre et ~~fournit les détails~~ doit fournir le détail de ce calcul. ~~Cette heure~~ L'heure et ~~cette~~ la date applicables doivent correspondre à l'heure et à la date auxquelles l'adhérent à un service de liaison défaillant ou l'adhérent à un service de liaison défaillant subséquent a été suspendu, à moins que le ~~Conseil~~ conseil d'administration ne

336

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

fixe une autre heure et une autre date aux fins ~~de~~ calcul de la quote-part. Le ~~Conseil~~ conseil d'administration, agissant raisonnablement et au ~~meilleur~~ mieux des intérêts de la CDS et de l'ensemble ~~de ses~~ adhérents, peut ~~établir~~ fixer la date et l'heure ~~à utiliser~~ devant être utilisées aux fins du calcul de la quote-part.

La quote-part d'une obligation d'un membre de groupe de crédit ~~d'un~~ fonds de service de liaison doit former, ~~par rapport aux obligations de tous les autres membres du fonds de service de liaison,~~ une proportion égale à celle que forme la contribution au fonds de service de liaison du membre ~~du fonds de service de liaison~~ par rapport au total des contributions au fonds de service de liaison ~~que de~~ l'ensemble des membres (sauf l'adhérent ~~à un~~ service de liaison défaillant) ~~sont tenus de faire~~ relativement à ce fonds de service de liaison. Lors du calcul de la quote-part ~~d'un, pour un~~ membre, d'une obligation d'un adhérent à un service de liaison défaillant subséquent, les contributions au fonds de service de liaison de l'adhérent à un service de liaison défaillant et de chaque adhérent à un service de liaison défaillant subséquent ne doivent pas faire partie du calcul.

10.6.9 Persistance de l'obligation de l'adhérent à un service de liaison défaillant

Le paiement de tout montant à la CDS au nom d'un adhérent à un service de liaison défaillant par les obligés du service de liaison ne libère pas l'adhérent à un service de liaison défaillant de son obligation envers la CDS. Si l'obligation de l'adhérent à un service de liaison défaillant envers la CDS excède le montant réalisé de ses propres contributions au fonds du service de liaison, le montant excédentaire représente une obligation qui persiste pour l'adhérent à un service de liaison défaillant envers la CDS, et qui est payable immédiatement à la demande de la CDS.

Mis en forme : Français (France)

6.7.410.6.10 Remboursement par un adhérent à un service de liaison défaillant

L'adhérent à un service de liaison défaillant rembourse chaque obligé ~~d'un service de liaison~~ qui paie à la CDS, conformément à la Règle ~~10.8.1, 10.6.6,~~ sa quote-part de ~~son obligation envers la CDS payée par l'obligé du~~ obligation de l'adhérent à un service de liaison ~~à la CDS~~ défaillant, en plus des intérêts courus, ~~et ce,~~ de la date à laquelle l'obligé ~~à~~ versé le paiement ~~à la CDS~~ jusqu'à la date à laquelle l'adhérent à un service de liaison défaillant ~~rembourse~~ ~~à~~ remboursé l'obligé du service de liaison, à un taux annuel ~~égal~~ correspondant au cours moyen pondéré des ~~taux du financement à un jour pour les~~ transactions ~~de nuit~~ sur fonds fédéraux engageant des membres de la Réserve fédérale américaine traitées par des courtiers en fonds fédéraux, ~~tel que publié~~ comme publiés chaque jour (ou, si ce jour n'est pas un jour ouvrable, le jour ouvrable ~~précédent~~ le plus proche) par la Banque fédérale de réserve de New-York ~~(,~~ pourvu qu'en cas d'ajustement des taux ~~de nuit~~ du financement à un jour, le taux d'intérêt ~~couru~~ applicable au montant ~~alors non remboursé en souffrance~~ soit automatiquement ajusté au ~~même~~ taux d'intérêt ~~réel~~). L'obligé ~~en vigueur~~.

10.6.11 Recouvrements auprès de l'adhérent au service de liaison, lorsqu'il défaillant

Si, après le paiement par les obligés d'un service de liaison de leur quote-part des obligations d'un adhérent à un service de livraison défaillant, la CDS recouvre un produit net de l'adhérent à un service de liaison défaillant relativement à ses obligations à un service de liaison, en totalité ou en partie, que ce soit par la réalisation de toute sûreté accordée à la CDS par l'adhérent à un service de liaison défaillant ou autrement, le produit net de ces sommes recouvrées doit être payé ou crédité aux obligés du service de liaison qui ont fait un paiement à la CDS, est entièrement subrogé dans les droits de la CDS contre l'adhérent à un service de liaison défaillant ou dont les contributions au fonds du service de liaison ont été affectées proportionnellement aux paiements à la CDS, qu'ils soient ou non toujours des adhérents. Toute somme excédentaire sera affectée par la CDS conformément à la Règle 9.4.2.

337

© Services de dépôt et de compensation CDS inc.

Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

338

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

6.8 — Dépôts et virements de valeurs transfrontaliers

10.7 VALEURS ET COMPTES DE SERVICE DE LIAISON

6.8.110.7.1 Dépôt de valeurs au moyen d'un service de liaison

Un ~~adhérent~~ adhérent à un service de liaison peut déposer des valeurs admissibles au à son compte du SLNY ou ~~au compte~~ du SLDDTC ~~des aux~~ services de liaison en prenant les mesures décrites dans les Procédés et méthodes, les Guides de l'utilisateur et la documentation relative aux services transfrontaliers, y compris la livraison d'un ~~notamment en livrant un~~ certificat de valeur attestant l'existence de la valeur à la DTC ou chez le gardien de la DTC pour cette valeur.

Le dépôt d'une valeur aupar un adhérent à un service de liaison dans son compte de service de liaison ~~de l'adhérent à un service de liaison qui effectue le dépôt~~ entre en vigueur lorsque i) les étapes ci-dessous ont été réalisées :

- (a) toutes les étapes requises du dépôt sont terminées conformément aux Procédés et méthodes, aux Guides de l'utilisateur et à la documentation relative aux services transfrontaliers ~~et ii) que :~~
- (b) la DTC éredite ~~porte~~ le dépôt au crédit du compte de service de liaison.

Le dépôt d'une valeur à un compte de service de liaison tenu par la DTC est appelé un « dépôt à un service de liaison ».

6.8.210.7.2 Livraison de valeurs

Les valeurs peuvent être livrées au compte de l'adhérent à un service de liaison ou à partir du compte de celui-ci, conformément à la documentation relative aux services transfrontaliers.

6.8.310.7.3 Virements transfrontaliers de valeurs

~~À titre de partie aux~~ Les services transfrontaliers, ~~tout adhérent (offerts à l'adhérent, y compris un adhérent)~~ adhérent qui n'est pas un adhérent aux services transfrontaliers) ~~peut, permettent à cet adhérent, entre autres, de~~ livrer des valeurs à son propre compte de service de liaison ou à celui d'un membre de la DTC ou de la NSCC ou ~~de~~ recevoir des valeurs provenant du compte d'un membre de la DTC ou de la NSCC ou de son propre compte. ~~Chaque transfert de valeurs constitue un de service de liaison au moyen d'un~~ virement transfrontalier. Un virement transfrontalier est effectué :

- (a) sans contrepartie. Un virement transfrontalier est effectué en frais;
- (b) en partie par une au moyen d'une transaction traitée au moyen par l'intermédiaire du service de règlement et en partie par une au moyen d'une transaction traitée par l'intermédiaire de la DTC.

6.8.410.7.4 Réclamations relatives aux services transfrontaliers

Une « réclamation relative aux services transfrontaliers » se produit lorsque dans l'un ou l'autre des cas ci-dessous :

- (a) la NSCC ou la DTC i) contre passe une transaction ou un virement transfrontalier; ~~ii)~~
- (b) la NSCC ou la DTC contre passe un dépôt à un compte de service de liaison; ou ~~iii)~~ attribue
- (c) la NSCC ou la DTC impute une perte à la CDS, ~~tel que comme il est~~ décrit à la Règle ~~10.7.3-~~ 10.6.2.

339

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

Dans de telles circonstances, la NSCC ou la DTC peut exiger ~~de que~~ la CDS ~~qu'elle~~ livre des valeurs ou effectue un paiement à la NSCC ou à la DTC, ou ~~peut débite~~~~rporter~~ des valeurs ~~au débit~~ du compte de service de liaison d'un adhérent à un service de liaison ou ~~d'un~~~~du~~ compte de compensation de la CDS à la NSCC ~~et~~~~ou~~ du compte de la CDS à la DTC. ~~Une~~~~Un tel débit peut entraîner une~~ position à découvert ou une position à découvert au ~~compte de~~ service de liaison ~~peut découler d'un tel débit~~.

La CDS peut prendre les mesures nécessaires pour satisfaire une réclamation relative aux services transfrontaliers, et chaque adhérent ~~tient indemne~~~~doit dédommager~~ la CDS conformément aux Règles ~~10.2.8, 10.3.4 et 10.4.4.~~ ~~10.2.6, 10.3.4 et 10.4.4.~~

6.8-510.7.5 Position à découvert au compte de service de liaison

Une position à découvert ~~au compte de service de liaison désigne~~~~représente~~ un solde négatif ~~d'une~~ valeurs ~~dans le~~ compte de ~~valeurs~~~~service de liaison~~ d'un adhérent à un service de liaison. Lorsqu'un adhérent à un service de liaison présente une position à découvert à un compte de service de liaison, la CDS ~~prend~~~~peut prendre~~ l'une ou la totalité des mesures suivantes, et ce, dans n'importe quel ordre ~~de~~.

(a) La CDS peut exiger ~~de que~~ l'adhérent à un service de liaison ~~qu'il~~ lui livre immédiatement une quantité de valeurs suffisante ~~sur demande~~ afin ~~d'annuler~~~~de couvrir~~ la position à découvert ~~au service de liaison~~.

(b) La CDS peut exiger de l'adhérent à un service de liaison qu'il lui remette immédiatement ~~des biens~~ constituant ~~sur demande~~ une garantie particulière ~~au service de liaison sur demande~~. Ces biens sont ~~d'une~~ relative aux services transfrontaliers, ~~d'une~~ valeur calculée par la CDS équivalente à la valeur ~~du~~~~sur le~~ marché à ce moment d'une quantité de valeurs suffisante ~~afin d'annuler la position à~~ découvert ~~au service de liaison~~, plus toute marge et tout montant évalué ~~au marché~~ réputé souhaitable par la CDS pour protéger les intérêts de tous les autres adhérents au service de liaison et l'intégrité ~~de tous les~~ services de liaison.

(c)(a) La CDS peut exiger de l'adhérent à un service de liaison qu'il lui verse immédiatement ~~sur demande~~ des frais de position à découvert suffisants. Ce montant est équivalent à la valeur du marché à ce moment ~~d'une~~ quantité de valeurs suffisante à l'annulation ~~de la position à découvert au~~ pour couvrir ~~la position à découvert au compte de~~ service de liaison, plus toute marge et tout montant évalué au marché ~~réputé~~~~jugé~~ souhaitable par la CDS pour protéger les intérêts de tous les autres adhérents au service de liaison et l'intégrité ~~de tous les~~ services de liaison.

(b) La CDS peut exiger de l'adhérent à un service de liaison qu'il lui verse immédiatement ~~sur demande~~ une somme correspondant à la valeur sur le marché à ce moment ~~d'une~~ quantité de valeurs suffisante ~~pour couvrir la position à découvert au compte du service de liaison~~, plus toute marge et tout montant évalué ~~au marché~~ jugé souhaitable par la CDS pour protéger les intérêts de tous les autres adhérents au service de liaison et l'intégrité ~~des~~ services de liaison.

(c)(c) La CDS peut acheter suffisamment de valeurs pour couvrir la position à découvert au service de liaison. La CDS peut nommer un mandataire pour acheter les valeurs requises pour couvrir la position à découvert au service de liaison, et l'achat ~~peut être~~~~sera~~ fait selon des modalités que ~~cette dernière~~~~la~~ CDS juge commercialement raisonnables, compte tenu du fait que la livraison de ces valeurs doit lui être faite rapidement. Le prix d'achat de ces valeurs ~~par la CDS~~, plus tous les frais engagés par la CDS relativement à leur achat, constitue une obligation payable ~~par l'adhérent à un service de liaison à la CDS~~ sur demande ~~par l'adhérent à un service de liaison~~.

(d) Si l'adhérent à un service de liaison ~~n'effectue pas~~~~omet d'effectuer~~ la livraison de valeurs, ~~ne remet pas les biens~~ constituant ~~ou de~~ la garantie particulière ~~au service de liaison ou ne verse pas~~ relative aux services transfrontaliers ~~ou~~ le paiement intégral à la demande de la CDS ~~et conformément à la présente Règle 10.7.5 et qu'il~~ est suspendu, l'adhérent à un service de liaison est ~~alors~~ considéré

340

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

comme un adhérent à un service de liaison défaillant et ~~les il incombe aux~~ autres membres du groupe de crédit ~~de~~u fonds de service de liaison pertinent ~~doivent effectuer~~d'effectuer le paiement à la CDS ~~pour~~relativement à cette défaillance, conformément à la Règle ~~10.8.~~ 10.6.

344

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

6.9 Paiements transfrontaliers

10.8 PAIEMENTS TRANSFRONTALIERS

6.9.110.8.1 Application de la Règle des Règles

La présente Règle 10.10 Règle 10.810.810.8 s'applique ~~au~~ à l'égard de ce qui suit :

- (a) le paiement ~~d'obligations~~ des obligations des adhérents ~~à des~~ aux services de liaison découlant des services de liaison;
- (b) les paiements entre la CDS et la NSCC ou la DTC.

Elle ne s'applique pas aux paiements effectués entre la CDS et ~~ses adhérents pour les~~ un adhérent quant aux obligations découlant du service de dépôt et du service de règlement dont le paiement est effectué en vertu de la Règle 8.

6.9.210.8.2 Paiements entre la CDS et la DTC ou la NSCC

Lors d'un jour ouvrable, la DTC ou la NSCC calcule les sommes payables par la CDS à la DTC ou à la NSCC, ou par la DTC ou la NSCC à la CDS, découlant de l'adhésion de la CDS à la DTC ou à la NSCC, y compris les sommes découlant du règlement de transactions effectuées au moyen des services de liaison. De telles sommes sont versées au compte tenu par la CDS auprès de son banquier pour les services transfrontaliers, ou y sont prélevées.

10.8.3 Paiements entre la CDS et les adhérents à un service de liaison

Chaque jour ouvrable, la DTC ou la NSCC calcule les sommes payables par la CDS à la DTC ou à la NSCC, ou par la DTC ou la NSCC à la CDS, découlant de l'adhésion de la CDS à la DTC ou à la NSCC, y compris les sommes découlant du règlement de transactions effectuées au moyen des services de liaison. De telles sommes sont versées au compte tenu par la CDS auprès de son banquier pour les services transfrontaliers, ou y sont prélevées.

6.9.31.1.1 Paiements entre la CDS et les adhérents à un service de liaison

(i) Chaque Rapport de l'encaisse

Lors d'un jour ouvrable, la CDS compile et fournit à chaque adhérent adhérent à un service de liaison des données relatives à l'encaisse, et ce, l'encaisse pour chaque service les services de liaison. Ces données comprennent ce qui suit :

- (a) les débits et les crédits découlant du règlement ~~des~~ transactions au moyen des services de liaison;
- (b) les droits et privilèges ~~versés~~ acquittés par la DTC ~~relativement aux~~ pour les valeurs détenues dans les comptes ~~des~~ services de liaison, et;
- (c) les frais découlant de l'utilisation ~~du service~~ des services de liaison ~~de par~~ l'adhérent à un service de liaison.

Conformément aux Procédés et méthodes et aux Guides de l'utilisateur, l'adhérent à un service de liaison ayant un solde débiteur net ~~paie à la CDS le doit payer ce~~ solde débiteur net à la CDS, et la CDS ~~verse~~ doit verser le montant du solde créditeur net à chaque adhérent possédant un solde créditeur net.

342

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

~~6.9.4(ii) Processus de paiement des services de liaison~~

~~Le terme l'expression « processus de paiement des services de liaison » désigne le mécanisme d'exécution des paiements, entre la CDS et les adhérents à des services de liaison, des soldes découlant de chaque service de liaison. Le processus de paiement des services de liaison est terminé lorsque la CDS a reçu paiement de toutes les sommes qui lui sont payables, et que les adhérents à des services de liaison ont reçu paiement de toutes les sommes qui leur sont payables. La CDS ne fait de paiement aux adhérents des services de liaison au processus de paiement des services de liaison que lorsqu'elle reçoit le paiement de toutes les sommes qui lui sont payables par les adhérents à des services de liaison durant ce processus de paiement des services de liaison (y compris, lorsqu'un adhérent à un service de liaison est suspendu, le paiement par les autres membres de son groupe de crédit de du fonds de service de liaison de toute obligation du groupe de crédit de fonds de liaison alors exigée par la CDS).~~

~~6.9.5 Disponibilité des adhérents aux services de liaison pour le règlement~~

~~Chaque jour au cours duquel a lieu un processus de paiement des services de liaison, tout adhérent à un service de liaison doit s'assurer qu'ils assureur qu'il dispose des dispositifs nécessaires pour satisfaire à toute obligation relative au processus de paiement des services de liaison (y compris les obligations découlant d'un de son groupe de crédit de du fonds de service de liaison), que ce jour soit ou non un jour ouvrable pour toute succursale tout bureau de la CDS, et que ce jour soit ou non un jour d'exploitation d'exploitation pour l'adhérent adhérent à un service de liaison.~~

~~6.9.6 10.8.4 Agent payeur désigné~~

~~(a)(i) Nomination~~

~~Chaque Un adhérent à un service de liaison (autre qu'un adhérent qui agit à un service de liaison agissant à titre d'agent payeur désigné) peut nommer un autre adhérent admissible (qui ne doit pas obligatoirement être un adhérent aux services de liaison transfrontaliers) afin que celui-ci agisse pour son compte à titre d'agent payeur désigné pour les services le service de liaison. En procédant à une telle nomination, un adhérent à un service de liaison autorise l'agent payeur désigné à effectuer le paiement des paiements à la CDS ou à recevoir de celle-ci, en son nom, toutes les sommes payables dues relativement à un au service de liaison.~~

~~(i) Attribution et paiement~~

~~(b)(i) Attribution et paiement~~

~~La Pour chaque service de liaison, la CDS attribue à l'agent un agent payeur désigné tous les soldes créditeurs payables, relativement à ce service de liaison, par la CDS aux adhérents à des services de liaison pour lesquels il agit à titre d'agent payeur désigné et tous les soldes débiteurs payables relativement à ce service de liaison à la CDS par de tels ces adhérents aux services de liaison. Lors du processus de paiement des services de liaison, l'agent payeur désigné paie à la CDS, ou la CDS paie à l'agent payeur désigné, le montant net calculé en additionnant combinant tous ces soldes attribués et tous les soldes payables par ou à l'agent payeur désigné relativement à sa propre utilisation de ce service de liaison.~~

~~L'obligation de chaque adhérent à un service de liaison de verser à la CDS de telles sommes ou son droit d'en recevoir de celle-ci est remplie acquittée par le paiement entre la CDS et l'agent payeur désigné de l'adhérent à un service de liaison.~~

Mis en forme : Soulignement , Anglais (États-Unis)

Mis en forme : Soulignement

343

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

(c) — Compte rendu comptable

L'adhérent à un service de liaison et son agent payeur désigné doivent mutuellement se fournir des comptes rendus comptables et doivent mutuellement se verser les paiements nécessaires afin de remplir leurs obligations relatives à l'attribution des soldes par la CDS. La responsabilité visant la résolution d'un conflit découlant de telles attributions incombe uniquement à l'adhérent à un service de liaison et à l'agent payeur désigné concernés, et n'affecte pas leurs obligations respectives de faire paiement à la CDS conformément à la présente Règle 10.10.

(d)(i) Refus d'attribution

L'agent payeur désigné peut indiquer à la CDS, en tout temps avant la fin du processus de paiement des services de liaison, qu'il refuse un solde qui lui a été attribué relativement à un adhérent à un service de liaison donné. Dès réception d'une telle information, la CDS recalcule les sommes dues entre elle et l'agent payeur désigné, et entre elle et l'adhérent à un service de liaison en question. Le refus de l'agent payeur désigné d'une somme attribuée n'est pas considéré comme un défaut de paiement de la part de l'agent payeur désigné ou de l'adhérent à un service de liaison.

(e)(i) Paiement direct effectué par un adhérent à un service de liaison

Si l'agent payeur désigné refuse d'accepter une somme attribuée relativement à un adhérent à un service de liaison, ou s'il omet d'effectuer un paiement acceptable pour un service de liaison à la CDS lors du processus de paiement des services de liaison, l'adhérent à un service de liaison effectue ou reçoit un paiement acceptable pour un service de liaison à la CDS pour régler son solde débiteur ou un paiement de la CDS de son solde créditeur, tel qu'il est calculé par la CDS sans attribution à l'agent payeur désigné.

(i) — Compte rendu comptable

Mis en forme : Soulignement , Anglais (États-Unis)

Mis en forme : Soulignement

6.9.7 — Modes de paiement

Un adhérent à un service de liaison et son agent payeur désigné doivent mutuellement se fournir des comptes rendus comptables et doivent mutuellement se verser les paiements nécessaires afin de remplir leurs obligations mutuelles relatives à l'attribution des soldes par la CDS. La responsabilité du règlement des différends susceptibles de découler de telles attributions incombe uniquement à l'adhérent à un service de liaison et à son agent payeur désigné, et n'a aucune incidence sur leurs obligations de paiement respectives envers la CDS conformément à la présente Règle 10.8.

10.8.5 Paiement acceptable pour un service de liaison

En ce qui concerne le processus de paiement des services de liaison, tous les paiements à la CDS d'un adhérent à un service de liaison et tous les paiements de la CDS à l'adhérent à un service de liaison sont effectués au moyen d'un paiement acceptable pour le service de liaison. Si un agent payeur désigné effectue ou reçoit un paiement au nom d'un adhérent à un service de liaison, les références de la présente Règle 10.10.7 10.8.5 à un « adhérent à un service de liaison » doivent être interprétées comme des références à l'agent payeur désigné nommé par l'adhérent à un service de liaison. Les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur peuvent comprendre des exigences particulières supplémentaires relativement aux paiements acceptables pour un service de liaison qui ne sont pas incompatibles avec la Règle 10.8.

On entend par « paiement acceptable à la CDS pour un service de liaison désigné soit » effectué au profit de la CDS, relativement à un service de liaison :

344

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

~~(i)(a)~~ un message de paiement payable à la CDS reçu au moyen de Fedwire par l'institution financière désignée par la CDS à titre de banquier pour ce service de liaison et crédité au compte bancaire de la CDS;

~~(ii)(b)~~ dans le cas d'un paiement d'un adhérent à un service de liaison qui est l'institution financière désignée par la CDS à titre de banquier pour ce service de liaison, un crédit porté au compte bancaire de la CDS auprès de cet adhérent à un service de liaison;

~~(iii)(c)~~ une transaction entraînant un crédit immédiat, final et irrévocable au compte de la CDS auprès d'une institution financière désignée par la CDS à titre de banquier.

~~Un On entend par « paiement acceptable à un service de liaison » effectué au profit d'un adhérent à un service de liaison désigne soit, relativement à un service de liaison :~~

~~(iv)(a)~~ un message de paiement payable à l'adhérent à un service de liaison reçu au moyen de Fedwire par l'adhérent à un service de liaison ou par l'institution financière désignée par l'adhérent à un service de liaison à titre de banquier;

~~(v)(b)~~ dans le cas d'un adhérent à un service de liaison qui est l'institution financière désignée par la CDS à titre de banquier pour ce service de liaison, une instruction de débit au compte bancaire de la CDS auprès de cet adhérent à un service de liaison;

~~(vi)(c)~~ dans le cas d'un adhérent qui est le client d'une institution financière désignée par la CDS à titre de banquier, une instruction de débit ~~du~~ compte de la CDS aux fins de crédit audit adhérent.

~~Le banquier de la CDS pour un service de liaison est doit être une institution financière approuvée par le Conseil d'administration. Si En cas de non-disponibilité de Fedwire n'est pas accessible, le paiement sera doit être effectué de la manière indiquée par façon que la CDS indique aux adhérents à un service de liaison.~~

~~6.9.8 Exceptions aux exigences services de paiement liaison.~~

~~Le « Conseil d'administration » peut autoriser des exceptions aux exigences de paiement décrites dans la présente Règle 10.10. Règle 10.8.~~

~~6.9.9 Exigences supplémentaires relatives aux instruments de paiement~~

~~10.9 Les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur peuvent comprendre des exigences particulières supplémentaires relativement aux paiements acceptables pour des services de liaison~~
~~SUSPENSION D'UN ADHÉRENT AUX SERVICES TRANSFRONTALIERS~~

~~10.9.1 Application~~

~~-qui sont conformes à la présente Règle 10.10.~~

345

© Services de dépôt et de compensation CDS inc.

Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

6.10 — PLAFOND SOUPLE POUR LE SERVICE DE LIAISON AVEC NEW YORK

6.10.1 — Calcul du plafond souple

Le « plafond souple » désigne le montant limite à l'égard des obligations de paiement des adhérents au Service de liaison avec New York, lequel peut nécessiter un préfinancement au moyen de leurs comptes à la DTC ou à la NSCC. Il est calculé, examiné et mis à jour par la CDS et conformément à la Règle 10.10 et aux Procédés et méthodes. Le même plafond souple s'applique à tous les adhérents au Service de liaison avec New York.

6.10.2 — Surveillance des obligations de paiement des adhérents au Service de liaison avec New York

Pour chaque adhérent au Service de liaison avec New York, la CDS surveille le règlement à la NSCC et les obligations de paiement prévus de l'adhérent, et ce, le jour précédant le règlement et le jour du règlement. Pour chaque adhérent au Service de liaison avec New York, la CDS surveille également le règlement à la DTC et à la NSCC et l'obligation de paiement réels de l'adhérent, et ce, le jour suivant le règlement. La CDS compare l'obligation de paiement au Service de liaison avec New York de chaque adhérent au Service de liaison avec New York au plafond souple, et ce, le jour suivant le règlement. Si l'obligation de paiement au Service de liaison avec New York réelle d'un adhérent au Service de liaison avec New York excède le plafond souple, la CDS avisera l'adhérent et les autres parties, conformément à la Règle 10.10.3.

6.10.3 — Avis à l'égard du plafond souple

La CDS informe les personnes énumérées ci-après lorsqu'une obligation de paiement au Service de liaison avec New York d'un adhérent au Service de liaison avec New York excède le plafond souple :

(a) — moins de cinq fois au cours d'une période de douze mois :

Si l'obligation de paiement au Service de liaison avec New York réelle d'un adhérent au Service de liaison avec New York excède le plafond souple moins de cinq fois au cours d'une période de douze mois, la CDS avisera le fondé de pouvoir de l'adhérent au Service de liaison avec New York lors de chaque occurrence, ainsi que l'autorité pertinente de l'adhérent au Service de liaison avec New York.

(b) — équivalent ou plus de cinq fois au cours d'une période de douze mois :

Si l'obligation de paiement au Service de liaison avec New York réelle d'un adhérent au Service de liaison avec New York excède le plafond souple au moins cinq fois au cours d'une période de douze mois, la CDS avisera le fondé de pouvoir de l'adhérent au Service de liaison avec New York lors de chaque occurrence, ainsi que l'autorité pertinente de l'adhérent au Service de liaison avec New York et tous les autres adhérents au Service de liaison avec New York.

Chaque fois qu'un adhérent au Service de liaison avec New York reçoit un avis de la CDS, conformément à la présente Règle 10.10.3, il doit informer la CDS des causes du manquement à l'égard du plafond souple et des mesures qu'il prendra afin de réduire son obligation de paiement au Service de liaison avec New York à l'avenir.

6.10.4 — Frais de non-conformité

Chaque fois qu'un adhérent au Service de liaison avec New York excède le plafond souple, la CDS impute des frais de non-conformité cet adhérent au Service de liaison avec New York. Les Procédés et méthodes doivent comporter un tel barème.

346

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. — Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

6.11 — suspension

La Règle 10.9 décrit ce qui suit :

- (a) les conséquences d'une suspension lorsque l'adhérent est un adhérent aux services transfrontaliers;
- (b) les obligations des autres membres envers la CDS en cas de suspension d'un adhérent aux services transfrontaliers.

6.11.11.1.1 — La Règle 9 énonce les Application

La Règle 9 fait état des motifs de suspension d'un adhérent à tout service et de l'incidence des conséquences d'une telle suspension. La présente Règle 10.11 fait état de l'incidence d'une suspension si l'adhérent adhère à un service transfrontalier. Les étapes mesures décrites dans la présente Règle 10.11 10.9 sont prises en plus des étapes de celles décrites à la Règle 9; et conjointement de façon concomitante avec celles-ci dernières.

6.11.2 — Produit net

Un adhérent à un service de liaison suspendu tient indemne la CDS et les autres membres de ses groupes de crédit de fonds de service de liaison pour les frais et débours raisonnables encourus par chacun d'eux pour la réalisation de sa garantie. Dans la présente Règle 10.11, le produit net de la réalisation désigne le produit de la réalisation après application des frais et débours.

6.11.310.9.2 Adhérents défaillants et obligés d'un service de liaison

La présente Règle 10.11 décrit les obligations des membres de groupes de crédit de fonds de service de liaison envers la CDS en cas de suspension d'un autre membre de ce groupe de crédit de fonds de service de liaison. Un Un adhérent à un service de liaison qui omette s'acquitter de remplir ses obligations envers la CDS, tel-que telles qu'elles sont décrites à la Règle 10.8.4, 10.6.6, est un adhérent à un service de liaison défaillant ou un adhérent à un service de liaison défaillant subséquent. Le terme On entend par « obligé » d'un service de liaison désigne un membre d'un d'un groupe de crédit de fonds de service de liaison qui paye à la CDS sa quote-part de l'obligation d'un l'obligation d'un adhérent à un service de liaison défaillant et de chacun des adhérents de au service de liaison défaillants subséquents. Le terme On entend par « autre membre » désigne un adhérent de à un service de liaison, autre que l'adhérent l'adhérent à un service de liaison défaillant, qui est membre du groupe de crédit de fonds de service de liaison auquel appartient duquel est également l'adhérent membre l'adhérent à un service de liaison défaillant.

6.11.4 — Paiement immédiat

10.9.3 Exécution du processus de paiement à un service de liaison

Dès qu'un qu'un adhérent à un service de liaison est suspendu, la CDS prend les mesures qui s'imposent pour s'assurer s'assurer que le processus de paiement des services de liaison soit exécuté pour ce jour, dont notamment :

- (a) exiger le paiement des autres membres du groupe de crédit de fonds de service de liaison dont l'adhérent l'adhérent à un service de liaison défaillant est membre;
- (b) prendre les dispositions pour le versement de tout acompte à la CDS, ce qui comprend, pour s'assurer de tels acomptes, la mise et mettre en gage des les contributions à tout fonds de service de liaison de l'adhérent à un au service de liaison défaillant (et, au besoin, des les contributions à un fonds de service de liaison des autres membres de chaque groupe de crédit de fonds de service de liaison dont fait partie l'adhérent au service de liaison défaillant) et de toute garantie particulière relative aux services transfrontaliers de l'adhérent à un au service de livraison liaison défaillant;

347

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

6.11.5 – Paiement final

La CDS calcule, dès que possible après l'occurrence de la suspension, le total des obligations dues par l'adhérent au service de liaison de l'adhérent aux services transfrontaliers transfrontaliers liaison suspendu envers la CDS découlant de chaque service transfrontalière liaison.

6.11.6 – Paiements cautionnés

10.9.4 Paiement par les autres membres

La CDS suspend suspendra un adhérent à un service de liaison défaillant avant de demander le d'exiger un paiement en vertu de, conformément à la présente Règle 10 des obligations de l'adhérent cautionnées, au titre de la garantie consentie par les autres membres des groupes de crédit de fonds de service de liaison dont l'adhérent défaillant fait partie. Chaque autre membre paie sans délai le montant réclamé par la CDS. Un autre membre paie doit payer le montant réclamé exigé par la CDS, de la façon suivante :

(a) sans délai, dès que la CDS en fait la demande;

(b) en affectant tout solde de fonds créditeur figurant à son compte de fonds libellé en dollars américains ou en effectuant un paiement acceptable libellé en dollars américains-américains.

La CDS peut, à sa discrétion, prendre les mesures nécessaires pour que les montants dus par l'adhérent un adhérent à un service de liaison défaillant soient payés immédiatement et exiger le paiement des autres membres à une date ultérieure.

6.11.7 – Recouvrement de la perte et droits de subrogation

Lors du paiement des obligations d'un d'un adhérent à un service de liaison défaillant à la CDS par les obligés un obligé du service de liaison, les obligés l'obligé du service de liaison sont, par la présente, subrogés est, de ce fait, subrogé dans les droits de la CDS contre l'adhérent l'adhérent à un service de liaison défaillant en jusqu'à concurrence de ce qui a trait à un tel paiement.

6.11.8 10.9.5 Réalisation générale de la garantie

La CDS peut, sans préavis à l'adhérent à un service de liaison défaillant et sans délai, saisir et aliéner, réaliser, céder, transférer, mettre en gage ou grever d'une quelque autre façon les biens constituant la garantie particulière relative aux services transfrontaliers ou les contributions à un fonds de service de liaison de l'adhérent à un service de liaison défaillant, soit complètement ou de manière absolue, soit à titre de sûreté et, selon les modalités qu'elle juge les meilleures. La CDS peut alors réaliser une telle garantie à sa son entière discrétion absolue au prix et selon les modalités et les moyens que la CDS qu'elle juge au meilleur mieux des intérêts de la CDS et des adhérents (y compris par vente privée ou par vente sur le marché ouvert).

Chaque adhérent reconnaît que la CDS doit disposer immédiatement de liquidités immédiates afin d'exécuter le processus de paiement des services de liaison et d'effectuer les paiements dus à la DTC et à la NSCC. Elle reconnaît également que Par conséquent, la valeur réalisée relativement à la garantie d'un adhérent à un service de liaison défaillant peut être inférieure à la valeur qui aurait pu être obtenue par d'autres d'autres moyens de réalisation ou en retardant cette réalisation, et chaque adhérent accepte de ne pas présenter de réclamation pour dommages ou pertes de valeur pouvant résulter de la méthode ou du moment choisi pour la disposition de ses garanties sa garantie.

348

© Services de dépôt et de compensation CDS inc.

Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

6.11.910.9.6 Application Attribution du produit de la garantie réalisation

La CDS ~~applique~~ attribue le produit net de la réalisation des biens suivants de la façon indiquée pour chacun de ceux-ci :

- (a) ~~les contributions à un~~ aux fonds de service de liaison d'un adhérent à un service de liaison défaillant (et, au besoin, les contributions ~~à un~~ aux fonds de service de liaison des autres membres ~~du groupe de crédit de fonds de service de liaison dont~~ sont attribuées au paiement de sommes que l'adhérent à un service de liaison défaillant est membre) ~~au paiement de toute somme due par l'adhérent à un service de liaison défaillant relativement au~~ doit en raison de son utilisation du service de liaison pour lequel le fonds de service de liaison a été établi. ~~La CDS applique le produit net de la réalisation de constitué.~~
- (b) ~~la~~ la garantie particulière relative aux services transfrontaliers de l'adhérent à un service de liaison défaillant et tout excédent du produit de la réalisation de ses contributions au fonds de service de liaison sont attribués au paiement de toute somme due par l'adhérent à un service de liaison défaillant relativement à tout service ~~transfrontalier~~ de liaison.

Tout solde excédentaire au terme de l'affectation ~~attribution~~ est affecté par la CDS ~~en vertu de~~ conformément à ses droits comme énoncés à la Règle ~~9.3.13.2~~.

6.11.101.1.1 Persistance de l'obligation de l'adhérent à un service de liaison défaillant

~~Le paiement de tout montant à la CDS au nom d'un adhérent à un service de liaison défaillant par les obligés du service de liaison ne libère pas l'adhérent à un service de liaison défaillant de son obligation envers la CDS. Si l'obligation de l'adhérent à un service de liaison défaillant envers la CDS excède le montant de la réalisation de ses propres contributions au fonds du service de liaison, ce montant excédentaire représente une obligation qui persiste pour l'adhérent à un service de liaison défaillant envers la CDS, et qui est payable immédiatement à la demande de la CDS.~~

Mis en forme : Français (France)

6.11.11 Attribution des sommes recouvrées de l'adhérent à un service de liaison défaillant

~~Si, au terme du paiement par les obligés d'un service de liaison de leur quote part des obligations de l'adhérent à un service de livraison défaillant, la CDS recouvre un montant net d'un adhérent à un service de liaison défaillant à l'égard de ses obligations à un service de liaison en totalité ou en partie, que ce soit par la réalisation de toute sûreté accordée à la CDS par l'adhérent à un service de liaison défaillant ou autrement, le montant net de ces sommes recouvrées doit être payé ou crédité aux obligés du service de liaison qui ont fait paiement à la CDS ou dont les contributions au fonds du service de liaison ont été affectées proportionnellement aux sommes qu'ils ont payées à la CDS, qu'ils soient toujours ou non des adhérents. Toute somme excédentaire sera affectée par la CDS conformément à la Règle 9.3.13.~~

6.11.12 Exonération réciproque

~~Chaque adhérent, y compris l'adhérent à un service de liaison défaillant et les obligés du service de liaison, libère et exonère la CDS et tous les autres membres de toute responsabilité ou réclamation découlant de l'exercice des pouvoirs accordés conformément à la présente Règle 10.11, y compris le transfert, la détention et la réalisation de la contribution à un fonds de service de liaison et la garantie particulière aux services transfrontaliers de l'adhérent à un service de liaison défaillant, à l'exception des responsabilités ou réclamations découlant d'une négligence grave ou d'une omission volontaire.~~

Un adhérent à un service de liaison suspendu dédommage la CDS et les autres membres quant aux frais et débours raisonnables engagés par chacun d'eux pour la réalisation de sa garantie. Dans la Règle 10, les mentions du produit net de la réalisation désignent le produit de la réalisation après déduction de tels frais et débours.

349

© Services de dépôt et de compensation CDS inc.

Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

6.11.1310.9.7 Reconstitution des fonds

~~Au terme de~~Après la suspension d'un membre ~~du d'un~~ groupe de crédit ~~de du~~ fonds de service de liaison, il n'est pas permis à un autre membre ~~du groupe de crédit de fonds de service de liaison~~ d'adhérer au service de liaison pour lequel le ~~fonds~~groupe de crédit du fonds de service de liaison a été constitué jusqu'à ce que les conditions suivantes soient remplies :

- (a) l'autre membre ~~comble~~comblé tout manque relatif à sa propre contribution à un fonds de service de liaison; ~~et~~
- (b) la CDS détermine, à raison entière discrétion, que le total des contributions ~~à un~~au fonds de service de liaison est suffisant.

Le droit d'un obligé d'un service de liaison d'utiliser une fonctionnalité du système n'est pas restreint immédiatement lorsqu'un autre membre du groupe de crédit ~~de du~~ fonds de service de liaison est suspendu, mais seulement si les ~~deux~~ conditions décrites aux alinéas ~~(a) et (b)~~(a) ou (b) ci-dessus ne sont pas remplies avant le début du traitement du jour ouvrable suivant.

10.9.8 Exonération réciproque

360

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

6.12 — Adhérents au service ACT

6.12.1 — Adhérents à mandat restreint

Tel qu'il est décrit dans la présente Règle 10.12, un adhérent au service ACT est un adhérent aux services transfrontaliers à mandat restreint qui utilise le Service de liaison avec New York et, par conséquent, il est également un adhérent à un service de liaison à mandat restreint. Un adhérent au service ACT est un adhérent et, par conséquent, est assujéti aux Règles à l'intention des adhérents. Dans le cadre de son utilisation des services transfrontaliers, un adhérent au service ACT est assujéti à l'ensemble des dispositions de la Règle 10, telle que modifiée par la présente Règle 10.12.

6.12.2 — Admissibilité

Toute personne qui est une institution financière réglementée, une institution étrangère ou un organisme public ou, encore, qui est un agent des transferts adhérent ou un adhérent au service NELTC est admissible à l'adhésion à titre d'adhérent au service ACT à mandat restreint. Un adhérent à part entière n'est pas admissible à l'adhésion à titre d'adhérent au service ACT à mandat restreint.

6.12.3 — Critères et conditions d'adhésion

À la demande de la CDS, un adhérent au service ACT doit démontrer, d'une façon qu'elle juge satisfaisante, qu'il respecte la totalité des critères et des normes établis à la Règle 2.2 applicables à la catégorie à laquelle il appartient (institution financière réglementée, institution étrangère, organisme public ou autre adhérent à mandat restreint, selon le cas).

6.12.4 — Fonctionnalité

Chaque adhérent, y compris l'adhérent à un service de liaison défaillant et les obligés du service de liaison, libère et exonère la CDS et chaque autre adhérent de toute responsabilité ou réclamation découlant de l'exercice des pouvoirs accordés en vertu de la Règle 10.9, y compris le transfert, la détention et la réalisation de la contribution à un fonds de service de liaison et de la garantie particulière relative aux services transfrontaliers de l'adhérent, à l'exception des responsabilités ou des réclamations découlant d'une négligence grave ou d'une omission volontaire.

10.10 — ADHÉRENTS AU SERVICE ACT

10.10.1 Adhérent aux services transfrontaliers à mandat restreint

Un adhérent au service ACT est un adhérent aux services transfrontaliers à mandat restreint et ses activités sont limitées et limitent à ce qui suit, est énoncé ci-après. Il est entendu qu'un adhérent à part entière qui utilise le service ACT n'est pas un adhérent au service ACT.

(a)(i) Service ACT

Un adhérent au service ACT peut utiliser le service ACT conformément à la Règle ~~10.1.5~~ 10.1.7.

(b) — Compte de service de liaison

(ii) Comptes du SLNY

La CDS ~~offre permet~~ à ~~chaque un~~ adhérent au service ACT d'utiliser ~~au moins un compte ou plusieurs~~ comptes du SLNY, et ce, aux seules fins ~~d'enregistrement, de de l'enregistrement, de la~~ confirmation et ~~de du~~ rapprochement des transactions au SLNY dudit adhérent au service ACT. Avant la date de règlement, la totalité des transactions au SLNY dudit adhérent au service ACT est virée au compte du SLNY de son courtier

364

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. ————— Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

compensateur désigné et est traitée et réglée au moyen de ce compte. Aucune transaction n'est réglée au moyen du compte du SLNY d'un adhérent au service ACT, aucune valeur n'est détenue ou livrée au compte du SLNY d'un adhérent au service ACT et aucun paiement n'est effectué au ~~ou à partir du~~ compte du SLNY d'un adhérent au service ACT. ~~Les comptes du SLNY d'un adhérent au service ACT sont assujettis à l'ensemble des dispositions, ou à partir de la Règle 10.3, telle que modifiée par la présente Règle~~ celui-ci.

Les comptes du SLNY d'un adhérent au service ACT sont assujettis à l'ensemble des dispositions de la Règle 10.3, telle qu'elle est modifiée par la Règle 10.10.

10.10.2 Admissibilité

Toute personne qui est une institution financière réglementée, une institution étrangère, un organisme public étranger, un agent des transferts adhérent ou un adhérent au service NELTC est admissible à l'adhésion au service ACT. À la demande de la CDS, un adhérent au service ACT doit démontrer, à la satisfaction de la CDS, qu'il répond aux conditions et aux critères énoncés à la Règle 2.2 applicables à la catégorie à laquelle il appartient.

Dans le cadre de son utilisation des services transfrontaliers, un adhérent au service ACT est assujetti à l'ensemble des dispositions de la Règle 10, telle qu'elle est modifiée par la Règle 10.10.

6.12.5 10.10.3 Courtier compensateur désigné

(a)(i) Nomination et annulation de nomination

Un adhérent au service ACT ne peut utiliser le ~~systeme~~ service ACT aux fins ~~d'enregistrement de~~ l'enregistrement ou de la confirmation de transactions, sauf s'il a désigné un courtier compensateur pour régler de telles opérations par ~~l'intermédiaire~~ l'intermédiaire de la NSCC. Un courtier compensateur désigné est un adhérent aux services transfrontaliers ~~à part entière~~ qui utilise le Service de liaison avec New York.

Un adhérent au service ACT nomme un courtier compensateur désigné en informant la CDS de la nomination proposée. La nomination d'un courtier compensateur désigné n'entre pas en vigueur à moins que celui-ci n'informe la CDS qu'il accepte une telle nomination. Un adhérent au service ACT annule la nomination d'un courtier compensateur désigné en informant la CDS de l'annulation de la nomination et de l'identité du courtier compensateur désigné proposé comme remplaçant. Un courtier compensateur désigné cesse d'agir à ce titre pour le compte d'un adhérent au service ACT en informant la CDS de l'annulation proposée de la nomination. La CDS informe l'adhérent au service ACT et le courtier compensateur désigné qui sera nommé ou dont la nomination sera annulée de la nomination proposée ou de l'annulation proposée de la nomination.

La nomination d'un courtier compensateur désigné entre en vigueur au début du jour ouvrable suivant l'acceptation de la nomination par le courtier compensateur désigné. L'annulation de la nomination d'un courtier compensateur désigné entre en vigueur au début du jour ouvrable suivant le jour au cours duquel l'adhérent au service ACT ou le courtier compensateur désigné informe la CDS de ladite annulation.

(b)(i) Règlement d'opérations

Le courtier compensateur désigné d'un adhérent au service ACT est responsable du règlement de la totalité des opérations exécutées par ledit adhérent au service ACT et enregistrées à son compte du SLNY pendant toute la durée de sa nomination, y compris la totalité des opérations exécutées qui ne sont pas encore réglées au moment de ~~l'entrée~~ l'entrée en vigueur de ~~l'annulation~~ l'annulation de sa nomination.

362

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

6.12.6 – Limitation des obligations

Un adhérent au service ACT:

- (a) n'est pas membre d'un groupe de crédit de fonds de service de liaison;
- (b) ne fait aucune contribution au fonds de service de liaison pour quelque fonds de service de liaison que ce soit; et
- (c) n'accorde aucune sûreté en faveur de la CDS.

363

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

Règle 7. Agents des transferts adhérents

364

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2017.03.23)

Mis en forme : Police : (Par défaut) Times New Roman, 10 pt, Anglais (Canada), Vérifier l'orthographe et la grammaire

7.1 — DESCRIPTION

7.1.1 — Description générale

Le service de dépôt est un service établi par la CDS grâce auquel celle-ci détient des valeurs au nom des adhérents et tient des registres comptables auxquels sont inscrites de telles valeurs. La CDS et chacun des agents des transferts adhérents doivent travailler de pair, tel que décrit dans la présente Règle, afin de gérer le dépôt au service de dépôt de la CDS et le retrait de ce service de valeurs admissibles. Un agent des transferts adhérent est un adhérent ayant un mandat restreint, tel que décrit dans la présente, et ses activités au CDSX se résument (i) à gérer le dépôt et le retrait de valeurs, tel que décrit dans la présente Règle 11, (ii) à agir, à son gré, à titre d'agent dépositaire au CDSX, (iii) à agir, à son gré, à titre de responsable du traitement des droits et privilèges, tel que décrit à la présente Règle 11 et (iv) à agir à titre d'adhérent à mandat restreint d'une autre catégorie que celle dans laquelle il est classé.

7.1.2 — Définitions

355

Mis en forme : Police : 10 pt, Anglais (Canada), Vérifier l'orthographe et la grammaire

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

Règle 11.
AGENTS DES TRANSFERTS
ADHÉRENTS

356

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

11.1 DÉFINITIONS

Aux fins de la présente ~~Règle 11~~, Règle 11, sauf indication contraire :

« ~~certificat au comptoir~~ » désigne un ~~certificat inscrit au nom de la CDS sur lequel est indiqué le nombre ou la quantité de valeurs au moyen d'une référence au registre de l'émetteur; (Window Certificate)~~

« ~~certificat de valeur~~ » désigne un titre ~~émis~~ sous forme définitive ~~émis~~ par ~~un émetteur~~ l'émetteur ~~et~~ attestant l'existence d'une valeur; (Security Certificate);

« ~~déclaration de propriété~~ » désigne un effet non négociable attestant l'existence d'une valeur et reconnaissant le droit du détenteur inscrit ~~de demander~~ d'exiger un certificat de valeur; (Ownership Statement);

« ~~dépôt~~ » désigne toute entrée à un registre de l'agent des transferts adhérent agissant à titre d'agent des transferts de l'émetteur dans le but d'enregistrer le transfert d'une valeur au nom de la ~~CDS; CDS; « déposée », faisant référence à une valeur, désigne une valeur qui a été ainsi transférée et~~ « adhérent déposant » désigne l'adhérent qui fait la demande d'un tel transfert (Deposit);

« ~~déposée~~ », faisant référence à une valeur, ~~désigne une valeur qui a été ainsi transférée; et~~ « Adhérent déposant » désigne l'adhérent qui fait la demande d'un tel transfert; (Deposit)

« ~~inventaire des titres à certificats différés~~ certificat différé » ou « ~~ITCD~~ » désigne la quantité d'une valeur admissible inscrite au nom de la ~~_CDS~~ dans les registres tenus à cette fin pour le compte de l'émetteur et pour laquelle l'émission du certificat de valeur ou de la déclaration de propriété définitifs attestant la quantité a été reportée au terme d'une entente entre la ~~_CDS~~ et l'agent des transferts pour cette valeur; (Deferred Certificated Inventory ou DCI);

« ~~inventaire des titres sans certificats~~ » certificat » ou « ~~ITSC~~ » désigne la quantité d'une valeur admissible ~~qui existe sous forme de valeur scripturale et qui est consignée comme~~ inscrite au nom de la ~~_CDS dans les~~ registres tenus à cette fin pour le compte de l'émetteur ~~et dont l'existence est attestée par une valeur scripturale;~~ (Non-Certificated Inventory) ou (NCA);

« ~~jour ouvrable de l'agent des transferts adhérent~~ » désigne ~~tout~~ un jour où des entrées relatives à une valeur admissible sont inscrites dans un registre tenu par l'agent des transferts adhérent agissant à titre d'agent des transferts de l'émetteur; (TA Participant Operating Day);

357

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. — Le 27 février 2020

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

« **nom de la CDS** » désigne l'inscription au nom de la_CDS ou d'un propriétaire pour compte; (*CDS Name*);

~~« Rapport des-« rapport relatif aux détenteurs inscrits » désigne le rapport que la_CDS remet à l'agent un agent des transferts adhérent auquel est indiquée, pour chaque valeur admissible, la quantité de la chaque valeur inscrite au livre comptable aux grands livres du CDSX comme étant détenue pour chaque adhérent à la clôture de chaque un jour ouvrable; (*Holder of Record Report*);~~

~~« Rapport de« rapport relatif aux soldes de clôture » désigne le rapport que l'agent des transferts adhérent remet à la_CDS auquel est indiquée, pour chaque valeur admissible, la quantité de la chaque valeur admissible inscrite au nom de la_CDS à la clôture de chaque jour ouvrable de l'agent des transferts adhérent, tel qu'indiqué et qui figure dans les dossiers détenus par l'agent des transferts adhérent agissant à titre d'agent des transferts de l'émetteur; (*Closing Balance Report*);~~

« **redressement** » désigne ~~une transaction~~ toute opération autre qu'un dépôt ou un retrait qui modifie la quantité d'une valeur détenue par la_CDS conformément aux Procédés et méthodes; (*Adjustment*);

« **retrait** » désigne l'entrée dans un registre des valeurs tenu par l'agent un agent des transferts adhérent agissant à titre d'agent des transferts de l'émetteur dans le but de consigner le transfert d'une valeur inscrite au nom de la_CDS à un tiers détenteur de la valeur; « ~~Retirée~~ retirée », faisant référence à une valeur, désigne une valeur qui a été transférée; et « ~~Adhérent adhérent~~ retirant » désigne l'adhérent faisant la demande d'un tel transfert; (*Withdrawal*);

« **valeur inscrite en compte seulement** » ou « **VICS** » désigne la quantité d'une valeur admissible pour laquelle un certificat ou plus ou une déclaration inscrits au nom de la_CDS et attestant l'ensemble de l'émission la quantité ont été émis sous une forme non négociable; ~~L'admissibilité aux services afférents aux valeurs inscrites en compte seulement à la CDS est conditionnelle à ce que la totalité de chaque émission donnée de valeurs admissibles d'un émetteur déposée à la CDS soit inscrite au nom de la CDS~~ (*Book-Entry-Only Security*) (*BEQ*);

« **valeur scripturale** » désigne une valeur, dont l'existence peut être attestée par une déclaration de propriété, mais qui n'est pas attestée par un certificat de valeur et dont l'émission et le transfert sont inscrits dans des registres tenus à cette fin par l'émetteur ou en son nom; (*Uncertificated Security*).

358

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020~~

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

7.2 LIEN

7.2.1 Application des Règles

11.2 La présente Règle RELATION ENTRE LA CDS ET L'AGENT DES TRANSFERTS ADHÉRENT

11.2.1 Aperçu

Le service de dépôt est un service établi par la CDS par lequel celle-ci détient des valeurs au nom d'adhérents et tient des registres comptables auxquels sont inscrites ces valeurs. La CDS et un agent des transferts adhérent collaborent de la façon indiquée dans la présente Règle 11 à la gestion du dépôt et du retrait de valeurs admissibles auprès du service de dépôt de la CDS.

Un agent des transferts adhérent n'a aucun pouvoir discrétionnaire en ce qui concerne l'inscription, la détention ou le transfert de valeurs déposées au service de dépôt et n'agit que conformément aux instructions que lui donne la CDS.

11.2.2 Application de la Règle

La Règle 0011.2 régit le lien la relation entre la CDS et chacun des agents agent des transferts adhérents adhérent. Les responsabilités et les obligations d'un agent des transferts adhérent découlant de son adhésion à titre d'agent des transferts adhérent persistent ce titre subsistent à la suspension, à la résiliation de l'adhésion ou au retrait de l'adhérent d'un tel rôle à ce titre.

7.2.211.2.3 Admissibilité à l'adhésion

Toute personne peut adhérer au CDSX à titre d'agent des transferts adhérent si elle est nommée à titre d'agent des transferts pour un nombre suffisant de valeurs admissibles au CDSX. Un émetteur d'une valeur admissible au CDSX n'ayant pas nommé d'agent des transferts pour une telle valeur est admissible à l'adhésion à titre d'agent des transferts adhérent pour une telle valeur et toute mention à l'agent d'un agent des transferts adhérent agissant à titre de mandataire d'un émetteur faite dans la présente Règle 11 Règle 11 comprend un émetteur étant qui est un agent des transferts adhérent agissant pour son propre compte. Un Malgré ce qui précède, un adhérent à part entière ne peut agir à titre d'agent des transferts adhérent, et ce, même s'il est un émetteur émetteur de valeurs admissibles au CDSX ou l'agent des transferts d'un tel émetteur.

7.2.311.2.4 Conditions d'adhésion

À la demande de la CDS, un agent des transferts adhérent doit démontrer, d'une façon qu'elle juge satisfaisante à la satisfaction de la CDS, qu'il remplit toutes les conditions suivantes :

- il dispose de suffisamment de personnel compétent, de locaux, de dispositifs de communication, de procédures et de dispositifs de sécurité, de matériel de traitement des données, de livres, de registres et de procédés et méthodes afin de lui permettre de respecter en temps opportun et avec exactitude les engagements pris auprès de la CDS et de tout autre adhérent tout en respectant les contraintes d'exploitation de ceux-ci;
- il respecte les normes établies par la CDS de temps à autre, et prend toutes les précautions raisonnables (qui ne doivent pas être moindres que les précautions prises à l'égard de ses propres procédures de sécurité) pour assurer la protection de l'accès au réseau qui lui est accordé et des mécanismes d'authentification et exige que des précautions similaires soient prises par les tiers qui agissent en son nom pour fournir l'accès au réseau ou pour utiliser les mécanismes d'authentification attribués par l'agent des transferts adhérent;

Mis en forme : Police : Arial, 10 pt

Mis en forme : Normal, Justifié

Mis en forme : Police : Arial, 10 pt

Mis en forme : Police : Arial, 10 pt

Mis en forme : Police : Arial, 10 pt

Mis en forme : Police : Arial, 10 pt

Mis en forme : Police : Arial, 10 pt

Mis en forme : Police : Arial, 10 pt

Mis en forme : Police : Arial, 10 pt

Mis en forme : Normal, Justifié

Mis en forme : Police : Arial, 10 pt

Mis en forme : Police : Arial, 10 pt

Mis en forme : Police : Arial, 10 pt

Mis en forme : Police : Arial, 10 pt

Mis en forme : Police : Arial, 10 pt

Mis en forme : Police : Arial, 10 pt

Mis en forme : Police : Arial, 10 pt

Mis en forme : Police : Arial, 10 pt

Mis en forme : Police : Arial, 10 pt

Mis en forme : Hiérarchisation + Niveau : 4 + Alignement : 0 cm + Retrait : 0 cm

Mis en forme : Français (France)

Mis en forme : Titre 5, Numéros + Niveau : 1 + Style de numérotation : a, b, c, ... + Commencer à : 1 + Alignement : Gauche + Alignement : 0 cm + Retrait : 1,27 cm

369

© Services de dépôt et de compensation CDS inc.

Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

- (c) il maintient des précautions de sécurité adéquates, avec le même niveau de précaution qu'à l'égard de ses propres procédures de sécurité similaires, en ce qui concerne ses fondés de pouvoir, particuliers autorisés, gestionnaires des utilisateurs et utilisateurs, ce qui comprend notamment un contrôle adéquat des pièces d'identité et des mécanismes d'authentification;
- (d) ~~l'équipement~~ le matériel informatique et les logiciels qu'il utilise pour le traitement des données relatives aux services ainsi que pour l'échange de données avec la_CDS et ~~d'autres les autres~~ adhérents sont ~~et seront~~ conformes aux normes établies prescrites par la_CDS de temps à autre et il a par ailleurs mis en place des procédés et méthodes et des techniques appropriés pour garantir une conformité continue aux normes établies par la_CDS de temps à autre;
- (e) il satisfait aux autres normes que le ~~Conseil~~ conseil d'administration peut établir de temps à autre à l'intention des agents des transferts adhérents.

La CDS donne avis aux agents des transferts adhérents des normes établies en vertu aux termes du paragraphe ~~(e)~~ (e) ci-dessus et de toute modification apportée à ces normes celles-ci et leur accorde un délai raisonnable afin qu'ils puissent ~~prendre les mesures nécessaires pour~~ s'y conformer.

7.2.411.2.5 Rôle et fonction de l'agent des transferts adhérent

Un agent des transferts adhérent :

- (a) ~~doit confirmer~~ confirme ou ~~refuser~~ refuse le dépôt ~~et~~ ou le retrait de valeurs admissibles, effectuée un rapprochement entre les données du registre de l'émetteur et fournir un Rapport de celles des registres de la CDS et fournit un rapport relatif aux soldes de clôture à la_CDS à l'égard de toutes les valeurs admissibles au_CDSX pour lesquelles ~~don~~ il est l'agent des transferts;
- (b) peut agir à titre d'agent dépositaire (y compris à titre d'agent dépositaire au_CDSX) ou de responsable du traitement des droits et privilèges, mais il n'est pas tenu d'assumer le rôle d'agent dépositaire au_CDSX ou de responsable du traitement des droits et privilèges pour une valeur donnée au seul motif qu'il est le mandataire de l'initiateur ou de l'émetteur à l'égard de cette valeur;
- (c) ~~ne peut~~ n'est pas autorisé à effectuer de règlements (y compris un transfert ou une mise en gage de valeurs) ~~ou~~ à détenir des valeurs éreditées ~~apportées au crédit de~~ son grand livre, sauf s'il agit à titre d'agent dépositaire ~~ou de responsable du traitement des droits et privilèges au_CDSX ou dans la mesure permise s'il~~ de responsable du traitement des droits et privilèges ou s'il y est autrement autorisé du fait qu'il est classé dans une autre catégorie d'adhérent à mandat restreint;
- (d) ~~ne peut~~ n'est pas autorisé à établir de marges de crédit en faveur d'autres adhérents;
- ~~(e)~~ ne peut avoir recours à ~~n'est pas autorisé à utiliser~~ des marges de crédit établies par un prêteur ~~ou par~~;
- ~~(e)~~ (f) ~~n'est pas autorisé à utiliser la fédération adhérente active;~~ fonction de RNC;
- ~~(f)~~ ne peut utiliser la fonction RNC;
- (g) ~~ne peut~~ n'est pas autorisé à agir à titre de responsable de l'activation d'ISIN ou de responsable de la validation de valeurs pour une valeur;
- (h) ~~ne peut~~ n'est pas autorisé à agir à titre de gardien.;

7.2.5 Exclusion des groupes de crédit et de débit

- ~~(i)~~ Un agent des transferts adhérent n'est pas membre d'un groupe de crédit ou d'un groupe de débit.

360

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

7.2.611.2.6 Déclaration d'un agent des transferts adhérent

~~Un~~ Chaque agent des transferts adhérent :

- (a) ~~déclare et garantit à la CDS et à l'ensemble des autres adhérents que ses actions les actes qu'il accomplit à l'égard de chaque une~~ valeur admissible, conformément à ~~aux termes de~~ la présente Règle, ~~ne débordent ni Règle 11 relèvent de~~ ses fonctions ~~ni~~ ~~est du~~ mandat qu'il a reçu de l'émetteur de la valeur admissible. ~~Chaque agent des transferts adhérent ;~~
- (b) ~~assume, à titre de débiteur principal, la totalité de ses obligations, conformément à la présente Règle, Règle 11,~~ y compris celles découlant des déclarations qu'il a faites ou des garanties qu'il a données, qu'il agisse en son ~~propre~~ nom ou au nom d'un émetteur.

La déclaration et ~~la~~ ~~garantie de l'agent~~ ~~susmentionnée~~ ~~consentie par chaque agent~~ des transferts adhérent ~~susmentionné~~, et ~~la~~ ~~sa~~ prise en charge des obligations ~~relatives à prévues par~~ la présente Règle ~~11, Règle 11~~ ne limitent en rien la responsabilité qui pourrait incomber à l'émetteur ~~de toute d'une~~ valeur admissible ou à l'agent des transferts adhérent agissant à titre d'agent des transferts de l'émetteur selon les principes généraux de droit ou ~~toute loi ou règlement applicable.~~ ~~Les lois et règlements applicables.~~

Un agent des transferts adhérent n'est pas tenu d'honorer une obligation envers la CDS si ~~celle-ci est contraire à l'ordonnance~~ ~~elle fait de l'honorer~~ ~~contrevient à une ordonnance~~ d'un tribunal ou d'un ~~autre~~ organisme de réglementation ~~ayant compétence sur~~ ~~compétent à l'égard de~~ l'agent des transferts adhérent.

7.2.7 Limitation de responsabilité de l'agent des transferts adhérent

~~Un agent des transferts adhérent n'a aucun pouvoir discrétionnaire à l'égard de l'immatriculation, de la détention ou du transfert de valeurs déposées au service de dépôt et doit agir uniquement conformément aux directives de la CDS. Conformément à ces directives, de telles valeurs sont immatriculées au nom de la CDS et non au nom de l'agent des transferts adhérent. Aucun lien de mandataire ou de garde n'existe entre la CDS et tout agent des transferts adhérent à l'égard de valeurs immatriculées au nom de la CDS, et ce, peu importe si un certificat ou tout autre effet atteste l'existence des dites valeurs.~~

7.2.8 Avis légal

11.2.7 Signification de documents judiciaires

La signification de documents dans le cadre d'une procédure judiciaire ~~portée~~ ~~intentée~~ devant un tribunal ~~sera~~ ~~est~~ régie par les dispositions ~~législatives des lois~~ ou ~~réglementaires des règlements~~ applicables. Les avis ~~ei après indiqués~~ ~~suivants~~ sont ~~eux~~ ~~considérés comme des avis~~ décrits à la Règle 1.3.65 et ~~sont livrés~~ ~~doivent être remis~~ conformément à ~~la Règle 1.3~~ ~~ce qui suit~~ :

- (a) ~~avis~~ ~~avis~~ de vérification, conformément à la Règle ~~11.4.10;~~ ~~11.4.10;~~
- (b) ~~avis~~ ~~avis~~ de redressement de la position de la CDS, conformément à la Règle ~~11.4.12;~~ ~~11.4.12.~~

11.3 OPÉRATIONS

364

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

7.31.1 — OPÉRATIONS

7.3.1 — Admissibilité des valeurs

11.3.1 Valeurs admissibles

Conformément à la Règle 1.610.2, le Conseil conseil d'administration établit, de temps à autre, les catégories de valeurs pouvant être admises au service de dépôt et les catégories de valeurs pour lesquelles les qui peuvent faire l'objet de transactions peuvent être traitées au moyen de différents par des services et/ou des fonctions donnés. Les Procédés et méthodes et les Guides de l'utilisateur décrivent les types de valeurs qui sont admissibles au service de dépôt. Toutes les Les valeurs pour lesquelles l'adhérent agit à titre d'agent est l'agent des transferts de l'émetteur n'y sont pas admissibles. Un agent des transferts adhérent agissant à titre d'agent des transferts pour une valeur devenue admissible au CDSX confirme ou refuse le dépôt et le retrait de telles valeurs et fournit à la CDS un Rapport de soldes de clôture à l'égard d'une telle valeur. Agir à titre de mandataire de l'initiateur ou de l'émetteur d'une valeur ne contraint pas un agent des transferts adhérent à assumer le rôle d'agent dépositaire ou de responsable du traitement des droits et privilèges au CDSX à l'égard d'une valeur donnée. Le 1^{er} novembre 2011, les valeurs pour lesquelles les paiements de droits et privilèges ne seront pas effectués au moyen d'un paiement acceptable ou d'un virement de fonds deviendront inadmissibles au service de dépôt, sous réserve des exceptions établies par la CDS en fonction de critères, y compris le montant du paiement de droits et privilèges, le moyen par lequel le paiement de droits et privilèges est effectué ou le classement de l'émetteur effectuant le paiement de droits et privilèges, toutes admissibles.

11.3.2 Traitement TRAX

7.3.2(i) Procédés et méthodes Responsabilité de l'agent des transferts adhérent

Conformément à la Règle 1.4, la CDS prescrit le recours aux Guides de l'utilisateur et Procédés et méthodes. Les représentants des agents des transferts adhérents sont consultés périodiquement au sujet du contenu des Guides de l'utilisateur et Procédés et méthodes pertinents au rôle des agents des transferts adhérents en vertu de la présente Règle 11.

7.3.3 — Frais

L'agent des transferts adhérent n'impute pas à la CDS de frais pour la détention de ses valeurs ayant une position ITSC ou ITCD, l'affichage des hausses et des baisses de telles positions, la transmission quotidienne du Rapport de soldes de clôture et l'aide aux fins du rapprochement correspondant. La CDS n'impute pas à l'agent des transferts adhérent de frais pour la production du Rapport des détenteurs inscrits, la transmission quotidienne de celui-ci et l'aide aux fins du rapprochement correspondant. L'agent des transferts adhérent n'impute pas à la CDS de frais pour les dépôts et les retraits réguliers d'une position ITSC ou ITCD, sauf si l'émetteur impute des frais d'émission de certificat ou des frais d'annulation à une personne demandant un transfert. La CDS et l'agent des transferts adhérent négocient un rabais sur les frais d'émission de certificat et de transfert. Si la position d'une émission ne fait plus partie du ITSC ou du ITCD, les frais d'émission de certificat et de transfert sont assumés par la partie qui demande la conversion.

7.3.41.1.1 — Traitement TRAX

(a) — Exécution et résolution de conflits visant TRAX

Chaque agent l'agent des transferts adhérent utilisant avant recours à TRAX est responsable de ce qui suit :

- (i)(a) de l'exactitude et de l'exhaustivité de l'information transmise au moyen de TRAX;
- (ii)(b) du respect l'exécution de ses obligations aux termes de toute d'une demande TRAX;

362

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. ————— Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

~~(iii)(c) de la résolution le règlement de tout conflit/différend~~ découlant de son utilisation de TRAX, y compris ~~le respect ou le non-respect des obligations/~~exécution ou l'inexécution d'obligations aux termes d'une demande TRAX acceptée et ~~toute conséquence d'un tel respect ou non-respect des conséquences d'une telle exécution ou inexécution.~~

~~(b)(i) Responsabilité de la CDS~~

La CDS n'est pas responsable de ce qui suit :

~~(a) l'information transmise au moyen de TRAX;~~

Mis en forme : Police : Arial, Français (Canada)

~~(i)(a) de l'information transmise au moyen de TRAX;~~

Mis en forme : Police : Arial

~~(ii)(b) du~~ caractère exécutoire de toute demande TRAX;

Mis en forme : Police : Arial, Français (Canada)

~~(iii)(c) du respect/~~exécution ou ~~du non-respect/~~inexécution par un adhérent ou ~~par~~ un agent des transferts adhérent de toute demande TRAX acceptée.

Mis en forme : Police : Arial

11.4 DÉPÔT ET RETRAIT

Inscription au nom de la

7.41.1 DÉPÔT ET RETRAIT

7.4.11.4.1 Inscription au nom de la CDS

~~Toutes les références, dans les Règles, aux valeurs inscrites. Les valeurs déposées auprès du service de dépôt sont inscrites au nom de la CDS et non au nom d'un agent des transferts adhérent. Toute référence, dans les Règles, à des valeurs inscrites au nom de la CDS renvoie aux valeurs inscrites dans les registres tenus par l'agent des transferts adhérent, au nom de la CDS, renvoient aux valeurs qui ont été inscrites, dans les registres de l'agent des transferts adhérent, au nom de la CDS ou d'un CDS ou de son propriétaire pour compte de la CDS. Toute Une valeur peut être inscrite au nom de la CDS ou au nom d'un ou de plusieurs propriétaires pour compte, ou au nom de la CDS et d'un ou de plusieurs propriétaires pour compte. L'agent des deux. Un agent des transferts adhérent peut traiter la CDS et chacun des propriétaires/chaque propriétaire pour compte comme un détenteur inscrit distinct. Les propriétaires pour compte seront identifiés dans les Procédés et méthodes. Les instructions de dépôt ou de retrait comporteront/doivent mentionner le nom du propriétaire pour compte au nom duquel les valeurs doivent être inscrites ou ont été inscrites. L'identité des propriétaires pour compte doit être établie et indiquée dans les Procédés et méthodes.~~

~~Aucune relation mandant-mandataire ou metteur sous garde-gardien n'existe entre la CDS et l'agent des transferts adhérent en ce qui concerne les valeurs inscrites au nom de la CDS et attestées ou non par un certificat ou un autre acte.~~

7.4.211.4.2 Fonctionnalité de dépôt et de retrait

La CDS met à la disposition de l'agent des transferts adhérent la fonctionnalité ~~permettant de confirmer le confirmation de~~dépôt et ~~le~~retrait ~~dépour~~ chaque valeur admissible ~~pour à l'égard de~~ laquelle il agit à titre d'agent des transferts adhérent. ~~Pour~~En ce qui concerne les valeurs qu'elle/que la CDS détient ~~au nom pour le compte~~ de ses adhérents, la CDS fournit ~~des outils/les dispositifs et des procédés et méthodes au moyen desquels l'adhérent effectue~~les procédures selon lesquelles les adhérents effectuent des dépôts et des retraits. Chaque Un adhérent:-

363

© Services de dépôt et de compensation CDS inc.

Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

~~fournit~~ doit fournir des renseignements suffisamment détaillés pour ~~que~~ permettre à l'agent des transferts adhérent ~~puisse de faire ce qui suit~~ :

- (a) identifier le détenteur inscrit et le certificat de valeur ~~déposé dans son registre de faisant l'objet du dépôt, et consigner le tout dans ses registres des~~ valeurs émises pour un émetteur donné;
- (b) ~~fournit des renseignements suffisamment détaillés pour que l'agent des transferts adhérent puisse~~ valider les déclarations de propriété déposées dans ses registres de valeurs émises pour un émetteur donné, sans ~~que qu'il soit nécessaire pour~~ l'adhérent déposant ou la CDS ~~n'ait à de~~ livrer la déclaration de propriété déposée;
- (c) ~~fournit des renseignements suffisamment détaillés pour que l'agent des transferts adhérent puisse~~ émettre des certificats de valeurs ou des déclarations de propriété, sans ~~que qu'il soit nécessaire pour~~ l'adhérent effectuant un retrait ou la CDS ~~n'ait à de~~ livrer d'effets matériels ou ~~à de~~ transmettre d'instructions de retrait.

11.4.3 Dépôt de valeurs

L'agent des transferts adhérent ~~d'une valeur admissible procède aux tâches suivantes à l'égard de cette valeur~~ :

- (d) ~~doit envoyer une confirmation à la CDS lorsqu'un dépôt est effectué et l'informer lorsqu'un dépôt est refusé. Lorsqu'un agent des transferts adhérent confirme ou rejette le un~~ dépôt de valeurs;
- (e) ~~confirme ou rejette le retrait de valeurs;~~
- (f) ~~effectue le rapprochement entre le registre de l'émetteur et les registres de la CDS;~~
- (g) ~~fait parvenir à~~ la CDS le Rapport de soldes de clôture.

7.4.3 — Dépôt de porte les valeurs

11.4.3.1 Dépôt de valeurs

L'agent des transferts adhérent confirme à la CDS qu'un dépôt a été effectué ou l'informe qu'un dépôt a été rejeté. Au terme de la confirmation d'un dépôt par l'agent des transferts adhérent, la CDS ~~crédite le déposées au crédit du compte de valeurs de l'adhérent effectuant le dépôt des valeurs déposées. Peu importe l'identité, indépendamment de l'identité~~ de la personne qui livre la livrant une valeur à l'agent des transferts adhérent aux fins de dépôt, une telle personne est réputée agir au nom de la CDS ~~lorsqu'elle soumet dans le cadre de la présentation de~~ la valeur aux fins d'immatriculation ~~du d'inscription de son~~ transfert au nom de la CDS.

11.4.3.2 Demandes TRAX pour le dépôt de valeurs

Un agent des transferts adhérent peut ~~utiliser avoir recours à~~ TRAX ~~afin d'envoyer pour envoyer~~ des demandes de transfert de valeurs à un adhérent. Dès ~~que~~ Lorsque l'adhérent a ~~accepté une accepte~~ la demande de transfert ~~envoyée par un agent des transferts adhérent au moyen de TRAX~~, une demande de dépôt en suspens est ~~crée~~ automatiquement créée au CDSX. Le dépôt en suspens peut être confirmé par l'agent des transferts. ~~Au terme de la confirmation d'un dépôt par~~ Lorsque l'agent des transferts ~~confirme le dépôt~~, la CDS ~~crédite un porte les valeurs au crédit du~~ compte de valeurs de l'adhérent ~~des valeurs~~.

364

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

7.4.4 Incidence du dépôt

La prestation de la CDS en contrepartie du dépôt des valeurs par l'adhérent consiste à créditer le compte de valeurs de ce dernier et à permettre que les valeurs déposées soient détenues au service de dépôt et ~~utilisées~~ aux fins puissent faire l'objet de transactions. Par conséquent, toutes les valeurs déposées au service de dépôt ~~en tout temps à quelque moment que ce soit~~ sont acquises par la CDS à titre d'acquéreur de bonne foi.

7.4.5 Endossement

11.4.4 Confirmation par l'agent des transferts adhérent

~~La confirmation à la CDS, par un agent des transferts adhérent, d'une demande de dépôt produit les mêmes effets qu'une livraison à la CDS, par cet agent des transferts adhérent, d'un certificat ou d'une déclaration en forme définitive inscrits au nom de la CDS attestant la quantité de valeurs déposées, indépendamment du fait qu'aucun certificat de valeur ou qu'aucune déclaration de propriété n'a été émis à l'égard de ce dépôt et du fait que les valeurs déposées sont attestées au moyen d'une inscription ITSC ou ITCD, ou par une autre forme de valeur scripturale.~~

11.4.5 Déclaration et garantie de l'agent des transferts adhérent

~~En confirmant le dépôt d'une valeur, l'agent des transferts adhérent déclare et garantit, à la CDS et aux autres adhérents, ce qui suit :~~

- ~~(a) la valeur est dûment autorisée et émise par l'émetteur;~~
- ~~(b) le registre de l'émetteur se rapportant à cette émission de valeurs comporte l'inscription selon laquelle la CDS ou le propriétaire pour compte est le détenteur inscrit de la quantité totale de valeurs déposées;~~
- ~~(c) chaque certificat ou autre titre (le cas échéant) attestant cette valeur a été dûment émis, signé et livré par l'émetteur;~~
- ~~(d) chaque certificat ou autre titre (le cas échéant) attestant cette valeur est authentique et en bonne et due forme.~~

11.4.6 Garantie de la CDS

~~La Règle 6.2.12 fait état de 7 énoncé la garantie, à l'égard d'une valeur, accordée par chaque adhérent déposant une valeur en faveur de la CDS et de l'agent des transferts (y compris de l'agent un agent des transferts adhérent) ou du responsable de la validation de valeurs pour une telle cette valeur. En s'appuyant sur une telle, consentie par un adhérent déposant cette valeur. Sur la foi de cette garantie donnée consentie par l'adhérent déposant en ce qui présente une demande de dépôt d'une concerne la valeur pour à l'égard de laquelle l'agent des transferts adhérent tient un le registre, la CDS garantit à l'agent des transferts adhérent ce dernier la signature du détenteur inscrit ainsi que celle et de tout autre endosseur du certificat de valeur attestant les valeurs à déposer devant être déposées. En donnant accordant une telle garantie, la CDS garantit qu'au moment de la signature, (i) :~~

- ~~(a) la signature était authentique, (ii) ;~~
- ~~(b) le signataire était autorisé à endosser et (iii) ;~~
- ~~(c) le signataire avait la compétence capacité juridique aux fins de signature. Toutefois, la de signer.~~

365

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

La CDS ne garantit toutefois pas autrement la légitimité du transfert en question. Lorsqu'une~~Lorsque la~~ valeur déposée n'est pas attestée par un certificat de valeur, mais qu'elle est plutôt une valeur scripturale, toute référence faite au~~un~~ « **signataire** » désigne le~~doit s'entendre d'un~~ détenteur inscrit et toute référence faite à la~~une~~ « **signature** » désigne les~~doit s'entendre des~~ instructions dudonnées par le~~en vertu desquelles sur la foi de laquelle~~ l'adhérent déposant ou la CDS donne la consigne de déposer la valeur.

7.4.6 — Déclaration et garantie de dépôt

En confirmant le dépôt d'une valeur, l'agent des transferts adhérent déclare et garantit à la CDS et à l'ensemble des adhérents :

- (a) que l'émetteur a dûment autorisé et émis la valeur;
- (b) que le registre de l'émetteur se rapportant à une telle émission indique la CDS ou le nom de son propriétaire pour compte comme détenteur inscrit de la totalité des valeurs déposées;
- (c) que chaque certificat ou autre effet (le cas échéant) attestant l'existence d'une telle valeur a été dûment émis, signé et livré par l'émetteur;
- (d) que chaque certificat ou autre effet (le cas échéant) attestant l'existence d'une telle valeur est authentique et en bonne et due forme.

7.4.711.4.7 Retrait de valeurs

Peu importe l'identité~~Indépendamment de l'identité~~ de l'adhérent qui demande le retrait d'une valeur, une~~cette~~ personne est réputée agir pour le compte de la CDS lorsqu'elle soumet la valeur~~présente les valeurs~~ aux fins d'immatriculation d'inscription du transfert hors d'une manière à ce qu'elles ne soient plus immatriculées au nom de la CDS. Les~~De telles~~ instructions de retrait représentent~~constituent~~ la livraison, remise par la CDS (et par ses propriétaires~~son propriétaire~~ pour compte, le cas échéant), de la~~d'une~~ cession valide des~~de~~ valeurs au destinataire du transfert identifié dans les instructions, et un~~ainsi qu'un~~ endossement par la CDS et par~~par~~ ses propriétaires pour compte de tout certificat ou de toute déclaration attestant les valeurs qui doivent être retirées, devant faire l'objet du retrait. En transmettant de telles instructions de retrait, la CDS cède irrévocablement et transfère au destinataire du transfert la quantité de valeurs précisée, et l'agent des transferts adhérent a le droit de se fonder sur les instructions données par la CDS l'autorisant valablement à transférer les valeurs. La remise, par la CDS à un agent des transferts adhérent, d'une demande de retrait d'une valeur attestée par une inscription ITCD ou ITSC ou par une autre forme d'inscription de valeur scripturale produit les mêmes effets que la remise d'un certificat ou d'une déclaration dûment endossé attestant la quantité de la valeur devant être retirée et devant être transférée par la CDS ou par son propriétaire pour compte, et constitue livraison par la CDS d'une cession valable des valeurs au destinataire du transfert identifié dans les instructions.

L'agent des transferts adhérent confirmé~~doit confirmer~~ à la CDS le~~à quel~~ moment où~~le~~ retrait aura eu lieu~~a été effectué~~. La CDS débite alors les valeurs retirées~~ayant fait l'objet d'un retrait~~ du compte de l'adhérent effectuant le retrait. L'agent des transferts adhérent (i) livrera~~doit~~ :

- (a) soit livrer un certificat de valeur attestant l'existence~~des~~ valeurs retirées~~ayant fait l'objet d'un retrait~~, inscrites conformément aux instructions de retrait, ou (ii) pour les;
- (b) soit, en ce qui concerne des valeurs au sein d'un~~consignées dans un~~ système d'inscription directe décrit à la Règle 6.3.3-3, fournir, fournir une déclaration confirmant~~que les~~ confirmation de

366

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

l'inscription des valeurs retirées sont inscrites conformément à de telles ayant fait l'objet d'un retrait en conformité avec ces instructions. Aux termes

Aucune disposition de la présente Règle, ni Règle 11 n'exige de la CDS ni l'agent ou d'un agent des transferts adhérent ne sont tenus de livrer des valeurs une valeur en contravention d'une à une restriction relative aux conditions ou aux attributs imposée par une condition ou un attribut de la valeur, ou de toute opposition, exécution, bref, saisie ou action semblable ou de toute décision ou ordonnance d'un organisme gouvernemental ou réglementaire, d'un tribunal, ou d'un fonctionnaire responsable de celui-ci, sous l'autorité desquels sont placés ayant compétence à l'égard de la CDS, l'agent des transferts adhérent ou les valeurs, et qui touche manifestement ces valeurs.

7.4.811.4.8 Rapport de soldes de clôture

À la fin de chaque jour ouvrable de l'agent des transferts adhérent, l'agent des transferts adhérent doit fournir à la CDS le À la fin d'un jour ouvrable d'un agent des transferts adhérent, l'agent des transferts adhérent envoie à la CDS le rapport des soldes de clôture de chaque valeur admissible à l'égard de laquelle il agit à titre d'agent des transferts, et ce, dans un format permettant à la CDS d'effectuer un rapprochement entre ses dossiers et le registre de l'émetteur portant sur les valeurs admissibles déclarées dans le rapport relatif aux soldes de clôture. Si une valeur inscrite au nom de la CDS est inscrite au nom de plus d'un propriétaire pour compte ou au nom de la CDS et au nom d'un propriétaire pour compte ou plus, l'agent des transferts adhérent peut fournir un rapport des soldes de clôture distinct pour chaque inscription et n'a pas l'obligation de consolider toutes ces valeurs inscrites au nom de la CDS en une seule position.

L'envoi à la CDS, par un agent des transferts adhérent, d'un rapport relatif aux soldes de clôture constitue la confirmation que la CDS (directement ou par l'intermédiaire de son propriétaire pour compte) est le détenteur inscrit de la quantité de valeurs qui y est indiquée et produit les mêmes effets que la remise à la CDS, par l'agent des transferts adhérent, d'un certificat ou d'une déclaration inscrits au nom de la CDS attestant la quantité des valeurs détenues par celle-ci, indépendamment du fait qu'aucun certificat de valeur ou qu'aucune déclaration de propriété n'a été émis à l'égard de cette position et indépendamment du fait que les valeurs sont attestées par une inscription ITCD ou ITSC ou par une autre forme de valeur scripturale.

11.4.9 Rapport de soldes de clôture pour relatif aux détenteurs inscrits

À la fin d'un jour ouvrable, la CDS fournit à l'agent des transferts adhérent un rapport relatif aux détenteurs inscrits à l'égard de chaque valeur admissible pour laquelle il agit à titre d'agent des transferts, et ce, dans un format permettant à précisé dans les Procédés et méthodes de l'agent des transferts adhérent. Si demande lui en est faite, la CDS de rapprocher ses dossiers et le registre de l'émetteur pour les valeurs admissibles, tel qu'en fait étaidera l'agent des transferts adhérent à effectuer le Rapport de soldes de clôture rapprochement des renseignements. Si une valeur inscrite au nom de la CDS est inscrite au nom de plusieurs propriétaires pour compte, ou au nom de la CDS et d'un ou de plusieurs propriétaires pour compte, l'agent des transferts adhérent peut fournir un Rapport de soldes de clôture propriétaire pour chaque nom inscrit et ne sera aucunement tenu de consolider l'ensemble des valeurs inscrites au nom de la CDS en une seule position.

7.4.9 Rapport des détenteurs inscrits

À la fin de chaque jour ouvrable, la CDS fournira un Rapport des détenteurs inscrits à l'agent des transferts adhérent pour chaque valeur admissible pour laquelle l'agent des transferts adhérent agit à titre d'agent des transferts, dans le format prescrit dans les Procédés et méthodes de l'agent des transferts adhérent. Au besoin, la CDS aidera l'agent des transferts adhérent à rapprocher les renseignements. Si une valeur inscrite au nom de la CDS est inscrite pour plusieurs propriétaires pour compte, ou au nom de la CDS et d'un ou de plusieurs propriétaires pour compte, le Rapport des compte ou plus, le rapport relatif aux détenteurs

367

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. ————— Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

inscrits ~~traitera~~ indiquera que la quantité totale ~~des~~ valeurs ~~inscrites~~ est au nom de la CDS ~~comme~~ forme un ensemble fongible. L'agent des transferts adhérent ~~consent à~~ convient de ce que ~~les renseignements du Rapport des~~ l'information contenue dans le rapport relatif aux détenteurs inscrits ~~(i)~~ :

- (a) ~~ne soient divulgués~~ doit être divulguée à personne d'autre que l'émetteur ~~des~~ ces valeurs ~~en question et (ii)~~ ;
- (b) ~~ne soient utilisés~~ que doit être utilisée par l'agent des transferts adhérent que conformément ~~aux lois et règlements à la législation et à la réglementation applicables, dans le but de tenter d'influencer en ce qui concerne tout effort pour influencer~~ le vote des détenteurs de valeurs de l'émetteur, ~~d'offrir d'acquiescer~~ ~~avec~~ ~~l'émetteur, toute offre d'acquisition des~~ valeurs ~~de cet émetteur~~ ou ~~pour tout et tout autre raison concernant soit les~~ question ayant trait aux valeurs ou ~~les~~ aux affaires de l'émetteur ~~cet émetteur~~.

7.4.1011.4.10 Vérification et rapprochement des données

~~Sur présentation d'un~~ Moyennant un préavis raisonnable et à la demande de la CDS, un agent des transferts adhérent fournit à la CDS un relevé signé par un employé ou un membre de la direction dûment autorisé indiquant la quantité ou la valeur nominale de chaque valeur dont l'existence est attestée par une inscription au nom de la CDS et ~~des certificats de tout certificat~~ ou ~~des effets~~ autre effet qu'il détient au nom de la CDS à une date donnée. Le relevé ~~est~~ doit être produit dans un format permettant à la CDS ~~d'en rapprocher~~ d'effectuer un rapprochement entre les données ~~aux siennes~~ déclarées et ses propres données.

Un agent des transferts adhérent doit fournir à la CDS les données dans le format et aux dates demandés par la CDS lui permettant d'effectuer un rapprochement entre les données du registre de l'émetteur portant sur les valeurs admissibles et celles des registres de la CDS. En cas de divergence entre les données de l'émetteur et celles de la CDS, la CDS et l'agent des transferts adhérent collaborent en vue de remédier au mieux à cette divergence, de la manière prévue aux Procédés et méthodes.

7.4.1111.4.11 Dépôt vicié

Si, à ~~tout~~ quelque moment que ce soit, une valeur déposée ~~après~~ à la suite de la confirmation de l'agent des transferts adhérent se révèle être viciée, la CDS et l'agent des transferts adhérent collaborent ~~afin~~ en vue de résoudre le problème. La CDS ~~à la responsabilité~~ est responsable de traiter avec l'adhérent déposant, ~~et, à de sorte que, si l'agent des transferts adhérent lui en fait~~ la demande ~~de l'agent des transferts adhérent, aide ce dernier,~~ la CDS l'aidera à communiquer avec l'adhérent déposant. ~~Rien dans~~

Aucune disposition de la présente Règle, ce qui comprend Règle 11, y compris les déclarations ~~de l'agent d'un agent~~ des transferts adhérent, ne ~~peut~~ doit être interprété comme limitant interprété de manière à limiter les obligations d'un adhérent déposant ~~en vertu~~ aux termes des Règles ou des garanties ~~données quant à un consenties au moment d'un dépôt ou un transfert d'un virement~~ conformément aux Règles ou ~~à toute loi applicable~~ aux lois applicables.

7.4.1211.4.12 Redressement de la position de la CDS

Si une ordonnance ou un jugement ~~d'un~~ d'un organisme gouvernemental ou ~~d'un~~ d'un tribunal (qui, selon l'avis de l'agent des transferts adhérent, a compétence ~~sur~~ à l'égard de l'agent des transferts adhérent) exige ~~que l'agent~~ qu'un agent des transferts adhérent procède à un redressement du registre des valeurs qu'il tient, et si un tel redressement modifie les valeurs inscrites au nom de

368

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

la_CDS (sans égard à la façon dont les valeurs en question sont attestées), l'agent des transferts adhérent doit aviser la_CDS du redressement proposé dans les meilleurs délais et, si possible, avant de procéder à celui-ci. ~~Au même moment~~ De façon concomitante, l'agent des transferts adhérent doit remettre à la_CDS une copie de l'ordonnance ou du jugement ainsi que de toute documentation relative au litige ou au processus réglementaire dont l'agent des transferts adhérent dispose, en plus de tout renseignement dont la_CDS pourrait avoir besoin pour prendre des mesures au terme de l'ordonnance ou du jugement, selon ce que la_CDS estime être souhaitable. L'obligation ~~d'un agent de l'agent~~ des transferts adhérent de livrer ~~lesdits~~ ces documents et autres renseignements ~~peut faire l'objet de restrictions imposées~~ est susceptible d'être restreinte par toute loi régissant la législation sur la protection des renseignements personnels. ~~L'agent~~ Par conséquent :

(a) l'agent des transferts adhérent doit s'assurer ~~qu'aucun de ce qui suit :~~

- i. aucun consentement de ~~particuliers~~ la part d'un particulier n'est requis ~~ou que :~~
- ii. tous les consentements ~~nécessaires~~ requis ont été obtenus afin de permettre la divulgation de ces documents et ~~de ces renseignements à la_CDS et l'utilisation~~ leur utilisation par ~~la CDS de ces documents et de ces renseignements et celle-ci;~~

(b) si des consentements requis n'ont pas été obtenus, ~~celui-ci fera tout en faire de son pouvoir~~ mieux pour les obtenir.

Si un redressement de la quantité d'une valeur inscrite au nom de la_CDS est effectué par l'agent des transferts adhérent au terme d'une ordonnance ou d'un jugement, la_CDS collabore avec l'agent des transferts adhérent dans le but de simplifier le redressement et renvoie à l'agent des transferts adhérent tout certificat ou toute déclaration attestant les valeurs ou autorise le transfert ou l'annulation ~~de toute valeur attestée des valeurs attestées~~ par une inscription ITSC ou ITCD ou toute autre forme de valeur scripturale. Aucune disposition de la présente ~~convention~~ Règle 11.4.12 ne ~~portera~~ doit porter atteinte aux droits de la_CDS, de l'agent des transferts adhérent, d'un adhérent, ou ~~d'une de toute~~ de toute autre personne ~~habilitée à contester une touchée, d'appeler d'une~~ habilitée à contester, d'appeler d'une telle ordonnance ou ~~un tel jugement~~ décision ou de la contester.

7.4.13 – Rapprochement

~~L'agent des transferts adhérent fournit à la CDS des données dans la forme et les délais impartis par la CDS aux fins de rapprochement entre le registre des valeurs admissibles de l'émetteur et les registres de la CDS. Advenant tout écart entre les registres de l'émetteur et ceux de la CDS, la CDS et l'agent des transferts adhérent travaillent de pair et font tout ce qui est en leur pouvoir pour combler l'écart de la manière prescrite dans les Procédés et méthodes.~~

7.511.5 OPÉRATIONS ITSC ET ITCD

7.5.1 – Forme des valeurs déposées

11.5.1 Types d'attestation

L'existence d'une valeur admissible ~~déposée qui fait ou a fait l'objet d'un dépôt~~ peut être attestée ~~dans~~ dans l'une des formes suivantes :

- (a) valeur inscrite en compte seulement;
- (b) inventaire des titres à certificats différés ~~(ITCD);~~

369

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

- (c) inventaire des titres sans ~~certificats (ITSC);~~certificat;
- (d) déclaration de propriété;
- (e) certificat de valeur;
- (f) valeur scripturale;
- ~~(g) — certificat au comptoir.~~

7.5.2 ITSC et ITCD

11.5.2 Forme privilégiée : valeurs scripturales

Dans la mesure du possible, la position de la CDS sur ~~les~~des valeurs admissibles est attestée au moyen d'inscriptions comptables dans les livres et les registres tenus par ~~l'agent~~un agent des transferts adhérent agissant à titre de mandataire pour l'émetteur de ~~telles~~ces valeurs sans qu'aucun certificat ou autre effet ne soit émis à la CDS. Les droits et les obligations de la CDS à titre de détenteur inscrit de valeurs scripturales et les droits et les obligations de l'agent des transferts adhérent à titre d'agent des transferts sont identiques à ce qu'ils seraient si des certificats étaient émis. La CDS et l'agent des transferts adhérent traitent et confirment les dépôts, les retraits et les redressements de valeurs détenues sous forme de position ITSC ou ITCD et confirment les soldes conformément aux Procédés et méthodes.

7.5.311.5.3 ~~Choix de~~Passage à la forme de valeur scripturale

La législation ou la réglementation applicable à la valeur ou à l'émetteur de la valeur, les caractéristiques de la valeur et l'émetteur de la valeur peuvent déterminer si une valeur inscrite au nom de la CDS est émise à titre de valeur scripturale ou attestée par une valeur inscrite en compte seulement, un certificat de valeur ou une déclaration de propriété. ~~Une~~Si une telle valeur inscrite au nom de la CDS ~~qui~~ est attestée par un certificat de valeur ou une déclaration de propriété ~~peut~~, au gré de la CDS, cette valeur peut être attestée par une inscription ITSC ~~ou~~ par une inscription ITCD ~~ou par un certificat au comptoir, sous réserve de la conformité, à moins que~~ la législation ou la réglementation applicable, ~~aux~~les caractéristiques de la valeur ou à l'émetteur de la valeur ~~ne l'interdisent~~.

Sous réserve du droit de la CDS de demander ~~une réimmatriculation en vertu~~l'immatriculation d'un nouveau certificat aux termes de la Règle ~~11.5.6,~~11.5.6, la CDS renonce à ~~tous~~ les droits (~~prévus par~~découlant de la loi ou ~~autres~~autrement) qu'elle peut avoir, à titre de détenteur inscrit d'une valeur, d'exiger et d'obtenir un certificat ou une déclaration de forme définitive attestant les valeurs inscrites au nom de la CDS. La CDS ~~consent à~~convient de ne ~~faire~~représenter aucune réclamation contre ~~l'agent~~un agent des transferts adhérent pour toute perte ~~déoulant~~attribuable uniquement ~~du~~au fait que, conformément à la présente ~~convention,~~Règle Erreur ! Source du renvoi introuvable., une valeur admissible déposée à la CDS ~~soit~~été attestée ~~dans une forme autre qu'~~un autre ~~ment que par un~~ certificat de valeur ou ~~qu'~~une ~~une~~ déclaration de propriété. L'~~agent~~Un agent des transferts adhérent consent à ce que les droits et obligations de la CDS en tant que détenteur inscrit (directement ou par l'entremise de son propriétaire pour compte) d'une valeur et les droits et obligations de l'agent des transferts adhérent en tant qu'agent des transferts des valeurs seront les mêmes que si des certificats ou des déclarations de forme définitive attestant les valeurs étaient émis au nom de la CDS.

7.5.411.5.4 Mention quant au caractère non négociable

La CDS peut prendre des dispositions ~~dans le but~~afin de faire ajouter une mention ~~de non-négociabilité~~à quant au caractère non négociable de tout certificat ou autre effet émis au nom de la CDS (qu'il s'agisse ~~d'un certificat au comptoir,~~ d'une valeur inscrite en compte seulement ou d'un certificat de valeur) et qui aura essentiellement la forme suivante :

370

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc.~~ Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

À moins que ce certificat ne soit présenté par un représentant autorisé de la société Services de dépôt et de compensation CDS—inc. (CDS) à l'émetteur ou à son mandataire aux fins d'immatriculation d'inscription d'un transfert, d'un échange ou d'un paiement, et que tout certificat émis à cette fin ne soit immatriculé au nom de CDS & CO., ou à tout autre nom tel que demandé par un représentant autorisé de la CDS, et que tout paiement ne soit fait au nom de CDS & CO. ou de toute autre entité tel que demandé par un représentant autorisé de la CDS, TOUT TRANSFERT, MISE EN GAGE OU AUTRE EMPLOI DE CE CERTIFICAT CONTRE VALEUR OU AUTREMENT PAR OU À TOUTE PERSONNE EST INTERDIT étant donné que le détenteur inscrit de ce certificat, CDS & CO., détient un intérêt dans celui-ci.

Le retrait d'une valeur conformément aux procédures et méthodes sera réputé constituer une déclaration d'un représentant autorisé de la CDS et sera considéré satisfaisant aux restrictions énoncées dans cette mention.

7.5.11.5.5 Conversion de titres existants en ITSC et en ITCD

Lorsque l'agent des transferts adhérent signifie à la CDS qu'une opération au format ITSC ou ITCD est possible pour une valeur admissible, la CDS peut livrer les certificats ou une version électronique des déclarations transmises au moyen de l'accès au réseau attestant les valeurs en question à l'agent des transferts adhérent aux fins de conversion à une inscription ITSC ou ITCD. De tels certificats ou déclarations seront annulés sans que l'inscription de la quantité totale des titres valeurs au nom de la CDS ne soit modifiée.

7.5.6 Réimmatriculation

11.5.6 L'agent Nouveau certificat

Un agent des transferts adhérent accepte et reconnaît que, pour quelque raison que ce soit, s'il n'est pas en mesure de mener à bien la conversion d'une valeur détenue par la CDS à une inscription ITSC ou ITCD ou à un certificat au comptoir au terme de l'annulation des certificats ou des déclarations livrés par la CDS, il émettra sans délai et livrera dès lors à la CDS un ou plusieurs certificats de valeurs ou une déclaration de propriété inscrits au nom de la CDS attestant une telle valeur. Les valeurs sous forme d'inscription ITSC ou ITCD seront de nouveau converties, et l'agent des transferts adhérent émettra un ou plusieurs certificats de valeurs ou une déclaration de propriété immatriculés au nom de la CDS pour attester la quantité totale de titres détenus valeurs détenues par la CDS, dans un ou l'autre des éventualités suivantes :

- (a) à la demande de la CDS;
- (b) à la discrétion ou gré de l'agent des transferts adhérent;
- (c) avant que l'agent des transferts adhérent ne cesse d'agir à titre d'agent des transferts pour l'agent émetteur;
- (d) selon les modalités prescrites par les Procédés et méthodes.

Chaque valeur au nom de la CDS réimmatriculée sera l'objet d'un nouveau certificat doit être attestée par un seul certificat ou une seule déclaration unique, et ce, pour à l'égard de l'ensemble de la position, à moins d'indication contraire de la CDS.

11.5.7 Frais

L'agent des transferts adhérent ne doit imputer aucuns frais à la CDS pour ce qui suit :

374

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

- (a) détenir ses valeurs dans une position ITSC ou ITCD, inscrire des augmentations ou des diminutions de ses positions ITSC ou ITCD, transmettre quotidiennement un rapport relatif aux soldes de clôture et apporter son assistance dans le rapprochement de celui-ci;
- (b) effectuer des dépôts dans sa position ITSC ou ITCD ou des retraits d'une telle position, sauf si l'émetteur impose des frais d'émission ou d'annulation de certificat à la personne demandant le transfert.

La CDS n'imputera aucuns frais à l'agent des transferts adhérent pour le rapport relatif aux détenteurs inscrits, la transmission quotidienne de celui-ci et son assistance dans le rapprochement de celui-ci.

7.5.7 La CDS et l'agent des transferts adhérent négocient un rabais sur les frais d'émission de certificat et de transfert. Équivalent d'une immatriculation

La confirmation, par l'agent des transferts adhérent à la CDS, d'une demande de dépôt a le même effet qu'une livraison à la CDS par l'agent des transferts adhérent d'un certificat ou d'une déclaration de forme définitive inscrite au nom de la CDS, attestant la quantité des valeurs déposées, et ce, nonobstant le fait qu'aucun certificat de valeur ou qu'aucune déclaration de propriété n'ait été émis pour ce dépôt et que les valeurs déposées soient attestées par une inscription ITSC ou ITCD, par une autre forme de valeur scripturale ou par un certificat au comptoir. La transmission à la CDS par l'agent des transferts adhérent d'un Rapport de soldes de clôture d'une valeur représente la confirmation que la CDS (directement ou par l'entremise d'un propriétaire pour compte) est le détenteur inscrit de la quantité de valeurs indiquée au Rapport de soldes de clôture, et a le même effet que la livraison à la CDS par l'agent des transferts adhérent d'un certificat ou d'une déclaration au nom de la CDS attestant la quantité des valeurs détenues par la CDS, nonobstant le fait qu'aucun certificat de valeur ou qu'aucune déclaration de propriété n'ait été émis pour cette position et que les valeurs sont attestées par une inscription ITSC ou ITCD, par une autre forme de valeur scripturale ou par un certificat de valeur au comptoir.

7.5.8 Incidence du retrait

La livraison à l'agent des transferts adhérent par la CDS d'une demande de retrait de valeur attestée par une inscription ITSC ou ITCD ou par une autre forme de valeur scripturale a le même effet que la livraison d'un certificat ou d'une déclaration attestant la quantité de la valeur à retirer, endossé pour transfert par la CDS ou par son propriétaire pour compte, et représente la livraison par la CDS d'une cession valide des valeurs au destinataire du transfert identifié dans les instructions. En transmettant une demande de retrait, la CDS cède et transfère de manière irrévocable au destinataire du transfert la quantité de valeurs indiquée; l'agent des transferts adhérent est autorisé à se fier aux instructions livrées par la CDS. Ces instructions lui confèrent l'autorité de transférer les valeurs.

7.61.1 DROITS ET PRIVILÈGES

Si une émission fait l'objet d'un retrait de la position ITSC ou ITCD, les frais d'émission de certificat et de transfert sont assumés par la partie initiatrice de la conversion.

11.6 DROITS ET PRIVILÈGES

11.6.1 Versement des droits et privilèges

7.6.11.1.1 Versement des droits et privilèges

Un versement Lorsque la CDS reçoit un paiement de droits et privilèges reçu par la CDS à l'égard de valeurs détenues pour un adhérent au service de dépôt est distribué par la CDS, elle verse ce paiement à l'adhérent conformément à la Règle 7.

- (a) Période de transition

372

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

En vertu de la Règle 11.6.1(b) ci-après, l'agent des transferts adhérent et la CDS collaborent et font tout en leur pouvoir pour permettre le paiement de droits et privilèges par (i) un responsable du traitement des droits et privilèges agissant au nom de l'émetteur et portant un crédit au grand livre de droits et privilèges de la CDS à partir de son compte de fonds ou (ii) un émetteur ou son responsable du traitement des droits et privilèges effectuant un paiement au moyen du STPGV ou de Fedwire au compte bancaire précisé par la CDS.

(b) Paiement de droits et privilèges ultérieur

Le 1^{er} novembre 2011, l'agent des transferts adhérent s'assurera que tous les droits et privilèges soient payés au moyen de paiements acceptables (comme défini à la Règle 8.2.5) ou de virements de fonds, sous réserve des exceptions établies par la CDS en fonction de critères, y compris le montant du paiement de droits et privilèges, le moyen par lequel le paiement de droits et privilèges est effectué ou le classement de l'émetteur effectuant le paiement de droits et privilèges.

7.6.21.1.1 Responsabilités à l'égard des droits et privilèges

Mis en forme : Français (France)

La CDS est l'unique responsable de la distribution à ses adhérents des droits et privilèges qu'elle reçoit, y compris sans toutefois s'y limiter du moment et de la forme de la distribution. L'agent des transferts adhérent agissant à titre d'agent des transferts pour une valeur admissible n'est pas tenu de jouer le rôle de responsable du traitement des droits et privilèges pour ladite valeur. Les dispositions de la présente Règle 11 ne limitent aucunement les responsabilités de l'émetteur relatives à la valeur.

7.6.311.6.2 Critères de sélection

Un agent des transferts adhérent peut agir à titre de responsable du traitement des droits et privilèges ~~pour une~~ à l'égard d'une valeur admissible ~~au CDS~~, s'il est l'agent ~~payeur effectuant le paiement ou le versement~~ nommé par l'émetteur de la valeur pour les droits et privilèges payables ou distribuables à l'égard de la valeur. En agissant à titre de responsable du traitement des droits et privilèges pour une valeur, l'adhérent déclare et garantit à la CDS et à l'ensemble des adhérents que ses actions ne débordent ni ses fonctions ni le mandat qu'il a reçu de l'émetteur. ~~cette valeur à l'égard d'un droit ou privilège devant être payé ou versé à l'égard de cette valeur.~~

Un agent des transferts adhérent ~~n'est~~ n'a pas ~~tenu~~ obligation d'agir à titre de responsable du traitement ~~des~~ droits et privilèges.

(a) pour la totalité ou une partie des droits et privilèges ~~pour lesquels il agit, et eequi le concernent~~, qu'il soit ou non l'agent ~~payeur de l'émetteur pour désigné pour effectuer le paiement ou le versement de~~ ces droits et privilèges.

(b) si, à titre d'agent des transferts à l'égard d'une valeur admissible, il n'est pas tenu d'agir à titre de responsable du traitement de droits et privilèges pour s'acquitter de sa fonction.

7.6.411.6.3 Nomination

Un agent des transferts adhérent devient ~~un~~ responsable du traitement des droits et privilèges ~~à l'égard~~ d'une valeur ~~en confirmant à compter du moment où il confirme~~ à la CDS qu'il agit à ~~un tel~~ ce titre ~~pour la~~ à l'égard de cette valeur. Si ~~un~~ un agent des transferts adhérent ~~qui~~ cesse d'agir à titre de responsable du traitement des droits et privilèges ~~pour une~~ à l'égard d'une valeur, il ~~informe~~ doit en informer la CDS ~~du changement et du nom du successeur~~ lui communiquer l'identité de son remplaçant proposé (s'il ~~le~~ la connaît).

373

© Services de dépôt et de compensation CDS inc.

Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

7.6.5 — Tâches

En agissant à titre de responsable du traitement des droits et privilèges à l'égard d'une valeur, l'adhérent déclare et garantit à la CDS et à tous les autres adhérents que les actes qu'il accomplit relèvent de l'autorité et du mandat que l'émetteur lui a accordés.

11.6.4 Responsabilités à l'égard des droits et privilèges

Mis en forme : Français (France)

À titre d'émetteur ou ~~en son nom~~ pour le compte de l'émetteur, un agent des transferts adhère et agit à titre de responsable du traitement des droits et privilèges pour une valeur :

- (a) peut payer le montant des droits et privilèges pour le droit ou le privilège rattaché à cette valeur, soit en effectuant un paiement acceptable à la CDS couvrant ce montant, soit à la CDS ou en donnant instruction à la CDS de débiter ce montant au débit de son compte de fonds. L'agent des transferts adhère et agit à titre de responsable du traitement des droits et privilèges pour une valeur n'est ;
- (b) n'a pas tenu, en vertu de son rôle d'obligation, aux fins de s'acquitter de cette fonction, de payer des droits et privilèges sur une le montant du droit ou du privilège rattaché à la valeur et peut décider choisir de ne pas le faire de paiement pour tout quel que motif que ce soit (y compris des changements à un changement dans son statut de mandataire de l'émetteur ou des difficultés liées à la prise de dispositions concernant la réception de fonds de l'émetteur). La limitation susmentionnée de la responsabilité de l'agent des transferts adhère et agit à titre de responsable du traitement des droits et privilèges pour une valeur ne limite d'aucune façon la responsabilité de l'émetteur relative à la valeur ou en vertu des principes généraux de droit.

7.6.6 — Obligations

L'agent Un agent des transferts adhère et agit à titre de qui est le responsable du traitement des droits et privilèges ou d'agent payeur pour une l'agent effectuant le paiement ou le versement à l'égard d'une valeur n'est pas le mandataire de la CDS pour aux fins de la réception de fonds; la réception, par l'agent un tel agent des transferts adhère et agit, de fonds fournis par provenant de l'émetteur aux fins de un paiement de droits et privilèges sur d'un droit ou d'un privilège rattaché à une valeur détenue par la CDS n'est pas réputée constituer la réception d'une telle somme par la CDS et ne libère pas l'émetteur de son obligation relativement aux droits et aux privilèges dus sur la une valeur sauf si tant que la CDS reçoit n'a pas reçu la totalité du paiement des droits et privilèges, soit au moyen d'un paiement acceptable soit d'un crédit porté à un compte de fonds. La CDS est uniquement responsable d'effectuer les versements de droits et privilèges qu'elle reçoit aux adhérents, ce qui comprend le moment et la forme de ces versements.

L'agent des transferts adhère et agit à titre de responsable du traitement des droits et privilèges assume est responsable de toutes ses obligations à titre de aux termes de la Règle 11.6 en tant que débiteur principal, conformément à la présente Règle 11.6, y compris celles les obligations découlant des déclarations qu'il a faites ou et des garanties qu'il a données, qu'il agisse en pour son propre compte ou au nom pour celui d'un émetteur. La prise en charge susmentionnée des responsabilités par l'agent des transferts adhère et agit à titre de es dispositions de responsable du traitement des droits et privilèges la Règle 11.6 ne limite pas les responsabilités qui incombent à limitent en rien la responsabilité de l'émetteur en vertu des à l'égard de la valeur ou celle qui peut lui être imputée selon les principes généraux de du droit.

374

© Services de dépôt et de compensation CDS inc.

Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

Règle 8. Service NELTG

DESCRIPTION DU

375

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

8.1 Règle 12.

SERVICE NELTC

376

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

12.1. APERÇU

8.1.12.1.1. Description générale

Le service Notification en ligne ~~—~~ ~~transfert de comptes~~ ~~(« service NELTC »)~~ permet la transmission électronique de renseignements afférents aux comptes de clients afin de faciliter le transfert de biens de clients entre les adhérents. ~~Le service NELTC peut être utilisé par les adhérents au service NELTC et par l'ensemble des autres adhérents.~~

8.1.2 Traitement des renseignements au service NELTC

~~Un adhérent à part entière peut faire une demande d'adhésion au service NELTC. Une personne peut demander à devenir un adhérent au service NELTC et à l'utiliser conformément à la présente Règle 12. Pour plus de précision, il est entendu qu'un adhérent à part entière qui utilise le service NELTC n'est pas un adhérent au service NELTC.~~

12.1.2. Traitement de l'information par le service NELTC

~~(a)(i)~~ Demande de transfert

L'adhérent auquel ~~le~~un compte ~~d'un~~de client ~~est~~doit être transféré ~~(« l'adhérent~~ (l'« **adhérent destinataire** ») ~~crée~~doit entrer une demande de transfert.

~~(b)(ii)~~ Liste de biens

Lorsque l'adhérent qui détient alors le compte ~~d'un~~de client ~~(« l'adhérent à ce moment-là~~ (l'« **adhérent livreur** ») reçoit ~~une~~ demande de transfert, il prend l'une des deux mesures suivantes :

~~(a)~~ il renvoie la demande de transfert, ~~il (i) la renvoie~~ accompagnée d'une liste ~~des~~de biens ~~propre~~ à ~~contenus dans~~ ce compte ~~ou (ii) la~~;

~~(b)~~ il refuse ~~la~~ demande de transfert.

~~(c)(iii)~~ Confirmation

Lorsque l'adhérent destinataire reçoit la demande de transfert renvoyée ~~de l'adhérent livreur~~, il ~~(+)doit~~ prendre l'une des mesures suivantes :

~~(a)~~ il confirme la ~~réception de cette~~ demande de transfert ~~renvoyée ou (ii)~~;

~~(b)~~ il refuse de confirmer la ~~réception de cette~~ demande de transfert ~~renvoyée~~, afin de contester l'exactitude ou l'intégralité de la liste de biens.

~~(d)(iv)~~ Instructions de règlement

La liste de biens fait état des biens d'un client devant être ~~transférés et précisés~~virés. Cette liste doit ~~indiquer~~ l'institution de compensation ~~pertinente pour associée~~ à chaque bien ou, ~~advenant l'absence d'une telle~~si aucune institution de compensation ~~appropriée n'est ainsi désignée~~, elle indique que les biens doivent être livrés au guichet (tel que cette expression le bien faisant l'objet de la livraison est ~~défini~~ négocié hors cote (au sens donné à ce terme dans les ~~guides~~Guides de l'utilisateur et les ~~procédés~~Procédés et méthodes). L'adhérent destinataire et l'adhérent livreur doivent convenir du mode de livraison des biens dont il est indiqué qu'ils ont été négociés hors cote.

377

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

Chaque adhérent utilisant le service NELTC ~~convient~~reconnait qu'une demande de transfert confirmée constitue une instruction émanant à la fois de l'adhérent destinataire et de l'adhérent livreur à l'intention de l'institution de compensation ~~pertinente. Lorsque désignée. Au moment où~~ l'adhérent destinataire confirme la demande de transfert renvoyée, les instructions sont ~~livrées transmises à~~ chacune des institutions de compensation désignées, au moyen du service NELTC ~~à chaque institution de compensation précisée~~, aux fins de règlement du transfert des biens admissibles à une telle institution de compensation ~~conformément à, en conformité avec~~ la demande de transfert confirmée. ~~L'adhérent destinataire et l'adhérent livreur doivent prendre les dispositions nécessaires pour la livraison de tout bien destiné à être livré au guichet.~~

La présente ~~Règle 12 ne s'applique~~Règle 12 n'est pas aux transferts applicable au transfert de biens effectués par l'intermédiaire des institutions au moyen d'une institution de compensation ~~précisées désignée~~.

(e) — Résolution de litige

(v) Règlement des différends

Il incombe uniquement aux adhérents visés de résoudre tout ~~litige différend~~ entre un adhérent destinataire et un adhérent livreur découlant de l'utilisation du service NELTC (y compris tout ~~litige différend~~ relatif au refus d'une demande de transfert ou au refus de confirmer une demande de transfert renvoyée).

8.1.312.1.3. Instructions des clients du client

Avant de créer une demande de transfert, ~~un adhérent l'adhérent~~ destinataire doit obtenir des instructions écrites du client. À la demande de l'adhérent livreur, l'adhérent destinataire doit mettre à la disposition de celui-ci un exemplaire des instructions du client.

8.1.4 — Garantie et confirmation

12.1.4. Déclaration, garantie et reconnaissance

Chaque adhérent ~~utilisant qui utilise~~ le service NELTC - :

(a) déclare et garantit ce qui suit à chaque autre adhérent chacun des autres adhérents utilisant le service NELTC ~~que~~ :

(i) chaque demande de transfert qu'il crée effectue est conforme aux instructions du client dont le compte ~~doit être~~ est sur le point d'être transféré;

(ii) chaque demande de transfert renvoyée accompagnée d'une liste de biens rédigée par lui est exacte et complète.;

Chaque adhérent et

(b) reconnait que ce qui suit :

i. l'adhérent recevant les renseignements qu'il transmet destinataire peut se fier à l'information qui lui a été transmise au moyen du service NELTC (y compris les ~~renseignements fournis l'information contenue~~ dans le ~~cadre de~~ toute demande de transfert ou ~~dedans~~ toute demande de transfert renvoyée accompagnée d'une liste de biens) ~~s'y fiera. De plus,~~;

378

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

ii. chaque adhérent transmettant de tels renseignements indemniser et dégager le vendeur est tenu d'indemniser et de dégager de toute responsabilité l'adhérent qui les reçoit, et ce destinataire à l'égard de toutes pertes, réclamations, actions, toute perte, réclamation, action en justice, causes d'action, ainsi que et de tous dommages ou frais et dépenses découlant de la confiance accordée à tout renseignement non autorisé, inexact ou incomplet ou de la confiance accordée à l'ad hoc fait que l'adhérent destinataire a agi sur le fondement de ce qui suit :

1. toute telle information qui n'a pas été autorisée ou qui est inexacte ou incomplète;
2. une déclaration erronée inexacte de la part de l'adhérent à l'égard des vendeur quant aux instructions du client.

8.1.512.1.5. Responsabilité de la CDS

La CDS n'est aucunement responsable de l'exactitude et de l'intégralité des renseignements transmis au moyen l'exhaustivité de l'information transmise par l'intermédiaire du service NELTC.

8.1.6 Lois sur l'information

12.1.6. Aux fins de Législation relative aux renseignements personnels

Dans la présente Règle 12, l'expression « lois sur l'information » désigne Règle 12, on entend par « législation relative aux renseignements personnels » la Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques du (Canada et) ainsi que toute autre loi fédérale ou provinciale afférente à la protection traitant de la vie privée et ou de la protection des renseignements personnels, telles que modifiées ou individuels, en leur version modifiée de temps à autre.

Chaque adhérent utilisant le ayant recours au service NELTC déclare et garantit à la CDS et à tous les chacun des autres adhérents utilisant le service NELTC qu'il se conformera à toutes les exigences auxquelles il est assujéti en vertu des lois sur l'information. La y ayant également recours, et la CDS déclare et garantit à chaque adhérent utilisant le service NELTC, qu'elle chacun des adhérents y ayant recours, qu'ils se conformera conformeront à toutes les l'ensemble des exigences auxquelles elle est assujéti ils sont assujéti en vertu des lois de la législation sur l'information les renseignements personnels.

8.212.2. Adhérents au service ADHÉRENT AU SERVICE NELTC du CDSX

8.2.112.2.1. Mandat Adhérent à mandat restreint

Un adhérent au service NELTC est un adhérent à mandat restreint, tel qu'il est décrit à la présente Règle 12.2, 12.2, et ses activités au CDSX seront limitées à la réception et à la livraison de valeurs et à ainsi qu'à l'exécution des paiements qu'il effectue dans le cadre de transfert son utilisation du service NELTC en lien avec le transfert de comptes de clients.

8.2.2 Application des Règles

(a) Adhésion au service NELTC

La présente Règle 12.2 12.2 régit le lien la relation entre la CDS et chacun des adhérents au service NELTC. Un adhérent au service NELTC est un adhérent et, par conséquent, est assujéti aux Règles à l'intention des adhérents.

379

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

~~(b) —~~ Persistence des obligations

~~Les responsabilités~~ La responsabilité et les obligations d'un adhérent au service NELTC, découlant de son adhésion à ce titre d'adhérent au service NELTC persistant, subsistent à la suspension, à la résiliation de l'adhésion ou au retrait de l'adhérent d'un tel rôle à ce titre.

8.2.31.1.1 — Admissibilité

12.2.2. — Toute Admissibilité

Une personne ~~est admissible à l'adhésion à titre d'adhérent~~ peut adhérer au service NELTC si elle est :

- ~~(i)(a)~~ (i)(a) une institution financière réglementée;
- ~~(ii)(b)~~ (ii)(b) un courtier de fonds mutuels membre de l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels;
- ~~(iii)(c)~~ (iii)(c) un courtier de fonds mutuels dont les activités sont régies par une commission des valeurs mobilières provinciale agissant à titre d'organisme de réglementation;
- ~~(iv)(d)~~ (iv)(d) un courtier, un négociant, une banque, une caisse d'épargne, une société de fiducie, une société de prêt ou une compagnie d'assurances transigeant des valeurs ou des fonds mutuels qui est constitué en société, établi ou formé en vertu des lois d'un territoire extérieur à celui du Canada ou dont les activités sont principalement régies par les lois d'un territoire extérieur à celui du Canada crédit ou une compagnie d'assurance qui, à la fois :

- i. effectue des opérations sur valeurs ou sur titres d'organismes de placement collectif;
- ii. est constitué en société, établi ou formé en vertu de lois de territoires situés à l'extérieur du Canada ou dont les activités sont régies principalement par des lois de territoires situés à l'extérieur du Canada.

8.2.412.2.3. — Critères d'adhésion

L'adhérent au service NELTC doit satisfaire à tous les critères énumérés ci-~~après~~ dessous :

- ~~(i)(a)~~ (i)(a) l'adhérent doit être une personne morale existant en vertu des lois de son territoire de constitution en société, d'établissement ou de formation. ~~Il et ne doit pas avoir omis être en défaut de déposer un tout avis, un rapport ou un relevé en vertu des lois de ce territoire ou des lois de tout autre territoire dans lequel l'adhérent s'adonne à exercer des activités commerciales; si au terme d'une telle omission, il pourrait cesser d'être tel cas de défaut avait pour conséquence que l'adhérent ne soit plus dûment constitué en société, établi ou formé ou perdre l'autorisation d'exercer que son autorisation à exercer ses activités commerciales ne soit plus en vigueur;~~
- ~~(ii)(b)~~ (ii)(b) l'adhérent doit détenir, et doit avoir rempli ~~toutes~~ fait tout le nécessaire pour obtenir les ~~conditions requises pour détenir, tout enregistrement, licence~~ inscriptions, licences, permis, autorisation autorisations ou ~~approbation~~ approbations requis ~~relativement à~~ pour exercer ses activités par chaque organisme ~~auprès de chacun des organismes~~ de réglementation ~~compétent~~ ayant compétence à son égard;
- ~~(iii)(c)~~ (iii)(c) l'adhérent et chacun de ses associés, ~~de ses administrateurs et de ses dirigeants~~ doivent ~~respecter être en conformité avec~~ les règlements, ~~les règles, les décisions, ordonnances ou les~~ directives ~~provenant de chaque organisme de réglementation compétent~~ ayant compétence à l'égard de l'adhérent, y compris les exigences minimales quant au capital et aux conditions de capitalisation minimale et les normes de stabilité financière auxquelles il est soumis.

380

~~© Services de dépôt et de compensation CDS inc. —~~ Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

~~De plus~~ En outre, un adhérent au service NELTC qui est constitué en société, établi ou formé en vertu ~~des~~ lois d'un territoire ~~extérieur~~ situé à celui ~~l'~~ extérieur du Canada ou dont les activités sont principalement régies par les lois d'un territoire ~~extérieur~~ situé à celui ~~l'~~ extérieur du Canada doit satisfaire à tous les critères d'adhésion établis à la Règle -2.2.54(b).

8.2.5 — Conditions d'adhésion

~~À la~~ Sur demande de la CDS, un adhérent au service NELTC doit démontrer, ~~d'une façon qu'elle juge satisfaisante la satisfaction de la CDS~~, qu'il remplit toutes les conditions ~~établies~~ énumérées à la Règle -2.2.75.

8.2.612.2.4. Rôle d'un adhérent au service NELTC au CDSX

Un adhérent au service NELTC :

- ~~(i)(a) peut est autorisé à~~ effectuer des règlements ou ~~à détenir~~ des valeurs ~~créditées à portées au crédit de son grand livre, mais~~ uniquement ~~dans le cadre de transferts en lien avec l'utilisation du service NELTC pour le transfert~~ de comptes de clients;
- ~~(ii)(b) ne peut n'est pas autorisé à~~ effectuer ~~des~~ règlements entraînant un solde débiteur dans son compte de fonds;
- ~~(iii)(c) ne peut n'est pas autorisé à~~ déposer ~~ou ni à~~ retirer ~~des~~ valeurs;
- ~~(iv)(d) ne peut établir des n'est pas autorisé à consentir de~~ marges de crédit ~~en faveur à~~ d'autres adhérents;
- ~~(v)(e) ne peut n'est pas autorisé à~~ avoir recours à des marges de crédit établies par un prêteur ~~ou par la fédération adhérente active~~;
- ~~(vi)(f) ne peut n'est pas autorisé à~~ utiliser ~~aucune~~ fonction de la contrepartie centrale;
- ~~(vii)(g) ne peut n'est pas autorisé à~~ agir à titre de responsable de l'activation d'ISIN, de responsable de la validation de valeurs, de responsable du traitement des droits et privilèges ou d'agent dépositaire au CDSX ~~pour à l'égard d'une valeur, sauf de la façon autorisée quand il est classé dans une valeur autre~~ catégorie d'adhérent à mandat restreint;
- ~~(viii)(h) ne peut n'est pas autorisé à~~ agir à titre de gardien;
- ~~(i) n'est pas membre d'un groupe de crédit.~~

8.2.712.2.5. Adhérent désigné à titre de responsable de la garde

~~(a)(i) Nomination et annulation de nomination~~ résiliation du mandat

Un adhérent au service NELTC ~~ne peut doit désigner un adhérent à titre de responsable de la garde pour~~ utiliser son grand livre ~~au CDSX pour procéder à afin d'effectuer~~ des règlements ou pour détenir des valeurs, ~~sauf s'il a désigné un adhérent responsable de la garde.~~

Un adhérent au service NELTC nomme un adhérent désigné à titre de responsable de la garde en informant la CDS de la nomination proposée. La nomination d'un adhérent désigné à titre de responsable de la garde ~~n'entre pas en vigueur à moins ne prend effet que si celui-ci n'informe informe~~ la CDS qu'il accepte ~~une telle~~ nomination. Un adhérent au service NELTC ~~annule la nomination d'un adhérent désigné à titre de responsable de la garde en informant la CDS de l'annulation de la~~

384

~~Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)~~

~~nomination et de l'identité résilie le mandat~~ de l'adhérent désigné à titre de responsable de la garde ~~proposé comme~~ en informant la CDS de la ~~résiliation et de l'identité du~~ remplaçant ~~proposé~~. Un adhérent désigné à titre de responsable de la garde cesse d'agir ~~en~~ ce ~~nom~~ titre pour le compte d'un adhérent au service NELTC en informant la CDS de ~~l'annulation~~ la ~~résiliation du mandat~~ proposée ~~de la nomination~~. La CDS informe l'adhérent au service NELTC et l'adhérent désigné à titre de responsable de la garde qui sera nommé ou dont ~~la nomination~~ le ~~mandat~~ sera ~~annulé~~ résilié de la nomination proposée ou de ~~l'annulation~~ la ~~résiliation du mandat~~ proposée ~~de la nomination~~.

La nomination d'un adhérent désigné à titre de responsable de la garde entre en vigueur au début du jour ouvrable suivant l'acceptation de la nomination par l'adhérent désigné à titre de responsable de la garde. ~~L'annulation de la nomination~~ La ~~résiliation du mandat~~ d'un adhérent désigné à titre de responsable de la garde ~~entre en vigueur~~ prend effet au début du jour ouvrable suivant le jour au cours duquel l'adhérent au service NELTC ou l'adhérent désigné à titre de responsable de la garde informe la CDS de ladite ~~annulation~~ résiliation du mandat.

~~(b)(ii)~~ Virement de valeurs

~~Avant~~ À la fin de ~~chaque d'un~~ jour ouvrable, ~~l'adhérent~~ un adhérent au service NELTC ~~livre~~ doit livrer la totalité des valeurs ~~créditées à portées au crédit de~~ son grand livre ~~au CDSX~~ à son adhérent désigné à titre de responsable de la garde. La CDS peut virer des valeurs ~~créditées portées~~ au ~~crédit du~~ grand livre ~~au CDSX~~ d'un adhérent au service NELTC à l'adhérent désigné à titre de responsable de la garde ~~(i)~~.

~~(a)~~ soit avant certains événements de droits et privilèges ayant une incidence sur ~~ladite valeur ou (ii) ces~~ valeurs;

~~(b)~~ soit si l'adhérent au service NELTC omet de livrer ~~ses~~ ces valeurs avant la fin du jour ouvrable.

8.2.8 — Exclusion du groupe de crédit

Un adhérent au service NELTC n'est pas membre d'un groupe de crédit.

382

© Services de dépôt et de compensation CDS inc. Le 27 février 2020

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

Mis en forme : Normal, Bordure : Haut: (Simple, Automatique, 1,5 pt Épaisseur du trait), Taquets de tabulation : 12,75 cm,Gauche + 13,76 cm,Gauche

383

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

~~Règle 9.~~ Règle 13.
SERVICES DE LIVRAISON

Mis en forme : Normal, Bordure : Haut: (Simple, Automatique, 1,5 pt Épaisseur du trait), Taquets de tabulation : 12,75 cm, Gauche + 13,76 cm, Gauche

884

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

9.1 — 13.1 Description générale

Les adhérents peuvent

Mis en forme : Normal, Bordure : Haut: (Simple, Automatique, 1,5 pt Épaisseur du trait), Taquets de tabulation : 12,75 cm, Gauche + 13,76 cm, Gauche

385

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

13.1. APERÇU

Un adhérent peut utiliser les services de livraison afin de aux fins suivantes :

(a) livrer des valeurs et d'autres documents à des destinataires désignés, y compris la CDS, les autres adhérents, les agents des transferts, la DTC et la NSCC. Les adhérents peuvent utiliser les services de livraison à des fins ;

(b) diverses autres fins, y compris afin d'effectuer de faciliter le dépôt ou le retrait de valeurs à destination ou en provenance du CDSX et les transactions au moyen des Services services transfrontaliers. Les adhérents ne sont

L'adhérent n'est pas tenu d'utiliser les services de livraison.

386

Mis en forme : Normal, Bordure : Haut: (Simple, Automatique, 1,5 pt Épaisseur du trait), Taquets de tabulation : 12,75 cm, Gauche + 13,76 cm, Gauche

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

9.2 — Mode de livraison

13.2. MODES DE LIVRAISON

Tel que ~~déterminé par le~~ détermine la CDS, les envois au moyen des services de livraison peuvent être effectués par les employés de la CDS, par les employés des agents des transferts ou ~~des autres d'autres~~ tiers, par un service de messagerie ~~en vertu d'un~~ lié par un contrat avec la CDS ou au moyen d'une combinaison de ~~tel~~ ces modes de livraison. ~~Les livraisons peuvent être effectuées à destination ou en provenance d'un bureau de la CDS ou des locaux d'un adhérent, d'un agent des transferts, de la DTC, de la NSCC ou d'une autre personne. Les livraisons peuvent être locales, intersuccursales, interurbaines ou internationales.~~

Mis en forme : Normal, Bordure : Haut: (Simple, Automatique, 1,5 pt Épaisseur du trait), Taquets de tabulation : 12,75 cm, Gauche + 13,76 cm, Gauche

387

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

9.3 — Service de messagerie

Les livraisons peuvent être effectuées :

(a) à destination ou en provenance d'un bureau de la CDS ou des locaux d'un adhérent, d'un agent des transferts, de la DTC, de la NSCC ou d'une autre personne;

(b) de façon locale, entre bureaux de la CDS, d'une ville à l'autre ou d'un pays à l'autre.

13.3. SERVICE DE MESSAGERIE

La CDS peut conclure un contrat avec un service de messagerie aux fins de prise en charge de certains envois au moyen des services de livraison. En concluant un tel contrat, la CDS est l'agent des adhérents ~~utilisant~~qui utilisent les services de livraison; en offrant les services de livraison aux adhérents, la CDS n'est pas l'agent d'un tel service de messagerie. Les dispositions de la présente Règle 13 (y compris toute déniégation de responsabilité et limitation de la responsabilité) ne s'appliquent qu'à la CDS et ~~à ses~~aux adhérents et ~~ne s'appliquent pas~~non à ~~tout un tel~~service de messagerie. ~~Chaque adhérent utilisant~~

L'adhérent qui utilise les services de livraison ~~signer~~doit signer tout avenant afférent au paiement direct ou tout document similaire avec un service de messagerie pouvant être requis conformément aux Procédés et méthodes.

388

Mis en forme : Normal, Bordure : Haut: (Simple, Automatique, 1,5 pt Épaisseur du trait), Taquets de tabulation : 12,75 cm, Gauche + 13,76 cm, Gauche

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

9.4 — Particuliers autorisés

13.4. ~~Les adhérents nomment~~ **PARTICULIERS AUTORISÉS**

L'adhérent doit nommer des particuliers autorisés à faire ce qui suit :

(a) se présenter aux bureaux de la CDS aux fins d'expédition ou de réception d'envois au moyen des services de livraison et afin de prendre en livraison les valeurs et les documents livrés au moyen des services de livraison et de signer les reçus afférents.

Mis en forme : Normal, Bordure : Haut: (Simple, Automatique, 1,5 pt Épaisseur du trait), Taquets de tabulation : 12,75 cm, Gauche + 13,76 cm, Gauche

389

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

9.5 Procédés et méthodes

(b) prendre livraison et signer les accusés de réception de valeurs et de documents livrés au moyen des services de livraison.

13.5. PROCÉDÉS ET MÉTHODES

Les Procédés et méthodes décrivent ce qui suit :

(a) les choix offerts dans le cadre des services de livraison;

(b) les exigences aux fins de préparation et d'expédition d'envois au moyen des services de livraison (y compris les renseignements devant être consignés par l'adhérent un adhérent concernant le contenu de chaque envoi, l'utilisation d'enveloppes scellées et l'utilisation de déclarations de la valeur); les processus de refus d'envois et de traitement d'envois perdus ou endommagés, ainsi que les restrictions imposées quant au contenu des envois livrés au moyen des services de livraison. La CDS n'est pas responsable de vérifier le contenu de toute enveloppe ou de tout envoi livré au moyen des services de livraison.);

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

9.6 — Responsabilité relative aux envois

(c) La CDS n'est pas responsable du processus de refus d'envois et de traitement des envois perdus ou endommagés;

(d) les restrictions imposées quant au contenu des enveloppes livrées lors de tout envoi effectué envois livrés au moyen des services de livraison et elle n'est pas responsable;

13.6. RESPONSABILITÉ DE LA CDS

La CDS n'a aucune responsabilité à l'égard de ce qui suit :

(a) la vérification du contenu de toute enveloppe ou de tout envoi livré au moyen des services de livraison;

(b) du contenu de toute enveloppe ou de tout envoi livré au moyen des services de livraison perdu ou endommagé;

(c) des dommages causés à tout envoi ou la perte de tout envoi livré au moyen des services de livraison.

Si un envoi est perdu ou endommagé, ou si le contenu d'une enveloppe ne correspond pas aux attentes, l'adhérent doit traiter directement avec tout le service de messagerie concerné par l'envoi et avec la partie expéditrice.

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

9.7 — Assurance et limitation du recouvrement destiné à l'adhérent

13.7. ASSURANCE ET LIMITATION DE RESPONSABILITÉ

Chaque adhérent reconnaît ~~que ce qui suit~~ :

(a) ~~la CDS n'accepte aucune responsabilité à l'égard de pertes subies~~ découlant des services de livraison ~~et qu'il~~;

(b) ~~il~~ incombe à l'adhérent de ~~déterminer s'il utilise~~ choisir d'utiliser ou non les services de livraison pour tout envoi. ~~Chaque adhérent reconnaît qu'il lui~~;

(c) ~~il~~ incombe ~~à lui seul~~ exclusivement à l'adhérent de déterminer, en fonction de sa connaissance de ses propres activités et affaires, s'il est tenu de contracter une police d'assurance afin de garantir les envois effectués au moyen des services de livraison et, s'il y a lieu, les modalités d'une telle police, y compris les risques devant être couverts et le montant ~~de l'assurance à maintenir en vertu~~ d'assurance devant être maintenue aux termes d'une telle police ~~d'assurance~~.

392

Mis en forme : Normal, Bordure : Haut: (Simple, Automatique, 1,5 pt Épaisseur du trait), Taquets de tabulation : 12,75 cm, Gauche + 13,76 cm, Gauche

Règles de la CDS à l'intention des adhérents
(version 2020.02.27)

9.8 — Dépôt et retrait de valeurs

13.8. DÉPÔT ET RETRAIT DE VALEURS

Les services de livraison peuvent être utilisés aux fins d'envoi de certificats de valeurs attestant l'existence de valeurs dont le dépôt ou le retrait du CDSX ~~se~~est en cours.

Si un adhérent utilise les services de livraison ~~afin de~~pour livrer un certificat de valeur attestant l'existence de valeurs aux fins de dépôt au CDSX ~~en vertu de~~conformément à la Règle 6.2.4-3 :

(a) ~~les~~ valeurs sont ~~alors~~ réputées ~~être un~~faire l'objet d'un envoi ~~effectué~~ au moyen des services de livraison ;

(b) ~~la~~ dénegation de responsabilité ~~prévue~~énoncée à la Règle ~~13.6~~ étant applicable ; 13.6 s'applique ;

(c) ~~la~~ CDS ~~n'a aucune responsabilité~~n'est pas responsable à l'égard de ~~telles~~ces valeurs tant que ~~leur~~ dépôt n'a pas été effectué et que ~~la~~ CDS ~~n'a~~ne les a pas ~~crédité~~apportées au crédit du compte de valeurs de l'adhérent ~~de ces valeurs~~ ;

Si un adhérent utilise les services de livraison ~~afin de~~pour recevoir ~~un~~livraison d'un certificat de ~~valeur~~valeurs attestant l'existence de valeurs ~~retraitées~~avant fait l'objet d'un ~~retrait~~ du CDSX ~~en vertu de~~conformément à la Règle 6.3.2-2 :

(a) ~~les~~ valeurs sont ~~alors~~ réputées ~~être un~~faire l'objet d'un envoi ~~effectué~~ au moyen des services de livraison ;

(b) ~~la~~ dénegation de responsabilité ~~prévue~~énoncée à la Règle ~~13.6~~ étant applicable ; 13.6 s'applique ;

~~la~~ CDS ~~n'a aucune responsabilité~~n'est pas responsable à l'égard de ~~telles~~ces valeurs ~~dès que leur~~ compter du moment où leur retrait ~~a été~~est effectué et que ~~leur~~ débit par la CDS ~~a débité~~le est porté au compte de retrait de l'adhérent ~~de ces valeurs~~ ;

(c) ~~*****~~ ;

Mis en forme : Normal, Bordure : Haut: (Simple, Automatique, 1,5 pt Épaisseur du trait), Taquets de tabulation : 12,75 cm, Gauche + 13,76 cm, Gauche

SCHEMA DES MODIFICATIONS : RÈGLE 1 DOCUMENTATION

N/N = Non nécessaire

N° de la Règle originale		N° de la Règle révisée	
1.1	APPLICATION	1.1	APPLICATION
1.1.1	Application	1.1.1	Règles applicables
1.1.2	Contenu des Règles	1.1.2	Contenu des Règles
1.2	DÉFINITIONS	1.2	DÉFINITIONS
1.2.1	Définitions <ul style="list-style-type: none"> Suppression des définitions de « fédération adhérente active », « capital réglementaire », « fédération adhérente active de remplacement » et « plafond souple », car elles ne sont plus pertinentes. Ces suppressions s'appliquent aux autres dispositions de la présente Règle et à toutes les autres Règles.¹ Suppression des définitions d'« adhérent à un service transfrontalier », « garantie de l'adhérent défaillant », « membre du fonds », « membre d'un groupe de crédit de fonds de service de liaison » et « adhérent à un service de liaison », car elles sont redondantes. L'expression « Association canadienne des paiements » a été révisée pour renvoyer à « Paiements Canada ». Cette modification 	1.2.1	Termes clés <ul style="list-style-type: none"> Ajout pour plus de précisions des définitions de « groupe de crédit de catégorie d'un emprunteur de FCGE en \$ CA », « facteur de mise en commun d'un emprunteur de FCGE en \$ CA », « emprunteur de FCGE en \$ CA », « adhérent à part entière », « VGG initiale », « adhérent à mandat restreint », « facteur de mise en commun », « vérifications pré-règlement » et « fonds commun de garantie des emprunteurs ». Révision des définitions d'« adhérent défaillant », « adhérent défaillant subséquent » et des termes connexes pour tenir compte du fait qu'un adhérent qui manque à ses obligations ne peut être suspendu. Tel a été le cas depuis la suppression de la suspension automatique en vertu de la Règle 9. Cette révision s'applique aux autres dispositions de la présente Règle et à toutes les autres Règles.²

¹ En vertu du sous-alinéa 3a)(i) de l'appendice A de l'annexe B de l'ordonnance de reconnaissance, à savoir « les questions de nature technique dans les procédures d'exploitation courantes et les pratiques administratives liées aux services de CDS ». Cette modification ne s'applique pas à la suppression de la définition de « capital réglementaire ».

² En vertu de l'alinéa 3(a)(ii) de l'appendice A de l'annexe B de l'ordonnance de reconnaissance, à savoir « les modifications consécutives destinées à mettre en œuvre une règle matérielle qui a été publiée pour commentaires conformément au présent protocole et qui ne contient que des aspects matériels déjà contenus dans la règle matérielle ou communiqués dans l'avis accompagnant la règle matérielle ».

	s'applique aux autres dispositions de la présente Règle et à toutes les autres Règles.		<ul style="list-style-type: none"> • Ajout de la définition de « Fonds de liquidités supplémentaires » et des termes connexes (conformément à l'avis de la CVMO publié en novembre 2019). Cette révision s'applique aux autres dispositions de la présente Règle et à toutes les autres Règles. • Développement de la définition de « Fonds » pour inclure les fonds des adhérents et le fonds de défaillance.³
1.2.2	Filiale et contrôle	1.2.2	Filiale et contrôle
1.2.3	Sûretés	1.10.11	Sûretés
1.3	INTERPRÉTATION	1.3 1.4 1.5 1.8 1.9	INTERPRÉTATION DOCUMENTATION CONTRACTUELLE AVIS EN VERTU DES RÈGLES ET DE LA CONVENTION D'ADHÉSION DÉSIGNATION LÉGALE DE LA CDS QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET QUESTIONS DIVERSES
1.3.1	Division et titres	1.3.1	Division et titres
1.3.2	Nombre et genre	1.3.2	Nombre et genre
1.3.3	Préséance	1.4.1	Préséance
1.3.4	Comprend et y compris	1.3.3	Comprend et y compris
1.3.5	Avis à l'adhérent par la CDS	1.5.1	Avis aux adhérents par la CDS
a)	Méthode à utiliser pour donner avis à tous les adhérents ou à un groupe d'adhérents	(i)	Méthode à utiliser pour donner avis à tous les adhérents ou à un groupe d'adhérents
b)	Méthode à utiliser pour donner avis à un adhérent en particulier	(ii)	Méthode à utiliser pour donner avis à un adhérent en particulier
c)	Date et heure d'entrée en vigueur d'un avis	(iii)	Date et heure d'entrée en vigueur d'un avis
d)	Adresse de réception d'avis	(iv)	Adresse de réception d'avis
e)	Avis et non-communication	1.5.3	Autres types d'avis
f)	Procédures judiciaires	1.5.3	Autres types d'avis

³ En vertu du sous-alinéa 3a)(iii) de l'appendice A de l'annexe B de l'ordonnance de reconnaissance, à savoir « les modifications nécessaires pour assurer la cohérence ou la conformité avec une Règle existante, une législation sur les valeurs mobilières ou une autre exigence réglementaire ».

1.3.6	Avis donné à la CDS par les adhérents	1.5.2	Avis donné à la CDS par les adhérents
a)	Méthode à utiliser pour donner avis à la CDS	(i)	Méthode à utiliser pour donner avis à la CDS
b)	Date et heure d'entrée en vigueur d'un avis	(ii)	Date et heure d'entrée en vigueur d'un avis
c)	Avis et non-communication	1.5.3	Autres types d'avis
d)	Procédures judiciaires	1.5.3	Autres types d'avis
1.3.7	Publication de la Documentation contractuelle	1.4.5	Publication sur le site Web
1.3.8	Langue des services	1.9.1	Langue des services
1.3.9	CDS – agence de compensation	1.8	DÉSIGNATION LÉGALE DE LA CDS
1.3.10	Comptes de la CDS à la Banque du Canada	1.9.2 (i)	Comptes de la CDS À la Banque du Canada, libellés en dollars
1.3.11	Comptes de la CDS libellés en dollars américains	1.9.2 (ii)	Comptes de la CDS Dollars américains
1.3.12	Établissement du solde net	1.4.4	Accord d'établissement du solde net
1.3.13	Contrats financiers admissibles	1.4.3	Contrats financiers admissibles
1.3.14	Finalité	1.9.3	Caractère définitif des écritures au grand livre et des règlements
1.3.15	Service de compensation des titres d'emprunt	1.9.4	Service de compensation des titres d'emprunt
1.3.16	Mesures prises par la CDS et le Conseil d'administration	1.1.3	Pouvoirs du conseil d'administration et de la CDS
1.3.17	Pouvoir discrétionnaire de la Banque du Canada	1.9.5	Pouvoir discrétionnaire de la Banque du Canada
1.3.18	Situs	1.9.6	Situs
1.3.19	Préséance des Règles	1.4.2	Entrée en vigueur
1.4	PROCÉDÉS ET MÉTHODES ET GUIDES DE L'UTILISATEUR	1.7	PROCÉDÉS ET MÉTHODES ET GUIDES DE L'UTILISATEUR
1.4.1	Distribution des Procédés et méthodes et Guides de l'utilisateur	1.7.1	Distribution des Procédés et méthodes et Guides de l'utilisateur
1.4.2	Comité sur les Procédés et méthodes	1.7.2	Comité sur les Procédés et méthodes
1.4.3	Modification des Procédés et méthodes et Guides de l'utilisateur	1.7.3	Modification des Procédés et méthodes et Guides de l'utilisateur
1.5	MODIFICATIONS APPORTÉES AUX RÈGLES	1.6	MODIFICATIONS DES RÈGLES
1.5.1	Période d'examen	1.6.1	Période d'examen
1.5.2	Mise en vigueur des modifications	1.6.2	Entrée en vigueur des modifications
1.5.3	Pouvoirs en cas d'urgence	1.6.3	Pouvoirs en cas d'urgence

1.6	APERÇU DES SERVICES DU CDSX	1.10	APERÇU DU CDSX
1.6.1	Description générale	1.10.1	Description générale
1.6.2	Admissibilité des valeurs et des monnaies	1.10.2	Admissibilité des valeurs et des monnaies
1.6.3	Accès limité aux fonctions	1.10.3	Accès limité aux fonctions
1.6.4	Grands livres et comptes	1.10.4	Grands livres et comptes
1.6.5	Règlements	1.10.5	Règlements
1.6.6	Processus de paiement	1.10.6	Processus de paiement
1.6.7	Groupes de crédit	1.10.7	Groupes de crédit
1.6.8	Fonds communs de garantie et fonds	1.10.8	Fonds communs de garantie et fonds
1.6.9	Plafond de fonctionnement	1.10.9	Plafond de fonctionnement
1.6.10	Marges de crédit	1.10.10	Marges de crédit
1.6.11	Rôles des adhérents relativement aux valeurs	1.10.12	Rôles des adhérents relativement aux valeurs
1.7	APERÇU DES SERVICES TRANSFRONTALIERS	1.11	APERÇU DES SERVICES TRANSFRONTALIERS
1.7.1	Aperçu des services transfrontaliers	1.11.1	Description générale

SCHÉMA DES MODIFICATIONS : RÈGLE 2 ADHÉSION

N/N = Non nécessaire

N° de la Règle originale		N° de la Règle révisée	
2.1	APERÇU DE L'ADHÉSION	2.1	APERÇU DE L'ADHÉSION
2.1.1	Adhésion	2.1.1	Adhésion
2.1.2	Classement	2.1.2	Classement
2.1.3	Suspension et résiliation	2.1.3	Suspension et résiliation
2.1.4	Inactivité	2.1.4	Inactivité
2.2	ADMISSION DES ADHÉRENTS	2.2	DEMANDE D'ADHÉSION
2.2.1	Demande d'adhésion	2.2.1	Présentation de la demande
2.2.2	Choix de services ou de fonctions	2.2.1	Présentation de la demande
2.2.3	Remise à plus tard	2.2.2	Remise à plus tard
2.2.4	Admissibilité	2.2.3	Admissibilité
2.2.5	Critères d'adhésion	2.2.4	Critères applicables aux adhérents
2.2.6	Approbation réglementaire	2.2.6	Renseignements, critères et conditions supplémentaires
2.2.7	Conditions d'adhésion	2.2.5	Conditions d'adhésion
2.2.8	Critères et conditions supplémentaires	2.2.6	Renseignements, critères et conditions supplémentaires
2.2.9	Classement des adhérents	2.2.1	Présentation de la demande
2.2.10	Renonciation	2.2.7	Renonciation aux critères, aux conditions et aux exigences
2.2.11	Avis de modification	2.2.8	Avis de modification des renseignements de l'adhérent
2.2.12	Confirmation des conditions	2.2.6	Renseignements, critères et conditions supplémentaires
2.3	CLASSEMENT DES ADHÉRENTS	2.3	CLASSEMENT DES ADHÉRENTS
2.3.1	Classement des adhérents	2.3.5	Reclassement des adhérents
2.3.2	Catégories	2.2.1	Présentation de la demande
a)	Adhérents à part entière et adhérents à mandat restreint	2.3.1	Adhérents à part entière et adhérents à mandat restreint

5

b)	Catégories d'adhérents à part entière • suppression de toutes les mentions de « fédération adhérente » car cette catégorie n'existe plus	2.3.2	Adhérents à part entière • remplacement de toutes les mentions de l'« Association canadienne des paiements » dans les Règles par « Paiements Canada »
c)	Catégories d'adhérents à mandat restreint	2.3.3	Adhérents à mandat restreint
2.3.3	Conventions relatives au groupe de crédit de catégorie	2.3.4	Conventions relatives au groupe de crédit de catégorie
2.3.4	Facteur d'évaluation du prêteur	2.3.5	Facteur d'évaluation du prêteur
2.4	RÔLES DES ADHÉRENTS	2.4	RÔLES DES ADHÉRENTS
2.4.1	Banque du Canada	2.4.1	Banque du Canada
2.4.2	Prêteur	2.4.2	Prêteur
2.4.3	Suppression de « fédération adhérente active » • cette catégorie d'adhérents n'existe plus. Cette modification s'applique aux autres dispositions de la présente Règle et à toutes les autres Règles.	N/N	
2.4.4	Suppression d'« autre fédération adhérente » • cette catégorie d'adhérents n'existe plus. Cette modification s'applique aux autres dispositions de la présente Règle et à toutes les autres Règles.	N/N	
2.4.5	Agent de règlement	2.4.3	Agent de règlement
2.4.6	Emprunteur	2.4.4	Emprunteur
2.4.7	Adhérents à mandat restreint		
a)	Agent des transferts adhérent	2.4.5	Agent des transferts adhérent
b)	Adhérent au service NELTC	2.4.6	Adhérent au service NELTC
c)	Adhérent au service ACT	2.4.7	Adhérent au service ACT
2.4.8	Limites	2.4.8	Règlements assujettis à des plafonds
2.4.9	Convention entre cautions	2.4.9	Convention entre cautions
2.4.10	Services transfrontaliers	2.2.1 2.4.2	Présentation de la demande Prêteur
2.5	RÔLES DES ADHÉRENTS RELATIVEMENT AUX VALEURS	2.5	RÔLE DES ADHÉRENTS RELATIVEMENT AUX VALEURS AU SERVICE DE DÉPÔT
2.5.1	Dispositions générales		
a)	Rôles	2.5.1 2.5.2	Les divers rôles Valeurs du marché monétaire

b)	Critères de sélection	2.5.3	Critères de sélection
c)	Inadmissibilité	2.4.5 2.4.6	Agent des transferts adhérent Adhérent au service NELTC
d)	Adhésion	2.5.4	Adhésion et nomination
e)	Nomination	2.5.4	Adhésion et nomination
f)	Remplacement	2.5.6	Remplacement
g)	Déclaration relativement au mandat	2.5.5	Déclaration relativement au mandat
h)	Responsabilités à titre de débiteur principal	2.5.7	Responsabilités à titre de débiteur principal
i)	Défaillance	2.5.8	Défaillance
(j)	Persistance des obligations	2.5.9	Persistance des obligations
2.5.2	Rôle de la Banque du Canada relativement aux valeurs	2.5.10	Banque du Canada et valeurs émises par le gouvernement du Canada
2.5.3	Tâches du responsable de l'activation d'ISIN	2.6 2.6.1	RESPONSABLE DE L'ACTIVATION D'ISIN Responsabilités
2.5.4	Déclaration et garantie par le responsable de l'activation d'ISIN	2.6.2	Déclaration et garantie
2.5.5	Tâches du responsable de la validation de valeurs	2.7 2.7.1	RESPONSABLE DE LA VALIDATION DE VALEURS Responsabilités
2.5.6	Déclaration et garantie par le responsable de la validation de valeurs	2.7.2	Déclaration et garantie
2.5.7	Responsable du traitement des droits et privilèges	2.8 2.8.1 2.8.2	RESPONSABLE DU TRAITEMENT DES DROITS ET PRIVILÈGES Responsabilités Obligations de l'émetteur
2.6	GARDIENS	2.9	GARDIENS
2.6.1	Nomination d'un gardien	2.9.1	Nomination d'un gardien
2.6.2	Critères de sélection d'un gardien étranger	2.9.2	Critères de sélection d'un gardien étranger
2.6.3	Critères de sélection d'un gardien intérieur	2.9.3	Critères de sélection d'un gardien intérieur
2.7	IMPOSITION DE RESTRICTIONS AU DROIT D'ACCÈS, SUSPENSION, RÉILIATION, RETRAIT ET RÉINTÉGRATION	2.10	IMPOSITION DE RESTRICTIONS AU DROIT D'ACCÈS, SUSPENSION, RÉILIATION, RETRAIT ET RÉINTÉGRATION
2.7.1	Imposition de restrictions au droit d'accès aux fonctionnalités du système	2.10.1	Imposition de restrictions au droit d'accès aux fonctionnalités du système

2.7.2	Suspension	2.10.2	Suspension
2.7.3	Appel de la suspension	2.10.2	Suspension
2.7.4	Résiliation	2.10.3	Résiliation
2.7.5	Motifs valables aux fins de résiliation de la Convention d'adhésion	2.10.3	Résiliation
2.7.6	Avis d'imposition de restrictions au droit d'accès, de suspension ou de résiliation de la Convention d'adhésion	2.10.4	Avis d'imposition de restrictions au droit d'accès, de suspension ou de résiliation de la Convention d'adhésion
2.7.7	Retrait de l'adhérent	2.10.5	Retrait de l'adhérent
2.7.8	Persistance des obligations	2.10.6	Persistance des obligations
2.7.9	Réintégration de l'adhérent	2.10.7	Réintégration de l'adhérent
2.7.10	Adhérents inactifs	2.10.8	Adhérents inactifs

SCHÉMA DES MODIFICATIONS : RÈGLE 3 EXPLOITATION

N/N = Non nécessaire

N° de la Règle originale		N° de la Règle révisée	
3.1	AUTORISATION ET ACCÈS	3.1	AUTORISATION ET ACCÈS
3.1.1	Fondés de pouvoir	3.1.1	Fondés de pouvoir
3.1.2	Accès aux services	3.1.2	Accès aux services
3.1.3	Mesures prises par l'adhérent	3.1.3	Mesures prises par l'adhérent
3.2	MESURES PRISES PAR LA CDS	3.2	MESURES PRISES PAR LA CDS
3.2.1	Mesures prises conformément aux Règles	3.2.1	Mandataires de la CDS
3.2.2	Personnel de la CDS	3.2.1	Mandataires de la CDS
3.2.3	Appel auprès du Conseil d'administration	3.2.2	Appel des mesures prises par la CDS
3.2.4	Révision par l'organisme de réglementation	3.2.3	Révision par l'organisme de réglementation
3.2.5	Utilisation du système par la CDS	3.2.4	Utilisation du système par la CDS
3.2.6	Utilisation du système par les non-adhérents	3.2.5	Utilisation du système par les non-adhérents agissant au nom de la CDS
3.3	FONCTIONNEMENT DES SERVICES	3.3	FONCTIONNEMENT DES SERVICES
		3.4	GESTION DES OPÉRATIONS
3.3.1	Jours ouvrables	3.3.1	Jours ouvrables
3.3.2	Entrée d'instructions et de données	3.3.3	Saisie d'instructions et de données
3.3.3	Heure limite	3.3.3	Saisie d'instructions et de données
3.3.4	Accès global	3.3.3	Saisie d'instructions et de données
3.3.5	Suppression de transactions périmées	3.4.2	Suppression d'opérations
3.3.6	Résolution de conflits	3.3.4	Résolution de conflits
3.3.7	Enregistrement obligatoire des opérations	3.4.1	Enregistrement obligatoire des opérations
3.3.8	Bonne livraison	3.4.3	Bonne livraison de valeurs
3.3.9	Gestion des opérations	3.4.2	Suppression d'opérations
		3.4.4	Mode de règlement SCT
3.3.10	Cessation des services ou des fonctions	3.3.2	Cessation des services ou des fonctions
3.4	RAPPORTS, DONNÉES ET REGISTRES	3.5	RAPPORTS, DONNÉES ET REGISTRES
3.4.1	Données	3.5.1	Données

3.4.2	Vérification des données	3.5.1	Données
3.4.3	Vérification des soldes de valeurs	3.5.2	Soldes de valeurs
3.4.4	Registres des adhérents	3.5.3	Rapprochement et correction des registres
3.4.5	Correction des registres	3.5.3	Rapprochement et correction des registres
3.4.6	Conservation des registres et des données	3.5.4	Conservation des registres et des données
3.5	FRAIS	3.6	FRAIS
3.5.1	Frais d'adhésion	3.6.1	Frais d'adhésion
3.5.2	Frais d'utilisation	3.6.2	Frais d'utilisation
3.5.3	Taxes et frais pour dépenses inhabituelles	3.6.3	Autres frais pour dépenses inhabituelles et taxes
3.6	CARACTÈRE CONFIDENTIEL DE L'INFORMATION	3.7	CARACTÈRE CONFIDENTIEL DE L'INFORMATION
3.6.1	Caractère confidentiel de l'information	3.7.1	Caractère confidentiel de l'information de l'adhérent
3.6.2	Divulgence de l'information	3.7.2	Divulgence de l'information concernant l'adhérent par la CDS
3.6.3	Caractère confidentiel de l'information concernant la CDS	3.7.3	Caractère confidentiel de l'information concernant la CDS
		3.7.4	Divulgence de l'information concernant la CDS par l'adhérent
3.7	INFORMATION	3.8	INFORMATION REQUISE DES ADHÉRENTS
3.7.1	Information relative à l'approbation des organismes de réglementation	3.8.1	Approbation des organismes de réglementation
3.7.2	Information relative au plafond de fonctionnement	3.8.2	Adhérent détenant un plafond de fonctionnement
3.7.3	Communication de l'information relative au plafond de fonctionnement	3.8.2	Adhérent détenant un plafond de fonctionnement
3.7.4	Risque maximal couru pour les prêteurs	3.8.3	Risque maximal couru des prêteurs
3.7.5	Communication de l'information relative aux agents de règlement	3.8.4	Agents de règlement
3.7.6	Suppression de Communication de l'information relative aux fédérations adhérentes <ul style="list-style-type: none"> les fédérations adhérentes n'existent plus. Cette modification s'applique aux autres dispositions de la présente Règle et à toutes les autres Règles. 	N/N	

3.7.7	Communication de l'information relative à l'emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs	3.8.5	Emprunteurs de fonds commun de garantie des emprunteurs
3.7.8	Information sur le groupe d'adhérents associés	3.8.2	Adhérent détenant un plafond de fonctionnement
3.7.9	Production d'un avis juridique	3.8.6	Avis juridiques
3.8	DROITS ET UTILISATIONS	3.9	DROITS DE LA CDS ET UTILISATIONS AUTORISÉES DE CES DROITS
3.8.1	Marques de commerce de la CDS	3.9.1	Marques de commerce de la CDS et autres marques
3.8.2	Propriété	3.9.2 3.9.4	Autres droits de propriété intellectuelle de la CDS Mesures de protection et de préservation additionnelles des droits de la CDS
3.8.3	Utilisation des œuvres de la CDS et de l'information sur les valeurs	3.9.3 3.9.4	Œuvres de la CDS et information sur les valeurs Mesures de protection et de préservation additionnelles des droits de la CDS
3.8.4	Dénégation de responsabilité	3.9.5	Dénégation de responsabilité
3.8.5	Vérification de la conformité	3.9.6	Vérification de la conformité

SCHÉMA DES MODIFICATIONS : RÈGLE 4 RESPONSABILITÉ ET DÉDOMMAGEMENT

N/N = Non nécessaire

N° de la Règle originale		N° de la Règle révisée	
4.1	DÉCLARATION DE L'ADHÉRENT, DÉDOMMAGEMENT ET RESPONSABILITÉ	4.1	DÉCLARATION DE L'ADHÉRENT, DÉDOMMAGEMENT ET RESPONSABILITÉ
4.1.1	Responsabilité incombant à l'adhérent	4.1.1	Responsabilité incombant à l'adhérent à titre de débiteur principal
4.1.2	Déclarations et garanties de l'adhérent	4.1.2	Déclarations et garanties de l'adhérent
4.1.3	Dédommagement par l'adhérent relativement aux services en général	4.1.3	Dédommagement par l'adhérent relativement aux services en général
4.1.4	Dédommagement par l'adhérent relativement aux valeurs	4.1.4	Dédommagement par l'adhérent relativement aux valeurs
4.1.5	Dédommagement par l'adhérent relativement aux réclamations contre la CDS et autres	4.1.5	Dédommagement par l'adhérent relativement aux réclamations contre la CDS et les propriétaires pour compte
(a)	Dédommagement	(i)	Dédommagement
(b)	Personnes dédommagées	(i)	Dédommagement
(c)	Réclamation faisant l'objet d'un dédommagement	(i)	Dédommagement
(d)	Direction du litige	(ii)	Direction du litige
(e)	Règlement	(iii)	Règlement
4.2	RESPONSABILITÉ DE LA CDS ET DÉDOMMAGEMENT	4.2	RESPONSABILITÉ DE LA CDS ET DÉDOMMAGEMENT
4.2.1	Responsabilité de la CDS à l'égard des adhérents seulement	4.2.1	Responsabilité de la CDS à l'égard des adhérents seulement
4.2.2	Assurance	4.2.2	Assurance
4.2.3	Responsabilité de la CDS pour une perte subie par l'adhérent	4.2.3	Responsabilité de la CDS pour une perte subie par un adhérent
4.2.4	Responsabilité de la CDS pour la perte de valeurs	4.2.4	Responsabilité de la CDS pour la perte de valeurs
4.2.5	Limitation du recouvrement destiné à l'adhérent	4.2.7	Limitation du recouvrement destiné à l'adhérent
4.2.6	Paiement à même les réserves	4.2.8	Attribution du paiement à même les réserves
		4.2.5(i)(b)	Répartition de la perte et du recouvrement
4.2.7	Date et heure de la perte	4.2.6	Date et heure de la perte

12

		4.2.5(i)(a)	Répartition de la perte et du recouvrement
4.2.8	Quote-part de la perte	4.2.5	Quote-part de la perte
(a)	De manière générale	4.2.5(i)(c)	Répartition de la perte et du recouvrement
(b)	Perte de valeurs	4.2.5(ii)	Perte de valeurs
4.2.9	Limitation de la responsabilité de la CDS	4.2.9	Limitation de la responsabilité de la CDS
4.2.10	Exclusion de responsabilité personnelle	4.2.10	Exclusion de responsabilité personnelle de la CDS et du propriétaire pour compte
4.3	GROUPE DE DÉBIT ET POSITION À DÉCOUVERT	4.3	GROUPE DE DÉBIT ET POSITION À DÉCOUVERT
4.3.1	Perte de valeurs attribuable à l'adhérent	4.3.1	Perte de valeurs attribuable à l'adhérent
4.3.2	Groupe de débit pour la perte de valeurs	4.3.2	Groupe de débit pour la perte de valeurs
4.3.3	Exclusion du groupe de débit	4.3.3	Exclusion de la Banque du Canada du groupe de débit
4.3.4	Position à découvert découlant d'une perte de valeurs	4.3.4	Position à découvert découlant d'une perte de valeurs
4.3.5	Application de la Règle	4.3.5	Application de la Règle

SCHEMA DES MODIFICATIONS : RÈGLE 5 GESTION DES RISQUES

N/N = Non nécessaire

N° de la Règle originale		N° de la Règle révisée	
5.1	GESTION DES RISQUES	5.1	CADRE DE GESTION DES RISQUES
5.1.1	Description générale	5.1.1	Processus de gestion du risque de défaillance
5.1.2	Description des garanties		
(a)	Marge de crédit	5.2.7	Marges de crédit
(b)	Groupe de crédit de fonds	5.2.1(i)	Groupe de crédit d'un fonds
(c)	Groupe de crédit de catégorie	5.2.1(ii)	Groupe de crédit de catégorie
(d)	Groupe de crédit de fonds de service de liaison	5.2.1(iii)	Groupe de crédit de fonds de service de liaison
5.1.3	Contrôle des adhérents <ul style="list-style-type: none"> Y compris les modifications concernant la participation par paliers dans l'avis de publication de la CVMO publié en novembre 2019 	5.1.2	Mesures de gestion des risques prises par la CDS
5.1.4	Droits de rétention et de compensation	5.1.3	Droits de rétention et de compensation
5.1.5	Aperçu des restrictions visant à limiter les pertes éventuelles encourues par la CDS	5.1.4	Restrictions visant à limiter les pertes éventuelles subies par la CDS
(a)	De manière générale	5.1.4	Restrictions visant à limiter les pertes éventuelles subies par la CDS
(b)	Valeurs	(i)	Valeurs – vérification des valeurs
(c)	Utilisations des marges de crédit et des plafonds de fonctionnement	(ii)	Utilisations de marges de crédit et des plafonds de fonctionnement – vérification des fonds
(d)	Sûretés et VGG	(iii)	Sûretés et VGG – vérification de la VGG
5.1.6	Rôle de la Banque du Canada	5.3.1	Banque du Canada
5.1.7	Rôle de l'agent des transferts adhérent	5.3.2	Agents des transferts adhérents, adhérents au service NELTC et adhérents au service ACT
5.1.8	Rôle de l'adhérent au service NELTC	5.3.2	Agents des transferts adhérents, adhérents au service NELTC et adhérents au service ACT
5.1.9	Rôle de l'adhérent au service ACT	5.3.2	Agents des transferts adhérents, adhérents au service NELTC et adhérents au service ACT
5.2	SÛRETÉS		

5.2.1	Description des sûretés	5.2.2	Catégories de garanties
(a)	Marge de crédit	5.12.1	Sûreté consentie à la CDS, à un prêteur ou à une caution
(b)	Fonds et fonds de service de liaison	5.12.1	Sûreté consentie à la CDS, à un prêteur ou à une caution
(c)	Fonds commun de garantie	5.12.1	Sûreté consentie à la CDS, à un prêteur ou à une caution
(d)	Garantie particulière et garantie particulière aux services transfrontaliers	5.12.1	Sûreté consentie à la CDS, à un prêteur ou à une caution
5.2.2	Sûretés accordées en faveur de la CDS	5.12.1	Sûreté consentie à la CDS, à un prêteur ou à une caution
		5.11.1	Grands livres de gestion des garanties
5.2.3	Sûreté sur les biens constituant une garantie particulière	5.2.3	Garantie particulière
5.2.4	Définition de garantie particulière	5.2.3	Garantie particulière
5.2.5	Définition de garantie du service de règlement	5.2.4	Garantie du service de règlement
5.2.6	Maintien de la sûreté sur les biens constituant la garantie du service de règlement	5.12.2	Naissance d'une sûreté sur la garantie du service de règlement
		5.12.4	Aucune incidence d'un virement sur la sûreté sur la garantie du service de règlement
5.2.7	Mainlevée de la sûreté sur les biens constituant la garantie du service de règlement	5.12.3	Mainlevée de la sûreté sur la garantie du service de règlement
		5.12.4	Aucune incidence d'un virement sur la sûreté sur la garantie du service de règlement
5.2.8	Priorité de la sûreté		
(a)	Priorité législative	5.14.3	Priorité législative de la sûreté de la CDS
(b)	Définition de « sûreté réelle »	5.14.3	Priorité législative de la sûreté de la CDS
(c)	Reconnaissance de la priorité	5.14.4	Reconnaissance de la priorité par les adhérents
5.2.9	Hypothèques du Québec	5.14.5	Hypothèques du Québec
(a)	Définition d'hypothèque	(i)	Définition d'hypothèque
(b)	Octroi de l'hypothèque	(ii)	Octroi de l'hypothèque
(c)	Type d'hypothèque	(iii)	Type d'hypothèque
5.3	ADMINISTRATION DES GARANTIES	5.11	GESTION DES GARANTIES
5.3.1	Forme et valeur des biens constituant la garantie	5.11.3	Forme et valeur des garanties
5.3.2	Grands livres de gestion des garanties	5.11.1	Grands livres de gestion des garanties
5.3.3	Gestion centralisée des garanties	5.11.2	Gestion centralisée des garanties

(a)	Garantie particulière et garantie de la contrepartie centrale	5.11.1	Grands livres de gestion des garanties
(b)	Contributions aux fonds	5.11.1	Grands livres de gestion des garanties
(c)	Contributions au fonds commun de garantie	5.11.1	Grands livres de gestion des garanties
(d)	Garantie du service de règlement	5.11.1	Grands livres de gestion des garanties
5.3.4	Contrôle des grands livres de gestion des garanties	5.11.2	Gestion centralisée des garanties
5.3.5	Mise en gage des biens constituant la garantie	5.11.4	Mise en gage et garde des garanties
5.3.6	Garde des biens constituant la garantie	5.11.4	Mise en gage et garde des garanties
5.3.7	Cession des biens donnés en garantie par la CDS	5.11.5	Cession des garanties par la CDS
5.4	MARGES DE CRÉDIT	5.5	MARGES DE CRÉDIT
5.4.1	Caution et bénéficiaire	5.5.1	Caution et bénéficiaire
5.4.2	Établissement des marges de crédit	5.5.2	Établissement des marges de crédit
5.4.3	Utilisation de sommes sur une marge de crédit	5.5.3	Utilisation de sommes sur une marge de crédit
5.4.4	Réduction des marges de crédit	5.5.4	Réduction des marges de crédit
5.5	GARANTIE FOURNIE PAR LA CAUTION	5.6	GARANTIE FOURNIE PAR LA CAUTION
5.5.1	Garantie	5.6.1	Garantie
5.5.2	Paiement fait par la caution	5.6.2	Paiement fait par la caution
5.5.3	Méthodes de paiement	5.6.2	Paiement fait par la caution
5.5.4	Compte rendu comptable	5.6.2	Paiement fait par la caution
5.5.5	Garantie continue	5.6.3	Garantie et obligations continues de la caution
5.5.6	Mesures prises par la CDS	5.6.4	Aucune incidence des mesures de la CDS ou du bénéficiaire sur les obligations de la caution
5.5.7	Effet de la suspension ou de la résiliation de la Convention d'adhésion	5.6.3	Garantie et obligations continues de la caution
5.6	SÛRETÉ DE LA CAUTION		
5.6.1	Remboursement par le bénéficiaire	5.6.5	Remboursement par le bénéficiaire
5.6.2	Sûreté de la caution	5.12.1	Sûreté consentie à la CDS, à un prêteur ou à une caution
		5.13.2	Provisionnement le même jour d'une marge de crédit
5.6.3	Provisionnement le même jour d'une marge de crédit	5.13.2	Provisionnement le même jour d'une marge de crédit
5.6.4	Transfert de la garantie du service de règlement sur demande ou en cas de suspension	5.13.3	Virement d'une garantie du service de règlement à la suite d'une demande ou d'une suspension

5.6.5	Droits en cas de transfert de garantie du service de règlement	5.13.4	Droits des autres cautions lors d'un virement
5.6.6	Cautiion principale	5.13.1	Cautiion principale
5.6.7	Priorité relative de la sûreté de la cautiion	5.14.1 5.14.2	Sûreté consentie par un emprunteur Sûreté consentie par un adhérent autre qu'un emprunteur
5.6.8	Détention de la garantie du service de règlement	5.12.1 9.3.5 5.14.1	Sûreté consentie à la CDS, à un prêteur ou à une cautiion Garantie du service de règlement Sûreté consentie par un emprunteur
5.6.9	Réalisation de la garantie du service de règlement	5.13.5	Restriction d'utilisation applicable à une cautiion
5.6.10	Dédommagement	5.13.6	Dédommagement à la CDS
5.7	GROUPE DE CRÉDIT DE FONDS	5.7	GROUPE DE CRÉDIT DE FONDS
5.7.1	Établissement de fonds	5.7.1 5.7.2	Établissement de fonds Contribution à un fonds
5.7.2	Paiement par le groupe de crédit de fonds	5.7.3	Paiement par le groupe de crédit de fonds
5.7.3	Obligation de l'adhérent défaillant	5.7.5	Obligation de l'adhérent défaillant
5.7.4	Calcul de la quote-part	5.7.4	Calcul de la quote-part
5.7.5	Obligation continue	5.7.6	Obligation continue
5.7.6	Mesures prises par la CDS	5.7.7	Aucune incidence des mesures prises par la CDS ou par l'adhérent défaillant sur les obligations de l'obligé
5.8	SÛRETÉ DU FONDS	5.7	GROUPE DE CRÉDIT DE FONDS
5.8.1	Contribution au fonds	5.7.2	Contribution à un fonds
5.8.2	Contribution supplémentaire au fonds	5.7.8	Contribution supplémentaire à un fonds
5.8.3	Remboursement de contribution excédentaire au fonds	5.7.9	Contribution excédentaire à un fonds
5.8.4	Remboursement d'une contribution au fonds	5.7.10	Remboursement des contributions à un fonds
5.8.5	Sûreté sur les contributions aux fonds	5.12.1	Sûreté consentie à la CDS, à un prêteur ou à une cautiion
5.8.6	Contributions supplémentaires	5.7.8	Contribution supplémentaire à un fonds
5.8.7	Remboursement par l'adhérent défaillant	5.7.11	Remboursement par l'adhérent défaillant
5.8.8	Détention des contributions excédentaires au fonds	5.7.9	Contribution excédentaire à un fonds
5.9	GROUPE DE CRÉDIT DE CATÉGORIE	5.9	GROUPE DE CRÉDIT DE CATÉGORIE
5.9.1	Constitution de groupes de crédit de catégorie		

(a)	Groupes de crédit de catégorie	5.9.1	Constitution de groupes de crédit de catégorie
(b)	Groupe de crédit de catégorie des emprunteurs	5.9.2	Groupe de crédit de catégorie des emprunteurs
(i)	Règlements en dollars canadiens	(i)	Règlements en dollars canadiens
(ii)	Règlements en dollars américains	(ii)	Règlements en dollars américains
(c)	Fonds communs de garantie	5.10.1	Établissement des fonds communs de garantie
5.9.2	Paiement par le groupe de crédit de catégorie	5.9.3	Paiement par le groupe de crédit de catégorie
5.9.3	Remplacement d'une fédération adhérente active <ul style="list-style-type: none"> Supprimé car les fédérations adhérentes actives n'existent plus. Cette modification s'applique aux autres dispositions de la présente Règle et à toutes les autres Règles. 	N/N	
5.9.4	Valeur des paiements	5.9.4	Valeur de l'obligation de l'adhérent défaillant
5.9.5	Obligation de l'adhérent défaillant	5.9.6	Obligation de l'adhérent défaillant
5.9.6	Quote-part	5.9.5	Calcul de la quote-part
5.9.7	Calcul de la quote-part	5.9.5	Calcul de la quote-part
5.9.8	Obligation continue	5.9.7	Obligation continue
5.9.9	Mesures prises par la CDS	5.9.8	Aucune incidence des mesures prises par la CDS ou par l'adhérent défaillant sur les obligations de l'obligé
5.10	PLAFOND DE FONCTIONNEMENT POUR LES TRANSACTIONS	5.4	PLAFOND DE FONCTIONNEMENT
5.10.1	Plafond de fonctionnement	5.2.6 5.4.1	Plafond de fonctionnement Établissement d'un plafond de fonctionnement
5.10.2	Répartition du plafond de fonctionnement	5.4.2	Répartition du plafond de fonctionnement
5.10.3	Calcul du plafond de fonctionnement	5.4.3	Calcul du plafond de fonctionnement
5.10.4	Calcul du produit d'évaluation pour un prêteur <ul style="list-style-type: none"> Mis à jour pour tenir compte du fait que le « comité de direction de gestion des risques des prêteurs » a été remplacé par le « conseil des prêteurs ». Cette modification s'applique aux autres dispositions de la présente Règle et à toutes les autres Règles. 	5.4.4 (i)	Calcul du produit d'évaluation pour les adhérents Prêteurs
5.10.5	Calcul du produit d'évaluation pour une fédération adhérente active <ul style="list-style-type: none"> Supprimé car les fédérations adhérentes actives n'existent plus. Cette modification 	N/N	

	s'applique aux autres dispositions de la présente Règle et à toutes les autres Règles.		
5.10.6	Calcul du produit d'évaluation pour un agent de règlement	5.4.4 (ii)	Calcul du produit d'évaluation pour les adhérents Agents de règlement
5.10.7	Calcul du produit d'évaluation pour un emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs	5.4.4 (iii)	Calcul du produit d'évaluation pour les adhérents Emprunteurs de fonds commun de garantie des emprunteurs
5.10.8	Calcul du facteur d'évaluation <ul style="list-style-type: none"> Mis à jour pour tenir compte du fait que le « comité de direction de gestion des risques des prêteurs » a été remplacé par le « conseil des prêteurs ». Cette modification s'applique aux autres dispositions de la présente Règle et à toutes les autres Règles. 	5.4.4 (iv)	Calcul du produit d'évaluation pour les adhérents Facteur d'évaluation
5.10.9	Effet d'un facteur d'évaluation faible <ul style="list-style-type: none"> Mis à jour pour tenir compte du fait que le « comité de direction de gestion des risques des prêteurs » a été remplacé par le « conseil des prêteurs ». Cette modification s'applique aux autres dispositions de la présente Règle et à toutes les autres Règles. 	5.4.4 (v)	Calcul du produit d'évaluation pour les adhérents Effet d'un facteur d'évaluation faible
5.10.10	Établissement du plafond de fonctionnement	5.4.1	Établissement d'un plafond de fonctionnement
5.10.11	Rajustement volontaire du plafond de fonctionnement du prêteur <ul style="list-style-type: none"> Modernisation de la règle pour supprimer l'obligation d'utiliser la transmission par télécopie. Remplacement de l'ABC par le conseil des prêteurs, car l'ABC ne joue plus un rôle actif dans ce processus. Cette modification s'applique aux autres dispositions de la présente Règle et à toutes les autres Règles. 	5.4.5 (i)	Rajustement volontaire du plafond de fonctionnement Prêteurs
5.10.12	Rajustement volontaire du plafond de fonctionnement d'une fédération adhérente active	N/N	

	<ul style="list-style-type: none"> Supprimé car les fédérations adhérentes actives n'existent plus. Cette modification s'applique aux autres dispositions de la présente Règle et à toutes les autres Règles. 		
5.10.13	Rajustement volontaire du plafond de fonctionnement d'un agent de règlement	5.4.5 (ii)	Rajustement volontaire du plafond de fonctionnement Agents de règlement
5.10.14	Rajustement volontaire du plafond de fonctionnement de l'emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs	5.4.5 (iii)	Rajustement volontaire du plafond de fonctionnement Emprunteurs de fonds commun de garantie des emprunteurs
5.10.15	<p>Rajustement obligatoire du plafond de fonctionnement du prêteur</p> <ul style="list-style-type: none"> Remplacement de l'ABC par le conseil des prêteurs, car l'ABC ne joue plus un rôle actif dans ce processus. Cette modification s'applique aux autres dispositions de la présente Règle et à toutes les autres Règles. Modernisation de la règle pour supprimer l'obligation d'utiliser la transmission par télécopie. 	5.4.6 (i)	Rajustement obligatoire du plafond de fonctionnement Prêteurs
5.10.16	Rajustement obligatoire du plafond de fonctionnement de l'agent de règlement	5.4.6 (ii)	Rajustement obligatoire du plafond de fonctionnement Agent de règlement
5.10.17	Rajustement obligatoire du plafond de fonctionnement de l'emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs	5.4.6 (iii)	Rajustement obligatoire du plafond de fonctionnement Emprunteurs de fonds commun de garantie des emprunteurs
5.10.18	Rajustement obligatoire du plafond de fonctionnement par la CDS	5.4.6 (iv)	Rajustement obligatoire du plafond de fonctionnement Rajustement par la CDS
5.10.19	Effet du rajustement du plafond de fonctionnement	5.4.7	Effet du rajustement du plafond de fonctionnement
5.10.20	Limitation de la responsabilité	5.4.8	Pouvoir discrétionnaire de la CDS et des autres membres

5.11	SÛRETÉS POUR LES GROUPES DE CRÉDIT DE CATÉGORIE		
5.11.1	Remboursement par un adhérent défaillant	5.9.9	Remboursement par l'adhérent défaillant
5.11.2	Sûretés pour les groupes de crédit de catégorie	5.2.5 5.12.1 5.14.2 1.2.1	Garantie du groupe de crédit de catégorie Sûreté consentie à la CDS, à un prêteur ou à une caution Sûreté consentie par un adhérent autre que l'emprunteur Définition des sûretés du groupe de crédit de catégorie
5.11.3	Aucun fonds commun de garantie pour les groupes de crédit des emprunteurs non contribuants	5.10.1	Établissement de fonds communs de garantie
5.11.4	Priorité relative de la sûreté sur les biens constituant la garantie du service de règlement <ul style="list-style-type: none"> • Modification du libellé du troisième paragraphe afin qu'il soit conforme à la modification apportée à l'article 5.6.7 qui a été introduite en 2017. 	5.14.1 5.14.2	Sûreté consentie par un emprunteur Sûreté consentie par un adhérent autre qu'un emprunteur
5.11.5	Dédommagement à la CDS à titre de prête-nom <ul style="list-style-type: none"> • Article supprimé, car le rôle de prête-nom n'existe plus. Cette modification s'applique aux autres dispositions de la présente Règle et à toutes les autres Règles. 	N/N	
5.12	FONDS COMMUNS DE GARANTIE	5.10	FONDS COMMUNS DE GARANTIE
5.12.1	Établissement de fonds communs de garantie	5.10.1	Établissement de fonds communs de garantie
5.12.2	Contributions aux fonds communs de garantie globales <ul style="list-style-type: none"> • Mis à jour pour tenir compte du fait que le « comité de direction de gestion des risques des prêteurs » a été remplacé par le « conseil des prêteurs ». Cette modification s'applique aux autres dispositions de la présente Règle et à toutes les autres Règles. • Suppression des références au fonds commun de garantie des fédérations adhérentes. Cette 	5.10.2	Contributions globales aux fonds communs de garantie

	modification s'applique aux autres dispositions de la présente Règle et à toutes les autres Règles.		
5.12.3	Calcul des contributions individuelles aux fonds communs de garantie <ul style="list-style-type: none"> Suppression des références au fonds commun de garantie des fédérations adhérentes. Cette modification s'applique aux autres dispositions de la présente Règle et à toutes les autres Règles. 	5.10.3	Calcul des contributions individuelles aux fonds communs de garantie
5.12.4	Augmentation de la contribution au fonds commun de garantie du prêteur	5.10.4	Augmentation de la contribution au fonds commun de garantie à la demande du prêteur
(a)	Augmentation du plafond de fonctionnement <ul style="list-style-type: none"> Remplacement de l'ABC par le conseil des prêteurs, car l'ABC ne joue plus un rôle actif dans ce processus. Cette modification s'applique aux autres dispositions de la présente Règle et à toutes les autres Règles. 	(i)	Augmentation du plafond de fonctionnement
(b)	Diminution de la cote <ul style="list-style-type: none"> Mis à jour pour tenir compte du fait que le « comité de direction de gestion des risques des prêteurs » a été remplacé par le « conseil des prêteurs ». Cette modification s'applique aux autres dispositions de la présente Règle et à toutes les autres Règles. 	(ii)	Diminution de la cote
5.12.5	Augmentation de la contribution au fonds commun de garantie d'une fédération adhérente active <ul style="list-style-type: none"> Supprimé car les fédérations adhérentes actives n'existent plus. Cette modification s'applique aux autres dispositions de la présente Règle et à toutes les autres Règles. 	N/N	
5.12.6	Augmentation de la contribution au fonds commun de garantie de l'agent de règlement	5.10.5	Augmentation de la contribution au fonds commun de garantie de l'agent de règlement

5.12.7	Augmentation des contributions versées au fonds commun de garantie par un emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs	5.10.6	Augmentation des contributions versées au fonds commun de garantie par un emprunteur de fonds commun de garantie des emprunteurs
(a)	Demande de la CDS	(i)	Demande de la CDS
(b)	Garantie de marge supplémentaire	(ii)	Contribution au moyen d'une garantie de marge supplémentaire
(c)	Incidence des contributions supplémentaires	(iii)	Incidence des contributions supplémentaires
(d)	Remise des contributions supplémentaires	(iv)	Remboursement des contributions supplémentaires
5.12.8	Versement des contributions au fonds commun de garantie	5.10.7	Contribution supplémentaire au fonds commun de garantie
5.12.9	Dégagement de contributions au fonds commun de garantie	5.10.8	Contribution excédentaire au fonds commun de garantie
		5.10.9	Remboursement des contributions au fonds commun de garantie
5.12.10	Détention des contributions au fonds commun de garantie excédentaires	5.10.8	Contribution excédentaire au fonds commun de garantie
5.13	VÉRIFICATIONS PRÉRÈGLEMENT ET VALEUR DE LA GARANTIE GLOBALE	5.15	VÉRIFICATIONS PRÉRÈGLEMENT
5.13.1	Vérifications prérèglement	5.15.1	Vérifications prérèglement des transactions
		5.15.2	Vérifications prérèglement pour les transactions de droits et privilèges
5.13.2	Groupe d'adhérents associés	5.15.6	Groupe d'adhérents associés
5.13.3	Répartition de la VGG initiale	5.15.5	Répartition de la VGG initiale
5.13.4	Calcul de la VGG	5.15.3	Calcul de la valeur de la garantie globale (« VGG »)
		5.15.4	Méthodes d'évaluation de la VGG
5.13.5	Vérifications prérèglement pour les transactions de droits et privilèges	5.15.2	Vérifications prérèglement pour les transactions de droits et privilèges
5.14	[supprimé depuis la version du 1 ^{er} décembre 2019]	N/N	
5.15	FONDS DE LIQUIDITÉ SUPPLÉMENTAIRE <ul style="list-style-type: none"> • Modifications supplémentaires concernant la contribution de liquidité supplémentaire et le fonds conformément à l'avis de publication de la CVMO de novembre 2019. 	5.8	FONDS DE LIQUIDITÉ SUPPLÉMENTAIRE

5.15.1	Établissement du fonds de liquidité supplémentaire	5.8.1	Création d'un fonds de liquidité supplémentaire
5.15.2	Détermination de la contribution de liquidité supplémentaire	5.8.2	Détermination de la contribution de liquidité supplémentaire
		5.8.4	Contribution de liquidité supplémentaire additionnelle
5.15.3	Obligation continue	5.8.3	Obligation continue
5.15.4	Contribution de liquidité supplémentaire excédentaire	5.8.5	Contribution excédentaire de liquidité supplémentaire
5.15.5	Remboursement de la contribution de liquidité supplémentaire	5.8.6	Remboursement de la contribution de liquidité supplémentaire
5.15.6	Sûreté sur les contributions de liquidité supplémentaire	5.12.1	Sûreté consentie à la CDS, à un prêteur ou à une caution
5.15.7	Contributions de liquidité supplémentaire additionnelles	5.8.4	Contribution de liquidité supplémentaire additionnelle
5.15.8	Détention des contributions de liquidité supplémentaire excédentaires	5.8.5	Contribution excédentaire de liquidité supplémentaire
5.19.9	Mesures prises par la CDS	5.8.7	Aucune incidence des mesures de la CDS sur les obligations de l'adhérent

SCHÉMA DES MODIFICATIONS : RÈGLE 6 SERVICE DE DÉPÔT

N/N = Non nécessaire

N° de la Règle originale		N° de la Règle révisée	
6.1	DESCRIPTION DU SERVICE	6.1	DESCRIPTION DU SERVICE
6.1.1	Description générale	6.1.1	Description générale
6.1.2	Grands livres	6.1.2	Grands livres
(a)	Grands livres	6.1.3	Comptes
(b)	Solde de la VGG	6.1.2	Grands livres
(c)	Comptes et sous-comptes	6.1.2	Grands livres
(d)	Comptes de fonds	6.1.3(i)	Comptes de fonds
(e)	Comptes de valeurs	6.1.3(ii)	Comptes de valeurs
(f)	Compte de retrait	6.1.3(iii)	Comptes de retrait
(g)	Compte-mémoire	6.1.3(iv)	Comptes-mémoire
(h)	Comptes pour les mises en gage	6.1.3(v)	Comptes de mise en gage
(i)	Comptes de soumission	6.1.3(vi)	Comptes de soumission
(j)	Valeurs détenues pour le compte de l'adhérent	6.1.3(vii)	Valeurs détenues pour le compte de l'adhérent
6.1.3	Détention des valeurs	6.1.4	Détention des valeurs
6.1.4	Responsabilité pour une perte de valeurs	6.1.4	Détention des valeurs
6.1.5	Traitement TRAX	6.1.5	Traitement TRAX
(a)	Demandes TRAX	6.1.5	Traitement TRAX
(b)	Exécution et résolution de conflits visant TRAX	6.1.5	Traitement TRAX
(c)	Responsabilité de la CDS	6.1.5	Traitement TRAX
6.2	DÉPÔT DE VALEURS	6.2	DÉPÔT DE VALEURS

6.2.1	Admissibilité	6.2.1	Admissibilité
6.2.2	Données d'identification de valeurs	6.2.2	Données d'identification de valeurs
6.2.3	Dispositif de dépôt de valeurs	6.2.2	Données d'identification de valeurs
6.2.4	Dépôt des valeurs	6.2.3	Dépôt au service de dépôt
6.2.4.1	Dépôt des valeurs	6.2.3	Dépôt au service de dépôt
6.2.4.2	Demandes TRAX pour le dépôt de valeurs	6.2.3	Dépôt au service de dépôt
6.2.5	Reconnaissance	6.2.4	Reconnaissance
6.2.6	Livraison de valeurs à la CDS	6.2.5	Livraison de valeurs à la CDS
6.2.7	La CDS à titre d'acquéreur de bonne foi	6.2.6	La CDS à titre d'acquéreur de bonne foi
6.2.8	Dépôts avec un responsable de la validation de valeurs	6.2.9	Dépôts avec un responsable de la validation de valeurs
6.2.9	Déclaration et garantie par le responsable de la validation de valeurs au moment du dépôt	6.2.9	Dépôts avec un responsable de la validation de valeurs
6.2.10	Responsabilité du responsable de la validation de valeurs relativement au dépôt d'une valeur viciée	6.2.9	Dépôts avec un responsable de la validation de valeurs
6.2.11	Rapprochement des données par le responsable de la validation de valeurs	6.2.9	Dépôts avec un responsable de la validation de valeurs
6.2.12	Garantie de l'adhérent au dépôt	6.2.7	Garantie de l'adhérent au dépôt
6.2.13	Dépôt vicié	6.2.8	Dépôt de valeurs viciées
6.2.14	Position à découvert	6.2.10	Position à découvert
6.3	RETRAIT DE VALEURS	6.3	RETRAIT DE VALEURS
6.3.1	Retrait des valeurs	6.3.1	Demande de retrait
6.3.2	Dispositif de retrait de valeurs	6.3.1	Demande de retrait
6.3.3	Retrait de valeurs	6.3.2	Retrait du service de dépôt
6.3.3.1	Retrait de valeurs	6.3.2	Retrait du service de dépôt
6.3.3.2	Demandes TRAX pour le retrait de valeurs	6.3.1	Demande de retrait
6.3.3.3	Retrait sans certificats au sein du système d'inscription directe de l'émetteur	6.3.3	Retrait sans certificat au sein du système d'inscription directe de l'émetteur
6.3.4	Restrictions sur les retraits	6.3.4	Restrictions sur les retraits
6.3.5	Exigence de retrait	6.3.5	Retrait obligatoire

6.4	DÉTENTION DE VALEURS	6.4	DÉTENTION DE VALEURS
6.4.1	Valeurs détenues pour l'adhérent	6.4.1	Garde de valeurs
6.4.2	Garde de valeurs	6.4.1	Garde de valeurs
6.4.3	Gardien étranger	6.4.2	Gardien étranger
6.4.4	Gardien intérieur	6.4.3	Gardien intérieur
(a)	Tâches	(i)	Obligations
(b)	Obligations	(iii)	Responsabilité du gardien intérieur
(c)	Agent	(i)	Obligations
(d)	Tâches du gardien intérieur	(i)	Obligations
(e)	Devoir de diligence	(ii)	Devoir de diligence
(f)	Responsabilité du gardien intérieur	(iii)	Responsabilité du gardien intérieur
(g)	Dédommagement du gardien intérieur	(iv)	Dédommagement du gardien intérieur
(h)	Rapprochement des données	(v)	Rapprochement des registres
6.4.5	Accès aux locaux du gardien	6.4.4	Accès aux locaux du gardien
6.4.6	Nature fongible	6.4.5	Nature fongible
6.4.7	Opposition	6.4.6	Opposition
6.4.8	Renseignements sur les détenteurs inscrits	6.4.1	Garde de valeurs
6.5	CONDITIONS, RESTRICTIONS ET DÉCLARATIONS	6.5	CONDITIONS, RESTRICTIONS ET DÉCLARATIONS
6.5.1	Conditions particulières aux valeurs	6.5.1	Conditions particulières aux valeurs
6.5.2	Restrictions relatives aux valeurs, aux droits et privilèges, aux réorganisations et aux autres droits	6.5.2	Restrictions relatives aux valeurs, aux droits et privilèges, aux réorganisations et aux autres droits
(a)	Restrictions relatives aux valeurs	(i)	Restrictions relatives aux valeurs
(b)	Autres restrictions	(ii)	Restrictions relatives aux droits et privilèges et aux réorganisations
6.5.3	Déclarations	6.5.3	Déclarations
6.5.4	Déclarations des clients	6.5.4	Droit de se fier aux déclarations des clients
6.6	DROITS ET PRIVILÈGES	6.6	DROITS ET PRIVILÈGES
6.6.1	Droits et privilèges	6.6.1	Types de droits et privilèges

6.6.2	Grand livre de droits et privilèges	6.6.2	Grand livre de droits et privilèges
6.6.3	Paiement de droits et privilèges admissible	6.6.3(i)	Droits et privilèges sous forme de paiement en numéraire
6.6.4	Distribution de paiements de droits et privilèges	6.6.3(i)	Droits et privilèges sous forme de paiement en numéraire
6.6.5	Traitement des droits et privilèges sur valeurs admissibles	6.6.3(ii)	Droits et privilèges sous la forme de valeurs
6.6.6	Manque à gagner relativement aux droits et privilèges	6.6.3(iii)	Manque à gagner relativement aux droits et privilèges
6.6.7	Fractions de valeurs	6.6.3(iv)	Fractions de valeurs pour droits et privilèges
6.6.8	Crédit de paiements de droits et privilèges	6.6.4	Crédit de paiements de droits et privilèges
(a)	Crédits finaux	(i)	Crédits finaux
(b)	Crédits provisoires	(ii)	Crédits provisoires
(c)	Autres paiements	(iii)	Autres paiements
6.6.9	Traitement de droits et privilèges non admissibles	6.6.5	Traitement de droits et privilèges non admissibles
6.6.10	Droits et privilèges sur les valeurs mises en gage	6.6.6	Droits et privilèges sur les valeurs mises en gage ou soumises
6.6.11	Droits et privilèges sur les valeurs soumises	6.6.6	Droits et privilèges sur les valeurs mises en gage ou soumises
6.6.12	Redressements des droits et privilèges	6.6.7	Droits et privilèges sur des valeurs en transit
6.6.13	Conversion d'obligations au RNC aux fins de droits et privilèges ou de réorganisation	6.6.7	Droits et privilèges sur des valeurs en transit
6.6.14	Contrepassation des droits et privilèges	6.6.8	Contrepassation des droits et privilèges
6.6.15	Remboursement de valeurs	6.7	REMBOURSEMENT DE VALEURS
(a)	Virement de valeurs remboursées	6.7	REMBOURSEMENT DE VALEURS
(b)	Paiement de remboursement	6.7	REMBOURSEMENT DE VALEURS
(c)	Défaut de paiement d'un remboursement	6.7	REMBOURSEMENT DE VALEURS
(d)	Retrait de valeurs remboursées	6.7	REMBOURSEMENT DE VALEURS
(e)	Séparation et retrait des valeurs remboursées	6.7	REMBOURSEMENT DE VALEURS
6.6.16	Effet des écritures relativement aux droits et privilèges en valeurs	6.6.9	Effet des écritures passées au grand livre d'un adhérent

6.6.17	Effet des écritures relativement aux droits et privilèges en espèces	6.6.9	Effet des écritures passées au grand livre d'un adhérent
6.7	SOUSSION DE VALEURS	6.8	SOUSSION DE VALEURS
6.7.1	Définition d'une soumission	6.8.1	Définition d'une soumission
6.7.2	Soumission de valeurs	6.8.2	Rôle de l'agent dépositaire
6.7.3	Exécution de soumission	6.8.3	Soumission de valeurs
6.7.4	Soumission de valeurs en vertu d'une obligation du RNC	6.8.4	Traitement des soumissions
6.7.5	Obligations	6.8.5	Soumission de valeurs assujetties à l'obligation au RNC
6.8	RÉORGANISATIONS ET EXERCICE DES DROITS	6.8.2	Rôle de l'agent dépositaire
6.8.1	Information sur les réorganisations	6.9	RÉORGANISATIONS ET EXERCICE DES DROITS
6.8.2	Instructions relatives aux réorganisations	6.9.1	Information sur les réorganisations
6.8.3	Sélection de valeurs	6.9.2	Instructions relatives aux réorganisations
6.8.4	Réorganisation de valeurs en vertu d'une obligation au RNC	6.9.3	Sélection de valeurs
6.8.5	Service de gestion des responsabilités liées aux événements de marché	6.9.4	Réorganisation de valeurs assujetties à une obligation au RNC
(a)	Utilisation du SGREM pour les événements de réorganisation	6.9.5	Service de gestion des responsabilités liées aux événements de marché (SGREM)
(b)	Exécution et résolution de conflits	(i)	Lettre de responsabilité du SGREM
(c)	Responsabilité de la CDS	(ii)	Exécution et résolution de conflits
6.9	EXERCICE DES DROITS	(ii)	Exécution et résolution de conflits
6.9.1	Droits généraux des porteurs de valeurs	6.11	EXERCICE DES DROITS DES PORTEURS DE VALEURS
6.9.2	Droits d'un porteur de valeurs mis en commun	6.11.1	Exercice de droits par la CDS
(a)	Manque à gagner relativement aux droits et privilèges	6.11.2	Exercice de droits d'un adhérent relatifs à une valeur mise en commun
(b)	Mesures prises advenant une défaillance	(i)	Manque à gagner relativement aux droits et privilèges
(c)	Autres mesures	(ii)	Mesures prises advenant une défaillance relativement aux droits et privilèges
		(iii)	Autres mesures

6.9.3	Indemnisation par l'adhérent	6.11.3	Indemnisation par l'adhérent
6.10	VALEURS MISES EN COMMUN ET VALEURS DÉMEMBRÉES	6.10	VALEURS MISES EN COMMUN ET VALEURS DÉMEMBRÉES
6.10.1	Entrée de données	6.10.1	Entrée de données
6.10.2	Valeurs mises en commun	6.10.2	Valeurs mises en commun
6.10.3	Valeurs démembrées	6.10.3	Valeurs démembrées
(a)	Entrée de valeurs démembrées	(i)	Entrée de valeurs démembrées
(b)	Droits et privilèges sur les valeurs démembrées	(ii)	Droits et privilèges sur les valeurs démembrées

SCHÉMA DES MODIFICATIONS : RÈGLE 7 SERVICE DE RÈGLEMENT

N/N = Non nécessaire

N° de la Règle originale		N° de la Règle révisée	
7.1	DESCRIPTION DU SERVICE	7.1	DESCRIPTION DU SERVICE
7.1.1	Aperçu du service de règlement	7.1.1	Aperçu du service de règlement
7.1.2	Aperçu de l'établissement du solde net préréglément	7.1.1	Aperçu du service de règlement
7.1.3	Grands livres et comptes • Supprimé car ce sujet est déjà abordé à la Règle 1.2.1 (Définitions).	N/N	
7.1.4	Livraison de valeurs et paiement	7.1.1	Aperçu du service de règlement
7.1.5	Cotes	7.1.2	Écritures dans les grands livres
7.2	ENREGISTREMENT D'OPÉRATIONS ET CALCUL DES POSITIONS	7.1.3	Cotes
7.2.1	Instructions	7.2	DIRECTIVES PRÉRÈGLEMENT
(a)	Enregistrement	7.2.1	Enregistrement des opérations
(b)	Confirmation	(i)	Enregistrement
(c)	Report ou suppression	(ii)	Confirmation
(d)	Conservation d'obligations relatives aux opérations	(iii)	Report ou suppression
7.2.2	Vérifications du système préalable à l'entrée	(iv)	Conservation d'obligations sous-jacentes relatives aux opérations
7.2.3	Coupure minimale	7.2.2	Vérifications du système préalable à l'entrée
7.2.4	Livraison sans contrepartie	7.2.3	Coupure minimale
7.2.5	Prêts	7.2.4	Vérifications du système préalable à l'entrée
7.2.6	Mode de règlement	7.2.5	Prêts
7.2.7	Système de compensation tiers	7.2.6	Mode de règlement
(a)	État d'un système de compensation tiers	7.2.7	Système de compensation tiers
(b)	Enregistrement d'opérations à un système de compensation tiers	7.2.6	Système de compensation tiers
(c)	Règlement individuel d'opérations enregistrées par un système de compensation tiers	7.2.6	Système de compensation tiers

31

(d)	Livraison partielle par un système de compensation tiers	7.2.6	Système de compensation tiers
7.3	RÈGLEMENT NET CONTINU	7.3	RÈGLEMENT NET CONTINU
7.3.1	Aperçu de la fonction RNC	7.3.1	Aperçu de la fonction de RNC
7.3.2	Admissibilité	7.3.2	Admissibilité
7.3.3	Novation des opérations avant le règlement	7.3.3	Novation des opérations avant le règlement
7.3.4	Établissement du solde net des opérations au terme de la novation	7.3.4	Établissement du solde net des opérations au terme de la novation
7.3.5	Traitement au moyen du RNC	7.3.5	Traitement au moyen du RNC
7.3.6	Cotes	7.3.6	Cotes
(a)	Cote établie quotidiennement	(i)	Cote établie quotidiennement
(b)	Cote de défaillance	(ii)	Cote de défaillance
(c)	Paieement de la cote nette	(iii)	Cote nette
7.3.7	Règlement des obligations du RNC	7.3.7	Règlement des obligations du RNC
7.3.8	Règlement partiel et règlement retardé		
(a)	Incidence d'un règlement partiel ou retardé	7.3.8	Règlement partiel et règlement retardé
(b)	Procédure de couverture	7.3.9	Obligation du RNC forcée et procédure de couverture
7.3.9	Nouvelle novation d'une obligation du RNC prérèglement	7.3.10	Nouvelle novation d'une obligation du RNC prérèglement
7.3.10	Conversion d'une opération au RNC avant le traitement	7.3.11	Conversion d'une opération au RNC avant le traitement
7.3.11	Défaillance après le règlement	7.3.12	Défaillance après le règlement d'une obligation du RNC
7.3.12	Processus de clôture	7.3.13	Processus de clôture
(a)	Mesures prises par la CDS	(i)	Mesures prises par la CDS
(b)	Calcul des montants de clôture	(ii)	Calcul des montants de clôture
(c)	Calcul de la valeur d'annulation nette	(iii)	Calcul de la valeur d'annulation nette
(d)	Dégagement de responsabilité	7.3.15	Exonération de la CDS de toute responsabilité
7.3.13	Retrait du RNC	7.3.14	Retrait de la fonction de RNC
7.4	TRAITEMENT DE RÉGLEMENTS	7.4	PROCESSUS DE RÉGLEMENT
7.4.1	Processus de règlement	7.5.1	À la date de valeur
		7.4.1	Types de processus de règlement
7.4.2	Processus individuel en temps réel	7.4.2	Processus individuel en temps réel

7.4.3	Processus de règlement net continu en temps réel	7.4.3	Processus de RNC en temps réel
7.4.4	Processus de règlement net continu et par lots combiné	7.4.4	Processus de RNC–par lots combiné
7.4.5	Écritures aux comptes résultant du processus de traitement par lots	7.4.5	Écritures aux comptes résultant du processus de RNC–par lots combiné
(a)	Écritures au compte de fonds	(i)	Écritures au compte de fonds
(b)	Écritures de valeurs aux comptes	(ii)	Écritures de valeurs aux comptes
(c)	Exécution des opérations	(iii)	Exécution des opérations
7.4.6	Traitement du règlement des obligations de la contrepartie centrale	7.4.6	Règlement partiel des obligations de la contrepartie centrale
7.5	RÈGLEMENT	7.5	ÉCRITURES DE RÈGLEMENT
7.5.1	Processus de règlement	7.5.1	À la date de valeur
7.5.2	Livraison en compte de valeurs	7.5.2	Livraison en compte de valeurs
7.5.3	Reconnaissance	7.5.3	Reconnaissance
7.5.4	Mise en gage	7.5.4	Mise en gage
7.5.5	Paie ment	7.5.5	Paie ment
7.5.6	Novation au terme du règlement	7.5.6	Incidence des écritures
7.5.7	Finalité du règlement	7.5.6	Incidence des écritures

SCHEMA DES MODIFICATIONS : RÈGLE 8 PROCESSUS DE PAIEMENT DU CDSX

N/N = Non nécessaire

N° de la Règle originale		N° de la Règle révisée	
8.1	COMPTE DE FONDS	8.2	COMPTE DE FONDS
8.1.1	Compte de fonds	8.2.1	Aperçu
8.1.2	Écritures au compte de fonds	8.2.2	Écritures au compte de fonds
8.1.3	Écritures imposées	8.2.3	Écritures imposées
8.2	PROCESSUS DE PAIEMENT	8.1	PROCESSUS DE PAIEMENT
8.2.1	Application de la Règle 8	8.1.1	Définition
8.2.2	Paie ment entre la CDS et les adhérents	8.1.1	Définition
8.2.3	Disponibilité des adhérents pour le règlement	8.1.2	Installations disponibles pour le processus de paie ment
8.2.4	Processus de paie ment	8.1.1	Définition
8.2.5	Modes de paie ment	8.1.3	Paie ment acceptable
8.2.6	Banquier de la CDS pour le processus de paie ment	8.1.3	Paie ment acceptable
8.2.7	Exceptions aux exigences de paie ment	8.1.4	Exceptions
8.2.8	Exigences supplémentaires relatives aux instruments de paie ment	8.1.3	Paie ment acceptable
8.3	FONCTIONNALITÉ DU SYSTÈME ET VALEURS DE TYPE L	8.3	FONCTIONNALITÉ DU SYSTÈME ET PROCESSUS DE PAIEMENT
		8.4	VALEURS DE TYPE L
8.3.1	Transfert de garantie en espèces au processus de paie ment	8.3.1	Transfert de garantie en espèces avant le processus de paie ment
8.3.2	Transactions au terme du processus de paie ment	8.3.3	Transactions au terme du processus de paie ment
8.3.3	Séparation des valeurs à la fermeture du système	8.3.4	Séparation des valeurs avant la fermeture du système
8.3.4	Fonctionnalité du système durant le processus de paie ment	8.3.2	Restrictions de certaines fonctions durant le processus de paie ment
8.3.5	Vérification de la VGG modifiée	8.3.5	Vérification de la VGG modifiée
8.3.6	Valeurs de type L	8.4	VALEURS DE TYPE L
(a)	Définition	8.4.1	Définition

(b)	Utilisation des valeurs de type L	8.4.1	Définition
8.3.7	Détention de valeurs de type L	8.4.2 8.4.2 (i)	Sûretés sur les valeurs de type L Priorités des sûretés
8.3.8	Livraison subséquente de valeurs de type L à la CDS	8.4.2 (ii)	Livraison subséquente de valeurs de type L à la CDS
(a)	Paiement intégral	8.4.2 (ii)	Livraison subséquente de valeurs de type L à la CDS
(b)	Aucun paiement	8.4.2 (ii)	Livraison subséquente de valeurs de type L à la CDS
(c)	Paiement partiel	8.4.2 (ii)	Livraison subséquente de valeurs de type L à la CDS
(d)	Désignation	8.4.2 (ii)	Livraison subséquente de valeurs de type L à la CDS
(e)	Conséquence de la retenue ou de la livraison subséquente de valeurs de type L	8.4.2 (iii)	Terme du processus de paiement
8.4	MODE DE PAIEMENT PAR INSCRIPTION COMPTABLE	8.5	MODE DE PAIEMENT PAR INSCRIPTION COMPTABLE
8.4.1	Survol du mode de paiement par inscription comptable	8.5.1	Survol
		8.5.2	Utilisation du mode de paiement par inscription comptable
		8.5.6	Affectation du grand livre à certaines fonctions pour le mode de paiement par inscription comptable
8.4.2	Utilisation du mode de paiement par inscription comptable	8.5.2	Utilisation du mode de paiement par inscription comptable
8.4.3	Clients, banquiers qualifiés et banquiers désignés	8.5.3	Clients, banquiers qualifiés et banquiers désignés
(a)	Rôles des adhérents	8.5.3 (i)	Rôles des adhérents
(b)	Nomination du banquier désigné	8.5.3 (ii)	Nomination du banquier désigné
8.4.4	Rapport de l'encaisse du client	8.5.4	Rapport de l'encaisse du client
8.4.5	Rapport de l'encaisse du banquier qualifié	8.5.5	Rapport de l'encaisse du banquier qualifié
8.4.6	Affectation du grand livre à certaines fonctions pour le mode de paiement par inscription comptable	8.5.6	Affectation du grand livre à certaines fonctions pour le mode de paiement par inscription comptable
8.4.7	Paiement entre la CDS et le client	8.5.7	Paiement entre la CDS et les banquiers qualifiés
8.4.8	Paiement entre la CDS et les banquiers qualifiés	8.5.7	Paiement entre la CDS et les banquiers qualifiés

8.4.9	Acquittement des obligations au moyen du mode de paiement par inscription comptable	8.5.8	Acquittement des obligations au moyen du mode de paiement par inscription comptable
8.4.10	Paiement entre les clients et les banquiers qualifiés	8.5.9	Paiement entre les clients et les banquiers qualifiés
8.4.11	Paiement par la caution à titre de banquier qualifié	8.5.8	Acquittement des obligations au moyen du mode de paiement par inscription comptable
8.4.12	Suspension du banquier qualifié	8.5.10 (iv)	Omission du banquier qualifié de faire un paiement acceptable
8.4.13	Refus ou contrepassation de l'attribution	8.5.10	Refus ou contrepassation de l'attribution
(a)	Refus de l'attribution	8.5.10 (i)	Refus de l'attribution par le banquier qualifié
(b)	Contrepassation de l'attribution	8.5.10 (ii)	Suspension du client ou du banquier qualifié
(c)	Nouveau calcul après refus ou contrepassation de l'attribution	8.5.10 (iii)	Contrepassation et nouveau calcul de l'attribution
8.4.14	Paiement effectué pour un client suspendu	8.5.10 (v)	Paiement effectué pour un client suspendu au cours du processus de paiement
8.4.15	Contrepassation de l'attribution entre grands livres	8.5.10 (vi)	Contrepassation de l'attribution entre grands livres
8.5	PROCÉDÉS ET MÉTHODES DE PAIEMENT EN CAS D'URGENCE	8.6	PROCÉDÉS ET MÉTHODES DE PAIEMENT EN CAS D'URGENCE
8.5.1	Groupe de gestion des problèmes	8.6.1	Groupe de gestion des problèmes
8.5.2	Autres paiements STPGV	8.6.2	Autres paiements STPGV

SCHEMA DES MODIFICATIONS : REGLE 9 SUSPENSION D'UN ADHERENT

N/N = Non nécessaire

N° de la Règle originale		N° de la Règle révisée	
9.1	MOTIFS DE SUSPENSION	9.1	MOTIFS DE SUSPENSION
9.1.1	[Délibéré supprimé] • Suppression de cette règle dans la version originale.	N/N	
9.1.2	Suspension discrétionnaire • Suppression de toutes les mentions de la garantie de la contrepartie centrale. Cette modification s'applique aux autres dispositions de la présente Règle et à toutes les autres Règles.	9.1.1	Suspension discrétionnaire
9.1.3	Limitation de la responsabilité au terme d'une suspension	9.1.2	Limitation de la responsabilité de CDS au terme d'une suspension
9.2	DESCRIPTION GÉNÉRALE DU PROCESSUS DE SUSPENSION	9.2	DESCRIPTION DES PROCESSUS DE SUSPENSION
9.2.1	Imposition de restrictions au droit d'accès aux fonctionnalités du système	9.2.1	Imposition de restrictions au droit d'accès aux fonctionnalités des systèmes
9.2.2	Fonctions de la contrepartie centrale	9.2.2	Fonction de la contrepartie centrale
(a)	Cotes	9.2.2 (i)	Cotes
(b)	Opérations non traitées	9.2.2 (ii)	Opérations non traitées
9.2.3	Rétention des soldes créditeurs au terme d'une suspension	9.2.3	Rétention des soldes créditeurs au terme d'une suspension
9.2.4	Effet de la suspension sur le mode de paiement par inscription comptable	9.2.4	Mode de paiement par inscription comptable
9.2.5	Processus de paiement	9.2.5	Processus de paiement
9.2.6	Paiements cautionnés	9.2.6	Paiements cautionnés
9.2.7	Paiements provisoires cautionnés et compte rendu comptable final	9.2.6	Paiements cautionnés
9.2.8	Persistance des obligations de l'adhérent suspendu	9.6.1	Obligation continue de l'adhérent suspendu

37

9.2.9	Reconstitution des fonds communs de garantie	9.2.8	Reconstitution des fonds communs de garantie
9.2.10	Reconstitution des fonds	9.2.9	Reconstitution des fonds
9.2.11	Adhérent à un service transfrontalier	9.2.11	Adhérent à un service transfrontalier
9.3	GARANTIES		
9.3.1	Garanties d'un adhérent suspendu		
(a)	Grand livre de gestion des garanties	9.2.7	Transfert au grand livre de gestion des garanties
(b)	Garanties particulières	9.3.2	Garanties particulières
(c)	Garanties du service de règlement	9.3.6	Garanties du service de règlement
(d)	Contributions à un fonds	9.3.3	Contributions à un fonds
(e)	Contributions au fonds commun de garantie	9.3.5	Contributions au fonds commun de garantie
(f)	Contributions de liquidité supplémentaire	9.3.4	Contributions de liquidité supplémentaire
9.3.2	Prêteur principal	9.3.7	Livraison de la garantie du groupe de crédit de catégorie aux obligés Si l'adhérent suspendu est prêteur
9.3.3	Livraison de la garantie du groupe de crédit de catégorie aux obligés • Suppression de toutes les mentions de la fédération adhérente active et du remplaçant de la fédération adhérente active, qui n'existent plus. Cette modification s'applique aux autres dispositions de la présente Règle et à toutes les autres Règles.	9.3.7 9.3.7 (i) 9.3.7 (ii)	Livraison de la garantie du groupe de crédit de catégorie aux obligés Si l'adhérent suspendu est prêteur Si l'adhérent suspendu est un agent de règlement
9.3.4	Compte rendu comptable de la garantie de l'agent de règlement	9.3.7 9.3.7 (ii)	Livraison de la garantie du groupe de crédit de catégorie aux obligés Si l'adhérent suspendu est un agent de règlement
9.3.5	Rétention de la garantie du service de règlement	5.12.1 9.3.6	Sûreté consentie à la CDS, à un prêteur ou à une cautions Garanties du service de règlement
9.3.6	Utilisation immédiate de la garantie du groupe de crédit de catégorie	9.3.7 9.3.7. (iii)	Livraison de la garantie du groupe de crédit de catégorie aux obligés Utilisation immédiate aux fins du paiement de remplacement
9.3.7	Réalisation générale	9.3.1 9.2.5	Droit de la CDS, de l'obligé et de la caution Processus de paiement

9.3.8	Moment de la réalisation par l'obligé	9.3.7 9.3.7. (iii)	Livraison de la garantie du groupe de crédit de catégorie aux obligés Utilisation immédiate aux fins du paiement de remplacement
9.3.9	Réalisation de la contribution augmentée d'un prêteur défaillant	9.3.5	Contributions au fonds commun de garantie
9.3.10	Affectation de la garantie du groupe de crédit de catégorie	9.3.7 9.3.7 (iv)	Livraison de la garantie du groupe de crédit de catégorie aux obligés Limitation de l'utilisation par l'obligé
9.3.11	Affectation de la garantie du service de règlement		
(a)	Priorités	9.4 9.3.7 9.3.7 (iv)	PRODUIT NET DE LA RÉALISATION DE LA GARANTIE Livraison de la garantie du groupe de crédit de catégorie aux obligés Limitation de l'utilisation par l'obligé
(b)	Adhérent non emprunteur	9.4.1 9.4.1 (ii)	Ordre d'affectation du produit net Si l'adhérent suspendu n'est pas un emprunteur
(c)	Emprunteur	9.4.1 9.4.1 (i)	Ordre d'affectation du produit net Si l'adhérent suspendu est un emprunteur
9.3.12	Affectation des contributions à un fonds et des contributions à la contrepartie centrale		
(a)	Contributions à un fonds	9.4.1 9.4.1 (iii)	Ordre d'affectation du produit net Si l'adhérent suspendu est membre d'un groupe de crédit de fonds
(b)	Garantie de la contrepartie centrale <ul style="list-style-type: none"> Supprimée car la garantie de la contrepartie centrale n'existe plus. Cette modification s'applique aux autres dispositions de la présente Règle et à toutes les autres Règles. 	N/N	
9.3.13	Affectation du produit excédentaire	9.4.2	Produit excédentaire
9.3.14	Produit net	9.4.3	Produit net des frais et débours
9.3.15	Suspension du responsable du traitement des droits et privilèges	9.2.10	Responsable du traitement des droits et privilèges
9.3.16	Conversion de monnaie	9.4.4	Conversion de monnaie
9.3.17	Droits de subrogation	9.6.2	Droits de subrogation
9.3.18	Exonération réciproque	9.6.3	Exonération réciproque

9.3.19	Montant de la contribution de la CDS à son fonds dédié à l'égard du RNC	9.4.5	Montant de la contribution de la CDS à son fonds dédié
9.4	DROIT DE RETRAIT D'UNE FONCTION DE LA CONTREPARTIE CENTRALE	9.5	DROIT DE RETRAIT D'UNE FONCTION DE LA CONTREPARTIE CENTRALE
9.4.1	Application des Règles	9.5.1	Survol
9.4.2	Exercice du droit de retrait d'une fonction de la contrepartie centrale	9.5.1	Survol
9.4.3	Avis donné par un adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale	9.5.2	Exercice du droit de retrait de la contrepartie centrale
9.4.4	Restriction d'utilisation d'une fonction de la contrepartie centrale	9.5.2	Exercice du droit de retrait de la contrepartie centrale
9.4.5	Date d'entrée en vigueur de la limitation de responsabilité en cas de défaillance	9.5.3	Responsabilité de l'adhérent se retirant de la contrepartie centrale envers les autres adhérents défaillants
9.4.6	Obligations continues d'un adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale	9.5.4	Obligations continues d'un adhérent se retirant de la contrepartie centrale
9.4.7	Contributions de l'adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale au fonds : contribution initiale, contribution de retrait et contribution finale	9.5.1	Survol
9.4.8	État d'une contribution de retrait	9.5.1	Survol
9.4.9	Responsabilité continue des membres du fonds à l'égard d'un adhérent se retirant d'une fonction de la contrepartie centrale	9.5.5	Responsabilité continue des membres du fonds à l'égard d'un adhérent se retirant de la contrepartie centrale
9.4.10	Obligation du groupe de crédit à l'égard des adhérents défaillants antérieurs	9.5.3	Responsabilité de l'adhérent se retirant de la contrepartie centrale envers les autres adhérents défaillants
9.4.11	Obligation du groupe de crédit à l'égard d'un adhérent suspendu d'une fonction de la contrepartie centrale	9.5.6	Obligation du groupe de crédit à l'égard d'un adhérent suspendu de la contrepartie centrale
9.4.12	Obligation du groupe de crédit à l'égard des autres adhérents défaillants	9.5.7	Obligation du groupe de crédit à l'égard des autres adhérents défaillants
9.4.13	Remboursement de la contribution finale	9.5.8	Remboursement de la contribution finale
9.4.14	Pouvoir discrétionnaire en matière de traitement sélectif au RNC	9.5.9	Pouvoir discrétionnaire en matière de traitement sélectif au RNC

(a)	Pouvoir discrétionnaire en matière de traitement sélectif au RNC	9.5.9	Pouvoir discrétionnaire en matière de traitement sélectif au RNC
(b)	Exercice du pouvoir discrétionnaire	9.5.9	Pouvoir discrétionnaire en matière de traitement sélectif au RNC
9.4.15	Réintégration de l'adhérent	9.5.10	Réintégration de l'adhérent

SCHEMA DES MODIFICATIONS : REGLE 10 SERVICES TRANSFRONTALIERS

N/N = Non nécessaire

N° de la Règle originale		N° de la Règle révisée	
10.1	SURVOL DES SERVICES TRANSFRONTALIERS	10.1	SURVOL DES SERVICES TRANSFRONTALIERS
10.1.1	Services transfrontaliers	10.1.1	Types de services transfrontaliers
10.1.2	Application des Règles aux services transfrontaliers	10.1.4	Application des Règles aux services transfrontaliers
10.1.3	Adhérents aux services transfrontaliers	10.1.2	Types d'adhérents aux services transfrontaliers
10.1.4	Documentation relative aux services transfrontaliers, à la DTC et à la NSCC	10.2.1	Documentation relative aux services transfrontaliers, à la NSCC et à la DTC
10.1.5	Service automatisé de confirmation de transactions	10.1.7	Service automatisé de confirmation de transaction
10.1.6	Comptes	10.1.8	Comptes transfrontaliers
(a)	Comptes utilisés par les adhérents	10.1.8(i)	Comptes utilisés par les adhérents
(b)	Comptes utilisés par la CDS	10.1.8(ii)	Comptes utilisés par la CDS
(c)	Statut des comptes	10.1.8(iii)	Statut des comptes transfrontaliers
(d)	Valeurs créditées aux comptes des services de liaison	10.1.8(i)	Comptes utilisés par les adhérents
10.1.7	Règlements	10.1.1	Types de services transfrontaliers
10.1.8	Gestion du risque	10.1.9	Gestion des risques
10.1.9	Résolution de litiges	10.1.11	Règlement des différends
10.2	RÈGLES APPLICABLES À L'ENSEMBLE DES ADHÉRENTS ET DES SERVICES TRANSFRONTALIERS	10.1	SURVOL DES SERVICES TRANSFRONTALIERS
10.2.1	Application des Règles	10.2	AUTRES LOIS ET EXIGENCES
(a)	La Règle 10 s'applique à tous les adhérents	10.1.5	Application des Règles aux adhérents
(b)	Les Règles 1 à 9 s'appliquent aux adhérents aux services transfrontaliers	10.1.2	Types d'adhérents aux services transfrontaliers
10.2.2	Intermédiaire en valeurs mobilières	10.1.5	Application des Règles aux adhérents
10.2.3	Conformité	10.1.3	Rôle de la CDS à titre d'intermédiaire en valeurs mobilières
(a)	Documentation relative aux services transfrontaliers	10.2.1	Documentation relative aux services transfrontaliers, à la NSCC et à la DTC
(b)	Règlement SHO	10.2.2	Règlement SHO

42

10.2.4	Conflit	10.2.3	Conflit entre la documentation relative aux services transfrontaliers et les Règles
10.2.5	Lois applicables et soumission à l'autorité	10.2.4	Choix des lois applicables et reconnaissance de compétence
(a)	Lois applicables	10.2.4(i)	Choix des lois applicables
(b)	Soumission à l'autorité	10.2.4(ii)	Reconnaissance de compétence
10.2.6	Communications	10.2.5	Communications entre les adhérents et la NSCC et la DTC
10.2.7	Frais relatifs aux services transfrontaliers	10.1.10	Frais relatifs aux services transfrontaliers
10.2.8	Dédommagement	10.2.6 (i)	Dédommagement de la CDS par les adhérents Responsabilité de la CDS à titre de débiteur principal
10.2.9	Attribution de la perte par la NSCC et la DTC et dédommagement par l'adhérent	10.2.6 (ii)	Dédommagement de la CDS par les adhérents Responsabilité de la CDS à titre de membre de la NSCC et de la DTC
10.2.10	Groupes de crédit	10.2.6 (iii)	Dédommagement de la CDS par les adhérents Responsabilité des autres membres des groupes de crédit
10.2.11	Droit de rétention et de compensation	10.1.6	Droit de rétention et droit de compensation
10.3	SERVICE DE LIAISON AVEC NEW YORK	10.3	SERVICE DE LIAISON AVEC NEW YORK (SLNY)
10.3.1	Description générale	10.3.1	Description générale
10.3.2	Comptes	10.3.2	Comptes du SLNY
10.3.3	Règlement	10.3.3	Règlement
10.3.4	Dédommagement par l'adhérent au SLNY	10.3.4	Dédommagement par l'adhérent au SLNY
10.4	SERVICE DE LIAISON DIRECTE AVEC LA DTC	10.4	SERVICE DE LIAISON DIRECTE AVEC LA DTC (SLDDTC)
10.4.1	Description générale	10.4.1	Description générale
10.4.2	Comptes	10.4.2	Comptes du SLDDTC
10.4.3	Règlement	10.4.3	Règlement
10.4.4	Dédommagement par l'adhérent au SLDDTC	10.4.4	Dédommagement par l'adhérent au SLDDTC
10.5	SÛRETÉS	10.5	GARANTIE RELATIVE AUX SERVICES TRANSFRONTALIERS
10.5.1	Sûretés accordées en faveur de la CDS	10.5.1	Sûreté accordée en faveur de la CDS
10.5.2	Garanties relatives aux sûretés	10.5.2	Garantie relative à la sûreté

10.5.3	Garantie particulière aux services transfrontaliers	10.5.3	Garantie particulière relative aux services transfrontaliers
10.5.4	Gestion de la garantie	10.5.5	Gestion des garanties
10.6	FONDS	10.6	FONDS DE SERVICES DE LIAISON ET GROUPE DE CRÉDIT DE FONDS DE SERVICES DE LIAISON
10.6.1	Fonds de services de liaison	10.6.1	Constitution de fonds de services de liaison et de groupes de crédit de fonds de services de liaison
10.6.2	Fonds de la NSCC et de la DTC	10.5.4	Fonds de la NSCC et de la DTC
10.6.3	Contribution au fonds de service de liaison	10.6.2	Contribution au fonds de service de liaison
10.6.4	Contribution supplémentaire au fonds de service de liaison	10.6.3	Contribution supplémentaire à un fonds de service de liaison
10.6.5	Remboursement de contribution excédentaire à un fonds de service de liaison	10.6.4	Contribution excédentaire à un fonds de service de liaison
10.6.6	Remboursement d'une contribution à un fonds de service de liaison	10.6.5	Remboursement de la contribution à un fonds de service de liaison
10.7	GROUPE DE CRÉDIT DE FONDS DE SERVICE DE LIAISON	10.6	FONDS DE SERVICES DE LIAISON ET GROUPE DE CRÉDIT DE FONDS DE SERVICES DE LIAISON
10.7.1	Paiement par un groupe de crédit de fonds de service de liaison	10.6.6	Paiement par un groupe de crédit du fonds de service de liaison
10.7.2	Obligation de l'adhérent à un service de liaison défaillant	10.6.7	Obligation de l'adhérent à un service de liaison défaillant
10.7.3	Calcul de la quote-part	10.6.8	Calcul de la quote-part
10.7.4	Remboursement par un adhérent à un service de liaison défaillant	10.6.10	Remboursement par un adhérent à un service de liaison défaillant
10.8	DÉPÔTS ET VIREMENTS DE VALEURS TRANSFRONTALIERS	10.9.4	Paiement par les autres membres
10.8.1	Dépôt de valeurs au moyen d'un service de liaison	10.7	VALEURS ET COMPTES DE SERVICES DE LIAISON
10.8.2	Livraison de valeurs	10.7.1	Dépôt de valeurs au moyen d'un service de liaison
10.8.3	Virements transfrontaliers de valeurs	10.7.2	Livraison de valeurs
10.8.4	Réclamations relatives aux services transfrontaliers	10.7.3	Virements transfrontaliers de valeurs
10.8.5	Position à découvert au compte de service de liaison	10.7.4	Réclamations relatives aux services transfrontaliers
10.9	PAIEMENTS TRANSFRONTALIERS	10.7.5	Position à découvert au compte de service de liaison
		10.8	PAIEMENTS TRANSFRONTALIERS

10.9.1	Application de la Règle	10.8.1	Application des Règles
10.9.2	Paiements entre la CDS et la DTC et la NSCC	10.8.2	Paiements entre la CDS et la DTC et la NSCC
10.9.3	Paiements entre la CDS et les adhérents à un service de liaison	10.8.3	Paiements entre la CDS et les adhérents à un service de liaison
		(i)	Rapport de l'encaisse
10.9.4	Processus de paiement des services de liaison	10.8.3	Paiements entre la CDS et les adhérents à un service de liaison
		(ii)	Processus de paiement des services de liaison
10.9.5	Disponibilité des adhérents aux services de liaison pour le règlement	10.8.3	Paiements entre la CDS et les adhérents à un service de liaison
		(ii)	Processus de paiement des services de liaison
10.9.6	Agent payeur désigné	10.8.4	Agent payeur désigné
(a)	Nomination	10.8.4(i)	Nomination
(b)	Attribution et paiement	10.8.4(ii)	Attribution et paiement
(c)	Compte rendu comptable	10.8.4(v)	Compte rendu comptable
(d)	Refus d'attribution	10.8.4(iii)	Refus d'attribution
(e)	Paiement direct	10.8.4(iv)	Paiement direct effectué par un adhérent à un service de liaison
10.9.7	Modes de paiement	10.8.5	Paiement acceptable pour un service de liaison
10.9.8	Exceptions aux exigences de paiement	10.8.5	Paiement acceptable pour un service de liaison
10.9.9	Exigences supplémentaires relatives aux instruments de paiement	10.8.5	Paiement acceptable pour un service de liaison
10.10	PLAFOND SOUPLE POUR LE SERVICE DE LIAISON AVEC NEW YORK • Supprimé, car le plafond souple n'existe plus. Cette modification s'applique aux autres dispositions de la présente Règle et à toutes les autres Règles.	N/N	
10.10.1	Calcul du plafond souple	N/N	
10.10.2	Surveillance des obligations de paiement des adhérents au Service de liaison avec New York	N/N	
10.10.3	Avis à l'égard du plafond souple	N/N	
10.10.4	Frais de non-conformité	N/N	
10.11	SUSPENSION	10.9	SUSPENSION D'UN ADHÉRENT AUX SERVICES TRANSFRONTALIERS

10.11.1	Application	10.9.1	Application
10.11.2	Produit net	10.9.6	Attribution du produit de la réalisation
10.11.3	Adhérents défailants et obligés d'un service de liaison	10.9.1 10.9.2	Application Adhérents défailants et obligés d'un service de liaison
10.11.4	Paiement immédiat	10.9.3	Exécution du processus de paiement à un service de liaison
10.11.5	Paiement final	10.9.3	Exécution du processus de paiement à un service de liaison
10.11.6	Paiements cautionnés	10.9.4	Paiement par les autres membres
10.11.7	Recouvrement de la perte et droits de subrogation	10.9.4	Paiement par les autres membres
10.11.8	Réalisation générale	10.9.5	Réalisation de la garantie
10.11.9	Application de la garantie	10.9.6	Attribution du produit de la réalisation
10.11.10	Persistance de l'obligation de l'adhérent à un service de liaison défailant	10.6.9	Persistance de l'obligation de l'adhérent à un service de liaison défailant
10.11.11	Attribution des sommes recouvrées de l'adhérent à un service de liaison défailant	10.6.11	Recouvrements auprès de l'adhérent au service de liaison défailant
10.11.12	Exonération réciproque	10.9.8	Exonération réciproque
10.11.13	Reconstitution des fonds	10.9.7	Reconstitution des fonds
10.12	ADHÉRENTS AU SERVICE ACT	10.10	ADHÉRENTS AU SERVICE ACT
10.12.1	Adhérents à mandat restreint	10.1.2 10.10.1	Types d'adhérents aux services transfrontaliers Adhérent aux services transfrontaliers à mandat restreint
10.12.2	Admissibilité	10.10.1 10.10.2	Adhérent aux services transfrontaliers à mandat restreint Admissibilité
10.12.3	Critères et conditions d'adhésion	10.10.2	Admissibilité
10.12.4	Fonctionnalité	10.10.1	Adhérent aux services transfrontaliers à mandat restreint
(a)	Service ACT	10.10.1(i)	Service ACT
(b)	Compte de service de liaison	10.10.1(ii)	Comptes du SLNY
10.12.5	Courtier compensateur désigné	10.10.3	Courtier compensateur désigné
(a)	Nomination et annulation de nomination	10.10.3(i)	Nomination et annulation de nomination
(b)	Règlement d'opérations	10.10.3(ii)	Règlement d'opérations

10.12.6	Limitation des obligations	10.6.1	Constitution de fonds de services de liaison et de groupes de crédit de fonds de services de liaison
		10.5.1	Sûreté accordée en faveur de la CDS

SCHÉMA DES MODIFICATIONS : RÈGLE 11 AGENTS DES TRANSFERTS ADHÉRENTS

N/N = Non nécessaire

N° de la Règle originale		N° de la Règle révisée	
11.1	DESCRIPTION	11.2	RELATION ENTRE LA CDS ET L'AGENT DES TRANSFERTS ADHÉRENT
		11.1	DÉFINITIONS
11.1.1	Description générale	11.2.1	Aperçu
		11.2.5	Rôle et fonction de l'agent des transferts adhérent
11.1.2	Définitions <ul style="list-style-type: none"> Le terme « certificat au comptoir » est supprimé, car cette forme de certificat n'est plus pertinente. Cette modification s'applique aux autres dispositions de la présente Règle et à toutes les autres Règles. 	11.1	DÉFINITIONS
11.2	LIEN	11.2	RELATION ENTRE LA CDS ET L'AGENT DES TRANSFERTS ADHÉRENT
11.2.1	Application des Règles	11.2.2	Application de la Règle
11.2.2	Admissibilité	11.2.3	Admissibilité à l'adhésion
11.2.3	Conditions d'adhésion	11.2.4	Conditions d'adhésion
11.2.4	Rôle de l'agent des transferts adhérent	11.2.5	Rôle et fonction de l'agent des transferts adhérent
11.2.5	Exclusion des groupes de crédit et de débit	11.2.5	Rôle et fonction de l'agent des transferts adhérent
11.2.6	Déclaration d'un agent des transferts adhérent	11.2.6	Déclaration d'un agent des transferts adhérent
11.2.7	Limitation de la responsabilité de l'agent des transferts adhérent	11.2.1	Aperçu
		11.4.1	Inscription au nom de la CDS
11.2.8	Avis légal	11.2.7	Signification de documents judiciaires
11.3	OPÉRATIONS	11.3	OPÉRATIONS
11.3.1	Admissibilité des valeurs	11.3.1	Valeurs admissibles
		11.2.5	Rôle et fonction de l'agent des transferts adhérent
11.3.2	Procédés et méthodes de l'agent des transferts adhérent <ul style="list-style-type: none"> Supprimé, car ce sujet est abordé à la Règle 1.7 	N/N11.3.2	

48

11.3.3	Frais	11.5.7	Frais
11.3.4	Traitement TRAX	11.3.2	Traitement TRAX
(a)	Exécution et résolution de conflits visant TRAX	(i)	Responsabilité de l'agent des transferts adhérent
(b)	Responsabilité de la CDS	(ii)	Responsabilité de la CDS
11.4	DÉPÔT ET RETRAIT	11.4	DÉPÔT ET RETRAIT
11.4.1	Inscription au nom de la CDS	11.4.1	Inscription au nom de la CDS
11.4.2	Fonctionnalité de dépôt et de retrait	11.4.2	Fonctionnalité de dépôt et de retrait
11.4.3	Dépôt de valeurs	11.2.5	Rôle et fonction de l'agent des transferts adhérent
11.4.3.1	Dépôt de valeurs	11.4.3	Dépôt de valeurs
11.4.3.2	Demandes TRAX pour le dépôt de valeurs	11.4.3	Dépôt de valeurs
11.4.4	Incidence du dépôt <ul style="list-style-type: none"> Le terme « certificat au comptoir » est supprimé, car cette forme de certificat n'est plus pertinente. Cette modification s'applique aux autres dispositions de la présente Règle et à toutes les autres Règles. 	11.4.3	Dépôt de valeurs
11.4.5	Endossement	11.4.5	Déclaration et garantie de l'agent des transferts adhérent
11.4.6	Déclaration et garantie de dépôt	11.4.6	Garantie de la CDS
11.4.7	Retrait de valeurs	11.4.7	Retrait de valeurs
11.4.8	Rapport de soldes de clôture <ul style="list-style-type: none"> Le terme « certificat au comptoir » est supprimé, car cette forme de certificat n'est plus pertinente. Cette modification s'applique aux autres dispositions de la présente Règle et à toutes les autres Règles. 	11.4.8	Rapport relatif aux soldes de clôture
11.4.9	Rapport des détenteurs inscrits	11.4.9	Rapport relatif aux détenteurs inscrits
11.4.10	Vérification	11.4.10	Vérification et rapprochement des données
11.4.11	Dépôt vicié	11.4.11	Dépôt vicié
11.4.12	Redressement de la position de la CDS	11.4.12	Redressement de la position de la CDS
11.4.13	Rapprochement	11.4.10	Vérification et rapprochement des données
11.5	OPÉRATIONS ITSC et ITCD	11.5	ITSC ET ITCD

11.5.1	<p>Forme des valeurs déposées</p> <ul style="list-style-type: none"> Le terme « certificat au comptoir » est supprimé, car cette forme de certificat n'est plus pertinente. Cette modification s'applique aux autres dispositions de la présente Règle et à toutes les autres Règles. 	11.5.1	Types d'attestation
11.5.2	ITSC et ITCD	11.5.2	Forme privilégiée : valeurs scripturales
11.5.3	<p>Choix de la forme</p> <ul style="list-style-type: none"> Le terme « certificat au comptoir » est supprimé, car cette forme de certificat n'est plus pertinente. Cette modification s'applique aux autres dispositions de la présente Règle et à toutes les autres Règles. 	11.5.3	Passage à la forme de valeur scripturale
11.5.4	<p>Mention</p> <ul style="list-style-type: none"> Le terme « certificat au comptoir » est supprimé, car cette forme de certificat n'est plus pertinente. Cette modification s'applique aux autres dispositions de la présente Règle et à toutes les autres Règles. 	11.5.4	Mention quant au caractère non négociable
11.5.5	Conversion de titres existants	11.5.5	Conversion en ITSC et en ITCD
11.5.6	<p>Réimmatriculation</p> <ul style="list-style-type: none"> Le terme « certificat au comptoir » est supprimé, car cette forme de certificat n'est plus pertinente. Cette modification s'applique aux autres dispositions de la présente Règle et à toutes les autres Règles. 	11.5.6	Nouveau certificat
11.5.7	Équivalent d'une immatriculation	11.4.4 11.4.8	Confirmation par l'agent des transferts adhérent Rapport de soldes de clôture
11.5.8	Incidence du retrait	11.4.7	Retrait de valeurs
11.6	DROITS ET PRIVILÈGES	11.6	DROITS ET PRIVILÈGES
11.6.1	Versement des droits et privilèges	11.6.1	Versement des droits et privilèges
(a)	<p>Période de transition</p> <ul style="list-style-type: none"> Supprimé, car ce libellé n'est plus nécessaire 	N/N	
(b)	Paiement de droits et privilèges ultérieur	N/N	

	• Supprimé, car ce libellé n'est plus nécessaire		
11.6.2	Responsabilité à l'égard des droits et privilèges	11.6.4	Responsabilités à l'égard des droits et privilèges
11.6.3	Critères de sélection	11.6.2 11.6.3	Critères de sélection Nomination
11.6.4	Nomination	11.6.3	Nomination
11.6.5	Tâches	11.6.4	Responsabilités à l'égard des droits et privilèges
11.6.6	Obligations	11.6.4	Responsabilités à l'égard des droits et privilèges

SCHÉMA DES MODIFICATIONS : RÈGLE 12 SERVICE NELTC

N/N = Non nécessaire

N° de la Règle originale		N° de la Règle révisée	
12.1	DESCRIPTION DU SERVICE NELTC	12.1	APERÇU
12.1.1	Description générale	12.1.1	Description générale
12.1.2	Traitement des renseignements au service NELTC	12.1.2	Traitement de l'information par le service NELTC
(a)	Demande de transfert	12.1.2(i)	Demande de transfert
(b)	Liste de biens	12.1.2(ii)	Liste de biens
(c)	Confirmation	12.1.2(iii)	Confirmation
(d)	Instructions de règlement	12.1.2(iv)	Instructions de règlement
(e)	Résolution de litige	12.1.2(v)	Règlement des différends
12.1.3	Instructions des clients	12.1.3	Instructions du client
12.1.4	Garantie et confirmation	12.1.4	Déclaration, garantie et reconnaissance
12.1.5	Responsabilité de la CDS	12.1.5	Responsabilité de la CDS
12.1.6	Lois sur l'information	12.1.6	Législation relative aux renseignements personnels
12.2	ADHÉRENTS AU SERVICE NELTC DU CDSX	12.2	ADHÉRENT AU SERVICE NELTC
12.2.1	Mandat restreint	12.2.1	Adhérent à mandat restreint
12.2.2	Application des Règles	12.2.1	Adhérent à mandat restreint
(a)	Adhésion au service NELTC	12.2.1	Adhérent à mandat restreint
(b)	Persistance des obligations	12.2.1	Adhérent à mandat restreint
12.2.3	Admissibilité	12.2.2	Admissibilité
12.2.4	Critères d'adhésion	12.2.3	Critères d'adhésion
12.2.5	Conditions d'adhésion	12.2.3	Critères d'adhésion
12.2.6	Rôle d'un adhérent au service NELTC au CDSX	12.2.4	Rôle au CDSX
12.2.7	Adhérent désigné à titre de responsable de la garde	12.2.5	Adhérent désigné à titre de responsable de la garde
(a)	Nomination et annulation de nomination	(i)	Nomination et résiliation du mandat
(b)	Virement de valeurs	(ii)	Virement de valeurs
12.2.8	Exclusion du groupe de crédit	12.2.4	Rôle au CDSX

SCHÉMA DES MODIFICATIONS : RÈGLE 13 SERVICES DE LIVRAISON

N/N = Non nécessaire

N° de la Règle originale		N° de la Règle révisée	
13.1	Description générale	13.1	APERÇU
13.2	Modes de livraison	13.2	MODES DE LIVRAISON
13.3	Service de messagerie	13.3	SERVICE DE MESSAGERIE
13.4	Particuliers autorisés	13.4	PARTICULIERS AUTORISÉS
13.5	Procédés et méthodes	13.5	PROCÉDÉS ET MÉTHODES
13.6	Responsabilité relative aux envois	13.6	RESPONSABILITÉ DE LA CDS
13.7	Assurance et limitation du recouvrement destiné à l'adhérent	13.7	ASSURANCE ET LIMITATION DE RESPONSABILITÉ
13.8	Dépôt et retrait de valeurs	13.8	DÉPÔT ET RETRAIT DE VALEURS

7.3.2 Publication



AVIS DE CONFORMITÉ

EN VERTU DE L'ARTICLE 22 DE LA LOI SUR LES INSTRUMENTS DÉRIVÉS

**MODIFICATION DES RÈGLES DE BOURSE DE MONTRÉAL INC. EN VUE DU LANCEMENT DU CONTRAT À
TERME D'UN MOIS SUR LE TAUX CORRA (COA) ET DU CONTRAT À TERME DE TROIS MOIS
SUR LE TAUX CORRA (CRA)**

Le soussigné confirme que les modifications et, s'il y a lieu, les ajouts et les abrogations aux règles, politiques et procédures de Bourse de Montréal Inc. ont été apportés conformément à la *Loi sur les instruments dérivés* (RLRQ, chapitre I-14.01).

FAIT à MONTRÉAL le 6 février 2020

(s) Alexandre Normandeau
Alexandre Normandeau, Conseiller juridique
BOURSE DE MONTRÉAL INC.

7.4 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

7.5 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

8.

Entreprises de services monétaires

- 8.1 Avis et communiqués
 - 8.2 Réglementation
 - 8.3 Permis d'exploitation d'entreprises de services monétaires
 - 8.4 Autres décisions
-

8.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

8.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

8.3 PERMIS D'EXPLOITATION D'ENTREPRISES DE SERVICES MONÉTAIRES

La *Loi sur les entreprises de services monétaires*, RLRQ, c. E-12.000001 (la « LESM ») prévoit à son article 3 que toute personne ou entité qui exploite une entreprise de services monétaires contre rémunération (une « ESM ») doit être titulaire d'un permis d'exploitation délivré par l'Autorité des marchés financiers (le « permis »). L'Autorité peut délivrer un permis pour l'une ou plusieurs des catégories suivantes :

- le change de devises
- le transfert de fonds
- l'émission ou le rachat de chèques de voyage, de mandats ou de traites
- l'encaissement de chèques
- l'exploitation de guichets automatiques

L'Autorité tient et met à jour sur son site Web, un registre public des entreprises de services monétaires (ESM) à qui elle délivre le droit d'exercer des activités au Québec. Si vous souhaitez vérifier si une ESM dispose d'un droit d'exercer des activités au Québec, veuillez consulter ce registre. Les sous-sections ci-dessous contiennent l'information sur les décisions prises par l'Autorité ou les circonstances qui amènent une modification à ce registre.

La sous-section 8.3.1 contient l'information relative à la décision d'octroyer un nouveau permis. La sous-section 8.3.2 vise la cessation volontaire d'une ou plusieurs activités visées par le permis. La sous-section 8.3.3 contient les décisions prononcées par l'Autorité en vertu du premier alinéa de l'article 17 de la LESM, de suspendre ou de révoquer un permis pour un motif visé aux articles 11 et 13 de la LESM.

Il est à noter que les décisions rendues par le Bureau de décision et de révision à l'égard d'une ESM en vertu du deuxième alinéa de l'article 17 de la LESM et les avis d'audiences de ce tribunal se retrouvent à la section 2 du bulletin.

8.3.1 Nouveaux permis d'exploitation

Nom de l'entreprise	Catégories	Date d'émission
ASSOCIATION COOPÉRATIVE DE POVUNGNITUK	Exploitation de guichets automatiques et encaissement de chèques	2020-06-05

8.3.2 Cessations volontaires d'activités

Aucune information

8.3.3 Suspensions ou révocations par l'Autorité

Aucune information.

8.4 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

9.

Régimes volontaires d'épargne-retraite

- 9.1 Avis et communiqués
 - 9.2 Réglementation
 - 9.3 Autorisation d'agir comme administrateur d'un régime volontaire
d'épargne-retraite
 - 9.4 Autres décisions
-

9.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

9.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

9.3 AUTORISATION D'AGIR COMME ADMINISTRATEUR D'UN RÉGIME VOLONTAIRE D'ÉPARGNE-RETRAITE

Aucune information.

9.4 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.